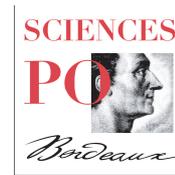


UNIVERSITÉ MONTESQUIEU BORDEAUX IV



École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique

SCIENCES PO BORDEAUX

Laboratoire d'accueil : Centre Emile Durkheim

LES FARC ET LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE : ASPECTS SYMBOLIQUES, ÉMOTIONNELS, MORAUX ET IDENTITAIRES DE LA VIOLENCE ARMÉE EN COLOMBIE

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Thomas LINDEMANN

présentée et soutenue publiquement
le 17 décembre 2013 par

Johanna María GONZÁLEZ MOJICA

17 décembre 2013

Composition du jury :

M. Xavier CRETTEZ, Professeur, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; *rapporteur*

M. Olivier DUBOS, Professeur, Université Montesquieu - Bordeaux IV

Mme Nathalie DUCLOS, Maître de conférences, Université François-Rabelais Tours

M. Jacques FAGET, Directeur de recherche CNRS, Sciences Po Bordeaux

M. David GARIBAY, Professeur, Université d'Auvergne ; *rapporteur*

M. Thomas LINDEMANN, Professeur, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; directeur de thèse

RESUME en français

La confrontation armée en Colombie se distingue par sa durée, son intensité et sa complexité. L'un des acteurs principaux de cet affrontement est la guérilla des FARC. Leur étude, à partir de la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth, permet de prendre en compte le rôle des besoins de reconnaissance, exprimés par ce groupe et ses membres, dans le développement du conflit. En effet, la violence guérillera plonge ses racines dans des dénis de reconnaissance dans les sphères de l'affection (maltraitance infantile, violence intrafamiliale, exactions des groupes armés), du droit (privation de droits-exclusion) et de la solidarité (indignité-injustice). Les aspects de la lutte pour la reconnaissance, menée par ce mouvement, ont évolué dans le temps, en fonction des interactions avec d'autres acteurs comme le gouvernement colombien et des variables comme le narcotrafic, passant d'une lutte pour l'obtention de la dignité et de l'égalité, à une lutte pour le prestige et l'affirmation d'identités idéalisées.

TITRE en anglais

FARC and the struggle for recognition: symbolic, emotional, moral and identity-building aspects of Colombia armed violence

RESUME en anglais

The armed confrontation in Colombia is characterized by its duration, intensity and complexity. FARC is one of the main actors of this war. The study of the Colombian guerrilla from the perspective of Axel Honneth's theory, the struggle for recognition, allows us to take into account the role of recognition needs, as expressed by this group and his members, in the conflict evolution. Guerrilla violence plunges its roots into denials of recognition in the spheres of love (ill-treatment of children, domestic violence, exactions by armed groups), of rights (denial of rights, exclusion) and solidarity (denigration, insult). The FARC's struggle for recognition gradually change over time depending on new variables, like drug trafficking, and the interactions with other actors (government, civil populations, etc.) passing from a struggle for dignity and equality to a struggle for status and the assertion of idealized identities.

MOTS-CLES en français

FARC, guérilla, Colombie, conflit, violence, lutte, reconnaissance, identité

MOTS-CLES en anglais

FARC, guerrilla, Colombia, conflict, violence, struggle, recognition, identity

Sommaire

SOMMAIRE	2
REMERCIEMENTS.....	5
INTRODUCTION.....	6
LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE : APPROCHE THEORIQUE	10
LES FARC ET LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE : DELIMITATION DU CHAMP D’ETUDE	37
QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHESES.....	43
SOURCES D’INFORMATION ET METHODOLOGIE DE RECHERCHE	46
1^{ERE} PARTIE LA « DEPOLITISATION » DES FARC : LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE ET SES EVOLUTIONS	68
1. LES FARC ET LA LUTTE POUR LA DIGNITE : COMBAT CONTRE LA REIFICATION ET L’INJUSTICE.....	80
1.1 <i>Les forces d’autodéfense paysannes et les guérillas libérales : premières formes de la lutte pour la reconnaissance (1945-1965)</i>	<i>82</i>
1.1.1. Antécédents historiques de la guérilla	83
1.1.2. Analyse de la lutte pour la reconnaissance à l’origine de <i>La Violencia</i> et des FARC	122
1.2 <i>La guérilla « révolutionnaire » : construction d’un discours légitimant la lutte pour la reconnaissance (1960-1980)</i>	<i>150</i>
1.2.1. De <i>La Violencia</i> à la lutte révolutionnaire des années 60 : contexte historique.....	151
1.2.2. Consolidation d’un cadre institutionnel, idéologique et discursif	160
2. LES FARC ET LA LUTTE POUR LE PRESTIGE : IDENTITES IDEALISEES, VIRILES, IRRITABLES ET STIGMATISEES	194
2.1 <i>La « narco-guérilla » : une modification profonde des attentes de reconnaissance (1980-2000).....</i>	<i>196</i>
2.1.1. Adieu à la politique et bienvenue à la guerre	198

2.1.2. Nouvelles dynamiques de reconnaissance de la « culture du narcotrafic »	221
2.1.3. Le mimétisme violent et la frontière entre « nous » et les « autres » 235	
2.2 <i>De « belligérant » à « terroriste » : des blessures narcissiques et des dénis de reconnaissance mutuelle (1998-2002)</i>	242
2.2.1. De la narcotisation du conflit au Processus de Paix : contexte historique.....	244
2.2.2. Accords et désaccords du Processus de Paix.....	266
2.3 <i>Ne pas perdre la face pour gagner les cœurs et les esprits : affrontement FARC-gouvernement Uribe</i>	293
2.3.1. Assimilation de la guérilla au terrorisme.....	299
2.3.2. La société civile sous le feu croisé du gouvernement et des FARC	313
2.3.3. Les FARC ripostent.....	316
2^{EME} PARTIE LA LUTTE ARMEE POUR LA RECONNAISSANCE, UN COMBAT SYMBOLIQUE	337
3. QUI SE BAT ET POUR QUOI ? : ENJEUX DISCURSIFS ET SYMBOLIQUES DE LA VIOLENCE COLOMBIENNE	344
3.1 <i>L'homo politicus et l'homo economicus, « bouillon de cultures » des FARC ?</i>	352
3.1.1. Les débats méthodologiques.....	356
3.1.2. Le débat « agency-structure »	358
3.1.3. Le débat entre causes « objectives » et « subjectives » de la violence (<i>greed vs grievance</i>)	381
3.2 <i>La lutte guérillera : insurrection ou terrorisme ?</i>	386
3.2.1. La thèse de la guerre civile.....	386
3.2.2. La thèse du conflit armé interne	391
3.2.3. La thèse de la violence interne et la lutte contre le terrorisme.....	393
4. LES ACTEURS DE LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE : LES GUERILLEROS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI	402
4.1 <i>Les guérilleros-paysans : Fusils et houes</i>	411
4.1.1. Des hommes fiers ayant pris les armes	413

4.1.2. Les femmes et les enfants de la guérilla paysanne	434
4.2 <i>Les idéologues et les « révolutionnaires » de la guérilla</i>	439
4.2.1. Les guérilleros marxistes-léninistes des FARC	440
4.2.2. Les femmes et les enfants de la guérilla révolutionnaire.....	466
4.3 <i>Guérilleros aventuriers, raspachines et mafieux</i>	473
4.3.1. Le narco-guérillero : identités viriles et idéalisées	475
4.3.2. La femme au pouvoir et la femme-objet	504
4.4 <i>Panorama de la situation actuelle : hétérogénéité du groupe guérillero</i>	517
4.4.1. Douze ex-combattants racontent.....	527
4.4.2. Les femmes des FARC	553
4.4.3. Recrutement forcé : des guérilleros malgré-eux	561
CONCLUSION	569
« JE SOUFFRE DONC JE ME BATS » : DENIS DE RECONNAISSANCE ET BLESSURES MORALES	586
« J’AI UNE ARME DONC JE SUIS » : LA RECONNAISSANCE DANS LE MONDE DES FARC	608
BIBLIOGRAPHIE.....	620
TABLE DES ANNEXES.....	702

Remerciements

Je souhaite remercier, en premier lieu, Thomas Lindemann pour m'avoir accompagnée et appuyée durant ce long processus de recherche. Je le remercie vivement pour sa suggestion d'appliquer la théorie de la lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth à l'étude de la guérilla des FARC. Grâce à cette nouvelle perspective, ma compréhension de la Colombie et de la violence est devenue plus profonde.

Un remerciement spécial à l'École doctorale SP2 et au Centre Émile Durkheim. Je vous remercie de votre accueil pendant ces années et de m'avoir offert les outils nécessaires pour me développer en tant que chercheuse.

Je veux aussi remercier le professeur Jacques Faget et le Dr. Puentes pour leur sollicitude, leur appui et leurs bons conseils. Merci à mes collègues et amis, spécialement Denis, Fanny et François pour avoir partagé leur expérience « doctorale » avec moi. Vivre cette expérience ensemble a été très réconfortant. Merci à mes « lecteurs », Axelle, Gregory, Jessica et Mickaël, pour leur temps et la pertinence de leurs commentaires.

Mille mercis à la famille Dubois pour leur affection, leur appui, et pour me faire sentir chez moi lorsque je suis en France. A mi familia, no tengo palabras para agradecerles todo el amor y el apoyo que me han brindado. Sin ustedes esta tesis no hubiera podido llevarse a cabo. Gracias a mi papa, Juan Manuel, por ser mi asistente de investigación principal. A mi mama, Mary, por preocuparse siempre por mi bienestar y mi salud física y spiritual. A mi hermanito, Juan David, gracias por los regalos y por animarme a trabajar más y mejor. Y a mi compañero de viaje, Jérémy, por nunca haberme dejado sola en este proyecto y siempre haber creído en mí.

A todos los amigos y familiares que se preocuparon por mí, muchas gracias. Un saludo especial para Karina, Lina, Norys, Philipp y Paola por estar pendientes de mí y recordarme constantemente que “hay que terminar la tesis”.

Introduction

« Il connaissait la vérité brute de la vie, sa sagesse primaire à laquelle j'étais en train d'être initié: nous ne sommes pas uniques, mais tous pareils et interchangeable, oui, des bouts de viande qui cherchent le plaisir, souffrent, s'affrontent pour la possession des femmes, de l'argent, du pouvoir, ce qui est à peu près la même chose, et un jour les perdants et les gagnants se rejoignent dans la parfaite égalité de la putréfaction »¹.

Dans la littérature récente sur le conflit en Colombie, il n'est pas rare de rencontrer des affirmations de ce type : *« Depuis la moitié des années quatre-vingt, la Colombie vit au rythme de 25 000 à 30 000 morts violentes par an. Avec un taux d'homicides de 70 pour 100 000 habitants, la Colombie est depuis 10 ans, l'un des pays les plus violents du monde, à l'exception des pays en guerre déclarée ou en guerre civile ouverte »²*. Cette réduction de la violence colombienne à sa dimension proprement matérielle présente l'avantage de faciliter son identification empirique³. Cependant, cet aperçu ne rend pas compte de toutes les dynamiques d'un conflit qui perdure depuis environ cinquante ans, et qui se caractérise non seulement par sa durée, mais aussi par son intensité et sa complexité.

En ce qui concerne l'intensité du conflit colombien, les chiffres ont beaucoup fluctué depuis les années quatre-vingt et selon *l'Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses de Colombia*, le taux annuel d'homicides pendant la dernière décennie présente un comportement stable avec une tendance à la baisse, passant de 60 homicides par tranche de cent mille habitants en 1999 à 34 en 2010⁴ (soit 17 717⁵). Cependant, il est nécessaire d'interpréter avec précaution cette information. En effet, ces chiffres ne concernent pas seulement les victimes

¹ Makine (André), *L'amour humain*, Paris, Seuil, 2006. p.13

² Martin (Gérard), « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997, p. 195. Voir aussi Pécaut (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur: le cas colombien », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997, pp. 159-193

³ Pour une analyse de la violence politique définie comme violence physique ou violence symbolique voir Braud (Philippe), « Violences physiques, violences symboliques. Éléments de problématisation », dans *Guerres civiles, dimensions de la violence, économies de la civilité*, éd. par Hannover (Jean), Paris, Karthala, 1999.

⁴ Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia, *Forensis 2010: Datos para la Vida*, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Vol. 12, N° 1, junio 2011.

⁵ « Homicidios en Colombia crecen 16,2% », *Semana*, 4 de mayo de 2010, (en ligne).

causées par le conflit lui-même mais aussi par divers types de violence.⁶ Comme indiqué ci-dessus, l'attribution systématique des victimes à la violence politique revient finalement à inclure des comportements ne correspondant pas exactement à ce que l'on pourrait qualifier de « conflit armé »⁷ en Colombie. À partir des données de 2010, il est ainsi possible d'affirmer que seulement 7,4 % des violences recensées peuvent être qualifiées de violences sociopolitiques⁸. Le reste se divise ainsi : 15,45 % de violences interpersonnelles, 3,8 % violences économiques, 1,8 % de violences familiales, 0,06 % en relation avec un délit sexuel, 0,06 % dans la catégorie « divers », 71,71 % de violences relevant d'une catégorie qualifiée de « sans information sur les circonstances »⁹. L'importance de cette dernière classification, ajoutée à la sous-évaluation du nombre d'actes violents et à l'impossibilité pour les statistiques de distinguer entre la violence générée par les groupes armés et celle générée par d'autres groupes moins structurés comme la délinquance de droit commun, compliquent le travail des chercheurs qui tentent d'élaborer un panorama quantitatif de l'intensité et de l'étendue de la violence en Colombie.

D'autre part, le conflit colombien se caractérise, sur le plan de la complexité, par l'interaction d'acteurs et d'intérêts multiples dans des lieux très variés. Ainsi, la violence en Colombie présente diverses facettes et se caractérise par la pluralité des idéologies (des discours) de ses acteurs, des formes de lutte utilisées selon l'identité des protagonistes ainsi que par une action étatique qui oscille entre un certain degré de permissivité et des actes forts de répression selon l'inspiration politico-électorale qui anime l'action du gouvernement en place. Pour illustrer la complexité du conflit colombien, il est possible de prendre comme exemple certaines interactions, de nature très diverses, qui existent entre les

⁶ De plus, les responsables de ces études indiquent que ces chiffres doivent être utilisés avec une certaine prudence alors que de nombreux massacres commis par les groupes armés en Colombie commencent seulement à être découverts dans le cadre de la Loi de Justice et Paix (La loi colombienne 975 de 2005, dite « de Justice et Paix », contient des dispositions pour la réinsertion de membres « des groupes organisés en marge de la loi » (guérilla, paramilitaires, etc.), ainsi que des dispositions concernant des accords humanitaires).

⁷ La définition de « conflit armé » est elle-même conflictuelle. Certains auteurs préfèrent parler de « violence politique », d'autres de « guerre civile », et les sources gouvernementales colombiennes utilisent des expressions comme « violence interne » ou « lutte contre le terrorisme ». Dans le cadre de cette recherche, nous utiliserons les expressions : conflit, conflit armé, confrontation armée, violence, violence interne, pour faire référence aux actions réalisées par les groupes armés colombiens.

⁸ Selon l'*Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses*, la violence sociopolitique se divise entre : action de guérilla, action militaire, action paramilitaire, assassinat politique, affrontement armé, intervention légale, enlèvement, terrorisme, violence contre des groupes déqualifiés ou marginaux.

protagonistes du conflit. Ces acteurs : guérillas (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo* ou FARC-EP, et *Ejército de Liberación Nacional* ou ELN), bandes criminelles¹⁰ (Bacrim), narcotrafiquants, forces armées colombiennes, ne sont pas monolithiques. Bien que certains de ces groupes utilisent un même sigle (FARC, AUC¹¹, etc.), leurs dynamiques obéissent plus à des logiques régionales que nationales. Cela facilite la naissance de dissidences et génère des perceptions différentes d'un même acteur armé, d'une zone géographique à une autre, avec un degré variable de légitimité auprès de la population¹². Les groupes organisés comme les Bacrim et les guérillas luttent entre eux pour imposer ou consolider leur contrôle des ressources légales (terres, populations ou administrations municipales) ou illégales (trafic d'armes, de drogue, extorsions). Cette violence « stratégique » entretient des liens avec d'autres types de violence « non-organisée », ce qui complique la distinction entre les deux. Par conséquent, il n'est pas possible de considérer que les quatre acteurs principaux du conflit, énumérés plus haut, sont les seuls acteurs de la violence. Dans le cas colombien, la frontière entre luttes armées, violences sociales, crime organisé et délinquance de droit commun disparaissent. Très souvent, les commandants des fronts guérilleros, les chefs des narcotrafiquants et des bandes criminelles, dirigent en coulisses leurs affaires, décidant des actions à mener. Le « sale travail » est délégué aux échelons inférieurs, à des éléments qui ne font pas officiellement partie du groupe, c'est-à-dire, aux milices urbaines, aux bandes de sicaires, aux « gros durs », chargés de remplir les « contrats », de capturer les otages, de brûler les moyens de transport publics, les véhicules et autres biens appartenant à ceux qui refusent de payer « l'impôt » ou *vacuna* (« vaccin »)¹³. Les violences, politiques ou non, organisées ou non, entrent en résonance et finissent

⁹ Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia, *op.cit.*, 2011.

¹⁰ Les bandes criminelles émergentes, souvent appelées Bacrim, parmi lesquelles on peut citer les *Águilas Negras* (Aigles Noires) et l'ERPAC (*Ejército revolucionario popular anticomunista*-Armée révolutionnaire Populaire Anticomuniste), sont les forces qui se constituent en Colombie à partir de 2006, date de la démobilisation des Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Selon les sources officielles colombiennes, ces bandes ne peuvent pas être qualifiées de paramilitaires car il n'existe aucune preuve de leur collusion avec les forces militaires. Ces bandes, qui regroupent d'anciens cadres des AUC et des nouvelles recrues (des civiles, des anciens paramilitaires mais aussi des anciens membres des guérillas FARC et ELN), se caractérisent par une structure de commandement de type militaire et la capacité à utiliser la force dans certains territoires, sur une échelle plus réduite que les AUC.

¹¹ Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ancien groupe paramilitaire.

¹² De Currea-Lugo (Victor), *Poder y Guerrillas en América Latina : Una Mirada a La Historia Del Guerrillero De a Pie*, Málaga, Sepha, 2007.

¹³ Martin (Gérard), *op.cit.*, 1997, p. 195

par redéfinir le cadre même dans lequel se construit la société colombienne. Déjà, la violence n'apparaît plus comme un phénomène qui peut être relié à des causes précises mais constitue le « *contexte même dans lequel évolue la société* »¹⁴.

Compte tenu de la complexité du conflit colombien comme objet d'étude et pour parvenir à une meilleure compréhension de la violence que connaît le pays, plusieurs travaux de recherche ont été menés, en Colombie et à l'étranger, basés sur des grilles d'analyse dites « classiques », avec des variables politiques, économiques, stratégiques ou idéologiques. Ces études interprètent les faits selon des classifications variées : un conflit d'idéologies générées par le choc de deux blocs antagonistes pendant la guerre froide, un conflit causé par la pauvreté d'une part importante de la population, un conflit généré par les intérêts économiques et stratégiques des acteurs armés, un conflit produit par l'affaiblissement de l'autorité de l'État et par une démocratisation incomplète, un conflit lié à l'existence historique d'une « culture de violence »...

« Les plus optimistes ont choisi de considérer la violence comme un phénomène à causes multiples, mais toujours basé sur la prémisse selon laquelle la violence est conjoncturelle et peut disparaître si on attaque les causes qui la produisent et si on fortifie les institutions de police, défense et justice. Les réalistes, au contraire, ont choisi des explications structurelles que cherchent à établir un lien organique entre les phénomènes de violence et le développement historique de la société, pour ne plus parler de violence mais de conflit social armé, pas seulement comme un phénomène, mais comme une caractérisation politique et sociologique de la relation État-société en Colombie »¹⁵.

Étant donné que les causes objectives et structurelles de la violence ont été profondément et largement étudiées dans le cas colombien (voir chapitre 3.1), il est important d'étudier plus précisément les causes subjectives (davantage négligées par les chercheurs) sans oublier les aspects symboliques du conflit. À cet égard, si les rivalités stratégiques ou économiques persistent sur la scène internationale, il est possible d'observer, chaque jour un peu plus, de nombreux acteurs se révoltant contre le manque de respect, l'arrogance, voire le mépris dont ils sont les victimes. Dès lors, la probabilité d'une confrontation armée dépend aussi des coûts et des gains symboliques (en termes d'image de soi-même) qui sont associés à l'option

¹⁴ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 1997.

¹⁵ Chaparro (Adolfo), « Procesos de subjetivación, conflicto armado y construcción del Estado Nación en Colombia », *Revista Estudios Socio-Jurídicos Universidad del Rosario*, Vol. 7, agosto de 2005. p. 414

guerrière¹⁶. Dans cette optique, de nouveaux projets de recherche essaient de réexaminer la violence sous l'angle de la « reconnaissance » définie comme le désir d'obtenir la confirmation par l'autre d'une identité et d'une image valorisée de soi-même¹⁷.

« La problématique de la reconnaissance nous incite à nous interroger sur les dimensions symboliques des guerres : ne peuvent-elles pas être un moyen de préserver l'estime de soi des acteurs au lieu la simple expression d'une volonté de puissance ou d'enrichissement ? Les décideurs politiques n'intègrent-ils pas aussi les coûts et les bénéfices symboliques -en termes d'image de soi- d'un recours à la force armée ? »¹⁸.

La lutte pour la reconnaissance : approche théorique

Lorsque l'on traite de la guerre classique entre États, de la guerre civile ou d'autres formes irrégulières de violence comme le terrorisme, l'analyse est souvent menée comme si les acteurs étaient seulement animés par la recherche du gain ou par le désir d'éviter des pertes matérielles (économiques ou stratégiques). D'une manière générale, les origines de la violence sont expliquées à travers l'étude de problèmes sécuritaires, de rivalités pour le pouvoir, ou par la recherche de bénéfices de la part des élites politiques et économiques. La littérature scientifique part de la prémisse que l'homme cherche avant tout à maximiser ses bénéfices matériels, que ce soit en tant qu'*homo oeconomicus* ou *homo politicus*.

Dans le domaine de la science politique, l'un des débats le plus important sur les origines de la guerre civile (ou des conflits armés internes) gravite autour de la dichotomie *greed/grievance* (avidité/doléance). S'agissant de l'« avidité », Hershel Grossman défend la thèse selon laquelle la rébellion doit être entendue comme une industrie qui produit des bénéfices à travers les pillages, raison pour laquelle les insurgés doivent être considérés comme des bandits ou des pirates¹⁹. D'autre part, Paul Collier, définit la rébellion comme de la prédation et comme une

¹⁶ Voir Lindemann (Thomas), *Sauver la face, sauver la paix: sociologie constructiviste des crises internationales*, Paris, L'Harmattan, 2010c.

¹⁷ Honneth (Axel), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf, 2000.

¹⁸ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 12

forme de criminalité organisée : « *l'analyse économique considère la rébellion plutôt comme une forme de criminalité organisée. La rébellion est de la prédation à grande échelle des activités productives* »²⁰. Anke Hoeffler et Paul Collier précisent qu'au moment d'étudier une guerre civile, il est important de faire la différence entre *motive* (les raisons pour se battre) et *oportunité*, (la viabilité de la rébellion). En ce sens, s'il est vrai que les raisons pour faire la guerre pourraient se trouver dans les *grievances* (l'iniquité, le non-respect des droits politiques ou les divisions religieuses ou ethniques existantes à l'intérieur d'une société, etc.), il ne faut pas oublier (selon Collier et Hoeffler) que ces éléments n'ont pas vraiment d'incidence sur le passage à la violence ou le déclenchement d'une guerre (ils pourraient seulement expliquer les mobilisations pacifiques). Selon ces auteurs, les variables économiques sont les éléments fondamentaux à l'heure d'expliquer un conflit armé parce qu'elles ont un impact sur la viabilité de la violence (par exemple, le rôle que joue le financement sur la possibilité de conformation d'un groupe armé)²¹. Au contraire, les défenseurs du paradigme de la doléance se concentrent sur les causes émotionnelles, psychologiques, « non-rationnelles » de la violence. Ainsi, par exemple, Ted Robert Gurr, affirme que l'identité, les désirs et les croyances des individus sont les variables les plus importantes pour mieux comprendre les conflits armés²². Gurr explique la violence armée depuis la perspective de la *relative deprivation* ou frustration relative, c'est-à-dire, l'écart perçu par les individus entre les biens matériels ou immatériels (ex. prestige) auxquels ils pensent avoir droit (*value expectations*), et ceux qu'ils estiment pouvoir obtenir et conserver (*value capacities*)²³.

Dés lors, les théories sur les origines de la guerre, basées sur des variables purement économiques, ne donnent qu'une image appauvrie des finalités humaines en contraste avec la multiplicité des logiques de l'action humaine dans d'autres

¹⁹ Grossman (Hershel), « Kleptocracy and revolutions », *Oxford Economic Papers*, 51, 1999. p. 226. Cité par Collier (Paul), Hoeffler (Anke), « Greed and Grievance in civil war », *Oxford Economic Papers*, 56, 2004. p. 564

²⁰ Collier (Paul), *Economic Causes of Civil Conflict and their Implication for Policy*, Washington, World Bank, 2000. p. 2. Cité par Marchal (Roland), Messiant (Christine), « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique Internationale*, No. 16, Juillet, 2002. p. 60

²¹ Voir Collier (Paul), Hoeffler (Anke), *op.cit.*, 2004. pp. 563-595

²² Gurr (Ted Robert), « Why Men Rebel Redux: How valid are its Arguments 40 years on? », *e-International Relations*, 17 November 2011, (en ligne).

²³ Gurr (Ted Robert), *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970. p. 24

domaines²⁴. Les luttes sociales ne sont pas seulement basées sur les rapports économiques mais aussi largement sur le sentiment d'injustice. Déjà, Karl Marx observait que l'exigence de plus de dignité expliquait les revendications des mouvements ouvriers au dix-neuvième siècle. Les éléments subjectifs, moraux, émotionnels, symboliques, sont au cœur des conflits :

« La guerre constitue l'un des principaux domaines d'action où s'expriment les passions et les sentiments. Loin de se réduire à un instrument destiné à être appliqué mécaniquement, elle introduit aux grands problèmes du comportement humain. Comment dès lors "retrouver la guerre" telle qu'elle a été pensée et ressentie par les individus qui la vivent, qu'ils soient combattants ou non ? »²⁵

Sans remettre en cause la pertinence des approches basées sur la rationalité économique ou politique, c'est-à-dire la « lutte pour l'existence »²⁶, il est important de souligner qu'elles négligent le rôle des émotions dans certains types de violence, qu'elles minimisent les logiques de rationalité symbolique et sous-estiment les difficultés rencontrées par les responsables politiques et les acteurs non étatiques pour justifier et légitimer des guerres uniquement menées pour des motifs matériels. En outre, ces analyses minorent les transformations identitaires des acteurs et des divers intérêts mobilisés dans un conflit. Pour résumer, les explications « traditionnelles » méconnaissent les nécessités de *l'homo symbolicus*²⁷. L'homme « est un animal symbolique, il a besoin de se représenter ce qu'il est, ce qu'il fait et ce vers quoi il va »²⁸. L'imaginaire, les affects et les symboles participent donc à la construction de son identité et influencent ses rapports avec les autres.

« Nos sociétés modernes, aussi désenchantées soient-elles, ne cessent pas de produire leur propre mythologie. Le politique n'est sans doute pas le terrain le moins investi de fantasmes et des représentations imaginaires »²⁹. Les conflits sont

²⁴ Voir Lindemann (Thomas), *Penser la guerre : L'apport constructiviste*, Paris, L'Harmattan, 2008.

²⁵ Audoin-Rouzeau (Stéphane), Braud (Philippe), Nahoum-Grappe (Véronique), Philonenko (Alexis), Holeindre (Jean-Vincent), « Les passions dans la guerre », *Penser la guerre*, journée d'études Centre de recherches politiques Raymond-Aron, École des hautes études en Sciences Sociales, Amphithéâtre de l'EHESS, Paris, Vendredi 6 juin 2008.

²⁶ Voirol (Oliver), « Préface », dans *La société du mépris : vers une nouvelle Théorie critique*, Honneth (Axel), Paris, Éditions la Découverte, 2006. p. 19

²⁷ Lindemann (Thomas), « Sauver la face, sauver la paix, La politique de reconnaissance dans les crises internationales », *Revue du MAUSS*, 3 janvier 2009, (en ligne).

²⁸ Fernandez (Pauline), *La construction d'une identité nationale colombienne : entre volonté d'auto-résurrection et marketing politique*, 110 p. Mém. Master rech. 2, Science Politique, Aix-Marseille 3, Université Paul Cézanne, 2007. p. 12

²⁹ Baczkó (Bronislaw), *Les imaginaires sociaux: Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984. p. 116

provoqués par des réseaux de représentations qui se situent bien en amont des décisions politiques ou militaires. Ils conjuguent des représentations plus ou moins conscientes, avec des émotions collectives d'autant plus fortes qu'elles sont relayées par l'identification individuelle³⁰, opérée au profit du groupe d'appartenance. L'humiliation ou une « rhétorique dépréciative », peut être aussi blessante et faire autant de mal qu'un coup de poing porté. Erving Goffman accorde une place fondamentale au dilemme « perdre la face ou faire bonne figure ». Pour lui, « *tout comportement qui améliore l'image laissée à autrui est source de gratifications. Les comportements collectifs, l'anxiété, de l'espoir, l'excitation, de l'imagination et le désir fusionnel ont un rôle décisif et des conséquences sociologiques indéniables* »³¹.

Différents auteurs, aussi bien dans le champ de la philosophie (Axel Honneth), que de la psychologie sociale (George Herbert Mead), de la sociologie (Max Weber, Erving Goffman, Pierre Bourdieu) ou de la science politique (Philippe Braud), ont souligné l'importance de l'estime de soi comme moteur des relations sociales. Pour ces auteurs, la nécessité de la reconnaissance est importante pour des raisons émotionnelles (la valorisation de soi même), cognitives (posséder une identité), mais aussi matérielles (une bonne réputation pouvant procurer des avantages matériels)³².

Déterminer le sens positif de la reconnaissance n'est pas simple. Malgré une littérature abondante sur le sujet, le contenu principal de ce phénomène reste encore largement débattu et il existe des réponses variées aux questions suivantes : « reconnaissance de quoi ? », « quelles propriétés peuvent faire l'objet d'une reconnaissance ? », « qu'est-ce que les hommes désirent voir reconnu ? », « pourquoi doit-on justifier et octroyer la reconnaissance ? », « faudrait-il parler de "reconnaissance" ou des "reconnaissances" ? »³³...

« A l'opposé du concept de "respect", qui, depuis Kant, possède des contours moraux et philosophiques à peu près définis, le concept de "reconnaissance" n'a pas acquis un sens clair, que ce soit dans la langage

³⁰ Thual (François), *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, p. 39

³¹ Goffman (Erving), *Les rites d'interaction*, Paris, Editions de Minuit, 1974. p. 22

³² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 57

³³ Laegaard (Sune), « On the prospects for a liberal theory of recognition », *Res publica : A Journal of Legal and Social Philosophy*, Vol. 11, n. 4, december 2005, p. 326

courant ou philosophique »³⁴. Ainsi, le concept de reconnaissance renferme, en anglais, en français, en espagnol ou en allemand, des éléments de signification différente. En allemand, le terme reconnaissance signale principalement un contenu normatif lié à l'octroi d'un statut positif. A cela s'ajoute, en français, en espagnol et en anglais, le sens épistémologique de « reconnaître » ou d'« identifier » quelque chose ou quelqu'un en tant que tel. Le mot s'applique aussi à des actes de parole comme la « confession » et le fait d'« admettre » ou de « concéder » une chose³⁵.

Cependant, il est possible d'identifier certains traits communs à toutes les théorisations sur le concept de reconnaissance. En premier lieu, il existe deux significations principales du concept. D'une part, un caractère cognitif qui « possède le statut d'une confirmation : ce que l'on connaît ou dont on anticipe la nature sur un mode assuré »³⁶. D'autre part, un caractère pratique défini comme « un acte d'identification qui revêt la forme d'une attestation lorsqu'on a affaire à une pratique d'imputabilité juridique ou morale »³⁷. En second lieu, la reconnaissance consiste aussi en ce que le sens allemand du mot met au premier plan, à savoir : l'affirmation des qualités positives de sujets ou de groupes, sans qu'il faille exclure pour cela un lien systématique avec les autres sens du mot³⁸. En troisième lieu, divers auteurs s'accordent sur le caractère d'« action » de la reconnaissance : un acte de reconnaissance ne peut se limiter à des paroles ou à des déclarations symboliques car c'est du comportement adopté que dérive la crédibilité qui, pour le sujet reconnu, a une importance normative³⁹. En quatrième lieu, la notion de reconnaissance traverse « aussi bien les demandes formulées au sein de l'espace public que celles qui relèvent de la sphère privée »⁴⁰ et ce dans des langages différents (par exemple le langage du droit, de la morale et de la

³⁴ Honneth (Axel), « Recognition or Redistribution ? Changing Perspectives on the Moral Order of Society », *Theory, Culture & Society*, 18(2-3), 2001. p. 46

³⁵ Margalit (Avishai), « Recognition II: Recognizing the Brother and the Other », *Aristotelian Society Supplementary*, vol. 75, The Aristotelian Society Publications, Bristol, 2001.

³⁶ Caillé (Alain), Lazzeri (Christian), « La reconnaissance aujourd'hui : enjeux théoriques, éthiques et politiques du concept », *Revue du MAUSS*, Vol. 1, no. 23, 2004. p. 89

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Honneth (Axel), « El reconocimiento como ideología », *Isegoría*, No. 35, Julio-Diciembre, 2006.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Laudou (Christophe), « La demande de reconnaissance de Lacan à Hegel », *Colloque philosophique international franco-allemand d'Evian*, 20 juillet 2004. p. 88

psychologie)⁴¹. Ainsi, les demandes de reconnaissance concernent aussi bien des situations publiques particulières que les circonstances de la vie privée des individus. En dernier lieu, les besoins humains sont multiples et complexes et il en est de même pour le concept de reconnaissance : à l'intérieur du label théorique « reconnaissance », il y a des « reconnaissances » au pluriel.

C'est à partir de cette vision d'ensemble que se sont constitués les études sur la reconnaissance et ses différentes interprétations. Parmi celles-ci, une des analyses les plus intéressantes et discutées aujourd'hui est celle de « la lutte pour la reconnaissance » du philosophe et sociologue allemand Axel Honneth, représentant de la Théorie Critique de l'École de Francfort⁴². « Dans son livre *la Lutte pour la Reconnaissance*, (...) Axel Honneth présente peut-être le compte-rendu le plus influent et différencié à ce jour sur ce qu'est la reconnaissance et sur ce qui la rend d'une importance vitale pour les humains »⁴³.

Pour Axel Honneth, la reconnaissance est le point de départ d'une théorie, basée sur des réflexions socio-historiques, psychanalytiques, voire anthropologiques, qui vise à examiner de façon critique des situations d'injustice : dans sa tentative pour comprendre la source motivationnelle des différentes demandes de justice qui existent dans notre société, Honneth part du modèle théorique de « la lutte pour la reconnaissance » du jeune Hegel (écrits de Iéna, 1803-1804) et le transforme avec une volonté d'« opérationnalisation » (dans le sens d'applicabilité) du concept aux rapports sociaux actuels.

A partir de Hegel, puis de George Mead⁴⁴, Honneth signale que l'exigence de reconnaissance se fonde sur des besoins psychologiques élémentaires liés à trois

⁴¹ *Ibid.*

⁴² « La publication en français en 2000 de 'La Lutte pour la reconnaissance' a largement contribué à placer cet auteur au centre du débat sur les questions de la reconnaissance. Si l'apport de ses travaux à cette discussion en cours est très largement pris en compte et considéré à sa juste mesure, le projet intellectuel global de cet auteur contemporain passe par contre quelque peu inaperçu. Pourtant, une grande partie des travaux d'Axel Honneth ne portent pas seulement sur la reconnaissance mais aussi sur la reconstruction patiente et systématique de la philosophie sociale de la Théorie critique s'inscrivant dans la tradition de l'École de Francfort ». Oliver Voirol, *op.cit.*, 2006. p. 9

⁴³ Ikäheimo (Heikki), « A Vital Human Need: Recognition as Inclusion in Personhood », *European Journal of Political Theory* 8, no. 1, 2009, p. 32

⁴⁴ « Il s'agit pour Honneth de "reconstruire l'oeuvre de Hegel dans une perspective actuelle", c'est-à-dire "s'appuyer sur le modèle hégélien d'une lutte pour la reconnaissance (...) dans la perspective d'une théorie sociale à teneur normative". Pour ce faire, Honneth s'appuie sur les écrits de George Herbert Mead, qui présente de fait, selon lui, une "transformation naturaliste de l'idée hégélienne". Honneth estime en effet que "aucune théorie n'a su développer aussi rigoureusement que la psychologie sociale de George Herbert Mead, à partir de pré-supposés purement naturalistes, l'idée que les sujets humains doivent leur identité à l'expérience d'une reconnaissance intersubjective". Selon Honneth en effet, "à l'instar du jeune Hegel, mais avec les moyens des sciences empiriques, Mead renverse la relation entre le je et le monde social, en affirmant la primauté de la perception de l'autre sur le développement de la conscience de soi" ».

types distincts de rapport à soi : la confiance en soi-même (l'affection), le respect de soi (un statut social) et l'estime de soi (la nécessité d'avoir une identité claire et valorisée)⁴⁵. Ces besoins « humains élémentaires » seraient les motivations quasi universelles du comportement humain, et de celles-ci, dépendrait la réalisation de soi comme personne individuée et autonome⁴⁶. Honneth « *réfuse l'alternative entre être reconnu pour ce qu'on fait et être reconnu pour ce qu'on est. Il s'agit plutôt d'être reconnu pour devenir ce qu'on est* »⁴⁷.

Honneth parvient à une division tripartite des formes de « reconnaissance réciproque » ou « mutuelle » au sein de trois domaines d'expérience : l'amour-affection (*Liebe*), le droit (*Recht*) et la solidarité (*Wertschätzung*). L'affection est une forme élémentaire de reconnaissance à travers laquelle les personnes sont effectivement reconnues comme porteuses de besoins affectifs. En se fondant sur les travaux du psychanalyste Donald Winnicott, Honneth a étudié la relation mère-fils, les effets de l'environnement⁴⁸, de la sociabilité de l'enfant dans le processus de la connaissance et de la reconnaissance. Selon Honneth :

« Si l'amour de la mère est durable et fiable, l'enfant peut développer simultanément, sous la protection de cette fiabilité intersubjective, une confiance dans la satisfaction sociale des besoins qu'il ou elle éprouve et, via la voie psychologique que cela ouvre, une "capacité à rester seul" élémentaire qui grandit progressivement chez l'enfant (...) En devenant sûr de l'amour de la "mère", les jeunes enfants en viennent à prendre confiance en eux, ce qui leur permet de rester seul sans anxiété (...) Cette suggestion peut être comprise comme une invitation à identifier, dans la relation réussie entre la "mère" et l'enfant, un schéma d'interaction dont la réapparition plus tard lors de la vie adulte est le signe de l'existence de liens affectifs réussis avec d'autres personnes »⁴⁹.

L'affection, affirme Honneth, va favoriser la confiance en soi parce que « *l'on fait confiance à l'être aimé pur maintenir l'affection, avec l'assurance que nos besoins*

Ramond (Charles), « Le retour des sentiments moraux dans la théorie de la reconnaissance (de la «grammaire morale des conflits sociaux» à la grammaire des sentiments moraux) », *Journée d'Études Les sentiments moraux*, Bordeaux III, CERPHI / CREPHINAT, résp. Brugère (Fabienne), 2 février, 2007. p. 5

⁴⁵ Honneth (Axel), *op. cit.*, 2000. pp. 113-159

⁴⁶ Voirol (Oliver), *op. cit.*, 2006. p. 19

⁴⁷ Lamouche (Fabien), « Paul Ricoeur et les «clairières» de la reconnaissance », *ESPRIT*, n°346, Juillet, 2008, p. 77

⁴⁸ Winnicott (Donald), « Psychose et soins maternels », dans *De la pédiatrie à la psychanalyse*, Payot, 1989. p. 188

⁴⁹ Axel Honneth cité par Rogers (Melvin L.), « Rereading Honneth: Exodus Politics and the Paradox of Recognition », *European Journal of Political Theory* 8, no. 2, 2009, p. 185

seront durablement satisfaits, parce que nous sommes certains de notre valeur unique pour l'autre »⁵⁰.

Ensuite, la deuxième forme de reconnaissance est constituée par le droit, au travers duquel les membres d'une communauté se reconnaissent comme libres et égaux. Le droit garantit aux individus le respect d'eux-mêmes et renforce leur autonomie : « *nos droits politiques ne sont pas seulement une expression de l'inviolabilité de notre liberté, mais nous donnent accès au processus politique aussi bien qu'ils rendent les obligations légales possibles. Pris ensemble, ils génèrent respect de soi-même et soulignent notre autonomie* »⁵¹. Une personne voit ses droits reconnus quand la communauté la reconnaît comme faisant partie d'elle-même, et lui accorde la possibilité de participer aux délibérations et aux prises de décision sur les affaires concernant le groupe social dans son entier. En conséquence, ces droits font que l'individu se sait reconnu pour des qualités qu'il partage avec les autres membres de la communauté, et renforce ainsi son respect de soi en se sachant respecté par la collectivité. En outre, Honneth indique que le spectre des droits s'est progressivement élargi (droits civils – liberté – au XVIIIe siècle, droits politiques – participation – au XIXe siècle, droits sociaux-bien être – au XXe siècle) grâce aux pressions exercées par les groupes exclus⁵².

Toutefois, pour un sujet, se sentir reconnu pour les qualités qu'il partage avec les autres membres de la communauté n'est pas suffisant. Il doit, en outre, se savoir reconnu pour des qualités personnelles, individuelles, qui le distinguent de ses partenaires d'interaction⁵³. Il est important de considérer que « *les rapports d'estime sociale sont, dans les sociétés modernes, l'enjeu d'une lutte permanente, dans laquelle les différents groupes s'efforcent sur le plan symbolique de valoriser les capacités liées à leur mode de vie particulier et de démontrer leur importance pour la vie commune* »⁵⁴. En ce sens, la solidarité implique la valorisation sociale intersubjective de qualités, capacités et propriétés sociétales propres à un sujet ou à

⁵⁰ Presbey (Gail M.), « The Struggle for Recognition in the Philosophy of Axel Honneth, Applied to the Current South African Situation and its Call for an "African Renaissance" », *Philosophy Social Criticism* 29, no. 5, September 1, 2003, p. 543

⁵¹ Rogers (Melvin L.), *op.cit.*, 2009, p. 189

⁵² Axel Honneth cité par Presbey (Gail M.), *op. cit.*, 2003. p. 545

⁵³ Fascioli (Ana), « Autonomía y reconocimiento en Axel Honneth: un rescate de El Sistema de la Eticidad de Hegel en la filosofía contemporánea », *Revista ACTIO*, N° 10 – diciembre 2008. p. 22

⁵⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 154

un groupe social, en un temps et un lieu déterminés. Ainsi, ce type de reconnaissance se nomme-t-il « solidarité » car les « sujets s'intéressent à l'itinéraire personnel de leur vis-à-vis parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétrique »⁵⁵. Se sentir reconnu dans la sphère de la solidarité renforce l'estime de soi des individus (comme des groupes) puisque le sujet, en se sachant reconnu dans ses spécificités, se sent assez en sécurité pour agir et participer aux processus sociaux visant à atteindre des objectifs communs.

Honneth admet aussi l'importance des biens matériels : de bonnes conditions de vie impliquent d'avoir une certaine position sociale (être reconnu dans la polis), d'entretenir des relations sociales de qualité (*good relationships*) et d'avoir accès aux biens matériels. Toutefois, ceux-ci ne viennent qu'en second et sont forcément liés aux différentes sphères de la reconnaissance : relations interpersonnelles (affection), le marché (accomplissement individuel), le politique (respect et participation égalitaires)⁵⁶.

Selon Honneth, la reconnaissance se fortifie d'abord dans le milieu familial, puis à travers l'affirmation de l'égalité de tous les membres de la société et l'octroi des mêmes droits légaux à tous. Seulement, lorsque l'égalité est fermement établie, il est possible d'aller plus loin en reconnaissant le caractère unique des différents individus et groupes : « *puisque la troisième étape est fermement ancrée dans la seconde, nous pouvons être sûrs que des caractéristiques particulières, telles que la race ou le genre, ne seront pas stigmatisées et n'interféreront pas dans l'appréciation des compétences de chacun* »⁵⁷. L'égalité et la différence sont deux nécessités humaines différentes et elles doivent, sans aucun doute, être toutes les deux satisfaites. Cependant, il est pertinent de se demander : les différents domaines de la reconnaissance peuvent-ils entrer en conflit ? Que se passe-t-il lorsqu'un individu ou un groupe privilégie un type de reconnaissance, par exemple, en tant que sujet « privé » (dans ses désirs et ses croyances) plutôt que comme citoyen autonome ou sujet social ? Qu'arrive-t-il à l'individu ou au groupe quand la reconnaissance, dans les champs du droit et/ou de la solidarité, est garantie mais que la personne a souffert d'humiliations dans le domaine amour-affection ? Quelles sont les conséquences si un groupe ou un individu préfère

⁵⁵ *Ibid.* p. 156

⁵⁶ Honneth (Axel), « The Fabric of Justice. On the limits of proceduralism », *Colloque « Relire Ricœur à notre tour : herméneutique et philosophie pratique »*, Lisbonne (Portugal), 7 au 10 juillet 2010.

⁵⁷ Presbey (Gail M.), *op.cit.*, 2003. p. 541

être d'abord considéré comme un égal et non pour les caractéristiques qui le rendent particulier et vice versa⁵⁸ ? Enfin, dans une situation où la reconnaissance de l'égalité et de la différence n'est pas équilibrée, que se passe-t-il quand les droits d'un groupe sont reconnus au détriment de ceux d'un autre groupe⁵⁹ ?

Ce qui est clair, c'est que l'établissement effectif des différentes modalités de la reconnaissance (affection, droit, solidarité) ne va pas de soi puisque des situations de déni de reconnaissance sont très courantes. Elles prennent des formes différentes selon les domaines concernés. Dans celui de l'affection, les formes de non-reconnaissance sont liées aux expériences de violence physique comme le viol ou la torture. De tels actes, provoquent, en plus de la douleur physique, une souffrance psychologique qui détruit la confiance en soi. La personne doit affronter l'humiliation de se sentir sans défense et à la merci d'un autre sujet. Dans le champ du droit, la non-reconnaissance prend la forme de l'exclusion structurelle ou légale perçue comme un manque de respect à l'individu ou au groupe (affectant le respect de soi), dont la valeur morale est remise en cause par l'interdiction de participer activement, en termes d'égalité, aux dynamiques et divers processus de la collectivité. En ce qui concerne l'expérience de la solidarité, la non-reconnaissance implique que la manière de vivre (en général) ou les coutumes, croyances, goûts, actions ou perceptions (en particulier) d'un individu ou d'un groupe sont dépréciés par la communauté à laquelle il appartient dans son ensemble. A cette occasion, l'orgueil, la dignité et l'honneur collectif de l'individu ou du groupe sont mis en échec, ce qui affecte l'estime de soi (le sujet ne sent pas la sécurité de se sentir reconnu pour ses capacités, qualités et actions propres) et affaiblit la capacité d'autoréalisation des individus.

Selon Axel Honneth, la reconnaissance sociale correspond à différentes étapes du processus de différenciation-développement de la vie sociale et de la position/interaction des sujets dans le cadre de la famille, de la société civile et de l'État (d'où une nature intrinsèquement conflictuelle). La structure rassemble en elle divers objets de reconnaissance (personne, individu, sujet), thèmes de

⁵⁸ *Ibid.* p. 539

⁵⁹ Dans le cas colombien, par exemple, des effets négatifs ont été identifiés chez diverses populations vulnérables (femmes chargées de famille, déplacés par la violence) face aux prérogatives accordées aux anciens combattants pour les inciter à retourner à la vie civile.

reconnaissance intersubjective (affection, droit et solidarité) qui renforcent respectivement la confiance en soi (en ayant confiance en ses propres désirs et émotions), le respect de soi (en se sachant digne, autonome et un véritable colégislateur) et l'estime de soi (en valorisant les buts et qualités propres), auxquels correspondent différents types de dénis de reconnaissance : (maltraitance-viol, dépossession-exclusion, indignité-injustice). La reconnaissance, dans un sens positif, est toujours une relation intersubjective constituée par la congruence entre l'identité revendiquée par l'acteur et l'image renvoyée par les autres. Au contraire, la négation de la reconnaissance (mépris ou non-reconnaissance) suppose que l'image revendiquée par l'acteur est meilleure que celle renvoyée par les autres⁶⁰.

La structure des relations de reconnaissance sociale⁶¹

<i>Étapes de la vie sociale</i>	Famille	Société Civile	État
<i>Objets de reconnaissance</i>	Personne	Individu	Sujet
<i>Mode de reconnaissance</i>	Sollicitude personnelle	Considération cognitive	Estime sociale
<i>Dimension personnelle</i>	Affects et besoins	Responsabilité morale	Capacités et qualités
<i>Forme de reconnaissance</i>	Relations primaires (amour, amitié)	Relations juridiques (droits)	Communauté de valeur (solidarité)
<i>Potentiel de développement</i>		Généralisation, concrétisation	Individualisation, égalisation
<i>Relation pratique à soi</i>	Confiance en soi	Respect de soi	Estime de soi
<i>Forme de mépris</i>	Séances et violences	Privation de droits et exclusion	Humiliation et offense
<i>Forme d'identité menacée</i>	Intégrité physique	Intégrité sociale	« Honneur », dignité

Ainsi, Honneth oppose la reconnaissance à sa négation, soit le « mépris-*missachtung* » (qui prend différentes formes selon les diverses formes de reconnaissance). Il paraît pertinent de rappeler, pour préciser la définition du mépris,

⁶⁰ Lindemann (Thomas), « Peace Through Recognition: An Interactionist Interpretation of International Crises », *International Political Sociology*, No. 5, 2011, p. 71

⁶¹ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 195

comme le fait Charles Ramond dans son exposé sur la lutte pour la reconnaissance⁶², que le terme *missachtung* (traduit par mépris) a en allemand un sens plus neutre (« déni de reconnaissance » ou « indifférence ») que le terme français (davantage lié à l'action de mépriser au sens moral dépréciateur). C'est pourquoi, le mot « mépris » devrait être compris dans le sens de « non-respect » ou de « non-reconnaissance » sans que cela implique, a priori, une action considérée comme moralement répréhensible.

En outre, Honneth, dans ce qu'il appelle « *l'architecture de ma propre théorie de la reconnaissance* »⁶³, reconnaît une forme antérieure de reconnaissance spontanée d'autrui en tant que prochain, c'est-à-dire, une « *reconnaissance élémentaire par laquelle nous éprouvons existentiellement le fait que chaque homme est un alter ego* »⁶⁴. La forme de mépris qui correspond à ce niveau de reconnaissance est la réification. Quand les sujets participent de façon durable à une expérience principalement unilatérale (par exemple, un conflit armé) qui les oblige à faire abstraction des propriétés qui distinguent qualitativement les personnes humaines, les ennemis (y compris toutes les personnes considérées comme liées à l'ennemi : femmes, enfants, civils) sont alors traités à chaque fois comme de simples objets, comme des « choses », et « *on peut leur faire subir toutes les violences et les tuer de façon gratuite* »⁶⁵. La réification « *suppose donc que nous ne percevions plus chez les autres personnes les qualités qui font d'elles des membres de l'espèce humaine* »⁶⁶.

De telles privations de reconnaissance (réification, sévices et violences, privations de droits et exclusion, discrimination, humiliation et offense), sont à l'origine des « blessures morales », c'est-à-dire, d'expériences morales négatives « puisque les sujets concernés se voient refuser les conditions d'une formation positive de leur identité »⁶⁷. Dans certains cas, ces « blessures » sont à l'origine de luttes visant « *à retrouver des relations de reconnaissance sous une forme "pleine et entière"* »⁶⁸. À la différence de la « lutte pour l'existence » de la tradition utilitariste, la « lutte pour la

⁶² Ramond (Charles), *op.cit.*, 2007. p. 18

⁶³ Honneth (Axel), « Réification, connaissance, reconnaissance: quelques malentendus », *ESPRIT*, n°346, Juillet, 2008, p. 102

⁶⁴ *Ibid.* p. 103

⁶⁵ *Ibid.* p. 104

⁶⁶ *Ibid.* p. 98

⁶⁷ Voirol (Oliver), *op.cit.*, 2006. p. 19

⁶⁸ *Ibid.* p. 19

reconnaissance » explique les conflits par les expériences morales que découlent du non-respect des règles implicites de la reconnaissance.

L'apport majeur des travaux d'Axel Honneth consiste à mettre la lutte pour la reconnaissance au cœur des conflits. Ceux-ci reposent non seulement sur la lutte pour acquérir des intérêts collectifs mais aussi sur le besoin moral des individus d'être reconnus par leurs semblables. Pour Honneth, la « lutte sociale » est un processus concret à travers lequel les expériences individuelles de mépris sont interprétées comme des expériences communes à la totalité d'un groupe de telle manière que se crée une revendication collective de relations de reconnaissance plus larges⁶⁹. En ce sens, la lutte pour la reconnaissance est motivée par le désir de revalorisation sociale de certains groupes et individus et vise alors à la création de conditions sociales qui permettent à chaque individu de se développer et d'exister pleinement.

Selon Honneth, l'affection, en tant que forme élémentaire de la reconnaissance, ne conduit pas à la formation de conflits ou de confrontations sociales, étant donné que les objectifs et les désirs liés à cette sphère de reconnaissance ne peuvent se généraliser au-delà du cercle des relations primaires, et ne peuvent pas avoir de légitimation publique. Les relations de droit et celles de valorisation sociale, au contraire, « fournissent un cadre moral aux conflits sociaux, parce qu'elles dépendent, dans le principe même de leur fonctionnement, de critères généraux concernant la société toute entière »⁷⁰. Cependant, dans le cas colombien, on observe que de nombreux membres des FARC (selon l'information collectée auprès de quelques ex-combattants) ont décidé d'intégrer la guérilla et de prendre les armes pour des raisons qui ont un rapport évident avec la sphère de l'affection (mauvais traitements de diverses sortes, violences intrafamiliales, être victimes de violences et de tortures infligées par d'autres groupes armés). En ce sens, la quête de légitimation sociale peut ne pas se trouver dans le domaine personnel (amour-amitié) mais elle influence la décision individuelle de faire usage de la violence.

Les expériences de mépris subies par un acteur sont des expériences subjectives qui reflètent l'image que les individus ont d'eux-mêmes (et renvoient en même temps aux modèles sociaux de reconnaissance qui permettent aux individus de savoir s'ils sont

⁶⁹ Honneth (Axel), *Op.cit.*, 2000, p. 194

⁷⁰ *Ibid.* p. 194

respectés dans leur milieu socioculturel). Ces expériences individuelles de « mépris » ne peuvent servir de fondement à une résistance collective que si l'individu a la capacité de les inscrire dans le cadre d'une interprétation intersubjective qui les identifie comme typique du groupe tout entier⁷¹. En ce sens, l'arrivée d'une sémantique collective est nécessaire à l'interprétation des déceptions personnelles comme n'affectant pas seulement le « moi » individuel mais aussi de nombreux autres « sujets ».

La résistance collective qui naît d'une interprétation partagée de la non-reconnaissance ne constitue pas seulement un moyen pratique par lequel se revendique la création dans le futur de structures plus larges de reconnaissance. Cette résistance collective aide les personnes impliquées à sortir d'une situation « paralysante », d'une humiliation subie passivement et permet à l'individu d'accéder à une nouvelle relation positive avec lui-même. Quand un individu s'implique dans une résistance collective, il découvre une nouvelle forme d'expression à travers laquelle il peut se persuader indirectement de sa propre valeur morale et sociale. Cet individu, auquel est refusé la reconnaissance dans les conditions en vigueur, anticipe une communauté future au sein de laquelle serait octroyée une considération sociale proportionnelle aux capacités réelles de chacun. A cela s'ajoute, naturellement, l'expérience de reconnaissance que suscite la solidarité à l'intérieur du groupe où tous les membres professent une espèce d'estime mutuelle.

Interpréter de cette manière les luttes sociales, n'implique aucune affirmation théorique préalable quant au caractère violent ou non de la résistance. Pour Honneth, il revient à la description empirique de déterminer si les groupes sociaux recourent aux moyens concrets de la force matérielle, symbolique ou passive, pour exprimer et dénoncer publiquement le mépris et les offenses dont ils se sentent victimes.

Le concept de lutte sociale de Honneth ne dit pas non plus dans quelle mesure les acteurs doivent être conscients des mobiles moraux qui gouvernent leurs actions. Au contraire, cette notion permet l'étude de mouvements sociaux qui ignorent, intersubjectivement, la racine morale de leur résistance parce qu'ils l'interprètent spontanément avec la sémantique inappropriée du simple conflit d'intérêts⁷². Par contre, Honneth affirme que la reconnaissance n'est pas seulement une affaire des mots. Il n'est

⁷¹ *Ibid.* p. 195

⁷² Pour l'étude du cas colombien, il est très important de « lire entre les lignes » pour interpréter les déclarations et actions des membres des FARC.

pas suffisant d'assurer un individu de tout notre « estime » pour qu'il se sente reconnu⁷³. Ainsi « *un acte de reconnaissance reste incomplet tant qu'il ne débouche pas sur des comportements manifestant effectivement la valeur qu'il exprime* »⁷⁴.

La thèse sur les origines symboliques de la violence ne prétend pas toutefois que toutes les confrontations armées ont pour origine la volonté des acteurs de conserver intact leur prestige. La recherche de la reconnaissance peut être la cause primordiale du déchaînement d'une guerre ou bien n'être qu'un facteur secondaire servant seulement à justifier le conflit. Selon Emmanuel Renault, « *il serait erroné de croire qu'un sentiment est toujours irrationnel parce qu'il n'est pas formulé de façon rationnelle, ou que la légitimité dépend seulement de droits universels et de justice sociale, séparés de motivations individuelles ou de facteurs psychologiques* »⁷⁵.

Honneth précise aussi qu'il ne faut pas conclure,

« De la simple présence des sentiments de mépris ou d'exclusion à la possibilité de justifier (*rechtfertigbarkeit*) les attentes envers la société qui s'y expriment. Tout sentiment d'humiliation ne signale pas déjà une prétention moralement justifiée (...). À la vérité, j'ai souvent attiré l'attention sur ce découplage nécessaire entre les sentiments moraux et la possibilité de la justification, mais cela n'a pas toujours fait l'objet d'une lecture attentive. Pour moi, il va de soi qu'on peut fonder les attentes contenues dans les sentiments de mépris que dans la mesure où on peut les justifier à la lumière de principes de reconnaissance généralement acceptés »⁷⁶.

De manière générale, la théorie de la lutte de la reconnaissance de Honneth facilite l'analyse de la relation dialectique qui existe entre les prétentions normatives, les demandes de reconnaissance réciproque et le conflit social. Ainsi, il fournit un cadre analytique pour identifier les différentes formes de déni de reconnaissance et les différentes façons dont les individus peuvent réagir face à ce qu'ils interprètent comme une injustice et plus précisément comme une injustice sociale. La « lutte pour la reconnaissance » transcende (en la complétant) la simple lutte d'intérêts en lien avec la privation matérielle et permet de rendre compte des luttes sociales à partir de l'étude des « sentiments moraux » et de la dimension symbolique des relations sociales. Des concepts ou des notions comme le « mépris », la « honte », la « dignité », le « respect »,

⁷³ Foessel (Michaël), « Être reconnu : droit ou fantasme? », *ESPRIT*, n°346, Juillet, 2008, p. 70

⁷⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2006. p. 271

⁷⁵ Renault (Emmanuel), « What is the use of the notion of the struggle of recognition? », *Revista de Ciencia Política, Pontificia Universidad Católica de Chile*, Vol. 27, n°2, 2007, p. 198

⁷⁶ Lamouche (Fabien), *op.cit.*, 2008, p. 89

l'« honneur », participent à l'analyse des conflits, avec l'objectif de donner une vue d'ensemble plus complète des dynamiques qui expliquent leur développement ou leur éventuelle résolution. L'Homme est étudié en tant qu'être « moral » qui « *participe avec toute son affectivité à la vie de la société et y réagit de manière normative* »⁷⁷.

Si la théorie de la lutte pour la reconnaissance constitue un cadre théorique pertinent pour l'étude de la violence, à l'analyse empirique de cas d'étude particuliers revient la possibilité de déterminer les potentialités et les limites de cette approche. Pour Charles Ramond, par exemple, il existe certaines limites à la théorie de la lutte pour la reconnaissance. Étant donné que Honneth reprend l'explication des faits sociaux en termes de « reconnaissance » ou de « sentiments moraux » qui ont caractérisé des étapes intermédiaires du développement de la pensée philosophique, politique ou sociologique de Hegel, Marx, Sorel ou Sartre, il faudrait, selon lui, comprendre pourquoi ces auteurs ont abandonné ces concepts et si « *cela n'impliquait pas, au fond, qu'ils avaient aperçu dans ces notions des difficultés ou des insuffisances qu'on ne saurait négliger* »⁷⁸. Ramond signale également que, puisque Honneth ne nie pas que l'on puisse expliquer certains conflits par référence à « l'intérêt », à côté des luttes motivées par des attentes « morales » déçues, alors « *la tâche s'imposera de faire la liste des unes et des autres, ce qui s'avérera très difficile, car l'utilitariste pourra toujours très facilement considérer le motif moral comme illusoire (c'est le fond de sa position)* »⁷⁹. La solution serait de considérer les deux approches comme complémentaires, mais dans ce cas là, souligne Ramond, il y aurait une autre difficulté car « *la notion de "complémentarité"* » entre deux modèles opposés est loin d'être claire. La même question, en effet, reviendrait toujours : dans quel cas peut-on lire une situation en termes de revendications « d'intérêts » et dans quel cas en termes de revendications « morales »⁸⁰ ? Même si Honneth précise qu'étudier les conflits en termes symboliques et de « reconnaissance » n'équivaut pas à les « justifier », Charles Ramond rappelle que le « *problème général de la frontière et de la distinction entre "bons" et "mauvais"* »

⁷⁷ Honneth (Axel), « La philosophie de la reconnaissance : une critique sociale. Entretien avec Axel Honneth », propos recueillis par Foessel (Michaël), *ESPRIT*, n°7, Juillet, 2008, p. 90

⁷⁸ Ramond (Charles), *op.cit.*, 2007. p. 15

⁷⁹ *Ibid.* p. 16

⁸⁰ *Ibid.* p. 16

sentiments moraux, entre sentiments moraux “progressistes” et sentiments moraux “réactionnaires” »⁸¹. En ce sens, ajoute Ramond :

Les « “sentiments moraux” sont des réalités bien plus variées et nuancées qu’on ne pourrait le croire au premier abord, et que faire une “grammaire morale des conflits sociaux” fondée sur les “sentiments moraux” qui proviennent des différentes formes du “dénier de reconnaissance” supposerait peut-être que l’on commence par distinguer les “sentiments moraux” les uns des autres, précisément par les différences de leurs grammaires respectives »⁸², ce qui pourrait s’avérer une tâche très complexe.

Pour appliquer la théorie de la reconnaissance à l’étude des conflits, il serait nécessaire de définir clairement la « grammaire sociale » du conflit en question, et d’établir, dans la mesure du possible, la relation-dynamique existant entre les éléments matériels et objectifs d’une part, et les éléments subjectifs et symboliques d’autre part.

Charles Ramond se demande aussi si l’analyse devrait être différente pour l’étude des cas où les revendications (identitaires ou « de dignité ») « *seraient fondées, par exemple sur des considérations raciales ou sexistes, ou hyper-nationalistes, dans lesquelles des groupes sociaux se déclareraient “humiliés” ou “offensés” d’être mélangés avec d’autres, ou considéreraient cette proximité comme une atteinte à leur “dignité”* »⁸³. Pour cela, il est très important de déterminer clairement, pour chaque étude de cas, si un individu ou un groupe, quand il se bat pour la reconnaissance, cherche à être considéré comme un égal (face à la communauté au sein de laquelle s’est produit le « dénier de reconnaissance ») ou au contraire, cherche à se faire reconnaître comme un « être supérieur » (« identité idéalisée »⁸⁴), parce que sa perception de sa propre image demande ce type de reconnaissance.

A son tour, François Duvet, revient sur la question de la « reconnaissance » et de la « justice ». Selon lui :

« Il ne suffit pas de dire qu’il est bon d’être reconnu, il faut être aussi capable de dire en quoi il est juste d’être reconnu. Par exemple, faut-il reconnaître les cultures qui prônent l’excision des femmes alors que ces cultures là ne reconnaissent pas les femmes comme des égales ? (...) Toutes les luttes pour la reconnaissance se valent-elles et comment trancher dans la concurrence des victimes, y compris quand certains bourreaux se présentent comme des victimes dignes d’êtres reconnues ? Autre question : si chacun de nous a droit au

⁸¹ *Ibid.* p. 17

⁸² *Ibid.* p. 26

⁸³ *Ibid.* p. 26

⁸⁴ Voir Lidemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. pp. 43-50

respect comme forme de reconnaissance, comment articuler ce respect et la construction de hiérarchies sociales considérées comme justes ? (...) On peut donc se demander s'il est toujours juste de vouloir être reconnu et à quelles conditions. Honneth ne semble pas répondre à ces questions »⁸⁵.

Même si Honneth, comme cela a été dit plus haut, s'est prononcé sur la question de la justice et de la reconnaissance, précisant que l'existence de « déni de reconnaissance » et la « lutte » subséquente qu'ils peuvent engendrer, n'implique pas nécessairement que la lutte soit juste, il est cependant important de savoir pour quel type de reconnaissance une lutte est menée et si cette reconnaissance (à laquelle aspire le groupe) est considérée comme juste par la société d'appartenance. De même, il est pertinent de déterminer si la confrontation est un moyen ou une fin en soi. Dans le cadre de la théorie de Honneth, la lutte pour la reconnaissance est un moyen permettant l'évolution entre les différentes sphères de la reconnaissance ainsi que l'autoréalisation et l'autonomie des sujets. La lutte pour la reconnaissance de Honneth a pour finalité ultime, l'établissement d'une « vie bonne »⁸⁶. Or, la réalité de certains conflits violents semble indiquer qu'en certaines occasions, les groupes armés ne recherchent pas la paix car le conflit en lui-même répond à leurs besoins tant objectifs (argent, contrôle territorial, etc.) que subjectifs (rôle social, prestige).

Aux limites de l'application de la théorie de la reconnaissance aux études sur la violence, il faut ajouter la difficulté évidente de mesurer, de façon empirique, des variables comme la sympathie, la reconnaissance, le don comme symbole, la compassion, la sollicitude (*care*)⁸⁷. Dès lors, comment peut-on observer ou quantifier un affront, une humiliation, une insulte, la violence symbolique ou le non respect de ce qui représente un individu ? Comment peut-on estimer une dépréciation identitaire ? Comment comprendre et expliquer, de l'intérieur, « l'état d'âme » à la fois du guérillero et de la victime de la guérilla ? L'observation des objets émotionnels ou passionnels (en tant que phénomènes fluides et souvent mal codifiés) dans la problématique de violence est ainsi d'une grande difficulté. Pour autant, il ne faudrait pas nier leur prégnance et leur force. En effet, cela reviendrait à refuser d'envisager le champ social dans sa totalité. Il ne faut pas oublier que si « *l'Homme est un stratège doté de raison, il est*

⁸⁵ Dubet (François), « À propos de la société du mépris et de la réification d'Axel Honneth », *La vie des idées*, 29 octobre 2007, (en ligne).

⁸⁶ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2006.

⁸⁷ L'amour des autres: Care, compassion et humanitarisme, *Revue du MAUSS*, n°32, second semestre, 2008.

également un être sensible. L'étude de l'être humain dans sa vie en société ne peut donc faire abstraction de la réalité psycho-affective des rapports sociaux »⁸⁸. Grâce aux diverses méthodes de recherche scientifique en sciences sociales, il est possible de mieux comprendre les sens et les significations que les acteurs confèrent aux phénomènes, à leurs pratiques et à leur environnement.

Identifier les motivations morales et symboliques paraît plus simple dans les premières étapes des conflits quand les éléments originaires se trouvent au stade primaire. Toutefois, comment étudier la reconnaissance et les dénis de reconnaissance quand les conflits durent depuis des années, quand les acteurs qui ont commencé la lutte ont changé de caractère ou ont été remplacés par d'autres, quand d'autres éléments (en lien avec des éléments matérialistes comme la recherche du pouvoir politique ou financier) se sont mêlés aux sentiments de mépris ou d'injustice ? Selon Jacques Faget, *« la dimension symbolique n'est jamais aussi forte que lors des révoltes initiales. Mais qu'en est-il dans un conflit aussi enkysté, aussi cristallisé et alors que le champ du conflit est aussi structuré ? On assiste plus à des jeux de rôle certes sanglants qu'à l'expression d'une révolte symbolique ? »*⁸⁹. De plus, si les *« désirs de reconnaissance étaient infinis parce qu'ils ne peuvent jamais être totalement comblés et parce que la reconnaissance des uns se fait aux dépens de la reconnaissance des autres, au nom de quelle justice sociale cette lutte pour la reconnaissance pourrait-elle cesser et trouver un point d'équilibre ? »*⁹⁰.

S'il est évident, comme cela a été démontré auparavant, qu'il existe certaines limites conceptuelles et méthodologiques à l'étude de la violence (ou d'un conflit armé) dans le cadre de la théorie de la lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth, il est toutefois certain que cette approche offre un modèle d'analyse pertinent et permet de formuler diverses questions de recherche sur les liens entre la violence et les dénis de reconnaissance.

Thomas Lindemann complète de façon décisive la théorie de la lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth en proposant une réponse à trois questions principales: comment saisir empiriquement une catégorie aussi « immatérielle »

⁸⁸ Pauline Fernandez, *op.cit.*, 2007, p. 12.

⁸⁹ Entretien avec Jacques Faget, Chercheur au CNRS (SPIRIT), Enseignant à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux. Réalisé le 24 mars 2011. Lieu : Sciences Po Bordeaux, France.

⁹⁰ Dubet (François), *op.cit.*, 2007.

que le désir et l'obtention de reconnaissance ? Comment peut-on relier l'analyse utilitariste à l'analyse émotionnelle et morale des conflits armés ? Enfin, pour quelles raisons la lutte pour la reconnaissance se transforme-t-elle en lutte armée (passage à la violence) ?

En ce qui concerne la première question, la pertinence du projet de recherche sur la reconnaissance dépend en grande partie de la possibilité de détecter les refus de reconnaissance sur le plan empirique. Comme cela se produit avec les ressources matérielles, la distribution d'un bien « immatériel » -la reconnaissance- est en principe mesurable⁹¹. Thomas Lindemann propose, en premier lieu, d'établir des co-variations, c'est-à-dire de vérifier si une variation dans une variable émotionnelle, morale ou symbolique s'accompagne de l'augmentation de la fréquence des guerres. En second lieu, « *il convient d'examiner les motivations subjectives des décideurs sur la scène internationale : estiment-ils que leur prestige est en jeu ?* »⁹². Comme le signale Thomas Lindemann, « *la reconnaissance ou les dénis de reconnaissance se reflètent aussi dans ce que les acteurs font, c'est à dire dans leurs interactions (par exemple les dépréciations rhétoriques)* »⁹³. C'est pourquoi une analyse des discours comme des actions accomplies par les acteurs d'un conflit peut contribuer à identifier les motivations non-utilitaristes qui se cachent derrière l'usage de la violence et des conflits armés.

Par ailleurs, selon Thomas Lindemann, les dénis de reconnaissance « *sont identifiables et même souvent quantifiables (...). Si toutes les inégalités forment des sources potentielles de violences symboliques ou, autrement dit, d'un déni de reconnaissance, ce sont plus particulièrement les inégalités juridiques et politiques qui sont ressenties comme blessantes* »⁹⁴. En conséquence, l'étude de la lutte pour la reconnaissance au niveau interne peut découler de l'analyse des indicateurs de discrimination politique ou économique et de l'observation scientifique des disparités des niveaux de vie.

⁹¹ Lindemann (Thomas), « Vers l'identification empirique des dénis de reconnaissance dans les relations internationales. Le cas des attentats de Londres en 2005 », dans *Les dimensions émotionnelles du politique*, ed. par Isabelle Sommier et Xavier Crettiez, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012b. pp. 209-225.

⁹² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 48

⁹³ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 4

⁹⁴ *Ibid.* p. 3

Quant à la deuxième question, à savoir comment réconcilier l'approche privilégiant le matérialisme et celle basée sur les structures idéelles ou intersubjectives⁹⁵, il est important de rappeler, en premier lieu, que la reconnaissance n'est pas seulement importante pour les individus (et pour les autres acteurs) pour des raisons psychologiques mais aussi que :

« Le désir de reconnaissance peut avoir une dimension stratégique car une bonne réputation est susceptible de procurer des avantages en termes de ressources. D'ailleurs, l'homme politique est, par définition, particulièrement soucieux de propager une bonne image de lui-même. Il participe à la "cité de l'opinion" (L. Boltanski) dans le sens où sa survie électorale dépend en grande partie de l'opinion exprimée par les autres personnes "importantes" et, de ce fait, de son capital symbolique. L'homme politique est aussi un homme "public" et son image importe souvent plus pour sa carrière que sa "vraie" personnalité »⁹⁶.

La reconnaissance ne se limite pas aux aspects subjectifs, abstraits ou immatériels mais possède aussi une composante matérielle : l'accès à des ressources politiques, économiques, ou autres.

En relation avec la troisième question, c'est-à-dire, les raisons pour lesquelles la lutte pour la reconnaissance se transforme en lutte armée, Thomas Lindemann a développé une série de liens entre la reconnaissance et la possibilité d'une confrontation armée. Toutefois, il précise que l'existence d'une relation causale entre dénis de reconnaissance et conflit armé est probabilistique et non déterministe. Tous les refus de reconnaître un acteur ne se transforment pas en guerre :

« Très souvent d'autres facteurs interviennent pour inciter un État (acteur) "humilié" à défendre sa "réputation" par les armes: l'identification des "offenses" par l'acteur offensé, des ressources de puissance permettant à la "victime humiliée" de résister efficacement aux affronts subis et l'impossibilité d'obtenir "satisfaction" par des moyens pacifiques (par exemple des excuses officielles) »⁹⁷.

Tous les conflits ne peuvent s'expliquer uniquement au travers de la variable de la « reconnaissance ». En certaines occasions, la recherche de la reconnaissance est dépassée par celle du profit politique ou économique. D'autres fois, le désir de reconnaissance est un cofacteur dans la prise de décision de faire usage de la force armée. Finalement, il existe des cas où la reconnaissance est la cause primordiale

⁹⁵ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 190

⁹⁶ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 58

⁹⁷ Lindemann (Thomas), *Causes of war: the struggle for recognition*, ECPR Press, 2010a. p. 28

du déclenchement d'une guerre. Tous les liens développés par Lindemann « partagent la prémisse simple selon laquelle la lutte symbolique pour la reconnaissance est un facteur au moins aussi important dans le déclenchement des guerres que les motivations purement utilitaristes (au sens de la satisfaction d'un désir matériel) »⁹⁸. La violence symbolique (manque de reconnaissance) exercée contre l'estime ou l'image de soi (fondée sur des atteintes objectives ou perçues), peut avoir des effets matériels tangibles et alimenter les violences physiques comme les guerres⁹⁹.

Les liens entre conflit et reconnaissance, proposées par Thomas Lindemann, ont servi de préalables méthodologiques à la présente recherche sur les FARC :

Lien No. 1: Perceptions faussées et guerres : des croyances collectives peuvent fausser les perceptions dans le champ politique et conduire à la guerre.

« Pourquoi les guerres existent-elles si les décideurs calculent toujours correctement le rapport de forces, dans la mesure où le vainqueur serait connu par avance et que la partie la plus faible aurait donc intérêt à faire des concessions plus au moins proportionnées à sa capacité d'infliger des coûts à la puissance la plus forte ? Tel est cependant rarement le cas et les décideurs se trompent aussi souvent dans l'évaluation des capacités ennemies »¹⁰⁰.

L'existence ou l'absence d'une méfiance réciproque entre des acteurs constitue un élément qui peut favoriser ou non l'entrée en guerre. Par ailleurs, dans le cas des acteurs se trouvant dans une situation d'autisme social, cette situation encourage la formation des images « victimaires » que attribuent exclusivement aux autres une attitude agressive¹⁰¹.

Lien No. 2: La guerre pour le prestige: les identités idéalisées et viriles sont une cause possible des guerres. Par « identité idéalisée », il faut entendre l'aspiration des acteurs à être reconnus comme « supérieurs ». L'aspiration à cette supériorité se traduit principalement en termes d'image. L'image renvoyée par l'autre compte plus que le pouvoir matériel réel. C'est le cas par exemple pour un modeste salarié qui épargne tout son argent pour s'acheter une automobile de luxe. L'objectif est de susciter l'admiration des autres, ce qui à la longue peut aussi se

⁹⁸ Lindemann (Thomas), « Quelques hypothèses sur les violences symboliques et la violence physique dans les relations internationales », *Congrès AFSP, Table Ronde 6 : Les violences symboliques dans les relations internationales*, Toulouse, 2007. p. 6

⁹⁹ *Ibid.* p. 6

¹⁰⁰ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 35

¹⁰¹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. pp. 35-39

convertir en une source de pouvoir matériel. Les acteurs qui revendiquent une identité de rôle « idéalisée », pour eux ou la collectivité à laquelle ils appartiennent, sont particulièrement vulnérables aux « blessures narcissiques », étant donné que les identités idéalisées sont plus fragiles que les identités « égalitaires ». En outre, les identités revendiquées sont relationnelles. Un acteur peut espérer être reconnu en même temps comme un « égal » par certains (par exemple, la guérilla en relation avec le peuple) et comme supérieur par d'autres (la guérilla se considère moralement supérieure à « l'oligarchie » colombienne). D'autre part, les « identités viriles » sont un facteur important pour expliquer l'usage de la force. La « virilité » désigne l'ambition de paraître physiquement « fort ». Cette attitude se traduit par une disposition à utiliser la force physique en cas de défi. Un individu qui manifeste publiquement sa puissance physique (en exposant par exemple ses muscles ou ses tatouages) présente une tendance plus grande à répondre violemment à des insultes ou à un regard méprisant. Les individus qui, du fait de leur caractère propre ou de leur appartenance à des cultures ou sociétés privilégiant les valeurs « viriles », se préoccupent davantage de ne pas montrer de signes de faiblesse sont les plus enclins à utiliser la force¹⁰².

Lien No. 3 : La guerre facilitée par l'absence de normes et d'identités partagées. La propension à l'agression armée entre acteurs est plus élevée lorsqu'il n'existe aucun lien identitaire entre eux et, en particulier, lorsque autrui, par sa différence politique ou religieuse, est considéré comme une menace identitaire¹⁰³. L'absence d'identification positive et de tout lien identitaire (par exemple, la négation de toute « humanité » chez l'autre) favorise les violences physiques extrêmes, qui non seulement sont « peu coûteuses » symboliquement parlant mais peuvent même être « bénéfiques ». Souvent, la violence suppose une anomie, c'est-à-dire l'absence d'identités et de normes partagées¹⁰⁴. C'est seulement lorsque l'autre est identifié comme un « anathème » qu'il est possible d'en finir avec lui sans compromettre l'image positive soigneusement cultivée de soi-même. Comme l'indique Alexander Wendt, en l'absence d'une identification positive avec l'autre, un acteur définira ses propres intérêts sans prendre en compte ceux des autres.

¹⁰² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. pp. 42-44 et 49

¹⁰³ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 50

Dans le pire des cas, l'acteur peut estimer que l'autre détient des valeurs complètement opposées aux siennes. De cette manière, il peut arriver à considérer que l'autre représente une menace identitaire. Au contraire, les normes et identités partagées augmentent les coûts symboliques d'une agression armée. Une identité collective suppose que l'autre appartient à la même communauté que la nôtre, même si la similitude se limite à notre appartenance au genre humain. L'identification empirique des identités collectives n'implique pas cependant une énumération des qualités partagées objectivement par deux individus ou deux communautés. Comme l'indique Benedict Anderson, ce qui compte, c'est la conscience d'appartenir à une même communauté, de constituer une « communauté imaginée »¹⁰⁵.

Lien No. 4: La guerre justifiée par des atteintes au statut universel de l'homme. Dans ce cas, ce n'est pas « *le désir d'affirmer la supériorité de son désir de reconnaissance qui est à l'origine des guerres mais bien le désir d'échapper au mépris, et précisément contre l'affirmation inégalitaire d'une supériorité* »¹⁰⁶. En étudiant la relation entre dénis de reconnaissance et déclenchement des conflits armés, il convient d'identifier d'abord les comportements qui portent atteinte à la « dignité humaine », ou autrement dit, aux qualités qui constituent une personne en tant qu'être libre et égal aux autres¹⁰⁷. Même s'il est certain que la reconnaissance a un caractère éminemment subjectif et que tous les comportements insultants ne sont pas perçus comme tel par les individus victimes, il faut aussi noter qu'il existe des actes (verbaux et non-verbaux) qui ont plus de chances d'être ressentis comme étant une atteinte à l'estime de soi des individus. Les châtiments corporels, par exemple, ne sont pas considérés comme humiliants par des individus ayant des tendances masochistes, mais la grande majorité des personnes les percevra non seulement comme quelque chose de physiquement douloureux mais aussi comme compromettant pour l'image de soi et sa propre dignité. Les atteintes au statut universel sont susceptibles de favoriser des guerres aussi bien de manière directe

¹⁰⁴ Sur la question de l'anomie en Colombie voir Waldmann (Peter), *Guerra civil, terrorismo y anomía: el caso colombiano en un contexto globalizado*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006.

¹⁰⁵ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. pp. 50-55 et Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010. pp. 35-40

¹⁰⁶ Caillé (Alain), « De la reconnaissance : Don, identité et estime de soi », *Revue de MAUSS*, No. 23, 1er semestre 2004.

¹⁰⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 63

que de manière plus indirecte, via la formation d'identités irritables (ou d'identités stigmatisées qui peuvent se muer en identités « aristocratiques »)¹⁰⁸.

Lien No. 5: Les guerres par déni de reconnaissance d'une particularité. Le mépris des particularités religieuses ou culturelles et l'expérience de l'indifférence (réelle ou perçue) peut être source de guerre dans la mesure où cela touche les besoins émotionnels et cognitifs des acteurs. L'affirmation en tant que personne particulière relève aussi d'une dynamique cognitive car la possibilité d'une différenciation fait partie de nos besoins d'orientation dans le monde social¹⁰⁹. Par ailleurs, une expérience émotionnelle négative intervient quand les acteurs sont tenus pour quantité négligeable ou lorsque l'on dénigre leurs croyances particulières. Qui pourrait nier l'immense charge « émotionnelle » associée aux conflits, par exemple, de type religieux ?¹¹⁰

Lien No. 6: La guerre comme prophétie auto-réalisatrice. Non seulement il est important de prendre en compte le fait que les identités sont souvent changeantes mais il est aussi fondamental de s'intéresser aux interactions qui construisent les identités. En effet, les identités sont en grande partie une prophétie auto-réalisatrice. Les acteurs déterminent leurs identités à travers le regard d'un autre « significatif », et à travers ce processus, construisent ou redéfinissent leur propre identité. Des transformations identitaires accompagnent les comportements de stigmatisation et d'intimidation. Les dites transformations permettent de comprendre pourquoi les postures punitives et dissuasives ne découragent pas toujours l'usage de la violence armée de la part des acteurs. Au contraire, de nombreux exemples démontrent que de telles pratiques punitives construisent et renforcent les identités « exclusives » qui favorisent l'apparition de comportements agressifs, ce qui contribue à expliquer les phénomènes « d'escalade » dans les conflits. L'autre, par sa stigmatisation continue, se transforme en *bad boy*¹¹¹.

¹⁰⁸ *Ibid.* pp. 62-65

¹⁰⁹ *Ibid.* p. 65

¹¹⁰ *Ibid.* p. 65

¹¹¹ *Ibid.* p. 65

La lutte pour la reconnaissance comme facteur des guerres (Thomas Lindemann)¹¹²

Les sources d'un manque de reconnaissance	Sources <u>subjectives</u> : "Identités idéalisées"	Sources <u>intersubjectives</u> : "Hétérogénéité normative"	Sources <u>objectives</u> : "Dénis de reconnaissance d'une égale dignité"	Sources <u>objectives</u> II: "Dénis de reconnaissance d'une particularité"
1ère champ empirique: Guerres interétatiques et disputes militaires	Indices empiriques: architectures "mégalo-manes" ou "classiques" de grandes puissances	Indice empirique: systèmes internationaux hétérogènes (identités opposées), dichotomies opposant "eux" à "nous"	Indices empiriques: exclusion et punition des grandes puissances ; refus de négociations en tête-à-tête ; dévalorisations rhétoriques; refus de concessions permettant à autrui de sauver la face; déclarations "fanfarons" ; atteintes à la souveraineté d'autrui.	Indices empiriques: déni des traumatismes historiques ; ignorance des spécificités religieuses ; absence d'empathie suite à une "catastrophe" ; aucune référence discursive à un principe supérieur incluant les intérêts d'autrui.
2ème champ empirique: Les guerres civiles	Indices empiriques: des régimes autoritaires extrêmes	Indice empirique: la propension des États ayant connu une transition de régime récente à s'engager dans des guerres civiles.	Indices empiriques: discrimination politique et sociale des minorités; l'intensité et la dynamique (accentuation ou stabilité) des inégalités économiques.	Indices empiriques: Suppression/ignorance d'une autonomie régionale accordée/promise à une minorité; peu d'aide aux minorités de la part du pouvoir central en cas de catastrophe.

¹¹² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010a.

De manière générale, la perspective de la « lutte pour la reconnaissance » invite à prendre en compte les dimensions symbolique, morale, émotionnelle et identitaire de la violence. Quelle est la part des intérêts identitaires dans la violence armée ? Les acteurs cherchent-ils à flétrir l'image de l'autre à travers leurs actes de violence ? Dans quelle mesure les acteurs considèrent-ils que la violence est un moyen de préserver, d'affirmer ou d'imposer leur « identité » ? Existe-t-il un lien entre le refus de la reconnaissance, dans le sens de la violation des besoins fondamentaux, et la violence armée ? Les violences armées sont-elles reliées à des identités de rôle « idéalisées » (la recherche de la reconnaissance d'une supériorité supposée) ? L'absence d'une identité collective favorise-t-elle l'apparition des conflits armés ? Existe-t-il un lien entre postures d'intimidation et de stigmatisation d'une part et la construction d'identités irritables et belliqueuses d'autre part ? Toutes ces questions suscitées par l'étude de la lutte pour la reconnaissance contribuent à approfondir la compréhension des différentes dynamiques, mécanismes, actions, perceptions, et prise de décision des acteurs dans une situation de violence ou de confrontation armée.

Michel Wieviorka¹¹³ propose d'intégrer de nouveaux éléments d'analyse pour comprendre les transformations de la violence dans le monde contemporain. À cet égard, comme complément aux études classiques basées sur des variables politiques, économiques, stratégiques ou idéologiques, il y a été décidé de mener une recherche sur la violence armée en Colombie, et plus précisément sur les FARC, dans le cadre de la thèse de la lutte pour la reconnaissance en étudiant les variables morales, identitaires et symboliques du conflit. Il s'agit de répondre à la question : qui se bat et pour quelle reconnaissance ?

¹¹³ Wieviorka (Michael), « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures et Conflits*, 28, 1998, pp. 44-57

Les FARC et la lutte pour la reconnaissance : délimitation du champ d'étude

Utilisant un nouvel angle d'approche pour l'étude de la violence en Colombie, cette recherche se concentre sur l'exploration des dimensions symboliques, morales, émotionnelles et identitaires. Le point de départ est la thèse d'Axel Honneth de la « *lutte pour la reconnaissance* » qui explique les conflits par des « *expériences morales découlant du non respect d'attentes de reconnaissance profondément enracinées* ». De tels sentiments peuvent permettre de démontrer le fondement émotionnel de la résistance collective quand l'individu « *est en capacité de les formuler dans le cadre d'une interprétation subjective qui les identifie comme typiques du groupe entier* »¹¹⁴.

La problématique de la reconnaissance incite :

« À nous interroger sur les dimensions symboliques des guerres : plutôt que d'être la simple expression d'une volonté de puissance ou d'enrichissement, ne sont-elles pas un moyen de préserver l'estime de soi des acteurs ? Les dirigeants politiques n'intègrent-ils pas aussi les coûts et les bénéfices, symboliques (en termes d'image de soi) d'un recours à la force armée? À côté des motivations économiques ou de puissance, quelle est par exemple la part des motivations symboliques dans le déclenchement (...) d'un conflit armé ? »¹¹⁵

En se basant sur l'hypothèse de la lutte pour la reconnaissance, une étude de la violence existant depuis maintenant 50 ans en Colombie doit permettre la mise en évidence des causes morales, symboliques, émotionnelles ou identitaires du conflit. Il faut tout d'abord se poser les questions suivantes: quelles attentes de reconnaissance sont-elles à l'origine du conflit ? Comment est-il possible de les identifier ? Ainsi, la recherche des causes de la violence doit s'attacher à découvrir quelles attentes de reconnaissance des individus ont été déçues par la société colombienne. Quels besoins leur ont-ils été inculqués par la société ? La diffusion du modèle démocratique par exemple a-t-elle exacerbé le besoin d'égalitarisme, source de revendications et de conflits sociaux ? Quel est le rôle de l'Eglise, des partis politiques, des autorités morales? Si l'on admet le postulat que la question économique n'est pas, à elle seule, décisive et qu'elle se combine avec les attentes

¹¹⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 194

¹¹⁵ Lindemann (Thomas), *La Guerre : théories, causes, règlements*, Paris, Armand Colin, 2010b. p. 50

décues de la société, une transformation économique a-t-elle bafoué le « contrat social » et provoqué une crise ? De même, la question se pose de savoir quelles avancées, quel type de reconnaissance ont été obtenus en fin de compte par les acteurs de la violence en Colombie ? Les mouvements de revendication ont-ils été porteurs de progrès ou de régression ? L'identité et les attentes de reconnaissance des « cadres » des groupes armés sont-ils les mêmes que ceux des combattants de « base » ? Répondre à toutes ces questions appelle à une étude de l'identité des acteurs de la violence en Colombie. Comment définir l'identité des acteurs de la violence ? Qui sont-ils ? Quelles sont leurs revendications identitaires ? Pourquoi les frontières entre les acteurs en Colombie ne sont-elles pas clairement définies ? Quel a été l'effet du discours sur la violence sur les comportements des acteurs ?

La recherche des causes symboliques, morales, identitaires et émotionnelles de la violence implique aussi une étude de la notion d'identité collective en Colombie. Existe-t-il une identité collective ou des identités collectives ? Le conflit a-t-il seulement une dimension politique avec la revendication de droits sociaux ? Ou bien tire-t-il son origine de la volonté d'affirmer une identité contre une autre ? S'agit-il alors de l'échec d'un projet de construction politique de l'Etat basé sur un modèle universel au profit d'identités particulières ? La diversité « identitaire » pourrait-elle expliquer la violence civile en Colombie ? Nous pouvons aussi nous demander si les valeurs qui existent à un moment donné dans la société permettent d'expliquer la violence : par exemple la présence de valeurs « viriles » ? Pourquoi ce besoin de reconnaissance s'est-il résolu de façon violente ? Le passage à la violence n'est évidemment pas automatique. L'histoire mondiale présente différents modèles d'action politique : résistance passive et usage de symboles, lutte armée, terrorisme...

Il ne suffit pas d'identifier les attentes de reconnaissance et « l'identité » des acteurs qui sont à l'origine du conflit. Il faut aussi analyser la façon dont l'exigence de respect a acquis une dimension collective. De manière concrète, le cas colombien pourrait permettre d'examiner comment des expériences individuelles de mépris ont été perçues comme s'adressant à un groupe tout entier et comment l'exigence de respect est devenue collective. En Colombie, les idéologies (de gauche et de droite) semblent avoir fourni un cadre universel à ces

revendications collectives où chaque individu pouvait se reconnaître, procurant des références, des normes, des valeurs et une identité culturelle et politique dotée d'un minimum d'épaisseur. Toutefois, on pourrait penser qu'elles ont seulement servi de « masque » aux attentes réelles des individus.

D'autres interrogations apparaissent avec l'examen de la situation colombienne au regard de la théorie de la lutte pour la reconnaissance. En premier lieu, quels sont les effets de la violence sur la société colombienne proprement dite ? Malgré l'intensité de la violence, la Colombie ne se désintègre pas et continue d'exister comme État de droit et comme démocratie. Elle se différencie en ceci des pays comme la Somalie ou la Sierra Leone où la violence se développe dans le « vide » après l'effondrement des structures étatiques. Cependant, en Colombie, la violence en vient à constituer le contexte dans lequel la société évolue au quotidien participant à lui donner sa forme. A l'instar de Gérard Martin pour qui « *le recours à des logiques de violence serait permanent, relèverait de la tradition, et serait en fin de compte inévitable* »¹¹⁶, il faut se demander si la violence est un prisme qui permet d'interpréter toute l'histoire du pays ? Est-elle une permanence dans la culture du pays ? Selon Daniel Pécaut, les habitants résignés parlent de la violence comme d'un « autre sida »¹¹⁷. La violence produit aussi de nouvelles règles sociales auxquelles il faut se soumettre pour vivre (impôt révolutionnaire pour les planteurs, *vacuna* – extorsion – pour les propriétaires de bétail) et qui sont acceptées comme la norme par la population. La présence quotidienne de la violence en Colombie affecte-t-elle en profondeur les valeurs de la société ?

De nombreuses questions de recherche et hypothèses de travail peuvent découler de l'application de la théorie de la lutte pour la reconnaissance à l'étude de la violence en Colombie. Or, une étude de cette importance implique un champ d'investigation pluridisciplinaire très large. C'est pourquoi, afin de limiter le domaine de la présente recherche, il a été décidé de s'attacher en premier lieu à la notion de « violence politique », appelée aussi « violence interne » ou « conflit armé ». Parmi la quantité de phénomènes violents existant dans le pays, le fait de

¹¹⁶ Martin (Gérard), *op.cit.*, 1997, p. 213

¹¹⁷ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 1997, p. 159

se concentrer sur l'étude du conflit armé facilite, dans une certaine mesure, l'identification des acteurs impliqués, du nombre et de l'importance des actions armées, des causes et des conséquences de l'affrontement armé, politique et discursif.

Cependant, étant donné la complexité de l'objet d'étude (le conflit en Colombie) et la multiplicité d'acteurs (les forces de l'ordre, les narcotrafiquants, les guérillas, les paramilitaires, etc.), ce travail de recherche va privilégier l'application empirique des variables théoriques de la lutte pour la reconnaissance à l'étude d'un seul acteur du conflit colombien : *las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC). Parmi les acteurs impliqués, les FARC se distinguent comme étant l'un des acteurs le plus « anciens » du conflit, ce qui permet de réaliser une étude approfondie grâce à de nombreux éléments de comparaison dans le temps. De plus, les FARC demeurent un objet d'étude très intéressant car il est devenu aujourd'hui difficile de définir la nature exacte de ce groupe guérillero. « On évoque souvent leur étonnante longévité et elles [les FARC] se vantent elles-mêmes de presque un demi-siècle d'existence. Mais on a plus de mal à préciser ce qu'elles sont et ce qu'elles veulent »¹¹⁸.

L'étude des FARC implique un premier exercice : différencier l'examen objectif de cette organisation de guérilla du champ de la stigmatisation et de la condamnation morale pour permettre sa transformation en un objet d'analyse en termes académiques. Comme l'indique Michel Gandhilon :

« S'il n'est pas question en effet de céder à la tentation des diabolisations à la mode quand il s'agit des FARC, il n'en demeure pas moins qu'un bilan lucide des décennies d'action de cette guérilla doit être réalisé en évitant les écueils de la stigmatisation et de l'encensement. Hélas aujourd'hui, ces deux attitudes dominant avec, à notre droite, les tenants de la criminalisation pure et simple de ce mouvement, réduit à son statut de "narco-guérilla", que lui a donné, il faut le rappeler, en 1984 l'ambassadeur américain en Colombie et à notre gauche, les rescapés d'un tiers-mondisme simplet qui font des FARC un pur mouvement de résistance à la férocité des oligarchies colombiennes dont le "fascisme" uribiste néolibéral, au pouvoir à Bogota serait la manifestation la plus récente. Ces derniers, en général, dans la grande tradition des compagnons de route du stalinisme préfèrent alors ne pas évoquer les faits qui dérangent. Ainsi, pour les thuriféraires des FARC, les massacres de tribus indiennes ; les éliminations des "déviationnistes" de gauche ; les purges sanglantes ; les

¹¹⁸ Pécaut (Daniel), *Les FARC : Une guérilla sans fins ?*, Paris, Lignes de Repères, 2008. p. 9

enlèvements, les rackets et les recrutements forcés ; les implications de plus en plus grande dans la narco-criminalité n'existent tout simplement pas ou disparaissent au profit d'une dénonciation exclusive et convenue des crimes, certes bien réels, de l'oligarchie colombienne et de ses soutiens étasuniens. Ne subsiste alors qu'une histoire édifiante qui n'a plus grand-chose à voir avec la réalité et qui élimine systématiquement tout ce qui ne cadre pas avec les hagiographies des propagandes intéressées »¹¹⁹.

C'est pourquoi, il a été décidé d'étudier les FARC « actuelles », c'est à dire de considérer le mouvement tel qu'il se présente « aujourd'hui » (entre 2002 et 2010) sans négliger pour autant la perspective historique. Il s'agit d'apprécier les FARC comme elles sont « réellement », c'est-à-dire comme elles apparaissent, en faisant « *abstraction de tous nos préjugés, scientifiques, culturels ou philosophiques, qui substituent des catégories apprises à ce que l'expérience par elle-même sur elle-même* »¹²⁰. Cette perspective « *marque néanmoins la volonté de la compréhension d'autrui, fondamentale pour la théorie de la reconnaissance* »¹²¹.

Après avoir délimité le champ temporel de la présente recherche, l'étape suivante a été la définition de son champ spatial. En 2011, les FARC ont été présentes (avec des différents niveaux d'intensité) dans 166 municipalités¹²² (*municipios*)¹²³, sur 1103 recensées au niveau national, réparties sur la quasi-totalité des 32 départements que compte le territoire colombien. Comme cela a été dit auparavant, les différents acteurs du conflit, y compris les FARC, n'ont pas un profil monolithique (leurs dynamiques sont davantage d'ordre régional que national), ce qui génère différentes perceptions d'un même acteur armé, d'une zone géographique à une autre¹²⁴. Par ailleurs, les recherches sur le terrain ont été menées dans un contexte particulièrement difficile (sites de recherches sensibles et dangereux, difficulté d'obtenir des entretiens, réticences à se livrer face à

¹¹⁹ Gandilhon (Michel), *La guerre des paysans en Colombie: De l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC*, sans lieu, Les nuits rouges, 2011.

¹²⁰ De Coorebyter (Vincent), « Phénoménologie », dans *Dictionnaire Sartre*, ed. par Noudelmann (François) et Philippe (Gilles) Paris, Honoré Champion, Paris, 2004. p. 379

¹²¹ Poreau (Brice), *Extension de la Théorie de la Reconnaissance : L'exemple du génocide Rwandais*, Paris, L'Harmattan, 2011. p. 8

¹²² Les municipalités de Colombie sont des subdivisions décentralisées de troisième niveau (après le niveau national et le niveau départemental) de la République de Colombie. Chaque municipalité est dirigée par un maire (*alcalde*) élu au suffrage populaire et qui représente le plus haut officier de l'exécutif gouvernemental au niveau municipal, juste en dessous du mandat du gouverneur de leur département, qui est aussi le représentant de toutes les municipalités du département.

¹²³ Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, *Tercer Informe Nacional de Desmovilización, Desarme y Reintegración*, Bogotá, décembre 2011.

l'enregistreur, etc.). En plusieurs occasions, les personnes interrogées ont refusé de donner des informations d'ordre personnel (y compris sur leur région d'origine). C'est pourquoi, compte tenu du risque de ne pas obtenir suffisamment d'informations pour réaliser une étude précise au niveau régional, il a été décidé que l'analyse porterait sur l'ensemble du mouvement au niveau national. La perspective régionale n'est cependant pas négligée, raison pour laquelle, lorsque cela est pertinent, il sera fait référence aux différences qui peuvent s'observer en fonction de la zone de présence des FARC.

En outre, la possibilité d'appliquer une perspective de genre au présent projet a été considérée, de même que celle de se concentrer sur le thème de l'enfance et des enfants soldats. Dans ces deux cas, la difficulté d'accéder à des sources primaires et secondaires d'information (il existe seulement quelques études et publications sur ces sujets) a contribué à la décision de réaliser une étude générale des combattants des FARC sans cibler exclusivement une catégorie de population.

Par son apport, tant sur le plan théorique qu'empirique, cette thèse cherche à mieux comprendre la situation de violence en Colombie et à contribuer à l'étude des phénomènes de violence par la science politique en introduisant l'hypothèse de lutte pour la reconnaissance dans l'analyse des conflits. Toutefois, l'objectif n'est pas de confirmer la validité de la thèse d'Axel Honneth mais de la tester, de cerner ses potentialités mais aussi ses limites. En effet, le travail de recherche empirique n'a pas simplement pour objectif d'éprouver cette théorie mais aussi d'en découvrir de nouveaux aspects tant sur le plan théorique (par exemple, comment relier la perspective de la reconnaissance aux analyses classiques de type économique, politique ou stratégique qui continuent d'être pertinentes) qu'au niveau de l'objet d'étude lui-même (à savoir la recherche d'une meilleure compréhension du conflit armé colombien et des FARC).

¹²⁴ De Currea-Lugo (Victor), « Un intento por explicar la violencia en Colombia : ¿Y si no somos nación ? », *América Latina Hoy*, No. 23, Diciembre 1999.

Questions de recherche et hypothèses

A partir de la délimitation de l'objet d'étude, et dans le cadre de la théorie de la lutte pour la reconnaissance ainsi que de l'étude de la violence symbolique, la présente investigation s'est attachée à définir l'identité du groupe guérillero et à étudier ses actions : qui sont les membres des FARC, pourquoi se battent-ils, vers quoi tendent les actes de ses membres, comment faut-il interpréter leur discours, quels sont leurs rapports avec la société colombienne, comment se développe leur domination des espaces locaux et régionaux à partir de laquelle s'est construite et renforcée leur identité ?

Pour répondre à ces interrogations, après avoir pris en compte les outils théoriques et préalables méthodologiques proposés par Axel Honneth et Thomas Lindemann, dans le cadre de la théorie de la lutte pour la reconnaissance, et ayant réalisé un état de l'art des études réalisées sur la question du conflit en Colombie, les hypothèses de recherche suivantes ont été formulées :

Hypothèse 1: Ce qui pérennise la lutte armée des FARC, c'est la lutte pour la reconnaissance, c'est-à-dire la dimension symbolique, émotionnelle, morale et identitaire du conflit. « *Axel Honneth a tenté d'établir que les différentes formes du sentiment d'injustice se fondaient sur la non-satisfaction des divers besoins de reconnaissance fondamentaux. De sorte que l'expérience de l'injustice sociale peut être interprétée comme l'expérience d'un déni de reconnaissance socialement instituée. En ce sens, la théorie de la reconnaissance permet d'élaborer un cadre normatif au niveau spécifique des motivations de l'action politique et de rendre compte de sa dynamique normative propre, ainsi que de la nature spécifique de ses prétentions à la validité* »¹²⁵. Tant les besoins « fondamentaux » que les besoins « construits » peuvent servir de base à une lutte pour la reconnaissance. Il existe des besoins émotionnels et cognitifs fondamentaux de reconnaissance dont la violation est susceptible de produire des réactions agressives. A côté de ces besoins fixes, comme la nécessité d'une image valorisée de soi-même, il existe des besoins « construits » socialement, par exemple, la mission qu'un acteur aspire à

¹²⁵ Renault (Emmanuel), *L'expérience de l'injustice, reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris, La Découverte, 2004b, pp. 48-49. Cité par Poreau (Brice), *op.cit.*, 2011. pp. 95-96

remplir dans les relations sociales. Le premier type de besoins explique les intérêts vitaux de la survie. Les secondes permettent de comprendre la variété des exigences identitaires. Dans le cas colombien, l'existence et l'action des FARC pendant plus de 40 ans, ne peuvent s'expliquer exclusivement à travers une analyse militaro-stratégique, économique ou politique (confrontation idéologique). En plus des facteurs objectifs et structurels qui jouent un rôle dans le conflit armé, la violence plonge ses racines dans les nécessités de reconnaissance insatisfaites, individuelles ou collectives des FARC (en tant qu'institution et au niveau de combattants), dans les sphères de l'affection (maltraitance infantile, violence intrafamiliale, exactions des groupes armés), du droit (privation de droits-exclusion) et de la solidarité (indignité-injustice). En Colombie, l'idéologie marxiste-léniniste des FARC propose un cadre universel pour la consolidation de revendications collectives où chaque individu peut se reconnaître. Cette idéologie offre une série de références, de normes, de valeurs et une identité culturelle et politique dotée d'un minimum « d'épaisseur ». Cependant, très certainement, l'idéologie marxiste sert seulement de « façade » pour les attentes réelles des individus (recherche de pouvoir, de prestige social, de vengeance pour les affronts subis, etc.). *« Au fond il s'agit d'une lutte de l'interprétation des faits (...) Il y a donc bien un combat à mener, mais il n'est pas fonction des classes sociales, en revanche, il s'appuie sur des "mobiles moraux" »*¹²⁶.

Hypothèse 2: Il n'y a pas de reconnaissance absolue ou en soi. La lutte pour la reconnaissance, le processus de légitimation symbolique, sont en constante évolution. La dimension interactive du phénomène inclut des processus de feedback – regard d'autrui –, redéfinition de l'action des FARC et de son sens en miroir avec les définitions données par le gouvernement et les médias, effets sociaux des stratégies armées, etc. Pourtant, contrairement à l'idée développée par Axel Honneth selon laquelle la lutte pour la reconnaissance génère un champ de plus en plus large de reconnaissance affective, sociale, légale, économique, culturelle et politique qui aboutit finalement à une « bonne vie », d'autoréalisation individuelle, la lutte n'a pas produit de manière générale, dans le cas colombien, une amélioration des conditions de vie de l'être humain : à certains moments, elle

¹²⁶ Poreau (Brice), *op.cit.*, p. 122

a même impliqué un recul comme par exemple avec la violation des droits de l'Homme. En ce qui concerne les FARC, comme l'indique Brice Poreau, « *si la reconnaissance est un processus, elle est alors un phénomène continu. Or, nous employons aussi le terme de lutte : une lutte est ainsi sporadique, ponctuelle. La reconnaissance est ainsi, en utilisant un vocable de la discipline physique, un train d'ondes constitué d'une onde porteuse, une enveloppe générale, qui crée la continuité (d'où l'utilisation du processus) et, au sein de cette onde porteuse, de cette enveloppe, des ondes sinusoïdales présentant un combat permanente, avec un recul possible de la reconnaissance, et une avancée possible : ce qui peut entraîner des discontinuités. D'où le terme de lutte* »¹²⁷. Dans le processus de lutte pour la reconnaissance, il existe une variabilité de l'identité et des besoins de reconnaissance (ou motivations symboliques, identitaires, émotionnelles, morales des acteurs). Les identités ne sont pas figées mais se modifient en fonction des interactions sociales. De la même façon, les besoins de reconnaissance ne sont pas immuables. Loin d'être universelle, la recherche de la sécurité identitaire ou d'un bénéfice moral se transforme en fonction du lieu et de la période. L'identité et les intérêts que poursuivent les FARC ont évolué avec le temps et sous l'effet de diverses interactions avec d'autres acteurs (par exemple le narcotrafic). La transformation du discours des médias, des analystes, et du gouvernement a non seulement contribué à l'évolution de la perception par l'opinion publique des FARC mais a aussi influencé le développement du groupe guérillero. Les FARC des années soixante ne sont pas les mêmes que les FARC actuelles. Ce groupe guérillero a connu une évolution depuis le mouvement des origines, mouvement partisan, à base rurale, jusqu'au groupe qui s'est approprié les pratiques propres aux narcotrafiquants et à la délinquance de droit commun comme les enlèvements et les extorsions mais qui continue à avoir un rôle d'acteur politique avec un projet et un discours politique qui lui ont permis de participer à des négociations de paix, même avec le statut de mouvement belligérant.

Pour tester ces hypothèses (la lutte pour la reconnaissance est à l'origine de la lutte armée des FARC – H₁ – et cette lutte est un processus interactif en constante évolution – H₂ –), et pour être cohérent avec le cadre théorique choisi

¹²⁷ *Ibid.* pp. 118-119

(Axel Honneth et Thomas Lindemann), le choix d'une méthodologie de recherche principalement qualitative a été privilégié. Une analyse qualitative paraît en effet plus adaptée à la nature des variables à étudier : reconnaissance, aspects symboliques, identitaires, émotionnels et moraux du conflit. Dans le cadre de cette méthodologie principalement qualitative, l'établissement de corrélations entre différentes variables a été recherché: les liens entre, d'une part, l'existence d'identités partagées, identités irritables, identités idéalisées, valeurs viriles, des dénis de reconnaissance dans la sphère de l'affection (maltraitance infantile, violence intrafamiliale, violation des droits de l'homme), du droit (privations de droits-exclusion, discrimination, non-reconnaissance des droits politiques, sociales ou économiques, inégalité socio-économique) et de la solidarité (indignité-injustice, recherche du prestige, du respect, défense de l'honneur) et, d'autre part, l'usage de la violence de la part des FARC (engagement des individus dans une action violente – passage à la violence – et pérennisation de la lutte armée de la guérilla).

Sources d'information et méthodologie de recherche

Le processus d'investigation a commencé par un travail préparatoire visant à se familiariser avec l'ensemble des éléments conceptuels et théoriques de la question et à étudier les ouvrages publiés sur les thèmes liés au sujet (reconnaissance, violence symbolique, grammaire morale des conflits...). Puis, l'étape suivante a consisté à définir chaque concept utilisé au cours de la recherche (qu'est-ce que la reconnaissance ? les dénis de reconnaissance ? l'identité ?...) pour parvenir à un cadre théorique et conceptuel bien délimité.

De la même façon, l'objet d'étude a été délimité, comme indiqué précédemment, afin de privilégier l'époque actuelle tout en s'appuyant sur un fond historique, et afin d'obtenir une perspective des FARC au niveau national, sans se polariser sur la question de genre ou le thème des enfants soldats.

Comment lire les actes des FARC sous l'angle de la lutte pour la reconnaissance ? Se pose ici la question des outils d'analyse adéquats, dans le sens

où les manifestations et les expressions identitaires et symboliques ne relèvent pas intégralement d'actions réfléchies et stratégiques. Ainsi cette recherche s'est fondée sur des supports de nature différente.

Les sources

Principales	Des entretiens avec des acteurs représentatifs (anciens guérilleros). Des entretiens, des récits de vie, des biographies de membres des FARC obtenus à partir de sources secondaires.
En appui	Des observations in situ (études sur le terrain)
En complément ponctuel	Des entretiens avec d'autres acteurs pertinents (paramilitaires, membres d'autres guérillas, chercheurs, représentants d'organisations gouvernementales, de la société civile, chercheurs, etc.). Des études, des enquêtes qualitatives et quantitatives réalisées par d'autres chercheurs et centres de recherche
En référence	De la documentation (détaillée dans la bibliographie), des informations diverses

Un point à aborder concernant la méthode employée porte sur l'interdisciplinarité. La lutte pour la reconnaissance des FARC forme un sujet très complexe, qui nécessite des approches multiples pour en saisir le fond et la forme. Ainsi, une démarche pluridisciplinaire a permis d'aller « piocher » dans des ouvrages tant des sciences politiques, que de sociologie, d'histoire, d'anthropologie ou encore de philosophie. Les ressources théoriques ont ainsi contribué à mettre des mots sur la réalité observée¹²⁸.

En outre, un travail de fond et de repérage a été effectué à partir de la littérature existante sur la violence en Colombie, sur le conflit armé colombien et sur les FARC. De cette manière, il a été possible d'élaborer et d'exploiter une importante bibliographie ainsi que de constituer un large corpus d'informations joint à des observations empiriques diverses. Ce recueil de données a fortement alimenté la recherche et a permis de confronter la réflexion basée sur la lutte pour la reconnaissance avec des approches alternatives (des recherches basées sur des

¹²⁸ Fernandez (Pauline), *op.cit.*, 2007. pp. 13-14.

variables économiques, géostratégiques, psychosociales...). Des études de nature quantitative réalisées par diverses institutions gouvernementales et non gouvernementales en Colombie ou à l'étranger ont aussi été utilisées comme sources d'information secondaires pour venir appuyer l'élaboration des conclusions finales de la recherche. Bien que celle-ci ne soit pas quantitative, des éléments issus des deux types d'analyse ont été incorporés afin d'enrichir la réflexion: une démarche quantitative pour appuyer l'argumentation sur des faits mesurables et une démarche qualitative pour donner du sens aux données recueillies et cerner plus précisément les enjeux.

La source journalistique a aussi été sollicitée dans ce travail, que ce soit à travers des articles publiés dans divers quotidiens et hebdomadaires principalement colombiens (notamment les quotidiens *El Tiempo*, *El Espectador*, la revue *Semana*), que dans des ouvrages publiés par des journalistes de terrain.

Une autre source d'informations importante utilisée durant le processus de recherche est constituée des travaux bibliographiques effectués par l'organisation des FARC elle-même, la Revue *Resistencia* (Insurrection) et le site web ANNCOL (*New Colombia News Station*), ainsi que des documents internes, communiqués publics et entretiens accordés à des médias légaux ou illégaux. L'exploitation du discours et des ressources de communication émanant de l'acteur objet a été privilégiée afin de mieux cerner les représentations des énonciateurs : les témoignages des protagonistes sur l'histoire de l'organisation servent à « reconstruire leur imaginaire, leur vécu, leur quotidien, leurs triomphes et leurs échecs, au regard de la dimension humaine et politique, principalement depuis un point de vue historique et sociologique »¹²⁹.

Parmi les ouvrages et documents produits par l'organisation rebelle, il faut particulièrement remarquer : *FARC, le pays que nous voulons construire* ; *Cahiers de campagne*, de « Manuel Marulanda » ; *Cessez-le-feu : Une histoire politique des FARC* ; *Journal de la résistance de Marquetalia* ; et *Correspondance secrète du processus de paix*, de « Jacobo Arenas ».

¹²⁹ Medina Gallego (Carlos), Toloza (Francisco), Beltrán (Alonso) et al, *FARC-EP : temas y problemas nacionales 1958-2008*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2008. p. 36

Par ailleurs, un matériel audiovisuel varié sur les FARC et le conflit armé colombien a été exploité : cartes, photographies, graphiques, animations multimédias, vidéos, produites par des entités gouvernementales et non gouvernementales, par la presse et les chaînes de télévision, ainsi que par la guérilla des FARC (dans cette dernière catégorie, figurent les communiqués, documentaires et vidéos musicales produites par cette organisation). Les documentaires et films suivants ont fait l'objet d'une étude particulière: *Les couleurs de la montagne* (Carlos César Arbeláez, 2010) ; *Dix jours avec les FARC* (David Beriain, 2008) ; *50 ans de maquis* (Yves Billon, 2007) ; *La Colombie Vivante! : 25 années de résistance* (Mauricio Gómez, 2007) ; *FARC-EP, l'insurrection du XXIème siècle* (Ulrike Meinhof, Tina Modotti, César Vallejo, 2009) ; *L'heure de la Paix, Temps Réel* (Holman Morris, 2009) ; *Guerrilla Girl* (Frank Piasecki Poulsen, 2005) ; *Rio Chiquito* (Jean Pierre Sergent, Bruno Muel, 1965).

En lien avec les différentes sources utilisées dans le cadre de la recherche, il faut souligner la difficulté sur le plan matériel de trouver des sources pertinentes en France. En effet, celles-ci sont avant tout disponibles en Colombie (ouvrages, témoignages, lieux, etc.). C'est donc lors des séjours dans ce pays que la collecte de données s'est révélée la plus abondante. La perspective constructiviste de l'angle d'analyse adopté par la présente étude se concentre sur le sens et les significations que les acteurs confèrent aux phénomènes et à leur environnement¹³⁰. Par conséquent, une grande attention a été portée aux processus d'interaction sociale amenant la réalisation de trois travaux de recherche sur le terrain :

- Novembre 2008 à Février 2009 : Enquête sur le terrain de 4 mois ayant permis de constituer un premier corpus d'entretiens, notamment avec d'anciens membres des FARC, des AUC (groupe paramilitaire), et des chercheurs travaillant sur le sujet en Colombie ; d'accéder aux dossiers constitués par la police sur les membres des FARC et mis à ma disposition par la Dirección Central de Policía Judicial e Inteligencia (Direction de la Police Judiciaire ou DIJIN) ; de rassembler de

¹³⁰ « C'est toujours, en effet, à des interactions ou à des contextes sociaux particuliers que les individus associent leur sentiment d'injustice, et c'est toujours également contre eux qu'ils dirigent leurs griefs en matière de justice ». Poreau (Brice), *op.cit.*, 2011. p. 96

nombreux ouvrages, très complets, sur le thème du conflit en Colombie ; d'effectuer des observations sociales dans plusieurs départements colombiens : Bogotá D.C, Cundinamarca, Boyacá, Quindío, Risaralda, Santander et Caquetá.

- Décembre 2009 à Mai 2010 : Enquête sur le terrain d'une durée de six mois ayant permis de constituer un deuxième corpus d'entretiens grâce à l'appui du Haut Conseil pour la Réinsertion (*Alta Consejería para la Reinserción* ou ACR)¹³¹, notamment avec des membres des FARC, de l'ELN (groupe guérillero), et des chercheurs travaillant sur le sujet en Colombie ; de consulter de nombreux ouvrages, très complets, sur les FARC (histoire, analyses socio-politiques, témoignages, relations avec le narcotrafic) ; d'effectuer des observations sociales dans plusieurs départements colombiens : Bogotá D.C, Boyacá, Huila (région San Agustín), Florencia et Bolívar.

- Février 2011 à Juin 2011 : Enquête sur le terrain d'une durée de six mois ayant permis de poursuivre la recherche d'informations et de données diverses sur les FARC ainsi que sur la théorie de la lutte pour la reconnaissance. Deux thèmes ont été traités en particulier : le cas de « Tanja », citoyenne hollandaise et guérillera des FARC (avec la réalisation d'un entretien avec Liduine Zumpolle, directrice de la *Corporación Manos por la Paz Internacional*, co-auteur du livre *Tanja, une hollandaise dans la guérilla*), ainsi que le débat sur l'existence ou non d'un conflit armé en Colombie (ce qui influence la perception des acteurs armés et la définition du statut des FARC) ; de réaliser une rencontre avec un ancien commandant des FARC qui occupait un poste important dans la structure des FARC dans le département du Tolima ; effectuer des observations sociales et des entretiens avec la population civile dans le département du Nariño (et les zones limitrophes de l'Equateur), du Cauca, de Boyacá et Bogotá D.C. Les éléments recueillis ont été inclus dans l'analyse et l'interprétation déjà accomplies avec les données obtenues lors des deux précédents séjours sur le terrain en 2008-2009 et 2009-2010.

¹³¹ *La Alta Consejería para la Reintegración* est une entité du gouvernement colombien « chargée de coordonner, d'orienter et d'exécuter avec d'autres organisations publiques et privées les actions de réinsertion. Par ailleurs, elle conçoit, met en œuvre et évalue la politique de l'État en faveur de la réinsertion sociale et économique des personnes ou groupes armés en marge de la loi qui se démobilisent volontairement, individuellement ou collectivement, en coordination avec le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de l'Intérieur et de la Justice, et auparavant avec le Bureau du haut commissaire pour la Paix ». Site web de la ACR: www.reintegracion.gov.co/Es/Paginas/index.aspx

Grâce au travail effectué en Colombie, conjugué aux sources secondaires d'information (publications, livres et articles, presse, statistiques, matériel audiovisuel, études et recherches réalisées par d'autres chercheurs et institutions étatiques ou non gouvernementales), cette étude est aussi basée sur des observations sociales *in situ*, sur des entretiens semi-directifs ou non-directifs avec des acteurs directs (d'anciens combattants des FARC, d'autres groupes guérilleros, d'anciens paramilitaires, des membres des forces armées), des spécialistes (chercheurs...) ayant travaillé sur le conflit mais aussi des citoyens colombiens vivant dans les zones de présence de la guérilla mais n'ayant pas rejoint les FARC.

Il faut noter que les recherches sur le terrain ont été menées dans un contexte particulièrement difficile (sites de recherches sensibles et dangereux, difficulté d'obtenir des entretiens). Pour ces raisons, il a été décidé d'organiser des rencontres avec d'anciens guérilleros des FARC au lieu d'essayer d'approcher des membres actifs de l'organisation. La spécificité du terrain de recherche peut s'observer, par exemple, dans le cas d'entretiens menés avec des ex-guérilleros, réalisés hors du cadre de l'ACR, et pour lesquels certaines des personnes interrogées ont même sollicité une rémunération financière. En outre, l'accès aux sources primaires demande une préparation très longue pour obtenir toutes les autorisations nécessaires (les anciens guérilleros craignant pour leur sécurité). Au total, 8 entretiens avec d'anciens membres de FARC ont été réalisés¹³². Le premier corpus d'entretiens a été constitué en décembre 2008. Par l'intermédiaire d'un enseignant qui travaille dans un lycée pour adultes à Bogotá il a été possible de s'entretenir avec d'anciens combattants qui avaient repris des études après leur retour à la vie civile. Les échanges se sont déroulés de façon très informelle dans un petit café proche du lycée. En outre, 4 autres ex-guérilleros ont répondu à une petite enquête sur les causes de leur entrée dans la guérilla et leur retour ultérieur à

¹³² Par ailleurs, 2 conversations avec d'anciens membres de l'ELN ont pu être menées ainsi que 3 rencontres avec d'anciens membres des AUC (paramilitaires). Initialement, il était prévu de ne réaliser des entretiens qu'avec d'anciens membres des FARC. Cependant, au moment de solliciter l'autorisation de réaliser les entretiens avec des démobilisés et réinsérés de « groupes en marge de la loi », des personnes ayant appartenu à l'ELN et aux AUC ont proposé spontanément de participer à cette démarche. Cette opportunité s'est révélée une occasion de connaître l'opinion des autres acteurs armés sur les FARC et de réaliser quelques observations comparatives. De surcroît, en cherchant à mieux connaître le cadre dans lequel évoluent les FARC, 17 entretiens ont été effectués avec des civils, des membres de la police et des forces armées ayant eu des expériences directes avec la guérilla. C'était l'occasion de connaître l'effet produit par les FARC et leur image chez différentes personnes, victimes de leur violence, habitants de zones de guérillas et ayant choisi de ne pas se lier à elles mais aussi d'observer l'interaction des FARC avec différents acteurs: population civile ou forces armées.

la vie civile. Un deuxième corpus d'entretiens a été constitué en mai 2010, grâce à l'appui du Haut Conseil pour la Réinsertion. Les entrevues se sont effectuées dans un foyer d'attention aux personnes démobilisées ou réinsérées, ce qui a donné un caractère plus formel (dans un cadre plus institutionnel) aux entretiens menés à cette occasion. Finalement, en juin 2011, il a été possible de rencontrer un ancien commandant des FARC : cette entrevue est très importante puisque les ex-guérilleros rencontrés auparavant occupaient tous un rang inférieur ou intermédiaire dans la hiérarchie des FARC. Il s'agit du premier entretien direct réalisé avec un démobilisé qui occupait un poste important dans la structure de la guérilla. L'objectif des entretiens était d'obtenir un aperçu de l'univers de représentation que les FARC ont d'eux-mêmes, de leur histoire, de leurs fondements idéologiques et politiques, de leurs objectifs ainsi que la façon de les matérialiser.

Pour examiner les données collectées à partir des sources primaires et secondaires d'information et pouvoir en extraire des inférences valables, un traitement et une analyse systématiques des données recueillies ont été réalisés¹³³. En particulier, des corrélations entre variables et des « variations concomitantes » entre des phénomènes intervenus dans des périodes de temps différentes ont été recherchées. Même si l'identification empirique de la lutte pour la reconnaissance comme facteur de violence n'est pas simple, plusieurs méthodes de recherche en sciences sociales s'adaptent à l'étude des émotions et des éléments moraux, identitaires et symboliques. Thomas Lindemann signale, entre autres, les procédés suivants : retracer le parcours biographique des combattants afin d'identifier leur processus de socialisation et de radicalisation : « *quels sont donc les éléments biographiques qui éclairent au moins partiellement le choix de moyens violents par ces acteurs pour défendre leur cause ?* » ; mettre en place des études processuelles et séquentielles de l'engagement violent pour « *établir des correspondances entre des événements émotionnellement investis et la radicalisation "violente"* »¹³⁴ ; utiliser des méthodes ethnographiques qui

¹³³ Voir González (Johanna), « Le parcours du combattant: identification de dénis de reconnaissance à partir d'entretiens (récits de soi) réalisés avec d'anciens guérilleros des FARC », *12ème Congrès de l'AFSP*, Atelier doctoral n°4 / Vers une synergie des méthodes des relations internationales et de la sociologie des mobilisations. Le cas des émotions dans les mobilisations violentes, Sciences Po Paris, 9 au 11 juillet 2013.

¹³⁴ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b. p. 210

permettent « de capter les émotions par des témoignages des proches des acteurs concernés »¹³⁵ ; analyser des indicateurs objectifs de discrimination politique ou économique et réaliser une observation scientifique des disparités des niveaux de vie car « si toutes les inégalités forment des sources potentielles de violences symboliques ou, autrement dit, d'un déni de reconnaissance, ce sont plus particulièrement les inégalités juridiques et politiques qui sont ressenties comme blessantes »¹³⁶ . Finalement, « la reconnaissance ou les dénis de reconnaissance se reflètent aussi dans ce que les acteurs font, c'est à dire dans leurs interactions (par exemple les dépréciations rhétoriques) »¹³⁷. Les émotions « morales », les dénis de reconnaissance se traduisent dans les pratiques langagières (il y a des marqueurs discursifs des émotions) et peuvent donc être détectées par une analyse du discours¹³⁸. Il est possible de travailler sur des déclarations, des discours, des textes écrits, du matériel audiovisuel produit et diffusé par les organisations qui sont engagées dans la violence. Il est aussi possible de travailler sur la base d'entretiens réalisés avec des combattants et des anciens combattants. Pour l'application de ces différentes méthodes, il s'agit surtout d'établir des co-variations c'est-à-dire de vérifier si une variation dans une variable émotionnelle, morale ou symbolique s'accompagne d'une augmentation de la fréquence de la violence ou de faits de guerre.

À partir de la méthodologie proposée par Lindemann et de sources d'information disponibles, le travail a été mené globalement selon deux axes de recherche : l'axe « identité » et l'axe « violence symbolique - déni de reconnaissance ». Le premier a été retenu en prenant en compte le fait que dans des situations dites de « violence » c'est souvent au niveau de l'identité que se situe la source du malaise. Celui-ci ne se situe pas seulement au niveau de l'identité individuelle mais aussi à celui de « l'identité sociale » : « *un grand nombre de questions politiques et sociales sont liées au fait que des identités disparates à l'intérieur de différents groupes expriment des revendications conflictuelles, puisque la conception que nous avons de notre identité influence de diverses*

¹³⁵ *Ibid.* p. 211

¹³⁶ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 3

¹³⁷ *Ibid.* p. 4

¹³⁸ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b. p. 210

façons nos pensées comme nos actions »¹³⁹. De manière générale, l'étude de « la lutte pour la reconnaissance » amène à s'intéresser aux identités concrètes des acteurs. Dans le cas colombien, un élément central de l'analyse se concentre sur « l'identité » des FARC (au niveau du groupe et de l'individu) : qui sont-ils (les guérilleros, la guérilla), quelle image ont-ils d'eux mêmes, que cherchent-ils, quelles sont les raisons de leur engagement, quelles sont leurs besoins de reconnaissance ?... Il est important de s'intéresser tant à l'identité des acteurs qui s'estiment offensés qu'aux comportements susceptibles de constituer une offense (violence symbolique - déni de reconnaissance).

En ce qui concerne le deuxième axe, avec le concept de « lutte sociale » développé par Honneth, la reconnaissance, dans un sens positif, est toujours une relation intersubjective constituée par la congruence entre l'identité revendiquée par l'acteur et l'image renvoyée par les autres (c'est la lutte des acteurs pour être reconnus à la hauteur de ce qu'ils sont ou ils pensent d'être). Au contraire, les dénis de reconnaissance ou autrement dit, la « violence symbolique » suppose que l'image revendiquée par l'acteur soit meilleure que celle renvoyée par les autres. *« Il y a reconnaissance positive, et donc justice, lorsque les “effets”, c'est à dire les manifestations de reconnaissance (lois, salaires, etc.), sont conformes aux attentes formulées par les acteurs sociaux ; dénis de reconnaissance, c'est-à-dire “mépris” (...) et injustice, au contraire, quand ces effets sont inadéquats aux attentes »*¹⁴⁰. Plus la différence entre les deux variables est grande, plus le sentiment d'humiliation dont souffre l'individu est important¹⁴¹. Philippe Braud indique que la violence est symbolique dans le sens où le dommage intervient au niveau de l'identité, c'est-à-dire qu'elle affecte de manière négative la représentation que l'on a de soi-même. La violence symbolique prend en compte toutes les blessures infligées à l'identité, associées ou non, à des actes matériels¹⁴². C'est pourquoi, dans le second axe de recherche, l'analyse s'est concentrée sur les différentes sphères de reconnaissance et leurs dénis de reconnaissance respectifs, ainsi que sur la grammaire morale du conflit colombien et les modèles sociaux de

¹³⁹ Sen (Amartya), *Identité et violence : L'illusion du destin*, Paris, Odile Jacob, 2007. p. 10

¹⁴⁰ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *Les théories de la reconnaissance*, Paris, La Découverte, 2012. p. 47

¹⁴¹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c.

¹⁴² Braud (Philippe), *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.

reconnaissance. Il est fondamental de s'intéresser aux comportements susceptibles de constituer « de façon objective » une offense mais surtout d'identifier les dénis de reconnaissance tel qu'ils sont perçus par les FARC et leurs membres. De plus, la violence symbolique implique, dans de nombreux cas, une dynamique en spirale. L'acteur qui se sent déprécié peut adopter des attitudes « discriminatoires » vis-à-vis de l'acteur « offensant ». Dans le cas colombien, en même temps que vont être analysées les causes des actions des FARC (leurs nécessités de reconnaissance), il sera aussi étudié les actions violentes de la guérilla en termes symboliques. Cela contribue à l'identification des relations que le groupe guérillero établit avec les autres acteurs de la société colombienne et à l'étude de l'évolution de ces interactions. C'est pourquoi cette recherche s'est attachée à examiner comment la violence symbolique favorise la création d'une solidarité entre les membres d'une même faction et comment elle constitue un outil de déshumanisation de l'ennemi et de « légitimation » des actions violentes dont il est l'objet.

A l'intérieur des deux axes de recherche présentés, un traitement analytique de chaque type de source d'information a été mis en place. Concernant les sources principales (les entretiens, récits de vie et biographies de membres de FARC obtenus à partir de sources secondaires) pour parvenir à l'identification empirique des dénis de reconnaissance, Thomas Lindemann propose d'identifier les marqueurs discursifs des émotions au travers de l'analyse de contenu et de la méthode de cartographie cognitive (*cognitive mapping*)¹⁴³, que « vise à retracer le raisonnement « causal » des acteurs dans leur discours »¹⁴⁴.

L'analyse de contenu permet d'identifier les différences de traitement d'un même sujet par les différentes sources d'information ; de découvrir les messages cachés afin de discerner leur véritable objectif ; de dégager les postures et les valeurs par l'analyse des mots utilisés, le registre du discours ou les points particulièrement accentués. Les outils de l'analyse de contenu sont multiples : il est possible de rassembler l'information (obtenue lors des entretiens) et de

¹⁴³ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b, p. 213. Voir Walker (Stephen G.), « The interface between Belief and Behaviour. Henri Kissinger's Operational Code and the Vietnam War », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 21, n°1, mars 1977, pp. 129-168 ; George (Alexander), Bennett (Andrew), *Case Studies and Theory Development*, MIT, Cambridge Massachusetts, 2005.

¹⁴⁴ *Ibid.* p. 217

l'organiser en fonction de catégories analytiques prédéfinies dans la recherche (par exemple, catégories relatives à l'information sur les acteurs, les intérêts mobilisés, les priorités, les objectifs ou les agendas) pour étudier les tendances et les divergences au sein de chaque catégorie. Il est aussi possible de chercher les données ou les idées récurrentes (et leur fréquence) à travers des listes de comptage, taxonomies (classifications plus détaillées qui tiennent compte de la manière dont on visualise les données -graphiques, structures, etc.), les réseaux causaux (des chaînes logiques d'évènements) et des matrices descriptives (les variables et catégories analytiques sont croisées pour déterminer des relations causales). On peut aussi se concentrer sur le recours aux pronoms personnels : les discours qui s'adressent « *au public de manière personnelle (“you”, “your”) et désignent des ennemis “naturalisés” (“them”)* »¹⁴⁵ font usage d'un vocabulaire plus “*impliquant*” émotionnellement, basé sur l'évocation de l'existence d'une “*communauté affective*” entre l'émetteur et le destinataire du message »¹⁴⁶.

L'analyse de contenu se sert aussi de l'identification ou construction de champs lexicaux. Concernant la reconnaissance, par exemple :

« Un premier champ lexical s'articule autour d'une notion de “non-reconnaissance légère” ; il comprend les termes désignant autrui comme “subordonné” ou peu “significatif” sans exclure qu'on lui accorde un minimum de respect [mots comme “snober”, “négliger” ou “déprécier”]... En revanche, une forme plus dure de déni de reconnaissance est perceptible dans les termes qui n'expriment pas seulement une dépréciation hiérarchique d'autrui mais sa dépréciation plus globalisante [mots comme “humilier”, “profaner” et “mépriser”] »¹⁴⁷.

S'agissant de la méthode de cartographie cognitive (*cognitive mapping*), Thomas Lindemann l'utilise pour comparer le recours aux arguments instrumentaux ou stratégiques avec les arguments symboliques (ou plus expressifs en termes de respect, honneur ou revanche). Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la cartographie cognitive retrace le raisonnement causal du discours des acteurs pour le représenter, par la suite, graphiquement sous la forme de signes (causalité positive +, causalité négative -) et de connections entre phrases et mots. Cette méthodologie appliquée à l'étude de la variable « reconnaissance » permet

¹⁴⁵ *Ibid.* p. 214

¹⁴⁶ *Ibid.* pp. 215-216

¹⁴⁷ *Ibid.* p. 216

d'identifier les phrases ou les mots utilisés pour inciter à la violence et retracer les causes et les raisons attribuées à cette violence¹⁴⁸.

La difficulté d'appliquer les outils d'analyse de contenu ou la cartographie cognitive au corpus d'entretiens (voir chapitre 4.4) réalisés avec les anciens combattants de FARC réside dans l'impossibilité de les enregistrer. Seulement deux ex-guérilleros sur 8 ont accepté la présence de l'enregistreur. Même dans le cadre institutionnel du foyer d'attention de l'ACR colombienne, la plupart des acteurs ont refusé de laisser une trace de la rencontre. Souvent, l'argument donné par les anciens combattants était que leurs avocats leur avaient conseillé de ne faire aucun type de déclaration (plusieurs ex-combattants n'ayant pas encore réglé leur situation judiciaire). D'autres ne voulaient pas donner d'informations personnelles souhaitant que « personne ne sache qu'ils étaient de guérilleros ». Il y avait dans cette affirmation de la peur d'être persécutés ou jugés mais aussi de la « honte » par rapport à leur passé. C'est le cas d'une ancienne militante de FARC qui a refusé de révéler son nom et la région dans laquelle elle avait habité avant d'arriver à Bogotá. Finalement, elle a accepté de donner son nom de combat : « *on m'appelait "la Churca"*¹⁴⁹ *parce que j'avais les cheveux très frisés, mais c'est pour ça que maintenant je les lisse tous les jours* »¹⁵⁰.

Face à l'impossibilité d'enregistrer les entretiens, de reproduire avec précision les propos tenus par les acteurs et d'utiliser par la suite des outils méthodologiques comme le comptage de mots, il a été nécessaire de réaliser l'analyse de contenu au fur et à mesure que se développait l'entretien. Il fallait prendre des notes de façon à identifier et enregistrer les éléments qui pouvaient être pertinents pour l'analyse. Il était aussi nécessaire de réaliser une évaluation plus globale de l'entretien : porter attention au type de langage utilisé par l'interviewé, à ses mimiques et à sa gestuelle, à son interaction avec l'environnement et le chercheur afin de repérer des éléments parlants en termes de symboles, d'émotions morales, de reconnaissance.

¹⁴⁸ *Ibid.* p. 218

¹⁴⁹ « *Churca* » est une façon familière d'appeler en Colombie une femme ayant les cheveux frisés.

¹⁵⁰ Entretien avec « La Churca », ancienne guérillera FARC, Région : Arauca. Réalisée le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

Avant de réaliser les entretiens il a été nécessaire de construire une grille d'analyse et de catégories pour sélectionner l'information qu'il fallait absolument enregistrer (noter) lors de l'entretien. Ces catégories ont été développées sur la base du cadre théorique qui guide la recherche sur les FARC, c'est-à-dire la lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth et le cadre théorique et méthodologique proposé par Thomas Lindemann¹⁵¹. L'entretien, basé sur une grille de questionnement propre à révéler le contenu émotionnel du discours, permet aux combattants de se raconter, de s'expliquer sur leur vie concrète, sur leur vision d'eux mêmes et du monde qui les entoure. Ainsi, apparaissent les motivations réelles des combattants, la dimension existentielle, idéologique et identitaire de leur engagement, le discours étant par ailleurs une forme de mise en scène révélatrice de la perception de soi. Cette recherche des « causes » explique aussi le choix d'entretiens non-directifs ou semi-directifs qui permettent à l'interviewé de parler librement, de choisir volontairement de mettre l'accent sur des aspects que lui/elle considère importants ou pertinents.

Le guide d'entretien a été organisé de la manière suivante : dans une première partie, il était souhaitable d'avoir des informations biographiques générales pour avoir un aperçu des caractéristiques et du contexte sociopolitique de l'interviewé : quel est votre nom, âge, lieu de naissance ou région d'origine ? ; à quel âge avez-vous rejoint la guérilla et combien de temps êtes-vous resté membre de l'organisation ? Ensuite, le questionnement a amené les acteurs à s'expliquer sur leur vie concrète, sur les raisons de leur engagement dans la guérilla et sur ce « *qui les a poussés à agir au mépris de leur vie et de celle des autres (...) à partir des données biographiques telles qu'ils exposent eux-mêmes* »¹⁵² : quelles raisons ont motivé votre enrôlement dans la guérilla ? ; quand et comment cela s'est-il passé ? ; vous êtes-vous senti parfois déprécié ou dévalorisé ? ; si oui, quand et pourquoi ? Par la suite, il a été question de savoir si leurs besoins (matériels et de

¹⁵¹ Selon Thomas Lindemann, « l'existence d'identités viriles (culte à la virilité ou masculinité hubristique), l'absence de normes ou d'identités partagées, la présence d'identités irritables (identités stigmatisées particulièrement vulnérables aux « blessures narcissiques ») ou d'identités idéalisées (aspiration à être reconnu comme « supérieur »), l'existence d'une méfiance réciproque entre les acteurs et les perceptions faussées sur l'autre, les atteintes à la dignité universelle de l'homme ou le déni de reconnaissance d'une particularité identitaire sont des conditions pour faire de l'option violente un choix rationnel face aux injustices perçues ». Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b, p. 216

¹⁵² Khosrokhavar (Farhad), *Quand Al-Qaïda parle: témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2006. p. 11

reconnaissance) avaient changé ou évolué entre le moment où ils s'étaient engagés et le moment où ils avaient décidé d'abandonner les armes : quelles raisons vous ont amené à prendre la décision de vous retirer des FARC ? ; a-t-il été facile de le faire ? ; pour vous, quelles sont les différences majeures entre la vie au sein de la guérilla et votre vie actuelle, entre la vie dans la guérilla et la vie de civil ?

Il était aussi pertinent d'interroger les acteurs sur les différents sens qu'ils donnent à leur engagement, sur leur perception de la guérilla, sur l'effet de groupe et la loyauté envers ses membres à travers des questions sur la vie quotidienne dans les FARC : comment s'était réalisée l'entrée dans les FARC ? ; effectuaient-ils un type quelconque de cérémonie ? ; devait-on suivre un quelconque cours de formation politique ou autre ? ; comment était le quotidien dans la guérilla ? ; quelle était votre routine journalière ? ; quelles tâches principales deviez-vous réaliser ? ; y avait-il une différence quelconque entre les activités effectuées par les femmes et celles réalisées par les hommes ?¹⁵³ ; pouvez-vous me citer quelques-unes des règles qui doivent être respectées au sein de l'organisation ? ; quels furent les moments les plus difficiles, les plus durs, durant votre appartenance aux FARC ? ; quels furent les moments les plus joyeux, les plus gratifiants ? Sur leur rapport, leur perception de soi, de l'autre et du monde : comment étaient vos relations avec la communauté, avec les civils ? ; comment étaient vos relations avec vos compagnons et les supérieurs hiérarchiques ? ; comment étaient vos relations avec les autres acteurs armés ? Finalement, il a été décidé de poser une question concrète sur le rapport entre la variable « respect » et la violence, pour explorer leur perception de la relation entre un élément immatériel (une émotion « morale », un élément symbolique) et l'usage des armes : pour vous, qu'est ce que le respect et comment se gagne-t-il ? ; croyez-vous que le respect peut se gagner par les armes ?

Même si dans tous les cas il n'a pas toujours été possible de poser toutes ces questions, il s'est avéré, comme le remarque aussi Farhad Khosrokhavar dans son livre d'entretiens avec des détenus musulmans membres d'Al-Qaïda, que « *au fur et à mesure où ils se déroulent, les entretiens deviennent souvent, comme on*

¹⁵³ Cette question est aussi pertinente dans le but d'identifier l'existence d'identités viriles ou une masculinité hubristique comme condition faisant de l'option violente un choix rationnel. Voir, Lindemann (Thomas), *Op.cit*, 2012b. p. 212-213

s'en rendra compte, une auto-analyse, une manière pour eux d'explicitier le sens qu'ils accordent à leur vision inflexible »¹⁵⁴ de leur engagement militant violent.

Comment analyser, interpréter, ce « récit de soi » des anciens guérilleros des FARC ? Pendant le déroulement des entretiens avec les anciens membres de FARC et lors de l'analyse postérieure de l'information récoltée, l'examen du contenu des entrevues a cherché des références à la maltraitance infantile, à la violence intrafamiliale, aux violations des droits de l'homme, les situations de privation de droits-exclusion et indignité-injustice (comme indicateurs de besoins ou dénis de reconnaissance selon les catégories de Honneth) et l'existence d'identités partagées, identités irritables, identités idéalisées, valeurs viriles (comme éléments facilitant le passage à la violence selon Lindemann). Lorsque les interviewés racontaient leur propre parcours biographique, l'objectif était d'identifier les expériences discriminatoires (réelles ou perçues) dans le cadre des relations interpersonnelles (amour), du marché (accomplissement individuel) et du politique (respect et participation égalitaires)¹⁵⁵. De plus, l'analyse des entretiens a tenté d'établir des « chrono-logiques » pour déceler des indices supplémentaires du lien entre émotions et engagements violents, comparer les discours de paix et de guerre (les raisons qui ont motivé la prise des armes, la vie dans la guérilla, et les raisons pour lesquelles ils-elles ont abandonné les armes et leur retour à la vie civile), identifier et comparer l'utilisation d'arguments en relation avec une logique rationnelle, matérielle ou stratégique et les arguments qui faisaient appel à des éléments émotionnels, symboliques, moraux ou identitaires (comme l'honneur, le respect, l'humiliation, la vengeance...).

Ces entrevues ont été menées afin de dégager l'expérience de dénis de reconnaissance, de ressentiment, de traumatisme, de mise à l'écart ayant poussé les acteurs à s'engager dans l'action violente et, à déterminer, dans quelle mesure, une telle décision répondait ou non à des nécessités de reconnaissance. L'exploitation du discours et des ressources de communication émanant de l'acteur-objet a été privilégiée afin de mieux cerner les représentations des énonciateurs : les témoignages des protagonistes sur l'organisation servent à « *reconstruire leur*

¹⁵⁴ Khosrokhavar (Farhad), *op. cit.*, 2006. p. 12.

¹⁵⁵ Honneth (Axel), *op. cit.*, 2010.

imaginaire, leur vécu, leur quotidien, leurs triomphes et leurs échecs, au regard de la dimension humaine et politique, principalement depuis un point de vue historique et sociologique »¹⁵⁶.

Il ne faut pas oublier qu' « *il n'existe aucune corrélation systématique entre des variables psychologiques, telles que la personnalité narcissique, paranoïaque, autoritaire et la propension à s'engager dans la violence dite "terroriste"* »¹⁵⁷, il ne s'agit donc pas de réaliser un étude psychologique des combattants (et de se concentrer par exemple sur des pathologies psychiques ou des expériences traumatiques vécues par l'individu) mais de localiser l'émotion de la non reconnaissance dans sa dimension sociologique. Et cette dimension sociologique ne doit pas non plus être expliquée seulement par les critères habituellement attribués à l'analyse sociologique comme la culture, la classe sociale, l'appartenance générationnelle ou l'emplacement géographique. Il faut essayer de « *comprendre les mécanismes subjectifs qui leur [aux acteurs] donnent leur spécificité, commandant leur représentation du monde et leur vécu, les sentiments (...) qui les animent. Car c'est en prenant en compte ces différentes données que l'on peut saisir comment on devient un fondamentaliste, un extrémiste, voire un terroriste* »¹⁵⁸.

Sur le plan heuristique, les entretiens menés principalement avec les anciens membres des FARC, ont été essentiels à l'achèvement de cette recherche. Ils ont permis de saisir le sens donné par les guérilleros à leurs actes et aux événements dont ils ont été témoins. « *Demander à quelqu'un (...) de se raconter, c'est d'abord lui fournir l'occasion (peut-être inédite) de reconstituer rétrospectivement sa trajectoire* »¹⁵⁹, et par la même, identifier les registres de signification que les acteurs confèrent à leur parcours, tout en analysant la manière avec laquelle se succèdent les thèmes dans les discussions, les comportements et la façon dont réagissent les acteurs. Les systèmes de valeurs et les repères normatifs identifiés ont permis de créer des interactions intéressantes entre variables et d'identifier des

¹⁵⁶ Medina Gallego (Carlos), Toloza (Francisco), Beltrán (Alonso) et al, *op.cit.*, 2008. p. 36

¹⁵⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b. p. 209. Voir Sageman (Marc), *Understanding Terror Networks*, Philadelphia, University of Philadelphia Press, 2004. p. 94

¹⁵⁸ Khosrokhavar (Farhad), *op.cit.*, 2006. p. 20

¹⁵⁹ Le Bart (Christian), « La mairie en Héritage », *Politix*, n.27, 1994. p. 159

sous-indicateurs pertinents pour l'analyse des discours, du contenu, des tendances, des thèmes, des orientations...

La taille du corpus d'entretiens et son caractère « non-représentatif »¹⁶⁰ ne permet peut-être pas de faire trop de généralisations sur la violence en Colombie. Cependant, malgré la complexité méthodologique, ces entretiens ont permis de vérifier la possibilité d'identifier empiriquement des dénis de reconnaissance et la place des émotions, des éléments symboliques, moraux, identitaires dans le passage et la pérennisation de la violence armée.

Les résultats de l'analyse des entretiens avec des anciens membres de FARC ont souligné la pertinence de l'application des différentes théories de la reconnaissance à l'analyse des conflits, étant donné que ces théories :

« Affirment l'importance de l'expérience vécue et des perceptions subjectives des individus, considérés comme des agents moraux faisant l'expérience d'injustices matérielles et symboliques, afin de constituer une grammaire des conflits sociaux, de décrire des processus d'inclusion et d'intégration sociale (et leurs échecs), qui se jouent à travers les formes réglées de reconnaissance, et de fonder une théorie de la justice articulée à la description empirique des demandes ou des dénis de reconnaissance »¹⁶¹.

Ils ont aussi montré l'importance de prendre en compte les éléments matériels et symboliques, pour étudier le conflit colombien : en effet, il faudrait combiner l'accent mis sur les actions planifiées et volontaires des acteurs qui optent pour la violence avec des analyses différenciées sur la situation paysanne et l'évolution de l'économie agraire dans les régions touchées par le conflit, mettant en évidence les conditions sociales et économiques qui permettent l'apparition et la consolidation ultérieure des acteurs armés ; évaluer la perception relative des jeunes ruraux par rapport à leur environnement et les espérances déçues qui se manifestent dans les régions ayant une croissance rapide mais inégale des richesses, dans un contexte social où les représentants des institutions étatiques restent dépassés par les tensions sociales provoquées par ce type de croissance ; relier l'analyse de l'histoire personnelle et des décisions individuelles (et collectives) des acteurs armés avec l'analyse du contexte historique et politique dans lequel ils se sont

¹⁶⁰ L'échantillon n'a pas été construit de façon représentative de la réalité du groupe (des FARC) mais de façon aléatoire car il dépendait de la volonté des anciens membres de la guérilla d'accepter l'entretien.

¹⁶¹ Lindemann (Thomas), Saada (Julie), « Théories de la reconnaissance dans les relations internationales. Enjeux symboliques et limites du paradigme de l'intérêt », *Cultures & Conflits*, n°87, automne 2012. p. 8

développées ; analyser plus profondément les relations entre les choix des individus qui composent ces groupes et les conditions de type structurel et conjoncturel qui les entourent pour déterminer comment ils construisent leur « image de l'ennemi » et les solidarités avec les autres acteurs ; à étudier avec plus d'attention le thème de la composition sociale des groupes armés. La combinaison de l'étude des causes objectives et subjectives qui influencent la décision des individus de faire usage de la violence ou non, pourrait permettre une meilleure compréhension de l'action des FARC ou d'autres groupes armés et éclaircir leur situation sur la frontière très floue séparant l'action militaire, politique et les comportements délinquants.

Toutefois, par souci de scientificité et étant donné que les entrevues ont été réalisées avec des démobilisés des FARC (dont le discours pourrait être différent d'un membre actif du mouvement guérillero), la validité des informations obtenues pendant ces entretiens a été confortée par le croisement avec d'autres témoignages de guérilleros (actifs et réinsérés) présents dans différentes sources : la presse, les documentaires sur la guérilla, les documents publiés par les FARC, les recherches réalisées par d'autres chercheurs et journalistes, les publications d'organisations étatiques chargées du processus de réintégration des anciens combattants, les livres écrits par des personnes séquestrées par les FARC. De cette manière, il a été réuni 201 témoignages de guérilleros : 118 d'hommes, 56 de femmes et 27 d'enfants. Il y a eu aussi un travail d'analyse effectué sur les autres sources d'information évoquées précédemment. Deux méthodes principales d'analyse ont été retenues : l'analyse de contenu¹⁶² et la méthode analytique catégorielle¹⁶³.

¹⁶² En ce qui concerne l'analyse de contenu, cette méthode a servi à l'étude du contenu des publications, des documents officiels, des déclarations, des discours, des entretiens et des enquêtes en rapport avec la violence armée en Colombie. Elle a servi principalement à identifier les différences de traitement d'un même sujet par les sources d'information; à découvrir les messages cachés afin de discerner leur véritable objectif ; à dégager les postures et les valeurs par l'analyse des mots utilisés, le registre du discours, ou les points particulièrement accentués. Pour effectuer l'analyse de contenu, le processus suivant a été mis en œuvre: 1. Un domaine particulier a été choisi (toutes les formes de discours : lois, décrets, livres, et autres ont été analysées) ; 2. Postérieurement, des Unités d'Analyse (segments des documents qui servent à effectuer l'étude) ont été définies. Ces unités d'analyse ont eu un rapport avec les catégories analytiques qui ont été précédemment définies et avec les facteurs qu'elles intègrent ; 3. Finalement, le résultat de l'étude des unités d'analyse et ce qu'elle révèle sur la catégorie a été enregistré.

¹⁶³ Quant à la méthode analytique catégorielle, cette méthode est utilisée pour les catégories qui ne sont pas susceptibles d'être mesurées et qui peuvent être uniquement traitées à travers leurs inférences. Dans cette recherche, une analyse a été effectuée avec la méthode catégorielle pour toutes les catégories analytiques qui ont été définies (notamment: violence symbolique, types de violence symbolique, identité, valeurs) pour compléter l'examen déjà effectué par la méthode d'analyse de contenu. Dans chacune des catégories analytiques, le travail a été mené avec les facteurs qui lui sont liés : les acteurs; les intérêts mobilisés ; les priorités, les objectifs (ou agenda) des acteurs ; le caractère conditionnel de leur action; les conditions sociales, politiques et économiques qui constituent le contexte dans lequel évoluent les acteurs. Sur

En conclusion, le thème traité est particulièrement dense. Compte tenu de sa richesse, ce sujet a demandé un travail minutieux et particulièrement soigné exigeant en temps. Ainsi, il a été possible d'établir une problématique définie, de consulter une importante bibliographie et de constituer un large corpus d'informations et de données diverses (y compris un corpus d'entretiens avec des anciens guérilleros des FARC) ; de réaliser un travail de terrain extrêmement long et délicat, d'effectuer des observations sociales dans diverses régions de Colombie, de sélectionner et d'appliquer une méthodologie de recherche, de traiter et de réaliser des analyses systématiques des données recueillies, enfin aboutir à certaines conclusions (par rapport aux hypothèses de recherche proposées).

Concernant l'organisation de la démonstration, ce travail a cherché à présenter de façon synthétique les caractéristiques du conflit qui nous occupe, s'attachant tant à ses conditions subjectives qu'au contexte significatif élaboré et véhiculé par les acteurs en opposition. De même, il a tenté de réaliser une herméneutique du conflit à la lumière des catégories présentées par Axel Honneth et Thomas Lindemann, revendiquant l'importance et la validité d'un angle d'attaque qui tend vers la complémentarité des points de vue réaliste-utilitariste et symbolique-émotionnel des conflits sociaux¹⁶⁴.

Pour cela, la première partie de notre travail sera consacrée à l'étude du phénomène de « dépolitisation » des FARC, en tant que groupe et au niveau de chaque individu (« le guérillero »). Dépolitisation entendue comme un phénomène opposée à la « politisation »¹⁶⁵ de Jacques Lagroye, c'est-à-dire, un processus par

cette base, un processus d'analyse a été développé de la manière suivante: D'abord, l'information rassemblée a été organisée en fonction des catégories analytiques définies dans la recherche (l'information est réunie et regroupée autour des facteurs qui composent les catégories). Pour rassembler cette information, il a fallu chercher les données ou les idées récurrentes. L'information a ensuite été organisée, pour son examen postérieur, à travers : 1. Les listes de comptage : on a principalement pris en considération le nombre de fois où une information est répétée; 2 Les taxonomies : classifications plus détaillées qui tiennent compte de la manière dont on visualise les données (graphiques, structures, etc.) ; 3. Les réseaux causals : des chaînes logiques d'événements. ; 4 Les matrices descriptives : les variables ou les catégories analytiques ont été croisées pour déterminer des relations causales. Postérieurement, le processus d'interprétation a été entrepris ainsi : 1. La sélection des données contenues dans les catégories a été faite; 2. La description analytique a été effectuée; 3. Les relations entre des variables ont été déterminées; 4. Les données ont été réexaminées de nouveau (pour trouver des données qui n'ont pas été récurrentes mais qui peuvent expliquer les relations entre des variables) ; 5. De possibles explications ont été formulées; 6. Une conceptualisation plus générale a été faite.

¹⁶⁴ Un autre exemple de ce type de recherche est l'article de Cervio (Ana Lucía), « "Vecinos vs. Villeros" : La Lucha por la definición de los modos socialmente legítimos de vivir (en) la ciudad », *Nómadas Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*, No. 19, 2008.3, pp. 1-17.

¹⁶⁵ « Jacques Lagroye qui définit la politisation à la fois comme la conversion de faits sociaux de diverses natures (pratiques, relations, événements, etc.) en objets relevant de la sphère politique, et comme l'effet en retour de ce

lequel un acteur censé avoir une nature politique (les FARC en tant que guérilla marxiste-léniniste avec une idéologie et un projet politique) agit en fonction d'éléments ou de catégories ne relevant pas de la sphère politique. En d'autres termes, « dépolitisation » définie comme une évolution de la lutte pour la reconnaissance des FARC (H₂) qui se traduit par un passage de « la lutte pour la dignité », motivée par le besoin des individus d'être reconnus comme des êtres libres et égaux, à la « lutte pour le prestige », justifié par le désir des individus d'affirmer leur supériorité¹⁶⁶.

Une analyse de l'évolution historique des FARC va nous permettre d'identifier l'existence d'intérêts fondamentaux de reconnaissance (H₁) et d'autres éléments émotionnels, culturels, identitaires qui expliquent le passage à la violence (existence de valeurs viriles, identités idéalisées, absence d'identités partagées, etc.), au sein de cette organisation sociale, à différents moments de son développement institutionnel. Il s'agira aussi de voir comment les changements dans le contexte socio-économique et politique, ainsi que l'interaction avec d'autres acteurs, vont modifier les attentes de reconnaissance (la reconnaissance est fondamentalement relationnelle) de la guérilla.

Cinq périodes historiques ont été définies, correspondant à des changements dans l'« identité », les « intérêts », l'« action » des FARC et surtout aux variations de la perception par d'autres acteurs (le gouvernement, la société civile, l'université) de la guérilla colombienne. Ces cinq périodes sont : d'une part, la période des forces d'autodéfense paysannes et la guérilla libérale (des années 40 et 50) et la période de la guérilla marxiste-léniniste (des décennies 60 et 70), qui correspondent à une « lutte pour la dignité » ; et d'autre part, la période de la « narco-guérilla » (des années 80 et 90), la période de la guérilla « belligérante » (1998-2002) et la période de la guérilla « terroriste » (2002-2010), se rapportant à une « lutte pour le prestige ».

processus sur les faits ainsi convertis ». Lagroye (Jacques), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », dans *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Favre (Pierre) et al, Paris, Presses de Sciences Po, 2003. p. 4. Cité par Dubois (Vincent), Bastien (Clément), Freyermuth (Audrey) Matz (Kévin), *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Broissieux, Editions du Croquant, 2012.

¹⁶⁶ Lindemann (Thomas), « Concluding Remarks on the Empirical Study of International Recognition », dans *The International Politics of Recognition*, éd. par Lindemann (Thomas), Ringmar (Erik), Boulder, Colorado, Paradigm Publishers, 2012a. p. 210

Après cet aperçu général de la lutte pour la reconnaissance des FARC (passage de la lutte pour la dignité à la lutte pour le prestige) et de la guérilla elle-même (contexte d'évolution, patrons culturels, identité du groupe, besoins et modèles de reconnaissance, facteurs subjectifs, moraux, symboliques, identitaires, émotionnelles qu'expliquent le passage et pérennisation de la violence), dans une deuxième partie de notre travail, nous allons nous concentrer sur la reconnaissance en termes d'image de soi et d'image renvoyée par l'autre.

Déterminer une « image de soi » absolue de la guérilla est un processus compliqué : le discours et les pratiques de la guérilla sont souvent contradictoires, renvoyant au moins deux images différentes. Il existe un déséquilibre entre « le discours » des FARC qui semblent lutter pour l'établissement d'une égalité (économique, sociale, culturelle, entre hommes et femmes) et la « pratique » où ce sont les nécessités de reconnaissance de type individuel, associées très souvent à la recherche d'une supériorité ou de la validation d'une identité idéalisée, qui ont contribué fortement à la stigmatisation importante de la guérilla dans l'opinion publique colombienne. Pour cette raison, la deuxième partie de notre analyse va se centrer sur l'étude de l'image qui projette la guérilla c'est-à-dire telle qu'elle est perçue par les enquêteurs, le gouvernement, la société civile, face à la « réalité » des FARC c'est-à-dire, les caractéristiques socio-économiques et culturelles des guérilleros, les profils des combattants et les nécessités de reconnaissance de la population *fariana* (des FARC).

Ainsi, dans un premier temps, nous allons étudier la relation entre violence armée et reconnaissance à partir des enjeux discursifs autour de la qualification de la guérilla et les effets produits par ce discours sur l'évolution même de la violence armée. Seront aussi étudiés les explications déjà données pour appréhender l'existence des FARC et le conflit colombien (et pour déterminer pourquoi elles ne sont pas suffisantes pour bien comprendre le phénomène étudié).

Dans un second temps, nous allons réaliser un étude « micro » de la reconnaissance en faisant une comparaison par période (« paysan » 1950-1960 ; « révolutionnaire » 1960-1980 ; « narcotrafiquant » 1980-2000 et « multiple » 2000-2013) des profils des membres des FARC, ainsi qu'une comparaison entre les leaders de l'organisation et les *guerrilleros rasos* (simples soldats), et entre

hommes, femmes et enfants, pour déterminer si l'idéologie marxiste et le discours politique tenu par les FARC sert seulement de « façade » aux attentes réelles des individus : recherche du prestige social, défense de l'honneur, vengeance pour les affronts subis, etc. (H₁ et H₂).

Notre objectif est d'identifier les « dénis de reconnaissance » qui sont à l'origine de la lutte individuelle et collective du groupe guérillero pour ensuite déterminer de quelle façon la lutte armée et l'appartenance aux FARC répondent aux besoins de reconnaissance des individus qui font partie de cette guérilla. En analysant la façon dont le passage à la violence répond aux nécessités de reconnaissance de certains individus, sera évoquée la question de savoir si en Colombie, la lutte pour la reconnaissance a une fin (la vie bonne de Honneth) ou constitue une lutte éternelle ?

1^{ère} Partie La « dépolitisation » des FARC : la lutte pour la reconnaissance et ses évolutions

« Les révolutionnaires tuent d'abord par amour, pour guérir l'humanité, et enfin tuent par rancune, parce que l'humanité semble incurable »¹⁶⁷.

« Ils s'appelaient “défenses paysannes”, ensuite “Bloc Sud”, puis “Armée du Peuple”. Ils ont eu des principes, maintenant ils sont narcotrafiquants »¹⁶⁸.

« J'ai toujours dit qu'ils continuent de vivre dans une caverne, Jurassic Parc. Si vous voyez les communiqués d'Alfonso Cano aujourd'hui, ce sont les mêmes que ceux des années 40 et 50. Il n'y a rien de nouveau. Ils n'ont pas compris que le monde a changé... »¹⁶⁹.

« L'histoire colombienne est une répétition interminable de violences », ou pour le moins, c'est ainsi que la présentent de nombreux universitaires et journalistes qui, *« effectuant d'habiles sauts à travers les siècles »,* cherchent à démontrer *« l'unité des violences, la malveillance colombienne et une suite interminable de violences historiques »¹⁷⁰.* Selon eux :

*« Depuis nos origines, les colombiens ont vécu immergés dans une culture de violence qui nous marque de sa terrible empreinte : durant la Conquête, la violence du stupre, du pillage, des horribles massacres d'indiens, de leur servitude forcée et de l'esclavage ; durant la Colonisation, les abus infâmes des *oidores* et des *encomenderos* ; durant les luttes pour l'Indépendance, des épisodes aussi épouvantables que ceux de la Pacification et de la Guerre à Mort ; pendant notre vie républicaine, les incessants conflits internes et guerres civiles du XIX^{ème} siècle, la violence politique déchaînée au milieu du XX^{ème} siècle et au début du nouveau millénaire, l'apogée terrible de la violence pendant laquelle se déroulèrent les négociations de paix avortées et qui atteint aujourd'hui des niveaux*

¹⁶⁷ Gómez Dávila (Nicolás), *Escolios a un texto implícito (Selección)*, Bogotá, Villegas Editores, 2005.

¹⁶⁸ Entretien avec « Jorge », ancien guérillero FARC, Région : Guaviare. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁹ Andrés Pastrana Arango (ancien président colombien) dans « El expresidente Alvaro Uribe acabó con la guerrilla en Colombia ? Parte 2 », [programme télévisé] *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 22 août 2011.

¹⁷⁰ Quiñones Cely (Clara Beatriz), *Violencia y ficción televisiva : el acontecimiento de los noventa : imaginarios de la representación mediática de la violencia colombiana, series de ficción televisiva de los noventas (1989-1999)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2009. p. 65

d'abjection inouïs avec le développement des enlèvements, le terrorisme indiscriminé, et le déplacement forcé »¹⁷¹.

Selon ce point de vue, si l'on considère l'histoire de la Colombie depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, le pays semble pris dans un engrenage de meurtres, de représailles et de vengeance¹⁷² qui génèrent une violence endémique, des affrontements continus et interminables entre colombiens : « *le pire ennemi d'un colombien est un autre colombien, (...) nous sommes le peuple le plus violent du monde* »¹⁷³. Pour José Antonio Rivas, juriste et économiste, la Colombie connaît un « état permanent de violence et un conflit interne qui dure depuis plus de 40 ans »¹⁷⁴. Cette hypothèse de l'unité de la violence en Colombie (et de son caractère quasi inévitable), véhiculée par les différents médias d'information¹⁷⁵ comme par certains chercheurs et analystes, semble aussi être avalisée par l'opinion publique. Luis Fernando Barón, journaliste et anthropologue, a effectué en 2006 une étude sur la perception par la population de sa propre histoire et du rôle joué par les acteurs armés (FARC, ELN, Paramilitaires). Selon les résultats de cette enquête :

« Dans le discours de la majorité des agents, le conflit armé représente un moment critique, long et épuisant, de plus de trente ou quarante ans. Le récit sur le conflit est une longue suite de faits de violence, une horreur de destruction et de souffrance (...). À travers les souvenirs, la Colombie paraît être un pays violent, où les victimes (les bons) subissent l'agression des assassins (les mauvais), ces rôles s'inversant au cours de "l'histoire" »¹⁷⁶.

Pourtant, même si la Colombie compte à son actif 14 guerres civiles au cours du XIX siècle et la présence d'épisodes de violence durant les années trente, cinquante, quatre-vingt et aujourd'hui¹⁷⁷, un examen détaillé de l'histoire du pays montre qu'il existe des lignes de continuité et de discontinuité entre les violences des précédentes décades et les violences actuelles. Comme le remarque Fernán González, le plus intéressant est « *de montrer comment la violence récente se nourrit du "bouillon de culture" des violences passées tout en introduisant*

¹⁷¹ Puyana García (Germán), *¿Cómo somos? Los colombianos : reflexiones sobre nuestra idiosincrasia y cultura*, 3 edición, Bogotá, Panamericana, 2005. p. 298

¹⁷² Cervellin (Sante), « La Revista », *El Espectador*, Bogotá, 24 juin 2001, pp. 8-13. Cité par Congote Ochoa (Bernardo), « La Ética Católica y el Espíritu de la Guerra en Colombia », *XII Encuentro de Latinoamericanistas Españoles*, Santander, España, 2006.

¹⁷³ Quiñones Cely (Clara Beatriz), *op.cit.*, 2009. p. 66

¹⁷⁴ Rivas (José Antonio), « Conflicto armado y militares en Colombia. Cultos, Símbolos e Imaginarios », *Reflexión Política*, Universidad Autónoma de Bucaramanga, Junio, año 4, número 7, 2002. p. 4

¹⁷⁵ Sur la question des médias et la violence en Colombie voir Quiñones Cely (Clara Beatriz), *op.cit.*, 2009.

¹⁷⁶ Barón Porras (Luis Fernando), *Historias no oficiales de guerra y paz*, Bogotá, CINEP, COLCIENCIAS, 2006. pp. 22 et 116

*d'importants points de rupture. Il semble que les tensions et les contradictions non résolues par le passé représentent dans la conjoncture actuelle une facture à payer avec intérêts croissants »*¹⁷⁸.

En ce qui concerne la continuité, la Colombie se caractérise, selon Gonzalo Sánchez, par la constance historique avec laquelle les inimitiés et la guerre sont cultivées :

« Les massacres, les enlèvements, la circulation de listes de victimes avant que l'acte de violence réel soit commis, le rôle clé joué par des informateurs ne sont pas de nouveaux phénomènes engendrés par la vague de violence la plus récente, mais des modèles de comportement et des exemples à imiter que l'on peut faire remonter loin dans le passé. Ce qui est remarquable (...) c'est que cela ait subsisté presque inchangé lors du passage d'une société principalement rurale à une structure sociale fortement urbanisée et la transformation radicale associée sur le plan des valeurs d'une société fortement religieuse à une société en grande partie laïcisée. Ceci, dit-il, peut seulement s'expliquer parce qu'ils sont fermement ancrés dans la mémoire culturelle des colombiens »¹⁷⁹.

Il est certain qu'il existe une persistance historique de la violence et que l'action des divers acteurs armés présente des schémas de comportement et des modèles de rôle qui se reproduisent tout le long des différentes périodes historiques.

En ce qui concerne les ruptures, Daniel Pécaut suggère la nécessité de réaliser une observation systématique sur les « *continuités et discontinuités entre (...) la violence ancienne et celles de la violence actuelle* ». Il analyse, par exemple, « *le nouveau contexte de la violence : l'apparition de nouveaux acteurs, leurs interactions et interférences ; les changements dans leurs stratégies produits par la confusion des référents symboliques et le déplacement vers des stratégies individuelles avec leurs modalités d'adaptation respectives* »¹⁸⁰.

En résumé, les violences contemporaines ne doivent pas être considérées comme un phénomène méta-social mais comme un composant des relations sociales historiques concrètes dont il est possible de dégager les spécificités :

« Cela signifie reconnaître que les relations sociales violentes créent leurs propres espaces d'expression et formes culturelles de développement. C'est-à-dire que ces violences

¹⁷⁷ Rivas (José Antonio), *op.cit.*, 2002.

¹⁷⁸ *Conflicto y seguridad democrática en Colombia : temas críticos y propuestas*, Bogotá, Fundación Social, Friedrich Ebert Stiftung en Colombia (FESCOL), Embajada de la República Federal Alemana en Colombia, 2004. p. 190

¹⁷⁹ Sanchez (Gonzalo), *Guerras, Memoria e Historia*, Bogotá, ICANH, 2003. p. 38. Cité par Waldmann (Peter), « Is there a culture of violence in Colombia », *International Journal of Conflict and Violence*, Vol. 1(1), 2007. p. 64

s'associent à des groupes d'action sociale clairement identifiables en face desquels pourraient se développer des pratiques civilisatrices et modernisatrices qui réduisent le domaine du privilège obtenu grâce à la force et au pouvoir sans contrôle, et permettent le déploiement d'un processus réel de démocratisation qui comprenne non seulement le terrain institutionnel étatique, mais aussi l'ensemble de la vie sociale »¹⁸¹.

Du débat sur l'hypothèse de l'unité de la violence en Colombie, de l'existence de lignes de rupture et de continuité des phénomènes violents et plus généralement du processus historique de construction sociale (subversion et ordre), se dégage l'idée que les différents épisodes de violence vécus par le pays ont consolidé l'action violente comme outil d'interaction sociale. Pour Daniel Pécaut « *la violence et la contrainte sont maintenant des composants enracinés de la mécanique sociale et politique de la Colombie et ne peuvent tout simplement plus être enlevés de celle-ci* »¹⁸². Par conséquent, il est nécessaire de récuser toutes les tentatives de définir un phénomène ou un acteur tel que la guérilla des FARC indépendamment du système de relations historiques et sociales dans lesquelles il s'insère.

Brice Poreau, en analysant le génocide rwandais sous l'angle de la théorie de la reconnaissance, signale que « *tout d'abord, le génocide rwandais, (...), est un élément historique, au sens où il doit être abordé dans les livres d'histoire* »¹⁸³. L'existence de la guérilla colombienne des FARC est aussi un élément historique qui doit être étudié comme tel, étant donné qu'« *il est possible de mesurer à partir de la signification historique de certaines expériences de mépris, et de généraliser ces observations de manière à faire apparaître la logique morale* »¹⁸⁴ de l'usage de la violence par les FARC.

Pour cela, cette première partie va s'attacher tout d'abord à examiner sur le long terme les processus historiques qui ont construit les scénarios structurels favorables à l'option de la violence par la guérilla des FARC, marquant au passage les moments conjoncturels ayant servi d'élément déclencheur à son déchaînement. Ceux-ci ne doivent pas être interprétés comme une conséquence mécanique de ces

¹⁸⁰ Pécaut Daniel, « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », *Análisis Político*, No.34, Bogotá, Mayo/Agosto, 1998. p.79. Cité par Quiñonez Cely (Clara Beatriz). *op.cit.*, 2009. p. 48

¹⁸¹ Camacho (Álvaro), « El ayer y el hoy de la violencia en Colombia: continuidades y discontinuidades », *Análisis Político*, No. 12, janvier-avril, 1991.

¹⁸² Daniel Pécaut cité par Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2007. p. 63

¹⁸³ Poreau (Brice), *op.cit.*, 2011. p. 17

circonstances structurelles et conjoncturelles mais comme le produit de la volonté des FARC et d'autres acteurs sociaux pour qui « *la violence est l'instrument unique pour transformer les structures de la société* »¹⁸⁵. Il s'agit d'expliquer :

Les « différents moments de réponse, contre-réponse, action et réaction, ordre et contre-ordre, lorsque les acteurs armés entrent dans un jeu mimétique qui construit du sens, du contresens et des interactions à travers des interactions violentes et des interactions entre adversaires, qui (...) affectent également les aspects structurels lesquels, à leur tour, finissent par renforcer le jeu des interactions dans des logiques qui se situent spatialement et dans le temps »¹⁸⁶.

Une analyse historique des FARC comme groupe guérillero (acteur collectif) permettra de mieux connaître le groupe armé afin d'identifier l'existence d'intérêts fondamentaux de reconnaissance, au sein de cette organisation sociale, lesquels pourraient expliquer la coexistence actuelle des caractéristiques propres du mouvement d'origine, mouvement partisan, à base rurale, et les pratiques modernes propres aux narcotrafiquants et à la délinquance de droit commun comme les enlèvements ou les extorsions.

De plus, une analyse historique permet d'étudier l'évolution de la lutte pour la reconnaissance de la guérilla des FARC afin de déterminer comment les besoins de reconnaissance interagissent avec d'autres intérêts de type économique, politique et stratégique. En outre, elle permet d'établir si les nécessités de reconnaissance insatisfaites que l'on trouve à l'origine de l'engagement dans l'action violente sont les mêmes pendant toutes les étapes de l'affrontement armé et symbolique, ou si elles évoluent pour couvrir des sphères plus importantes de la reconnaissance (évoluant de la sphère privée à celle du droit puis à la sphère de la solidarité parvenant finalement à la « vie bonne » définie par Honneth) ou si elles se transforment, non selon un mouvement ascendant (plus de reconnaissance et plus de droits), mais en fonction de la conjoncture sociale et historique dans laquelle se développe la « lutte » et du rapport de forces entre les intérêts individualistes face aux intérêts au caractère plus collectif ou social (ce qui semble être le cas de la guérilla des FARC).

¹⁸⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. Préface.

¹⁸⁵ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *Violencia política en Colombia : de la nación fragmentada a la construcción del Estado*, Bogotá, CINEP, 2002. p. 42

¹⁸⁶ *Ibid.* p. 43

Il existe diverses manières d'aborder l'étude de la violence en Colombie et plus précisément l'histoire des FARC. La Commission d'Études de la Violence (1987) propose de comparer les guerres civiles du XIXe siècle avec la violence des années cinquante et la violence actuelle (c'est à dire les années 60, 70 et 80). Selon cette Commission, les guerres civiles du siècle passé ont consisté en un affrontement entre les élites; la Violence des années cinquante s'est caractérisée par l'anarchie, la déstabilisation des pouvoirs et une fragmentation marquée de la société; par ailleurs, la violence des années 70 et 80 s'est différenciée des précédentes « puisque les acteurs armés de ces décennies ne cherchaient pas à s'insérer dans le pouvoir déjà constitué mais à détruire et se substituer à l'existant »¹⁸⁷. Selon la Commission, cette époque-là s'est caractérisée par un premier moment de politisation de la guérilla, suivi par un mouvement de dépolitisation. Dans les années soixante et soixante-dix, sont intervenues l'apparition et la consolidation de la guérilla: la révolution cubaine a servi de détonateur à l'action des rebelles qui a trouvé un terrain propice « avec la survie des groupes de la violence antérieure, non parfaitement insérés dans le Front National¹⁸⁸, dont le caractère de démocratie restreinte et la délégation de la direction de l'ordre public à des mains exclusivement militaires ont servi de bouillon de culture aux nouvelles guérillas »¹⁸⁹. Dans les années quatre-vingt, la coexistence des FARC avec le trafic de stupéfiants a inséré la lutte armée dans un nouveau contexte d'expansion et de refinancement produisant ainsi une anarchie qui s'est propagée à la vie sociale et politique.

Les politologues Fernán González, Ingrid Bolívar et Teófilo Vasquez, ne proposent pas une étude comparative par décades comme c'est le cas pour la Commission d'Études de la Violence, mais ils signalent l'importance d'identifier à court, moyen et long terme les processus qui constituent les conditions structurelles et historiques servant de déclencheur aux options volontaires des

¹⁸⁷ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 23

¹⁸⁸ La période du Front National en Colombie (1958 à 1978) est marquée par un accord de cogestion du pays entre les deux principaux partis, le Parti conservateur et le Parti libéral. Cet accord prévoyait l'alternance au pouvoir entre un président libéral et un président conservateur, les ministères et les charges publiques locales se répartissant de façon égalitaire entre ces deux partis. Les partis tiers (entre autres le Parti Communiste Colombien) ne pouvant pas se présenter sous leurs propres couleurs aux élections, même si les candidats qui en étaient issus pouvaient se présenter aux élections sous l'étiquette de l'un des deux grands partis.

¹⁸⁹ *Ibid.* p. 23

individus et des groupes sociaux. Sur le long terme, les trois auteurs remarquent qu'il faut prendre en compte : la manière dont, depuis l'époque de la colonisation espagnole, le pays s'est peuplé et s'est organisé en structure économique et sociale, jetant les bases d'un problème agraire qui reste encore aujourd'hui sans solution; l'échec, du moins partiel, des diverses tentatives de créer un État moderne où puissent s'exprimer les changements récents de la société colombienne et les problèmes récurrents du monde paysan, surtout dans les zones de colonisation marginale, ayant pour conséquence une différenciation dans la relation des appareils étatiques avec les différentes régions du pays. Sur le moyen terme, il faut prendre en considération divers phénomènes qui dépassent les cadres institutionnels et les références culturelles que le pays utilisait pour canaliser et pour donner un sens aux processus sociaux : les problèmes issus de *La Violencia* des années cinquante ; la manière dont a été organisé le système du Front National qui a rendu difficile l'expression politique des tensions et des groupes sociaux se manifestant par la suite hors des canaux des partis traditionnels (libéral et conservateur) ; l'urbanisation rapide de la population colombienne et la migration incontrôlée des paysans vers les villes, qui ont excédé les moyens de l'État pour fournir des services publics appropriés à la population urbaine croissante et les capacités de l'industrie nationale à absorber une main-d'œuvre en augmentation ; l'ouverture rapide du pays, à partir des années soixante, aux courants de pensée mondiale; un processus accéléré de sécularisation des couches moyennes et supérieures de la société ; une progression de la scolarisation de la population ; l'émergence de nouvelles classes moyennes ; une transformation du rôle social de la femme... En relation avec les processus développés dans le court terme, il faut tenir compte de: la pénétration du trafic de stupéfiants dans la société et l'économie colombienne; les transformations des mouvements guérilleros opérant selon des modalités et sur des territoires différents de leurs prédécesseurs ; l'apparition et l'essor des groupes d'autodéfense et paramilitaires de droite ; et la perte de légitimité croissante du régime politique¹⁹⁰.

De son côté, le juriste et philosophe Gonzalo Sánchez soutient l'idée qu'il existe trois phases successives dans la confrontation armée et que « *nous aurions*

¹⁹⁰ *Ibid.* p. 45

*assisté à une dégradation permanente de la confrontation sociale et politique, tout particulièrement de leurs manifestations armées (...). En réalité, la criminalisation des mécanismes utilisés par les multiples acteurs en conflit a fini par dénaturer le caractère de la guerre »¹⁹¹. Selon Sánchez, un premier épisode correspond à la période de guerres civiles anarchiques du XIX^e siècle qui « étaient vraiment des guerres civiles » et « se traduisaient par des combats entre les armées régulières et irrégulières ». Bien que les batailles fussent sanguinaires, les morts de chaque champ étaient considérés comme des « pertes » au sens militaire du terme. En outre, il existait un « code d'honneur » inviolable qui assurait le respect de l'intégrité physique des femmes et des enfants, et déterminait des normes très précises sur la façon de traiter les ennemis vaincus, leurs biens et plus généralement la population non-combattante. « L'important rituel qui accompagnait ces guerres servait de cadre limitant symboliquement les excès »¹⁹². La deuxième période, celle de *La Violencia* au milieu du XX^e siècle, est complètement différente si bien que l'« on hésite à la caractériser comme une guerre ». Durant les affrontements armés des années 50 et 60, le résultat des combats ne se comptait pas en « pertes » mais en massacres, en génocides et en victimes. Les groupes rivaux (à l'exception des groupes de guérilla plus ou moins organisés qui s'affrontaient inévitablement aux forces armées gouvernementales) évitaient la confrontation directe et résolvaient leurs différends de manière indirecte à travers l'extermination de la population civile. « Il n'y avait alors aucune considération spécifique relative à l'âge ou au sexe, bien au contraire, plus la faiblesse était grande, plus les sévices étaient importants ». À la fin de cette période dite de *La Violencia*, beaucoup de survivants des massacres se sont réfugiés dans le banditisme pour se venger des expériences subies pendant leur enfance ou leur jeunesse, « faisant eux-mêmes du massacre et du génocide leur mode d'action spécifique, leur mode de vie ». Cependant, selon une logique similaire à celle de la première période (des guerres civiles), un « code non-écrit » imposait le respect mutuel aux bandes rivales. Par exemple, les bandes comme celle du *bandolero* « Chispas » (Étincelles) ou d'Efraín González dans le*

¹⁹¹ Sanchez (Gonzalo), *Guerre et politique en Colombie*, Paris, L'Harmattan, 1998. p. 199

¹⁹² *Ibid.* p. 199

département du Quindío, de « Sangrenegra » (Sang noir) et de « Pájaro Azul » (Oiseau bleu) dans la cordillère Centrale, ne se sont jamais affrontées directement. La chair à canon, les pions de l'échiquier de la guerre, sacrificables, étaient les paysans¹⁹³. Pendant la troisième période, l'époque contemporaine (les années 60 à 90), un paroxysme semble atteint :

« Nous nous approchons de manière suicidaire de la guerre totale (...). Les assassinats et les massacres aujourd'hui en Colombie ne s'inscrivent plus dans des frontières définissant un "ici" et un "au-delà" concernant les luttes entre bandes rivales pour le contrôle des territoires, ni même dans les frontières géographiques imprécises des appartenances politiques, qui ont leur importance tout de même. Les nouvelles expressions de la guerre visent des franges beaucoup plus larges de la communauté organisée (...). C'est une guerre de tous contre tous, dans une société où une grande partie de la population est armée ou protégée par les armes (...). C'est une guerre dans laquelle il suffit d'être "l'autre" pour être une victime potentielle (...). Ce n'est pas seulement une guerre contre l'Etat ou de l'Etat contre la société civile ; c'est une guerre de la société entière contre elle-même. C'est un suicide collectif »¹⁹⁴.

Les différentes visions et angles d'étude de l'histoire de la violence ou du conflit armé en Colombie, présentées ci-dessus, apportent des éléments importants et variés pour l'étude de la lutte pour la reconnaissance de la guérilla des FARC. En premier lieu, ils soulignent l'importance de réaliser une analyse qui aille au-delà d'une étude stratégique du comportement des groupes armés (guérilla et forces armées) ou d'une étude de « l'économie de guerre ». Au contraire, les différents points de vue présentés se concentrent sur l'étude des processus politiques et sociaux du développement historique de la violence en général et des FARC en particulier. En deuxième lieu, l'étude de la lutte pour la reconnaissance en Colombie requiert une plus grande compréhension du comment et du pourquoi de l'emploi de la violence par les groupes armés et les individus. C'est pourquoi il est nécessaire de tenir compte tant des processus socio-économiques et politiques qui peuvent être perçus par les acteurs comme une négation de reconnaissance (par exemple, les processus d'urbanisation et de mondialisation) comme des facteurs plus ponctuels ayant généré un changement dans la manière et les raisons de combattre (par exemple, l'impact du trafic de stupéfiants sur la société

¹⁹³ *Ibid.* p. 200

¹⁹⁴ *Ibid.* pp. 201-202

colombienne non seulement comme élément de financement de la guerre mais comme facteur fondamental de transformation des codes et des valeurs sociales). Enfin, en troisième lieu, il faut considérer l'importance de la place occupée par la représentation, la perception des faits sociaux, par les différents composants de la population civile colombienne et les acteurs armés. Le manque de reconnaissance, bien qu'il ait des aspects objectifs (lois discriminatoires, iniquité socio-économique, entre autres), dépend principalement de la perception que les acteurs ont d'eux-mêmes, de la position dont ils devraient jouir dans la structure sociale et politique de la communauté à laquelle ils appartiennent.

Dès lors, pour comprendre pourquoi les FARC existent depuis tant d'années (pérennisation du conflit), identifier les éléments identitaires, moraux, émotionnels et symboliques qui servent de base à leur lutte pour la reconnaissance (H₁) tout en observant l'évolution du processus de légitimation symbolique, les processus de feedback, d'« effet miroir », la fluctuation entre les différentes sphères de la reconnaissance ainsi que l'existence ou l'absence des identités partagées, des valeurs « viriles », des identités « idéalisées » (H₂), cette première partie étudiera l'histoire des FARC selon une approche duale de reconnaissance : la reconnaissance de l'égalité des individus et d'un statut universelle de l'Homme et la reconnaissance des particularités propres aux individus ou aux collectivités (différenciation) qui peut prendre la forme d'une « course aux honneurs », c'est à dire la recherche de la reconnaissance d'une supériorité.

*« Par contraste avec la course aux honneurs, la lutte pour la reconnaissance n'a pas pour objectif de limiter la liberté mais de la rendre possible »*¹⁹⁵. Il existe une différence entre la « course aux honneurs » par amour propre et le besoin (moral-légitime) d'être reconnu comme un être libre avec des exigences d'universalité, d'égalité et de réciprocité¹⁹⁶. Cette recherche d'honneurs ainsi que l'existence de valeurs viriles, d'identités idéalisées et d'autres éléments qui influent sur le passage à la violence, modifient le cours de la lutte pour la reconnaissance mais ne la suppriment pas. Ils l'orientent seulement vers la satisfaction des nécessités personnelles et narcissiques des acteurs.

¹⁹⁵ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 38

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 23

« Idéalement nous devrions distinguer deux aspects de non-reconnaissance. Dans le premier cas, les acteurs ne se sentent pas reconnus parce que leur description d’eux-mêmes n’est pas confirmée par d’autres acteurs. La difficulté est de satisfaire ces identités “hubristiques” (auto-descriptions exagérées) (...) et des images de soi-même “viriles” (c’est-à-dire le culte de force physique et la recherche de la domination) (...). Ce refus de reconnaissance concernant l’identité est traditionnellement décrit comme “une lutte pour le prestige” et est plus lié à l’identité du sujet qu’au comportement irrespectueux des autres. Dans le deuxième cas, les acteurs peuvent sentir qu’ils n’ont pas été reconnus parce les normes de considération socialement attendues ont été violées (...). Cette sorte de luttes est mieux définie comme “des luttes pour la dignité” parce qu’elles sont motivées par le désir d’être considéré comme un membre normal d’une communauté plutôt que comme un membre spécial doté d’une identité “supérieure”. Certaines personnes peuvent objecter qu’est source de confusion le fait de définir la non-reconnaissance comme la différence négative entre une image de soi et une image reçue, si la source de non-reconnaissance est une image de soi extrêmement exagérée ou un démenti d’égalité. En effet, éthiquement, il ne serait pas justifié de reconnaître des acteurs ayant une image de soi exagérée. Cependant, la reconnaissance est pour la plupart des auteurs (...), non un concept normatif, mais “une variable indépendante” : ce qui compte est le sentiment subjectif des acteurs qu’ils ne sont pas reconnus et c’est cette “frustration symbolique” qui est une motivation possible pour s’engager dans le conflit »¹⁹⁷.

Bien qu’il soit certain que les processus historiques de la période précolombienne, coloniale et du siècle postérieur à l’indépendance, aient eu une influence indiscutable sur la genèse des besoins de reconnaissance de la société colombienne et sur l’acceptation de la violence comme mécanisme d’interaction sociale¹⁹⁸, pour délimiter le champ de la présente recherche sur l’évolution de la lutte pour la reconnaissance guérillera, cinq périodes historiques ont été définies, correspondant à des changements dans l’« identité », les « intérêts », l’« action » des FARC et surtout aux variations de leur perception par d’autres acteurs (le gouvernement, la société civile, l’université) de la guérilla colombienne : la période des forces d’autodéfense paysannes et la guérilla libérale (des années 50), la période de la guérilla marxiste-léniniste (des décennies 60 et 70), la période de la « narco-guérilla » (des années 80 et 90), la période de la guérilla « belligérante » (1998-2002) et finalement la période de la guérilla « terroriste » (2002-2010). Le

¹⁹⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b. p. 210

discours de « lutte contre le terrorisme » adopté par l'administration Uribe a contribué à délégitimer le groupe guérillero auprès d'une grande partie de l'opinion publique.

Cette division correspond, dans les grandes lignes, à la perception de l'évolution historique retenue par Luis Fernando Barón après avoir effectué une analyse du discours de divers membres de la société civile colombienne :

« Dans les histoires, l'on observe comment, avec l'évolution des conflits et leur absence de solution, à des instants et sur des territoires particuliers, ces groupes [les groupes armés] se convertissent en nouvelles élites, qui ne réussissent pas non plus à résoudre les injustices, la marginalisation et la pauvreté régnantes, ni à construire des projets de société. Les témoignages estiment que cela tient au fait que ces organisations perdent de vue leur objectif et s'occupent aussi de la défense d'intérêts privés, principalement la recherche et la concentration du pouvoir économique, et sur cette voie, finissent par s'attaquer au peuple ou à la société qu'elles s'étaient proposées, à une époque, de défendre. Au moment de la présente recherche, la guérilla a représenté le cas le plus évident et peut-être le plus aberrant de ces changements. Leur façon de parler reflétait un malaise et un rejet de celle qui était considérée, à un moment donné, comme une option légitime de changement social »¹⁹⁹.

¹⁹⁸ « La violence a été utilisée en Colombie comme moyen pour appuyer les réformes sociales ou pour les empêcher, pour imposer ou éviter des dominations territoriales, pour contester ou rétablir la souveraineté de l'État ». Reyes Posada (Alejandro), *Guerreros y campesinos : El despojo de la tierra en Colombia*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2009. p. 1

¹⁹⁹ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 37

1. Les FARC et la lutte pour la dignité : combat contre la réification et l'injustice

« Pourquoi croyez-vous qu'il y a une guerre dans ce pays ? – Cela est très simple : parce qu'il y en a qui possède beaucoup et d'autres qui n'ont rien. Et ceux qui ont quelque chose veulent rester au-dessus de ceux qui n'ont rien, alors ce n'est pas juste »²⁰⁰.

La lutte pour la reconnaissance implique de « faire simultanément ces quatre demandes : (1) nous voulons que notre existence soit reconnue, (2) nous voulons le respect, (3) nous voulons l'individualité et (4) nous voulons une affiliation »²⁰¹. Ainsi, la lutte pour la reconnaissance n'est pas toujours la même : il ne s'agit pas d'une lutte avec un objectif fixe et inamovible mais d'un combat qui évolue en fonction du contexte dans lequel celle-ci se développe et de l'interaction avec d'autres acteurs.

« Pourquoi les groupes, dans leurs luttes, se soucient-ils d'une forme de reconnaissance plutôt que d'une autre ? Selon Linda Nicholson, que la reconnaissance de l'égalité ou de la différence semble d'une importance primordiale à une communauté dépend de son expérience historique »²⁰². Il faut aussi considérer que les comportements sociaux dépendent de trois facteurs simultanés : la personne, et en particulier la perception subjective de celle-ci ; la situation, avec ses différents contraintes ; la culture et les croyances collectives partagées²⁰³.

De façon générale, dans le cas des FARC, il est possible d'observer plusieurs étapes de la lutte pour la reconnaissance : des moments pendant lesquels

²⁰⁰ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *Estudio exploratorio de patrones culturales que contribuyen a la vinculación de niños, niñas y jóvenes a los grupos armados en Colombia*, Bogotá, Corporación Alotropía, 2006. p. 46.

²⁰¹ Ringmar (Erik), « The International Politics of Recognition », dans *The International Politics of Recognition*, ed. par Lindemann (Thomas), Ringmar (Erik), Boulder (Colorado), Paradigm Publisher, Yale Series, 2012. p. 7.

²⁰² Presbey (Gail M.), *op.cit.*, 2003. p. 539

²⁰³ Deschamps (Jean-Claude) et al, *L'identité sociale la construction de l'individu dans les relations entre groupes*, Grenoble, PUG, 2009.

la guérilla et ses membres luttent pour l'affirmation de la « confiance en soi » (contre la maltraitance, la violence, la torture et la réification-meurtres rituels et massacres dans lesquels l'homme-victime est transformé en objet) et pour « l'égalité de tous les hommes » ou contre tout type d'exclusion (par exemple, pour le respect de leurs identités particulières – politique, religieuse, etc.). À d'autres moments, la guérilla et les guérilleros adoptent l'idéologie, le discours et le projet politique du marxisme-léninisme et se battent pour un idéal abstrait, d'une certaine façon, dissocié de la réalité. Dans ce cas, il est possible, comme le mentionne Thomas Lindemann, de « *lier la lutte abstraite de la guérilla à la stigmatisation grandissante des FARC dans la société colombienne. Quand les individus ne sont pas reconnus par des "vraies" personnes, ils inversent le stigma et se présentent comme divinement supérieurs* »²⁰⁴. Les FARC luttent aussi pour la validation d'une identité idéalisée ou virile, ce qui produit une non-reconnaissance ou réification des « autres ». Ces étapes peuvent être liées à des moments historiques mais ne sont pas forcément consécutives les unes aux autres. Au contraire, chaque « lutte pour la reconnaissance » interagit avec les autres. Ainsi, se produit une juxtaposition des dénis et des besoins de reconnaissance qui façonnent le combat actuel des FARC.

Dans cette sous-partie, nous allons d'abord nous concentrer sur des périodes de lutte pour la reconnaissance où prime le combat pour l'égalité, pour un statut universel de l'homme, lors de l'affrontement bipartite de *La Violencia* et du contexte révolutionnaire des années soixante.

²⁰⁴ Entretien réalisé avec Thomas Lindemann, Professeur de science politique, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Réalisé le 10 octobre 2013. Lieu : Paris.

1.1 Les forces d'autodéfense paysannes et les guérillas libérales : premières formes de la lutte pour la reconnaissance (1945-1965)

« La guérilla en Colombie n'a pas été inventée par une gauche qui cherchait la prise du pouvoir. Elle est beaucoup plus ancienne, c'est une réponse populaire à la violence existante de la part des riches et des puissants. Depuis l'époque de la colonisation, les revendications et les révoltes populaires ont été réprimées dans le sang et le feu. Celui qui a lu Cent Ans de Solitude de Gabriel García Márquez sait que des guerres civiles innombrables ont suivi la répression de l'oligarchie. Officiellement, ces guerres sont interprétées comme un conflit entre les partis conservateur et libéral. Mais beaucoup plus que cela ce sont des guerres motivées par les inégalités sociales dont la direction des deux partis a profité pour augmenter son pouvoir »²⁰⁵.

La période de *La Violencia* (1945-1965), principal antécédent historique de l'apparition de la guérilla des FARC a été souvent défini comme un affrontement armé entre deux collectivités politiques distinctes : le parti libéral et le parti conservateur. Les explications traditionnelles de *La Violencia* se concentrent sur l'analyse militaire, politique et économique de cette période. Cependant, comme nous le verrons dans ce chapitre, derrière les variables « matérielles » de la confrontation armée (affrontement idéologique, recherche du pouvoir politique et de gains économiques) se trouvent des variables de type identitaire, émotionnel, moral et symbolique. Les idéologies (libérale ou conservatrice), ne peuvent pas réellement être différenciées à travers une analyse des variables politiques (programmes, principes, etc.) mais elles servent de marqueur identitaire des individus dans le cadre d'une société rurale traditionnelle.

Quand l'identité individuelle et collective se trouve menacée, les individus recourent à la violence pour défendre l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, pour rechercher la reconnaissance. Le passage à la violence peut s'expliquer, entre autres facteurs, par une socialisation précoce à la violence et par l'existence de

²⁰⁵ Ruiz (Andrés), « Recuento histórico de los movimientos subversivos en Colombia », *GestioPolis.com*, Septiembre 2001, (en ligne).

« valeurs viriles » c'est-à-dire l'interprétation du masculin et de la force physique comme des éléments de reconnaissance sociale. Pour défendre son honneur et pour obtenir le respect des autres, un « homme » doit pouvoir se défendre par tous les moyens possibles, principalement, par des moyens violents. La spirale de la violence est ascendante et une « logique du terreur » s'impose. Une frontière symbolique s'établit entre « nous et les autres » ou entre « l'ami et l'ennemi ». Pour justifier la violence exercée contre l' « autre », toute forme de reconnaissance lui est refusée même le statut d'être humain. La réification de l'autre se manifeste dans les massacres et les meurtres rituels, qui continuent d'alimenter la spirale de la violence. Ce processus se réalise dans un climat de méfiance et de mépris réciproques qui oppose les habitants ruraux et le monde urbain. Pour cette raison, quand les collectivités politiques ont décidé de mettre fin à l'affrontement armé, certains individus ont décidé de conserver leurs armes, conçues comme l'unique moyen de « se défendre ». Les gouvernements ont essayé de les combattre par la voie militaire, parvenant seulement à une intensification de la confrontation armée, due au manque de reconnaissance de la guérilla, de son identité et des motifs de sa lutte. Des éléments moraux, émotionnels, symboliques, subjectifs et identitaires vont générer ainsi un espace favorable au développement des FARC.

1.1.1. Antécédents historiques de la guérilla

En Colombie, la guerre de guérilla apparaît bien avant le triomphe de la révolution cubaine. Si bien que pour certains :

« Les groupes des guérilleros seraient comme les porteurs d'espoirs et la voix de beaucoup de ceux qui ont combattu ; les porteurs d'une révolte qui a toujours existé ici. Je crois que les FARC expriment aussi cela, dans une certaine mesure, cet esprit rebelle qui a constamment été présent dans le pays depuis l'arrivée des Espagnols. Il y a eu ici un esprit de révolte tout le long de l'histoire, il n'a jamais été absent et aujourd'hui il y a les FARC. Dès lors, si auparavant il y a eu les *Cimarrones*, les rebelles indigènes ou les *Comuneros*,

aujourd'hui il y a les FARC, pour le meilleur ou pour le pire. Je crois que ce sont des acteurs nécessaires »²⁰⁶.

La guérilla colombienne existe depuis les luttes pour l'indépendance du pays. Par exemple, le prêtre Mariño²⁰⁷ dirige à cette époque les « guérillas du brouillard », dans le département de Casanare contre l'espagnol Barreiro²⁰⁸. Durant les années dites des « conflits civils » (1839-1842, 1851, 1854, 1860-1862, 1876-1877, 1884-1885, 1895) et la Guerre des Mille Jours (1889-1902), ces groupes étaient dénommées les « couleuvres »²⁰⁹. A chaque période, le contexte dans lequel se forment ou agissent les guérillas change : la lutte pour l'indépendance contre un colonisateur étranger ; le combat entre les partisans de deux formes d'organisation administrative et politique du pays (centralisme ou fédéralisme) ; une fois disparus les vainqueurs des luttes pour l'indépendance, la vie politique est rythmée, entre autres, par les affrontements entre les libéraux et les conservateurs, entre les colons paysans et les propriétaires terriens pour le contrôle de la terre. Dans chaque cas, il est possible d'identifier les raisons économiques, politiques ou stratégiques qui provoquent l'apparition des guérillas et l'usage de la violence. Cependant, comme cela a été signalé dans l'introduction de cette thèse, il n'est pas possible d'identifier un seul élément, une seule cause « matérielle », « objective » ou « structurelle » (c'est-à-dire en termes de « profit », de « gain » ou d'« intérêt ») qui permettrait d'expliquer la continuité de l'existence de ce type de groupes ou la persistance de l'usage de la violence comme outil d'échange social et politique en Colombie.

Est-il possible, comme certains le croient, qu'un gène de la violence ait incubé pendant des siècles (au moins pendant 500 ans) pour s'exprimer pleinement il y a cinquante ans ? Les Colombiens sont-ils violents par nature et portent-ils cette caractéristique dans leur ADN ? Ou encore, comme quelques auteurs le remarquent, la découverte, la conquête et la colonisation par l'Espagne (1492-1810), époques caractérisées par le pillage, l'esclavage et les maladies, ont-elles

²⁰⁶ Temoignage de Gabriel. Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 53

²⁰⁷ Frère Ignacio Mariño y Torres (1770-1825), prêtre dominicain et patriote colombien, fut nommé par Simón Bolívar commandant civil et militaire du Casanare et commença la résistance contre les espagnols en tant que chef de la « guerrilla de la niebla ».

²⁰⁸ José María Barreiro Manjón (1793-1819), militaire, chef de l'armée espagnole pendant la guerre d'indépendance, vaincu à la bataille de Boyacá (7 août 1819) et exécuté sur ordre du général colombien Francisco de Paula Santander.

²⁰⁹ Guzmán Campos (Germán), *La violencia en Colombia : parte descriptiva*, Cali, Ediciones Progreso, 1968. p. 218

généralisé un être aigri, pusillanime, dépourvu d'estime de soi et d'idéaux personnels ? Dépouillés de ses coutumes et de ses traditions, endoctrinés dans une religion conformiste dont les idéaux étaient une vie faite de récompenses et des châtements après la mort, les colombiens ont-ils perdu leur identité, restant à la merci des plus rusés et des plus forts ? Aucune des hypothèses antérieures n'a résisté à l'épreuve d'une étude profonde et détaillée.

Ce qui se dégage, après avoir réalisé une analyse des diverses études sur la violence en Colombie, de l'époque précolombienne à l'époque actuelle, est le rôle joué par divers facteurs subjectifs, identitaires, moraux et symboliques dans l'apparition des groupes de guérilleros mais aussi des autres groupes armés. Il ne s'agit pas de défendre la thèse de l'existence en Colombie d'une « culture de la violence » entendue comme un facteur endogène et inévitable du comportement de la population du pays. Au contraire, il s'agit de comprendre que dans ce pays les différents affrontements armés ou violents intervenus depuis l'époque de l'Indépendance ont configuré des « cultures de violence », comprises comme :

« Une sorte de codes vus comme circonstanciels, adaptables, même non désirés, qui constituent la base de la décision et du comportement dans une situation perçue comme violente et menaçante de façon permanente (...). Bien sûr, face à une situation perçue comme exceptionnel et dramatique, il est légitime et justifié d'utiliser des moyens extrêmement variés pour atteindre des fins supérieures et idéalisées, comme la tranquillité, le bien-être et le développement (individuel et collectif). Ces codes sociaux représentent une série de références et d'alternatives qui permettent de comprendre et de faire face à une situation comprise comme un état d'urgence et de danger permanent (...). Cela rend possible la cohabitation de principes et de pratiques ambiguës et opposées d'interprétation et d'action sociale »²¹⁰.

Ainsi, le conflit colombien et l'existence de la guérilla des FARC obéissent, en grande partie, au développement de formes dysfonctionnelles de solidarité associées à de graves altérations dans le processus historique de formation d'identité nationale. En conséquence,

« La société colombienne peut être caractérisée comme étant une société "anormale", ce qui se traduit par des indicateurs élevés de violence, d'illégalité et d'injustice (...). En d'autres termes, le conflit colombien ne se limite pas à l'existence de groupes armés ; il ne s'agit

²¹⁰ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 39-40

pas, par conséquent, d'un thème exclusivement politique, mais c'est aussi un problème moral et relationnel »²¹¹.

A partir de la conquête espagnole, il a existé une forte segmentation ethnique liée, en premier lieu, au regroupement forcé des communautés indigènes et à la ségrégation des esclaves noirs, suivi par les problèmes structurels intervenus entre les espagnols péninsulaires et les espagnols d'Amérique qui ont favorisé le mouvement d'indépendance. La hiérarchisation sociale, basée sur la « pureté du sang » (requis pour accéder aux charges publiques et à l'enseignement universitaire pendant la période espagnole) favorisa l'exclusion de diverses couches de population. En Colombie, depuis l'époque de la Colonisation, « *le statut n'est pas donné par le mérite mais par l'origine sociale, de sorte que le processus de lien social ne suit pas son cours naturel et, en étant imposé, échoue à produire des formes socialement efficaces d'établissement des rapports sociaux* »²¹².

De plus, depuis les débuts de l'indépendance de la Colombie, le rapprochement géographique n'a pas été possible à cause des difficultés topographiques du territoire, qui ont produit une espèce d'« atomisation villageoise », raison pour laquelle des régions entières sont demeurées isolées hors de l'aire d'attention de l'État central.

« La Colombie ne parvient pas à un travail collectif ou à des éléments d'intégration nationale, de tel sorte que les régionalismes sont déterminants, ce qui n'est pas négatif en soi, mais dans notre cas cela n'implique pas une reconnaissance de l'autre : la ville contre la campagne, le centre contre la province, le nord du pays contre le sud (...). Devant l'absence de projets nationaux, de principe social de solidarité et de reconnaissance de l'autre comme personne (...) et la violence éternelle, seuls restent les projets et les initiatives individuelles même au détriment des autres »²¹³.

De cette manière, depuis l'époque de l'indépendance, se sont construites les conditions pour qu'il soit compliqué en Colombie de créer des liens entre les différentes régions et groupes de population tandis qu'apparaissaient des situations objectives ou perçues d'exclusion qui rendaient difficile la construction d'identités partagées pacificatrices.

²¹¹ Parales (Carlos José), « Identidad, solidaridad y conflicto : un ensayo sociológico sobre el conflicto interno colombiano », *Revista Internacional de Sociología*, No. 38, 2004. p. 5

²¹² *Ibid.* p. 12.

²¹³ *Ibid.* p. 18

Face à cette réalité et à la sensation d'exclusion de nombreux secteurs sociaux ou régionaux, beaucoup des protestations sociales qui se sont produites au début du XXe siècle (et aujourd'hui) ont eu pour thème fondamental l'inclusion, c'est-à-dire, selon les termes de la théorie d'Axel Honneth, une reconnaissance plus grande dans la sphère du « droit », à savoir, une reconnaissance entendue comme une situation dans laquelle les individus, quelque soit leur origine (ethnique, culturelle, sociale, économique), voient leurs droits reconnus puisque la communauté les considère comme faisant partie d'elle-même, et leur octroie, entre autres, la possibilité de participer aux délibérations et aux prises de décision sur les affaires concernant le groupe social dans son entier. Cependant, en Colombie, durant de nombreuses décennies, l'absence ou la faiblesse de l'État (ajoutées à un clientélisme des micro-relations sociales) a produit un paradigme où « *il n'y a pas un citoyen qui exerce des droits et des devoirs mais un citoyen qui compte sur les ruses et les artifices nécessaires pour survivre au sein de réseaux tordus qui, à leur tour, ont déformé la dynamique collective* »²¹⁴.

Ces dynamiques de rupture des liens sociaux, d'absence d'identités partagées, de dysfonctions de la solidarité, un sentiment ou une perception d'exclusion de la part de certains secteurs sociaux sont apparus de manière plus accablante pendant la période antérieure à la guérilla des FARC, c'est-à-dire à l'époque de *La Violencia* (1945-1965).

Par ailleurs, en Colombie, la circulation des idées socialistes entre les mouvements de travailleurs tant ruraux qu'urbains a commencé depuis le début du XXe siècle. Le parti socialiste révolutionnaire (matrice à partir de laquelle naît le parti communiste colombien en 1930), affilié depuis 1926 à l'Internationale Communiste, participe activement aux luttes sociales et contribue au premier soulèvement de gauche en Amérique latine, le soulèvement des « bolcheviques du Libano » (village colombien) du département du Tolima, le 28 juillet 1929²¹⁵. Cependant, malgré cette présence précoce des mouvements de gauche en Colombie, de nombreux chercheurs sur le conflit colombien, y compris Victor de Currea-Lugo, remarquent que la guerre de guérillas en Colombie ne trouve pas son

²¹⁴ *Ibid.* p. 18

²¹⁵ Voir Sánchez (Gonzalo), « Los Bolcheviques del Líbano (Tolima) », dans *Crisis mundial, transición capitalista y rebelión rural en Colombia*, Bogotá, El Mohan Editores, 1976.

origine dans les idées marxistes, mais dans l'affrontement entre les partis traditionnels libéral et conservateur qui durant les années 50 va provoquer environ 200 000 morts²¹⁶ (il est possible que le nombre de victimes soit en réalité plus élevé, « *puisque l'orgueil a poussé les gens à enterrer leurs morts de façon rapide et secrètement pour cacher les pertes subies à l'adversaire* »²¹⁷).

Entre 1930 et 1946, le Parti libéral accède au pouvoir avec les gouvernements d'Enrique Olaya Herrera (1930-1934), d'Alfonso López Pumarejo (1934-1938 et 1942-1945), d'Eduardo Santos (1938-1942) et d'Alberto Lleras Camargo (1945-1946). Son succès intervient suite à l'usure des gouvernements conservateurs successifs qui s'étaient obstinés, pendant les trois décennies précédentes, à maintenir un modèle de développement basé sur les privilèges des grands propriétaires fonciers et des entrepreneurs. Après être arrivé au pouvoir dans les années 30, le parti libéral cherche à initier un processus d'adéquation institutionnelle et sociale pour assurer les transformations qui doivent se produire dans le pays sous l'influence des idées libérales, dans le contexte des nouvelles conditions historiques créées par le développement du capitalisme mondial²¹⁸.

L'opposition des conservateurs aux réformes, menée par Laureano Gómez²¹⁹, rapidement doublée de celle de l'Église et des groupes fascistes, prend une forme violente. Les réformes mises en application et, en particulier :

« La réforme constitutionnelle de 1936 est cataloguée par les conservateurs et l'Église comme socialiste et athée, revivant à cette occasion, l'un des vieux débats ayant opposé les partis au XIXe siècle, en relation avec la liberté de cultes, et le laïcisation de l'État. Ce processus de contradictions va se trouver reflété dans la création de groupes de plus en plus radicaux, lesquels se reconnaissent catholiques, conservateurs, nationalistes et réactionnaires et se baptisent eux-mêmes avant-garde des droites colombiennes, morale, économique et politiquement menacées par la révolution »²²⁰.

A côté de l'opposition des secteurs politiques et économiques (industriels, fonciers, commerçants), ces réformes libérales et les contradictions sociales créées

²¹⁶ « La Violencia fit au total, selon les estimations, de 200 000 à 300 000 victimes entre 1946 et 1960, soit entre 1,1 % et 1,7 % de la population du pays ». Minaudier (Jean-Pierre), *Histoire de la Colombie : De la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2000. p. 253

²¹⁷ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 49

²¹⁸ Medina Gallego (Carlos), *FARC-EP : Notas para una historia política*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2009. pp. 42-45

²¹⁹ Laureano Eleuterio Gómez Castro (1889-1965) est un ingénieur, journaliste et homme politique colombien. Leader du Parti conservateur colombien pendant de nombreuses années, il a été président de la Colombie de 1950 à 1953.

²²⁰ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 49

par celles-ci, ouvrent la porte à une plus grande mobilisation des divers secteurs sociaux (paysans, ouvriers et étudiants). « *Les réformes relâchaient les freins des forces sociales pour évoluer vers d'autres directions où celles-ci se renforçaient sans cesse produisant des phénomènes sociaux de grève, les mobilisations de masses (...) dans ce genre de lutte, il y a aussi des affrontements violents avec le régime* »²²¹.

Les partis politiques et les mouvements sociaux s'affrontent non seulement sur la scène politique mais recourent aussi à la lutte armée. Dès les années 30, le gouvernement libéral répond à la violence des conservateurs par la création d'une espèce de milice partisane à laquelle ils donnent le nom de « Garde civile libérale » sous la conduite du général Juan B. Castaño, ancien chef militaire de la Guerre des Mille Jours (1899-1902). Ce groupe armé est non seulement employé contre les conservateurs mais aussi pour réprimer les manifestations populaires qui exigent du gouvernement libéral l'accomplissement de ses promesses. Pour faire face à cette « Garde », le parti conservateur crée à son tour des « Milices conservatrices ». En réaction, les communistes annoncent la création de « Milices Rouges »²²².

La crise internationale des années 30, jointe à l'intense opposition interne, affaiblissent les gouvernements libéraux et particulièrement le gouvernement de López Pumarejo qui, lors de son deuxième mandat (1942-1945), ne peut poursuivre le rythme des réformes nécessaires pour insérer réellement le pays dans la modernité et dans le système financier et productif international. Alfonso López Pumarejo démissionne le 7 août 1945 de la présidence et est remplacé par Alberto Lleras Camargo (1945-1946).

Pour les élections de 1946, le Parti libéral est divisé en deux factions : celle appuyant Gabriel Turbay et l'autre soutenant Jorge Eliecer Gaitán. Constatant les divisions du parti libéral, le parti conservateur lui oppose comme candidat Mariano Ospina Pérez qui est élu Président de la République. Face à la polarisation des partis et aux actes de violence bipartite qui se produisaient sporadiquement depuis 1930, Ospina Pérez fait appel à l'unité nationale après avoir déclaré sa victoire :

²²¹ Casas (Ulises), *De la guerrilla liberal a la guerrilla comunista*, Bogotá, Escuela Ideológica, 1987. p. 96

²²² *Ibid.* p. 95

« Je veux exprimer ce soir ma ratification des points du programme d'Union Nationale et mon invitation cordiale à tous les partis pour qu'ils abandonnent leurs haines. J'aspire à être, uniquement, le Président de la Colombie pour tous les Colombiens »²²³. Le président conservateur entre en fonction le 7 août 1946 mais, deux mois seulement après cette date, les affrontements violents recommencent entre les deux partis et les premières victimes libérales sont abattues dans les villages de Duitama (département de Boyacá), Túquerres et Sandoná (département de Nariño). En février 1947, la violence antilibérale a gagné l'ensemble du département de Boyacá et éclate, en avril de la même année, dans le département du Santander. A l'ouest du département de Caldas, dans les villages de Santuario et Belalcázar, apparaissent les premiers groupes de *pájaros* (« oiseaux ») et la *pajarería* sera perfectionnée par la suite dans le département du Valle. Les « oiseaux », qui « volent n'importe où », sont l'équivalent actuel d'un groupe de tueurs (*sicarios*). Libéraux comme conservateurs utilisent les « services » des *pájaros* même si, avec le temps, leur action se trouve plus fortement associée aux forces gouvernementales conservatrices. Les « oiseaux » agissent au départ de manière individuelle pour frapper avec « une rapidité incroyable, sans laisser de trace »²²⁴. Plusieurs d'entre eux sont tristement célèbres : *El Cóndor* (« Le Condor », León María Lozano)²²⁵, *Pájaro azul* (« Oiseau bleu »), *Pájaro verde* (« Oiseau vert »), *Pájaro Negro* (« Oiseau noir »), *Turpial* (« Troupiale ») et *Bola de nieve* (« boule de neige »)²²⁶. Par la suite, ils s'organisent en groupes, en confréries, disposant de véritables flottes d'automobiles et de chauffeurs complices de leurs activités violentes. Au départ, les « oiseaux »²²⁷ étaient engagés pour éliminer un « objectif » particulier, par exemple des gens suspectés d'appuyer les libéraux (beaucoup de propriétaires de fermes de café sont assassinés par les « oiseaux » parce que leur récolte pouvait

²²³ Cité par Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 44

²²⁴ *Ibid.* p. 44

²²⁵ « Le plus célèbre est sans doute un ancien marchand de fromages de Tuluá (dans le nord du Valle), León María Lozano, alias "le Condor", personnage historique immortalisé par l'écrivain Gustavo Álvarez Gardeazábal dans son roman *Condores no entierran todos los días* ». Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 258

²²⁶ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 227

²²⁷ « Certains menaient le jour une vie normale, et lorsque la nuit venait, vainquaient à leur sinistres tâches, parfois à la tête d'une bande de tueurs (...). D'autres agissaient au vu et au su de chacun. D'autres encore résidaient en ville, et ne restaient que quelques heures sur les lieux de leurs contrats, par crainte des vengeances ». Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 258

servir à augmenter les fonds des libéraux). Par la suite, « ils imposent l'exil aux éléments libéraux des populations avant d'étendre leur action prédatrice sur l'aire rurale causant de nombreuses victimes et altérant la composition politique de provinces entières »²²⁸.

« Acculés, les libéraux répliquèrent en s'attaquant aux forces de l'ordre, identifiées aux *chulavitas* (conservateurs), et en multipliant les massacres de conservateurs ; ils engagèrent leur propres *pájaros*, ce qui ne fit que conforter les conservateurs dans leur volonté d'en finir une bonne fois pour toutes avec les *cachiporros* (libéraux). Dans certains départements, comme le Valle, on assista à des batailles rangées entre hameaux, à la prise de municipes entiers par des foules enragée »²²⁹.

Pendant ce temps, le Parti libéral se rassemble autour de Jorge Éliecer Gaitán qui en devient le chef unique. Gabriel Turbay, son ancien concurrent, meurt en exil à Rome (Italie) où il s'était retiré après la défaite du Parti libéral en 1946. Sous la direction de Gaitán, l'opposition s'organise en vue de récupérer le pouvoir.

Jorge Éliecer Gaitán, contrairement à beaucoup de politiciens libéraux et conservateurs, « ne vint pas au monde avec une cuillère dorée dans la bouche »²³⁰. Il naît en 1898 dans un milieu modeste à Bogotá, d'un père libraire et d'une mère institutrice, tous deux fervents libéraux. Il réalise des études en droit²³¹ menées grâce à l'aide de bourses publiques et sa formation est complétée par un séjour en Italie (1926-1928). Gaitán commence sa carrière politique de façon précoce en devenant député libéral dès 1923. En 1933, déçu par la « modération » du parti libéral, il fonde son propre parti, l'Union Nationale Révolutionnaire de Gauche (UNIR)²³². Pourtant, le parti de Gaitán, l'UNIR n'obtient pas le succès attendu aux élections de 1934, et son dirigeant décide de revenir au parti libéral « convaincu qu'il était impossible de s'imposer sans le soutien de la machinerie des partis traditionnels »²³³. En 1936, il est nommé maire de Bogotá (poste non soumis à l'époque au vote populaire). Son programme se concentre sur le thème de

²²⁸ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 47

²²⁹ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 258

²³⁰ *Ibid.* p. 241

²³¹ Inspiré du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) mexicain, de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) péruvienne mais aussi des Chemises Noires italiennes « dont le jeune docteur en droit avait pu admirer sur place l'efficacité et la "modernité". Ainsi Gaitán ramena d'Italie la mode des insignes, des uniformes, des hymnes partisans (...). Jusqu'au jour de sa mort, il poursuivit ses activités d'avocat : il plaidait dans les affaires criminelles, défendant souvent les pauvres et les exclus ». *Ibid.* p. 241

²³² *Ibid.* p. 241

²³³ *Ibid.* p. 241

l'éducation et les questions sanitaires de la ville. Il « *établit un contact direct avec ses administrés par ses conférences hebdomadaires*²³⁴ (*bientôt radiodiffusées*) *au Théâtre Colón* » et « *il surprenait en se promenant à pied dans le centre-ville, en prenant le temps de discuter avec les vendeurs des rues et les chauffeurs de taxi* »²³⁵.

Pour la classe politique colombienne (tant chez les libéraux²³⁶ que chez les conservateurs²³⁷), Gaitán est considéré comme « *un “Turc” [nom du à la couleur de sa peau] de Bucaramanga, mais très bien intégré à la bonne société* », comme un « *jeune loup ambitieux* »²³⁸, mais surtout comme un homme qui « *choquait, suscitait la crainte* »²³⁹. Sa peau « *légèrement cuivrée lui valut le sobriquet de ‘Gaitán le Nègre’, et lui interdit tout sa vie l'accès au Jockey Club que fréquentaient les grands bourgeois et les politiciens en vue* »²⁴⁰. En effet, son apparence est utilisée fréquemment par ses opposants politiques dans des caricatures au caractère ouvertement raciste. Elle est néanmoins utile à Gaitán pour « *apparaître plus proche du peuple* » à travers sa gestuelle, « *il suait, agitait les bras, montrait les dents (...) autant de signes évidents de “barbarie” selon le leader conservateur Laureano Gómez* »²⁴¹, mais aussi le langage utilisé : « *Il pratiquait un rhétorique de l'émotion sans souci de cohérence ni de beau style : des phrases courtes, un vocabulaire très concret, cru parfois, d'incessantes allusions à sa vie personnelle (...). Invariablement concluait ses discours par un cri: ¡A la carga!* »²⁴². Il cherchait toujours un dialogue direct avec la foule, qu'il appelait *la chusma heroica* (« la racaille héroïque »). Gaitán voyait :

²³⁴ Cette pratique se retrouve chez le président Álvaro Uribe Vélez (2002-2006 et 2006-2010) qui, lors des Conseils dits Communs ou Communautaires, dialoguait face au public et aux caméras de télévision avec les gouverneurs, les maires, les fonctionnaires et les membres de la société civile. Durant ses 8 années de gouvernement, Uribe a réalisé au moins 290 Conseils Communautaires dans tout le pays.

²³⁵ *Ibid.* p. 241

²³⁶ « Aux yeux de beaucoup de libéraux, Gaitán n'était qu'un démagogue instable, un apprenti sorcier qui jouait avec le feu en excitant les foules. Les plus charitables le comparèrent à Perón, alors au faite de sa gloire en Argentine ; d'autres suggéraient que Mussolini et Hitler n'avaient pas commencé autrement leur carrière ». *Ibid.* p. 244

²³⁷ « Pour El Siglo, le journal du conservateur Laureano Gómez, la “tribu gaitaniste” montait à l'assaut du “pays civilisé”, la patrie de Bolívar, “l'Athènes de l'Amérique du Sud” ; mélange de sauvagerie nègre et de “malice indigène” (au sens étymologique de “malice”, force du mal), elle était étrangère à toute culture, imperméable au jugement et à la raison. Il était désormais évident que les masses ne pourraient jamais être policées, intégrées au “pays civilisé” : pour les plus inquiets, la seule issue était l'affrontement, la guerre civile, la croisade, le massacre ». *Ibid.* p. 244

²³⁸ *Ibid.* p. 242

²³⁹ *Ibid.* p. 243

²⁴⁰ *Ibid.* p. 241

²⁴¹ *Ibid.* p. 243

²⁴² *Ibid.* p. 243

« Les masses comme une collection de personnes dont il fallait améliorer le sort, encourager la solidarité, mais en développant en elles des vertus aussi profondément individuelles que la fierté de soi, le sens du devoir, l'instinct du travail, l'éducation, l'honnêteté, l'hygiène²⁴³. Il détestait par-dessus tout les hiérarchies fondées sur les privilèges de la naissance et la richesse, le parasitisme des inactifs »²⁴⁴.

Suite aux actes de violence partisane qui s'étaient produits dans divers départements du pays, Gaitán (chef des libéraux) publie dans le journal *La Tribuna Liberal* un éditorial intitulé « Assez de sang » dans lequel il réclame une intervention immédiate du pouvoir exécutif et la collaboration des chefs politiques pour arrêter la barbarie. Gaitán fait référence aux violences subies par les membres de son parti dans certaines villes. En réponse, les conservateurs lui opposent les violences subies par leurs partisans dans d'autres villes ou dans celles mentionnées par Gaitán. La seule mesure adoptée par le gouvernement conservateur de Mariano Ospina Pérez²⁴⁵ consiste, selon la revue *Semana*, à déclarer : « *il y a une situation dangereuse et une insécurité croissante, dont les causes essentielles doivent être extirpées avec énergie, avant que le pays ne soit entraîné dans des événements plus graves, ou que, conséquence de l'enchaînement des représailles, il ne soit plus possible de contenir la vague de sang* »²⁴⁶.

Le 7 février 1948, 200 000 personnes²⁴⁷ se rassemblent à Bogotá lors de la grande « Manifestation du silence » à l'appel de Jorge Eliecer Gaitán pour protester contre la violence des conservateurs. « *La foule immense, vêtue de noir, portant des drapeaux noirs, défila pendant des heures, sans bruit, sans un mot. Gaitán démontrait ainsi qu'il contrôlait parfaitement ses partisans et qu'il était le seul à pouvoir le faire* »²⁴⁸. Ce jour là, Gaitán prononce une « prière pour la paix » à l'attention du chef de gouvernement conservateur dans les termes suivants :

« Monsieur le président Ospina Pérez : Sous le poids d'une profonde émotion, je m'adresse à votre excellence, interprétant le désir et la volonté de cette foule immense qui cache son cœur ardent, lacéré par tant d'injustice, sous un silence retentissant, pour demander qu'il y

²⁴³ « Il y avait chez lui une obsession de la dégénérescence physique et morale due à la misère et à la maladie, et de la nécessaire régénération de la race ». *Ibid.* p. 245

²⁴⁴ *Ibid.* p. 245

²⁴⁵ « La Colombie se dirigeait vers le chaos. Malgré les déclarations du Président, tout le monde formulait cette question au gouvernement : est-il impuissant ou complice ? Les responsables de la politique étaient devant une situation qui leur échappait des mains ». Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 47

²⁴⁶ *Revista Semana*, vol. II, No 26, 19 avril de 1947. Cité par *Ibid.* 1968. p. 44

²⁴⁷ *Ibid.* p. 51

²⁴⁸ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 244

ait la paix et la pitié pour la patrie (...). Vous qui êtes un homme de l'Université, vous devez comprendre ce dont est capable la discipline d'un parti qui réussit à contrarier les lois de la psychologie collective pour cacher l'émotion sous un silence comme celui de cette foule immense. Vous comprenez bien qu'un parti qui obtient cela si facilement pourrait réagir sous le coup de la légitime défense (...). Ne croyez pas que notre sérénité, cette impressionnante sérénité, soit de la lâcheté. Nous, monsieur le Président, nous ne sommes pas des lâches, nous sommes les descendants des braves qui ont annihilé les tyrannies de ce sol sacré. Nous sommes capables de sacrifier nos vies pour sauver la paix et la liberté de la Colombie (...) Ce cri muet de nos cœurs vous réclame seulement : Que vous nous traitiez, mais aussi nos mères, nos épouses, nos enfants et nos biens comme vous auriez voulu que l'on vous traite ainsi que votre mère, votre épouse, vos enfants et vos biens (...). Nous vous disons finalement, cher monsieur : Bienheureux ceux qui comprennent que les mots de concorde et de paix ne doivent pas servir à cacher les sentiments de rancune et d'extermination. Malchanceux ceux qui dans le gouvernement cachent derrière la bonté des mots l'impiété sur les hommes de leur peuple, parce que ceux-ci seront désignés du doigt de l'ignominie dans les pages de l'histoire »²⁴⁹.

Le discours de Gaitán est très parlant pour diverses raisons. En premier lieu, il remarque l'influence qu'il possède sur la « multitude » qui l'accompagne. En outre, il reconnaît le pouvoir du parti sur cette même « foule » et laisse planer une menace tacite : par des raisons de « légitime défense » la population qui a décidé de marcher pacifiquement pourrait recourir à la violence. En troisième lieu, il laisse transparaître l'opinion qu'un homme politique même « progressiste » comme Gaitán avait des classes populaires colombiennes qui se laissaient facilement porter par les « dynamiques de la psychologie collective » vers l'usage indiscriminé de la violence. En quatrième lieu, il est intéressant que Gaitán se réfère au Président comme un « Homme de l'université » pour l'éloigner symboliquement du public qui écoutait son discours et qui, dans sa grande majorité, avait un niveau basique d'éducation voir était analphabète. Le discours évoque aussi les valeurs qui sont importantes pour l'« homme » colombien de cette époque : sa mère, son épouse, ses enfants et ses biens, lesquels il est disposé à défendre par n'importe quel moyen nécessaire de manière à ne pas être considéré ou traité de « poltron ». Gaitán manifeste clairement que parler de paix ne doit pas être interprété comme de la lâcheté, ce qui était une insulte très grave pour une

²⁴⁹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. pp. 51-53

société basée sur des valeurs viriles et machistes. Finalement, le discours de Gaitán met en évidence la pratique de beaucoup d'hommes politiques qui en public faisaient appel à la prudence et à la réconciliation entre les partis, et qui, dans d'autres arènes politiques, incitaient leurs partisans à « exterminer » les membres du parti opposé.

Le 9 avril 1948²⁵⁰, se produisit un évènement qui marque l'histoire de la Colombie et constitue une date clef pour expliquer l'éclosion de la violence : en début d'après-midi, en plein centre de Bogotá, Gaitán est abattu par un inconnu dont les mobiles restent obscurs encore aujourd'hui car il fut lynché sur-le-champ par la foule²⁵¹. Ainsi, débute le *Bogotazo* (« Coup de Bogotá »). En quelques heures, ce qui forme aujourd'hui le centre historique de Bogotá s'embrase. Au départ, l'émeute a caractère nettement partisan : « *pour les gaitanistes, l'assassin ne pouvait être qu'un conservateur* »²⁵², raison pour laquelle les premiers édifices pris d'assaut et incendiés sont ceux du journal *El Siglo* (conservateur) et la maison familiale de Laureano Gómez, leader du parti conservateur. Puis, la foule s'en prend aux symboles de la puissance publique : les ministères, la préfecture du département de Cundinamarca²⁵³ (dont Bogotá est la capitale provinciale), le Palais de justice, le Capitole (siège de la chambre des députés); et à la presse : les immeubles et bureaux de plusieurs journaux (*La Prensa, El Diario del Pacífico, El Derecho de Ibagué*) sont détruits. Les tramways de la ville, quelques collèges (par exemple l'Institut de la Salle), le prestigieux Hôtel Regina, et beaucoup de maisons de particuliers, sont rasés par la foule. L'Église « fut l'une des cibles favorites des émeutiers : l'Archevêché et la Nonciature apostolique furent incendiés; la cathédrale, certaines églises, les principaux couvents furent envahis, profanés, pillés »²⁵⁴. Seules les ambassades et les hôtels où résident les représentants des gouvernements étrangers présents à Bogotá pour la célébration de la IXe conférence panaméricaine (où devait se décider la création de l'Organisation des

²⁵⁰ Coïncidence de l'histoire, Jorge Eliecer Gaitán avait un rendez-vous ce jour-là, qu'il ne put honorer, avec un jeune étudiant cubain, Fidel Castro, qui présidait la délégation de son pays au Congrès Universitaire Latino-américain, qui se tenait alors à Bogotá en même temps que la IXe Conférence Panaméricaine.

²⁵¹ Santos Molano (Enrique), « 9 de abril de 1948: El día que mataron a Gaitán », *Revista Credencial Historia*, Edición 195, marzo de 2006, (en ligne).

²⁵² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 247

²⁵³ *Ibid.* p. 247

²⁵⁴ *Ibid.* p. 247

Etats Américains-OEA) sont épargnés, « *on réglait ses comptes entre Colombiens* »²⁵⁵. Cependant, les manifestants ne s'attaquent pas aux symboles du pouvoir économique et aux résidences des riches industriels et commerçants, ou même au Jockey Club (qui n'autorisa jamais l'entrée à Gaitán). Ainsi, « *on vit des ouvriers protéger leur usine du saccage* »²⁵⁶. Les manifestants « *ivres de douleur, de vengeance et bientôt d'alcool, n'avaient aucun meneur, aucune organisation* ». Des francs-tireurs se mettent à tirer de toutes parts : « *l'on ignore qui donna l'ordre de relâcher les prisonniers, ni qui ordonna de distribuer des quantités d'alcool aux émeutiers, ni d'où venaient les armes utilisées par les francs-tireurs* »²⁵⁷. L'armée essaye de contrôler la situation mais la police municipale (pro-gaitaniste) ayant rejoint les émeutiers, les combats se poursuivent, rue après rue, jusqu'à l'aube du 10 avril, quand le gouvernement parvient finalement à reprendre le contrôle de la ville²⁵⁸ (en province, la violence consécutive à la mort de Gaitán se prolongea jusqu'au 14 avril). Rien qu'à Bogotá, l'émeute fit probablement plus de mille morts. Gaitán avait déclaré « *je ne suis pas un homme, je suis un peuple* » et les événements du 9 avril semblèrent lui donner raison : « *sa voix est le cri de la glèbe qui, quand elle apprit sa fin, se rappela la consigne historique qu'il lui avait donné : "Si j'avance, suivez-moi. Si je recule, poussez-moi. Si je vous trahis, tuez-moi. Si je meurs, vengez-moi". Et le peuple le vengea... à sa manière...* »²⁵⁹.

Les tentatives de quelques partisans de Gaitán pour organiser des « Juntas Révolutionnaires » afin de canaliser le mouvement social échouent et la révolte présente dans tout le pays les mêmes caractéristiques : « *une révolte aveugle, sans projet, sans plans, sans chefs* »²⁶⁰. Selon Antonio García, le Bogotazo et la violence générée par le 9 avril, démontre un usage de la force sans objectifs de transformation sur le long terme : « *la force pour la force, la force pour le pouvoir, la force pour la vengeance* ». La révolte ne cherchait seulement que l'anéantissement de quelqu'un ou quelque chose, « *derrière cette impulsion de*

²⁵⁵ *Ibid.* p. 248

²⁵⁶ *Ibid.* p. 248

²⁵⁷ Santos Molano (Enrique), *op. cit.*, 2006.

²⁵⁸ *Ibid.*

²⁵⁹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 61

²⁶⁰ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 248

violence, il n'y a pas d'horizon, pas d'espérance, pas de chemin de libération. La révolte est une négation pure et simple – destruction, coup, rupture – » et c'est pourquoi elle ne peut pas être considérée comme une violence révolutionnaire « puisqu'elle ne cherche aucune transformation, son horizon ne s'étendant pas au-delà de la prise physique du pouvoir ou du bouleversement d'un ordre politique (...) la révolution est un phénomène de négation pour l'affirmation, de destruction d'un monde en ruines ou fissuré (...) dans le but de construire un monde nouveau »²⁶¹.

Un exemple pouvant illustrer la violence de cette période, parmi tous ceux qui pourraient se présenter, est celui de la municipalité de Puerto Tejada dans le département du Cauca. Ici, la population, dont la majorité était de tendance libérale, s'empare de l'ensemble du gouvernement municipal :

« Les autorités furent emprisonnées et les principaux éléments d'affiliation conservatrice, après avoir été sauvagement torturés, jusqu'à provoquer une mort lente au milieu d'un martyr atroce, furent démembrés, les têtes séparées des troncs et jetées en pâture à la foule qui organisa, avec ces trophées si macabres, un sport barbare sur la place principale où, au milieu des cris hystériques, les crânes fendaient l'air, lancés à coups de pied d'une extrémité à l'autre, comme des météores sanglants dans un ciel barbare »²⁶².

Ces faits rappellent, à cinquante ans de distance, ceux du massacre *del Salado* (département de Bolivar) réalisés en 2000 par un groupe des AUC (Forces d'Autodéfense Unies de Colombie), quand les paramilitaires torturèrent leurs victimes avec sauvagerie avant de les décapiter. Certains témoins affirment qu'ils commencèrent ensuite à jouer au football avec les têtes²⁶³.

Face à cette situation, le gouvernement du président Ospina Pérez propose la formation d'un gouvernement d'« unité nationale » entre les conservateurs et les libéraux (tandis qu'on arrête par précaution l'ensemble des dirigeants du parti communiste). Les libéraux, n'ayant pas mis à profit l'opportunité qui leur était offerte par la révolte de prendre le pouvoir, acceptent la proposition à condition que Laureano Gómez (leader du parti conservateur) soit écarté du gouvernement. Les partis traditionnels, principalement le parti libéral « démontraient qu'ils

²⁶¹ García (Antonio), *Gaitán y el problema de la Revolución Colombiana*, Bogotá, Cooperativa Nacional de Artes Gráficas, 1955. p. 124

²⁶² Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 59

²⁶³ Voir « Colombia reveló la mayor masacre de los paramilitares », *ADNmundo*, 23 juin 2008, (en ligne). Et « La masacre de El Salado », *Semana*, 30 août 2008, (article en ligne).

étaient attachés par-dessus tout à la perpétuation de l'ordre légal et des formes traditionnelles de la vie politique »²⁶⁴.

Dans un premier temps, le Bogotazo réussit seulement à renforcer le bipartisme traditionnel, et à confirmer l'idée, partagée par de nombreux membres de la classe politique et des classes supérieures, que le peuple était « *naturellement violent, amoral, toujours prêt à retomber dans la bestialité, dans la pré-histoire (l'Histoire n'étant qu'un long combat contre la sauvagerie nègre et la "malice" indigène) s'il n'est pas encadré, surveillé, maté* »²⁶⁵. Symboliquement, le gouvernement interdit la *chicha*, la bière de maïs traditionnelle des Indiens et des métis²⁶⁶. Le 11 avril, le Président Ospina Pérez, dans son allocution d'investiture :

« Évoqua ce "jour de honte", de "barbarie", de "profanation" et de "lâcheté", où la Colombie s'était "humiliée aux yeux du monde civilisé", il flétrit "les éléments frénétiques et sauvages", "le vandalisme qui venait de réduire en cendres (...) tout ce qui faisait la fierté de la culture colombienne" (...) "le patrimoine moral de la République" »²⁶⁷.

Le gouvernement d'Union Nationale va durer seulement un an, jusqu'en mai 1949. Dans cet intervalle, les libéraux continuent d'être l'objet de persécutions de la part des conservateurs. Partout, les conservateurs tentent d'expulser par la force les libéraux des postes qu'ils occupent. Par exemple, en septembre 1949, un député libéral est assassiné dans l'enceinte du Congrès par une bande d'agitateurs liée aux conservateurs extrémistes²⁶⁸. Le président Ospina décide de suspendre les activités du Congrès et instaure l'état de siège. Le nouveau chef du parti libéral, Alberto Lleras Camargo, « *appela ses militants à rompre toute relation, aussi bien publique que personnelle, avec ceux de l'autre parti* »²⁶⁹. En 1949, des élections présidentielles anticipées sont organisées. Les libéraux décident de leur boycott. Laureano Gómez est alors élu, sans opposition, président de la République. Il est, selon les FARC, « *le pire des godos*²⁷⁰ *de l'histoire de la Colombie et le représentant du fascisme* »²⁷¹.

²⁶⁴ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000, p. 248

²⁶⁵ *Ibid.* p. 249

²⁶⁶ *Ibid.* p. 248

²⁶⁷ *Ibid.* p. 248

²⁶⁸ *Ibid.* p. 250

²⁶⁹ *Ibid.* p. 250

²⁷⁰ *Godo*: Manière méprisante de désigner les conservateurs.

²⁷¹ « Cronología de la Resistencia », *Revista Resistencia Edición Internacional*, edición 32, mayo 2004, (en ligne).

Pour Laureano Gómez, surnommé « le Monstre », le libéralisme était un horrible basilic, avec une tête communiste et des membres démagogiques :

« En Colombie, on parle encore du Parti Libéral pour désigner une masse amorphe, informe et contradictoire (...) que l'on peut seulement comparer à une création imaginaire d'époques révolues : le basilic. Le basilic était un monstre qui avait la tête d'un animal, le visage d'un autre, les bras d'un troisième, et les pieds d'une créature difforme, et l'ensemble formait un être si effrayant et horrible que le seul fait de le regarder causait la mort. Notre basilic se meut grâce à des pieds de confusion et de stupidité, sur des jambes de brutalité et de violence qui traînent son énorme ventre oligarchique ; avec une poitrine assoiffée de vengeance, des bras francs-maçons, et une petite, toute petite tête communiste : mais c'est la tête »²⁷².

C'est pourquoi, lorsqu'il assume la fonction présidentielle en 1950, il se donne pour tâche d'organiser et de mettre en œuvre la persécution violente de paysans libéraux dans diverses régions du pays. Pour réaliser cette tâche, le parti se sert d'organes armés de l'État, spécialement de la police, et de bandes privées comme les *pájaros* et les *chulavitas*. Les *chulavitas* sont à l'origine des soldats et des policiers du département de Boyacá qui ont gagné une triste réputation par leur férocité au service des conservateurs. Les élections de 1949, auxquelles les libéraux ne participent pas, sont l'opportunité idéale de les identifier : le parti conservateur fait apposer un sceau sur la carte d'identité des électeurs ayant effectivement voté. Ainsi, chaque personne que la police ou les bandes armées conservatrices trouvent sans cette marque sur sa carte d'identité est automatiquement signalée comme libéral et « sacrifiée sans pitié »²⁷³.

La violence des conservateurs n'est pas seulement exercée par la police, les *chulavitas* et les *pájaros*.

« Terrorisés par l'émeute, les conservateurs, dès qu'ils le purent, s'employèrent à se venger de ceux du 9 avril (*nueveabrileros*), cette racaille qui avait bien failli les balayer. Des bandes formées de très jeunes gens sans emploi, des ouvriers des haciendas conservatrices, ou des gardes du corps des caciques conservateurs, commencèrent à passer à tabac les *gaitanistes* en vue, puis tous les libéraux qui leur tombaient sous la main, brûlant leur maisons, saccageant leurs récoltes »²⁷⁴.

²⁷² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. pp. 255-256

²⁷³ García (Camilo), « Lo Sagrado y la Violencia : raíces de la violencia actual en Colombia », *Revista Número*, 2 novembre 2007 (en ligne).

²⁷⁴ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 256

Dans la municipalité de La Paz (Cundinamarca), se produit le massacre de La Paz. Ce jour là, Gabriel Vargas (libéral) est assassiné dans sa maison ainsi que trois de ses fils. Le plus jeune, âgé de 14 mois, est horriblement mutilé à coups de machette parce que son visage arborait après sa mort une grimace macabre. Les bandits s'étaient esclaffés à cette occasion, criant que l'enfant riait. L'un des enfants de la victime, retrouvé vivant après s'être caché sous le lit, est témoin de la scène ainsi que du meurtre de son père et de ses frères. Le 16 octobre 1949, la frange libérale de la population du village de Miraflores (Boyacá) est sommée de quitter le village dans les 24 heures. « *On exigeait des hommes leurs cartes d'identité qui étaient l'image de leur vie, un symbole de leur vie. Des jeunes femmes, leur vertu (...). Les cinq mille habitants du village prirent la fuite suivant Chelo Velásquez, les Bautista, le "Commandant Franco" et Dumar Aljuer* »²⁷⁵. Autant de paysans qui décident à cette époque d'organiser des groupes d'autodéfense et des commandos libéraux²⁷⁶ :

« En dépit d'une polarisation apparente, la diversité était toutefois très grande dans ces guérillas. Il n'existait quelquefois aucun type de relation entre elles. Elles formaient parfois des alliances très incertaines, mais avaient le plus souvent des rapports véritablement conflictuels car elles entendaient exercer jalousement leur pouvoir sur les régions. Les caractéristiques propres au caciquisme se transposaient ainsi dans les campements de la guérilla. Toute dissension interne se traduisait alors par la formation d'un nouveau groupe »²⁷⁷.

Les jours passent en réunions, recrutement d'ouvriers agricoles, entraînements, agitation politique, consignes d'autodéfense, contacts avec les chefs politiques, « résistance civile ». C'est « *une atmosphère trop tendue, déjà saturée d'explosifs mortels* ». Dans ce climat oppressant, les *muchachos* (« les garçons »)²⁷⁸, comme on les surnomme à l'époque, entrent en action. « *Los "del*

²⁷⁵ Manrique (Ramón), *Los días del terror*, Bogotá, Editorial ABC, 1955. p. 104

²⁷⁶ « Les meurtres de libéraux se multiplient de jour en jour et le gouvernement (...) intensifie l'extermination dans sa hâte de nettoyer le pays de tout élément libéral. Devant cette situation, les libéraux n'ont pas d'autre alternative que de s'organiser ou de périr. La seule façon de s'organiser pour survivre est la guérilla (...). Il n'y a déjà plus de chefs libéraux pour diriger la lutte armée, les guerres du siècle passé ne peuvent pas recommencer à se répéter ; maintenant c'est le peuple lui-même qui doit choisir, en son sein, ceux qu'il considère capables de le défendre. Pas même l'incendie des résidences des deux plus grands chefs libéraux, Carlos Lleras Restrepo et Alfonso López Pumarejo, n'a pu les mettre à la tête de leurs partisans dans la guerre qui s'est déclarée. Déjà, ce n'est plus le temps des grands chefs pour la guerre ». Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 107

²⁷⁷ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 43

²⁷⁸ L'expression continua d'être utilisée jusqu'aux années 2000, principalement dans le département de Boyacá, pour faire référence aux groupes de guérilleros des FARC et de l'ELN, quand la guérilla commença à s'attaquer d'une

monte”, “los muchachos”, se posent en défenseurs de la région, gardiens des paysans et “chefs de la liberté”. Ils imposent des quotas, partagent des récoltes, volent le bétail, exigent un soutien ». Deviennent alors célèbres les surnoms de « Pelusa », « Chaflán », « Piscasonsa », « Vencedor », « Belalcázar », « Llave seca », « Carnaval » et beaucoup d’autres, « tous travailleurs de fermes, commandés à distance depuis les villes par des caciques en colère qui n’avaient jamais lutté. Lutter... pour cela, il y avait les paysans, la glèbe des campagnes, chair de la démagogie, victime des intransigeances politiques, dont la mort obscure vide la patrie de son sang »²⁷⁹.

Dans la région des Llanos Orientales²⁸⁰ (région de plaines à l’est de la Colombie), les chefs des principaux groupes d’autodéfense et de guérillas mobiles se réunissent pour s’organiser et pour se mettre d’accord sur leurs prochaines actions armées. Les guérilleros nomment José Guadalupe Salcedo Unda, *El terror del Llano*, commandant suprême des forces révolutionnaires. Guadalupe Salcedo est un véritable symbole pour la guérilla colombienne à cette époque. Le point le plus important de cette réunion est l’approbation de la « Loi organisant la révolution dans les Llanos Orientales de Colombie »²⁸¹ (constituée d’une Première et d’une Seconde Loi des Llanos) d’inspiration purement communiste, élaborée par l’avocat Jorge Alvear Restrepo qui œuvre dans la région depuis octobre 1952 comme envoyé du Parti communiste. Ces lois contiennent des normes et des dispositions à caractère pénal et réglementaire, à destination des paysans, des éleveurs, de la population civile dans son ensemble mais aussi des élus, des autorités civiles, des militaires, régulant, entre autres dispositions, les délits et les peines, l’administration de la justice, et la vie de la « troupe ». Il est très intéressant de noter que l’un des sujets abordé par la Seconde Loi est celui des enfants naturels (non reconnus pour leur père biologique). Ses articles 10 et 20 disposent que « tous les enfants sont légitimes ». En lien avec la thématique de la

manière plus fréquente à la population civile et le gouvernement d’Alvaro Uribe Velez commença à utiliser le terme de « terroristes » pour les désigner.

²⁷⁹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 65

²⁸⁰ « La guérilla des Llanos est celle qui acquiert la plus grande structure politique et sociale dans le processus de lutte contre le gouvernement conservateur. En même temps, malgré cette caractéristique, il faut noter l’enthousiasme avec lequel elle accueille le gouvernement militaire, remet ses armes et disperse ses militants ». Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 109

²⁸¹ « Malgré tous ces freins, la formulation d’un projet de coordination se matérialisa dans les fameuses Lois de Guérillas des Llanos, véritable pilier de la résistance ». Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 46

reconnaissance, le sociologue Luis Recanses Siches analyse en 1960 ces dispositions de la façon suivante :

« Pour le développement de la personnalité de l'enfant, se voit supprimé, d'un seul coup, le facteur qui, même avant la séparation du ventre maternel, initie la frustration du nouvel être, considérant la façon dont notre société dévalorise le "fils *naturel*", le rabaisse face à l'enfant "légitime", alors que presque la moitié de la population a une semblable origine. Si la loi colombienne contribue au maintien d'une discrimination aussi absurde, que peut-on attendre de ceux désignés par ce qualificatif infamant ? Il est élémentaire de rappeler que ce qu'un individu croit que les autres pensent de lui est un facteur très important dans le développement de sa personnalité. Pour cela, la conduite de l'enfant peut parfois se convertir, jusqu'à un certain point, en un reflet de l'idée qu'il imagine que les autres ont de lui. Si ses parents lui disent qu'il est un enfant mauvais, il sera probablement un enfant qui se comporte mal »²⁸².

L'histoire des origines des FARC recouvre une territorialité spécifique qui, pour l'essentiel, englobe la violence développée dans les départements du Tolima, du Huila et du Cauca²⁸³. Les paysans persécutés s'organisent d'abord pour préparer leur défense et ensuite pour passer à l'offensive. Mais, sur le fond, leur lutte poursuit un objectif pour « *la survie et le droit de vivre* ». Il n'y a pas de stratégie ou d'objectif concret qui unifient l'organisation nationale et l'on pourrait presque dire qu'il n'y a même pas d'idéologie politique derrière le mouvement d'autodéfense. Dans ces régions :

Les « paysans, abandonnés par le parti politique libéral, ne pouvaient ni matériellement ni intellectuellement créer une organisation politique et seul l'instinct de survie les unifie. Cependant, leurs idées partisans libérales soutenaient en eux l'espoir que leurs chefs et leur parti prendraient la tête de cette lutte. Les chefs intermédiaires intercédèrent auprès des grands chefs mais il se produisit des conversations dont il ne ressortait que des orientations abstraites et contradictoires ; cependant les masses libérales interprétaient le fait que des membres du parti les plus proches aient des entretiens avec les grands chefs comme un appui à leur lutte. La guérilla était, alors, comme une organisation libérale qui croyait qu'elle devait lutter pour la "liberté". Et cette "liberté" était quelque chose d'abstrait, un peu idéal, quelque chose qui existait avant et que le parti conservateur au gouvernement avait arraché au peuple pour avoir été libéral »²⁸⁴.

²⁸² Recasens Siches (Luis), *Sociología*, México, Editorial Porrúa, 1960. p. 476. Cité par Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 237

²⁸³ Medina Gallego (Carlos), *FARC-EP : Notas para una historia política*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2009. p. 73

²⁸⁴ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 108

Le premier mouvement communiste d'autodéfense armée (à partir duquel, avec des éléments libéraux, vont se former les FARC en 1964) apparaît en 1949, sous la direction de Isauro Yosa, dans la municipalité de Chaparral (Tolima), en tant que « réponse à la politique de sang et de feu du régime »²⁸⁵. Le parti communiste, bien implanté dans certaines zones rurales depuis 1920, veut profiter de la conjoncture favorable de la violence de 1949 et envoie des émissaires dans diverses parties du pays pour organiser la « guérilla » avec pour objectifs de capitaliser le conflit et de parvenir à un contrôle absolu du mouvement paysan. Les communistes forment non seulement leurs propres troupes d'autodéfense ou guérillas mais tentent aussi d'influencer les guérillas libérales. Dans le village de Viotá (Cundinamarca), une « École de Cadres » est mise en place, où de nombreux chefs guérilleros reçoivent un entraînement militaire²⁸⁶.

Au début (avec le temps la relation entre le libéralisme et le communisme va se détériorer), le fait que les deux groupes (libéral et communiste) soient victimes de la répression officielle favorise la création de liens entre eux : en 1950, les détachements communistes Isauro Yosa et Fermín Charry Rincon (« Jacobo Prías Alape », alias « Charro Negro ») s'allient aux libéraux de Gerardo Loaiza et les Garcías, formant le commando El Davis dans le cañon du Cambrín (Tolima) avec un État-Major unifié. Plus tard, le libéral « Manuel Marulanda Vélez » s'allie aussi à ses pairs guérilleros²⁸⁷.

Pedro Antonio Marín, « Manuel Marulanda », était réputé diriger le groupe le mieux organisé et combatif de résistance et les communistes cherchaient à renforcer leur collaboration avec cette unité à cause de l'efficacité militaire démontrée. Selon Ciro Trujillo, membre fondateur des FARC :

« Marín comprit rapidement la tactique des *chulavitas* et imprima à son groupe une grande mobilité, ce qui leur était facile parce que, tout en étant peu nombreux, ils n'avaient pas de familles avec eux qui les ralentissaient. L'apport de cette formation ne pouvait être rejeté et tous partageaient la position de l'État-Major de lui apporter toute l'aide possible afin qu'il se renforce, bien qu'il se maintînt à l'intérieur de conceptions tactiques et politiques initiales de nature libérale »²⁸⁸.

²⁸⁵ « Cronología de la Resistencia », *op.cit.*, 2004.

²⁸⁶ *Treinta años de lucha del Partido Comunista de Colombia*, Bogotá, Comité Central del Partido Comunista en Colombia, 1960. p. 96

²⁸⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 79

²⁸⁸ *Ibid.* p. 80

Cependant, l'État-Major d'El Davis, constitue une exception puisqu'en général il n'existait aucune coordination entre les commandos : « *chaque localité livrait avant tout son propre combat (...). Le processus global de résistance se déroulait constamment dans un contexte de violence diffuse ou, pour reprendre Hobsbawm²⁸⁹, de violence pré-politique comme le banditisme, la délinquance et la criminalité* »²⁹⁰. Très vite,

« Il devint impossible de faire la différence entre la violence proprement politique, les vengeances familiales et claniques, et la délinquance commune²⁹¹. Les biens des victimes étaient systématiquement pillés ; les malfaiteurs jouissaient d'une impunité de fait à condition de prétendre agir pour un parti et de choisir leurs victimes parmi les ennemis de ce parti. La police, occupée à massacrer les libéraux, négligeait ses tâches traditionnelles : les vols de bétail, notamment, se multipliaient »²⁹².

Bien qu'il soit certain que les forces étatiques et paraétatiques conservatrices (*chulavitas, pájaros*) profitaient de leur pouvoir pour exercer la violence, « il serait injuste de faire assumer aux *godos* (conservateurs) toute la responsabilité de la Violence, car les exactions des *cachiporros* (libéraux) dépassèrent très vite le cadre de la légitime défense, pour égaler en sauvagerie celles de leurs ennemis héréditaires »²⁹³. A la différence des guérillas de la révolution mexicaine, où la terreur était politiquement contrôlée, en Colombie la résistance déroge seulement à de rares exceptions à la logique de la terreur²⁹⁴.

Pendant ce temps, au centre du pays, les forces militaires organisent un coup d'état. Le 13 juin 1953, le Général Rojas Pinilla assume la Présidence de la Colombie, lors de ce que les historiens appellent un « coup d'opinion »²⁹⁵, grâce à l'hostilité d'une majorité de la société colombienne à l'égard du président conservateur Laureano Gómez, le coup d'état militaire recevant même l'appui de deux leaders conservateurs : Mariano Ospina Pérez et Gilberto Alzate Avendaño. Pour cette raison, la succession du pouvoir prend une forme pacifique : « *À l'exception des dernier fidèles de Gómez, la classe politique accueillit*

²⁸⁹ Hobsbawm (Eric), *Rebeldes Primitivos, Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Barcelona, Editorial Ariel, 1983.

²⁹⁰ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p.43

²⁹¹ « A cette période, le banditisme fleurit aussi comme phénomène résiduel de la violence bipartite ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 113

²⁹² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 260

²⁹³ *Ibid.* p. 256

²⁹⁴ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 45

²⁹⁵ García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

*favorablement la prise du pouvoir par l'armée considérée comme une institution "raisonnable" et neutre dans le conflit (malgré l'assistance prêtée aux conservateurs dans la répression, ex officio) »*²⁹⁶. La situation se présente désormais ainsi : les conservateurs appuient Rojas pour assurer leur position officielle ; les libéraux, pour « sauver leur vie »²⁹⁷, saluant d'ailleurs le 13 juin comme une date de « libération nationale ». La presse, les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* présentent le nouveau Président comme un « Second Libérateur » (à l'image de Simón Bolívar). Rojas Pinilla semble bénéficier alors du soutien et de la confiance de la majorité des colombiens. Dans sa première allocution, il déclare en premier lieu : « *Assez de sang, assez de pillages au nom d'un parti politique. Paix, justice et liberté* »²⁹⁸.

Dés le départ, le gouvernement militaire entreprend une intense campagne pacifiste pour en finir avec la subversion²⁹⁹. Parmi ses premières mesures, il décide de « nationaliser » la police (qui était antérieurement recruté à un niveau départemental favorisant le clientélisme et l'action violente bipartite). Le 19 juin 1953, le gouvernement déclare une amnistie générale en faveur de « tous les individus qui, d'une façon ou d'une autre, se sont compromis dans des faits subversifs contre l'ordre public et qui se présentent volontairement devant les autorités militaires, en remettant leurs armes »³⁰⁰.

L'amnistie générale promulguée par le gouvernement est bien accueillie par de nombreux guérilleros libéraux et communistes désireux avant tout de retrouver leurs terres. Dans le Tolima, les groupes de Tiberio Borja (*Comandante Córdoba*), Andrés Espinosa (*Coronel Mariño*), Leonidas Borja (*Teniente Tranquilo*), Jaime Borja (*Sargento Cariño*), Leonidas Borja (*El Lobo*), Emilio Gordillo (*Sargento Veneno*), et Juan de la Cruz Varela (avec environ 380 combattants) déposent les armes et se livrent au gouverneur militaire. Selon le prêtre Germán Guzmán, « *ce ne fut pas une reddition mais un pacte de gentlemen (...) ils étaient des hommes de*

²⁹⁶ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000, p. 264

²⁹⁷ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968, p. 159

²⁹⁸ *Ibid.* p. 141

²⁹⁹ « Outre les mesures de grâce accordées, de nature juridique, le gouvernement organise un Bureau de Réinsertion et de Secours avec des antennes dans les départements concernés. Afin de rétablir la propriété de la terre, des bourses de travail, la Réinsertion Physique et Sociale et la Protection maternelle-infantile. Mais le plan était voué à l'échec par manque de crédits. L'aide officielle se révéla précaire, insuffisante et transitoire ». *Ibid.* p. 157

³⁰⁰ *Ibid.* pp. 141-142

*pelo en pecho*³⁰¹ [référence à des valeurs viriles] qui ne sont pas nés pour supporter les tyrans »³⁰².

Les guérilleros d'El Davis (Tolima), dirigés par Fermín Charry Rincon (« Jacobo Prías Alape » ou « Charro Negro »), Isauro Yosa, leaders communiste, les frères Loaiza et Pedro Antonio Marín (« Manuel Marulanda Vélez » ou « Tirofijo »), des leaders libéraux, discutent de l'option d'accepter l'amnistie³⁰³. Une scission se produit alors entre ceux qui pensent qu'il n'est plus nécessaire de continuer à lutter, Rojas ayant « décrété la Paix », et ceux qui soulignent la nécessité de se maintenir et de développer la lutte armée. Ainsi, se dissout le premier État-Major des guérillas colombiennes : les frères Loaiza décident de déposer les armes, pendant que les groupes de « Manuel Marulanda », « Charro Negro » et Isauro Yosa (auxquels se joindra par la suite Ciro Trujillo) décident de continuer la lutte et se déplacent vers le département du Caldas. Mais leurs effectifs ont fortement diminué: de quatre-vingt hommes qui composaient le groupe, seuls restent vingt-six combattants dans la guérilla³⁰⁴. « Charro Negro » explique de cette façon la décision de continuer le combat :

« Nous avons décidé de continuer la lutte parce que nous savions que ce gouvernement n'était pas celui dont nous, les colombiens, avons besoin. C'étaient les militaires qui avaient pris le pouvoir et, par conséquent, ils allaient continuer à nous persécuter. Cela allait arriver à très court terme. L'amnistie ou la grâce ne sont seulement qu'une supercherie ou un piège pour tenter d'en finir avec le mouvement guérillero »³⁰⁵.

³⁰¹ « Avec des poils sur la poitrine ».

³⁰² Guzmán Campos (Germán), *Op.cit.*, 1968. p. 142.

³⁰³ La guérilla communiste du Sud du Tolima continue le processus d'exception comme le raconte Guaraca: « Nous, dit Guaraca, nous partions en commission vers le Huila avec Charro Negro qui était notre commandant à El Davis (...). Le lendemain, ils appelèrent Charro Negro et Manuel Marulanda, se réunirent pendant trois jours, et décidèrent d'une série de plans selon lesquels ils allaient continuer de lutter dans le futur. Le jour suivant, Charro Negro en personne vint là où nous nous trouvions et nous fit mettre en formation. Ensuite, il nous dit : - un gouvernement militaire vient de se former, présidé par le Général Gustavo Rojas Pinilla. Il a décrété une grâce pour tous ceux ayant pris les armes. La direction du mouvement a conçu des plans pour continuer. En conséquence, nous avons décidé de faire partie de ces plans. Mais comme vous tous avez ses familles à El Davis, qui veut aller les retrouver et les laisser dans les fermes, peut le faire. Ceux qui veulent continuer la lutte avec nous peuvent le faire aussi, mais que ce soit de manière volontaire et consciente pour ne pas le regretter par la suite. Que ceux qui veulent poursuivre la lutte avec nous fassent un pas en avant. Il y avait une formation de quatre-vingts guérilleros qui allait avec Charro Negro et Marulanda Vélez. Seuls neuf firent un pas en avant, parmi eux Jaime Guaraca. Parmi les quatre-vingts, il y avait aussi les frères de Jaime : Marco Antonio et Jesús. Ceux-ci manifestèrent le désir de retourner de nouveau à El Davis pour retrouver leurs parents et leurs soeurs. Ainsi, seuls neuf guérilleros restèrent à ce moment là en compagnie de Charro Negro et de Marulanda Vélez. Parmi ceux qui retournèrent à El Davis, beaucoup y demeurèrent et seuls quelques uns revinrent pour continuer la lutte ». Arango (Carlos), *FARC, veinte años : de Marquetalia a La Uribe*, Bogotá, Aurora, 1984. p. 12

³⁰⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 82

³⁰⁵ *Ibid.* p. 84

Dans le Caldas, Isauro Yosa et Alfonso Castañeda « Richard », guérillero communiste, retournent travailler comme paysans mais conservent leurs armes : « *bien qu'ils fussent au repos, ils n'allaient pas non plus les remettre parce que nous savions que très vite nous recommencerions à en avoir besoin* »³⁰⁶.

Dans le cas des groupes dirigés par Guadalupe Salcedo, celui-ci prend la décision d'accepter l'amnistie du gouvernement (ce qui contraste avec les groupes d'El Davis, Tolima, dont la décision de continuer la lutte ou de l'arrêter est prise en commun par l'ensemble des guérilleros³⁰⁷) amenant 1 489 combattants à se livrer. Ainsi, se poursuit la concrétisation du processus de pacification dans les Llanos Orientales (dans la zone de la frontière avec le Venezuela). La reddition de ces guérilleros et de quelques groupes du Tolima accélère le retour à la tranquillité dans beaucoup d'autres régions. Par exemple, dans le Santander, les guérillas de Rangel Gómez, de Trille García (*Sombranegra*) et de Piedrahita se rendent, achevant de démanteler le mouvement dans la région. Même chose dans le Cundinamarca avec la guérilla de Drigelio Olarte.

En même temps, un nombre croissant de militaires commence progressivement à s'emparer des postes clés du gouvernement au niveau central et départemental (tous les gouverneurs départementaux sont des militaires nommés par le pouvoir exécutif). À l'intérieur de ce groupe, « *quelques éléments sanguinaires sont restés présents, achevant de perdre les projets initiaux de Rojas. Il manqua d'énergie pour se défaire de beaucoup de ses collaborateurs habitués à la répression sanglante depuis les administrations immédiatement antérieures. Cette équipe de scélérats plongea à nouveau la patrie dans l'abîme du crime* »³⁰⁸. En effet, les forces de l'ordre commencent à réagir de manière violente lors de la tenue de manifestations à caractère social. Par exemple, le 8 juin 1954, une manifestation en l'hommage d'un étudiant de l'université assassiné par la police 30 ans auparavant est organisée à Bogotá. Durant la marche estudiantine, un

³⁰⁶ *Ibid.* p. 84

³⁰⁷ « Nous nous trouvons ici avec un autre type de mouvement guérillero. En premier lieu, sa direction collective, pour prendre une décision, il y a une réunion et une discussion comme le confirme Guaraca. Trois jours pour délibérer sur la nouvelle situation politique du pays, à la différence de la décision personnelle de Guadalupe Salcedo dans les Llanos. Et un critère clair et révolutionnaire sur le caractère du nouveau gouvernement et le mensonge qui peut être vu dans l'amnistie. La leçon des amnisties dans notre pays a vraiment été tirée par les guérilleros. Par ailleurs la notification aux guérilleros de ce que la nouvelle étape requiert une volonté consciente pour pouvoir poursuivre la lutte ». Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 109

³⁰⁸ Puentes (Milton), *Historia del partido Liberal Colombiano*, 2da Edición, Bogotá, Editorial Prag Bogotá, 1961. p. 645

affrontement se produit avec la force publique causant la mort d'un étudiant, Uriel Gutiérrez Restrepo, sur le campus de l'Université Nationale de la Colombie. Le 9 juin 1954, c'est-à-dire le jour suivant, durant une manifestation de protestation, les patrouilles de l'armée ouvrent le feu à bout portant contre le groupe d'étudiants « *qui portait seulement des livres et des banderoles (...). Il semble que l'erreur stupide consista en l'utilisation pour contenir les manifestants, d'un bataillon qui venait de rentrer de Corée, avec des soldats habitués au meurtre et à la cruauté implacable, trop portés aux actions rapides* »³⁰⁹. A Pueblo Nuevo (dans la localité de Sumapaz-Bogotá), des anciens combattants guérilleros sont convoqués afin de recevoir le sauf-conduit officiel leur rendant l'usage complet de leurs droits civiques. Alors qu'ils patientent sur une place, l'armée fait feu depuis les toits tuant 90 paysans. Dans les régions interviennent d'autres faits de violence: dans le Tolima, le chef guérillero David Agudelo Cantillo (*Capitan Triunfador*), qui collabore avec le gouvernement au projet de pacification, est assassiné par la police. Dans ce même département, dans la municipalité de Roncesvalles, des témoignages rapportent que l'armée a habillé des paysans avec des habits militaires pour les faire passer pour des guérilleros avant de les assassiner. Le témoignage suivant a été recueilli auprès d'un moribond par le prêtre Octavio de Jesús Olarte dans la paroisse de Roncesvalles :

« Je m'appelle Rosendo Téllez Rubio, fils de Silvestre Rubio (...). Je vais mourir et ma conscience ne me fait pas grief d'avoir tiré sur personne. Cherchant à gagner ma vie je suis sorti de Playarrica pour la ferme de Guillermo Duque parce que là ils payaient mieux. Ici, l'armée nous a surpris sans combat parce qu'il n'y avait pas d'armes; nous nous préparions à partir pour le travail. Les soldats firent usage de quelques vêtements militaires pour nous déguiser et pour nous désigner comme *chusmeros* [guérilleros] à la population de Roncesvalles (...) après nous avoir sortis de la prison, ils nous tirèrent dessus sur ordre du sergent »³¹⁰.

Plus de cinquante ans après, sous le gouvernement d'Alvaro Uribe, un cas similaire s'est produit avec les « faux positifs », *falsos positivos*, à savoir des civils tués par la police, l'armée ou des groupes paramilitaires, pour être comptés comme membres des guérillas afin d'améliorer les statistiques de la lutte contre la subversion.

³⁰⁹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. pp. 159-160.

Selon les idées du Général Rojas Pinilla, face à l'échec politique et social des partis traditionnels, le binôme « peuple-forces militaires » devait permettre de réaliser les changements urgents dont le pays avait besoin. Mais très vite, les éléments les plus radicaux des forces armées imposent leur propre vision fondée sur une confiance absolue dans la supériorité des armes afin de démontrer leur domination incontestable³¹¹. Selon Germán Guzmán,

« Pour le malheur de la Colombie, une paix stable n'a pas été établie. Il a été obtenu difficilement une trêve, un cessez-le-feu (...). Il est resté ainsi une masse de gens avec une disponibilité étonnante pour le conflit armé, une irritabilité presque malade, aggravée par une méfiance dans les mesures officielles, propre aux paysans dont la mentalité conformiste s'est transformée en une psychologie altérée de rancuniers »³¹².

Durant cette période, la violence ne se limite pas à la répression exercée par les forces militaires. Trois autres types d'affrontements violents peuvent être identifiés : en premier lieu, le phénomène du banditisme s'aggrave durant cette époque; en deuxième lieu, l'affrontement continu entre les libéraux et les conservateurs; et en troisième lieu, commence une rivalité armée entre les libéraux qui se considèrent eux-mêmes comme les « propres » (*limpios*) et les communistes ou « communs » (*comunes*).

En ce qui concerne le banditisme, certains des groupes armés qui ont commencé leur activité comme groupes de défense (ou d'attaque), dans le contexte de la violence partisane, se livrent peu à peu à des activités illégales plus proches de la délinquance de droit commun que de la guérilla : extorsions, enlèvements, vol de bétail, expropriation de terres par la force ou les menaces... Par ailleurs, les bandits ne craignent pas l'armée dont ils raillent l'armement vétuste, disant qu'en comparaison avec leurs armes celles des militaires « *faisaient moins de dommages que s'ils leur jetaient des pierres* ». Ils se rendent ouvertement dans les villages les jours de marché et là « *chacun exhibait les billets et dépensait l'argent avec prodigalité en coups à boire et en femmes (...) quand celui-ci leur manquait, ils retournaient dans la montagne* »³¹³.

³¹⁰ *Ibid.* p.160

³¹¹ *Ibid.* p.162

³¹² *Ibid.* p.157

³¹³ *Ibid.* p.162

En relation avec la violence bipartite, une année seulement après l'amnistie accordée par le gouvernement de Rojas Pinilla, les chefs des groupes armés et des guérilleros libéraux³¹⁴ commencent à être assassinés par des auteurs inconnus. Cela amène beaucoup de paysans libéraux à reprendre de nouveau les armes. Les guérillas libérales et communistes qui repartent au combat sont mieux organisées que celles de la période précédente. Dans le Tolima :

« Il y a des secteurs où la *chusma* [la "racaille", c'est à dire, les guérilleros] opère sur la route, habillée en policiers, cherchant des éléments conservateurs (dont ils ont les noms sur des listes). S'ils réussissent à trouver les individus recherchés par eux, ils les emmènent soi-disant pour les présenter aux autorités. Les dits conservateurs ne sont plus jamais aperçus par la suite (...) La *chusma* s'est convertie en super-état, avec une force irrésistible pour son action d'intimidation et de revanche (...). Les conservateurs ont du abandonner leurs propriétés et émigrer vers d'autres régions. Ils ont l'impression d'avoir été complètement abandonnés par le gouvernement »³¹⁵.

Finalement, un phénomène nouveau caractérise l'époque du gouvernement de Rojas Pinilla : l'affrontement entre certaines guérillas libérales et les guérillas communistes. Durant la période précédente, sous le gouvernement conservateur :

« La similitude entre l'action des libéraux et celle des membres du parti communiste créait des liens entre des mouvements d'autodéfense et une guérilla mobile qui commençait à émerger. Ces liens restaient limités par le souhait des paysans de préserver leur biens et de les défendre, mais seulement en cas d'attaque. Longtemps, être libéral ou communiste signifiait rejeter un système contraignant (...). Cette identité commune se fissa lorsque les libéraux demandèrent à leurs troupes d'accepter les offres de paix du chef de l'État de l'époque, le général Gustavo Rojas Pinilla »³¹⁶.

Au début de 1953, Martín Camargo et Pedro Vásquez Rendón, cadres délégués du Comité Central du parti communiste colombien (PCC) sont envoyés dans le Tolima pour impulser l'insurrection armée et la transformer en forme principale de lutte³¹⁷. Cependant, certains guérilleros libéraux, s'apercevant de la direction prise par les événements et de l'influence croissante des communistes, commencent à s'affronter avec eux. Les récriminations mutuelles donnent naissance aux surnoms que les libéraux choisissent pour se désigner: les « propres » par opposition aux

³¹⁴ García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

³¹⁵ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 161

³¹⁶ Drouhaud (Pascal), *FARC : Confessions d'un guérillero*, Paris, Choiseul, 2008. p. 27

³¹⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*. 2009. p. 81

communistes, les « communs »³¹⁸. L'échange de lettres ci-dessous entre les communistes et les libéraux est révélateur. D'abord, les « communs » écrivent aux « propres » :

« Vous affirmez que votre mouvement veut servir de refuge à tous les persécutés. La vérité est qu'il n'y a que des voleurs et des assassins. Il suffit de se souvenir des tueries de Herrera où vous avez laissés pour mort des citoyens d'ici, (...), uniquement pour s'emparer de leurs économies. Dans le canyon du Saldaña, des cadavres se retrouvent quotidiennement de ceux-là même qui font partie du mouvement. *Culebrín* a assassiné quantités de libéraux, *Saltarín* a tué une jeune femme libérale de Praga pour le seul fait de ne pas s'être laissée séduire par lui. Beaucoup de femmes se dressent contre vous pour protester contre le viol de leurs filles ».

Et les « propres » (libéraux) répondent :

« Il n'importe pas que nous ayons à supporter la propagande mensongère de l'ennemi le plus dangereux actuellement pour le parti libéral qui sont les communs. Ils sont les plus dangereux parce qu'ils sont protégés par notre glorieux drapeau, et, abusant de notre nom, ils nous discréditent et nous divisent. Nous devons être plus vigilants et prêts à repousser leurs attaques quel qu'en soit l'aspect. Les bandits sont ceux qui affirment que tout appartient à tout le monde et que les choses ne sont pas la propriété du propriétaire mais de celui qui en a besoin »³¹⁹.

Les différences entre les guérillas libérales et communistes commencent à être instrumentalisées par l'armée et les partis. Devant le refus des guérilleros communistes, d'accepter l'amnistie du Gouvernement Rojas et de remettre leurs armes, la persécution débute et ce sont les « propres » qui la mènent à bien, devançant même l'armée du gouvernement pour la réaliser. « *La guérilla libérale "propre" passa plus de temps à combattre les communs "sales" ou les groupes communistes, que les conservateurs (...). La plupart des guérilleros et des bandits matérialisait la désorganisation sociale rurale et non les aspirations sociales* »³²⁰.

Cependant, dans les régions spécialement affectées par l'action de l'armée, des bandits, des guérillas conservatrices, des guérillas libérales, des *pájaros*, les groupes communistes accueillent les paysans sans se préoccuper de leur affiliation

³¹⁸ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 223

³¹⁹ *Ibid.* pp. 223-224

³²⁰ Les alliances et les conflits durant l'époque de *La Violencia* ne sont ni clairs ni stables. Par exemple, « pour la guérilla libérale, les chulavitas (conservateurs) sont évidemment de plus grands ennemis que ces messieurs libéraux locaux ». Cependant, « dans les Llanos Orientales les fermiers libéraux arrivèrent à la conclusion, pendant la révolte de 1949-1953, que les gens sans bétail et les unités de guérilleros libéraux représentaient un danger beaucoup plus sérieux que le gouvernement conservateur ». García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

politique. Par exemple, dans les zones où agissent *Mariachi* et *Casaverde* (guérilleros libéraux chargés de s'assurer de la reddition des groupes qui avaient refusé de remettre leurs armes), les paysans expulsés de leurs terres sont accueillis par le communiste « Charro Negro », « à l'unique condition de ne déranger personne avec leurs opinions politiques ou religieuses ». « Charro Negro » disait :

« Là-bas, ils s'entretuent (...). Ici personne ne les poursuit. Nous leur donnons une parcelle de terre, des médicaments, ce que nous pouvons et nous les protégeons avec notre autodéfense. Les bénéficiaires doivent se soumettre à un communisme protecteur, paternaliste qui les oblige à assister tous les lundis à la conférence du commissaire politique chargé du travail d'endoctrinement »³²¹.

Les paysans et les guérilleros qui font partie des groupes communistes se définissent de la manière suivante :

« Je suis communiste. Je suis libéral communiste. Moi, conservateur communiste. Moi, protestant communiste. Moi, catholique communiste... Ainsi, ils exprimaient leur situation idéologique dans une grande confusion mentale, mais il est indéniable que tandis qu'ici, ils vivaient ensemble et s'appelaient "compagnons", dans d'autres régions ils se seraient entretués (...) comme des fauves »³²².

En 1955 le Parti communiste Colombien est déclaré illégal et les régions où il possède une base sociale sont considérées comme zones de guerre et soumises à ce titre à des bombardements indistincts³²³. Face de la répression de l'armée et les bombardements, quelques prêtres du Tolima, d'Antioquia et des Llanos Orientales, adressent au gouvernement un message dans les termes suivants :

« Le pire système qui peut s'installer dans une campagne de pacification est celui que vous êtes en train de mettre en place, parce que les attaques indiscriminées contre les habitants des régions, les violations inouïes dont ils ont l'habitude d'être les victimes, l'incendie de leurs maisons, le vol de leurs animaux, le meurtre et les viols, font que les gens trouvent préférable de se joindre aux guérillas et de mourir en luttant, plutôt que de supporter indéfiniment un tel traitement »³²⁴.

Pendant cette même année, 1955, « Charro Negro » se déplace vers la zone de Marquetalia et commence la fondation d'un groupe d'autodéfense (la différence avec les guérillas mobiles consiste en ce que les groupes d'autodéfense sont aussi composés de civils, de femmes et d'enfants, qui réalisent des tâches économiques –

³²¹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968, p. 224

³²² *Ibid.* p. 224

³²³ *Ibid.* p. 105

³²⁴ *Ibid.* p. 85

semailles, soin des animaux – et sociaux – éducation, services médicaux ou sanitaires, etc. –). Marquetalia, est une zone située dans la cordillère centrale, circonscrite dans les limites des départements du Tolima, du Huila et du Valle del Cauca. Dans la région d’El Davis, il existait une organisation plus solide avec des groupes plus grands, mieux armés mais l’action de l’armée et des « propres » avait réduit progressivement leur capacité d’action. L’axe « révolutionnaire » se déplace donc vers Marquetalia. Se joignent au mouvement agraire de Marquetalia : « Manuel Marulanda » et Isauro Yosa, respectivement nommés chef militaire et politique du mouvement³²⁵.

Pendant ce temps, le Général Rojas Pinilla cherche à consolider son pouvoir et à s’émanciper de l’influence des partis traditionnels. En 1957, l’équipe de ministres militaires entourant Rojas commet l’« erreur » de publier un communiqué, « au goût de la caserne, rude et autoritaire » : « *Rojas Pinilla, Président de 1958 à 1962, par décision immuable des forces armées* »³²⁶. Les partis traditionnels et les secteurs politiques avaient pensé initialement que l’occupation du pouvoir par le général General Rojas Pinilla serait seulement temporaire: « *pour les politiciens, volontiers méprisants envers les militaires, le passage de l’armée au pouvoir ne pouvait être que bref, le temps de remettre de l’ordre dans le pays ; après ils reprendraient leurs jeux traditionnels* »³²⁷. Or, les actions de Rojas et des autres militaires³²⁸ participant au gouvernement semblaient prouver le contraire.

Les hommes politiques traditionnels des deux partis, conservateur et libéral, commencent à s’organiser pour destituer Rojas. Le 24 juillet 1956, Laureano Gómez (conservateur) et Lleras Camargo (libéral) signent le pacte de Benidorm dans lequel ils reconnaissent les responsabilités mutuelles des deux partis dans la

³²⁵ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 82

³²⁶ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 200

³²⁷ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 264

³²⁸ Pendant le gouvernement de Rojas, « la répression reprit, mais changea d’aspect : l’armée y prit une part de plus en plus active. Traditionnellement légaliste, au départ peu nombreuse (15 000 hommes environ en 1948) et dépourvue de prestige car la plupart des officiers étaient d’origine sociale modeste, elle était restée dans l’ombre du pouvoir jusqu’en 1953 ; cependant elle en était venue à occuper une place de plus en plus importante dans la vie du pays, notamment parce que des militaires étaient nommés à la tête des municipalités les plus agitées. De plus elle avait acquis un prestige nouveau, du fait de sa participation à la guerre de Corée: la Colombie, toujours fidèle alliée des Etats-Unis, avait été le seul pays latino-américain à envoyer un bataillon dans ce pays, en 1951. Bien approvisionnée en matériel moderne et bien conseillée par les Nord-américains, l’armée colombienne croissait en nombre (elle comptait 32 000 hommes en 1956) et prenait de l’assurance ; ce qui commençait à inquiéter sérieusement les politiciens, peu désireux que leur pays ne devînt une nouvelle Argentine ». *Ibid.* p. 265

grave situation que connaît le pays et établissent une trêve. Le 20 mars 1957, dans un manifeste conjoint (Pacte de Mars), ils déclarent la non-conformité de la candidature de Rojas pour un second mandat présidentiel et lui opposent un candidat conjoint Guillermo León Valencia (du parti conservateur). Ils exigent des élections libres de Rojas Pinilla. Les industriels appuient le manifeste conjoint ainsi que les banquiers. Treize journaux cessent de paraître. Les professeurs et les étudiants protestent contre les « procédés attentatoires à la liberté et la dignité des personnes » utilisés par les militaires. Le mouvement de rejet se généralise et la grève gagne les entrepreneurs, les banquiers, les industrielles, les commerçants, les travailleurs, les étudiants. La grève produit son effet et le 10 mai 1957, Rojas laisse le gouvernement du pays aux mains d'une assemblée de cinq généraux. Sa chute produit des faits de violence dans quelques villes du pays.

La Junte Militaire de Gouvernement assume la présidence tandis que de nouvelles élections sont organisées et que les partis politiques traditionnels mettent au point une nouvelle stratégie. En juillet, les leaders des deux organisations, Alberto Lleras (libéral) et Laureano Gómez (conservateur), signent le pacte de Sitges, dans lequel il est proclamé entre autres que :

« Aucun des partis traditionnels de Colombie n'accepte que le crime puisse être utilisé pour son développement et sa prépondérance. Les méfaits qui ont été commis dans ce dessein doivent être ouvertement rejetés et réprimés par l'une et l'autre des collectivités, (...) parce que leur impunité affecte le respect dans la République et ternit ces mêmes partis au nom desquels ils sont prétendument commis (...) la tranquillité publique ne pourra pas être établie tant que le pays n'aura pas la conviction incontestable que doit régner une justice dépassionnée, clairvoyante et ferme qui annihile le phénomène lamentable de mépris de la vie humaine et supprime le profit tiré de n'importe quel genre de délits pour l'enrichissement personnel des délinquants (...) et pour cela, il convient de réaliser une réforme constitutionnelle qui permette l'alternance des partis au pouvoir, la parité politique dans les organismes publiques et les ministères et que soit créée la carrière de service civil³²⁹.

Les premières élections tenues sous l'empire de cet accord sont organisées durant le premier semestre de 1958 et le président élu doit entrer en fonction le 7 août 1958. Naît ainsi le Front National :

³²⁹ « La filiation politique ne pourra pas déterminer la nomination à un emploi ou une charge publique de la carrière administrative, ni une destitution ou une promotion ». Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 202

« Aux quatre prochaines présidentielles, les deux partis présenteraient un candidat commun: ainsi deux présidents conservateurs alterneraient avec deux présidents libéraux (...) mais chaque parti gardait son autonomie (...) ainsi les conservateurs et les libéraux (...) ne formaient plus pour seize ans qu'un étrange parti unique du genre siamois, pourvu d'une seule tête, de deux visages distincts et de deux corps étroitement mêlés l'un à l'autre »³³⁰.

Le premier président du Front National est le libéral Alberto Lleras Camargo (1958-1962), puis suivent, le conservateur Guillermo León Valencia (1962-1966), le libéral Carlos Lleras Restrepo (1966-1970) et le conservateur Misael Pastrana Borrero (1970-1974).

Le premier gouvernement du Front National a entraîné une pause, un arrêt supplémentaire « dans la lutte fratricide du peuple colombien »³³¹. Comme le décrit Jean-Pierre Minaudier :

« Dans les campagnes, l'anarchie recula rapidement après l'instauration du Front National qui assura à chaque clientèle un peu de pouvoir et à chaque communauté un minimum de sécurité. Bien sûr, dans certaines régions isolées, les *godos* et les *cachiporros* continuèrent à faire le coup de feu jusque dans les années 1970. Mais dans l'ensemble, au début des années 1960, les *pájaros* et les *chulavitas* se rangèrent, prirent de paisibles retraites comme gardes d'haciendas, ou entreprirent de jouir tranquillement des fortunes qu'ils s'étaient bâties. Bien peu furent inquiétés. Certains se recyclèrent dans la délinquance de droit commun ; leurs héritiers actuels sont les sicaires, les tueurs appointés des trafiquants de drogue »³³².

En ce qui concerne les militaires, l'armée constitue des groupes de contre-guérillas (appelées « guérillas de paix ») et contribue à la formation de groupes d'autodéfense paysans contre les exactions de guérilleros et de bandits. Au même temps, en cherchant à gagner la faveur de la population, l'armée se lance aussi dans des activités de type social : répartition de l'aide alimentaire, écoles et hôpitaux de campagne, construction de routes et de ponts...

Cependant, certaines guérillas libérales et communistes, malgré un certain affaiblissement pendant le gouvernement de Rojas, continuent la lutte :

« Elles n'avaient aucun désir de céder le pouvoir dans des zones qu'elles contrôlaient depuis parfois cinq ou six ans... Dans le cas des communistes, il s'agissait surtout de sauvegarder l'espace politique qu'ils avaient su se tailler dans les années 1950, d'autant plus que la victoire des castristes à Cuba en 1959 était venue confirmer avec éclat

³³⁰ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000, p. 266

³³¹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968, p. 203

³³² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000, p. 267

l'hypothèse que pour faire la révolution en Amérique Latine le contrôle des campagnes était au moins aussi important que la mobilisation des masses urbaines »³³³.

La violence qui a suivi l'amnistie proposée par Rojas Pinilla a généré deux conséquences principales: d'une part, les guérilleros ont pensé que seule la possession des armes les avaient protégés et qu'elles continueraient de le faire à l'avenir dans une situation similaire ; par ailleurs les actions violentes des corps armés de l'État et des bandes qui agissaient sous sa protection renforce l'idée défendue par le parti communiste que l'État est un organe de violence destiné à protéger les intérêts des classes dominantes³³⁴.

Les groupes libéraux, comme ceux de « Manuel Marulanda » qui s'étaient rapprochés peu à peu des groupes communistes, se sont sentis abandonnés par les hommes politiques de leur bord : « *face à l'absence d'une expression politique capable d'entendre la non-conformité croissante et de la canaliser de la confrontation vers une sortie institutionnelle, la protestation sociale et le mécontentement collectif trouvent leurs appuis principaux dans des organisations de gauche inspirées idéologiquement du marxisme* »³³⁵. Dans quelques cas, les commandements des guérilleros s'unissent sans abandonner leur idéologie politique initiale. D'autres se « convertissent » au marxisme. Un exemple présenté par Germán Guzmán, est le cas de Teófilo Rojas, alias *Chispas*, un guérillero libéral (pour certains même un « bandit ») du Tolima, qui a pris les armes à 13 ans et est accusé d'avoir commis à 22 ans environ 400 crimes. Il était, toujours selon Guzmán : « *un primaire, totalement analphabète, avec un torturante obsession politique, vindicative, sans capacité d'assimilation, sans entendement du social* ». Cependant, il adresse un jour une lettre (ne sachant pas écrire, il la faisait rédiger puis la signait) à une reine de beauté, Olga Lucía Botero, dans laquelle il explique les raisons de sa lutte :

« Notre lutte, disait-il, sera dorénavant celle des pauvres contre les millionnaires, des opprimés contre les oppresseurs ; la lutte sociale, de laquelle sont exclues toutes ces violations infâmes que l'oligarchie réalise avec les forces armées à son service et que la "grande presse" stimule avec ses publications (...). Que l'argent gaspillé à nous poursuivre soit employé à alléger la misère terrible à laquelle les gouvernants indignes nous ont

³³³ *Ibid.* p. 267

³³⁴ García (Camilo), *op.cit.*, 2007

³³⁵ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 57

réduits. Mort à l'oligarchie de tous les partis ! Vive la révolution sociale ! Notre lutte... est en faveur des "exploités" ».

Analysant cette lettre, Germán Guzmán précise :

« *Chispas* était-il un communiste ? Non. Quand nous l'avons connu dans les montagnes de Guadualito, il détestait réellement les communistes. Est-il tombé ensuite dans l'orbite de leur propagande ? Ou dans celle des secteurs progressistes ? Il est indéniable qu'il y a eu un contact, et sous son influence s'est opéré un changement de mentalité en lui »³³⁶.

Les paysans libéraux et communistes qui avaient été assiégés durant la répression militaire du gouvernement de Rojas Pinilla ont immigré dans des régions montagneuses ou isolées géographiquement du centre du pays et des autres grands centres urbains. Parmi elles, se trouvent Marquetalia, El Pato, Guyabero, Riochiquito, Símbola-Paez, et la zone de Sumapaz. Dans ces lieux, de nouveaux groupes d'autodéfense paysans se reforment, alternant une organisation paysanne, le travail agricole et la défense armée de la population et des travailleurs³³⁷, « *influencées par des idées communistes orthodoxes, à partir de la défense de leurs terres et de la mise en place de structures collectives de moyens de productions, elles vont refuser leur démobilisation à la fin de la période de La Violencia en rejetant le pacte de partage du pouvoir* »³³⁸ du Front National.

Ces groupes sont fortifiés par des relations de famille, de parentèle et de voisinage, élément fondamental dans la constitution des relations internes, des processus de cohésion, dans la formation des liens régionaux de l'organisation, influant sur le degré de légitimité et de soutien social dont ils vont disposer à cette époque³³⁹. La transformation du mouvement guérillero en mouvement agricole va rapidement être interrompue par la décision, prise par les dirigeants des partis politiques et l'armée, d'attaquer ces « républiques indépendantes » (ainsi définies par le gouvernement) et de pousser les libéraux « propres » à agir contre le mouvement guérillero (en leur donnant des salaires, un entraînement militaire et en les dotant d'armes modernes).

³³⁶ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 317

³³⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 75-76

³³⁸ Garibay (David), « Le conflit armé interne en Colombie: échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences », dans *Résistances, insurrections, guérillas*, ed par Selin (Corentin), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010. p. 129

³³⁹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 112

Les partis traditionnels, protégés par le Front National, optent pour l'option militaire pour conjurer le fantôme de la menace militariste et communiste, au lieu de réaliser les réformes « *capables d'influer significativement les transformations de l'ordre socio-économique (...) reportant d'autant les solutions à un conflit qui devient plus structurel et plus complexe* »³⁴⁰. Dans un contexte de reconstitution des institutions, Marquetalia, Riochiquito, et les autres « républiques indépendantes » apparaissent comme « *un obstacle à un processus de réconciliation nationale. La menace est plus symbolique que réelle, tant ces groupes sont marginaux et localisés, mais le gouvernement entreprend de les liquider par la force* »³⁴¹. La plupart des guérillas traquées, abandonnées par les politiciens, sont anéanties, d'autres déposent les armes ou sombrent dans le banditisme³⁴². Seuls résistent les mouvements d'autodéfense et les mouvements agraires des départements du Huila, du Tolima, du Caldas et de la région de Sumapaz.

En ce qui concerne le mouvement agraire de Marquetalia (qui fonctionne de 1958 à 1963), où se trouvent « Charro Negro », le vieux combattant Isauro Yosa et « Manuel Marulanda », il subit les attaques permanentes des « propres »³⁴³. Le 11 janvier 1960, « Charro Negro » est assassiné par « Mariachi » (guérillero libéral). « Manuel Marulanda Vélez », héritant du commandement après la mort de « Charro Negro », voyage jusqu'à la capitale du Tolima, Ibagué, puis jusqu'à Bogotá, pour avoir une entrevue avec les autorités civiles et militaires et les informer de la situation dans laquelle se trouve la région. La solution du gouvernement est la militarisation de la zone, ce qui ne produit aucune amélioration. Sur cette période Jaime Guaraca remarque:

« Nous travaillions pacifiquement, cependant ils ne nous laissaient pas en paix. Il est arrivé un moment où nous ne pouvions plus amener au marché nos produits (...). C'est ainsi que

³⁴⁰ *Ibid.* pp. 75-76

³⁴¹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 129

³⁴² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 268

³⁴³ Ciro Trujillo raconte ceci : « les guérilleros libéraux s'étaient livrés, avaient remis leurs armes et s'étaient engagés à éliminer tous ceux qui ne le feraient pas. En chemin nous devions nous cacher de l'armée, de la police, des délateurs, et même des guérilleros libéraux collaborant avec le gouvernement (...). Parfois nous rencontrions des guérilleros libéraux qui s'étaient livrés et effectuaient des travaux agricoles. Certains nous fournissaient de la nourriture mais ils informaient leurs compagnons de notre présence. Ils nous aidaient parce que nous avions des armes et, dans une certaine mesure, nous craignaient. Sachant cela, nous les prévenions que quelque chose de mauvais pourrait leur arriver s'ils dévoilaient notre présence dans la zone. Nous n'avions pas de contact avec la ville, n'avions pas de nouvelles, nous ignorions quel était la situation politique... ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 100

nous avons donné en 1960 à l'autodéfense de Marquetalia une structure organique. Nous nous sommes donné la tâche de discipliner et de préparer militairement un groupe de trente jeunes, en les dotant des armes et des équipements de campagne et en leur donnant une bonification de cinq pesos mensuels »³⁴⁴.

Peu à peu, le mouvement agraire commence à assumer un caractère de guérilla et, de surcroît, de guérilla mobile. Au départ, les hommes armés se dédient à la surveillance et à la protection de la population. Mais quand, à l'action des « propres » s'ajoute, en 1962, celle des *pájaros* conservateurs, la situation devient de plus en plus intenable et les guérilleros de Marquetalia commencent à réaliser des embuscades et à faire de la récupération d'armes. En 1962, l'armée engage une première opération contre Marquetalia (notamment avec le « bataillon Colombie » qui avait participé à la guerre de la Corée). Les actions des « propres », des *pájaros* et de l'armée ne réussissent pas à mettre fin aux activités agricoles et armées de Marquetalia, alors :

« La peur de l'influence castriste (selon le Général Prada Fonseca : “si nous ne résolvons pas cette situation anormale le plus rapidement possible, Marquetalia se convertira en nouvelle Sierra Maestra”³⁴⁵) amène certains des secteurs les plus conservateurs du Front National à les présenter comme des “républiques indépendantes” et à demander que l'armée en reprenne le contrôle. Ils disposent du soutien des États-Unis qui soutiennent alors tous les plans de “sécurité nationale” »³⁴⁶.

Dans les régions, circulent des rumeurs sur la préparation d'une grande opération militaire. Le parti communiste envoie Juan Morantes, « Jacobo Arenas », et Hernando González Acosta pour prendre contact avec l'organisation, la prévenir de l'attaque imminente, et l'aider à résister³⁴⁷. Le mouvement agraire commence ses préparatifs pour faire face à l'armée :

« Avec un petit noyau de 42 hommes, ils se préparent à se battre, s'organisant en escouade de 10 hommes (9 hommes de troupe et un commandant) : étant donnée la précarité de leur armement, ils décident que 5 unités seraient armées et cinq désarmées, les deuxièmes devant récupérer les armes des premiers. Durant les premières semaines, « Jacobo Arenas » et Hernando González déploient un considérable travail politique, idéologique et de propagande, en interne et à destination de la population, mené pour l'essentiel dans le but

³⁴⁴ Jaime Guaraca cité par *Ibid.* p. 88

³⁴⁵ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 419

³⁴⁶ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 28

³⁴⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 89

de créer une justification politique à la résistance et gagner la conscience générale de la population aux propositions politiques communistes »³⁴⁸.

En mai 1964, l'Opération Marquetalia est déclenchée. Elle commence d'abord comme un combat entre l'infanterie et la guérilla (du 27 mai au 14 juin) mais, en l'absence de résultats significatifs, l'armée décide le bombardement et le mitraillage aérien le (14 juin 1964). Pour les membres des FARC celle-ci est la date fondatrice de cette guérilla malgré le fait que ça soit leur première grande défaite³⁴⁹.

Les guérilleros bien embusqués dans la zone parviennent à résister. Après l'attaque, ils organisent une assemblée générale où il est décidé qu'il n'est pas possible de se maintenir à Marquetalia, mettant ainsi fin au mouvement agraire d'autodéfense. Durant quelques semaines, les survivants³⁵⁰ de Marquetalia se déplacent comme guérilla mobile en opérant dans la région. Isaías Pardo (membre de l'État-Major) trouve la mort au cours des combats contre les forces armées. A son sujet, Manuel Marulanda déclare « *sa mort est unique parce que Isaías Pardo était un homme unique* »³⁵¹. Commence ainsi à se construire le panthéon des « martyres », des « héros », des FARC. Après avoir été informé de la mort d'Isaías Pardo, l'État-Major, installé à Riochiquito, organise une réunion où est élaboré et rendu public « le Programme Agraire des guérillas » (20 juillet 1964). Les guérilleros affirment que « *contraints par les circonstances, nous avons du chercher l'autre voie : la voie révolutionnaire armée pour la lutte pour le pouvoir* »³⁵².

A la fin de l'année 1965, à Riochiquito, une réunion de divers groupes d'autodéfense paysans et de guérillas (100 combattants sont présents) est convoquée et voit la fondation du « Bloc Sud »³⁵³, antécédent organique de ce que

³⁴⁸ *Ibid.* 2009, p. 91

³⁴⁹ Voir Mackenzie (Eduardo), *Les FARC ou l'échec d'un communisme de combat: Colombie 1925-2005*, Paris, Publibook, 2005, pp. 215 et ss.

³⁵⁰ « L'attaque aérienne fut très difficile à réaliser car les aviateurs savaient qu'à Marquetalia il y avait des familles paysannes qui n'avaient pas obéi à la consigne des chefs rebelles d'abandonner la zone avant de l'entrée de l'armée. Selon les récits (même ceux favorables à la guérilla), aucune famille ne fut touchée par les tirs des avions. Ils n'ont détruit que des retranchements de combattants et des dépôts d'aliments et d'armes, mais en évitant les maisons. Ce qui permit à "Joselo", l'un des chefs des guérilleros, de sortir vivant de Marquetalia ». Mackenzie (Eduardo), *Ibid.*, 2005, p. 218

³⁵¹ « Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha », Revista Resistencia, sans lieu, 21 de abril de 2007, (en ligne).

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ Jacobo Arenas décrit ainsi l'événement : « à la suite de la lutte de Marquetalia, d'autres groupes guérilleros ont surgi, parmi eux el Pato, Riochiquito, Natagaima, Coyaima, Purificación. Ces groupes, sauf ceux de Riochiquito et El Pato,

sont devenues les FARC. La décision de continuer la lutte armée dans des buts révolutionnaires reçoit, selon les membres des FARC, l'approbation du parti communiste qui, à la même période, organise son X Congrès et où il déclare que : « *la guerre de guérilla est une des formes les plus élevées de la lutte des masses* »³⁵⁴.

Par ordre du gouvernement, les forces armées continuent leur attaque contre les lieux, comme Riochiquito³⁵⁵, dans lesquels se sont installés des mouvements agraires et d'autodéfense, ou selon leur désignation officielle, « les républiques indépendantes ou les états souverains ». Le gouvernement décide d'aligner son comportement sur le plan LASO (*Latin American Security Operation*) conçu par l'administration américaine après le triomphe de la révolution Cubaine. L'opération des forces armées colombiennes contre les « républiques indépendantes » s'appellera d'ailleurs *Plan Lazo* (Plan Corde).

Les affrontements entre les forces armées et les groupes de guérilleros génèrent un déplacement important de population. La désagrégation des groupes guérilleros dans les départements du Cauca, Tolima et Huila, rend nécessaire la tenue de la Deuxième Conférence des guérillas du « Bloc Sud » (du 25 avril au 5 mai 1966)³⁵⁶. Lors de cette conférence, est abandonnée l'idée de mouvements agraires et de groupes d'autodéfense établis sur un territoire fixe et une tactique est

étaient des mouvements agraires et d'autodéfense, qui existaient auparavant et furent ressuscités par l'agression de Marquetalia, c'est ainsi que nous avons célébré avec tous ces groupes la première conférence sur les FARC. Cela ne s'appelait pas FARC, nous n'avions pas encore l'idée des FARC mais nous l'avons nommé Première Conférence du Bloc Sud, non pas du Tolima, mais du sud du pays, mais aujourd'hui on peut l'appeler la première conférence des FARC, parce que, de cette conférence, est venue la décision de continuer la lutte armée dans le but de commencer le combat par la prise du pouvoir pour le peuple. Nous avons commencé à penser en grand à ce moment là : Bloc Sud, prise du pouvoir pour le peuple. Cette première conférence du Bloc Sud du pays nous a donné les lignes générales... ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 93

³⁵⁴ « Cronología de la Resistencia », *op.cit.*, 2004.

³⁵⁵ Le 23 septembre 1965, meurt au combat à Riochiquito, Hernando González Acosta, étudiant de l'Université Libre et dirigeant des Jeunesses Communistes, envoyé par le parti communiste pour conseiller les groupes armés. Les Français Jean Pierre Sergent et Bruno Muel réalisent un documentaire intitulé « Riochiquito » pour rendre hommage à celui qui, selon eux, trouva la mort en tentant de les faire sortir de la zone des combats. Sergent (Jean Pierre), Muel (Bruno), *Riochiquito*, [documentaire], DOVIDIS, 1965.

³⁵⁶ Déclaration politique de la Seconde Conférence du Bloc Sud: « dans notre pays, l'oligarchie et l'impérialisme yankee sont en train de mener une vaste offensive réactionnaire contre notre peuple, contre toutes les organisations ouvrières, contre les employés publics et privés, contre les maîtres, les étudiants, les transporteurs, les petits industriels et commerçants, contre les paysans producteurs, contre les artisans, contre les journalistes et les journaux indépendants, contre les écrivains, les artistes et les intellectuels progressistes, contre les hommes et les femmes de Colombie qui ne veulent pas mourir de faim. Aux grèves et aux luttes revendicatives des masses laborieuses, le gouvernement en fidèle homme de paille des impérialistes répond par la force des armes (...). Les affamés, les sans travail, les sans toit, reçoivent des décharges serrées de fusils, le prix de la vie est élevé avec de nouveaux impôts, de nouvelles hausses (...) complètent un sombre tableau de violence et de guerre où une équipe de bandits installés au gouvernement, dans les états-majors militaires, dans les comités de direction des banques, de la grande industrie, du grand commerce, de la

mise au point faite de la lutte irrégulière avec la mobilité totale des petits et grands groupes armés. En dépit de l'offensive militaire menée contre eux, ces groupes ne sont pas pour autant détruits. Ni intégrés politiquement au régime, ni défaites militairement, les autodéfenses vont formellement se regrouper en une organisation de guérilla communiste³⁵⁷. Ainsi, durant la deuxième conférence du Bloc Sud, naissent les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie-FARC :

« Nous, les détachements des guérilleros du Bloc Sud, nous sommes unis lors de cette Conférence et avons constitué les FARC qui vont marquer une nouvelle étape de lutte et d'unité avec tous les révolutionnaires de notre pays, avec tous les ouvriers, les paysans, les étudiants et les intellectuels, avec tout notre peuple, pour impulser la lutte des grandes masses vers l'insurrection populaire et la prise du pouvoir pour le peuple »³⁵⁸.

1.1.2. Analyse de la lutte pour la reconnaissance à l'origine de *La Violencia* et des FARC

C'est ainsi que les affrontements bipartites, la dictature du Général Rojas Pinilla et le Front National constituent les antécédents immédiats de la création des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC). En tenant compte des variables caractéristiques de cette période (bipartisme, dictature, démocratie limitée), il semblerait que le conflit ait pris naissance principalement dans les besoins de l'*homo politicus* : selon cette interprétation, les paysans luttent par loyauté pour leur parti et pour leurs droits contre une oligarchie de propriétaires fonciers représentée par un gouvernement conservateur et répressif.

Cependant, la période de *La Violencia* et des autres processus qui donnent naissance aux FARC sont d'une nature beaucoup plus complexe. Dans leur livre *Bandoleros, gamonales y campesinos*, les chercheurs Gonzalo Sanchez et Donny Meertens remarquent que :

grande presse et le capital gringo arrachent aux colombiens de fabuleuses richesses tintées de sang ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 108-109

³⁵⁷ Selon Jaime Guaraca, « ont été jetées les bases d'une organisation guérillera qui avec le temps s'est convertie en une armée révolutionnaire, en accord avec la définition donnée par Jacobo Arenas. La Conférence donne à l'organisation, appelée "mouvement guérillero d'un nouveau type", une structure dynamique et fonctionnelle après l'avoir dotée de règlements internes, d'un code disciplinaire, d'un statut du guérillero, de hiérarchies, d'un code de morale guérillera; elle établit les devoirs et les droits de chacun et régleme les sanctions des délits (...). Mais le plus significatif consiste en l'obtention de l'unité de tous les groupes armés existants à l'époque et l'adoption d'un programme de gouvernement proprement dit. Elle fixe comme objectif stratégique la prise du pouvoir pour les masses laborieuses et exploitées du pays ». Arango (Carlos), *op.cit.*, 1984. p. 14

« *La Violencia* ne doit pas être réduite à une simple guerre bipartisane visant l'hégémonie, et elle ne doit pas non plus être perçue comme une confrontation entre classes dominantes qui aurait entraîné dans le conflit des masses populaires étrangères à celui-ci »³⁵⁹.

Pour l'historien colombien Marco Palacios :

« *La Violencia* a été l'espace propice à l'émergence de formes où s'entremêlent la résistance paysanne, le banditisme nomade, les affaires lucratives, le clientélisme et les mouvements sociaux agraires »³⁶⁰.

Selon, Stathis Kalyvas, les déterminants de la violence à cette époque :

Sont « beaucoup plus complexes que pourraient le faire penser n'importe quelles différences innées, inévitables, entre des groupes monolithiques de libéraux et de conservateurs – l'explication traditionnelle de *La Violencia* – (...). L'élimination des membres de l'opposition (...) semble avoir obéi à une logique de querelles personnelles de différents partisans (...). Une société violente, divisée, sordide, corrompue, déchirée par l'esprit de coterie, les querelles entre familles, les animosités locales, les jalousies personnelles, l'agressivité, l'avidité, les conflits entre les possédants et les pauvres, les luttes pour le pouvoir »³⁶¹.

Pour Daniel Pécaut :

« À bien des égards, *La Violencia* est une guerre civile car toute la population est à un titre ou un autre entraînée dans le conflit entre les deux partis. Mais c'est une guerre civile fragmentée, sans fronts précis : sans doute la répression menée par le régime conservateur, la police et l'armée, lui donne un minimum d'unité mais elle se réfracte sur des théâtres dispersés, dans certains départements, et bourgades rurales. Les atrocités qui lui donnent sa spécificité s'inscrivent en grande partie dans des rapports de proximité. Là encore, le fanatisme lié aux identifications partisans confère certes une certaine cohérence aux affrontements, les conservateurs brandissant lors des tueries les images de la Vierge et du Christ-Roi, les libéraux détruisant en revanche maints symboles religieux et l'acharnement sur les corps, leur mise en croix et les façons de les dépecer sont autant de mises en scène à travers le sacrilège de rapports au sacré. Mais la plupart de ces actes se produisent sur des théâtres locaux et sont le fait d'habitants de localités voisines : la peur, la haine, le désir de vengeance sont les sentiments qui les poussent à recourir à ces actes de destruction réciproque »³⁶².

³⁵⁸ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 110

³⁵⁹ Sánchez (Gonzalo), Meertens (Donny), *Bandoleros, Gamonales y Campesinos*, Bogotá, El Áncora, 1983. p. 25

³⁶⁰ *Ibid.* p. 27

³⁶¹ Kalyvas (Stathis), « The Ontology of "Political Violence:" Action and Identity in Civil Wars », *Perspectives on Politics*, vol.1, n.3, 2003. p. 476

³⁶² Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 23

La violence, représentée par les artistes de l'époque sous la forme d'un monstre à mille têtes, possède en effet plusieurs facettes³⁶³.

Par rapport aux variables « politiques », il faut remarquer en premier lieu que la violence n'a pas de relation directe avec la force ou la faiblesse de l'État (ou avec sa présence ou son absence de différents territoires) : « *les guérillas étaient implantées aussi bien dans les régions où la présence et la répression de l'Etat étaient notoires (Tolima, Sumapaz) que dans les régions où l'Etat n'était pas présent ni en tant qu'autorité ou administrateur, ni en tant que dispensateur de services sociaux basiques* »³⁶⁴.

En plus, le compromis partisan des individus et collectivités n'est pas seulement basé sur des variables idéologiques et politiques. Ce compromis est basé surtout sur des variables émotionnelles et culturelles : « *on est libéral ou conservateur par tradition familiale ou pour des raisons émotionnelles, non en vertu d'une assimilation rationnelle de principes* »³⁶⁵. Selon Gonzalo Sanchez, le compromis politique des partisans des grands partis politiques correspond à l'ordre du pré-politique.

« Les partis politiques colombiens répondaient avant tout à la dynamique des solidarités communautaires, autrement dit, ils relevaient, à proprement parler, de l'ordre de l'archaïque et du pré-politique (...). Ces partis firent leur apparition auprès des populations et des centres urbains avant même l'apparition de l'Etat et du sens de la nation. L'univers des partisans fut ainsi antérieur à celui des citoyens (...). En Colombie, paradoxalement, plus le contenu partisan des oppositions était fort, plus ces oppositions étaient dépourvues d'un vrai contenu politique. La politisation partisane (libéral-conservatrice) fut donc une politisation dépolitisée, pour porter le paradoxe à l'extrême. La terreur des années 50 ne fit d'ailleurs qu'exacerber ce sens de la politisation-dépolitisation, qui créa des adeptes et non des acteurs »³⁶⁶.

La même logique s'applique à la différence entre les libéraux et les communistes : il s'agit plus d'une allégeance communautaire que d'une vraie appartenance basée sur des éléments idéologiques et un contenu politique. Selon les témoignages de quelques guérilleros de l'époque, les paysans ne choisissaient pas réellement entre

³⁶³ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 35

³⁶⁴ *Ibid.* p.43

³⁶⁵ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 9

³⁶⁶ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 35

la guérilla libérale ou communiste mais ils rejoignaient celle présente dans leur région³⁶⁷.

La différence de contenu au niveau du programme politique et idéologique entre les deux partis est infime :

« Pendant un siècle, leur opposition se fonde surtout sur la fonction attribuée à l'Église catholique. Les conservateurs considéraient que l'ordre social ne pouvait reposer que sur des principes transcendants et donc sur la garantie de l'Église ; les libéraux, tout en étant presque toujours respectueux de la religion, mettaient l'accent sur le principe de souveraineté populaire »³⁶⁸.

Comme l'observe l'écrivain Gabriel García Márquez, « *les conservateurs allaient à la messe de dix heures tandis que les libéraux allaient à la messe de neuf heures* »³⁶⁹.

En ce qui concerne le Parti Communiste Colombien (PCC), à l'origine de presque toutes les guérillas colombiennes (FARC, ELN³⁷⁰, EPL³⁷¹, M-19³⁷²), Eduardo Mackenzie indique qu'il a été implanté en Colombie (en 1928) sans que cela corresponde réellement à un mouvement social propre au pays :

« Ce parti est né comme un corps étranger, comme une greffe transplantée de l'étranger. Il n'est pas le résultat de l'évolution du marxisme en Colombie, ni la conséquence d'un soulèvement populaire, ni le produit d'une délibération au sein du mouvement ouvrier colombien (...). La fondation du Parti communiste colombien a été décrétée par un groupe (...) d'individus (...) inféodés à Moscou. Il n'est pas l'expression de la volonté du mouvement ouvrier colombien, ni d'aucune autre catégorie de la société colombienne »³⁷³.

C'est peut-être pour cette raison que le PC colombien se caractérise par de constantes alliances contradictoires avec le parti libéral et même avec certaines factions conservatrices³⁷⁴, et par sa clientèle électorale, toujours assez modeste. « *Le PCC n'a jamais été un parti de masses ni même un parti avec une assise électorale importante (...) il a toujours été comme une secte bien organisée, isolée,*

³⁶⁷ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. pp. 173-175

³⁶⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 23

³⁶⁹ Burin de Roziers (Philippe), *Cultures mafieuses : L'exemple colombien*, Paris, Stock, 1995. p.14

³⁷⁰ ELN: Ejército de Liberación Nacional de Colombia (Armée de Liberation Nationale).

³⁷¹ EPL: Ejército de Liberación Popular (Armée de Libération Populaire).

³⁷² M-19: Movimiento 19 de abril.

³⁷³ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 30

³⁷⁴ « Depuis sa fondation en 1928, et au prix d'efforts considérables, il a tenté de noyauter et de mettre sous son influence les partis traditionnels, surtout le Parti libéral, ainsi que les petites formations de la gauche extraparlamentaire, comme par exemple, le Parti Socialiste Révolutionnaire (section colombienne de la IV^e Internationale), ou le Mouvement Ouvrier indépendant et révolutionnaire (MOIR). L'Église catholique a subi aussi les offensives du PCC : le "groupe de Golconda", constitué de prêtres colombiens qui invitaient les chrétiens à s'engager "dans l'action révolutionnaire contre l'impérialisme et la bourgeoisie néocoloniale" ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. pp. 27-28

extrémiste, butée, dangereuse et dogmatique »³⁷⁵. Cependant, grâce aux subsides et aux diverses aides matérielles, intellectuelles, directes ou indirectes, de l'URSS, le PCC a réussi à maintenir sa machine bureaucratique et ses moyens de propagande.

Par rapport aux variables économiques de la période pré-FARC et leur relation avec la violence, quelques éléments se dégagent en particulier. En premier lieu, la violence partisane et la formation de guérillas n'ont pas de lien direct ou exclusif avec la revendication d'une réforme agraire (l'un des arguments principal mis en avant par les FARC dès leurs débuts).

Les « principaux fronts de guérilla, avec leur chefs-symboles, se multiplièrent aussi bien dans des zones traditionnellement marquées par les luttes agraires que dans des nouvelles zones de colonisation constituées au moment de *La Violencia* (...) des régions à l'époque inhabitées où s'installèrent des personnes fuyant *La Violencia*. Certains paysans s'installèrent dans ces zones avec l'aide de l'État dans le cadre de programmes gouvernementaux tels que la Réforme Agraire »³⁷⁶.

Parmi les zones de tradition agraire, se trouvent les régions du Sumapaz et du sud du Tolima. Parmi les régions d'exil et de colonisation récente, se distinguent le département du Santander et les Llanos Orientales³⁷⁷.

De plus, comme le remarque Eric Hobsbawm dans son étude des mouvements sociaux colombiens au XIXe et XXe siècle, *La Violencia* n'est pas un simple mouvement du pauvre contre le riche, ou du dépossédé à la recherche de plus de terres. Durant à peu près les 15 ans « d'anarchie » vécus par le pays, la violence est utilisée principalement par la classe moyenne rurale en plein développement pour obtenir richesse, pouvoir, mais surtout reconnaissance et réussite sociale, très difficiles à acquérir par d'autres moyens dans une société au

³⁷⁵ *Ibid.* p. 29

³⁷⁶ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 42

³⁷⁷ Dans les Llanos Orientales, région composée des départements d'Arauca, de Casanare, de Vichada et du Meta, l'économie dépend presque exclusivement de l'élevage autour duquel les groupes humains locaux sont organisés. Dans le département du Tolima, il existe de grandes propriétés rurales et exploitations de café. Dans le département du Huila, l'économie est aussi basée sur de grandes propriétés rurales et l'exploitation intensive. Le département de Cundinamarca est une zone de grands contrastes avec des villes comme Bogotá et des zones sous-développées dédiées à la culture de la pomme de terre, du blé et de l'orge. A l'époque, le département de Boyacá est caractérisé par une excessive fragmentation des propriétés. Le Caldas est le département colombien qui jouit du plus haut niveau de vie. Dans le département du Valle, la grande propriété rurale occupe les meilleures étendues de terre (latifundium), des areas réduites. Sa capitale, Cali, est le centre industriel de l'ouest colombien. Le département du Cauca, est un département isolé, extrêmement pauvre avec une population majoritairement indigène. Bien que l'on puisse penser que la violence concerne toutes les régions du pays, certains départements comme le Nariño et la région de la Côte Atlantique ont été préservés de ce fléau.

caractère presque féodal comme la société colombienne de l'époque³⁷⁸ (voir page 137 et suivantes).

Charles Bergquist, Ricardo Peñaranda et Gonzálo Sanchez constatent en outre que la territorialité de la violence des années 40 et 50, ne coïncide pas avec les régions les plus pauvres mais avec celles où il y a le plus d'inégalités :

« Généralement, les processus qui, contrairement à une corrélation supposée automatique entre la violence et la pauvreté, montrent que la violence s'est concentrée dans les zones de grand dynamisme et d'expansion économique : les zones du café pendant la période de violence des années 1950 et les zones relativement prospères de colonisation agricole et de développement aujourd'hui (...). Plus que leur pauvreté globale, c'est le déséquilibre interne de ces régions, la coexistence corrosive de la prospérité et de la pauvreté et le sentiment d'injustice qui en résulte, qui peut fonctionner comme un détonateur de la violence »³⁷⁹.

La différence entre pauvreté et inégalité est pertinente pour cette analyse parce qu'elle indique que la violence n'a pas tant une relation directe avec la pauvreté (variable plus « objective », relatif aux conditions de vie et au bien-être de la population) qu'avec la variable « inégalité » qui reflète la différence entre un individu et un autre, entre une classe sociale et une autre. Dans un certain sens, l'« inégalité » rend compte des attentes de reconnaissance que les conditions de vie de certains individus peuvent créer chez les membres d'autres groupes sociaux. C'est aussi cette variable, l'inégalité, qui rend compte de la perception qu'ont les individus et les groupes sociaux du lieu ou du rôle qu'ils devraient occuper dans le groupe social.

Tenant compte du fait que les variables purement politiques ou économiques ne sont pas suffisants pour expliquer la naissance de la guérilla en Colombie, quels éléments, quels facteurs ressortent-ils de l'analyse des antécédents historiques de l'apparition des FARC au regard de la théorie de la reconnaissance ?

Un premier élément est l'existence de divers dénis de reconnaissance qui sont à l'origine de la violence et de l'engagement armée des individus et des groupes armés auxquels ils appartiennent. Le premier attribut enlevé à de

³⁷⁸ Hobsbawm (Eric), *op.cit.*, 1983. p. 15

³⁷⁹ Bergquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sanchez (Gonzalo), *Violence in Colombia 1990-2000 : Waging war and negotiating peace*, Wilmington, Delaware, Scholarly Resources Inc., 2001. p. 125

nombreux individus est le caractère de « personne », d'« être humain ». À travers le discours et la violence physique/symbolique, s'opère la « réification » de l'autre, facilitant par la suite l'exercice de la violence à son encontre. Pour Axel Honneth, la réification désigne en fait une disposition, une habitude, par laquelle « *l'environnement naturel, le monde social, ainsi que les capacités du sujet, sont saisis d'une manière désintéressée et affectivement neutre, à la manière de choses* »³⁸⁰. Dans le cas colombien, la violence sert d'outil pour déshumaniser l'ennemi et « légitimer » toutes les actions violentes entreprises à son encontre. Jean-Pierre Minaudier rapporte qu'en Colombie, durant l'époque de *La Violencia*, les groupes armés en présence (guérillas, *chulavitas*, *pájaros*) :

« Torturaient interminablement leurs victimes, violaient les femmes et les enfants devant toute leur famille, etc. L'aspect le plus impressionnant de La Violence était l'existence de rites sadiques, à la fois variés et strictement codifiés, pratiqués souvent (mais non exclusivement) après l'assassinat de la victime par arme à feu: ces rites étaient destinés, plus qu'à faire souffrir la victime, à humilier le cadavre, à rejeter symboliquement l'ennemi et à le ranger dans la catégorie des non-humains. La victime se trouvait privée des aspects visibles de son humanité, que ce soit par l'ablation d'un ou plusieurs organes, soit par la modification totale de son apparence, de son ordre extérieur »³⁸¹.

Selon Gonzálo Sanchez, il existe dans *La Violencia*, un déploiement cérémonial du supplice, une perversion étudiée dans les actes réalisés :

« La liturgie et le cérémonial de la mort passaient par un apprentissage dans l'art de faire souffrir (...) le dépouillement, la mutilation, la profanation des corps étaient une prolongation de la conquête, du pillage et la dévastation du territoire ennemi »³⁸².

La violence est porteuse de signification. Utilisée dans la zone de la bouche, elle doit empêcher l'usage du mot par l'autre (il est dit à un homme dont la langue a été coupée : « *nous te la coupons pour que tu ne recommences jamais plus à crier vive le Parti libéral* »³⁸³) ; les yeux sont extraits de leurs orbites et exhibés parce qu'ainsi « *l'esprit du mort ne reviendra pas hanter son assassin* » ; les oreilles sont entaillées pour compter le nombre de morts ; les conservateurs qui défendent la relation entre l'Église et l'État sont crucifiés (pour avoir donné un logement aux troupes gouvernementales, un paysan conservateur est crucifié sur

³⁸⁰ Honneth (Axel), *La réification : Petit traité de Théorie pratique*, Paris, Gallimard, 2007. p. 27

³⁸¹ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 257

³⁸² Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 38

³⁸³ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 133

une planche épaisse, exposé au soleil puis achevé avec deux pointes clouées dans les yeux³⁸⁴) ; les hommes sont châtrés, les femmes visées comme « *procréatrices actuelles ou potentielles de l'ennemi détesté* ». Les femmes enceintes sont non seulement assassinées mais leur fœtus est aussi extrait pour « *détruire la graine* » de l'autre³⁸⁵ : « *les assassins arrachaient les fœtus du ventre d'une femme enceinte et le remplaçaient par un coq (symbole de violence et de virilité, mais aussi bête du Diable) dans une sinistre parodie de viol et de sacrilège* »³⁸⁶.

María Victoria Uribe, dans son essai sur la terreur en Colombie, réalise une analyse de la structure rituelle des massacres durant cette période³⁸⁷. Elle part de l'idée que les massacres de cette époque ne sont pas des actes laissés au hasard ou fortuits, mais ont un caractère rituel et se développent, en marge des activités quotidiennes, selon un ordre précis et des étapes successives. Trois phases sont identifiées : la phase préliminaire (avis et menaces préalables), la phase liminaire (torture et exécution des victimes selon différentes modalités) et la phase postliminaire (mise en scène finale des corps dans des lieux visibles : « *la douleur dans ces circonstances ne peut rester intime, elle doit être pédagogique* »³⁸⁸). Durant cette dernière étape, l'être humain est converti littéralement en objet à travers des mutilations et des coupes³⁸⁹:

- Coupe « de la cravate » : la langue est sortie et exhibée par un trou pratiqué au-dessous du menton, comme s'il s'agissait d'une autre bouche – analogie avec d'autres orifices – ;
- Coupe « du singe » : la victime est décapitée et sa tête posée entre ses mains ou sur la région pubienne ;
- Coupe « de la chemise de flanelle » : les muscles et les tendons qui soutiennent la tête sont coupés afin qu'elle retombe en arrière laissant apparaître un trou béant dans la région de l'œsophage;

³⁸⁴ *Ibid.* p. 123

³⁸⁵ Meertens (Dony), *Ensayos sobre la tierra, violencia y género*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Centro de Estudios Sociales, 2000. p. 211

³⁸⁶ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 257

³⁸⁷ Uribe (Maria-Victoria), *Anthropologie de l'inhumanité : Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004. pp. 85-95

³⁸⁸ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 38

³⁸⁹ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. pp. 96-98

- Coupe « en vase de fleurs » : découpage et séparation des bras et des jambes du tronc avant de les y réintroduire après avoir extrait les viscères) ;
- Coupe à la machette « pour faire du *tamal*³⁹⁰ » : allusion au découpage de la viande pour préparer ce plat colombien typique assimilant ainsi les êtres humains à des animaux.

Ces pratiques sont utilisées tant par les *chulavitas* et *pájaros* conservateurs que par les guérilleros et les bandits libéraux ou communistes. Les menaces (avec référence à ce type de pratiques) se font aussi sous forme de chansons :

« Cachiporros de San Juan, de Cumberco et de Cumaral ; si poulet on ne vous donne pas, voici votre *tamal*. Les garçons vont monter, pour vous donner une leçon, vous faire passer un morceau, et vous porter le cercueil. Ils vont vous faire une visite pour vous donner de l'aguapanela [boisson traditionnelle] et vous porter des chemises avec *la coupe de flanelle*. Attention donc, *cachiporras*, nous allons vous effrayer ; les fermes que vous possédez, nous allons les brûler »³⁹¹.

Les combattants de *La Violencia*, Germán Guzmán estime qu'on les « déshumanise pour les inhumaniser ». Aux paysans *boyacenses* (du département de Boyacá) recrutés pour faire partie de la police *chulavita* (conservatrice), on leur apprend à être des « durs », à « regarder froidement le rôle des victimes, à ne pas s'émouvoir du cri des suppliciés après les avoir convaincus qu'en fauchant des vies, ils sauvent la patrie »³⁹². Les guérilleros et les bandits agissent de la même manière. « Puna », paysanne et guérillera libérale, raconte :

« J'ai vu qu'ils attachaient un taureau dans un enclos et un conservateur dans un autre. Ainsi ligoté, ils frappaient le conservateur à coups de machette puis ils tuaient le taureau et cela, ils le montraient aux enfants pour qu'ils apprennent depuis l'enfance comment on tuait les *godos* »³⁹³.

Parfois, les victimes du parti adverse sont même considérées comme inférieures aux choses (les objets étant traités avec un plus grand respect). L'« autre » porte en lui le « germe du mal » mais « ses » idées, contraires aux « nôtres », ne constituent pas une menace identitaire si elles sont formulées par « quelqu'un » qui est moins que rien, qui n'est pas réellement une personne.

³⁹⁰ Tamal: préparation de maïs moulu enveloppée dans des feuilles de maïs ou de banane. *Ibid.* p. 155

³⁹¹ « Cachiporros de San Juan, de Cumberco y Cumaral; por si pollo no les dan aquí tienen su tamal. Van a subir los muchachos, para darles la lección, hacerles pasar un cacho, y llevarles el cajón. Les van a hacer la visita pa' darles aguapanela y llevarles camisitas con el corte de franela. Cuidado pues, cachiporras, que los vamos a asustar; los ranchos que ustedes tienen, se los vamos a quemar ». Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 269

³⁹² *Ibid.* p. 81

« Ils ouvrirent la sacristie, sortirent les ornements, en brisèrent certains et firent des bandes pour les lacets des espadrilles [chaussure traditionnelle colombienne] ; un policier [libéral] sortit le calice et fit avec lui quelque chose d'horrible, si bien qu'un de ses compagnons atterré dit : "J'ai tué 14 *godos* [conservateurs] mais jamais je n'aurais osé profaner un vase sacré" »³⁹⁴.

Conséquence du processus de réification de l'autre à cette époque, les paysans ayant pris les armes (d'un côté comme de l'autre) ont été en majorité victimes de violences. Les tortures, la violence sexuelle, les abus physique et psychologique, détruisent la confiance en soi des acteurs, de tels actes produisant non seulement une douleur physique mais aussi une douleur psychologique de se sentir sans défense ou à la merci de l'autre. Pour se défendre, se venger, dépasser ce sentiment d'impuissance, les individus peuvent avoir recours à la violence, surtout dans le cas de sociétés où celle-ci est un outil d'interaction sociale et dans les cas où « l'honneur » exige réparation en cas d'offense (il sera vu plus loin que c'est le cas de la société colombienne des années 30 à 60). Bien qu'Honneth signale que la sphère de « l'affection », en tant que forme élémentaire de reconnaissance, ne contient pas d'expériences morales (puisqu'il s'agit de la sphère privée) qui peuvent conduire à la formation de conflits sociaux, il est certain que, dans le cas colombien, les offenses dans ce domaine, les dénis de reconnaissance, ont eu un impact fort sur la décision individuel de s'impliquer dans la lutte armée.

Le recours à la torture a pour but de briser les esprits. Le gouvernement conservateur de Laureano Gómez fait usage de tortures caractéristiques du nazisme allemand³⁹⁵ : la torture de « l'escalier »³⁹⁶, la torture du « cabinet »³⁹⁷, la torture du « tube »³⁹⁸, la torture du « vase d'eau »³⁹⁹, la torture du « pôle »⁴⁰⁰ et la torture de

³⁹³ *Ibid.* p. 169

³⁹⁴ *Ibid.* p. 69

³⁹⁵ *Ibid.* pp. 81-83

³⁹⁶ La victime est obligée de monter un escalier mobile avec les mains liées derrière le dos. Une corde passant par une poutre est attachée aux menottes. Arrivé à la dernière marche, l'escalier est retiré, le torturé restant suspendu dans les airs avant d'être flagellé et brûlé avec des cigarettes.

³⁹⁷ Dans une petite pièce hermétique avec des murs peints en noir, une toile humide électrifiée couvre le sol. En marchant sur elle, le torturé reçoit des décharges électriques.

³⁹⁸ Elle consiste à pendre la victime par les mains ou les pieds à un tube électrifié.

³⁹⁹ Après une torture à l'électricité, la flagellation ou la suspension, un verre d'eau est approché des lèvres des torturés assoiffés sans toutefois leur permettre de boire jusqu'à ce qu'ils donnent des informations ou acceptent les charges dont ils sont accusés.

⁴⁰⁰ On oblige la personne à s'asseoir sur un cube de glace.

la « compagnie »⁴⁰¹ subie par le fondateur des FARC, « Manuel Marulanda Vélez » quand il était syndicaliste. Pendant la dictature militaire, beaucoup des personnes arrêtées sont lancées depuis des avions en vol pour les envoyer « dormir » et économiser des munitions⁴⁰². Il est curieux de noter que le souvenir de ces pratiques des années 50 ont été transmis par les premiers guérilleros et les fondateurs des FARC, de génération en génération, puisque beaucoup des guérilleros ayant déserté dans les années 1990 et 2000, ont reconnu qu'ils avaient peur de se livrer à l'armée parce qu'on allait les torturer et les jeter des avions en vol. Les guérilleros et les bandits pratiquent aussi la torture : à Nunchía, département du Casanare, un paysan a eu les dents arrachées avec des tenailles, en présence de ses parents, la plante des pieds écorchée vive avant d'être obligé de marcher sur le sol couvert de sel jusqu'à ce qu'il meure⁴⁰³. Pour humilier les hommes, les femmes sont violées en présence de leur mari, leurs parents ou leurs frères. À Santo Domingo, département du Valle, des hommes en uniforme lavent publiquement des femmes nues, appartenant aux communautés indigènes, avant de les violer. Après sa capture, le guérillero *Capitán Terrible* atteste dans ses déclarations que ce fait est la raison principale pour laquelle il avait commencé le combat⁴⁰⁴. Une fois intervenu la première attaque sanglante des libéraux contre les conservateurs (ou vice versa), le processus se développe « automatiquement » : avec le désir de vengeance et la riposte, la chaîne de la violence reste nouée, impossible ensuite à rompre⁴⁰⁵.

Quelques témoignages de guérilleros, certains provenant de fondateurs des FARC, vont dans le même sens : il était nécessaire de se défendre ou de se venger des humiliations infligées par les « autres », et contre la violence physique ou mentale qui leur faisait perdre confiance en eux-mêmes.

Tel est l'exemple de Gerardo Loaiza, fondateur de l'une des guérillas libérales du Tolima :

⁴⁰¹ Dans un petit cachot ne dépassant pas trois mètres carrés de superficie, assez grand pour accueillir quatre ou cinq personnes, des groupes de 26 personnes sont enfermés parfois jusqu'à 8 jours. Ne pouvant se coucher ou s'asseoir, les victimes commencent à souffrir au bout de quelques jours de différentes affections dues à l'entassement et à la position du corps.

⁴⁰² Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 119

⁴⁰³ *Ibid.* p. 123

⁴⁰⁴ *Ibid.* p. 133

⁴⁰⁵ Urdaneta Arbeláez (Roberto), *El materialismo contra la Dignidad del Hombre: su impacto en la vida colombiana*, sans lieu, sans date, p. 286

« A Rioblanco, Tolima (...), la police et certains civils frappent certains citoyens, détruisent ce qu'ils trouvent, tirent à droite et à gauche, poursuivent les femmes ou les violent dans des chambres à coucher et des vestibules. Les gens fuient en emportant les vieillards et les enfants, mais en laissant tous les biens. Ils vont vers la forêt, vers l'exil, à peine défendus par quelques volontaires qui font face aux armes officielles avec des fusils de chasse primitifs. Le groupe se réfugie à El Quebradón, où le vieux Gerardo Loaiza (...) pleure avec des rugissements féroces l'opprobre contre l'honneur de son épouse et de ses filles perpétré en sa présence, pour avoir été ensuite pendu pour l'ignominie de sa qualité d'homme, un de ses fils arrivant de façon providentielle pour le sauver et qui, dans une lutte cruelle a laissé sur le champ cinq monstres au lieu de sa vie. Autour de cette douleur et de cette tragédie qui jamais ne guérira, le groupe se réunit. Un chef est requis et ce vieux là – si blessé par ce mépris impardonnable – l'est complètement. Surgit immédiatement comme séquelle naturelle le groupe armé offensif-défensif que se rassemble comme conséquence directe de mobiles vitaux. C'est le moment où le paysan précise nettement son idéal : lutte pour le foyer, l'honneur, la vie, le moi intime, son monde, son parti, son attachement. Il ne recherche pas la guerre, mais il accepte le défi et est barbare dans sa réponse »⁴⁰⁶.

Un cas comparable est celui de Pedro Antonio Marín, alias « Manuel Marulanda Vélez » ou « Tirofijo », chef d'une guérilla libérale du Tolima et fondateur des FARC :

« Quand arrive la période de la violence, Pedro Antonio Marín (...) vivait avec ses parents dans la Gaitanía. Au moment où les conservateurs commencent à les poursuivre pour les tuer à cause de leur condition de libéraux, Pedro Antonio, qui est déjà en contact avec les Loaiza, ses cousins, amène sa famille à Ocasión où les guérilleros libéraux ont leur siège et plus tard à El Davis où il y a des libéraux et des communistes. La famille Marín comme beaucoup de paysans libéraux de cette région vit pendant des années la dureté de la violence à travers la persécution, le meurtre, l'incendie de leurs maisons et les pratiques de terreur comme le dépeçage des corps qui caractérise cette époque. Quand l'amnistie de Rojas Pinilla arrive, la famille Marín, qui s'est réfugiée dans la montagne pour survivre à la barbarie, revient de nouveau en ville. Seul Pedro Antonio Marín reste dans la guérilla »⁴⁰⁷.

Si la femme et les filles de Gerardo Loaiza sont violées, la police torture Pedro Antonio Marín, brûle sa maison et agresse sa famille... comme pour d'autres guérilleros et bandits de l'époque (conservateurs, libéraux et communistes). En outre, les victimes ne sont pas seulement adultes. Les enfants sont socialisés de manière précoce à la violence : comme témoins, victimes ou exécuteurs.

⁴⁰⁶ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 215

⁴⁰⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 89

Si des dénis de reconnaissance dans la sphère de « l'affection » sont à l'origine de la violence ayant finalement conduit à la formation des FARC en 1964, il est aussi possible d'identifier le « mépris » (dénier de reconnaissance) dans des aspects d'ordre social qui compromettent le respect et l'estime propre aux individus. Dans le domaine de la reconnaissance du « droit », la privation de droits et l'exclusion porte aussi atteinte à l'intégrité sociale des individus. Tolérer une infériorité sociale et juridique entraîne un sentiment paralysant de honte sociale dont il n'est possible de se libérer que par une protestation active et la résistance⁴⁰⁸.

Camilo Torres, prêtre catholique et membre du groupe guérillero ELN, dans son essai sur la violence et les changements socioculturels dans les aires rurales colombiennes⁴⁰⁹, a réalisé une étude de la société rurale colombienne antérieurement à *La Violencia* et démontre qu'il s'agit d'une société relativement statique, où les canaux d'ascension sociale n'existent pas réellement. Le canal « économique », à savoir la possession de biens de production ou de consommation qui constitue en général un moyen rapide d'avancement dans l'échelle sociale, occupe à l'époque une place réduite en Colombie parce que ces derniers sont alors concentrés dans un petit nombre de mains. L'arrivée au gouvernement du parti libéral en 1930, avec l'ensemble de mesures sociales qu'il cherche à mettre en application, brise le *statu quo* social de la société rurale traditionnelle et son organisation de type « féodal ». Ainsi, la frustration de ceux qui n'ont pas accès à la possession de biens matériels devient un problème social aigu auquel ni le gouvernement ni la société ne proposent de solutions possibles. *La Violencia* (et la violence) donne à la paysannerie les outils pour se constituer en groupe de pression. Particulièrement, ceux qui se trouvent à mi-chemin de la structure économique et sociale mettent à profit cette opportunité pour s'emparer des biens de production et de consommation. Après *La Violencia*, « le paysan a pris l'habitude de chercher son avancement économique ou du moins sa subsistance par n'importe quel canal (canaux anormaux ou pathologiques) »⁴¹⁰.

⁴⁰⁸ Honneht (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 148. Citée par Cervio (Ana Lucía), *op.cit.*, 2008.

⁴⁰⁹ Torres (Camilo), « La violencia y los cambios socio-culturales en las áreas rurales colombianas », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985. pp. 55-106

⁴¹⁰ *Ibid.* p. 79

Concernant le canal « culturel », entendu comme l'acquisition de formes culturelles qui sont l'apanage d'une classe ou d'un statut social supérieur, compte tenu du manque de pépinières éducatives et de maîtres dans l'enseignement primaire en Colombie, un niveau élevé d'analphabétisme persiste dans les aires rurales. Sans accès à l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire est quasi inexistant et l'accès à l'université virtuellement impossible. Cela rend inatteignable l'accès à un niveau éducatif susceptible d'ouvrir les portes des cercles sociaux supérieurs et de leurs privilèges. Durant *La Violencia*, les guérillas, principalement avec aide du parti communiste, vont organiser des écoles pour les enfants, avec l'idée que l'éducation est un élément fondamental de la révolution, indispensable pour comprendre les causes de la lutte menée. Par rapport au canal « politique », il faut dire que l'avancement à l'intérieur de la structure de pouvoir de l'État demeure, quant à lui, entravé par deux pratiques récurrentes : le « gamonalisme » et le « clientélisme ». Le *gamonal* est un chef traditionnel au niveau local qui, grâce à sa supériorité économique et sociale, joue un rôle décisif dans l'élection des élus locaux où bien souvent se porte lui-même candidat. Le « clientélisme » est un système officieux d'échange de faveurs : en échange d'un appui électoral, les hommes politiques octroient par la suite des postes administratifs, des concessions pour des travaux publics, etc. Ce qui empêche un affrontement politique basé sur les mérites ou le programme des candidats. *La Violencia* établit un nouveau système de gouvernement informel dans les zones rurales où elle se manifeste : les leaders traditionnels, les *gamonales*, sont remplacés par les chefs guérilleros qui pour beaucoup n'auraient jamais obtenu le pouvoir acquis grâce à la violence au sein de structures normales d'ascension sociale. Quant au canal « bureaucratique », c'est-à-dire l'avancement social acquis grâce à des postes administratifs dans le secteur public et privé, il demeure fermé par les mêmes raisons : un défaut d'éducation des secteurs ruraux et populaires et un manque du contrôle des ressources économiques ou politiques empêchent l'accès à ces postes. Les uniques canaux d'ascension sociale relativement ouverts aux secteurs ruraux sont offerts par le canal « militaire » et « ecclésiastique ». Le canal « militaire » se démocratise suite à la dictature de Rojas Pinilla, la fonction gagnant alors un certain prestige social. Cependant, intégrer les forces armées reste

difficile et implique un coût financier certain. Devenir prêtre est un autre mécanisme porteur de reconnaissance sociale, mais l'entrée au séminaire demeure onéreuse et demande un niveau minimum d'éducation. Ainsi, les canaux économique, culturel, politique, bureaucratique, militaire et ecclésiastique restent fermés aux pauvres des zones rurales et urbaines. Durant des décennies, ce système fermé favorise l'acceptation de ce type de domination sociale mais un changement intervient avec les réformes introduites par le gouvernement libéral sous l'influence des évolutions intervenues dans le système international au début du XXe siècle. Il génère une perception plus aiguë et une frustration sociale face à un système impliquant que tous les êtres humains ne sont pas considérés comme égaux et avec les mêmes droits. La preuve ultime est la mort de Jorge Eliecer Gaitán et la vague de violence qu'elle produit, la plus intense de cette époque. Ce dernier incarne pour beaucoup le symbole d'une personne ayant réussi socialement malgré ses origines, raison de son assassinat. La violence générée par le 9 avril et ses suites, provoque le déplacement de paysans vers les centres urbains augmentant la perception des différences d'opportunités et de droits entre la population du monde rural et du monde urbain. Les villes n'ayant pas les ressources structurels (en logements, services, travail) pour accueillir ces nouveaux habitants, il se produit une dynamique d'encercllement périphérique des noyaux urbains par des ceintures de misère. En plus de correspondre à un mépris, à un déni de reconnaissance, dans la sphère du droit, la situation vécue en Colombie pendant cette période, correspond à la notion de « frustration/agression » proposée par John Dollard en 1939 et complétée par Ted Gurr avec la notion de « déprivation relative » selon laquelle : « *ce n'est plus une situation objective de frustration mais sa perception subjective qui peut déboucher sur l'agression. Elle naît de la confrontation entre les attentes des individus (value expectations - niveau subjectif) et la satisfaction objective des besoins (value capacities - niveau objectif)* »⁴¹¹.

Cependant, la violence développe aussi de nouveaux canaux d'ascension sociale qui bien qu'« anormaux et pathologiques » selon les mots de Camilo Torres, amène une reconnaissance dans le domaine du droit à travers les armes : de

⁴¹¹ Sommier (Isabelle), *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Science Po, 2008. pp. 12-13

nouveaux chefs, de nouvelles structures sociales, et le sentiment d'être tous égaux au combat, hommes et femmes sur un même plan. « *La violence a introduit simultanément la conscience de la frustration, l'irritation de cette frustration, des instruments efficaces mais anormaux de résoudre la frustration* »⁴¹². Dans une certaine mesure, « *l'omniprésence de la mort devenait, ainsi que l'a montré Hannah Arendt (...) un facteur reconnaissable d'égalisation, un recours extrême et peut être inconscient au nivellement* »⁴¹³.

La recherche d'une perception d'égalité qui fortifierait le respect propre des individus, est accompagnée dans le cas colombien d'une lutte contre « l'humiliation », contre « l'indignité » et « l'injure », dénis de reconnaissance dans la sphère de la solidarité, pour la valorisation sociale que mérite tout individu ou groupe par ses caractéristiques particulières, son identité singulière. Nier ou étouffer la valeur sociale d'un individu ou d'un groupe, en méprisant son style de vie en général, ses coutumes, ses goûts, ses actions ou perceptions, provoque des lésions morales qui mettent en situation d'échec la dignité et l'honneur des sujets et affectent leur estime de soi.

En Colombie, la première identité revendiquée durant cette période pré-FARC est l'identité partisane. Comme le rappelle Gonzalo Sanchez, la profondeur des haines rend alors les identités partisanses « *irréductibles, inacceptables, monstrueuses, obscènes l'une à l'autre* »⁴¹⁴. A leur arrivée au pouvoir en 1930, les libéraux tentent d'imposer leur vision du monde social. Quand le parti conservateur revient aux affaires en 1946, la consigne est d'unifier le peuple autour d'une croyance commune et totalisante : il faut réaliser soit la conversion des masses libérales soit leur extermination puisque le libéralisme « athée et communiste » porte en lui le germe du mal, des idées libertaires qui portent atteinte à la culture et aux coutumes occidentales⁴¹⁵. Les familles ou les personnes considérées comme sympathisantes du parti libéral sont attaquées par les conservateurs. Ceux qui survivent doivent abjurer, par écrit, leur appartenance au

⁴¹² Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 69

⁴¹³ Sánchez (Gonzalo), *Op.cit.*, 1998. p. 38

⁴¹⁴ *Ibid.* p. 38

⁴¹⁵ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. pp.101-102

parti libéral en échange de leur vie. Bien que la différence objective (programme, idéologie) entre les partis soit minime ou inexistante :

« Les défections, les passages d'un parti à l'autre sous la menace furent rarissimes. Les adversaires avaient pour projet de s'exterminer, non de se convertir mutuellement, fût-ce par la force. En Colombie, surtout dans les campagnes, on meurt dans le parti où l'on est né : un parti est plus qu'un foi, plus qu'une culture, une ethnie »⁴¹⁶.

Mais le premier combat entre les deux partis est d'abord livré sur le plan linguistique et symbolique. Jaime Guaraca, membre fondateur des FARC, remarque ainsi :

« À la guérilla libérale, les prêtres, la police et les conservateurs lui disaient *chusma* (racaille). Ils ne disaient ni bandits, ni antisociaux, ni guérilla, mais *chusma*. C'était un terme dégradant »⁴¹⁷.

De même, il faut noter que lorsque les militaires commencent les campagnes de pacification sous le gouvernement du Général Rojas, les révolutionnaires sont qualifiés dans les documents militaires de « scélérats » et de « bandits ». La présence d'un ressentiment et d'une certaine « aversion » apparaît ici alors que, durant les négociations, les rebelles sont ouvertement désignés sous le terme de « guérilleros ». Dans les Llanos Orientales, les guérilleros racontent que :

« Duarte Blum (un général) prit la parole: – bonjour, les guérilleros (il ne nous a pas dit ni *chusmeros*, ni bandits, ni rien de semblable). Tout de suite, il est descendu de la tribune et a commencé à serrer la main de chacun (...), c'est la façon de créer une plus grande confiance avant de nous éliminer sous différents prétextes »⁴¹⁸.

Les guérilleros répondent à leur tour en revendiquant l'identité guérillera, l'exaltant à travers l'usage d'insignes, d'hymnes, de noms de code. Beaucoup de chansons populaires de guérilleros chantent leurs triomphes et tournent en ridicule le rôle de l'armée et de la police⁴¹⁹, ainsi la chanson *Je suis, je suis, je suis guérillero* dont les paroles sont « je n'ai peur de personne parce que je suis né guérillero, moi seul sens la valeur des pieds jusqu'au chapeau » ; ou la chanson *Ton guérillero*, « voici ton guérillero *morena*, décidé, mâle et vaillant, qui accomplit quotidiennement son devoir, des luttes dans l'Orient » ; et finalement la

⁴¹⁶ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 259

⁴¹⁷ Matta (Luis Alberto), *Colombia y las FARC-EP: Origenes de la lucha guerrillera, testimonio del comandante Jaime Guaraca*, Tafalla Espagne, Txalaparta, 1999. p. 57

⁴¹⁸ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 153

chanson *Guadalupe* dont le texte dit « ici vient, Don Guadalupe, portant la terreur et la mort, tandis que ceux de Bogotá le nomment bandit, le peuple le bénit, le nommant son porte-drapeau »⁴²⁰.

Les libéraux sont appelés *bandoleros*, *chusmeros*, *cachiporras*, *patiamarillo*. En revanche, *godo*, *chulavita*, *chunchullos*, *guates*, *sonsos*, *patones*, *indios*, *tombos*, *chulos*, est la façon de désigner les conservateurs et les forces du gouvernement. Tous des termes dégradants. Le journaliste Calibán du journal *El Tiempo* écrit, dans l'article *La Danse des Heures* que :

La cause de la violence « est nécessairement à chercher aussi dans les campagnes de presse qui la stimulent en soutenant tous les jours que les conservateurs sont un troupeau d'assassins ou que les libéraux sont une tribu de bandits. Pour désarmer les esprits, il est évident qu'il faut commencer par désamorcer les mots »⁴²¹.

Avec l'arrivée du Front National, après des années de dénigrement de l'identité particulière (partisane) de l'autre, un projet d'amendement engage les deux partis à promouvoir la restauration du prestige et de la crédibilité du mouvement adverse pour permettre un processus qui, dans le cadre du schéma idéologique et politique du Front National, convertit chaque parti en garant de l'application des engagements consentis. Dans un gouvernement paritaire, de politique coalisée, de campagnes électorales conjointes, avec l'alternance dans l'exercice du pouvoir exécutif, les conservateurs doivent faire comprendre à leurs partisans que les libéraux ne sont plus des francs-maçons, athées et socialistes, mais une communauté de bien démocratique avec laquelle ils vont partager le pouvoir sur la base de propositions communes. De la même façon, les libéraux doivent convaincre leurs bases sociales que les conservateurs ne sont pas une force terrifiante qui menace leur vie mais des partenaires d'un autre parti politique avec lesquels ils vont gouverner le pays pour maintenir l'harmonie et la tranquillité de la nation. Ainsi, la tâche de rendre crédit au rival est la première action que les partis entreprennent en faveur du pacte du Front National. Cependant, cette situation provoque les conditions qui vont amener dans les années suivantes une

⁴¹⁹ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 148

⁴²⁰ *Soy, soy, soy guerrillero* : « no le tengo miedo a nadie porque nací guerrillero, yo solo siento valor de los pies hasta el sombrero » ; *Tu guerrillero* : « tu guerrillero morena, decidido, macho y valiente, que a diario cumple faenas, de luchas en el oriente » ; et *Guadalupe* : « Ahí viene don Guadalupe, terror y muerte llevando, mientras los de Bogotá, bandolero lo han llamado, y el pueblo que lo bendice, lo nombra su abanderado ». *Ibid.* p. 269

⁴²¹ *Ibid.* p. 50

dépolitisation marquée des bases sociales des partis traditionnels que se sentent d'une certaine façon « trahies » par ces collectivités politiques⁴²².

Dans le cadre de la lutte pour la reconnaissance dans le domaine de la « solidarité », il est pertinent de signaler qu'en Colombie, l'accent a été porté sur les différences entre les communautés (d'abord entre conservateurs et libéraux, ensuite entre militaires et guérilleros, puis entre « propres » et communistes⁴²³), endommageant encore plus les liens, les identités partagées, marquées traditionnellement par la parenté ou la ressemblance. En Colombie, l'autre est respecté seulement en tant que membre de la même catégorie sociale ou du même segment auquel on appartient soi-même. La famille se présente presque exclusivement comme l'unique espace de solidarité et elle se fonde sur la similitude. Ce type de solidarité s'étend aux clans et à ses expressions contemporaines. Le respect résulte donc de la similitude et la familiarité.⁴²⁴ La méfiance envers « l'autre » et sa dévalorisation génèrent des blessures identitaires qui poussent à la lutte pour prouver sa valeur et récupérer l'estime de soi.

Un autre élément de l'identité particulière de ceux ayant participé aux faits de violence des premières décennies du XXe siècle est l'appartenance religieuse. Comme cela a été mentionné précédemment et comme le montre Carlos Mario Perea⁴²⁵, les partis libéral et conservateur n'étaient pas aussi éloignés l'un de l'autre que l'on pourrait le croire et étaient même relativement proches sur certains sujets comme la nécessité de l'unité de la nation, la conception du peuple, de la démocratie, et même sur le plan des croyances et pratiques religieuses. Ainsi, ce dernier aspect se révèle déterminant dans le processus de construction des

⁴²² Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 54-55

⁴²³ Les communistes disaient des libéraux : « ils n'ont jamais pu accepter qu'il ne faut pas agresser quelqu'un pour le seul fait d'être conservateur. Ils n'ont jamais compris que les travailleurs, de filiation libérale ou conservatrice, n'ont rien à voir avec la politique oligarchique de la direction de ces partis. Ils n'acceptaient pas que durant le détachement d'El Davis nous maintenions des conservateurs. Ils ne partageaient pas non plus l'idée qu'il ne fallait pas éliminer un libéral pour lui prendre une bonne arme qu'il possédait, chose qu'ils faisaient régulièrement. Ils n'acceptaient pas que la lutte ne soit pas menée pour s'enrichir mais pour des objectifs nobles et avancés comme le renversement de la dictature de l'époque. Ils n'admettaient pas que les armes conquises dans un combat soient la propriété du mouvement. Ils pratiquaient la devise de ce que nous appelions le garrapatero: celui qui attrape, attrape, comme semble le faire cet oiseau de rapine. Eux soutenaient "si j'attrape un fusil, ce fusil est à moi" ». Les libéraux, les "propres", disaient des communistes : « les libéraux sont les propres et les autres sont les "communs" ou communistes, et, nous ne pouvons pas nous unir avec eux parce que nous sommes ennemis à mort : les communistes sont adversaires de la propriété que nous libéraux défendons ; les communistes sont ennemis de Dieu et nous sommes croyants catholiques. Pour cela, vous ne pouvez ni ne devez être alliés avec eux. Il faut immédiatement casser cette unité. Nous, les libéraux, allons prendre le gouvernement pour en finir avec les communistes ». Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 206

⁴²⁴ Parales (Carlos José), *op.cit.*, 2004. p. 14

antagonismes entre les deux collectivités. Les discours et les actes en matière religieuse ont été utilisés par les partis et leurs représentants pour disqualifier l'opposant, pour l'éliminer symboliquement.

En 1936, les libéraux font adopter une réforme de la Constitution de 1886. L'acte législatif par lequel la réforme est effectuée ne commence pas par la formule traditionnelle, « *au nom de Dieu, source suprême de toute autorité, les députés de l'Assemblée décrètent* », mais par la formule suivante : « *Le Congrès de la République décrète* »⁴²⁶. Ce geste est interprété par le dirigeant du parti conservateur, Laureano Gómez, comme une attaque contre les croyances catholiques « sacrées » de la majorité des Colombiens, comme une atteinte au contrat sur lequel sont basées les relations des membres de la société et une action symboliquement violente contre toute personne croyant dans le pays à ce fondement sacré de l'ordre juridique et politique⁴²⁷. En réponse, Laureano Gómez lance une « déclaration de guerre » dans son discours devant le Congrès de la République en septembre 1940 :

« Il y a des choses que Monsieur López (Alfonso López Pumarejo, libéral) a renversées, a ignorées et outragées ; des choses qui sont sacrées pour l'immense majorité du pays. Monsieur López déclare maintenant que s'il revient à la première magistrature, il continuera d'opprimer, de détruire et d'annihiler ces mêmes choses sacrées c'est-à-dire qu'il nous déclare la guerre. Et nous ne pouvons pas faire moins, pour accomplir un devoir élémentaire, que d'accepter cette déclaration et nous devons nous préparer à la guerre non seulement comme une chose licite mais comme une nécessité impérative du moment (...). Il y a des choses auxquelles nous autres, conservateurs, comme les êtres spirituels que nous sommes, ne pouvons renoncer ; nous renoncerions plutôt à la vie ; c'est pourquoi nous devons préparer la guerre parce que nous sommes mis face à l'alternative de choisir : ou nous renonçons au concept de patrie, au concept de culture, au concept de moralité qui est enraciné au plus profond de notre conscience, ou nous renonçons à la vie. Mais nous serions des ingrats, des lâches dégénérés, si nous choisissons de renoncer à toutes ces choses pour

⁴²⁵ Perea Restrepo (Carlos Mario), « Porque la Sangre es Espíritu. Imaginario y discurso político en Colombia 1942-1949 » dans *Colombia 1996*, Bogotá, Aguilar, 1996.

⁴²⁶ García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

⁴²⁷ « Les législateurs libéraux, en ignorant le fait fondamental que Dieu est l'être qui autorise les êtres humains à écrire et dicter leurs propres lois, ont ignoré d'une manière brutale, selon ce que considère Laureano Gómez, l'existence de cette idée profondément enracinée dans l'âme des Colombiens ; ignoré une idée qui fait partie de leur propre être et de leur existence comme des personnes dignes de l'être. Et en faisant cela, ils ont heurté durement le soutien spirituel de leur vie, le support qui lui donne une valeur et un sens ». García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

sauver une vie misérable sous la tyrannie instaurée par une artificieuse majorité libérale...»⁴²⁸.

A son appel, répondent tant les conservateurs que de nombreux prêtres qui, depuis la chaire, accusent le libéralisme d'être une invention du diable et appellent les fidèles à voter et à agir pour le parti conservateur⁴²⁹. Le plus curieux reste qu'en Colombie, l'anticléricalisme libéral (visant à la séparation de l'Église et de l'État), s'il touche les clercs, ne vise pas la foi chrétienne. Les libéraux sont aussi de foi catholique, ce qui va devenir l'un des arguments de la dispute entre les « communs » (communistes) traités, de façon péjorative, « d'athées » par les premiers.

Grâce à l'analyse du discours des acteurs armés de cette époque, de la forme d'organisation socioculturelle, des conditions économiques et des pratiques violentes (ritualisation de la mort et torture), il est possible d'affirmer que, dans le déchaînement du conflit colombien des années 1930 à 1964 ayant donné naissance aux FARC, ont joué un rôle central la réification des individus, le mépris, les dénis de reconnaissance dans le domaine de « l'affection » (violence physique et psychologique, torture, agressions sexuelles); du « droit » (société rurale traditionnelle et organisation à caractère féodal où tous les Colombiens ne sont pas traités de manière égale, n'ont pas d'accès aux mêmes droits et où les mécanismes d'ascension social sont bloqués) et de « la solidarité » (mépris et négation des identités partisans – politiques et religieuses – sacrées). Ces facteurs ont produit des blessures identitaires, symboliques, morales, sociales et psychologiques qui ont favorisé une « lutte pour la reconnaissance » dans le sens honnethien du terme. Pourtant, demeure la question de savoir pourquoi cette lutte a atteint un tel degré de violence ?

Sans défendre la thèse de l'inévitabilité de la violence en Colombie, il semble clair qu'un facteur ayant influé sur le passage de la violence physique-armée est la socialisation de la violence qui existe en Colombie depuis la conquête Espagnole, la lutte par l'indépendance, les guerres civiles du XIXe siècle, la guerre des Mille Jours. Chacun de ces affrontements a construit un imaginaire du héros, du chef, des batailles, des combats, pour la patrie, la nation, l'indépendance qui a

⁴²⁸ Laureano Gómez cité par *Ibid.*

eu un impact sur la mentalité des communautés colombiennes principalement rurales. La violence armée s'est convertie en un outil additionnel (quoiqu'anormal) d'interaction sociale. Après que les promesses de paix du gouvernement militaire du Général Rojas Pinilla aient été déçues, il s'est produit un double effet, cognitif et psychologique, à savoir la croyance et le sentiment que face à l'agression d'autres partis ou forces étatiques, la possession des armes était l'unique moyen permettant de rester en vie, de se défendre avec efficacité. Mais de leur possession et de leur usage réitéré, les paysans ont appris après quelque temps que, en plus de servir à défendre leur vie, elles fournissaient un pouvoir déterminé sur les groupes sociaux qui habitent dans les régions dans lesquelles ils étaient implantés militairement. La fonction défensive, fonction primitivement attribuée aux armes, est aussi progressivement remplacée par une fonction offensive non seulement contre les forces de l'État mais aussi contre des secteurs civils spécifiques de la société. Ce pouvoir leur a permis de disposer de la vie et des biens économiques des personnes appartenant à certains groupes sociaux. En devenant un groupe organisé, disposant d'armes, ils étaient désormais en position ou en capacité de faire plier ceux n'en disposant pas à leur volonté et de les faire obéir à leurs ordres⁴³⁰.

Un autre élément qui facilite le passage à la violence, est la précarité de la symbolique nationale⁴³¹, la faiblesse des identités pacificatrices et l'affaiblissement des identités partagées. La division précoce en deux communautés politiques (avec leur clientèle respective basée sur l'idée d'allégeance), la séparation presque insurmontable entre le monde urbain et le monde rural, la fragmentation géographique (et par là culturelle) du territoire... tous ces éléments ont miné l'idée même d'unité nationale. Comme le remarque Thomas Lindemann, l'absence de normes et d'identités partagées a produit une insécurité ontologique qui peut motiver le recours à la force armée. Et cela pour deux raisons. Premièrement, moins l'univers normatif est reconnu et moins le recours à la force paraît symboliquement coûteux. Deuxièmement, l'existence même d'un autre défendant

⁴²⁹ Burin de Rozières (Philippe), *op.cit.*, 1995. p. 14

⁴³⁰ García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

⁴³¹ Voir Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 13

des valeurs différentes des nôtres peut être perçu comme une remise en question insupportable de notre univers symbolique et de notre identité⁴³².

Dans le cas colombien, la violence partisane est peu coûteuse en termes symboliques, puisque le parti au pouvoir n'a pas de comptes à rendre à quiconque sur le sort des partisans du parti adverse. C'est seulement avec l'avènement du Front National, dans lequel les deux organisations se sont répartis le pouvoir, que les chefs libéraux et conservateurs ont trouvé un intérêt dans la paix : pour conserver une participation et une influence sur le gouvernement, pour défendre leurs biens et leurs propres vies. C'est pourquoi, pendant le Front National, la violence se concentre chez les mouvements agraires d'autodéfense et de guérilla mobile, d'obédience communiste, hors système, qui se convertissent en nouveaux « ennemis » de la « majorité » car remettant en cause le partage du pouvoir entre les deux partis traditionnels, le contrôle sur les masses populaires urbaines et rurales. Il est certain que la menace réelle (armée ou stratégique) des groupes révolutionnaires est alors très faible, les FARC ayant par exemple été fondées avec un effectif d'environ 350 membres. Cependant, le communisme représente une menace symbolique tant pour les partis traditionnels colombiens que pour le gouvernement américain (dans le contexte de guerre froide en Amérique Latine et suite au précédent cubain). La lutte contre le communisme, d'un coût symbolique faible à l'intérieur du pays, devient alors une priorité pour les élites politiques colombiennes. Désormais, « l'autre » révolutionnaire et « athée », qui met en péril l'identité propre des élites colombiennes et de leurs « amis » américains, sont les guérillas marxistes.

Étroitement rattachée aux deux précédents facteurs, la violence s'alimente elle-même dans une dynamique de feedback, de prophétie auto-réalisatrice, de jeu de miroirs. Les individus construisent ou redéfinissent leur identité à travers le regard d'un autre « significatif ». Si « l'autre » adopte une posture agressive ou punitive, l'acteur éprouvera la nécessité de protéger sa propre identité, de la mettre en valeur, ce qui construira à son tour des identités « exclusives » ou « idéalisées », générant une escalade dans le conflit. Une guérillera communiste témoigne :

⁴³² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. pp. 57 et ss.

« La chose est devenue comme cela : le libéral que l'on attrapait était tué et le *godo* qui se faisait prendre, on le tuait aussi. À la fin, ce qui s'est passé, c'est que nous avons fini par nous tuer, tous les paysans, les uns aux autres »⁴³³.

Selon l'historienne Cristina Rojas, pour expliquer la violence entre « égaux » il faut recourir aux notions de désir et de rivalité. Rojas reprend la notion de désir mimétique développée par René Girard⁴³⁴ (le sujet désire l'objet seulement parce que son rival le veut aussi) selon laquelle la rivalité prend naissance de deux désirs convergeant sur un même objet et se faisant obstacle mutuellement. La nature mimétique du désir explique le caractère réciproque de la violence : un cercle vicieux défini en termes de vengeance et de représailles.

« La violence est source d'une violence auto-propagée et imitative. À mesure que la violence croît, tous les membres de la communauté se convertissent en jumeaux de la violence, les uns deviennent les doubles des autres. Le problème avec ce type de violence est qu'aucun des deux antagonistes ne reconnaît la rivalité, c'est-à-dire que les acteurs ne perçoivent pas la relation de réciprocité dans laquelle ils sont engagés. Comme le mentionne René Girard, les antagonistes se convertissent en double de l'autre. De cette façon, quand l'un contemple l'autre, il voit seulement les différences qui les séparent, mais depuis une position externe, les acteurs apparaissent identiques l'un à l'autre »⁴³⁵.

Un autre aspect, rendu saillant par l'étude de *La Violencia* en Colombie depuis l'optique de la lutte par la reconnaissance, est le rôle de l'« honneur » et de la « vengeance ». Comme le montrent Marie Victoria Uribe et Virginia Gutiérrez de Pineda, le modèle familial dominant durant cette période de socialisation précoce est le modèle familial patriarcal qui impose de stricts codes d'honneur dans lesquels l'offense est réglée par l'exercice de l'agressivité.

« Dans beaucoup d'endroits de la région andine colombienne, l'honneur était un principe sacré qu'il fallait défendre : il y allait de sa propre vie et de la mort de l'offenseur (...). Les offenses à l'honneur, les moqueries et les provocations faisaient éclater l'agressivité, et en même temps les blessures et les morts marquaient davantage la distance déjà considérable qui séparait les libéraux des conservateurs »⁴³⁶.

La vengeance, pour sa part, étroitement liée à la défense de l'honneur, alimente les rancunes et sert d'arrière-plan à beaucoup d'altercations. Dans les Llanos Orientales, beaucoup de propriétaires de fermes d'élevage se convertissent en

⁴³³ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 170

⁴³⁴ Girard (René), *La violencia y lo sagrado*, Barcelona, Anagrama, Renán Silva editores, 1995. p.153. Cité par Rojas (Cristina), *op.cit.*, 2003. pp. 65-89

⁴³⁵ Rojas (Cristina), *op.cit.*, 2003. p. 87

« bêtes humaines », lorsqu'arrive le moment de la vengeance, d'apurer les « dettes » avec d'autres propriétaires fonciers ou même avec leurs propres *peones* (employés)⁴³⁷. Dans le Tolima, une guérillera communiste, en réponse à la question du prêtre Germán Guzmán: « que ressentiez-vous personnellement ? », répond :

« Eh bien voyez-vous, sans nouvelles de mon mari, avec 4 fils morts, avec l'aîné assassiné à coups de machette, on devient méchant, on s'abîme, on sent comme l'appétit de tuer, de se venger. Parce que, pourquoi doit-on être dans la montagne, souffrant, tandis que d'autres vivent dans les villages si tranquilles ? »⁴³⁸.

La vengeance marque non seulement le passage à la violence mais aussi son degré :

« Comme dans toutes les sociétés où l'honneur joue le rôle principal, le lien de parenté déterminait pour ces paysans leur propre identité. On exterminait souvent des familles entières, puisque tuer l'ennemi signifiait nécessairement tuer son épouse et ses enfants: laisser la vie sauve à l'un des membres de la famille, c'était courir le risque que celui-ci se charge plus tard de venger les siens »⁴³⁹.

La société rurale traditionnelle non seulement est basée sur des codes d'honneur mais aussi sur des valeurs « viriles ». Les acteurs qui revendiquent pour eux ou leur collectivité une identité de rôle virile sont particulièrement vulnérables aux « blessures narcissiques »⁴⁴⁰. Et plus encore en Colombie, comme le note Kimberly Theidon⁴⁴¹, où la virilité était (est) une virilité militarisée c'est-à-dire une fusion de certaines pratiques et images de la masculinité qui sont associées à l'usage des armes et à la manifestation d'une agressive et permanente masculinité misogyne. Le pouvoir est associé aux armes et les armes à la masculinité. Beaucoup de femmes prennent les armes afin d'imposer le respect dans un monde rural. Lorsque l'on demande à une guérillera communiste :

« N'y avait-il pas de cas d'homosexualité? Savez-vous ce qui s'est? ». La réponse est claire : « Oui, monsieur, mais vous me pardonnerez : Diable! Entre révolutionnaires, il y a des mâles, pas des pédales »⁴⁴².

⁴³⁶ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. p. 42

⁴³⁷ Guzmán Campos (German), *op.cit.*, 1968. p.153

⁴³⁸ *Ibid.* p.179

⁴³⁹ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. p. 42

⁴⁴⁰ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 43

⁴⁴¹ Theidon (Kimberly), « Reconstructing Masculinities: The Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Former Combatants in Colombia », *Human Rights Quarterly*, Johns Hopkins University Press, No. 31, 2009. p. 34

⁴⁴² Guzmán Campos (German), *op.cit.*, 1968. p. 153

Assassiner est un mécanisme permettant d'obtenir une reconnaissance sociale, c'est une question de virilité⁴⁴³, comme cela apparaît dans ce témoignage d'un milicien (guérillero urbain) :

« Être commandant des milices était très valorisant, parce que à dire vrai, d'un commandant on s'amourache facilement »⁴⁴⁴.

Jaime Guaracas, membre fondateur des FARC, souligne aussi la relation entre la virilité, les qualités de chef, et le succès avec les femmes quand il parle du guérillero « Charro Negro » :

« Quand j'ai vu pour la première fois Charro, j'étais un enfant ; avec Chucho, mon petit frère, nous le suivions pour entendre ce qu'il allait dire (...). On remarquait qu'il était un chef, et je le dis sincèrement, parce c'était un homme joyeux, un homme qui éveillait et semait une confiance absolue chez les gens, c'était un homme en qui on ne voyait aucune crainte ; je me rappelle qu'il aimait boire de l'alcool et danser ; bon, et ici même, pourquoi ne pas le dire, il aimait les femmes et les approchait facilement... »⁴⁴⁵.

La violence, les armes, sont une source de reconnaissance pour les guérilleros⁴⁴⁶ et les bandits (on nomme bandits ces hommes armés qui manquent de convictions politiques affirmées bien que la frontière entre les deux soit très ténue lors la période historique de la présente analyse). Dans l'imaginaire rural, tant les uns que les autres se convertissent en « défenseurs héroïques » des pauvres et à l'exemple de bandits d'autres pays, les paysans leur attribuent des « pouvoirs magiques »⁴⁴⁷. Le prestige des guérilleros et des bandits provient de leurs prouesses et de l'image d'invulnérabilité que les paysans leur accordent⁴⁴⁸. C'est ainsi que va se généraliser le phénomène du « *dur consacré comme héros qui assassine les propriétaires fonciers (...), détruit des foyers, massacre des paysans sous la protection de gens qui l'imitent, l'appuient et le glorifient avec un culte inexplicable, presque comme une chose sacrée, tandis que beaucoup se réjouissent quand la victime appartient au parti opposé* »⁴⁴⁹. Ainsi que le remarquent Isabelle

⁴⁴³ Franco (Jean), « Bodies in Contention », *Nacla Report on the Americas*, XXXIV, 5, 2001. p. 42

⁴⁴⁴ Rojas (Cristina), *op.cit.*, 2003. p. 81

⁴⁴⁵ Matta (Luis Alberto), *op.cit.*, 1999. p. 38

⁴⁴⁶ Il n'y a pas lieu ici de présenter toute la géographie sociale de ces guérillas, mouvements qui se recoupaient d'ailleurs avec d'autres formes moins définies et plus souterraines d'action armée.

⁴⁴⁷ Steiner (Claudia), « Un bandolero para el recuerdo : Efraín González también conocido como el siete colores », *Antipoda*, n°2, enero-junio de 2006, pp. 230-253 et Losonczy (Anne Marie), « Violence social et ritualisation de la mort et du deuil en Colombie », dans *Sociétés dans la guerre* éd. par Goudineau (Yves), Paris, Éditions de l'Aube - IRD (Institut de Recherche pour le Développement), 2003. pp. 187-199

⁴⁴⁸ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 25

⁴⁴⁹ Guzmán Campos (German), *op.cit.*, 1968. p. 97

Sommier et Xavier Crettiez : « *Le thème de la rébellion, et surtout la figure du rebelle (...) offrent leurs principaux héros aux cultures populaires, de Mandrin à Robin des Bois. Que nous apprennent ces récits ? Ils montrent la frontière ténue entre le rebelle-bandit et le rebelle révolutionnaire, dans la réalité comme dans les imaginaires* »⁴⁵⁰.

La reconnaissance octroyée par les armes se manifeste aussi à travers la sécurité ontologique que produit le fait d'appartenir à un groupe, de faire partie d'une communauté. « *Sur une simple impulsion de conservation, le paysan persécuté intègre un nouveau groupe dont il ignore certainement tout: celui de la lutte. Il s'y réfugie, l'appuie, l'aide, va jusqu'à l'aimer même bien que tragiquement, comme quelque chose qui comble le vide de la sécurité sociale qu'il a perdue* »⁴⁵¹.

L'espace de socialisation de toute une génération d'enfants et d'adolescents (entre 1948 et 1965) n'est pas la famille, le quartier, la rue ou l'école, mais la guérilla (ou les mouvements d'autodéfense agraire). Pour beaucoup de colombiens, être guérillero est un choix de vie comme un autre, comme devenir charpentier, agriculteur ou cordonnier. Pourtant, l'engagement dans la guérilla a des conséquences avec la nécessité de se construire une vie nouvelle (ce qui à long terme complique l'abandon des armes et le retour à la vie civile)⁴⁵². Dans cette nouvelle communauté à laquelle il appartient, le guérillero renforce non seulement son identité (estime sociale) à travers le sentiment d'appartenance mais cela lui offre aussi de nouveaux mécanismes d'ascension sociale. Un commandant des FARC déclare :

« Ici les stimulations sont d'un type moral (...) non d'un type matériel (...). Si après deux ans, quelqu'un a montré une bonne discipline et un bon comportement, ils commencent à lui donner des niveaux de responsabilité »⁴⁵³.

La violence armée et les différentes dynamiques socioculturelles, économiques et historiques qui se produisent durant la période dite de *La Violencia*, de la dictature du Général Rojas Pinilla et du Front National, ont pour arrière-plan la lutte pour la reconnaissance des paysans, de la population rurale,

⁴⁵⁰ Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2006. p. 14

⁴⁵¹ Guzmán Campos (German), *op.cit.*, 1968. p. 214

⁴⁵² Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 45

⁴⁵³ Congote Ochoa (Bernardo), *op.cit.*, 2006.

qui cherchent à faire face aux dénis de reconnaissance dans les sphères de l'amour, du droit et de la solidarité. Le marxisme comme idéologie fondatrice du mouvement des FARC offre un « vocabulaire » pour exprimer les différentes nécessités de reconnaissance de quelques individus et groupes bien précis. La pensée politique facilite, pour les groupes guérilleros libéraux et communistes qui ne se sont pas démobilisés ou criminalisés, l'acquisition de leur propre identité, en accord avec les imaginaires du libéralisme insurgé et du communisme, pour revêtir leurs actions d'une nouvelle légitimité sociale⁴⁵⁴. Cette situation correspond à la thèse d'Axel Honneth de la lutte pour la reconnaissance qui explique les conflits par « *des expériences morales qui se dégagent du non respect des attentes de reconnaissance profondément enracinées* ». De tels sentiments peuvent permettre de démontrer le fondement émotionnel d'une résistance collective quand l'individu « *est en capacité de les formuler dans un cadre d'interprétation subjectif qui les identifie comme typiques du groupe entier* »⁴⁵⁵. L'idéologie marxiste, mobilisée par le parti communiste et par la suite par la FARC, leur a donné un cadre d'interprétation pour unifier les sentiments individuels d'humiliation face au mépris subi et les transformer en cause collective, sociale et politique.

« Peligro » (Leopoldo García, originaire du Tolima, 38 ans), à la question de savoir comment il était entré dans la guérilla, répond :

« Je suis allé trouver un homme honnête et *pantalonudo* [courageux] qui dirigeait déjà la résistance dans les environs et je lui ai dit que je préférais qu'ils me tuent, plutôt que de continuer à être humilié par les *chulavitas* [conservateurs]. Nous étions si bêtes, si ignorants que, nous écrivions "révolution" avec un "b" long. C'est Ignacio Parra "Révolution" – idéologue du mouvement – qui nous a appris à écrire ce mot avec un "v" »⁴⁵⁶.

⁴⁵⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 53-54

⁴⁵⁵ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 194

⁴⁵⁶ Guzmán Campos (German), *op.cit.*, 1968. p. 291

1.2 La guérilla « révolutionnaire » : construction d'un discours légitimant la lutte pour la reconnaissance (1960-1980)

« Dans les sillages de la révolution cubaine, les guérillas ont ouvert un horizon d'utopie et un idéal d'engagement qui, pendant trente ans en Amérique latine, ont bousculé les fragiles équilibres politiques »⁴⁵⁷.

« La révolution cubaine démontra dans la pratique et pour la première fois sur notre continent, que le triomphe des forces anti-impérialistes était réellement possible »⁴⁵⁸.

« Les forces d'autodéfenses vont formellement se regrouper en une organisation de guérilla communiste à l'occasion de la création des FARC en tant que telles en 1966. Cette guérilla, fortement centralisée (...) reste marquée par le contexte de sa création, ses origines rurales, son recrutement, largement paysan, une idéologie communiste orthodoxe ainsi qu'un sens très fort de la cohésion et de la discipline interne »⁴⁵⁹.

La guérilla des FARC apparaît, en tant que telle, au milieu des années 60. Ses membres et l'organisation elle-même continuent d'être marquées par leurs origines rurales et par les divers éléments en matière de reconnaissance (« affection », « droit » et « solidarité ») qui ont conditionné les dynamiques de la période de *La Violencia*. Les FARC sont, à leurs débuts, un petit mouvement sans grande présence territoriale et avec des effectifs restreints. Cependant, les nouvelles tendances régionales et internationales, à savoir, l'essor des mouvements révolutionnaires, en Amérique Latine et au plan mondial, vont avoir un fort impact sur leur développement. La guérilla des FARC commence à recevoir un appui financier, politique voire militaire important d'acteurs et mouvements étrangers. Les FARC parviennent surtout à la construction d'une justification collective de leur lutte. L'adoption d'un discours et d'une idéologie pouvant être classifiés de « révolutionnaires » ou de gauche, qui donnent une plus grande cohésion au groupe

⁴⁵⁷ Burin de Rozières (Philippe), *op.cit.*, 1995. p. 14

⁴⁵⁸ Jaime Arenas cité par Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 57

⁴⁵⁹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 130

et constituent une nouvelle « grammaire » pour exprimer les nécessités de reconnaissance, de nature diverse, des individus qui font partie de la guérilla.

De plus, à l'intérieur même du pays, la mutuelle incompréhension entre le monde rural et urbain, l'impression que les guérilleros-paysans ont d'être « méprisés » ou « humiliés » par les habitants des villes et les détenteurs du pouvoir central, continuent d'alimenter le conflit. Le gouvernement opte pour l'option militaire pour faire face aux guérillas sans adopter aucune « politique de reconnaissance » vis-à-vis des FARC. La population, maintenant majoritairement urbaine, « ignore » dans une certaine mesure, les appels de la guérilla. Ainsi, deux situations perdurent, pouvant être interprétées ou perçues par les FARC comme des dénis de reconnaissance : d'une part, le gouvernement continue à nier la légitimité de la lutte (et l'identité de la guérilla) en « détruisant » toute possibilité de communication et de construction d'identités partagées ; d'autre part, la société civile exerce une forme de « violence symbolique », c'est-à-dire, celle introduite « par le désengagement (...), la forme la plus subtile de mépris »⁴⁶⁰.

Alors que les FARC ne sont pas reconnues dans leur propre pays, au plan international leur lutte est considérée comme légitime et juste, ce qui confirme, aux yeux des leaders de la guérilla et de ses membres, la validité de leur combat. La frontière qui s'établit entre le « peuple colombien » et « l'armée du peuple » (les FARC) aura un effet sur le long terme : la guérilla commence à se battre pour un idéal abstrait, pour une « reconnaissance abstraite » et dissociée de la réalité du pays conduisant, avec le passage du temps, à une stigmatisation grandissante de la guérilla au sein de la population colombienne.

1.2.1. De *La Violencia* à la lutte révolutionnaire des années 60 : contexte historique

Orlando Fals Borda, dans son livre sur la subversion en Colombie, estime que l'époque de *La Violencia* ne peut être considérée « révolutionnaire » que de façon très partielle. En effet, pour cet auteur, elle a surtout constitué un frein à la subversion socialiste particulièrement sur deux aspects : d'abord, par la volonté

des conservateurs d'éviter (par la force) que les libéraux ne reviennent au pouvoir, provoquant ainsi des changements dans l'ordre politique et social, conjuguée à l'effort du gouvernement, des forces armées, et des élites traditionnelles de s'opposer à n'importe quelle tentative de réforme menaçant leurs privilèges ; ensuite, par la violence (conçue par les élites comme un moyen de défendre leurs intérêts) ayant finalement échappé à tout contrôle : « *en ouvrant la boîte de Pandore des passions et des vendettas dans la société rurale encourageant la création des bandes, de guérillas et de contre-guérillas* »⁴⁶¹. C'est pourquoi beaucoup de questions en jeu au début du conflit telle que la maîtrise du pouvoir et de la richesse, l'usage et le contrôle de la terre, la suprématie traditionnelle de l'Église, le *gamonalismo* régional, les intérêts et les coutumes hérités du passé colonial, toutes ces questions sont éclipsées (pour leur majorité) par :

« Un conflit aveugle et acéphale ayant détruit les coutumes ancestrales de la population paysanne, anéantissant dans le même temps ses désirs de changement et détournant son action colérique (...) a indubitablement servi à éloigner encore plus le peuple du but de ses idéaux antérieurs. Bien que des efforts aient été faits pour mettre en accusation et rationaliser la violence paysanne, lui donner une organisation formelle, celle-ci s'est extraite de tout moule jusqu'à devenir une expression chaotique de conflits à prédominance personnelle, mise en œuvre par des gens de condition modeste, égarés dans la recherche de l'immédiat, avec seulement une vision confuse de la grande transformation qui aurait pu être réalisée. Ils ont oublié de rechercher un appui dans une idéologie – ni socialiste, ni chrétienne ou seigneuriale – et il n'y a eu aucun dirigeant national, ni aucune institution pour leur montrer le chemin et les secourir de leur profonde tragédie »⁴⁶².

Comme nous l'avons vu, c'est seulement dans la partie sud du Tolima, que les guérillas et la population ont réussi à instituer une certaine stabilité et discipline formelles qui conduiront à la création des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie. Les FARC ont été construites autour d'un discours de gauche grâce, d'une part, au travail de leaders charismatiques originaires de la région (Ciro Trujillo, « Charro Negro », « Manuel Marulanda »...) et, d'autre part, à l'action de certains cadres du parti communiste colombien : Hernando González, des Jeunesses communistes, et Luis Alberto Morantes, leader syndicaliste, membre

⁴⁶⁰ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 52

⁴⁶¹ Fals Borda (Orlando), *op.cit.*, 2008. p. 188

⁴⁶² *Ibid.* p. 189

de la direction du parti communiste colombien qui deviendra sous le surnom de « Jacobo Arenas » commissaire politique de « Manuel Marulanda ».

Pourtant, Daniel Pécaut remarque :

« Fait surprenant : la création des FARC ne se traduit pas par un changement notable par rapport aux années antérieures. Les dirigeants sont le produit de la résistance paysanne (libérale et communiste) depuis 1950 (...). C'est (...) le style des forces d'autodéfense paysannes qui continue à prévaloir et le rayonnement de l'organisation demeure en grande partie confiné aux régions dans lesquelles la pratique de l'autodéfense est ancienne »⁴⁶³.

Des pratiques caractéristiques de la période de la violence comme « les enlèvements, la *vacuna* (forme de racket de protection), le *boleteo* (le prélèvement d'impôts de guerre par le biais de lettres de menaces), se développent en premier lieu dans le Viejo Caldas et le nord du Valle del Cauca⁴⁶⁴. Ces pratiques vont par la suite recevoir de nouveaux noms (*la retención, el impuesto de guerra*) et être incorporées dans le répertoire des techniques de guérilla »⁴⁶⁵.

Ainsi, non seulement les « nouvelles » FARC emploient les mêmes techniques que les anciens groupes d'autodéfense paysans et les guérillas libérales mais les leaders des guérillas, tant des FARC que des autres groupes, sont en majorité le produit de *La Violencia*. La grande majorité des dirigeants des FARC (durant les années 60) ont participé aux guérillas des années cinquante, y compris « Jacobo Arenas » malgré son origine urbaine⁴⁶⁶. Une majorité des guérilleros avait été victime (directe ou indirectement de *la Violencia*), par exemple, « Javier Delgado »⁴⁶⁷ (futur commandant du 4e Front des FARC dans le Magdalena Medio) a vu son père assassiné par les conservateurs. C'est pourquoi le historien Forrest Hylton affirme que « *les vendettas personnelles placèrent les mouvements de guérilla dans la continuité de La Violencia* »⁴⁶⁸.

⁴⁶³ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 34

⁴⁶⁴ Dans cette nouvelle phase du conflit (post-Violence et dans le cadre du Front National), l'action des guérillas se concentre principalement dans la zone caféière dans le nord du Valle, du Tolima, du Viejo Caldas et les régions paysannes de l'altiplano de Cundinamarca, de Boyaca et du Nariño.

⁴⁶⁵ Hylton (Forrest), *Colombie les heures sombres*, Paris, Editions imho, 2008. p. 86

⁴⁶⁶ Arenas (Jacobo), *Cese el fuego: una historia política de las FARC*, Bogotá, Editorial Oveja Negra, 1985, p. 81 Cité par Ruiz (Andrés), *op.cit.*, 2001, (en ligne).

⁴⁶⁷ En 1982, José Fedor Rey, plus connu comme "Javier Delgado" des FARC, se rendra tristement célèbre par l'assassinat de 164 guérilleros soupçonnés d'être des "infiltrés", et organisera un groupe guérillero dissident sous le nom de Ricardo Franco. Voir « El Exterminador », *Semana*, 2 octobre 1986, (en ligne).

⁴⁶⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 86

En outre, parmi les anciens combattants des groupes d'autodéfense et des guérillas libérales qui passent à faire partie des FARC, la continuité de l'engagement peut s'expliquer par le fait que certains d'entre eux se sont habitués à la vie des armes (qui leur procure pouvoir et reconnaissance sociale difficiles à acquérir par d'autres moyens), d'autres sont persuadés de perdre la vie s'ils retournent à la vie civile ou se sentent trahis par le parti libéral (qui partage désormais le pouvoir avec le parti conservateur). De plus, ces combattants, du leader de la guérilla au combattant du rang, continuent de faire face à une situation très similaire à celle qui a donné naissance à ces groupes armés, caractérisée principalement par l'existence de multiples éléments et pratiques qui peuvent être perçus par les combattants, selon le vocabulaire d'Axel Honneth, comme des dénis de reconnaissance (violence et tortures, problèmes d'inégalités socio-économiques, participation politique restreinte, criminalisation de la protestation sociale...), dans un contexte socioculturel où l'existence d'identités idéalisées, partisans et religieuses, de valeurs viriles propres au monde rural traditionnel de l'époque, impose la défense de « l'honneur » personnel et familial, la vengeance en réponse à une offense...

Comme le remarque Gonzálo Sánchez, « *si l'on regarde rétrospectivement le panorama de ces années de violence, on a le sentiment qu'un bouleversement total s'est produit sans que rien n'ait changé pour autant* »⁴⁶⁹. Les anciennes classes rurales traditionnelles des riches propriétaires fonciers ont été remplacées par certains membres des classes moyennes ayant mis à profit le chaos de la violence pour faire fortune. En ville, les politiques industrielles protectionnistes ne parviennent pas à créer suffisamment d'emplois, si bien que la classe ouvrière et la petite bourgeoisie voient leurs espoirs de mobilité sociale s'écrouler⁴⁷⁰. Les caciques libéraux et conservateurs continuent de conserver le contrôle du pouvoir régional et local⁴⁷¹. Les problèmes d'inégalités s'accroissent avec le déplacement forcé de la population rurale vers les zones périphériques des villes, où se forment de nouvelles ceintures de pauvreté (au milieu des années 1960, les deux tiers des Colombiens vivent en ville) : « *les processus politiques, la dynamique économique*

⁴⁶⁹ Sánchez (Gonzalo), *op.cit.*, 1998. p. 50

⁴⁷⁰ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 87

et la violence, ont généré une mobilité démographique qui a rapidement fait passer le pays d'une prédominance rurale à une prédominance urbaine, avec tout ce que cela implique en matière de qualité de vie, de demande de travail et de services »⁴⁷².

En ce qui concerne la participation politique, comme nous l'avons dit, un Front National se forme en Colombie, parvenant à éviter de 1958 à 1974, la reprise des violences entre les conservateurs et les libéraux caractéristiques des décennies précédentes. La formule du Front National permet en outre de diminuer sensiblement le taux des homicides. Cependant, le pacte du Front National a des effets ambigus sur le pays. La tâche de rendre sa crédibilité au parti opposé (tant pour les conservateurs que pour les libéraux) requiert des deux partis un système politique d'alliance et d'uniformité idéologique. Selon Daniel Pécaut, « *la paix du Front National impliquait le silence sur ce qui s'était produit, et empêchait, à nouveau, la construction d'un récit collectif permettant l'élaboration symbolique de l'expérience des victimes* »⁴⁷³. Cette situation crée les conditions de la survenance, dans les années suivantes, d'une dépolitisation marquée des bases sociales des partis traditionnels. Les groupes sociaux, privés d'une collectivité les représentant au moment de réclamer des changements dans la gestion du pays, commencent à chercher d'autres options politiques pour marquer leur différence d'avec le régime en place. Ces options, pas uniquement armées, se traduisent par diverses actions allant de l'invasion de propriétés terriennes, à des grèves et protestations ouvrières, en passant par des meetings étudiants et des grèves civiques de citoyens. A l'occasion des élections du dernier gouvernement de l'ère du Front National (1970-1974), le général Rojas Pinilla se présente à la tête de l'Alliance Nationale Populaire (ANAPO) qui canalise électoralement le mécontentement populaire croissant, résultat, entre autres, de l'appauvrissement marqué de la population. Le candidat de la coalition politique au pouvoir (libérale-conservatrice) ne parvient pas à l'emporter avec une marge suffisante face à la candidature du général Rojas (un doute persiste d'ailleurs sur l'existence ou non

⁴⁷¹ Voir Leal Buitrago (Francisco), Dávila (Andrés), *Clientelismo: El sistema político y su expresión regional*, Bogotá, 1994.

⁴⁷² Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 55

d'une fraude électorale⁴⁷⁴), ce qui influe sur la décision de toute une partie des bases sociales de l'ANAPO de rejoindre l'opposition de gauche à tendance marxiste.

« Face à l'absence d'une expression politique capable de capter l'insatisfaction croissante et de la canaliser vers la confrontation et la sortie institutionnelle, la protestation sociale et le mécontentement collectif vont trouver leurs principaux appuis dans des organisations de gauche inspirées idéologiquement du marxisme (...) lesquelles commencent à se manifester dans des espaces extra-institutionnels et se radicalisent, pour certains secteurs, jusqu'à se rejoindre de nouveau dans la lutte armée, des revendications stratégiques distinctes, et la violence comme moyen d'accéder au pouvoir politique »⁴⁷⁵.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'« *en dépit de tous ses défauts, (le Front National) n'a pas grand-chose en commun avec les régimes autoritaires qui s'installent dans une grande partie de l'Amérique Latine* »⁴⁷⁶.

Dans le cadre d'une démocratie « restreinte », les gouvernements du Front National d'Alberto Lleras Camargo (1958-1962), de Guillermo León Valencia (1962-1966), de Carlos Lleras Restrepo (1966-1970) de Misael Pastrana Borrero (1970-1974), ont choisi d'assurer un ordre institutionnel basé sur une cohabitation démocratique des deux camps (« associée à un référent partagé, l'anticommunisme, ciment suffisamment puissant pour unir les deux partis »⁴⁷⁷) et le développement capitaliste. Pour conjurer le fantôme de la menace militaire et communiste, « *ils ont abandonné la possibilité de réaliser des réformes capables d'influer significativement sur les transformations de l'ordre socio-économique, pour se limiter à la fonction d'administrer l'établissement, reportant de ce fait les solutions d'un conflit qui devient de plus en plus structurel et complexe* »⁴⁷⁸. Cependant, afin d'écarter ce qui était perçu comme une menace de conflit croissante dans les campagnes, le président Carlos Lleras Restrepo (1966-1970), décide d'instaurer un nouveau programme de réforme agraire⁴⁷⁹ (ce qui constitue

⁴⁷³ Daniel Pécaut cité par Braun (Herbert), « “¡Qué haiga paz!” The Cultural Contexts of Conflict in Colombia », dans *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*, ed. par Welna (Christopher), Gallón (Gustavo), Notre Dame-Indiana, University of Notre Dame Press, 2007. p. 26

⁴⁷⁴ Le résultat des élections provoque une réaction populaire face à la fraude électorale supposée qui amène le président Lleras Restrepo à ordonner un couvre-feu pour protéger l'institution étatique et la population.

⁴⁷⁵ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 57-58

⁴⁷⁶ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 36

⁴⁷⁷ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 78

⁴⁷⁸ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 57

⁴⁷⁹ « Le président Lleras Camargo fonda en 1961 un institut pour la réforme agraire, Incora, dont la présidence allait être confié à son cousin, le sénateur Carlos Lleras Restrepo, qui mit en place un groupe de jeunes économistes ayant pour la plupart fait leurs études aux États-Unis. Leur pouvoir au sein de l'État n'était qu'à ses tous debuts et encore limité à

une importante préoccupation de la population paysanne pendant cette période, même si comme le remarque Eduardo Mackenzie, la question de la grande propriété – *latifundia* – n’était pas aussi marquée que dans d’autres pays latino-américains et le problème aurait pu davantage se situer sur le plan de la perception de la réalité que sur celui de l’objectivité statistique⁴⁸⁰). Au même moment, se crée un syndicat paysan, l’association nationale des usagers paysans (ANUC), dont l’objectif est d’obtenir un appui clientéliste pour une réforme. Cependant, ces initiatives prennent une direction plus radicale que celle attendue par les technocrates gouvernementaux (entre 1971 et 1974, l’ANUC parraine des invasions de grands domaines d’élevage d’une ampleur inédite dans les départements de la région Atlantique⁴⁸¹), principalement dans des zones où la grande propriété est largement répandue. Bien que le discours des FARC soit intimement lié à une demande de réforme agraire, « *elles conservent quand même leur distance vis-à-vis de mouvements agraires différents de ceux auxquels elles sont traditionnellement liées. Ainsi n’apparaissent-elles presque pas dans le mouvement lancé à partir de 1966 par l’ANUC* »⁴⁸². Même sans l’appui des FARC (tout en recevant celui d’autres guérillas comme l’EPL⁴⁸³), l’ANUC parvient à s’emparer de nombreux hectares de terres. En réponse, certains propriétaires fonciers, basés au niveau régional, organisent des escadrons de la mort sur le modèle des *pájaros* (« oiseaux ») de la période de *la Violencia* et cherchent à frapper la gauche étudiante et ouvrière en la prenant pour cible d’assassinats sélectifs dans les villes.

Alors que se réalise de nouveau une « privatisation de la violence », le gouvernement colombien, sous l’influence de la lutte contre le communisme menée par le gouvernement américain, opte aussi pour la solution armée afin de

Incora. Mais leur vision du progrès entraîna l’élimination de la grande propriété, qu’ils jugeaient arriérée et improductive, et la conversion des “serfs” en une communauté de francs-tenanciers ». Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. pp. 81-82

⁴⁸⁰ « En fait, la concentration de la terre était un vrai problème : 70 % des exploitants possédaient uniquement 5,6 % de la surface agricole, selon une étude du Bureau de la Planification nationale. Mais d’après les résultats d’un recensement agricole, le Département administratif national de la Statistique avait signalé qu’en 1970, les exploitations agricoles de plus de 2500 hectares (*latifundia*) occupaient 621.480 hectares et que les exploitations de 5 à 10 hectares (*minifundia*) occupaient 1’067.408. Ce qui veut dire que moins de 37 % des superficies cultivables étaient occupées par les grandes exploitations (*latifundia*) et que les petites exploitations (*minifundia*) occupaient 63 % des superficies cultivables. Ce qui n’est pas vraiment scandaleux ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 279

⁴⁸¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 35

⁴⁸² *Ibid.* p. 35

⁴⁸³ Armée de Libération du Peuple.

lutter contre la menace, plus symbolique que réelle, que représentent les petits groupes de guérilleros. Il ne faut pas oublier qu'en 1966, les effectifs des FARC se montent alors à environ deux cents combattants, à comparer à une population totale d'à peu près 18 600 000⁴⁸⁴ d'habitants. En outre, « *l'audace idéologique et la relative légitimité populaire des groupes de guérilla ne doivent pas nous mener à exagérer leur taille ou à passer sous silence le rapide tournant démographique des campagnes vers les villes dans ces mêmes années* »⁴⁸⁵.

Pourtant, les opérations militaires (même soutenues par des conseillers militaires, des programmes d'entraînement et des fonds américains) menées contre les « républiques indépendantes »⁴⁸⁶ et contre les groupes d'autodéfense paysans, les guérillas et les groupes de bandits, n'ont réussi à détruire ou à neutraliser les insurrections. Au contraire, l'action gouvernementale (ajoutée à la situation politique et socio-économique des décennies 1960 et 1970) semble avoir fortifié les combattants-membres des FARC dans leur croyance du caractère juste de leur action, et les avoir dotés d'un sens très fort de la cohésion et de la discipline interne. L'action du gouvernement est même perçue comme une arme à double tranchant, selon les paroles du guérillero Ciro Trujillo :

« Pour les forces réactionnaires il semblait difficile, en premier lieu, de nous couper des masses et en second lieu, d'essayer de nous détruire sans en finir avec leur propre appui populaire, c'est-à-dire, sans annihiler leur promesses de justice, de paix et de respect pour les travailleurs »⁴⁸⁷.

En effet, le *Plan Lazo* (1964) du gouvernement colombien, et la « *stratégie contre-insurrectionnelle "Coeurs et Âmes" qui se fondait sur une force militaire et civile et des unités spécialisées formées à chasser et tuer les personnes soupçonnées de sympathiser avec les communistes, décida que les civils auraient le choix entre devenir des collaborateurs ou être pris pour cibles* »⁴⁸⁸, ce qui réduisait les possibilités de la population, principalement rurale, d'éviter une implication, d'une

⁴⁸⁴ Centro Latinoamericano de Demografía-CELADE, *Boletín Demográfico*, Año 23, N° 45, Santiago de Chile, 1990, et Año 24, N° 47, Santiago de Chile, 1991.

⁴⁸⁵ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 86

⁴⁸⁶ « Pour Ciro Trujillo, membre fondateur des FARC, les stratèges nord-américains de la guerre préventive "inventèrent" la légende des républiques indépendantes dans le cadre de la contre-insurrection anticommuniste. Derrière cette "invention", il y aurait aussi l'intérêt des grands propriétaires pour obtenir les terres de la région ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 102

⁴⁸⁷ *Ibid.* p. 102

⁴⁸⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 82

manière ou d'une autre, dans la lutte entre les forces armées et les groupes guérilleros.

Concernant cette période, le poète Gonzalo Arango se demande en 1966, « *n'y a-t'il pas moyen pour la Colombie, au lieu de tuer ses fils, de les rendre dignes pour qu'ils puissent vivre ? Si la Colombie est incapable de répondre à cette question, je prédis le pire : Desquite⁴⁸⁹ reviendra parmi les vivants et la terre ne sera plus que sang, douleur et larmes* »⁴⁹⁰. Il est très intéressant d'observer à cette occasion que le poète Gonzalo Arango utilise le terme de « dignité »⁴⁹¹ (« la guerre pour la dignité »⁴⁹²) pour exprimer l'un des éléments moraux qui idéalement dissuaderait les Colombiens de prendre les armes et empêcherait l'apparition d'autres bandits comme *Desquite*.

Les opérations contre les « républiques indépendantes », où se sont installés des membres des guérillas libérales et communistes ainsi que des groupes désarmés de paysans, trouvent leur origine principalement dans la “menace” que représenteraient les petits groupes paysans d'autodéfense, mais comme l'affirme Pierre Gilhodes : « *Il n'est pas exagéré de conclure qu'en Colombie, du point de vue strictement militaire, il a été inventé un ennemi au nom d'une réponse continentale (...) l'inspiration est venue de l'extérieur (des États-Unis) dans cette offensive idéologique-militaire du début des années soixante* »⁴⁹³.

En tous cas, les attaques armées des forces militaires contre les « républiques indépendantes », comme l'Opération Souveraineté ou l'Opération Marquetalia (considérée par les FARC comme le moment fondateur du groupe guérillero) ont forcé, de l'avis même du Général José Joaquín Matallana (commandant en chef à Marquetalia) et de « Manuel Marulanda »⁴⁹⁴, les guérillas communistes agraires à passer de la milice d'autodéfense sédentaire à une force mobile. Cela a pour conséquence, selon David Garibay, que :

⁴⁸⁹ José William Ángel Aranguren, alias *Desquite* (« Prendre sa revanche »), 1936-1964, a été témoin de l'assassinat de son père et de son frère par des membres du parti conservateur. Par la suite, avec l'appui d'hommes politiques libéraux, il organisa un groupe de bandits-guérilleros, qui a commis de nombreux crimes contre la population civile, et des membres du parti conservateur. Il fut finalement abattu par des membres de l'armée colombienne.

⁴⁹⁰ Gonzalo Arango cité par *Ibid.* p. 76

⁴⁹¹ Voir Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2008.

⁴⁹² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 60

⁴⁹³ Gilhodes (Pierre), « El Ejército colombiano analiza la violencia », dans *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, ed. par Sanchez (Gonzalo), Peñaranda (Ricardo), Bogotá, CEREC, 1986. p. 317

⁴⁹⁴ Voir Arenas (Jacobo), « La resistencia de Marquetalia » et Matallana (José Joaquín), « El operativo », dans *Las guerras de la paz*, ed. par Behar (Olga), Bogotá, Editorial Planeta, 1985. pp. 68-74 et 74-77

« Les FARC, l'ELN et d'autres groupes survivent alors dans une position très marginale, agissant dans des régions périphériques, sans être véritablement capables de déstabiliser les institutions politiques du pays. Au point même que le conflit ne peut plus être lu dans les années 1970⁴⁹⁵ comme une contestation révolutionnaire armée, tant il semble n'être alors que l'addition d'affrontements localisés, sans liens entre eux »⁴⁹⁶.

1.2.2. Consolidation d'un cadre institutionnel, idéologique et discursif

Relativement isolées de la population qui, à la fin des années 60 et pendant les années 70, vit principalement dans les villes et dans une situation de faiblesse stratégique (carence en armes et en recrues), les FARC s'attachent principalement durant cette période à mener un travail de réorganisation et de renforcement interne (dans le cadre des nouvelles mobilisations sociales régionales et mondiales des années soixante). Les pratiques, les leaders et les motivations de la guérilla continuent d'être très similaires à celles de l'époque de *La Violencia*. Mais, pendant cette période (1960-1980), se produit un changement dans le discours et dans l'orientation « idéologique » du groupe armé. Il faut donc déterminer si la « lutte pour la reconnaissance » est la même des décennies précédentes, c'est-à-dire déterminer si les besoins et dénis de reconnaissance sont les mêmes ou ils ont été modifiés par la nouvelle « grammaire révolutionnaire » du conflit.

La « Première Conférence Guérillera », organisée en 1965 dans le Riochiquito⁴⁹⁷, rassemble une centaine de guérilleros selon les informations fournies par les FARC⁴⁹⁸. Celle-ci voit la formation du Bloc sud composé des groupes de Marquetalia, Riochiquito et d'autres originaires de l'est du Tolima. Lors de cette première conférence, il est décidé la création d'une direction unifiée pour les guérillas libérales et communistes. Au sujet de ce processus, le récit effectué par Manuel Marulanda Vélez paraît quelque peu surprenant si l'on tient compte de son origine libérale. Marulanda déclare :

« Chaque groupe, libéral ou communiste, répondait à différente conception de la lutte et réalisait sa politique en fonction (...). Pour cette raison, le comportement des uns et des

⁴⁹⁵ Voir Pécaut (Daniel), « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahier des Amériques latines*, 36, décembre 2001, pp.65-92 et plus largement Pécaut (Daniel), *Ordre et violence en Colombie*, Paris, EHESS, 1987.

⁴⁹⁶ Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

⁴⁹⁷ Région qui comprend les municipalités du Silva, Inzá et Belalcázar dans le Cauca.

⁴⁹⁸ « Cronología de la Resistencia : FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007.

autres était différent, sa morale n'était pas la même. Elle ne pouvait pas l'être. Quand étaient formées des commissions conjointes, après avoir fait le bilan, les libéraux se plaignaient des communistes et vice versa. Des différences s'observaient dans le traitement des masses. Les libéraux adoptaient un mauvais comportement avec celles-ci et, au contraire, les communistes cherchaient à fraterniser avec les paysans et les gens où ils seraient amenés à passer, ils cherchaient à faire un travail d'amitié et de persuasion des masses et cela a offensé les libéraux qui voyaient diminuer leur influence, basée exclusivement sur le bruit de leurs armes... »⁴⁹⁹.

Son analyse sur le comportement des hommes politiques libéraux durant la période de *La Violencia*, laisse entrevoir sa déception à l'égard de ses origines partisans et la perception d'une « trahison » des ces hommes politiques à l'égard des membres de leur propre parti :

« Ceux qui avaient déjà pris la décision de prendre le maquis pour résister ne furent pas dupes de la tromperie des chefs libéraux de la capitale. L'on savait, par d'autres que plusieurs d'entre eux ayant fui le pays et que beaucoup se préparaient à choisir l'exil, protégés par une consigne inventée à propos et résumée en une phrase qu'ils essayaient de faire pénétrer dans la conscience des masses, que le libéralisme devait avoir "une foi et une dignité". Entre déçus et peureux, face au pas transcendant qu'ils se proposaient de franchir, les gens s'armaient avec de vieux fusils de chasse, des révolvers anciens et tous les instruments de guerre qu'ils trouvaient. La solidarité surgit entre compatriotes, entre compagnons de lutte, entre persécutés »⁵⁰⁰.

Daniel Pécaut, parlant de la « politique du ressentiment »⁵⁰¹ des FARC, remarque que « *Marulanda n'a jamais pardonné à ce parti (le parti libéral) d'avoir en définitive abandonné les paysans pendant la Violencia ni l'opportunisme qu'il a pratiqué par la suite. Il a souvent prétendu préférer négocier avec des présidents issus du parti conservateur et ce n'est pas fortuit* »⁵⁰². Ressentiment, humiliation, trahison et pardon se profilent derrière les décisions du leader traditionnel des FARC.

Le processus de structuration institutionnelle des FARC continue. En 1966, dans la région du Sumapaz⁵⁰³ se tient la « Deuxième Conférence Guérillera » qui voit l'adoption du nom de FARC (probablement inspirés des Forces Armées Révolutionnaires de Fidel Castro à Cuba). 250 guérilleros participent à cette

⁴⁹⁹ Marulanda Velez (Manuel), *Cuadernos de Campaña*, Bogotá, Abejón Mono, 1973. p. 8

⁵⁰⁰ *Ibid.* p. 3

⁵⁰¹ Voir Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. pp. 132-135

⁵⁰² *Ibid.* pp. 133- 134

⁵⁰³ Située dans les limites des départements de Cundinamarca, du Huila et du Meta.

conférence⁵⁰⁴. A cette occasion, il est décidé d'étendre le mouvement à d'autres régions du pays et de former un État-Major⁵⁰⁵. « Manuel Marulanda Vélez » (leader militaire incontesté) est nommé « commandant suprême » et Ciro Trujillo commandant en second. Sont présents aussi Joselo Lozada, Carmelo López et José de Jesús Rivas, plus connu sous le nom de « Cartagena ». « Jacobo Arenas », du parti communiste, demeure aux côtés de Marulanda, et entame avec celui-ci « *une amitié et la combinaison de leurs habilités, politiques pour l'un, militaires pour l'autre, ce qui fut fondamental dans la croissance des FARC* ». ⁵⁰⁶ Par ailleurs, un règlement interne est élaboré pour la première fois contenant un code de discipline et les statuts du commando qui demeurent aujourd'hui encore en vigueur au sein des FARC⁵⁰⁷. Une stratégie armée de guérilla mobile est définie afin de dépasser le vieux schéma de commando fixe sur une zone déterminée qui ne coïncide plus avec le projet « révolutionnaire » de la prise du pouvoir « pour et par le peuple ». Selon les propres mots de « Jacobo Arenas » :

« Nous avons déclaré pour la première fois que le mouvement guérillero FARC, engageait une lutte prolongée pour la prise du pouvoir en union avec la classe ouvrière et tout le peuple travailleur. Là, s'est révélée l'importance vitale de l'organisation politique comme facteur conscient et directeur du processus révolutionnaire colombien et que, en ce sens, les FARC mettraient tout ce qu'elles pourraient en œuvre pour l'accomplissement de cette grande mission »⁵⁰⁸.

Il est intéressant que « Jacobo Arenas » fasse référence à la classe ouvrière et au peuple travailleur, alors que les FARC se trouvent en zone rurale, isolées du centre du pays et des grands centres urbains.

Dans tous les documents du parti communiste colombien (PCC), depuis 1930, le caractère défensif de la résistance armée avait été souligné⁵⁰⁹. Pourtant en 1961, à l'occasion du IXe Congrès du PCC, commence à s'ébaucher la fameuse thèse de la « combinaison de toutes les formes de lutte », liant la lutte politique et la lutte armée. Le durcissement de la répression officielle contre les groupes de paysans du sud du Tolima, conduit le parti à envoyer des cadres politiques dans la

⁵⁰⁴ « Cronología de la Resistencia : FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007.

⁵⁰⁵ La structure militaire des FARC, qui commence à se constituer à partir de 1966, comprend un État-Major Central, organisme supérieur de direction et de commandement, composé de 25 membres. Il nomme le Secrétariat, élabore les plans des Conférences, prend les décisions financières et désigne les commandants d'État-Major des fronts et des blocs.

⁵⁰⁶ « ¿Qué les queda a las FARC ? », *Semana*, [multimédia], 6 juin 2008.

⁵⁰⁷ Pérez (José Gregorio), *Raúl Reyes : El Canciller de la Montaña*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2008. p. 54

⁵⁰⁸ « Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007.

région (comme le fameux Luis Morantes, alias « Jacobo Arenas », décrit par Eduardo Mackenzie comme « *un marxiste dogmatique fossilisé, adorateur de Lénine, dont l'image décorait toujours le revers de sa parka* »⁵¹⁰). En 1966 (soit après la création des FARC), le Xe Congrès du PCC expose finalement la thèse selon laquelle le chemin révolutionnaire en Colombie passe par la combinaison de différentes formes de lutte des classes, depuis des revendications civiques, en passant par la participation à des élections⁵¹¹, jusqu'à la lutte armée. Le PCC détache quelques cadres de la Jeunesse Communiste auprès du mouvement armé (Jaime Bateman Cayón, Charles Pizarro Leongómez, Iván Marino Ospina, Alvaro Fayad). Curieusement, tous vont s' enrôler dans les rangs des FARC, avant d' en être par la suite expulsés ou de désertir pour avoir défendu l' idée de déplacer l' action des FARC dans les villes (où les « masses » se trouvent), ce qui contrarie les conceptions des leaders traditionnels du mouvement, des paysans habitués au monde rural. Finalement, les mêmes guérilleros (Batemán, Pizarro, Fayad ...) envoyés en 1966 pour faire partie des FARC fondent la guérilla urbaine du M-19 (née suite à la supposée fraude électorale ayant coûté les élections à Rojas Pinilla et à l' ANAPO).

Si la version officielle des FARC, en prélude au Xe Congrès du parti Communiste, exprime que : « *la guerre de guérilla est une des formes les plus élevées de la lutte des classe* »⁵¹², la résolution politique du Congrès est nettement plus modérée :

« Le mouvement guérillero des FARC s' est maintenu et développé durant toutes ces années avec une singulière fermeté, en faisant face à de très difficiles conditions déterminées non par la puissance de l' ennemi mais par des changements précis transitoires dans la situation politique nationale (...). Notre Congrès, sans diminuer en rien son importance, n' a pas considéré que la guerre de guérillas avait constitué la forme de lutte principale pendant cette période, puisqu' il a expressément déclaré que « la grande majorité du peuple continue d' utiliser comme forme principale de lutte l' action de classes, chaque jour plus ample, variée et énergique qui s' exprime à travers des grèves ouvrières et estudiantines, des

⁵⁰⁹ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 62

⁵¹⁰ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 212

⁵¹¹ Le PCC participe aux élections, avec une liste incluant quelques candidats communistes dans le cadre du Front National, créant une alliance tactique avec le Mouvement Révolutionnaire Libéral (MRL était un mouvement d' opposition quasi-officiel au système du Front National, dirigé par Alfonso López Michelsen, dernier président du Front National (1974-1978). LE MRL se basait sur une politique appelée SETT (Santé, Education, Toit et Terre).

⁵¹² « Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007.

mobilisations et de grands blocages civiques, dans l'occupation de terrains inutilisés pour résoudre en partie le problème du logement et dans l'occupation de grandes propriétés rurales par les paysans" »⁵¹³.

Après la Seconde Conférence des FARC et le Xe Congrès du PCC, la guérilla subit des coups sévères qui la placent sur la défensive pendant une longue période, l'obligeant à opérer seulement de temps en temps dans le cadre de la tactique de la guerre de guérilla. « *La période la plus difficile de l'organisation a été cette première étape comprise entre 1965 et 1969* »⁵¹⁴. Selon Pizarro Leongómez, tout au long des années 1970, les FARC fonctionnent comme une « *structure régionale de lutte sociale et de survie individuelle et collective* »⁵¹⁵.

L'histoire officielle de la guérilla décrit une situation un peu différente. Selon les FARC, les difficultés rencontrées par la guérilla durant cette période ne tirent pas leur origine de la pression exercée par « l'adversaire » (l'armée et le gouvernement colombien), ni des faiblesses structurelles de la guérilla, mais sont la responsabilité du commandant en second, *Ciro Trujillo*⁵¹⁶ (tenu pour mort après des affrontements avec l'armée en 1967). « *Jacobo Arenas* », faisant référence aux succès intervenus postérieurement à la Deuxième Conférence, souligne que les conceptions opérationnelles avaient changé afin de pratiquer une guerre de guérillas mobiles sur de vastes aires d'opérations militaires, « *pourtant, cela ne s'est pas fait tout seul. En chemin, (...) nous avons perdu beaucoup d'hommes et 70 % des armes* »⁵¹⁷.

⁵¹³ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 189

⁵¹⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 110

⁵¹⁵ Pizarro Leongómez (Eduardo), « Revolutionary Guerilla Groups », dans *Violence in Colombia*, ed. par Bergquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sánchez (Gonzalo), Wilmington, Scholarly Resources, 2001. pp. 181-182. Cité par Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 82

⁵¹⁶ Dans le livre publié par les FARC, *Ciro Trujillo : pages de sa vie*, José Modesto Campos, décrit le guérillero en ces termes : « au début 1950, les communistes du Sud du Tolima, en pleine activité guérillera contre la dictature de Laureano Gómez, rencontrent *Ciro Trujillo Castaño*, un libéral. Lui et son groupe avaient été abandonnés par leurs chefs. *Ciro* était doté de toutes les qualités du bon guérillero, confirmées par sa trajectoire postérieure. Il nécessitait alors une boussole idéologique, un point d'appui politique. L'amitié et l'aide des communistes vinrent combler ce manque ». *Ciro Trujillo : Páginas de su vida*, Bogotá, Editorial Abejón Mono, 1974.

⁵¹⁷ « Pourtant, cela ne s'est pas fait tout seul. En chemin, le commandant en second des FARC qui en ce temps-là était *Ciro Trujillo* convoqua tous les détachements à l'exception de ceux de *Joselo* et de *Marulanda*, et concentra ses forces dans le *Quindío*, nul ne se sait pourquoi ni dans quel but (...). Aussitôt la troupe assemblée (...) elle fut détectée par l'Armée qui se lança contre elle et comme il n'y avait pas de plan militaire pour une force concentrée mais des tactiques pour agir en petits détachements et dans une guerre de guérillas mobiles, notre force se replia sans ordre et chaque commandant s'en fut avec ses hommes, cherchant une protection de la population et du terrain (...). Nous avons perdu beaucoup d'hommes et 70 % des armes ». « *Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha* », *op.cit.*, 2007.

Pour remédier à cette situation, la Troisième Conférence sur les FARC se tient en 1968 dans la région du Guayabero⁵¹⁸. Pour Marulanda, le problème est la « *pratique d'une guérilla très libérale (...) sans suivre les prescriptions d'une guérilla mobile et très clandestine* »⁵¹⁹. C'est pourquoi, durant cette conférence, il est décidé de suivre une stratégie de reconstruction organisationnelle définissant un plan de travail, de recomposition politique et territoriale, en engageant une phase de croissance et de consolidation planifiée. La création d'une École Nationale de Formation Idéologique pour l'étude de la « guerre préventive » et la « guerre du peuple » est arrêtée. Cette conférence voit aussi la création de fronts guérilleros qui vont se déployer dans les départements du Tolima, du Huila et du Cauca. Dans la région de la Magdalena Medio, un quatrième front fonctionnait déjà. Cette étape constitue la transition des détachements aux fronts⁵²⁰.

Le processus de reconstruction, de consolidation et d'extension des structures organisationnelles des FARC se poursuit, et en 1970, se tient la Quatrième Conférence des FARC à El Pato⁵²¹. La stratégie de la guérilla mobile se trouve confortée puisque les troupes de la guérilla ont cessé de subir des coups sévères, car « *l'armée ne savait pas bien si elles continuaient d'exister, ce qu'elles faisaient, et où elles étaient* »⁵²². Selon Marulanda, même si cette Conférence ne relève pas beaucoup de succès car l'inexpérience jointe à l'action des forces militaires « *ne continuent pas moins de nous tuer...* »⁵²³, il est cependant possible pour lui d'affirmer que « *si à la Troisième Conférence, nous étions bien malades, lors de la Quatrième Conférence, nous avons commencé à nous rétablir* ». Il faut replacer la réorganisation du mouvement dans le contexte de son adéquation aux nouveaux climats de mobilisation sociale (post-révolution cubaine) et souligner la nécessité de créer des bases sociales jointes à des appuis économiques capables de soutenir une petite armée. En suivant les orientations du parti communiste :

« Les FARC organisent, dans leurs zones d'influence, le travail de "démasquer" la politique officielle du gouvernement en économie et sur les questions militaires : en lien avec le leadership des Etats-Unis, apparait le sujet de la dette externe, de la crise de

⁵¹⁸ Au bord de la rivière Guayabero dans le département du Meta.

⁵¹⁹ *Ibid.*

⁵²⁰ « ¿Qué les queda a las FARC ? », *op.cit.*, 2008.

⁵²¹ À la limite des départements du Huila et du Caquetá.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 135

l'économie nationale générée par une dépendance croissante (...). En somme, le discours cherche à se "politiser" et à se placer en harmonie avec la vie du pays »⁵²⁴.

Par ailleurs, la structure des fronts se trouve confortée, les plus grands sont divisés en plus petits, avec un territoire propre à chacun et le maintien de la tactique de mobilité. Il est décidé de l'étendre à d'autres zones du pays en Amazonía et Orinoquía.

« Quoi qu'il en soit, les FARC tendent à faire des périphéries du territoire national leur centre de gravité. Dans le reste du pays, elles laissent ainsi le terrain libre à d'autres acteurs, les partis traditionnels, les mouvements d'extrême gauche ou les deux autres guérillas (...). À fortiori les FARC sont loin d'être en mesure d'inquiéter le régime. Elles demeurent périphériques, non seulement du fait de leur implantation géographique, mais comme acteur dont l'influence n'a guère de répercussion dans la politique nationale »⁵²⁵.

Ainsi, les FARC s'installent principalement dans des régions où le sentiment d'exclusion (de la vie sociale, économique et politique) est le plus fort. En 1973, « Manuel Marulanda », entame un redéploiement sur les territoires des départements du Caquetá, Meta, Tolima, Cauca et Valle.

En 1974, dans le département du Meta, se tient la Cinquième Conférence qui réalise une analyse du processus engagé et cherche à faire le point sur la situation dans laquelle se trouve l'organisation à ce moment là. « Jacobo Arenas » définit cette situation en ces termes :

« Cette reconstruction a demandé beaucoup de temps, beaucoup de travail, beaucoup de réflexion parce que 70 % des effectifs et de l'armement avaient été perdus. L'armement avait été reconstitué et nous avons de nouveau l'initiative de notre côté (...). Nous nous retrouvons dans la même situation que lors de la conférence constitutive »⁵²⁶.

« Manuel Marulanda » ajoute : « *Enfin, nous avons pu nous remettre de cette maladie terrible qui nous avait presque tous annihilés* »⁵²⁷.

Lors de cette conférence, est décidée la création du Cinquième Front dans le département de l'Antioquia ainsi que d'un Sixième Front dans le Valle del Cauca et le Cauca (à ce moment là, il existe quatre fronts de guérilleros, 2 localisés dans le Tolima, 1 dans le Meta et 1 dans le Caquetá). De plus, la décision de l'État-Major de créer le Secrétariat National des FARC est confirmée (il existe toujours aujourd'hui) comprenant « Manuel Marulanda Vélez », Martín Villa, Asnardio

⁵²⁴ *Ibid.* p. 135

⁵²⁵ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 35

⁵²⁶ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 136

Betancourt alias « Balín », Nestor Arenas ou « El Tigre Mono » et Rigoberto Lozada « Joselo ». Tous appartenaient à la guérilla depuis l'époque de Marquetalia. Finalement, il est aussi proposé de changer la force guérillera en une armée révolutionnaire et de modifier la stratégie de lutte vers des actions plus offensives et d'une plus grande couverture nationale.

« Il faut frapper l'ennemi dans les centres névralgiques de son économie. Il faut tirer les coups de feu au grand jour (...). Nous ne sommes pas un mouvement paysan puisque nous ne luttons pas seulement pour la terre mais pour la prise du pouvoir »⁵²⁸.

Ainsi, le changement de discours et de stratégie militaire continue à se développer au sein de l'organisation.

La presse colombienne et les médias décrivent ainsi la situation des FARC en 1975 :

« Selon les estimations des services de renseignement en 1975, les FARC comptaient moins de 300 hommes et possédaient, pour leurs combats et embuscades, moins de 200 armes. Le premier front disposait de 80 à 90 hommes ; le deuxième 50 ; le troisième 45 ; le quatrième entre 40 et 50 ; et le cinquième ne dépassait pas les 50 combattants... »⁵²⁹.

Il faut noter que, faisant référence aux FARC, les médias (au cas particulier, le journal ayant le plus fort tirage dans le pays, *El Tiempo*) décrit des paysans « sales et déguenillés »⁵³⁰. Le politologue et historien, Herbert Braun⁵³¹, émet l'hypothèse que les négociations de paix en Colombie, et particulièrement celles menées avec les guérillas des FARC, ont échoué à cause de l'incapacité des élites politiques (urbaines en majorité) à comprendre la mentalité des chefs guérilleros comme « Manuel Marulanda », imprégnée par le monde rural, à cause de leur mépris pour tout ce qui vient de la campagne⁵³². La chroniqueuse María Isabel Rueda reconnaît, dans ses écrits sur le processus de paix de 2001, que beaucoup dans le pays méprisait « Marulanda » : « Ni le fait qu'il soit un paysan véritable – ce pourquoi certains le prenaient tout simplement pour un ignorant et d'autres pour un simplet – ni le fait d'être relativement âgé, n'ont empêché Manuel Marulanda d'être ce qu'il est devenu : celui qui commande »⁵³³.

⁵²⁷ « ¿Qué les queda a las FARC ? », *op.cit.*, 2008.

⁵²⁸ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 212

⁵²⁹ « Las FARC (III) : una secuela mortal del comunismo », *El Tiempo*, Bogotá, Mayo 24, 1976. p. 1C.

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ Voir Braun (Herbert), « Aves de corral, whisky, toallas y algo más : Colombia entre el recuerdo y el olvido », *Revista Número*, Separata especial, No. 38, 2004 et *op.cit.*, 2007. pp. 23-55

⁵³² Voir Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁵³³ Rueda (María Isabel), « El presidente y el guerrillero », *Semana*, 15 de febrero del 2001, (en ligne).

Ainsi, renforcé par l'époque de *La Violencia* que paraît confirmer l'idée selon laquelle « *le passé en Colombie (...) est rural. Il est connu pour être primitif. Les Colombiens réagissent avec une crainte compréhensible et par le dégoût lorsque sont évoquées les violences ayant ravagé la campagne dans les années 1950 et suivantes* »⁵³⁴, ce mépris pour tout ce qui venait du monde paysan s'est converti en une « humiliation ».

Braun rappelle, pour illustrer son propos, les remarques de Daniel Pécaut suite à son séjour en Colombie dans les années 60 :

« J'ai perçu qu'au cours de l'Histoire [de la Colombie] s'était créé un sentiment d'humiliation au sein des classes inférieures, très différent du sentiment pur de la pauvreté. L'"humiliation" est le revers de ce que les élites appelaient les "classes humbles". Un tel sentiment venait du fait que des droits civils et sociaux n'avaient jamais été consacrés. Ce n'était pas seulement une question de droits concrets mais du manque d'une symbolique nationale capable de faire que tous se sentent membres d'une même communauté politique »⁵³⁵.

C'est aussi l'« humiliation » pour les guérilleros d'être perçus comme des paysans « sales et déguenillés ». Dans ce cas, les attentes de reconnaissance individuelles se heurtent aux jugements dévalorisants de l'autre, forme de reconnaissance dépréciative dans le sens de Emmanuel Renault⁵³⁶.

Cependant, tandis que les FARC continuent leur processus de restructuration, aux débuts de la décennie des années 60, le compromis de

⁵³⁴ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 23

⁵³⁵ Pécaut (Daniel), « Un mayor compromisado con este país », Discurso con motivo del doctorado Honoris Causa, Universidad Nacional de Colombia, *Análisis Político*, No. 41 (septiembre-diciembre del 2000), pp. 120-121. Cité par Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁵³⁶ Selon Emmanuel Renault, le premier type de non-reconnaissance est la reconnaissance dépréciative (depreciating recognition), qui montre comment les règles d'interaction conditionnent le comportement d'un individu envers autrui. Cela peut se manifester de trois façons: reconnaissance dévalorisante, c'est-à-dire, dévaluer ou reconnaître un sujet comme inférieur (ou subordonné) dans un contexte hiérarchisé d'action; reconnaissance disqualifiante, disqualifier ou reconnaître un individu comme ne disposant pas des critères nécessaires pour être considéré comme un partenaire possible dans une relation; reconnaissance stigmatisante, c'est-à-dire, stigmatiser ou reconnaître un individu ou un groupe comme nuisible à la société. Le deuxième type de déni de reconnaissance est la « méconnaissance » (misrecognition), lorsque les individus sont reconnus pour autre chose que ce qu'ils sont. Dans ce cas de figure, les institutions reconnaissent seulement les individus qui se cantonnent le plus possible dans les rôles prévus pour eux. La méconnaissance peut prendre plusieurs formes : la reconnaissance inadéquate (inadequate recognition) où les individus à l'intérieur des institutions sont obligés d'endosser des rôles avec lesquels ils ne s'identifient pas; l'invisibilité (le regard à travers) qui s'exprime à la fois sur le plan individuel que socialement ; et la « survisibilité » qui démontre une condition obsessionnelle vis-à-vis d'autrui. Le troisième type de déni de reconnaissance est la reconnaissance insatisfaisante (unsatisfactory recognition), c'est-à-dire, quand se produisent dans la société des effets de subjectivation qui interdisent aux individus de s'identifier totalement aux différents rôles grâce auxquels ils tentent de se faire reconnaître par la société. La reconnaissance insatisfaisante peut prendre plusieurs formes : la reconnaissance instable (unstable recognition), où un individu passe d'un rôle à l'autre sans être capable de les unifier dans une narration cohérente, ce qui l'empêche de donner une signification à son existence; et la reconnaissance clivante, ou déchirante, lorsqu'un contexte institutionnel rend possible des identifications fortes mais incompatibles entre elles. Renault (Emmanuel), *op.cit.*, 2007, pp. 201-203

« l’alternance » entre les partis, après 16 années de fonctionnement, touche à sa fin. Alfonso López Michelsen du parti libéral se présente alors aux élections face à Alvaro Gómez Hurtado du parti conservateur. Les deux hommes sont tous deux fils d’anciens présidents, le premier d’Alfonso López Pumarejo (président de 1934 à 1938, puis de 1942 à 1946) ; le deuxième de Laureano Gómez (président de 1950 à 1953). López recueille trois millions de votes – un million deux cents mille de plus que Gómez – lui permettant de devenir Chef de l’État. Avec la fin du Front National, s’épuisent tous les espoirs créés par ce système en matière de sécurité, de bien-être et de cohabitation, générant une attente forte à l’égard du nouveau gouvernement López.

« López Michelsen est l’ancien patron du mouvement révolutionnaire libéral (MRL), où les factions les plus radicalisées du libéralisme (et même du parti communiste) avaient trouvé refuge depuis 1958, au début de la période (et du système) bipartite du Front National (...). Pour le PCC et les guérillas, il était évident qu’avec l’arrivée de López au pouvoir, elles allaient profiter d’une sorte d’indifférence ou de laxisme de l’Etat à l’égard des activités subversives déguisées en “lutte sociale” »⁵³⁷.

López Michelsen donne à son projet de gouvernement le nom de *Mandato claro* (Mandat clair). Il propose « de refermer la brèche » entre la population paysanne et urbaine et de travailler à améliorer la situation des plus pauvres, soit 50 % de la population, pour promouvoir le changement social et économique du pays. Pour atteindre ces objectifs, de nombreuses réformes sont mises en application : l’« urgence économique » est décrétée avec l’instauration d’un système de contrôle des dépenses des organismes publics, une réforme fiscale et budgétaire, un impôt sur les gains occasionnels, l’augmentation de l’investissement public et une politique de stimulation des exportations. Par ailleurs, de nombreux syndicats reçoivent la personnalité juridique (la fédération syndicale tenue par les prosoviétiques, la CSTC, illégale jusqu’à ce moment là, est reconnue officiellement⁵³⁸). Les conditions internes de l’économie paysanne sont renforcées notamment avec l’octroi de titres et de contrats d’allocation de terres. Le salaire minimum est doublé à la campagne comme à la ville, la capacité de production d’énergie électrique est augmentée, des gazoducs et des pipe-lines sont construits,

⁵³⁷ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. pp. 282-283

⁵³⁸ *Ibid.* p. 283

des plans de construction de logements sont mis en œuvre, de nouveaux hôpitaux sont ouverts, de nouvelles places dans les différents niveaux d'éducation sont offertes, l'Etat investit dans les voies de communication et les ports maritimes, la carrière militaire est ouverte aux femmes⁵³⁹...

Probablement grâce à l'optimisme généré par l'arrivée au pouvoir de López Michelsen et l'ampleur des réformes proposées (hypothèse formulées en l'absence d'information précise sur les raisons de cette démarche),

« Manuel Marulanda » envoie en 1975 « une lettre au Président Alfonso López Michelsen dans laquelle il propose la démobilisation des FARC en échange de mesures dans le domaine agricole. Les militaires dissuadent le Président d'accepter »⁵⁴⁰.

Qu'est ce qui motive le refus du gouvernement aux propositions de la guérilla ? Il y a trois explications possibles. La première peut trouver son origine dans l'influence du gouvernement des États Unis qui depuis 1943 apporte une assistance militaire au gouvernement colombien et qui achève de retirer ses troupes du Vietnam (sous le gouvernement de Richard Nixon et de son successeur Gerald Rudolph Ford, Jr. du parti républicain).

« Lorsque la révolution cubaine fit passer Washington à la vitesse supérieure, la nouvelle urgence était d'éradiquer les forces de guérilla en Colombie. Pendant la période de l'Alliance pour le Progrès, la contre-insurrection anticommuniste entra dans sa seconde phase alors que la mission des militaires latino-américains passait de la "défense de l'hémisphère" à la "sécurité nationale". La "menace extérieure" constituée par l'Union Soviétique devait être affrontée par les Etats-Unis (...) tandis que la "menace intérieure" de subversion communiste serait traitée par la police et les forces armées des pays concernés »⁵⁴¹. Au cas particulier, par la police et les Forces Armées colombiennes.

La deuxième explication possible se trouve dans la volonté des forces armées colombiennes de consolider leur prestige. La petite armée de métier colombienne, durant la décennie des années 1930 et pendant la majeure partie de l'époque de *La Violencia*, ne jouissait d'aucun prestige social : l'effectif de base était modeste (5 000 hommes en 1930), les salaires et les conditions de service étaient mauvaises, le budget militaire faible. La situation avait changé avec l'arrivée à la présidence du Général Rojas et s'était améliorée avec les gouvernements suivants compte tenu de l'existence de groupes armés illégaux sur

⁵³⁹ Voir Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 130-131

⁵⁴⁰ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 35

le territoire national. L'influence des militaires haut gradés s'était renforcé pendant la présidence du libéral López Michelsen. Le général Luis Camacho Leyva, commandant en chef de l'armée durant la période 1974-1976, « *considérait les idées radicales comme un cancer qu'il fallait éradiquer (...) et proposa de modifier la Constitution de 1886 afin de voter une loi sur les délits d'opinion (delitos de opinión), visant spécifiquement les universitaires de gauche et les intellectuels affiliés à un parti* »⁵⁴². Il défend une solution armée pour contrecarrer l'action des groupes des guérilleros et augmenter l'influence et le prestige des forces armées.

Une dernière explication possible de la réponse négative du gouvernement à la proposition des FARC est le manque de confiance du gouvernement et des forces militaires dans les guérillas. En octobre 1974, un groupe de 93 guérilleros de l'ELN (Armée de Libération Nationale) se trouve dans la municipalité d'Esperanza, au sud du département de Bolívar, encerclé par l'Armée colombienne. Les guérilleros parlementent avec le gouvernement en indiquant leur intention de remettre leurs armes et exigeant le retrait des forces armées. Ils profitent ensuite de l'ordre de quitter momentanément la zone, donné précipitamment par le Président aux troupes, pour échapper à l'encerclement. « *Il semble que López avait été abusé par l'émissaire de la guérilla qui avait réussi, entre autre, à faire ravitailler les fugitifs en uniformes, provisions et médicaments, avant de poser un lapin aux autorités civiles et militaires du département* ». Cette situation, provoquée par « *l'ambition de López d'obtenir un premier acte de reddition de la guérilla* »⁵⁴³, dégrade ses relations avec le commandement en chef des forces armées.

Le gouvernement de López Michelsen, ayant rejeté la proposition de démobilisation de la guérilla, doit faire face simultanément à de nombreux défis.

« Si le prix du café atteint de nouveaux sommets au milieu des années 70, le gonflement des budgets de l'Etat, les obligations au titre du service de la dette, le quasi écroulement des industries traditionnelles et l'opposition des élites étaient autant de facteurs garantissant

⁵⁴¹ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 81

⁵⁴² Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 90

⁵⁴³ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 283

que les promesses de réformes et d'intégration nationale de López Michelsen allaient rester lettre morte »⁵⁴⁴.

Pourtant, les mesures économiques prises par López sont les bonnes: la production industrielle augmente de 2,8 % en 1975 et même de 10,6 % en 1976. Le talon d'Achille de cette administration reste l'inflation qui atteint 18 % en 1975, 26 % en 1976 et 30 % en 1977⁵⁴⁵, amenant le gouvernement à accorder unilatéralement une hausse du salaire minimum légal de 26 % pour compenser la hausse des prix en 1976. Le gouvernement développe aussi des mesures à caractère néolibéral : López appelle à la libéralisation du marché, à la privatisation des entreprises d'Etat et à la décentralisation fiscale⁵⁴⁶.

Cependant, le gouvernement, et en particulier le président López, prend ses distances avec les communistes. Ils paraissaient lointains les jours où Hernando Garavito Muñoz, membre du MRL de López, défendait « Manuel Marulanda » face au Congrès de la République dans les termes suivants : « *(Il) n'est pas un bandit mais un rebelle* » et « *les rebelles d'aujourd'hui sont les gouvernants de demain* »⁵⁴⁷.

Si le gouvernement de López Michelsen s'éloigne des courants extrémistes, pour sa part, le parti communiste « *fera de López Michelsen le méchant à abattre, lui reprochant les mesures qu'il prenait pour lutter contre les enlèvements et contre les guérillas* »⁵⁴⁸. Effectivement, la délinquance de droit commun et les enlèvements restent la plaie de la société colombienne depuis les années soixante. Tant les « bandits » que les guérillas utilisent les enlèvements comme mode de financement (autre séquelle de l'époque de La Violencia). En 1997, 93 personnes sont kidnappées et « *dans le seul mois de décembre de cette année-là, il y avait eu 12 personnes enlevées rien qu'à Bogota* »⁵⁴⁹. 33 généraux et amiraux écrivent alors en novembre 1997 une lettre ouverte au président López (approuvée par l'ensemble des officiers supérieurs du pays) lui demandant de prendre « *des mesures d'urgence pour lutter contre la montée de la criminalité et pour préserver*

⁵⁴⁴ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 90

⁵⁴⁵ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 283

⁵⁴⁶ Palacios (Marco), *Entre la legitimidad y la violencia : Colombia 1875-1994*, Bogotá, Editorial Norma, 1995. pp. 269-270

⁵⁴⁷ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 284

⁵⁴⁸ *Ibid.* p. 284

⁵⁴⁹ *Ibid.* p. 289

l'honneur des forces armées »⁵⁵⁰. Encore une fois « l'honneur est en jeu ». López déclare que les effectifs de la police seront renforcés de 5 000 hommes supplémentaires. À partir de ce moment, une vague d'actions répressives commence dans le pays, prolongée sous le gouvernement suivant.

Malgré toutes les réalisations du gouvernement López, la criminalité continue de croître. Le fossé entre « riches et pauvres » et entre les « régions prospères et misérables » perdure. Selon Gerardo Molina, « *là, en particulier, se trouvent l'inflation, le chômage et les atteintes à la morale publique auxquelles ne sont pas étrangères des personnes alliées aux hautes sphères du gouvernement, pour finir de décrire la situation d'une communauté où l'on débat inutilement à la recherche d'une solution que l'on ne peut rencontrer dans les endroits habituels* »⁵⁵¹.

Au cours d'une période « contestataire », tant au niveau régional que mondial, le parti communiste colombien va promouvoir la grève civique ou « *paro cívico* », c'est-à-dire une forme de grève générale limitée à une ville ou à une région, mais où tous les secteurs sociaux sont invités à se « mobiliser » et non pas seulement les travailleurs. Entre 1958 et 1978, 138 grèves civiques particulièrement dures sont organisées. La période la plus active va de septembre 1977 à mai 1978 avec 51 contestations organisées. Les grèves civiques locales et régionales ouvrent la voie à un *paro cívico* national. En effet, le 14 septembre 1977, les trois principales confédérations syndicales provoquent une grève civique à l'échelle du pays, réprimée sévèrement par le gouvernement⁵⁵². Le communiqué officiel fait état de 14 morts et 31 blessés mais les organisations syndicales considèrent ces chiffres comme étant bien inférieurs à la réalité⁵⁵³. A partir de ce moment, des actions répressives sont engagées partout dans le pays, politique amplifiée par le gouvernement suivant. López Michelsen achève son gouvernement avec un niveau très bas de popularité dans un contexte de croissance exponentielle

⁵⁵⁰ *Le Figaro*, 28 décembre 1977, cité par *Ibid.* p. 289

⁵⁵¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 131

⁵⁵² Eduardo Mackenzie décrit les événements de la manière suivante : « le 14 septembre, comme prévu, des émeutes éclatent à Bogota et dans les autres villes. Des provocateurs prennent l'initiative et se livrent à des violences et à du sabotage, notamment contre les transports en commun et les postes de police. Les rues sont semées de clous. Des autobus sont attaqués à Bogota et brûlés par des individus apparemment incontrôlés. Certains tronçons de la voie ferrée qui part de Bogota sont détruits. Des boutiques et des bureaux isolés sont saccagés. Lorsqu'elle tente d'empêcher les pillages, la police est attaquée à coup de pierres. Elle essuie également des coups de feu. Elle riposte ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 287

de la mobilisation sociale et de l'opposition au pouvoir en place. Paradoxalement, le mouvement syndical s'affaiblit, partagé entre une faction favorable à une action « musclée » et les tenants d'un mouvement pacifique (par exemple, le 18 novembre 1977, 400 000 personnes manifestent pacifiquement en Bogotá, pour réclamer des augmentations de salaires et le contrôle des prix). Par la suite, « *un taux de chômage élevé, des salaires en baisse, une couverture sociale moins importante et le développement du "secteur informel" (dans lequel plus de la moitié du prolétariat colombien allait travailler durement dès 1985) affaiblirent encore davantage un mouvement syndical déjà divisé* »⁵⁵⁴.

Pour Eduardo Mackenzie, les événements violents du 14 septembre 1977 vont avoir un impact négatif sur les résultats électoraux des partis de gauche radicale⁵⁵⁵. Ainsi, lors des élections législatives du 26 février 1978, les partis traditionnels libéraux et conservateurs sont les grands gagnants avec respectivement 109 et 86 sièges à la Chambre de députés. Daniel Pécaut remarque qu'il faut ajouter un autre facteur à la faiblesse de la gauche politique en Colombie à savoir les conséquences des effets pervers de l'idée de la « combinaison de toutes les formes de lutte » et autres théorisations de la lutte armée :

« Cette ligne voue la gauche politique à une extrême faiblesse en marginalisant ceux qui ont des réticences à l'égard du recours à la violence. La gauche politique a pourtant prouvé son importance dans les années 1930 puis à l'époque du gaitanisme. Elle a semblé se reconstituer au début des années 1960. Dans la mesure où par la suite elle n'ose pas prendre ouvertement ses distances avec la lutte armée, elle devient marginale »⁵⁵⁶.

C'est dans ce contexte, que se tient une Sixième Conférence, en janvier 1978, dans le département du Meta, au cours de laquelle les FARC commencent à développer l'idée de se convertir en une « armée », ce qui nécessite de former des cadres, d'augmenter le nombre des effectifs, d'obtenir de meilleures armes, en plus grande quantité, et d'améliorer les finances. « *En 1978, les effectifs sont évalués à 900 combattants, mi-paysans mi-guérilleros, pourvus d'un armement rudimentaire*

⁵⁵³ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 131

⁵⁵⁴ Gilhodes (Pierre), « Movimientos sociales en los años ochenta y noventa », dans *La nueva historia de Colombia*, ed. par Tirado Mejía (Álvaro), vol. VIII, Bogotá, 1995. pp. 171-190. Cité par Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 92

⁵⁵⁵ « Quant à l'extrême-gauche, l'UNO (Front Électoral Communiste), qui regroupe le PCC, le MIL (Mouvement de gauche libéral) et l'ANAPO socialiste, elle ne recueille que 4 sièges (contre 19 pour la chambre sortante). Enfin, la coalition maoïste, MOIR, et la formation trotskiste PST, obtiennent un résultat encore plus faible ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 290

⁵⁵⁶ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 36

pris à la police ou issu de l'époque de La Violencia »⁵⁵⁷. Cependant, les FARC continuent leur processus de reconstruction et de consolidation. Par exemple, les divers fronts travaillent pendant cinq mois sur un document préparatoire à la Sixième Conférence, distribué avant son ouverture, connu comme « la Thèse », où est décrite une nouvelle stratégie et figurent de nouveaux documents (statuts, règlements, normes de commando) afin de créer une petite armée révolutionnaire capable de modifier l'équilibre des forces sur l'ensemble du territoire national. Les résultats de la Sixième Conférence, selon les membres de la guérilla, sont largement positifs. « Jacobo Arenas » précise que :

« C'est la Conférence la plus prodigue et riche que les FARC ont réalisée au cours de leur existence (...). Il y a eu un bilan général de toute l'activité du mouvement guérillero, de son travail d'organisation politique et d'organisation des masses, et en son sein, d'éducation et de propagande (...). Cette Conférence a produit les lignes générales d'un plan National Militaire lequel, par la suite, a été décliné par le Secrétariat en plans pour chaque front sous la responsabilité des État-Major »⁵⁵⁸.

Lors de la Sixième Conférence, de nombreux ajustements sont décidés, parmi eux : la réforme de l'État-Major Central (ou l'Assemblée Collective de commandement), la création de l'État-Major de front (il est estimé que les FARC disposaient de 20 fronts et de 120 commandements) et du Secrétariat de l'État-Major Central ; la nécessité de former les commandants est reconnue amenant la création d'écoles régionales tant pour les différents fronts que pour l'État-Major et le Secrétariat ; une circulation permanente du journal *Résistance (Resistencia)* est approuvée ; une organisation politique clandestine est mise en œuvre pour la préserver de l'action des forces armées et de la police. Les lignes générales du Plan National Militaire que les FARC mettront en place durant les deux décennies suivantes sont arrêtées. La stratégie du nouveau Plan consiste à concentrer des forces pour attaquer des objectifs spécifiques, comme des postes de police et militaires, pour ensuite recommencer à se diviser en structures de fronts. La Sixième Conférence Nationale termine le processus de reconstitution à travers une réglementation qui codifie la vie interne des FARC au moyen de trois documents fondamentaux⁵⁵⁹ (le premier

⁵⁵⁷ *Ibid.* p. 35

⁵⁵⁸ « Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007

⁵⁵⁹ « Ces documents seront de nouveau ajustés suite aux développements politiques et organisationnels qui se concrétisent lors de la Septième Conférence quand l'organisation s'érige en Armée du Peuple (EP). La Huitième Conférence des FARC-EP introduit et

document est le « Règlement Interne » établi lors de la Deuxième Conférence qui détermine le régime organisationnel et disciplinaire du groupe guérillero) : le Statut des FARC⁵⁶⁰, le Régime Interne Disciplinaire⁵⁶¹ et les Réglementations Internes de Commando⁵⁶². Le style d'auto-défense des guérillas libérales est laissé de côté au profit de l'univers « militaire et stratégique » d'une guérilla dite « révolutionnaire » qui se voit consolidée, au moins sur le plan de la définition du discours, du cadre institutionnel et du discours des FARC.

Par ailleurs, grâce à la « colonisation armée », l'influence territoriale et stratégique des FARC se développent de plus en plus.

« Elles accompagnent les flux constants de colonisations de zones encore à peine peuplées comme le Caquetá au sud, le Meta à l'ouest ou la vallée du Magdalena Medio. Le phénomène peut relever de ce qui a été qualifié de 'colonisation armée' lorsque la guérilla se déplace avec les colons. Mais parfois elle se contente de les encadrer là où ils s'installent. Il est toujours bien difficile de trancher entre ce qui relève de la guérilla proprement dite et ce qui relève de la poursuite de formes d'autodéfense »⁵⁶³.

Grâce aux processus de colonisation armée, les FARC réussissent à imposer « la loi et l'ordre » dans diverses communautés où la présence de l'État existait faiblement ou pas du tout. À la fin des années 1970, les journaux colombiens commencent à parler de l'influence régionale des FARC : « Tirofijo organise une cellule guérillera à Antioche » (El Tiempo du 15 août 1978) ; « Ils dénoncent une solidarité citadine des guérillas dans le Caquetá. Un intendant révèle un enseignement marxiste dans des écoles rurales » (La República du 30 novembre 1978).

La sixième Conférence des FARC se tient en janvier 1978. La même année, s'achève, dans un contexte de mobilisation sociale croissante, le gouvernement du libéral López Michelsen crédité d'un niveau très faible de popularité. Lors des élections présidentielles de cette année, les urnes favorisent le libéral Julio César Turbay Ayala (1978-1982), qui bat le candidat du parti conservateur, Belisario

actualise des dispositions statutaires, réglementaires et normatives, tout en instituant les Blocs de Fronts, les Commandos Conjointes et le Commando Général dirigeant l'offensive ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 138

⁵⁶⁰ Le « Statut » énonce essentiellement les fondements idéologiques des FARC, définit sa structure organique, le régime de commando, les devoirs et les droits des combattants et d'autres principes basiques de l'organisation révolutionnaire.

⁵⁶¹ Le « Règlement du Régime Disciplinaire » traite des questions essentielles d'ordre militaire.

⁵⁶² Les « Normes Internes de Commando » se rattachent aux pratiques du quotidien journalier des diverses unités des FARC-EP, y compris les commissions, missions et Unités Tactiques de Combat (UTC).

⁵⁶³ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 34

Betancur⁵⁶⁴. Turbay présente un programme basé sur trois axes principaux : la production, la sécurité et l'emploi. En matière d'une sécurité, le gouvernement, utilisant les prérogatives de l'état de siège (article 121 de la Constitution), dicte le décret 1923 appelé Statut de sécurité (*Estatuto de Seguridad*) pour contrecarrer l'activité subversive et le trafic de stupéfiants (phénomène qui fait son apparition à la fin des années 1970).

Selon le récit historique des FARC, la période 1978 à 1982 correspondant à la « présidence du tortionnaire Julio César Turbay Ayala » est une période de « lutte contre le ténébreux Statut de sécurité Nationale et contre la violation de tous les droits fondamentaux »⁵⁶⁵. Bien que le Statut de Sécurité et l'état de siège puissent effectivement être perçus, comme Eduardo Mackenzie le présente, comme « la réponse légitime de l'Etat de droit face à la barbarie et face aux campagnes armées de déstabilisation »⁵⁶⁶, ils seront l'objet de critiques sévères à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et auront un effet symbolique important sur le développement des FARC. La répression va encourager le développement de la guérilla parce qu'elle confirme l'idée que l'unique moyen de se défendre contre les agressions de l'« Etat oppresseur » et de l'« oligarchie » est l'usage des armes : « la dénonciation de l'état de siège comme un "abus" qui "supprime toute possibilité légale de contestation" était (et sera) le principal levier de l'agitation communiste »⁵⁶⁷. Comme l'explique Forrest Hylton :

« La répression brutale que l'administration Turbay mit en place, associée aux espoirs nés de la révolution au Nicaragua et de ce qui était en train de se passer au Salvador et au Guatemala, donna aux guérillas un nouveau souffle de vie. Elles affirment que sous le régime de Turbay, la Colombie n'était pas différente des juntes militaires du Cône sud, tandis qu'au Nicaragua, les sandinistes avaient montré que la lutte armée était le seul moyen de renverser une dictature »⁵⁶⁸.

Cependant, selon Eduardo Mackenzie, la disposition constitutionnelle de l'état de siège n'a pas été utilisée « *par le pouvoir pour étouffer l'opposition légale, ni les manifestations de mécontentement de la population, mais pour*

⁵⁶⁴ « Le candidat libéral, Julio César Turbay Ayala, gagne les élections en obtenant 2 303 034 voix. Son rival conservateur, Belisario Betancur, obtient 2 216 673 voix. L'abstention est de 68 %. La gauche est, de nouveau, laminée... 128 146 voix ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 292

⁵⁶⁵ « Cronología de la Resistencia: FARC-EP. Una historia de lucha », *op.cit.*, 2007

⁵⁶⁶ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 293

⁵⁶⁷ *Ibid.* p.293

⁵⁶⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 92

réprimer les vagues de violences matérielles »⁵⁶⁹. Effectivement, les enlèvements (utilisés par les guérillas comme source de financement) deviennent l'un des pires fléaux du pays (avec les « prisons du peuple » où jusque dans les années 2000 se trouvent encore des personnes enlevées par les FARC). L'un des cas les plus connus des années 70 est l'enlèvement de Richard Starr, biologiste et membre des Corps de Paix des Etats-Unis qui réalisait en février 1977 une mission scientifique dans le pays. Les FARC vont le retenir prisonnier pendant trois ans, détention très longue qu'elles tentent de justifier en arguant que Starr « écrivait un livre pour soutenir le juste combat des guérilleros des FARC »⁵⁷⁰. Bien que les conditions de sa libération soient peu claires, la presse remarque que celle-ci intervient après que sa famille ait réuni la somme de 250 000 dollars pour la remettre à la guérilla⁵⁷¹. C'est un exemple de l'effort que faisait la guérilla pour « justifier » les enlèvements face à l'opinion publique (surtout internationale) et préserver son image en essayant de se différencier des groupes de « bandits » qui avaient aussi recours au kidnapping comme ressource financière.

En plus des enlèvements, les attaques armées augmentent comme permet de l'observer ce recueil de titres presse datant de 1978 : « Embuscade d'une patrouille militaire : 9 morts » (*El Tiempo*, 5 février) ; « 150 hommes des FARC prennent deux villages » (*El Tiempo*, 8 mars) ; « Les FARC attaquent un village dans le sud du Córdoba » (*El Tiempo*, 20 juillet) ; « Six militaires sacrifiés dans le Boyacá : ils périssent dans une embuscade tendue par les guérilleros » (*El Colombiano*, 20 août) ; « Attaque guérillero à San Luis » (*La República*, 4 septembre) ; « 3 morts dans un assaut des FARC dans le Caquetá » (*El Espectador*, 6 octobre). La presse signale aussi que, selon des sources officielles, il est prouvé que les FARC reçoivent un appui économique de l'Ambassade de Russie⁵⁷².

L'influence extérieure n'est pas seulement matérielle et financière. Pour comprendre l'évolution des FARC pendant la période comprise entre 1964 et 1982, il est nécessaire de prendre en considération le contexte historique de cette période : l'active mobilisation sociale des années soixante tant en Amérique latine

⁵⁶⁹ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 293

⁵⁷⁰ Villamarín Pulido (Luis Alberto), *La Selva Roja : ¿Existen nexos entre el cartel de las FARC y el Partido Comunista?*, Ediciones Luis Alberto Villamarín Pulido, 1997.

⁵⁷¹ « Murió Richard Starr », *El Tiempo*, Viernes 3 de junio de 1983. p. 3A.

⁵⁷² « Tirofijo organizó célula guerrillera en Antioquia », *El Tiempo*, 15 de agosto de 1978, p. 12C

que dans le reste du monde ; les mouvements révolutionnaires et l'apparition de divers groupes d'extrême gauche (les Brigades rouges italiennes-BR, la Fraction armée rouge allemande-RAF, l'Armée rouge japonaise-ARJ, le groupe Action Directe en France, la Weather Underground Organization-WUO⁵⁷³), le développement de la Théologie de la Libération au sein de l'Église Catholique ; les tensions et la rupture des relations sino-soviétiques dans la décennie des années 70. Dans son livre sur la violence révolutionnaire, Isabelle Sommier souligne l'importance du contexte dans l'étude de l'usage du terrorisme comme outil des mouvements d'extrême gauche : « *on devient "terroriste" au gré des événements et du regard des autres porté sur soi* ». ⁵⁷⁴ Les possibilités d'expansion et de développement du mouvement des FARC vont évoluer en grande partie au gré des événements qui se produisent au niveau mondial et régional.

Roberto Saenz, homme politique colombien et conseiller municipal de Bogotá, frère de Guillermo León Saenz (alias « Alfonso Cano », remplaçant de « Manuel Marulanda » comme commandant en chef des FARC à partir de 2008), résume la situation des années soixante et soixante-dix dans les termes suivants :

« Fidel Castro... Vietnam... plus de dix pays d'Amérique Latine gouvernés par des dictateurs militaires d'extrême-droite... le mouvement étudiant... les jeunesses communistes... confirmation de l'idée que c'était le seul chemin qui existait, l'on avait besoin seulement d'une vocation révolutionnaire » ⁵⁷⁵.

Vera Grave, ancien membre de la guérilla du M-19, ajoute :

« C'est une génération qui a grandi avec le paradigme de la révolution qui s'accomplit par les armes » ⁵⁷⁶.

La lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir politique à partir du foyer armé insurrectionnel ⁵⁷⁷ s'étend à de nombreux pays d'Amérique Latine dans la décennie des années soixante, sous l'influence du triomphe de la révolution cubaine :

« La victoire armée du peuple cubain sur la dictature de Batista a entraîné, en plus du triomphe épique repris par les journalistes du monde entier, un changement dans les vieux dogmes sur la conduite des masses populaires de l'Amérique latine, en démontrant

⁵⁷³ Ces groupes sont étudiés par Isabelle Sommier dans son livre *La Violence Révolutionnaire*, *op.cit.*, 2008.

⁵⁷⁴ *Ibid.* p. 23

⁵⁷⁵ « Presencia guerrillera y paramilitar en las Universidades Públicas », [programme télévisé] *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 6 juin 2010.

⁵⁷⁶ *Ibid.*

nettement la capacité du peuple de se libérer d'un gouvernement qui le tourmente, au travers de la lutte guérillera »⁵⁷⁸.

Par la suite, une seconde vague révolutionnaire intervient, ayant pour modèle démonstratif le triomphe de la révolution sandiniste (« *le Nicaragua a revécu l'enthousiasme des avant-gardes de la lutte armée* »⁵⁷⁹), fondée non sur la conception d'un foyer guérillero mais sur celle d'un front étendu de masses. Dans toute l'Amérique latine, se développent par la suite beaucoup d'exemples de cette nouvelle modalité d'action politique et militaire.⁵⁸⁰

En Colombie, après la fin de *La Violencia*, en plus des bandes à la durée éphémère associées aux *bandoleros*⁵⁸¹ (bandits) et aux gangs bipartisans⁵⁸², apparaissent d'autres organisations politico-militaires de gauche comme : la Brigade José la Antonio Galán⁵⁸³ en 1960, le Mouvement des Ouvriers Étudiants et des Paysans (MOEC - Mouvement ouvrier étudiantin et paysan) en 1959-60, le Front Uni d'Action Révolutionnaire (FUAR-) en 1962 ...

Durant les années soixante, se constituent les principaux groupes guérilleros du pays : l'ELN⁵⁸⁴, l'EPL et les FARC, du fait de la persistance de mouvements armés paysans et de la radicalisation croissante de la jeunesse universitaire et des couches moyennes urbaines. Beaucoup de membres et de futurs cadres des

⁵⁷⁷ La Revolución Cubana pone al orden del día la concepción del foco insurreccional en la lucha política revolucionaria y ha de cuestionar

⁵⁷⁸ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 15

⁵⁷⁹ Jaime Bateman. Entretien apparu dans « Oiga Hermano », Ediciones Macondo, Bogotá, 1984, p. 16. Cité par Ruiz (Andrés), *op.cit.*, 2001, (en ligne).

⁵⁸⁰ En Bolivie, l'Armée de Libération Nationale, ELN-sous une inspiration du « Che » Guevara (1966) ; au Pérou, le Front Révolutionnaire de Gauche, de FIR (1961), l'Armée de Libération Nationale, ELN (1962), et le Mouvement de Gauche Révolutionnaire, de MIR (1962) ; au Venezuela, les Forces Armées de Libération Nationale, de FLN (1963) ; au Brésil, le Mouvement Révolutionnaire le 8 octobre, MR-8 (1966), l'Avant-garde Populaire Révolutionnaire, VPR (1967), le Commando de Libération National, COLINA (1967), et l'Action de Libération Nationale, d'ALN (1967) ; en Argentine, l'Armée Guérillera du Peuple(Village), EGP (1964), les Forces Armées Révolutionnaires, FAR (1966), le Front Argentin de Libération, FAL (1967), les Forces Armées Péonistes, FAP (1968), les Commandos Populaires de Libération, de CPL (1968), et l'Armée Révolutionnaire du Peuple, ERP (1968) ; à l'Uruguay, le Mouvement de Libération Nacional-Tupamaros, MLN-T (1965) ; au Chili, le Mouvement de Gauche Révolutionnaire, MIR (1965), l'Armée de Libération Nationale, ELN (1968), et l'Avant-garde Organisée du Peuple, VOP (1968) ; au Nicaragua, le Front Sandiniste de Libération Nationale, FSLN (1961) ; au Guatemala, le Mouvement Révolutionnaire 13 novembre (1960), les Forces Armées Rebelles, FAR (1961), l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA (1971) et l'Armée Guérillera des Pauvres, EGP (1972) ; au Salvador, les Forces Populaires de Libération Farabundo Martí, FPL (1970) ; au Mexique, le Parti des Pauvres, PDLP (1968), le Front Urbano Zapatista, FUZ, (1969)...

⁵⁸¹ Sur le thème du banditisme en Colombie, voir Steiner (Claudia), *op.cit.*, 2006, pp. 230-253

⁵⁸² Voir Lair (Éric), Los grupos « paramilitares » en Colombia entre la guerra y la paz, s.i, s.l, s.d, (en ligne).

⁵⁸³ La Brigade José Antonio Galá est un groupe de colombiens ayant reçu un entraînement militaire à Cuba avant de revenir en Colombie et de fusionner avec la jeunesse du Mouvement révolutionnaire libéral MRL.

⁵⁸⁴ En ce qui concerne l'Armée de Libération Nationale (ELN), celle-ci a été créée en 1964 à San Vicente de Chucurí, département de Santander, par des étudiants de classe moyenne, des intellectuels, des acteurs du mouvement syndical et d'anciens guérilleros libéraux. Inspirés par la Révolution Cubaine, et suivant à la lettre la stratégie du « Che », ils s'impliquent dans la révolution armée à travers la conception du foyer insurrectionnel (foyers révolutionnaires), c'est-à-dire sur l'idée qu'« un petit groupe de guérillas mobiles (remplaçant la classe ouvrière et la paysannerie) pouvait déclencher une insurrection menant à la révolution socialiste ». Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 84

guérillas de la « deuxième génération » (c'est-à-dire de ceux n'ayant pas intégré les groupes paysans libéraux et communistes à l'époque de *La Violencia*), comme « Alfonso Cano » des FARC, ont appartenu à la Jeunesse Communiste colombienne (JUCO), fondée en 1951 et liée au parti communiste colombien (PCC).

La guérilla de l'ELN va remettre en question la stratégie du Parti communiste Colombien (et des FARC) de « la combinaison de toutes les formes de lutte », lui reprochant d'être réformiste et révisionniste. Malgré les différences stratégiques avec les FARC, l'ELN tire aussi ses origines du libéralisme populaire, du communautarisme et de la lutte paysanne et ouvrière. Certains des premiers cadres de l'ELN s'étaient battus sous Rafael Rangel (leader de la première guérilla libérale apparue dans le département du Santander suite à la mort de Jorge Eliecer Gaitán). Fabio et Manuel Vásquez, membres fondateurs de l'ELN, avaient vu mourir leur père à cause de la violence partisane et « *Fabio (...) avait fait ses débuts dans les jeunesses du MRL (Movimiento Revolucionario Liberal), cherchant un moyen de venger la mort de son père* »⁵⁸⁵. Fabio Vásquez, premier commandant en chef de l'ELN, obtient en 1962 une bourse pour étudier à Cuba (grâce à son frère Manuel), où il intègre la Brigade Jose Antonio Galán laquelle applique par la suite pour la première fois la stratégie du foyer insurrectionnel dans le département du Santander (où étaient installées les guérillas libérales de Rangel à l'époque de *La Violencia*). En 1965, le prêtre et sociologue Camilo Torres Restrepo rejoint l'ELN. Torres, ayant étudié avec le Péruvien Gustavo Gutiérrez à Louvain en Belgique, lui inspire son texte majeur : *Liberation Theology*⁵⁸⁶.

La Théologie de la Libération est un courant théologique né au sein même de l'Église catholique en Amérique latine après le concile Vatican II⁵⁸⁷ (1962-1965) et la Conférence de Medellín⁵⁸⁸ (Colombie, 1968). Ses représentants les plus

⁵⁸⁵ *Ibid.* p. 85

⁵⁸⁶ *Ibid.* p. 85

⁵⁸⁷ « Le Concile de Vatican II se déroule en quatre séances : la première du 11 octobre au 8 décembre 1962, présidée par Jean XXIII et les autres, du 19 septembre au quatre décembre 1963, du 14 septembre au 21 novembre 1963 et du 14 septembre au 8 décembre 1965, présidées par Paul VI. Dans la convocation au Concile, la nécessité d'une modernisation de l'Église (*aggiornamento*) est soulignée dans un monde en pleine transformation. La Constitution Pastorale issue du concile connue comme *Les Joies et les Espérances* ("Gaudium et spes"), présente une Église plus impliquée dans les nécessités économiques et sociales de l'homme. "Les joies et les espérances, les tristesses et les angoisses des hommes de notre temps sont à la fois les joies et les espérances, les tristesses et les angoisses des disciples de Christ" ». Gaudium et Spes, 1,1.

⁵⁸⁸ La IIe Conférence de l'Épiscopat Latinoaméricain (CELAM) se tient à Medellín, Colombie, fin août 1968. Le document final de la conférence développe trois sujets principaux : la Promotion humaine, l'Évangélisation et la Croissance dans la foi, l'Église visible et ses structures. Cinq sujets sont inclus dans la première partie : la Justice, la Paix, la Famille et la démographie,

notables sont les prêtres Gustavo Gutiérrez Merino (de nationalité péruvienne), Leonardo Boff (brésilien), Camilo Torres Restrepo (colombien, membre de l'ELN) et Manuel Pérez Martínez (espagnol, futur commandant en chef de l'ELN à partir du milieu des années quatre-vingt). L'idée générale de la Théologie de la Libération est que les catholiques doivent choisir de s'engager en faveur des pauvres et des opprimés ou bien leur foi chrétienne restera lettre morte : « *l'amour doit avoir pour nom de famille la justice ou il sera bâtard* », est une formule utilisée par les défenseurs de la Théologie de la Libération.

En Colombie, « *beaucoup de secteurs de la société, surtout ceux influencés par l'Église catholique, restent imprégnés d'un fort conservatisme culturel. Cette Église n'a pas tardé à marginaliser les courants très minoritaires qui penchaient vers la théologie de la libération et à adapter à sa convenance les réformes de Vatican 2* »⁵⁸⁹. Le Pape Paul VI, lors de sa visite à Bogotá en août 1968, met en garde contre la violence et la « haine » du marxisme athée et de la révolution systématique, tout en reconnaissant le rôle social de l'Église dans la recherche de la justice et de la paix :

« Si nous devons favoriser tout effort humain pour promouvoir le rénovation et l'élévation des pauvres et de tous ceux qui vivent dans des conditions d'infériorité humaine et sociale, si nous ne pouvons être solidaires de systèmes et de structures qui couvrent et favorisent de graves inégalités et oppressions entre les classes et les citoyens d'un même pays, sans mettre en œuvre de plan effectif pour remédier aux conditions insupportables d'infériorité dont souffre fréquemment la population la moins riche, nous répétons encore une fois ce propos : ni la haine, ni la violence ne sont la force de notre charité. Parmi les divers chemins vers une juste régénération sociale, nous ne pouvons choisir ni le marxisme athée, ni la révolte systématique, ni encore moins celui de verser le sang et celui de l'anarchie. Nous dégageons notre responsabilité de celle de ceux qui, au contraire, font de la violence un idéal noble, un héroïsme glorieux, une théologie complaisante (...) pourtant, il est certain que la violence engendre de nouvelles injustices, introduit de nouveaux déséquilibres et provoque de nouvelles ruines : on ne peut pas combattre un malheur réel au prix d'un plus grand malheur »⁵⁹⁰.

l'Éducation, la Jeunesse; quatre dans la deuxième : Pasteur du peuple, pasteur des élites, catéchèse et liturgie; six dans la troisième partie : le Mouvement de laïques, les prêtres, la formation du clergé, la pauvreté de l'Église, pasteur du troupeau, les moyens de communication sociale. En conclusion, un document chargé de sensibilité sociale.

⁵⁸⁹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 36

⁵⁹⁰ « A los 30 años de la Conferencia de Medellín », s.i, s.l, s.d (en ligne).

Ainsi, l'esprit de la Conférence de Medellín se traduit, au niveau des diocèses et des paroisses, par des réalisations matérielles : voies de communication, postes de secours, écoles, conséquence du compromis entre leaders et communautés. Cependant, sur de nombreux territoires éloignés des centres urbains, « *les prêtres, fort de leur charisme, étaient parfois le relais (de la guérilla) dans les paroisses* »⁵⁹¹. Ces prêtres considèrent que, sans faire partie activement de la guérilla, suivre les préceptes du Concile Vatican II, de la Conférence sur Medellín et de la Théologie de la Libération, implique un engagement actif contre les inégalités sociales et la pauvreté.

La Théorie de la Libération joue un rôle important dans le processus de transformation de la guérilla des FARC depuis ses origines paysannes et libérales à son état final de guérilla « révolutionnaire et communiste ». L'hypothèse centrale développée jusqu'à présent consiste à penser que certains des guérilleros-paysans qui ont pris les armes durant l'époque de *La Violencia* (1945-1965), pour diverses raisons (incluant la défense de l'honneur, la vengeance, la défense de leur vie, de leur famille, de leurs biens, la préservation de leur identité, l'appartenance religieuse ou politique, la lutte contre les blessures psychologiques et morales produites par la violence... la lutte pour la reconnaissance), ont trouvé dans la lutte révolutionnaire et le communisme un discours, une idéologie, leur permettant d'exprimer leurs besoins individuels de reconnaissance comme ceux du groupe tout entier et même de la société dans son ensemble, donnant un caractère politique et social à leur lutte pour la reconnaissance.

Les guérilleros libéraux et les premiers guérilleros communistes, ainsi que nous l'avons vu, continuaient d'être catholiques tout en montrant des différences avec le parti conservateur dans la relation de l'Église et de l'État. Le caractère matérialiste, athée des lignes les plus radicales du marxisme-léninisme entraine en contradiction avec le profond sentiment religieux des paysans colombiens, principal groupe objectif des FARC (et de l'ancien Bloc Sud). Depuis l'époque coloniale, la Colombie demeure un pays majoritairement catholique (aujourd'hui 80 % de la population se déclare catholique, le reste étant composé essentiellement de groupes chrétiens). Il s'agit d'un catholicisme traditionnel où la religiosité

⁵⁹¹ Burin de Rozières (Philippe), *op.cit.*, 1995. p. 15

dépasse largement les convictions religieuses, davantage animé par le sentiment que par la raison ou la réflexion philosophique et théologique. Dans ce contexte, la Théologie de la Libération a permis de créer un pont entre la pensée politique de gauche et le caractère religieux de beaucoup de guérilleros de base, une façon de concilier l'identité politique et l'identité religieuse. Cela s'est produit principalement au sein de l'ELN : le prêtre Camilo Torres est réputé avoir préféré rejoindre les rangs de l'ELN parce qu'il considérait que les FARC, à l'époque le Bloc Sud, suivaient une ligne marxiste, matérialiste et athée plus radicale promue par le PC colombien. Pourtant, dans le cas des FARC ne s'observe aucun effort majeur pour développer ou imposer le caractère matérialiste et athée du marxisme-léninisme, laissant ainsi les guérilleros conserver nombre de leurs pratiques religieuses. C'est pourquoi, encore de nos jours, beaucoup de guérilleros des FARC se recommandent à la Vierge ou aux Saints et portent des symboles religieux avant de partir pour le combat.

Comme nous l'avons dit, l'affrontement idéologique-stratégique entre les défenseurs des foyers révolutionnaires et les défenseurs de la stratégie de la « combinaison de toutes les formes de lutte », va amener l'apparition de la guérilla de l'ELN (1964), d'orientation castriste, en opposition au Bloc Sud (FARC-1966). Parallèlement à ce processus, le monde socialiste se divise (alignement international) suite à la rupture des relations sino-soviétiques. En Colombie, cette circonstance se traduit par l'apparition du parti communiste colombien marxiste-léniniste (PCC-ML) et de la guérilla de l'EPL (Armée Populaire de Libération). En 1963, la plus forte scission du mouvement Communiste International se produit : des dizaines de partis communistes se divisent. Une branche demeure dans la ligne soviétique tandis que l'autre rejoint l'orbite chinoise qui se rattache au marxisme-léninisme selon la pensée de Mao Tse Tung. Deux tactiques, deux manières de faire la révolution, opposent Moscou et Pékin : d'un côté, se trouvent ceux qui croient que le triomphe de la révolution ne peut advenir que par la formation des dirigeants et par la structuration de puissants partis de masses et, de l'autre, ceux qui croient en la possibilité de la prise du pouvoir par des coups de force audacieux qui doivent commencer comme des revendications nationalistes ou populaires pour être ensuite capitalisées par le communisme. Le parti communiste colombien,

tenant de la première vision, prend l'option d'expulser ceux qui critiquent et combattent sa conception tactique de la lutte révolutionnaire pour résoudre ses dissensions internes.⁵⁹²

Ainsi, le 17 juillet 1965, après un processus de débats et d'accords, est créé le PCC-ML. En cohérence avec cette conception, le PCC-ML crée un noyau de ce qui deviendra la future Armée Populaire de Libération (EPL), fondée en 1967, sur la matrice d'un radicalisme agraire armé. Pedro Vásquez Rendón, ancien commissaire politique du parti social-démocrate colombien pendant la période de *La Violencia* (« qui suggéra à Pedro Antonio Marín de prendre le nom de « Manuel Marulanda » en l'honneur de l'un des leaders du parti socialiste révolutionnaire colombien des années 1920 »⁵⁹³) et Julio Guerra, ancien commandant libéral de guérilla, militant du MRL, appliquent la stratégie du foyer révolutionnaire dans la région d'Urabá, avec pour but de mener une guerre populaire prolongée : « en tant que maoïstes, ils croyaient que dans les pays ruraux du "Tiers-monde" comme la Colombie, la paysannerie, menée par un parti d'avant-garde, jouerait un rôle déterminant dans la révolution socialiste »⁵⁹⁴.

L'ELN et l'EPL possèdent alors une large audience dans certains secteurs : l'ELN jouit de la sympathie du milieu étudiant et de certains prêtres progressistes ; l'EPL a fait beaucoup parler d'elle en raison de sa participation à l'ANUC et aux invasions de terres. Pourtant, au milieu des années 70, ces structures sont quasiment détruites (ainsi que les FARC), à cause de leurs faibles connexions à l'étranger⁵⁹⁵, du manque de ressources et d'hommes, d'expérience militaire et stratégique, leur concentration dans des zones rurales dans un pays chaque jour plus urbanisé et le sectarisme de leurs chefs :

« Elles n'ont pas non plus réalisé de grandes actions militaires et le sectarisme de leurs chefs, prompts à considérer toute divergence interne comme une trahison et à la châtier en

⁵⁹² En mars 1962, par exemple, le Comité Exécutif Central de la Jeunesse Communiste (JUCO) expulse Edison Lopesierra, Fred Kaim, Uriel Barrera, César Uribe, Libardo Mora Toro (futurs fondateurs du PCC-ML) et Víctor Medina Morón (l'un des fondateurs de l'ELN). Entre 1963 et 1965, les secteurs de la JUCO et les chapitres régionaux du PCC qui ont été expulsés se rapprochent du MOEC, du FUAR et de la Jeunesse du MRL. « Sur le caractère de la révolution, la thèse de la révolution patriotique, populaire et anti-impérialiste, est conservée, une unité est créée entre ceux qui soutiennent la thèse de la Révolution Socialiste immédiate et ceux qui conçoivent une étape intermédiaire entre la Nouvelle Démocratie et la Révolution Socialiste et défendent la Nouvelle Démocratie comme la révolution qui devrait être entreprise (...). [En Colombie] la révolution serait possible exclusivement par les armes et le scénario principal se déroulerait sur le terrain. Tous les marxistes léninistes en un seul parti, tous les combattants populaires en une seule armée révolutionnaire ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 121-122

⁵⁹³ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 85

⁵⁹⁴ *Ibid.* p. 85

⁵⁹⁵ Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

conséquence les a menées à plusieurs reprises au bord de l'autodestruction. En 1973, l'ELN est pratiquement annihilée au cours d'une opération de l'armée, il ne lui reste que 40 combattants. L'EPL quant à elle se heurte aux résistances croissantes des paysans auxquels elle prétend interdire la commercialisation de leurs produits. Bref, dans un pays qui avait souvent connu guérillas et violence, l'expérience de la lutte armée semble tourner à la déconfiture au moins autant que dans les autres pays d'Amérique Latine »⁵⁹⁶.

Les difficultés rencontrées par les différents groupes, comme nous l'avons déjà vu dans le cas des FARC avec le processus développé pendant les Conférences Nationales du groupe guérillero, obligent les dirigeants à envisager un changement drastique de stratégies engagé en émulation avec une autre guérilla, le Mouvement du 19 avril (M-19), créé en 1972. Le M-19, est formé principalement avec des éléments dissidents du PCC et des FARC (Jaime Bâteman, Alvaro Fayad, Iván Marino Ospina, Luis Otero, Carlos Pizarro... expulsés du PCC et des FARC pour avoir cherché à étendre l'action des FARC aux centres urbains), ainsi que par d'anciens membres de l'ANAPO (parti du Général Rojas Pinilla : Carlos Toledo Plata, Andrés Almarales, Israel Santamaría). Le nom de M-19 est justement choisi pour commémorer le jour où « *les oligarchies (...) avaient piétiné la décision de la grande majorité de notre peuple quand les élections avaient été volées au général Gustavo Rojas Pinilla, le 19 avril 1970* »⁵⁹⁷. Initialement, les noyaux issus des FARC ont l'idée de constituer des foyers de guérilleros urbains sous la dénomination de mouvement de libération nationale, à l'image des Tupamaros uruguayens. Cependant, sous l'influence d'éléments anapistes, le mouvement va s'éloigner du marxisme-léninisme et de la révolution cubaine pour adopter une posture nationaliste singulière influencée par la réalité politico-sociale colombienne des années soixante-dix. Jaime Bateman, fondateur du M-19, présente ainsi sa vision de la révolution à qui il faut « *donner un goût de pachanga, la faire avec des bambucos, des vallenatos et de la cumbia (des rythmes musicaux traditionnels colombiens) et en chantant l'hymne national* »⁵⁹⁸. L'objectif de cette guérilla est de combiner les armes et la politique : elle ne veut pas s'isoler à la campagne et être éloignée des gens (la majorité de la population habite en ville) comme les FARC, l'ELN et l'EPL, mais donner au peuple « *la structure militaire*

⁵⁹⁶ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 293

⁵⁹⁷ « M-19, una guerrilla sin precedentes (1974-1980) », *El Tiempo*, sans date, (article en ligne).

⁵⁹⁸ *Ibid.*

qui lui permettra de défendre son développement politique »⁵⁹⁹. Le M-19 va réaliser de nombreuses actions armées symboliques : à ses débuts, il attaque des camions de lait d'un supermarché à Bogotá pour le donner aux pauvres ; en 1974, il vole l'épée du libérateur Simón Bolívar (personnage clef de la lutte d'indépendance du pays contre les espagnols) ; en 1978, il dérobe 4 076 armes dans un dépôt de l'Armée du Canton Nord de Bogotá ; en 1980, l'ambassade de la République Dominicaine est prise à Bogotá pendant qu'une réunion sociale était réalisée et 17 ambassadeurs sont retenus...

Bien que les quatre guérillas (ELN, EPL, FARC et M-19) revendiquent toutes un imaginaire politique qualifié de « gauche révolutionnaire », les relations entre les différents groupes guérilleros ont été très tendues au commencement, non seulement à cause des différences doctrinaires et des modèles de lutte armée à adopter, mais aussi à cause du caractère intolérant de plusieurs chefs guérilleros qui n'acceptent pas la plus minime contradiction de leurs idées (ce qui semble aussi confirmer l'idée selon laquelle certains leaders cherchent avant tout une reconnaissance individuelle et/ou du respect social et du pouvoir). Bien que des envoyés du gouvernement cubain et du gouvernement russe aient envisagé le projet d'une intégration de la guérilla des FARC, de l'ELN et des secteurs non maoïstes de l'EPL, chaque groupe guérillero durant la décennie des années 60 et 70 se montre très jaloux de son indépendance, adoptant une dynamique de confrontation idéologique et armée. Ainsi, en 1978, la presse colombienne affirme que « Manuel Marulanda » des FARC s'est rendu dans le département d'Antioquia dans le but de créer une cellule guérillera pour protéger les fonctionnaires soviétiques qui se trouvent dans la région « *de possibles attaques de l'ELN, groupe subversif, patronné par la ligne de Peking* »⁶⁰⁰.

De nouveau, le fait de se sentir méprisés par la « Colombie urbaine », représentée aussi par les idéologues, les hommes politiques et les étudiants urbains de gauche, joue un rôle dans l'action de la guérilla des FARC. Daniel Pécaut développe l'importance du ressentiment et de l'humiliation dans l'action des FARC et en particulier dans sa relation avec les autres groupes guérilleros :

⁵⁹⁹ *Ibid.*

⁶⁰⁰ « Tirofijo organizó célula guerrillera en Antioquia », *op.cit.*, 1978.

« Le ressentiment de Marulanda et de ses compagnons s'adresse aussi à tous ceux qui à un moment ou un autre ont manié la rhétorique révolutionnaire et considéré avec commisération une guérilla qui leur paraissait limiter ses ambitions à la satisfaction des revendications agraires au lieu d'attaquer de front le pouvoir. La liste en est longue. Idéologues urbains et étudiants gauchistes qui, sans avoir connu l'humiliation, s'en réclamaient pour la mettre au service de leur démagogie. Guérillas comme le M-19, promptes à faire la leçon aux FARC, quitte à se démobiliser et à s'intégrer aussitôt au système. Et même une guérilla comme l'ELN, portée au moralisme mais finalement dépourvue de capacité militaire. À bien des égards, les traces des querelles qui ont traversé la gauche révolutionnaire dans les années 1960, quand le parti communiste et les FARC étaient accusés de "révisionnisme", demeurent jusqu'à aujourd'hui »⁶⁰¹.

Ainsi, pendant les années 1960 et 1970, le contexte international (avec l'essor des mobilisations sociales et des mouvements révolutionnaires au plan international et régional) et son impact sur la dynamique des processus politiques et sociaux à l'intérieur du pays facilitent la transformation des imaginaires politiques des acteurs en armes. Pour les guérilleros qui ne sont pas démobilisés (*La Violencia* a impliqué une grande partie de la population rurale, mais la dictature du Général Rojas Pinilla et ensuite le Front National ont amené, pour beaucoup de personnes, des opportunités d'abandonner les armes et de revenir à la vie civile), l'imaginaire de la gauche « révolutionnaire » a permis d'acquérir une identité propre (qui n'était déjà plus résumée à une contradiction entre libéraux et conservateurs) et surtout de trouver une dialectique transformant les besoins individuels de reconnaissance en nécessités collectives, en nécessités du groupe entier (en accord avec la définition de Axel Honneth de la lutte pour la reconnaissance).

Les leaders de la guérilla (comme Manuel Marulanda), leurs raisons de prendre les armes (la lutte contre l'« humiliation »⁶⁰², le désir de vengeance, la défense de l'honneur personnel et familial, la défense d'une identité personnelle, politique et sociale...) et leurs pratiques (les enlèvements, *la vacuna*- forme de racket de protection- et le *boleteo* -le prélèvement d'impôts de guerre par le biais

⁶⁰¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 134

⁶⁰² « On a dit que la *Violencia* avait été une expérience d'humiliation, les paysans ayant découvert après coup qu'ils s'étaient entretenus pour une cause qui n'était pas la leur et qui avait été pour les élites un moyen de renforcer leur domination sur les classes populaires ». *Ibid.* p. 132

de lettres de menaces-⁶⁰³) ont continué d'être les mêmes que dans les années 1940 et 1950. Cependant, durant les années 1960 et 1970, un nouveau discours, un nouveau langage, apparaissent. Pour Philippe Braud, l'une des grandes catégories d'objets symboliques présents dans le champ politique se situe dans l'ordre du langage :

« Ce sont parfois seulement des mots clés ou des concepts fortement investis de représentations. Des mots pour dire des valeurs, affirmer une identité, formuler de « grandes causes », évoquer de grandes figures historiques ou des événements fondateurs. Il peut s'agir aussi de narrations, de récits structurés, d'histoires ayant acquis une capacité mobilisatrice : mythes d'origine, de légitimation, de production identitaire »⁶⁰⁴.

Les guérilleros qui ont continué de lutter ont sublimé les objectifs de leur lutte : déjà, il ne s'agit plus seulement de venger sa famille perdue, ou l'humiliation de se sentir l'outil d'une lutte politique des élites qui n'avait dans les faits rien de commun avec les gens « du peuple », mais de s'inscrire maintenant dans une lutte « mondiale » contre l'oppression dans le cadre d'une organisation, les FARC, définie (par ses statuts) :

« Comme l'expression la plus élevée de la lutte révolutionnaire pour la libération nationale (...) comme un mouvement politico-militaire qui développe son action de guérilla sur les plans idéologique, politique, organisationnelle, de propagande, de la lutte armée conformément à la tactique de combinaison de toutes les formes de lutte des masses pour le pouvoir pour le peuple »⁶⁰⁵.

En Colombie, se reproduit le processus observé par Isabelle Sommier dans les mouvements radicaux de l'Allemagne, de l'Italie, des États-Unis et du Japon, des années soixante et soixante-dix, à savoir la construction d'une légitimation de l'usage de la violence. Comme le décrit Sommier :

« À la fin des années 1960, une cause révolutionnaire se construit, légitimant l'usage de la violence, y compris armée (...). La justification abstraite de la violence est commune à l'ensemble des groupes, quelle que soit leur pratique effective de violence (...). Tous sont en effet convaincus que la période est révolutionnaire et, à ce titre, que la violence est à l'ordre du jour, immédiatement ou dans un avenir proche. Cela semble tellement évident que seuls de très rares documents cherchent à justifier explicitement le recours à la violence. On trouve, entre les lignes, deux registres de légitimation : un registre

⁶⁰³ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 86

⁶⁰⁴ Braud (Philippe), *L'émotion en Politique : Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 1996. p.108

⁶⁰⁵ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 121-138

matérialiste, qui considère que la violence est inscrite dans les lois de l'histoire et en continuité avec le mouvement révolutionnaire dont les organisations se veulent les héritières. Elle est nécessaire, inéluctable, imposée par l'ennemi qui ne se laissera pas abattre sans réagir. Un registre idéaliste ensuite, qui fait de la violence un instrument de libération, individuelle comme collective. On perçoit là l'influence anarchiste mais aussi celle des luttes de libération du Tiers Monde (...) – la juste violence des peuples opprimés leur permet de recouvrer leurs dignité et de vaincre, y compris un ennemi réputé invincible – et, parfois, une vision eschatologique. Il y a chez certains le sentiment d'une impérieuse nécessité psychologique ; le recours à la violence permet à un homme nouveau de naître. Elle est créatrice par un double sacrifice : celui de l'opprimé et celui de l'opresseur »⁶⁰⁶.

Dans le cas des FARC, la violence est justifiée tant par la nécessité d'agir en accord avec l'« esprit révolutionnaire » de l'époque pour se défendre contre un « ennemi oppresseur » contre lequel il n'est possible de lutter que par les armes.

En conséquence, les FARC achèvent la décade des années soixante-dix (à peu près 15 ans après leur apparition formelle en tant que groupe guérillero, et environ 30 ans après les premiers épisodes de violence politique entre les libéraux et les conservateurs) avec une organisation interne de structure militaire associée à un régime disciplinaire, une meilleure couverture territoriale, et surtout, avec un nouveau discours politique encadré dans la violence révolutionnaire. La lutte des FARC continue d'être, comme le fut la lutte des premières guérillas et groupes d'auto-défense libéraux et communistes, une lutte pour la reconnaissance, la revendication d'une reconnaissance intersubjective de l'identité individuelle, une défense de l'intégrité physique, sociale, de l'honneur et de la dignité, une recherche du prestige social, du respect, de la vengeance, du pouvoir et du plaisir⁶⁰⁷. Mais, toutes ces nécessités de reconnaissance vont être véhiculées par un discours idéologique et politique, un imaginaire révolutionnaire. Il s'agit maintenant d'une « lutte sociale » dans le sens honnethien du terme.

Cependant, il ne faut pas oublier, comme le remarque Daniel Pécaut, qu'en Colombie, à la fin des années soixante-dix, un fort contraste existe « *entre l'attrait de la lutte armée et le score d'une gauche qui ne dépasse pas 3 % à 4 % aux élections* » et « *un autre contraste va bientôt devenir aussi prononcé : celui qui existe entre le potentiel de la guérilla et son incapacité à ouvrir des perspectives* ».

⁶⁰⁶ Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2008. pp. 21-22

politiques »⁶⁰⁸. Bien que les effectifs de la guérilla augmentent de manière modérée mais continue, son action ne réussit à aucun moment à générer le mouvement des masses qui était attendu, et il ne produit pas d'effet significatif sur la manière dont le pays est organisé du point de vue politique ou économique.

Au milieu des années soixante-dix, un élément vient modifier cette situation : le début du trafic de stupéfiants en Colombie, qui va non seulement signifier l'arrivée de nombreux capitaux « pour la guerre », mais surtout une modification de l'échelle des valeurs et des attentes de reconnaissance des individus. Avec le boom de la cocaïne, de nouveaux acteurs apparaissent qui joueront un rôle fondamental dans le développement et l'évolution des FARC : les mafias régionales, les cartels de production et la commercialisation de la drogue. Dans la seconde partie de la décennie soixante-dix, les mafias organisent les routes du trafic de drogues et accumulent les capitaux. A la même époque, les guérillas remplacent le mouvement paysan comme adversaires des élites régionales, alors que le gouvernement colombien défait la réforme agraire et criminalise les leaders agraires en tant que subversifs. Le harcèlement des guérillas contre les grands propriétaires de terres, les agriculteurs et les éleveurs, encourage grandement leur propension à vendre leurs propriétés aux narcotrafiquants, désireux de blanchir leurs capitaux et d'acquérir les privilèges et les statuts sociaux propres aux grands propriétaires fonciers, dans un franc processus de décadence⁶⁰⁹. Les ressources financières introduites dans l'économie colombienne par le trafic de drogues, offrent l'opportunité aux FARC d'assainir leurs finances (parallèlement aux pratiques issues de la période de *la Violencia*, comme les enlèvements et les extorsions) et de consolider leur organisation militaire ainsi que leur stratégie militaire offensive. Les liens de plus en plus forts qui se développent dans les années 1980 et 1990 entre la guérilla et le trafic de stupéfiants, donnent naissance à de nouvelles pratiques liées à la notion de « narco-guérilla » et à de nouveaux besoins de reconnaissance en lien avec l'impact du trafic de stupéfiants sur l'espace social.

⁶⁰⁷ Voir Crettiez (Xavier), *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte, 2008. pp. 37-40

⁶⁰⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 37

⁶⁰⁹ Reyes Posada (Alejandro), « La coyuntura de las guerras y la nueva estrategia de seguridad », *Análisis Político*, No.18, Enero-abril 1993.

Si on voulait faire une modélisation historique de la lutte pour la reconnaissance des FARC, on pourrait dire que, pendant les années 40 et 50, certains individus ont souffert des blessures identitaires et morales liées principalement aux dénis de reconnaissance dans la sphère de l'amour (violence physique, torture, réification interpersonnelle...), et aussi à l'existence de dénis de reconnaissance dans les domaines du droit et la solidarité (structure d'ascension social rigide et fermé, mise en cause de certaines identités politiques – appartenance à un parti – et religieuses). Pendant la période de La Violencia, l'appartenance aux guérillas (libérales, communistes et postérieurement aux FARC) était le chemin choisi pour certains individus pour dépasser leur stade de « victimes », un mécanisme pour récupérer l'honneur perdu, un mécanisme pour se faire reconnaître un statut social déterminé (ainsi que du pouvoir et du respect social), dans une société caractérisée par l'existence de valeurs viriles et dépourvue de fortes identités partagées et de liens identitaires nationaux.

À ces besoins (et dénis) de reconnaissance s'est ajoutée, pendant les années 60 et 70, l'apparition d'un mouvement international recherchant la reconnaissance du caractère « libres et égaux » de tous les êtres humains. La lutte s'est alors orientée vers le combat contre les atteintes au statut universel de l'Homme (sphère du droit). Aux côtés des paysans-guérilleros qui continuent à se battre, entre autres, pour dépasser l'état de victimes et rejeter le mépris du « monde urbain », apparaissent des jeunes et des hommes politiques urbains qui veulent obtenir une reconnaissance individuelle et collective au travers de l'appartenance et de l'engagement dans une « cause », un « mouvement » régional et mondial. Ainsi se développe un discours politique principalement centré sur la sphère de reconnaissance du droit (le droit d'être reconnu comme faisant partie de la communauté, le droit de participer à la délibération et à la prise de décision), qui va permettre d'englober les atteintes de reconnaissance primaires (affection) et à certains modes de vie particuliers (solidarité). De plus, la réponse musclée du gouvernement colombien basée sur des « fausses perceptions »⁶¹⁰ de la menace réelle qui représente la guérilla ont produit des nouvelles situations de non-reconnaissance qui ont confirmé les FARC dans leur idée de l'importance d'avoir

des armes pour attaquer et se défendre (violence : prophétie auto-réalisatrice). Les FARC deviennent ainsi un mouvement guérillero avec un discours, des stratégies et une institutionnalité nouvelles (par rapport à la période précédente), consolidés par le processus d'institutionnalisation des Conférences guérilleras et l'interaction avec d'autres acteurs politiques et sociaux.

Durant les années 80 et 90, le narcotrafic (*el dinero fácil* - l'argent facile) vont avoir un effet très fort sur l'espace social, en modifiant les attentes de reconnaissance des individus avec l'apparition des blessures narcissiques liées à l'existence d'identités idéalisées, irritables, stigmatisés, générant un impact profond sur l'évolution des FARC et sur ses membres. Compte tenu de ces facteurs, la lutte pour la dignité va se transformer en lutte pour le prestige et l'affirmation d'une supériorité.

⁶¹⁰ Voir sur le lien entre perceptions faussées et guerres, Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008.

2. Les FARC et la lutte pour le prestige : identités idéalisées, viriles, irritables et stigmatisées

« Ce qu'un individu recherche dans la reconnaissance, ce n'est pas l'égalité mais, d'une certaine façon, l'inégalité, ce qui le met au-dessus du groupe pour en faire un individu littéralement extra-ordinaire »⁶¹¹.

Si la lutte pour la dignité répond à une demande d'égalité des individus, l'existence d'identités idéalisées les amène par contre à rechercher l'affirmation d'une supériorité sur les autres acteurs. Thomas Lindemann indique ainsi : *« il s'agit de la megalothymia, c'est-à-dire, le désir d'être reconnu comme supérieur aux autres, opposé à l'isothymia, le désir d'être reconnu comme l'égal des autres »⁶¹²*. L'expression d'une identité idéalisée, n'est pas réservée aux individus mais s'applique aussi aux collectivités. Un groupe peut lui aussi revendiquer une identité idéalisée, une identité de rôle qui exalte son image, comme le statut d'« armée du peuple » s'agissant des FARC, laquelle peut être une source potentielle de conflit si elle se heurte à l'image renvoyée par d'autres acteurs.

Les identités idéalisées constituent alors une cause supplémentaire de violence. D'une part, elles rendent ceux qui les revendiquent plus vulnérables aux blessures narcissiques et donc, plus enclins à répondre par l'agression à des offenses, réelles ou imaginaires. Ainsi, selon Lindemann : les *« personnalités violentes se caractérisent non pas par une identité fragile, voire un complexe d'infériorité, mais au contraire par une image grandiose de soi (...) les acteurs mégalomanes ne sont pas agressifs en soi. Ils le deviennent seulement si l'image grandiose qu'ils ont d'eux-mêmes est remise en question »⁶¹³*. L'importance de cette image de soi, renvoyée aux autres, prime alors tout autre facteur, ne correspondant plus à la puissance réelle du protagoniste et excluant toute critique

⁶¹¹ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 19

⁶¹² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c, p 56

⁶¹³ *Ibid.* p 56.

ou remise en cause. D'autre part, les acteurs concernés ont une tendance plus marquée à réifier les autres de façon à leur imposer plus facilement l'image valorisée qu'ils ont d'eux-mêmes. En réponse, ces identités idéalisées, exprimant une non-reconnaissance, une négation identitaire de ceux qualifiés d'inférieurs, peuvent provoquer une réaction de rejet de leur part y compris sous une forme violente.

Nous allons examiner, dans la partie suivante, comment la lutte pour le prestige, cadre de l'expression des identités idéalisées, s'est traduite à travers trois périodes de l'histoire de la guérilla des FARC : la période du narcotrafic où les attentes des acteurs ont été modifiées par l'afflux d'argent illicite tandis que les armes permettaient à certains individus de postuler leur supériorité ; le processus de paix quand les FARC, de plus en plus éloignées de la population, professant des idéaux abstraits, sans lien véritable avec la réalité du pays, ont défendu une image « d'armée du peuple », affirmant leur supériorité morale en contradiction avec le mépris affiché du gouvernement qui continuait à les considérer comme de « simples paysans » ; la présidence Uribe, qui intervient après l'échec des pourparlers de paix, le gouvernement cherchant la reconnaissance de la primauté de l'Etat sur tous les acteurs et particulièrement sur les FARC, qualifiées d'organisation terroriste. Les deux acteurs, dans leur volonté d'établir leur supériorité, entrent alors en compétition tant dans le domaine militaire que sur le plan symbolique, conduisant à une recrudescence du conflit.

2.1 La « narco-guérilla » : une modification profonde des attentes de reconnaissance (1980-2000)

« La guérilla, si vous voulez, c'est presque la branche marketing de la production de la drogue »⁶¹⁴.

« Après la chute de l'Union Soviétique, le prétexte de la guerre froide contre d'autres puissances a disparu pour les États-Unis. Ils sont demeurés le seul pays du monde capable d'en détruire d'autres. Dès lors, ils ont inventé la fiction du trafic de stupéfiants pour justifier l'action de leurs forces armées et de leurs services de renseignement dans le monde. C'est ainsi, qu'en Colombie, ils ont assimilé le trafic de stupéfiants et les FARC, mais ils savent, mieux que quiconque, que nous ne sommes pas des narcotrafiquants. Nous vivons dans des zones de culture parce que c'est ainsi en Colombie, nous prélevons quelques impôts mais rien de plus. Ce sont des excuses pour nous envahir, nous extraditer et faire ce qu'ils veulent. Pour éliminer notre projet révolutionnaire d'ordre stratégique »⁶¹⁵.

Isabelle Sommier, dans son étude sur la violence révolutionnaire remarque que, d'après les éléments obtenus à partir des témoignages et de l'observation de divers groupes armés révolutionnaires, aucun acteur ne décide, d'un jour à l'autre, de basculer dans la lutte armée ou de créer une organisation armée ou « terroriste ». L'apparition de ces groupes et l'engagement individuel des combattants se font par étapes, « *par paliers, non planifiés ni même parfois conscients, des paliers quelques fois déterminés par les réactions que telle ou telle action a provoquées, indépendamment de l'intention initiale de ses acteurs* »⁶¹⁶. Dans le cas des FARC, comme nous l'avons vu, le processus de construction des conditions matérielles, mais aussi morales, identitaires et symboliques qui a favorisé le passage à la violence physique, tire son origine de l'épisode de *La Violencia* et de périodes plus anciennes (que l'on peut faire remonter à la conquête espagnole). Par la suite, la guérilla a évolué à l'intérieur de l'imaginaire de la

⁶¹⁴ Guy Charland dans Peña (Ismael), *Terrorismo : su mano en Colombia*, [Documentaire], Producciones dos mundos (Espagne), Canal RCN (Colombia), 2004.

⁶¹⁵ Víctor Julio Suárez Rojas, alias « Jorge Briceño Suárez » ou « Mono Jojoy » dans Benoit (Raúl), *Mono Jojoy: al desnudo (entrevista con Raul Benoit)*, [documentaire], Noticiero Univisión, 23 septembre 2010.

⁶¹⁶ Sommier (Isabelle), *op.cit.* 2008. pp. 22-23

« gauche révolutionnaire » qui a caractérisé le contexte international de la Guerre Froide, la rupture des relations sino-soviétiques, le développement militaire, politique ou historique des divers mouvements révolutionnaires latino-américains, et la politique de *containment* appliquée par les États-Unis en Amérique Latine. En ce qui concerne le contexte colombien, il faut souligner les effets sur l'organisation des FARC des restrictions à la démocratie du régime du Front National et de la réponse répressive, principalement militaire, que le gouvernement colombien a décidé de donner, au cours des années soixante et soixante-dix, au « problème de la subversion » dans le pays.

Durant les décennies des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, trois éléments supplémentaires ont influencé, de manière déterminante, l'évolution des FARC et, plus généralement, de la confrontation armée, non seulement par la modification profonde des conditions matérielles et stratégiques du conflit, mais aussi par leur effet transcendant sur les valeurs politico-sociales de la société colombienne comme sur les nécessités et les mécanismes de reconnaissance sociale et individuelle.

Le premier élément conditionnant est l'« échec » des initiatives politiques entreprises tant par le gouvernement colombien (grâces, processus de paix, réformes constitutionnelles) que par la guérilla (formation d'un parti politique l'« Union Patriotique », tentative de coordination des guérillas avec la « Coordination Nationale des Guérillas » ou CNG et la « Coordination Guérillera Simón Bolívar » ou CGSB).

Le deuxième élément fondamental dans la métamorphose du conflit en Colombie est le trafic de stupéfiants qui a favorisé, comme Philippe Burin de Roziers le constate dans son étude du cas colombien, la consolidation d'une « culture mafieuse » reposant sur la rationalité de l'« être mafieux » considéré comme un être social, c'est à dire tour à tour, comme l'héritier d'une culture qu'il transforme et fait évoluer; un individu socialement intégré qui bouleverse l'équilibre social; un acteur attiré par l'argent qui fait de la politique malgré lui ;

un « hors la loi », transformé, en fin de compte, en produit de la société capitaliste⁶¹⁷.

Le troisième élément, en lien avec les précédents, est l'apparition ou la consolidation de nouveaux acteurs armés comme les cartels de la drogue et les mouvements d'auto-défense ou paramilitaires qui ont favorisé, entre autres, la construction d'identités basées sur la frontière ami-ennemi, sur l'opposition du « nous » et des « autres », en même temps que s'établissait un « jeu de miroirs » entre les différents protagonistes, alimentant la pérennité de la violence en Colombie.

2.1.1. Adieu à la politique et bienvenue à la guerre

En ce qui concerne l'échec de l'option politique, premier élément ayant transformé les conditions de la « guerre » durant les années 80 et 90, il faut souligner que, dans le milieu des années soixante-dix, les FARC sont loin d'avoir une véritable capacité militaire. Leur influence territoriale se trouve limitée à des zones où leur présence est considérée comme traditionnelle dans les départements du Huila et du Tolima (en lien avec les anciennes « républiques indépendantes » des années 50 et 60). Malgré cela, au début des années 80, « *voici pourtant que la lutte armée qui semblait en voie d'extinction reprend avec une intensité qui n'a plus rien à avoir avec celle de la période antérieure* »⁶¹⁸. Tandis que, pendant les années 60, les guérillas étaient peu actives, l'armée parvenant à les garder sous contrôle, vers la fin des années 1970, elles commencent à s'attaquer directement aux institutions et aux hommes politiques. L'influence des FARC s'élargit, accompagnant les nouveaux mouvements de colonisation dans des zones peu peuplées dans les départements actuels du Caquetá, du Meta et de la vallée du Moyen Magdalena (de 9 en 1979, les fronts passent à 27 en 1983). De plus, à la fin des années soixante-dix, le phénomène de la subversion urbaine se renforce (grâce à l'action de la guérilla du M-19), tandis que les FARC se concentrent sur la consolidation de leur présence en zone rurale et la diversification de leur

⁶¹⁷ Burin de Roziers (Philippe), *op.cit.*, 1995. p. 24

⁶¹⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 37

implantation dans les régions isolées du pays. L'essor du trafic de stupéfiants a fourni argent, armes et nouvelles recrues. Au niveau international, le triomphe de la révolution Sandiniste avec la chute du Président Somoza au Nicaragua donne un nouvel élan aux espoirs révolutionnaires dans la région. Cuba puis le Nicaragua, à partir de 1979, fournissent leur appui financier, du matériel de guerre, et entraînent les commandants et chefs guérilleros (principalement du M-19), offrant par ailleurs un asile en cas de nécessité.

La période comprise entre la fin des années 70 et le début des années 80, constitue aussi un moment favorable à l'insurrection colombienne. Elle se caractérise par un climat social tendu (mouvements sociaux et grèves se terminant souvent par des affrontements violents avec les forces armées ou la police) ainsi que par une ambiance politique très dégradée : le président Julio César Turbay Ayala est élu en 1978 avec une abstention record atteignant les 80 % à Bogotá. Face au renforcement des guérillas, le gouvernement du président Turbay ne réagit que par la répression. Ce facteur peut aussi être interprété dans le contexte des relations politiques traditionnelles de la société colombienne comme la réponse d'un gouvernement se sentant « dans l'obligation morale » de répondre à la force par la force, pour ne pas être perçu comme « faible » et préserver son « honneur » et, dans une certaine mesure, ses « qualités viriles » vis-à-vis de ses citoyens. Le gouvernement promulgue en 1978 un « Statut de Sécurité » qui augmente les mesures d'exception et entérine la Doctrine de Sécurité Nationale américaine dans le pays. Cette mesure se traduit par un alourdissement des peines et une limitation des libertés individuelles (incluant, selon certains témoignages de l'époque, la pratique de la torture⁶¹⁹) comme réponse aux actions de subversion. Le « Statut de Sécurité » va rester en vigueur pendant 4 ans jusqu'en 1982. En outre, une stratégie contre-insurrectionnelle appelée « Cœurs et Âmes » est mise en œuvre dont l'un des objectifs est l'intégration des paysans à la stratégie répressive du gouvernement, soit comme informateurs, soit comme combattants, au sein des forces armées ou des groupes paramilitaires qui commencent à apparaître à cette époque. Comme à l'époque de *La Violencia*, la répression de l'État renforce les

⁶¹⁹ « Les personnes arrêtées furent torturées, emprisonnées, ou bien disparurent, et des escadrons de la mort comme l'AAA (Alliance anticommuniste) apparurent sur le modèle argentin ». Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 92

convictions des combattants de la guérilla et génère un ressentiment grandissant dans la population face à un État faible pourvoyeur de services mais à la forte action répressive, principalement dans les zones rurales.

Dans ce contexte, le processus de réorganisation militaire et structurelle des FARC se poursuit durant les décennies 80 et 90, mais le rythme des Conférences guérilleras (réunions plénières de la guérilla) se réduit considérablement (seules deux conférences seront organisées en 20 ans). En 1978, se tient la Sixième Conférence, au cours de laquelle sont définis les statuts, le règlement, le régime disciplinaire et les normes de commandement (qui avec quelques variations sont encore en vigueur actuellement). A cette occasion, se pose pour la première fois la nécessité de former une armée révolutionnaire (à ce moment, l'effectif des FARC est estimé à environ mille combattants – à comparer aux 48 guérilleros qui étaient présents au moment de sa fondation en 1964).

Quatre ans après, entre le 4 et le 14 mai 1982, des guérilleros organisent la Septième Conférence sur les FARC en présence des délégués de 27 fronts. Le contingent de la guérilla est alors estimé à 3 000 membres. Celle-ci poursuit son processus de modernisation militaire et de renforcement stratégique. Un plan stratégique appelé « Campagne Bolivarienne pour la Nouvelle Colombie » est lancée, avec pour principal objectif d'augmenter le nombre de ses membres et de parvenir à une force de base de 16 000 hommes permettant de pénétrer, en position de force, dans le territoire de la cordillère Orientale, et depuis là, attaquer le centre du pays et principalement la capitale, Bogotá. Il est décidé de doubler le nombre de fronts pour arriver à 48 (un par chacun des combattants de Marquetalia). Se pose aussi la nécessité de renforcer la stratégie de propagande et d'améliorer les méthodes de communication du groupe à travers des bulletins, une revue, une émission radio. Tous ces éléments visent à concrétiser le projet de construire une véritable Armée Révolutionnaire, envisagée depuis la Cinquième Conférence (une décennie avant la Septième). Lors de cette conférence, les commandants des FARC considèrent avoir une force suffisante pour constituer une « Armée du Peuple », cette appellation s'ajoutant dès lors aux noms des FARC connues comme FARC-EP (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée du Peuple).

D'un point de vue politique, durant la Conférence, apparaît pour la première fois une référence à la nécessité de la reconnaissance internationale de l'insurrection et du développement d'une diplomatie internationale pour rechercher un appui extérieur à la lutte révolutionnaire. Pour « Jacobo Arenas », cofondateur et idéologue principal des FARC (qui a « converti » au communisme de nombreux guérilleros-paysans libéraux dont « Manuel Marulanda »), une analyse de la réalité du pays, à cette date, permettrait de constater que cette époque connaissait un « pic de situation révolutionnaire »⁶²⁰, ce qui donnait une perspective opérationnelle nouvelle aux FARC. Celles-ci décident à cette époque d'orienter leur posture jusque là principalement défensive vers une position plus offensive⁶²¹. Cette décision d'adopter une stratégie agressive correspond, entre autres aspects, à la nécessité de faire face au changement de tactique antisubversive des forces armées colombiennes dont la stratégie avait évolué de façon similaire à celle des guérillas (déplacements par petits groupes mobiles) et à l'apparition de nouveaux groupes d'autodéfense et paramilitaires.

Le passage d'une stratégie défensive à une stratégie offensive s'avère intéressante. Il ne faut pas oublier que le caractère défensif des FARC pendant ses premières années, et surtout le discours qui accompagnait cette posture, n'obéissaient pas seulement à une faiblesse militaire ou stratégique mais pouvaient aussi être entendus, ainsi que le remarque Philippe Braud, comme une stratégie destinée à utiliser la victimisation comme moyen pour obtenir un surcroît d'avantages : « *dans la mesure où la souffrance suscite des solidarités ou des sympathies actives, elle devient une ressource politique qui facilite la réalisation d'objectifs souhaitables* »⁶²². En ce sens, il semble pertinent de souligner que, probablement en accord avec les origines paysannes et rurales des FARC (et les valeurs viriles et divers mécanismes de reconnaissance sociale qui les caractérisent), dans le cadre du contexte particulier créé par le traumatisme vécu pendant les années de *La Violencia* durant les deux premières décennies de son

⁶²⁰ « Ce que Jacobo nomme “début de situation révolutionnaire” est essentiellement une croissance transformée de la protestation sociale, une durcissement des conditions de vie de la population qui permettaient une participation plus décidée du peuple dans la lutte révolutionnaire ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 123

⁶²¹ Pour Forrest Hylton, « en 1982 (...) les FARC abandonnèrent leur stratégie défensive en théorie (ils l'avaient déjà fait en pratique) pour se projeter dans l'ensemble du territoire national ». Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 95

⁶²² Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 211

existence, les FARC se sont définies comme un groupe d'autodéfense, se focalisant d'abord sur le fait que la guérilla n'avait pas commencé le conflit⁶²³, que les combattants des FARC s'étaient trouvés « forcés » de défendre leur intégrité physique et leur honneur face à la violence physique, à l'offense morale et identitaire infligées par l'« autre » (guérillas conservatrices et « pájaros », forces armées, oligarchie, État...). C'est seulement avec la poursuite du processus d'urbanisation du pays⁶²⁴ et les premiers effets du changement social provoqué par l'apparition du trafic de stupéfiants en Colombie, que les FARC vont affirmer de manière évidente le caractère offensif du mouvement. Même pendant les années soixante, caractérisées par l'essor de la lutte révolutionnaire, des mouvements antidictatoriaux d'Amérique latine et par une forte mobilisation sociale interne due à la démocratie restreinte et aux difficiles conditions économiques de l'époque, les FARC n'ont pas affirmé de manière ouverte leur intention de passer de la défensive à l'offensive. Cependant, dans un nouveau contexte stratégique, renforcées par les nouvelles ressources issues du trafic de stupéfiants, les enlèvements et les extorsions, les FARC décident d'institutionnaliser finalement leur caractère offensif.

Cette nouvelle stratégie « offensive » était légitimée par ailleurs (au moins au niveau du discours) dans la région (l'Amérique Latine) : l'idée qu'il était juste de prendre les armes pour lutter contre l'oppression, l'injustice sociale et la pauvreté prévalait encore. « *Ce fut le point de départ de la naissance des FARC en tant qu'entreprise militaire visant l'expansion territoriale et le contrôle des terres acquises et financée grâce aux impôts prélevés sur l'industrie de la cocaïne alors en plein essor* »⁶²⁵. Cependant, la septième Conférence des FARC ne va pas mettre seulement en application un nouveau Plan Stratégique Militaire-Politique offensif. Elle va aussi définir une stratégie politique de « recherche d'une sortie politique du

⁶²³ Déterminer avec exactitude qui, des libéraux ou des conservateurs, avait été le premier à utiliser la violence physique comme mécanisme d'« élimination de l'adversaire » est un travail très complexe et difficilement réalisable étant donné le peu d'information qui existait au centre du pays sur ce qui se passait en province, à la campagne, dans les années 30 et suivantes.

⁶²⁴ Le nombre de personnes vivant dans les zones rurales diminue considérablement, passant de 70 % de la population à 30 %, ce qui inverse les relations d'influence entre le monde rural-traditionnel et le monde urbain-moderne en faveur de ce dernier.

⁶²⁵ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 95

conflit social et armé » visant à développer les actions nécessaires pour créer les conditions d'une « paix durable avec une justice sociale »⁶²⁶.

L'on peut ainsi observer l'une des caractéristiques historiques principales de la guérilla des FARC : l'existence d'une aile « militaire » et d'une aile « politique ». Les leaders paysans traditionnels de l'époque de *La Violencia* comme « Marulanda » croient avant tout au pouvoir des armes. Helí Mejía Mendoza, alias « Martin Sombra », parlant de la période de *La Violencia*, indique que : « À l'époque, les problèmes se réglaient par balles »⁶²⁷. Cette mentalité continue de faire partie de la stratégie et du comportement des guérilleros dits « historiques ». Au contraire, les combattants (et surtout les leaders), entrés dans les FARC à partir des années 60 et 70 et qui, en général, étaient moins poussés par le désir de vengeance individuelle (conséquence de la violence partisane dont avaient été victimes leurs prédécesseurs), représentaient une option plus politique de type révolutionnaire. Ils disaient rechercher la conduite de changements et de réformes dans le pays afin de lutter contre l'injustice sociale. Pour cela, un double phénomène de recrudescence et de renforcement de l'action militaire des FARC peut s'observer alors qu'elles laissaient, dans le même temps, la porte ouverte à une sortie politique du conflit.

Comme nous l'avons vu, tandis que les FARC poursuivent leur processus de consolidation institutionnelle et territoriale, le gouvernement de Julio César Turbay Ayala (1978-1982) décide l'application du Statut de Sécurité inspirée de la Doctrine de Sécurité Nationale américaine et issue, selon « Jacobo Arenas » (idéologue des FARC), d'une conception globale du monde en deux grands blocs opposés économiquement, politiquement et culturellement et unis seulement par une guerre totale. Selon l'analyse des FARC, la Doctrine de Sécurité Nationale divise le monde et le genre humain en deux catégories « amis et ennemis » : les individus et les nations doivent passer des alliances et rejoindre des coalitions. Cette vision de la Doctrine américaine, appliquée en Colombie, est le prisme à

⁶²⁶ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 158

⁶²⁷ Helí Mejía Mendoza a assassiné pour la première fois à l'âge de 10 ans. « C'était un Noir qui s'appelait Golo, racontait-il. Quand il y avait des tueries, il coupait les oreilles des gens, les faisait griller et les montrait comme des trophées. J'étais très petit, mais ce Noir m'exaspérait. A l'époque, les problèmes se réglaient par balles. Je lui ai tendu un piège et je lui ai tiré dessus. Comme le mec était noir, on m'a surnommé *Sombra* [L'Ombre] et, avec le temps, je suis devenu Martin Sombra ». « Ce que raconte le géôlier d'Ingrid Betancourt », *Courrier International*, N° 905, 6 mars 2008.

travers lequel les FARC vont concevoir la nature de l'« ennemi » et les modalités de la guerre à laquelle elles doivent faire face⁶²⁸. Le Statut de Sécurité va avoir non seulement un impact sur le positionnement idéologique et stratégique de la guérilla mais il va aussi produire une modification de la confrontation : l'État oppose à la guérilla des modalités de lutte similaires à travers la promotion des actions de contre-guérilla et du paramilitarisme, ce qui augmente l'intensité de la confrontation armée dans tout le pays. En cherchant à résister à l'« humiliation » et dans un contexte qui exalte la force masculine et le courage physique censé l'accompagner⁶²⁹, les victimes se transforment alors en assassins :

« C'est ainsi que l'on calme ces fils de p... [en parlant de l'armée] qui traitent comme des merdes ceux qui n'ont pas d'armes et qui ne peuvent pas se faire respecter. Je me suis mis dans la guérilla parce que dans le village de La India, en Santander, l'armée a massacré cinquante paysans un par un. Ils les torturaient et les tuaient. Ils violaient les femmes. A cause de cela, je me suis décidé à entrer dans la guérilla pour venger tous ces gens, pour lutter pour la libération des opprimés, pour punir les bourreaux »⁶³⁰.

L'opinion publique nationale et internationale, « scandalisée par la vague de barbarie qui secoue le pays, dans un exercice de violence institutionnelle et para-institutionnelle, afin d'éliminer le problème de la violence révolutionnaire, selon un scénario où apparaissent de nouveaux acteurs qui vont porter la spirale de la violence à son degré le plus haut »⁶³¹, commence à faire pression sur le gouvernement colombien pour qu'il aborde la question de la subversion sous un angle différent. De plus, le développement militaire des guérillas, accompagné d'une visibilité politique renforcée⁶³², finissent par influencer la politique du gouvernement Turbay Ayala qui crée la première Commission de Paix (loi 37 du 23 mars 1981) et établit les conditions d'une grâce et d'une amnistie (décret 474 du 18 février 1982) qui dans les faits n'aboutiront à aucun résultat positif en matière de paix durant son administration. Tant le parti communiste colombien que les FARC repoussent l'amnistie proposée par le gouvernement. Selon « Jacobo Arenas » des FARC, les amnisties n'étaient qu'un instrument de tromperie politique ayant pour objectif d'assassiner les dirigeants démobilisés :

⁶²⁸ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 163

⁶²⁹ Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 69

⁶³⁰ Arango (Carlos), *Guerrilleras FARC-EP : Crónicas y testimonios de guerra*, Bogotá, Anteo, 1984. p.166

⁶³¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 165.

⁶³² Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

« Telle loi vous dira simplement : livrez-vous et livrez vos armes. Cela s'est déjà produit plusieurs fois ici en Colombie et ensuite les combattants se mettent à tomber les uns après les autres. Savez-vous comment est tombé à Bogotá le grand commandant des guérillas Guadalupe Salcedo ? Comment est tombé le brave Jacobo Prias Alape ? Comment sont tombés des milliers de combattants après avoir naïvement livré leurs armes ? »⁶³³.

Les FARC restent sceptiques face aux propositions gouvernementales car selon elles, les accords obtenus dans le passé, par exemple, suite aux échanges réalisés avec Alfonso López Michelsen (1974-1978), n'avaient pas été respectés par le gouvernement.⁶³⁴

Eduardo Mackenzie⁶³⁵ propose une autre explication du refus des FARC concernant les propositions d'amnistie du gouvernement Turbay : « *Les FARC et l'ELN rejettent, en général, tout type d'amnistie. Pour eux, la lutte révolutionnaire aspire "à la prise de la totalité du pouvoir et au changement radical des structures du pays pour la construction d'un nouvel État socialiste"* »⁶³⁶. *Et rien d'autre* »⁶³⁷. Pour le professeur Eduardo Umaña Luna, « *l'amnistie pour eux n'est que trahison et abandon de la lutte* »⁶³⁸. Le parti communiste colombien oppose de nouveau à l'initiative du gouvernement sa propagande sur la « guérilla invincible ». Gilberto Vieira (du PCC) donne le ton :

« Si le gouvernement veut vraiment la paix il n'y a pas à espérer que les guérillas, invincibles durant un quart de siècle, vont se rendre comme de doux agneaux alors que l'on continue de condamner et de torturer, que l'on met une camisole de force à un peuple ruiné et appauvri, et que l'on maintient en vigueur l'état de siège »⁶³⁹.

Malgré cette réponse négative de la guérilla face aux propositions d'amnistie du gouvernement Turbay, son successeur, le président conservateur Belisario Betancur (1982-1986) décide de poursuivre dans cette voie et les efforts en faveur d'une paix négociée. Non seulement à cause de la vague de violence qui secoue le pays mais aussi parce que :

⁶³³ Reportage de la *Revista Tópico* à « Jacobo Arenas », 1980. Dans Arenas (Jacobo), *Paz, amigos y enemigos. Reportaje y Documentos*, Bogotá, Editorial la Abeja Negra, 1990. p. 54

⁶³⁴ C'est ainsi que les FARC déclarent dans une lettre ouverte envoyée au Congrès colombien en juillet 1980 : « Etant président le docteur Alfonso López Michelsen, nous avons voulu faire une halte sur le chemin. Il y a eu un échange épistolaire et une discussion par lettre autour de huit points qui seraient la base des conversations. Il y a eu un accord. Le gouvernement a désigné un lieu et une date pour le premier entretien et la réunion. Nous avons accepté et nous sommes rendus à cette date au lieu prévu, mais aucun représentant du gouvernement ne s'est présenté ». Carta abierta de las FARC al parlamento Colombiano. Julio de 1980.

⁶³⁵ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p.307.

⁶³⁶ Umaña Luna (Eduardo), *¿Hacia la paz ?*, Bogotá, Ediciones CSPP, 1985. p. 76

⁶³⁷ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 307

⁶³⁸ Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 1985. p. 76

« Autrefois fidèle de Laureano Gómez, mais par tempérament, solitaire dans *l'establishment*, Betancur était touché par la détresse de plus en plus écrasante de la majorité des Colombiens et entendait bien améliorer cette situation. En 1982, dans une première étape, il déclara une amnistie et libéra plus de mille activistes politiques et guérilleros emprisonnés sous le Statut de Sécurité draconien de Turbay. Betancur déclara que l'inégalité sociale était à la base des maux propagés par les guérillas »⁶⁴⁰.

De cette façon, Betancur devient l'un des premiers gouvernants colombiens à reconnaître les causes structurelles de la violence. Il fera aussi référence par la suite à la perte de « valeurs morales » et à d'autres causes subjectives. C'est ainsi que, dans son discours d'investiture du 7 août 1982, il présente ce qui sera la politique de son gouvernement:

« Je lève, devant le peuple entier de Colombie, un grand drapeau blanc de paix ; je le lève devant les opprimés, je le lève devant les persécutés, je le lève devant les acteurs en armes, je lève le drapeau blanc de la paix devant mes compatriotes de tous les partis et devant les sans-partis, de toutes les régions et de toutes les provenances (...). La violence, l'insécurité, la corruption et la négligence procèdent cote à cote de la peur, de l'injustice, de la faim, du chômage (...) de l'oubli des valeurs morales et de la répudiation des normes juridiques ».

Betancur, en assumant une attitude non militariste, sort de la logique de la surenchère de la violence. En rompant avec la tradition de répondre à la violence par la violence, pour démontrer la force et la « virilité » du président et du gouvernement, Betancur ouvre la porte à un changement de stratégie de la part du parti communiste colombien et des différentes guérillas : ELN, M-19 et FARC.

Le gouvernement de Betancur constitue une nouvelle Commission de Paix⁶⁴¹ (décret 2771 du 19 septembre 1982) et déclare une nouvelle amnistie (loi 35 du 19 novembre 1982) pour les « auteurs, complices et personnes ayant couvertes des faits constitutifs de délits politiques, en se référant en particulier aux délits de révolte, de sédition et d'émeute, et aux délits connexes »⁶⁴². Cette

⁶³⁹ Revue *Révolution*, 26 septembre 1980. Cité par Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 307

⁶⁴⁰ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 100

⁶⁴¹ La Commission de Paix a pour mission de : « prêter assistance et présenter des alternatives au Président qui peuvent être utiles pour fortifier la paix publique et sociale sur tout le territoire national, en portant une attention spéciale aux aspects comme l'intégration de zones et de classes sociales dans la vie économique, sociale et la politique du pays, dans le cadre de l'État de Droit; récupérer et développer les régions, les subdivisions de régions et sections du territoire qui, de l'avis du gouvernement ou de la commission, requièrent des stratégies et programmes spécifiques de l'action de l'État ; travailler à l'amélioration de la justice et de la sécurité des citoyens, dans les villes et dans les campagnes, ainsi que la surveillance de l'administration publique, et la tutelle des droits de la communauté ; suggérer des orientations pour l'investissement de la dépense publique». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 166.

⁶⁴² Loi 35 du 19 novembre 1982. Colombie.

amnistie bénéficie à tous les guérilleros (des différentes guérillas) qui se trouvent en prison soit 1 680 personnes⁶⁴³.

Commencent alors une série de rapprochements entre le gouvernement (et la Commission de Paix) et la guérilla. En janvier 1983, les FARC et la Commission de Paix font une déclaration conjointe ouvrant la voie à un processus qui va se concrétiser avec les « Accords de La Uribe » et, deux mois après, avec l'établissement d'un cessez-le-feu, à partir du 28 mai 1984 conçu comme une « trêve bilatérale pendant laquelle les deux parties peuvent s'accorder, faire des concessions, et ne pas se sentir lésées dans leurs intérêts »⁶⁴⁴. Un cessez-le-feu est aussi décrété avec la guérilla du M-19 et avec l'EPL (30 août 1984). Cependant, il s'agit dans les trois cas « *d'un type particulier de cessez-le-feu : aucune des forces rebelles n'étaient obligées de rendre les armes, ni de façon réelle ni de façon symbolique* »⁶⁴⁵. « Manuel Marulanda », commandant en chef de la guérilla, utilise les termes suivants pour parler de sa décision de conserver les armes alors que devait « réussir la paix »:

« Nous pensons que de toute façon, quelle que soit la pacification qu'il y aura, nous continuerons à garder les armes et, à un moment donné, nous allons préparer le peuple à une auto-défense populaire et il aura ces armes pour sa défense »⁶⁴⁶.

« Alfonso Cano » (à cette époque membre de l'État-Major des FARC) déclare quant à lui :

« S'il y a la paix, les armes ne seront pas un problème car elles ne font pas feu toutes seules »⁶⁴⁷.

Une négociation s'ouvrant avec des leaders de la guérilla qui affirment que même si la paix réussit, ils ne voudront pas déposer les armes, car elles pourraient être nécessaires pour se soulever de nouveau et se défendre dans le futur, est un bon exemple de l'impact des perceptions faussées dans le déclenchement de la violence (« *des croyances collectives peuvent fausser les perceptions (...) et conduire à la guerre* »⁶⁴⁸). Les membres de la guérilla ont alors une perception très négative des intentions du gouvernement colombien. Il n'existe pas réellement de

⁶⁴³ Santamaría Salamanca (Ricardo), « Los procesos de paz », dans *Fortalezas de Colombia*, ed par. Cepeda Ulloa (Fernando), Bogotá, Editorial Planeta, 2004. p. 466. Cité par Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 310

⁶⁴⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 171

⁶⁴⁵ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p.310

⁶⁴⁶ Manrique Zuluaga (Viviana), « Sin entrega de armas no hay paz », *Semana*, (en ligne), 9 mai 2013.

⁶⁴⁷ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p.310

confiance entre les parties. Les FARC, compte tenu des expériences subies par ses membres durant les premières décennies de leur existence, de l'isolement physique (dans des régions périphériques du pays) et idéologique (d'un mouvement révolutionnaire, en état d'insurrection, qui s'oppose à l'État et à l'organisation sociale-politique traditionnelle), vit dans une espèce d'« autisme sociale » qui encourage la construction d'images « victimaires » attribuant exclusivement aux autres une attitude agressive⁶⁴⁹.

La méfiance et les perceptions faussées sur l'autre n'existent pas seulement du côté de la guérilla. Au sein du gouvernement, des difficultés surgissent particulièrement avec les forces armées. Betancur ne reçoit pas le soutien de l'armée colombienne qui s'oppose aux négociations de paix et à une solution politique. Si, d'une part, il existe des raisons stratégiques à cette situation (influence des États-Unis, dynamique de la Guerre Froide) et aussi institutionnelles (relations de pouvoir entre différents corps composant la force publique⁶⁵⁰ et doutes sur le rôle des forces armées dans le scénario de paix), d'autre part, il est aussi possible d'identifier des causes relatives aux valeurs émotionnelles et « morales » comme l'honneur, le prestige, et l'image que les membres des forces armées et l'institution avaient d'eux-mêmes. Pour Carlos Medina Gallego, le point fondamental du problème réside dans ce que les forces armées se sentent lésées dans leur honneur et leur dignité par les accords que la Commission de Paix mène avec la rébellion des FARC⁶⁵¹. Le ministre de la Défense de l'époque Fernando Landazabal Reyes, l'exprime ainsi :

« L'annonce de l'acceptation par le président de la Commission de Paix, de la possible rencontre du haut commandement militaire avec les chefs des guérilleros, a donné à ceux-ci la sensation logique d'un triomphe sur les forces armées (...). La force publique a repoussé la rencontre en la considérant non seulement comme nuisible à sa dignité, mais aussi hors de proportion en considération de ses devoirs constitutionnels ; nous ne pouvions pas, nous militaires, être solidaires de ce grand mensonge à la nation ; nous ne pouvions pas accepter que ceux qui avaient tué plus de 50 000 paysans, travailleurs et honnêtes, essayassent de détruire maintenant par

⁶⁴⁸ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. p. 36

⁶⁴⁹ *Ibid.* p. 38

⁶⁵⁰ Par exemple, « Betancur offensa le haut commandement en nommant un général de l'armée de l'air à la tête des forces armées et en tentant de diminuer le pouvoir de l'armée sur la police ». Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 101

⁶⁵¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 168

leur tromperie l'honneur et la dignité de l'armée, en la forçant par le biais d'une action politique à s'asseoir pour discuter avec les ennemis de la société »⁶⁵².

En plus de l'opposition de l'armée, le processus ne reçoit pas non plus un appui ferme de la classe dirigeante (aucune faction politique n'avait réellement manifesté son appui aux initiatives du président Betancur). En conséquence, quand le gouvernement cherche à proposer des changements structurels, ceux-ci rencontrent un Congrès peu disposé à les voter⁶⁵³. Le processus de négociation avec les guérillas est rendu difficile par l'existence d'un côté d'un discours de Paix de Belisario Betancur et de l'autre d'un « processus violent de pacification » conduit par les forces armées. Les services du Procureur Général de la Nation effectuent plusieurs dénonciations sur le fait que des dirigeants militaires poussent à la création et à l'organisation de groupes paramilitaires⁶⁵⁴.

De cette façon, à la fin des années 80, divers dénis de reconnaissance continuent d'alimenter une lutte pour la reconnaissance qui ne s'oriente pas vers la recherche de la « vie bonne » et vers des sphères supérieures de reconnaissance (un surplus de droits par exemple), dans le sens honnethien, mais favorisent l'option violente, conséquence de la méfiance mutuelle entre les acteurs du conflit, les perceptions faussées et l'absence d'identités partagées, au détriment d'autres mécanismes (par exemple, le processus de paix et l'option politique) qui auraient pu canaliser les revendications pour une meilleure reconnaissance (confiance, estime, et respect) des individus impliqués dans la lutte guérillera.

Cependant, malgré ces difficultés, une nouvelle organisation politique de gauche est élaborée durant le processus de paix, composée de l'Union Patriotique (UP) et de la Coordination Guérillera (initialement appelée Coordination Nationale Guérillera ou CNG, connue par la suite comme Coordination Guérillera Simón Bolívar-CGSB⁶⁵⁵). Ainsi, le 11 mai 1985, peu de jours avant le premier anniversaire de la signature des accords de La Uribe, l'UP apparaît sur la scène publique, sous l'impulsion des FARC dont elle se veut l'expression politique :

⁶⁵² Landazábal Reyes (Fernando), *El precio de la Paz*, Bogotá, Planeta, 1985.

⁶⁵³ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 101

⁶⁵⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 175

⁶⁵⁵ La première Coordination, la Coordination Nationale Guérillera, est une tentative de coordonner les guérillas à laquelle n'ont pas participé les FARC. A la place des FARC, il y avait le groupe Ricardo Franco. Avec la disparition de celui-ci, les FARC entrent dans la Coordination et changent le nom en Coordination Guérillera Simón Bolívar.

« Au début des années quatre-vingt, les FARC ont décidé de créer leur propre parti politique, séparé du parti communiste, que les guérillas ont appelé l'Union Patriotique ou UP. Formée comme un mélange du Parti communiste et des FARC, l'UP a été l'incarnation de la combinaison de toutes les formes de lutte parce que, à l'époque, cette combinaison était une forme d'action qui ne se discutait pas, aussi normal que de prendre une tasse de le café au petit déjeuner : les communistes faisaient campagne dans les villes tandis que les groupes d'auto-défense se confrontaient aux troupes du gouvernement dans les zones rurales. Les FARC décidèrent que, dans le cas de l'UP, le nouveau parti représenterait et œuvrerait pour les deux aspects de l'organisation »⁶⁵⁶.

Le projet de l'UP est principalement basé sur le principe d'une « lutte par la démocratie ». L'idée directrice du mouvement est que la démocratie existant en Colombie, conçue comme une démocratie représentative, est en réalité une démocratie exclusive, au service des intérêts des partis politiques traditionnels et du militarisme. L'alternative, proposée par l'UP, est une démocratie participative dans tous les domaines et espaces de la vie nationale afin d'en terminer avec la marginalité et promouvoir un nouveau modèle de relations entre État et Société civile⁶⁵⁷.

« La stratégie électorale armée comportait de grands risques pour les fidèles de l'UP, notamment pour les syndiqués et les cadres du PCC (parti communiste colombien). Mais pour les activistes de colorations idéologiques différentes, désireux d'introduire des changements sociaux progressifs, l'UP devint un lieu de rencontre des radicaux (...). Nombreux étaient ceux qui n'avaient aucun lien avec les FARC ou le PCC et qui n'adhéraient donc pas à la doctrine léniniste de la "combinaison de toutes les formes de lutte" »⁶⁵⁸.

Pour sa première participation électorale en 1986, le parti réalise le plus grand nombre de votes obtenus jusque là par une organisation de gauche. L'UP obtient le suffrage de 320 000 votants (3,7 % des voix), 5 sièges au Sénat, 9 sièges dans la Chambre Basse, l'élection de 14 députés départementaux, de 351 conseillers et la nomination de 23 élus municipaux⁶⁵⁹. Certains commandants des FARC, comme Braulio Herrera et « Iván Márquez » (des Fronts 14 et 15), entrent au Congrès. Même si l'UP reste un acteur marginal du jeu politique, comparée aux

⁶⁵⁶ Dudley (Steven), *Armas y urnas: historia de un genocidio político*, Bogotá, Planeta, 2008. p. 40

⁶⁵⁷ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 182

⁶⁵⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 104

⁶⁵⁹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 183

libéraux et conservateurs, l'impact symbolique de ce résultat électoral se révèle important en pleine période de négociation avec les FARC.

En réaction, une persécution contre ce groupe est alors suscitée à travers le pays: « *en l'espace de cinq ans, la plus grande partie de ses dirigeants et cadres, sans compter les simples militants, nationaux aussi bien que locaux, urbains aussi bien que ruraux, est assassinée* »⁶⁶⁰. Les statistiques officielles font état d'au moins 2 500 victimes, parmi lesquelles figurent 2 candidats à la présidence de la République (Jaime Pardo Leal et Bernardo Jaramillo), 2 sénateurs, 2 députés, 5 élus départementaux, 45 conseillers municipaux et maires ainsi que plus de 550 personnes parmi ses principaux dirigeants. Il est cependant possible que le nombre de victimes soit plus important car, comme Steven Dudley le remarque, « *beaucoup de parents et amis des victimes ne prirent pas la peine de dénoncer le cas de leurs êtres aimés parce qu'ils craignaient pour leur propre vie et étaient convaincus que la possibilité d'obtenir justice était très lointaine* »⁶⁶¹.

Face à cette situation, il est décidé de réaliser une restructuration du parti pour le doter d'une ligne politique propre et indépendante des FARC. Les deux commandants des FARC, Herrera et « Márquez », élus sénateurs, sont rappelés par la guérilla pour être de nouveau incorporés dans les fronts militaires. En avril 1987, la direction de l'UP rompt officiellement ses liens avec les principaux dirigeants des FARC. Cependant, le « génocide politique »⁶⁶² continue. Finalement, en mars 1990, le meurtre du deuxième candidat présidentiel de l'UP, Bernardo Jaramillo, conduit à la disparition de l'Union Patriotique et à un éloignement, sans cesse grandissant, qui conduira finalement à une rupture totale des FARC et du parti communiste colombien.

« *Qui avait tué ces activistes ? La propagande communiste a toujours présenté ces morts comme le fait exclusif de "l'Etat capitaliste", c'est à dire des militaires et de "leurs alliés, les paramilitaires"* »⁶⁶³. Cependant, la situation apparaît beaucoup plus complexe. Les auteurs intellectuels et matériels des meurtres, massacres ou disparitions, forment un groupe à la composition très

⁶⁶⁰ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 41

⁶⁶¹ Dudley (Steven), *op.cit.*, 2008. p. 32

⁶⁶² *Ibid.* p. 32

⁶⁶³ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 321

diverse, composé de politiques, notables locaux, propriétaires fonciers, commerçants, membres de la force publique, narcotrafiquants, membres de groupes privés d'autodéfense (qui commencent à être désignés comme « paramilitaires ») et même d'individus se présentant comme les victimes des actions armées ou de la répression exercée par les FARC (malgré le cessez-le-feu conclu avec le gouvernement, celles-ci maintiennent une présence armée dans diverses régions du pays).

Il semble certain que la disparition de l'Union Patriotique a conduit plusieurs de ses militants à prendre les armes. C'est le cas de Ricardo Palmera, alias « Simón Trinidad », membre de l'État-Major des FARC jusqu'en 2004, date à laquelle il est capturé au Venezuela et extradé aux États-Unis. Palmera est un haut fonctionnaire du secteur bancaire à Valledupar (département du César). Il décide, au moment de l'apparition de l'Union Patriotique, d'intégrer ce mouvement et d'appuyer la candidature à la présidence de Jaime Pardo Leal. Quand commence l'extermination des leaders et des militants de l'UP, plusieurs d'entre eux choisissent l'exil, alors que Palmera décide de rejoindre la guérilla. Il parvient pour cela à convaincre « Marulanda » et « Jacobo Arenas » de faire une exception aux statuts de la guérilla (cinquième chapitre, neuvième article), car son âge (37 ans) excédait la limite fixée pour l'entrée dans la guérilla (35 ans). Il réussit finalement à intégrer le front 41 des FARC. L'extermination de l'UP reste un événement gravé dans la mémoire collective et institutionnelle des FARC, ce que « Simón Trinidad » exprime de la façon suivante : « *Les FARC ont deux "jamais" : ils n'oublieront jamais le génocide contre l'Union Patriotique et ils n'abandonneront jamais les armes* »⁶⁶⁴.

Les événements touchant l'Union Patriotique augmentent non seulement les effectifs de la guérilla, mais fortifient par ailleurs la faction orthodoxe et militariste des FARC. L'aile politique, dirigée par « Jacobo Arenas » (seul prolétaire au sein du haut commandement, de plus en plus monopolisé par la paysannerie⁶⁶⁵), subit un coup très dur avec l'échec de la stratégie de fondation d'un parti permettant d'entrer par des voies légales dans le jeu politique

⁶⁶⁴ Botero (Jorge Enrique), *Simón Trinidad : El hombre de hierro*, Bogotá, Random House Mondadori, 2008.

⁶⁶⁵ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 105

traditionnel. Ainsi semble se confirmer l'idée que l'usage des armes est le seul chemin permettant, non seulement de protéger sa vie, mais aussi d'atteindre des objectifs plus complexes (depuis la recherche d'un prestige personnel ou de la vengeance jusqu'à des objectifs politiques et collectifs comme la modification de la structure traditionnelle du pouvoir en Colombie). « Jacobo Arenas » publie en 1985 « *un opuscule dans lequel il souligne que le cessez-le-feu n'est jamais que l'occasion de mettre à profit l'accès à la légalité pour poursuivre l'expansion territoriale de la guérilla et le plan de conquête du pouvoir* »⁶⁶⁶. Dans le même ordre d'idée, Camilo García estime que la guérilla, en tant que groupe organisé possédant des armes, a la capacité de soumettre ceux qu'en sont dépourvus à sa volonté, obligeant les civils désarmés à suivre ses directives :

« De telle façon qu'il est très possible qu'ils croient, dans le plus intime de leur être, qu'en continuant à augmenter d'une manière ininterrompue leur puissance militaire sur la société et les zones ou points du territoire national, ils arriveront à embrasser et à couvrir, un jour pas si lointain, tout l'espace social et physique de leur exercice, c'est-à-dire qu'ils arriveront à réaliser leur "rêve politique" d'être les maîtres exclusifs du pouvoir dans le pays, de posséder son monopole complet et absolu. Il en résulte que chaque action que les FARC réalisent pour affirmer leur pouvoir militaire les amène à entamer leur prestige politique déjà amoindri, à dépenser leur capital politique (Bourdieu) chaque fois un peu moins abondant ; cela signifie que chaque action armée réalisée contre la population civile est un dur coup politique porté contre eux-mêmes »⁶⁶⁷.

En lien avec le débat divisant les partisans de la ligne dure des FARC (par exemple, Jorge Briceño alias « Mono Jojoy ») et les défenseurs de la ligne politique, Ricardo Silva rappelle que, d'après les témoignages recueillis par Steven Dudley lors de la recherche menée sur l'Union Patriotique, il est possible de déduire que les « *commandants des FARC ont inventé ce "parti de guerre", l'Union Patriotique, car ils savaient que son annihilation certaine obligerait à continuer de rechercher le pouvoir par la force* »⁶⁶⁸. Les FARC auraient pu prendre des mesures strictes de sécurité afin de protéger les leurs et leurs alliés de l'UP des risques qu'ils encouraient à sortir de la clandestinité. Un survivant de l'UP déclare : « *Lorsqu'ils ont commencé à nous massacrer, nous nous sommes tous demandé : "Pourquoi ne nous ont-ils pas donné de formation militaire ? (...)*

⁶⁶⁶ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 42

⁶⁶⁷ García (Camilo), *op.cit.*, 2007.

*On se faisait massacrer, et eux [les FARC], que font-ils ?” Et la réponse était : “rien” »*⁶⁶⁹.

L'échec de l'option politique des FARC durant la décennie des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est non seulement lié à celui de l'UP mais aussi à la faillite des stratégies de coordination entre différents guérillas. De nouveau, l'hostilité que les leaders traditionnels des FARC comme « Manuel Marulanda » et « Jacobo Arenas » nourrissaient envers les autres groupes de guérilleros, principalement les mouvements urbains comme le M-19, apparaît clairement. Ce ressentiment est généré par le « mépris » ressenti par les leaders ruraux-traditionnels des FARC lorsque les autres guérillas ont décidé de déposer les armes, mettant en doute la légitimité de la lutte armée. Ce fait peut être interprété comme un déni de reconnaissance (tant au niveau de l'organisation qu'au niveau personnel – de ses leaders –) puisqu'il peut être conçu comme une dépréciation du modèle d'autoréalisation des FARC, où la guérilla ne voit reconnue aucune signification positive à son existence au sein de la communauté⁶⁷⁰.

Face aux propositions de paix du gouvernement Betancur, les groupes armés de la gauche révolutionnaire ont réagi de deux manières. Comme les FARC, un premier groupe a accepté les propositions gouvernementales et a eu recours aux processus d'amnistie, de cessez-le-feu, de trêve, de dialogue de paix et d'ouverture démocratique. Un autre ensemble décide de se regrouper autour d'une proposition de mobilisation et d'action de masses qui va se concrétiser avec la création de la Coordination Nationale Guérillera (CNG)⁶⁷¹. En septembre 1987, les FARC intègrent finalement le processus et organisent la Ière Conférence Bolivarienne, au cours de laquelle est promulguée une déclaration politique qui officialise la création de la Coordination Guérillera Simón Bolívar (CGSB)⁶⁷². Plusieurs conférences de la CGSB sont réalisées⁶⁷³. Lors de ces rencontres, des tensions

⁶⁶⁸ Silva Moreno (Ricardo), « UP », *El Tiempo*, 23 de mayo de 2013, (en ligne).

⁶⁶⁹ Dudley (Steven), *Walking Ghosts : Murder an Guerrilla Politics in Colombia*, New York, 2004, p. 133. Cité par Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 104

⁶⁷⁰ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. pp. 164-165

⁶⁷¹ Initialement, les dirigeants nationaux de l'ELN (Armée de Libération Nationale) se rapprochent de ceux du PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs), de Quintín Lame et du Mouvement de Gauche Révolutionnaire MIR-Patrie libre. Par la suite, un rapprochement est recherché entre les FARC, le M-19 (Mouvement 19 avril), le PCC-ML (Parti communiste Colombien - marxiste léniniste) et l'EPL (Armée Populaire de Libération).

⁶⁷² Entre l'Union Camiliste - ELN (UC-ELN), le commando Quintín Lame, l'EPL, le PRT, le M-19 et les FARC-EP.

⁶⁷³ IIe et IIIe conférence Bolivarienne en 1988, IVe Sommet Bolivarien en 1989, Ve Sommet Bolivarien en 1990, Ier Sommet des Commandants en 1990, VIe Sommet Bolivarien en janvier 1992.

apparaissent principalement entre le M-19 d'une part, et les FARC, EPL, le Quintín Lame et le PRT d'autre part. Les premiers engagent des négociations de paix de manière indépendante avec le gouvernement, et insistent pour que les autres membres de la Coordination appuient l'idée d'une solution politique concertée sur la base d'une démobilisation et du désarmement de l'insurrection. Les seconds insistent sur une sortie négociée du conflit politique, sans déposer les armes⁶⁷⁴.

Après le gouvernement Betancur (1982-1986), les négociations avec les groupes guérilleros et le respect des accords de La Uribe (pour les FARC) se poursuivent sous le gouvernement de Virgilio Barco Vargas (1986-1990), bien que les FARC ne respectent plus de facto le cessez-le-feu. Cependant, Virgilio Barco ne développe pas la même approche de la politique de paix que son prédécesseur : l'intention du gouvernement Barco est d'obtenir la reddition des guérillas en combinant une offensive militaire avec la mise en œuvre de mesures pour l'amélioration de la qualité de vie de la population⁶⁷⁵, un dialogue de paix menés avec la Coordination Guérillera et avec chaque groupe, de façon indépendante. Ainsi, le 10 janvier 1989, le M-19 et le gouvernement signent l'accord de Santo Domingo, premier accord de paix entre les deux factions. Par la suite, le 8 mars 1990, le M-19 procède à la remise de ses armes, menée par son commandant de l'époque Carlos Pizarro Leongómez et se démobilise pour se convertir en un groupe politique, l'Alliance Démocratique M-19. Le gouvernement de Virgilio Barco réussit aussi à signer un accord de paix avec une faction majoritaire de EPL⁶⁷⁶ en mai 1991. Pour Daniel Pécaut, « *la chute du mur de Berlin, délitement de l'Union Soviétique, échec de l'offensive finale du FMLN sur San Salvador,*

⁶⁷⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 199

⁶⁷⁵ « La politique de paix de cette époque ne s'est pas limitée à la négociation avec les groupes des guérilleros. Elle s'accompagne de décisions politiques du gouvernement concernant de profondes transformations de la démocratie colombienne, le combat de front contre la pauvreté, un effort sans précédents pour étendre la présence de l'État à tout le territoire national et le renforcement de la capacité des Forces Militaires à exercer leur mission constitutionnelle. En ce sens, le rôle joué en particulier par le Programme National de Réhabilitation ou PNR, est fondamental pour démontrer que les réformes sociales ne pouvaient pas et ne seraient pas imposées par les armes, mais qu'elles étaient le fruit de la conviction profonde d'un gouvernement démocratique impliqué dans le progrès du pays ». Gaviria (César), « La paz del M-19 », *El Tiempo*, 6 de marzo de 2010, (en ligne).

⁶⁷⁶ À partir de février 1991, le gros des troupes de l'EPL se démobilise (2 556 combattants) et rentre dans la légalité, en conséquence des dialogues menés avec le gouvernement colombien depuis le 24 mai 1990. L'EPL se convertit en un groupe politique nommé Espérance, Paix et Liberté. Selon le commandant des FARC, Raúl Reyes, 80 % des membres de l'EPL, commandés à l'époque par le guérillero Bernardo Gutiérrez, ont livré leurs armes parce que Gutiérrez voulait devenir sénateur de la République, avec l'argent que lui avaient versé les frères Fidel et Carlos Castaño Gil

enlissement des autres guérillas centre-américaines [sont] autant d'événements majeurs qui semblent devoir amener les guérillas colombiennes et un parti communiste affaibli à reconsidérer la pertinence de la lutte armée »⁶⁷⁷.

Quelles que soient les raisons pour lesquelles les autres groupes guérilleros décident de déposer les armes à la fin des années quatre-vingt, il est certain que les dialogues de paix ont favorisé un processus de délitement de la Coordination guérillera. Les FARC interprètent les actions des autres guérillas comme une « trahison » de la cause révolutionnaire, dans laquelle ils voient une affirmation de leur supériorité « morale »⁶⁷⁸ face aux autres mouvements. Selon les FARC :

« Certaines des organisations guérilleras ont été démobilisées et ont livré les armes et les drapeaux pour être réinsérées dans le système de gouvernement capitaliste. Le M-19 (...) décide de se démobiliser et de remettre les armes et les principes fondamentaux de sa lutte en échange de se réinsérer dans le système de gouvernement ; essayant de maintenir la forme de mouvement politique légal d'opposition, mais il finit dilué dans les partis traditionnels, dirigés par une oligarchie de libéraux et de conservateurs, mendiant de petits bénéfices du système capitaliste, causant un grave dommage au processus révolutionnaire colombien non seulement par la trahison de leurs idéaux mais aussi par la récupération par les gouvernants qui insistent sur le fait qu'en Colombie, la lutte armée n'a pas d'avenir parce que les "bons guérilleros" repentis reviennent défendre le système et que ceux qui n'acceptent pas la démocratie des capitalistes reçoivent la rigueur des lois de la démocratie de la bourgeoisie »⁶⁷⁹.

Le 7 août 1990, César Gaviria Trujillo (1990-1994) devient le nouveau président de la République. Durant la campagne présidentielle, trois candidats présidentiels ont été assassinés : Luis Carlos Galán Sarmiento du parti libéral, Carlos Pizarro Leongómez de l'Alliance Démocratique M-19 et Bernardo Jaramillo de l'Union Patriotique. Luis Carlos Galán jouissait d'une grande popularité au plan national et beaucoup associaient son image à celle de Jorge Eliécer Gaitán. À la mort de Galán, César Gaviria est investi comme candidat du parti libéral, avant d'être élu président.

(paramilitaires) en paiement de la trahison de son propre mouvement révolutionnaire ». « Enfrentamientos son históricos », *El Tiempo*, 8 de agosto de 2000, (en ligne).

⁶⁷⁷ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 45

⁶⁷⁸ « Subsiste aussi la conviction que le potentiel militaire et politique des FARC leur confère une supériorité indiscutable ». *Ibid.* p. 38

⁶⁷⁹ Fuerzas Armadas Revolucionarias- Ejército del Pueblo, *Esbozo historico de las FARC-EP*, s.l, Comisión Internacional, 2005. p. 66

Gaviria poursuit le processus initié par Betancur et Barco. Son mandat voit la démobilisation du mouvement armé Parti Révolutionnaire des Travailleurs ou PRT (janvier 1991) et du Mouvement Armé Quintín Lame (mars 1991). De plus, durant le gouvernement Gaviria, une Assemblée Nationale Constituante entre en session pour modifier la Constitution du pays avec pour objectif (entre autres) de permettre la création et l'entrée dans la vie politique d'autres partis politiques, alternatifs des partis traditionnels (libéral et conservateur) et une plus grande participation des minorités (religieuses, ethniques, etc.)⁶⁸⁰. Pour Adolfo Chaparro, « bien que la Constitution de 1991 ne se pose pas comme partie d'un processus de paix avec un groupe guérillero spécifique, elle a la transcendance politique suffisante pour remplir certaines des exigences que la société colombienne, dans son ensemble, concevait comme la réponse, en termes de droits, à cette nécessité de transformation sociale »⁶⁸¹. En ce sens, un paradoxe plus grand encore accompagne le développement de la société colombienne, à partir des années quatre-vingt-dix, consistant dans le fait que, malgré la consécration des droits fondamentaux, l'augmentation formelle des droits sociaux et la reconnaissance de droits spécifiques aux minorités ethniquement différenciées, celle-ci connaît à cette époque une recrudescence de la violence, sur le plan politique comme sur celui de la délinquance⁶⁸². Semble ainsi se confirmer l'hypothèse développée par Florent Guénard, citant Alexis de Tocqueville⁶⁸³, selon laquelle « les démons émotionnels de la politique »⁶⁸⁴, à savoir, l'envie, la haine, et le ressentiment (qui peuvent favoriser la violence), dans un système à caractère démocratique, se développent dans des situations où les différences entre les groupes sociaux se réduisent : « il n'y a d'envie que là où peuvent exister des sentiments de sympathie,

⁶⁸⁰ Dans le processus de négociations de paix du M-19 avec le gouvernement Barco, le groupe guérillero avait insisté sur le fait que l'une des principales conditions requises pour déposer les armes était la réunion de cette Assemblée Nationale Constituante. Cependant, le gouvernement ne réalise pas la consultation populaire permettant les changements constitutionnels. Pour cette raison, apparaît un mouvement étudiant (en particulier dans les universités privées) appelé le « Septième bulletin » car, à l'occasion des élections de mars 1990, un « bulletin » était prévu afin de voter pour constituer l'Assemblée et choisir ses membres. Finalement une nouvelle constitution est promulguée à Bogotá le 4 juillet 1991 et signée par le coprésident de l'Assemblée : Antonio Navarro Wolf (Alliance Démocratique M-19), Álvaro Gómez Hurtado (Parti Conservateur) et Horacio Serpa (Parti Libéral).

⁶⁸¹ Chaparro (Adolfo), *op.cit.*, 2005. p. 419

⁶⁸² *Ibid.* p. 411

⁶⁸³ Tocqueville (Alexis), « De la démocratie en Amérique », t.II, III, chap.1, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pleiade, 1992, p. 676 et suiv. Cité par Guénard (Florent), « Ressentiment, envie et sens de la justice (Honneth, Rawls) », dans *Le ressentiment : passion social*, Rennes, éd. par Grandjean (Antone) et Guérard (Florent), Presses Universitaires de Rennes, 2012. p. 168.

*c'est-à-dire là où s'abolit toute distance (...) les castes ne se comparent pas entre elles ; et en leur sein règne l'uniformité »*⁶⁸⁵.

Le gouvernement Gaviria et la guérilla des FARC envisagent la possibilité pour la guérilla de participer à l'Assemblée Constituante, mais pour ce faire, les FARC demandent la moitié des curules, sans conditionner leur participation à un désarmement, ce qui est refusé par le gouvernement. Aucun accord n'étant possible, le président Gaviria ordonne, en s'appuyant sur l'argument que la guérilla avait failli une fois encore aux accords de La Uribe, le déclenchement de l'Opération *Casa Verde*, un bombardement contre le siège du Secrétariat des FARC dans le canton de La Uribe, dans le département du Meta. A partir de cet événement :

« L'oligarchie colombienne devait aux FARC non seulement l'UP, mais aussi une constituante (...). À partir de ce moment [Alfonso Cano] s'est converti en l'un des membres les plus radicaux du Secrétariat (...). Cano exprimait un immense mépris pour un modèle de négociation comme celui du M-19. Il croyait que les FARC méritaient beaucoup mieux en échange du désarmement. Pas seulement quelques curules, ni quelques réformes, mais bien le pouvoir politique dans le pays »⁶⁸⁶.

Malgré le bombardement de *Casa Verde*, le gouvernement de César Gaviria tente de reprendre les négociations avec la CGSB. La Coordination Guérillera reste fortement affaiblie après que quatre des groupes la composant aient décidé de déposer les armes (M-19, EPL, PRT et Quintín Lame). Seuls demeurent actifs les FARC, l'ELN et une partie de l'EPL. Cette nouvelle tentative de négociation se réalise d'abord à Caracas (Venezuela). Les négociations se déroulent lors de deux rencontres, à partir du 3 juin et du 4 septembre 1991⁶⁸⁷. S'agissant des négociations, « Alfonso Cano » déclare par la suite qu'il lui semblait que le gouvernement agissait comme s'il « *négoçiait avec un mouvement vaincu* »⁶⁸⁸, en essayant d'imposer ses conditions comme la localisation des fronts guérilleros dans des aires géographiques restreintes. Les discussions de Caracas sont

⁶⁸⁴ Walzer (Michael), *Raison et passion. Pour une critique du libéralisme*, trad. C.Fort-Cantoni, Paris, Circé, 2003. p. 9. Cité par *Ibid.* p. 167

⁶⁸⁵ Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p. 169

⁶⁸⁶ « El Radical », *Semana*, 31 de mayo de 2008, (en ligne).

⁶⁸⁷ Parmi les divers sujets abordés, la guérilla souligne la nécessité de « réviser la doctrine de sécurité de l'État, de façon à annuler la conception d'un ennemi interne propre à la doctrine de Sécurité Nationale et d'impulser une stratégie fondée sur la démocratie et la défense de la souveraineté nationale ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 202. Le gouvernement insiste quant à lui sur la nécessité d'un nouveau cessez-le-feu entre la Coordination et l'armée.

⁶⁸⁸ Fuerzas Armadas Revolucionarias- Ejército del Pueblo, *op.cit.*, 2005. p. 41

interrompues de manière unilatérale par le gouvernement Gaviria suite à l'attentat dont est victime l'homme politique libéral et président du Congrès, Aurelio Irragorri Hormaza.

Les négociations reprennent 5 mois plus tard, le 10 mars 1992, à Tlaxcala (Mexique) avec un « programme à ample agenda », qui invite à réfléchir aux problèmes économiques, sociaux et politiques du pays⁶⁸⁹. Cependant, les divers groupes de guérilleros, et principalement les FARC, continuent leur stratégie d'expansion territoriale militaire, en même temps que leurs représentants (« Alfonso Cano », « Iván Márquez » et « Pablo Catatumbo », des FARC) se réunissent avec les envoyés du gouvernement. Au moment où apparaît un espoir de succès, les négociations subissent un coup d'arrêt mortel suite à l'enlèvement par l'EPL de l'ex-ministre Argelino Durán Quintero, lequel est victime d'une crise cardiaque et décède en captivité. La fin des négociations intervient en mai 1992, quand la mort de l'ex -ministre⁶⁹⁰ est rendue publique. Selon les FARC, les négociations n'ont pas donné plus de résultats parce que « *le style de négociation utilisé par le gouvernement, fonctionne avec des mouvements sans grande capacité militaire et qui auraient perdu de vue la perspective politique révolutionnaire* »⁶⁹¹. Les FARC tirent en effet un profond « orgueil » de leur capacité militaire ainsi que le remarque un ancien guérillero :

« Le respect se gagne par la force. Il se maintient par la peur. Mais donner le sentiment que nous nous battons sans oublier certains principes, voilà la clé de la victoire. Surtout quand on parle des relations avec l'étranger »⁶⁹².

Peu de temps après, la Coordination Guérillera Simón Bolívar cesse d'exister : les relations entre les différentes guérillas se détériorent, et entrent dans une logique de confrontation dans plusieurs régions du pays, principalement entre les FARC et l'ELN⁶⁹³.

⁶⁸⁹ « Le programme approuvé pour le dialogue de paix inclut des aspects de la politique économique, de la nouvelle Constitution et du système politique, de la protection des Droits de l'Homme etc., qui surpasse le contenu habituel des négociations, plus fermé et restreint (réduit à aborder le sujet de la démobilisation, du désarmement et de la réinsertion, limitant la paix à n'être qu'un simple arrêt de la lutte armée) ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 202

⁶⁹⁰ « Los procesos de paz en Colombia », *Caracol Radio*, 27 de agosto de 2012, (en ligne).

⁶⁹¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 202

⁶⁹² Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 140

⁶⁹³ « Par la suite, les rapports entre les deux organisations qui poursuivent le combat, les FARC et l'ELN, connaissent des phases successives de coopération et de tension, voir de hostilité ouverte ». Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 38

De cette façon, l'idée d'un « échec de l'option politique » se renforce, devenant le premier élément ayant transformé la lutte pour la reconnaissance de la guérilla des FARC durant les décennies des années 80 et 90. L'échec des divers processus de paix, l'extermination de l'Union Patriotique, les difficiles relations entre les divers mouvements de guérilleros et la disparition de la Coordination Guérillera Simón Bolívar... sont autant d'éléments générant de nouveaux « dénis de reconnaissance », tant objectifs que subjectifs (du point de vue des acteurs et en accord avec leur perception d'eux-mêmes et des autres) qui vont alimenter la recherche d'une plus grande reconnaissance de la part des individus élevés dans les armes et de la guérilla elle-même. Dans le domaine de l'amour ou de la sollicitude, la poursuite de l'affrontement armé et le génocide de l'UP, génèrent de nouvelles victimes, subissant différents sévices (meurtres, disparitions, tortures) qui portent atteinte à leur intégrité physique et affective. Dans la sphère du droit, il faut remarquer l'expérience d'exclusion vécue par les leaders des FARC avec l'échec de leur tentative de prendre part au système politique colombien au travers de l'UP et l'impossibilité de participer au débat démocratique qui a donné naissance à une nouvelle Constitution, augmentant les droits sociaux, économiques et politiques de la population. Dans le champ du social, où Honneth situe « *l'humiliation ou l'offense [qui] porte atteinte à la dignité, la considération, le prestige social ou l'honneur* »⁶⁹⁴, il faut souligner, d'une part : l'« humiliation » ressentie par les leaders des FARC et les négociateurs comme « Alfonso Cano », pour qui le gouvernement colombien n'accordait pas au mouvement un traitement en rapport avec sa capacité militaire et son caractère d'armée révolutionnaire « du peuple », et d'autre part, l'offense et la trahison subies d'autres groupes guérilleros comme le M-19, qui, selon les FARC, avaient voulu établir une frontière entre les « bons » et les « mauvais » guérilleros, cherchant à remettre en cause la légitimité de la lutte de la guérilla. De tels « dénis de reconnaissance », parmi ceux déjà mentionnés auparavant, n'ont pas conduit à une lutte pour une vie meilleure (avec de plus grandes sphères de reconnaissance) mais, compte tenu des caractéristiques du contexte historique colombien (et plus précisément des événements des décennies 80 et 90), ont continué à alimenter la violence. Dans le cadre des

⁶⁹⁴ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 52

concepts développés par Thomas Lindemann, « l'échec de l'option politique », se caractérise par la présence d'identités viriles et idéalisées (des FARC et du gouvernement, chacun essayant de ne pas perdre le face, acceptant d'une part les négociations mais sans renoncer à l'usage des armes pour ne montrer en aucun cas « une faiblesse » et pour défendre une « supériorité morale »), par la destruction des identités partagées ainsi que par le renforcement des perceptions faussées. Entre le gouvernement et les FARC, existe une méfiance réciproque qui va se renforcer avec le massacre de l'UP qui provoque une crainte à l'idée de sortir de la clandestinité et de se retrouver l'objet d'une persécution armée, et par les échecs répétés des négociations, le double discours des acteurs face aux pratiques des guérilleros, militaires et paramilitaires.

2.1.2. Nouvelles dynamiques de reconnaissance de la « culture du narcotrafic »

Un autre facteur fondamental de la pérennisation et de l'intensification de la lutte armée des FARC est le rôle joué par le trafic de stupéfiants, qui non seulement leur a permis d'augmenter les ressources financières pour la « guerre », mais a aussi transformé, de manière profonde, l'échelle des valeurs sociales et les attentes de reconnaissance des individus. Selon Salomón Kalmanovitz, « *après avoir armé la population, créé de fortes incitations criminelles – le crime paie très bien ! – promu la corruption, financé toutes les factions en conflit et détruit la sécurité personnelle, l'essor du trafic de stupéfiants a eu des effets extrêmement détériorant et destructeurs sur [la société et] l'économie nationale* »⁶⁹⁵. David Garibay souligne cette évolution : « *de guerres aux acteurs et aux configurations multiples, la crise colombienne de la fin des années 1980 n'est plus ni une contestation révolutionnaire, ni un conflit pour la drogue, mais bien l'addition de tout cela* »⁶⁹⁶.

Ainsi, l'adoption de la part des FARC d'un discours, d'une structure, d'une idéologie et d'une stratégie politique qui correspondent à un imaginaire

⁶⁹⁵ Guillermprieto (Alma), *Las guerras en Colombia*, Bogotá, Aguilar, 2008. p. 29

⁶⁹⁶ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 132

révolutionnaire ou de gauche semblerait placer la lutte pour la reconnaissance de la guérilla dans ce qui pourrait être défini, selon les termes de Thomas Lindemann, comme une lutte pour la « dignité »⁶⁹⁷, c'est-à-dire la demande d'être traité à égalité de conditions avec les autres membres de la communauté. La guérilla affirme combattre l'exclusion et rechercher la promotion de l'égalité de tous les colombiens (reconnaissance que l'on pourrait situer principalement dans la sphère du « droit » selon la structure d'Axel Honneth). Cependant, comme nous allons le voir dans le présent chapitre, l'apparition du narcotrafic va modifier profondément les attentes et les nécessités de reconnaissance de la société colombienne. La « culture du narcotrafic » va promouvoir le développement d'identités idéalisées impliquant l'affirmation d'une supériorité à l'égard des autres. Il va aussi intensifier la nécessité de certains individus d'affirmer des identités « viriles ». Ces deux catégories, identités viriles et idéalisées, vont favoriser le passage à la violence et fortifier le groupe guérillero. Les dynamiques du trafic de stupéfiants vont aussi conduire à un processus de réification de l'autre. La valeur propre des individus ne va pas seulement dépendre de la possession de biens matériels, mais aussi de la « possession des autres », du pouvoir absolu exercé sur d'autres hommes et femmes, transformés en échantillons de réussite sociale. Cette réification va générer aussi de nouveaux dénis de reconnaissance qui vont alimenter le conflit social.

Initialement, les FARC se sont opposées au développement de la production et au trafic de drogue dans les zones où elles se trouvaient présentes. Elles considéraient qu'un tel afflux d'argent retarderait la réalisation de la révolution⁶⁹⁸.

Si « certains groupes de guérillas (...) ont bénéficié, de manière directe ou indirecte, et à différents degrés, de la manne du trafic de drogue, ils ont également cherché à en contenir les effets. Certains se sont même affrontés localement à des cartels, ou à des groupes paramilitaires, souvent sans succès. Ils ont par ailleurs constaté combien la généralisation de la violence diluait la visibilité de leurs propres actions et rendait de moins en moins spécifique la légitimité qu'ils avaient eux-mêmes conféré au choix de la lutte armée »⁶⁹⁹.

Cependant, compte tenu du potentiel économique et stratégique que les ressources du trafic de stupéfiants génèrent, la guérilla finit par accepter ce nouvel élément de

⁶⁹⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c, p. 60

⁶⁹⁸ León (Juanita), *Pais de plomo : Crónicas de guerra*, Bogotá, Aguilar, 2005. p. 130

⁶⁹⁹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 132

la dynamique socio-économique du conflit colombien. La rationalité stratégique va primer dans les décisions que la guérilla va prendre en face du trafic de drogue : « *au fur et à mesure de leur expansion, les FARC (...) passèrent par des processus de rationalisation bureaucratique : le but principal [de l'organisation] était de former un grand groupe et de donner une bonne image d'elle-même* »⁷⁰⁰. Pour ce faire, elle a besoin d'être associée aux transformations sociales et économiques se produisant dans les régions sous son contrôle et cherche à établir une stratégie afin de bénéficier des ressources financières découlant du trafic de drogue et permettant d'acquérir plus d'armes et plus d'hommes, attirés par l'idée de l'« argent facile ». La modification de la position des FARC est telle que en 2005, « *Marulanda, dans un lettre adressée à l'ELN, (...), reproche à l'ELN un "moralisme" qui la porte à rejeter le financement par les cultures de coca* »⁷⁰¹.

Au début, les FARC limitent leur participation dans le commerce du narcotrafic à la perception d'un « impôt » (le *gramaje*), auprès des cultivateurs de coca et d'opium, en échange d'une protection armée. »⁷⁰². Par la suite, les FARC commencent à remplir de nouveaux rôles : la guérilla sert d'intermédiaire dans les négociations avec les trafiquants sur le prix de la pâte-base (une première transformation de la feuille de coca), touchant pour ce faire une commission. Les FARC assurent la surveillance, seules ou avec les narcotrafiquants, des laboratoires et des pistes d'atterrissage clandestines. Au début des années 90, les FARC s'insèrent pleinement dans toutes les étapes de la production et du trafic de stupéfiants : elles supervisent directement la production de grandes surfaces de culture (« *en 1998, 80 % de la zone contrôlée par les FARC (...) en étaient recouverts* »⁷⁰³), elles sont propriétaires de plusieurs laboratoires ou *cristalizaderos* où la pâte-base est mélangée avec d'autres ingrédients chimiques pour produire la cocaïne, elles contrôlent de plus en plus les routes de départ de la drogue⁷⁰⁴. Quand elles ne peuvent assurer elles mêmes les envois de produits, elles touchent un

⁷⁰⁰ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 128

⁷⁰¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 38

⁷⁰² « Une protection généralement bien acceptée dans la mesure où elle prémunit contre l'anomie qui guette une population encline, lorsque les cours s'envolent, à céder à l'attrait de l'argent facile et à délaisser les cultures vivrières indispensables ». *Ibid.* p. 83.

⁷⁰³ Rocha García (Ricardo), *La economía colombiana tras 25 años de narcotráfico*, Bogotá, 2000. p. 243. Cité par Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 123

⁷⁰⁴ Dans les départements du Chocó, Putumayo et Nariño – sorties par le Pacifique –, Arauca et Nord Santander – limitrophes du Venezuela, Vaupés – vers le Brésil –, et Putumayo – vers l'Équateur –.

impôt sur les transports des narcotrafiquants et des paramilitaires qui passent par les territoires sous son contrôle. L'unique point sur lequel la guérilla ne peut rivaliser avec les cartels de drogue est l'absence d'accès direct au marché international de consommateurs, la guérilla ne disposant pas d'une organisation financière et commerciale extérieure lui permettant de concrétiser la vente finale des produits. Par cette raison, les FARC réalisent des alliances stratégiques avec des narcotrafiquants de toute Amérique Latine. Par exemple, en mai 2001, l'armée colombienne capture Luis Ferdinand Da Costa, alias « Fernandinho Beira Mar » (trafiquant brésilien), dans un campement dirigé par Tomas Medina Caracas, alias « El Negro Acacio » (commandant du Front 16 des FARC), dans la jungle de Guanía. Fernandinho déclare s'être entretenu dans le département du Caquetá avec Luis Edgar Devia Silva, alias « Raúl Reyes » (considéré comme le « ministre des affaires étrangères » des FARC et membre du Secrétariat), pour lui proposer un échange de cocaïne contre des armes et garantir sa protection et celle de sa famille. Selon Fernandinho :

Celui-ci [« Raul Reyes »] aurait « accepté et l'affaire s'est conclue par une fête dans le campement du numéro deux des FARC, avec du whisky, de la nourriture et des prostituées qui lui même a payé et ordonné d'amener de Florencia. Là-bas, dans le sud, pas un seul kilo de cocaïne ne bouge sans l'autorisation de ces messieurs. J'ai payé aux FARC entre dix et douze millions de dollars mensuels... »⁷⁰⁵.

Dans certaines zones du pays, comme dans la zone de Caguán⁷⁰⁶, les FARC sont devenues l'unique administrateur de tout ce que les habitants, commerçants et narcotrafiquants échangent et transportent : les aliments, les facteurs de production, l'essence, les marchandises, les vêtements, etc.⁷⁰⁷. Les FARC, grâce à l'absence de l'État, ont pu :

« Établir des réseaux verticaux de collaboration et de clientélisme. Elles construisirent également des infrastructures (ponts, routes, systèmes d'irrigation), offrirent ou supervisèrent la mise à disposition de services de base (eau, traitements des eaux usées, services médicaux, éducation) et gouvernèrent le territoire et les populations. Dans les années 1980, une solidarité sincère dans certaines des "zones libérées" donna aux guérillas une base de soutien importante. (...) Jusqu'à récemment, la violence des FARC s'est

⁷⁰⁵ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 139

⁷⁰⁶ Composée des municipalités de La Uribe, Mesetas, La Macarena et Vista Hermosa, dans le département du Meta, et par San Vicente del Caguán, dans le département du Caquetá.

⁷⁰⁷ *Ibid.* 2008. p. 112

exercée selon des règles certes sans pitié mais prévisibles, qui pouvaient garantir l’“ordre” et la “stabilité” aux frontières, alors que la narco-terreur menait au “chaos” et n’était pas “prévisible” (...). Les FARC assumèrent de tâches que l’État n’avait pas réussi à prendre en main. Elles constituaient l’administration locale et régionale, et par comparaison, même dans leurs périodes les plus sombres, elles firent mieux que le gouvernement national ou les trafiquants »⁷⁰⁸.

Les FARC fixent même les « règles de vie en commun » c’est-à-dire les normes qui règlent tous les aspects de la vie communautaire : les heures de travail, les règlements de chasse et de pêche, la consommation d’alcool, de drogues, la violence domestique, la prostitution... consolidant ainsi, de facto, leur influence sociale⁷⁰⁹. Grâce aux dynamiques et aux ressources du trafic de stupéfiants, le projet politique des FARC devient la création d’un nouvel État, dans un territoire formé par les départements de Nariño, du Cauca, du sud du Huila et de la région de l’Orinoquía et de l’Amazonie colombienne. Les FARC développent l’idée que s’il n’est pas possible de faire coïncider « insurrection populaire » et « guerre de guérillas », elles doivent transformer ces zones du pays en « zones libérées », sous le contrôle du « pouvoir populaire bolivarien »⁷¹⁰. Les FARC continuent de croître avec rapidité et comptent 1190 guérilleros en 1980, puis environ dix mille en 1990⁷¹¹. Cependant, l’expansion de la guérilla s’accompagne de nombreux actes d’enlèvements, meurtres sélectifs et plasticages de voitures. Sur le sujet des enlèvements en Colombie, Ricardo Palma, alias « Simón Trinidad » affirme :

« “Je ne suis pas d’accord avec les enlèvements parce qu’ils comportent de graves conséquences politiques pour l’organisation” (...). Cependant, la phrase suivante semble annuler la précédente affirmation. “Nous sommes un État en formation et nous devons percevoir des impôts. Dans n’importe quel pays du monde, celui qui ne paye pas d’impôts va en prison” »⁷¹².

Les FARC se concentrent sur la réorganisation de leur structure militaire avec l’objectif de pouvoir réaliser des opérations militaires de grande envergure qui puissent subjuguer les forces militaires. Pour organiser et mettre en place cette restructuration, se tient en 1993 la Huitième Conférence des FARC (la première depuis 1982), suivie par

⁷⁰⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. pp. 126-127

⁷⁰⁹ Rohl (Katharina), « Greed or Grievance : Why does the FARC keep fighting ? », *Peace and Conflict Monitor*, s.l., 2004. pp. 1-14

⁷¹⁰ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. pp. 131-132

⁷¹¹ *Ibid.* 2005. p. 131

⁷¹² Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2008. p. 330

une série d'offensives militaires contre les bases militaires de Las Delicias, de Patascoy, de San Miguel, de Pueres, de Caguán, de San Juanito (entre 1996-1997). Dans tous les cas, la guérilla a réussi à prendre le contrôle des bases et un nombre important de membres des forces armées en otage (détenus comme « prisonniers politiques » selon le discours des FARC). Plusieurs d'entre eux passeront plus d'une décennie entre les mains de la guérilla.

Le pouvoir militaire, économique et social de la guérilla est ainsi consolidé dans les zones de production de la drogue, grâce au trafic de stupéfiants qui, selon le centre d'Études sur la Sécurité et les Drogues de l'Université de Los Andes attribue à la guérilla des profits annuels proches des 1 500 millions de dollars⁷¹³.

Pendant les années 70 et au commencement des années 80, les FARC disposent de la sympathie d'une minorité substantielle des élites culturelles et intellectuelles comme elles entretiennent de bonnes relations avec certains syndicats et partis politiques de gauche. Pendant les années 90, la guérilla ne compte pratiquement plus aucun appui interne. Seuls des partis politiques étrangers et des mouvements internationaux continuent de la percevoir comme un mouvement révolutionnaire en lutte contre un gouvernement oppresseur et considèrent la « question du trafic de stupéfiants » comme une stratégie de propagande des gouvernements colombien et américain. Le terme de « narco-guérilla » est d'ailleurs utilisé pour la première fois par l'ambassadeur américain en Colombie, Lewis Tambbs⁷¹⁴. Pourtant, le grand paradoxe de cette époque reste que : « *d'un côté, leur légitimité politique ne cesse de diminuer, tandis que, de l'autre, leur croissance organisationnelle est frappante* »⁷¹⁵. Le financement obtenu avec les ressources du narcotrafic conduit à une dépolitisation du mouvement :

« À disposer de telles ressources, les FARC sont portées à reléguer au second plan le travail politique destiné à conquérir l'appui de la population. Il ne s'agit plus seulement de l'impopularité impliquée par les enlèvements ou d'autres pratiques mais la tendance à

⁷¹³ « Si nous considérons les FARC comme une entreprise du narcotrafic, et si on considère que la valeur d'une affaire se mesure au flux futur de son bénéfice en valeur actuelle, le commerce du trafic de stupéfiants des FARC aurait aujourd'hui une valeur comprise entre 4,5 % et 7,5 % du PIB [colombien]. L'explication est la suivante : si elles reçoivent par an un profit de 1.500 des millions de dollars US et si leur commerce survivait pendant les 10 années à venir, sa valeur présente serait de 4,5 % du PIB. Et si il survivait 20 ans, le résultat serait de 7,5 % du PIB ». « El precio de la paz », *Dinero*, 12 septembre 2012, (en ligne).

⁷¹⁴ Gaviria (Pascual), « Ventajas de la narcoguerrilla », *El Espectador*, 22 de noviembre de 2011, (en ligne).

⁷¹⁵ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 123.

imposer leur emprise sans se préoccuper des sentiments de ceux qui la subissent, et, au-delà, de conférer le primat à la seule action militaire »⁷¹⁶.

Dans une certaine mesure, la guérilla ne se préoccupe pas de sa popularité ou de sa légitimité face à la population des régions qu'elle occupe. Elle s'assure de leur « obéissance », grâce aux armes, à l'argent du trafic de stupéfiants et à la stratégie de la « terreur ». Quand le gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998) décide, avec la collaboration du gouvernement américain, du déclenchement de l'Opération Splendeur à savoir la fumigation au glyphosate, pour éradiquer les cultures illicites, les FARC peuvent organiser des grèves ou des marches *cocaleras*, pouvant réunir jusqu'à 8 000 paysans, contre les mesures décrétées par le Gouvernement, illustrant le pouvoir de la guérilla dans sa zone de commerce⁷¹⁷. Beaucoup de colons des fronts pionniers et de *raspachines* (cueilleurs de coca) participent à ces marches de leur propre volonté. Mais les FARC n'acceptent pas les dissidences à l'intérieur de leur « État ». Ainsi, dans une interview réalisée dans une zone limitrophe du département de Boyacá et de Santander (zone de présence du Front 28 des FARC), un agriculteur interrogé raconte comment durant les « grèves paysannes », la guérilla des FARC avait envoyé une lettre à chaque famille de la municipalité pour « solliciter » la participation de deux hommes de chaque famille aux marches. Les FARC étaient venus chercher ces hommes le matin et les avaient transportés en bus jusqu'aux lieux où les blocages paysans étaient réalisés. Durant quelques jours, les paysans avaient dû rester sur place jusqu'à ce qu'il leur soit donné l'ordre de retourner dans leurs foyers⁷¹⁸.

Si la guérilla ne se concentre plus sur le travail politique à l'intérieur du pays, les FARC restent beaucoup plus soigneuses de leur image internationale. Elles développent une intense activité « diplomatique » pour maintenir leurs réseaux de contact avec l'extérieur. Elles s'attachent à tenir un discours qui reste conforme aux attentes des mouvements internationaux de gauche, pour garantir l'appui financier et politique des partis et gouvernements étrangers.

En plus de l'impact que le trafic de stupéfiants exerce sur la dépolitisation de plus en plus forte de la guérilla au plan national, il a aussi des effets contrastés

⁷¹⁶ Pécaut (Daniel), « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de terreur : l'exemple colombien », *Cultures & Conflits* 2, no. 37, 2000.

⁷¹⁷ Gaviria (Pascual), *op.cit.*, 2011.

⁷¹⁸ Entretien avec « Leonardo Fernández », agriculteur. Réalisé le 19 février 2010. Lieu : municipalité de La Uvita (département de Boyacá).

sur l'organisation interne de la guérilla. D'une part, le rôle joué par les FARC dans le trafic de stupéfiants exerce un attrait sur beaucoup de jeunes paysans, séduits par l'idée de l'argent facile et du pouvoir-respect qu'ils pouvaient obtenir par la possession d'armes dans une société aux valeurs viriles très marquées, ce qui conduit à une augmentation considérable du nombre de combattants de la guérilla. Cependant, un effet inverse se produit aussi : quelques guérilleros ne sont pas d'accord avec la transformation de la guérilla (ce qui conduit même à la désertion de combattants⁷¹⁹) et une hiérarchie de fait s'établit entre les fronts localisés dans des zones de production de coca et les fronts se trouvant dans d'autres zones.

La pénétration de la guérilla dans le trafic de stupéfiants reproduit des phénomènes observés avec les cartels de la drogue dans les zones urbaines, à savoir la création de nouvelles échelles de valeurs sociales, d'une nouvelle hiérarchie de pouvoir, de reconnaissance sociale, et de nouveaux mécanismes pour les atteindre. Les relations traditionnelles de pouvoir ne sont pas abolies par les narcotrafiquants qui au contraire les réinterprètent (de la même façon que les commandants guérilleros impliqués dans le trafic de drogue) pour parvenir à monter dans l'échelle sociale. De cette façon, les attentes de reconnaissance des jeunes urbains et ruraux se modifient et les poussent à rejoindre les rangs des cartels de la drogue, des guérillas et des groupes paramilitaires.

L'importance et la complexité de la violence, impliquant de nombreux facteurs – le trafic de stupéfiants, la guérilla, la délinquance de droit commun, les groupes de justice privée – dépassent les critères conventionnels qui associent les manifestations violentes, au sein d'une société, aux facteurs structurels de type socio-économique ou politico-social. En effet, l'augmentation des taux de criminalité en Colombie peut difficilement être attribuée aux altérations réelles ou supposées des conditions sociales ou politiques dans le pays. Les arguments mettant en avant les déficiences supposées du régime démocratique pour expliquer la violence, semblent ainsi insuffisants s'ils sont comparés avec les diverses mesures importantes en faveur d'une démocratie plus large et participative, comme par exemple, la convocation et la tenue d'une Assemblée Nationale Constituante.

⁷¹⁹ « Les déserteurs récents sont souvent des combattants aguerris qui ont constaté ces transgressions des normes de l'organisation et en éprouvent une grande amertume ». Pécaut (Daniel), *op. cit.*, 2008. p. 73

Ses travaux se concluent en 1991 par l'adoption d'une nouvelle Constitution qui apporte d'importants progrès sur des sujets tel que le développement politique et social du pays. De plus, la violence politique et la lutte armée insurrectionnelle voient leur influence décliner dans la mesure où les méthodes violentes de lutte politique perdent en force dans le pays alors que plusieurs groupes guérilleros rendent les armes. Les critères socio-économiques ne permettent pas non plus d'expliquer à eux seuls le développement de certains types de violence durant la décennie des années 80 et 90, époque où intervient une baisse des indices de pauvreté absolue et une distribution relativement plus équitable des revenus, particulièrement au sein de la population rurale⁷²⁰. Si l'on interprète l'essor du trafic de stupéfiants selon le seul point de vue de l'affaiblissement du pouvoir de l'État et de la perte du monopole de la violence légitime, il est évident que ces aspects ont favorisé le développement du trafic de stupéfiants et les activités de la guérilla induites par celui-ci. Cependant, il apparaît aussi que cet élément n'est pas suffisant pour expliquer comment la « narco-guérilla » et le crime organisé « *se sont enracinés si vite avec autant de densité au sein des classes à faible revenu, qui habitent plutôt les “quartiers chauds” des régions métropolitaines. Pour cette raison, une immersion dans l’ “âme collective” est de plus en plus impérative, dans des sentiments collectifs si profonds* »⁷²¹.

Si l'on considère le phénomène du trafic de stupéfiants du point de vue de la lutte pour la reconnaissance, il est possible de constater que, au-delà de la logique financière et des ressources économiques qui fortifient la guérilla et assurent la continuation de la lutte armée, il existe des éléments moraux, identitaires, symboliques ou émotionnels qui modifient les dynamiques du conflit et de la violence, en Colombie. En premier lieu, le développement économique généré par le trafic de stupéfiants alimente la violence déjà existante en augmentant les inégalités (« *en Colombie « le PIB a crû de 37 % au cours de la décennie, contre 12 % pour l'ensemble du sous-continent (...) du reste, cette croissance reste inégalitaire : l'amélioration du niveau de vie ne concerne*

⁷²⁰ Presidencia de la República, *Estrategia Nacional contra la violencia*, Bogotá, Presidencia de la República, mayo 1991. p. 8

⁷²¹ Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (eds), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Montréal, Karthala-Presses de l'Université du Québec, 2008. p. 12.

visiblement qu'une petite minorité de Colombiens »⁷²²) tout en réduisant, dans le même temps, leur légitimité (la nouvelle pyramide sociale ne se fonde plus sur une organisation traditionnelle de grandes familles reconnues par le corps social mais sur un ordre nouveau de « nouveaux riches » dont l'origine n'est pas différente de celle des autres individus se trouvant à la base de la pyramide). La conscience de ces inégalités et de leur illégitimité constitue pour beaucoup d'individus une « humiliation »⁷²³, un « déni de reconnaissance », la « dépréciation » d'un certain modèle de réalisation individuelle (surtout dans le cadre d'une société caractérisée par un fort sentiment d'honneur, une importante recherche du « respect », un besoin fondamental de ne pas être perçu comme « faible » et de montrer sa « force »).

« Samuel Huntington a montré de façon convaincante pourquoi le développement économique fait croître le potentiel de violence politique dans les sociétés agro-rurales en transition vers la modernité : il accroît les inégalités économiques en même temps qu'il diminue la légitimation de ces inégalités. Les deux dimensions de la modernisation se combinent pour produire plus d'instabilité politique »⁷²⁴.

Dans l'étude réalisée par Luis Fernando Barón Porras sur la perception de l'opinion publique en relation avec les « histoires de paix et de guerre » en Colombie, il apparaît que les personnes interrogées, parlant de cette époque, soulignent que l'argent « sale » s'est installée au centre de la vie sociale parce qu'il permettait d'acheter des « *articles luxueux, des consciences, des corps et des rêves* »⁷²⁵, si bien que les gens, surtout sans éducation, « *ont été les premiers à tomber dans ses réseaux. Ils étaient les plus disposés à faire n'importe pour de l'argent et de la reconnaissance* »⁷²⁶.

Précisément en relation avec la question de la reconnaissance, l'étude réalisée par Gustavo Duncan sur les patrons de reconnaissance sociale et le trafic de stupéfiants se révèle aussi très intéressante. Dans *Crime et Pouvoir : Le Filtre*

⁷²² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 298

⁷²³ « Chez certaines victimes enfin, l'intensité de l'humiliation augmente la plausibilité d'un passage à la violence physique. La honte, l'exaspération ou le désespoir constituent le terreau nourricier de ces formes de violence colérique où l'évaluation calculée des conséquences de l'acte passe au second plan, derrière l'impérieuse nécessité de libérer dans l'instant des tensions intérieures insupportables. (...) la réponse physique à l'humiliation est plus probable dans les univers culturels qui développent un sens aigu de l'honneur et l'associent au respect de valeurs viriles ou guerrières ». Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 217.

⁷²⁴ *Ibid.* p. 121.

⁷²⁵ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 72.

⁷²⁶ *Ibid.* p. 72.

de *l'Ordre Social*⁷²⁷, Duncan explique que si, au commencement, des gens de toutes origines sociales se sont impliqués dans le trafic de stupéfiants⁷²⁸, les individus ayant pris le contrôle de cette activité ont une origine sociale et des motivations émotionnelles similaires⁷²⁹. Les narcotrafiquants étaient motivés par des raisons plus complexes que la simple accumulation de richesse. « *Pour eux, le but de la production de flux énormes d'argent était la recherche du pouvoir et de la gloire* »⁷³⁰. Avec leur succès économique, ils cherchaient à combler ou à éliminer l'insatisfaction émotionnelle produite par le fait d'être issu d'un groupe ayant peu de statut social. « *Ils étaient des criminels venant des couches populaires qui prétendaient réaliser une espèce de revendication sociale en contrôlant l'activité du commerce de la drogue* »⁷³¹. Cependant, paradoxalement, « la soif de reconnaissance » n'a pas représenté une menace pour la structure traditionnelle de classes étant donné que les narcotrafiquants ont recouru à des mécanismes traditionnels de domination sociale afin d'asseoir leur pouvoir. Le patronage et le clientélisme, traditionnellement au centre de la structure sociale, ont été incorporés dans le commerce de la drogue, créant de nouveaux réseaux qui ont garanti la diffusion du « crime » à de larges secteurs de la société.

Un guérillero des FARC, selon le témoignage recueilli par Pascal Drouhaud, parlant de cette époque et de l'impact des grands chefs du trafic de stupéfiants, soulignent combien les aspirations de Pablo Escobar ont eu une grande influence sur l'évolution de la société et même sur l'action de la guérilla :

« Pablo était un petit gars de la rue quand il a compris ce que pouvait rapporter le commerce de la cocaïne et d'héroïne à la fin des années 1970 (...) mais il n'a pas su "digérer" la montagne d'argent qu'il avait amassée (...). Il est resté cet enfant pauvre qu'il avait été. Alors, il a fait ce que tous font dans ces cas-là. Il s'est offert les plus belles

⁷²⁷ Duncan (Gustavo), « Crime and Power : The Filter of Social Order », *APSA 2010, Annual Meeting Paper*, 2010. p. 3

⁷²⁸ « Les biographies des trafiquants de drogue venant des classes supérieures de Medellin comme Londoño Blanco, Ospina, Usuga, Zapata, etc, les décrivent comme des criminels intéressés seulement par le plaisir de la richesse inimaginable générée par leur activité. Leurs célébrations étaient des affaires privées, réservées aux membres de la famille et aux amis proches. Leurs aspirations limitées à une reconnaissance sociale étaient proportionnelles à leurs capacités réduites d'exercer une sorte de contrôle mafieux sur les autres organisations de trafic de drogue. Le contraste est violent si on les compare à ces trafiquants de drogue qui, en raison de leur origine sociale, éprouvent un ressentiment profond. Le gaspillage d'argent en excès privés faisaient aussi partie de leur répertoire mais celui-ci participait à une célébration publique ayant pour but de les faire apparaître comme les figures principales de leurs communautés ». *Ibid.* p. 15

⁷²⁹ « Ces barons de la drogue étaient principalement : i) des individus d'humble origine, ii) des migrants des zones rurales vers les grandes villes et iii) des individus dont les carrières criminelles ont été motivées par la recherche du respect et de la reconnaissance - comme du pouvoir et de la gloire - dans leurs communautés ». *Ibid.* p. 15

⁷³⁰ *Ibid.* p. 15

voitures, des dizaines à la fois, des filles “en veux-tu en voilà”, des maisons, des bateaux, des avions bien sûr. Ensuite, il a acheté les hommes dans l’administration. Il était attiré par tout ce qui brillait. Il s’est même mis en tête de devenir sénateur de Colombie ! Et puis, un jour, pourquoi pas, président de la République, comme l’a confirmé une de ses anciennes maîtresses, la célèbre présentatrice de télévision, Virginia Vallejo. Comme si personne n’allait s’interroger à un moment donné sur l’origine de ce flot de liquidités ! Petit à petit, il a commencé à s’attaquer au vrai pouvoir, il pensait que s’il y avait un problème, il suffisait de faire ce qu’il avait toujours fait à Medellin : tuer et tuer encore. Un problème, une balle, et les difficultés disparaissent ! Seulement lorsque vous vous intéressez à l’État, vous vous heurtez à des structures bien installées, à des moyens et à des connexions internationales qui sont d’un autre niveau. Pablo n’a jamais voulu l’admettre. Il a vraiment cru qu’il pouvait influencer l’État et un jour se substituer à lui. Nous qui luttons pour une cause juste, nous savions que cette stratégie allait conditionner notre action pendant des années. Lui, sa religion, c’était l’argent et les facilités qu’il vous procure »⁷³².

Ainsi, il est intéressant d’analyser les effets que des individus comme Pablo Escobar ont eu sur le tissu social : le succès des « magiciens » (ainsi étaient appelés les narcotrafiquants ayant réussi à constituer d’un jour à l’autre de grandes fortunes) a amené beaucoup de personnes à se lier aux activités du trafic de drogue (en cherchant à obtenir le même succès, ou du moins, à tirer un bénéfice de la corne d’abondance de la cocaïne). Dans le cas des FARC, beaucoup d’individus se sont associés à la guérilla de la même façon pour les ressources espérées de la « narco-guérilla ». Cependant, « Pablo » et d’autres comme lui, ont aussi eu un effet « négatif » pour les guérillas, en proposant de nouveaux canaux d’ascension sociale et de reconnaissance qui affaiblissaient les idées politiques du guérilla : pourquoi lutter pour la « justice sociale » et l’équité, s’il est possible de parvenir à une reconnaissance sociale par « l’argent facile », le clientélisme, et le crime ?

Florent Guénard remarque que le désir de justice depuis une perspective honnethienne ne dérive pas de comparaisons interpersonnelles⁷³³ mais de l’expérience du mépris, c’est-à-dire, de l’idée d’un manque dans la réalisation de soi :

⁷³¹ *Ibid.* p. 3

⁷³² Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, p. 70

⁷³³ « Le mépris qu’implique un manque de reconnaissance ne donne pas lieu au ressentiment parce que les émotions qu’il suscite ne viennent pas du sentiment d’être défavorisé par rapport à d’autres individus ». Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p. 174

« Honneth le dit explicitement : les émotions négatives qui accompagnent l'expérience du mépris, comme la colère, l'indignation, la honte, sont des motivations affectives dans la lutte pour la reconnaissance. Par elles, le sujet prend conscience de ses propres attentes, précisément parce qu'elles manifestent la déception éprouvée lorsque le résultat n'est pas celui qui était escompté⁷³⁴. Mais l'expérience du mépris ne donne pas lieu, dans ces conditions, à la rancune, à l'envie, à la jalousie, au désir de vengeance. Le paradigme de la reconnaissance ne nie pas l'existence des comparaisons sociales. Mais il en minimise les effets, notamment en montrant que la demande d'égalité n'est qu'une forme de la demande de reconnaissance. Les dynamiques politiques ne naissent pas des comparaisons, mais de l'idée d'un manquement à soi... »⁷³⁵.

Pourtant, Axel Honneth affirme aussi que l'expérience morale du sujet et de la reconnaissance résident dans les « exigences d'identité acquises à travers la socialisation »⁷³⁶. Les exigences de reconnaissance, dans les trois sphères définies par Honneth, dépendent de ce que l'individu considère mériter pour l'acquisition de la confiance, de l'estime et du respect de soi, ces éléments lui étant donnés par la socialisation, par les mécanismes établis par la société pour qu'une personne se sente reconnue. En ce sens, il ne faut pas oublier que l'idéal de réalisation de soi dépend de la conception que l'individu a d'une « bonne vie »⁷³⁷. Et cette « bonne vie » peut être définie par des exigences normatives universelles mais aussi par des conceptions particulières (individuelles) de la réalisation de soi⁷³⁸.

Dans le cas colombien, le trafic de stupéfiants a augmenté, d'une part, les inégalités sociales tout en diminuant leur légitimité, alimentant une plus grande violence sociale. De plus, il a permis la comparaison entre les individus : le système de classes ne correspondait plus aux modèles traditionnels, des individus d'humble origine ayant réussi à gravir les degrés de la pyramide sociale et à modifier les valeurs et les pratiques sociales. Cette comparaison s'est transformée dans beaucoup de cas en une « injure morale » qui a fini par générer des sentiments comme le ressentiment, l'envie et la haine, le désir de vengeance, favorisant la violence armée dans le contexte colombien. « *On ne peut pas*

⁷³⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. pp. 166-167. Cité par *Ibid.* p. 174

⁷³⁵ Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p. 174.

⁷³⁶ Honneth (Axel), « La dynamique sociale du mépris. D'où parle une théorie critique de la société ? », dans *Habermas, la raison, la critique*, ed par Bouchindhomme (Ch.) et Rochlitz (R), Paris, Cerf, 1996. p. 226. Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p. 172

⁷³⁷ Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p.175

⁷³⁸ Fraser (Nancy), *Qu'est ce que la justice sociale, reconnaissance et redistribution*, Paris, la Découverte, 2011. p. 50. Cité par Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p.175

penser (...) que le désir de reconnaissance échappe totalement aux démons émotionnels de la politique. On ne peut pas éviter, au sein des sociétés démocratiques, les comparaisons interpersonnelles et celles-ci sont susceptibles d'entraîner un envie jamais assouvie »⁷³⁹. Dans ces cas, l'« humiliation » (produite par la comparaison avec d'autres individus d'origine humble ayant obtenu une « reconnaissance sociale ») génère un mépris qui réside dans « le sentiment corrélatif qu'éprouve le sujet de ne pas avoir le statut d'un partenaire d'interaction à part entière »⁷⁴⁰. Finalement, parmi d'autres aspects précédemment mentionnés, le trafic de stupéfiants ne génère pas seulement une expérience de mépris « comparative » mais, dans une acceptation plus classique, transforme la notion de « bonne vie » et les attentes de reconnaissance des individus. Finalement, pour beaucoup, il n'est plus suffisant d'être traités en égaux (et d'avoir accès aux mêmes droits sociaux, économiques et politiques que le reste de la population). Il est nécessaire d'être considéré comme « supérieur », grâce au pouvoir et au prestige acquis par l'argent. La même dynamique a accompagné le développement des FARC à partir du moment où elles ont choisi d'entrer dans le commerce de la drogue. Ainsi, comme le souligne Thomas Lindemann, la lutte pour la reconnaissance devient une « lutte pour le prestige »⁷⁴¹.

L'implication de la guérilla dans le trafic de stupéfiants a eu une deuxième conséquence, comme le remarque Daniel Pécaut, (en plus de la dépolitisation du guérilla), à savoir la multiplication du nombre d'acteurs impliqués dans l'affrontement armé et la création d'une spirale de violence ascendante. Quand la guérilla cherche à s'appropriier les ressources de la drogue (ou à pratiquer des extorsions), elle entre en concurrence avec d'autres organisations armées illégales : *« les FARC se retrouvent ainsi plongées dans un champ conflictuel qui n'est plus défini par le seul État mais se ramifie en fonction des forces diverses qui surgissent de la société »⁷⁴².*

⁷³⁹ Guénard (Florent), *op.cit.*, 2012. p.176

⁷⁴⁰ *Ibid.* 2012. p.176

⁷⁴¹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012a. p. 210

⁷⁴² Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 88

2.1.3. Le mimétisme violent et la frontière entre « nous » et les « autres »

Le phénomène du paramilitarisme se consolide en Colombie principalement dans la décennie des années 80 et 90. Il existe trois points de vue différents sur les origines des groupes paramilitaires. Pour certains analystes, ils prennent naissance dans la « politique terroriste » de l'État qui utilise un type de guerre « sale » comme mécanisme de guerre de contre-guérilla. Pour d'autres, le paramilitarisme correspond à une espèce de « *gamonalisme* armé », détaché de l'État et organisé par les grands propriétaires, les entrepreneurs et les commerçants... qui financent des armées privées pour protéger leurs vies et leurs biens contre les extorsions et les attaques des guérilleros⁷⁴³ (l'État serait une victime prise entre des insurgés de gauche et les « gardiens » de droite). Finalement, pour certains analystes politiques, fonctionnaires d'État et journalistes, le paramilitarisme est la réponse des « victimes » des exactions commises par la guérilla⁷⁴⁴. Selon les témoignages recueillis par Fernando Barón Porras, le discours sur la nature des groupes paramilitaires dominant dans l'opinion publique à cette époque, indique que :

« Les paramilitaires et les groupes d'autodéfense sont perçus comme un produit de la douleur et de l'outrage créés par la guérilla. C'est le résultat de la défense de sa vie et de ses propriétés. Les paramilitaires sont non seulement le résultat de l'organisation de la défense des éleveurs et des agriculteurs de régions négligées par l'action de l'État, mais aussi un produit de la colère et la vengeance de citoyens humbles et des gens du commun affectés par la guérilla »⁷⁴⁵.

En réalité, le phénomène du paramilitarisme semble être un mélange de plusieurs facteurs : la stratégie de contre-insurrection du gouvernement, un financement par de grands propriétaires, des entrepreneurs, des commerçants, des narcotrafiquants pour freiner la progression de la guérilla et de la narco-guérilla, le désir de « vengeance » de beaucoup de paysans et de ruraux, victimes directes d'exactions. Une synthèse de tous ces facteurs s'observe chez Carlos Castaño, chef du groupe

⁷⁴³ « Selon les témoignages, les groupes paramilitaires et d'autodéfense sont nés en Colombie suite à l'essor du trafic de stupéfiants et à la nécessité pour les grands éleveurs et agriculteurs de défendre leurs propriétés et leurs vies et au besoin de s'organiser devant l'indifférence étatique. L'époque de son apparition n'est pas très claire, mais elle se rattache au renforcement et à la splendeur du trafic de stupéfiants à la fin des années quatre-vingt ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 80

⁷⁴⁴ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. pp. 59-60

des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) entre 1994 et 2004. Ce dernier est issu d'une famille de riches propriétaires fonciers. Son père a été enlevé puis assassiné par le 4^e front des FARC en 1981. Depuis lors, Fidel Castaño (fondateur des AUC) et son frère Carlos, selon leur propre témoignage, ont cherché à venger la mort de leur père et à protéger leur famille et ses propriétés des attaques de la guérilla ou des autres acteurs armés⁷⁴⁶. Dans beaucoup de régions de la Colombie, les groupes de paramilitaires, comme les AUC, travaillent d'une manière conjointe avec les forces armées dans la lutte contre « l'ennemi commun ». Ainsi, chez Carlos Castaño, il est possible d'observer comment l'apparition des mouvements paramilitaires associe les désirs de vengeance personnelle, le financement assuré par les grands propriétaires fonciers, le trafic de stupéfiants, ou la coopération entre les forces gouvernementales et les « armées » paramilitaires.

La guérilla et les paramilitaires ont des origines opposées. Les FARC sont nées dans les zones périphériques du pays, dans des zones de colonisation paysanne dans les marges et dans des aires de frontière (interne). A partir de là, elles se sont déplacées vers des zones en rapide expansion économique mais avec une faible présence étatique, vers des zones autrefois prospères, avec une certaine présence institutionnelle mais touchées par un processus de décadence, vers des zones riches et économiquement intégrées où vivaient des populations marginalisées. Les groupes paramilitaires, au contraire, sont nés dans des zones relativement prospères et intégrées où les élites se sont senties menacées par la guérilla, puis se sont déplacées vers des zones plus périphériques, pour en arrêter la progression et s'emparer de diverses ressources de la guerre : trafic de stupéfiants, extorsions, etc. Cependant, malgré la différence d'origines (et de discours⁷⁴⁷), les deux groupes se sont engagés dans un jeu « de miroirs mimétiques ». Tout en se définissant comme des ennemis et comme des représentants de deux modèles de lutte complètement opposés, ces organisations ont fini par présenter un profil pratiquement identique : « *peu à peu [les*

⁷⁴⁵ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.* 2006. p. 80

⁷⁴⁶ Au départ, Fidel Castaño entretenait de très bonnes relations avec Pablo Escobar mais, suite à l'assassinat de certains de ses collaborateurs les plus proches, les frères Castaños ont rejoint les PEPES – Persécutés par Paul Escobar.

⁷⁴⁷ « Les AUC, aujourd'hui dissoutes, ont symbolisé l'ambition de construire un projet fédérateur et une identité collective autour d'une rhétorique manichéiste contre la guérilla, en exaltant des valeurs comme l'ordre et la défense de la patrie ». Lair (Éric), s.i, s.l., s.d, (en ligne).

paramilitaires] se convertissent en une organisation autonome, en quelque chose comme une version du groupe guérillero, mais pour lutter contre celui-ci »⁷⁴⁸.

L'opposition des modèles, des conceptions et des buts des paramilitaires et des FARC ne sont pas un obstacle pour que les deux groupes soient assimilés dans leurs interactions avec la population civile et dans leurs méthodes de confrontation mutuelle.

« Cela découlait des interactions stratégiques se produisant entre les deux groupes, qui finissent par se convertir en un jeu d'interactions stratégiques où chaque nouveau fait de violence de l'un des acteurs armés produit une réaction semblable chez l'autre, qui a pour résultat un "jeu de miroirs" où les actions violentes de l'un reflètent et alimentent en retour celles de l'autre, et vice versa »⁷⁴⁹.

En ce sens, la confrontation armée en Colombie répond à la volonté des acteurs de « ne pas perdre la face » et « *les dénis de reconnaissance se métamorphosent en prophéties auto-réalisatrices : autrui, par son dénigrement incessant, devient effectivement un bad boy* »⁷⁵⁰.

Le processus mimétique entre les FARC et les AUC se manifeste de façon multiple. En premier lieu, pour les deux groupes, la population civile constitue le premier moyen de « résoudre leurs disputes ». La population civile devient la première victime des affrontements armés, le nombre d'homicides causés par le conflit, en dehors des combats, surpassant celui des tués en combat⁷⁵¹. Ce facteur produit une intensification du phénomène des déplacements internes massifs : autour de 5 millions de déplacés internes fuient les groupes armés et cherchent refuge dans les grandes villes, se concentrant dans leur périphérie. De nouveaux « dénis de reconnaissance » affectent ces populations déplacées qui non seulement n'ont pas d'accès aux mêmes droits et services que les habitants urbains installés de longue date (les villes ne disposant pas de l'infrastructure ou des ressources nécessaires pour recevoir ce flux important de population qui arrivait des zones les plus écartées du pays), mais sont aussi dans beaucoup de cas victimes de rejet (les déplacés sont considérés par certains citoyens comme des « acteurs » du conflit, et mis sur le même plan que les guérilleros et les paramilitaires) ou même deviennent

⁷⁴⁸ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 80

⁷⁴⁹ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 46

⁷⁵⁰ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 58

⁷⁵¹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

« invisibles », leur « existence » et leurs « droits » étant « ignorés » dans les grandes villes. Le « mépris » subi par ces populations participe à la poursuite de la violence en Colombie.

Les attaques des FARC et des paramilitaires contre la population civile prennent souvent la forme d'un « massacre »⁷⁵² de populations civiles soupçonnées par tel ou tel groupe d'avoir protégé ou informé l'autre⁷⁵³, créant une frontière bien définie entre ami et ennemi⁷⁵⁴. Le massacre, comme expression collective de la violence représente un scénario chargé de significations symboliques : les acteurs armés font acte de présence dans cet espace pour déployer des logiques de violence réelle-matérielle et symbolique comme moyen de disputer, de réitérer ou d'exercer le pouvoir. C'est la recherche d'un contrôle à travers la terreur⁷⁵⁵. Comme à l'époque de la Violence, les massacres suivent un rituel : menaces, tortures, mort publique, profanation des cadavres. Il s'agit d'un processus de « déconstruction et de destruction de l'ennemi à travers d'une série de pratiques sociales qui ne sont rien d'autre qu'une forme ritualisée de faire la guerre, à laquelle participent les différents acteurs et dont l'axe est constitué de significations symboliques »⁷⁵⁶.

Comme le remarque Philippe Braud :

« le niveau d'intensité de la violence est un facteur influent dans le déclenchement d'éventuelles réactions en chaîne ; mais importe aussi, on le verra plus tard, l'arrière-plan de la violence symbolique qui en surcharge le sens. Les interrogations suscitées par la dynamique de violence concernent d'abord le problème de son auto-alimentation. Elles concentrent aussi la question des restructurations politiques que peuvent provoquer des violences durables. Devant celles-ci, il est difficile de rester neutre ; on est souvent sommé de choisir son camp. Et comme ces violences s'inscrivent dans la mémoire de longue des groupes sociaux, elles contribuent à modifier la perception de leurs intérêts et de leurs aspirations »⁷⁵⁷.

⁷⁵² Massacre : « acte de liquidation physique violente, simultanée ou quasi-simultanée, de plus de quatre personnes dans un état d'absence de défense ». Uribe (María Victoria), Vásquez (Teófilo), *Enterrar y callar*, Bogotá, Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, 1993. p. 77.

⁷⁵³ Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

⁷⁵⁴ Daniel Pécaut développe une idée différente : « dans le cas colombien, l'accomplissement concret des atrocités suppose, certes, la réduction de la victime à un objet ou un animal. Mais la cruauté d'ensemble ne répond pas à une représentation globale qui serait fondée sur un déni de l'humanité de l'ennemi. Il faudrait pour cela que les camps soient immuablement délimités et porteurs de visions radicalement incompatibles. Cette cruauté est déterminée avant tout par des calculs éminemment rationnels. Le prosaïsme, c'est aussi cela : une pratique de la cruauté qui ne renvoie pas à la fantasmagorie d'une séparation originaire entre soit et l'autre mais cherche, tout simplement, à susciter une situation que ne paraîtra avoir d'autre issue qu'une transaction politique ». Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 132

⁷⁵⁵ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 72

⁷⁵⁶ Rivas (José Antonio), *op.cit.*, 2002, p. 3

⁷⁵⁷ Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004.

La guérilla et les groupes paramilitaires recourent aussi à une autre méthode commune, le terrorisme, par lequel ils cherchent à créer en l'autre « *un sentiment d'impuissance face à un adversaire insaisissable* »⁷⁵⁸. Selon le témoignage d'un guérillero des FARC, le terrorisme est un mécanisme essentiel pour influencer l'opinion publique parce qu'il permet d'impressionner et de désorganiser la population et à obliger en même temps l'« adversaire » à vivre dans une situation de peur et à adopter une position défensive, puisqu'il ne peut déterminer quand et où interviendra la prochaine attaque⁷⁵⁹. Pourtant, l'utilisation du terrorisme en Colombie, de la part de la guérilla, des paramilitaires et des narcotrafiquants, n'a pas conduit à une paralysie du gouvernement ou de l'opinion publique. De nouveau, au sein d'une société ayant un grand sens de l'honneur, l'existence de valeurs viriles, approuvant les déploiements de force comme un mécanisme de défense de sa propre identité, a conduit à une intensification de la violence de toutes les parties. Les paramilitaires répondent par des massacres, le gouvernement par des opérations armées et par la répression, aux actions terroristes de la guérilla.

Comme cela s'était produit à l'époque de la violence, dans les années 80 et 90, les « *actes de violence enclenchent des dynamiques complexes qui se manifestent non seulement dans le surgissement éventuel de contre-violences, mais aussi dans l'apparition de mécanismes psychologiques susceptibles de modifier considérablement les représentations de l'environnement social et politique* »⁷⁶⁰. Aux facteurs économiques, géostratégiques et politiques (augmentation des ressources pour la guerre provenant du trafic de drogues, établissement de couloirs stratégiques dans le pays pour la circulation de drogues, des armes et d'autres ressources illégales, affaiblissement de l'État et perte du monopole légitime de la violence, multiplication des acteurs armés...) qui permettent d'expliquer l'intensification de la violence en Colombie comme le renforcement militaire et territorial de la guérilla des FARC, pour avoir une meilleure compréhension du phénomène et de la dynamique de la violence, il faut ajouter les facteurs subjectifs,

⁷⁵⁸ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 37

⁷⁵⁹ *Ibid.* p. 37

⁷⁶⁰ Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 50

symboliques, moraux et identitaires qui apparaissent lorsque l'on étudie le processus d'un point de vue de la lutte pour la reconnaissance. L'évolution des FARC durant la décennie des années 80 et 90 ne peut pas être comprise sans tenir compte de :

- L'échec de l'option politique qui a conduit à une plus grande militarisation du mouvement ;
- Le renforcement d'une méfiance mutuelle et des perceptions faussées entre les divers acteurs du conflit ;
- La spirale de violence générée par le désir des divers acteurs armés de ne pas perdre la face vis-à-vis de l'« ennemi » ;
- Le sentiment de « mépris », d'« humiliation » que beaucoup d'individus ont expérimenté en face de l'augmentation des inégalités sociales et économiques (et la délégitimation de ces inégalités) et l'ascension sociale vertigineuse des chefs du trafic de stupéfiants, qui les a conduit à s'impliquer dans des activités illicites ou des activités armées – au sein de la guérilla des FARC – même si le risque de perdre la vie était bien plus grand que les récompenses économiques découlant de cette décision (la motivation de la recherche du prestige et de la reconnaissance sociale) ;
- L'introduction de nouvelles valeurs sociales, de mécanismes d'ascension et de reconnaissance sociale qui ont généré de nouvelles attentes de reconnaissance liées principalement à l'établissement d'identités idéalisées (recherche de reconnaissance d'une supériorité) plus que par la reconnaissance d'une égalité ;
- La construction d'une frontière « ami-ennemi » qui élimine la « neutralité » des options dont dispose la population civile dans ses relations avec les acteurs armés ;
- Le déplacement (suite aux violences de la guérilla et d'autres acteurs armés) générant la perception de nouveaux « dénis de reconnaissance » dans le domaine de l'affection, la solidarité et le droit qui continuent d'alimenter la violence physique et symbolique ;
- les attaques contre la population civile et les massacres qui génèrent de nouvelles victimes et de nouvelles dynamiques de recherche de vengeance

pour essayer de contrecarrer le sentiment d'impuissance des victimes et récupérer l'honneur et l'estime de soi.

La fin de la décennie 1990 connaît une dégradation de la situation. La légitimité du gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998) est sérieusement affectée par le « Procès 8 000 » c'est-à-dire, le processus judiciaire entrepris contre le président de la République accusé d'avoir touché de l'argent du trafic de stupéfiants durant sa campagne présidentielle. Le trésorier de la campagne, Santiago Medina, reconnaît avoir perçu des fonds du trafic de drogues, Ernesto Samper affirmant avoir tout ignoré de ce fait. Samper termine son mandat mais le « Procès 8 000 » a de profondes répercussions politiques car il démontre les liens multiples existant entre la classe politique colombienne et les narcotrafiquants. Sous la forte pression de l'opinion publique, une réforme politique est engagée pour garantir l'indépendance du gouvernement et de la classe politique vis-à-vis du narcotrafic. Cependant, malgré les problèmes politiques du gouvernement, celui-ci demeure en situation de « guerre ouverte » contre les guérillas, les paramilitaires et les cartels de la drogue.

« Or, la logique de confrontation entre chacun de ces acteurs est spécifique. La stratégie de déstabilisation des cartels de la drogue porte essentiellement sur la question de l'extradition : le gouvernement colombien veut autoriser l'extradition des chefs des cartels poursuivis aux Etats-Unis, afin qu'ils y soient jugés et condamnés. Les cartels s'y opposent très violemment (...). Les organisations paramilitaires deviennent véritablement des acteurs autonomes : si dans certaines régions elles servent de supplétifs à l'armée, dans d'autres elles deviennent de véritables contre-pouvoirs armés, instituant un régime d'ordre par la violence (...). Les guérillas, quant à elles, poursuivent leurs actions de contrôle territorial et d'influence politique, avec des relations complexes selon les différentes régions avec les trafiquants de drogue, parfois en guerre ouverte, parfois en coexistence »⁷⁶¹.

Aux commencements de l'an 2000, la situation de la guérilla des FARC correspond à l'hypothèse de Daniel Pécaut selon laquelle, la violence colombienne se situe dans trois temporalités combinées : une « temporalité de la violence traditionnelle » (ou de violence ancienne), une « temporalité de la violence moderne » (un mélange d'exclusion sociale, de ségrégation et disparition des anciennes barrières sociales basées sur la consommation et l'intégration à la

⁷⁶¹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 132

modernité), une « temporalité de la violence post-moderne » (provoquée par le phénomène de mondialisation)⁷⁶². Pour Pécaut, les FARC sont un bon exemple de cette synthèse de temporalités et de logiques, puisqu'elles combinent l'ancienne violence, exprimée dans ses racines paysannes, son caractère tellurique et l'insistance sur le problème agraire, avec la violence moderne, sa capacité d'insertion dans les régions de frontière agricole ouverte, et, dans une moindre mesure, dans les frontières agricoles fermées, à travers le contrôle et l'établissement de fonctions protoétatiques dans les processus de colonisation ainsi que la violence postmoderne, par son insertion dans la mondialisation à travers des fonctions de régulation, de contrôle social et politique, en majorité des régions de cultures et de production de coca et de pavot. C'est-à-dire un cas de mondialisation par des voies informelles et empiriques. Ces trois temporalités s'expriment simultanément et expliquent l'expansion et la croissance des FARC dans la décennie des années 90 et permettent de les caractériser comme une combinaison réussie d'une idéologie marxiste-léniniste, sur le plan politique, avec les revendications et la perception d'exclusion des jeunes ruraux et paysans, sur le plan social et subjectif et, pour finir sur le plan économique, avec sa capacité d'insertion, avec une souplesse inattendue du discours politique, dans les économies basées sur la culture et la production de coca et d'opium⁷⁶³. De telles contradictions chez les FARC, ou en d'autres termes, la combinaison des temporalités déjà évoquées sont mis en évidence durant le processus de paix menée durant le gouvernement d'Andrés Pastrana Arango (1998-2002).

2.2 De « belligérant » à « terroriste » : des blessures narcissiques et des dénis de reconnaissance mutuelle (1998-2002)

*« ... Et pour finir avec la balle.
Elle n'est pas mauvaise, elle n'est pas mauvaise.
Tout dépend de quand et qui la tire, de qui la tire... »⁷⁶⁴.*

⁷⁶² Pécaut (Daniel), « Estrategias de paz en un contexto de diversidad de actores y factores de violencia », dans *Los laberintos de la guerra : utopías e incertidumbres sobre la paz*, ed. par Leal (Francisco), s.l., s.i, 1999. p. 195. Cité par González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. pp. 51-52

⁷⁶³ *Ibid.* pp. 51-52

⁷⁶⁴ Arango (Carlos), *op.cit.*, 1984. p. 181

« Les guérilleros espèrent abuser l'Europe, qui a encore aujourd'hui une image faussée et romantique de leur lutte. Les européens se trompent : les FARC ont cessé depuis longtemps de défendre la cause du peuple pour devenir son fléau »⁷⁶⁵.

L'intensification de la violence et la radicalisation de l'affrontement entre les différents acteurs armés (guérilla, paramilitaires et forces armées), intervenues principalement durant la décennie des années 90, va générer une grande mobilisation nationale et internationale en faveur de la recherche d'une solution négociée ou pacifique au conflit. Dans ce contexte, divers processus que nous verrons dans ce chapitre ont favorisé la décision du gouvernement et de la guérilla d'entamer un processus de paix. En ce qui concerne les FARC, bien que celles-ci aient consolidé leur présence stratégique et renforcé leur capacité d'action militaire et de contrôle du territoire, l'organisation guérillera n'a pas réussi à préserver son image au sein de l'opinion publique internationale et n'est pas non plus parvenue à l'objectif, poursuivi depuis plus de 30 ans, d'« arriver au pouvoir ». Les membres de l'aile « politique » du mouvement vont accueillir favorablement l'idée d'une négociation. Quant au gouvernement, il affronte une crise de légitimité initiée durant l'administration Samper (avec le « Procès 8000 » pour les liens supposés avec le trafic de stupéfiants) et subit une forte pression de l'opinion publique nationale en faveur d'une recherche d'une solution pacifique à la crise violente déchirant le pays. Dans ce contexte, le gouvernement va rechercher lui aussi la promotion d'une solution négociée au conflit.

Cependant, comme nous le verrons plus loin, divers éléments à caractère symbolique, émotionnel ou identitaire, vont conduire à l'échec du processus de paix. Parmi ces éléments figurent le « mépris » que les négociateurs urbains ont fait ressentir à leurs interlocuteurs « ruraux », le sentiment d'une « humiliation » expérimentée par les représentants des FARC face à un traitement qu'ils estiment indigne d'eux, l'absence d'identités partagées solides qui favoriseraient le rapprochement entre les parties et la méfiance mutuelle installée depuis des années entre les acteurs. L'ignorance mutuelle existant entre les parties va produire différents dénis de reconnaissance qui vont aboutir à l'échec des négociations. Cet

⁷⁶⁵ Pinchao (John), *Evadé de l'enfer*, Paris, Florent Masso, 2008.

échec ne sera pas un simple « obstacle sur le chemin » mais va conduire à la modification de la perception de la guérilla par la population colombienne. D'un statut d'« ignorées », les FARC vont être « repoussées » par une majorité de l'opinion publique, ce qui va entraîner, durant au moins 8 ans (2002-2010), la fermeture de la voie « négociée ». Les armes vont recommencer à être perçues comme l'unique moyen de résoudre les difficultés entre des acteurs qui ne se reconnaissent pas mutuellement.

2.2.1. De la narcotisation du conflit au Processus de Paix : contexte historique

Comme nous l'avons vu à l'occasion de cet aperçu historique sur la guérilla des FARC, les sphères, besoins et dénis de reconnaissance, ne sont ni statiques ni immuables. Au contraire, elles évoluent en fonction des transformations sociales, politiques, économiques et culturelles vécues par un groupe social. Selon Axel Honneth, la manière dont sont définies les trois sphères de la reconnaissance (« affection », « droit » et « solidarité ») dans son livre *La lutte pour la reconnaissance*⁷⁶⁶, pourrait donner l'impression que celles-ci sont immuables et totalement indépendantes les unes des autres. Or, en réalité, les sphères de la reconnaissance se développent historiquement⁷⁶⁷ et établissent des relations entre elles (« un schéma de reconnaissance peut ainsi en “envahir” un autre »⁷⁶⁸). Selon Axel Honneth, la partie de la reconnaissance qui pourrait être considérée comme « anthropologique » est stable : « les êtres humains dépendent des formes sociales de reconnaissance pour pouvoir développer une identité et pour parvenir à une certaine compression et une forme suffisante d'auto-relation »⁷⁶⁹ mais aussi « il y a des formes de reconnaissance qui sont institutionnalisées comme pratiques sociales dans une société déterminée »⁷⁷⁰. Comme l'indique Brice Poreau, « c'est toujours, en effet, à des interactions ou à des contextes sociaux particuliers que les

⁷⁶⁶ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000.

⁷⁶⁷ Marcelo (Gonçalo), « Recognition and Critical Theory today : An interview with Axel Honneth », *Philosophy and Social Criticism*, 39 (2), 2013. p. 210

⁷⁶⁸ *Ibid.* p. 211

⁷⁶⁹ *Ibid.* p. 210

⁷⁷⁰ *Ibid.* p. 210

individus associent leur sentiment d'injustice, et c'est toujours également contre eux qu'ils dirigent leurs griefs en matière de justice »⁷⁷¹.

À la fin des années 90, le contexte émotionnel, symbolique, identitaire dans lequel se développe la lutte armée de la guérilla des FARC est composé de plusieurs éléments. D'une part, l'apparition et le renforcement du trafic de stupéfiants sont particulièrement notables ainsi que l'implication de la guérilla à toutes ses différentes étapes : fabrication, distribution, commercialisation et exportation de la cocaïne et de l'héroïne⁷⁷². Dans les régions de colonisation récente et, principalement dans celles de production⁷⁷³ :

Certaines « colonnes de guérilleros se sont transformées en armées privées, autonomes, très mal contrôlées par leur États-Majors, dont le but essentiel est de se perpétuer et de s'enrichir par le racket, le trafic de drogue et l'industrie de l'enlèvement (...). Bref, la guérilla a dégénéré en une mafia rurale qui prospère, en symbiose avec les autres mafias, en tirant partie de l'anarchie qui règne dans les campagnes. Les commandant des fronts sont les nouveaux *gamonales* de la Colombie. Ils ne peuvent plus prendre le pouvoir, d'autant plus qu'ils sont devenus un élément de ce pouvoir »⁷⁷⁴.

Le changement des objectifs et de la composition sociale de nombreux fronts guérilleros, correspond à la transformation morale induite par le narcotraffic dans la société colombienne. Comme le remarque Jean-Pierre Minaudier :

« Toutes les valeurs ont été bouleversées par l'émergence brutale d'une nouvelle élite exclusivement formée de malfaiteurs, fabuleusement riches (...) formé de sous-prolétaires parvenus, vulgaires et m'as-tu-vu. L'argent facile est devenu un modèle de société (...). Il est devenu clair, aux yeux de tous les Colombiens, que la façon la plus simple et la plus rapide de s'enrichir dans leur pays n'est pas le travail, mais le crime. C'est pourquoi dans les quartiers pauvres des grandes villes, on recrute des tueurs (*sicarios*) de douze ans »⁷⁷⁵.

Ce phénomène amène aussi l'augmentation des effectifs de la guérilla et des paramilitaires. Selon Hernán Quintero, il existe une corrélation entre l'augmentation du nombre de personnes travaillant dans le trafic de coca et celle des effectifs de la guérilla. En 1991, 23 100 cultivateurs de coca sont recensés pour

⁷⁷¹ Poreau (Brice), *op.cit.*, 2011. p. 96

⁷⁷² Position commune 2004/309/PESC mettant à jour la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme du Conseil de l'Union Européenne, 2 avril 2004.

⁷⁷³ Les fronts des FARC transformant la cocaïne sont au nombre de trois: Arauca, Norte Santander, Llanos Orientales et Guaviare. Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 436

⁷⁷⁴ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. pp. 311 et 313

⁷⁷⁵ *Ibid.* p. 302

7 400 guérilleros, ce ratio passe à 46 446 cultivateurs pour 10 711 guérilleros en 1995, puis 50 000 cultivateurs pour 21 000 guérilleros en 1998⁷⁷⁶.

De plus, à la fin de la décennie des années 90, les FARC ont réussi à consolider leur présence et leur influence dans plusieurs municipalités du pays⁷⁷⁷. La guérilla des FARC remplit ainsi beaucoup de fonctions « étatiques » et exerce un contrôle social sur ce qu'elle appelle la « République Indépendante Démocratique du Sud » ou « Caquetania »⁷⁷⁸. Entre autres activités, la guérilla délivre des services basiques en matière de santé, d'éducation, de traitement des eaux, d'infrastructures. Elle se charge par ailleurs de rendre la justice et d'exécuter les mesures coercitives décidées (« *la guérilla rend une "justice populaire" expéditive mais efficace, suppléant ainsi l'incurie des autorités* »⁷⁷⁹). Il ne s'agit pas de mesures de fond ou de solutions définitives ou même de long terme aux problèmes des communautés, mais ces mesures représentent du moins un élément d'amélioration des conditions précaires vécues par certaines populations isolées au centre du pays. En revanche, « *il n'est pas question de redistribution des terres ou d'autres mesures sociales, cela ferait diminuer les bénéfices* »⁷⁸⁰ issus du narcotrafic ou d'autres activités illégales comme les enlèvements ou les extorsions. Pour une part, il s'agit de « de conquérir le cœur et les esprits » des communautés et d'autre part, de les contrôler par la terreur. Concernant le premier aspect, faisant référence aux « cliniques » de la guérilla, l'un des médecins guérilleros affirme : « *ce que nous recherchons quotidiennement, c'est de gagner les masses. Parce que celui qui gagne les masses, gagne la guerre. Nous le faisons aussi parce que nous sommes issus du peuple et travaillons pour le peuple* »⁷⁸¹. Quant au contrôle par la terreur, « *c'est un ordre moral des plus réactionnaires qu'elle [la guérilla] fait régner par l'intimidation ou le meurtre* »⁷⁸². La guérilla détermine quels comportements peuvent être considérés comme « acceptables » ou non dans les interactions sociales. Par exemple, l'homosexualité n'est pas autorisée dans les populations sous contrôle des FARC. Selon le témoignage d'un habitant de la

⁷⁷⁶ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 436

⁷⁷⁷ La guérilla est alors présente dans 58 % des municipalités colombiennes. Rohl (Katharina), *op.cit.*, 2004.

⁷⁷⁸ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 41

⁷⁷⁹ Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, p. 312

⁷⁸⁰ *Ibid.* p. 312

⁷⁸¹ Penhaul (Karl), « Las FARC desde adentro, modelo 2011 », *El Espectador*, 30 avril 2011, (en ligne).

⁷⁸² Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 312

municipalité de Meseta (où est présent le Front 27 des FARC), dans le département du Meta, « deux lesbiennes vivaient ici. Les membres de la guérilla leur ont dit qu'il fallait qu'elles quittent la municipalité. Un mois plus tard, elles avaient "disparu". Certains disent qu'elles ont été tuées. Leur liaison était de notoriété publique. Elles vivaient ensemble. Elles avaient fini par être plus ou moins acceptées dans la ville »⁷⁸³.

Le pouvoir dont jouit la guérilla dans certaines régions du pays, et l'exercice de fonctions de gouvernement politique, économique, social et moral renforcent le « prestige » ou la reconnaissance sociale des combattants de la guérilla. Ainsi, en Colombie, la violence trouve aussi sa source dans la recherche de prestige, d'estime de soi, en tant qu'individu et au sein d'un groupe. Comme le remarque Xavier Crettiez dans son livre sur les formes de la violence, « la violence (...) fonctionne comme une véritable machine d'ascension sociale pour des jeunes sans perspectives, soudainement interlocuteurs des pouvoirs et valorisés dans une posture de combattant leur offrant à terme une reconnaissance sociale nouvelle »⁷⁸⁴. Pour les groupes peu ou pas reconnus, la maîtrise de la violence, bien qu'elle soit dévalorisée au niveau du discours dans la société, leur permet de transformer leur infériorité sociale en supériorité de comportement et de jouir d'une toute-puissance qui leur permet d'imposer un respect basé sur la peur⁷⁸⁵. L'appartenance à un groupe armé leur permet de donner libre cours à leurs désirs ou passions personnelles. Selon le témoignage d'un enfant déplacé par la violence, son père et tout sa famille ont du quitter leur village parce qu'un guérillero les menaçait. Ce dernier avait rejoint les FARC pour se venger du père de l'enfant qui plaisait à sa fiancée.

« Je suis ici par la faute du déplacement que nous avons subi, là-bas, à la ferme à cause d'un problème que mon papa a eu avec un monsieur (...) Le problème est venu d'un garçon de la propriété (...) il avait une fiancée et mon papa plaisait à cette fiancée. A cause de cela, il y a eu des bagarres; mon papa est allé offrir une coupe de *aguardiente* (eau-de-vie) au monsieur et, alors, celui-ci a pris la machette de mon papa et, avec celle-ci, lui a donné un coup. Alors, mon papa l'a frappé au cou et l'a quasiment tué. Alors, le monsieur, deux jours

⁷⁸³ Amnesty International, *Colombie: Le conflit armé favorise les violences sexuelles à l'égard des femmes*, Document Public, Londres, 13 octobre 2004. p. 31

⁷⁸⁴ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2008. p. 40

⁷⁸⁵ *Ibid.* p. 42

après, a rejoint la guérilla pour se venger de mon papa et, comme il savait que mon papa ne connaissait pas la ville, il a cru que mon père ne quitterait pas le village pour y aller »⁷⁸⁶.

Dans ce dernier cas, la guérilla (mais plus généralement, tous les acteurs armés) se convertit en référent et moyen pour résoudre des conflits personnels puisque, grâce à son appui (par la force du groupe et des armes), il est possible d'arriver à des solutions rapides et effectives qui affectent radicalement la vie de l'adversaire, provoquant son élimination ou son expulsion du lieu où il vit.

Étroitement relié à l'expansion et au renforcement du trafic de stupéfiants, à l'influence et à l'ascendant acquis par les FARC dans certaines zones du pays, un troisième élément marque le contexte de la lutte guérillera à la fin des années 90. Il s'agit de l'intensification de la violence causée par l'affrontement de la guérilla et des paramilitaires (ainsi que des forces armées) qui se manifeste principalement dans les attaques contre la population civile. Ceux qui sont considérés comme des « collaborateurs » de l'un ou de l'autre bord, sont alors désignés comme « objectifs militaires ». Dans les zones sous contrôle des FARC, il est, par exemple, interdit aux femmes d'entretenir n'importe quel type de relation avec les militaires. Il leur est défendu de s'approcher des casernements ou de les laisser entrer dans leurs maisons:

« Les femmes et les adolescentes sont soumises à une surveillance régulière et les “fautives” sont parfois violées, à titre de punition et pour faire un exemple à l'intention de l'ensemble de la population féminine (...). En février 2002, dans la municipalité de Saravena (département d'Arauca), le 45e Front des FARC a distribué des tracts dans lesquels il déclarait que les femmes qui se rendaient dans les cantonnements de l'armée et dans les postes de police étaient des cibles militaires. “Nous informons par la présente les femmes qui fréquentent les installations militaires appartenant soit à l'armée, soit à la police, qu'elles seront considérées comme des cibles militaires”, pouvait-on lire dans ce tract »⁷⁸⁷.

Les massacres et les meurtres sélectifs se succèdent. Entre 1993 et 2003, le nombre moyen de massacres par an dépasse les 500. Leurs auteurs sont les paramilitaires, les cartels de narcotrafiquants, les délinquants de droit commun, les

⁷⁸⁶ Témoignage d'un jeune déplacé (Ibagué). Vera (Angela), Parra (Francisco), Parra (Rodrigo), *Los estudiantes invisibles*, Ibagué, Banco Interamericano de Desarrollo- Universidad del Rosario- Universidad de Ibagué, 2007. p. 15.

⁷⁸⁷ Amnesty International, *op.cit.*, 2004. p. 31

bandes urbaines ou la guérilla (y compris les FARC⁷⁸⁸). Bien que la majorité des massacres puisse être attribuée aux paramilitaires et narcotrafiquants, les FARC en commettent aussi leur part.

« Les massacres commis par les FARC ont au début pour théâtre la région de l'Urabá (...). En 1993, les FARC ouvrent notamment le feu à Apartadó, la principale concentration urbaine de l'Urabá, sur les habitants d'un quartier tenu par les anciens de l'EPL, causant près de trente morts. Elles procèdent à bien d'autres massacres dans le Caquetá, le Cauca, le Chocó ou l'Arauca. Dans des régions de culture de drogue disputées aux paramilitaires, elles y recourent souvent, en réponse ou non à ceux pratiqués par leurs adversaires. Un seul exemple: en juin 2004, elles tuent 34 paysans à la Gabarra, dans le Nord Santander. L'une de leurs actions les plus atroces se déroule le 2 mai 2002 à Bojayá (...), Chocó, (...) elles lancent des bombes d'explosifs sur une église où s'étaient réfugiés les habitants et le feu fait 119 victimes civiles dont 45 enfants »⁷⁸⁹.

Les actions de la guérilla ne se limitent pas aux massacres de civils proprement dits. Elles concernent aussi des meurtres collectifs d'élus municipaux, à la création de champs de mines dans les chemins communaux, écoles, et lieux de récréation communautaires (parcs, terrains de football). Les enlèvements et les prises de villages par la force sont aussi très utilisés par les FARC. En ce qui concerne les enlèvements :

« Chaque année plus de 3 000 personnes sont enlevées, la plupart par les guérillas qui lancent de véritables raids pour capturer leurs victimes (...). La pratique du kidnapping avait été adoptée dans les années 1970 par les organisations de guérilla comme une pratique "légitime" pour se financer (...). Les hommes d'affaires et les enfants sont les plus visés par les guérillas marxistes. Entre 1999 et 2002, les kidnappeurs ont enlevé 1657 hommes d'affaires et 1162 enfants. Victimes aussi : des employés, des fonctionnaires, des ingénieurs, des éleveurs, des chauffeurs, des agriculteurs, des policiers, des étudiants, des militaires, et même des femmes au foyer »⁷⁹⁰.

Les enlèvements ont clairement une finalité économique (comme source de financement) mais aussi une composante stratégique-symbolique : il s'agit de contrôler la population au travers de la peur et de disposer d'un moyen de pression sur le gouvernement. C'est pourquoi les FARC séquestrent des hommes politiques, des militaires, des policiers, mais aussi des personnes ayant de faibles ressources

⁷⁸⁸ Voir Grupo de Memoria Histórica, *¡Basta ya! Colombia: Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional, 2013.

⁷⁸⁹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 114

⁷⁹⁰ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. pp. 445 et 447

financières. Sur la route de Cusagüí, municipalité de La Uvita (Boyacá), des guérilleros du Front 28 des FARC ont ainsi enlevé une paysanne pour obliger sa famille à leur remettre 10 poussins et poules qu'ils possédaient dans leur ferme⁷⁹¹. Les enlèvements représentent l'un des principaux obstacles aux négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla. Tant en ce qui concerne les pourparlers menés par Belisario Betancur que dans le cas du processus de paix du gouvernement d'Andrés Pastrana, la guérilla a poursuivi les enlèvements alors qu'elle s'était engagée à les arrêter.

En ce qui concerne la prise armée de villages, le phénomène s'intensifie à la fin des années quatre-vingt-dix. L'Etat-major des FARC décide de passer définitivement à une stratégie offensive pour démontrer, d'une part, sa capacité et sa puissance militaire, et d'autre part, pour assurer son processus d'expansion territoriale. Au départ, l'objectif des attaques de villages se concentre sur la prise des postes de police ou des mairies. Pour y parvenir, la guérilla se sert, en plus des armes « traditionnelles », de bombes de fabrication artisanale. Elle utilise principalement les bombonnes de gaz⁷⁹² que les guérilleros remplissent de fragments de métal (et selon des témoignages, d'excréments pour produire des infections chez les personnes blessées par les débris provoqués par l'explosion). Cependant, les actions armées de la guérilla se limitent rarement aux seuls objectifs militaires, proprement dits, et souvent les victimes de ces attaques sont des civils. Le récit suivant, recueilli en février 2010 auprès d'un témoin, décrit la prise armée du village de l'Espino (département de Boyacá), par les FARC :

« – Comment s'est passée la prise de l'Espino ? – C'était il y a environ 10 ans, à la fin du mois de septembre. La guérilla est arrivée à l'improviste en faisant feu de toute part, et les gens se sont enfermés chez eux. En général, l'objectif est le poste de police et la mairie. Cette nuit là, les guérilleros n'ont pas agi comme cela, mais ils ont commencé à sortir les habitants des maisons qui bordent la place centrale où est située la mairie, gardée par une quinzaine de policiers qui sont parvenus, dans leur majorité, à s'enfuir par les maisons voisines vers les champs. Une fois celles-ci vidées, ils ont répandu de l'essence dans les

⁷⁹¹ Entretien avec « Leonardo Fernández », agriculteur. Réalisé le 19 février 2010. Lieu : municipalité de La Uvita (département de Boyacá).

⁷⁹² « Et la guérilla utilise de nouvelles formes de cylindres : le *Transmilenio*, deux réservoirs réunis de cinquante kilos. Le Ramillete, avec treize chevilles de quatre pouces et quatre kilos d'explosifs et de mitraille chacun. Mitraille composée d'écrous, de sphères, de petits morceaux de baguettes, des morceaux de vis qui quand ils explosent dans l'air retombent en pluie. Chaque morceau en acier est une balle ». Castro Caicedo (Germán), *Sin tregua*, Bogotá, Editorial Planeta, 2003. p. 20

maisons et les ont incendiées. Toute la place, environ 30 maisons sauf deux, a été détruite. Dans l'une de ces maisons, ils ont frappé la propriétaire qui refusait de partir pour la faire sortir. Il n'y a pas eu de morts civils mais beaucoup de maisons, en plus de celles ayant brûlé, ont été endommagées par les secousses causées par l'explosion de plusieurs bombes-cylindres lancées contre la mairie ou ayant éclaté dans le parc principal. Les guérilleros sont restés dans le village environ trois heures jusqu'à ce qu'ils entendent l'arrivée de l'avion fantôme [de l'armée] qui a commencé à survoler la population mais qui a fait feu très peu par crainte à blesser les civils. Ils se sont cachés dans des bâtiments jusqu'à ce que l'avion disparaisse puis ont fui vers les montagnes proches. Environ une demi-heure après le commencement d'une nouvelle journée, les gens ont commencé à sortir dans les rues et à chercher leurs parents, heureux d'être encore en vie. Ils savaient, par l'expérience d'autres lieux, que les *guerillos* avaient accompli ce qu'ils étaient venus faire et ne reviendraient pas de sitôt. Alors, dans le cas de l'Espino, les gens sont allés voir les dégâts causés aux maisons, à présent fumantes, et se sont entraidés en logeant ceux qui n'avaient plus de toit. Une messe a un peu calmé les esprits et la vie a repris son cours. La vie a si bien continué que peu de temps après, dans le village voisin, distant d'à peine à 15 kilomètres, ont commencé les fêtes annuelles pendant lesquelles il était connu que les guérilleros se promenaient librement. Chiscas est un territoire limitrophe du Venezuela où la guérilla se réfugiait facilement. De plus, à cette époque, la présence de l'Etat était quasiment nulle »⁷⁹³.

Dans de nombreux cas, la guérilla réalise des attaques armées répétées et périodiques contre de petites populations sans chercher à s'en assurer le contrôle d'une manière définitive. C'est le cas, entre autres, du village de Toribío (dans le nord-ouest du Cauca) qui compte 30 000 habitants. Toribío a été attaqué par la guérilla 129 fois en trois ans (entre 2007 et 2010) et environ 600 attaques de guérilleros sont répertoriées depuis le 13 janvier 1983, avec une moyenne de deux par mois pendant 27 ans. Une habitante remarque que dans Toribío, « *la mort nous poursuit, mais nous sommes plus rapides* »⁷⁹⁴. Pourquoi attaquer constamment ces communautés ? De nouveau, la stratégie de la terreur comme mécanisme de contrôle apparaît comme étant la réponse la plus adéquate, accompagnée de la nécessité, pour le groupe armé, de montrer sa force en face de la population, du gouvernement, mais surtout des autres acteurs armés⁷⁹⁵. Le harcèlement exercé par

⁷⁹³ Entretien avec « Saúl Esteban », travailleur indépendant. Réalisé le 10 février 2010. Lieu : El Espino (département de Boyacá).

⁷⁹⁴ « La muerte nos persigue, pero somos más rápidos », Semana, sábado 4 Diciembre 2010 (en ligne).

⁷⁹⁵ « Ce village de Toribío, ainsi que ceux de Caloto, Corinto et Jambaló, constitue, depuis 2008, l'un des principaux lieux d'affrontement de la Sécurité Démocratique, et les forces armées y stationnent des bataillons mobiles, des unités blindées et des forces spéciales. Mais les FARC veulent aussi s'assurer du contrôle de la coca et de la lucrative activité de la transporter par le Pacifique. Le colonel Carlos Rodríguez, commandant de police du département, estime qu'il y a

les FARC peut avoir aussi une conséquence importante : parfois, il produit une rupture entre la population et les forces militaires, parce que, pour organiser les prises de villes, la guérilla s'appuie sur des informateurs locaux ou des miliciens, brouillant la frontière entre civils et acteurs armés, compliquant l'action de l'armée qui doit « *protéger une population perçue comme hostile et remplie d'ennemis* »⁷⁹⁶.

Les actions des FARC, comme celles des autres acteurs armés (paramilitaires, narcotrafiquants, forces armées ...) alimentent le phénomène du déplacement interne dans le pays. Fuyant cette entité sans forme qu'est la « violence », des millions de personnes ont abandonné leurs foyers pour se réfugier dans les villes, principalement à leur périphérie. Le désir de sortir de la situation paralysante générée par le fait d'être une victime de la violence, ajouté aux nouvelles humiliations que les « déplacés » subissent après être arrivés en ville, se transforment en nouveaux dénis de reconnaissance, et parfois, en nouvelles raisons de recourir à la violence ou de prendre les armes. Ainsi, les témoignages suivants d'enfants déplacés sont très révélateurs :

« Ils me donnaient des surnoms, par exemple le paysan déplacé. Les plus grands m'attrapaient ; moi, j'étais un enfant tranquille et me battre ne me plaisait pas beaucoup. Ils me voyaient là, calme et me battaient, me crachaient dessus. Mais aujourd'hui plus personne ne se moque de moi ; ils ne peuvent plus me donner de claques parce que maintenant je ne me laisse plus faire et je riposte. Mais cette image du temps où je servais de défouloir m'est restée et maintenant, mon état d'esprit a changé »⁷⁹⁷;

« Au collège, je n'ai pas eu de problèmes. La vérité, je me suis intégré rapidement ; j'ai su gagner la confiance de mes camarades. Avant, ça ne me plaisait pas de me lier à eux parce que j'étais très naïf. Personne ne m'entendait dire de gros mots. C'est pourquoi je me tenais toujours à l'écart. Pour cela, mes camarades m'embêtaient et me harcelaient pour me mettre en colère et m'entendre dire des gros mots. Aujourd'hui, j'ai changé. Je dis des gros mots »⁷⁹⁸.

Dans certains cas, les enfants qui ont été déplacés suite aux actions de la guérilla, souhaitent s'engager plus tard dans l'armée ou dans les groupes paramilitaires. Ainsi, une mère déplacée rapporte :

800 hectares semés de feuilles de coca dans ces montagnes, et rapporte que déjà 60 tonnes de marijuana ont été saisies ».

Ibid.

⁷⁹⁶ *Ibid.*

⁷⁹⁷ Vera (Angela), Parra (Francisco), Parra (Rodrigo), *op.cit.*, 2007. p. 50

⁷⁹⁸ *Ibid.* p. 50

« Au début, mon fils avait peur parce qu’il pensait qu’ici aussi... Je lui ai dit : “Ici, *papi*, la chose est différente. Là-bas c’était un village et ici c’est la ville même si, ici aussi, il y a du danger”. Au départ, mon fils se réveillait en criant que la guérilla allait l’attraper, allait le tuer et je lui disais : “*papi*, ici c’est la ville et l’armée est stationnée tout autour”. Et, il me disait : “c’est vrai qu’il y a beaucoup d’armée, *mami* ?”. Il a cette grande idée de vouloir devenir militaire, pour partir combattre. Et je lui dis que là n’est pas la question. “Tu peux être un bon travailleur dans n’importe quel domaine ou tu peux suivre la carrière militaire”. Mais lui, il est obsédé par le fait qu’il veut être militaire »⁷⁹⁹.

De plus, comme évoqué auparavant, les FARC conduisent aussi des actions contre des bases de l’armée et de la police. Il s’agit pour elles de démontrer la réalité de leurs capacités militaires malgré leur condition d’armée révolutionnaire itinérante et les attaques des militaires et paramilitaires. Ainsi, par exemple, le 30 août 1996, la guérilla prend d’assaut la base militaire de *Las Delicias* (située entre les départements du Putumayo et du Caquetá). 450 guérilleros combattent environ 100 militaires présents dans la base. Si l’on ne connaît pas le nombre de pertes subies par les FARC, l’armée déplore 27 militaires tués, 16 blessés et 60 kidnappés (faits « prisonniers de guerre » selon les FARC). Les militaires détenus à *Las Delicias* sont relâchés 10 mois plus tard, en gage de « bonne volonté » envers le gouvernement d’Ernesto Samper qui accepte, pour obtenir la libération de ses soldats, la démilitarisation de la commune de Cartagena del Chairá (Caquetá) : « dans cette circonstance, en juin 1997, le gouvernement de Ernesto Samper se voit obligé de retirer l’armée de 40 000 kilomètres carrés de territoire pour faciliter la remise de 70 militaires. En un véritable spectacle qui comprend les médias, des observateurs internationaux, les commandants des FARC de la région, il devient clair que la guérilla cherche à valoriser son image à l’extérieur du pays »⁸⁰⁰. Le geste de Samper est publiquement critiqué, dans des termes très durs, par le haut commandement militaire qui lui reproche d’avoir cédé « au chantage » et aux exigences de la guérilla. Pour certains analystes, la décision de Samper, renforce la croyance de la guérilla dans l’idée qu’il est nécessaire de continuer à enlever des militaires et des hommes politiques pour exercer une pression sur le gouvernement. Les FARC proposent à cette occasion un échange, appelé par la suite « accord ou échange humanitaire », entre les soldats libérés et des guérilleros

⁷⁹⁹ *Ibid.* p. 122

détenus dans diverses prisons du pays. Effectivement, les FARC continuent de réaliser des prises armées de bases militaires, faisant prisonniers à chaque occasion les survivants. Le 21 décembre 1997, un groupe de 300 guérilleros des FARC attaquent une base militaire où se trouve la station de communications de l'armée sur la montagne de Patascoy, entre le Nariño et le Putumayo. 22 soldats sont tués et 18 sont enlevés. Presque 4 ans après Patascoy, le 26 juin 2001, 16 d'entre eux sont libérés. 2 soldats vont demeurer cependant aux mains des FARC plus de 10 ans : Paul Emilio Moncayo et Libio José Martínez. Pablo Emilio Moncayo est libéré de façon unilatérale le 30 mars 2010 par la guérilla après 12 ans de captivité. Son père, le professeur Gustavo Moncayo, a visité 14 pays, parcouru 1 000 kilomètres à pied (entre la ville de Pasto et Bogotá) et 1 200 autres kilomètres (entre Bogotá et Caracas, au Venezuela) pour obtenir la libération de son fils, et l'appui de la communauté internationale ainsi que du gouvernement à la proposition d' « échange humanitaire ». Libio José Martínez est exécuté par les FARC après 14 ans de captivité⁸⁰¹.

Le Secrétariat des FARC ordonne aux commandants de blocs et de fronts d'utiliser des bombes de gaz chargés d'explosifs et d'enlever des soldats ou des policiers lors des attaques contre les populations et les installations militaires. Il ordonne aussi d'enregistrer des vidéos de la préparation des raids et de leur déroulement. Des enregistrements de ce type sont réalisés lors la prise de deux bases militaires et de la base antinarcotique de la police à Miraflores (Guaviare), le 3 et 4 août 1998. L'assaut des FARC contre la base de Miraflores fait quarante morts parmi les membres de la force publique, plus de cinquante blessés et une centaine de soldats prisonniers. Le combat oppose pendant dix heures les 190 soldats surveillant les installations à 1 200 guérilleros du Bloc Oriental. Chaque détail de l'attaque sanglante militaire a été gravé sur des caméras vidéo, de même que l'attaque contre les installations de Police de Mitú, dans le Vaupés, de Prado et Dolores, dans le Tolima et contre les stations du Puerto Rico et de Puerto Lleras

⁸⁰⁰ « Los 12 del pátibulo », *Semana*, 14 septembre 1998, (en ligne).

⁸⁰¹ Des opérations militaires ayant été menées dans la zone de Solano (Caquetá), afin de trouver une position des FARC, qui, selon des informateurs, abritaient des personnes enlevées, les guérilleros, sentant l'armée se rapprocher, exécutent d'une balle dans la tête 4 officiers détenus en leur pouvoir : le sergent de l'armée, Libio José Martínez et trois policiers : le colonel Edgar Yesid Duarte, le major Elkin Hernández Rivas et le sergent Álvaro Moreno. Le sergent de police, Luis Alberto Erazo Maya, après trois ans de captivité, parvient à s'échapper.

dans le Meta. Les images montrent les policiers prisonniers, abattus, défaits et sans défense. Par la suite, les FARC utilisent des centaines de vidéos de ce type comme propagande. Un mois après la réunion de Caquetania, sur ordre de « Reyes », les guérilleros publient les images et réalisent un film intitulé *Prisonniers de guerre capturés par les FARC-Armée du Peuple de la République Indépendante Démocratique du Sud*. La vidéo se termine avec un message de « Raul Reyes » où il insiste sur le fait que le groupe guérillero maintient active la lutte armée dans le pays et qu'il est prêt à prendre les rênes du pouvoir comme force belligérante :

« Il n'y a pas d'autres raisons aux actions qui sont réalisées que de montrer à l'État qu'il existe un peuple insoumis, qu'il existe un peuple qui veut des changements. De plus, l'État a une force publique répressive, qui défend les intérêts des corrompus et des *politiqueros*, qui porte les armes de l'État. Dès lors, les FARC réalisent ces actions, avant tout, pour récupérer cet armement qui devrait être au service du peuple et être particulièrement dédié à la défense des frontières de notre pays. Pour cela, notre lutte révolutionnaire doit être reconnue dans le cadre des protocoles de Genève, qui nous offrent la possibilité d'être considéré comme force belligérante". Le numéro deux des FARC a ordonné aux cellules politiques, installées dans vingt-deux pays d'Europe et d'Amérique Latine, de distribuer cette vidéo dans des officines publiques, des organisations non gouvernementales et des partis de gauche »⁸⁰².

Dans le cadre de l'analyse des dynamiques émotionnelles et symboliques qui ont modifié la « lutte par la reconnaissance » de la guérilla, la décision des FARC de réaliser des prises armées de bases militaires, de séquestrer des soldats et des policiers, de filmer ces actions pour les utiliser comme outil de « propagande » apparaît révélateur. Cette attitude semble confirmer l'hypothèse que la guérilla n'est déjà plus intéressée par la reconnaissance nationale (dans le sens de disposer de l'appui de l'opinion publique colombienne). La guérilla paraît seulement se préoccuper de son image par rapport à l'opinion internationale vis-à-vis de laquelle elle tente de justifier les actions réalisées. Ainsi, pour justifier les attaques visant des bases militaires, les FARC avancent qu'elles ont besoin d'obtenir des armes pour lutter contre un gouvernement qu'elles considèrent comme oppresseur. Si des militaires et des policiers sont séquestrés, c'est parce que la Colombie se trouve engagée dans une situation de conflit armé avec deux forces belligérantes opposées, et que la dynamique d'un conflit implique de prendre des « prisonniers

de guerre ». Enfin, si les FARC attaquent la population civile, il s'agit d'« erreurs » qu'elles essaient ensuite de corriger. Dans une entretien accordée à Raul Benoit, journaliste colombien d'origine française, Víctor Julio Suárez Rojas, alias « Jorge Briceño Suárez » ou « Mono Jojoy », à la question : « *Vous vous dites l'armée du peuple, si vous êtes l'armée du peuple, pourquoi attaquez-vous le peuple ?* », répond :

« Bon... nous avons commis des erreurs, les bonbonnes, les explosifs que nous fabriquons sont à destination des forces armées de l'Etat. C'est avec eux que nous nous battons. Mais comme ces quartiers, ces garnisons militaires, sont situés au sein de la population civile, alors c'est là que les bombes tombent et que des civils meurent. Ce n'est pas notre intention. Alors nous réfléchissons pour voir si, à l'avenir, nous pouvons corriger cela et n'employer ces méthodes que contre les forces armées. Parce que si nous sommes l'armée du peuple, nous ne devons pas tuer le peuple. Ce n'est pas notre ligne stratégique. Alors, je le dis, ce sont des erreurs que nous avons commises et qu'à l'avenir nous allons corriger. Parce que comme ça, ça ne va pas. Disons que le monde ne le comprend pas. Et nous n'aurions aucune raison, nous autres, de rester là-dedans. Je serais le premier à partir parce que je ne suis pas ici pour cela. Je suis ici pour lutter pour la dignité des colombiens. Pour aider ceux qui vivent dans la misère à en sortir. Pas pour les tuer. C'est pourquoi nous sommes en train de corriger la situation. Ce sont des erreurs que nous avons commises et nous ne pouvons pas nier leur réalité »⁸⁰³.

Pourquoi les FARC décident-elles avant tout de se concentrer sur leur image internationale sans se préoccuper davantage de défendre leur légitimité interne, de plus en plus détériorée ? Deux facteurs peuvent expliquer ce choix. D'une part, dans les régions où la guérilla est présente (même dans celles où se trouvent les paramilitaires et les autres guérillas), les FARC ont réussi à consolider leur pouvoir à travers les armes et la terreur. Comme le remarque Hannah Arendt, « *le moyen le plus efficace pour fixer les humains est la terreur continue : pas seulement la terreur nécessaire à l'installation du système, ni la terreur au profit d'une volonté tyrannique mais la terreur sans but, sans fin, celle qui paralyse toute pensée, qui empêche tout échange et qui arrive ainsi à la destruction de tout groupe* »⁸⁰⁴. Elles sont devenues une autorité, elles définissent les lois, et exercent le pouvoir sans se préoccuper de savoir si la population les appuie « sincèrement »

⁸⁰² Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. pp. 40-41

⁸⁰³ Benoit (Raúl), *op.cit.*, 2010.

ou non. De plus, grâce à l'usage de la force et de la terreur, les effectifs de la guérilla ont continué d'augmenter, le recrutement forcé étant très utilisé par les FARC. La terreur permet de s'assurer que les « recrues » restent dans les rangs des FARC. En effet, les guérilleros sont menacés (ainsi que leurs familles), par les commandants, afin de les dissuader de l'idée de bénéficier des mesures d'amnistie proposées par le gouvernement, compliquant les tentatives de réinsertion.

« Très fréquemment, les pires épisodes de violence ont été commis contre des hommes de leurs propres troupes qui avaient trahi le groupe ou leurs chefs d'une quelconque manière. Les pires châtiments leur ont été infligés. Peut-être parce que, comme l'écrit l'historien canadien Michael Ignatieff, il n'y a pas de guerre plus sauvage que la guerre civile, ni de crime plus violent que le crime fratricide, ni de haine plus implacable que celle des parents proches »⁸⁰⁵.

Le second facteur pouvant expliquer pourquoi « *les FARC ignorent l'exaspération croissante de nombreux secteurs face à la poursuite d'un conflit dont ils subissent l'atrocité* »⁸⁰⁶ se rapporte à l'existence d'une « identité idéalisée » (la recherche de la supériorité⁸⁰⁷) de la part des FARC. Il s'agit du sentiment de la guérilla de posséder non seulement une supériorité militaire mais une « supériorité morale » sur les autres acteurs, en incluant non seulement le gouvernement mais aussi la population civile colombienne. S'agissant de la société civile et de la société civile organisée (Fondations et ONG, etc.), « Raul Reyes » affirme que les « *FARC constituent la vraie société civile parce qu'elles sont "la société civile en armes"* »⁸⁰⁸. Face aux autres organisations de gauche (comme le parti communiste colombien), les leaders des FARC « ne cachent pas leur mépris envers beaucoup des dirigeants, à commencer par son secrétaire général, l'anthropologue Jaime Caicedo »⁸⁰⁹. En résumé : « *Les FARC se comportent sur le plan politique comme sur celui de la lutte armée : de même qu'elles n'ont jamais manqué d'affirmer leur supériorité militaire sur les autres guérillas, elles*

⁸⁰⁴ Arendt (Hannah), *La nature du totalitarisme*, Payot, Paris, 1990. pp. 109-111. Cité par Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 453.

⁸⁰⁵ « Viaje a las tinieblas », *Semana*, 12 agosto 2007, (en ligne).

⁸⁰⁶ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 128

⁸⁰⁷ « De telles identités désignent l'aspiration à la reconnaissance d'une supériorité sur d'autres acteurs (...). L'aspiration à cette supériorité se traduit avant tout en termes d'image. L'image que l'on donne aux autres compte plus que la puissance matérielle réelle (...). Selon les termes de Francis Fukuyama qui s'appuie en occurrence sur Platon, il s'agit de la mégalothymia, c'est-à-dire le désir d'être reconnu comme supérieur aux autres, opposé à la isothymia, le désir d'être reconnu comme l'égal des autres ». Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. pp. 20 et 22

⁸⁰⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 124

⁸⁰⁹ *Ibid.* p. 125

entendent constamment assurer leur hégémonie sur toutes les composantes de l'opposition politique »⁸¹⁰ y compris sur le peuple qu'elles sont censées représenter. Comme le remarque Thomas Lindemann, « *des acteurs animés par un sentiment de supériorité auront peu de scrupules à s'engager dans des actes violents contre des ennemis jugés inférieurs* »⁸¹¹.

De cette façon, les divers éléments qui caractérisent l'environnement dans lequel se développe l'action des FARC à la fin des années 90 (une « narcotisation » de la société et de la guérilla ; un renforcement de la présence et du pouvoir économique, politique, social, « moral » des FARC et l'accomplissement de fonctions « étatiques » dans certaines régions du pays ; une intensification de la violence : massacres, prises armées, séquestrations, recrutement forcé, mines antipersonnel, violation des Droits de l'Homme...), vont avoir trois conséquences principales. En premier lieu, une « institutionnalisation » de la violence se produit, la violence devenant quelque chose d'« habituel » à savoir « *liée à des comportements socialement attendus devant la confrontation entre forts et faibles et, dans cette mesure, elle [apparaît] moralement nécessaire, soit comme forme de vengeance personnelle, soit comme restitution des sens et significations attribués à l'ordre social* »⁸¹². Certaines valeurs sociales se transmettent, évoluent et acquièrent une pérennité. A cause du poids du passé, des sociétés sont traversées par une histoire de violence. Les individus grandissent dans un environnement violent qui a un effet structurant sur la société et génère des habitudes. La violence est considérée comme un moyen normal d'exprimer certaines attitudes. La violence se transforme en un moyen d'expression « normal » et fréquent⁸¹³.

Etroitement lié à ce facteur, cette période connaît une « banalisation » de la violence, « une désensibilisation face aux situations actuelles de terreur et une incapacité à nommer, donner un sens ou appréhender ce qui se présente comme

⁸¹⁰ *Ibid.* p. 126

⁸¹¹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010. p. 26

⁸¹² Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (eds), *op.cit.*, 2008. p. 8

⁸¹³ Entretien avec Constant-Martin (Denis), professeur-chercheur, Sciences Po Bordeaux. Réalisé le 19 mai 2009. Lieu : Sciences Po Bordeaux, France.

une « situation de fait »⁸¹⁴. Dans les années 1990, Daniel Pécaut développe la notion de « banalisation de la violence »⁸¹⁵. Il s'agissait pour lui de caractériser le fait selon lequel en Colombie la violence est perçue comme un phénomène désensibilisateur et normalisé qui s'assume comme faisant partie de la vie quotidienne⁸¹⁶. Une telle banalisation s'observe principalement chez la population des villes colombiennes. Le conflit et les actions des divers acteurs armés se concentrent (durant cette période) dans les aires rurales et les zones de frontière et de colonisation récente. Les habitants de Bogotá, Medellín, Cali et d'autres grandes villes, subissent la violence des narcotrafiquants (attentats à la bombe, meurtres sélectifs) mais ils ne connaissent pas directement la violence guérillera. La relation FARC-habitants des villes se développe principalement à travers des médias. Selon Jose Ignacio Roca, les médias ont joué un rôle dans cette « banalisation ». Il montre que pendant les années 1980 et 1990, même s'il y a une abondance d'images et d'informations, celles-ci sont présentées de façon décontextualisée et isolée. Les gens connaissaient les faits mais ne savaient pas grande chose sur eux (causes, dynamiques, etc.). La présence des images violentes dans les médias a produit une érosion de la sensibilité du public, lequel a acquis une plus grande tolérance visuelle envers ces images de violence. La surabondance d'images a érodé l'efficacité communicative des médias et particulièrement leur capacité à émouvoir l'opinion. De plus, ces images projettent de façon subliminale une menace collective, contribuant ainsi à générer une sensation générale de peur et d'impuissance⁸¹⁷. La perception que la violence fait partie de la vie quotidienne et contre laquelle on ne peut rien faire, s'impose peu à peu.

En troisième lieu, en plus de l'institutionnalisation et de la banalisation de la violence, à la fin de la décennie des années 90, s'imposent « une dématérialisation de l'espace, un éclatement des repères temporels et une

⁸¹⁴ Peñafiel (Ricardo) et Nantel (Lyne), « Colombie, Violence immanente, défi de sens et projection dans une éthique de la paix », dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, ed. par Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (eds), Montréal, Karthala- Presses de l'Université du Québec, 2008. p. 203

⁸¹⁵ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 1997, pp. 159-193

⁸¹⁶ *Ibid.* pp. 159-193

⁸¹⁷ Roca (José Ignacio), « Ausencia/Evidencia », dans *Entre líneas, La Casa Encendida*, ed. par Olmo (Santiago) et Pérez Rattón (Virginia), Madrid, Caja Madrid, 2002. p. 78. Cité par Malagón-Kurka (María Margarita), « Dos lenguajes contrastantes en el arte colombiano: nueva figuración e indexicalidad, en el contexto de la problemática sociopolítica de las décadas de 1960 y 1980 », *Revista de estudios sociales*, N° 31, 2008. p. 30

dislocation des sujets »⁸¹⁸. En d'autres termes, le tissu social se détériore, des frontières « ami-ennemi » s'établissent et de nombreuses « identités partagées » sont détruites (le sentiment d'appartenance à la même communauté émotionnelle) qui auraient pu être des éléments pacificateurs. Carlos Parales rappelle qu'une forte connexion existe entre la construction de l'identité et les sentiments de solidarité. Ainsi, quand l'identité du groupe a connu une construction difficile et ne parvient pas à s'exprimer de façon positive, des faiblesses se produisent dans la production de solidarité et le résultat est un conflit improductif qui menace la vie sociale⁸¹⁹. Cependant, il est important de rappeler, avec Daniel Pécaut, que les divisions ne sont pas préexistantes, mais qu'elles sont créées par le conflit :

« Il faut repartir d'un constat formulé précédemment : le conflit orchestré par les organisations armées ne renvoie pas à des divisions sociales ou même, sauf exceptions locales, à des divisions politiques qui auraient préexisté dans la population. Les colons des régions paramilitaires ressemblent aux colons des régions de guérilla. Le conflit est ce qui crée la division. La division est le produit de systèmes d'emprise opposés. La peur est le résultat de la substitution des logiques d'intimidation aux logiques de protection. Les frontières des territoires ainsi constitués sont invisibles »⁸²⁰.

María Victoria Uribe, signale aussi l'effacement des frontières entre les individus et la vulnérabilité engendrée par la violence :

« L'affiliation politique que les enfants héritaient de leurs parents et qui polarisait les libéraux et les conservateurs dans les villages et communes appartient au passé. Maintenant, les habitants ruraux sont assassinés parce qu'on considère qu'ils sont des soutiens directs ou indirects du camp adverse. Il suffit de négocier, de discuter, de se montrer hospitalier, de ressembler à quelqu'un qui a été signalé comme un ennemi et être qualifié de "collaborateur". Des personnes en tous genres, suite à un signalement collectif, se trouvent déshumanisées par les assassins et transformées en une masse terrorisée qui fuit. L'ambiance de contamination dans les régions en guerre est telle que n'importe quel type d'échange avec ceux qui sont considérées comme ennemis s'avère dangereux »⁸²¹.

Face à l'institutionnalisation et à la banalisation de la violence, à la création de frontières sociales et à l'affaiblissement des identités partagées, qui assurent aux FARC la continuation (et le renforcement) de leur action, la société civile et le

⁸¹⁸ Peñafiel (Ricardo) et Nantel (Lyne), 2008. p. 203

⁸¹⁹ Parales (Carlos José), *op.cit.*, 2004. p.192

⁸²⁰ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 115

⁸²¹ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. p. 124

gouvernement répondent de deux manières : d'une part, par le recours accru à la force, et d'autre part, par la poursuite de nouvelles initiatives de paix.

« L'escalade de la confrontation a eu des effets contradictoires sur la population. D'une part, il y a eu une extension de la peur et le développement des moyens personnels de protection (réseaux familiaux, systèmes de protection privés, etc.) ; mais il y a d'autres personnes qui ont cru qu'une réponse violente pouvait arrêter la menace guérillera qui s'intensifiait (...). Ce qui a provoqué, à son tour, une croissance accélérée des groupes paramilitaires. Enfin, d'autres ont développé une grande variété d'initiatives pour la paix, allant d'initiatives locales ou nationales (marches, rassemblements publics) à des types d'actions de "pacification" plus imaginatives comme l'utilisation d'un enseignement pacifique – la musique, les échecs –, porter de symboles de paix etc. Mais de telles initiatives, quoiqu'elles se multiplient quotidiennement, font peu pour arrêter les insurgés. Pour eux, l'utilisation de la force est justifiée par la lutte pour la justice sociale »⁸²².

En ce qui concerne le pouvoir gouvernemental, la campagne électorale de 1997-1998 pour la présidence de la République, se révèle très disputée, le candidat libéral, Horace Serpa, et le candidat conservateur, Andrés Pastrana, divisant fortement l'opinion. Les acteurs armés cherchent à cette occasion à exercer une influence sur cette échéance électorale dans les zones sous leur contrôle (en promouvant l'abstention ou en incitant la population à voter pour l'un ou un autre candidat). Andrés Pastrana, candidat de la Grande Alliance Pour le Changement (*Gran Alianza por el Cambio*), est finalement élu au second tour, un écart très faible de voix le séparant de son adversaire. Les FARC jouent un rôle très important dans cette élection. Bien que la guérilla considère Andrés Pastrana comme un « digne porte-parole de l'oligarchie répressive et antilibérale qui a initié *la Violencia* dans les années cinquante »⁸²³, l'homme politique conservateur a répondu de manière positive à leur proposition d'entamer un dialogue de paix⁸²⁴ avec le successeur du président Ernesto Samper. Dans des déclarations faites à la presse, Andrés Pastrana, se montre ainsi disposé à reprendre le processus de paix, en réponse à la proposition ébauchée par la guérilla durant les derniers mois du

⁸²² Jimeno Santoyo (Myriam), « Violence and Social Life in Colombia », *Critique of Anthropology* 21, no. 3, 2001, pp. 221-246

⁸²³ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 21

⁸²⁴ En 1995, deuxième année du mandat d'Ernesto Samper, les FARC publient la missive suivante : « Depuis le premier jour de ce gouvernement, nous marquons notre disposition à converser sur des sorties politiques à la crise, disposition que nous réitérons aujourd'hui (mai 1995). La Colombie ne peut supporter une situation de confrontation permanente, et son destin n'est pas la guerre civile. Le gouvernement doit s'apercevoir que ses pas se sont fourvoyés ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 228

gouvernement sortant. Pendant la campagne électorale, le candidat conservateur s'engage à créer les conditions nécessaires pour entamer le dialogue de paix. Il est le premier président de la république à « reconnaître » le chef des FARC comme interlocuteur valide grâce à :

« La visite inouïe que Pastrana a faite à Marulanda dans les montagnes quand celui-ci était encore candidat à la présidence. Quatorze chefs de gouvernement sont passés sous le regard distant de Marulanda, douze d'entre eux ont été choisis par le peuple. Il est possible qu'aucun d'entre eux n'ait même pas envisagé la possibilité de rencontrer le guérillero. Les photographies en couleur dans la presse et les apparitions en direct à la télévision de Marulanda et de Pastrana, joints dans une embrassade traditionnelle, ont suscité l'espérance générale que ce dernier était le candidat qui avait les meilleures possibilités de négocier la paix dans le pays »⁸²⁵.

Les FARC font publier, le 16 juin 1998, une photo de « Tirofijo » (Pedro Antonio Marín, alias « Manuel Marulanda Vélez »), le montrant posant avec au poignet une montre aux couleurs de la propagande politique de Pastrana. Le 21 juin, Pastrana gagne les élections présidentielles, et pour confirmer son engagement pour un futur processus de paix, organise très rapidement une rencontre (en tant que président élu) avec le commandant en chef des FARC, Manuel Marulanda.

Cependant, si le gouvernement colombien parie sur la paix par la voie de la négociation, il décide aussi de « s'armer » pour lutter, officiellement, contre le trafic de stupéfiants. En effet, durant la période 1991-1998, le pays a connu un déclin de son potentiel militaire dû à plusieurs facteurs notamment :

« Le manque d'officiers (surtout de sous-officiers), la carence de ressources techniques, ainsi que des erreurs d'orientation (l'absence, par exemple, de véritables brigades mobiles) et un médiocre renseignement (...). Par ailleurs, à cause de l'insuffisance criante d'hélicoptères de combat et d'embarcations fluviales, la vitesse de progression des troupes dans les zones de guerre en jungle était de 3 Km par jour »⁸²⁶.

Les effectifs des Forces Publiques n'ont, par ailleurs, jamais été à la hauteur des besoins réels du pays⁸²⁷. Avec la concrétisation du « Plan Colombie », le

⁸²⁵ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁸²⁶ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 465

⁸²⁷ « En 1948, au début de la première vague soutenue de violences, la Colombie ne comptait que 14 000 soldats pour protéger un territoire de plus d'un million de Km². Fin 2002, les forces militaires comptent 140 000 hommes et femmes (contre 80 000 en 1998), pour défendre plus de 2000 points stratégiques. Leur budget représentait à peine 4 % du PIB. Seulement 60 000 d'entre eux sont engagés pour faire face à 39 000 acteurs illégaux en armes (30 000 guérilleros et 9 000 paramilitaires). Le reste de forces est déployé pour protéger les villes, les oléoducs et les autres sites sensibles. En 2003, l'effectif de la Police nationale était de 120 000. L'année suivante, le gouvernement décida de moderniser les forces armées et d'augmenter leurs effectifs à 160 000. Vers 2005, les dépenses militaires équivalaient à 5 % du PIB. Ce

gouvernement du président Pastrana cherche donc à mettre en application des stratégies tendant à obtenir la paix à travers des actions dirigées contre le narcotrafic (et les autres activités illicites) mais aussi à générer des conditions propices au développement. Cette stratégie intégrale vise à consolider à moyen et à long terme les « conditions de réconciliation, de paix et de développement social », au moyen de l'implémentation de quatre composantes complémentaires : lutte contre les drogues illicites ; réactivation économique et sociale ; raffermissement institutionnel ; et progression du processus de paix en Colombie⁸²⁸. Le projet se base sur le principe de la responsabilité partagée selon lequel la communauté internationale doit reconnaître le problème mondial des drogues comme un responsabilité commune, exigeant une action intégrale et concertée, pour répondre à la question de la demande et de l'offre de drogues illicites. Le gouvernement Pastrana se tourne alors vers la communauté internationale, et principalement vers les Etats-Unis, pour développer cette stratégie. Cependant, la lutte contre une guérilla marxiste ne représentant plus une menace pour les États-Unis (avec la fin de l'affrontement bipolaire de la Guerre Froide), le gouvernement colombien s'efforce de présenter le trafic de stupéfiants comme étant le nouvel « ennemi à combattre ». Le plan Colombie reçoit d'ailleurs l'appui d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires américains qui assimilent trafic de stupéfiants et subversion. C'est le cas du général Barry MacCaffrey, « *“tsar de la drogue” du président Clinton (...) et ancien chef du commandement sud des États-Unis, [qui] demanda instamment aux législateurs américains de s'engager totalement dans la guerre contre le “narco-terrorisme”, l'idée étant que puisque les FARC fonctionnaient comme un cartel, combattre les FARC “narco-terroristes”, revenait à mener la “guerre contre la drogue”* »⁸²⁹. Alors que le message, à l'attention de la communauté internationale, présente la lutte contre le trafic de stupéfiants comme une nécessité à cause des conséquences sociales néfastes de ce commerce, le discours dirigé spécifiquement vers les États-Unis se concentre davantage sur la

chiffre n'est pas excessif. Selon la norme internationale, qui conseille d'avoir un rapport de 11 soldats pour un attaquant hors la loi, l'Etat colombien devrait avoir 330 000 soldats. Mais l'absence de moyens financiers de l'Etat marque les limites. Durant les 50 dernières années, l'Etat colombien n'a dépensé que 2% de son PIB annuel pour les forces militaires ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 459

⁸²⁸ *Balance Plan Colombia (1999 – 2005)*, Versión Final, Bogotá, DNP - Dirección de Justicia y Seguridad, Septiembre de 2006. p.5

⁸²⁹ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 144

menace potentielle que représente les ressources du narcotrafic comme moyen de financement des groupes armés dans l'ensemble du continent américain. En conséquence, le Plan Colombie « financé en partie par la Colombie, se traduit surtout par une importante contribution financière des États-Unis⁸³⁰. En cinq ans, ceux-ci vont attribuer à la Colombie une aide de 5 milliards de dollars⁸³¹. Le pays devient ainsi le troisième récipiendaire de l'aide américaine après Israël et l'Égypte »⁸³². L'inclination traditionnelle des gouvernements colombiens à s'aligner sur les politiques américaines continue dès lors de se renforcer avec le Plan Colombie.

Par ailleurs, le Plan Colombie apporte un profond changement dans l'organisation des forces armées colombiennes. Il s'agit du « *début d'une profonde transformation qualitative des forces armées : accroissement de la proportion de soldats de métier, création de brigades mobiles, formation de bataillons de haute montagne, acquisition de nombreux hélicoptères, parmi lesquels des Balck Hawks* »⁸³³. Cette transformation a deux conséquences principales. En premier lieu, l'image associée à la Force publique devient positive. Comme le remarque Daniel Pécaut, jusqu'au début de la décennie des années 90, celle-ci ne jouissait pas d'un grand prestige social ni même de l'« estime » de l'opinion publique, en partie parce que « la tradition civiliste de la Colombie [avait] contribué à ce que les élites politiques ne se préoccupent que de loin des questions de sécurité et ne

⁸³⁰ Toutefois, l'appui financier et politique des États-Unis va compliquer la promotion du Plan Colombie en Amérique Latine et en Europe. Beaucoup de secteurs de l'opinion publique et de la communauté internationale. Par exemple, « dans les premières étapes, une attitude prudente dominait la perception européenne d'un plan considéré comme étant inspiré par les États-Unis, et que l'on essayait de vendre comme un produit authentiquement colombien. L'on repoussait ouvertement le Plan Colombie et l'on pariait sur le Processus de Paix ». Roy (Joaquín), « l'Union Européenne et la Colombie : Ni Plan Colombie, ni Processus de Paix, de bonnes intentions à de grandes frustrations », *Miami European Unión Center*, University of Miami, Working Paper Series, Miami, juin 2002, Vol. 2, N° 7, p. 3

⁸³¹ « Les médias et les analystes ont donné une importance trop grande à la composante militaire du Plan Colombie qui, en effet, représentait 68 % de l'aide nord-américaine. Mais ils n'ont pas souligné un détail (...). Le financement du Plan Colombie retombait en majeure partie sur notre pays (...). En effet, la composante militaire ne représentait pas même une cinquième partie du budget global du Plan Colombie, s'il était additionné à la coopération des États-Unis, à la coopération de la communauté internationale et à l'effort des ressources propres de l'État colombien, dans une perspective de long terme ». Fernández de Soto (Guillermo), *La ilusión posible: un testimonio sobre la política exterior colombiana*, Bogotá, Norma, 2004. p. 96. Les médias estiment que le projet intégral, composé de dix lignes stratégiques orientées vers le renforcement de l'état colombien, se traduit en fait par une action servant exclusivement au financement des dépenses militaires du pays. La présentation postérieure du Plan Colombie devant les gouvernements et institutions de l'Union Européenne, insistant sur les aspects de renforcement institutionnel et de développement social, est considérée par certains médias comme révélatrice de l'existence de deux plans, l'un pour les Nord-Américains, lesquels destinent leur aide à 68 % vers des fins militaires, et l'autre pour le reste du monde.

⁸³² Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 101

⁸³³ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 102

distinguent pas toujours entre fonctions policières et fonctions militaires »⁸³⁴. De plus, la reconnaissance sociale associée aux emplois policiers et militaires était faible, en partie parce que « *les troupes sont composées de conscrits issus des milieux défavorisés – les classes favorisées et même les classes moyennes échappent au service militaire – ; ces conscrits ne sont pas entraînés au combat, ils sont maintenus dans des conditions de dénuement et souvent soumis à des mauvais traitements* »⁸³⁵. De plus, le sommet de la hiérarchie militaire et notamment, les officiers supérieurs, étaient « *souvent faiblement motivés, ils sont peu portés à prendre de risques qui seraient susceptibles d'affecter leur avancement – leur notation pâtit s'ils enregistrent des pertes dans leurs unités* »⁸³⁶. Au surplus, les cas de corruption et de violation des droits de l'homme par la force publique étaient fréquents. Cependant, grâce aux ressources du Plan Colombie, à la professionnalisation des effectifs, et au nouveau prestige dont jouissent les métiers militaires et policiers, une transformation radicale de leur perception se produit dans la majorité de l'opinion publique. Selon un sondage Gallup, élaboré en février 2002, la force publique (forces militaires et police) devient la deuxième institution la plus respectée par la population après l'Église catholique. En 2003, la force publique occupe la première place dépassant l'Église catholique et l'institution judiciaire qui jouissaient jusque-là de la plus grande estime dans l'opinion⁸³⁷.

Le deuxième effet du Plan Colombie, en plus de l'amélioration de la réputation et du prestige social de la force publique, est la croyance nouvelle en la possibilité de « gagner la guerre ». Cette croyance, principalement durant le gouvernement d'Alvaro Uribe (2002-2010), ferme la porte aux négociations avec les acteurs armés, et particulièrement avec les FARC. « *Dès le milieu de 1998, les FARC ont été obligées de renoncer aux opérations massives et de revenir aux tactiques de guérilla. Bientôt, elles commencent à perdre des territoires d'une importance stratégique majeure comme l'Urabá et le Magdalena* »⁸³⁸. Pour une partie de l'opinion publique, bien que le dialogue puisse être la voie permettant de mettre fin au conflit armé en Colombie, il reste nécessaire de faire plier (ou du

⁸³⁴ *Ibid.* p. 101

⁸³⁵ *Ibid.* p. 101

⁸³⁶ *Ibid.* p. 101

⁸³⁷ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 464

⁸³⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 102

moins affaiblir), militairement et économiquement, la guérilla, avant de parvenir à une négociation :

« Je suis d'accord avec une solution négociée après l'affaiblissement de la guérilla. Quand elle se sentira affaiblie, elle va négocier, sinon, il n'y aura rien à faire. Il s'agit d'affaiblir la guérilla dans sa dimension économique, en fermant ses comptes en Europe, en fermant ses différents sites de diffusion de publicité, le bureau des FARC en Suisse. Si elle n'a pas d'appui international, alors : qu'est-ce qu'elle peut faire ? Rien »⁸³⁹.

Cependant, comme nous le verrons par la suite, une stratégie purement militaire conduit seulement à une nouvelle spirale de violence. Comme le remarque Thomas Lindemann, « tout ordre durable repose sur la reconnaissance mutuelle, l'idée de fonder la paix entre acteurs sur les seuls rapports de force s'avère illusoire car il en résulte souvent de véritables cycles de vengeance »⁸⁴⁰.

2.2.2. Accords et désaccords du Processus de Paix

Ainsi, comme mentionné antérieurement, le processus de modernisation et de renforcement militaire accompagne le « Processus de Paix », initiative de la guérilla des FARC qui a trouvé un interlocuteur favorable avec le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002). Pourquoi les FARC sont-elles si « intéressées » par mener une négociation avec le gouvernement ? Diverses explications ont été avancées. En premier lieu, les FARC entament une nouvelle phase de leur tentative d'accompagner les actions militaires par un prosélytisme politique, « *ce qui, selon leur rêve révolutionnaire, déboucherait sur une insurrection sociale, politique et corporative, comme celle des sandinistes au Nicaragua* »⁸⁴¹. En deuxième lieu, les FARC souhaitent protéger leur bonne image au niveau international, en démontrant qu'elles ont toujours des motifs politiques à l'origine de leur lutte armée⁸⁴². En troisième lieu, comme l'explique « Raul Reyes » (des FARC), le processus de paix

⁸³⁹ Témoignage de « Pablo ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 102

⁸⁴⁰ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010b. p. 175

⁸⁴¹ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 27

⁸⁴² « En janvier 1993, cinquante intellectuels, dont Botero et García Márquez (proche de communistes, et personnellement très lié à Fidel Castro), leur adressent une lettre ouverte qui se termine par les phrases suivantes : "Votre guerre (...) a perdu toute justification historique. Nous croyons que cette lutte, au lieu de favoriser la justice sociale, a engendré toutes sortes d'extrémismes tels que la recrudescence de la réaction, le vandalisme paramilitaire, le fléau de la délinquance ordinaire, et les excès de certains secteurs de la force publique". La gauche colombienne accuse la guérilla d'être à l'origine des excès de la répression ». Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 311

avec le gouvernement est une « opportunité en or » de démontrer au monde que la guérilla exerce le pouvoir et le gouvernement dans des zones étendues de l'Amazonie Colombienne⁸⁴³. En quatrième lieu, face à la fragmentation des blocs et des fronts guérilleros (conséquence des dynamiques du trafic de drogues), les FARC ont besoin d'un espace pour réunir les différents commandants et initier un processus de réorganisation interne.

Le 7 août 1998, le président Pastrana est investi et commence son action pour développer le processus de dialogue avec la guérilla. Les FARC établissent comme condition requise pour entamer les négociations le retrait militaire et policier de cinq municipalités : La Uribe, Mesetas, La Macarena, Vistahermosa (dans le département du Meta), San Vicente del Caguán (dans le département du Caquetá) et la création d'une « atmosphère de confiance » entre tous les secteurs sociaux et politiques pour qu'ils « prédisposent leur volonté » à accompagner les discussions⁸⁴⁴. Finalement, le gouvernement établit une « Zone Démilitarisée » (*la Zona de Distención*).

« Pastrana remet ainsi à Marulanda et à ses hommes un espace énorme de terres, de la taille de la Suisse, d'environ 41 000 kilomètres carrés, dans lequel vivaient moins de 60 000 personnes. San Vicente del Caguán se trouve là-bas. On donna l'ordre de retirer toutes les forces militaires de la zone. Les FARC chassèrent de la zone les policiers, les professeurs, les médecins, les juges, les maires, les fonctionnaires d'État, les notaires publics et les prêtres. La guérilla pouvait enfin se reposer : elle avait un lieu qu'elle pouvait appeler le sien, depuis lequel elle pouvait négocier avec le gouvernement avec plus de calme et de sécurité »⁸⁴⁵.

De plus, le gouvernement national adopte les résolutions n° 84 et n° 85, du 14 octobre 1998, par lesquelles il reconnaît les porte-paroles de la guérilla comme représentants des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie, concède un caractère politique aux FARC, reconnaît la Zone Démilitarisée et déclare le début du processus de paix. La reconnaissance du caractère politique des FARC par le gouvernement (ou le statut de belligérant) est particulièrement importante parce qu'elle valide et légitime la lutte politique de la guérilla. Comme nous le verrons plus loin, ce fait aura un impact sur la définition de la situation de violence vécue

⁸⁴³ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. pp. 34-35

⁸⁴⁴ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 235

⁸⁴⁵ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

par le pays au moment de nommer le type de conflit que connaît la Colombie : conflit interne armé, guerre civile, situation de violence interne ou lutte contre le terrorisme.

Les FARC désignent comme représentants de l'organisation « Raúl Reyes » (Edgar Devia), membre du Secrétariat National et responsable de la Commission Internationale ; « Joaquín Gómez » (Milton de Jesús Toncel), Commandant du Bloc Sud ; et « Fabián Rodríguez » (José Benito Cabrera) de l'État-Major du Bloc Sud. Il faut noter l'absence d' « Alfonso Cano » (Guillermo León Sáenz), maintenu à l'écart du processus de paix, malgré sa solide formation académique (il est anthropologue) et idéologique, sa qualité de représentant de l'aile politique des FARC depuis la mort de « Jacobo Arenas » (1990). Pour certains, il s'agit d'un exemple de plus du « mépris » éprouvé à son égard par les « durs » c'est-à-dire les représentants de l'aile militaire comme « Manuel Marulanda » et « le Mono Jojoy ». Selon l'ex-ministre colombien Valencia Cossio, le « Mono Jojoy » disait, en parlant d'« Alfonso Cano » :

« La guerre ne se fait pas avec des mots ni avec de la philosophie »⁸⁴⁶.

Pour d'autres, l'absence de Cano est la preuve que les FARC ne négocient pas réellement. Alors même que les négociations sont en cours, Cano est à priori chargé de l'élargissement des bases politiques des FARC, l'intégration de leaders au « Mouvement Bolivarien » et la création d'un parti clandestin (le parti communiste clandestin colombien ou PC3) qui recherche une large pénétration des FARC dans la société colombienne au moyen du recrutement de professionnels et d'étudiants⁸⁴⁷.

Le 7 janvier 1999, l'acte formel d'inauguration des dialogues est réalisé à San Vicente del Caguán. Le 11 janvier, les parties communiquent leurs programmes respectifs. Les FARC présentent la « Plate-forme de 10 points »⁸⁴⁸ et

⁸⁴⁶ Soto (María Elvira), Garibelo (Andrés), « Alfonso Cano, retrato de un arrogante y solitario político frustrado », *El Tiempo*, 5 novembre 2011, (en ligne).

⁸⁴⁷ « Un guerrillero radical », *Semana*, 5 novembre 2011, (en ligne).

⁸⁴⁸ 1. Une solution politique au conflit, 2. Des forces Armées exclusivement garantes de la souveraineté nationale (frontières), 3. Une participation démocratique nationale, régionale et municipale dans les décisions engageant l'avenir de la société, 4. Un développement et une modernisation économique avec une justice sociale, 5. 50 % du budget national investi dans le bien-être social, 6. Rendre effective une redistribution des revenus. Imposition de ceux qui possèdent le plus de richesses, 7. Politique agraire démocratisant le crédit, 8. Exploitation des ressources naturelles, 9. Relations internationales fondées dans la libre détermination des peuples, 10. Solution au phénomène de production, commercialisation et consommation de drogue. Comisión temática de las FARC-EP, *El país que proponemos construir*, Bogotá, Oveja negra, 2001.

le gouvernement aussi présente 10 propositions⁸⁴⁹. Après environ 5 mois de dialogues (le 6 mai 1999), un *Agenda Común para el cambio hacia una nueva Colombia* de 12 points est élaboré⁸⁵⁰. Sans examiner en détail chacune des solutions politiques négociées, il faut noter que si les deux programmes coïncident sur plusieurs points⁸⁵¹, ils sont porteurs de significations différentes : par exemple, sur le sujet de réforme agraire, les FARC demandent une « redistribution de la terre » et le gouvernement de « nouvelles formes de distribution de terre ». De même, il faut souligner que les propositions de la guérilla, comme celles du gouvernement, ont un caractère très général et abstrait, et ont été réalisées sans débat préalable avec l'ensemble de la société colombienne, ce qui explique que les négociations se soient trouvées réduites à une discussion sur des points strictement en rapport à la procédure de la négociation ou en lien avec le fonctionnement de la Zone Démilitarisée⁸⁵². Un autre point important est le fait que, malgré qu'elle se déclare une guérilla marxiste-léniniste et maintienne depuis sa fondation une relation avec le parti communiste colombien⁸⁵³, à aucun moment les FARC n'ont demandé à négocier sur la base d'une transition vers un régime politique ou une économie socialiste⁸⁵⁴.

Le processus connaît des hauts et de bas. Les seuls accords obtenus concernent la définition d'un *Agenda Común* et l'accord dit de Los Pozos du 9 février 2001, qui décide de la poursuite du Processus de Paix (après une interruption de novembre 2000 à février 2001) et la prolongation de la Zone Démilitarisée jusqu'au 9 octobre 2001. Le programme officiel de la négociation reste pratiquement en dehors de la discussion durant tout le processus parce que les

⁸⁴⁹ 1. Protection inconditionnelle des Droits de l'homme, 2. Structure économique et sociale, 3. Réforme politique et de l'État, 4. Développement alternatif et substitution de cultures, 5. Protection de l'environnement, 6. Raffermissement de la justice et lutte contre la corruption, 7. Réforme agraire, 8. Paramilitarisme, 9. Appui de la communauté internationale au processus, 10. Viabilisation d'instruments de paix.

⁸⁵⁰ 1. Solution politique négociée, 2. Protection des Droits de l'Homme comme responsabilité de l'État; 3. Politique agraire intégrale, 4. Exploitation et conservation des ressources naturelles; 5. Structure économique et sociale; 6. Réformes de la Justice, lutte contre la corruption et le trafic de stupéfiants, 7. Réforme politique pour l'agrandissement de la démocratie, 8. Réformes de l'État, 9. Accords sur un Droit international Humanitaire; 10. Force Militaire, 11. Relations Internationales, et 12. Officialisation des accords.

⁸⁵¹ Déjà « en mai 1998, la Revista Cambio avait publié en couverture des photographies du président Samper ; du dirigeant des FARC, Manuel Marulanda Vélez ; du dirigeant de l'ELN, Nicolas Bautista ; et du chef du paramilitarisme, Carlos Castaño. En petites lettres figurait sur la couverture la mention "Pour la première fois chacun des acteurs du conflit présente ses propositions de paix. Elles coïncident plus qu'elles ne divergent". Et après, en grandes lettres, figurait : ALORS: POURQUOI SE BATTENT-ILS? ». Chernick (Marc), *Acuerdo posible : Solución negociada al conflicto armado colombiano*, Paris, Aurora, 2008. p. 29

⁸⁵² González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit*, 2002. p. 18

⁸⁵³ A pesar de las dificultades de la relación con dicho partido que ya han sido mencionadas anteriormente.

FARC restent concentrées sur l'objectif de maintenir la négociation au milieu de l'affrontement armé ; sur l'échange de policiers, de soldats et d'officiers contre des guérilleros détenus ; et sur un engagement plus grand du gouvernement dans la lutte contre le paramilitarisme⁸⁵⁵. Il semble y avoir une contradiction insoluble : les FARC pensent que les réformes sociales sont une condition nécessaire à l'arrêt des hostilités, tandis que l'opinion publique insiste sur le fait que, tant que la guérilla continue son action violente, il n'y a pas de négociation possible⁸⁵⁶.

L'escalade du conflit armé porte les tensions entre le gouvernement et la guérilla jusqu'à son point de rupture. Le 20 février 2002, les FARC s'emparent d'un avion ayant à son bord le sénateur libéral Jorge Gechem⁸⁵⁷. Plusieurs heures après, le président Andrés Pastrana, dans une allocution télévisée, décrète la fin des négociations et ordonne à l'armée de reprendre la Zone Démilitarisée. Selon les FARC :

« Le gouvernement d'Andrés Pastrana décidait de fermer les portes du dialogue et optait pour la guerre totale. Nous fûmes accusés de toutes les perversions du monde. D'immenses hordes de soldats, mercenaires entraînés par des conseillers *gringos*, furent envoyées pour nous écraser. Des hélicoptères armés et des avions de tous types partirent, dans le but de nous réduire en cendres. Les FARC-EP, après trois ans de dialogues, insistaient encore pour avancer dans l'agenda commun qui avait été décidé, pour éliminer les causes originaires du conflit armé. L'*establishment*, au contraire, ne voulait parler que de capitulation, faisait montre de l'énorme croissance de ses dépenses militaires et s'efforçait pour nous faire comprendre le risque que nous prenions si nous repoussions la dernière opportunité qu'il nous concédait de nous rendre »⁸⁵⁸.

L'échec des négociations de El Caguán est qualitativement différent des autres. Dans l'histoire récente du pays, plusieurs tentatives pour établir la paix et négociées avec la guérilla ont échoué : les gouvernements de Belisario Betancur, de César Gaviria⁸⁵⁹ et d'Ernesto Samper n'ont pas réussi à signer des accords durables de paix. Cependant :

Ces échecs « ont été assumés avec un certain "naturel" par les gouvernements et l'opinion publique. C'est-à-dire considérés comme un résultat possible (peut-être non désiré, mais probable) des négociations. Bien qu'ils aient marqué la reprise – ou la continuation – de la

⁸⁵⁴ Chernick (Marc), *op.cit.*, 2008. p. 29

⁸⁵⁵ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 19

⁸⁵⁶ *Ibid.* p. 19

⁸⁵⁷ Les autres passagers sont libérés, le sénateur Gechem restera 6 ans prisonnier des FARC

⁸⁵⁸ « Dix ans après », *Secrétariat de l'Etat Majeur Central des FARC-EP*, Jungle de Colombie, 20 février 2012 (en ligne).

guerre, ces revers ont simplement amené les gouvernements à réévaluer le degré de maturité des conditions requises pour négocier, et si les stratégies de paix utilisées étaient adéquates »⁸⁶⁰.

Mais le cas de El Caguán est différent.

« Aux yeux de beaucoup, c'était un échec de proportions catastrophiques. À la suite de Caguán, l'idée même de chercher une sortie négociée du conflit avec les FARC se trouve délégitimée, chose qui ne s'était pas produite auparavant. Cela a restreint l'éventail des options politiques au profit de la voie militaire, celle sur laquelle a parié le président [Alvaro] Uribe pendant ses deux gouvernements »⁸⁶¹.

Mais avant de parler des effets de l'échec du Processus de Paix, il est important d'analyser les causes de cet échec. Le résultat, dans le cas colombien, semble donner raison à Nathalie Duclos qui remarque l'importance de réaliser des analyses du symbolique pour la compréhension des sorties de conflits de combattants⁸⁶². A l'image de la théorie de la lutte pour la reconnaissance d'Axel Honneth, Nathalie Duclos souligne l'importance de se concentrer sur les éléments symboliques, émotionnels et psychologiques, et le rôle de l'identité des acteurs, pour mieux comprendre la décision de déposer les armes et comment se réalise le retour vers la vie civile des ex-combattants. Par exemple Duclos, souligne la nécessité d'étudier l'importance symbolique de posséder une arme, son rôle socioculturel, « *symbole de supériorité, de prestige, de masculinité* »⁸⁶³.

Effectivement, dans le cas colombien, le fait que les FARC n'aient pas accepté un cessez-le-feu ou la remise des armes constitue un obstacle majeur dans le processus de paix. La guérilla continue de réaliser des attaques armées contre la population civile, en plaçant des bombes dans les villes, en installant des mines antipersonnel, en pratiquant des enlèvements⁸⁶⁴ et des extorsions. Cette situation continue non seulement d'alimenter la spirale de la violence (plus de victimes, plus de « désirs de vengeance », plus d'actions violentes...), mais elle fait aussi perdre

⁸⁵⁹ Con la Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar en Caracas y Tlaxcala.

⁸⁶⁰ Nasi Lignarolo (Carlo), « El Caguán : desaciertos, traiciones y malas interpretaciones », El Espectador, 19 février 2012, (en ligne).

⁸⁶¹ *Ibid.*

⁸⁶² Duclos (Nathalie), « La part du symbolique dans les sorties de conflits armés », *Les dimensions émotionnelles du politique*, ed. par Sommier (Isabelle) et Crettiez (Xavier), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012. pp 163-177

⁸⁶³ Spear (Joanna), « Disarmament and Demobilization », dans *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*, ed par Stedman (S.J.), Rothchild (D.), Cousens (E.M), USA, GB, Lynne Rienner Publishers, IPA, 2002. p. 143. Cité par Duclos (Nathalie), *op.cit.*, 2012. p. 168

⁸⁶⁴ Entre 1997 et 2001, les FARC ont enlevé 3343 civils. Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 142

au gouvernement, pour l'opinion publique, sa légitimité à négocier avec les « victimes ».

Nathalie Duclos remarque aussi qu'il n'est pas possible de concevoir une négociation de paix si l'on continue d'envisager les combattants (futurs ex-combattants) exclusivement sous la « *figure du prédateur* » ou du « *fauteur de troubles* ». Pour obtenir une solution négociée du conflit et une réinsertion effective des anciens combattants, il est nécessaire de comprendre les raisons de leur lutte, et principalement d'identifier dans quelle mesure ils ont aussi été victimes de violence physique ou symbolique⁸⁶⁵. Cependant, la guérilla des FARC a très peu cherché à expliquer à son adversaire (le gouvernement) et à l'opinion publique les raisons de sa lutte. Au contraire, durant les négociations, « *les guérilleros ont fait valoir, avec intransigeance et dogmatisme, un pouvoir acquis par les armes* »⁸⁶⁶. Le gouvernement n'a pas non plus cherché à comprendre les motivations profondes à l'origine de sa lutte. L'histoire du processus de paix est, dans une certaine mesure, l'histoire des « *désaccords entre la guérilla – enfermée dans un ethos rural et militariste – et une société accablée par tant d'années de violence* »⁸⁶⁷.

Entre toutes les actions violentes que les FARC réalisent durant le processus de paix, deux apparaissent comme spécialement « choquantes » aux yeux de l'opinion publique. La première est le meurtre de trois américains (Terrence Freitas, Ingrid Washinawatok y Lahe'ena'e Gay) en mars 1999 alors qu'ils accomplissaient une mission de solidarité chez le peuple indigène U'wa. Le territoire de la réserve indigène⁸⁶⁸ est un territoire stratégique pour les groupes armés parce qu'il constitue une voie de communication entre le centre du pays et le Venezuela, et à cause de la présence de réserves naturelles de pétrole, exploitées par la compagnie *Occidental*. Les indigènes U'wa s'opposent d'une manière pacifique à l'exploitation de pétrole qui va à l'encontre de leur cosmogonie. Ils s'opposent aussi aux semilles de coca à cause de leurs croyances traditionnelles. De plus, leur philosophie et leurs croyances s'opposent à l'usage de la violence.

⁸⁶⁵ Duclos (Nathalie), *op.cit.*, 2012. pp. 168-169

⁸⁶⁶ Lair (Éric), *op.cit.*, s.i, s.l., s.d, (en ligne).

⁸⁶⁷ *Ibid.*

⁸⁶⁸ Situé dans les contreforts de la Sierra Nevada del Cocuy entre les départements de Boyacá, Norte de Santander, Santander, Arauca et Casanare

Par ces raisons, ils ont essayé de maintenir leur neutralité face aux groupes de guérilla et de paramilitaires qui s'affrontent dans la zone. Cependant, comme cela a été dit antérieurement, « *là, tu ne peux pas rester neutre, impartial ou indifférent* »⁸⁶⁹, raison pour laquelle les indigènes n'entretiennent pas de bonnes relations avec les groupes armés. C'est dans ce contexte que les trois américains, membres d'organisations de protection des droits indigènes, étaient présents dans la zone. Le 25 février 1999, ils sont enlevés par le front 10 des FARC-EP, alors qu'ils se préparent à rentrer dans leur pays. Le jeudi 4 mars, leurs cadavres sont retrouvés à La Victoria, juridiction de Guadualito, dans une zone contiguë au Venezuela. Le même jour, le gouvernement Pastrana, exige des FARC des explications sur ces exécutions et la remise des responsables à la justice colombienne. Le 10 mars, les FARC reconnaissent leur culpabilité et informent que les responsables de la mort des américains sont le commandant « Giraldo » du Dixième Front et trois hommes sous son commandement :

« L'État-Major du Bloc Oriental des FARC-EP informe : 1. Le commandant Giraldo, du Dixième Front des FARC, se trouvait dans une mission de reconnaissance de terrain avec trois membres de son unité. Après avoir appris que des personnes inconnues étaient entrés dans la région des indigènes u'wa, sans autorisation de la guérilla, il a organisé une mission de recherche. Après les avoir trouvés, il les a capturés et exécutés sans consulter ses organes supérieurs de direction. 2. Nous indiquons qu'il n'est pas dans la politique des FARC de faire disparaître des colombiens ou des gens d'autres nationalités. 3. Nous demandons que lorsque une personne pénètre dans des zones sous contrôle des FARC il s'identifie préalablement et demande une autorisation, afin d'éviter tout incident regrettable. 4. Nous ne livrerons pas à l'État nos combattants. Nous jugerons le commandant Giraldo et le sanctionnerons conformément aux lois des FARC-EP, établies par le règlement du régime disciplinaire de l'organisation guérillera »⁸⁷⁰.

La déclaration des FARC génère un nouveau point de rupture entre la guérilla et le gouvernement. D'une part, en sollicitant que des personnes souhaitant entrer dans « un territoire de la guérilla » s'identifient et demandent une autorisation, la guérilla remet en cause la souveraineté de l'État colombien sur la totalité du territoire national. De plus, en refusant de livrer les responsables des meurtres à la justice colombienne ou américaine, la guérilla affirme la supériorité

⁸⁶⁹ Henao (Evelio), *¿Asesinados por error ? El caso de los indigenistas estadounidenses*, Bogotá, Intermedio Editores, 2002. p. 56

⁸⁷⁰ *Ibid.* p. 56

de la « justice révolutionnaire » sur la loi colombienne. Finalement, les FARC ne livreront pas les combattants responsables du meurtre⁸⁷¹, provoquant une condamnation générale de la part du gouvernement, de la communauté indigène et de la communauté internationale. Pour l'opinion publique, le gouvernement sort cependant affaibli de cette crise pour ne pas avoir défendu la souveraineté et les lois colombiennes de manière plus catégorique.

Le deuxième évènement des FARC qui contribue à dégrader l'image de la guérilla aux yeux de l'opinion publique, concerne la question sensible des enlèvements et plus particulièrement le cas d'un enfant, Andrés Felipe Pérez, fils d'un policier, Norberto Pérez Ruíz, enlevé le 17 mars 2000 par la guérilla. Andrés Felipe, souffrant d'un cancer, demande durant des mois à « Manuel Marulanda » la libération de son père afin qu'il l'accompagne dans la phase terminale de sa maladie. La demande de l'enfant provoque un mouvement de sympathie national et international (le Pape Jean Paul II envoyant même un message à la guérilla pour solliciter la libération du père de l'enfant), qui ne parvient pas à faire fléchir les FARC. Finalement, l'enfant décède le 18 décembre 2001, sans avoir pu communiquer ou revoir son père. Tout d'abord, les FARC, avaient avancé l'idée qu'il s'agissait d'un « montage » destiné à détériorer l'image de la guérilla, « Marulanda » affirmant qu'il ne donnerait pas l'ordre de libérer le prisonnier. Par la suite, les FARC demandent que l'enfant soit amené dans la Zone Démilitarisée pour vérifier son état de santé. Ils proposent aussi que le détenu soit échangé contre un guérillero capturé et souffrant de mauvaises conditions de santé, mais le gouvernement colombien repousse cette offre. Finalement, la guérilla déclare qu'elle permettra une communication par radiotéléphone entre le policier captif et

⁸⁷¹ « Evelio Henao, en se basant sur le registre des communications entre les membres de la guérilla interceptées par l'Armée Nationale, affirme que Gildardo et ses hommes ont été traduits devant un Conseil de Guerre pour être jugés, conformément au règlement interne de l'organisation qui prévalait. Lors du Conseil de Guerre, Gildardo aurait crié "j'ai violé l'ordre opérationnel parce qu'ils s'ingéraient dans les affaires internes de la Colombie ; je suis un anti-impérialiste et pour cela je les ai tués". Cependant, selon le témoignage de guérilleros démobilisés, Giraldo aurait décidé de tuer les Américains après les avoir considérés comme une menace parce que dans la région il y avait une présence de l'Église Évangélique et que "tous ces pasteurs sont les agents de l'ennemi ou propagateurs d'une doctrine visant à endormir l'esprit de la population, pour en faire l'ennemi de la guérilla et de la révolution". Un autre démobilisé, "Alveiro", déclare que la mort des nord-américains est le résultat d'une erreur. Le "Mono Jojoy" aurait donné l'ordre de "les faire passer de l'autre côté", voulant dire par là qu'ils devaient être envoyés en territoire vénézuélien. Mais "passer quelqu'un de l'autre côté" peut aussi signifier "le tuer", interprétation finalement adoptée par Giraldo, pour laquelle il aurait été sanctionné ». *Ibid.* pp. 212-217

son fils, laquelle n'aura pas lieu finalement⁸⁷². Pour une majorité de l'opinion publique, l'attitude des FARC démontre l'« inhumanité » de la guérilla et augmente les doutes sur son engagement véritable dans un processus de paix. Lors de l'enterrement d'Andrés Felipe, l'évêque de Buga, Monseigneur Hernán Giraldo, demande aux FARC de « *prendre conscience que leurs actes déshumanisaient la situation colombienne* » et les somme de décréter une trêve pour Noël et le Nouvel An, « *puisque'elles n'ont pas fait d'acte humanitaire en libérant le sous-officier Pérez* ». Le religieux ajoute, « *je crois que le dialogue de paix serait plus sérieux avec une cessation d'hostilités, puisque, discuter au milieu de la guerre se traduit seulement par un pur bavardage et de la désillusion* »⁸⁷³. De nouveau, l'image des FARC ainsi que celle du gouvernement se trouve affaiblie. En effet, pour certains éléments de l'opinion publique, l'« intransigeance » du gouvernement a contribué au dénouement néfaste. Dans une lettre adressée à Andrés Pastrana, lue en présence de journalistes, un autre enfant (Alejandro Escobar), dénonce le cas d'Andrés Philippe Pérez, décédé à cause de « *l'orgueil et de l'intolérance* ». La lettre indique :

« L'orgueil et l'intolérance de ceux qui gouvernent ce pays ont prévalu sur la clameur d'un enfant. Ils (les guérilleros) n'ont pas eu de compassion pour un jeune enfant agonisant qui luttait contre sa maladie. Et à cela, nous additionnons l'impuissance et le manque de générosité et de gouvernabilité d'un pays où le sang court plus que les eaux. Jusqu'à quand, Monsieur le Président ? »⁸⁷⁴.

Il semble évident que, depuis la perspective de l'opinion publique, les émotions et les attentes morales des parties au conflit (et à la négociation) ont eu un impact négatif sur la vie de l'ensemble des colombiens, victimes des aspirations de la guérilla et du gouvernement.

Finalement, comme le mentionnent Thomas Lindemann et Julie Saada (parlant de la façon dont les dénis de reconnaissance sont susceptibles de générer des affrontements armés à travers leur dimension pragmatique, émotionnelle, morale⁸⁷⁵), « *les responsables d'une entité politique ne peuvent pas ignorer les*

⁸⁷² Le chef Norberto Pérez Ruiz est assassiné par les FARC le 6 avril 2002, en essayant de s'enfuir avec un autre policier prisonnier. « Las FARC matan al policía, padre del niño que murió de cancer », *ABC*, 7 avril 2002, (en ligne).

⁸⁷³ « En medio del dolor y la indignación se cumplió el sepelio de Andrés Felipe », *El Almanaque*, 20 décembre 2001, (en ligne).

⁸⁷⁴ *Ibid.*

⁸⁷⁵ Lindemann (Thomas), Saada (Julie), *op.cit.*, 2012. p. 11

émotions suscitées parmi ceux qui votent pour eux, ou dont ils requièrent l'obéissance, c'est-à-dire la reconnaissance de leur propre légitimité à exercer le pouvoir »⁸⁷⁶. Ainsi, après une nouvelle action violente de la guérilla (l'enlèvement du sénateur Gechem), le gouvernement d'Andrés Pastrana se trouve « obligé » d'annuler les négociations de paix avec la guérilla et se voit entraîné « *dans une dynamique belliqueuse malgré [sa] volonté pacifique* »⁸⁷⁷.

En plus de l'effet produit par la poursuite de la violence armée (le refus de renoncer aux armes) par les FARC, quels autres éléments émotionnels, moraux ou symboliques ont-ils influencé l'échec du processus de paix ? Pour répondre à cette question, l'analyse de Herbert Braun⁸⁷⁸ sur la « guerre et la paix » en Colombie semble très intéressante. Il évoque « *l'honneur, la trahison, le respect, l'humiliation, l'orgueil, l'isolement, la solitude, l'honnêteté, l'exclusion et l'absence d'esprit, d'une symbolique qui permet à chaque Colombien de se sentir partie du projet national* »⁸⁷⁹, comme éléments pour comprendre le développement du conflit colombien et l'échec du processus de paix.

L'un des premiers éléments saillants de l'analyse de Braun, est « l'ignorance de l'autre » des parties en conflit (comme dans la négociation), ou, en d'autres termes, l'absence d'identités partagées et de reconnaissance élémentaire et primaire: savoir qui est l'autre, chercher à le connaître, à « le reconnaître ». Bien que cela semble étrange, si l'on prend en compte la durée du conflit et la longévité des FARC, les informations sur la guérilla et ses leaders sont relativement peu nombreuses.

« Moins bien connues internationalement que n'importe lesquelles de leurs homologues latino-américaines, les guérillas restent mystérieuses pour la plupart des colombiens eux-mêmes. Elles n'ont jamais reçu un soutien populaire de masse. Initialement, les guérillas se sont concentrées sur la défense de leurs intérêts propres. Pendant les vingt dernières années, devenant peu à peu une force de combat plus agressive, elles ont semblé assez peu intéressées par l'établissement de la base d'un pouvoir rural légitime. En devenant une élite rurale émergente, dans un ordre social hiérarchisé, elles se sont tournées davantage vers les institutions de pouvoir que vers les gens de la campagne. Elles se sont souvent engagées dans des formes macabres de violence conçues pour humilier les pauvres qu'elles

⁸⁷⁶ *Ibid.* p. 11

⁸⁷⁷ *Ibid.* p. 11

⁸⁷⁸ Voir Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004 ; et Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. pp. 23-55

⁸⁷⁹ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

soupçonnaient de les trahir. Si ce n'étaient à cause des récentes connexions, réelles comme présumées, entre les mouvements de guérilla et l'exportation de la cocaïne ou de l'héroïne aux États-Unis et ailleurs, il est peu probable que guérillas colombiennes auraient attirées l'attention sur la scène internationale »⁸⁸⁰.

S'agissant des négociations de *Casa Verde* qui ont débouché sur les accords de La Uribe (sous le gouvernement de Belisario Betancur 1980-1984), Alfredo Molano rappelle que: « *Les portes de Casa Verde (...) ont été ouvertes, et le pays a su qui étaient les commandants des FARC. Ils ont entendu parler Marulanda et Jacobo, ils ont entendu parler Cano et Raul Reyes. Plus d'un s'est étonné du fait qu'ils parlaient castillan et plusieurs ont désigné comme une preuve du degré de retard des guérillas la phrase de Marulanda : ¡Que haiga paz!*⁸⁸¹ »⁸⁸². Durant le Processus de Paix de l'année 2000, la connaissance comme l'intérêt de la classe dirigeante et de l'opinion publique pour la guérilla des FARC n'augmente que très légèrement. Pour la majorité des hommes politiques urbains, la guérilla n'est plus qu'un vestige d'une époque révolue, des « dinosaures »⁸⁸³, comme les appelle le président César Gaviria (1990-1994). La guérilla, par son isolement, ne connaît pas non plus vraiment les changements qui se sont opérés dans le pays (surtout dans le monde urbain) depuis que le conflit a commencé, ni les « nouveaux » hommes politiques avec qui elle négocie en 2000. « Marulanda » lui-même l'admet quelques temps après :

« De nombreuses années ont passé depuis que nous avons commencé la lutte (...). Mais je crois que nous avons eu un ennemi, le pire de tous les ennemis. Savent-ils qui il était... ? Je parle de l'isolement causé par cette lutte qui est pire qu'endurer que la faim pendant une semaine entière. Entre vous, ceux de la ville, et nous, qui avons été *enmontados* [dans la forêt], il y a entre nous une grande montagne. Vos voix et les nôtres ne s'écoutent pas, elles ne se parlent que rarement. Ce n'est pas une distance de terres et de rivières, d'obstacles naturels, ce n'est pas la montagne en travers. Vous savez peu de choses de nous, nous connaissons peu votre histoire ici »⁸⁸⁴.

⁸⁸⁰ Braun (Herber), *op.cit.*, 2007. p. 25.

⁸⁸¹ « ¡Que haiga paz! », déclare Manuel Marulanda dans un espagnol incorrect au début des négociations de La Uribe en 1984 ». Molano (Alfredo), *Trochas y fusiles : historias de combatientes*, Bogotá, Punto de Lectura, 2007. p. 207

⁸⁸² *Ibid.* p. 207

⁸⁸³ « Les "camarades" font de plus en plus figure de "dinosaures" d'une autre époque, alors que partout dans le monde la croyance dans les marxistes s'est effondrée. En Colombie, ils suscitent de moins en moins de sympathie dans l'opinion ». Minaudier (Jean-Pierre), *op.cit.*, 2000. p. 311

⁸⁸⁴ Alape (Arturo), *Las vidas de Pedro Antonio Marin, Manuel Marulanda Vélez, Tirofijo*, Bogotá, Planeta, 1989. p. 19

Au moment de l'ouverture des négociations, « Marulanda » fait un rappel historique de la lutte guérillera des FARC et ajoute, que « *malgré la gravité de tous ces faits, la classe politique, en manipulant les médias, a voulu entretenir de manière artificielle une amnésie partielle dans l'esprit des colombiens, pour qu'ils oublient ces faits, qui resteront latents dans la mémoire historique de notre peuple* »⁸⁸⁵. Par cette formule, il reproche à l'opinion publique d'avoir oublié les faits que « Marulanda » (et les FARC) se refusent à oublier. Bien plus, « Marulanda » considère comme une offense à son orgueil et à son honneur que les Hauts Délégués à la Paix (les dirigeants de l'équipe négociatrice du gouvernement), ne semblent pas non plus connaître l'histoire du conflit ou même se montrer intéressés par elle. Pour marquer son mépris, Herbert Braun remarque que « Tirofijo » :

« Les voit comme des marionnettes insignifiantes. Il ajoute que l'un des mandataires est si ignorant qu'il ne sait même pas que la nourriture coûte plus cher à une famille d'un pauvre producteur de coca du Putumayo, que ce qu'elle coûte à la famille de ce mandataire dans la ville de Bogotá. "Ils ne savent pas. Il ne leur importe pas. Ils ne veulent pas savoir... Vous ne voyez pas que ces gens ne comprennent que le plomb ?" »⁸⁸⁶.

À l'ignorance mutuelle, à l'absence de « connaissance » et de « reconnaissance » de l'identité de l'autre, s'ajoutent des relations conflictuelles entre le monde urbain et le monde rural, allant jusqu'au « mépris ». Une séparation marquée a traditionnellement existé entre le monde urbain et rural. L'univers urbain symbolise la modernité, la culture, « la civilisation ». Le monde « rural » symbolise ce qui est primitif, rustique, mal dégrossi. Pour les élites urbaines colombiennes, les paysans sont des provinciaux, ignorants, ingénus et superstitieux. Même Andrés Pastrana, après sa troisième rencontre avec « Marulanda » (8 et 9 février 2001), dit avoir vu chez lui « *l'astuce naturelle de ce paysan malicieux et méfiant* »⁸⁸⁷. Pastrana affirme même que « *Marulanda est un être très primitif* »⁸⁸⁸. En février 2000, la *Revista Cambio*, parlant d'une réunion entre des guérilleros et les membres de la commission de paix, rapporte :

⁸⁸⁵ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁸⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁸⁷ Rueda (María Isabel), *op.cit.*, 2001, (en ligne).

⁸⁸⁸ Santamaría (Germán), « Cuatro años después », revista *Diners*, mars 2002, pp. 12-19.

« On pourrait avoir l'impression qu'il arrive aux commandants des guérilleros la même chose qu'aux généraux : quand ils retirent leur uniforme vert olive, ils perdent le commandement (...). C'est à ce moment là que l'on constate qu'il s'agit avant tout d'un mouvement d'origine et de comportement paysan ou qu'ils ont oublié leur origine urbaine et leurs rêves de bachelier (...). À aucun – exception faite de Simón Trinidad, qui est le seul à faire le nœud de cravate à l'anglaise et non avec le style américain – ne va le *vestido de paño* [costard]. Ils paraissent déguisés »⁸⁸⁹.

L'attitude du Président, de beaucoup d'hommes politiques et de médias, a deux conséquences. D'une part, l'attitude des « urbains » confirme les leaders traditionnels de la guérilla dans leur idée que beaucoup en Colombie les méprisent. En outre, comme Daniel Pécaut le remarque, cela amène les représentants du gouvernement à sous-estimer la guérilla. Comme mentionné précédemment, Tirofijo évoque dans son discours, à l'ouverture de négociations, l'épisode de Marquetalia,

« Mais Marulanda, ne l'évoque pas seulement comme un moment de résistance 'héroïque' des paysans. Il s'attarde sur le bombardement qui a détruit leurs poules et leurs cochons. L'auditoire et les commentateurs perçoivent cette référence comme la marque de la mentalité paysanne qui continue à animer la guérilla. Elle est en réalité une manifestation de ce que les Colombiens désignent sous le terme de 'malice indigène', cette manière de tromper l'autre en lui offrant une image de soi qui correspond à ses préjugés pour l'amener à ne plus être sur ses gardes »⁸⁹⁰.

Cependant, le mépris est lui aussi présent du côté de la guérilla. Il est certain, qu'à une époque, la guérilla et le monde rural regardaient avec une certaine « vénération » le monde urbain, et essayaient d'obtenir sa « reconnaissance ». Par exemple, en 1986, « Jacobo Arenas » (idéologue et cofondateur des FARC), dans une entretien avec la journaliste Alma Guillermoprieto, « *indique avec trop d'insistance que même si Marulanda était un paysan, il aimait lire* »⁸⁹¹. A travers cette anecdote, il est possible de comprendre, selon Braun, « *comment un leader important [de la guérilla] cherche la respectabilité à travers les critères culturels des élites bien éduquées de la ville* »⁸⁹². Cependant, l'attitude des leaders de la guérilla change en 2000, et quand « Marulanda » fait référence à ceux-là de la

⁸⁸⁹ « Guerrilleros de Everfit », Revista Cambio, 28 février 2000, (en ligne).

⁸⁹⁰ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 133

⁸⁹¹ Guillermoprieto (Alma), *Looking for History: Dispatches from Latin America*, Nueva York, 2001. p. 23

⁸⁹² Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

ville, il parle de leur « *égoïsme* », de leur « *arrogance* » et de leur « *ignorance* »⁸⁹³. Braun souligne dans son analyse combien est révélateur le fait que « Tirofijo » insiste sur les attitudes personnelles comme éléments du conflit.

Ce facteur, la difficulté de distinguer entre le politique et le personnel, vient compliquer le déroulement des négociations de paix. Quand le président Pastrana se réfère à l'échec du Processus de Paix, il souligne avec insistance la relation étroite et personnelle qu'il pensait avoir avec le chef guérillero : « *La vérité est qu'il s'agit d'un homme politique [Marulanda], la politique lui plaît. Nous nous sommes racontés des histoires et avons parlé de pourquoi sont nées les FARC. Il aime parler de politique...* »⁸⁹⁴. Selon l'analyse de Herbert Braun, Pastrana a eu l'impression qu'il pouvait négocier avec le chef guérillero, qu'ils avaient des points en commun et établi un pacte de gentlemen, engageant leur parole, « *l'une de ces relations éternelles qui résident au plus profond de la politique colombienne* »⁸⁹⁵. C'est pourquoi Pastrana se sent trahi, et même humilié, par le chef des FARC.

« "Personne ne peut dire qu'Andrés Pastrana n'a pas fait tout ce qu'il pouvait pour obtenir la paix (...) et il est clair que j'ai toujours respecté ma parole (...). Mais, bien qu'étant paysan, il [Marulanda] a manqué à sa parole dès le premier jour". C'était une relation vive, plus personnelle que politique. Dans l'esprit du président, les négociations n'avaient pas beaucoup à voir avec l'idéologie, les stratégies ou le pouvoir politique. En effet, c'était comme si le conflit n'avait pas d'histoire. Pour lui, l'arrivée de la paix consistait à parvenir seulement à une relation de confiance avec Marulanda »⁸⁹⁶.

De son côté, le chef de la guérilla, lors de déclarations publiques, fait souvent référence à Marquetalia (1964) et à l'attaque contre *Casa Verde* (1991). Dans le discours de « Marulanda », l'on remarque qu'il « prend ces agressions à cœur. Plus qu'une question idéologique, il vit et se souvient de ces événements comme d'une agression contre lui et même, (...) contre son honneur et sa dignité »⁸⁹⁷. Les sentiments, les aspirations individuelles, les besoins de reconnaissance jouent un rôle fondamental dans le conflit colombien, et au cas particulier, dans le processus de paix. Cependant, tenter de créer un climat de

⁸⁹³ *Ibid.*

⁸⁹⁴ *Ibid.*

⁸⁹⁵ *Ibid.*

⁸⁹⁶ *Ibid.*

⁸⁹⁷ *Ibid.*

confiance ou de camaraderie entre les leaders des deux parties en négociation s'est avéré insuffisant. Il était nécessaire de dépasser la première approche personnelle, pour chercher une vraie compréhension des nécessités de l'autre (et de la collectivité qu'il représente ou dont il fait partie). En l'absence de cette dimension, lorsque les négociations ont atteint un point mort, la situation a été ressentie comme une trahison, comme une blessure morale et identitaire qui a poussé les parties à revenir à une relation belliqueuse.

Un autre élément apparaît comme un obstacle au déroulement du Processus de Paix, à savoir la différence de temporalité entre les acteurs. Le gouvernement d'Andrés Pastrana manifeste son intention de regarder vers l'avenir. La guérilla des FARC reste marquée par le passé. Braun explique ce fait dans les termes suivants :

« Dans le discours guérillero, il est fait appel à la “réconciliation” entre les parties opposées et à la “reconstruction” de la nation colombienne. Pastrana et son entourage ont dû se demander à quoi le chef guérillero faisait référence, et ce que pouvait signifier une réconciliation, puisque ils ne pouvaient imaginer un passé dans lequel eux ou leurs prédécesseurs avaient pu être unis d'une manière quelconque aux guérilleros. Pour ceux-ci, la tâche qu'ils avaient en face d'eux était la construction de quelque chose de nouveau et de différent, dépassant le passé. La délégation urbaine qui se trouvait à San Vicente del Caguán pensait aux éléments positifs que l'avenir allait apporter ; les guérilleros, pour leur part, étaient concentrés sur toutes les choses si terribles qui s'étaient déjà produites»⁸⁹⁸.

Dans une certaine mesure, le désir du gouvernement de se tourner vers l'avenir représente un affront pour les guérilleros car cela revient à nier la légitimité de la lutte, de la violence subie. C'est nier les origines de leur lutte, la souffrance vécue, leur identité de colombiens, paysans et combattants. Ce fait, parmi d'autres, diminue l'intérêt et l'engagement que la guérilla va porter aux négociations.

Aux éléments mentionnés auparavant : l'ignorance mutuelle, les différences entre le monde urbain et rural, le chevauchement du personnel et du politique, les différences des temporalités, il faut ajouter le manque de confiance qui éloigne les parties. Du côté des FARC, selon l'analyse de Herbert Braun :

« Il semble que Marulanda n'a pas conçu les conversations avec le président et ses émissaires comme quelque chose qui pouvait apporter des résultats sérieux. De son point de vue, il n'y avait pas de sujets substantiels à discuter. Le guérillero savait que les autorités

civiles et militaires refusaient largement la politique de paix du chef de l'État, que dans la ville, celui-ci se trouvait assiégé, qu'il avait peu de pouvoir réel et qu'il pouvait à peine compter sur les médias pour soutenir tout engagement important qui pourrait se décider. (...). Marulanda savait aussi que Pastrana préparait une grande offensive militaire contre la guérilla avec l'aide, encore une fois, des Etats-Unis, reçue grâce au Plan Colombie »⁸⁹⁹.

En ce qui concerne l'Etat colombien, à mesure que la négociation avance, le gouvernement colombien et l'opinion publique commencent à considérer la possibilité que la guérilla n'a pas de véritables intentions de faire la paix et qu'au contraire, elle suit « un agenda secret ». Quand on étudie la question de la prolongation de la Zone Démilitarisée, la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, avertit le gouvernement colombien de l'existence d'un plan B, prévoyant le renforcement économique et militaire des FARC durant la période des négociations. Albright ajoute que le conflit colombien s'est désormais transformé en une bombe à retardement et en un facteur de déstabilisation pour la région, raison pour laquelle, il devient nécessaire de considérer l'intervention d'une force multinationale en cas d'échec du processus de paix. Des habitants de la Zone Démilitarisée, par exemple le curé de San Vicente del Caguán, Miguel Angel Serna, confirment les avertissements du gouvernement américain⁹⁰⁰. Durant la période des discussions, l'obstacle principal va donc être la « suspicion » de l'existence d'un agenda secret des FARC qui empêche le gouvernement d'avoir confiance en la guérilla comme interlocuteur. Après la fin des négociations, il va s'avérer que les FARC ont effectivement développé une double stratégie : d'une part, la négociation avec le gouvernement et d'autre part, un « Plan Stratégique pour la Prise du Pouvoir par les Armes ». La Zone Démilitarisée constitue la clef de voûte du plan permettant de développer trois axes forts : fortifier l'appui international comme organisation politico-militaire, recueillir des ressources financières, développer un réseau de trafic de drogue en échange d'armes et d'explosifs.⁹⁰¹ Durant le processus de paix, les FARC, de manière clandestine, promulguent la « loi 001 », par laquelle ils instaurent un nouveau gouvernement « avec Bolívar, pour la paix et la souveraineté » composé de membres des

⁸⁹⁸ *Ibid.*

⁸⁹⁹ *Ibid.*

⁹⁰⁰ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 243

⁹⁰¹ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. pp. 21-22.

guérilla ; ils promulguent aussi la « loi 002 » ou « sur les contributions », par laquelle le guérilla décrète que toute personne physique ou morale ayant un patrimoine supérieur à un million de dollars doit payer « un impôt pour la paix » au risque, en cas de refus, d'être détenue jusqu'au paiement demandé ; enfin, la « loi 003 » porte sur « la corruption administrative » et détermine que le seul moyen de lutter contre elle est un changement d'Etat et de régime politique pour un régime populaire basé sur l'éthique et la morale du bien commun⁹⁰². Les FARC rédigent le « Manifeste Bolivarien », document qui donne naissance au « Mouvement Bolivarien pour la nouvelle Colombie »⁹⁰³ et à une série d'alliances avec des partis et mouvements de gauche dans tout le continent⁹⁰⁴. Elles créent le parti communiste colombien clandestin⁹⁰⁵ (PC3) dont le but est d'infiltrer toute la société colombienne au moyen du recrutement de *profesionales* et d'universitaires⁹⁰⁶. La guérilla développe une politique extérieure dynamique⁹⁰⁷ et établit des relations avec d'autres organisations armées comme l'IRA, l'ETA et le Hezbollah⁹⁰⁸. Elle met au point un plan stratégique militaire, conçu pour éloigner les combats des municipalités de la Zone Démilitarisée, afin de rapprocher les fronts des grandes villes, dans le but de les encercler et de les bloquer pendant qu'est menée à bien la prise du pouvoir dans les départements du Caquetá, Putumayo et Meta⁹⁰⁹. Ainsi, tant les FARC que le gouvernement jouent sur deux tableaux : dialoguant tandis qu'ils s'arment pour continuer la guerre.

⁹⁰² *Ibid.* pp. 51-52

⁹⁰³ Le « mouvement Bolivarien pour la nouvelle Colombie » dans lequel les FARC proposent la construction « d'une manière clandestine, jusqu'à ce que de nouvelles conditions politiques permettent de jouer un rôle à égalité de conditions et de garanties avec les partis traditionnels », d'un nouveau régime « guidé par la tolérance et le respect de l'opinion d'autrui, qui garantisse une vraie redistribution des revenus, une éthique dans la direction de la chose publique, la souveraineté nationale, la justice sociale et la solution pacifique des différends ». Basés sur la pensée de Bolivar et un imaginaire d'unité, dépassant le cadre national, il propose une stratégie continentale qui réussisse à unir le reste des peuples latino-américains en articulant différentes expériences politiques et révolutionnaires. Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 361-365

⁹⁰⁴ « Après avoir participé au Deuxième Congrès Bolivarien des Peuples, célébré en août 2003 à Caracas, Iván Márquez et Mónica Granda, fille de Rodrigo Granda, ont mis à profit l'appui reçu par les FARC durant l'événement, par des partis communistes et des organisations de la gauche de toute Amérique latine pour créer la Coordination Continentale Bolivarienne, CCB ». Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 198

⁹⁰⁵ Le PC3 dit chercher « à appliquer à la réalité colombienne les principes philosophiques et méthodologiques du marxisme-léninisme. Il est inspiré par la pensée révolutionnaire du Libérateur Simón Bolívar, l'anti-impérialisme, l'unité latino-américaine, l'égalité et le bien-être du peuple ». Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 367

⁹⁰⁶ Soto (María Elvira), Garibelo (Andrés), *op.cit.*, 2011, (en ligne).

⁹⁰⁷ A la fin de l'expérience de la Zone Démilitarisée, les autorités colombiennes ont affirmé détenir la preuve du passage de Cubains, de nicaraguayens et d'ex-militaires vénézuéliens dans cette zone, ainsi que d'activistes italiens, croates, yougoslaves, pakistanais, russes, turcs, américains, hollandais, cambodgiens, israéliens, allemands et irlandais ». Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 475

⁹⁰⁸ Voir *Ibid.* pp. 475-479

⁹⁰⁹ Santos (Juan Manuel), *Jaque al terror : los años horribles de las FARC*, Bogotá, Planeta, 2009. p. 65

Finalement, il est possible d'affirmer que le Processus de Paix a été un ensemble de dénis de reconnaissance mutuels ayant commencé dès le début des négociations et la crise de la « *chaise vide* ». En effet, le 7 janvier 1999, Marulanda ne se présente pas à la cérémonie d'ouverture du processus de paix, alléguant des motifs de sécurité⁹¹⁰ (son discours sera lu par l'un de ses lieutenants, « Joaquín Gómez »). Le commandant des FARC laisse donc le président de la République *plantado*, tout seul, et la photo d'Andrés Pastrana, assis près d'une chaise vide, est reprise par les médias nationaux et internationaux, « refroidissant les attentes » face aux possibilités de succès du processus. Pour l'opinion publique colombienne, la « chaise vide » apparaît comme l'élément central de la « *chronique d'un échec annoncé* »⁹¹¹. Il semble que l'unique succès symbolique, véritable moment de rencontre et de reconnaissance entre les deux camps, est l'« euro-tournée » de février 2000. Une délégation de la guérilla et du gouvernement se rendent en Europe et rencontrent divers acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Herbert Braun souligne l'importance de ces rencontres informelles (avec musique, danse et boisson⁹¹²) pour la construction de la confiance, principalement pour le monde rural colombien.

« “Quand [nous sommes] arrivés en Norvège, l'une des meilleures fêtes du voyage (...), nous étions si heureux que nous sommes presque montés sur les tables”. “C'est ainsi que nous sommes, les colombiens”, s'est exclamé Víctor G. Ricardo, le Haut envoyé pour la paix. “Nous parlons de paix et aussi de politique”. “C'était un exercice de convivialité”, a déclaré le coordinateur du Comité Thématique, qui “nous a fait comprendre que nous faisons partie de la même équipe”. Raúl Reyes, l'un des dirigeants des FARC, déclara que “nous, les colombiens, ne pouvions continuer de nous tuer les uns les autres” »⁹¹³.

Cependant, malgré le « succès » certain de l'*Eurotour*, le Processus de Paix n'incarne pas une véritable politique de reconnaissance, à savoir, « *une politique [qui] suppose la reconnaissance de l'existence de l'autre, la prise en compte de son statut hiérarchique (face positive), le respect de ses valeurs internes (face*

⁹¹⁰ « Marulanda a insisté sur le fait qu'il ne s'était pas présenté parce qu'il craignait une menace pour sa vie. Bien que soit compréhensible un certain niveau de paranoïa chez un homme qui risqué sa vie durant un demi-siècle, son explication est peu crédible. De fait, sa vie ne pouvait pas être plus en sécurité qu'en partageant une scène publique avec le président. Peut-être le leader rebelle sentait-il la nécessité de rétablir sa crédibilité après avoir laissé ainsi seul le Président. Il est aussi possible qu'il se soit repenti immédiatement de son geste ». Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁹¹¹ En référence à un roman de Gabriel García Márquez, « *Crónica de una muerte anunciada* ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 108

⁹¹² Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁹¹³ *Ibid.*

négligée) et la mise en avant d'une certaine empathie via une identité partagée »⁹¹⁴. En absence de cette reconnaissance, « Marulanda » rapporte que lui et ses hommes n'ont pas été traités avec le sérieux et le respect qu'ils pensaient mérités⁹¹⁵. De même, Andrés Pastrana va s'estimer trahi⁹¹⁶, se sentant :

« Repoussé et humilié, son honneur bafoué. Il est possible qu'il ait pu éprouver alors ce que Eduardo Franco Isaza, Manuel Marulanda Vélez et le reste des guérilleros, avaient ressenti quand ils avaient dû se défendre eux-mêmes dans les années cinquante. Car les hommes politiques des villes et les rebelles ruraux ont plus en commun qu'ils ne le pensent. Ils font partie d'une culture commune qui s'exprime dans la recherche de la sociabilité et la nécessité d'être traité avec honneur »⁹¹⁷.

Comme on peut le constater, beaucoup d'éléments émotionnels et symboliques ont un effet sur la poursuite du conflit armé et l'échec des dialogues de paix. Quelles sont les conséquences de cet « échec »⁹¹⁸ ? En premier lieu, le processus de Caguán influence fortement le fonctionnement de la guérilla⁹¹⁹ avec le renforcement des effets de la culture « mafieuse » du trafic de stupéfiants. Le fait de se trouver dans une Zone Démilitarisée permet à beaucoup de guérilleros de profiter du pouvoir, du prestige et du pouvoir d'achat obtenus grâce à l'argent du narcotrafic. De cette façon, la discipline de la troupe s'affaiblit et conforte le processus de dépolitisation du mouvement. Dans la Zone Démilitarisée, beaucoup de guérilleros achètent dans les commerces, boivent dans les bars et font la fête. L'argent et la coca abondent. Selon un témoignage recueilli par Pascal Drouhaud :

⁹¹⁴ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 172

⁹¹⁵ Marulanda Velez (Manuel), *op.cit.*, 1973. p. 115 ; Puyana García (Gabriel), *Vivencias de un ideal : relatos que pueden ser historia*, Bogotá, 2001. pp. 152-153

⁹¹⁶ « Je vous ai donné ma parole et je l'ai tenue, je l'ai toujours tenue, mais vous avez trahi ma bonne foi, et non seulement la mienne, mais celle de tous les colombiens. Depuis le premier instant, vous avez laissé vide la chaise du dialogue alors que j'étais présent, gardé par vos propres hommes, prêt à discuter. Nous décrétons une zone pour permettre les négociations, nous acceptons de la libérer de la présence des Forces Armées, et vous la convertissez en repaire de ravisseurs, en laboratoire de drogues illicites, en un dépôt d'armes, de dynamite et de voitures volées. Je l'ai proposé et l'ai accompli dans un délai de 48 heures, mais vous, et votre groupe, n'avez fait que vous moquer du pays ». Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. pp. 65- 66

⁹¹⁷ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

⁹¹⁸ La conclusion de ce que le processus de paix a été un « échec » pourrait être mise en doute par « des preuves de changements profonds produits par le processus de Caguán (discrédit national et international de la guérilla, apprentissage de la pratique de la négociation, intégration de la communauté internationale dans les événements de la guerre et de la paix). Cependant, l'évènement est considéré comme un fiasco général. Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 166

⁹¹⁹ La Zone Démilitarisée va causer plusieurs problèmes à la guérilla. « Des problèmes liés à la gestion des couples qui se formaient et se séparaient, un recrutement démesuré, une absence d'actions sur le terrain, autant de faits qui commençaient à créer un climat malsain et dangereux, car source de disputes et de tensions internes. Les désertions se multipliaient. Ceux qui étaient sur les fronts se plaignaient de ceux qui étaient dans la Zone démilitarisée et qui ne se battaient plus ». Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 164

« Nous avons utilisé jusqu'au bout la Zone Démilitarisée. Mais cette période, qui a duré trois longues années, a présenté petit à petit de nombreux inconvénients dans nos rangs. En effet, la discipline s'est relâchée considérablement au fil des mois. Il y avait de nombreuses soirées arrosées, notamment de notre fameuse *aguardiente*, cet alcool très fort que vous trouvez dans toute la Colombie. Je ne devrais pas le dire mais les cadres supérieurs des FARC apprécient particulièrement le cognac et le whisky. D'ailleurs, l'armée a retrouvé dans la Zone Démilitarisée des milliers de bouteilles de Chivas Régale 18, Royal Salute, Johnny Walker Black Seal. Chaque cadre supérieur a ses habitudes. Alfonso Cano préfère le whisky Glenfiddish ; Ivan Rios le Chivas 18 ans d'âge ; Jacobo Arenas est connu pour son goût pour le cognac Rémy-Martin (...). Beaucoup des membres supérieurs présents dans la Zone Démilitarisée commençaient à s'habituer à rouler en 4x4 (qui étaient pour la plupart volés dans le pays et revendus 3 ou 4 millions de pesos). Ils conduisaient vite et les accidents étaient nombreux. Beaucoup grossissaient et perdaient la forme physique. La "bonne vie" était notre pire ennemi »⁹²⁰.

Une autre conséquence de l'échec du processus du Caguán pourrait cependant apparaître comme porteuse d'effets « pacificateurs ». Ainsi, l'idée se répand que la paix ne s'obtient pas seulement par la cessation des hostilités, mais qu'elle implique la résolution de sujets structurels comme la lutte contre l'injustice et l'impunité, une meilleure distribution de richesses, une plus grande participation politique⁹²¹... Le processus du Caguán montre que ces aspects sont importants pour parvenir à une pacification des relations sociales. Pour cette raison, l'un des aspects les plus critiqués des dialogues de paix est l'absence de propositions concrètes faites de la part de la guérilla. Durant le processus de Caguán, les FARC confirment leur incapacité de séduire et de réveiller une sympathie sociale autour de leurs causes et de leurs idéaux.

Dès lors, la troisième conséquence du processus de Caguán est la délégitimation totale de la guérilla aux yeux du peuple colombien. Avoir été considérées, au moins durant la durée des négociations, comme des acteurs « belligérants », « rebelles », « révolutionnaires », des « combattants de la liberté », les FARC sont désormais considérées comme des « périls nationaux »⁹²², « des criminels », et des « terroristes ». Elles sont considérées comme un groupe autoritaire, fondamentaliste, anachronique et barbare. Selon la perception ressentie

⁹²⁰ *Ibid.* p. 164

⁹²¹ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 166

par une grande partie de l'opinion publique, les faits et les actions de la guérilla durant la négociation devient la preuve de la « perte de direction » des FARC et leur transformation en quelque chose de différent d'une « vraie guérilla » (en référence principalement au M-19⁹²³). Beaucoup de témoignages soulignent la transformation de la guérilla :

« Elles [les FARC] ont leur loi, ont beaucoup d'argent et, à ce que l'on dit, ont des comptes bancaires ici et là. Voyez que pour leurs actes, le monde les considère déjà comme des terroristes. Elles n'ont déjà plus d'idéal populaire, de travailler et de lutter pour le peuple, comme cela a pu être le cas à une époque. Selon ce que l'on peut lire dans la presse et voir dans les journaux, leur objectif est plutôt de suivre leurs règles, comme de mourir là-bas, d'avoir un pouvoir d'achat dont ils profitent à leur façon : il se dit que l'on a découvert un club ou quelque chose d'approchant, très joli, à Caguán. Le général Serrano⁹²⁴ dit qu'ils se maintiennent à coup de whisky, de femmes et d'argent, grâce au narcotraffic »⁹²⁵.

La lutte politique et sociale des FARC se serait transformée en lutte pour défendre les privilèges, les appartenances et les pouvoirs qu'octroie l'argent⁹²⁶.

Une quatrième conséquence est la perception, de la part d'une grande partie de l'opinion publique colombienne et du gouvernement, des actions des FARC comme un « mensonge », une offense à la souveraineté et à la dignité colombienne. La guérilla se serait « moquée »⁹²⁷ du pays. Elle aurait trompé les colombiens et manqué à sa parole en utilisant la zone de détente pour recruter plus d'hommes et de femmes, réaliser des activités d'entraînement militaire, s'équiper de meilleures armes et matériel de guerre, avoir caché et séquestré des personnes, avoir camouflé ses activités de production et de trafic de drogues, et augmenter ses ressources économiques :

⁹²² L'opinion publique se détourna de leur rébellion qui constitua désormais un imminent péril national. Fernandez (Pauline), *op.cit.*, 2007. p. 33

⁹²³ Témoignage de « Santiago ». « Ils ont passé deux ans et six mois dans les dialogues de paix. Quand les choses sont claires, vous venez et vous dites que vous voulez ça et alors, on fait les modifications et le problème se termine. Donc, tu prends, ou plutôt, je te donne tant, c'est comme du business et le business doit se passer rapidement. C'est ce qui se passe quand les affaires se déroulent loin et durent trop de temps : elles n'aboutissent à rien. Il y a longtemps j'ai vu ce qu'était un processus de paix avec ce qui s'est passé avec le M-19 : le processus est arrivé, ils ont parlé avec eux, ont mené les discussions, ont négocié et c'était fini : ils ont livré leurs armes publiquement devant les caméras et tout le monde, devant l'Église, devant le monde rural : terminé ! Ils ont réglé leur problème et ont commencé à former le mouvement politique. Malheureusement, certains d'entre eux ont commencé à mourir, à mourir ceux qui étaient à la tête, pour différentes raisons. Qui c'était ? Je ne sais pas, mais ils ont résisté, ici, où personne résiste ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 109

⁹²⁴ A l'époque, directeur de la Police, Général Rosso José Serrano.

⁹²⁵ Témoignage de « Nidia ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 111

⁹²⁶ *Ibid.* pp. 139-140

⁹²⁷ « Pastrana anuncia fin de zona de despeje », [Emission TV], El Espectador, Señal Colombia 18 de febrero 2012.

« À l'heure du thé, les guérilleros n'ont jamais accompli ce que Pastrana avait annoncé : qu'ils allaient cesser de mettre des voitures-piégées et d'autres choses. Ils voulaient ce territoire sans armée, pour préparer *coquita* (la drogue) et la porter aux États-Unis. Le processus, pendant trois ans, n'a servi à rien, seulement à libérer quelques soldats. Si au moins, ils avaient permis à l'enfant, Andrés Felipe, de voir son père avant de mourir d'un cancer. Pourquoi diable ne lui ont-ils pas permis de voir son papa ? Parce qu'ils l'ont tué (...). Je ne sais pas ce que signifie la paix pour le gouvernement : aller voir Tirofijo et lui dire : bon, faisons la paix. Je ne sais pas comment ils ont réussi à la faire avec le M-19 après l'affaire du Palais de Justice. Est-ce que, à cette époque, les choses étaient plus simples pour faire la paix ? »⁹²⁸.

Le sentiment d'avoir été objet de « moquerie », d'avoir été « trompé »⁹²⁹ devient une vexation qui cause une blessure à l'« amour-propre » d'une grande majorité du peuple colombien. En réaction, récupérer l'estime de soi-même passe dès lors par « destruction » de l'adversaire. De cette façon, « le pendule émotionnel » des colombiens est repoussé vers l'autre extrémité : de l'illusion d'un dialogue au feu à volonté. Du mandat pour la paix⁹³⁰ à la sécurité démocratique⁹³¹, c'est-à-dire, à une stratégie militaire de résolution du « problème » de la guérilla.

⁹²⁸ Testimonio de « Fabiola ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 111

⁹²⁹ « Sans laisser de place au doute, les FARC ont systématiquement menti à Caguán. Mais : pourquoi l'ont-elles fait ? À l'explication qu'elles sont devenues une organisation criminelle, dédiée au trafic de stupéfiants (ce qui se défend), je voudrais ajouter trois hypothèses lesquelles, en plus d'être compatibles entre elles, illustrent mieux la complexité du problème. En effet, le mensonge a eu sa logique (ou mieux, une logique distincte), et n'a pas été seulement le produit de l'identité « terroriste » de la guérilla. La première hypothèse consiste en ce que, au moins en partie, les FARC ont menti parce que quand elles se sont assises pour négocier elles étaient à leur apogée militaire. Jamais auparavant, elles n'avaient eu une si grande force, contrôlé tant de territoires et porté aux Forces Armées colombiennes des coups si durs comme ceux de El Billar ou Patascoy. Il ne faut pas être un grand stratège militaire pour deviner que, quand un groupe armé illégal (avec des prétentions révolutionnaires), se trouve à son « meilleur moment militaire », il a peu d'incitations à négocier de bonne foi. Probablement les FARC ont cru qu'elles continueraient de gagner du terrain avec la guerre, et dans ce sens il était inutile de s'embarquer dans une véritable négociation de paix. Aujourd'hui, nous savons que les FARC ont commis une erreur de grande ampleur et les coups qu'elles ont reçus ensuite de la part de l'armée. Mais l'optimiste guérillero face à l'option armée à la fin des années quatre-vingt-dix permet de comprendre sa propension à mentir. La deuxième hypothèse est que les FARC ont menti à cause du trauma de l'Union Patriotique (UP). Au contraire d'autres guérillas, durant les négociations avec le gouvernement de Betancur, les FARC ont formé leur propre parti politique, l'UP, qui a subi comme chacun sait, une extermination de ses leaders et de ses militants. Dans ces conditions, l'abandon des armes (inévitables dans n'importe quel processus de paix) a été un sujet extrêmement compliqué pour les FARC. Le mensonge des FARC à Caguán s'explique aussi parce que le gouvernement ne leur a jamais donné assez de raisons de croire que l'histoire macabre de l'UP ne se répéterait pas. Une troisième hypothèse se rapporte à l'aspect relationnel des négociations. Les FARC ont menti parce que le gouvernement de Pastrana et même la communauté internationale l'ont permis. On aurait pu contrôler le niveau de mensonge de la guérilla en adoptant une position beaucoup plus ferme en ce qui concerne les règles du jeu du processus de paix et la nécessité d'une vérification internationale. Au moins le mensonge n'aurait pas pris autant d'ampleur ». Nasi Lignarolo (Carlo), *op.cit.*, 2012, (en ligne).

⁹³⁰ Le Mandat Citadin pour la paix, formellement désigné comme le Mandat Citadin « pour la Paix, la Vie et la Liberté », est une initiative soutenue localement par des organisations, comme REDEPAZ et Pays libre, et internationalement par l'UNICEF, cherchant la mobilisation des Colombiens dans le but de constituer une force de paix exigeant des solutions pacifiques au conflit et le respect du DIH, dans le même temps, il demandait aux acteurs armés la fin des affrontements pour construire un accord de paix durable. Le Mandat pour la Paix, a reçu l'appui de 2.7 millions d'enfants en 1996 et de 10 millions de Colombiens adultes en 1997. Tous ont participé à travers un vote qui offrait d'aider à construire la paix comme devoir citoyen et exigeait aux acteurs armés d'arrêter la guerre et de respecter la population civile.

Il s'agit de l'une des conséquences les plus importantes de la rupture des négociations entre le gouvernement et les FARC : la délégitimation de la recherche d'une solution négociée ou politique à la situation de la violence vécue par le pays. Pour beaucoup, el Caguán est synonyme d'une maladresse, d'une naïveté et même d'une irresponsabilité. Une maladresse, parce que l'erreur a été commise de négocier avec des « terroristes »⁹³². Une naïveté, parce que le gouvernement et l'opinion publique se sont laissés tromper par la guérilla. Une irresponsabilité, parce que les dispositions prises par le gouvernement, par exemple, la concession d'une Zone Démilitarisée, ont contribué au raffermissement stratégique et militaire de la guérilla. Le Processus de Paix de Caguán discrédité par la suite n'importe quelle nouvelle initiative de paix. « *Si tu dis "paix", quelqu'un répond "Caguán", comme un "Sésame ferme-toi" dans le débat (...). Le mot "Caguán" a aussi acquis un effet magique et pervers : il a fermé toutes les portes au dialogue. Rien que de le prononcer pendant ces dix dernières années ferme les portes et les oreilles à une sortie politique du conflit* »⁹³³. Cela a restreint l'éventail des options politiques au profit de l'option militaire contre les « terroristes » finalement privilégiée par le président Alvaro Uribe lors de ses deux mandats (2002-2006 et 2006-2010).

Comme nous l'avons vu dans l'étude historique de la guérilla des FARC, leur apparition, leur consolidation, le renforcement et la pérennisation de la violence (exercée par cet acteur), trouvent leur origine dans des éléments politiques (l'affrontement entre deux partis traditionnels, libéral et conservateur ; les déficiences du système politique et la faiblesse de l'État), économiques (les bénéfices tirés de l'« économie de guerre » et des activités illicites), stratégiques (contrôle de territoires stratégiques : zones de production de matières premières et couloirs stratégiques pour le transport de biens à forte valeur ajoutée). Ainsi, l'existence de la guérilla des FARC peut s'expliquer du point de vue de la

⁹³¹ La politique de Sécurité Démocratique est l'une des politiques mises en application par le gouvernement d'Alvaro Uribe, et qui cherche à assurer la présence de l'État dans toutes les régions du pays, présence entendue comme militaire et policière.

⁹³² « Cette interprétation suppose que l'obstacle fondamental pour négocier avec succès se réfère à l'identité même des FARC, dont l'essence est 'terroriste', et qui se pose comme un obstacle absolu pour atteindre la paix. Selon ce postulat, l'échec des négociations de Caguán s'explique uniquement par le mensonge des FARC, devenues une entreprise criminelle et un narcotraffiquant, sans idéologie et (ou) aucun intérêt dans la paix ». *Ibid.*

⁹³³ Barreras (Roy), « El Caguán o El 'Ciérrate Sésamo' », *El Espectador*, 18 février 2012, (en ligne).

rationalité économique, stratégique ou politique des acteurs. Cependant, bien que « *l'opposition classique établie entre raison et passion constitue la matrice majeure des jugements portés sur la violence* »⁹³⁴, il est certain que l'existence d'une organisation comme la guérilla des FARC, et dans une certaine mesure, la violence existant en Colombie, ne peuvent pas être comprises sans tenir compte d'éléments moraux, émotionnels, subjectifs, identitaires, symboliques... et sans étudier dans quelle mesure la lutte de la guérilla est une lutte pour la reconnaissance, dans un sens honnethien, c'est-à-dire, une recherche pour consolider la confiance, le respect et l'estime de soi des individus et des organisations. La décision de s'engager dans la violence et de créer une organisation armée, ne peut pas être complètement appréhendée sans mesurer dans quelle mesure les individus expérimentent des expériences de « mépris » comprises comme des expériences subjectives, altérant l'image qu'ils ont d'eux mêmes ou les modèles sociaux de reconnaissance qui ne leur permettent plus de savoir s'ils sont respectés ou pas dans leur communauté ou leur milieu socio-culturel (H₁).

Cependant, la lutte pour la reconnaissance et les nécessités émotionnelles, psychologiques, socioculturelles, morales, identitaires qui la motivent, ne sont pas statiques. Dans le cas colombien, l'on peut observer une évolution, une addition de dénis de reconnaissance qui ne conduisent pas nécessairement à des sphères de reconnaissance plus importantes mais plutôt à un degré plus élevé de violence (H₂). Dans l'analyse réalisée, le processus commence à l'époque de *la Violencia*. L'apparition des groupes d'autodéfense et des guérillas libérales et communistes, qui ont postérieurement constitué les FARC, peut s'expliquer :

- Par la nécessité des individus d'affirmer leur identité (dans ce cas, politique et religieuse) face à un autre groupe qui semble la mettre en doute, de chercher à « imposer le respect » face aux attaques (d'abord symboliques puis armées) émanant des deux collectivités politiques ;
- Par la nécessité des individus d'être libérés de la paralysie émotionnelle et psychologique produite par le fait d'être victime de la violence (phénomènes de ritualisation de la mort et réification des êtres et des corps) ;

⁹³⁴ Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 27

- Par les dynamiques de vengeance, interpersonnelle et collective, qui enclenchent des spirales de violence ;
- Par la nécessité de récupérer l'« honneur perdu », suite à l'opprobre infligée par l'« autre » à la parentèle, aux femmes, aux biens ;
- Par l'opportunité, offerte par l'affrontement « justifié par des raisons politiques », de donner libre cours à la haine et aux querelles personnelles ;
- Par le sentiment d'irrespect et d'injustice généré par le système politique du Front National, qui refusait la possibilité aux individus de participer à la délibération et à la prise de décision de la communauté) ;
- Par la possibilité procurée par les « armes » d'obtenir du prestige social, du pouvoir et de la reconnaissance : la mise en valeur des capacités individuelles (par exemple, dans le combat) et l'accomplissement individuel qui pouvait découler de l'idée de « lutter pour une juste cause »...

Autant d'éléments, de nécessités de l'*homo symbolicus* qui forment la base de la lutte par la reconnaissance. Par la suite, pendant les années 60 et 70, les nécessités émotionnelles, morales, identitaires non satisfaites, caractérisant la guérilla durant l'époque de *La Violencia*, continuent d'exister et viennent s'ajouter à de nouvelles nécessités, résultant dans une certaine mesure, du contexte international, c'est-à-dire, de l'apparition d'un mouvement international qui cherche la reconnaissance, pour tous les êtres humains, du principe « libres et égaux ». La lutte est orientée vers le combat contre les atteintes au statut universel de l'homme (sphère du droit). En plus des paysans-guérilleros qui continuent de se battre pour dépasser, entre autres, l'état de victimes et réagir au mépris du « monde urbain », apparaissent des jeunes et des hommes politiques, issus des villes, recherchant une reconnaissance individuel et collective à travers l'appartenance et l'engagement dans une « cause », un « mouvement » régional et mondial. Ainsi, se développe un discours politique qui permet d'englober les atteintes de reconnaissance primaires (« affection ») et celles portant atteinte à certains modes de vie particuliers (« solidarité »). En Colombie, la pensée politique de gauche et plus précisément l'idéologie communiste fournit un cadre universel à la consolidation des revendications collectives de la part des FARC, où chaque individu a la possibilité de se

reconnaître. Cette idéologie offre une série de références, de normes, de valeurs et une identité culturelle et politique dotée d'un minime de « contenu ».

Par la suite, un élément « économique », l'apparition du trafic de stupéfiants, transforme l'espace social, modifiant les attentes de reconnaissance des individus avec l'apparition des blessures narcissiques liées à l'existence d'une inégalité entre ceux qui bénéficient de l'« argent facile » et ceux qui n'y ont pas d'accès. L'engagement des FARC dans le trafic de stupéfiants produit une forte dépolitisation du mouvement : le discours de gauche se maintient mais les nécessités individuelles de reconnaissance, dans le cadre de nouvelles attentes générées par le trafic de drogues, vont prendre le dessus. Les guérilleros entrent aussi dans la compétition pour le pouvoir, les femmes, les objets de luxe, le « respect » imposé par les « nouveaux riches », les « magiciens » qui, d'un jour à l'autre, construisent des empires et des fortunes. De nouveaux groupes armés font leur apparition, et comme à l'époque de la violence, la stratégie de la terreur est utilisée pour contrôler les « cœurs » et les territoires, générant de nouvelles victimes et de nouvelles dynamiques de violence. À la fin des années 90, une issue à la violence guérillera est recherchée au moyen d'un processus de paix, qui échoue, non seulement à cause de l'incompatibilité politique des parties ou des modifications de l'équilibre militaire entre les deux parties, mais surtout à cause d'une série de « dénis de reconnaissance » mutuels entre le gouvernement et les FARC. L'opinion publique et le gouvernement, se sentant « trahis », « humiliés » par les FARC, choisissent Alvaro Uribe qui, pour ne pas « perdre la face » vis-à-vis de la guérilla, utilise une rhétorique dépréciative pour transformer les insurgés en terroristes et s'assurer le droit de les combattre (renforcement militaire). La posture du gouvernement, en utilisant l'intimidation et la stigmatisation, contribue à la construction et au renforcement d'identités irritables et belliqueuses du côté des FARC.

2.3 Ne pas perdre la face pour gagner les cœurs et les esprits : affrontement FARC-gouvernement Uribe

« La guérilla, ces messieurs des FARC et de l'ELN, disent qu'ils défendent le peuple. De qui? Du gouvernement et des paramilitaires. Les paramilitaires disent qu'ils défendent le peuple de ces messieurs de la guérilla, et le gouvernement dit qu'il défend le peuple de ces deux-là. Mais ce que l'on voit, c'est que tous les trois attaquent le peuple... et tous parlent d'une Colombie libre, mais libre de qui ? Ce serait d'eux... »⁹³⁵

À partir de l'élection d'Alvaro Uribe, la confrontation armée s'accroît dans le pays. Mais au-delà de ce fait, une lutte symbolique s'engage entre le gouvernement et les FARC, chacun essayant de discréditer l'autre vis-à-vis de la communauté internationale et de l'opinion publique colombienne. Cette lutte pour la reconnaissance porte sur le droit de « nommer », d'imposer sa vision de soi-même et de l'« autre » dans un contexte de violence armée, afin de gagner les cœurs et les esprits de l'opinion publique nationale et internationale. La relation dialogique conflictuelle qui va s'instaurer entre le gouvernement et les FARC, remplie de dénis de reconnaissance mutuelle, conduira, comme nous allons le voir, à une surenchère et radicalisation de la violence.

Parmi différentes stratégies adoptées, le gouvernement de Alvaro Uribe nie l'existence d'un conflit armé (il refuse de donner à la guérilla le statut social de belligérant ou de reconnaître la légitimité de sa lutte) ; il décrit la guérilla comme composée de criminels et de terroristes ; il met en application une politique de Sécurité démocratique pour obtenir l'union du pays autour de la figure du « soldat héroïque » ; il développe de multiples opérations militaires pour « en finir avec l'idée que la guérilla est invincible » ; il négocie avec les groupes paramilitaires pour démontrer que « les guérillas sont les seuls acteurs qui ne veulent pas la paix » ; et il recherche la création d'un « État Communautaire » pour permettre aux

⁹³⁵ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 116

citoyens de participer aux décisions de l'État et obtenir une vraie « unité nationale ».

La guérilla définit quant à elle le gouvernement Uribe comme un gouvernement paramilitaire, soumis aux intérêts des États Unis ; elle développe un discours présentant le gouvernement Uribe comme un facteur leur ayant permis de se fortifier (les désertions au sein de la guérilla sont présentées comme une forme de purge du mouvement et, faire face à un « ennemi » puissant leur permet, selon les FARC, de se rendre compte de leurs vraies capacités) ; les FARC intensifient leurs actions violentes (enlèvements, attentats, massacres...), d'une part, pour démontrer que le gouvernement ne peut pas gagner la guerre, et d'autre part, pour lui faire porter la responsabilité de la violence exercée par la guérilla : s'il y a des attentats, c'est parce que le gouvernement Uribe est un gouvernement oppresseur, si les personnes séquestrées ne sont pas libérées, c'est parce qu'Uribe ne veut pas négocier, etc.

En 2002, la paix et la guerre sont au centre de la campagne électorale. Après la « désillusion » du processus de Paix (1998-2002), une grande partie de l'opinion publique recherche « l'homme providentiel » capable d'endiguer la menace de la guérilla et de mettre un terme à la violence croissante dans le pays. Alvaro Uribe Velez présente un programme de gouvernement autour d'un « Manifeste Démocratique » présentant « 100 propositions »⁹³⁶ centrées sur la « sécurité démocratique » et la lutte contre la corruption dans la vie politique. Avec son « Plan de sécurité », Uribe propose la récupération du contrôle militaire du territoire, le durcissement de la guerre contre la drogue et la guérilla, le rétablissement de la sécurité sur les routes et le délégitimation du caractère politique des groupes subversifs, qualifiés désormais par le gouvernement Uribe de « narcoterroristes » en guerre contre un Etat pleinement légitime. Avec son slogan de campagne « Main de fer, grand cœur » (« *Mano firme, Corazón grande* »), Uribe traduit la lassitude du pays face à la durée du conflit armé et sa frustration face au comportement de la guérilla durant le processus de paix sous le gouvernement antérieur. Une fois au pouvoir, il réunit cet ensemble de stratégies et politiques sous l'appellation de « politique de sécurité démocratique ». Son

application garantit, en principe, le rétablissement de conditions minimales de sécurité, ce qui doit produire des effets positifs sur l'économie en rétablissant la confiance et en augmentant l'investissement de capitaux. En conclusion, la croissance économique et des conditions favorables à l'augmentation de la productivité, nécessaires à la création d'entreprises, à l'emploi et à la réduction de la pauvreté, requièrent la garantie de la sécurité et la limitation de la « menace terroriste »⁹³⁷. Uribe se présente comme un candidat à la présidence à « poigne » face à la guérilla, considérée à ce moment comme la « principale responsable des souffrances et des problèmes du pays ».

Alvaro Uribe est d'abord considéré comme un « ovni » politique. Habituellement militant du parti libéral, il se présente comme candidat indépendant⁹³⁸ (pour le parti « La Colombie en premier » – *Primero Colombia* –, créé pour soutenir sa candidature) et se fait élire avec les votes du parti conservateur. En peu de mois, il passe de 1 % d'intentions de vote à 50 %. En sortant du discours politique traditionnel, il se présente, dans une certaine mesure, comme un candidat « apolitique », un technocrate et un administrateur en lutte contre la corruption et les « politicards »⁹³⁹. Le candidat Alvaro Uribe peut même se poser en « victime » de la violence guérillera. En effet, son père a été assassiné par les FARC lors d'une tentative manquée d'enlèvement :

⁹³⁶ Uribe Vélez (Alvaro), Manifiesto Democrático - 100 Puntos, (en ligne).

⁹³⁷ González (Fernán), « El fenómeno político de Álvaro Uribe Vélez. ¿De dónde proviene la legitimidad de este líder elegido por segunda vez como presidente? », *Las formas de legitimidad en Colombia: legitimidades institucionalizadas y legitimidades prácticas*, Instituto de investigación y debate sobre la gobernanza, 18 septembre 2006, (en ligne).

⁹³⁸ Initialement, Álvaro Uribe Vélez, qui a toujours milité au sein du Parti libéral (il a été député et gouverneur d'Antioquia avec ce parti), se présente aux élections présidentielles de 2002 comme candidat aux primaires de cette collectivité politique. Cependant, il allègue du manque de garanties dans son opposition avec l'ex-ministre et ex-candidat à la présidentielle Horacio Serpa et décide de se présenter comme candidat indépendant. Ses principaux adversaires seront Horacio Serpa, représentant le Parti libéral; l'ex-dirigeant syndical Luis Eduardo Garzón par le « Pôle Démocratique Indépendant », l'ex-ministre Noemí Sanín par le « Mouvement Oui, Colombie » et la sénatrice Ingrid Betancourt pour le Parti Vert Oxygène.

⁹³⁹ « À côté du problème du conflit armé, les Colombiens considéraient - et considèrent- que les malheurs de la nation sont dus en grande partie à l'incompétence de leurs leaders et représentants, ajoutée à la corruption et aux politicards qui envahissent les agences étatiques, le Congrès et l'activité politique en général. Dans l'imaginaire collectif des Colombiens, l'idée prédomine que la politique et les hommes politiques portent atteinte au développement social des communautés et nuisent notablement à la société puisqu'ils se dédient exclusivement à rechercher leur enrichissement personnel et leur pérennité dans le pouvoir. Cette perception s'est renforcée depuis la crise de la représentation et des partis politiques traditionnels - libéral et conservateur - qui a commencé dans les décennies passées. Dans les années 90, les scandales dus à la présence de l'argent et des intérêts de narcotrafiquants du cartel de Cali dans la campagne du candidat élu du Parti libéral, Ernesto Samper, a encore aggravé un peu plus la délégitimation du régime politique et de ses représentants. Par la suite, le rejet généralisé du gouvernement conservateur d'Andrés Pastrana a fini de porter à son comble la frustration que les Colombiens ressentaient à propos des partis traditionnels, des machinations politiques et des institutions corrompues et inefficaces. Cette situation a permis à quelques leaders, qui se présentaient comme "anti-politiciens", de conquérir d'amples franges de l'électorat avec la proposition d'une option de gouvernement centrée sur

« Mon père a été assassiné dans l'après-midi du 14 juin 1983 durant une tentative de séquestration. Ils ont tiré deux fois sur lui; l'une dans la gorge et l'autre dans la poitrine, c'est ce dernier tir qui l'a tué. Il avait 50 ans. Conformément aux témoignages de nos voisins et des travailleurs de Guacharacas, le crime a été commis par une douzaine d'hommes du front dit 36 des FARC. (...) Treize ans après, s'est produit la tragédie finale à Guacharacas. Le 25 février 1996 - j'exerçais alors comme gouverneur d'Antioquia - des militants de l'Armée de Libération Nationale (ELN) ont fait irruption dans la propriété et ont brûlé la maison. (...) Parfois je suis décrit comme une espèce de Bruce Wayne sud-américain : un enfant privilégié qui a juré de venger la mort de son père assassiné par des bandits. Disposé, selon ce que certains pensent, à faire des pactes avec le diable et à tolérer n'importe quelle espèce d'abus afin de réaliser ma "mission", quel qu'en soit le prix, je serais entré en politique et arrivé jusqu'à la Présidence pour me venger des FARC et de tous les groupes de gauche. Je dois admettre que cette interprétation, bien qu'elle soit fautive, n'est pas tout à fait déraisonnable, si l'on tient compte du passé de la Colombie. Plusieurs des chapitres les plus tristes de son histoire se sont écrits avec le sang de ceux qui cherchaient à se venger. Depuis les guerres civiles du XIXe siècle, *La Violencia* de la décennie des années cinquante et, ces derniers temps, les morts causées par le trafic de stupéfiants, beaucoup de milices et de groupes armés ont été rejoints par des personnes ayant pris les armes pour venger un père assassiné, une soeur violée, un parent ou un ami à qui des terres ont été volées. J'ai aussi vécu une tragédie aussi douloureuse et j'ai ressenti l'intensité des émotions qu'elle produit, en particulier la rage. Je crois que ceux qui subissent une perte à cause de la violence ont à prendre une décision et que la majorité des Colombiens a choisi de prendre le même chemin que celui que j'ai suivi. (...) »⁹⁴⁰

Finalement, Uribe sera le premier président à être élu au premier tour depuis que la réforme du scrutin présidentiel institué par la Constitution de 1991, avec un total de 53 % des votes (5.862.655 votes), battant largement son adversaire principal, Horace Serpa, qui obtient 31,8 % des votes (3.514.779 votes)⁹⁴¹. Alvaro Uribe a su capitaliser sur le sentiment d'insécurité des Colombiens et leur rejet des acteurs armés et des hommes politiques corrompus.

La violence est accompagnée d'un discours de la part des acteurs dont l'objet porte principalement sur sa légitimité. La bataille linguistique et symbolique doit permettre de déterminer qui possède la violence légitime : « *la définition de la violence – et l'attribution subséquente du rôle que l'on s'attribue en son sein ainsi que les rôles que l'on accorde à ses "adversaires" ou à la*

l'aspect technique, administratif et gestionnaire. (...) Le candidat Uribe s'inscrivait dans cette tendance ». González (Fernán), *op.cit.*, 2006, (en ligne).

⁹⁴⁰ « Alvaro Uribe se confiesa », *Semana*, 22 septembre 2012, (en ligne).

⁹⁴¹ Selon le Registre National de l'État Civil, la participation aux élections a été de 46.471 % (11.249.734 personnes) des inscrits au recensement électoral. « Informe de Votación », Registraduría Nacional del Estado Civil, s.d., (en ligne).

population – devient alors l’un des principaux enjeux »⁹⁴². Légalement, le gouvernement colombien possède à priori le monopole de la contrainte légitime. Cependant, la spécificité de la Colombie est de connaître l’existence d’acteurs qui contestent ce monopole. Il y a des acteurs, les paramilitaires, qui se posent en alternative à la faiblesse de l’Etat et revendiquent pour eux-mêmes une violence légitime avec l’appui moral d’une partie de la population, en utilisant un argumentaire fondé sur le droit à la légitime défense. Par opposition, les mouvements de guérilla se présentent comme les représentants légitimes du peuple ou de la société civile et elles justifient leurs actions par la nécessaire résistance à l’oppression d’un gouvernement illégitime. La dévalorisation de l’adversaire passe donc par un discours tendant à diaboliser l’adversaire et cherchant même à lui ôter son caractère « humain », le transformant en objet, le réifiant. Cette dévalorisation se fait à travers un ensemble de références, de symboles qui, en théorie, permettent de distinguer les camps. A cet égard, l’une des premières actions du gouvernement Uribe est de nier l’existence d’un « conflit armé » en Colombie. Ainsi, il renonce clairement à toute forme de reconnaissance de la guérilla, à qui l’on refuse le statut de belligérant⁹⁴³ et la légitimité de sa lutte. Il ne s’agit plus que d’acteurs criminels qui cherchent leur propre intérêt.

Le brouillage des frontières définitionnelles de la « notion de guerre » est particulièrement présent en Colombie et transparaît dans la nature et la variété du « discours sur la guerre » des protagonistes du conflit. La catégorisation du « conflit » est elle même conflictuelle : certains auteurs parlent de « violence politique », d’autres de « guerre civile », et les sources gouvernementales colombiennes utilisent des expressions comme « violence interne » ou « lutte contre le terrorisme ». Cette abondance de définitions résulte de la complexité de la situation colombienne : la violence y est caractérisée par une pluralité d’acteurs

⁹⁴² Peñafiel (Ricardo), Nantel (Lyne), *op.cit.*, 2008. p. 207

⁹⁴³ La belligérance désigne la situation juridique internationale par laquelle un groupe se trouve autorisé par le Droit des conflits armés ou le Droit de guerre à réaliser des actions militaires contre un groupe ennemi, et donnant d’égales garanties internationales à tous deux. Dans un conflit armé interne, le statut de belligérant peut aussi être accordé à un groupe en armes qui, dans une guerre civile, acquiert sur une partie du territoire des caractéristiques similaires à celles d’un gouvernement légitime (communauté belligérante). Être sujet du droit international leur impose des obligations et elles peuvent faire valoir des nécessités, y compris le droit à la guerre, auxquelles elles doivent se soumettre pour préserver leur statut.

reliés par de complexes interactions, par des intérêts multiples dans des lieux très variés et par la diversité des formes de lutte utilisées⁹⁴⁴.

C'est pourquoi, il a été si difficile de réussir à obtenir un accord sur la façon de définir la situation de violence colombienne, non seulement au niveau académique et théorique, mais aussi du point de vue juridique et politique. La présidence d'Alvaro Uribe, en refusant catégoriquement de reconnaître en Colombie l'existence d'un conflit interne armé, marque clairement une rupture avec la politique menée par son prédécesseur. Il s'agit, selon la position officielle du gouvernement, d'une grave situation d'« insécurité », caractérisée par des « actes de violence » menés par « des brigands, des criminels et des terroristes ». Selon le président Uribe:

« Ceci n'est pas une guerre. Ce n'est pas un conflit. C'est une démocratie au service de 44 millions de citoyens, défiée par de riches terroristes »⁹⁴⁵.

Alvaro Uribe Velez, en arrivant au pouvoir, cherche à opérer un renforcement de la présence militaire et policière de l'État sur l'ensemble du territoire. L'axiome de la sécurité se convertit en un élément essentiel de l'action du gouvernement. Dans ce contexte, il est établi que le pays vit une « situation de violence interne », raison pour laquelle le gouvernement doit concentrer son action sur la lutte contre la criminalité et le terrorisme.

Pour nier ce qui apparaissait comme une évidence, l'existence d'un conflit armé en Colombie,

« Uribe doit procéder à une redéfinition des termes jusque là constitutifs de la représentation de la scène de confrontation de forces. Il doit notamment faire passer les guérillas du statut de protagoniste (politique) armé vers celui de terroriste, de mal politique, avec lequel il ne peut y avoir de négociation possible, mais uniquement une guerre frontale conduisant à son annihilation »⁹⁴⁶.

⁹⁴⁴ Voir González (Johanna), *op.cit.*, 2011 et « La labelización de la violencia como arma de guerra: utilización de la clasificación de la conflictualidad internacional como estrategia simbólica y bélica del gobierno colombiano », *Journées des Jeunes Américanistes (JJA)*, Violences, Risques et Crises dans les Amériques. Ruptures, mutations et permanences. Perspectives transdisciplinaires et dialogues méthodologiques, Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, le Collège Franco-Mexicain en Sciences Sociales, l'Institut Français d'Amérique Centrale, l'Institut de Recherche pour le Développement et l'Institut des Amériques et la Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales, Guatemala, 19-21 juin 2013.

⁹⁴⁵ « Palabras del Presidente Uribe en posesión de nuevo Comandante de la FAC », *CNE*, Bogotá, 8 septembre 2003.

⁹⁴⁶ « La stratégie illocutoire (rhétorique) d'Uribe (...) ce qui fait perdre aux guérillas le statut de protagonistes armés (violence légitime), c'est le fait de continuer à opérer malgré la présence en Colombie d'une 'démocratie consolidée' ». Peñafiel (Ricardo), Nantel (Lyne), *op.cit.*, 2008.

Ainsi, en plus de nier l'existence d'un conflit armé en Colombie (en refusant toute légitimité et reconnaissance à la lutte des FARC), pour la redéfinir comme une situation de violence interne, le gouvernement Uribe qualifie la guérilla de « terroristes » :

« Quand je dis que cette réalité de violence ne doit pas être appelée conflit, c'est parce que nous ne reconnaissons pas la légitimité, comme acteurs, de ceux qui sont venus inonder de sang les campagnes colombiennes. Ils méritent simplement le nom de terroristes »⁹⁴⁷.

2.3.1. Assimilation de la guérilla au terrorisme

A cet égard, les autorités colombiennes présentent la guérilla comme « l'ennemi intérieur » et adoptent, à la suite du 11 septembre 2001, un discours de défense de la société basé sur l'assimilation de la guérilla au terrorisme, celle-ci ne respectant aucune règle, pas même les règles morales de base (c'est-à-dire, ne pas tuer aveuglément d'innocents).

Pour quelle raison le gouvernement Uribe défend-il de manière si véhémement sa classification dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ? Alfredo Rangel signale que la stratégie du gouvernement consiste à diaboliser la figure du guérillero et à minimiser les effets médiatiques des actions de la guérilla⁹⁴⁸. Ainsi, le gouvernement Uribe fait non seulement passer au second plan la thèse des causes structurelles et objectives du conflit mais change radicalement le langage historique et redéfinit la confrontation armée comme une lutte contre le terrorisme. Malgré une contradiction évidente, c'est à dire, la négation du conflit armé avec la guérilla alors que tout l'effort économique, médiatique, militaire, est mobilisé pour le résoudre, ce qui semble une maladresse terminologique se révèle très utile d'un point de vue stratégique par les avantages qui en découlent :

- En instaurant une définition souveraine de l'ennemi interne, il est plus facile d'adopter de mesures économiques et législatives pour le combattre ;

⁹⁴⁷ Uribe Velez (Alvaro), « La drogue a été et demeure une cause déterminante des difficultés de la Colombie. Une cause internationale requiert une solution internationale », Cartagena, 3 février 2005. Cité et traduit par Peñafiel (Ricardo), Nantel (Lyne), *op.cit.*, 2008. p. 207

⁹⁴⁸ Rangel Suárez (Alfredo), « Colombia, la guerra irregular en el fin de siglo », *Análisis Politico*, Bogotá, No. 28, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1996. p. 95

- En interprétant les actes de la guérilla comme privilégiant l'intérêt personnel et l'action volontaire de l'agent, l'on parvient à criminaliser les actions des rebelles et à montrer un guérillero dépourvu de buts politiques et de motivations idéologiques ;
- En définissant l'usage de la violence comme un acte terroriste, aucun citoyen ne peut plus justifier de commettre des actes violents ou attentatoires à l'ordre public au service d'une action revendicative: de cette façon, sont opérées « *la stigmatisation de la protestation et la normalisation obéissante de l'ensemble social* »⁹⁴⁹ ;
- En qualifiant la guérilla⁹⁵⁰ de « terroriste », celle-ci se trouve isolée de la société et, particulièrement, des organisations démocratiques, des ONG et des groupes politiques de gauche ;
- Enfin, en s'alignant sur la lutte globale contre le terrorisme, il devient possible d'obtenir l'appui de pays qui ont aussi défini cette lutte comme une priorité de leur politique nationale et étrangère.

Il est certain, comme le remarque Chaparro, que :

« La contradiction terminologique a un effet dissuasif réversible : si les groupes guérilleros se rendent, désertent ou montrent leur disposition à négocier, ils deviennent des groupes rebelles, avec les avantages juridiques qui découlent de cette transformation purement linguistique »⁹⁵¹.

Bien qu'il semble évident que :

« L'État préfère la production massive de délinquants et de terroristes plutôt que de reconnaître l'existence d'un conflit armé dont la solution supposerait des négociations concernant les intérêts des élites économiques ou des aspects fondamentaux du pouvoir en place »⁹⁵².

Ainsi, la diabolisation et la stigmatisation de l'adversaire (conçu comme l'ennemi absolu) détruisent toute possibilité de compromis ou d'instauration d'une sphère commune d'identité partagée.

Pour Alvaro Uribe, l'identité partagée doit se construire autour des « bons colombiens » rassemblés autour de l' « État Communautaire » :

⁹⁴⁹ Chaparro Amaya (Adolfo), *op.cit.*, 2005. p. 456

⁹⁵⁰ La dénomination de « terroriste » a été utilisée pour désigner tous les groupes armés illégaux. Cependant, les médias et le gouvernement Uribe l'ont utilisée de façon beaucoup moins fréquente pour désigner les groupes paramilitaires.

⁹⁵¹ *Ibid.* p. 457

⁹⁵² *Ibid.* p. 458

« C'est par l'union du peuple autour de la « Main de fer, grand Cœur » de son dirigeant, qu'Alvaro Uribe Velez prétend restaurer l'autorité de l'État et la sécurité démocratique. Cette union nationale, aux ressorts identitaires et patriotiques, doit trouver son expression au sein d'un « État communautaire ». Cette nouvelle donne politique doit rendre la souveraineté au peuple, jusque là dévolue par les partis politiques de la démocratie représentative. Relayée par la rhétorique et le marketing électoral présidentiels, cette « démocratie démocratisée », médiatique et médiatisée, en appelle, par le truchement des images et des symboles, à la force hallucinatoire de l'identité nationale »⁹⁵³.

Le président Uribe invite « *les colombiens génétiquement bons* »⁹⁵⁴ à construire un État Communautaire dans lequel, pour la première fois de leur histoire, ils peuvent participer directement à la prise de décision. Cette participation se réalise à travers des « Conseils Communautaires » (*Consejos Comunitarios*) ou « Conseils communaux de gouvernement » (*Consejos Comunales de Gobierno*). Dans ces conseils, le président se déplace en personne dans tout le pays, en compagnie de ministres, du maire de la ville visitée et d'élus locaux, pour présenter les mesures et les programmes que le gouvernement veut développer. Ainsi, la population a l'opportunité de s'exprimer sur ses besoins et émettre des commentaires sur les mesures proposées. Après la discussion (tout le processus est retransmis à la télévision au niveau national), le Président assigne les responsabilités et les tâches à accomplir par les membres de son cabinet, le maire, et/ou les élus concernés, pour répondre aux demandes sociales exposées. En ce sens, les Conseils communautaires se convertissent en un nouveau mécanisme de médiation entre l'État et la population, et sont perçus comme des forums dans lesquels le président répond en personne aux demandes de la population. Les conseils communautaires, stimulent « *le rêve du "nous collectif" valorisée et valorisant* »⁹⁵⁵. Bien que concrètement, les Conseils communautaires n'aient pas un impact décisif en matière de mesures ou de programmes adoptés⁹⁵⁶, ils ont contribué à améliorer l'image du gouvernement, au détriment de l'image des groupes armés en marge de

⁹⁵³ Fernandez (Pauline), *op.cit.*, 2007. p. 51

⁹⁵⁴ Discours d'Álvaro Uribe au soir de sa réélection en mai 2006. « Escuche el discurso de Álvaro Uribe, al proclamarse vencedor de las elecciones presidenciales », *Caracol Radio*, 28 mai 2006, (en ligne).

⁹⁵⁵ Fernandez (Pauline), *op.cit.*, 2007. p. 71

⁹⁵⁶ Les Conseils Communautaires sont principalement des instances consultatives. « A la fin de l'année 2004, sur 1642 requêtes qui s'étaient exprimées dans ces conseils, seulement 11 % d'entre elles avaient été traitées, 66 % étaient en cours, et 23 % n'avaient pas encore été examinées ». Duzán (María Jimena), *Así gobierna Uribe*, Bogotá, Planeta, 2004. p. 92

la loi (et principalement de la guérilla). Comme le signale un combattant des FARC :

« Les conseils municipaux hebdomadaires (...). Je reconnais que ce travail de proximité nous a obligés à resserrer notre dispositif. Pendant ces conseils, Alvaro Uribe rassemble, avec les membres du gouvernement, les élus locaux, les associations, les organismes syndicaux et patronaux avec lesquels il s'entretient directement pour résoudre les problèmes présentés, de la délimitation de deux champs à la résolution de litiges existant entre entreprises, citoyens et État. Ces débats sont retransmis en direct sur les chaînes de télévision nationale et les colombiens peuvent, des heures durant, voir que le Président s'occupe des problèmes de leur vie quotidienne. Cela nous a fait beaucoup de tort. D'un seul coup, nous apparaissions comme loin des préoccupations du peuple, défendant uniquement nos intérêts particuliers...»⁹⁵⁷.

Avec l'« État Communautaire » et la Politique de Défense et Sécurité Démocratique, il s'agit de créer une union symbolique entre le gouvernement, les forces armées et la population :

« Avec l'appui du peuple colombien, l'héroïsme de nos soldats et la constitution, protègent nos libertés. Nous obtiendrons une Colombie plus sûre pour que notre jeunesse puisse vivre heureuse sur le sol de notre patrie »⁹⁵⁸.

En même temps qu'il définit la guérilla comme « l'ennemi intérieur » terroriste, le gouvernement d'Alvaro Uribe, cherche à améliorer l'image de la force publique, et à produire des liens émotionnels, symboliques, identitaires entre la population, le gouvernement, les forces militaires et policières.

Dans les années 60 et jusqu'à la fin des années 80, les forces armées, associées à la répression étatique depuis l'époque de *La Violencia*, génèrent une profonde méfiance dans les zones rurales. Durant le gouvernement d'Andrés Pastrana, le « Plan Colombie » est mis en œuvre. L'un de ses résultats, est la modernisation et le renforcement des Forces Armées. Au même moment, l'échec de la Zone Démilitarisée et des négociations de paix avec les FARC confirme l'idée de la nécessité de consolider les Forces Armées dans leur rôle de contrôle et de sécurisation du territoire national dans son ensemble. Dans la même optique, la politique de Défense et la Sécurité Démocratique du Gouvernement d'Alvaro Uribe met en application l'idée que la sécurité est la condition sine qua non

⁹⁵⁷ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 171

⁹⁵⁸ Discours de Álvaro Uribe au soir de sa réélection en mai 2006. « Escuche el discurso de Álvaro Uribe, al proclamarse vencedor de las elecciones presidenciales », *op.cit.*, 2006.

garantissant le bien-être et la vie des Colombiens⁹⁵⁹. Différentes stratégies sont élaborées pour diminuer les risques pour la population: les soldats paysans⁹⁶⁰, les réseaux d'informateurs⁹⁶¹, les zones de réhabilitation et de consolidation⁹⁶² dans les aires d'influence guérillera, les incitations à la désertion et à la réinsertion des combattants. Les guérilleros (et dans une moindre mesure, les paramilitaires), définis comme des « terroristes » par le gouvernement national, sont invités à « revenir » de la montagne, à refaire partie de la « Colombie ». Par exemple, la campagne du Ministère de la Défense : « *Guérillero : ta famille et la Colombie t'attendent pour former une seule équipe* » comprend une publicité où les joueurs de la Sélection Nationale signent des ballons de football, lancés ensuite dans des zones forestières, depuis un hélicoptère, par l'Armée Nationale, et se conclue par la phrase : « *Démobilisez-vous, recommencez à jouer* »⁹⁶³.

La force publique initie des campagnes de communication visant à renforcer la perception d'une union symbolique entre les forces armées et la population colombienne⁹⁶⁴. Les militaires, au nom de l'État, organisent des activités d'intégration communautaire, jouent des tournois de football avec les enfants et les

⁹⁵⁹ « La vraie sécurité dépend non seulement de la capacité de la Force publique à exercer le pouvoir coercitif de l'État, mais aussi de la capacité du pouvoir judiciaire à garantir la prompte et complète administration de la justice, du Gouvernement à s'acquitter des responsabilités de l'État et du Congrès à légiférer en ayant à l'esprit la sécurité comme bien commun par excellence de l'ensemble de la société ». Ministerio de la Defensa, Presidencia de la República, Política de Defensa y Seguridad Democrática, Bogotá, Ministerio de la Defensa, 2003. p. 32.

⁹⁶⁰ « En Colombie, on compte sur le service militaire des soldats réguliers, le service militaire paysan et le service militaire des bacheliers. Les jeunes gens âgés de plus de 18 ans qui n'ont pas achevé leurs études secondaires et qui ne poursuivent pas d'études, sont incorporés comme soldats réguliers; le soldat paysan exécute son service militaire directement dans la municipalité ou l'aire proche de sa résidence; et le bachelier sera incorporé quand il obtiendra son diplôme et sa majorité. L'incorporation peut intervenir de la majorité du conscrit jusqu'à ses 28 ans. (...) Un soldat régulier exécute 18 à 24 mois de service, le bachelier 12 mois, le même temps qu'un auxiliaire de Police bachelier, alors que le soldat paysan sert de 12 à 18 mois ». « Soldado regular vs. "soldado universal" », *El Nuevo Siglo*, 25 mars 2012, (en ligne).

⁹⁶¹ « Est considéré comme un informateur toute personne qui, par intérêt personnel, exige un paiement, une récompense et (ou) un bénéfice économique en échange d'une information procurée aux autorités ou aux institutions de sécurité de l'État, sur un fait ou une activité délictueuse. Les réseaux d'informateurs sont composés de personnes qui offrent occasionnellement ce type d'information et dont les données restent confidentielles ». Police Nationale de Colombie, « Red de Informantes », s.d., (en ligne).

⁹⁶² La Zone de Réhabilitation est l'aire géographique affectée par des actions de groupes criminels où, afin de garantir la stabilité institutionnelle, rétablir l'ordre constitutionnel, l'intégrité du territoire national et la protection de la population civile, semble nécessaire l'application d'une ou plusieurs mesures exceptionnelles. (...) Le Gouvernement National rétablira, graduellement, la présence étatique et l'autorité des institutions, en commençant par ces zones considérées comme stratégiques ». République de Colombie, Ministère de l'Intérieur, Décret n°2002 de 2002, « Par lequel sont adoptées des mesures pour le contrôle de l'ordre public et définissant les zones de réhabilitation et de consolidation ».

⁹⁶³ Ministère de la Défense, Operación Vuelta a Jugar, [vidéo], 2011.

⁹⁶⁴ Les campagnes de l'Armée Nationale : « Les héros en Colombie, oui, existent : bien que vous ne nous voyez pas toujours, nous sommes là, bien que vous ne nous entendiez pas, nous sommes pourtant là, et même au milieu de l'obscurité, nous sommes vos gardiens » (2008) ; « Les héros en Colombie, oui, existent : le saviez-vous ?, bien que je ne vous connaisse pas, je suis disposé à donner ma vie pour vous » (2009) ; « Les héros en Colombie, oui, existent : bien que vous ne nous voyez pas à Noël, nous sommes là pour vous donner bonheur, paix et protection » (2010) ; « Foi en la cause : votre cause et la nôtre est la Colombie » (2011).

adolescents, réalisent des campagnes sanitaires, et surtout s'affichent comme garants de la sécurité : « Voyage sûr, votre Armée est sur la route » (*Viaje seguro, su Ejército está en la vía*)⁹⁶⁵. La politique mise en place par le gouvernement doit permettre de diminuer le sentiment de danger que les colombiens ressentent, leur permettre de se sentir en sécurité, de sortir des villes et de se déplacer à nouveau dans tout le pays pour qu'ils « reconquièrent le territoire » des mains des Forces Armées.

La force publique colombienne se présente comme garante de la sécurité du territoire et affirme, vis-à-vis de l'ensemble de la société, cette aspiration. En Colombie, l'action militaire est orientée principalement vers un contrôle social davantage que vers un simple contrôle physique⁹⁶⁶. Ce contrôle social ne doit pas seulement être entendu comme une volonté d'imposer, mais comme une intention de transformer les schémas de représentation de la population et d'obtenir la perception d'un territoire pacifié physiquement et socialement. Que l'action armée soit orientée vers les régions « marginales » ou vers les zones centrales et urbaines, l'objectif demeure la sécurisation des zones stratégiques (car peuplées) contre la guérilla et les bandes criminelles, mais surtout contre un sentiment d'insécurité à l'effet négatif sur la confiance en l'État. Dans une certaine mesure, l'armée colombienne agit par l'inclusion de populations « marginales », tant de civils que de combattants rebelles, incités à déposer les armes par des politiques de réintégration. Dans une optique de reconnaissance, selon leur propre discours,

« Le pouvoir que nous avons [la Force Publique], au-delà de celui que nous procure les armes, réside dans le pouvoir moral »⁹⁶⁷.

Avec un objectif géostratégique, mais aussi symbolique (en finir avec le « mythe de ce que les FARC sont invincibles »⁹⁶⁸), les Forces Armées orientent,

⁹⁶⁵ L'un des espaces privilégiés d'action est celui de la « mobilité » territoriale qui avait été limitée par les « pêches miraculeuses » (barrages sur les routes organisées par les FARC dans le but de réaliser des enlèvements). L'Armée met en œuvre la stratégie : « Voyage sûr, votre Armée est sur la voie », qui consiste à avoir une présence sur les axes routiers principaux. Sont aussi organisées, durant les périodes de vacances, des caravanes de voitures escortées par la Force publique.

⁹⁶⁶ Voir Colombero-Gleize (François), González (Johanna), « Sobre la securitización física y social de territorios marginales por parte de las fuerzas armadas: estudio analítico y comparativo de los casos colombiano e israelí », *Journées des Jeunes Américanistes*, 'Les territoires et leurs défis en Amérique', Seance 5: Territoire et Frontière. San José, Costa Rica. Du 13 au 15 Juin 2012.

⁹⁶⁷ Édgar Cely (commandante de las Fuerzas militares). « El computador de 'Jojoy' es el Wikileaks de las FARC », *El Espectador*, 25 décembre 2010, (en ligne).

⁹⁶⁸ Début de 2008, le Ministère de la Défense commence les premières tentatives pour localiser le Secrétariat des FARC. Durant une conversation avec quelques généraux, le président Alvaro Uribe les exhorte à n'accorder aucun répit à

dans un premier temps, leur action sur la réalisation d'opérations de grande envergure pour capturer ou *dar de baja* (abattre) les leaders de la guérilla, attaquer les blocs et les fronts les plus implantés, et libérer les personnes séquestrées. Dans un deuxième temps, les forces armées, reproduisent la stratégie de « guerre de guérillas » pour s'opposer aux groupes des FARC qui se replient par petits groupes⁹⁶⁹. Ainsi, dans le cadre de la Politique de Défense et de Sécurité Démocratique, les forces armées ont mis en application plusieurs plans stratégiques. Le premier, dénommé Plan Patriote, est une initiative de contreguérilla impliquant une force militaire, comprenant entre 14 000 à 15 000 hommes, déployés dans le sud du pays (départements du Meta, Caquetá et une partie du Putumayo), pour soustraire les zones urbaines et les voies de communication à l'influence exercée principalement par les FARC et l'ELN. En septembre 2004, le Plan Consolidation est mis en place pour désarticuler les structures des FARC dans les zones rurales et capturer ou « éliminer » les meneurs de la guérilla⁹⁷⁰. Dans le cadre de ces différents plans, plusieurs opérations fameuses ont été organisées, entre autres : l'Opération Phénix (2008), appelée aussi Bombardement d'Angostura en Equateur, provoquant la mort de Luis Edgar Devia Silva alias « Raúl Reyes » (considéré comme le ministre des affaires étrangères de la guérilla) avec 22 guérilleros⁹⁷¹ ; l'Opération Jaque⁹⁷² (2008), qui

l'offensive contre les FARC. « Un membre du Secrétariat abattu serait le commencement de l'écroulement du mythe de leur invincibilité », dit-il aux militaires. « El vórtice de la guerra », *Semana*, Novembre 16, 2009, (en ligne).

⁹⁶⁹ L'efficacité de la stratégie consistant à envoyer des contingents importants de troupes dans les zones « marginales » où se trouvent les groupes de guérilla et paramilitaires, s'est trouvée démentie sur le terrain car ces groupes armés, se voyant sur le point d'être cernés, reprennent une stratégie de guerre de guérillas et se divisent en petits groupes mobiles. Beaucoup des principaux meneurs de la guérilla ayant été abattus ou capturés, les Forces Armées veulent maintenant se concentrer sur les commandants d'importance secondaire. Pour cela, elles ont opté pour des actions assimilées à la stratégie des guérillas et, au début 2012, une nouvelle stratégie a été définie dite « Épée d'Honneur », basée sur des opérations d'infiltrations limitées (actions en groupes plus petits) suivies de bombardements. L'objectif principal est d'attaquer les chefs intermédiaires et les structures clés dans les zones de repli des groupes armés au marge de la loi (départements du Córdoba, du sud Cauca, Antioquia, Chocó, Meta, Caquetá et Guaviare).

⁹⁷⁰ Le 2 janvier 2004, est capturé le premier membre du Secrétariat (en 40 ans de lutte antisubversion). « À un barrage de la police à Quito (Équateur), Ricardo Palmera alias 'Simón Trinidad' a été arrêté. Il a été extradé en Colombie après sa capture. Il est le premier membre de l'État-Major des FARC à tomber aux mains du Gouvernement en 40 ans de lutte antiguérillera. 'Trinidad' est économiste qui a suivi des études à Harvard et il avait été un négociateur dans El Caguán. Il a été extradé aux États-Unis le 31 décembre 2004 pour des charges de trafic de stupéfiants et blanchiment d'actifs ». « Recuento de los duros golpes dados a las FARC entre 2004 y 2010 », (en ligne).

⁹⁷¹ Le 1er mars 2008 : « Luis Édgar Devia Silva, alias 'Raúl Reyes', était entré dans les FARC depuis presque 30 ans. Il appartenait au Secrétariat. 'Reyes' est mort dans l'Opération Phénix, avec près de 17 autres personnes, en majorité des guérilleros. Dans l'action, des ordinateurs et des disques durs ont été aussi récupérés avec une information clef. Il sera révélé plus tard que, dans l'opération, le territoire équatorien a été bombardé, causant un conflit diplomatique entre Quito et Bogotá ». *Ibid.*

⁹⁷² Le 2 juillet 2008, « Avec un hélicoptère envoyé dans la forêt du Guaviare, l'Armée a réussi à tromper la guérilla et à libérer 15 prisonniers, parmi lesquels, l'ex-candidate à la Présidence Ingrid Betancourt, citoyenne franco-colombienne, et les trois entrepreneurs américains aux mains de la guérilla depuis 2003 ». *Ibid.*

voit la libération d’Ingrid Betancourt et de trois américains prisonniers ; l’Opération Caméléon⁹⁷³ (2010) qui libère le Général de Police Luis Mendieta (le militaire le plus haut gradé détenu par les FARC) et d’autres personnes séquestrées ; l’Opération Sodome⁹⁷⁴ (2010) au cours de laquelle est tué Víctor Julio Suárez Rojas alias « Mono Jojoy » (considéré comme le leader militaire des FARC). A la fin du gouvernement Uribe (2010), selon l’enquête Invamer Gallup, 86% des personnes interrogées pensent que les militaires pouvaient vaincre les insurgés⁹⁷⁵.

Cependant, la pression que le gouvernement Uribe exerce sur les forces armées et sur les membres du gouvernement pour obtenir des résultats dans la lutte (militaire et symbolique) contre la guérilla, a de graves conséquences en matière d’atteintes aux Droits de l’Homme ainsi que sur la transparence des relations avec l’opinion publique. Par exemple, en 2009, le meurtre de 19 jeunes gens originaires de Soacha (périphérie de Bogotá), dans un endroit isolé du Norte de Santander, a mis en lumière une immense chaîne d’exécutions extrajudiciaires (connues comme les *falsos positivos* – les « faux positifs »–). Des civils étaient assassinés avant d’être habillés avec des uniformes de la guérilla et comptabilisés comme des « terroristes tués au combat » dans les statistiques des actions militaires contre la guérilla. L’actuel président de la Colombie, Juan Manuel Santos, qui durant le gouvernement Uribe a été Ministre de la défense, souligne que derrière les « faux positifs », il n’existe pas une motivation économique : « *aucun soldat n’a reçu de récompenses financières par les terroristes abattus ; la politique de récompenses du gouvernement s’applique seulement aux civils qui coopèrent avec les autorités dans le domaine de l’information* »⁹⁷⁶, raison pour laquelle il est « *difficile de croire que des hommes qui portent l’uniforme de l’Armée peuvent tomber dans une conduite si méprisable comme assassiner des civils pour démontrer des résultats*

⁹⁷³ Le 14 juin 2010, « Après quatre mois de préparation, 300 hommes des Forces Spéciales de l’armée nationale ont réduit un campement de 40 guérilleros près du lieu de Jaque, dans le Guaviare, et ont libéré 4 personnes séquestrées, dans une opération baptisée Camaleón. Le général Luis Mendieta figurait parmi eux, le policier de plus haut rang détenu jusqu’alors par les FARC ». *Ibid.*

⁹⁷⁴ Le 22 septembre 2010, « L’opération ‘Sodome’ a entraîné la mort de Víctor Julio Suárez, alias Jorge Briceño o Mono Jojoy. Les Forces Militaires ont bombardé le campement où il se cachait avec ses hommes de sécurité dans la zone de La Macarena (Meta). Briceño était considéré comme le leader militaire de cette guérilla. Il a imaginé la stratégie d’enlever des hommes politiques et des militaires pour faire pression sur le Gouvernement et a conduit les FARC à ses plus grandes victoires dans les années 90 ». *Ibid.*

⁹⁷⁵ Paredes (César), ¿Es posible aún una negociación con las FARC ?, *Semana*, 2 août 2010, (en ligne).

⁹⁷⁶ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 319

opérationnels, et gagner quelques jours de congé ou une félicitation dans leurs états de service »⁹⁷⁷. Contrairement aux dénégations de Juan Manuel Santos, l'enquête menée par la justice colombienne a établi l'implication des membres des Forces Armées dans l'assassinat des « faux positifs ». Leurs objectifs étaient d'obtenir la reconnaissance de leurs supérieurs et de prouver que l'armée était en train de gagner la guerre (des gains symboliques).

Un autre exemple de l'impact que la lutte symbolique entre le gouvernement et la guérilla pour gagner la faveur de l'opinion et pour affirmer leur légitimité dans l'usage de la force, est le cas de la démobilisation de la compagnie *Cacica La Gaitana* des FARC, réalisé le 8 mars 2006 dans une zone rurale du Tolima. À ce moment-là, cette démobilisation a été présentée par le gouvernement comme un apport à la paix parce que c'était la première fois qu'une compagnie de la guérilla se démobilisait de manière groupée. 70 guérilleros dirigés par Raúl Agudelo Medina, alias « Olivo Saldaña », livrent en effet leurs armes, les munitions et même un petit avion. À l'époque, cette démobilisation est considérée comme un grand succès de la sécurité démocratique et un « coup dur au moral » des FARC. L'analyste Alfred Rangel écrivait :

« Le nombre de guérilleros démobilisé en une seule fois est étonnant, si l'on compare avec les précédentes démobilisations des FARC. Le fait que tous ces combattants aient pu se mettre d'accord, dans un processus qui n'a sûrement pas été instantané mais a pris beaucoup de temps, sans que se produisent des fuites ou des dénonciations, montre clairement une détérioration généralisée du moral de la troupe. Il faut supposer que la même situation peut se présenter dans d'autres Fronts. Selon les guérilleros démobilisés, les attaques indistinctes récentes contre la population civile ont été l'un des facteurs qui a précipité leur décision d'abandonner les armes. Si après une longue période de repli, leur force militaire sert principalement à causer des victimes civiles et non à faire face aux Forces Militaires de l'État, ce facteur a et va produire un impact émotionnel très grand dans beaucoup de secteurs de la guérilla »⁹⁷⁸.

Cependant, peu de temps après, il est découvert que la démobilisation est en réalité un coup monté. Les personnes démobilisées, dans leur majorité, ne sont pas des guérilleros, mais des civils, convaincus de se faire passer pour des guérilleros pour recevoir les bénéfices des programmes de réinsertion. Il n'a pas encore été

⁹⁷⁷ *Ibid.* p. 319

⁹⁷⁸ « La desmovilización de la Compañía Cacica Gaitana: el mas duro golpe moral a las Farc », *Oficina del Alto Comisionado para la Paz*, 6 mars 2006, (en ligne).

déterminé si les autorités colombiennes sont impliquées dans l'organisation de la fausse démobilisation.

Le renforcement de l'armée implique (dans l'optique du gouvernement Uribe) que la négociation n'est plus envisageable avec les guérillas, « *considérées comme des terroristes et des trafiquants de drogue contre lesquels il faut mener une guerre ouverte. En revanche, elle devient possible avec les paramilitaires* »⁹⁷⁹. Les paramilitaires bénéficient de l'échec des négociations de paix sous le gouvernement Pastrana en capitalisant sur le discrédit accumulé par les guérilleros⁹⁸⁰. Le leader des Autodéfenses Unies de la Colombie (AUC), Carlos Castaño, cherche à améliorer l'image des « autodéfenses » à travers une série d'interviews accordées à divers médias colombiens⁹⁸¹. Dans chaque entretien accordé, il se présente comme un homme de la classe moyenne, un citoyen urbain qui a été « comme tant de Colombiens » une « victime de la guérilla »⁹⁸². Ainsi, pour une partie de la population colombienne (principalement les habitants des grandes villes comme Bogotá et Medellín), les paramilitaires sont perçus comme un groupe d'autodéfense, « *un produit de la douleur et de l'outrage produits par la guérilla. C'est le résultat de la défense de sa vie et de ses biens* »⁹⁸³. Il est intéressant de noter l'analyse que Luis Fernando Barón fait du mot « biens » selon les témoignages qu'il a étudiés pour analyser la perception de l'opinion publique colombienne sur la guerre et la paix. Pour Barón, les « biens » (maison, propriété, ferme, etc.) ne sont pas des biens purement matériels ou économiques, mais ils représentent « *des histoires de travail et de sacrifice, de chroniques et des références familiales, des indicateurs du progrès et de développement individuel, familial et collectif (...). Ce sont des indicateurs de trajectoires d'intégration et de reconnaissance sociale* »⁹⁸⁴. Cela signifie que les biens économiques et matériels ont une valeur symbolique et immatérielle et sont

⁹⁷⁹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 132.

⁹⁸⁰ Lair (Éric), s.i, s.l., s.d, (en ligne).

⁹⁸¹ Sur les paramilitaires et les moyens de communication, voir Ayala Osorio (Germán), « El paramilitarismo en las tribunas de opinion de El Tiempo », *la Otra Tribuna*, 16 juillet 2013, (en ligne).

⁹⁸² Voir : « Paramilitarismo en Colombia : Los años en que vendimos el alma », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 26 octobre 2008 ; Escallón Buraglia (Jaime), *Paramilitares en Colombia : la historia de los hermanos Castaño*, [documentaire], Imagina US, Revista Semana, RCN-eNNOVVA, Discovery Channel Latinoamerica, 2010.

⁹⁸³ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 80

⁹⁸⁴ *Ibid.* p. 100

aussi interprétés depuis une optique de reconnaissance dans le sens honnethien du terme. Ainsi, les paramilitaires sont perçus par une partie de la population comme les défenseurs « légitimes » de ce qui a de la valeur pour le Colombien moyen.

Cependant, les paramilitaires ne réussissent pas non plus « à éveiller des loyautés durables »⁹⁸⁵. Comme la guérilla, ils recourent à la terreur (massacres, élimination systématique de toute contestation politique ou sociale, déplacement de population civile⁹⁸⁶) pour s'assurer le contrôle des populations, des territoires et des ressources légales et illégales.

« Désormais, les “paramilitaires” ne se limitent pas à repousser les progressions de la “guérilla” dans les localités. Les factions se sont transformées de facto en pouvoirs violents. Ils agissent fréquemment en médiateurs dans les espaces “interstitiels”, entre les fonctionnaires, la classe politique, la paysannerie, etc., où la frontière entre l'offre et la demande de sécurité n'est pas claire, ni les adhésions provoquées par la peur, la sympathie ou l'opportunisme »⁹⁸⁷.

Des alliances s'établissent entre des hommes politiques, des membres des Forces Armées et des groupes paramilitaires. Si durant le gouvernement d'Ernesto Samper (1994-1998), intervient le scandale du processus 8000 causé par les liens de la classe politique et des narcotrafiquants, durant le gouvernement d'Alvaro Uribe, se produit la crise de la « parapolitique ». Des membres du sénat, de la chambre des représentants et du pouvoir exécutif sont traduits en justice pour leurs liens réels ou supposés avec des organisations paramilitaires. Même dans ce contexte (de crise politique face à un mouvement paramilitaire bien consolidé et fortifié), la décision des Autodéfenses d'entamer des discussions de paix avec le gouvernement Uribe surprend. Après que plusieurs blocs des AUC aient déclaré un cessez-le-feu unilatéral, les négociations commencent à la fin de 2002 (peu de temps après l'élection d'Alvaro Uribe). Le processus de paix avec les groupes paramilitaires est alors présenté comme une preuve que le gouvernement est disposé à négocier avec les groupes armés en marge de la loi quand ceux-ci ont, selon le discours officiel, une volonté « réelle » de faire la paix. De cette façon, la « Main de fer, grand Cœur » du gouvernement trouve réellement son application. Après l'aboutissement, par le passé, des négociations avec le M-19 et d'autres guérillas, le processus de paix avec les paramilitaires est présenté par le

⁹⁸⁵ Lair (Éric), s.i, s.l., s.d, (en ligne).

⁹⁸⁶ Sur les actions des groupes paramilitaires, voir : www.verdadabierta.com/

Gouvernement comme une nouvelle preuve de l' « intransigeance » des FARC. Les discussions avec les groupes paramilitaires permettent la démobilisation d'environ 35 000 personnes et le démantèlement de presque la totalité de leurs structures de 2002 à 2005⁹⁸⁸. La négociation et le processus de réinsertion des paramilitaires sont cependant durement critiqués. D'une part, le gouvernement propose la « Loi de Justice et de Paix » (Loi 975 de 2005), approuvée en juin 2005, comme substrat légal au processus. La loi se présente principalement comme un instrument juridique d'alternative pénale, ou de réduction de peines en cas de confession de graves délits et de crimes contre l'humanité, dans le but de faciliter la réinsertion des ex-combattants⁹⁸⁹. Critiquant cette loi et tout le processus de négociation avec les groupes paramilitaires :

« Des voix s'élèvent, spécialement, pour dénoncer les bénéfices (grâces, réductions de peine, aides économiques, etc..) accordés aux "paramilitaires", avec peu de considérations pour la justice et la mémoire des victimes du conflit. Par ailleurs, les liens entre les acteurs illégaux et les classes dirigeants ("parapolitique") sont rendus publics, provoquant une crise du pouvoir législatif avec l'inculpation de sénateurs et de représentants de la chambre des députés »⁹⁹⁰.

De plus, comme le remarque Eric Lair, le processus de réinsertion des paramilitaires n'a pas tenu compte des nécessités de reconnaissance (symboliques, morales, psychologiques...) des anciens combattants, ce qui contribue à la pérennisation de la violence paramilitaire. Il est établi un système d'aides économiques et d'aide légale pour résoudre leur situation juridique, mais l'attention médicale et psychologique octroyée laisse beaucoup à désirer :

« Les autorités n'ont pas réuni les conditions pour une intégration différenciée selon un profil individuel défini en fonction de l'âge, l'appartenance socioculturelle à une région, les attentes de travail, etc. Bien plus, il se crée une dépendance insidieuse et inadéquate en offrant aux démobilisés du travail à la campagne et une rémunération mensuelle, appelée "aide humanitaire", pendant un temps déterminé. Les paramilitaires manifestent alors des sentiments d'incompréhension, de frustration et d'inquiétude. Les avancées des discussions, la signification du conflit sont mises en doute et ils craignent une expansion de la guérilla avec des cycles de vengeance dans les localités. Les paramilitaires du rang insistent sur le fait que le processus de négociation a été décidé "au sommet", selon les intérêts de commandants désireux de "régulariser" ou de "légaliser" une situation juridique compromise. Il apparaît donc que les combattants du rang

⁹⁸⁷ Lair (Éric), s.i, s.l., s.d, (en ligne).

⁹⁸⁸ *Ibid.*

⁹⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁹⁰ *Ibid.*

n'étaient pas préparés à une décomposition si rapide de l'organisation, véritable structure de socialisation. La majorité d'entre eux se sentent maintenant trahis par leurs anciens leaders et/ou stigmatisés et rejetés comme des criminels par un État incapable d'accélérer la "réinsertion" qui participe à l'instabilité du pays en guerre depuis un demi-siècle... »⁹⁹¹.

Finalement, la violence persiste dans les régions d'action des paramilitaires démobilisés, et l'on estime à environ 5000 les hommes ayant repris la voie armée (qu'ils n'avaient peut-être jamais abandonné). Ce fait amène l'apparition des « bandes émergentes » ou « bandes criminelles »⁹⁹². En 2006, 33 bandes présentes dans 110 municipalités du pays sont identifiées, avec un effectif d'environ 4 000 hommes. En 2012, les autorités reconnaissent l'existence de 5 bandes criminelles (*Urabeños*, *Rastrojos*, une dissidence du *Ejército Revolucionario Antisubversivo De Colombia –ERPAC-*, *Renacer*, et *Machos*) présentes dans 192 municipalités avec 4 800 hommes dans leurs rangs⁹⁹³. Les résultats de la démobilisation des AUC, confirment les effets négatifs d'une « paix fragmentée » qui ne met pas fin aux cycles de violence et de contreviolence.

« La logique d'une paix fragmentée est que l'espace laissé vacant par l'un des acteurs est immédiatement occupé par un autre avec un discours encore plus radical, qui s'approprie le nom du groupe, ses drapeaux, ses insignes, ses programmes, ses symboles. Au lieu d'être un processus de paix cumulative, les négociations fragmentées deviennent un processus de violence reproduite. La paix fragmentée est la continuation de la guerre. La seule négociation efficace, il semble, est la négociation globale, la négociation qui implique tous les groupes simultanément »⁹⁹⁴.

Malgré la « parapolitique », la violence paramilitaire et les excès commis par la Force publique, il est certain que la stratégie du gouvernement Uribe de nier la légitimité de la guérilla et de fortifier l'image du gouvernement et de l'armée pour créer une union nationale autour de ces institutions, a produit des résultats positifs au sein d'une partie de l'opinion publique. Cette « union nationale », pour sa construction, fait appel aux dimensions symboliques et psychoaffectives du politique, c'est-à-dire, elle opère sur les émotions, les subjectivités et les imaginaires.

⁹⁹¹ *Ibid.*

⁹⁹² Les bandes dites émergentes ou criminelles sont des groupes amoindris issus de groupes démobilisés, ou des structures qui n'ont jamais démobilisées au sein du processus mené avec les AUC, ou des groupes de démobilisés qui s'étaient réarmés en tant que nouveaux groupes, mettant à profit le vide de pouvoir laissé par les paramilitaires dans les zones où ils étaient présents.

⁹⁹³ Prieto (Carlos Andrés), *Las Bacrim y el crimen organizado en Colombia*, Policy Paper 47, Bogotá, Friedrich Ebert Stiftung –FES-, mars 2013.

⁹⁹⁴ Berquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sanchez (Gonzalo), *op.cit.*, 2001. p. 27

La guérilla (et sa lutte) ne jouit plus alors de pratiquement aucun appui au plan national, considérée par une grande partie de l'opinion publique comme composée de « criminels et des terroristes ». Cependant, au plan international, les FARC continuent de disposer de l'appui de gouvernements (par exemple, le Venezuela ou Cuba), d'organisations ou de partis politiques de gauche (le Mouvement Continental Bolivarien), et d'organisations non gouvernementales (comme *Fighters and Lovers*⁹⁹⁵ du Danemark).

Dans une certaine mesure, on pourrait dire qu'Alvaro Uribe Velez sort « vainqueur » de la bataille symbolique entreprise contre les FARC. Selon l'enquête Gallup de mai 2011, à la question « *approuvez-vous ou désapprouvez-vous la façon dont le gouvernement gère la guérilla ?* », le pourcentage d'approbation, durant la période 2002-2010, a toujours été supérieur à 50 %, et en général se situe autour des 70%⁹⁹⁶. Le témoignage suivant montre l'approbation de la voie militaire dans la lutte contre la guérilla :

« Est-ce que les autres [les FARC] respectent les droits de l'homme, peut-être ? En tuant des enfants, des vieillards, des femmes et tout cela, ce n'est pas respecter les droits de l'homme. Il faut les arrêter... comment faire ? Avec du plomb, il faudra aussi les frapper durement... Maintenant, ils ne respectent pas l'église de Dieu, notre Seigneur ; alors, qu'est-ce qu'on espère ? Qui vont-ils respecter à partir de maintenant. Personne »⁹⁹⁷.

Alvaro Uribe est de loin le président le plus populaire de l'histoire colombienne moderne. Il est en effet régulièrement crédité dans les sondages de plus de 70% d'opinions favorables :

« Les taux de popularité du Président Alvaro Uribe Velez durant ses 8 années de gouvernement sont historiques. Sa popularité a oscillé entre 63% en février 2010, la plus faible obtenue, (...) jusqu'à 85 % en juillet 2008, suite au succès de l'Opération Jaque. Ces niveaux démontrent que le chef de l'État n'a jamais connu de crises au sein de l'opinion publique. Si l'on fait la moyenne de la popularité du Président Uribe pendant les 8 années de gouvernement, celle-ci se situe autour de 72 %. De plus, quand Uribe arrive au pouvoir en 2002, elle atteint 69 %, et aujourd'hui [à la fin de son deuxième mandat] elle s'établit à 75% »⁹⁹⁸.

Grâce à une réforme constitutionnelle poussée par le gouvernement, Uribe bénéficie d'une réélection immédiate, non prévue par la Constitution de 1991

⁹⁹⁵ *Fighters and Lovers*. <http://www.fightersandlovers.org/#>

⁹⁹⁶ Gallup, *Poll Bimestral*, Poll 82, Mayo 2011, (en ligne).

⁹⁹⁷ Témoinage de « Pablo ». Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 154

⁹⁹⁸ Londoño (Jorge), « La de Uribe, una histórica popularidad », *El Colombiano*, 6 agosto 2010, (en ligne).

(Uribe sera le premier président en exercice qui sera candidat présidentiel). Pour sa réélection, Uribe atteint 62.35 % du total des votants (7.397.835 votes). Ce suffrage dépasse le nombre de votes obtenus lors de son premier mandat, faisant de lui le dirigeant ayant gagné le plus grand nombre de votes dans l'histoire électorale du pays. Cette élection voit la participation de 45.05 % des inscrits (12.041.737 de personnes)⁹⁹⁹. Cependant, malgré sa popularité, Alvaro Uribe ne fait pas l'unanimité dans le pays. Une opposition vigoureuse de différents secteurs politiques et sociaux, polarise rapidement la classe politique et l'opinion publique. Selon Cristina de la Torre, Alvaro Uribe développe une politique néo-populiste: « le mandataire du peuple représente la totalité du bien commun, la volonté générale, la survie de la patrie. S'opposer au chef, signifie attenter à la patrie, à l'unité nationale, et ouvrir sans dieu, ni loi »¹⁰⁰⁰. Rapidement, le champ politique et l'opinion publique se divisent en catégories irréconciliables, entre « pour » et « contre » Alvaro Uribe.

2.3.2. La société civile sous le feu croisé du gouvernement et des FARC

En même temps que le gouvernement d'Alvaro Uribe se mobilise pour mener sa lutte militaire et symbolique contre les FARC, la société civile (organisée et non organisée) commence à exprimer son rejet des actions de la guérilla et du gouvernement. Certaines communautés commencent à lutter pour leur propre « reconnaissance », pour « se protéger de la militarisation et de la confrontation armée » à travers des stratégies pacifistes. Les habitants des zones en marge et des aires rurales, victimes principales de la violence guérillera, paramilitaire et étatique, commencent à développer des stratégies pour établir des zones « neutres (...) en dehors du système de guerre »¹⁰⁰¹. En premier lieu, des « communautés de paix » apparaissent au milieu des années 90 principalement dans la zone d'Urabá. En 1997, par exemple, les AUC contraignent 15 000 personnes de cette zone au déplacement forcé. Environ 1 200 personnes s'opposent

⁹⁹⁹ « Informe de votación, elecciones 2006 ». Registraduría Nacional del Estado Civil, (en ligne).

¹⁰⁰⁰ De la Torre (Cristina), *Álvaro Uribe o el neopopulismo en Colombia*, la Carreta, Bogotá, 2005.

¹⁰⁰¹ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 135

à cette dépossession et crée la communauté de paix de San José de Apartadó (Antioquia) qui se définit elle-même comme :

Faisant « partie de la population civile paysanne, non combattante et qui, malgré le développement des hostilités, se protégera sans distinction aucune des rigueurs de la confrontation (...). Les personnes qui font partie de la Communauté de Paix de San José de Apartadó ne réaliseront aucune activité qui ait une relation directe ou indirecte avec les opérations militaires d'un des acteurs du conflit, ou avec leur appui tactique ou stratégique » (y compris de la force publique)¹⁰⁰².

« Les communautés de paix telles que San José de Apartadó se battent pour une vision différente de la souveraineté, définie en termes de paix et d'autodétermination, de droits sociaux et de droits civils et politiques individuels »¹⁰⁰³. Apparaissent aussi dans le pays, des « zones humanitaires » et des « zones de biodiversité »¹⁰⁰⁴, entendues comme un projet qui exprime un processus de résistance civile et des zones de refuge :

« Les Zones Humanitaires et les Zones de Biodiversité sont des lieux spécifiques de protection de la vie sur le territoire. Les Zones Humanitaires sont des lieux parfaitement visibles et habités par un groupe humain qui affirme ses droits en tant que population civile et dont les membres partagent librement un "Projet de Vie" pour se protéger de la militarisation et de la confrontation armée. Les Zones de Biodiversité sont des aires de protection et de récupération d'écosystèmes, de Territoires Collectifs ou privés et d'affirmation du droit à l'alimentation de groupes familiaux dont les domaines ont été rasés ou courent le risque d'être détruits par l'industrie agroalimentaire, des ouvrages d'infrastructure, ou une exploitation de ressources naturelles »¹⁰⁰⁵.

Il ne s'agit pas seulement d'affirmer une neutralité (comme c'est le cas pour les « Communautés de paix ») mais de rechercher une défense active des Droits de l'Homme et des droits environnementaux de la communauté.

De plus, la Constitution colombienne de 1991 reconnaît l'existence de Territoires Indigènes, dans lesquels « les autorités des peuples indigènes pourront exercer des fonctions juridictionnelles à l'intérieur de leur domaine territorial, en

¹⁰⁰² Les personnes qui font partie de la Communauté de Paix de San José de Apartadó s'engagent à ne pas participer directement ou indirectement aux hostilités et à remplir les conditions suivantes : a. Les membres de la Communauté de San José de Apartadó s'abstiendront de porter et (ou) d'avoir des armes, des munitions ou des matériels explosifs; b. d'offrir un appui logistique aux parties dans un conflit; c. de solliciter l'une des parties au conflit pour résoudre des problèmes internes, personnels ou familiaux; d. s'engageront à participer aux travaux communautaires; e. s'engagent à ne pas favoriser l'injustice et l'impunité des faits ». « Déclaration relative à la communauté de Paix de de San José de Apartadó », *San José De Apartado*, 23 décembre 1997, (en ligne).

¹⁰⁰³ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 136

¹⁰⁰⁴ Voir Corredor (Jessica), « El territorio como herramienta fundamental para la resistencia de la población afrocolombiana. Ejemplo de las "zonas humanitarias" en el Bajo Atrato en Colombia ». *Journées des Jeunes Américanistes – Les territoires et leurs défis en Amérique*. San José, Costa Rica. Du 13 au 15 Juin 2012.

¹⁰⁰⁵ Bouley (Catherine), Rueda (Danilo), *Zonas Humanitarias y Zonas de Biodiversidad: Espacios de dignidad para la población desplazada en Colombia*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia, 2007. p. 3.

conformité avec leurs propres normes et procédures, pour autant qu'elles ne soient pas contraires à la Constitution et aux lois »¹⁰⁰⁶. La législation colombienne met en pratique un système de Parcs Nationaux et de réserves indigènes dans le but de « reconnaître le droit des communautés indigènes sur leurs territoires d'occupation traditionnelle »¹⁰⁰⁷. Les communautés indigènes s'organisent pour résister pacifiquement et pour garantir leur neutralité face à tous les acteurs armés. Ainsi, en juillet 2002, environ 150 hommes du front 6 des FARC attaquent Toribío, communauté indigène du nord-est du Cauca.

« Les nouvelles de la mort d'un garçon de neuf ans et de la destruction perpétrée par leurs bombes à gaz firent le tour du monde entier. Des hommes et des femmes nasas (peuple indigène) mobilisèrent leur "gardes indigènes", soit environ 7 000 hommes, et, armés de cannes de bois indiquant leur statut de dirigeants, marchèrent jusqu'au lieu où se trouvaient les FARC, dans les montagnes, pour leur ordonner de cesser de lancer des bombes sur la ville »¹⁰⁰⁸.

Les indigènes ne sont pas les seuls à s'élever contre les FARC. Le 4 février 2008, la première marche nationale (et internationale) est réalisée contre les FARC (d'autres marches avaient été organisés auparavant en Colombie : une pour la paix en 1997 et une autre contre les enlèvements en 1999). À partir de l'initiative d'un jeune ingénieur de 33 ans, Oscar Morales, qui crée sur le réseau social Facebook un groupe dénommé « Un million de voix contre les FARC », une grande mobilisation mondiale s'organise, rassemblant environ 13 millions de personnes lors de marches, dans 183 villes autour du monde (à Bogotá, la marche réunit plus de 3 millions de personnes), pour montrer que « les FARC ne sont pas l'armée du peuple. Les FARC ne nous représentent pas. Les FARC ne sont pas nos porte-paroles et nous n'admettons pas qu'ils soient reconnus comme interlocuteurs valables dans n'importe quel endroit du monde »¹⁰⁰⁹. Les marches s'organisent autour du message suivant : « *No más secuestros, no más mentiras, no más muertes, no más FARC* » (« plus d'enlèvements, plus de mensonges, plus de morts, plus de FARC »).

¹⁰⁰⁶ « Los Derechos Indígenas en Colombia », *Comisión Interamericana de Derechos Humanos*, Organización de los Estados Americanos (OEA), sans lieu, sans date, (en ligne).

¹⁰⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁰⁸ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 177

¹⁰⁰⁹ « El 4f, nuestra historia », *Asociación Colombia soy Yo*, s.d., (en ligne).

2.3.3. Les FARC ripostent...

Cependant, les stratégies de la société civile pour résister d'une manière pacifique à la violence de la guérilla et d'autres groupes armés produisent un effet limité. Dans le cas des marches, les porte-paroles de la guérilla nient leur légitimité. Faisant référence aux marches et aux mobilisations indigènes, « Timoleón Jiménez » (au nom de l'État-Major des FARC) déclare :

« Parfois, il semble découler de leurs déclarations sincères que les communautés indigènes ne s'inquiètent seulement que d'elles-mêmes, ignorant le sort des autres dépossédés et persécutés de Colombie qui représentent au moins trente millions de compatriotes »¹⁰¹⁰.

En d'autres termes, les communautés indigènes ne se préoccuperaient seulement que de leurs propres intérêts, raison pour laquelle elles se seraient prononcées contre la guérilla, lui demandant de rester hors des territoires indigènes.

En ce qui concerne les marches du 4 février 2008 et les mobilisations organisées, cette fois contre les enlèvements, le 20 juillet 2008 et le 6 décembre 2011, elles sont considérées par la guérilla comme une stratégie de plus du gouvernement Uribe pour la délégitimer. Pour les FARC, « c'est l'oligarchie qui sort dans la rue ». De nouveau, ce n'est pas tant la « réalité » (le rejet manifeste des actions des FARC par l'opinion publique) qui est importante mais la façon dont les acteurs interprètent cette « réalité ». Dans ce cas, reconnaître l'existence d'un mouvement national contre les FARC revient à mettre en doute l'identité même du groupe guérillero, à ne pas « reconnaître » leur propre identité.

Selon l'analyste Luis Eduardo Celis :

« Nous connaissons déjà l'état d'esprit des FARC : elles ont décidé de tuer et de mourir, elles le portent dans leur ADN. Elles justifient chacune de leurs actions, elles ont démontré de la persistance dans leur action, elles ont des arguments pour leurs inacceptables, exécrables et condamnables actions (...). Ce que nous pouvons affirmer, par la preuve historique, c'est que peu leur importe que dans les grandes villes nous nous attachons à les repousser par millions. Cela glisse sur elles puisqu'elles analysent ces importantes et légitimes manifestations urbaines comme une manipulation de ceux qui se sont érigés comme ses ennemis, ou plutôt ceux qui possèdent le pouvoir économique et politique, ceux qu'elles désignent dans leurs communiqués comme

¹⁰¹⁰ Communication de l'Etat-Major Central des FARC, 20 juillet 2012. García (Luis), « La sordera de las FARC ante las exigencias indígenas », *El Socialista* (Revista del Partido Socialista de los Trabajadores de Colombia), No. 668, 11 août 2012, (en ligne).

“l’oligarchie” »¹⁰¹¹.

Effectivement, dans l’interview accordée par Raúl Reyes (le « chancelier » des FARC) à l’ANNCOL, agence de presse des FARC, dont le siège est en Suède, la marche du 4 février 2008 est qualifiée de « propagande du gouvernement Uribe »¹⁰¹². Dans une interview avec le journaliste espagnol David Beriaín, le guérillero « Raúl » présente la vision que les combattants des FARC ont de ces marches :

« - Quand as-tu été pour la dernière fois dans une ville ?, ai-je demandé à Raúl. - Il y a huit ans. - Et qu’est-ce que tu ressens un jour comme le 4 février, quand des millions de Colombiens sortent dans la rue pour demander la libération des séquestrés, pour protester contre les FARC, contre toi ? - Ces gens qui ont manifesté contre les FARC sont un petit groupe réduit, ce sont ceux qui ne veulent pas que nous les enlevions. C’est l’oligarchie »¹⁰¹³.

Mais si les manifestations et les actions de la société civile ne paraissent pas avoir un effet « pacificateur » sur la guérilla (pour qui la population colombienne ne semble pas être « l’autre significatif »¹⁰¹⁴, dont le regard permettrait à la guérilla de construire sa propre identité), quels sont les effets produits par la stratégie symbolique et réfléchie du gouvernement Uribe ? Comment les FARC ont-elles réagi ?

En premier lieu, il est intéressant de souligner que bien que les FARC utilisent toujours un langage dédaigneux pour faire référence au gouvernement Uribe, et en particulier à la personne même d’Alvaro Uribe, il est aussi possible de trouver chez elles des signes d’un certain « respect » envers le président considéré comme un « ennemi fort » ayant permis à la guérilla de prendre la mesure de ses capacités et de se fortifier.

En ce sens, Uribe (et son gouvernement) sont décrits par la guérilla comme un « *gouvernement fasciste, mafieux et paramilitaire* », le « *“responsable direct” des crimes contre l’humanité commis dans le pays* »¹⁰¹⁵. Ainsi, par exemple, le 22 mai 2009 les FARC publient un communiqué pour commémorer les 45 ans de

¹⁰¹¹ Celis (Luis Eduardo), « No basta con repudiar a las FARC », *Semana*, 29 novembre 2011, (en ligne).

¹⁰¹² Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 56.

¹⁰¹³ Beriaín (David), « Sin esperanza para Ingrid y los demás secuestrados : Segundo día », *Especial 10 Dias con las FARC*, 15 avril 2008, (en ligne).

¹⁰¹⁴ « L’identité de l’individu est renforcée grâce à sa confirmation par d’autres significatifs : Je ne peux pas me considérer moi-même sans ces autres et ils ne peuvent pas se considérer eux-mêmes sans moi. ». Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010a. p. 2. « Les individus et les groupes construisent leurs identités en se voyant dans les yeux ‘d’autrui significatif’ (role taking) ou du groupe social ». Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010b. p. 58

¹⁰¹⁵ « Gobierno rechaza declaraciones de las Farc en contra de Uribe », *La Tarde*, 12 février 2013, (en ligne).

l'organisation. Dans ce communiqué, la guérilla parle du gouvernement dans les termes suivants :

« Il est temps de dépasser la honte nationale que représente un gouvernement illégitime et illégal, générateur de mort et de pauvreté. Un gouvernement qui agit seulement, avec l'appui de Washington, pour perpétuer la guerre et la discorde tandis qu'il garantit par le sang et le feu la sécurité des multinationales qui pillent nos ressources. Un gouvernement apatride qui (...) permet que notre sol sacré soit foulé par davantage de troupes étrangères (...). Un gouvernement insolent paramilitaire (...). Un gouvernement et un Président qui ont changé le Palais de Nariño en un antre obscur de conspiration de mafieux pour déstabiliser la Cour, faire obstacle à la justice et rendre sans effet l'indépendance des pouvoirs publics »¹⁰¹⁶.

Ce communiqué est, selon l'historien Carlos Medina Gallego, l'occasion de mettre en relief toute la « haine de classe » éprouvée contre le régime politique¹⁰¹⁷, « *comme s'il s'agissait d'un acte reflétant la "haine viscérale"* »¹⁰¹⁸ que le Président et le gouvernement produisent chez les FARC.

Cependant, comme le remarque Luis Eladio Pérez (sénateur libéral resté 7 ans aux mains des FARC) :

« La guérilla ne déteste pas le président Alvaro Uribe, c'est plus de la crainte et du respect qu'elle ressent. Je pense que le président Andrés Pastrana a pu leur causer plus de haine parce qu'elles le considéraient comme un traître face aux engagements faits. Elles respectent le président Uribe parce qu'il a dit ce qu'il allait faire, même avant d'être président, et l'a accompli. Elles savaient depuis le début qu'il était un ennemi et elles ont pu le vérifier pendant ses six années de gouvernement. Ce que les commandements subalternes disaient (...) c'était qu'avec Pastrana on ne savait pas à quoi s'en tenir (...) »¹⁰¹⁹.

Elí Mejía Mendez, alias Martín Sombra (le « geôlier »¹⁰²⁰ des FARC) affirme :

« Alvaro Uribe, c'est un bon ennemi (...) il est très intelligent, c'est un ennemi redoutable »¹⁰²¹.

Pour sa part, Pedro González Perdomo, alias « Alfredo Arenas », à la question de la journaliste Jineth Bedoya de savoir si la réélection de Uribe était quelque chose de négatif pour les FARC, répond :

¹⁰¹⁶ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 349

¹⁰¹⁷ « L'opposition classique établie entre raison et passion constitue la matrice majeure des jugements portés sur la violence ». Braud (Philippe), *op.cit.*, 2004. p. 27). Cependant, comme cela a été vu dans la présente analyse, dans le cas colombien, la rationalité et les émotions vont souvent ensemble. Il est possible d'identifier les moments au cours desquels les émotions ont eu un impact « rationnel » ou « matérielle » sur les actions des acteurs. Dans d'autres cas, les « émotions collectives » ont été interpellées à travers des stratégies « rationnelles » tant matérielles que symboliques.

¹⁰¹⁸ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 349

¹⁰¹⁹ Pérez (Luis Eladio), *7 años secuestrado por las FARC : Testimonio dado a Dario Arizmendi*, Bogotá, Aguilar, 2008. p. 181

¹⁰²⁰ Martín Sombra est resté 42 ans dans la guérilla. C'est l'un des était guérilleros les plus anciens des FARC avec Manuel Marulanda. Il a été surnommé le « gardien de prison » des FARC parce qu'il a été le préposé à la garde de nombreuses personnes séquestrées par la guérilla.

« “Une chose qui nous a permis de mesurer notre force et nos capacités ne peut pas être mauvaise. Quand la zone démilitarisée s’est terminée, avec le Plan Patriote nous avons mesuré combien les FARC étaient préparées pour résister et répondre et répondre encore à l’offensive et le bilan est satisfaisant”. Alfredo assure que grâce aux vicissitudes comme le climat, les longues marches et les combats, elles maintiennent le niveau »¹⁰²².

Uribe représente un leader viril, fort, ce qui a aussi contribué à sa grande popularité et lui a valu une certaine reconnaissance de la part de la guérilla. Dans certaines de ses déclarations les FARC l’ont qualifié de « bon ennemi » parce qu’ « il a dit ce qu’il allait faire et il l’a accompli » :

« Uribe nous a mis à l’épreuve et nous a permis de déterminer ce qui était utile et ce qui ne l’était pas »¹⁰²³.

Pourtant, indépendamment de l’image positive ou négative que la guérilla a pu avoir d’Uribe, il est certain que la stratégie de communication et militaire du gouvernement a produit une série d’impacts sur la structure, le discours et l’action des FARC. En premier lieu, la guérilla a connu un affaiblissement stratégique et militaire.

« Elles ont perdu en leadership (Marulanda, Reyes, Ríos) et des combattants historiques (Martín Sombra) ; elles ont perdu en présence régionale dans des zones stratégiques comme les Montes de María (Martín Caballero), le Pacifique (JJ, Santiago, El Negro Juancho), Cundinamarca (el Campesino, Diego Cristóbal, Chucho, El Negro Antonio, Gaitán, Mariana Páez) et Antioquia (Ríos, Karina, el Paisa) ; elles ont perdu des réseaux de trafic de drogue dans les forêts du nord-est (El Boyaco, El Negro Acacio, Camilo Tabaco, César) ; elles ont perdu des prisonniers de valeur suite à des évasions ou à des opérations de sauvetage (Pinchao, Araújo, Ingrid, les trois nord-américains, Lizcano) ; elles ont vu échouer une grande quantité d’attentats terroristes (Hernán, Javier Calderón, James Patamala) ; elles ont vu mises en lumière leurs alliances stratégiques internationales (ordinateurs de Reyes et Camila) ; elles ont perdu de leur capacité de commandement et de contrôle, de communication effective¹⁰²⁴ entre les commandants et leurs fronts et sont tombés dans le stratagème le plus élaboré jamais réalisée par le renseignement dans le pays (Opération Jaque) »¹⁰²⁵.

¹⁰²¹ « El Carcelero », *Semana*, 1 mars 2008, (en ligne).

¹⁰²² Bedoya (Jineth), *En las trincheras del Plan Patriota*, Bogotá, Intermedio, 2008. p. 162

¹⁰²³ « El Carcelero », *op.cit.*, 2008, (en ligne).

¹⁰²⁴ « Au sein des FARC, l’isolement par rapport au reste de la société colombienne a été une modalité d’action très structurante, qui contribuait à renforcer son homogénéité interne, à partir de ses origines rurales, contre les élites urbaines. Mais il existait des liens importants entre les différents fronts, et en particulier, une communication fréquente avec le Secrétariat. La dernière occasion au cours de laquelle se sont tenues des rencontres régulières entre le Secrétariat et les fronts a été lors de la démilitarisation de la Uribe entre 1998 et 2001. Depuis lors, les différents fronts semblent très isolés les uns des autres ». Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p. 138

¹⁰²⁵ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 340-341

De la fin des années 90 jusqu'en 2003, les FARC ont obtenu de nombreux succès militaires : prises armées de bases militaires et de police, enlèvement de nombreuses personnalités politiques (ministres, gouverneurs, sénateurs, députés), de soldats et policiers. A partir de 2003 (et cette tendance se renforce en 2007¹⁰²⁶), un affaiblissement progressif de la guérilla se produit : les actions commencent à privilégier la dimension défensive ; les FARC retournent à une stratégie de guerre de guérillas, se déplaçant par petits groupes pour mener des harcèlements très ponctuels des forces de l'ordre ; et elles se mettent à utiliser systématiquement des mines anti-personnel¹⁰²⁷. Cependant, comme le rappelle Gabriel Garibay :

« Les FARC sont très certainement affaiblies, mais elles ne sont pas détruites. Des groupes régionaux subsistent et maintiennent des capacités d'action réelles (...). L'affaiblissement des FARC est réel mais ne suppose pas la fin de l'activité militaire de nombreux fronts. Les difficultés internes pourraient conduire à une autonomisation et une fragmentation des fronts encore actifs plus qu'à une destruction de la guérilla dans son ensemble »¹⁰²⁸.

L'« affaiblissement » de la guérilla, grâce à la stratégie mise en application par le gouvernement Uribe se manifeste aussi dans la disparition (par décès ou capture) de plusieurs de ses leaders régionaux (et traditionnels). De cette façon, la force publique prouve qu'elle a désormais la capacité de localiser les membres les plus importants de la guérilla et d'organiser contre eux avec succès des opérations militaires¹⁰²⁹. De plus, durant le gouvernement Uribe le leader traditionnel des FARC, « Manuel Marulanda Velez », décède. Vis-à-vis de l'opinion publique, celle-ci représente une grande victoire dans la lutte contre la subversion (même si cette mort a des causes naturelles), tant le guérillero était un grand symbole de la guérilla. Selon « Atahualpa », un guérillero démobilisé :

« Parmi les FARC, circulaient beaucoup de mythes. Manuel Marulanda, le chef de l'organisation, était le plus grand "mythe". Je l'ai connu et ai même vécu un temps avec lui. Je l'idolâtrais avec

¹⁰²⁶ Sur l'évolution de la stratégie militaire de la guérilla, voir : Ávila Martínez (Ariel Fernando), *De la guerra de Jojoy a la guerra de Cano*, Bogotá, Corporación Nuevo Arcoiris, 2011 ; *La guerra contra las Farc y la guerra de las Farc, Informe Especial ¿El declive de la Seguridad Democrática?*, Bogotá, Observatorio del Conflicto Armado de la Corporación Nuevo Arco Iris, 2009 ; *Las FARC : La guerra que el país no quiere ver*, Bogotá, Corporación Nuevo Arcoiris, 2012.

¹⁰²⁷ Garibay (David), *op.cit.*, 2010, p. 140

¹⁰²⁸ *Ibid.*

¹⁰²⁹ « C'est une nouvelle qui va aider à la paix en Colombie. La preuve du travail dévoué et discipliné de beaucoup d'hommes de la force publique. Les FARC ont connu des pertes très importantes, Reyes, Jojoy, la mort de Marulanda'. En pratique, cela indique que les membres historiques du secrétariat ont fini abattus et c'est un message que la lutte des subversifs se termine de cette façon ». « Ayudará a la paz y es el momento de una gran desmovilización », *Semana*, 4 novembre 2010, (en ligne).

fanatisme »¹⁰³⁰.

Compte tenu de l'importance occupée par Marulanda dans l'organisation, David Garibay affirme que :

« Même si elle est certainement due à des causes naturelles, la mort de Manuel Marulanda, Tirofijo, le dirigeant historique des FARC, annoncée fin mai 2008, renforce l'impression que l'affaiblissement des FARC est réel. Marulanda était à la tête de l'organisation depuis sa création. Dans une période de crise et d'affaiblissement des liens internes, sa disparition prive l'organisation d'un vecteur essentiel d'unité. Cet élément est sans doute essentiel dans la réflexion sur le devenir des FARC, et donc plus largement sur les sorties de conflit en Colombie »¹⁰³¹.

Cependant, il est important de s'arrêter sur les aspects identitaires, subjectifs, dans l'analyse des conséquences de la disparition des leaders de la guérilla sur le moral de la troupe ou la stratégie d'action décidée par ses principaux dirigeants. La guérilla a un imaginaire propre, une culture *fariana*. L'appartenance à un groupe armé produit, en général, un nouvel ensemble de repères sociaux et émotionnels qui influencent la réponse individuelle et collective des combattants. Dans le cas des FARC, la mort d'un de ses leaders n'est pas forcément perçue comme un signe de faiblesse car celle-ci « fait partie de la lutte » et « son "sacrifice" donne de nouvelles raisons de lutter ». Dans le cas de la mort de « Mono Jojoy », chef des opérations militaires des FARC et commandant du bloc Oriental (dans un bombardement de l'armée en septembre 2010), la guérillera hollandaise Tanja Nijmeijer affirme que :

« Au cours des opérations, nous avons parfois trouvé des pamphlets qui disaient "la terreur de la Macarena est morte, et Alfonso Cano pense déjà: et vous, qu'allez-vous faire ?". Cela nous faisait rire. Ceux qui jetaient les pamphlets avaient oublié que nous, les guérilleros, avons une consigne : les morts ne sont pas pleurés, leur souvenir s'emporte au prochain combat »¹⁰³².

Un autre combattant, « Jagwin », commandant de la Compagnie Marquetalia, récemment reformée, dit aussi :

« Vient à mourir le Mono [Jojoy] et tout le monde est mort. Vient à décéder le camarade Manuel [Marulanda] et tout le monde est mort. C'est ce qu'ils pensent mais il s'avère que pas du tout. On le ressent (...) parce que le Mono était pratiquement notre père. Mais c'est comme ce qui se passe quand le père meurt, mais il faut qu'il y ait un frère qui continue de travailler pour le

¹⁰³⁰ Mackenzie (Eduardo), « Deux ex-combattants des FARC racontent... », *Histoire et Liberté*, No. 37, Hiver 2008-2009, p. 104.

¹⁰³¹ Garibay (David), *op.cit.*, 2010.

¹⁰³² « Holandesa de Farc dice que "Mono Jojoy" murió enfermo y dedicado a su orquesta », *El Espectador*, 27 décembre 2011, (en ligne).

développement de la ferme »¹⁰³³.

Pour Camilo Gómez, « Commissionné à la paix » (« *Comisionado de Paz* ») durant le gouvernement Pastrana, la mort d'un leader, y compris d'un commandant en chef des FARC (« Marulanda » et « Alfonso Cano »), est considérée par la guérilla comme une péripétie supplémentaire des combats et il sera simplement remplacé dans la ligne de commandement :

« Les FARC ont un corps institutionnel plus fort que n'importe lequel de ses dirigeants. Ils savent qu'une partie de leur destin est de mourir au combat, ce qui est presque un honneur pour eux »¹⁰³⁴.

Ainsi, la stratégie du gouvernement Uribe, bien qu'elle affaiblisse matériellement la guérilla, la renforce moralement en créant de nouveaux « mythes », des « martyrs » et des « figures emblématiques » qui continueront d'alimenter l'imaginaire « combatif » de la guérilla et son « honneur ». La mort de « Mono Jojoy » a pu faire croire que de grandes démobilisations interviendraient dans les rangs des FARC et qu'elle affecterait profondément leur structure. Cependant tel n'a pas été le cas: « *cela a démontré que les cibles de grande valeur n'avaient pas nécessairement un effet dévastateur sur l'organisation. Au lieu de cela, ses hommes ont commencé à sentir la cause révolutionnaire, après avoir vu comment l'un de leurs chefs était mort pour la cause* »¹⁰³⁵.

Un phénomène similaire se produit avec les désertions de combattants. Entre autres facteurs (déception face à la narcotisation de la guérilla, intention – principalement des femmes – de former une famille, mauvaises relations avec le commandement supérieur, prohibition d'avoir des relations amoureuses avec d'autres guérilleros ou des civils...), il semble que les campagnes du gouvernement encourageant les combattants à déposer les armes et réfutant l'idée très répandue chez les guérilleros que s'ils se livraient ou étaient capturés par l'armée, ils seraient torturés ou exécutés, ajoutées à la pression militaire de l'armée, aient incité beaucoup de guérilleros à abandonner les armes de manière individuelle (même si le délit de désertion est puni par la peine capitale dans la guérilla). Les chiffres du gouvernement évaluent le nombre de démobilisés à

¹⁰³³ Penhaul (Karl), « Las Farc desde adentro, modelo 2011 », *El Espectador*, 30 avril 2011, (en ligne).

¹⁰³⁴ « ¿Qué puede cambiar en el conflicto tras la muerte de Cano ? », *El Tiempo*, 7 novembre 2011, (en ligne).

¹⁰³⁵ « A un año de la muerte de Jojoy, ¿qué ha pasado con las FARC? », *Semana*, 21 septembre 2011, (en ligne).

environ 8 000 chez les FARC. Elda Nellys Mosquera, alias « Karina »¹⁰³⁶, ayant occupé un poste de commandement (commandant du Front 47) dans les FARC, a simplement déclaré, après s'être démobilisée en 2008 (après 24 ans de guérilla), que « *la guerre fatigue... et on se fatigue de la guerre* »¹⁰³⁷. Grâce aux désertions, aux captures et aux « pertes », les effectifs des FARC sont passés de 18000 ou 20000 hommes en 2002 à environ 8 000¹⁰³⁸ actuellement (plus ou moins, le nombre de combattants de la guérilla dans les années 80).

La mort, durant le gouvernement Uribe, de Manuel Jesús Muñoz Ortiz, alias « Iván Ríos », chef du bloc Central et membre le plus jeune du Secrétariat des FARC, est un cas illustrant des nouvelles dynamiques instaurées au sein des FARC. Le 3 mars 2008, trois jours après la mort de Raul Reyes dans l'Opération Phénix, Pedro Pablo Montoya Cortés, alias « Rojas »¹⁰³⁹, chef de sécurité d'Iván Ríos, entre dans son *cambuche* (tente de campagne) et tire sur Ríos et sa compagne, alias « Andrea ». Pour établir la mort de Ríos (probablement en vue de la récompense offerte pour toute information pouvant mener à sa capture), « Rojas » coupe la main droite de Ríos et la remet aux autorités avec la carte d'identité de celui-ci, son passeport et son ordinateur. Par la suite, un grand débat agite le pays sur l'opportunité de payer ou non à « Rojas » la récompense offerte pour Iván Ríos. Finalement, selon les sources officielles, « Rojas » reçoit 2.500 millions de pesos (à peu près un million d'euros), « que l'on a payé aux personnes qu'il a indiqué, non pour le meurtre de Ríos, mais pour l'information importante fournie et la livraison de son ordinateur. Il est actuellement prisonnier pour répondre d'autres délits de meurtre et d'enlèvement qui ne sont susceptibles ni de

¹⁰³⁶ Voir Ortiz (María Paulina), « Las maldades de Karina, la ex guerrillera de las Farc », *Revista Don Juan*, 27 decembre 2009.

¹⁰³⁷ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 238.

¹⁰³⁸ « Il y a actuellement dans les rangs des FARC près de 8.000 hommes. Toutefois, selon María Victoria Llorente, directrice d'Idées pour la Paix, il faudrait ajouter à ce nombre entre deux et trois miliciens pour chaque guérillero, soit environ 24.000 personnes de plus. Par ailleurs, il faudra offrir des solutions pour les 120.000 familles qui vivent aujourd'hui de la production de cultures illicites et travaillent en collaboration avec la guérilla. Ainsi, le nombre de personnes dont l'activité économique dépend directement des FARC dépasse les 200.000 ». « El Precio de la paz », *op.cit.*, 2012, (en ligne).

¹⁰³⁹ « Pablo Montoya, alias "Rojas", se rend le 7 mars aux autorités. Il a servi pendant seize ans comme garde du corps du commandant Iván Ríos, numéro 4 des FARC. Dans son havresac, Rojas apporte un trophée : la main gauche de son chef! Il l'a tué, ainsi que sa compagne, d'une balle en pleine tête, dans leur sommeil. L'analyse des empreintes digitales confirme la véracité de ses dires. Le renégat remet aussi à l'armée l'ordinateur d'Ivan Ríos et une clef USB. "Nous étions épuisés par la pression de l'armée, et affamés" avoue Rojas. Lui et d'autres rebelles se sont rendus aux forces armées à Aguadas, à 400 kilomètres à l'ouest de Bogotá. Personne ne pleurera la mort violente du numéro 4. L'analyse de son ordinateur révélera bientôt qu'il avait fait assassiner, entre 2005 et 2007, plus de 200 guérilleros considérés

grâce ni de libération »¹⁰⁴⁰. Pourtant, de nouveau, une situation pouvant être perçue comme un affaiblissement de la guérilla par l'opinion publique et par le gouvernement colombien, est réinterprétée par les chefs de la guérilla pour la transformer en force. Iván Ríos se convertit en « héros » de la révolution, un bloc des FARC (présent dans les départements d'Antioquia et du Chocó) recevant son nom en son honneur : le bloc Iván Ríos.

En ce qui concerne la désertion, elle aussi est présentée de façon positive, comme une « purification » de la guérilla. Ainsi que l'exprime Martín Sombra :

« Depuis qu'il [Alvaro Uribe] est au pouvoir, les FARC ont beaucoup souffert, surtout à cause des désertions. Mais, en un sens, cela nous a rendu service, nous sommes passés de la quantité à la qualité. Il faut reconnaître qu'il y a eu une désintégration des fronts à cause de la mauvaise stratégie des FARC – en particulier les enlèvements, les assassinats d'innocents, l'ambition, l'insigne du peso (que certains arborent en pendentif) –. En ce moment même, il y a une réflexion interne sur ces problèmes, mais ils sont devenus difficiles à corriger et à résoudre. Les nouvelles générations de guérilleros vont devoir être habiles. Il y a des jeunes qui sont entrés dans la guérilla sans savoir pourquoi ou seulement pour avoir un revolver. De mon temps, on était peu nombreux, mais on faisait les choses avec sérieux »¹⁰⁴¹.

Toutefois, les dirigeants de la guérilla, dans un communiqué suivant la mort d'« Alfonso Cano », rappellent aux troupes que se démobiliser « *est synonyme d'inertie, c'est une lâche abdication, c'est une reddition et une trahison de la cause populaire et de l'idéologie révolutionnaire (...), c'est une indignité* »¹⁰⁴².

Cependant, la désertion ajoutée à la perception d'un risque d'« infiltration » de la part des membres de la Force publique ont un impact réel sur la cohésion interne et le tissu social de la guérilla. Méfiance, purges, négociations individuelles avec les forces armées...

« Les guérilleros parlaient souvent de l'infiltration. Il est surprenant de voir à quel point, là-bas, personne n'est l'ami de personne. Tout le monde soupçonnaient tout le monde : le commandant soupçonnait sa femme, celle-ci soupçonnait son mari, et ainsi de suite. Il n'y avait pas de confiance, il n'y avait pas la plus petite trace de camaraderie ou d'amitié. Et, naturellement, tout infiltré qu'ils attrapaient était un homme mort, il n'y avait pas d'excuse qui prévalait »¹⁰⁴³.

comme des espions du pouvoir. Mais il n'a pas su détecter la trahison de son propre garde du corps...». Thomet (Jacques), *Les secrets de l'opération Bétancourt*, Paris, Fayard, 2008. pp 108-109

¹⁰⁴⁰ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 234

¹⁰⁴¹ « El Carcelero », *op.cit.*, 2008, (en ligne).

¹⁰⁴² « Las FARC afirmán que persistirán en buscar una solución política », *El Universal*, 13 novembre 2011, (en ligne).

¹⁰⁴³ Pérez (Luis Eladio), *op.cit.*, 2008. pp. 181-182

L'affaiblissement de la cohésion des FARC peut être illustré par l'Opération Jaque ayant conduit à la libération d'Ingrid Betancourt et de trois citoyens américains retenus par la guérilla. Officiellement, la libération réussit grâce à une opération d'infiltration, d'une part, d'un front des FARC, dirigée par un guérillero surnommé « César » et d'autre part, du Secrétariat. Il s'agissait de faire passer un ordre du Secrétariat au front pour qu'ils amènent les prisonniers à un point déterminé et qu'ils soient remis à des envoyés de la Croix-Rouge, en réalité membres des services de renseignement colombiens. Mais il est aussi possible que le sauvetage ait réussi grâce à un accord du gouvernement avec les guérilleros chargés de garder les séquestrés. Comme le remarque David Garibay :

« Les différents scénarios autour de la libération d'Ingrid Betancourt, trois ressortissants nord-américains et onze soldats et militaires, en juillet 2008, montrent également les difficultés de la guérilla. Si la version du gouvernement (infiltration du commando qui détenait les otages et évacuation dans un hélicoptère de l'armée repeint aux couleurs d'une ONG dans le cadre d'un faux ordre de regroupement des otages) est avérée, elle démontre à quel point les groupes locaux sont désormais isolés du Secrétariat général, et sont dans l'incapacité de vérifier l'authenticité d'un ordre. Par contre, si l'hypothèse d'une négociation avec les dirigeants du groupe qui détenaient les otages, en échange d'une impunité ou d'un allègement de peine, voire du paiement d'une rançon, est démontrée, elle rend compte de l'autonomisation des différentes composantes, et de la faiblesse des liens d'allégeance envers le Secrétariat. Une telle négociation ponctuelle aurait été impossible dans une organisation comme les FARC il y a quelques années, où la discipline interne a toujours été très forte »¹⁰⁴⁴.

Par ailleurs, après avoir analysé l'incidence que les actions militaires (mais principalement symboliques) du gouvernement Uribe ont eu sur les FARC, il faut examiner l'effet produit par la stratégie de « re-nommer » la guérilla, pour la transformer en un groupe « terroriste » et « criminel ». En ce sens, on peut dire que la transformation du discours des médias, des analystes et du gouvernement, a non seulement contribué à l'évolution de la perception des FARC par l'opinion publique, mais a aussi influencé le développement même du groupe guérillero. Le discours de « lutte contre le terrorisme », adopté par l'administration Uribe, a contribué à la délégitimation du groupe guérillero pour une partie considérable de l'opinion publique (comme le montrent les nombreuses marches de rejet des FARC qui se sont déroulées pour la première fois dans l'histoire de la Colombie).

Cependant, ce discours a engendré un effet de « miroir », générant une évolution dans le comportement des FARC qui ont adopté, chaque jour un peu plus, les pratiques des groupes « terroristes » : formes de financement, enlèvements¹⁰⁴⁵ et extorsion, attentats dans les lieux publics – pas nécessairement stratégiques d’un point de vue militaire –, division en petites « cellules » ou groupes de travail... L’on pourrait affirmer, comme le fait Pierre Bourdieu, que, dans le cas colombien, « les mots sont des actes de magie sociale dont l’efficacité symbolique tient à leur capacité à transformer les représentations que les acteurs se font d’eux-mêmes »¹⁰⁴⁶. Dans une posture « rebelle », « provocante », « déviante » face à l’autorité qui se permet de la « nommer », la guérilla semble répondre : « ils prétendent que nous sommes des terroristes, alors nous allons leur montrer ce qu’est le terrorisme ». Dans ce cas, comme le remarque Thomas Lindemann, « les conflits sociaux s’élaborent en vertu d’une opération d’étiquetage au cours de laquelle les individus sont privés de l’incitation à se comporter en conformité avec les normes sociales »¹⁰⁴⁷. Ainsi, en Colombie l’usage de la violence peut être justifié par certaines situations (la « légitime défense », protéger sa vie, son honneur, ou sa famille; défendre sa qualité d’homme; lutter contre l’oppression et l’injustice, etc.), mais utiliser la violence sans un propos, seulement pour semer la « terreur », ne correspond plus aux « normes sociales ». Or, la guérilla semble avoir perdu toute propension à respecter la limite. Les FARC utilisent comme bombe des bicyclettes, des motos, des voitures, des ânes et même des cadavres humains.

« Maintenant ce qu’ils font, c’est cacher des explosifs dans des colis. Cela est arrivé à Vegalarga (Huila), un attentat dément. Les FARC ont une efficacité dans le maniement d’explosifs et de

¹⁰⁴⁴ Garibay (David), *op.cit.*, 2010, pp. 127-140.

¹⁰⁴⁵ Chronologie des enlèvements d’hommes politiques : En 2000, le 5 août : Óscar Tulio Lizcano. Racheté par l’Armée, le 26 octobre 2008, après s’être enfui avec son ravisseur alias ‘Isaza’; le 4 décembre : Ferdinand Araújo Perdomo. S’échappe le 31 décembre 2006. En 2001, le 10 juin : Luis Eladio Pérez. Remis à une commission vénézuélienne et à Piedad Córdoba le 27 février 2008; le 15 juillet : Alan Jara. Remis à Piedad Córdoba le 3 février 2009; le 26 juillet : Jaime Lozada et Gloria Polanco. Cette dernière est remise à une commission vénézuélienne et à Piedad Córdoba le 27 février 2008; le 10 septembre : Consuelo González de Perdomo. Remise à une commission vénézuélienne et à Piedad Córdoba le 10 janvier 2008; le 29 septembre : mort de Consuelo Araújo Noguera, ‘La Caca’. En 2002, le 20 février : Jorge Eduardo Gechem Turbay. Remis à une commission vénézuélienne et à Piedad Córdoba le 27 février 2008; le 23 février : Ingrid Betancourt et Clara Rojas. Clara Rojas est remise à une commission vénézuélienne et à Piedad Córdoba le 10 janvier 2008; Ingrid Betancourt est libérée par l’opération ‘Jaque’ ; 11 avril : 12 députés de la Vallée du Cauca. 11 d’eux sont tués lors d’une tentative de sauvetage manquée le 28 juin 2007. Sigifredo López est remis à Piedad Córdoba, le 5 février 2009. En 2003, le 13 février : Keith Stansell, Marc Goncalves et Thomas Howes. Libérés lors de ‘Jaque’.

¹⁰⁴⁶ Bourdieu (Pierre), *Ce que parler veut dire : L’économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

¹⁰⁴⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010b, p. 58

mines qui nous cause beaucoup de dommages. Elles en sont arrivées à la folie d'installer des mines dans les arbres qui font sauter la tête aux gens ou les coupent en deux »¹⁰⁴⁸.

Le 7 février 2003, un attentat est commis au club El Nogal à Bogotá¹⁰⁴⁹. Une voiture piégée explose à l'intérieur des installations du club, faisant 36 victimes et plus de 200 blessés. La *Fiscalía General de la Nación* (organisme public chargé de mener l'enquête) accuse le 19 juillet 2003 des membres du Secrétariat des FARC d'avoir commandité l'attentat¹⁰⁵⁰. En effet, aucun groupe n'a officiellement revendiqué la responsabilité de l'attentat et les FARC (en commençant par Raul Reyes) nient leur implication, même si elles ont paru approuver l'attentat, s'agissant d'un « *club luxueux [dans lequel] se réalisaient fréquemment des réunions de secteurs politiques et patronaux avec des porte-paroles du paramilitarisme* »¹⁰⁵¹. L'attentat au club Nogal est considéré par les médias et une partie importante de l'opinion publique comme la pire attaque terroriste des FARC. L'on peut ainsi affirmer, comme le fait George Mead, que « *le langage ne symbolise pas seulement une situation ou un objet qui existe déjà, mais il rend possible leur existence ou leur apparition car il fait partie du mécanisme qui va les créer* »¹⁰⁵².

En lien avec le langage, les FARC, en cherchant à gagner la bataille linguistique, utilisent aussi le terme de terrorisme pour définir l'action du gouvernement. Chaque fois, ce qualificatif intervient avec plus d'intensité dans la lutte symbolique, opposant la guérilla et le gouvernement Uribe, pour la définition conceptuelle de la légitimité. Les FARC emploient le mot de « terrorisme » avec deux objectifs : d'une part, repousser les accusations qualifiant l'organisation de « groupe terroriste » ; de l'autre, accuser le régime colombien, les paramilitaires et le gouvernement des Etats-Unis, d'exercer un « Terrorisme d'État »¹⁰⁵³.

¹⁰⁴⁸ Entrevue avec l'Amiral Édgar Cely (commandant en chef des Forces militaires). « El computador de Jojoy es el Wikileaks de las Farc », *op.cit.*, 2010, (en ligne).

¹⁰⁴⁹ Voir « Atentado al Nogal, 10 años después », *Caracol Noticias*, sans date, (dossier en ligne).

¹⁰⁵⁰ Le 17 décembre 2003, le procureur général Luis Camilo Osorio a affirmé qu'ils avaient une série de preuves qui démontraient que le secrétariat des FARC avait donné l'ordre direct à Óscar Montero, alias « *El Paisa* », commandant de la Colonne Mobile Teófilo Forero, de réaliser l'attentat. Le procureur Osorio a déclaré qu'ils avaient réussi à déterminer le rôle des FARC par des écoutes téléphoniques, des enregistrements et des déclarations de détenus dans différents endroits de Colombie.

¹⁰⁵¹ Emanuelsson (Dick), « La otra historia oculta del atentado de El Club Nogal el 7 de febrero 2003 en Bogotá », *ANNCOL*, 7 février 2013, (en ligne).

¹⁰⁵² Mead (Georges), *L'esprit, le soi et la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006. p. 69.

¹⁰⁵³ Medina Gallego (Carlos), Toloza (Francisco), Beltrán (Alonso) et al, *op.cit.*, 2008. p. 281

En répondant « à la violence par la violence », la guérilla des FARC cherche aussi à diaboliser, à délégitimer son « ennemi », reproduisant la stratégie du gouvernement. Parmi de nombreux exemples pris dans le discours et l'action des FARC, le traitement réservé par la guérilla à la question des séquestrés permet d'illustrer ce point. Les FARC utilisent trois stratégies : la première est de souligner l'intransigeance du gouvernement (« si la libération des séquestrés n'est pas intervenue, c'est parce que le gouvernement ne veut pas négocier ») ; la deuxième est de libérer certains prisonniers (à travers la médiation de gouvernements étrangers, principalement, le gouvernement vénézuélien de Hugo Chávez¹⁰⁵⁴) pour démontrer le premier point (l'origine du blocage viendrait du gouvernement colombien) ; et la troisième, est de responsabiliser le gouvernement pour la mort des séquestrés : le guérilla a toujours annoncé qu'en cas d'attaques de l'armée, ceux-ci seraient immédiatement exécutés¹⁰⁵⁵. Cela s'est produit à plusieurs reprises notamment le 18 juin 2007 quand 11 des 12 députés¹⁰⁵⁶ du département du Valle, capturés en avril 2002, sont assassinés par leurs gardiens. Les hommes du front 60 des FARC ont abattu leurs prisonniers, pensant qu'une patrouille de l'armée les avait attaqués. En fait, il s'agissait d'un groupe du front 29 des FARC qui les avait pris pour une faction ennemi de la guérilla de l'ELN. Le 28 juin, 10 jours après les faits, les FARC publient un communiqué par le biais de l'ANNCOL qui accuse le gouvernement d'être responsable par son refus de réaliser un échange humanitaire et de générer une intense pression au sein de la guérilla par la confrontation constante avec les troupes de l'armée. Le communiqué indique :

« Le *Comando Conjunto de Occidente* des FARC informe que le 18 du présent mois, onze députés de l'Assemblée du Valle, retenus depuis avril 2002, sont morts dans un feu croisé quand un groupe militaire, non identifié jusqu'à maintenant, a attaqué le campement où ils se trouvaient (...). Nous manifestons aux familles des députés décédés notre profond chagrin pour la tragédie (...). La

¹⁰⁵⁴ Un cas à part est la libération de Clara Rojas. « Fin 2007 et début 2008, les avatars des annonces de libération, dans le cadre d'une médiation internationale menée par Hugo Chavez, (...) l'affaire du fils de Clara Rojas, né en captivité : les FARC ont annoncé sa libération en signe de bonne volonté, puis ont reconnu publiquement qu'elles ne la détenaient plus. (...) La volonté de se servir des libérations d'otages comme une manière d'afficher au niveau international une proximité avec les orientations bolivariennes d'Hugo Chavez (...) ». Garibay (David), *op.cit.*, 2010. p.138.

¹⁰⁵⁵ Les familles des victimes et quelques organisations de la société civile ont apporté un argument supplémentaire à la « responsabilité » du gouvernement en affirmant que les personnes séquestrées n'avaient pas été convenablement protégées par l'État. Par exemple, le gouvernement d'Andrés Pastrana est accusé par les parents d'Ingrid Betancourt de ne pas avoir assuré sa sécurité.

démentielle intransigeance du président Uribe pour arriver à un échange humanitaire et sa stratégie de sauvetage militaire au-delà de toute considération mène à des tragédies comme celle que nous indiquons »¹⁰⁵⁷.

Jacques Thomet attire aussi l'attention sur la stratégie des de las FARC, au sujet du cas d'Ingrid Betancourt.

« Dans une deuxième vidéo diffusée le 31 août 2003 par le canal colombien de la télévision privée *Noticias Uno...*, elle [Ingrid] réitère ses principes, à nouveau occultés en France: “Je ne suis pas d'accord avec un échange humanitaire entre civils et guérilleros [...]. Les civils ne peuvent pas servir de boucliers dans cette guerre. Non, non”, assure-t-elle d'une voix ferme, visiblement sans contrainte... “Je demande à ma famille d'appuyer les forces armées dans leur volonté de réaliser des opérations pour nous libérer” assure-t-elle. La diffusion d'une telle vidéo par les FARC reste une énigme. Comment la guérilla a-t-elle pu laisser passer cette invitation à une intervention de l'armée colombienne ? Aucun rebelle ne s'en jamais expliqué, et Raúl Reyes n'est plus là pour livrer sa version. La réponse la plus simple paraît s'imposer: le 5 mai 2003, dix otages, dont le gouverneur de Medellín, ont été exécutés par les FARC lors d'une tentative de sauvetage par les services spéciaux colombiens. Ingrid fait allusion dans la vidéo à ce drame. Qui sait si la guérilla n'attendait pas une telle initiative pour liquider la célèbre otage et faire reposer la responsabilité de sa mort sur le pouvoir colombien ? Alvaro Uribe, et non les FARC, en aurait à jamais porté les stigmates »¹⁰⁵⁸.

Pour contrecarrer la stratégie de la guérilla, le gouvernement Uribe organise des conférences de presse au cours desquelles des anciens « prisonniers » des FARC racontent leur expérience. C'est le cas par l'exemple du sous-intendant de la police, John Frank Pinchao (qui a réussi à s'évader du campement des FARC où il était gardé prisonnier). Au sujet des témoignages des séquestrés, un combattant affirme que :

« Plus encore que Fernando Araujo, John Frank Pinchao a fourni des informations sur nos modes de vie. Il a raconté comment nous enchaînions les otages. Pour nous, ces déclarations sont catastrophiques car, dans l'esprit de l'opinion internationale, nous devenons véritablement les mauvais. Jusqu'à présent nous avons réussi à faire croire que celui qui bloquait la libération était le Président colombien Alvaro Uribe. Désormais, la population comprend que nous sommes capables de tout »¹⁰⁵⁹.

La spirale de violence continue de s'amplifier. En même temps, la radicalisation de la guérilla et une perte de prestige dans l'opinion publique

¹⁰⁵⁶ Sigifredo López, député du Valle, a la vie sauve pour avoir été enfermé dans un endroit à part suite à une punition disciplinaire.

¹⁰⁵⁷ Communiqué du Comando Conjunto de Occidente des FARC, ANNCOL, 28 juin 2007.

¹⁰⁵⁸ Thomet (Jacques), *op.cit.*, 2008. p. 82

colombienne se renforcent. Le gouvernement Uribe provoque d'abord une union de la population autour d'un projet commun (la lutte contre le terrorisme et la criminalité) qui évolue, par la suite, en une extrême polarisation (du corps politique et social) à cause de la violation des Droits de l'Homme, en lien avec le paramilitarisme, le débat sur les échanges humanitaires et la primauté de l'option militaire sur la solution négociée pour résoudre la situation de violence connue par le pays. En fin de compte, pour les victimes, tous les acteurs armés paraissent être les « mêmes ». Les communautés ont parfois la perception que tous les acteurs armés sont identiques : si les acteurs qui se combattent à mort – militaires, paramilitaires et guérilleros – portent le même uniforme, c'est qu'ils sont tous les mêmes¹⁰⁶⁰. De plus, comme le montre Romeo Langlois dans le documentaire *Mientras no se apague el sol* (« Tant que le soleil ne s'éteint pas »), les communautés sont prises dans un feu croisé : par exemple, dans les municipalités de María et d'El Damián, dans la réserve indigène de Tacueyo, de nombreux civils sont tombés victimes d'un affrontement entre la guérilla et l'armée. Dans ce documentaire, le dialogue suivant, entre un militaire et un garde indigène, rend compte du discours des Forces Armées et de sa perception par certains groupes de population :

Le garde indigène : « ce qui est certain, c'est qu'il y a violation des Droits de l'Homme... indiscutablement, il s'en produit à cause du conflit, quelque soit le groupe... ils sont tous les deux des acteurs... ».

Le militaire : « Non, non, non. Les deux groupes ne sont pas des acteurs. Je vais vous expliquer la chose. Ici, nous avons une guerre que les FARC ont déclarée au peuple colombien. Ce n'est pas... la guerre n'existe pas seulement entre l'armée et la guérilla. C'est une guerre de la guérilla contre le peuple colombien ».

Le garde indigène : « Alors, soyons directs, nous ne voulons d'aucun groupe armé autour de notre communauté, pour ce qui concerne la population civile. Que si les autres ont été ceux qui nous ont tués, l'armée nous a tués de la même façon. Ils ne nous ont pas tués peut-être? Aucun acteur armé ne nous a défendus. Ici l'armée nous tue, la police nous tue, la guérilla nous tue. Alors, restez hors d'ici »¹⁰⁶¹.

La même idée se retrouve dans le témoignage suivant :

« Quelle différence y-a-t-il quand un tigre ou un lion te mord? Au final, peu importe lequel, il te

¹⁰⁵⁹ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 91

¹⁰⁶⁰ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. p. 122

¹⁰⁶¹ Langlois (Roméo), Mariani (Pascale), *Mientras no se apaga el sol*, [documentaire], Colombia, Bakata Press, 2008.

mord et t'arrache la jambe... Ici, on meurt de peur chaque fois qu'une personne en tenue camouflée apparaît, avec un fusil, parce que ils nous attaquent tous. Si la police est venue, elle a frappé ou pas... bon... mais si vient la guérilla, elle frappe parce que la police n'a pas frappé. Alors, le pauvre est frappé de tous les côtés et à la fin, ce n'est pas la faute du pauvre. De quoi un pauvre type est-il coupable ?... La guérilla, ces messieurs des FARC et de l'ELN, disent qu'ils défendent le peuple. De qui ? Du gouvernement et des paramilitaires. Les paramilitaires disent qu'ils défendent le peuple de ces messieurs de la guérilla, et le gouvernement dit qu'il défend le peuple de ces deux-là. Mais ce que l'on voit, c'est que tous les trois attaquent le peuple... et tous parlent d'une Colombie libre, mais libre de qui ? Ce serait d'eux...»¹⁰⁶²

Durant la période 2002-2010, il est possible d'observer une lutte entre le gouvernement Uribe et les FARC pour définir à qui revient le droit de faire un usage légitime de la violence. Tant le gouvernement que la guérilla ont cherché à affirmer une définition précise de leur identité propre et la légitimité de leur lutte. Les stratégies militaires ont été modifiées, mais surtout, un changement dans les stratégies discursives et symboliques des acteurs est intervenu. L'objectif des acteurs n'était pas seulement de gagner l'affrontement armé et de vaincre l'« ennemi » sur le champ de bataille, mais il s'agissait principalement d'obtenir l'appui de l'opinion publique nationale et internationale, et surtout, de « donner l'impression » de gagner la guerre. L'affirmation de la supériorité morale, à travers le dénigrement systématique de l'ennemi, était recherchée. Ainsi, le gouvernement et la guérilla se sont engagés dans une spirale de dénis de reconnaissance mutuelle qui ont alimentés la violence armée durant cette période et ont radicalisés les actions du gouvernement (appliquant une stratégie essentiellement militaire pour faire face au « problème » de la guérilla) et des FARC (attentats à la bombe, usage de mines anti-personnel, attaques contre la population civile, augmentation des enlèvements et de l'extorsion, repli stratégique et retour à la tactique de guerre de guérillas, etc.).

Dans le cas colombien il est possible d'affirmer, à l'instar de Thomas Lindemann au sujet de l'étude comparative réalisée sur 4 crises internationales (2 ayant connu une issue belliqueuse et 2 une issue pacifique), que « *ce qui caractérise ces crises qui ont culminé dans une guerre, c'est leur gestion contraire*

¹⁰⁶² Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 116

à une politique de reconnaissance, attentive au besoin de l'autre partie de conserver une identité social positive »¹⁰⁶³.

Ainsi, dans cette première partie, l'analyse a concerné l'évolution de la lutte pour la reconnaissance des FARC pour identifier des éléments qui donnent un cadre à l'action de la guérilla en tant que groupe ou entité collective. La confrontation armée en Colombie se constitue aussi « dans le cadre d'expériences morales qui découlent du non-respect d'attentes de reconnaissance moralement enracinées »¹⁰⁶⁴. Nous avons vu que cette lutte véhicule des demandes multiples de reconnaissance dans les domaines de l'affection, du droit et de la solidarité (Honneth) qui relie, au moins, deux processus : « le désir d'échapper au mépris, et précisément contre l'affirmation inégalitaire d'une supériorité » et « le désir d'affirmer la supériorité de son désir de reconnaissance »¹⁰⁶⁵.

Nous nous sommes concentrés sur les FARC, en tant qu'organisation, sans nous limiter à une période de temps mais en examinant l'évolution historique de la guérilla. Nous avons essayé de mieux comprendre l'identité des FARC, le sens qu'elles donnent à leur lutte, et le contexte historique, socio-économique et culturel qui influence leur perception d'elles-mêmes, de la réalité et de leur action. Nous avons commencé à identifier des éléments culturels, des valeurs, des émotions qui favorisent le passage à la violence, et nous avons présenté de manière globale quelques besoins et dénis de reconnaissance qui nourrissent le combat des FARC. En d'autres termes, nous avons de ce fait réalisé une analyse au niveau macro :

« La reconnaissance de Honneth peut être interprétée en terme d'approche de micro-reconnaissance et de macro-reconnaissance. Le premier niveau est clairement de la micro-reconnaissance (à l'instar de la micro-économie), faisant appel aux rapports dénombrables des individus. Les deux autres niveaux sont du ressort de la macro-reconnaissance, (à l'instar de la macro-économie), faisant appel à des ensembles d'individus et des relations intersubjectives qui les lient »¹⁰⁶⁶.

Pour compléter cette analyse macro, il est nécessaire d'effectuer une analyse micro, c'est-à-dire, étudier l'identité, doléances et objectifs des individus

¹⁰⁶³ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010, p. 15.

¹⁰⁶⁴ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000, p. 194

¹⁰⁶⁵ Caillé (Alain), *op.cit.*, 2004, p. 14

¹⁰⁶⁶ Poreau (Brice), *op.cit.*, 2011, p. 125.

qui s'engagent dans une confrontation armée. Il s'agit ainsi de considérer la représentation que les individus d'une part, et les groupes sociaux d'autre part, ont les uns par rapport aux autres, comment l'individu, par sa représentation de lui-même, entre en relation avec le groupe, la façon dont le groupe influence aussi l'individu¹⁰⁶⁷.

Notre analyse va se concentrer plus précisément sur la dimension interactive de la lutte pour la reconnaissance. Il s'agit d'observer la dialectique entre l'image que les FARC ont d'elles mêmes (ou dans notre cas d'étude, la « réalité » des FARC, sa « population ») et l'image qui leur est renvoyée par les autres.

En Colombie, « *l'usage généralisé de la force et des armes de la part des secteurs civils, l'apparition et la reproduction de violences multiples dans le tissu social, le mélange confus entre les acteurs – militaires, narcotrafiquants, guérillas, armées privées au service de groupes de justice privée, bandes de délinquants organisés – ; les stratégies – alliances ou confrontations selon la conjoncture – ; en plus des lieux – particulièrement dans les zones rurales – ont effacé les limites du conflit armé* »¹⁰⁶⁸ et la compréhension de la nature des différents acteurs armés. Même si, d'après les propos de « Jorge Briceño »¹⁰⁶⁹, alias « el Mono Jojo », « *aujourd'hui les FARC sont connues dans tous les endroits où il y a des êtres humains* »¹⁰⁷⁰, il est clair que, malgré le fait que certaines des modalités de leurs actions soient connues, « on a bien du mal à en déterminer les raisons et les enjeux »¹⁰⁷¹. Les FARC sont-elles un groupe de partisans, de rebelles, de subversifs, de bandits, de délinquants, de narcotrafiquants, de terroristes ? L'image renvoyée par les FARC est multiple, à partir d'une vision romantique et optimiste du rôle de la guérilla présente principalement en Europe et qui pourrait être résumée par la vision de Pierre Landais dans son livre pour enfants *La Colombie: Pacheco le petit paysan* : « *les guérilleros sont des groupes qui tentent d'obtenir une meilleure vie sociale pour*

¹⁰⁶⁷ Deschamps (Jean-Claude), et al, *op.cit.*, 2009.

¹⁰⁶⁸ Rivas (José Antonio), *op.cit.*, 2002, p. 3

¹⁰⁶⁹ Víctor Julio Suárez Rojas, alias « el Mono Jojoy » ou « Jorge Briceño Suárez ». Ancien commandant de l'aile militaire des FARC. Né à Cabrera, Cundinamarca le 5 février 1953, mort dans un bombardement de l'armée le 23 septembre 2010. Il se lie à la guérilla en 1975. Il était considéré comme l'un des guérilleros les plus radicaux.

¹⁰⁷⁰ Botero (Jorge Enrique), *Antes de la Tormenta*, TV Mula, [documentaire], 2010.

¹⁰⁷¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 10

tous ; comme ils sont pourchassés par l'armée et la police du gouvernement, ils se cachent dans les Andes ou dans la forêt... »¹⁰⁷², les assimilant à des Robins des Bois (renvoyant à la vision romantique du rebelle décrite par Xavier Crettiez et Isabelle Sommier dans l'introduction de leur ouvrage *La France Rebelle*¹⁰⁷³), en passant par la dénomination de « narco-guérilla » (terme attribué à Lewis Tamb, ambassadeur des Etats-Unis en Colombie en 1982) qui insiste sur les pratiques des cartels de la drogue adoptées par la guérilla marxiste, jusqu'à la désignation des FARC comme groupe terroriste utilisée principalement durant le gouvernement d'Alvaro Uribe (2002-2010) et qui aboutit à l'inscription du groupe sur la liste des groupes terroristes des Etats-Unis et de l'Union Européenne, entre autres. Il faudrait essayer de déterminer si les modifications de discours sur les FARC du gouvernement, des medias, de la société civile correspondent à des changements réels dans les pratiques des FARC alors qu'il semble, a priori, se produire un phénomène de dépolitisation de la guérilla.

« Qui sont ces hommes qui portent la tenue militaire utilisée indistinctement par les militaires et les guérilleros en Colombie ? “Tous les uniformes se ressemblent”, affirme un paysan incapable de faire la distinction entre les différents hommes armés qui traversent sa *vereda* (parcelle) en semant la terreur et la mort. Puis il ajoute: “Au jour d'aujourd'hui il y a une confusion dans ce pays. Au jour d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'armée qui porte des vêtements tels que l'uniforme. Il y a des années, on voyait seulement l'armée porter l'uniforme de camouflage. Au jour d'aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ils s'habillent tous pareil et c'est alors qu'on se trompe et qu'on ne sait pas quoi faire. Pour un paysan, tous les uniformes sont les mêmes” »¹⁰⁷⁴.

Il ne faut pas oublier que « *la distribution de l'affection, la loyauté, l'estime, la considération, les droits et les obligations et d'autres bien sociaux, est liée à nos évaluations de l'identité à la fois personnelle et collective* »¹⁰⁷⁵. Pour cette raison, dans un premier temps, nous allons étudier la façon dont les FARC sont perçues par les chercheurs et analystes du conflit (il faut commencer par présenter les explications de l'existence des FARC et du conflit armé qui ont été proposées par les chercheurs et les analystes de la situation colombienne) et par

¹⁰⁷² Landais (Pierre), *La Colombie : Pachéco, le petit paysan*, sans lieu, Editions Entre deux Rives, 2002.

¹⁰⁷³ Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *La France rebelle: Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Editions Michalon, 2006.

¹⁰⁷⁴ Uribe (Maria-Victoria), *op.cit.*, 2004. p. 144

¹⁰⁷⁵ Markell (Patchen), *Bound by Recognition*, Princeton and Oxford, Princenton University Press, 2003.

l'opinion publique et le gouvernement (il sera important d'analyser les enjeux discursifs autour de la qualification de la violence, de la guérilla et les effets de ce discours sur l'évolution du conflit).

D'autre part, pour mieux connaître la guérilla des FARC, pour déterminer l'existence et la consistance de leur lutte pour la reconnaissance ainsi que son évolution (du point de vue matériel et du discours de légitimation sous-jacent), il n'est pas suffisant d'étudier le groupe sous l'angle de son action historique et collective. Cela requiert de bien connaître ceux qui sont derrière cette lutte :

« La violence peut se comprendre comme une interaction entre des personnes et des groupes au cours de laquelle intervient une transaction spécifique entre l'individu et son milieu ; ce n'est pas une caractéristique intrinsèque des personnes ni du groupe social. Cette approche permet de souligner dans l'analyse, non seulement les actions ou les conduites violentes, mais aussi ce qui arrive entre les personnes dans les interactions violentes et comment cela s'intègre dans un modèle cognitif et émotionnel »¹⁰⁷⁶.

L'action des FARC est tant collective qu'individuelle. Il faut comprendre à quel moment les besoins de reconnaissance des individus se transforment en nécessités collectives, et en même temps, comment l'existence d'une mobilisation collective permet aux individus de manifester leurs exigences de reconnaissance futures.

Il est fondamental, au moment de mener à bien une étude ou une analyse sur la dimension symbolique, morale, subjective de la violence, de bien prendre en compte le rôle des acteurs dans l'élaboration de leurs propres processus et dans la production de la crise. L'analyse de la dimension individuelle de la guérilla des FARC s'appuie sur le fait que :

« Les acteurs ne sont pas seulement reproducteurs – de positions, de structures, de systèmes, etc. – mais aussi, et surtout, producteurs de dimensions sociales. À l'heure de mener à bien une analyse de la crise et de la violence en Colombie, il est utile d'étudier les acteurs, les situations concrètes, les réseaux et les relations, les références, les habitudes et les symboles »¹⁰⁷⁷.

Pour cette raison, dans un second temps, il sera effectué une analyse sociologique des combattants des FARC, en réalisant une comparaison entre les profils des anciens guérilleros (des années 60 et 70) et ceux des deux dernières décennies, ainsi qu'une comparaison entre les profils des leaders de l'organisation

¹⁰⁷⁶ Quiñones Cely (Clara Beatriz), *op.cit.*, 2009. p. 64

et les *guerrilleros rasos* (simples soldats), afin que, en partant des caractéristiques principales des membres du groupe, l'on puisse déterminer quel type de besoins (de reconnaissance, politico-sociales, économiques, stratégiques) peut avoir ce groupe de population.

¹⁰⁷⁷ Blair Trujillo (Elsa María), *Conflicto armado y militares en Colombia : cultos, símbolos e imaginarios*, Medellín, Editorial Universidad de Antioquia, 1999. p. 35. Citée par Rivas (José Antonio), *op.cit.*, 2002. p. 3

2^{ème} Partie La lutte armée pour la reconnaissance, un combat symbolique

« Hommes et femmes qui avons intégré cette armée, nous l'avons fait parce que nous n'avons pas eu d'autre opportunité, non parce que nous sommes violents. Nous sommes les plus pacifiques, les plus humbles, les plus modestes... Nous disons "parlons!" mais ce n'est pas parler pour parler. Nous parlons pour chercher les causes qui ont généré la violence en Colombie. Mais ils ne nous ont pas prêté attention. Ils veulent la paix des agenouillés et cela n'est pas pour nous. Nous respectons pour qu'ils nous respectent, nous n'allons pas dépenser 50 ans pour dire "la lutte armée n'est pas d'actualité" »¹⁰⁷⁸.

Le politologue American Ted Robert Gurr conseille aux analystes et chercheurs qui travaillent sur la question des mobilisations sociales, afin de mieux comprendre pourquoi les hommes se rebellent, de suivre les lignes directrices suivantes :

- « - Commencez par examiner les identités de groupe et les doléances des personnes défavorisées, y compris les pauvres, les jeunes urbains sans emploi et les membres de minorités ;
- Essayez de comprendre les doléances des individus en examinant leur statut et la façon comme ils sont traités par le gouvernement et d'autres groupes. Ecoutez ce que les gens ont à dire et pas seulement ce que les autres disent sur eux ;
- Posez vous la question : pourquoi les identités de groupe et les désavantages de ses membres [du groupe révolutionnaire] les ont rendus plus sensibles à l'appel d'idéologies et des stratégies politiques qui justifient la rébellion ou la protestation ;
- Analysez les motivations et les stratégies des leaders qui cherchent à construire des mouvements politiques autour des "agrieved people". Est-ce que les gouvernements sont ouverts à la participation de ces gens ? Est-ce que les stratégies gouvernementales augmentent ou diminuent la possibilité d'un "disruptive conflict" » ? ;
- Cherchez des éléments (facteurs internationaux) mouvements transnationaux, idéologies, exemples de mobilisations politiques réussies qui ont un impact sur les doléances, la mobilisation et le choix entre différentes stratégies politiques du groupe ;
- Déterminez si les contraintes et pression internationale peuvent avoir une influence sur la façon d'agir (ou de répondre à la rébellion) du gouvernement ;

¹⁰⁷⁸ Discours de Jorge Briceño, alias « El Mono Jojoy », 22 septembre 2010. Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2010.

- Évaluez dans quelle mesure les réponses et l'action politique du gouvernement ont un impacte sur les groupes impliqués. Combien gagne ou perd le groupe ? Est-ce que les mesures gouvernementales contribuent à restaurer l'ordre public ou, au contraire, encouragent la résistance ? »¹⁰⁷⁹

En général, il s'agit pour Ted Gurr de se concentrer sur l'étude des identités, les doléances et les objectifs des individus qui s'engagent dans une action politique violente (ou non) et de déterminer, de façon critique, si leurs actions contribuent à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Les gens, avec leur identités diverses, désirs, et croyances doivent être au centre de l'étude de la violence politique¹⁰⁸⁰.

Pour ce faire, dans cette deuxième partie, nous allons continuer à présenter et à étudier des éléments identitaires, symboliques, moraux et identitaires qui nourrissent le conflit colombien en essayant de répondre à la question : qui se bat et pour quelle reconnaissance ?

Dans un premier temps, nous allons nous concentrer plus précisément sur la dimension interactive de la lutte pour la reconnaissance. Il s'agit d'observer la dialectique entre l'image que les FARC ont d'elles mêmes et l'image qui leur est renvoyée par les « autres ». Pour les groupes armés non étatiques, comme les FARC, la recherche d'une « existence symbolique », c'est-à-dire d'une légitimation morale de leurs actions, est fondamentale compte tenu du fait qu'ils se trouvent dans une situation de faiblesse sur le plan de l'organisation ou du nombre. En général, les groupes armés non étatiques connaissent des conditions de vie si précaires que seul un puissant sentiment de lutte contre « l'injustice » ou l'idée d'être « dépréciés » ou « non-reconnus » peut être susceptible de les motiver pour continuer le combat.

Il est aussi possible « *d'affirmer que la qualité morale des rapports sociaux ne peut pas être seulement mesurée à l'aune de la répartition juste ou injuste des biens matériels ; notre idée de la justice doit aussi intégrer, de manière tout à fait essentielle, nos conceptions sur la manière dont les sujets se reconnaissent les uns les autres, et sur l'identité qu'ils se reconnaissent mutuellement* »¹⁰⁸¹. La

¹⁰⁷⁹ Gurr (Ted Robert), *op.cit.*, 2011.

¹⁰⁸⁰ *Ibid.*

¹⁰⁸¹ Honneth (Axel), « Reconnaissance », dans *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, ed. par Canto-Sperber (Monique), vol.1, Paris, PUF, 1996. pp. 1272-1278. Cité par Poreau (Brice), *op.cit.*, p. 15.

reconnaissance est une possibilité d'interaction qui suppose une compréhension d'autrui et de son individualité même au sein d'un groupe :

« Les gens sont constamment en train de poser des questions interconnectées: Qui êtes-vous? Qui suis-je? Qui sommes-nous? En répondant à ces questions, nous nous plaçons, nous-mêmes comme les autres, dans un espace social, en prenant conscience et en reproduisant simultanément des relations d'identité et de différence. Et en ce sens, nous nous orientons nous-même pratiquement: nous décidons régulièrement que faire, et comment traiter les autres, en nous basant au moins en partie, sur ce que nous croyons être et sur ce que nous pensons que les autres sont. Pour le pire et le meilleur, la distribution de l'affection, de la loyauté, de l'estime, de la considération, des droits et des obligations, et de beaucoup d'autres biens sociaux est étroitement liée à nos évaluations de l'identité, à la fois personnelle et collective »¹⁰⁸².

Ainsi, « *le mouvement de reconnaissance consiste en ce que nous devenons sujet lorsque nous nous savons perçus comme tel par l'autre, et par conséquent, réconciliés avec lui tout en apprenant à connaître notre irremplaçable identité qui nous permet de nous confronter à autrui* »¹⁰⁸³.

« Il y a donc un paradoxe assumé par les théories de la reconnaissance: le sujet a besoin des autres pour devenir autonome (...). Pour les penseurs de la reconnaissance, la conscience de soi n'est pas un point de départ, mais le résultat d'une série des transactions symboliques et sociales (...). La figure d'autrui s'en trouve considérablement transformée : l'autre n'est plus un simple adversaire potentiel (comme chez Hobbes), ni une fin en soi (comme chez Kant). Avant cela, il est le partenaire possible d'une relation où chacun attend d'être confirmé dans sa valeur propre (...). Bien loin d'exclure la lutte, le projet d'être reconnu l'institutionnalise: c'est dans les sphères sociales et politiques qu'elle doit trouver son accomplissement (...). Il ne s'agit plus simplement d'une lutte pour la survie, comme dans le modèle de la "guerre de tous contre tous", mais d'une lutte pour l'acceptation de soi. Hegel avait déjà montré qu'à l'horizon de tout désir se trouve autre chose que l'espoir d'une conservation: une véritable quête d'identité »¹⁰⁸⁴.

La violence est utilisée par certains pour imposer à la société la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes. Cette dernière l'utilise au contraire comme outil de réfutation et leur renvoie une autre perception. Au-delà de la violence physique, matérielle ou « objective », il convient d'étudier l'usage de la violence dans sa dimension symbolique. La violence est porteuse d'un discours, de symboles et d'actions contre les symboles de l'adversaire. La définition des rôles, « bourreau », « victime », « traître », fait aussi l'objet d'un traitement symbolique.

¹⁰⁸² Markell (Patchen), *op.cit.*, 2003.

¹⁰⁸³ Fascioli (Ana), *op.cit.*, 2008. p. 21

¹⁰⁸⁴ Foessel (Michaël), *op.cit.*, 2008, p. 67

Ainsi, comment définir la victime et selon quels critères ? La guérilla, par exemple, est-elle une « victime » de la violence de l'État ? Ou bien, l'État et la société colombienne sont-ils des victimes de la guérilla ? La violence guérillera est un moyen pour terrifier les esprits, pour obtenir la soumission de la population et aussi pour paralyser l'adversaire. Elle peut cependant avoir un effet contraire et provoquer une solidarité nouvelle entre la population et le gouvernement. Mais si la réponse du gouvernement à la « menace » de la guérilla est une réponse armée, le gouvernement à son tour, renforce les convictions des éléments les plus radicaux des la guérilla qui pourraient interpréter l'action de l'administration de l'État comme une preuve supplémentaire de sa qualité de « gouvernement oppresseur », légitimant à leurs yeux la lutte du groupe guérillero.

Il donc est important d'identifier plus clairement les besoins et les dénis de reconnaissance qui motivent (pendant la période 2002-2010) le combat des guérilleros des FARC. Selon Philippe Braud, la cause principale de « mal être » des victimes se situe au niveau du « moi identitaire ». Le dit « mal être » peut prendre plusieurs formes, que ce soit un sentiment de dévalorisation ou un sentiment de perte de point de repère qui déstabilise l'individu¹⁰⁸⁵. Katharina Rohl, dans son article « *Greed or Grievance : Why does FARC keep fighting ?* », signale que :

« Comme il y a quarante ans, les FARC prétendent être “une expression du peuple”, une organisation politique et militaire dont le but est la “solution des problèmes qui affectent plus de 30 millions de Colombiens qui vivent dans la pauvreté”. En se définissant comme “marxistes, communistes et bolivariens” et en chérissant la rhétorique Marxiste, ils soulignent l'exploitation du paysan et des classes laborieuses par la “caste gouvernante” dont les intérêts politiques et économiques “ne sont pas les intérêts des travailleurs, ni des révolutionnaires” »¹⁰⁸⁶.

Cependant, comme cela a déjà été montré auparavant, les besoins et dénis de reconnaissance motivant la lutte des FARC sont beaucoup plus complexes.

Ainsi, dans un second temps, après avoir réalisé une analyse de l'image renvoyée par les FARC, pertinent de réaliser à présent une étude plus détaillée des

¹⁰⁸⁵ Braud (Philippe), *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.

¹⁰⁸⁶ Rohl (Katharina), *op.cit.*, 2004. pp. 1-14

combattants de la guérilla. Les expériences de « mépris » ou de « déni de reconnaissance » sont des expériences subjectives, qui dépendent tant des modèles sociaux de reconnaissance que de l'image que les individus ont d'eux-mêmes. Ainsi, il n'est pas possible de comprendre pleinement le sentiment de dévalorisation qu'un individu peut expérimenter face aux postures d'intimidation ou de stigmatisation, sans savoir qui est cet individu, quels sont les référents à partir desquels il peut considérer qu'une expérience ou une attitude est « humiliante », « agressive » ou non. Il a déjà été observé qu'à mesure que la guérilla et le pays ont évolué, un changement s'est produit dans certaines caractéristiques des FARC. Il est fondamental de mieux connaître ce processus, au niveau individuel, pour mieux comprendre dans quelle mesure des variables émotionnelles, identitaires, morales ou symboliques peuvent avoir un effet sur les sphères de décision individuelle, dans le contexte de l'action collective ou du groupe.

Se concentrer sur le profil, les caractéristiques principales qui définissent les guérilleros des FARC (selon des caractéristiques comme l'âge, le sexe, la religion, le niveau d'études, la couche sociale, l'origine géographique) est un premier facteur permettant d'observer « *la distance entre les fins et les moyens au sein des acteurs armés, dont l'implication dans des activités illégales (enrichissement personnel) et dont les actes de violence (beaucoup d'entre eux guidés par des motifs de vengeance personnelle ou collective) s'inscrivent dans la transformation des individus (individualisation) face à des identités en voie d'affaiblissement* »¹⁰⁸⁷.

Il ne s'agit pas de faire une analyse psychologique des combattants de la guérilla (bien qu'il est certain que cette étude serait d'une grande utilité pour une meilleure compréhension des dynamiques de la violence en Colombie), ni de se faire l'écho de la thèse de Ludwig von Mises selon laquelle :

« L'humeur critique contre le capitalisme ne saurait être inspirée que par le ressentiment propre à des individus frustrés dans leurs ambitions sociales (...). C'est parce qu'ils auraient manqué leur chance d'ascension sociale par suite de quelque infériorité naturelle (les qualités biologiques dont un homme est pourvu limitent très strictement le champ à

¹⁰⁸⁷ Quiñones Cely (Clara Beatriz), *op.cit.*, 2009. p. 43

l'intérieur duquel il peut rendre des services aux autres) que nombre de gens tourneraient contre le capitalisme leur ressentiment né de leur ambition frustrée »¹⁰⁸⁸.

Ce qui est recherché est une analyse politico-sociale des membres des FARC à travers le temps, pour tenir compte tant des dynamiques individuelles que collectives de l'organisation de guérilla et pour pouvoir déterminer si la lutte pour la reconnaissance joue un rôle ou non dans le conflit colombien. Comme l'explique Xavier Crettiez, « *c'est par son inscription dans un collectif que l'individu construit son refus, qu'il passe de la "révolte intérieure" à la révolte sociale* »¹⁰⁸⁹. L'individu, le guérillero, le « rebelle », passe à un comportement actif de rébellion contre l'ordre établi grâce à l'appartenance à un groupe qui le « nourrit » de ses codes, de ses références, de ses valeurs et de ses modes d'intervention.

Il est aussi nécessaire de déterminer dans quelle mesure l'appartenance aux FARC répond à ces besoins-dénis de reconnaissance. Peut-on affirmer que la formation d'un groupe revendicatif est à la fois une source de soutien et une première expérience de reconnaissance sociale ? La revendication collective marque le début de l'action politique ? Celle-ci atteste de la sortie du stade passif qui accompagne le mépris de soi ? Possède-t-elle un effet revalorisant pour l'individu et lui permet de dépasser son sentiment d'impuissance ?

Il semble que la lutte pour la reconnaissance des FARC a conduit finalement à une plus grande exclusion de certains individus ou groupes de population et à l'affaiblissement des « liens identitaires » comme des « identités partagées » qui pourraient être un frein à la violence. Les conflits longs comme celui de la Colombie produisent au moins trois types de conséquences: le durcissement des jugements politiques et une radicalisation des comportements, la création de nouvelles forces politiques et manières d'agir, et l'activation de ce que Philippe Braud appelle des « communautés émotionnelles »: compassion collective autour des « victimes » et joie à voir souffrir « l'ennemi ». Ernest Renan a d'ailleurs écrit que « la souffrance en commun unit plus que la joie »¹⁰⁹⁰.

¹⁰⁸⁸ Von Mises (Ludwig), *The Anti-capitalist Mentality*, Toronto, London, New York, Van Nostrand, Princeton (N.J.), 1956. pp. 1-33. Cité par Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le métier de Sociologue: Préalables Epistémologiques*, 5e éd, Berlin-New York, Mouton de Gruyter, 2005. p. 36

¹⁰⁸⁹ Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2006. p. 4

¹⁰⁹⁰ Renan (Ernest), « *Qu'est ce qu'une nation?* », Conférence à la Sorbonne, Paris, 1882.

El Tiempo, le journal au plus grand tirage en Colombie, a publié le dimanche 2 juin 2007 *El ratón de Kafka* (La souris de Kafka) de David Grossman. Ce texte rend compte des effets de la violence sur les individus, sur ce qu'ils sont et ce qu'ils deviennent. Sur la confiance en soi, l'estime de soi et respect de soi :

« ...Et je sens le prix que nous payons, avec mon entourage, pour cet état de guerre persistant. L'atrophie de la "part" de l'âme qui entre en contact avec le monde violent et menaçant. La limite de la capacité – et de la volonté – de nous identifier, même dans une moindre mesure, à la douleur d'autrui ; la suppression du jugement moral... Et en conséquence chacun se persuade qu'il vaut mieux ne pas penser, chacun choisit de ne pas savoir : peut-être irai-je mieux si je laisse la tâche de penser, créer et établir les normes morales entre les mains de ceux qui de toute évidence, "savent plus". Et plus que tout je me sentirai mieux en ne sentant pas trop, au moins jusqu'à ce que cela passe, et si ça ne passe pas, j'aurai au moins d'une certaine façon allégé ma souffrance, j'aurai développé une salutaire insensibilité, je me serai protégé au mieux à l'aide d'un peu d'indifférence, de sublimation, d'aveuglement délibéré et d'une bonne dose d'auto-anesthésie. En d'autres termes, à cause de la peur perpétuelle – et toujours trop authentique – d'être blessé ou de mourir, ou de subir une perte insupportable ou même une "simple" humiliation, nous tous et chacun d'entre nous, citoyens du conflit dont nous sommes prisonniers, nous mutilons notre propre vivacité, notre diapason mental interne et cognitif, en nous enveloppant de capes protectrices qui finissent par nous asphyxier... La souris de Kafka est dans le vrai ; quand le prédateur nous guette, le monde devient chaque fois plus étroit... »¹⁰⁹¹.

¹⁰⁹¹ Grossman (David), « El ratón de Kafka », *Lecturas Dominicales*, *El Tiempo*, 2 juin 2007, pp. 14-15. Cité et traduit par Quiñones Cely (Clara Beatriz), *Violence colombienne et séries de fiction des années quatre-vingt-dix : imaginaires de la représentation médiatique de la violence colombienne : séries de fiction diffusées par la télévision pendant les années 90 (1989-1999)*, 218 p. + 1 DVD. Th. Doct. : Sciences de l'information et de la communication, Paris 8, 2008.

3. Qui se bat et pour quoi ? : Enjeux discursifs et symboliques de la violence colombienne¹⁰⁹²

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde »¹⁰⁹³

« Ce groupe narcoterroriste des FARC est assassin et menteur. Et cynique. Il verse du sang et toute suite après, écrit un communiqué doctoral. Il verse du sang et il ment »¹⁰⁹⁴.

« Le gouvernement d'Alvaro Uribe est devenu le gouvernement le plus pervers, une marionnette des États-Unis, qui cherche à piétiner la dignité nationale et qui cherche à s'imposer par la répression institutionnelle et les armes paramilitaires »¹⁰⁹⁵.

Si « Dieu a le pouvoir de créer, l'homme politique a celui de nommer, de mettre des noms sur les choses, de les inscrire dans un registre symbolique, de marquer les différences ». ¹⁰⁹⁶ En posant la « narration » comme discours qui énonce, les individus et les groupes en interaction conflictuelle peuvent typifier, créer des catégories et leur donner un sens au point où l'objet désigné par eux se confond avec le symbole qu'il représente¹⁰⁹⁷.

La reconnaissance, dans son sens primaire, implique d'accepter l'existence de l'« autre » et de donner un sens à son existence. Le plus grand déni de reconnaissance est de nier l'existence de l'autre ou de ne pas lui renvoyer une image valorisée de lui-même. Un premier lien entre guerres et reconnaissance est l'effet émotionnel très puissant des dépréciations identitaires. Selon Erving Goffman, si notre « face » est rejetée, nous nous sentons humiliés, honteux... Dés

¹⁰⁹² Voir González (Johanna), *op.cit.*, 2013 et *op.cit.*, 2011.

¹⁰⁹³ Albert Camus et/ou Brice Parain.

¹⁰⁹⁴ Paroles d'Alvaro Uribe en référence au communiqué des FARC faisant état d'une revendication du kidnapping et de la mort du gouverneur Luis Francisco Cuéllar du département de Caquetá. Disponible sur : www.eltiempo.com

¹⁰⁹⁵ Accord entre les FARC et la guérilla de l'ELN en décembre 2009.

¹⁰⁹⁶ Pewzner-Apeloig (Évelyne), « Ce nom qui nous porte », dans *Les territoires de l'identité*, ed. par Ragi (Tariq), Amiens, Licorne, 1999, p. 24.

¹⁰⁹⁷ González (Johanna), Lawson (Denis), « Une lecture ricœurienne du langage politique entre sens et réification : la figure du mal (criminel/terroriste) sous le régime d'Alvaro Uribe en Colombie », *Conférence Internationale des Etudes Ricœuriens À travers la Crise et le Conflit. Penser autrement avec Paul Ricœur*. Lecce (Italie). Du 24 au 27 septembre 2012.

lors, si les acteurs en ont les moyens, ce type d'affront peut motiver une riposte « musclée ». De plus, si un acteur revendique une identité « virile », « idéalisée » ou de « grande puissance », il ne peut rester passif devant une attaque ou un affront¹⁰⁹⁸.

Dans le cas colombien, comme nous l'avons déjà vu auparavant, il est très difficile de typifier la situation de violence armée qui vive le pays et de donner une définition « objective » des FARC. Comme acteur « politique », elles ont un discours ancré à gauche et sont souvent perçues (surtout en Europe) comme une guérilla qui lutte contre un « gouvernement oppresseur » et contre « l'oligarchie ». Mais il ne faut pas oublier qu'elles ont des pratiques et des méthodes de lutte qui sont proches de la délinquance de droit commun, des narcotrafiquants, et des terroristes. Ce qui rend difficile une initiative conceptuelle d'identification objective. De plus, il semblerait qu'il n'existe pas un concept unique qui pourrait définir toutes les différentes formes de violence qui affectent le pays :

« En partie, parce que les concepts utilisés proviennent d'autres expériences historiques ; en partie, à cause de l'apathie de la majorité sur les buts déclarés de la violence et parce que les usages politiques des définitions ne coïncident pas toujours avec les caractérisations des historiens ou, mieux encore, parce que les manières actuelles de nommer le conflit comportent des formes de valorisation et des intentions pragmatiques que les acteurs impriment à leur discours pour obtenir l'appui de la population ou pour définir des objectifs, plus ou moins occultes, qui justifient un recours à la force »¹⁰⁹⁹.

La lutte entre les FARC et d'autres acteurs (principalement le gouvernement colombien) prend alors le caractère d'une « guerre de sens, une guerre de représentation ». Comme le remarque Clausewitz, le premier acte de discernement, le plus important et décisif, accompli par un homme d'État ou un chef militaire, est de définir correctement le type de guerre dans lequel il est impliqué¹¹⁰⁰. Il s'agit pour lui d'identifier l'ennemi afin de le combattre. Du type d'ennemi dépendra souvent le type de guerre et vice-versa.

« Ainsi la question de l'identité se voit d'emblée mise en scène dans le discours de la reconnaissance; elle le restera jusqu'à la fin, au prix des transformations que l'on dira. N'est-ce pas dans mon identité authentique que je demande à être reconnu? Et si, par bonheur, il m'arrive de l'être, ma gratitude ne va-t-elle pas à ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont reconnu mon

¹⁰⁹⁸ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010a. p. 28

¹⁰⁹⁹ Chaparro Amaya (Adolfo), *op.cit.*, 2005. p. 443

identité en me reconnaissant ».¹¹⁰¹

Et, « *sitôt qu'un homme fut reconnu par un autre pour être sentant, pensant et semblable à lui, le désir ou le besoin de lui communiquer ses sentiments et ses pensées lui fit chercher les moyens* ». ¹¹⁰² La reconnaissance interviendrait alors comme identification et expression par le langage de l'intersubjectivité. À travers celle-ci, on pourra aussi identifier l'agir humain ¹¹⁰³.

En Colombie, la société civile n'a pas d'outils à sa disposition lui permettant d'exprimer et de matérialiser son opinion sur la nature de la violence armée, étant donné que le débat sur le sujet est confisqué par les acteurs armés, gouvernement colombien inclus, qui recherchent un consensus absolu sur ce thème. Récemment, lors des débats au Congrès sur la *Ley de Victimas*¹¹⁰⁴, il a été de nouveau mis en évidence un réel vide conceptuel au moment de définir si la Colombie vivait un conflit armé interne ou une guerre civile (entre groupes belligérants ou contre des groupes rebelles), ou simplement, était aux prises avec une lutte contre un groupe de terroristes coupés de la société, et par conséquent, éloignés des intérêts de l'ensemble des citoyens.

« Il ne s'agit pas d'une discussion sémantique (...). La clarté des concepts dans le cas qui nous préoccupe est du plus grand intérêt pour de profondes raisons pratiques. Il intéresse, en premier lieu, le chemin choisi localement pour arriver à la paix. N'importe quel concept que l'on choisit définit la nature du conflit et conditionne ainsi la gamme des possibilités pour trouver une solution. Cela concerne, en second lieu, les relations formelles entre le pays et le monde extérieur. L'application du droit international a été traditionnellement déterminée par le type de classification d'un conflit. Enfin, il intéresse les relations informelles avec la communauté internationale. L'opinion publique a acquis un rôle de plus en plus important dans la politique internationale où l'agenda interventionniste, motivé par des sentiments "humanitaires", menace de modifier le principe de souveraineté. Dans ce contexte, les perceptions extérieures sur le conflit pourraient influencer sur la prise de décision de façon significative – depuis les niveaux et les orientations de l'aide internationale jusqu'à une possible intervention armée »¹¹⁰⁵.

¹¹⁰⁰ Clausewitz (Carl von), *De la Guerre*, Paris, Les éditions de minuit, 1998.

¹¹⁰¹ Ricœur (Paul), *Parcours de la reconnaissance. Trois études*, Paris, Gallimard, 2005. pp. 13-14

¹¹⁰² Rousseau Jean-Jacques, *Essai sur l'origine des langues*, cité par Paul Ricoeur, *op. cit.*, p. 237

¹¹⁰³ Ricœur (Paul), *op.cit.*, 2005. p.12

¹¹⁰⁴ La loi 1448 du 10 juin 2011 « par laquelle sont édictées des mesures d'attention, d'assistance, et de réparation intégrale aux victimes du conflit armé interne et d'autres dispositions » établit des mesures judiciaires, administratives, sociales et économiques, individuelles et collectives au bénéfice des victimes du conflit interne (c'est-à-dire, des colombiens qui ont souffert individuellement ou collectivement un dommage pour des faits intervenus à partir du 1er janvier 1985) dans le cadre d'une justice transitionnelle.

¹¹⁰⁵ Pizarro Leongómez (Eduardo), « No es asunto de semántica: ¿conflicto armado o amenaza terrorista? », dans *La Estratagema Terrorista : Las razones del Presidente Uribe para no aceptar la existencia de un conflicto armado interno*

Cependant, la controverse continue entre ceux qui défendent l'existence d'un conflit armé interne, y compris d'une guerre civile, qui définissent les FARC comme des acteurs politiques-belligérants, et ceux qui parlent d'une « situation de violence généralisée » ou d'une « menace terroriste » et qui considèrent à la guérilla comme des narcoterroristes. En défendant telle ou telle théorie, cherche-t-on une meilleure compréhension de la situation colombienne? Ou bien s'agit-il simplement d'apporter une réponse aux intérêts politico-militaires du moment ?

En partant de la prémisse qu'il n'existe pas une précision mathématique sur la portée des concepts « rebelle » ou « terroriste », l'évolution du discours sur la guerre dans le cadre de la violence en Colombie permet de démontrer que le choix de l'un ou l'autre concept n'obéit pas généralement à une volonté de mieux connaître la réalité du pays, mais répond plutôt aux intérêts des acteurs politiques ou armés. Il s'agit d'une bataille linguistique. Bataille, qui à son tour, produit des dénis de reconnaissance qui nourrissent la violence, dans les cas où le terme choisi pour désigner un acteur ne correspond pas à l'image qu'il a de lui-même.

Quels sont les termes choisis pour nommer les FARC ? Yeny Serrano, docteur en sciences de l'information, de la communication et des médias, a réalisé une étude sur le traitement informatif du conflit armé colombien par les médias nationaux. Yeny Serrano a analysé les journaux télévisés nationaux (*Telepaís*, CMI, *Noticias Caracol* et *Noticias RCN*) diffusés du lundi au vendredi aux heures de plus forte audience (entre 18h et 22h) dès juin 2006 jusqu'à juin 2008 (12 au 15 juin 2006, 11 au 15 décembre 2006, 25 au 29 juin 2007, 10 au 14 décembre 2007 et 16 au 20 juin 2008). Serrano a déterminé qu'en moyenne, les quatre télé-journaux consacrent à la confrontation armée entre 9 et 10% de leur temps d'antenne quotidien, ce qui correspond à 5'33''¹¹⁰⁶.

« À propos de la représentativité des groupes armés, il existe une différence notable entre le nombre d'unités d'information où ils prennent la parole à l'écran et celui où les journaux télévisés en font leur sujet principal sans pour autant qu'ils apparaissent. Alors que les guérillas représentent les acteurs armés que ces journaux évoquent le plus souvent (49 % du corpus), les FARC et l'ELN ne sont des sources visibles que dans 1 % des informations (...). La manière dont les informations

en Colombia, ed. par Botero Campuzano (Libardo), Bogotá, Fundación Centro de Pensamiento Primero Colombia, Fundación Konrad Adenauer Stiftung, 2007. p. 224.

¹¹⁰⁶ Serrano (Yeny), « Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux », *Mots. Les langages du politique*, No. 97, 2011.

télévisées parlent des acteurs armés peut indiquer la reconnaissance accordée à chaque groupe. (...) Les guérillas sont nommées de manière assez précise, notamment les FARC. Le mot guérilla est souvent utilisé, et puisque les guérillas s'autodésignent ainsi, nous avons inclus cette expression dans la catégorie "Violence armée revendiquée"¹¹⁰⁷. Néanmoins, compte tenu du contexte colombien, nous nous interrogeons quant à la pertinence de ce choix, étant donné qu'en Colombie, les mots *guérilla* et *guerrillero* ne comportent plus la même connotation de légitimité. Pour les groupes paramilitaires, d'ailleurs, étiqueter quelqu'un comme guerrillero ou sympathisant des guérillas justifiait son exécution. En outre, 14 % des désignations recensées vont clairement servir à délégitimer les guérillas en leur attribuant les désignant *terroristes*, *narcoterroristes* ou *bandits* »¹¹⁰⁸.

Par rapport à leur sources, les journaux-télévisés (chaînes privées) utilisent très souvent une seule source d'information (53 % de cas) et ce sont les sources officielles (gouvernement –président, ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice-, et forces armées de l'État – armée, police, marine, armée de l'air, services de renseignement), les plus utilisées (61 %).

« Certes, la prédilection pour les sources officielles constitue une pratique journalistique fréquente en Occident (Lemieux, 2000 ; Siracusa, 2001). Néanmoins, dans le cas de la Colombie, ces sources, notamment le gouvernement et ses forces armées, font partie des acteurs du conflit. De ce fait, ils ont tout intérêt à instrumentaliser leurs relations avec les médias pour diffuser leurs discours légitimateurs (Mercier, 2004). Cette situation revêt une importance particulière puisque, si les sources officielles ont accès aux médias en tant que sources crédibles, les journaux télévisés ne donnent que très rarement la parole aux représentants des groupes hors-la-loi (guérillas et paramilitaires). En effet, depuis 1997, l'État colombien s'est doté d'un dispositif qui lui permet d'interdire aux journalistes de diffuser les communiqués et les messages des acteurs armés irréguliers (article 21, chapitre IV, accord 017 de 1997, CNTV). Et plusieurs propriétaires de grands médias nationaux estiment que leur devoir est de soutenir l'État, car ils considèrent ce dernier comme le seul protagoniste légitime dans le conflit (Sierra, 2001) »¹¹⁰⁹.

Le gouvernement colombien est l'acteur qui a le plus souvent changé son discours sur la guérilla (et sur la confrontation armée en Colombie). Au cours des vingt dernières années, la position du gouvernement colombien a changé à plusieurs reprises. Durant les années 90, les acteurs armés (principalement les FARC et les AUC) se sont renforcés grâce à l'argent du narcotraffic, des enlèvements et d'autres activités illicites. Paradoxalement, c'est la raison pour

¹¹⁰⁷ « Les syntagmes utilisés par les groupes armés pour s'autodésigner (sans mentionner leur nom) ou qui mentionnent le poste occupé par une personne dans l'organigramme sont classés dans la catégorie « Violence armée revendiquée » : *guerrilla*, *autodefensas*, *fuerzas armadas*, *vocero* [guérilla, paramilitaires, forces armées, porte-parole] ». *Ibid.*

¹¹⁰⁸ *Ibid.*

laquelle le gouvernement de Ernesto Samper (1994-1998), recherchant un meilleur appui politique et financier international, déclara que la Colombie connaissait un « conflit interne armé de caractère politique, économique et social » ou plus précisément une « guerre civile ». La confrontation armée interne et la grande polarisation des acteurs (et de la population) sont reconnues, mais cela n'implique pas la reconnaissance d'un statut particulier pour les FARC. Elles sont d'une certaine forme « ignorées », en tant que groupe subversif, par le discours officiel (qui va surtout se centrer sur la question de la lutte contre le narcotrafic, y compris les liens entre la guérilla et le trafic des drogues). En novembre de 1994, le gouvernement Samper va proposer d'initier des négociations de paix, mais les FARC vont conditionner le dialogue à la démilitarisation d'une municipalité (La Uribe) dans le département de Meta. Le gouvernement n'acceptera pas cette condition.

Pour sa part, le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002), considérant les échecs des politiques de paix antérieures qui exigeaient une trêve avant de commencer les négociations, décida de débiter une négociation « en milieu de conflit ».

« Depuis la première négociation de paix, dans les années quatre-vingt, six gouvernements – Betancur (1982-1986), Barco (1986-1990), Gaviria (1990- 1994), Samper (1994-1998), Pastrana (1998-2002) et Uribe (2002-2006) – ont tenté par différentes voies de mettre fin à ce conflit intérieur. Les gouvernements conservateurs de Belisario Betancur et d'Andrés Pastrana ont essayé la voie du dialogue et du processus de paix. Les autres, plus radicaux, ont préféré mettre en place une stratégie militaire pour affaiblir les guérillas et les contraindre à négocier. Les échecs des négociations ont produit dans une partie de l'opinion publique colombienne le sentiment qu'elles sont une preuve de faiblesse »¹¹⁰⁹.

Dans le cadre du Processus de Paix du gouvernement Pastrana entamé avec les FARC, le statut d'acteur belligérant est accordé à ce groupe (statut perdu par la suite avec la suspension des négociations de paix). Cela impliquait une reconnaissance de la légitimité de la lutte du groupe « rebelle ».

La présidence d'Alvaro Uribe (2002-2010) marque clairement une rupture avec la politique menée par son prédécesseur en refusant catégoriquement de

¹¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹¹⁰ González Espinosa (María), « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) », *Mots. Les langages du politique*, No. 88, 2008.

reconnaître en Colombie l'existence d'un conflit interne armé. Il s'agit, selon la position officielle du gouvernement, d'une grave situation d'« insécurité » caractérisée par certains « actes de violence » menés par « des brigands, des criminels et des terroristes » (en faisant référence surtout aux FARC).

Le gouvernement actuel du président Juan Manuel Santos (2010-2014, ancien Ministre de la Défense du gouvernement Uribe), a fait inclure dans la *Ley de Victimias*, un article (article 3ème) dans lequel est reconnu l'existence d'un « conflit armé interne », pour éviter, selon le gouvernement, que parmi les victimes bénéficiant de la réparation des préjudices subis, puissent être comprises des personnes affectées par la délinquance de droit commun, ce qui ouvrirait une brèche énorme dans les finances du pays.

La position officielle est que la reconnaissance du conflit n'implique pas pour autant de reconnaître la légitimité ou le droit à la belligérance des divers groupes armés. Cette situation s'est légèrement modifiée avec le développement des négociations de paix avec la guérilla des FARC au Cuba. Le fait que le gouvernement se soit assis avec les FARC pour discuter d'égal à égal, implique implicitement une reconnaissance de la guérilla comme acteur politique.

Cependant, au niveau interne, la controverse continue. Les hommes politiques et l'opinion publique n'ont pas un discours unifié sur les FARC. Il apparaît clairement que la guérilla des FARC ne peut pas être classifiée, de façon absolue, dans les catégories suivantes : rebelles, belligérants, *cartel* narcotrafiquant, ou groupe terroriste. Pourtant, l'une et l'autre ont été utilisées, tour à tour, pour légitimer ou discréditer l'action des groupes armés, obtenir le soutien de la population ou appuyer la politique du gouvernement. La définition de la guérilla, le concept choisi pour la nommer, est seulement une stratégie, une arme, pour gagner la bataille linguistique et symbolique en Colombie.

Pour mieux comprendre l'impact des enjeux discursifs sur la lutte pour la reconnaissance de la guérilla, nous allons tout d'abord commencer par présenter tous les éléments qui ont été utilisés pour expliquer l'existence des FARC (et de la confrontation armée interne colombienne). Il s'agira d'établir le contexte théorique et conceptuel qui entoure les débats sur la nature de la guérilla. Il sera aussi question de voir si les explications données sur les origines et motivations des

FARC sont suffisantes pour expliquer la nature de cet acteur et son existence, ou s'il est nécessaire, comme nous le soutenons, de regarder les éléments subjectifs, moraux, émotionnelles, identitaires et symboliques pour mieux comprendre le déclenchement de la violence (H₁). Par la suite, nous allons nous intéresser plus particulièrement à la confrontation armée et symbolique entre les FARC et le gouvernement. Nous verrons que des dénis de reconnaissance mutuelle vont avoir un impact sur la recrudescence du conflit colombien (H₁ et H₂).

3.1 L'homo politicus et l'homo economicus, « bouillon de cultures » des FARC ?

« Tandis que les perceptions populaires voient la rébellion comme une protestation motivée par un grief véritable et extrême (...), l'analyse économique voit la rébellion comme (...) la manifestation suprême du crime organisé »¹¹¹¹.

La Colombie est un pays de 46 millions d'habitants, étendu comme deux fois la France, avec une importante façade maritime sur chacun des 2 océans, atlantique et pacifique, traversé par 3 cordillères des Andes atteignant ou dépassant 4000 mètres, avec des haut plateaux à 2000 ou 3000 (où se trouve Bogotá, la capitale du pays) au climat frais entre lesquels se trouvent des vallées au climat tropical. Cette géographie a pour conséquence une fragmentation du territoire qui a eu très tôt un impact important sur le développement inégal des différentes régions du pays.

Malgré les différents épisodes de violence intervenus dans l'histoire de la Colombie depuis sa création comme état indépendant en 1810, le pays se caractérise par sa stabilité politique et économique. Malgré l'intensité de la violence, la Colombie ne se désintègre pas et continue à affirmer son statut d'État de droit et de démocratie. Sa situation se différencie de celle de pays comme la Somalie ou la Sierra Leone où la violence se développe dans le « vide » après l'effondrement des structures étatiques. La Colombie est une démocratie vigoureuse, en cours de renforcement, avec des institutions solides et une culture politique anti-autoritariste qui a empêché l'instauration de dictatures (à l'exception de celle du Général Rojas Pinilla entre 1953 et 1958) comme cela s'est produit par le passé dans d'autres pays d'Amérique latine. La constitution colombienne de 1991 et la structure de la *Corte Constitucional* sont considérées comme figurant parmi les plus avancées dans le monde en ce qui concerne les principes de la défense des droits fondamentaux. La Colombie possède une organisation

¹¹¹¹ Collier (Paul), *op.cit.*, 2001. p. 144. Cité par Rohl (Katharina), *op.cit.*, 2004. pp. 1-14.

décentralisée, avec une tradition de participation des citoyens aux élections municipales et départementales¹¹¹².

L'économie de la Colombie est la cinquième d'Amérique Latine selon le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale. Depuis 2002 et jusqu'à 2007, elle a connu une croissance moyenne de 5,5 % par an¹¹¹³, et cette tendance a seulement été infléchi par la crise financière internationale. Le niveau de croissance économique de la Colombie a été supérieur à la moyenne latino-américaine de ces dernières années. Selon la CEPAL, en 2007, la croissance moyenne de l'Amérique latine a été de 5,8 %, tandis que celui de la Colombie a été de 7,7 %¹¹¹⁴. Pendant les six dernières années, l'Amérique latine a connu une croissance au taux moyen de 4 %, tandis que celle de la Colombie était de 5,3 %. Malgré la difficile conjoncture internationale, le taux de croissance de l'économie a été de 3,5 % en 2008, de 1,7 % en 2009, 4 % en 2010, 6,6 % en 2011 et 4 % en 2012¹¹¹⁵. Le PIB colombien en 2012 se monte à 378 milliards 713 millions de dollars américains (en prix courants), plaçant la Colombie au 30e rang mondial¹¹¹⁶. Le PIB per capita (en prix courants), en 2012, a été de 10.700 dollars américains (équivalents à 20'303.250 pesos colombiens¹¹¹⁷). La tendance de la dernière décennie a été celle d'une augmentation progressive du PIB per capita, exception faite de légères diminutions lors de situations conjoncturelles déterminées.

Dans le même temps, les inégalités dans la distribution des richesses maintiennent 34% des colombiens (en 2012) sous le seuil de pauvreté¹¹¹⁸, auxquelles il faut ajouter des déficiences dans le système de santé et de retraite, des phénomènes de chômage et de sous-emploi. Les inégalités de revenus sont particulièrement marquées en Colombie et parmi les plus importantes en Amérique Latine. Ce pays s'est toujours situé dans le groupe des pays ayant le degré d'inégalités le plus fort du sous-continent mais il a occupé pour la première fois en

¹¹¹² Restrepo (Luis Carlos), « Hacia una política nacional de seguridad y paz » (Fragmento), *El Tiempo*, Bogotá, abril 27 de 2005.

¹¹¹³ Information disponible sur www.dinero.com/edicion-impresa/editorial/uribe-economia_51233.aspx.

¹¹¹⁴ Departamento Nacional de Planeación, Gobierno y Sector Privado, aliados para un entorno de negocios más competitivo : ¿Cómo va Colombia en competitividad ?, *Documento 1 de la Serie Así va la política nacional de competitividad*, Marzo 2009. p. 2.

¹¹¹⁵ « Economía colombiana creció 4% en 2012, revela el DANE », *RCN La Radio*, 21 de marzo de 2013.

¹¹¹⁶ Fond Monétaire International. Information disponible en www.imf.org/external/country/COL/index.htm

¹¹¹⁷ « Colombia », *The CIA Worldfact Book*, (en ligne).

¹¹¹⁸ Indicadores de pobreza en Colombia, *Alta Consejería Presidencial para Bogotá*, s.d. Disponible sur <http://wsp.presidencia.gov.co/bogota/prensa/2013/Zolip/Paginas/Indicadores-de-pobreza-en-Colombia.aspx>

2009 le premier rang devant la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et le Chili. En 2012, la Colombie était deuxième après Haïti¹¹¹⁹. L'indicateur d'inégalités, le coefficient GINI a été de 0,55 en 2012¹¹²⁰. Cette variable fluctue de 0 à 1, étant à zéro en cas de parfaite égalité et à un en cas de concentration maximale des revenus. Cependant, avec un Indice de Développement Humain de 0,840, en 2010, la Colombie se place au 91e rang mondial sur 182 et se situe au sein du groupe des pays ayant un haut coefficient de développement humain¹¹²¹.

Les indicateurs économiques, politiques et de développement humain de la Colombien ne sont pas si différents du reste de l'Amérique Latine. Pourtant, malgré les évolutions positives des conditions économiques et du développement humain, jointes à une situation relativement stable du point de vue politique, la Colombie est le foyer de la guérilla la plus ancienne du continent et le pays doit faire face aux les conséquences d'un conflit de très longue durée : des violations des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire ; la crise humanitaire qui affecte, entre autres groupes, les populations vulnérables (femmes, enfants, minorités ethniques), les 3 millions de déplacés (3.630.987 en 2010) qui existent à l'intérieur du pays, et les 9.030 victimes (entre 1990 et novembre 2010) de mines antipersonnel et de munitions non explosées¹¹²² ; le recrutement forcé de mineurs (2824 à février 2010¹¹²³) ; la dégradation du milieu ambiant comme conséquence du progrès des cultures illicites (narcotrafic) et de la pression des populations sur des aires à l'environnement fragile. Selon David Garibay :

« Pour autant, aucun facteur de différenciation de la Colombie par rapport aux autres pays de la région ne permet d'expliquer cette situation. Le pays connaît des niveaux importants de sous-développement et de pauvreté, des inégalités criantes dans la distribution des revenus, entre individus mais aussi entre territoires. Mais en la matière, les indicateurs sociaux et économiques de la Colombie ne sont ni meilleurs, ni pires que ceux des autres pays d'Amérique Latine »¹¹²⁴.

Cependant, « *si l'on exclut le cas très spécifique de la guérilla néo-zapatiste au Mexique, seules survivent aujourd'hui comme guérillas combattantes les deux organisations colombiennes des Fuerzas Armadas Revolucionarias de*

¹¹¹⁹ Molina Ortíz (Nataly), « Colombia, segundo país con mayor desigualdad en Latinoamérica », *Lider*, s.d., (en ligne).

¹¹²⁰ Banque Mondiale. Information disponible en <http://datos.bancomundial.org/indicador/SI.POV.GINI>

¹¹²¹ PNUD, *Informe sobre Desarrollo Humano 2011. Colombia rural, razones para la esperanza*, Bogotá, PNUD, 2012.

¹¹²² Des 9.030 victimes, 39% (3.492) sont des civiles et 61% (5.538) sont membres de la Force Publique. Information disponible sur <http://www.accioncontraminas.gov.co/Paginas/estadisticas-victimas-int.html>

¹¹²³ Cruz Roja Internacional, *Situación Humanitaria : Informe de actividades*, Colombia, 2011.

Colombia (FARC) et du Ejército de Liberación Nacional (ELN) »¹¹²⁵. Comment pourrait-on expliquer la situation particulière de la Colombie, l'existence et la pérennité de la lutte des FARC ? Afin de « montrer les critères de formation du champ énonciatif et les modèles de transformation des énoncés qui constituent la limite du dicible sur la violence en Colombie »¹¹²⁶, il est important de connaître la perception de la violence qui ont les analystes et chercheurs et d'établir une typologie des différentes interprétations formulées depuis les années soixante¹¹²⁷ sur la confrontation armée (et la violence) en Colombie. Celles-ci font intervenir plusieurs débats fondamentaux, par exemple : le phénomène est-il surévalué ou son étude se trouve-t-il seulement à ses débuts ? ; pour mieux comprendre la situation colombienne, est-il plus adapté de réaliser une interprétation globale de la violence ou vaut-il mieux examiner les différentes situations régionales ? ; dans quelle mesure la période analysée influence-t-elle les résultats des études sur la violence ? ; l'origine du conflit se situe-t-elle dans des problèmes structureaux ou dans des aspects en rapport au choix rationnel ? ; quel est l'impact des causes objectives et subjectives sur l'apparition, la formation et la consolidation des groupes armés comme la guérilla des FARC ? ; les groupes guérilleros sont-ils des acteurs collectifs ou non collectifs ? ; quel est le rôle de l'État dans le conflit ? ; ce dernier est-il de nature politique ou socio-économique ? ; la violence découle-t-elle de la lutte des classes ? ; quel est l'impact des phénomènes de colonisation, des luttes paysannes et de la question agraire ? ; la pauvreté ou les inégalités sont-elles le ferment de la violence ? ; ou bien les actions armées sont-elles simplement une activité rentable ? ; existe-t-il une culture de la violence en Colombie ? ; ou forme-t-elle partie de la « nature » colombienne ? ; le conflit s'explique-t-il par l'absence d'une identité partagée et le sentiment de ne pas appartenir à la même « nation » ? ; le conflit colombien correspond-il à une guerre civile ? ; ou bien s'inscrit-il dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ?...

¹¹²⁴ Garibay (David), *op.cit.*, 2010, p. 127

¹¹²⁵ Garibay (David), *op.cit.*, 2005, p. 286

¹¹²⁶ Chaparro (Adolfo), *op.cit.*, 2005, p. 413

¹¹²⁷ Avant 1962, la plupart des travaux sur le conflit colombien étaient des récits romancés écrits par des membres des factions rivales.

3.1.1. Les débats méthodologiques

En premier lieu, du point de vue méthodologique, certains chercheurs se demandent si le phénomène est surévalué alors que d'autres notent que les études réalisées jusqu'à aujourd'hui commencent seulement à aborder la question. Pour Fernán González, Ingrid Bolívar et Teófilo Vázquez, par exemple, il est évident qu'il existe une contradiction entre l'importante accumulation de données réalisée par les scientifiques en sciences sociales dans les décennies passées en comparaison avec le relatif ralentissement des études actuelles et l'« *apparent épuisement des paradigmes d'explication générale du phénomène et la persistance des phénomènes de violence* »¹¹²⁸. Cependant, une révision de l'état de l'art de la littérature sur la violence en Colombie permet d'affirmer qu'il existe des progrès comme des lacunes dans l'analyse du sujet: « *l'on dispose d'un panorama complet de La Violencia dans les années cinquante et l'on connaît assez bien le moment constitutif des guérillas des années soixante-dix, mais il y a des vides notables sur son développement ultérieur dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, bien que quelques avancées se soient produites* »¹¹²⁹.

D'autres auteurs s'interrogent sur le bien-fondé d'une interprétation globale de la violence alors qu'il serait peut-être plus pertinent d'effectuer des études segmentées à caractère régional¹¹³⁰. Face à cette dichotomie, Gonzalo Sánchez¹¹³¹, dans ses études sur La Violencia (1947-1963) et le Front National (1958-1974), propose de combiner une vision d'ensemble, en partant de l'idée de nation, complétée par un éclairage régional. Selon lui, la violence (ou les violences) devraient s'étudier dans le cadre de l'histoire du pays, de la configuration de la société et de l'État colombien, tout en prêtant une attention spéciale aux territoires (à la dimension spatiale), à la cohésion sociale qu'ils génèrent, et à la façon dont « *s'articulent les pouvoirs locaux de ces territoires avec l'État national au travers*

¹¹²⁸ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 20.

¹¹²⁹ *Ibid.* p. 39

¹¹³⁰ Pour des exemples d'études à caractère régional, voir: Mauricio Archila, Fernán González, Ingrid Bolívar et al, *Conflictos, Poderes e Identidad en el Magdalena Medio 1990-2001*, Bogotá, CINEP- Colciencias, 2005 ; Adolfo Aterhourtúa, *El poder y la sangre: Las historias de Trujillo (Valle)*, Bogotá, CINEP, Universidad Javeriana de Cali, 1995 ; Gérard Martin, « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997, pp. 195-238 ; María Teresa Uribe, *Urabá: ¿región o territorio? Un análisis en el contexto de la política, la historia y la etnicidad*, Medellín, Corpouraba, INER, Universidad de Antioquia, 1992.

des partis politiques et des imaginaires d'appartenance ou d'identité qui accompagnent cette articulation »¹¹³². De cette manière, il serait possible d'identifier les processus sociaux, politiques, économiques et culturels, qui permettent d'expliquer l'absence d'un espace public de résolution des conflits et la tendance à choisir une solution violente et privée aux problèmes sociaux et interpersonnels.

En outre, un grand nombre des contradictions et des différentes interprétations du conflit colombien paraissent trouver leur origine dans un élément central de la recherche : la variation des analyses selon la période examinée et le choix entre un point de vue à court ou à long terme. Certains chercheurs préfèrent se situer au moment fondateur des groupes armés, quand leur caractère partisan et leur base idéologique sont le plus clairs. D'autres préfèrent se concentrer sur les aspects ultérieurs de leur développement historique, lorsque prédominent l'aspect militaire et les nécessités financières (tandis que les aspects idéologiques et politiques diminuent progressivement). Daniel Pécaut¹¹³³, par exemple, souligne les différences importantes existant entre la violence des années cinquante et la violence de ces dernières années avec une dynamique fortement influencée par le narcotrafic. Dans le même ordre d'idées, la *Comisión de Estudios sobre la Violencia* signalait en 1987 les particularités de la violence selon la période historique examinée. Étant donné que l'analyse empirique montre que la violence ou les violences évoluent dans le temps, il paraît important de réaliser un compromis entre la vision à court et long terme. A court terme, il est nécessaire d'identifier les moments conjoncturels qui interviennent comme éléments déclencheurs d'actions violentes par des acteurs individuels et collectifs, pour ensuite revenir à la vision sur le long terme avec les processus historiques qui favorisent ou créent les conditions de réalisation de cette violence.

¹¹³¹ Sánchez (Gonzálo), « Violencia, guerrillas y estructuras agrarias », « La Violencia: de Rojas al Frente Nacional », *Nueva Historia de Colombia*, Bogotá, Editorial Planeta, 1989.

¹¹³² González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.* 2002. p. 25

¹¹³³ Pécaut (Daniel), *Orden y violencia: Colombia 1930-1954*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, CEREC, 1987.

3.1.2. Le débat « *agency-structure* »

Par ailleurs, les analyses sur la violence en Colombie peuvent se classer en deux catégories : celles qui expliquent l'origine du conflit par les problèmes structurels et celles qui proposent une lecture des faits sous l'angle du choix rationnel (individuel et/ou collectif). Les premières, c'est-à-dire, le point de vue structurel, cherchent une explication causale des phénomènes sociaux en termes de structures sociales (politiques et économiques) ou de caractéristiques propres à ces structures. Dans le cas colombien, ces analyses suggèrent, entre autres, comme cause de la violence : l'organisation politique (la faiblesse des institutions étatiques et des mécanismes de participation citoyenne, la discrimination, etc.) et l'organisation économique (chômage, inflation, pauvreté, etc.). Les guérilleros, et tout ceux qui prennent les armes, seraient « obligés » de le faire à cause d'un système injuste. Pour en finir avec la violence, dans cette perspective, il faudrait une réforme approfondie du système économique et politique du pays. Toutefois, pour certains spécialistes du conflit colombien, ce point de vue demeure incomplet puisque, s'il est pertinent de s'interroger sur les relations existant entre les structures et la violence, il faudrait aussi s'attacher à étudier l'impact de la violence, des violences et des acteurs armés, sur la formation de ces structures. De plus, ce type d'analyses structuralistes tend à être discréditées par certains chercheurs comme étant « *une tentative de justifier l'option de la violence comme une "guerre juste", où la naissance et la consolidation du mouvement insurrectionnel pourraient s'interpréter comme une réponse à la "violence structurelle" d'une société profondément injuste et excluante* »¹¹³⁴.

D'autre part, les analyses centrées sur les perspectives en lien avec le choix rationnel se concentrent sur l'étude de l'action volontaire d'agents. Les individus qui s'engagent dans la violence armée ne seraient pas simplement influencés par « la structure » mais seraient surtout motivés par la recherche du gain économique ou politique, dans une perspective individuelle ou collective de coût-bénéfice.

¹¹³⁴ González (Fernán), Bolívar (Íngrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.* 2002. p. 19

Xavier Crettiez dans son livre sur *Les Formes de la Violence* explique que « la violence rapporte à ceux qui la pratiquent (...). Le criminel n'est plus considéré comme une victime d'un système injuste qui détermine ses actes délictueux [perspective structurelle] mais comme un acteur rationnel capable d'opérer un calcul coûts/avantages sur son engagement criminel »¹¹³⁵. Dans cette perspective, les guérilleros seraient surtout des « révolutionnaires professionnels » qui développent systématiquement une stratégie à long terme, avec l'appui d'agents étrangers ou nationaux, pour arriver au pouvoir (mais sans que la priorité de cette arrivée au pouvoir soit la recherche du bien commun). Ils seraient aussi définis comme de simples « criminels » qui cherchent à obtenir des ressources stratégiques comme l'argent, le contrôle sur des territoires et des populations, etc. Dans cette optique, les actions des acteurs armés seraient principalement motivées par l'avidité. L'implication des individus dans des activités illégales (à des fins d'enrichissement personnel) et les actes de violence (souvent dans un but de vengeance personnelle), s'inscriraient dans la transformation des individus (individualisation) face à des identités collectives en cours d'affaiblissement.

Cet angle d'étude (« choix rationnel ») tend à mettre en avant les pratiques délictuelles dans lesquelles sont impliqués les acteurs armés, comme les extorsions, les enlèvements, le narcotraffic, pour établir aussi une relation entre violence et impunité (qui postule l'hypothèse de l'inefficacité du système judiciaire comme un élément qui encourage le passage à la violence). L'économiste Gary Becker « met ainsi en rapport le crime et la structure des opportunités, liée à la fois à la richesse d'une société capable de mettre à disposition des biens nombreux et variés et à la diminution du risque de sanction »¹¹³⁶. Ainsi, comme solution possible de la confrontation armée, certains auteurs plaident pour un durcissement de la justice et l'adoption de mesures répressives (censées dissuader les individus de prendre les armes). C'est pour cette raison que les analyses basées sur le « choix rationnel » ont été perçues par leurs opposants comme un essai de criminalisation des rebelles (en les faisant apparaître comme totalement dépourvus de buts politiques et de motifs idéologiques) et de

¹¹³⁵ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2008. p. 35

¹¹³⁶ *Ibid.* p. 35

suppression de toute différence entre rebelles-révolutionnaires politiques et délinquants de droit commun.

Pour dépasser la dichotomie entre analyse structurelle et action rationnelle, les chercheurs du CINEP¹¹³⁷, proposent de combiner ces deux aspects : il faudrait, d'une part, se concentrer sur l'individu et son calcul coût/bénéfice, et d'autre part, il serait nécessaire de comprendre dans quel contexte ce calcul a été fait. C'est-à-dire, connaître l'effet que l'organisation socio-économique, politique, culturelle, territoriale (et son évolution historique) peut avoir sur la décision individuelle.

Il faudrait faire « une lecture à long terme du conflit armé colombien, depuis ses origines jusqu'à son évolution récente, avec les changements subséquents dans la logique de ses acteurs, qui prenne en compte le contexte de l'histoire politique du pays. Il s'agit de regarder l'instant présent à la lumière du contexte spécifique de la configuration de l'État et de la société colombiens, en soulignant la dimension spatiale de ce processus et ses différences régionales, qui se matérialisent dans les modalités concrètes tant de l'occupation des territoires comme des formes de cohésion sociale qui se génèrent en eux, et de la manière dont ces formes s'articulent dans le processus de construction de l'Etat. Pour cela, se combine vision structurelle et historique des scénarios dans lesquels se développe le conflit (...) avec l'analyse des acteurs sociaux qui optent volontairement pour la violence comme unique solution aux conflits de la société colombienne »¹¹³⁸.

Il est nécessaire de mettre en avant l'étude de l'option volontaire et stratégique que les acteurs armés font de la violence, sans oublier les conditions structurelles et conjoncturelles qui servent de contexte à ce choix.

Un autre point de divergence des analyses, étroitement lié à la question précédente (structure contre choix rationnel), concerne la représentation des groupes guérilleros comme acteurs collectifs ou non collectifs, c'est-à-dire, des acteurs qui sont motivés par la recherche d'objectifs de nature collective (recherche du bien commun ou de l'intérêt général) ou individuel (recherche individualiste de l'intérêt particulier). L'accent porté sur le caractère d'acteur collectif de la guérilla peut être illustré avec les travaux du politologue Ivan Orozco qui affirme que:

« En Colombie, l'on n'a pas coutume de concevoir - en tous cas pas de façon majoritaire - le domaine du pénal-politique (*delincuencial-político*) selon un modèle de confrontation État-individu. La confrontation entre l'État et les guérillas, la confrontation entre l'État et les

¹¹³⁷ Centro de Investigación y Educación Popular-CINEP. Chercheurs : Fernán González, Ingrid Bolívar, Teófilo Vazquez.

¹¹³⁸ *Ibid.* p. 19

paramilitaires (...) ne peuvent être conçues, de façon sensée, autrement que comme une lutte entre acteurs collectifs. Le modèle empirique dominant, en Colombie, n'est pas celui de la rébellion privée mais celui de la guerre civile »¹¹³⁹.

Pour l'économiste Mauricio Rubio, au contraire, l'évidence empirique contredit la représentation des insurgés comme des acteurs sociaux qui se comportent en acteurs collectifs (déterminés par des conditions structurelles objectives et opposés aux organes de l'État conçus comme les instruments des groupes dominants). Ainsi,

« La réalité rencontrée ne montre pas les acteurs armés comme des Robin des Bois modernes, animés de motifs altruistes, suscitant l'appui populaire, une profonde adhésion politique, et un certain caractère tellurique (une relation autour d'un territoire et d'une population déterminés), mais des acteurs ayant des comportements très proches de ceux des délinquants de droit commun. L'appui économique du paysan aux guérillas est loin d'être volontaire, les relations amicales avec les communautés paysannes sont rares, la gestion clientéliste des ressources publiques de la part de la guérilla ne se différencie guère de celle des hommes politiques traditionnels à part par son côté militaire. Pire même, le recours à l'enlèvement ou à l'impôt sur les cultures de la drogue rend assez difficile la distinction entre délinquants politiques et de droit commun »¹¹⁴⁰.

Certes, le même Rubio signale l'importance de nuancer les affirmations qui supposent égales l'action de la guérilla et celle de la délinquance de droit commun, et rappelle la nécessité de réaliser une analyse basée sur le choix rationnel, la théorie des organisations, et l'analyse institutionnelle et économique, pour déterminer comment le délit de droit commun et le « délit politique », ce dernier financé par le premier, se complètent et se renforcent mutuellement.

S'agissant du politique, plusieurs explications sur l'existence des FARC et de la confrontation armée en Colombie sont basées sur des variables dites politiques. Par exemple, diverses études expliquent *La Violencia* (à l'origine des FARC) à partir de l'analyse du rôle de l'État ou du fonctionnement du système politique. Robert Williamson, définit la violence en Colombie comme une conjonction de trois types de conflit dysfonctionnel : une vendetta menée par deux partis politiques, un processus révolutionnaire frustré et une « *blind reaction* » liée à la frustration sociale produite par le processus de modernisation qui détruit les

¹¹³⁹ Orozco (Iván), *Combatientes, rebeldes y terroristas: Guerra y derecho en Colombia*, Bogotá, Editorial Temis, Universidad Nacional, 1994. p. 72.

¹¹⁴⁰ Rubio (Mauricio), *Crimen e impunidad: Precisiones sobre la violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, CEDE, Uniandes, 1999. Cité par González (Fernán), Bolívar (Íngrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 27

repères de la société traditionnelle. Robert Dix, pour sa part, explique le conflit comme une conséquence du passage à la modernité et de la réaction peureuse des élites qui ont créé le *Frente Nacional* (Front National) prévoyant l’alternance au pouvoir du parti libéral et du parti conservateur (les autres groupes politiques comme le parti communiste colombien et l’ANAPO de Gustavo Rojas Pinilla, ne pouvant se présenter sous leurs propres couleurs aux élections). Paul Oquist formule la théorie de « l’écroulement partiel de l’État », selon laquelle la pérennité de la violence s’explique par la faillite des institutions parlementaires, policières et électorales, la perte de légitimité de l’État pour des pans entiers de la population et l’utilisation concomitante de forts degrés de répression pour obtenir l’obéissance aux ordres de l’État, les contradictions à l’intérieur de l’appareil armé de l’État qui ont réduit l’efficacité des hauts niveaux de répression et, finalement, l’absence physique de l’administration publique dans des aires importantes du territoire national¹¹⁴¹. Finalement, Vernon Fluharty met en doute l’existence d’une véritable démocratie en Colombie (malgré, par exemple, des forts pourcentages de participation citoyenne). Pour lui, le système, démocratique en apparence, n’est qu’un écheveau de forces et de groupes en lutte, ce qui se traduirait par une confrontation armée, la voie politique étant fermée. Cependant, Daniel Pécaut signale la difficulté de délimiter les frontières de ce qui relève du politique et de ce qui relève d’autres dimensions. Selon Pécaut :

« On peut estimer que les narcotrafiquants ne sont pas des acteurs politiques. Mais lorsqu’ils interviennent par la corruption dans les processus électoraux et dans les décisions judiciaires, ne deviennent-ils pas des protagonistes politiques et, a fortiori, lorsqu’ils usent massivement de la terreur pour faire plier l’État ? A l’inverse, les guérillas sont à coup sûr des acteurs politiques. Mais le sont-elles encore lorsqu’elles consacrent une grande partie de leurs activités au racket et aux enlèvements et recourent parfois pour les mener à bien aux services de délinquants organisés ou de tueurs à solde ? Quant à la violence quotidienne, celle des meurtres crapuleux, des vengeances ou des règlements de compte, ne revêt-elle pas dans bien des cas un caractère politique dans la mesure où elle peut traduire aussi une rage sociale et résulte aussi de la défaillance des appareils juridico-policiers ? »¹¹⁴².

Pour sa part, David Garibay explique que, dans une certaine mesure, le choix de la voie armée, de la part de la guérilla, ferme le recours à la voie politique

¹¹⁴¹ Oquist (Paul), *Violencia, conflicto y política en Colombia*, Bogotá, Instituto de Estudios Colombianos, 1978. p. 184

¹¹⁴² Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 1997, p. 160

parce la confrontation armée exclue la possibilité d'une négociation et, dans le même temps, empêche le développement ou le renforcement des organisations politiques de gauche, comme les partis politiques :

« En faisant le choix des armes, les guérillas se positionnent elles-mêmes devant l'alternative qui devint le slogan des révolutions triomphantes, "la victoire ou la mort". Par la nature du conflit armé entre guérillas et gouvernements, l'éventualité de la négociation ne participe pas à l'univers des possibles. Elle apparaît en effet, pour les premières, comme la conservation du régime contre lequel elles luttent, c'est-à-dire la négation même de leur projet révolutionnaire, et pour les seconds comme la reconnaissance de la violence armée comme un moyen, sinon légitime, du moins valide pour obtenir la satisfaction de revendications radicales sur la scène institutionnelle. (...) Dans les cas spécifiques des pays d'Amérique centrale et de la Colombie, le développement dans la durée de la lutte armée a longtemps obéré la consolidation de partis politiques de gauche, à la fois par le ralliement des cadres de ces partis, lorsqu'ils existaient, à la voie des armes, et par l'extension de la répression par les forces armées contre l'ensemble de la gauche »¹¹⁴³.

En lien avec les éléments politiques pouvant expliquer l'existence des FARC, un autre point de divergence entre les analyses concerne le rôle joué par l'État dans le conflit. La thèse défendue par certains analystes est la suivante :

« En Colombie, il existe un État faible, avec de grands problèmes de légitimité et une faible présence institutionnelle, incapable de réguler les conflits sociaux et économiques. Cette faiblesse a pour conséquence la coexistence d'un haut niveau de coercition avec un faible niveau d'investissement social. Ce contraste, particulièrement sensible dans les régions marginales et de colonisation, a eu comme résultat une forte présence et une forte domination du mouvement guérillero, ou plus récemment des groupes paramilitaires, dans ces zones »¹¹⁴⁴.

Ainsi, pour l'historien Malcom Deas, la violence en Colombie a essentiellement un caractère politique : il s'agit d'une violence qui recherche le pouvoir dans les endroits où l'État peut à peine se prévaloir d'un monopole de la force, si bien que, très souvent, la lutte ne se mène pas contre l'État mais contre des groupes rivaux (d'autres groupes guérilleros, paramilitaires, cartels de la drogue, bandes criminelles). Cette affirmation serait renforcée par l'idée d'une population colombienne peu déférente envers l'autorité et par la faiblesse des institutions, c'est-à-dire, l'idée d'une précarité de l'État et d'une présence différenciée de l'appareil d'État (l'État ne serait présent que dans certaines régions du pays)¹¹⁴⁵.

¹¹⁴³ Garibay (David), *op.cit.*, 2005, pp. 286-287.

¹¹⁴⁴ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op. cit.*, 2002. p. 27

¹¹⁴⁵ Deas (Malcom), « Canjes violentos: reflexiones sobre la violencia política en Colombia », dans *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.

D'autre part, pour certains auteurs, la violence marque le refus de l'État à accepter la pluralité de la société, tandis que, pour d'autres, la violence est le fait d'une société qui ne se reconnaît pas dans l'État, ni ne l'accepte comme tiers pour régler ses conflits. Par exemple, Daniel Pécaut affirme que la violence a moins à voir avec les abus d'un État omnipotent qu'avec les espaces vides qu'il laisse dans la société, laquelle reste livrée à sa propre dynamique de forces antagonistes¹¹⁴⁶. Cependant, la relation de causalité entre la faiblesse de l'État et l'irruption de la guérilla a été mis en doute, entre autres, par les thèses du politologue et sociologue Eduardo Pizarro, lequel affirme que cette explication revêt un caractère tautologique étant donné que la faiblesse de l'État est à la fois une cause et un effet: l'État est faible car il existe une guérilla et celle-ci existe car l'État est faible. La notion même d'État faible devrait être questionnée : « *les notions d'État fort ou d'État faible sont gélatineuses et, par dessus tout, confinent à la tautologie: un État sera considéré comme faible précisément parce qu'il ne peut empêcher la propagation de comportements qui, à leur tour, expliquent la faiblesse de l'État* »¹¹⁴⁷. De plus, le travail de terrain réalisé en Colombie entre 2008 et 2011, il n'a pas été possible d'établir une corrélation définitive entre les régions dans lesquelles existent ou a existé une présence guérillera et les zones dans lesquelles la présence de l'État est faible. De plus, dans ses commencements, la guérilla s'est développée dans les départements du Tolima, du Huila, du Caldas, de Boyacá et de Cundinamarca, régions ayant joué un rôle central dans le développement de l'État colombien. Par la suite, les FARC se sont déplacées vers les nouvelles zones de colonisation (avec une présence légère de l'État), mais ont continué de maintenir leur présence dans des départements bien intégrés au système politique et économique du pays.

La question de la précarité de l'État peut aussi être transposée à l'analyse du rôle de l'impunité et/ou de la faiblesse de la Justice comme cause de l'existence des acteurs armés en Colombie et d'autres types de violence. Ainsi, l'un des symptômes de la précarité de l'État serait l'inefficacité de la Justice impersonnelle et l'impunité générale, ce qui laisserait la société abandonnée à ses propres dynamiques pour parvenir à résoudre ses tensions. Dans ce contexte, Mauricio

¹¹⁴⁶ Pécaut (Daniel), *Crónica de dos décadas de política colombiana*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, 1998.

¹¹⁴⁷ Pizarro Leongómez (Eduardo), *Insurgencia sin revolución. La guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, Bogotá, Tercer Mundo editores, IEPRI, Universidad Nacional, 1996, p. 16

Rubio, établit une relation entre la violence et l'impunité : la bienveillance du système pénal colombien contribuerait à l'augmentation de la criminalité car il établit une relation de coût-bénéfice qui ne décourage pas les criminels de commettre des délits : le risque d'être « puni » par l'usage indu de la force armée ou par l'implication dans des activités illégales serait si faible que dans le cadre d'une action rationnelle ce ne serait pas un élément permettant de dissuader l'individu de se lier aux FARC ou de continuer les activités guérilleras¹¹⁴⁸. Dans le même ordre d'idée, l'économiste Fernando Gaitán remarque la nécessité de renforcer le système judiciaire dont l'effondrement devant les pressions du narcotrafic serait l'une des explications les plus logiques de la croissance exponentielle de la violence criminelle dans le pays¹¹⁴⁹. À son tour, le juriste et sociologue Germán Silva García, lequel soutient que l'on ne peut pas traiter de la catégorie de la criminalité (le droit et la justice pénale) sans examiner le thème du pouvoir, et sans le relier, entre autres, avec les sphères politiques, économiques, militaires. La criminalité ne serait pas un phénomène « naturel » mais le résultat d'un « processus politique de criminalisation », qui dépend de la capacité du politique à appliquer les définitions et les instruments du contrôle pénal: le problème en Colombie a généralement été l'absence de ce pouvoir, ce qui n'est pas un problème juridique mais politique¹¹⁵⁰. D'après un autre angle de vue, le sociologue Alfredo Molano et l'économiste María Constanza Ramírez, soulignent le rôle de l'administration de la Justice, non comme cause mais comme un instrument de confrontation et de construction de la légitimité de la guérilla. Selon ces deux auteurs, la guérilla recherche la construction d'une hégémonie dans les zones où elle est traditionnellement présente à travers la création de formes de domination légitime qui passent par la construction d'un système d'administration de la Justice. Les procédés et règlements internes des guérilleros (qui punissent certains délits comme le vol, la trahison, la délation), joints au rôle de contrôle et d'administration d'une justice sommaire joué par la guérilla pour la délinquance et d'autres formes de criminalité mineure, montreraient, dans une certaine mesure, l'acceptation et la légitimation des

¹¹⁴⁸ Rubio (Mauricio), *op.cit.*, 1999.

¹¹⁴⁹ Deas (Malcom), Gaitán Daza (Fernando), *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.

¹¹⁵⁰ Silva García (Germán), « Una revisión del análisis económico del derecho. Una lectura crítica de la obra Crimen e Impunidad », *Economía Institucional*, No. 2, Universidad Externado de Colombia, primer semestre de 2000.

FARC (et d'autres groupes armés) dans les communautés où elles sont influentes¹¹⁵¹.

D'un autre côté, il y a des études qui ont montré qu'il n'y a pas vraiment une relation de causalité entre impunité (faiblesse du système judiciaire) et violence. Par la Commission de Études sur la Violence met en évidence que la violence armée et la violation des droits de l'Homme ne s'expliquent pas seulement par les déficiences des appareils policiers ou judiciaires mais surtout par l'histoire des inégalités économiques et sociales du pays, par l'accès différencié aux biens matériels et par les obstacles mis à la réalisation des colombiens comme citoyens et comme membres de la société¹¹⁵².

En plus des études qui se concentrent sur les éléments « politiques » du conflit (accès au pouvoir, place de l'État, faiblesse des institutions et de la Justice, etc.), d'autres auteurs interprètent la situation colombienne comme un conflit social et de luttes de classes. Dans la première étude à caractère scientifique sur la violence en Colombie, parue en 1962, Monseigneur Germán Guzmán, Orlando Fals Borda et Eduardo Umaña Luna¹¹⁵³ ont réalisé une analyse historique et géographique différenciée par régions sur la Violence des années cinquante (et ses antécédents dans les années trente et quarante), ainsi que sur la composition des groupes armés, leurs tactiques et modes de financement, leurs manifestations culturelles, et les conséquences matérielles pour la société colombienne. Pour ces auteurs, la structure sociale du pays était à la base du conflit : le « peuple » n'était pas une simple masse barbare, manipulé par les acteurs armés et politiques (idée très répandue jusqu'alors) mais un protagoniste actif du processus. Le peuple avait pris les armés pour obtenir une meilleure qualité de vie et transformer la structure économique et sociale du pays, perçue comme inéquitable. Par la suite, la Commission des Études sur *La Violencia* (1987) a développé l'idée que les analyses devaient se centrer sur la présence de violences multiples (parmi lesquelles on distingue le phénomène du *sicariato* – les actions et les meurtres

¹¹⁵¹ Molano (Alfredo), Ramírez (Constanza), *Análisis socio-jurídico de la justicia en Colombia: la justicia guerrillera*, s.i., s.l., s.d, 1997.

¹¹⁵² León Valencia décrit le conflit colombien comme se déroulant entre gens « établis et marginaux », à savoir, une lutte pour le pouvoir, et pas seulement un affrontement entre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. « Cara y sello », *Semana*, 7 décembre 2009, (en ligne).

¹¹⁵³ Guzmán (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *La Violencia en Colombia*, Monografías Sociológicas, 12, Facultad de Sociología, Universidad Nacional, Bogotá, 1962.

commis par des sicaires –) en rapport avec le niveau de vie et les relations sociales: « *les colombiens se tuent davantage pour des questions de qualité de vie que pour obtenir l'accès au contrôle de l'État* »¹¹⁵⁴.

A l'opposé, l'historien Eric Hobsbawm¹¹⁵⁵ soutient que le conflit ne peut pas être simplement envisagé du point de vue social et de lutte des classes, parce qu'à son origine (la période de *La Violencia* dans les années cinquante), l'on trouve des éléments à caractère politique et militaro-policier. Selon Hobsbawm, les guérilleros colombiens ne sont que des *rebeldes primitivos* (rebelles primitifs) étant donné que « *le simple fait que des groupes de paysans armés ne proviennent pas d'une rébellion sociale juste, mais de la combinaison d'une guerre civile traditionnelle entre partis politiques et du terrorisme policier ou armé, a fait que les éléments de lutte de classes sont moins précis* »¹¹⁵⁶ Eric Hobsbawm parle de « paysans armés », ce qui permet d'introduire un autre élément central des investigations sur la violence en Colombie : une variable socio-économique, c'est-à-dire, l'impact de la question agraire et de la colonisation paysanne dans les zones marginales. Pour Pierre Gilhodes¹¹⁵⁷ la question agraire et les luttes paysannes sont fondamentales pour expliquer la violence des années cinquante définie principalement comme « une rébellion paysanne frustrée ». Cette approche a été reprise par les participants au premier Symposium sur la violence colombienne (1984)¹¹⁵⁸ qui ont centré leurs études sur la relation entre conflits armés et structures agraires. Dans le même ordre d'idées, l'anthropologue Dario Fajardo¹¹⁵⁹ estime qu'il est nécessaire d'étudier les mouvements de colonisation permanente générés par la structure agraire dominante dans le centre intégré du pays et la manière dont les nouvelles régions de colonisation s'intègrent progressivement à la

¹¹⁵⁴ *Ibid.* p. 27

¹¹⁵⁵ Hobsbawm (Erik), *op.cit.*, 1983.

¹¹⁵⁶ *Ibid.*, p.27

¹¹⁵⁷ Gilhodes (Pierre), *Las luchas agrarias en Colombia*, Medellín, Editorial La Carreta, 1972 ; *Politique et Violence. La question agraire en Colombie*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1974.

¹¹⁵⁸ *I Simposio Internacional sobre la Violencia en Colombia*, Juin 1984, organisé par le *Departamento de Historia de la Universidad Nacional* et le *Centro Jorge Eliécer Gaitán*. Communications (entre autres) : Katherine Legrand, « Conflictos agrarios y orígenes de la violencia » ; Charles Bergquist, « Movimiento obrero y antecedentes de la Violencia » ; Medófilo Medina, « Resistencia campesina en el sur del Tolima 1949-1953 » ; Carlos Ortiz, « La Violencia en el Quindío » ; Herbert Braun, « El 9 de abril » ; Pierre Gilhodes, « El ejército colombiano analiza la Violencia » ; Eric Hobsbawm, « El bandolerismo en Colombia » ; Germán Rubiano, « La pintura de la Violencia » ; et Gustavo Álvarez Gardeazábal, « La novela de la Violencia ».

¹¹⁵⁹ Fajardo Montaña (Dario), *Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia 1920-1980*, Bogotá, Centro de Investigaciones para el Desarrollo, Universidad Nacional, 1986 ; *Espacio y sociedad. La formación del régimen agrario*

vie sociale, culturelle, économique ou politique. Selon Fajardo, la tendance dominante dans le monde rural consiste en des mouvements de colonisation accompagnés par un processus de concentration de la terre la plus riche et de l'expansion des zones de pâture pour le bétail, laquelle amène une rapide extension de la frontière agricole jusqu'à la forêt humide tropicale et les frontières de haute montagne tant dans les zones les plus intégrées à l'économie nationale que dans les nouvelles frontières.

« Ce double mouvement produit une détérioration du milieu ambiant, une accélération de l'exode rural en ville, un déplacement plus important des paysans vers les villes ou les zones de colonisation plus périphériques, la diminution des zones cultivées et de la production agricole, particulièrement des cultures saisonnières, industrielles comme paysannes, conjuguée à une prolifération des cultures illicites dans les zones frontières. La conséquence est : la nécessaire augmentation des importations d'aliments et de matières premières d'origine agricole, une dégradation de la sécurité alimentaire comme de la balance des paiements, l'approfondissement du conflit armé et des cultures illicites dans les zones de colonisation et leur voisinage »¹¹⁶⁰.

Le politologue Alejandro Reyes, montre aussi « *comment la dynamique des conflits sociaux peut s'expliquer en s'attachant aux formes historiques d'appropriation de la terre et aux modalités de soumission ou de résistance du paysan à ces processus* »¹¹⁶¹. De cette thèse, dériveraient plusieurs conséquences pour les études sociales. La première est la nécessité d'établir une carte du conflit armé en suivant le développement des aires de colonisation, densément peuplées et spécialisées dans la production d'aliments et de cultures illicites. La deuxième concerne la pertinence à réaliser une analyse des mécanismes de propriété de la terre. La troisième est l'importance d'étudier la possibilité d'une réforme agraire qui pourrait être dirigée par l'État ou être mise en œuvre par des formes d'organisation violentes de paysans. Cette seconde option construirait dans la conscience collective l'idée d'une lutte contre le grand propriétaire en tant que « *constellation du pouvoir* » et « *l'image de la réforme agraire comme la destruction physique de l'hacienda et l'invasion de la terre* »¹¹⁶². Cette réforme

en Colombia, Bogotá, Corporación Araracuara, 1993 ; « La tierra, la agricultura y el poder político en Colombia », *Suma Cultural*, no. 4, 2001.

¹¹⁶⁰ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 35

¹¹⁶¹ Reyes (Alejandro), « La violencia y el problema agrario », *Análisis Político*, Bogotá, No. 2, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1987. p. 40. Voir aussi, Reyes (Alejandro), « El despojo de la tierra en Colombia », *Semana*, 9 avril 2009, (en ligne).

¹¹⁶² *Ibid.* p. 40

agraire, réalisée grâce à la violence des paysans, produirait en réponse un développement de la contre-révolution étatique et paraétatique exprimant « *le potentiel de violence qu'est capable de déployer le grand propriétaire quand il sent une menace sur ses privilèges du fait de la colonisation paysanne et des politiques distributives de la terre* »¹¹⁶³. Face à cette polarisation, les colons pauvres auraient tendance à appuyer les groupes guérilleros donnant naissance à ce que William Ramírez appelle « la colonisation armée », qui dans un premier temps, se présente comme une action défensive du paysan face à la violence du propriétaire terrien, puis se transforme du fait de la volonté des paysans de s'assurer la possession de nouvelles terres¹¹⁶⁴. Malgré la large acceptation de la « thèse agraire-territoriale » comme élément fondamental de l'analyse du conflit colombien, l'économiste Albert Berry pense qu'il est très difficile d'évaluer quantitativement l'hypothèse que l'échec d'une politique agraire, conçue pour éliminer le malaise rural en Colombie, ait pu asseoir les bases du renforcement des groupes guérilleros, la naissance des groupes paramilitaires ou même préparer le terrain pour l'industrie des drogues illicites. Pour Berry, au delà de la prise en compte des liens entre pauvreté, inégalités, insertion précaire, économie frontalière, narcotraffic et violence, il faudrait étudier les différents aspects des relations entretenues par ces zones de frontières agraires avec l'État au niveau national et régional¹¹⁶⁵. Dès lors, pour réussir à faire disparaître la majorité des phénomènes de violence, il serait indispensable de mettre en œuvre toutes les mesures utiles pour doter l'État de la force et de la légitimité nécessaires pour réguler les conflits sociaux et proposer des réformes permettant de résoudre les problèmes économiques et d'exclusion sociale¹¹⁶⁶. Une autre explication importante sur les causes du conflit colombien est l'idée que la pauvreté sert de ferment à la violence armée. La relation entre violence, physique ou symbolique, et

¹¹⁶³ *Ibid.* p. 43

¹¹⁶⁴ Ramírez Tobón (William), *Estado, violencia y democracia. Ensayos*, Bogotá, IEPRI, Tercer Mundo Editores, 1990, p. 65

¹¹⁶⁵ « En l'absence d'une véritable redistribution des terres, qui ne s'est jamais produite en Colombie, la meilleure alternative aurait consisté en "un développement équitable de la frontière", quand celle-ci était en train de se développer, ce qui aurait constitué une mesure préventive et non curative. Mais cela aurait demandé un pouvoir politique suffisant et la capacité administrative à empêcher les incursions prévisibles de ceux aspirant à devenir des grands propriétaires sur la frontière ». Berry (Albert), *¿Colombia encontró por fin una reforma agraria que funcione?*, copie polycopiée, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 2002.

¹¹⁶⁶ Reyes (Alejandro), *op.cit.*, p. 55

pauvreté serait cependant plus complexe comme le signale David Garibay dans son analyse sur le livre *La violence dans l'imaginaire latino-américain* dirigé par André Corten et Anne-Elisabeth Cote :

« Dans la vision du politique qu'ils reflètent, ces effets de violence peuvent être classés en cinq types, annulation de sens (par l'intensité de la violence), écart de l'expression par rapport à la signification, violence fondatrice (par la légitimation d'une contestation violente à l'ordre établi), violence conservatrice (par le maintien de l'ordre existant, et enfin, urgence, au vu du maintien d'une unité menacée (recours à l'état d'urgence par une rhétorique de l'imminence d'une situation catastrophique) (...). Les sociétés latino-américaines vivent dans un niveau important de violence. Mais la violence telle qu'elle est ressentie au quotidien par la majorité de la population est celle qui résulte des difficultés socio-économiques, de l'absence de moyens de subsistance, d'un "état de contrainte", davantage que celle qui serait le fait d'acteurs armés (légaux, contestataires ou criminels). Pour les auteurs, le lien entre pauvreté et violence provient du fait que pour les enquêtés leur situation de vie est reliée, d'une manière plus ou moins explicite, à l'existence de règles politiques et économiques qui ont pour but de maintenir le système tel qu'il existe, système dont il sont les victimes – il s'agirait bien en ce sens d'une violence conservatrice, exercée par les autorités publiques pour maintenir l'ordre, et dont l'effet, selon les pays, produirait des expressions d'insatisfaction, un "discours du malheur", de la fragilité du bonheur, ou encore des positions d'attente, voire de contournement »¹¹⁶⁷

Dans de nombreuses études, la pauvreté ou la misère apparaissent comme une variable explicative de la violence armée (souvent elle est même la variable la plus importante ou la plus pertinente). Son véritable impact, cependant, a été remis en cause dans des études récentes. En premier lieu, la capacité des catégories « pauvreté » ou « misère » à rendre compte de la situation réelle de développement et de bien-être des populations a été remise en cause. Pour le sociologue Germán Silva García, ces catégories socio-économiques « *sont inadaptées et simplistes car elles sont loin d'être des entités objectives : ce sont des catégories qui se constituent et se mesurent en accord avec le développement historique et un certain savoir du quotidien* »¹¹⁶⁸. En outre, la thèse de la pauvreté comme cause du conflit a été perçue comme une tentative de justifier les actions violentes et a été critiquée pour les effets contre-productifs qu'elle peut avoir sur la réalisation des politiques publiques. L'économiste Armando Montenegro soutient que l'idée de la

¹¹⁶⁷ Garibay (David), « Note de lecture - La violence dans l'imaginaire latino-américain, André Corten, Anne-Élisabeth Côté, Paris, éd. Karthala, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2008, 421 p. », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 57-58, 2008 p. 235

¹¹⁶⁸ Germán Silva García cité dans González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.* 2002. p. 29

pauvreté comme bouillon de culture de la violence revient à considérer que la violence individuelle et collective entre les pauvres est justifiable et que, pour cette raison, il faut, pour y mettre un terme, leur accorder des aides économiques individualisées et mettre en œuvre des plans de développement dans les régions où ils vivent (ce qui reviendrait à récompenser les zones les plus violentes)¹¹⁶⁹. Au surplus, le recours à la violence par la guérilla, le narcotrafic ou le crime organisé, ne peut s'expliquer seulement à l'aide de la catégorie « pauvreté » ou le désir d'y échapper, étant donné que les acteurs armés se caractérisent par un haut niveau d'accumulation de richesses et un énorme pouvoir, plus en accord avec la catégorie « richesse ». Par ailleurs, pour la philosophe et politologue Cristina Rojas, si la pauvreté était la cause principale de la violence, les femmes en Colombie devraient être plus violentes que les hommes puisqu'elles sont plus pauvres qu'eux. Cependant, ce sont les hommes qui sont identifiés le plus souvent comme auteurs et comme victimes d'actions violentes (90% des victimes de meurtres, sont des hommes)¹¹⁷⁰.

En termes généraux, pour Germán Silva :

« Les conditions socio-économiques affectent la criminalité mais pas de manière déterminée ou mécanique, puisque les progrès de la qualité de vie de la population ne font pas disparaître les luttes d'intérêts ; pour cette raison, le crime organisé et les stratégies de subversion se localisent géopolitiquement dans les zones ayant d'importantes sources de richesse »¹¹⁷¹

Effectivement, l'observation empirique paraît démontrer que, en Colombie, ce ne sont pas les zones les plus pauvres qui génèrent le plus de violence. Notre enquête de terrain dans les départements de Boyacá, Cundinamarca, Huila, Quindío Risaralda, Santander, Caquetá, Florencia, Cauca et Nariño, a permis d'observer que les zones principales d'action de la guérilla sont des régions prospères où peuvent être facilement obtenues et exploitées diverses ressources économiques : plantations, grandes étendues de terrain, élevage extensif, gisements pétroliers ou de gaz, etc. Cependant, ces départements qui, en termes généraux, ne peuvent pas être considérés comme « pauvres », sont toutefois des départements connaissant un fort degré d'inégalités. Ainsi, les zones rurales ont un niveau de

¹¹⁶⁹ Montenegro (Armando), « Prólogo », dans *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, ed par Deas (Malcom), Gaitán Daza (Fernando), Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.

¹¹⁷⁰ Rojas (Cristina), « Género, identidad y conflicto en Colombia », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Mayo-Agosto, Año/vol.9, Número 002, Universidad Central de Venezuela, 2003. pp. 65-89

développement très inférieur à d'autres aires rurales. Et les guérilleros du rang sont majoritairement originaires des zones moins prospères de ces départements.

Les études réalisées par le Département Nationale de Planification Colombien (*Departamento Nacional de Planeación-DNP*) montrent aussi que :

« Si effectivement la pauvreté paraît inversement proportionnée au degré de violence, les inégalités paraissent positivement associées avec elle. Les inégalités des conditions de vie entre les foyers, mesurées par la coefficient GINI, sont en rapport avec la violence et leurs variations ont un effet majeur sur l'augmentation de la violence, ce qui signifie que les municipalités tendent à être plus violentes lorsqu'elles ont des inégalités importantes »¹¹⁷².

De même, l'économiste Jesús Antonio Bejarano¹¹⁷³ écarte toute relation immédiate et directe entre la violence et la pauvreté, mais souligne le lien entre l'augmentation de la violence et les inégalités de richesses dans certaines zones déterminées, là où est particulièrement sensible le contraste entre riches et pauvres. Dans ces secteurs, l'essor des actions violentes reflète à la fois « *la perte par l'État du monopole de la coercition et de l'usage légitime de la force (...) comme l'incapacité d'une société et de son système judiciaire à solutionner les conflits de façon civilisée* »¹¹⁷⁴

Dans les régions en rapide expansion économique, remarque l'économiste et politologue Alfredo Rangel¹¹⁷⁵, la guérilla profite des attentes insatisfaites provoquées par la prospérité et supplée aux défaillances de l'État, lequel ne dispose pas d'une capacité suffisante de contrôle (face aux profits des économies illégales) ou de régulation (face à l'enrichissement légal). L'inégalité paraît expliquer mieux le phénomène que la « pauvreté ». Il faudrait donc l'étudier avec d'autres variables explicatives. Pour cela, les chercheurs du CINEP¹¹⁷⁶, par exemple, proposent d'examiner s'il existe ou s'il a existé, par le passé, un type quelconque de relation entre la présence des acteurs armés et l'expansion du narcotrafic avec les conditions objectives d'exclusion sociale et économique des

¹¹⁷¹ Germán Silva García cité dans González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.* 2002. p. 29

¹¹⁷² DNP, *La paz: el desafío para el desarrollo*, Bogotá, Departamento Nacional de Planeación, 1998. p. 41

¹¹⁷³ Le 16 septembre 1999, deux inconnus assassinent le professeur Jesús Antonio Bejarano, lequel retournait au bâtiment de Comptabilité de la Faculté d'Économie de l'Université Nationale, à Bogotá, pour donner son cours d'Histoire Économique de l'Agriculture.

¹¹⁷⁴ Bejarano (Jesús Antonio), *Colombia: Inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Bogotá, Fonade y Universidad Externado de Colombia, 1997. p. 30

¹¹⁷⁵ Rangel (Alfredo), *op.cit.*, 1998 ; « Las FARC-EP : una mirada actual », dans *Reconocer la guerra para construir la paz*, ed. par Deas (Malcom), Llorente (María Victoria), Bogotá, CEREC, Ediciones Uniandes, Grupo Editorial Norma, 1999.

diverses régions et populations (en définissant les régions en fonction d'une logique territoriale de la violence, c'est-à-dire, en évitant de s'attacher à la division politico-administrative du pays, puisque au sein de chaque département, se rencontrent des aires de richesse et de pauvreté plus ou moins imbriquées).

La réflexion sur la pauvreté introduit aussi une autre approche économique du conflit : la thèse de la violence comme activité rentable, c'est-à-dire, l'idée que les acteurs violents ne réagissent pas tant à des conflits socio-économiques ni aux liens politiques qu'ils établissent avec les communautés dont ils sont issus, mais à des quêtes individuelles d'enrichissement (à caractère criminel). Ainsi, certains analystes mettent l'accent sur « l'économie de guerre »¹¹⁷⁷, c'est-à-dire, sur les dynamiques économiques produites par l'affrontement armé, les bénéfices et les coûts¹¹⁷⁸ de l'engagement dans un combat armé.

Comme cela a été dit précédemment, en étudiant les données économiques, il est possible d'observer que les mouvements guérilleros ne se concentrent déjà plus exclusivement dans les zones de colonisation plus ou moins marginales dont ils sont issus, mais qu'ils se sont répandus dans des régions plus riches pratiquant l'agriculture commerciale, l'élevage, l'exploitation aurifère, et dans les zones frontalières et côtières qui leur ont permis d'accéder aux ressources de la contrebande. Si auparavant,

« La guérilla se finançait principalement par le recours aux attaques de banques, les aides volontaires des paysans et de temps à autre, par l'extorsion (*vacuna*) ou le vol de quelque éleveur ou paysan riche (...). À partir de la fin des années quatre-vingt, s'est consolidée une économie guérillera axée sur l'industrie de l'enlèvement, le narcotrafic et l'extorsion généralisée. Par cet expédient, la guérilla a réussi à s'implanter dans des régions de développement récent, qu'il soit d'origine légale ou illégale, qui se caractérisaient par des activités générant de grandes sources de devises, comme l'exploitation du pétrole, du charbon, de l'or et la culture de la coca ou de l'opium (production et exportation de cocaïne et d'héroïne). En outre, la guérilla avait commencé à capter, au moyen du clientélisme armé, une partie importante des recettes fiscales des municipalités, ce qui représentait, au total, des revenus quotidiens supérieurs au milliard de pesos »¹¹⁷⁹.

¹¹⁷⁶ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.* 2002.

¹¹⁷⁷ Sur l'économie des guerres civiles, les seigneurs de la guerre, la privatisation de la violence, l'émergence de marchés de la guerre, voir, entre autres : Jean François, Jean-Christoph Rufin, *Économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996 ; Paul Collier, Anke Hoeffler, *op.cit.*, 2001; Paul Collier et al., *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, Washington, World Bank, 2003.

¹¹⁷⁸ Les analystes tiennent compte aussi du coût du processus de réinsertion des acteurs armés et/ou d'indemnisation des victimes pendant la période suivant le conflit.

¹¹⁷⁹ Rangel (Alfredo), *op.cit.* 1996, cité par Adolfo Chaparro, *op.cit.*, 2005. p. 434

La lutte pour la terre a été remplacée par une recherche de la maîtrise et du contrôle territorial basée sur une stratégie économique qui, selon Mauricio Rubio, génère des conséquences néfastes pour la construction du capital social et implique l'apparition d'incitations perverses dans la société, de même que le renforcement de la tendance asymétrique dans les relations entre individu-communauté et acteur armé¹¹⁸⁰. En outre, cette évolution signifie que la guérilla est de moins en moins impliquée dans la société et reliée aux bases sociales alors qu'elle tend à utiliser des méthodes de plus en plus militaires.

Pourtant, pour Alfredo Rangel, il n'y a cependant rien de plus « erroné et dangereux » que la thèse de la violence liée à des motivations économiques ou d'enrichissement personnel (*greed*). Pour lui, la quantité de ressources actuellement utilisées par la guérilla a brouillé son image (beaucoup voient seulement dans l'action des groupes rebelles une activité permettant l'enrichissement personnel des participants). En réalité, le pari stratégique de la guérilla serait le contrôle territorial, la tactique serait l'expansion, et la consolidation du pouvoir local serait la finalité politique¹¹⁸¹. La thèse de la violence comme activité rentable est aussi critiquée par l'anthropologue Francisco Gutiérrez, qui en poussant à l'extrême le schéma rationaliste, montre comment la fonction d'utilité des rebelles/criminels, à savoir, leur manière de calculer le coût et le bénéfice, ne peut se réduire à l'intérêt de « gagner plus d'argent », et que, par conséquent, il n'est pas possible d'affirmer que « les membres des FARC ne sont là que pour l'argent ». Gutiérrez affirme :

« Certainement, l'argent compte, bien que les recrues ne reçoivent pas toutes un salaire. Cependant : et le coût ? Celui qui entre chez les FARC abandonne sa famille, risque sa vie, se soumet à une discipline brutale et arbitraire. De plus, il doit y soumettre les autres, y compris ses amis proches, chose que la plupart des gens ne font pas de bonne grâce. Sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique, il doit laisser son conjoint et se déplacer dans une autre région du pays, il ne peut quasiment pas voir ses enfants. Et s'il souhaite quitter l'organisation, il se retrouvera dans de sérieux ennuis (...) »¹¹⁸².

¹¹⁸⁰ Rubio (Mauricio), *Op.cit.* 1999. Cependant, le même Rubio souligne les limites des points de vues économiques et épidémiologiques dans l'analyse de la violence compte tenu de la mauvaise qualité des données disponibles, la difficulté de les situer dans les processus historiques (la nature « anhistorique du point de vue »), les limites de l'analyse centrée sur le choix rationnel et son incapacité à tenir compte de la perspective de genre. pp. 216-217.

¹¹⁸¹ Rangel (Alfredo), *op.cit.* 1996, cité par Adolfo Chaparro, *op.cit.*, 2005. p. 434.

¹¹⁸² Gutiérrez (Francisco), « Inequidad y violencia política : una precisión sobre las cuentas y los cuentos », *Análisis Político*, Bogotá, No. 43, IEPRI- Universidad Nacional de Colombia, 2001. p. 71

À côté de l'étude de facteurs politiques ou économiques, certains analystes ont proposé que l'on prenne en compte des éléments culturels. Les premiers à postuler l'hypothèse de l'existence d'une « culture de la violence » en Colombie sont les membres de la Commission des Études sur la Violence en 1987 qui, après avoir réalisé une analyse des différentes formes de violence¹¹⁸³ concluent que celles-ci « se voient renforcées par une culture de la violence qui se reproduit au travers de la famille, de l'école et des moyens de communication comme agents centraux des processus de socialisation »¹¹⁸⁴. Dans ce contexte analytique, d'une manière générale, le terme « culture de la violence » inclut toutes les structures socio-économiques et symboles qui sont connectés, produisent, ou perpétuent la violence. De manière plus ponctuelle, cela se réfère aux facteurs spécifiques de la conscience collective, comme certaines idées, valeurs, normes, comportements habituels et acceptés qui contribuent à la persistance de la violence. Selon le sociologue Peter Waldmann, cela ne doit pas être confondu avec l'hypothèse anthropologique selon laquelle les colombiens auraient une tendance innée à la violence¹¹⁸⁵.

Germán Puyana García, dans son livre *¿Cómo Somos? Los colombianos*, écrit que :

« La violence, à chaque génération, a été le pain amer avec lequel nous avons alimenté notre esprit, avec lequel nous en sommes arrivés à nous habituer à elle, au point que nous en paraîtrions avoir perdu jusqu'à la capacité de nous indigner et de réagir face à la sinistre culture de la mort, enracinée aujourd'hui très profondément dans le sol de la patrie »¹¹⁸⁶.

Peter Waldmann affirme que « *l'exemple de la Colombie montre que les facteurs économiques peuvent expliquer le caractère omniprésent de la violence dans ce pays seulement à la lumière de la propension socio-culturellement enracinée à faire usage de la violence* »¹¹⁸⁷. Pour Waldmann, la violence en Colombie et l'affrontement armé ne peuvent pas être compris sans reconnaître l'existence d'une culture de la violence matérialisée par des taux élevés d'homicides, l'existence

¹¹⁸³ Différentes formes de violence: du crime organisé contre des hommes politiques, des journalistes, et des particuliers; des guérillas contre l'État et les particuliers; des organes de l'État contre les guérillas, les minorités ethniques et les mouvements sociaux; de particuliers organisés en lien avec les différentes formes de délinquance; de particuliers organisés à des fins d'autodéfense ou de nettoyage social; de particuliers dans leur vie privée. Chaparro (Adolfo), *op.cit.*, 2005. p. 417

¹¹⁸⁴ Comisión de Estudios sobre la Violencia, *op.cit.*, 1989. p. 11

¹¹⁸⁵ Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2007. pp. 62 et 65

¹¹⁸⁶ Puyana García (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 32

d'acteurs armés institutionnalisés, la prédominance de certaines valeurs comme le culte du « machisme » et de la vengeance, et par l'absence d'autres normes, tabous ou règles, prohibant le recours à la violence. Dès lors, l'existence d'une culture de la violence est une variable qui devrait être prise en compte dans les analyses sur la situation du pays. Par ailleurs, le même Waldmann remarque que ce facteur ne peut être considéré comme l'unique cause de la violence mais bien comme une variable dépendante qui demande à être expliquée. En ce sens, il ne faudrait pas oublier que, en soi, la culture reste déterminée par des facteurs historiques et structurels comme l'absence d'un monopole étatique de la violence, l'influence du narcotrafic ou les tensions sociales que génère la structure de classes colombienne¹¹⁸⁸.

A l'opposé de cette idée d'une culture de la violence en Colombie, Malcom Deas et Fernando Gaitán¹¹⁸⁹ ont tenté de démontrer que la violence n'a pas toujours été un phénomène omniprésent dans l'histoire colombienne mais qu'elle s'est toujours limitée à certaines périodes ou à certaines régions. Gaitán ajoute que ce sont les institutions politiques et judiciaires jointes à l'organisation politique du pays qui sont les facteurs qui facilitent la confrontation violente. De même, Adolfo Chaparro, avance que, bien qu'à première vue, il semble exister une continuité historique de la violence en Colombie (au point que les colombiens auraient passé la majeure partie de leur vie républicaine en situation de conflit), il existe en réalité de multiples ruptures matérialisées par des césures descriptives qui apparaissent au moment d'expliquer la violence (y compris dans les appellations utilisées par la société) et par la production d'un type donné de sujet collectif qui appuie ou collabore avec les groupes ayant organisé la violence à chaque période¹¹⁹⁰. De plus, pour Mauricio Rubio, la violence ne serait pas le point de référence qui caractériserait l'identité colombienne, parce qu'elle n'est pas aussi présente dans la société que l'on pourrait le croire, et qu'elle n'intervient pas dans tous les domaines de la vie nationale. Pour Rubio, la violence en Colombie n'est

¹¹⁸⁷ Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2007. p. 61

¹¹⁸⁸ Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2007. p. 74

¹¹⁸⁹ Voir Malcom Deas, *op.cit.*, 1995 ; Fernando Gaitán, « Una indagación sobre las causas de la violencia en Colombia », dans *Dos ensayos especulativos sobre la Violencia en Colombia*, ed. par Malcom Deas, Fernando Gaitán, Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.

¹¹⁹⁰ Chaparro (Adolfo), *op.cit.*, 2005. p. 413

pas routinière et ne fait pas partie intégrante de la vie des communautés, mais elle est le fait d'un « petit nombre d'agents criminels ayant un grand pouvoir » (narcotrafiquants, guérilleros, paramilitaires), qui seraient des « professionnels du crime », et non d'une majorité de colombiens. En ce sens, l'auteur souligne l'importance de réaliser une étude fouillée sur les intentions des acteurs violents et sur leur degré de légitimité par rapport à la population colombienne¹¹⁹¹.

Par ailleurs, un autre élément avancé pour expliquer la violence en Colombie et l'existence des acteurs armés est la thèse de l'absence d'identification positive, de liens identitaires, des « identités partagées »¹¹⁹², favorisant l'apparition d'antagonismes. Une particularité de la Colombie réside dans le fait de ne pas avoir connu, contrairement à d'autres pays d'Amérique Latine, l'existence de mouvements populistes ou d'une lutte contre une dictature qui accompagnent l'exaltation des nationalismes et l'affirmation d'une identité nationale. En Colombie, il n'existe pas non plus de communautés indigènes suffisamment préservées pouvant revendiquer une histoire propre et ayant un impact sur le développement d'une identité nationale, culturelle (ou politique). D'autre part, le métissage, très ancien, s'est accompagné de déplacements incessants de la population, ce qui a affaibli le développement d'identités régionales suffisamment fortes pour s'imposer au niveau national. La géographie divise aussi le pays en espaces séparés par les trois chaînes de la cordillère des Andes. Ainsi, la Colombie est un pays de régions relativement distinctes et caractérisées par de fortes spécificités culturelles. Parallèlement, l'État a joué un rôle déterminant en fragmentant très tôt le corps social en deux cultures politiques antagonistes (libéraux et conservateurs). La notion de citoyenneté, conçue comme l'appartenance à une même communauté politique, n'a pu se consolider. De même,

¹¹⁹¹ Rubio (Mauricio), « Rebeldes y criminales. Una crítica a la tradicional distinción entre el delito político y el delito común », dans *Las violencias : inclusión creciente*, ed. par Jaime Arocha, Fernando Cubides, Bogotá, Facultad de Ciencias Humanas y Centro de Estudios Sociales (CES), Universidad Nacional de Colombia, 1998.

¹¹⁹² « Ce que nous avons appelé “les identités partagées”, c'est alors l'ensemble des variables identitaires positives - tout ce qui unit et qui est favorable à la stabilité du groupe-, contenues dans nos imaginaires et susceptibles de pacifier les interactions entre les champs identitaire et politique ; mais aussi entre les imaginaires respectifs des individus vivant dans un même espace. Elles tiennent aussi à l'existence d'une conscience commune, à des référents historiques et mythiques communs. (...) Les identités partagées doivent se comprendre aussi comme la réalisation possible d'un partage des différences (qui correspondrait à une reconnaissance de celui qui les porte) et pas que des invariants. Le partage des différences et leur acceptation. Car, on ne peut nier les différences. Alors, parler d'identités partagées n'exclut pas l'existence des différences ». Lawson (Denis), *Les identités partagées comme facteur de paix et de stabilité : le cas du Bénin*, thèse de doctorat de science politique, université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction de Thomas Lindemann, juillet 2013, pp. 151-153.

il existe, pour certains analystes, une tendance à imiter les modèles étrangers au lieu de mettre un avant un modèle culturel colombien : « ainsi, dans le domaine de la culture populaire, la mexicanophilie des couches populaires, l'idéal de vie nord-américain pour les classes moyennes et le paradigme européen de l'élite sociale, nous captivent plus qu'aucune autre expression de la nôtre »¹¹⁹³. Pour Victor de Currea-Lugo, « la Colombie n'est pas une nation ni un État mais une foule qui lorsqu'elle avance, laisse des morts »¹¹⁹⁴. Et si la Colombie n'est pas une « nation », cela contribuerait à ce que les membres des groupes armés et des FARC, souvent originaires de régions isolées du pays, rurales, peuplées de minorités indigènes ou de groupes d'origine africaine, ne se sentent pas partie de la même « communauté imaginée » que les « oligarques blancs des villes »¹¹⁹⁵.

Face à l'hypothèse de l'inexistence de la « nation » ou de « l'identité nationale » colombienne, le groupe des chercheurs du CINEP¹¹⁹⁶ affirme la nécessité d'aborder l'idée de nation par la voie négative, c'est-à-dire, de considérer la fragmentation régionale et culturelle comme un élément qui favorise une construction collective, participative et incluante de l'État en Colombie. Dès lors, les différences régionales, au lieu de s'opposer à l'idée de nation, auraient contribué à sa formation, en constituant un défi pour la vie en commun, et ont stimulé la recherche d'institutions, de symboles, de coutumes et de valeurs communes qui assurent la viabilité et la stabilité de la Colombie en tant qu'entité socio-politique et culturelle: « ce que l'on appelle aujourd'hui la Colombie (car il y eut d'autres Colombie dans le passé, et il y en aura peut-être une autre dans le futur) est un défi pour ceux qui pensent qu'une nation se définit par son unité »¹¹⁹⁷.

D'autre part, Pauline Fernandez souligne que :

« Dans le passé colombien, il n'y a, en effet, aucune bataille de Valmy ou de Sadowa qui aurait uni les hommes dans une même communauté de destin (...) cependant, en dépit de l'inconsistance de cette communauté de destin, nous assistons aujourd'hui et aussi paradoxal que cela puisse paraître, à l'exaltation de la "colombianité" et de la fierté identitaire du "ser Colombiano" »¹¹⁹⁸.

¹¹⁹³ Puyana García (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 29

¹¹⁹⁴ De Currea-Lugo (Victor), *op.cit.*, 1999. p. 17

¹¹⁹⁵ Berian (David), « 10 jours avec les Farc: Histoires de guérilleros », *ADN.es*, 2007, (en ligne).

¹¹⁹⁶ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002.

¹¹⁹⁷ Ospina (William), *Érase una vez Colombia*, Bogotá, Villegas Editores, 2005. p. 27

¹¹⁹⁸ « Être colombien ». Fernandez (Pauline), *op.cit.*, 2007. p. 10

Par ailleurs, pour d'autres auteurs, au delà des facteurs culturelles ou identitaires qui pourraient jouer un rôle dans la confrontation armée, il y aurait des éléments « biologiques » ou « naturels » à prendre en compte dans l'analyse de la violence. Ainsi, les colombiens (pris comme société et comme individus), seraient enclins, non seulement culturellement mais aussi « naturellement », à recourir à la violence pour résoudre les contradictions internes. Luis López de Mesa (médecin et psychiatre)¹¹⁹⁹ souligne le rôle décisif joué par des gènes « inharmoniques » dans le phénomène de la violence, tandis que le neurologue Rodolfo Llinás¹²⁰⁰ affirme que la violence est dans le cerveau des colombiens et non à l'extérieur de celui-ci. Le psychiatre Francisco Socarrás¹²⁰¹, formule l'hypothèse selon laquelle la santé mentale du peuple colombien serait affectée par les effets criminogènes causés par les carences nutritionnelles des enfants et des mères donnant le sein, ainsi que par les névroses, les psychoses dues aux tensions continues causées par la violence existante et la « difficile situation du pays ». Celles-ci (carences, névroses et psychoses), à travers les processus de somatisation, constitueraient des agents favorables aux maladies organiques qui stimulent les changements hormonaux du métabolisme et du fonctionnement du cerveau. L'architecte et écrivain Germán Puyana García soutient que les « conditionnements biologiques hérités ainsi que les apprentissages de l'environnement socio-culturel, continuent d'être les éléments constitutifs qui donnent des pistes pour déchiffrer l'énigme de notre violence »¹²⁰². Pour Puyana, le capital biologique des colombiens serait un mélange de gènes d'ancêtres indigènes comme les Pijaos, Musos, Panches, Colimas, Coyaimas, Natagaimas, Arawaks, Panches, Armas, Nores (pour certains d'entre eux, anthropophages et généralement connus pour leur caractère agressif et belliqueux), de gènes de communautés plus « évoluées » comme les Muiscas ou Chibchas, qui usèrent également de châtiments cruels contre ceux qui violaient les règles¹²⁰³, et de « blancs » (espagnols) qui, en ce qui les concerne, étaient « des

¹¹⁹⁹ López de Mesa (Luis), *De cómo se ha formado la nación colombiana*, Medellín, Editorial Bedout, 1970.

¹²⁰⁰ Llinás (Rodolfo), *El reto: educación, ciencia y tecnología*. Bogotá, TM Editores, 2000.

¹²⁰¹ Socarrás (José Francisco), « Bases biológicas de la conducta agresiva », *El Tiempo*, 7 de agosto de 1991, (en ligne).

¹²⁰² Puyana García (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 299

¹²⁰³ Los Chibchas (Muiscas) de l'altiplano Cundiboyacense (région centrale du pays), empaalient les sodomites, puis découpaient les corps et jetaient les morceaux en différents endroits, ils coupaient aussi les parties génitales des adultes avant de les faire cuire et d'obliger leurs amantes à les manger. Beltrán Peña (Francisco), *Los Muiscas: Pensamientos y realizaciones*, Bogotá, Editorial Nueva América, 1987.

aventuriers cherchant fortune, racaille peu recommandable, soldats irréguliers qui savaient seulement combattre et piller, condamnés à la prison et libérés contre l'engagement de s'embarquer pour les Indes »¹²⁰⁴. Au-delà du débat sur la proclivité génétique ou biologique de la violence, il semble évident que l'on ne peut pas expliquer l'existence de groupes armés comme la guérilla ou les paramilitaires en se basant exclusivement sur des variables physiologiques ou l'hypothèse de l'existence d'un « gène de la violence ». La réalité de la confrontation armée est beaucoup plus complexe et implique de considérer des variables de plusieurs ordres : objectives (structurelles), subjectives et symboliques.

De façon anecdotique, il est curieux de noter qu'il a également été avancé des explications « irrationnelles », allant de la parapsychologie à l'astrologie, pour expliquer la problématique du conflit colombien. Ainsi, il y a quelques années, un voyant nord américain a prétendu l'expliquer en se basant sur l'hypothèse que, parmi les habitants de la mythique Atlantide, apparurent des individus très agressifs qui furent exilés dans une lointaine région, laquelle coïnciderait avec le territoire de l'actuelle Colombie, et constitueraient ainsi les lointains ancêtres des colombiens. De son côté, un astrologue expliquait l'origine de la violence par la très mauvaise conjonction astrale ayant présidé à la naissance du pays: le 21 juillet 1810 à trois heures du matin (date à laquelle fut signé l'acte d'Indépendance)¹²⁰⁵.

L'étude des variables politiques, économiques, socio-culturelles, biologiques, et même « astrologiques » pour expliquer l'existence des FARC et d'une confrontation armée en Colombie, ainsi que les débats autour de ces variables (pour déterminer leur validité ou leur impact « réel » sur la configuration de la violence armée colombienne), ont été encadrés par un grand débat qui concerne l'opposition entre les explications dites « objectives » ou « matérielles » du conflit et les variables dites « subjectives » ou « émotionnelles, identitaires, symboliques ou morales » de la violence.

¹²⁰⁴ Puyana García (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 297.

¹²⁰⁵ *Ibid.* p. 309

3.1.3. Le débat entre causes « objectives » et « subjectives » de la violence (*greed vs grievance*)

Comme c'est le cas avec le débat entre « *greed* » (avidité) et « *grievance* » (doléance), les débats sur les origines de la violence ont évolué autour d'une division supposée entre rationalité et irrationalité de l'individu ou, en d'autres termes, entre la raison et l'émotion (ou les passions). Certains auteurs comme Ted Robert Gurr contestent l'existence d'une division réelle entre rationalité et « irrationalité » comme moteurs des décisions politiques. Selon Gurr :

« Ensuite, viennent quelques observations sur la rationalité de l'action politique. Pourquoi les hommes se rebellent a été expliqué par la supposition psychologique que la violence politique a pour origine une réaction irrationnelle à la frustration (...). Rétrospectivement, je pense que c'était une erreur de suggérer que les gens qui réagissent violemment du fait de leur sens de l'injustice sont irrationnels. Il est vrai que les conséquences de l'action politique violente sont plus souvent destructrices que constructrices et peuvent mener à une grande souffrance pour ceux qui passent à la violence. Pourtant, les éléments d'un calcul rationnel pénètrent le processus entier du conflit politique. Je ne pense pas maintenant que cela a un sens de supposer a priori que le comportement de conflit est rationnel ou irrationnel. Au lieu de cela, il faudrait se concentrer sur les identités, les griefs et les objectifs des gens qui commencent une action politique et demandent, d'une façon critique, si leurs actions contribuent à l'accomplissement de leurs buts et de quelles façons »¹²⁰⁶.

Pourtant, dans le cas colombien, le débat s'est maintenu et a été principalement encadré par les causes dites « objectives » ou « subjectives » de la violence. La thèse des causes objectives pourrait se résumer de la manière suivante : les racines de la confrontation armée en Colombie seraient des variables économiques comme le dysfonctionnement du marché et la pauvreté, ou la recherche de l'enrichissement de la part des acteurs armés (avidité) ; des variables politiques comme l'absence ou faiblesse de l'État, les dysfonctionnements du régime politique, l'absence d'une démocratie réelle, la confrontation politico-idéologique entre deux acteurs qui cherchent le pouvoir ; et des variables sociales comme le sous-développement et l'abandon par l'État des groupes sociaux les plus faibles et des régions les plus isolées.

¹²⁰⁶ Gurr (Ted Robert), *op.cit.*, 2011.

Cependant, comme on l'a vu précédemment, cette hypothèse a été critiquée par divers analystes qui ont ponctuellement étudié l'impact relatif de chaque variable purement « matérielle » ou « rationnelle », et sont arrivés à la conclusion que bien que ces variables peuvent avoir un impact sur la violence, elles ne permettent pas d'expliquer toutes les dynamiques d'une « guerre » qui dure depuis plus de 50 ans. Dans d'autres cas, certains de ces variables, comme la pauvreté, n'ont pas pu être reliées, d'une manière absolue ou directe, à un degré plus élevé de violence armée (la pauvreté, par soi-même, ne serait pas une variable permettant d'expliquer directement la variable « violence armée », d'autres variables intermédiaires seraient nécessaires pour expliquer le lien entre celles-ci).

Par ailleurs, pour Armando Montenegro et Carlos Posada, la thèse des causes objectives est réfutée par les statistiques qui montreraient que seul un pourcentage minime d'homicides (entre 6 % et 12 %) s'expliquent par des variables socio-économiques¹²⁰⁷. Pour Fernando Gaitán, « *le paradigme nuisible des supposées causes objectives de la violence* » qui postule que celle-ci est la conséquence exclusive de la pauvreté et de l'absence d'État, « *s'est enracinée dans l'esprit des gens, s'est transformée en vérité révélée* », et a facilité la justification des actions de la guérilla, de la délinquance de droit commun ou du crime organisé. Pour cette raison, Gaitán souligne la nécessité d'approfondir l'analyse sociologique, anthropologique et psychologique des groupes guérilleros, des paramilitaires, des membres du gouvernement, des forces de l'ordre, et des personnes impliquées dans le narcotrafic¹²⁰⁸.

Philippe Braud explique de façon très synthétique ce qui pourrait être considéré comme le paradigme des « causes subjectives » de la violence :

« (...) Pour prendre en compte ce qui est arrivé avant l'irruption de la violence physique (...). Prendre en compte la souffrance de l'autre, indépendamment du coût politique d'agir ainsi, est un élément indispensable à n'importe quelle solution durable d'un conflit difficile. La paix réelle exige la reconnaissance réelle de toute la souffrance perçue par l'adversaire. Cependant, une telle reconnaissance n'implique pas d'acceptation automatique du but de l'adversaire ou une justification pour les méthodes utilisées dans sa lutte. Ce qui est exigé est un rejet de l'idée que la

¹²⁰⁷ Montenegro (Armando), Posada (Carlos Esteban), *La violencia en Colombia*, Bogotá, Alfaomega, Cambio, 2001 ; Montenegro (Armando), Posada (Carlos Esteban), Piraquive (Daniel), « Violencia, criminalidad y justicia : otra mirada desde la economía », *Coyuntura económica*, volumen XXX, No.1, 2000; « Criminalidad en Colombia », *Coyuntura económica*, volumen XXX, No.1, 1995.

¹²⁰⁸ Gaitán (Fernando), *op.cit.*, 1995.

violence commise par l'adversaire est nécessairement "irrationnelle". Sauf quelques crimes vraiment pathologiques, l'irrationalité est rare et des facteurs explicatifs peuvent être trouvés même dans le cas de l'attaque la plus odieuse »¹²⁰⁹.

Ainsi, ce qui fonde les critiques sur les causes objectives de la violence en Colombie est, justement, la nécessité de moderniser les analyses en accord avec le changement que la dynamique même de la confrontation armée a imprimé au développement du pays, ce qui a généré, à son tour, la modification des conditions objectives et l'apparition ou le renforcement des motivations subjectives dans l'évaluation des progrès de la violence et dans la valorisation des processus de paix¹²¹⁰. Comme le signale Gaëlle Demelemestre, en parlant des travaux d'Axel Honneth, dans le passage à la violence, il existe une partie « rationnelle » et une partie « irrationnelle » qui se base sur une construction dialogique de soi : on existe dans le regard que les autres portent sur soi, dans le cadre d'une configuration sociale particulière, et un comportement déviant peut être adopté en conséquence du mépris des autres¹²¹¹.

C'est en ce sens que la présente recherche sur la lutte pour la reconnaissance des FARC, ou, en d'autres termes, sur les variables émotionnelles, morales, symboliques et identitaires qui nourrissent la confrontation armée en Colombie, a pour objectif de compléter ou de réorienter les études déjà réalisées sur la violence dans ce pays. Ces variables, pouvant être désignées comme « subjectives » dans le contexte colombien, ont un impact sur le passage à la violence des guérilleros et sur la pérennité de leur combat, si elles sont considérées comme des variables indépendantes ou même en tant que variables intermédiaires. De plus, il est possible, grâce à ce type d'éléments « subjectifs », de mieux comprendre l'impact des variables « matérielles » comme la recherche du pouvoir ou du gain économique. En effet, le pouvoir, l'argent, et d'autres biens « matériels » peuvent aussi avoir un objectif « immatériel » : honneur, prestige, reconnaissance.

La comparaison des résultats de diverses recherches présentées plus haut montre la nécessité de combiner un regard sur les « causes objectives » avec un

¹²⁰⁹ Braud (Philippe), « Symbolic and Physical Violence », dans *The International Politics of Recognition*, ed. par Lindemann (Thomas), Ringmar (Erik), Boulder (Colorado), Paradigm Publisher, Yale Series, 2012. p. 65.

¹²¹⁰ Chaparro (Alfonso), *op.cit.*, 2005. p. 433

¹²¹¹ Demelemestre (Gaëlle), intervention sur « G.H. Mead, Tugendhat, l'interactionnisme symbolique et la lutte pour la reconnaissance dans les relations internationales », *Réunion du GERCI*, Bibliothèque de Science Po Paris, 28 octobre 2013.

point de vue qui prenne aussi en compte les « dimensions subjectives ». De cette manière, il faudrait :

- combiner l'accent mis sur les actions planifiées et volontaires des acteurs qui optent pour la violence avec des analyses différenciées sur la situation paysanne et l'évolution de l'économie agraire dans les régions touchées par le conflit, mettant en évidence les conditions sociales et économiques qui permettent l'apparition et la consolidation ultérieure des acteurs armés ;
- évaluer la perception relative des jeunes ruraux par rapport à leur environnement et les espérances déçues qui se manifestent dans les régions ayant une croissance rapide mais inégale des richesses, dans un contexte social où les représentants des institutions étatiques sont dépassés par les tensions sociales provoquées par ce type de croissance ;
- relier l'analyse de l'histoire personnelle et des décisions individuelles (et collectives) des acteurs armés avec l'analyse du contexte historique et politique dans lequel ils se sont développés ;
- analyser plus profondément les relations entre les choix des individus qui composent ces groupes et les conditions de type structurel et conjoncturel qui les entourent pour déterminer comment ils construisent leur « image de l'ennemi » et les solidarités avec les autres acteurs ;
- et étudier avec plus d'attention le thème de la composition sociale des groupes armés (qui en général n'a pas fait l'objet d'études approfondies).

La combinaison de l'étude des causes objectives et subjectives qui influencent la décision des individus de faire usage de la violence ou non, pourrait permettre une meilleure compréhension de l'action des FARC ou d'autres groupes armés et éclaircir leur situation sur la frontière très floue séparant l'action militaire, politique et les comportements délinquants.

Comme cela a pu être observé dans ce chapitre, les analystes et chercheurs n'ont pas une image unifiée ou unique de la guérilla. Leur perception s'articule autour de différents débats : la lutte de la guérilla est légitime ou illégitime ? ; les FARC sont-elles des acteurs collectifs ou individuels ? ; Ont-elles une nature rebelle ou criminelle?... Ce pluralité des représentations envoie des signaux contradictoires (*mixed signals*) à la guérilla : à la fois de l'encouragement et du

rejet. Nous allons voir que l'opinion publique et le gouvernement vont aussi construire une image de la guérilla autour d'un débat sur la question de la définition à adopter pour classer la situation colombienne (conflit armé interne, guerre civile, lutte contre le terrorisme, violence interne ou généralisée) et les FARC (rebelles, forces belligérantes, narcotrafiquants, terroristes, criminels, etc.).

3.2 La lutte guérillera : insurrection ou terrorisme ?

En plus des débats sur la méthodologie d'étude du conflit, sur la relation entre structure et *agency* et sur les causes « objectives » et « subjectives » de la violence armée, il existe un débat sur le « nom » à donner à l'affrontement armé colombien et sur la nature de la guérilla : « est-elle patriote, nationaliste, résistante ou terroriste? révolutionnaire, tiers-mondiste, militante ou terroriste ? »¹²¹².

La situation de violence(s) que connaît la Colombie s'inscrit dans la transformation des logiques conflictuelles intervenue depuis le XIXe siècle. Le brouillage des frontières définitionnelles de la « notion de guerre » y est particulièrement présent et transparaît dans la nature et la variété du « discours sur la guerre » des protagonistes de la confrontation armée¹²¹³. En partant de la prémisse qu'il n'existe pas une précision mathématique de la portée des concepts « conflit armé interne, guerre civile ou menace terroriste », il paraît clair que l'évolution du discours sur la guerre dans le cadre de la violence en Colombie (le choix de l'un ou l'autre concept) n'obéit pas généralement à une volonté de mieux connaître la réalité du pays, mais répond plutôt aux intérêts des acteurs armés (gouvernementaux et non gouvernementaux) dans leur recherche de remporter la lutte tant sur le plan matériel que linguistique. Il s'agit d'un affrontement symbolique pour imposer la vision que les acteurs ont d'eux-mêmes et de l'« autre », ami ou ennemi.

3.2.1. La thèse de la guerre civile

La « guerre » est un concept complexe et difficile à définir. Selon Clausewitz, « *la guerre n'est qu'un duel à une plus grande échelle* »¹²¹⁴. Du point de vue du droit et de la politique internationale, la guerre a été principalement associée aux conflits entre États. C'est pourquoi, il était nécessaire de trouver une

¹²¹² Crettiez (Xavier), « Les modèles conceptuels d'appréhension du terrorisme », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 38, Premier trimestre 2000.

¹²¹³ Les paragraphes suivants ont été pour la plupart repris de González (Johanna), *op.cit.*, 2013 ; *op.cit.*, 2011.

¹²¹⁴ Clausewitz (Carl von), *De la Guerre*, Paris, Les éditions de minuit, 1998.

définition qui fasse référence aux conflits qui se développent au sein même des États, à la différence des guerres internationales. Cette définition du « conflit armé interne ou conflit armé à caractère non international » a été établie par les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles Additionnels de 1977. Ainsi, pour Dietrich Schindler, le droit international distingue aujourd'hui quatre types de conflits: 1) les conflits armés internationaux ; 2) les guerres de libération nationale ; 3) les conflits armés non internationaux en accord avec l'article 3 de la convention de Genève ; 4) les conflits armés non internationaux en accord avec le Protocole II de 1977¹²¹⁵. Bien que cette classification cherche à faciliter l'application de normes humanitaires minimales¹²¹⁵, elle apporte très peu d'informations sur la nature des différents conflits.

Certains auteurs et juristes considèrent que le terme de « guerre civile » est synonyme de « conflit interne armé ». Par exemple, Castren définit, d'une part, la guerre civile comme un « conflit armé entre deux organes opposés d'un État ou entre des groupes de population » et, d'autre part, le conflit interne comme étant un conflit « de nature sérieuse et ayant acquis des proportions considérables aussi bien dans le temps que dans l'espace »¹²¹⁶. L'assimilation du terme de « guerre civile » à celui de « conflit armé interne » paraît cependant inadaptée puisque tous les conflits internes ne peuvent être considérés comme une « guerre civile » étant donné que le terme est traditionnellement associé à un certain niveau de violence¹²¹⁷ et au concept de belligérance.

Juan Espinosa, dans son *Diccionario para el pueblo*, publié en 1855, affirme que « *dans les guerres civiles, politiques ou religieuses, les passions furieuses de l'Homme s'enflamment davantage que dans les guerres entre Nations* »¹²¹⁸. Dans ces conflits « *le frère combat contre le frère et le fils contre le père* ». Se manifeste à cette occasion « *l'acharnement de soumettre indéfiniment les autres, avec la rage de ne pas pouvoir y parvenir pleinement, les forces s'équilibrant, les ennemis ne*

¹²¹⁵ En effet, le droit international distingue traditionnellement les différents niveaux d'un conflit interne déterminé, surtout dans le but d'élargir le rayon d'application des lois de la guerre à la conduite de ces conflits et de définir les relations juridiques entre les États tiers et les diverses parties au conflit.

¹²¹⁶ Castren (Erik), *Civil war*, Helsinki, 1966, p. 28

¹²¹⁷ Le critère du nombre de victimes est aussi utilisé pour définir une guerre civile comme « un conflit interne avec au moins mille tués du fait de combats ». Collier (Paul), *Economic Causes of Civil conflict and their implications for policy*, mimeo, 2000, p.3.

¹²¹⁸ Espinosa (Juan), *Diccionario para el pueblo: republicano democrático, moral, político y filosófico*, Lima, 1855, pp. 545 et ss.

pouvant se séparer car habitant la même terre et se transmettant les uns aux autres leurs haines et leurs vengeances insatisfaites. Ils sont les fils d'une même mère et se déchirent devant elle, sans respect aucun »¹²¹⁹. C'est pourquoi, l'usage du terme de « guerre civile » dans le cas colombien n'est pas largement accepté :

« Ainsi en Colombie nous ne vivons pas une 'guerre civile'. La population n'est pas divisée entre bandes importantes affrontées pour des raisons idéologiques, ethniques, religieuses ou raciales. Ce que nous vivons est une guerre avec des organisations armées illégales dont le nombre de combattants ne dépasse pas 0.1% de la population et soutenues par moins de 4% des colombiens, déclarée à l'État légitimement constitué et à la société »¹²²⁰.

Ceux qui rejettent la définition de « guerre civile » comparent généralement la situation de la Colombie à celle vécue par l'Espagne, le Salvador ou les États Unis lors de brèves mais intenses guerres civiles, et concluent que le cas colombien ne possède ni l'intensité de ces conflits ni leur polarisation radicale, sociale comme idéologique. Cependant, Alfredo Rangel, remarque qu'il n'existe pas de modèle unique de guerre civile auquel comparer les autres cas et que la société colombienne est polarisée entre ceux qui « *appuient la proposition démocratique de l'État, celle autoritaire de la guérilla ou celle prônant l'ordre des paramilitaires* »¹²²¹.

D'autre part, la doctrine distingue trois étapes pour la qualification de « guerre civile » : rébellion, insurrection et belligérance. La rébellion comprend des actes comme l'émeute ou le tumulte et désigne des affrontements sporadiques contre les forces de l'État. L'insurrection correspond à une situation où le gouvernement en place est incapable de maintenir l'ordre public et d'exercer son autorité sur toutes les portions du territoire national. La belligérance est le stade final qui donne à la « guerre civile » les connotations d'une guerre internationale par les effets de l'application des lois de la guerre¹²²². La reconnaissance de la belligérance est l'un des éléments les plus utilisés pour dénier l'existence d'une guerre civile ou de tout autre type de conflit interne en Colombie. En effet, la crainte est de voir l'acceptation automatique de ces définitions amener une reconnaissance de la belligérance des acteurs armés qui leur accorderait :

¹²¹⁹ *Ibid.*

¹²²⁰ Discours du vice-président de la République et ministre de la Défense, Gustavo Bell Lemus, durant le forum « Colombia: Una nación en busca de su futuro », Berlin, 2 juillet 2002.

¹²²¹ Rangel (Alfredo), « El conflicto colombiano : Guerra civil de baja intensidad », *El Tiempo*, 23 mai 2005.

« La condition de “parties”, ce qui légitimerait de fait leur usage des armes et des uniformes, ainsi que la définition des cibles militaires qui ne sont autres que nos soldats et policiers. Dans le champ politique, la condition de “partie” peut être comprise aussi comme la possibilité de revendiquer le statut d’interlocuteur légitime au niveau national et international. Accepter de dire qu’il existe en Colombie un “conflit social et armé”, revient ni plus ni moins à reconnaître que la guérilla a pris les armes parce qu’il existe en Colombie des conflits sociaux ou que ceux-ci n’ont pas de canaux démocratiques pour se résoudre et ne disposent que de la voie des armes pour s’exprimer »¹²²³.

Des auteurs, comme William Ramírez, défendent la thèse de la guerre civile ou du « conflit inachevé »¹²²⁴. Selon Ramírez, l’État colombien est sous l’influence d’intérêts corporatistes ou partisans et prend parti dans les conflits (il y a ainsi une absence de neutralité), de sorte que les gouvernements « *tendent à donner à la résistance agraire et aux projets plus urbains d’autres organisations de la gauche radicale, une résonance et une qualité de subversion politique qui au lieu de les étouffer ou de les affaiblir, leur donne une notoriété et des droits visibles de belligérance* »¹²²⁵. Dans cette perspective, la croissance de la guérilla des FARC pendant les années quatre-vingt-dix, sert d’argument pour définir la situation colombienne comme une « guerre civile particulière » ayant les caractéristiques suivantes : présence de deux forces antagonistes, violent conflit de masses, un minimum d’organisation centralisée des luttes et des combattants, des opérations militaires régulées et encadrées par une stratégie globale. Le conflit armé répondrait aussi, selon Mary Kaldor, à des aspects qui caractérisent les nouveaux types de guerre civiles : multiples répercussions transnationales malgré leur caractère local ; insertion inévitable dans le contexte de la mondialisation ; effacement des frontières ; distinction moins marquée des différences entre la violence politique et le crime organisé ; violations des droits de l’Homme à grande échelle¹²²⁶. Pour justifier l’existence d’une guerre civile en Colombie, il ne serait même pas nécessaire de poser comme prémisses les conditions objectives de mécontentement social étant donné que, selon Paul Collier, « *un conflit se transforme en guerre civile lorsque les organisations rebelles réussissent à*

¹²²² Castren (Erik), *op.cit.*, 1966.

¹²²³ Gaviria (José Obdulio), *Sofismas del terrorismo en Colombia*, Editorial Planeta, Bogotá, 2005, p. 129

¹²²⁴ Ramírez Tobón (William), « Guerra civil en Colombia », *Análisis Político*, Bogotá, No. 46, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia, 2002. p. 157

¹²²⁵ *Ibid.* p. 157

¹²²⁶ Kaldor (Mary), *New and Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 2001.

atteindre la viabilité financière qui leur permet de se maintenir en tant qu'armée organisée »¹²²⁷.

Néanmoins, Daniel Pécaut a développé des arguments forts pour remettre en question la dénomination de guerre civile. Le premier argument consiste à dire que malgré la présence de la guérilla sur l'ensemble du territoire national, l'importance du narcotrafic dans son financement et la possible intensification d'autres formes de violence sous l'effet de la violence guérillera, « *ceux qui pensent que l'ensemble de ces phénomènes va déboucher, un jour ou l'autre, sur des changements de grande envergure sont peu nombreux* », au contraire, « les dynamiques de la violence ont tendance à devenir routinières et il semble que le pays pourrait s'adapter à elles »¹²²⁸. Deuxièmement, Pécaut considère que la violence actuelle ne correspond pas à la période où les conflits étaient clairement liés aux problèmes sociaux et où les acteurs armés représentaient les secteurs de population sous leur contrôle. Pour cela, il est hautement improbable, selon lui, que se développe un phénomène croissant de polarisation, en termes d'amis/ennemis, qui puisse impliquer l'ensemble de la population. A sa place, se sont établis et renforcés des « réseaux de pouvoirs locaux » déconnectés des mouvements sociaux au sein desquels, par l'effet de la peur ou par connivence, au lieu de l'expression publique, s'est institutionnalisée la loi du silence¹²²⁹ et l'habitude de transiger avec les règles, les droits, le pouvoir, dans un jeu d'interactions qui a fini par impliquer, en plus des acteurs armés et des agents des économies illégales, les hommes politiques, les entrepreneurs, les commerçants et les fonctionnaires de l'État¹²³⁰.

Dans cette optique, si l'on définit la guerre civile comme une situation où coexistent un ou plusieurs projets de société antagonistes ; une profonde polarisation de la société ; une situation de « double pouvoir » (une « souveraineté duale » avec deux pouvoirs qui se disputent la légitimité sociale et étatique), produite par un contrôle d'une portion significative du territoire national par des forces qui défient l'État ; une reconnaissance du statut de belligérant pour les

¹²²⁷ Collier (Paul), « Causas económicas de las guerras civiles y sus implicaciones para el diseño de las políticas », *El Malpensante*, Bogotá, No.30, 2001.

¹²²⁸ Pécaut (Daniel), *Violencia política en Colombia*, Medellín, Hombre Nuevo, Universidad del Valle, 2003. pp. 78-79

¹²²⁹ *Ibid.* p. 87

¹²³⁰ *Ibid.* p. 100

groupes armés, l'on peut conclure que le cas colombien ne correspond pas à cette définition. Cependant, selon Eduardo Pizarro Leongómez :

« Le rejet justifié de la notion de guerre civile n'implique pas pour autant de nier l'existence d'un conflit armé qui cause la mort d'environ trois mille personnes chaque année. Un conflit armé dont les auteurs ne jouissent d'aucune légitimité et dont les pratiques criminelles – l'usage indiscriminé de mines antipersonnel, d'assassinats hors du cadre du combat, l'utilisation de bouteilles de gaz contre la population civile, l'enlèvement comme moyen de financement etc. – les assimilent à des groupes terroristes. En résumé, il me semble que la définition la plus correcte est celle d'un conflit armé interne, dont les acteurs non étatiques ont connu ces dernières années une profonde dégradation terroriste, ainsi que le soutiennent Washington et l'Union Européenne »¹²³¹.

3.2.2. La thèse du conflit armé interne

D'autre part, la notion de conflit interne armé est définie, dans sa forme la plus simple, par le Protocole II de 1977. Selon ce protocole :

« Un conflit armé non international est tout conflit non couvert « par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole »¹²³².

Dans le cas colombien, existe-t-il des groupes armés organisés ? La réponse est affirmative. En général, les groupes armés colombiens (principalement les groupes guérilleros et paramilitaires) ont créé des structures organisationnelles solides (même si celles-ci se sont affaiblies ces dernières années avec la mise en œuvre de la Politique de Sécurité et de Défense). Sont-elles conduites par une instance dirigeante unique ? De nouveau, la réponse est positive. La guérilla et les paramilitaires ont établi une hiérarchie similaire à celle de l'armée colombienne grâce à laquelle ces groupes sont parvenus à se doter d'un dirigeant unique. Dans le cas des FARC, les instances dirigeantes décisionnelles les plus hautes sont les *Conferencias Nacionales de Guerrilleros*, lesquelles désignent l'*Estado Mayor Central* et celui-ci, à son tour, le *Secretariado Nacional*. Cette institution

¹²³¹ Pizarro Leongómez (Eduardo), *op.cit.*, 2007. p. 224

commande l'ensemble de l'organisation à l'aide des différents échelons hiérarchiques. Leur contrôle du territoire permet-il à ces groupes de mener des opérations militaires continues et concertées ? Ici, la réponse est négative. C'est seulement au cours du processus de paix engagé avec le gouvernement Pastrana que les FARC ont exercé une présence quasi hégémonique sur une partie du territoire national, une *Área de distensión* de 42 000 km carrés évacués par les forces gouvernementales pour la conduite de négociations. Cependant, à partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, l'État colombien a récupéré sa souveraineté sur tout le territoire national et les groupes armés ont du se résoudre à reprendre leurs tactiques mobiles et de repli, à redevenir des groupes nomades et en mouvement¹²³³. Lors d'un entretien réalisé cette année, un ancien commandant de front des FARC, à la question de savoir s'il existe en Colombie un conflit armé, a répondu que les FARC n'ont eu aucun contrôle territorial mais possédaient seulement la capacité de faire usage de la force dans des parties déterminées du territoire.

De manière plus affirmée, Obdulio Gaviria traite la question en ces termes :

« Une fois, l'on m'a demandé : - Si les FARC ne contrôlent pas de territoires, comment peuvent-ils maintenir en leur pouvoir des personnes enlevées pendant toutes ces années ? (...). Toutefois, peut-on dire qu'en maintenant ces personnes en leur pouvoir pendant des mois, les FARC contrôlent pour autant 14 ou 15 mille kilomètres carrés de jungle ? Ils se sont cachés là-bas ! C'est une chose différente. Et, qui se cache dans la jungle, tant qu'il n'en sort pas, ne sera jamais découvert. Là-bas, ils peuvent demeurer des milliers d'années comme les Nukak Makú de l'Amazonie ; ou des dizaines d'années comme les soldats japonais de la seconde guerre mondiale dans les forêts des Philippines, qui n'en sortirent que pour se "rendre" en 1974. A une force belligérante, il est possible de livrer bataille en un point déterminé comme le fit Bolívar avec Barreiro à la ferme de los Vargas ou au Pont de Boyacá. Les FARC, il n'y a pas moyen de les rencontrer -pas même sur Internet- »¹²³⁴.

Pour finir, en Colombie, le Protocole II s'applique-t-il et le Droit International Humanitaire est-il en général respecté ? A nouveau, la réponse est négative. Les différents groupes armés commettent constamment des crimes de guerre (assassinats hors du cadre des combats, usage d'armes non

¹²³² Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)

¹²³³ Pizarro Leongomez (Eduardo), « Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, 10 mai 2011.

¹²³⁴ Gaviria (Jose Obdulio), *op.cit.* p. 24

conventionnelles) et des crimes contre l'Humanité (enlèvements, prises d'otages, recrutements d'enfants, garçons ou filles et d'adolescents). En termes purement juridiques (définis par le Protocole II), la situation de violence colombienne ne correspondrait pas non plus à un « conflit interne armé » au sens strict¹²³⁵.

S'opposer à ce que la situation soit définie comme un conflit armé interne, en termes de technique juridique internationale, « ne signifie pas que l'on nie l'existence d'un grave conflit ou d'une confrontation violente, ou qu'il n'y a pas de problèmes politiques, sociaux et économiques en Colombie »¹²³⁶. Cependant, le débat sur le caractère du conflit armé interne subsiste. Les arguments se concentrent principalement sur la détermination du caractère politique des acteurs armés, de la légitimité de leur lutte, de leur représentativité de la population civile, et sur la reconnaissance de l'état de belligérance, de l'existence de causes structurelles, objectives ou subjectives de la violence...

Quel que soit l'état actuel du débat, le gouvernement de Juan Manuel Santos a reconnu l'existence d'un « conflit interne armé » en Colombie. Les défenseurs de cette position la présentent comme une décision pragmatique plutôt qu'idéologique.

« Pour Santos, il ne s'agit pas d'un point idéologique mais politique. Le président est pragmatique, et si ce terme offre un cadre formel à l'univers des victimes et facilite l'application de la loi, et bien, il doit rester utilisé. En deuxième lieu, il fait se rejoindre le gouvernement et la communauté internationale qui était restée stupéfaite quand celui-ci avait nié son existence alors même qu'il recherchait une aide tant sur le plan militaire que sur le plan de la consolidation et de la crise humanitaire. En troisième lieu, cela permet à Santos d'utiliser un langage clairement politique, débarrassé des accents du maccarthysme, pour nommer une réalité comme la guerre interne, qui, tout en ayant disparu des documents officiels depuis huit ans, demeure d'actualité. Et dont le dénouement ne passe pas forcément par la voie militaire»¹²³⁷.

3.2.3. La thèse de la violence interne et la lutte contre le terrorisme

Il est vrai que, pendant plus au moins 8 ans, le regard porté sur la confrontation armée colombienne, en général, et sur la guérilla des FARC, en

¹²³⁵ Pizarro Leongomez (Eduardo), *op.cit.*, 2011.

¹²³⁶ Gaviria (Jose Obdulio), *op.cit.*, p. 24

particulier, a été très différente. Comme le mentionne Camille Goirand, pendant ce période :

« Dans un contexte de guerre, l'opinion publique colombienne connaît, quant à elle, une polarisation croissante, non pas en fonction du positionnement droite-gauche, mais plutôt parce qu'elle est prise en étau entre les organisations paramilitaires et de guérillas; polarisation dont la candidature de Alvaro Uribe a bénéficié en 2002. Défendant à la fois une stratégie militaire sécuritaire et la demande de médiation des Nations-Unies, il a été élu Président dès le premier tour en mai 2002 laissant peu de place aux oppositions »¹²³⁸.

Avec l'arrivée au pouvoir du président Alvaro Uribe Velez (2002-2010), il s'est opéré un renforcement de la présence de l'État, entendue comme la présence militaire et policière sur l'ensemble du territoire. Une partie de la dialectique de la lutte contre le terrorisme a été récupérée. Pour l'ex-vice-président Francisco Santos :

« L'expérience colombienne (...) démontre que partout le terrorisme partage les mêmes cruelles caractéristiques. Quel que soit le prétexte ou l'objectif, les actions des groupes terroristes se distinguent toujours car : ses attaques affectent de la même façon les enfants et les adultes, hommes ou femmes, pauvres ou riches; aucun principe éthique ou humanitaire n'est important pour eux; ils ne répondent politiquement devant personne ; ils cherchent à créer un climat d'angoisse et à paralyser la société; ils veulent suspendre et éliminer le débat démocratique ; la dignité humaine et la limitation des moyens de combat sont des concepts étrangers à leurs usages ; ils prétendent limiter et faire reculer les conquêtes démocratiques; ils sont toujours associés aux formes de criminalité les plus nocives comme le narcotrafic, la corruption, le trafic d'armes et de substances explosives; ils avilissent n'importe quelle cause utilisée comme prétexte »¹²³⁹.

Le lien entre les problématiques de la reconnaissance et les dynamiques de guerre ou de paix est la nécessité pour les décideurs de justifier moralement l'entrée en guerre, d'autant plus, lorsque « autrui » remet en question l'image positive d'un individu ou d'une collectivité. Partant de l'hypothèse que les responsables d'un groupe se préoccupent d'avoir la reconnaissance et le soutien de l'opinion publique, le commencement d'un affrontement armé dépend de sa légitimité. Quand l'opinion adhère à des idées pacifistes, la participation à des

¹²³⁷ « La grieta ideológica », *Semana*, 7 mai 2011. Disponible sur <http://www.semana.com/nacion/grieta-ideologica/156288-3.aspx>

¹²³⁸ Goirand (Camille), « Les gauches en Amérique latine : avant-propos », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 Vol. 12, p. 268

¹²³⁹ « Discurso "Todos contra el Terrorismo" del vicepresidente, Francisco Santos Calderón, en el segmento de altas personalidades de la 60ª sesión de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU », Ginebra, Suiza, marzo 16 de 2004.

opérations militaires peut se révéler « coûteuse »¹²⁴⁰ pour les responsables de l'organisation¹²⁴¹.

Le discours de « lutte contre le terrorisme » adopté par l'administration Uribe a contribué à délégitimer le groupe guérillero auprès d'une grande partie de l'opinion publique (comme l'ont montré les nombreuses marches de protestation contre les FARC qui se sont déroulées à partir du 4 février 2008 et pour la première fois dans l'histoire de la Colombie). Ce discours a certainement créé un effet « miroir » et provoqué une évolution dans le comportement des FARC qui adoptent chaque jour un peu plus les pratiques des groupes « terroristes » (formes de financement, attentats dirigés contre des lieux publics – pas nécessairement stratégiques du point de vue militaire – division en « cellules » plus petites ou en groupes de travail...).

Cet effet « miroir » (la violence comme prophétie auto-réalisatrice) peut aussi s'observer dans les effets de la stratégie militaire (lutte frontale) menée principalement durant les dix années analysés: la stratégie de renforcement des forces armées colombiennes et de leur capacité de réponse militaire a affaibli numériquement et réduit la présence territoriale des FARC. En plus de l'augmentation du nombre de guérilleros tués au combat, le nombre de désertions s'est multiplié depuis 2006. Cependant, dans le même temps, la réponse armée du gouvernement renforce les convictions des éléments les plus radicaux des FARC qui interprètent l'action de l'administration Uribe comme une preuve supplémentaire de sa qualité de « gouvernement oppresseur », légitimant à leurs yeux la « lutte » du groupe guérillero.

Selon Alfonso Chaparro, en termes théoriques, le gouvernement Uribe fait écho à la thèse de l'action rationnelle : il assimile le rebelle à un simple terroriste professionnel qu'il est nécessaire de vaincre et d'exterminer. « *Il s'agit d'une stratégie qui a pour but, non de résoudre le conflit, mais de gagner la guerre, et les moyens employés supposent une espèce d'état d'exception illimité, qui*

¹²⁴⁰ Voir La Balme (Natalie), *Partir en guerre : Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Autrement, 2002.

¹²⁴¹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2007. p.7 et *op.cit.*, 2010. p. 28

*subordonne les droits civils à l'unification (alignement) idéologique des citoyens avec le gouvernement, contre l'ennemi »*¹²⁴².

Pour analyser la position du gouvernement Uribe, il est important de préciser que, malgré la condamnation générale du terrorisme, il n'existe pas d'accord international sur sa réelle signification. « *La séparation entre le terroriste et le combattant pour la liberté est ténue, raison pour laquelle il y a une grande tentation pour les politiques puissants à désigner comme terroristes les groupes d'opposition qui les dérangent »*¹²⁴³. C'est pourquoi, dans le cadre de cette analyse, nous utiliserons la définition du terrorisme proposée par Peter Waldmann :

« Par terrorisme, il faut comprendre les attentats violents commis contre un ordre politique, préparés et organisés dans la clandestinité. Leur finalité est d'abord de créer l'insécurité et la peur mais aussi la sympathie et une prédisposition au soutien (...). La dimension politique du phénomène est importante (...). L'usage de la pression, de la coercition ou de l'extorsion entre particuliers (...) ne peut pas s'appeler terrorisme puisque celui-ci a un effet sur l'espace politique, c'est-à-dire, contient une composante incontestable »¹²⁴⁴.

Waldmann distingue le terrorisme de la guérilla de la façon suivante :

« Les deux concepts désignent des méthodes de lutte irrégulières qui sont fréquemment combinées dans l'action : les attentats terroristes peuvent servir de prélude à une campagne de guérilla, l'accompagner ou marquer sa fin (...). La lutte guérillera est une stratégie militaire dont la finalité est de gêner, encercler et finalement détruire l'ennemi. Alors que le terrorisme (...) représente une stratégie de communication. La violence n'est pas utilisée en premier lieu pour son effet destructeur mais comme le moyen de créer un impact psychologique maximal (...) pour les guérilleros, il y a une ligne qui sépare les combattants et les civils qu'il faut respecter, au moins au début, tandis que les terroristes n'ont aucun scrupule à utiliser arbitrairement les civils comme vecteurs de leur message sanglant »¹²⁴⁵.

Selon la définition de Waldmann, la violence en Colombie paraît correspondre à une menace terroriste: elle possède un caractère politique (et ne se limite pas à la sphère privée), les groupes armés colombiens commettent des actions délibérées de violence (comme des attentats à la bombe¹²⁴⁶) dont la finalité est de terroriser la population et d'envoyer un message fort au gouvernement en place et à la société en général, ils ne respectent pas la différence entre

¹²⁴² Chaparro Amaya (Adolfo), *op.cit.*, 2005, Vol. 7, p. 445

¹²⁴³ Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2006, p. 61

¹²⁴⁴ *Ibid*, p. 62

¹²⁴⁵ *Ibid*, pp. 62-70

combattants et civils, victimes fréquentes des premiers (prise à main armée de villages, pose de mines antipersonnel dans les écoles et les chemins communaux, massacres...). Seule la recherche de sympathie et de soutien à travers les actions « terroristes » ne paraît pas évidente dans le cas colombien. Au moins formellement, les organisations politiques (de droite comme de gauche) ont condamné les actions des groupes armés.

Divers auteurs défendent cette caractérisation :

« Ce que nous vivons [en Colombie] est une agression armée interne qui fait usage d'un terrorisme absolu comme arme stratégique, qui emploie un schéma de guerre prolongée et d'usure contre l'État, et compte sur un rare, pour ne pas dire quasi nul, soutien des masses »¹²⁴⁷ ;

« Il n'existe pas de "conflit social armé", parce qu'il y a dans le pays des voies démocratiques pour effectuer les réclamations de cet ordre, il n'y a pas non plus de "conflit interne", parce que ce serait accepter une guerre quand ce qui existe est une menace terroriste de groupes qui s'attaquent à la société, s'enrichissent par les enlèvements et le narcotrafic et soumettent les autorités locales »¹²⁴⁸.

Les organisations comme l'Union Européenne, et des pays comme les États Unis, ont inclus les principaux groupes armés colombiens (FARC, ELN, AUC) dans les listes de groupes reconnus comme terroristes.

Pourtant, comme le remarque l'analyste Alfredo Rangel, cette notion entraîne l'adoption d'une « *caractérisation myope de l'ennemi* »¹²⁴⁹. Les aspects sociaux des groupes de guérilla et d'autodéfense comme leur condition de projets politiques (même si ce n'est qu'au niveau du discours), leur rôle d'acteurs dans divers conflits sociaux, et le fait qu'ils sont les expressions organisatrices d'un *modus vivendi* de longue date dans de nombreuses zones du pays, sont minimisés ou ignorés quand on les définit uniquement comme terroristes. On les « *minimise comme sujet social et on les rend visibles uniquement dans leurs composantes prédatrices et terroristes* »¹²⁵⁰. Une telle simplification méconnaît aussi les relations complexes que les groupes armés entretiennent entre eux et avec la

¹²⁴⁶ Des bombes de forte puissance (attentats à la voiture piégée) mais aussi des charges moins puissantes placées sur des vélos ou des animaux (des ânes et des chevaux).

¹²⁴⁷ Herrera Verbel (Eduardo), « Una agresión interna », *El Colombiano*, 14 mai 2004.

¹²⁴⁸ Restrepo (Luis Carlos), « Debate sobre si hay o no conflicto en Colombia », *El Tiempo*, 13 octobre 2004.

¹²⁴⁹ Rangel Suárez (Alfredo), « El conflicto colombiano : Guerra civil de baja intensidad », *El Tiempo*, 23 mai 2005.

¹²⁵⁰ *Ibid.*

population civile¹²⁵¹. En faisant cela, le gouvernement exclut par avance les autres options (à part militaire) qui pourraient contribuer à une solution du « conflit ». Le bureau du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Colombie, dans son rapport sur le conflit colombien intitulé *Colombia : callejón con salida* se réfère à l'un des acteurs armés (FARC) dans les termes suivants :

« Nous supposons sans hésiter que la guérilla possède les caractéristiques terroristes et criminelles d'un narcotrafiquant et d'un violeur du droit international humanitaire. Mais c'est aussi un projet politique. Il est faux de dire qu'elle uniquement et exclusivement "narcoterroriste". C'est pourquoi, dans la perspective d'une éventuelle négociation, le gouvernement devra s'asseoir de nouveau à la table des négociations et parler de politique et du pouvoir avec "Tirofijo" et "Mono Jojoy" »¹²⁵².

La terreur en Colombie n'a pas seulement été utilisée comme une stratégie de communication (selon la définition du terrorisme de Waldmann). L'objectif principal des acteurs armés illégaux n'est pas de répandre la peur en réalisant des attaques spectaculaires. La terreur est utilisée par eux comme moyen d'asservir les populations et d'éviter qu'elles appuient l'« ennemi ». Comme l'affirme Eric Lair :

« Des sanctions sporadiques, y compris des exécutions, servent à démontrer leur pouvoir. Elles constituent un moyen peu coûteux de fortifier leur pouvoir autoritaire, de dissuader les gens de s'engager dans la résistance ou dans des actes criminels et de s'assurer un niveau minimum de docilité de la population, qui, tout en ne sympathisant pas avec ceux qui la dominent, leur obéit néanmoins »¹²⁵³.

De plus, du point de vue juridique international, il existe en Colombie, depuis quarante ans, des groupes guérilleros et, plus récemment, des groupes paramilitaires, qui possèdent certaines des caractéristiques qui définissent une « armée », à savoir : l'existence d'un commandement par des dirigeants responsables avec des structures de contrôle et de discipline, le port fréquent d'insignes et d'uniformes distincts, visibles de loin, qui les identifient comme des

¹²⁵¹ Par exemple, selon Alfredo Molano et María Constanza Ramírez, la guérilla recherche l'établissement d'une hégémonie dans les zones où elle est traditionnellement présente à travers la création de formes de domination légitime qui passent par la construction d'un système d'administration de la Justice. Les procédés et règlements internes des guérilleros (qui punissent certains délits comme le vol, la trahison, la délation), joints au rôle de contrôle et d'administration d'une justice sommaire que joue la guérilla pour la délinquance et d'autres formes de criminalité mineure, montreraient, dans une certaine mesure, l'acceptation et la légitimation des FARC (et d'autres groupes armés) dans les communautés où elle est influente. Molano (Alfredo), Ramírez (Constanza), *op.cit.*, 1997.

¹²⁵² PNUD, *El conflicto, callejón con salida : informe nacional de desarrollo humano para Colombia*, Bogotá, PNUD, 2003.

¹²⁵³ Lair (Eric), « El terror, recurso estratégico de los actores armados: reflexiones en torno al conflicto colombiano », *Análisis Político*, N°37, 1999, pp.64-76. Cité par Peter Waldmann, *Op.cit.*, 2006. p. 257

objectifs licites pour les forces ennemies; des armes exposées à la vue de tous ; une capacité à effectuer des missions militaires concertées sur de longues périodes¹²⁵⁴.

« De la même façon que les forces militaires colombiennes ne se sont pas transformées en une armée de guérilleros en pratiquant à l'occasion des actions de guérilla, les groupes de rebelles et les paramilitaires ne se sont pas convertis en groupes terroristes en réalisant sporadiquement des actes terroristes. Non. Leur principal moyen d'action est la guerre de guérillas et en la pratiquant, ils ont atteint une importante et réelle capacité d'action militaire, entre eux et contre les forces militaires étatiques. Par définition, cette capacité d'action militaire n'est l'apanage d'aucun groupe terroriste et elle se manifeste par environ 2 500 actions de combat chaque année, de diverses sortes et entre les différents groupes, et qui causent par an la mort de plus de 3 000 combattants. Ce chiffre annuel est trois fois supérieur au seuil de 1 000 victimes retenu par quelques unes des études comparatives internationales comme montant minimal pour considérer qu'un pays vit une situation de guerre civile »¹²⁵⁵.

En effectuant une analyse plus profonde, l'on remarque que si le concept de terrorisme semble expliquer quelques uns des phénomènes de violence en Colombie, il ne rend pas compte de toute la complexité d'un affrontement armé qui a commencé il y a plus de quarante ans et qui met en œuvre de nombreux acteurs et des dynamiques diverses.

Dés lors, le risque dans l'utilisation des termes « terrorisme » ou « terroriste » réside, selon Kurt et Kati Spillmann¹²⁵⁶, serait la perception du conflit à travers le « syndrome de l'ennemi », c'est-à-dire, à travers un point de vue stéréotypé qui fait disparaître toute possibilité d'analyse objective. La diabolisation et la stigmatisation de l'adversaire (conçu comme l'ennemi absolu), ajoutées à une perception totalement dominée par la « différenciation infantile et primitive entre le bien et le mal », détruisent toute possibilité de compromis ou d'instauration d'une sphère commune d'identité partagée.

Un combat sans merci entre le Gouvernement et les FARC s'est livré pendant la période du gouvernement Uribe. Un combat pour avoir le droit de « nommer » et surtout pour la « reconnaissance ». Parce que, comme l'affirme Xavier Crettiez :

« Comme le souligne fort justement Michel Wieviorka, “la notion de terrorisme (...) permet de

¹²⁵⁴ Protocole II de 1997, Protocole additionnel aux Conventions de Genève, Article 1.

¹²⁵⁵ Rangel Suárez (Alfredo), *op.cit.*, 2005.

¹²⁵⁶ Spillmann (Kurt), Spillmann (Kati), « La imagen del enemigo y la escalad de conflictos », *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, No. 127, marzo de 1991.

désigner celui qui inquiète ou cause des dommages. En un mot, si on est terroriste, c'est presque toujours sous le regard de l'autre¹²⁵⁷. A travers le "négalisme social" assigné par la presse à la figure du terrorisme, le terme est devenu accusatoire, stigmatisant à la fois l'organisation clandestine qui agresse la société, et, le Moloch étatique qui écrase la "résistance populaire". Tant il est vrai que "nommer, c'est faire exister", la définition du terrorisme est intimement dépendante de la capacité des acteurs à peser sur les processus de désignation. Or, si le terrorisme dispute parfois à l'État le monopole de la violence, il lui est plus difficile de concurrencer sa capacité à imposer les cadres légitimes d'interprétation du monde social. Il est dès lors contraint de subir une stigmatisation politique qui n'est pas sans effet, en retour, sur ses pratiques de lutte et l'intensité de la violence déployée¹²⁵⁸.

La confrontation armée entre le gouvernement colombien et les FARC ne paraît pas correspondre exactement à aucun des concepts définis par le droit international et la recherche universitaire pour classer les confrontations armées (quand il ne s'agit pas d'un conflit entre États). La violence armée actuelle en Colombie n'est, de manière absolue, ni un conflit interne armé, ni une guerre civile, ni une « lutte contre le terrorisme ».

C'est pourquoi certains auteurs proposent de réaliser un mélange des catégories. Par exemple, Rafael Nieto Loaiza affirme qu'il n'existe pas de réelle dichotomie entre un conflit interne armé et une menace terroriste. Selon Loaiza, pour autant que les deux catégories ne sont pas exclusives l'une de l'autre, il est possible de dire qu'en Colombie existe à la fois la première¹²⁵⁹ (en accord avec « l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève de 1949 qui dispose que, sur le territoire d'un État, il faut la présence de confrontations armées prolongées dans le temps entre des groupes organisés pour être en situation de conflit armé »¹²⁶⁰) que la seconde (« personne ne peut douter que les attentats comme, par exemple, celui du Nogal¹²⁶¹ soient du terrorisme »¹²⁶²).

D'autres auteurs proposent de nouveaux concepts pour définir la situation colombienne. Peter Waldmann, suggère, non sans réserve, pour le cas colombien

¹²⁵⁷ Wieviorka (Michel), *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p. 15. Cité par Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2000.

¹²⁵⁸ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2000.

¹²⁵⁹ « Il est exact de dire qu'il n'y a pas de guerre civile parce qu'il n'est pas possible de soutenir que les groupes guérilleros ou "paramilitaires" sont l'expression de groupes de population représentatifs, de "populations en armes", condition fondamentale pour l'existence de ce type de guerre ». Nieto Loaiza (Rafael), « El falso dilema. Entre conflicto armado y amenaza terrorista », *El Tiempo*, Bogotá, 2 juin 2005.

¹²⁶⁰ *Ibid.*

¹²⁶¹ L'attaque terroriste contre le Club El Nogal de Bogotá a consisté en l'explosion d'une voiture piégée, le 7 février 2003 au sein des installations du club. Le bilan de l'attentat est de 36 tués et plus de 200 blessés. L'enquête policière a attribué l'attentat aux FARC mais celles-ci ne l'ont jamais revendiqué.

l'horizon des « guerres anomiques », « infestées de warlords et d'enfants combattants »¹²⁶³. Selon Waldmann, la violence en Colombie pourrait correspondre à la définition que donne Durkheim de l'« anomie », c'est-à-dire, « *un état transitoire de désorganisation dans lequel les sociétés ont renoncé à leurs mécanismes de contrôle de la solidarité mécanique sans avoir généré encore de nouvelles formes de solidarité qui soient en adéquation avec l'ère industrielle* »¹²⁶⁴.

Diverses idées pourraient être étudiées pour déterminer dans quelle mesure la situation colombienne correspond à tel ou tel concept. Pour l'heure, il apparaît clairement que la violence en Colombie ne concorde pas absolument avec les catégories suivantes : conflit interne armé, guerre civile ou menace terroriste. Pourtant, elles ont été utilisées, tour à tour, pour légitimer ou discréditer l'action des groupes armés, obtenir le soutien de la population ou appuyer la politique du gouvernement. La définition de la situation, le concept choisi pour la nommer, sont seulement une stratégie, une arme, pour gagner la bataille linguistique et symbolique en Colombie.

Si conceptuellement, il paraît difficile de savoir si les FARC sont des partisans, des rebelles, des insurgés, des criminels, des narcotrafiquants, des terroristes... qu'est-ce qu'il est possible de conclure de l'analyse du tissu et de la composition sociale de la guérilla ? Est-il possible de mieux comprendre la lutte armée des FARC en étudiant plus en détail les besoins, dénis et moyens de reconnaissance qui nourrissent l'engagement des combattants ?

¹²⁶² Nieto Loaiza (Rafael), *op.cit.* 2005.

¹²⁶³ Waldmann (Peter), *Op.cit.*, 20006. p. 14

¹²⁶⁴ *Ibid.*

4. Les acteurs de la lutte pour la reconnaissance : les guérilleros d’hier et d’aujourd’hui

« Leur histoire est humaine, personnelle, plutôt qu’institutionnelle ou même idéologique »¹²⁶⁵.

« Il semble opportun de rappeler ici cette fable satirique selon laquelle, quand Dieu a créé l’univers, passant à côté d’un exquis coin vert de notre planète, il décrivit aux anges qui l’accompagnaient, les indescriptibles beautés et richesses que, dans un singulier geste de générosité, il allait lui octroyer, les déconcertant (les anges pensant que cela serait injuste pour les autres peuples), mais le Tout-puissant, affichant un sourire subtil sur son visage, leur chuchota à l’oreille : “Attendez... vous allez voir les gens que je vais mettre là!” »¹²⁶⁶.

Michel Wieviorka, dans son livre *La violence*, propose d’aller au-delà de l’analyse de la violence en relation à l’Etat, pour se concentrer sur la subjectivité : « la violence se comprend mieux à partir du moment où l’on fait intervenir la subjectivité de son ou de ses auteurs, son ou leur expérience de sujet, dans ses dimensions à la fois vécues et imaginaires »¹²⁶⁷. Connaître certaines histoires de vie de combattants, s’attacher aux caractéristiques socioculturelles des leaders de la guérilla et des combattants du rang permet aussi de dépasser ou de compléter l’analyse des conflits réalisée du point de vue du « conflit ou violence de groupe » c’est-à-dire une analyse dans laquelle les individus sont considérés comme « interchangeable » ou « substituables » les uns aux autres (tant comme auteurs de violence que comme victimes). Les analyses des guerres, dans des termes de conflit de groupe, conduisent à des descriptions des affrontements basés uniquement sur des aspects ethniques ou de classe, sans tenir en compte de « la nature profondément intime de l’interaction » qui génère la violence¹²⁶⁸.

¹²⁶⁵ Deas (Malcom), « Reflections on Political Violence : Colombia », dans *The Legitimization of Violence*, ed. par Apter (David), New York, New York University Press, 1997, pp. 379-380. Cité par Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 4

¹²⁶⁶ Alfonso (Juan Carlos) et al, *Cómo nos ven los corresponsales extranjeros*, Bogotá, Editorial Planeta, 1995. Cité par Puyana García, (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 24

¹²⁶⁷ Wieviorka (Michel), *La violence : Voix et regard*, Paris, Balland, 2004. p. 284. Cité par Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (eds), *op.cit.*, 2008. p. 26

¹²⁶⁸ Kalyvas (Stathis), *op.cit.*, 2003. p. 481

« L'évidence suggère que le caractère intime que "la violence politique" montre souvent n'est pas nécessairement le reflet d'une idéologique impersonnelle et abstraite ou d'une polarisation identitaire remplie de haine ; c'est aussi le résultat surprenant de l'interaction entre les sphères politique et privé. La guerre civile peut ainsi être comprise comme transformant en un processus conjoint la recherche des acteurs collectifs du pouvoir et la recherche des acteurs locaux d'un avantage local »¹²⁶⁹,

Ou, dans le cas de la présente étude, par le besoin de reconnaissance des organisations, des groupes et des individus.

De plus, dans l'analyse historique de la guérilla, l'influence que les leaders peuvent avoir, à un moment ou à un autre, sur l'action du groupe guérillero et l'évolution du conflit en général, apparaît clairement. Pour cela, il semble pertinent de se concentrer à présent sur le profil de ces hommes. L'impact que la mentalité paysanne de « Marulanda » a pu avoir sur le processus de paix avec le gouvernement Pastrana a par exemple déjà été évoqué. Quand Herbert Braun fait référence au discours de « Marulanda » durant la cérémonie d'ouverture du processus de paix, il souligne que :

« Dans ses rares déclarations publiques durant les cinq dernières décennies, il [« Marulanda »] fait presque toujours référence aussi bien aux incidents qui viennent d'arriver qu'à ceux intervenus dans un passé lointain, certains plus importants que d'autres, quand lui et ses hommes se sont trouvés calomniés et méprisés par les chefs urbains. « Marulanda » parle des bombes de 1964 comme s'il percevait encore leur éclat de métal qui tombait du ciel (...). Après avoir évoqué ces souvenirs, « Marulanda » passe à parler sur [la mort lors des bombardements] des oiseaux de basse-cour, comme si les deux événements avaient la même valeur. Peut-être, l'avaient-ils. « Marulanda » et certains de ses hommes se sont convertis en quelque chose de plus que des purs paysans, et les guérilleros ont développé des connexions urbaines mais le chef continue de penser comme un paysan. La terre et les animaux n'ont pas cessé de ressortir de sa façon de penser (...). Plus qu'une question idéologique, il vit et se souvient de ces événements comme d'une agression à son encontre et par là, comme nous le verrons, contre son honneur et sa dignité »¹²⁷⁰.

Il y a aussi l'exemple de « Jacobo Arenas »¹²⁷¹, idéologue de la guérilla des FARC que le sociologue Alfredo Molano, présente comme « *un mélange séduisant de général conservateur de la guerre des Mille jours, un terroriste russe d'avant la révolution de 1905, un anarchiste espagnol, un moine bénédictin, un acolyte de*

¹²⁶⁹ *Ibid.* p. 486

¹²⁷⁰ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 4

*Maria Cano*¹²⁷², un propriétaire foncier de páramo, un dandy des années vingt et un guérillero libéral »¹²⁷³. Cette description de « Jacobo Arenas » montre la diversité de logiques et de temps qui peuvent se cacher derrière la personnalité d'un chef guérillero et montrent la nécessité de réaliser une analyse plus profonde de la composition sociale des groupes armés. La diversité des leaders reflète la diversité de la culture *fariana* (des FARC) :

« Bien que les études sur le sujet soient peu abondantes, on pourrait dire que la guérilla colombienne combine une idéologie marxiste-léniniste, une conception jacobine de la politique (dans deux versions, la version stalinienne et agraire des FARC et le guévarisme de la petite bourgeoisie universitaire de l'ELN) et une conception autoritaire de la société et de l'État avec les traditions clientélistes propres de la culture paysanne et les perceptions subjectives d'exclusion sociale des jeunes ruraux et paysans, renforcées récemment par sa capacité d'insertion dans les économies de la coca et de l'opium »¹²⁷⁴.

De plus, bien que beaucoup aient été écrit au sujet de la guérilla, beaucoup d'éléments du tissu social des FARC demeurent ignorés. Ainsi qu'une ancienne guérillera des FARC le mentionne :

« À mon retour, cela m'a impressionné de voir combien la société colombienne a très peu d'information sur la vie dans la guérilla. On m'a même demandé combien étaient payés les guérilleros. Bien entendu, ils ne sont pas payés. Tout ce qu'ils font c'est par peur ou endoctrinement. Après, par habitude, parce que si l'être humain a quelque chose, c'est pouvoir s'habituer à tout. D'une certaine manière, c'est impressionnant le peu que connaissent les guérilleros du monde extérieur et je ne me réfère pas à d'autres pays mais à la Colombie même »¹²⁷⁵.

De même, cette méconnaissance ressort du témoignage des nord-américains, Thomas Howes, Keith Stansell et Marc Gonsalves, restés plus de cinq ans aux mains de la guérilla. Leur difficulté à comprendre les caractéristiques et les motivations des membres des FARC, les amènent à décrire la guérilla comme « étrange et surréaliste ». Thomas et Keith rapportent :

¹²⁷¹ « Jacobo Arenas », de son vrai nom Luis Alberto Morantes Jaime, est un idéologue et membre fondateur de la guérilla des FARC en Colombie.

¹²⁷² María de los Ángeles Cano Márquez (1887-1967) : première femme politique de premier plan en Colombie. Surnommée *La flor del trabajo* (la fleur du travail), elle lutte tant pour les droits civils fondamentaux de la population que pour les droits des travailleurs salariés notamment par l'organisation de grands mouvements de grève. Elle participe à la fondation du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) colombien.

¹²⁷³ Molano (Alfredo), *op.cit.*, 1998. p. 217

¹²⁷⁴ Palacios (Marco), *Proyecciones sobre escenarios de mediano y corto plazo : procesos de diálogo y negociación con las FARC y el ELN*, Bogotá, Fundación Ideas para la Paz, 22 mars 2001. Cité par González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, p. 39

¹²⁷⁵ Rueda (Zenaida), *Confesiones de una guerrillera*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009. p. 13

« Aucun des guérilleros ne devait avoir plus de 20 ans d'âge. Les plus jeunes avaient environ 14 ans (...). Leur visage était inexpressif (...). Plus qu'à des soldats, ils ressemblaient à un groupe de jeunes habillés pour la fête d'Halloween (...). Un guérillero avait un serre-tête de Tommy Hilfiger. Ce que peuvent avoir en commun un designer américain et une guérilla marxiste est quelque chose d'incompréhensible. Fréquemment, nous faisons allusion à ce qui se passait comme à quelque chose d'étrange et de surréaliste»¹²⁷⁶.

La population civile, principalement dans les zones éloignées des affrontements armés (par exemple dans les villes préfectorales de départements) ignore qui sont les guérilleros et, à certaines occasions, une grande confusion transparait lorsqu'il s'agit d'identifier ou de différencier les groupes armés de la population civile (par exemple, entre démobilisés et déplacés). Ainsi, dans le témoignage suivant une habitante du quartier Santa Rosa (à Bogotá), Beatriz Madera, parle d'une population de déplacés qui va s'installer dans le quartier :

« En 2004, la rumeur a couru qu'une population déplacée allait venir ici. Alors, évidemment, les gens ont eu très peur, il y a eu toute une série de spéculations, qu'allait arriver une communauté de démobilisés, de réinsérés, certains disaient même de guérilleros. Bon, quand l'on dit à quelqu'un que vient une population de la guerre, il ressent beaucoup de crainte, il suffit d'un préjugé pour éprouver de la peur, mais quand on les connaît, on voit que ce sont des colombiens comme les autres, qui vont faire ses courses, achètent de la viande, et ce serait facile, pour n'importe lequel d'entre nous, de tomber dans l'un de ces mouvements ou d'arriver à faire partie plus activement de ces communautés qui ont été dans les conflits que vit le pays »¹²⁷⁷.

L'on pourrait dire, en reprenant les mots de Beatriz, que la guérilla est seulement perçue comme une « population de la guerre », mais sans connaître en détail quelques unes des caractéristiques générales de ses membres. Les FARC seraient tout simplement « une communauté qui a fait partie des conflits que vit le pays ».

Cependant, élaborer un profil sociologique des combattants n'est pas aisé (d'autant plus avec l'objectif de réaliser une étude de l'identité des guérilleros). Le premier obstacle est l'hétérogénéité du groupe, comme le remarque Mauricio Uribe, chercheur du PNUD, « *les FARC ne sont pas un bloc homogène. Elles sont composées par des individus qui sont arrivés là suite à différentes histoires de vie. Ils ont rejoint la guérilla en cherchant un asile, un outil de puissance, une source*

¹²⁷⁶ « El libro de los gringos », *Semana*, 28 février 2009, (en ligne).

¹²⁷⁷ *Revelados Cuarta Temporada : « Una Apuesta por la Reintegración »*, [DVD], Bogotá, CANAL 13, 2008.

de ressources, pour des raisons historiques ou d'identité »¹²⁷⁸. L'hétérogénéité des combattants apparaît reflétée dans de multiples témoignages d'anciens combattants, de séquestrés de la guérilla, d'analystes et d'enquêteurs. Ainsi, « Pablo », ex-guérillero, fait la différence entre ceux qui ont « des raisons » d'être dans la guérilla, et ceux qui cherchent seulement « le pouvoir » que procurent les armes. « *Dans une guérilla, dit Pablo, tu as ceux qui font les choses avec conviction et ceux que le pouvoir d'un fusil et la haine aveuglent. Le commandant [Andrés] Paris est sans doute honnête quand il te raconte les raisons de son combat. Mais tous ne sont pas comme lui* »¹²⁷⁹. Pour sa part, le sous-lieutenant John Pinchao, détenu pendant huit ans par les FARC, présente, en synthèse, les membres de la guérilla de la façon suivante :

« Certains étaient d'anciens *raspachines*, des paysans qui récoltaient la coca pour la transformer en cocaïne. Mais les avions de la police avaient aspergé leurs champs d'herbicide. Leur récolte fichue, ils s'étaient retrouvés sans travail et la guérilla leur avait donné nourriture et vêtements. Les jeunes les avaient suivis, surtout attirés par le prestige de l'uniforme et du fusil mitrailleur. D'autres nés dans des régions isolés du pays où le groupe armé est omniprésent et représente la seule autorité, la seule image du monde extérieur, le modèle à suivre. Quelques uns veulent se venger des groupes paramilitaires, des milices antiguérillas qui avaient tué leurs proches. Parfois ils avaient été enrôlés de force, arrachés à leurs familles. Enfin quelques-uns vivaient encore dans l'illusion d'appartenir à une organisation qui luttait pour l'égalité et, croyaient-ils, allait bientôt prendre le pouvoir pour transformer le pays. Comme ils se trompaient... »¹²⁸⁰.

À son tour, la journaliste Juanita León, présente dans la Zone Démilitarisée d'El Caguán, fait une description générale des différences entre les leaders de la guérilla (alors des membres du Secrétariat) :

« Après avoir fui Marquetalia, "Marulanda" originaire de Génova, Quindío, s'est établi dans la région d'El Pato et de Guayavero, entre le Huila, le Caquetá et le Meta, où il a vécu commodément jusqu'au commencement des dialogues de paix. "Alfonso Cano", intellectuel des FARC et instigateur du Mouvement Bolivarien, bras politique clandestin de la guérilla, est né à Bogotá, mais avant de terminer ses études d'anthropologie à l'Université Nationale, il a pris un bus vers Puerto Rico (Meta), où il a pris les armes. Le "Mono Jojoy" est arrivé à El Caguán, attiré par le pactole de la cocaïne quand il était jeune et là, il est devenu guérillero du rang. Tout de suite, il est monté dans l'organisation jusqu'à devenir le

¹²⁷⁸ « Conflicto colombiano : ¿hay una salida ? », *BBC Mundo*, 27 mai 2004, (en ligne).

¹²⁷⁹ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 21

¹²⁸⁰ Pinchao (John), *op.cit.*, 2008. p. 13

fondateur du Bloc Oriental des Plaines du Yari. Le porte-parole “Raúl Reyes” a été conseiller municipal de Doncello, dans le Caquetá. Dans la même municipalité, il était professeur de collège. “Iván Márquez”, chef du Bloc José María Córdoba, d’Antioquia et Urabá, et “Joaquín Gómez”, commandant du Bloc Sud, enseignait la zootechnie à l’Université de l’Amazonie à Florencia, la capitale du Caquetá, quand il est entré dans les FARC, pour fuir la répression du gouvernement de Julio César Turbay. “Fabian Ramírez”, chef du Front 14, était un *raspachín* de Paujil quand il entre dans la guérilla avant d’avoir vingt ans. Comme c’est le plus paysan des membres du Secrétariat, il est le “préféré” de Tirofijo »¹²⁸¹.

Pour résumer, comme José Armando Cárdenas le remarque, parlant des démobilisés :

« Il n’y a pas chez eux les mêmes contextes, circonstances ou situations formatrices de leurs processus de socialisation, encore moins les mêmes attentes ou aspirations, puisque chacun d’eux a expérimenté ses propres particularités, que ce soit dès son enfance et l’adolescence, dans les motifs pour s’incorporer dans un groupe armé illégal, dans son expérience dans l’organisation armée, dans ses raisons pour désertier, dans le contenu et la forme avec lesquels ils vivent le défi de la vie civile »¹²⁸².

À l’hétérogénéité de la guérilla, s’ajoute la difficulté méthodologique d’approcher les combattants pour réaliser une caractérisation des acteurs. Même dans la situation d’après conflit, s’entretenir avec d’anciens combattants réinsérés ou accéder à l’information peut s’avérer difficile. L’anthropologue Fernando Gutierrez Sanín, souligne aussi cette difficulté :

« Un des problèmes principaux pour l’étudiant des rébellions est la difficulté de construire une caractérisation générale convenable des combattants. Après la fin de la guerre, les interroger peut être possible, mais leurs avis, leurs perceptions, leurs souvenirs et leurs caractérisations d’eux-mêmes peuvent avoir changé de façon critique après l’abandon des armes par le groupe et peuvent être altérés par les besoins stratégiques des individus et de l’organisation. Techniquement, ce sont des populations rares et élusives, souvent avec des identités mal définies. Même au milieu d’un processus de démobilisation, il est difficile de différencier les combattants d’autres catégories (amis, anciens sympathisants, sympathisants opportunistes, etc.) »¹²⁸³.

¹²⁸¹ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 133

¹²⁸² Cárdenas Sarrias (José Armando), *Los parias de la guerra: Análisis del proceso de desmovilización individual : Treinta historias de ex combatientes, guerrilleros o paramilitares. Cómo se entrena y se vive en ambos bandos*, Bogotá, Aurora, 2005. p. 117

¹²⁸³ Gutierrez (Francisco), « Telling the Difference : Guerrillas and Paramilitaries in the Colombian War », *Politics & Society* 36, no. 1, Mars 2008. p. 7

Comme nous l'avons vu auparavant, la réticence à livrer l'information est perceptible lors des entretiens avec d'anciens guérilleros des FARC. Seuls deux ex-guérilleros sur 8 ont accepté la présence de l'enregistreur. Même dans le cadre institutionnel du foyer d'attention du Haut Conseil pour la Réinsertion (ACR) colombienne, la plupart des acteurs ont refusé de laisser une trace de la rencontre :

« Ils ne discutent pas d'habitude de leurs passés puisqu'ils essayent d'éviter la discrimination à laquelle ils vont probablement faire face dans une société qui les considère généralement comme des terroristes, des extorqueurs, des kidnappeurs, des tortionnaires, des violeurs et des meurtriers. Pour ces raisons, beaucoup des démobilisés quittent leurs foyers à la campagne pour s'installer dans de grandes villes où ils peuvent vivre anonymement »¹²⁸⁴.

Cependant, comme le démontre Francisco Gutierrez dans son étude des différences entre les groupes paramilitaires et la guérilla¹²⁸⁵, il est possible de réaliser une étude du « facteur humain » de la guérilla¹²⁸⁶. En plus des entretiens, des sources secondaires peuvent servir pour avoir un aperçu de la composition des FARC. Même s'il est très difficile d'y avoir accès, il y a par exemple les bases de données comme celle que l'Institut Colombien de Bien-être Familial (ICBF) a créé pour tenir un registre des enfants réinsérés ou celle du Département National de Planification (DNP) qui tient le registre des guérilleros démobilisés. Dans ces bases de données, figurent des informations telles que l'âge, le lieu de naissance, le sexe, le niveau d'étude et l'emploi exercé. Dans le cas de la présente recherche, en 2008, il a été possible d'accéder aux dossiers constitués par la police sur certains membres des FARC et mis disposition par la Direction de la Police Judiciaire (DIJIN).

En plus des bases de données, il est possible d'avoir accès aux études réalisées par des organisations gouvernementales et non gouvernementales (ou par des enquêteurs comme Gutierrez). Parmi ces études, on peut mentionner à titre d'exemple: *War Toys* du Centre d'analyses politico-sociales¹²⁸⁷ ; la *Jeunesse et la Réinsertion* de la Fondation Idées pour la Paix¹²⁸⁸ ; *Les parias de la guerre : une*

¹²⁸⁴ Contreras (Manuel), Finkelstein (Russ), *Hard Road Back: A war that never ends?*, [documentaire], Witness, Aljazeera, 7 novembre 2011.

¹²⁸⁵ Cette étude présente quelques éléments généraux sur les profils des combattants, raisons de l'entrée dans le groupe armé, et processus d'adaptation et de transformation auquel les individus sont soumis dans l'organisation.

¹²⁸⁶ Gutierrez (Francisco), *op.cit.*, 2008, pp. 8-9

¹²⁸⁷ *War toys : The recruitment of children by Colombian guerrillas*, Bogotá, Center for Sociopolitical Analysis, 1999.

¹²⁸⁸ Specht (Irma), *Juventud y Reinserción*, Serie Working papers FIP No.1, Bogotá, Fundación Ideas para la Paz, 2006.

analyse du processus de démobilisation individuelle du sociologue José Armando Cárdenas Sarrias¹²⁸⁹. De plus, peuvent servir utilement les biographies publiées sur des membres de la guérilla, par exemple : *Manuel Marulanda, Tirofijo : 40 ans de lutte guérillera* d'Arturo Alape¹²⁹⁰, *Raúl Reyes : Le Chancelier de la Montagne* de José Gregorio Pérez¹²⁹¹, ou *Simón Trinidad : l'homme de fer* de Jorge Enrique Botero¹²⁹². Il est aussi possible d'utiliser l'information présentée par les médias sur les guérilleros (les guérilleros « historiques » des FARC, des portraits des membres du Secrétariat, et des notices biographiques sur des combattants capturés ou morts au combat).

À partir de toute cette information, il devient possible de distinguer quelques particularités et différences mais aussi des similitudes entre les profils des guérilleros des FARC¹²⁹³. Bien qu'une étude psychologique s'avèrerait très utile pour mieux comprendre la violence en Colombie (comme le signale Stéphane Audoin-Rouzeau, il y a un « *besoin de connaissance de la psychologie du combattant [car] la haine s'appuie sur un récit. L'ampleur de la haine est due au récit rationnel qui la justifie* »¹²⁹⁴), dans le cas présent, il ne s'agit pas de réaliser ce type d'analyse ou de déterminer si les guérilleros souffrent du « virus de la violence »¹²⁹⁵, de psychonévroses ou de pulsions qui les poussent à mettre « *en acte leur fantasme, [et de cette façon] ils jouissent dans la rue d'un certain pouvoir phallique* »¹²⁹⁶.

L'établissement de certaines catégories et traits sociologiques sera recherché afin de permettre la caractérisation d'une majorité des membres de la guérilla et identifier, de cette façon, les nécessités de reconnaissance pouvant se présenter pour chaque catégorie (par exemple, y a-t-il des nécessités de reconnaissance différentes pour les adultes et les enfants combattants, entre les

¹²⁸⁹ Cárdenas Sarrias (José Armando), *op.cit.*, 2005.

¹²⁹⁰ Alape (Arturo), *Manuel Marulanda, Tirofijo: 40 años de lucha guerrillera*, España, Txalaparta, 2000.

¹²⁹¹ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008.

¹²⁹² Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2008.

¹²⁹³ Ça irait au delà du cadre méthodologique défini pour cette recherche mais il serait intéressant de réaliser un étude plus approfondi pour identifier les raisons qui peuvent mener à personnes vivant dans un même contexte familial ou socio-économique (par exemple des habitants d'une même localité ou municipalité) à faire partie de la guérilla, des paramilitaires, de l'armée, de la police, ou à décider de ne pas se lier à aucune de ces organisations. C'est le cas de plusieurs familles ayant un fils dans les FARC et un autre dans l'armée ou les paramilitaires.

¹²⁹⁴ Audoin-Rouzeau (Stéphane), Braud (Philippe), Nahoum-Grappe (Véronique), Philonenko (Alexis), Holeindre (Jean-Vincent), *op.cit.*, 2008.

¹²⁹⁵ Hoballah (Adnan), *Le Virus de la violence*, Paris, Albin Michel, 1996.

¹²⁹⁶ *Ibid.* p. 27

supérieurs hiérarchiques et les combattants de base, entre hommes et femmes ?). Et surtout, quels dénis de reconnaissance sont susceptibles d'avoir un impact sur la décision de s'engager dans la violence, et comment ces facteurs subjectifs pourraient-ils interagir avec des éléments objectifs ou structurels ?

Avec cet objectif, l'analyse s'attachera, dans ce chapitre, aux guérilleros des FARC, en conservant le découpage temporel utilisé pour étudier l'évolution historique de la lutte guérillera. Dans ce but, la catégorisation proposée par l'analyste politique Ariel Arias sera utilisée :

« Chez les FARC, quatre grandes vagues de guérilleros, comme quatre prototypes différents de guérilleros des FARC, peuvent s'observer. Le guérillero traditionnel ou le paysan-colon, issu de la population marginalisée et discriminée depuis les années 50, arrivée dans les plaines orientales à la recherche d'un avenir, ayant formé au départ les guérillas libérales, les autodéfenses paysannes, ayant abouti aux FARC. Figurent parmi ce premier type de guérillero, "Manuel Marulanda", "El Mono Jojoy", "Martín Villa" ou le "Sargento Pascuas", commandant actuel du Sixième Front, etc.... Ce sont ces vieux guérilleros qui s'appellent eux-mêmes *marquetalianos* (de Marquetalia). La deuxième grande vague de guérilleros est liée, dans les années 70, aux dissidences intervenues au sein du parti communiste. Elle comprend : "Jacobo Arenas", Hernando González Acosta, "Alfonso Cano", qui selon l'anecdote, était étudiant en anthropologie, membre de la classe moyenne, lorsqu'il rejoint les FARC vers 1975. La troisième grande vague se rattache au trafic de stupéfiants, aux zones de culture de coca, aux *raspachines*. Cette vague présente un profil beaucoup plus dégradé et criminel. Enfin, la quatrième grande vague comprend les commandants entrés dans la guérilla à l'époque d'El Caguán »¹²⁹⁷.

En ce qui concerne cette quatrième vague, l'analyse ne va pas s'attarder sur les commandants qui se sont joint à la guérilla pendant le processus de paix, mais va se concentrer sur les entretiens et enquête réalisés avec d'anciens combattants des FARC dans le cadre du travail sur le terrain. Il s'agit pour notre étude de présenter une vue d'ensemble du tissu social de social de la guérilla dans la période (2000-2010).

¹²⁹⁷ « El expresidente Alvaro Uribe acabó con la guerrilla en Colombia? (¿Y del fin del fin, qué?) Parte 1 », [programme télévisé] *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 18 août 2011.

4.1 Les guérilleros-paysans : Fusils et houes

« *Les commandants – à l’exception de Manuel Marulanda et quelques autres – ressemblaient plus à des mafieux qu’au Che. Ils suivaient l’arrogance. Les autres étaient des paysans, à la peau obscure et aux yeux méfiants. Au contraire des guérilleros provenant des villes – avec un discours marxiste, prévisible et réchauffé – les ruraux inspiraient la peur. Le regard de Jojoy était chargé de haine. Du ressentiment de la campagne contre la ville* »¹²⁹⁸.

Comme nous l’avons vu dans la partie relative à *La Violencia*, la situation vécue durant cette période a été perçue, par une partie de l’élite politique, économique et sociale du pays (comme par une partie importante de la population urbaine), comme une preuve supplémentaire du « *comportement extrêmement passionné et irrationnel de paysans cruels qui se sont entretués les uns les autres* »¹²⁹⁹. Pour cette raison, pendant longtemps, principalement au cours de la période du Front National, un silence social et académique s’est fait sur la question. « *Ces pathologies caractérisaient à d’autres personnes, il est mieux de les oublier, les laisser derrière soi, ou bien les raconter en chouchoutant* »¹³⁰⁰. De cette façon, ni la compréhension du phénomène, ni la construction d’un « *récit collectif qui aurait permis l’élaboration symbolique de l’expérience des victimes* »¹³⁰¹ n’ont pu s’effectuer.

Ce « silence » s’est aussi étendu à la guérilla libérale (et communiste) ayant donné naissance aux Forces Armées Révolutionnaires de Colombie en 1964. Bien qu’il existe une littérature riche et variée sur la période de *La Violencia*, la majeure partie des études se concentrent sur des aspects matériels ou structurels du conflit qu’elles expliquent à travers des variables comme la lutte des classes, la pauvreté du monde rural, l’exploitation ouvrière ou l’exclusion politique. Cependant, comme nous l’avons vu, de tels éléments caractérisent aussi la situation d’autres pays latino-américains, qui ne présentent cependant aucun conflit d’une telle

¹²⁹⁸ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 136

¹²⁹⁹ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 2

¹³⁰⁰ *Ibid.* p. 4.

¹³⁰¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2000.

envergure, ayant donné naissance à l'un des mouvements guérilleros le plus ancien du monde. Ainsi, si ces explications apportent une information de valeur pour comprendre le phénomène, elles ne permettent pas de l'appréhender dans sa totalité.

Les relations sociales et culturelles, les valeurs et pratiques composant le tissu social, pourraient permettre de mieux saisir la spirale de violence impliquant la majeure partie de la population rurale colombienne pendant plus de deux décennies. Pourtant, peu d'analyses ont effectué une étude sociologique des individus ayant décidé de se rassembler et de former des groupes d'auto-défense paysans ou des guérillas libérales comme communistes (et du contexte dans lequel ils évoluaient : le monde rural colombien). Une information générale sur le profil des combattants guérilleros de l'époque de la Violence a été trouvée dans l'étude réalisée dans les années soixante par Germán Guzmán, Orlando Fals Borda et Eduardo Umaña. De même, les essais de Eric Hobsbawm et d'Hebert Braun se révèlent pertinents.

Selon la définition de l'historien Eric Hobsbawm, le panorama général du monde rural colombien (pendant la période antérieure à *la Violencia* et pendant celle-ci) est constitué de « *communautés paysannes extraordinairement attardées, isolées, ignorantes et routinières, enchaînées par des propriétaires féodaux et leurs sbires* »¹³⁰². Cette société traditionnelle se trouve en voie de désintégration suite au développement, pendant les années trente, « *d'une économie de récoltes rémunératrices insérée dans un cadre mondial* »¹³⁰³. Pour Hobsbawm, la société traditionnelle paysanne s'est désintégrée suite au passage d'une agriculture majoritairement de subsistance à une agriculture intensive à des fins commerciales. Il est certain que, comme le remarque Herbert Braun, les guérillas libérales et communistes, notamment la guérilla des FARC, ne pourront compter parmi leurs effectifs des travailleurs organisés dans les plantations de café ou dans n'importe lequel autre secteur rural productif¹³⁰⁴. Leurs recrues viendront des régions où l'agriculture était traditionnelle et de subsistance.

¹³⁰² Hobsbawm (Eric), *op.cit.*, 1983.

¹³⁰³ *Ibid.*

¹³⁰⁴ Braun (Herber), *op.cit.*, 2007. p. 25

4.1.1. Des hommes fiers ayant pris les armes

« On ne peut pas comprendre le paysan, et encore moins le guérillero paysan, sans admettre qu'il possède des idées très marquées sur la terre, le travail, la société et l'amour »¹³⁰⁵. La société rurale colombienne, pré-Violence, correspond à la définition de la société rurale donnée par Robert Redfield :

« Cette société est petite, isolée, illettrée et homogène, avec un fort sentiment de solidarité. Le mode de vie est formalisé à l'intérieur d'un système cohérent (...). La conduite est traditionnelle, spontanée, non critique et personnel. Il n'y a pas de législation, d'habitude d'expérimentation, ni de réflexion à des fines intellectuelles. La parenté, les relations et les institutions sont du type de catégories empiriques et le groupe familial est l'unité d'action. Le sacré prévaut sur le séculier. L'économie relève plus de l'autarcie que de la consommation »¹³⁰⁶.

Le prêtre Camilo Torres (guérillero de l'ELN) décrit lui aussi la société rurale colombienne avant qu'elle n'entre dans la période de *La Violencia*, comme une société statique caractérisée par :

a) un manque de division du travail et de spécialisation. Les personnes réalisent beaucoup de fonctions sur la base de l'interaction sociale (et non sur la base de la fonction elle-même), ce qui fait qu'il n'y a pas une exigence ou une attente sociale pour progresser dans l'instruction ou l'éducation formelle. De plus, le manque de spécialisation favorise une solidarité mécanique (Durkheim) basée sur la tradition et le sentiment ;

b) l'isolement social à cause de la faible densité démographique, le manque ou absence de moyens de transport et de communication ;

c) une forte influence du « voisinage ». Avec la famille, les voisins forment l'entité de contrôle social la plus forte de la société paysanne. La sanction approuvative ou condamnatoire du voisinage a une grande influence sur les agissements du paysan et standardise les modèles de comportement ;

¹³⁰⁵ Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *La Violencia en Colombia Tomo I*, Bogotá, Taurus, 2005. p. 162

¹³⁰⁶ Redfield (Robert), « The Folk Society », *The American Journal of Sociology*, 52, janvier 1947, p. 293

d) l'individualisme. L'isolement social, joint au travail solitaire de chaque individu, conduit à l'individualisme : la recherche d'objectifs en fonction des intérêts à dominante personnelle ;

e) le conflit hors-groupe. C'est-à-dire, une attitude de méfiance par rapport aux institutions, des leaders et en général des personnes qui n'appartiennent pas au groupe social ;

f) un sentiment d'infériorité : le sentiment d'infériorité du paysan existe principalement par rapport aux institutions et aux individus appartenant à la société urbaine, produisant des relations d'accommodement ou de conflit ;

g) une absence de mobilité verticale ascendante ;

h) un respect de la propriété privée¹³⁰⁷.

De plus, la campagne colombienne est caractérisée par l'existence d'un système et d'une culture patriarcale. Le système patriarcal ou patriarcat se caractérise par une relation inégalitaire homme-femme en faveur du premier s'agissant de l'exercice du pouvoir, de l'autorité et des décisions¹³⁰⁸. De ce concept découle celui de la culture patriarcale, entendue comme un système complexe de valeurs, de normes et de pratiques propres à une culture où prévaut l'élément masculin¹³⁰⁹. Catherine Le Grand ajoute aux caractéristiques de la société rurale pré-Violence, le « clientélisme »¹³¹⁰. « *Les anthropologues intéressés par l'étude de l'interaction sociale des paysans*¹³¹¹, ont trouvé que ceux-ci, en cherchant à satisfaire leurs désirs, tendaient à former des "contrats bipersonnels" avec des individus plus puissants qu'eux, plutôt que d'établir des associations à caractère horizontal »¹³¹².

Germán Guzman et Orlando Fals Borda, signalent aussi l'importance du « sacré » dans la société rurale, c'est-à-dire du respect de la religion catholique et

¹³⁰⁷ Torres (Camilo), *op.cit.*, 1985. pp. 61-115

¹³⁰⁸ Díaz Susa (Isabel), « Situación de la mujer rural colombiana : perspectiva de género », Cuadernos Tierra y Justicia, Cuaderno No. 9, Bogotá, décembre 2002. p. 13

¹³⁰⁹ *Ibid.* p. 13

¹³¹⁰ René Lemarchand et Keith Legg définissent le clientélisme politique comme : « les relations personnalisées, effectives et réciproques entre des acteurs ou un ensemble d'acteurs qui disposent de ressources inégales, impliqués dans des transactions au bénéfice mutuel et dont les ramifications politiques vont au-delà de la sphère immédiate des relations bi-personnelles ». Lemarchand (Rene), Legg (Keith), « Political Clientelism and Development : A Preliminary Analysis », *Comparative politics*, 4. No. 2, 1972. p. 151

¹³¹¹ Le Grand (Catherine), « Perspectivas para el estudio histórico de política rural en el caso colombiano : estudio panorámico », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985. p. 377

¹³¹² *Ibid.* p. 377

par suite de l'appartenance politique familiale. Guzmán, en parlant des paysans, hommes et femmes, indique que :

« Cet homme primitif et simple ne recevaient pas d'influences mentales autres que celles de l'Église catholique et des hommes politiques au travers des "gamonales" et des "caciques". En ce qui concerne l'éducation et le savoir, il n'allait pas au-delà des rudiments appris à l'école rurale. Il est facile de comprendre qu'à la campagne, les gens grandissaient à l'ombre d'un fanatisme politico-religieux hérissé, manquant d'autres alternatives culturelles. Mais il n'a jamais reçu de bénéfices positifs d'aucun des deux partis : ceux-ci ne l'ont pas formé pour un exercice convenable de l'activité civique, il n'a pas été réalisé des plans efficaces de logement rural et dans de vastes zones, l'agriculture d'autoconsommation persiste »¹³¹³.

De son côté, Fals Borda explique :

« Le paysan, comme l'habitant des villes, est contraint de s'identifier à la religion des parents comme moyen d'atteindre un sentiment minimal de sécurité ; et cette attitude, suffisamment socialisée, est transmise aux enfants. Pour cela, l'affiliation politique du colombien devient rapidement, et pour la première fois, une hérédité familiale. À partir de ce moment, constitue un crime horrible, une immoralité, le fait de "tourner sa veste" pour adopter les idées du camp opposé. Pour cela, des villages et des communautés commencent à devenir de façon homogène conservateurs ou libéraux »¹³¹⁴.

La notion de reconnaissance chez Honneth implique « *une compréhension de ce à quoi les personnes accordent de la valeur au sein de leur propre société* »¹³¹⁵. Dans ce cas, en tenant compte des caractéristiques de la société rurale colombienne des années 30 et 40, il est possible d'établir un système de nécessités de reconnaissance (un ensemble d'« aspirations », de « besoins », et de « sentiments »¹³¹⁶) attachées au monde rural traditionnel : dans le domaine de l'« affection », les individus cherchent le respect de leur intégrité physique et affective ; dans le domaine du « droit », les paysans cherchent la reconnaissance de leur droit à exercer une fonction, d'exister dans la communauté, la reconnaissance accordée par leurs pairs et par des individus et institutions « puissants » (des habitants des villes, des leaders politiques...). En tenant compte du fort contrôle social exercé dans une communauté fermée et isolée, les paysans respectent les

¹³¹³ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 9

¹³¹⁴ Fals Borda (Orlando), *op.cit.*, 2008. p. 143

¹³¹⁵ Frost (Mervyn), « Théorie constitutive : reconnaissance, éthique et politique dans les relations internationales », *Cultures & Conflits*, n°87, automne 2012. p. 38

¹³¹⁶ Honneth (Axel), « La reconnaissance entre États. L'arrière-plan moral des relations interétatiques », *Cultures & Conflits*, n°87, automne 2012. p. 30

canons de conduite établis par le groupe pour ne pas recevoir une sanction sociale ou être exclu du groupe. Finalement, dans le domaine de la solidarité, est proscrite n'importe quelle action ou circonstance portant atteinte à la « dignité », la « considération », le « prestige » social ou « l'honneur »¹³¹⁷, c'est-à-dire, n'importe quel acte allant contre la religion, le respect de la propriété privée, la famille, la femme, les enfants et l'appartenance politique. En général, il s'agit du « *besoin d'offrir au monde une image appropriée de soi-même, du refus de se laisser outrager par une humiliation collective, du désir de réparer une injustice politique* »¹³¹⁸ qui déterminent les actions des individus et des collectivités rurales. Et en tenant compte du fait que la recherche de la reconnaissance se réalise dans un contexte caractérisé par la « culture patriarcale », qui peut aussi être définie comme un groupe dans lequel les valeurs viriles sont hautement reconnues, il est alors possible qu'il soit répondu par la violence (qui, dans certaines conditions précises, fait partie des comportements acceptés socialement) aux dénis de reconnaissance, à l'« humiliation ».

Comme cela a été vu dans le chapitre sur *la Violencia* des dénis multiples de reconnaissance se présentent dans chacune de trois sphères (l'affection, le droit et la solidarité), en incluant même la négation du statut d'humain des victimes (réification) ce qui dans le cadre d'une société où les valeurs viriles et le manque d'identités partagées favorisent le passage à la violence, conduit quelques individus à s'armer et à devenir des guérilleros. A cette époque, selon Jaime Guaracas (guérillero libéral puis membre fondateur des FARC) :

« C'étaient les circonstances (...). La nécessité de défendre sa vie qui nous a obligés à nous convertir en guérilleros. L'important, à ce moment, était de défendre sa vie parce que les biens matériels ne pouvaient pas être protégés. Au sud du Tolima, des régions entières restèrent abandonnées non seulement par le bétail et les cultures mais aussi par les gens parce que toutes les familles s'étaient enfuies et celles qui ne le firent pas furent assassinées (...). Un chien s'échappait plus facilement qu'un enfant parce que les conservateurs disaient qu'un chien n'avait pas la possibilité de se changer en libéral et qu'en revanche un enfant si »¹³¹⁹.

¹³¹⁷ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 52

¹³¹⁸ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2012. p. 34

¹³¹⁹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 74

« C'était un moment où les jeunes en général participèrent aux guérillas, même sans être réellement certains des raisons pour lesquelles ils le faisaient seulement par sectarisme entre les partis et cela générait beaucoup de violence (...). La mort de Jorge Eliécer Gaitán et la politique des chefs tant libéraux que conservateurs rendirent le sectarisme politique possible, le facilita, jusqu'à arriver au point de confrontation, au point d'établir un type de vengeance tant d'un côté que de l'autre (...) de cette paysannerie pacifique, travailleuse, tranquille, joyeuse qui existait dans la région, des rebelles surgirent (...). La peur de l'autorité avait disparu... »¹³²⁰.

Ciro Trujillo (guérillero libéral et membre fondateur des FARC) parle en ces termes de la résistance dans le sud du Tolima et du Cauca :

« Les *chulavitas* [conservateurs] arrivaient à la recherche de ceux qui avaient fait un jour une campagne politique en faveur de Jorge Eliecer Gaitán (...). Partout il y avait des persécutions contre les libéraux et les communistes (...). La maison avait été incendiée et pillée. Mes parents continuaient de travailler la terre avec entêtement et se réfugiaient la nuit dans le chaume ou dans la montagne, où ils construisaient de très petites fermes qu'ils couvraient avec des feuilles ou du foin. Beaucoup de familles étaient dans les mêmes conditions (...). Deux cents et même cinq cents hommes faisaient de temps en temps leur apparition au nom de l'autorité, de la religion, de la Patrie et exécutaient la consigne de la terre brûlée! Les paysans du lieu s'inquiétaient : ils discutaient (...). En parlant avec eux (...) je décidais de leur proposer une solution dont j'avais entendu dire qu'elle avait été mise en pratique dans beaucoup de régions. Il s'agissait d'organiser la résistance. La grande majorité accepta de bon gré (...). S'ils nous respectent nous les respectons. S'ils nous donnent du plomb, nous les recevons avec du plomb et ce fut notre première ligne de conduite (...). Les hommes qui pouvaient se débrouiller avec une arme participaient aux activités militaires, même ceux qui avaient moins de 15 ans et les femmes qui étaient volontaires (...). Les bandits arrivaient pour nous tuer et nous les battions, les punissions (...), nous ne les poursuivions jamais. Quand ils se retiraient, nous les laissions en paix avec leur défaite »¹³²¹.

Les guérilleros forment des groupes d'hommes (majoritairement) qui se déplacent en « cherchant des fonds, des armes et principalement le respect de leurs pairs ruraux et la reconnaissance publique de leurs chefs loin dans les villes »¹³²². Presque tous les membres de la guérilla sont des paysans. « *Ils s'occupent de travail agricole ou d'élevage (...). Ce sont des ouvriers ou petits propriétaires*

¹³²⁰ Matta (Luis Alberto), *op.cit.*, 1999. p. 46

¹³²¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. pp. 74-75

¹³²² Braun (Herber), *op.cit.*, 2007. p. 26

dont les fermes et champs ont disparu par la dévastation ou l'incendie »¹³²³. Il n'y a pas, parmi eux, d'ouvrier industriel, très peu d'étudiants et très rarement un intellectuel isolé ou un individu originaire de la classe moyenne. « *Presque toujours, ils agissent loin de leurs propriétés d'où ils sont venus par la faute de l'exil, causé par la vengeance, les représailles, la haine ou un intérêt économique ; ils conservent une espérance profonde de retour*¹³²⁴ à leur terre »¹³²⁵. L'âge des guérilleros oscille entre 14 et 35 ans ce qui amène Eric Hobsbawm à dire que « *les guérilleros sont (...) spécialement une jeunesse perdue ; les hommes les plus âgés, arrivés à 30 ou 35 ans, essayent, s'ils le peuvent, de quitter les montagnes* »¹³²⁶. Leur niveau de scolarité est très bas et la majorité ne sait ni lire ni écrire (parmi un échantillon de 100 guérilleros à Herrera, département du Tolima, cinq seulement savent lire et écrire¹³²⁷). Comme le remarque Guzmán, Borda et Umaña, dans leur étude sur *la Violencia*, « *psychologiquement, [les guérilleros] ont été formés par leur région et leur groupe social. Ils appartiennent au type humain du métis, à l'exception des zones noires du Chocó et de Puerto Tejada et des indigènes de Coyaima, de Natagaima et d'Ortega dans le Tolima. Tierradentro, Toribío et Jalambó dans le Cauca* »¹³²⁸. Hobsbawm, décrit une situation similaire : « *à l'exception de quelques indigènes (dans des localités spécifiques) et de très peu – excessivement peu nombreux – de noirs, nous trouvons le type courant du paysan ou du berger métis, efflanqué, petit, sous-alimenté mais étonnamment résistant qui abonde n'importe où hors des régions côtières du pays* »¹³²⁹. Le récit de Guzman, Borda, Umaña et Hobsbawm souligne de façon pertinente le fait que la lutte des guérillas libérales et communistes n'a pas une base « ethnique », servant de ligne de partage entre les groupes ou à légitimer le combat. Il ne s'agit pas non plus réellement d'un conflit pour des raisons religieuses. Bien que les libéraux et les conservateurs défendent la séparation de

¹³²³ Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 161

¹³²⁴ On raconte que lorsque John Agudelo Ríos quitta le poste de directeur de la Commission de Paix du gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986), il demanda à Manuel Marulanda : Don Manuel, que se passera-t-il si nous concluons la paix ? Ce à quoi Marulanda aurait répondu : je retournerais travailler à Génova (Quindío) dans la ferme où j'ai vécu enfant si elle existe toujours. *Ibid.* p.161

¹³²⁵ *Ibid.* p. 161

¹³²⁶ Hobsbawm (Eric), *op.cit.*, 1983.

¹³²⁷ *Ibid.*

¹³²⁸ Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 162

¹³²⁹ Hobsbawm (Eric), *op.cit.*, 1983.

l'État et de l'Église, il est certain que les guérilleros dans leur quasi totalité appartiennent à la religion catholique et ont une croyance religieuse forte. A leur sujet, Guzmán, Borda et Umaña posent la question : « *Pourquoi se tuent-ils ? Pourquoi la haine a-t-elle surpassé non seulement les valeurs religieuses, mais toutes les valeurs ?* »¹³³⁰. Les actions des guérilleros-paysans contre l'ordre social sont présentées comme n'étant pas « *assez collectives ou vraiment révolutionnaires et sans une conscience de classe suffisante* », trop locales, plus privées que publiques, plus émotionnelles que rationnelles¹³³¹.

Continuant la description des guérilleros-paysans, les enquêteurs les définissent comme :

« Des hommes rudimentaires, primitifs, de faible éducation, sans connaissance ni conscience de l'histoire, sensibles à leur musique qui est belle, cadencée, au rythme insinuant qui pénètre l'âme, fièrement jaloux de leur honneur et de leur foyer, bons fils, larges dans la dépense de l'argent et de l'alcool. Les groupes de jeunes montrent une aversion marquée pour la coexistence pacifique, encore plus quand ils n'ont pas encore réussi à progresser dans les tableaux d'avancement guérilleros »¹³³².

De nouveau, en lien avec notre analyse, ressort le rôle de la défense de l'honneur et de la famille, joint à une socialisation marquée de la violence spécialement chez les jeunes.

Mais par dessus tout, l'élément qui se détache, après avoir étudié la composition sociale des guérilleros, est qu'il s'agit d'un groupe majoritairement composé de « victimes » dont l'entrée dans la guérilla a été influencée par un acte de violence physique ou symbolique, commis contre eux ou leurs familles.

« Ils sont jeunes, sans patrimoine ou liens affectifs, victimes de massacres et d'expropriations, que ce soit par les forces étatiques ou l'opposition politique. Dans la majorité des cas vérifiés, l'auto-défense ou la vengeance (qui apparaît souvent être la même dans ces sociétés) les pousse à fuir la vie légale en se plaçant en dehors de la loi »¹³³³.

De nombreux témoignages (voir aussi le chapitre 1.1) peuvent fournir des exemples du lien entre le statut de victime et la décision de prendre les armes pour sortir de la « paralysie émotionnelle » qui provoque cet état. Le guérillero Dorian González rapporte :

¹³³⁰ Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 162

¹³³¹ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 3

¹³³² Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 162

« ... Dans la cuisine, en face de la cour de la maison, il y avait un corps nu : c'était celui de madame Clarita. Elle était couchée dans une flaque de sang coagulé. En travers de son estomac volumineux se trouvait un enfant sans bras ni jambes, ils l'avaient mutilé sans miséricorde. Les orbites du petit enfant étaient meurtries et pleins de sel, les bandits lui avaient arraché les yeux (...). Il a raisonné froidement et s'est exclamé : "Je suis un poltron ! j'ai laissé tuer mes parents devant mes yeux !". Une voix s'éleva du fond de sa conscience et il a senti comme si quelqu'un lui donnait des ordres : "tu es un homme et tu dois te venger : tu m'entends ? Vengeance, vengeance, vengeance !... Le coupable doit payer" (...). Les guérillas pour ce jeune étaient la meilleure opportunité de trouver l'assassin de ses parents (...). Les assauts et le crime étaient son travail quotidien. La mort de ses parents le traînait dans la boue du crime et de l'obsession bestiale. Quelques fois, il a pris la machette et ouvert l'estomac de ses ennemis et a bu du sang humain. Dorian González était une bête humaine! Le fruit de l'ambiance!... (...) : "J'ai tué des femmes, des enfants innocents, des vieux et des jeunes! J'ai brûlé des êtres humains ; j'ai coupé la langue d'indicateurs, j'ai arraché leurs yeux! J'ai bu du sang d'hommes ! J'ai arraché le coeur des policiers et des sbires ! J'ai joué au football avec la tête de *godos* [conservateurs] ! A cause de cela, l'armée et la police me cherchent ! Mais ils ne me trouveront jamais ! Je dois me venger, j'ai soif d'une vengeance de sang ! J'ai besoin de trouver le dernier assassin de mes parents ! Je le mettrai en pièces !" (...). Tous étaient disposés à obéir immédiatement. Quand le chef [Dorian Goanzález] ordonnait quelque chose, il était mieux de l'accomplir tout de suite. (...) : "Garçons!" s'exclama Dorian. "Nous lutterons avec application cette nuit. Qui est-ce qui peut s'opposer à un groupe d'hommes vaillants, avec le désir noble d'obtenir des armes pour faire justice en faveur de nos paysans sans défense ? La révolution de notre patrie est entre nos mains, et nous sommes appelés à changer l'ordre social et politique d'un pays qui est mort entre les griffes de nos oppresseurs assassins !" »¹³³⁴.

Pour confirmer son identité d'« homme », Dorian González (comme tant d'autres paysans colombiens) estime qu'il doit chercher vengeance (« tu es un homme et tu dois te venger »). Cependant, il adopte le discours politique du groupe auquel il appartient, pour donner une plus grande transcendance à sa lutte (« la révolution de notre patrie est entre nos mains, et nous sommes appelés à changer l'ordre social et politique »). Non seulement il remplit ses devoirs de « fils », « d'homme » mais, en plus, il lutte pour le bien-être de sa « communauté ».

¹³³³ Hobsbawn (Eric), « La anatomía de La Violencia en Colombia », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985. p. 18.

¹³³⁴ Maldonado (Luis Alberto), *Cuando llora un guerrillero*, 11 edición, Bogota, Mundo Hispano, 1987.

Un profil identique s'observe aussi dans le groupe des membres fondateurs des FARC¹³³⁵, dans le cas de Helí Mejía, alias « Martín Sombra », qui, avec « Manuel Marulanda », est l'un des plus anciens guérilleros en activité chez les FARC. A l'âge de 10 ans, « Martín Sombra »¹³³⁶, en revenant à sa maison dans la municipalité de Guamo (Tolima) :

« Trouve une scène dantesque : des bandits de la mouvance conservatrice avaient pillé sa maison, assassiné sa mère – après lui avoir ouvert le ventre et extrait le fœtus qu'elle portait en elle – et castré et assassiné ses oncles [“ils ont arraché les yeux de mon oncle Patrocinio et ensuite l'ont castré”¹³³⁷] (...). Lui et son père sont allés dans la montagne, ont rejoint d'autres paysans expulsés de leurs terres et ont commencé un processus de lutte armée contre leurs opposants conservateurs. Par la suite, ils se sont sentis trahis par les leaders libéraux de la capitale, et ont concentré leur désir de vengeance, non contre les membres d'un parti politique, mais contre les forces et représentants de l'État en général »¹³³⁸.

Peu après, son père a été blessé mortellement par une balle : « *Mon père est mort dans mes bras et m'a fait jurer que je devais mourir en guérillero dans la montagne. Je voulais me suicider mais ils m'en ont empêché* »¹³³⁹. Selon « Sombra », cette promesse était si importante pour lui qu'il n'a jamais envisagé de quitter la guérilla. « *“J'ai toujours été très croyant”, dit-il, et ce sentiment religieux particulier, en plus de l'amour qu'il éprouvait pour son père, a été le combustible qui a maintenu vivante cette vocation guérillera* »¹³⁴⁰ jusqu'en 2008, année de sa capture par l'armée colombienne.

Le récit de « Martín Sombra », révèle un autre élément important, un nouveau « dénis de reconnaissance » à l'impact fort sur la poursuite de la violence : la non-reconnaissance des mouvements des guérilleros de la part des hommes politiques des grandes villes et principalement de Bogotá. Comme nous

¹³³⁵ « Martín Sombra n'était pas avec le groupe de Marulanda en 1964 quand il a été attaqué par les forces militaires, lors d'une opération massive ordonnée par le gouvernement de Guillermo León Valencia, à Marquetalia (Tolima), moment considéré comme l'acte fondateur des FARC (bien que, comme cela s'est dit, sa constitution officielle ne fut pas là mais en 1966). Pour cela, il ne fut pas considéré comme "Marquetaliano", bien qu'il se soit joint à Marulanda et à ses hommes dès 1966, et a commencé à gravir les positions dans l'organisation, toujours proche du chef guérillero ». Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 164

¹³³⁶ « Ayant à peine douze ans, le jeune Helí s'est trouvé impliqué dans un duel, en utilisant des armes à feu rudimentaires, avec un noir beaucoup plus grand que lui, à qui il demandait des comptes pour sa coutume sauvage de couper les oreilles de ses victimes, de les rôtir et de les manger tout de suite, assaisonnées de sel. Le garçon a tué l'anthropophage et depuis lors, par son habileté pour faire feu plus rapidement qu'une ombre, ils l'ont désigné de ce surnom ». *Ibid.* p. 163

¹³³⁷ León Valencia (Guillermo), « El gesto de Martín Sombra », *Semana*, 3 novembre 2012, (en ligne).

¹³³⁸ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. pp. 162-163

¹³³⁹ León Valencia (Guillermo), *op.cit.*, 2012.

¹³⁴⁰ Santos (Juan Manuel), *op.cit.*, 2009. p. 163

l'avons vu plus haut, l'une des caractéristiques du paysan colombien de cette époque est la recherche de la reconnaissance de la part des « individus plus puissants ». Le politique et la politique sont vécus d'une manière passionnelle. Une relation émotionnelle existe entre les hommes politiques, l'élite urbaine et ses « clientèles » rurales. Cependant :

« Dans les années 1950, alors que l'État dans la plupart des autres pays d'Amérique Latine recherchait de diverses façons à intégrer plus étroitement la campagne dans le tissu de la nation, l'on constate que, en Colombie, les élites politiques et plus particulièrement les leaders libéraux, ont essayé de se libérer des liens personnels, étendus, souvent intimes, qui les liaient à leurs partisans, émotionnellement, même passionnément, attachés à eux »¹³⁴¹.

Selon l'analyse de l'historien Herbert Braun, les guérilleros et les membres du parti libéral, vivaient une relation conviviale mais pleine de tension, où les hommes se rencontraient les uns les autres en tant que « mâles »¹³⁴². Quand la violence éclate, et surtout après l'établissement du Front National (accord entre leaders libéraux et conservateurs), les leaders urbains qui avaient initialement, dans leurs discours, poussé les paysans à « combattre » les *godos* (conservateurs), restent « silencieux » et abandonnent leurs « clientèles », les considérant comme des « sauvages », sans se préoccuper de leur sort. « Manuel Marulanda » déclare à cette occasion :

« Quels plans ont-ils ? Que disent les Lleras, les López ? Ils sont tout à fait silencieux... Que dit la direction départementale libérale...? Peu de nouvelles. Ils ont tout à fait et absolument cessé d'ouvrir la bouche, l'ont scellée de pensées, par conséquent, ils ont cessé de penser par la peur physique. Ou pour le moins, ils ont cessé d'agir. Nous, nous ne savons rien du tout, ces gens sont perdus dans la brume de la légalité des villes... Cette situation est très compliquée, il semble que tout a changé de caractère, alors il faut chercher une solution. On ne dit déjà plus: mais avec qui la cherchons-nous ? À qui avons-nous recours ? Les armes, où sont les armes, comment fait-on pour en obtenir...? Si nous restons bien tranquilles, ils vont tous nous tuer. Le corps ne supporte déjà plus d'humiliations »¹³⁴³.

Face à la nécessité des paysans de disposer de l'appui de ceux qu'ils considèrent comme leurs « leaders », « *les comités directeurs, les intellectuels et les classes privilégiées du libéralisme fuyaient dans leurs tours d'ivoire et faisaient le petit effort de se taire, oubliant le mot prononcé pendant les réunions*

¹³⁴¹ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 4

¹³⁴² *Ibid.* p. 4

¹³⁴³ Alape (Arturo), *op.cit.*, 1989, pp. 77-78 et 107-108

informelles jusqu'à l'expression écrite dans la presse »¹³⁴⁴. « Marulanda » et d'autres leaders guérilleros commencent à avoir l'impression que « *ce que disaient les docteurs de la direction libérale était de la merde* »¹³⁴⁵. Il est probable que l'attitude des leaders libéraux repose sur une intention pacifiste : ne plus alimenter la violence entre les deux collectivités. Cependant, l'effet opposé se produit sur les groupes de guérilleros. Il n'est plus possible de faire confiance aux hommes politiques. Le leadership est désormais assumé par les « hommes armés » disposés à défendre leur honneur, de « vrais hommes ». De cette façon, une rupture intervient entre les deux mondes, vécue comme une humiliation, comme une trahison, par les guérilleros, générant un ressentiment permanent envers la classe politique. Pour cette raison, le mouvement ne suit pas les plans de paix prévus entre les leaders des deux collectivités politiques (libéraux et conservateurs). Cela complique pour l'avenir toutes tentatives de négociations avec le gouvernement en place.

Par ailleurs, les guérillas rejettent leurs anciens chefs civils parce qu'ils ne sont pas « *des hommes ayant vraiment agi comme des hommes. Ils étaient pusillanimes, des hommes prudents, effrayés et pingres, des hommes qui étaient des poules mouillées, qui ne s'étaient pas levés pour ce qu'ils pensaient et croyaient, qui n'avaient pas fait sentir leur présence* »¹³⁴⁶. La voie « politique » de la lutte pour la reconnaissance se referme ainsi. Seules les armes sont considérées comme pouvant imposer la confiance, l'estime, et le respect de soi.

« Ils planifient et parlent d'une révolution, de conspirations, de systèmes, et de panacées pour résoudre les problèmes immédiats. De brillantes théories, caractéristiques d'une assemblée de notables... Qu'importe aux guérilleros ce que disent ou font les notables ? *La cuestion es a tiros* (la question doit être réglée à coups de pistolet). L'idéal : prendre les armes. Les discours étaient totalement discrédités. Les hommes de la rébellion ne connaissent pas de subtilités, ni les demi-mesures ou des palliatifs... Les théories nobles et les idéaux élevés de tous les notables du monde, face à une vague de barbarie, n'auraient qu'à s'établir par les fusils ou périr. En ces jours là, le peuple ne pouvait que suivre ceux qui lui assuraient le pain et la vie »¹³⁴⁷.

¹³⁴⁴ Molano (Alfredo), *op.cit.*, 1998. p. 64

¹³⁴⁵ *Ibid.* p. 66

¹³⁴⁶ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 15

¹³⁴⁷ Molano (Alfredo), *op.cit.*, 1998. p. 66-67

De plus, les leaders politiques urbains étaient un élément clef pour donner un sens plus ample à la lutte des guérilleros, pour les différencier des délinquants de droit commun. Sans l'appui des leaders politiques, « *qui assurerait notre défense ? Qui irait avec autorité déclarer que nous n'étions pas des bandits, mais des hommes, des enfants de la Patrie, poussés à la révolte par la violence officielle ?* »¹³⁴⁸. La frontière entre les groupes de « bandits » et les groupes de « guérilleros » demeure très fine et dépend principalement de l'idée que les guérilleros défendent la cause de leur parti, alors que les bandits défendent seulement des intérêts personnels. Pour les guérilleros, être catalogués comme bandits est une grande offense, ils préfèrent être nommés guérilleros ou révolutionnaires (et être considéré comme tels) et non par « *cet autre mot qui blesse tant l'esprit, qui est tellement martelé dans les journaux, qui démoralise le pauvre peuple humilié et qui fait plus de dommage qu'une baïonnette enfoncée : bandits* »¹³⁴⁹. Le manque d'appui des hommes politiques du parti libéral les changeait (pour l'opinion publique) en « bandits », terme qu'ils refusent avec véhémence.

La « trahison » des chefs libéraux a aussi une conséquence sur l'identité du groupe guérilléro. Les guérilleros, débarrassés de la justification de lutter pour l'un ou l'autre camp idéologique, en viennent à se considérer comme les « défenseurs du pauvre » (et à être perçus comme tel). Cependant, cette justification provient, dans une certaine mesure, de l'extérieur (mouvements sociaux et partis politiques de gauche) donnant du « contenu » au discours, mais pas nécessairement, à la lutte. Peu à peu, les guérilleros se convertissent en « combattants silencieux », difficiles à cerner, avec lesquels il devient très difficile de négocier.

« Quand les hommes ont commencé à arriver ensemble dans les campagnes il y a environ 50 ans, (...) ils ont désespérément voulu que chacun sache pourquoi ils étaient là. Ils avaient une idéologie qu'ils comprenaient intrinsèquement, et cela les rendait fier. Elle les a définis et leur a dit qui ils étaient. Ils pouvaient le crier de chaque cime. A l'époque où ils luttaient encore aux côtés de leurs leaders des classes supérieures, suivant des politiciens urbains et cultivés, ils tenaient leurs têtes hautes, car ils étaient des libéraux¹³⁵⁰, membres de

¹³⁴⁸ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 11

¹³⁴⁹ *Ibid.* p. 10

¹³⁵⁰ Même si, comme nous l'avons vu, l'appartenance à un parti n'était pas vraiment une appartenance politique ou idéologique, mais un élément « héréditaire » ou faisant partie intégrante de l'identité individuelle.

l'un des deux anciens partis politiques, traditionnels de Colombie. Ils se sont dressés fièrement pour défendre eux-mêmes et leur nation contre les Conservateurs qui étaient dehors pour les tuer et dont ils savaient qu'ils étaient des réactionnaires épris de religion et de superstition, des autoritaires répressifs enclins à renvoyer la Colombie vers un passé mythique, pastoral plutôt que d'avancer vers un avenir moderne de liberté et de progrès. C'est seulement quand ces paysans libéraux ont perdu leur connexion avec leur parti et leurs leaders au début des années 1950 qu'ils se sont tournés vers l'intérieur, devenant ces hommes silencieux en armes que nous avons connus pendant des décennies. Sans le couvert du Parti libéral, ces bandes de ruraux étaient forcées de rechercher d'autres idées pour expliquer ce qu'ils étaient, non seulement aux autres, mais surtout à eux. Leurs efforts étaient timides. Pendant la Guerre froide, ils se sont attachés aux idées communistes et socialistes. (...) Mais les guérillas n'ont pas retrouvé la passion pour les idées qu'elles avaient quand ils savaient qu'elles appartenaient aux libéraux »¹³⁵¹.

Ainsi, le manque d'appui, et surtout de reconnaissance, que les guérilleros attendent des leaders de leur parti, a produit une modification qualitative de l'identité de la guérilla. La Violence et la lutte armée vont produire également une série de changements, créant un nouvel « environnement » social, qui ne correspond déjà plus totalement au monde paysan. Il s'agit d'un nouvel espace guérillero-paysan. D'abord, les groupes guérilleros (et en général dans la société rurale affectée par la violence) commencent à être « urbanisé » au sens sociologique, c'est-à-dire, qu'ils commencent à acquérir un comportement urbain. Face à la description d'une société paysanne traditionnelle, sans une véritable division du travail et une spécialisation des rôles, il apparaît un groupe dans lequel les fonctions sociales commencent à se baser non plus sur les fonctions des personnes mais sur les personnes elles-mêmes. La solidarité du groupe cesse d'être mécanique pour devenir organique c'est-à-dire basée sur la complémentarité des rôles plus que sur leur homogénéité¹³⁵².

En plus, le caractère itinérant des mouvements guérilleros (avant qu'ils décident de « se retirer » dans la montagne) rompt l'isolement caractérisant la société paysanne précédant *la Violencia*, et de cette façon, il s'établit une transmission des valeurs sociales, de modes de comportement entre les divers habitants ruraux, et même avec la ville, qui encourage une prise de conscience, de

¹³⁵¹ Braun (Herber), *op.cit.*, 2007. pp. 26-27

¹³⁵² Torres (Camilo), *op.cit.*, 1985. p. 64

la part des guérilleros, des nécessités communes et de la solidarité de groupe. Dans le même temps, de nouvelles attentes de reconnaissance sont générées, les guérilleros ayant l'opportunité de comparer leur réalité socio-économique à des niveaux de vie supérieurs, ruraux ou urbains. La rupture de l'isolement social et la nécessité de se déplacer affaiblissent le contrôle social exercé sur l'individu par le voisinage et la famille (même si beaucoup de guérilleros sont entourés de membres de leur famille, par exemple, « Manuel Marulanda » rejoint la guérilla libérale avec 14 de ses cousins). A leur place, sont établies de nouvelles normes de comportement, basées sur les codes et les réglementations guérilleras. Par exemple, en 1952, le parti communiste colombien, communique les *Normes Organisationnelles des Forces Guérilleras*¹³⁵³, présentées aux envoyés de la majorité des guérillas lors de la Conférence Nationale des Guérilleros, ou la Conférence de Boyacá. Certaines normes de contrôle social sont édictées :

« Sont causes de mauvaise conduite (...) la non livraison de biens pris au cours d'une action, les actes d'irrespect et de moquerie des supérieurs (...) ; l'abandon de l'épouse et des enfants pour vivre avec une autre ou la cohabitation simultanée avec deux femmes ; l'imposition de châtiments corporels aux militaires subalternes ou aux civils ; les insultes... »¹³⁵⁴.

Le degré d'internalisation des normes peut s'apprécier à travers le témoignage d'un ancien guérillero :

« La norme de celui qui se voit obligé d'être dans la guérilla est, avant tout, de savoir pourquoi il lutte, ou quelle est la cause qu'il défend ; et comment l'on défend ses droits, la vie de ses proches et le droit de travailler tranquillement, alors on lutte avec enthousiasme. En deuxième lieu, il faut avoir une conscience très claire de ce que l'on fait. Le guérillero doit accepter une discipline. Il doit avoir une discipline. C'est que, sans discipline, il est impossible de pouvoir se défendre (...). Le guérillero a trois choses fondamentales à accomplir (...) : lutter, étudier et travailler. Parce que, en toutes choses, le guérillero doit

¹³⁵³ Les guérilleros devaient remplir principalement les « commandement du bon guérillero » : 1. Lutter sans relâche pour la défense et la protection de la propriété des terres, et des biens individuels des paysans et autres collaborateurs du Front Démocratique de Libération Nationale ; 2. Défendre et protéger l'honneur et le foyer de la famille paysanne, contre tout acte opposé à la morale ouvrière qui guidera toujours les destins des guérilleros combattants ; 3. Protéger et respecter la vie des femmes sans défense, des vieillards et des enfants ; 4. Lutter pour la collaboration et la solidarité fraternelle entre tous les travailleurs sans discrimination politique ou religieuse ; 5. Servir loyal et fidèlement les destins des vrais patriotes colombiens ; 6. Pratiquer les principes de combattre et de travailler ; 7. Lutter pour mettre en oeuvre les postulats de lutte et d'étude, ce qui implique que chacun des guérilleros combattants soit un actif propagandiste des principes organisationnels et programmatiques du Front Démocratique, pour que tous les opprimés et exploités voient dans les guérilleros des guides et des conducteurs dans la lutte pour le renversement de la dictature militaire et pour l'établissement d'un gouvernement démocratique de libération nationale ». Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. pp. 176-177

¹³⁵⁴ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 220

travailler. Le travail est un honneur et le guérillero est combattant non parce que c'est sa profession mais parce que le système le soumet à cette condition. À n'importe quel moment, il peut abandonner les armes et reprendre la machette, la hache ou la houe pour se mettre à travailler. En ce qui concerne les études, c'est parce qu'il faut s'éduquer. Un tel, en étudiant, apprend pourquoi il doit lutter. La lutte est pour la liberté »¹³⁵⁵.

Ainsi, les normes de la guérilla établissent certains principes moraux et dispositions disciplinaires, qui constituent la nouvelle référence des combattants. Ces normes ne sont pas toujours appliquées mais elles donnent du contenu à la lutte pour la reconnaissance des individus.

Un autre changement majeur introduit par *la Violencia* (en plus de l'introduction des normes guérilleras) est la rupture avec l'« individualisme » caractérisant la société rurale. Au moins formellement, les guérillas recherchent la primauté des intérêts collectifs sur les intérêts individuels. Pour les travaux de guerre et de subsistance, il est nécessaire que les guérilleros travaillent en équipe. « *La solidarité de groupe propre à toute communauté marginale et, spécialement, de tout groupe considéré comme hors-la-loi, se retrouve à l'intérieur des groupes guérilleros* »¹³⁵⁶.

D'autre part, un élément caractérisant le rapport des paysans et des habitants des villes, est l'existence d'un sentiment d'infériorité par rapport à ces derniers. Or, la violence donne aux guérilleros-paysans une sécurité dans l'action contre les éléments urbains (institutions, personnes et patrons de conduite).

« En réalité, les groupes guérilleros de paysans n'ont jamais fait des incursions directes dans les grandes villes colombiennes. Malgré tout, le sentiment d'infériorité, en matière militaire, a été supplanté par un sentiment de supériorité. Dans la "guerre de guérillas", les paysans ont la conscience d'avoir pris le dessus sur l'armée, d'avoir réussi à vaincre une institution de type urbain »¹³⁵⁷.

Ils ont commencé à construire de cette façon des « identités idéalisées » c'est-à-dire, des identités basées sur la certitude d'une supériorité. Dans ce cas, les guérilleros-paysans sont confortés par la conscience d'une supériorité stratégique et morale donnée par les armes (comme la conscience d'être de « vrais hommes », par exemple, face au comportement des hommes politiques urbains). Comme nous

¹³⁵⁵ *Ibid.* pp. 221-222

¹³⁵⁶ Torres (Camilo), *op.cit.*, p. 69

¹³⁵⁷ *Ibid.* p. 74

l'avons vu dans les chapitres précédents, les « identités idéalisées » favorisent le passage à la violence parce qu'il est plus facile de porter atteinte à un individu ou à un collectif se considérant supérieur, c'est-à-dire, qu'il est plus facile de leur « manquer de respect »¹³⁵⁸.

De plus, dans une société caractérisée par l'absence de mobilité verticale ascendante, l'appartenance à un groupe de guérilleros, ouvre de nouveaux mécanismes et voies d'ascension sociale (prestige social des leaders guérilleros, et, en général, des combattants considérés comme « protecteurs » de la communauté ; possibilités d'ascension dans la hiérarchie guérillera¹³⁵⁹, entre autres). Cependant, l'ascension sociale liée à la possession d'armes favorise les mécanismes d'avancement « anormaux ou pathologiques »¹³⁶⁰, ce qui légitime, dans une certaine mesure, l'usage de voies de fait ou d'actes illégaux pour garantir ou atteindre un certain statut social (ce qui joue sûrement un rôle, via la socialisation des ces pratiques, dans l'essor postérieur du trafic de stupéfiants). Par ailleurs, si les guérilleros ne se tournent plus vers les leaders politiques traditionnels, cela ne signifie pas qu'ils remplacent cette recherche de reconnaissance verticale (de la part de ceux qu'ils considèrent comme supérieurs) par une autre, purement horizontale (de ceux considérés comme des égaux). Simplement, se produit une redéfinition de la qualité des hommes dits « supérieurs », catégorie revenant désormais aux chefs des guérilleros : « *les chefs guérilleros ne sont pas des personnages connus dans le monde politique national ; ils sont de simples paysans que les circonstances de la répression et leur caractère convertissent en chefs guérilleros* »¹³⁶¹. Ainsi, les biographies de certains d'entre eux indiquent leur origine et leurs conditions socio-politiques. S'agissant de « Manuel Marulanda », quelques éléments de son profil ont déjà été présentés. Cependant, la notice biographique réalisée par un autre guérillero des FARC, Jaime Guaracas, s'avère intéressante.

¹³⁵⁸ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2008. pp. 43-50

¹³⁵⁹ « Pour monter (...) les conditions suivantes sont exigées : a. des connaissances militaires ; b. des connaissances politiques de type marxiste ; c. savoir lire et écrire, avoir des notions minimales d'orthographe et savoir les quatre opérations d'arithmétique ; d. disposer d'un bon comportement dans sa vie publique et privée ». Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 221

¹³⁶⁰ Torres (Camilo), *op.cit.*, 1985. p. 79

¹³⁶¹ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 125

« Pedro Antonio Marín est né le 12 mai 1928 dans la municipalité de Génova, ancien département de Caldas. Fils de deux paysans humbles, Rosa Delia Marín et Pierre Paul Marín, du mariage desquels sont issus plusieurs enfants: Rosa Helena, Jesús Antonio (mort au combat en 1957 contres les troupes du gouvernement), Carmen Obdulia et Rosa María Marín, aujourd’hui la seule survivante. Adolescent de 16 ans, à cause du travail des champs, il ne peut terminer la cinquième année de primaire dans la petite école rurale où il étudiait. Très vite, il devient scieur de bois professionnel, en la forme manuelle, qu’il proposait sur le marché du village tout en vendant du fromage. Le 9 avril 1948 le trouve ainsi, jour où est assassiné Jorge Eliécer Gaitán à Bogotá. Le premier événement marquant pour lui est la destruction et l’incendie de la municipalité de Ceilán – d’où provenaient le fromage et le bois vendus –, et le massacre de la population libérale. Cette situation l’oblige à abandonner son travail et à commencer à se protéger. Il revient dans son village natal, Génova, et la police l’arrête (...), l’accusant d’avoir participé aux évènements de Ceilán, quand leurs promoteurs étaient la police elle-même et les conservateurs armés; situation résolue suite par la permission demandée à ses gardes d’aller résoudre une affaire relative au travail, suite à laquelle il ne revient pas se présenter à la Police. Cela se passait en 1948. En 1949, la situation en Colombie a continué d’empirer et il se résout, à 21 ans accomplis, à organiser la première guérilla qu’il créé seulement avec des cousins et des parents. Au milieu de cette année, avec les guérillas libérales dirigées par un cousin au troisième degré, Gerardo Loaiza, il participe à de multiples combats contre l’armée et la police et, dans l’un d’eux, il est l’un des premiers guérilleros à récupérer un fusil neuf avec des munitions abondantes (...) et très tôt il apprend à le manier avec une adresse et une précision admirable, puisqu’en plaçant une feuille de papier de cahier à une distance de 800 mètres, il la divisait en deux d’un tir (...). Cette même année, il commence à observer et à établir une certaine différence dans le comportement des deux mouvements guérilleros, celui des libéraux “propres” et celui des communistes. Le jeune guérillero observe un premier épisode qui le fait beaucoup réfléchir, quand arrivant dans un campement des libéraux propres, il voit là son ami Jacobo Frías Alape (“Charro Negro”) détenu et attaché (...). Avec le courage et le don de commandement qu’il avait déjà, il se dirigea vers les principaux chefs et, avec une voix douce lente mais énergique, il reprocha: “j’ai besoin que vous relâchiez tout de suite Charro, il ne peut y avoir de retard parce que j’ai besoin de parler avec lui” (...). Au début de 1951, sont rompus les accords ayant liés les deux guérillas et ayant permis d’établir un État-Major conjoint et l’affrontement armé entre les deux guérillas commence (...). En 1952, il participe à un cours politique et idéologique pour la formation des cadres du parti communiste, école organisée dans la *vereda* (hameau) Buenavista dans la partie haute du Davis, cours unique auquel il participe comme élève. A

la fin du cours, il est nommé membre parti communiste colombien et là, ils le baptisent du nom de “Manuel Marulanda Vélez”.... »¹³⁶².

Ciro Trujillo raconte aussi sa propre histoire :

« En 1948, j’avais 20 ans révolus. De famille paysanne humble dont la source principale de revenus était son propre travail. Mon grand-père maternel était indigène de la lignée des Pijaos. Mes parents étaient très catholiques et jamais ils n’ont pensé du mal des gens qui les gouvernaient ni des curateurs d’âmes, prédicateurs de la résignation. Ma jeunesse était pleine d’espérances. J’avais l’espoir de créer une petite ferme pour m’occuper en suite à étudier, pour être à la hauteur de mes condisciples qui avaient été de l’avant. Vint la grande vague et tous mes espoirs sont tombés à terre. C’était des temps de violence. Cela venait d’en haut, ils la faisaient depuis le gouvernement. La police chulavita [conservatrice] couvrait les champs de cadavres. Elle avait été sélectionnée pour cette mission. Mes faibles connaissances et mon sang d’indien m’ont permis de comprendre que, en ne résistant pas aux bandits qui portaient un uniforme et aux civils qui les incitaient à commettre des actes de barbarie, des milliers de paysans seraient passivement assassinés. Un jour, la violence a frappé notre propre maison. Les *chulavitas* étaient venus me chercher uniquement parce qu’une fois j’avais fait campagne politique en faveur de Jorge Eliécer Gaitán auprès de connaissances. C’était la revanche réactionnaire pour les faits du 9 avril. J’ai disparu pendant un temps, près d’un an. Je me suis enfui par les champs et les petits hameaux, dans beaucoup d’endroits du pays, mais partout, il y avait une persécution contre les libéraux et les communistes. Il n’était pas possible de trouver un lieu de calme au milieu de la tempête qui grossissait. Il n’était pas possible d’avoir un travail pacifique nulle part. (...). Les paysans du lieu s’inquiétaient (...) nous adoptons l’organisation qui convient : nous travaillerons organisés en groupes, nous établissons une surveillance de notre travail et pour garantir la sécurité des femmes et des enfants. Ainsi, a été formé plus tard notre premier commando. Un jour, nous recevons une communication. 8 hommes et deux commandants de guérilleros communistes voulaient nous visiter. Ils venaient de Chaparral où ils combattaient depuis peu. J’ai considéré ce jour comme le plus chanceux de ma vie. Avec les visiteurs, arrivait une idée politique nouvelle pour nous ; arrivaient des orientations, des propositions, des initiatives, de l’aide »¹³⁶³.

Un autre leader de la guérilla de las FARC, présent à Marquetalia, est Jaime Guaracas.

« Je viens d’une famille paysanne très modeste qui exploitait un bout de terre dans le Tolima, au sud de la Colombie. Mes parents ont défriché la forêt pour construire deux petites fermes, où nous sommes nés, six garçons et deux filles. Je suis le seul de la famille encore en vie. Ma mère et ma petite sœur sont mortes très jeunes, faute de médecin. Le 9

¹³⁶² « Tirofijo, por su mejor amigo », *Semana*, 31 janvier 2009, (en ligne).

avril 1948, après l'assassinat du dirigeant libéral Jorge Eliecer Gaitán, la violence du gouvernement conservateur contre les libéraux et les communistes s'est propagée dans tout le pays. Ma famille a dû faire la même chose que des milliers de paysans : se cacher dans la forêt pour échapper à la mort. Mes frères aînés se sont mis à la recherche d'autres jeunes qui étaient en train de s'organiser pour défendre leur vie. En effet la police les poursuivait afin de les assassiner, parce qu'ils avaient commis le délit d'être libéraux. Ces jeunes sont devenus des guérilleros qui luttait contre la dictature fasciste. Moi, j'étais très jeune. En 1953, le général Gustavo Rojas Pinilla a pris le pouvoir. Face à son offre de paix aux rebelles en armes, les guérillas libérales se sont démobilisées. Quelques-uns de ces commandos, qui avaient combattu aux côtés des communistes, ont décidé de s'allier avec le gouvernement militaire pour nous persécuter. La consigne du gouvernement était de nous éliminer et pour cela, il comptait sur l'armée, la police, les conservateurs et les libéraux. Alors, dirigés par Jacobo Prias, plus connu sous le nom de "Charro Negro", le chef du mouvement communiste paysan, nous avons décidé de nous replier. Charro nous a rassemblés. Nous étions environ quatre-vingt guérilleros. Il nous a expliqué que les offres de Rojas Pinilla n'étaient pas ce dont la Colombie et les colombiens avaient besoin. Que tout cela n'était que mensonge et qu'on s'en apercevrait bientôt. C'est pourquoi il n'acceptait aucune reddition d'armes. Après, il a demandé que ceux qui voulaient le suivre s'avancent d'un pas, ajoutant que ça devait être une décision volontaire, et répétant que la lutte serait longue et dure. Je l'ai fait. J'avais quinze ans à peine. Avec nous, il y avait le camarade Marulanda, qui s'était joint au mouvement d'autodéfense communiste du Tolima en 1953. Don Pablo, son père, déjà vieux nous accompagnait aussi. Nous étions trente : 26 hommes et 4 femmes »¹³⁶⁴.

Comme on peut le voir, Pedro Antonio Marín (« Manuel Marulanda »), Ciro Trujillo et Jaime Guaracas, sont tous membres de familles paysannes (du département du Tolima). Il s'agit de familles d'origine humble, mais qui ne vivent pas dans des conditions de pauvreté extrême. Elles possèdent une terre et la cultivent. Tous trois sont très jeunes lorsqu'ils rejoignent la guérilla (respectivement 21, 20 et 15 ans). Ils sont tous victimes de la violence conservatrice ou poursuivis par les forces gouvernementales. En ce qui concerne l'existence de valeurs viriles, virilité entendue comme l'importance ou la capacité de montrer de la force physique ou du courage moral, les trois guérilleros, fondateurs des FARC, étaient des paysans habitués aux travaux très exigeants des champs (« Marulanda » était scieur de bois et produisait du fromage, Ciro Trujillo

¹³⁶³ Ciro Trujillo : *Paginas de su vida, op.cit.*, 1974.

et Jaime Guaraca travaillaient tous deux sur la propriété de leurs parents). Rosa Helena, la soeur de « Manuel Marulanda », rapporte ainsi à son sujet :

« Je me rappelle que, lorsque nous étions à l'école, il était un peu menteur. Je me souviens particulièrement qu'il aimait beaucoup, quand ils l'envoyèrent à la caserne accomplir son service militaire, qu'ils lui ordonnent de se tenir droit et qu'il astiquait son arme et son uniforme. Il passait le temps à fabriquer des fusils avec des manches de parapluie (...). Il rêvait beaucoup des armes même si elles étaient des jouets. Les autres enfants recherchaient beaucoup la bagarre peut-être par envie parce qu'il sortait du lot, et alors mon frère leur donnait de bonnes raclées. Quand il ne pouvait pas les leur donner à l'école, il les attendait alors en haut d'un avocatier et à leur passage, il les attrapait et leur flanquait des corrections »¹³⁶⁵.

Autour de ces hommes (et de plusieurs autres : Jacobo Prías Alape « Charro Negro », Isauro Yosa « Capitán Lister »...) se constitue une « mystique guérillera », une mystique du guérillero pour le mouvement et ses leaders.

« Le chef guérillero est l'ami, celui qui va toujours de l'avant celui qui partage avec les siens les mêmes dangers et pénuries, sans avantage dans le butin, sans avantage dans le courage et le risque. Il est le leader choisi par le groupe ou désigné par les "garçons" dans le conseil des égaux. On le respecte parce qu'il est vaillant, pour ses qualités de commandement, ou pour son impitoyable cruauté dans la vengeance ; on lui obéi aveuglément et on l'aime simplement parce que son image de mâle subjugué par la force primitive et sauvage. Le pouvoir agglutinant de la tragédie commune met ces gens sur le même pied»¹³⁶⁶.

La sublimation des motifs de la lutte est ce qui crée ce type de « mystique ». La confirmation de la « supériorité morale » du guérillero face à lui même : « *la force du guérillero n'est pas l'arme physique qu'il porte à l'épaule, mais la force morale conquise en son for intérieur, au combat. C'est l'unité supérieure de l'homme qui touche la frontière avec les dieux* »¹³⁶⁷. Ainsi, le commandant en chef des FARC, « Manuel Marulanda », est traité comme une divinité, durant toute sa vie guérillera :

« Marulanda était pour eux un dieu, le respect absolu, sa parole ne pouvait être remise en cause. Ils lui nettoyaient les bottes, le portaient, arrangeaient sa chaise, mettaient un tapis,

¹³⁶⁴ Calvo Ospina (Hernando), « Interview de Jaime Guaracas, guérillero légendaire : 'Malheureusement, la paix n'est pas entre les mains des FARC' », *Le grand soir*, 18 octobre 2008, (en ligne).

¹³⁶⁵ Arango (Carlos), *op.cit.*, 1984. pp. 188-192

¹³⁶⁶ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 253

¹³⁶⁷ Franco Isaza (Eduardo), *Las guérrillas del Llano*, Bogotá, s.i, 1959. p. 180

des coussins, des planches pour qu'il ne marche pas dans la boue. Ainsi faisaient ceux du Secrétariat, Jojoy, Cano, tous ceux du Secrétariat »¹³⁶⁸.

Mais le prestige dont jouissent les leaders de la guérilla, pendant l'époque de *la Violencia*, génère des conflits entre les différentes factions et alimente l'animosité entre les *limpios* (libéraux) et les *comunes* (communistes). Parfois, l'affrontement entre les guérillas découle de questions personnelles entre les chefs des différents groupes. Ceux-ci n'occupent pas seulement cette fonction à cause de circonstances particulières, indépendantes de leur volonté, mais par un véritable désir d'exercer le commandement. Dès lors, les conflits entre eux sont inévitables par la conjugaison de l'ambition, du favoritisme, de la jalousie occasionnelle d'un *caudillo* qui veut diriger sans avoir de rivaux. Dans les Llanos, cette situation s'était déjà produite avec Eliseo Vélasquez, guérillero autoproclamé chef suprême des Llanos. Ayant invité Guadalupe Salcedo à se joindre à son « armée révolutionnaire », il avait demandé, suite au refus de celui-ci, qu'on le lui amène mort ou vif... A une autre occasion, Eduardo Franco Isaza, guérillero libéral, rapporte les propos suivants :

« Vélasquez était content ce jour-là (...). Tandis qu'il examinait et actionnait le mécanisme de son pistolet, avec le canon tourné vers moi, il passa en revue ses exploits personnels, en accordant peu d'importance à la révolution. Il me dit qu'il était un peu dégoûté par les gens des Llanos, parce que s'ils ne respectaient pas à ses ordres, il devrait partir ailleurs, eh bien, parce que les endroits pour se battre ne manquaient pas.

- Et comment lui paraissaient tous les chefs qu'il y avait?
- Ici, il n'y a pas d'autre chef que moi ! dit-il catégoriquement. Il y a par ici des chefaillons qui en savent beaucoup et qui n'ont jamais combattus, comme je l'ai fait à Puerto López.
- Les Villamarines, *Minuto*, se sont battus plus que quiconque du Cocuy jusqu'aux plateaux ; jour après jour, avec du plomb et non des contes.
- C'est ça !, cria Vélasquez, ils se sont beaucoup battus, mais ils n'ont jamais vaincu personne comme je l'ai fait, moi qui les ai tous tués. Et voilà qu'ils veulent à présent m'en imposer et m'en apprendre... ce qui existe ici, c'est de l'envie et du régionalisme. Les Villamarines, les Esguerras, les Delgado et tous les autres sont de la même espèce et ils n'obéissent pas à mes ordres »¹³⁶⁹.

¹³⁶⁸ Rueda (María Isabel), « El libro de Luis Eladio », *Semana*, 31 mai 2008, (en ligne).

¹³⁶⁹ Casas (Ulises), *op.cit.*, 1987. p. 126

4.1.2. Les femmes et les enfants de la guérilla paysanne

Pour compléter l'analyse de quelques profils guérilleros et des caractéristiques sociologiques du groupe dans son étape initiale, il est important d'étudier le rôle des femmes et des enfants dans la guérilla. S'agissant des femmes, bien que sur le plan national, elles aient déjà commencé à jouer un rôle important en tant qu'initiatrices de mobilisation sociale (comme c'est le cas de Marie Cano, surnommée « fleur du travail », qui, dans les années 20, dénonce les compagnies nord-américaines bananières, pétrolières et minières et le gouvernement national comme ne garantissant pas le respect des conditions d'emploi des travailleurs et la souveraineté nationale), il est certain que, dans le monde rural, le rôle attribué aux femmes, dans le cadre d'une société patriarcale et machiste, demeure très traditionnel. Il n'existe pas beaucoup d'informations sur la participation des femmes dans la guérilla pendant ces premières années. Nous savons que des groupes de femmes et d'enfants accompagnent la guérilla (car membres de la famille des guérilleros ou cherchant une protection auprès d'hommes armés). Les documents des FARC font mention de Myriam Narváez, Tula Brun, Georgina Ortiz, Judith Grisales et Marie Eugenia Castañeda, sans fournir d'information supplémentaire à leur propos. Rosa Helena, la sœur de « Manuel Marulanda », raconte que : « *je marchais avec eux [les guérilleros] mais seulement pour les aider à faire les tâches propres aux femmes comme laver, repasser et réparer les vêtements des guérilleros, s'occuper de la cuisine et des autres travaux domestiques* »¹³⁷⁰. Dans leur étude sur la Violence, Guzmán, Borda et Umaña, à la question de savoir quel est le rôle la femme au sein de cette lutte, répondent :

« Elles accompagnaient le groupe familial transhumant, s'occupaient du bivouac, cousaient les uniformes, réparaient les haillons et servaient d'yeux et d'oreilles aux guérillas. Leur travail d'espionnage était facilité en raison de leur sexe, jusqu'à ce que leur extermination systématique soit décrétée. Certaines, très habiles, ont réussi à neutraliser, par des relations amoureuses, des employés donjuanesques détachés dans les zones en crise. Il n'était pas rare que, pendant que madame recevait des caresses militaires dans une chambre à coucher, des guérilleros se cachaient dans une autre et connaissaient immédiatement les plans

¹³⁷⁰ Arango (Carlos), *op.cit.*, 1984. p. 190

arrachés aux imprudents par les charmes de la dame. Il y a eu beaucoup d'actes d'héroïsme de la part des femmes »¹³⁷¹.

En ce qui concerne les enfants, les enquêteurs du principal ouvrage sur la Violence affirment que : « *des milliers d'orphelins grandissent portant avec eux un monstre apocalyptique* »¹³⁷². Les enfants jouent un rôle très actif dans la guérilla : ils portent des messages, récoltent des informations, ils sont indicateurs (dénonçant des « ennemis locaux » à la guérilla), ils organisent les assauts contre des propriétés et foyers d'opposants, et combattent aussi. Ils sont non seulement utilisés comme estafettes, informateurs, frondeurs, incendiaires, mais ils sont parfois obligés d'exécuter des actes de sadisme sur le corps de leurs ennemis. « *Il y a des petits soldats ou de futurs chefs (comme "Caporal"¹³⁷³), des assassins et des criminels précoces, demain clientèle des cartels et des cours judiciaires, ils seront le fouet de la société qui les a frustrés* »¹³⁷⁴. Dans le modèle d'analyse d'Axel Honneth, basé sur les travaux du psychanalyste Donald Winnicott, une attention spéciale est consacrée aux relations affectives que développent les enfants et l'effet de la sociabilité sur leur processus de connaissance et de reconnaissance où l'environnement joue un rôle majeur. Dans quel environnement se forment les liens affectifs et sociaux des enfants de *la Violencia* ? Les témoignages de combattants permettent de se faire une idée :

« Mon deuxième mari (guérillero communiste) craignait beaucoup qu'ils le capturent. De plus, la peur des gens l'avait pris, il était très méfiant et ombrageux (...). C'est que depuis l'enfance, il avait dû aller dans la montagne (...). Cela faisait plusieurs années qu'il ne s'était pas rendu dans un village. Il avait été pratiquement élevé dans la forêt »¹³⁷⁵.

« Dans les quatre jours des lâchers des "feuilles de paix" (du gouvernement Rojas), les avions ont mitraillé les enfants à Herrera (Tolima) alors qu'ils formaient les rangs pour entrer en classe. Après avoir entendu ce fait, les gamins ont laissé éclater leur haine : ces "fils de porc" nous ont tirés dessus. Ces maudits ont tué une femme qui défendait son enfant. Les feuilles étaient un mensonge : nous les avons crus et ils nous ont presque eu »¹³⁷⁶.

¹³⁷¹ Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 163

¹³⁷² *Ibid.* p. 169

¹³⁷³ "Caporal" est un enfant guérillero dont le surnom (il n'existe pas beaucoup d'information sur sa vraie identité) est devenu très connu à l'époque de la Violence, non seulement par son jeune âge, mais aussi pour sa capacité au commandement, son habileté militaire et sa férocité au combat.

¹³⁷⁴ Guzmán Campos (Germán), *op.cit.*, 1968. p. 210.

¹³⁷⁵ *Ibid.* p. 180

¹³⁷⁶ *Ibid.* p. 213

Dans son étude sur la violence révolutionnaire, Isabelle Sommier rappelle que conformément aux théories de l'apprentissage, le comportement violent est un comportement qui s'apprend plus ou moins bien selon son degré d'acceptation dans la culture ou subculture¹³⁷⁷. Dans le cas colombien, pour de nombreux enfants de cette période, la connaissance et la reconnaissance se réalisent à travers les armes. Ces enfants seront appelés des « enfants de la violence ». Orlando Fals Borda utilise cette expression, pour faire la différence entre les premiers leaders du guérilla (leaders paternalistes), rejoints quelques années plus tard (environ une décennie) par ces « enfants de la violence » au caractère plus « criminel ».

« Initialement, les groupes ruraux poursuivis se sont présentés aux dirigeants paternalistes pour assurer leur survie; mais cette direction traditionnelle a été rapidement remplacée par des éléments plus jeunes qui avaient de rares souvenirs du passé sacralisé. Au contraire, beaucoup d'entre eux entretenaient de la rancœur contre le vieux système et se convertirent en guérilleros. Avec le temps, ils ont laissé place à un troisième type de chefs dénommés "enfants de la violence" car ayant grandi dans ce climat. Leur émergence requiert une certaine attention. Selon le rapport de Guzmán, ce nouveau type de criminel est avant tout un déraciné. Il commence par changer les normes qui ont régi antérieurement sa conduite par d'autres, adaptées aux nouvelles conditions de violence. Ainsi, en premier lieu, il casse le binôme homme-terre, vital pour le paysan (...), il ne cultive pas et ne s'occupe pas des arbres (...). Il perd ainsi l'idée de la chaumière comme quelque chose capable de l'enraciner ou de lui apporter une paix intérieure, une sécurité ou une permanence, il devient donc un nomade, un vagabond. Sa situation extralégale le rend instable (...). En troisième lieu, le criminel évolue dans des atmosphères socialement très précaires, complètement différentes du contexte entourant son foyer (...) et cela amène à devenir totalement différent (...) avec de l'anxiété sexuelle et des tendances pathologiques (...). Il perd également la conception du chemin comme élément intégrant de la vie paysanne et se tourne vers (...) des sentiers défendus et insoupçonnés (...). Il perd ses positions religieuses. Ces enfants de la violence se considèrent eux-mêmes comme des victimes de la société traditionaliste, par le manque d'attention qu'elle a prêté à leurs besoins et, par le fait qu'elle leur a fait supporter au départ l'impact du désastre causé à leurs familles et communautés »¹³⁷⁸.

Il est aussi observé que les profils des guérilleros, spécialement des « enfants de la Violence », illustrent la façon dont des explications purement

¹³⁷⁷ Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2008. p. 12

¹³⁷⁸ Fals Borda (Orlando), « Lo sacro y lo violento, aspectos problematicos del desarrollo en Colombia », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985. pp. 43-44

matérielles (la lutte pour obtenir des gains économiques ou politiques) peuvent expliquer en partie la violence mais ne reflètent pas toute sa complexité. Le combat des FARC est aussi alimenté par les nécessités individuelles de reconnaissance des sujets se considérant comme « victimes d'une société traditionaliste qui a prêté peu d'attention à leurs besoins ». Comme le remarque Herbert Braun :

« Depuis au moins la fin des années 1940, les violences se mélangent aux vies privées des individus. Elles apparaissent dans leurs maisons, dans leurs lieux de travail et là où ils passent leurs loisirs (...). Les vies des individus ayant peu en commun avec les groupes organisés de n'importe quelle sorte, cherchant à vivre en marges du conflit, n'ont pas été respectées dans les années 1950 et ne le sont pas aujourd'hui, ou pendant aucune période intermédiaire. Le rejet que les guérilleros ont ressenti au début des années 1950 était, avant tout, une question fortement personnelle. Les luttes ont été personnelles depuis lors. Les passions qui ont été générées par un rejet personnel il y a des décennies sont maintenant moins intensément ressenties. Elles sont difficiles à maintenir sur une longue période de temps. Une grande partie de la haine a disparu. Mais le désir d'être reconnu, d'être respecté, d'être compris pour toutes les luttes que les guérilleros ont engagées depuis, semble être aussi fort aujourd'hui qu'alors »¹³⁷⁹.

Les guérilleros originaires du mouvement des FARC, sont des hommes, des femmes et enfants paysans. Comme « Manuel Marulanda », certains vont rester toute leur vie dans la guérilla, d'autres, comme Isauro Yosa, vont prendre leur retraite dans les années 70 (« *vers la fin des années 70, les FARC mettent à la retraite, quelques dirigeants présents depuis le commencement. Vieillis, ils ne supportent plus le rythme. Le cas le plus connu est celui d'Isauro Yosa, connue sous le nom de Capitaine Lister. Il est retournée travailler une terre dans l'anonymat le plus complet* »¹³⁸⁰). Mais une majorité va se compromettre dans la violence armée, plus par des éléments subjectifs, émotionnels, moraux ou identitaires (la recherche d'une affirmation de sa propre identité, et même de son droit d'exister en tant qu'êtres humains) que par un calcul rationnel coût - bénéfice ou par les effets de la structure socio-économique du pays. Pour garantir leur intégrité physique et psychologique (affection), pour défendre un élément partie intégrante de leur identité – libéralisme – et rechercher la reconnaissance de

¹³⁷⁹ Braun (Herbert), *op.cit.*, 2007. p. 23

¹³⁸⁰ « ¿Qué les queda a las FARC ? », *op.cit.*, 2008, (en ligne).

leaders politiques et des habitants urbains (droit), pour récupérer leur dignité et leur honneur en étant capable de protéger leur famille, leur femme, leurs enfants et leurs biens, ou de les venger quand ils leur ont été enlevés (solidarité), les hommes prennent les armes pour les conserver pendant des décennies (entre autres raisons étudiées dans ce chapitre et celui dédié à l'analyse historique de la période de *la Violencia*). La violence armée¹³⁸¹ modifie à son tour l'environnement social, la manière dont les individus peuvent savoir s'ils sont reconnus ou non, et aussi la propre perception de leur « valeur » (identités idéalisées) qui génèrent de nouvelles nécessités (ou dénis) de reconnaissance qui modifient, dans une certaine mesure, les caractéristiques et les actions de la guérilla. De nouveaux membres des guérillas, avec des profils ruraux-urbains (paysans « urbanisés » et quelques habitants de la classe moyenne des villes) intègrent le mouvement dans le cadre des mobilisations sociales et politiques des années 60 et 70.

¹³⁸¹ « La guerre devenait un exercice joyeux qui, avec ses tirs et ses cris, ses assauts et violences contre la propriété et à la femme du voisin, cassait la sordide routine du travail (...). Parce que, pour le paysan isolé dans son ranch, plus que l'habitant du village, la solitude, le silence, l'obscurité nocturne, le visage impénétrable de la femme, l'aboiement des chiens, la plainte des créatures, le dévoraient (...). La guerre était le courrier populaire, et parfois le seul ». Lleras Camargo (Alberto), *Memorias*, Bogotá, Taurus, 2006. p. 21

4.2 Les idéologues et les « révolutionnaires » de la guérilla

« La rébellion à l'ordre et au pouvoir d'Etat est toujours perçue comme romantique car répondant à un combat noble mais perdu d'avance, celui du désir de hurler sa désespérance face à l'absurdité du monde »¹³⁸².

« Il m'avoua, par fatigue ou par mélancolie, qu'il avait perdu bien des illusions sur notre idéal de justice. Il avait appris à trop parler argent avec des hommes qui ne faisaient que des affaires. Il ne croyait plus à la réalité de la Révolution. Je ne dirai jamais tout cela devant une autre personne, mais il faut être pauvre, étranger ou vouloir se venger de quelqu'un pour penser que nous nous battons pour un idéal. "La Révolution, c'est un business comme un autre, mon ami, rien de plus", m'a-t-il dit. "Nous voulons le pouvoir et pour y arriver, tous les moyens sont bons. Et tu habilles tout ça avec de beaux discours !" »¹³⁸³.

Comme le remarque le politologue et sociologue Ariel Avila, après la première « vague » de guérilleros qui correspond en majorité au modèle du paysan traditionnel, une deuxième vague rejoint la guérilla principalement dans la décennie des années 70 (puis, à la fin des années 80, après le génocide de l'Union Patriotique), liée aux mouvements ou partis de gauche, et avec elle plusieurs dissidents du parti communiste : « Jacobo Arenas », Hernando González, « Alfonso Cano », « Simón Trinidad »... presque tous appartenant à la classe moyenne et étudiants en sciences sociales. Les « nouveaux » guérilleros, qui vont occuper rapidement, pour la plupart, des postes de commandement dans l'organisation contribuent à la construction d'un discours faisant la synthèse des revendications en matière de reconnaissance formulées par les autres guérilleros, y compris les guérilleros-paysans, dont il a été question dans le chapitre précédent. Comme cela a été souligné par Xavier Crettiez et Isabelle Sommier, la « révolution a une dimension romantique » car la révolte contre l'ordre, contre le pouvoir d'Etat, est presque toujours « un combat noble mais perdu d'avance ». Le rebelle cherche donc une reconnaissance de sa douleur mais pas forcément la victoire

¹³⁸² Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2006. p. 16

politique. Il cherche à faire connaître sa douleur dans un monde inégalitaire et injuste où le choix doit se faire entre résignation et refus.

L'influence de nouveaux leaders contribue à orienter principalement la lutte pour la reconnaissance vers la sphère du « droit » (c'est-à-dire « *éviter les dénis de reconnaissance [qui] résultent de la non-reconnaissance des droits ou de l'invisibilisation des problèmes sociaux* »¹³⁸⁴), à étendre l'« horizon des attentes »¹³⁸⁵ et par conséquent, à modifier la configuration des FARC qui commencent à définir « *des stratégies selon un imaginaire qualifié de "gauche révolutionnaire", aussi générique que soit cette caractérisation. Elles se sont emparées de grands idéaux comme la prise du pouvoir, la mobilisation des masses et le désir ardent de réformes* »¹³⁸⁶.

4.2.1. Les guérilleros marxistes-léninistes des FARC

La participation des « guérilleros-révolutionnaires », bien qu'importante par son influence sur la construction réfléchie et structurelle des FARC, représente seulement une petite partie de la « population » de la guérilla. Pour cette raison, comme nous l'avons vu auparavant, les journalistes de l'époque, y compris au milieu des années 70, décrivent encore la guérilla dans les termes suivants :

« Les escouades des FARC ressemblaient en 1975 davantage à des groupes de paysans déguenillés et sales qu'à des organisations guérilleras. Beaucoup, parmi eux, étaient chaussés d'espadrilles et de *cotizas* (chaussures traditionnelles) ; ils portaient des *ruanas*, des ponchos et des tenues civiles. Très peu – presque toujours les chefs – utilisaient des bottes militaires et s'habillaient avec les uniformes volés aux cadavres des militaires tombés dans les affrontements »¹³⁸⁷.

Durant la période 1960-1980, les effectifs de la guérilla des FARC n'ont pas augmenté de façon importante : il y avait entre 900 et 1 000 guérilleros à la fin des années 70. Les FARC sont composées principalement de guérilleros-paysans s'étant refusés à remettre les armes après la fin des affrontements de *La Violencia*,

¹³⁸³ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 76

¹³⁸⁴ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 69

¹³⁸⁵ Koselleck (Reinchart), *Futuro pasado : para una semantica de los tiempos históricos*, Barcelona, Editorial Paidós, 1993. p. 1

¹³⁸⁶ Lair (Eric), *op.cit.*

¹³⁸⁷ « Las FARC (III): una secuela mortal del comunismo », *op.cit.*, 1976.

de la dictature du général Pinilla Rojas, et du Front National. Dans une certaine mesure, on peut comparer cette situation au phénomène décrit par Isabelle Sommier : « on voit d'une part le choix de quelques-uns de continuer un combat perdu d'avance, qui montre l'adhésion au rôle de révolutionnaire professionnel »¹³⁸⁸. En plus, dans le cas colombien, il n'y avait pas « les conditions sociales de la reddition de la majorité : l'assurance de ne pas connaître de longues années d'incarcération mais aussi, en amont, la capacité de reprendre le fil d'une existence presque ordinaire »¹³⁸⁹, ce qui a encouragé certains individus à conserver ces armes et continuer le combat dans la guérilla.

Effectivement, la majorité des nouveaux effectifs des FARC continue d'avoir une origine paysanne et rurale. Mais la campagne colombienne a changé d'aspect depuis l'époque précédent *La Violencia*. En premier lieu, la population qui habite les aires rurales a considérablement diminué (à cause de la violence et des changements dans la structure de production et l'économie colombienne) : au cours d'une période relativement courte, de 1938 à 1985, le nombre de ruraux dans la population totale passe de 70,1 % à 28 %¹³⁹⁰. En second lieu, les gouvernements du Front National¹³⁹¹ essaient de mettre en application des réformes sociales pour lutter contre les effets de *la Violencia* (comme pour répondre aux demandes sociales). Ces réformes, par exemple, le renforcement des mécanismes démocratiques au plan local et régional ou la volonté d'une amélioration du système éducatif (qui passe pour un système d'éducation populaire basé sur le coopératisme), sont destinées à « créer la confiance dans les dirigeants locaux et un nouveau sens d'autonomie constructive au sein des communautés, les inclinant à situer leur centre à l'école plutôt qu'à l'église »¹³⁹². Pour le sociologue Orlando Fals Borda :

¹³⁸⁸ Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2008. p. 138

¹³⁸⁹ *Ibid.* p. 138

¹³⁹⁰ Kalmanovitz (Salomón), « El desarrollo histórico del campo colombiano », dans *Colombia Hoy*, ed. par Melo González (José Orlando), Bogotá, Biblioteca Familiar Presidencia de la República, 1996.

¹³⁹¹ « La période du Front National a été caractérisée par la croissance et la stabilité économique. Cette situation a changé sous le premier Gouvernement de transition politique, entre 1974 et 1978, lorsque l'économie a décéléré et l'inflation a explosé. Avec la crise économique, visible principalement dans les villes, le malaise social a augmenté. Cela s'est ajouté au désenchantement politique généré par le gouvernement d'Alfonso López Michelsen (1974-1978) sur qui reposaient de fortes attentes pour la transition politique, après la fermeture formelle du Front National (1958-1974) ». Grupo de Memoria Histórica, *op.cit.*, 2013. p. 131

¹³⁹² Fals Borda (Orlando), *op.cit.*, 1985. p. 33

« Les changements les plus impressionnants ont trait à la personnalité et au comportement des paysans. Les paysans ne sont déjà plus les hommes résignés et ignorants qui retiraient leur chapeau après avoir vu le maître et le saluaient avec crainte et révérence. Maintenant, ils sont des hommes, dans le sens total et positif du mot, des hommes qui savent comment agir avec dignité et comment réclamer et commander. Parce qu'ils sont arrivés à se convaincre qu'ils sont capables de modeler leur propre destin, qu'ils sont capables de "faire des choses", qu'ils n'ont pas à dépendre des *gamonales*, des maîtres ou des fonctionnaires fréquemment arbitraires »¹³⁹³.

Cependant, tous les aspects « traditionnels » de la culture rurale colombienne n'ont pas changé sous l'effet d'un contact plus important avec le monde urbain ou des mesures adoptées par le gouvernement. Certaines caractéristiques perdurent comme le patriarcat, le machisme et l'importance des valeurs viriles comme éléments de reconnaissance personnelle et sociale, la nécessité de la « vengeance » pour préserver l'« honneur ». L'histoire suivante, rapportée par le journal *El Tiempo* en 1978, illustre cette situation :

« Une vengeance entre des membres actifs des FARC pour l'amour d'une maîtresse d'école totalise jusqu'à maintenant un solde de quatre morts, parmi lesquels le second commandant opérationnel de ce groupe en Colombie, José de Jesús Rivas ("Cartagena"). Tout a commencé en mai dernier, quand Rigoberto Lozada ("Joselo") a donné l'ordre à plusieurs de ses hommes de s'emparer de la maîtresse d'école (...) qui était son ancienne amante. En arrivant au sud d'Atá la patrouille commandé par "Cartagena" et Narciso Vega, "Chica Pierna", a rencontré une grande réceptivité de la part de la professeure. "J'irai le rejoindre parce que je l'aime beaucoup", leur a-t-elle dit (...). Il s'était écoulé quelques heures, lorsque, après être passé par des buissons, "Cartagena" a proposé à la maîtresse amoureuse de "Joselo" de divorcer de celui-ci et de céder plutôt à ses avances. Tout cela s'est produit devant "Chica Pierna", aussi beau-frère de "Joselo". La maîtresse d'école a catégoriquement refusé et "Cartagena", ivre de colère, a décidé de l'abattre de deux tirs. L'homicide a provoqué la réaction immédiate de "Chica Pierna" qui a tiré sur plusieurs fois sur "Cartagena" (...). Par la suite, le haut commandement guérillero du groupe de "Cartagena", a organisé un conseil de guerre contre "Chica Pierna" et a résolu de l'exécuter. Mais l'affaire ne s'est pas terminée par cette *vendetta* (...). "Joselo", après avoir été informé de la mort de sa maîtresse et de son beau-frère, ce dernier aux mains du tribunal guérillero du défunt "Cartagena", a éliminé le commandant de ce sous-groupe des FARC »¹³⁹⁴.

¹³⁹³ *Ibid.* p. 33

¹³⁹⁴ Sánchez (Arnulfo), « Vendetta entre FARC por una maestra : 4 muertos », *El Tiempo*, 15 août 1978.

Comme cela a été dit auparavant, face à la composition majoritairement rurale de la population des FARC, la radicalisation croissante de la jeunesse universitaire et des couches moyennes urbaines, amène l'incorporation dans la guérilla d'un nouveau type de combattants et de leaders guérilleros. Selon le professeur Charles Medina, « *dans les années soixante, beaucoup d'étudiants ont fait partie des guérillas. Presque tous des Universités publiques : Industriel de Santander, Université du Valle, l'Université Antioquia et l'Université Nationale de Colombie* »¹³⁹⁵. Beaucoup de membres et de futurs cadres des guérillas de la « deuxième génération » (c'est-à-dire ceux n'ayant pas intégré les groupes paysans libéraux et communistes à l'époque de *La Violencia*), se sont liés à la Jeunesse Communiste colombienne (JUCO), fondée en 1951 et au parti communiste colombien (PCC), dans le cadre des Universités publiques. De plus, comme le remarque Philippe Burin de Roziers, les guérillas « *établirent leur repaire dans les universités qui, protégées des incursions des l'armée par le tabou de l'autonomie universitaire, servaient de lieux de recrutement, de refuges et de caches d'armes* »¹³⁹⁶. La journaliste Jineth Bedoya raconte l'expérience qui lui a été rapportée par un guérillero des FARC dans la municipalité de La Unión (Meta).

« Un an auparavant, un jeune universitaire, qui m'avait rencontré lors de l'une de ses visites à La Julia, assurait que (...) lui et 13 autres garçons avaient été invités par la guérilla pour connaître les campements. Son expérience sur le terrain était indispensable pour que "leur vienne l'amour" de la lutte sur le champ de bataille, parce que malgré le fait qu'ils avaient eu d'autres rencontres avec la gauche dans les Jeunesses Communistes et qu'ils haranguaient dans leur université contre le gouvernement, l'oligarchie et l'oppression, un groupe de miliciens les avaient convaincus de "prendre partie et d'empoigner les armes". C'était l'autre particularité de La Julia. C'était un centre de rencontre, d'endoctrinement et de préparation des futurs guérilleros du Bloc Oriental. Là, les inquiets apprentis des FARC arrivaient chaque semaine par le bus de La Macarena de l'après-midi. À l'une des stations d'essence du hameau, un guérillero venait les prendre et les amenait tout de suite au camp d'entraînement. Ils écoutaient la doctrine de "Cristóbal", le professeur d'université de la Nacional, tué pendant un combat contre l'armée le 18 juillet 2007. Il leur parlait des masses, du communisme, de Marx et de Lénine et de l'oppression du régime oligarchique »¹³⁹⁷.

¹³⁹⁵ « Presencia guerrillera y paramilitar en las Universidades Públicas », op.cit., 2010.

¹³⁹⁶ Burin de Roziers (Philippe), op.cit., 1995. p. 15

¹³⁹⁷ Bedoya (Jineth), *En las trincheras del Plan Patriota*, Bogotá, Intermedio, 2008. pp. 153-155

Cependant, comme l'explique Daniel Pécaut, au sujet des relations difficiles que se sont établies entre les guérillas colombiennes FARC, ELN, EPL et M-19, les représentants de la guérilla « paysanne » vont au début éprouver beaucoup de défiance à l'égard des éléments « urbains et étudiants » des FARC :

« Deux styles de guérilla s'opposent : celui où l'organisation s'enracine dans le social et ses tensions qui lui fournissent ses justifications, et celui où l'organisation commence par le politique "pur" avec pour fondements la conviction et l'imaginaire. Aux accusations de réformisme de leurs critiques, les communistes rétorquent en dénonçant leur volontarisme "petit bourgeois" et leur fondamentalisme. Ce clivage laissera des marques (...). Elles (les FARC) auront la plus grande méfiance envers les candidats-guérilleros issus de la ville et des universités et leur imposeront des épreuves susceptibles de les décourager. Elles nourriront un ressentiment durable envers ceux qui, prétendant incarner la radicalité, les ont longtemps méprisées alors qu'elles disposaient d'une implantation territoriale et d'une capacité militaire bien supérieure »¹³⁹⁸.

Malgré cette méfiance, des guérilleros comme « Jacobo Arenas », « Alfonso Cano » ou « Simón Trinidad », ont construit un projet politique. Ils ont déplacé le balancier de la lutte de la reconnaissance de la sphère primaire (l'affection), en lien avec l'insécurité identitaire et la paralysie émotionnelle produites par le fait d'être victime de mauvais traitements, de torture, ou d'agressions violentes (la *Violencia*), vers une recherche de revendications plus « sociales », une sphère plus large de la reconnaissance, plus étroitement liée à la sphère définie par Honneth comme étant celle du « droit ». Les intérêts véhiculés par les hommes en armes (au moins au niveau du discours) deviennent moins personnels-individuels et plus collectifs-sociaux. Comme l'indique le PNUD, dans le rapport de développement humain 2003, *El Conflicto : callejón con salida*, il ne faut pas supposer que le guérilla manque d'un projet politique par le seul fait que son caractère est essentiellement paysan dans un pays à prédominance urbaine ou parce qu'ils ne disposent pas d'un appui massif. La guérilla a aussi fait du prosélytisme et un travail de base pour définir un projet cohérent. Et, en tenant en compte de l'importance de la perception que les acteurs ont d'eux-mêmes dans le développement de la lutte pour la reconnaissance et principalement dans le passage à la violence, il faut mettre en relief que : « *en tout cas, ses dirigeants [de la guérilla] se sont autodéfinis comme révolutionnaires, et ce seul fait importe car*

l'idée que chacun a de soi – vraie ou fausse, juste ou injuste – influe de façon décisive sur ses agissements »¹³⁹⁹.

Pour définir plus clairement le projet politique développé par la guérilla, il est possible d'identifier différentes « étapes » de la pensée guérillera, qui ne sont pas indépendantes les unes des autres mais qui agrègent divers éléments à l'« idéologie » ou au discours assez monolithique des FARC :

- a. L'agrarianisme radical, qui s'est maintenu jusqu'à les années 60 et qui demandait des garanties politiques, une indemnisation pour les paysans déplacés, une réforme agraire et un investissement public à la campagne ;
- b. Le marxisme-léninisme dans la ligne de l'URSS, qui a dominé jusqu'aux commencements des années 90, dans une version rigide et militariste pour laquelle «le pouvoir naît du fusil» ;
- c. Le bolivarianisme, qui s'accroît après la chute de l'URSS, où revivent et se modernisent certaines grandes idées du Libertador (latinoaméricanisme, antiimpérialisme, militarisme, interventionnisme économique, etc.).

A sa manière, le discours des FARC a en outre repris certains thèmes, très sensibles dans l'opinion publique, comme l'anticlientélisme, la dénonciation des pratiques et des fonctionnaires corrompus, la résistance à la mondialisation et au néolibéralisme, la défense de la décentralisation et de la démocratie participative »¹⁴⁰⁰.

Ce projet « révolutionnaire » définit un système de croyances qui unifie et modèle la vie interne de l'organisation, et dans une certaine mesure, ses priorités, méthodes et relations avec la communauté.

« Seule l'existence d'une idéologie partagée peut expliquer la persistance d'une unité interne des FARC malgré une augmentation de leurs effectifs et la dégradation croissante de la guerre. Cette idéologie s'incarne et se renforce dans des pratiques institutionnelles et dans une «culture organisationnelle» qui inclut des mythes (la «Colonne de marche» ...), des héros (Bolivar, Jacobo Arenas...), des rites (des séances d'autocritique, des jugements révolutionnaires), la tradition de guérilleros de père en fils, des écoles de formation et un endoctrinement permanent »¹⁴⁰¹.

Il serait intéressant d'étudier si au niveau individuel les dirigeants au profil « révolutionnaire » des FARC n'ont pas été aussi influencés (confortés dans leur idée de continuer la lutte armée) par la « reconnaissance » qui venait de l'étranger.

¹³⁹⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, p. 31

¹³⁹⁹ PNUD, *El conflicto, callejón con salida : informe nacional de desarrollo humano para Colombia*, Bogotá, PNUD, 2003, p. 40.

¹⁴⁰⁰ *Ibid.* p. 41

¹⁴⁰¹ *Ibid.* p. 41

Pour des individus « victimes » du système politique et social colombien, la preuve de leur « valeur » venait des « camarades » révolutionnaires de partout dans le monde. Il y a aussi probablement le sentiment d'appartenance à une cause commune, globale. Parlant de l'IRA et de l'ETA, « Cornelio », guérillero des FARC, indique :

« Il me plaît de savoir qu'il y a d'autres gens, par là, dans le monde qui sont aussi marxistes-léninistes comme nous et dans la lutte armée. Cela donne de l'espoir de penser que l'on n'est pas seul à lutter. Leurs triomphes nous réjouissent et nous souffrons de leurs échecs. Nous essayons même de frapper quand ils sont en difficulté pour montrer notre appui à distance »¹⁴⁰².

Le projet politique des FARC est-il destiné à l'échec ? Pour Theda Skocpol, la clé du triomphe de l'insurrection est l'effondrement de l'Etat suite à des soulèvements massifs de paysans¹⁴⁰³. Selon Jeff Goodwin, les insurrections triomphent quand il existe un gouvernement de type « sultanat » ou « exclusif »¹⁴⁰⁴, c'est-à-dire une dictature personnelle et capricieuse (par exemple le Nicaragua). L'insurrection n'obtient pas le même « succès » dans une démocratie ou une dictature impersonnelle et bureaucratique (comme au Guatemala, au Salvador et au Honduras)¹⁴⁰⁵. John Foran établit pour sa part cinq clés pour la survenue d'un succès révolutionnaire : 1. Qu'il s'agisse d'un pays dépendant ou sous-développé ; 2. Que le gouvernement soit répressif, exclusif, personnaliste ; 3. Qu'il existe une culture solide et efficace de Résistance politique ; 4. Une sévère récession économique ; 5. Un relâchement de l'appui international au gouvernement¹⁴⁰⁶.

Face à ces critères de succès d'une insurrection, il est possible de dire que la marginalité politique et géographique de la guérilla découle du fait qu'en Colombie les conditions ne sont pas réunies pour que l'insurrection armée soit un

¹⁴⁰² Beriain, (David), « La intimidad de los campamentos de las FARC », Especial 10 Dias con las FARC, *ADN*, 23 avril 2008, (en ligne).

¹⁴⁰³ Skocpol (Theda), *States and Social Revolutions : A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Londres, Cambridge University Press, 1979. Cité par PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 31

¹⁴⁰⁴ La dictature exclusive est la condition nécessaire pour le triomphe des rebelles ; en bref, parce qu'elle « aggrave le malaise populaire, bloque le changement pacifique, conduit les adversaires à s'armer pour leur propre défense, rend crédibles les idées radicales, encourage l'organisation clandestine et affaiblit les forces contre-révolutionnaires, y compris les commandements militaires ». Goodwin (Jeff), « State-Centered Approaches to Social revolutions », dans *Theorizing Revolutions*, ed. par Foran (John), Londres, Routledge, 1997. pp. 20-21. Cité par PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 31

¹⁴⁰⁵ Goodwin (Jeff), *States and Revolutions in the Third World : A Comparative Analysis*, Phd dissertation, Boston, Harvard University, 1988. Cité par PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 31

¹⁴⁰⁶ PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 31

succès, c'est-à-dire, pour que le guérilla réussisse à vaincre les autorités existantes et à prendre le contrôle de l'appareil d'Etat. Selon l'étude du PNUD, en Colombie, l'insurrection demeure périphérique parce qu'il existe une démocratie (et donc plus de reconnaissance, au moins formelle, des citoyens et des leurs droits politiques).

« Une démocratie "formelle" si l'on veut, mais une démocratie enracinée et stable. Depuis la création des FARC, dix élections présidentielles ouvertes se sont produites, douze Congrès multipartites ont tenu session et ainsi qu'une Constituante d'origine populaire, (...) les mécanismes de la démocratie directe ont été adoptés et la séparation des pouvoirs publics a été respectée – elle a même augmenté –. La marginalité politique de l'insurrection est résumée dans le fait que ses candidats -ou ceux d'organisations politiques proches d'elle d'une manière ou d'une autre- ont obtenu très peu de votes dans plusieurs d'occasions où ils ont choisi de se soumettre au verdict populaire (...). De plus, selon différentes enquêtes d'opinion, à peine deux ou trois pour cent des colombiens ressentent de la sympathie pour l'insurrection et l'immense majorité la perçoit comme purement criminelle. C'est le contraste de la Colombie. Une démocratie électorale stable et pluraliste à côté d'un conflit violent et persistant. D'un côté, le centre urbain et aussi moderne que les autres villes de l'Amérique Latine avec un Congrès qui délibère et des magistrats qui jugent. De l'autre, la périphérie des zones nouvelles et anciennes de colonisation, où cohabitent les représentants élus de l'État et les acteurs armés opposés à lui, les élections avec les fusils, la légalité avec l'aventure et "que se sauve qui peut", l'urgence et pourtant la marginalité d'un projet révolutionnaire. Et ce contraste est essentiel pour comprendre le conflit colombien»¹⁴⁰⁷.

Cependant, malgré l'échec relatif du projet politique des FARC face à la population colombienne, le degré d'intériorisation de la doctrine guérillera, de son idéologie et de son projet politique par les combattants peut s'observer à travers les témoignages suivants de guérilleros des années 70 et 80. Dans ces témoignages, il apparaît que la réalité sociale donne lieu à du ressentiment et à une attitude contestataire. Les « urbains » comme le guérillero Yesid Arteta Dávila, parlent de la lutte en termes politiques et la situent dans le cadre des luttes latino-américaines et européennes :

« Au début des années 80, quand je suis rentré dans les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC), la carte politique mondiale et latino-américaine en particulier était très différente de celle qui existe aujourd'hui (...). Dans ce contexte, je suis entré dans la guérilla. Convaincu de que seulement par l'emploi des armes, le système oligarchique colombien pourrait être battu ou être forcé de démocratiser le régime politique en place. Je dois dire que la raison fondamentale de cette décision n'est pas été tant de lutter contre les

injustices économiques et sociales dont souffraient l'immense majorité des Colombiens mais pour des motifs éminemment politiques. J'avais décidé de me rebeller et de revendiquer, les armes à la main, les droits qui nous étaient refusés par les deux grands partis traditionnels – libéral et conservateur –, qui ont élevé au rang constitutionnel le bipartisme et nous étions en pratique des citoyens de deuxième classe. Des hommes et des femmes dévalués »¹⁴⁰⁸.

« Miguel » se positionne lui-même comme venant de la ville, en contradiction avec ses compagnons paysans :

« C'est que je suis de la ville. J'ai seulement quatre ans de lutte armée ici (...). Je dois vous dire que j'ai étudié la musique à l'Université Nationale, et que, parfois, je confonds le fusil avec un violon et quand la mitraille est bien forte, il me semble que je suis dans un concert de la Symphonique de Londres. Parce qu'il faut que je vous explique aussi que j'ai beaucoup voyagé en Europe. Quelle histoire la culture dans ce continent ! (...). Cette opération à laquelle nous sommes confrontés est très importante et l'ennemi a l'intention de nous liquider. Mais il n'y parviendra pas (...) parce qu'en plus, nous accompagnent la raison, l'histoire et le peuple. Nous autres, sommes des guérilleros révolutionnaires qui lutteront pour la prise du pouvoir pour le peuple. Pour les ouvriers, pour les paysans, pour les étudiants et pour toutes les familles humbles et travailleuses de ce pays (...). Nous avons besoin des armes pour continuer de lutter pour nos objectifs principaux, qui sont la libération de la patrie de ses exploités étrangers et de ses complices colombiens. Nous nous fixons la tâche de nous convertir en une armée révolutionnaire mais nous ne le sommes pas encore, nous ne sommes pas non plus au pouvoir (...). L'important est que la victoire finale sera nôtre et, en outre, nous sommes presque toujours vainqueurs des batailles quotidiennes avec l'ennemi dans le domaine de la lutte armée révolutionnaire »¹⁴⁰⁹.

Pour leur part, les guérilleros d'origine rurale intègrent aussi le discours, le projet politique de la guérilla, lorsqu'ils décrivent les raisons pour lesquelles ils luttent et qui sont leurs « ennemis ». Un guérillero de la Aguada (Santander) présente ainsi les causes de sa lutte :

« Les policiers (...) nous ont demandés ce que nous allions faire avec eux et nous leur avons dit qu'ils étaient libres, que nous voulions seulement les armes pour lutter pour le pouvoir et construire une société sans exploitation, avec l'égalité pour tous, sans les injustices, sans des enfants négligés, des ouvriers exploités, des paysans sans terre et des gens mourant dans

¹⁴⁰⁷ *Ibid.* p. 32

¹⁴⁰⁸ Arteta Dávila (Yezid), « Violencia y política : Cuando ingresé en las FARC », *El Ciervo*, No. 731, Février 2012, (en ligne).

¹⁴⁰⁹ Entrevue de septembre 1980 dans la municipalité de Miraflores-Boyacá. Arango (Carlos), *op.cit.*, 1984. pp. 105-139

les rues par manque d'hôpitaux ; qu'il existait une culture et une liberté pour le peuple. Contre l'impérialisme, pour la patrie ; pour le peuple, jusqu'à la victoire »¹⁴¹⁰.

Un guérillero de Bilbao (Tolima) raconte :

« Nous avons dit aux policiers à notre manière habituelle pour eux : – regardez comment on vous oblige à risquer votre vie pour défendre la richesse de la bourgeoisie, alors que le peuple, vos femmes et vos enfants ont plein de besoins parce que ce qu'ils leur paient ne leur donne même pas de quoi manger. Nous vous invitons à réfléchir à votre situation et à prendre partie du côté du peuple ; de notre côté à nous qui sommes révolutionnaires et luttons pour une vie plus humaine pour les pauvres gens. Nous réalisons ces actions spécialement pour obtenir des armes mais aussi pour nous faire connaître du peuple ».

Un guérillero de Ventanas (Antioquia) explique :

« Il nous plaît plus à nous de nous affronter à la contreguérilla plutôt qu'aux soldats du rang, normaux, parce que ceux-ci sont en fin de compte des paysans qui remplissent obligatoirement leur service militaire de façon temporaire, et quand ils sortent de la caserne vont grossir les rangs des gens sans travail (...). Mais quand il s'agit des contreguérilleros, nous les combattons avec plus de goût et de rage parce qu'ils sont des professionnels et ont déjà l'esprit empoisonné contre nous, contre le peuple. Pour cela, nous avons toujours soutenu que l'armée bourgeoise allait perdre cette guerre révolutionnaire et qu'allait gagner ceux de l'armée révolutionnaire du peuple »¹⁴¹¹.

Un autre guérillero de Peñas Blancas (Meta) rapporte :

« Le commandant avait envie de se battre et pour cela il avait pris la décision d'assaillir un poste militaire (...). L'un des guérilleros lisait le livre de Lénine, fondateur des Forces Armées de l'URSS et créateur de la science militaire soviétique. "Il existe des situations dans lesquelles le prolétariat doit prendre les armes parce qu'il n'existe pas d'autres solutions...". "Il reste dans le monde toujours trop de choses qui doivent être détruites par le fer et par le feu pour émanciper la classe ouvrière...". "Les retards, les discussions, les prosternations, l'indécision sont la ruine de la cause insurrectionnelle...". "La défensive est la mort de l'insurrection armée...". "Nous devons créer, avec l'armée révolutionnaire des ouvriers, des cadres révolutionnaires avec une conscience de classe aussi dans l'armée...". "Le prolétariat doit se rappeler que c'est seulement les armes à la main qu'il peut consolider ses conquêtes et mener à terme la cause de la révolution... »¹⁴¹²

Pour terminer avec les exemples du discours politique que développent quelques membres des FARC (et principalement ceux dont l'entrée dans la guérilla a été liée à leur travail précédent au sien des organisations de la gauche comme les Jeunesses Communistes - JUCO), on peut examiner le témoignage de Jesús Emilio

¹⁴¹⁰ *Ibid.* 1984. pp. 105-139

¹⁴¹¹ *Ibid.* p. 56

Carvajalino, alias « Andrés París », membre de l'État-Major central et du Front International des FARC:

« J'ai un fils qui a ton âge. Il ne me connaît pas. J'ai rejoint la guérilla peu après sa naissance. C'est pour lui et tous les enfants de Colombie que je me bats, que j'endure cette vie dans la jungle. C'est pour qu'il ait le droit à plus de justice sociale, le droit d'aller à l'école, d'avoir un métier honnête, de manger à sa faim. Tous les colombiens doivent profiter des richesses de ce pays et non pas seulement une poignée de politiciens corrompus et leurs hommes de main comme aujourd'hui »¹⁴¹³.

En analysant les affirmations des guérilleros tant urbains que paysans, il apparaît qu'une partie de leur discours correspond à des variables politiques et économiques : ils luttent contre la pauvreté, pour la démocratisation du pays, pour l'amélioration de la qualité de vie et des prestations de services basiques, pour l'amélioration des conditions de travail tant des ouvriers que des paysans (par une réforme agraire ou une redistribution des terres). Cependant, l'on observe aussi des éléments orientés vers la nécessité de reconnaissance des individus en tant qu'êtres « dignes ». Il est recherché le « respect » dû à la personne en tant que telle. Les guérilleros luttent pour la « justice sociale », pour le droit à la participation de tous dans la chose politique et pour l'accès au marché (c'est à dire, selon Honneth¹⁴¹⁴, avoir les mêmes opportunités d'accomplissement personnel que les autres et pouvoir jouir des capacités productives, naturelles, des ressources du pays). Les guérilleros disent lutter pour l'« égalité de tous », pour une « vie plus humaine », pour la « libération de la patrie » et pour les droits des citoyens qui sont traités comme des citoyens de second ordre, « des hommes et des femmes dévalués ». C'est-à-dire, une lutte contre l'expérience d'exclusion ou de privation de droits qui, dans l'optique honnethienne, porte atteinte à l'intégrité sociale de la personne, « provoquant ainsi une sorte de "mort sociale" »¹⁴¹⁵. Selon les termes de Thomas Lindemann, il s'agit d'une guerre justifiée par des « atteintes au statut universel de l'homme »¹⁴¹⁶, c'est-à-dire les comportements qui vont à l'encontre de la dignité humaine comme des qualités qui constituent une personne en tant qu'être libre et

¹⁴¹² *Ibid.* p. 159

¹⁴¹³ Devalpo (Alain), *La Pêche miraculeuse : les enlèvements en Colombie*, Collection J'acuse, Chartres, Amnesty International- Syros Jeunesse, 2004. pp. 43-44

¹⁴¹⁴ Honneth définit trois sphères de la reconnaissance : les relations personnelles (amour-affection), le marché (accomplissement individuel), et le politique (respect et participation pour tous). Honneth (Axel), *op.cit.*, 2010.

¹⁴¹⁵ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 53

¹⁴¹⁶ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012a. p. 7

égal aux autres¹⁴¹⁷. Il s'agit du « *désir d'échapper au mépris, et précisément contre l'affirmation inégalitaire d'une supériorité* »¹⁴¹⁸.

En lien avec l'affirmation d'une « supériorité » ou avec les conflits armés qui se déclenchent suite à l'existence d'identités de rôle supérieur ou viril¹⁴¹⁹, il est possible d'étudier deux exemples dans le cas colombien : une opération militaire dirigée par « Manuel Marulanda » en 1973 que cherche à remonter la moral de la guérilla à travers la démonstration de la capacité physique et moral des guérilleros de FARC ; et le cas de la massacre de Tacueyo en 1985.

D'abord, « Manuel Marulanda » réalise en 1973 une « expérience » stratégique pour établir s'il est possible ou non de maintenir la guérilla mobile dans la Cordillère centrale afin de ne pas perdre la face par rapport à l'armée. « Marulanda » choisit personnellement 26 guérilleros (y compris trois femmes) avec lesquels il réalise un entraînement de deux mois. Lui-même décrit le processus de préparation dans les termes suivants :

« Je les ai préparés pour qu'ils aient les idées claires, pour qu'ils sachent que le voyage aller-retour, il fallait le faire délivrés de la frustration de tant d'échecs. Nous avons fait beaucoup d'exercices nocturnes, parce qu'à partir de San Rafael, Huila, le terrain est découvert et personne ne peut utiliser une lanterne la nuit pour trouver un trou pour y dormir. Nous avons commencé les entraînements en réalisant des déplacements de six heures de l'après-midi à trois ou quatre heures du matin afin de créer chez le personnel les conditions physiques du déplacement nocturne, pour qu'il résiste au moins quinze ou vingt jours sans cesser de marcher toutes les nuits, conscient du fait qu'il faudrait seulement effectuer des haltes moyennes le jour pour se laver les pieds, se baigner le corps, manger avant de continuer. Un entraînement de résistance. Mais outre le physique, un cours de formation politique fut dispensé aux combattants. C'était un personnel préparé sur le plan politique et militaire. Par ailleurs, sur le plan psychologique, on leur a dit, en insistant sur ce point, que nous pourrions rencontrer beaucoup de difficultés sur la base des informations et des expériences négatives que nous avons eu dans les commissions antérieures. On ne laissa rien au hasard dans la préparation...»¹⁴²⁰.

Le même « Marulanda » prend la tête du détachement de 26 guérilleros, avec parmi eux Efraín Guzmán Mata, plus connu sous le nom de « Commandant Nariño », compagnon de « Marulanda » depuis les débuts de la guérilla libérale.

¹⁴¹⁷ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012b. p. 210

¹⁴¹⁸ Caillé (Alain), *op.cit.*, 2004.

¹⁴¹⁹ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012a. p. 7

¹⁴²⁰ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 125

Les 27 hommes partent du cañon du Duda dans le Meta, traversent le Guayabero, parcourent le Páramo de Sumapaz, poursuivent vers l'est du Tolima, bifurquent vers le sud jusqu'à leur destination dans le Cauca. Ils sont attaqués par l'armée à Río Blanco et survivent à un encerclement, connu comme l'Opération Sonora, en pleine Cordillère Centrale. « Marulanda » écrit sur l'expérience pour la transmettre aux FARC, décrivant en détail comme il fallait agir pour s'attacher les communautés par le travail politique sans mettre en danger la sécurité du groupe. « Marulanda » considère comme un succès cette expérience qui cherche à remonter le moral de la guérilla par une démonstration pratique de ses capacités militaires. C'est aussi une preuve de l'influence de « Marulanda » sur les tactiques de la guérilla qui n'avaient pas variées depuis les années 60. Cette expérience continuera à servir de modèle pour de nombreuses opérations de la guérilla. En 2012, l'armée colombienne recueille la preuve de l'existence des commandos *pisa suave* (« à pas de velours »), qui consistent en « *l'utilisation de guérilleros peints en vert pour se fondre dans la nature et se déplaçant pieds nus afin de ne pas attirer l'attention (...) usant de leur furtivité pour s'infiltrer près des camps ou des regroupements de forces de l'ordre, afin de les abattre par surprise grâce à des armes blanches ou explosives* »¹⁴²¹. Les *pisa suave*, parfois des enfants ou des adolescents, suivent un « *entraînement inhumain de huit mois au sein des FARC (...). On les oblige à marcher des heures sans chaussures pour durcir la plante de leur pied. On les prive d'eau et de nourriture pour les rendre plus endurants* »¹⁴²².

D'autre part, le cas du « Massacre de Tacueyó » (1985) est un exemple de l'influence de la présence de valeurs virils dans la guérilla et la nécessaire démonstration de force physique qu'accompagne l'affirmation en tant qu'« homme ». Ce massacre va aussi compliquer tant les relations internes des FARC que leurs relations avec le gouvernement et l'opinion publique. Durant la Septième Conférence sur les FARC (1982), une dissidence se produit à l'intérieur des FARC. José Fédor Rey (alias « Javier Delgado »), récemment entré dans l'organisation (en 1979, dans la région du Caquetá), propose la création d'un groupe urbain à l'exemple de la guérilla du M-19. Comme cela a été mentionné,

¹⁴²¹ « Les "enfants verts", nouvelle arme des FARC », *Le Figaro*, 26 juin 2012, (en ligne).

¹⁴²² *Ibid.*

« Manuel Marulanda » éprouve une grande méfiance à l'égard des éléments urbains et cette proposition déclenche donc un violent débat sur l'organisation territoriale de la guérilla qui se termine par l'expulsion de « Javier Delgado » (et d'autres membres), accusés d'être des facteurs de « division » (les FARC ayant établi comme règle interne la défense des principes et de l'unité révolutionnaire). En plus de l'expulsion, un dispositif de sanctions est décidé contre tous ceux qui « consciemment » ou « inconsciemment » appuient les dissidents¹⁴²³. Se produit ainsi la séparation d'une fraction des FARC qui va constituer le groupe Ricardo Franco. Malgré cette expulsion, la guérilla des FARC conserve des relations (bien que tendues) avec le groupe Ricardo Franco (cette guérilla fait partie de l'initiative de coordination des guérillas réalisée en 1985). « Javier Delgado » est entouré de personnes considérées comme « radicaux » par les guérilleros eux-mêmes et désigne pour le seconder à Hernando Pizarro Leongómez, « Coroncoro »¹⁴²⁴, (frère de Carlos Pizarro Leongómez, guérillero qui a commencé à militer dans les FARC avant de devenir l'un des membres fondateurs de la guérilla du M-19). Beaucoup de militants des FARC vont rejoindre la guérilla Ricardo Franco attirés d'abord par sa radicalité mais aussi en partie parce qu'elle est considérée à l'époque comme la mieux dotée en argent (au départ grâce à ses relations avec les mouvements urbains de guérilla et par la suite au trafic de stupéfiants). Elle paye des salaires plus élevés et se trouve mieux pourvue en armement sophistiqué, ce qui lui permet de prospérer, principalement dans le département du Cauca. Cependant, entre novembre 1985 et janvier 1986, « Javier Delgado » et son lieutenant, Hernando Pizarro, assassinent 164 de leurs compagnons dans ce qui est connu comme le « Massacre de Tacueyó » (département du Cauca). Selon les témoignages de l'époque (et les déclarations de « Javier Delgado »), le leader du mouvement Ricardo Franco est obsédé par l'idée que des militaires et des membres de la CIA ont infiltré le groupe. De plus, il se méfie aussi du Parti communiste Colombien et déclare à la télévision que le parti est contrôlé par les FARC et qu'il a pour cela « ordonné le meurtre de plusieurs membres du groupe Ricardo Franco »¹⁴²⁵.

¹⁴²³ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009. p. 160

¹⁴²⁴ Hernando Pizarro est appelé « Coroncoro » par ses camarades à cause d'une chanson à la mode à cette époque dont les paroles disaient : « Coroncoro, ta maman se meurt » et Coroncoro répondait « laisse la mourir »...

¹⁴²⁵ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005. p. 313

Plusieurs représentants des médias se rendent alors dans le village de Tacueyó où ils constatent¹⁴²⁶ l'assassinat d'un nombre important de guérilleros notamment par Delgado lui-même. C'est ainsi qu'il apparaît que le « Monstre des Andes » (ou le « Pol Pot » colombien), surnoms donnés à « Delgado » après les faits, a torturé toutes ses victimes et leur a fait creuser leurs propres tombes avant de les tuer. Les journalistes présents sur place prennent des photos et des vidéos (y compris des images d'hommes avec des chaînes attachées aux pieds et au cou attendant leur exécution) permettant de documenter les événements. « *Des corps de victimes furent retrouvés à qui l'on avait ouvert la poitrine, encore vivantes, pour leur arracher le cœur. Trois cadavres de femmes enceintes avec les ventres vides. Certains hommes furent enterrés vivants. Tous étaient mutilés* »¹⁴²⁷. Les reporters filment aussi un enfant guérillero, Manuel Manrique, âgé de 15 ans qui, sous la torture, confesse appartenir à l'armée (ce qui est évidemment impossible compte tenu de son âge). La médiatisation de son histoire lui permet d'échapper à l'exécution mais les autres condamnés sont assassinés. Selon un membre de la direction du groupe Ricardo Franco de cette époque, dans les mois précédents le massacre, les décisions et le leadership de « Delgado » avaient été remis en cause par d'autres membres de l'organisation. Pour cette raison, il devait leur démontrer qu'il était « fort », un « dur », un « mâle »¹⁴²⁸. La purge interne commença car : « *en étant contesté, il a senti que son pouvoir s'effondrait. Il a commencé la purge pour nous faire comprendre qu'il était un dur* »¹⁴²⁹. Indépendamment des raisons qui ont pu motiver « Javier Delgado » et Hernando Pizarro Leongómez, cet incident détériore davantage l'image que l'opinion publique a de la guérilla (et principalement des FARC, dont le groupe Ricardo Franco est issu). Au sein des FARC, bien que celles-ci rejettent l'acte de « Delgado », le doute sur l'infiltration possible de membres des services de renseignement et de l'armée dans ses rangs s'installe. Un cas similaire se produit d'ailleurs par la suite. Braulio Herrera (qui devient vice-président du parti politique l'Union Patriotique) « *croyait en la radiesthésie. Il ne prenait aucune décision sans consulter un pendule. Un jour, il*

¹⁴²⁶ Gómez (Mauricio), *¡Colombia Vive! : 25 años de resistencia*, [Documentaire DVD], Bogotá, Canal Caracol Television y Semana, 2007.

¹⁴²⁷ « Yo sobreviví a la masacre de Tacueyó », *Semana*, 12 février 2006, (en ligne).

¹⁴²⁸ *Ibid.*

¹⁴²⁹ *Ibid.*

décide que les paramilitaires ont infiltré son unité. Il tue des dizaines de ses propres hommes, signalés comme des "traîtres" par son pendule. Les autres guérilleros s'enfuient »¹⁴³⁰. Finalement, Braulio Herrera sera jugé par ses supérieurs et condamné à l'exil en Union soviétique. S'agissant de « Javier Delgado », les FARC font une déclaration en cherchant à inverser la situation. Si Javier Delgado pensait que son groupe avait été infiltré par la CIA, les FARC affirment maintenant que « Javier Delgado » est un agent infiltré de la CIA. Les FARC ont simplement été « victimes » d'une « trahison » et de la stratégie « contre-insurrectionnelle » des États-Unis. Il est important pour les FARC ne pas « perdre le face » vis-à-vis de la population et plus encore vis-à-vis de ses « ennemis ». La déclaration, réalisée en septembre 1985, est rédigée dans les termes suivants :

« [Le groupe Ricardo Franco était] sous la direction d'un psychopathe, appelé José Fedor Rey, alias "Javier Delgado", devenu un agent de la CIA en mai 1979 (...). Celui-ci a imposé à cette organisation la mission d'assassiner des dirigeants révolutionnaires désarmés (...). Il est connu que ce groupe s'est caché sous le nom du commandant légendaire de la guérilla *fariana* Ricardo Franco, en se faisant passer pour une dissidence des FARC-EP. Ricardo Franco n'a jamais appartenu aux FARC, qu'il y ait des traîtres et des déserteurs des FARC est une autre chose (...) tous les membres du groupe contre-paramilitaire, Ricardo Franco, ne sont pas des traîtres et des agents de la CIA. Il y a dans ce groupe des gens trompés et d'autres jouant le rôle de mercenaires pour de l'argent. Mais le noyau dirigeant avec à sa tête José Fedor Rey, alias "Javier Delgado", oui, ce sont des traîtres et des contras payés par la CIA »¹⁴³¹.

Les cas de « Javier Delgado » et de Braulio Herrera confirment l'importance de réaliser une analyse des profils et des histoires de vie des acteurs armés impliqués dans la violence. Ils montrent aussi comment l'idéologie politique peut servir de masque aux besoins de reconnaissance d'identités de rôle idéalisées. Dans le cas de « Javier Delgado », la violence contre les membres de son propre groupe d'appartenance, est un mécanisme pour affirmer son « droit de commander » et sa « supériorité ». Pour tester sa valeur et son caractère « de véritable homme viril ». Pour sa part, Braulio Herrera cherche à tout prix à maintenir la « pureté » du groupe guérillero, en éliminant les « traîtres ». Dans les

¹⁴³⁰ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2005, p. 313

¹⁴³¹ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009, p. 160

deux cas, les FARC, comme organisation, essaient de « couvrir » les comportements déviants de ses membres, pour ne pas perdre la face vis-à-vis du gouvernement et de la population. Bien que cela n'ait pas vraiment d'impact sur la confrontation stratégique ou militaire, la guérilla cherche à préserver sa propre image et son prestige (reconnaissance).

Le cas de Delgado et Herrera orientent aussi la réflexion vers le rôle des leaders dans le cadre de la catégorie analysée dans ce chapitre, c'est-à-dire l'étude des guérilleros de type « révolutionnaire ». Quelques exemples de ce profil sont : « Alfonso Cano », « Pablo Catatumbo », « Iván Márquez », « Timochenko », « Joaquín Gómez », et « Mauricio Jaramillo o El médico », passés par la JUCO et formés dans les pays du Rideau de Fer (tous parviennent à être membres du Secrétariat à partir de 2011¹⁴³²) et des anciens militants de l'UP comme de Simón Trinidad (voir chapitre 1.2) ou Rodrigo Granda.

Guillermo León, Sáenz, « Alfonso Cano », est né à Bogotá en 1948, au sein d'une famille de classe moyenne supérieure, fils d'une pédagogue et d'un agronome conservateur¹⁴³³. Depuis son enfance, il s'est distingué par son intérêt intellectuel et son goût pour les livres d'histoire et de science politique¹⁴³⁴. En 1968 (en pleine apogée de la Révolution Cubaine) il commence à étudier l'Anthropologie à l'Université Nationale. Là, il se lie à la JUCO, mêlant son activité académique à des activités clandestines à l'intérieur de cette organisation. Durant la décennie 1970, il est arrêté plusieurs fois par la police par ses activités de contestation et passe 6 mois en prison. Pendant ces années, il commence à travailler directement avec les FARC. Grâce à ses capacités intellectuelles, il voyage fréquemment pour tenir des conférences sur le marxisme aux fronts des guérilleros. En 1981, « Cano » est arrêté après une perquisition du domicile où il vivait avec son épouse et son fils et reste en prison un an et demi, jusqu'à l'amnistie accordée par le gouvernement de Belisario Betancurt en 1983. Il reste peu de temps à Bogotá avant de décider, une fois pour toutes, de partir dans les

¹⁴³² Le secrétariat de l'organisation demeure composé de Luciano Marín Arango, alias « Iván Márquez » ; Timoleón Jiménez, alias « Timochenko » ; Miltón de Jesús Toncel, alias « Joaquín Gómez » ; Jorge Torres Victoria, alias « Pablo Catatumbo » ; Wilson Valderrama Cano, alias « Mauricio Jaramillo » o « El Médico », et le *máximo comandante* Guillermo León Sáenz Vargas, alias « Alfonso Cano ». « Revelan el video de 'El paisa' de las FARC », *El Espectador*, 21 juin 2011, (en ligne).

¹⁴³³ Le père d'« Alfonso Cano » lui a donné ce prénom en honneur du politicien conservateur Guillermo León Valencia.

¹⁴³⁴ Gómez Pinilla, (Jorge), « Alfonso Cano, vivo o muerto », *Semana*, 20 décembre 2010, (en ligne).

montagnes comme guérillero. Au contraire d'autres étudiants citadins, « Cano » n'a pas eu à faire carrière dans aucun front et à se soumettre aux combats avec l'armée. Son arrivée à *Casa Verde*, à La Uribe (Meta), a coïncidé avec les dialogues de paix avec le gouvernement de Betancur où « Jacobo Arenas » a organisé un comité de jeunes ayant un potentiel intellectuel pour conseiller les leaders paysans historiques des FARC. Cano monte rapidement dans l'organisation jusqu'à être nommé membre du Secrétariat dans les années 80, à cause de la confiance et de sa proximité avec « Jacobo Arenas », idéologue historique des FARC, et du « respect » manifesté envers « Manuel Marulanda » et des vieux dirigeants agraires¹⁴³⁵.

Jorge Torres Victoria, aussi connu comme « Pablo Catatumbo », est né en 1953 à Cali, capitale du Valle del Cauca. Il a commencé sa vie dans la clandestinité à Medellín, au milieu des années 70, non dans les FARC mais au sein du M-19. En tant que membre du M-19, il subit la persécution du MAS (Mort aux ravisseurs) de Pablo Escobar. Il abandonne alors la guérilla urbaine pour se joindre aux FARC, où il entretient une relation de proximité avec « Alfonso Cano », avec lequel il étudie les textes politiques de Simón Bolívar. Ils conçoivent ensemble la stratégie de création des milices (urbaines) d'infiltration d'organisations sociales et d'universités ainsi que le renforcement du PC3¹⁴³⁶. Dans des entretiens accordés à l'occasion des dialogues de paix à Cuba avec le gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-2014), « Pablo Catatumbo » affirme que son lien avec la lutte armée découle de ce que, comme plusieurs « *farianos et farianas (...), nous avons également été victimes de persécution politique, de meurtres, de disparitions, de déplacements* »¹⁴³⁷. En d'autres termes, Catatumbo se considère lui-même comme une victime :

« Moi, ils m'ont torturé dans les fameuses écuries du bataillon Pichincha à l'époque de Turbay, par la suite, le MAS et le tristement célèbre Bataillon Charry Solano m'ont séquestré et ils m'ont incarcéré et torturé dans des installations de l'armée à Bogotá, j'ai perdu un frère dans cette guerre, une de mes soeurs a été assassinée par Carlos Castaño, et ma famille a dû s'exiler et quitter le pays. Une situation similaire a été vécue par Alfonso

¹⁴³⁵ « Un guerrillero radical », *Semana*, 5 novembre 2011, (en ligne).

¹⁴³⁶ Arrázola (María del Rosario), « Pablo Catatumbo, ideólogo con su pasado a cauestas », *El espectador*, 12 avril 2013, (en ligne).

¹⁴³⁷ « También soy víctima, fui torturado y secuestrado », *Voz*, 13 juin 2013, (en ligne).

Cano, Timoleón Jiménez, Iván Márquez, Ricardo Téllez, Simón Trinidad, Andrés París, Jesús Santrich, Solís Almeida, Camila Cienfuegos et des combattants de presque tous les blocs des FARC-EP »¹⁴³⁸.

Il faut remarquer que bien qu'il soit l'un des guérilleros ayant le poids idéologique le plus important dans l'organisation, il continue cependant de s'en remettre à la dialectique des victimes de la violence et à la justification de la violence comme une réponse aux outrages infligés par d'autres acteurs. Un autre élément des déclarations données par « Pablo Catatumbo » semble intéressant pour la présente analyse : il s'agit de la déconnexion entre le « monde de la guérilla » et ce qui se passe dans le pays, principalement le pays urbain, majoritaire. A la question de la journaliste Marie Isabelle Rueda : « *Depuis quand n'êtes-vous pas revenu des montagnes ?* », « Catatumbo » répond : « *Je ne suis pas revenu dans la civilisation depuis les négociations de Tlaxcala (1992), c'est-à-dire depuis près de 25 ans* »¹⁴³⁹. L'usage du mot « civilisation » renvoie aux conditions particulières de vie que les guérilleros expérimentent et qui construisent un système différent du vécu du reste de la Colombie (rurale et urbaine), composé d'un ensemble nouveau de règles, de valeurs, et de systèmes de reconnaissance qui diffèrent très probablement du système culturel et social colombien tout en s'alimentant de ce dernier dans le même temps.

Milton de Jesús Doncel, alias « Joaquín Gómez », est né en 1947 à Barrancas (La Guajira). « Joaquín Gómez » a commencé sa vie politique au début des années soixante-dix dans la JUCO dans la Guajira dont il est natif. Là, plusieurs de ses amis sont assassinés, et il part en Union soviétique pour étudier l'ingénierie agricole, fuyant à la violence. Au bout de six ans, il revient au pays et passe un concours de professeur à l'Université de La Amazonia, pour enseigner à Florencia, Caquetá. Il continue son militantisme politique au Parti communiste au retour de l'Union soviétique et il réaffirme son engagement dans cette idéologie. Comme beaucoup de communistes de l'époque, il a des contacts avec les FARC et commence à influencer politiquement celles-ci. En 1981, après avoir reçu des menaces, il s'enrôle définitivement dans la guérilla. Il n'entre pas comme

¹⁴³⁸ *Ibid.*

¹⁴³⁹ « La parole aux FARC. Interview de Pablo Catatumbo par María Jimena Duzán », *LCR La Gauche*, 2 Août 2013, (en ligne).

guérillero du rang. Comme « Simón Trinidad », il entre avec un certain statut politique et beaucoup de poids comme idéologue. La première structure qu'il connaît est le Premier Front de FARC, actif entre Guaviare, Caquetá et Vaupés. Là, il se convertit non seulement en chef politique, mais aussi en stratège militaire à succès. Avec José Benito Cabrera, alias « Fabián Ramirez », il est considéré comme le constructeur du Bloc Sud des FARC. Cela lui permet d'escalader des positions très rapidement pour devenir dans les années 90 un homme puissant parmi les FARC. « Gomez » s'était impliqué dans les discussions de paix (1999-2002) engagées avec l'ex-président Pastrana. León Valencia, dans son livre, *Adieu à la politique et bienvenue à la guerre* raconte que quand le processus allait se terminer « Joaquín Gomez » et le délégué de l'ONU, James Le Moine, firent tout leur possible pour le continuer, et que quand la négociation fut rompue, « Joaquín Gómez » pleura de déception¹⁴⁴⁰.

Rodrigo Granda Escobar, connu sous le nom de « Ricardo González », « Gallo Pinto », « El Mago », « commandante Arturo » ou « commandante Ricardo », est né à Frontino (Antioquia). Il devient d'abord militant du parti communiste, puis, dans les années 80, il parvient à intégrer la direction du PC à Bogotá et est préposé à la propagande. Il participe activement aux campagnes présidentielles de Jaime Pardo Leal et Bernardo Jaramillo de l'Union Patriotique. Mais quand la guerre sale s'aggrave contre ce parti, il décide de passer à la vie clandestine dans les FARC¹⁴⁴¹. « *J'ai été victime d'attentats à Bogotá, à Medellín. Comme tous les membres de l'UP, on m'a expulsé de la vie politique à coups de fusil* ». *Combattre et vivre, ou subir et mourir. Il choisit, et rejoint "la insurgencia" [les insurgés]* »¹⁴⁴². En 1987, il est chargé des relations avec l'étranger et travaille main dans la main avec « Raúl Reyes » avec lequel il a étudié à Berlin. Il quitte la Colombie et entame dans de nombreux pays une intense activité diplomatique auprès de dirigeants, de gouvernements, de personnalités, de journalistes. Pour cette raison, les médias de communication le désignent comme le « Chancelier¹⁴⁴³ » des FARC. Pourtant, Granda affirme lui-même « *c'est un truc*

¹⁴⁴⁰ Ávila (Ariel), « El papel de Joaquín Gómez en las FARC », *Semana*, 5 mars 2008, (en ligne).

¹⁴⁴¹ « Las FARC en retirada », [multimédia], *Semana*, 30 juillet 2011.

¹⁴⁴² Lemoine (Maurice), « Un chef des FARC parle », *Le Monde Diplomatique*, août 2007, (en ligne).

¹⁴⁴³ Ministre des affaires étrangères des FARC

de journalistes. Le véritable ministre des affaires étrangères des FARC, c'est Raúl Reyes, le chef de la commission internationale qui se bat, dans la clandestinité, quelque part en Colombie »¹⁴⁴⁴. Rodrigo Granda devient plus connu du grand public colombien et international à cause du *Caso Granda*, exemple de l'affrontement stratégique, armé et symbolique entre le gouvernement Uribe (2002-2010) et les FARC. Le *Caso Granda* est la capture de Rodrigo Granda, en janvier 2005 à Caracas (Venezuela) par des agents inconnus puis sa livraison à la frontière de Cúcuta (Colombie) au gouvernement colombien, ce qui déclenche une crise diplomatique aigue entre les deux pays. Finalement, afin d'améliorer la situation avant un possible échange humanitaire, en juin 2007, Granda sort de prison à la demande du président français Nicolas Sarkozy à son homologue Alvaro Uribe¹⁴⁴⁵.

Luciano Marín Arango, alias « Iván Márquez », est né en 1955 à Florencia (Caquetá), au sein d'une famille de la classe moyenne. À 22 ans, il entre dans les Jeunesses Communistes (JUCO). Plus tard, il réalise des études de Droit en Union soviétique. En 1985, il dirige dans le Caquetá la constitution du parti politique Union Patriotique (UP). Comme membre de ce parti, il devient conseiller puis représentant de l'Assemblée Nationale pour le Caquetá. Mais après la mort de milliers de militants du parti, il reprend les armes en rejoignant le Bloc Sud, présent dans le Huila, Caquetá et Putumayo. Après la mort de « Jacobo Arenas » en 1990, Márquez est désigné comme l'un des sept membres du Secrétariat, l'organe directeur des FARC, et il devient le porte-parole de l'organisation. Il possède la formation politique d'un marxiste orthodoxe et il est, aussi, un chef militaire expérimenté. En novembre 2011, il est désigné par des rumeurs comme le successeur du chef suprême des FARC, « Alfonso Cano », après que l'armée ait abattu celui-ci. Ce dernier est en réalité remplacé par « Timochenko »¹⁴⁴⁶.

Rodrigo Londoño Echeverry, alias « Timochenko » ou « Timoleón Jiménez », est né à Calarcá (Quindío) en 1959. Il est le fils d'un couple communiste proche de « Manuel Marulanda ». Etudiant dans le collège Rufino

¹⁴⁴⁴ Lemoine (Maurice), *op.cit.*, 2007, (en ligne).

¹⁴⁴⁵ « Las FARC en retirada », *op.cit.*, 2011.

¹⁴⁴⁶ Barbosa López (Nicolas), « Iván Márquez », *La silla vacía*, 28 février 2012, (en ligne). Et « Quiénes son los posibles sucesores de 'Alfonso Cano' », *Semana*, 4 novembre 2011, (en ligne).

José Cuervo à Armenia, il milite dans les Jeunesses Communistes. La JUCO l'envoie à l'Université Patricio Lumumba de Moscou (l'une des universités les plus importantes de l'ancienne Union Soviétique). Il n'est pas certain qu'il y ait étudié la médecine ou seulement le marxisme et les langues¹⁴⁴⁷. Par ailleurs, il réalise des études à Cuba puis dans l'ancienne Yougoslavie de Tito (sur espionnage et contre-espionnage). Il devient activiste du Parti communiste et plus tard militant de l'Union Patriotique. Il intègre la guérilla en 1982 et commence un rapide processus d'ascension. En mars 1982, il participe à la VII Conférence des FARC. Après, être devenu combattant dans les forêts du sud du Meta et du Caquetá, il prend le commandement du front après deux ans d'activité dans la région. Ayant la réputation d'être un tenant de la ligne dure et talentueux stratège militaire, à seulement 27 ans, il devient en 1986 le plus jeune membre de l'État-Major des FARC. « Timochenko » est l'actuel Commandant des FARC, le troisième dans l'histoire de cette guérilla après « Manuel Marulanda » et « Alfonso Cano »¹⁴⁴⁸.

Comme nous avons pu l'observer à travers les exemples mentionnés plus haut, les guérilleros leaders de profil « révolutionnaire » sont tous originaires de villes capitales de département ou de taille intermédiaire (ce n'est pas des habitants des quartiers défavorisés ou des personnes considérées comme « pauvres »). Leurs familles sont issues de la classe moyenne et disposent d'une certaine sensibilité politique. Tous ont réalisé des études supérieures dans une université du pays ou à l'extérieur. Tous se sont liés aux Jeunesses Communistes durant leurs études. Ils ont obtenu un avancement très rapidement dans l'hierarchie des FARC grâce à leurs connaissances politiques et idéologiques. Ils ont subi la persécution de l'armée ou de la police (« Alfonso Cano ») ou ont vécu le génocide de l'UP (« Márquez », « Timochenko » et Granda). Et ils considèrent avoir été « expulsés de la vie politique à coups de fusil », c'est à dire, avoir été forcés à prendre les armes pour exprimer ces revendications sociales ou politiques.

¹⁴⁴⁷ Ce qui est certain c'est qu'à partir de son séjour en URSS, il tire son inspiration de son nom, le guérillero, « Timochenko », qui fait l'allusion Semion Timochenko, haut gradé de l'Armée Rouge durant la Seconde Guerre mondiale ayant combattu contre l'Allemagne nazie.

¹⁴⁴⁸ Graaff (David), « Timochenko », *La silla vacía*, 6 septembre 2012, (en ligne).

En même temps que l'entrée dans les FARC de ces combattants, la guérilla voit le renforcement de la composition dite « populaire » de sa structure composée de :

« Guérilleros du rang [au sein desquels] prédominent des jeunes paysans, célibataires, avec un niveau d'éducation de niveau primaire. À l'égard de ses dirigeants, en plus des leaders historiques d'origine paysanne, il existe, dans la hiérarchie intermédiaire, une combinaison de jeunes d'origine urbaine, avec une éducation moyenne et universitaire, et de paysans qui ont fait "carrière" à l'intérieur de l'organisation, et qui sont prédominants dans celle-ci »¹⁴⁴⁹.

Se crée ainsi une grande distance entre les intérêts mobilisés par les leaders de la guérilla et les motivations des guérilleros de base. Cette division est aussi perçue par une partie de l'opinion publique colombienne : « *[il existe une] distance entre les commandants et les combattants du rang : les premiers apparaissent conscients et connaisseurs des enjeux de la confrontation, tandis que les seconds font partie de ces organisations à cause de la nécessité, de l'obligation ou du mensonge, mais avec peu de connaissance et de conscience de son sens* »¹⁴⁵⁰.

Ces niveaux d'idéologie, d'éducation et l'origine urbaine et rurale des membres de la guérilla, spécialement en relation avec le fossé existant entre les dirigeants historiques et les bases guérilleras, causé par des processus d'incorporation et de recrutement indiscriminés, permettent de comprendre les causes de la distance entre le discours formel et public et les actions concrètes des guérillas dans ses zones d'influence. Par ailleurs, les niveaux différenciés d'idéologie de la guérilla, spécialement la distance entre les dirigeants et les bases guérilleras, expliquent également l'apparente contradiction entre un discours marxiste orthodoxe et l'action concrète de l'insurrection qui se base sur des pratiques comme les enlèvements, le *boleteo*, etc., ce qui a un impact négatif sur sa relation avec la population civile. Un témoignage d'un habitant du municiple de La Uvita (Boyacá) recueilli en 2010, rend compte lui aussi de la relation compliquée entre la guérilla des FARC et la population des zones se trouvant sous son contrôle :

« Jusqu'à il y a environ 6 ans, les guérilleros passaient fréquemment par le chemin. De plus, environ trois fois, ils sont arrivés à ma maison vers 6h30. Une cellule de trois personnes,

¹⁴⁴⁹ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. p. 53

deux hommes et une jeune fille. Les hommes voulaient voir la télévision et le journal de 7 heures et la jeune fille a demandé la permission de prendre une douche. On ne pouvait pas refuser sans les avoir comme ennemis. C'est vrai qu'il existait la crainte d'être accusé d'être un coopérant, mais comme dans la région il n'y avait pas de *paras* [paramilitaires], le risque n'était pas très grand. L'armée savait que nous devions leur donner de temps en temps des aliments, mais que nous n'étions pas des sympathisants. Ils [les guérilleros] faisaient des commentaires¹⁴⁵¹ durant les nouvelles et je me joignais parfois aux critiques en leur disant par exemple que moi un professionnel [une personne avec des études de niveau supérieur ou universitaire], je devais travailler aux champs puisque l'État ne créait pas d'opportunités. On ne pouvait pas rester silencieux sans risquer de passer pour un ennemi »¹⁴⁵².

La contradiction entre les actions et le discours est aussi perçue par les guérilleros eux-mêmes, générant parfois des motifs de désertion, proscrite par le règlement de la guérilla et impliquant de s'exposer à un Conseil de guerre et à une exécution. Il est bien certain que les éléments « urbains » et « politiques », comme nous l'avons dit, contribuent à créer et à consolider un système de « croyances », de principes, de normes qui donnent une cohérence et une cohésion à l'organisation. Cependant, ils en diminuent aussi la « flexibilité ». En conséquence, il est impossible de quitter la guérilla et la « démoralisation » est conçue comme un crime. Cette contradiction peut s'observer dans le témoignage d'un guérillero démobilisé, « El Revolucionario » :

« Beaucoup d'enfants prenaient le même chemin et partageaient les mêmes rêves ; nous nous laissions séduire par le grondement de l'atmosphère qui faisait écho à nos consciences et aux nécessités. Dans cette logique, nous n'avions rien à perdre, et même beaucoup à gagner si nous appuyions la révolution. Le parcours de ce chemin funeste de la guerre nous était présenté peint en rose (...). En mars 1988, je suis entré dans la JUCO (...). Avec ces actions, la flamme et la foi révolutionnaire se sont allumées en moi, encore plus fortement quand je voyais de quelle façon la force publique réprimait tout commencement de revendication et de protestation tandis que l'oligarchie s'enrichissait avec la faim et la sueur des travailleurs qui exigeaient justice et égalité devant la terreur causée par les griffes bleues et rouges (...). Durant ma période de militant dans les FARC, j'ai pu être le témoin

¹⁴⁵⁰ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. pp. 136-137

¹⁴⁵¹ « Guillermo, quelles sont les critiques que les guérilleros formulaient durant le journal télévisé? – En général, cela concernait les sujets développés par le journaliste. Ils critiquaient l'abandon du gouvernement des gens de la campagne, le manque de programmes de santé, la non commercialisation des produits des paysans, la dépense militaire excessive, les hauts salaires de certains riches... qu'il existait en Colombie cinq ou six familles qui gouvernaient et étaient maîtres de tout, qu'il fallait prendre le pouvoir pour obtenir plus de justice sociale et tout le discours de marxisme, sur la lutte des classes... ». Entretien avec « Guillermo Díaz », Lieu : Vereda de Cusagüi, municipalité de La Uvita, 20 février 2010.

¹⁴⁵² *Ibid.*

et vivre beaucoup de moments de la lutte révolutionnaire dans lesquels il y a eu des actes arbitraires de ceux qui se disaient être les conducteurs d'un processus de changement social et abusaient de leur pouvoir militaire pour semer le trouble et la désillusion en ceux qui avaient été invités à lever les armes pour une seule cause. J'ai vu comment ceux qui proclamaient la défense des Droits de l'Homme employaient la raillerie [des stratégies d'humiliation] pour soumettre les combattants fatigués par la guerre ou ceux qui, pour un autre motif, désiraient se délier de ce sombre chemin, pour les obliger à demeurer indéfiniment dans la cause. Ils les convoquaient à des "conseils révolutionnaires de guerre" (...) qui sont des tribunaux pour punir la démoralisation, surmontable ou insurmontable, l'insubordination, l'inaccomplissement des ordres, le mauvais service de garde, la désertion ou des situations du même type, le vol à l'intérieur de l'organisation, la délation, la trahison et la collaboration volontaire avec l'ennemi ; stipulés dans le règlement général du régime disciplinaire comme des manquements légers, graves de première et second degré et des délits, qui, selon leurs graves conséquences, donnent le lieu à la peine maximale ou exécution (...). J'avais à regarder là plusieurs de ces combattants qui se sont battus par la cause d'un peuple opprimé et désireux d'être libéré des chaînes du tyran assis et attachés sur un banc, en présence de membres de l'assemblée de guérilleros pour statuer sur leur situation (...). Qui devra rester à mi-chemin ? Est-ce-que la mort est la meilleure récompense pour ceux qui ont tout donné pour la lutte ? (...). Dans ces événements, dans la majorité des cas, les rapports envoyés à la direction ou à l'État-Major du bloc pour vérification et pour son approbation ou son annulation sont maquillés, presque toujours ils finissent par la peine de mort (...). Un autre des cas paradoxaux contre les Droits de l'Homme dont j'ai pu être témoin dans les FARC est d'empêcher la survenue d'une vie nouvelle, dans le cas des guérilleras enceintes dont la majorité est soumise à avortement. C'est encore une expression de la contradiction dans la recherche pour établir l'égalité, affichée par les FARC, puisque seules les femmes des commandants peuvent concevoir et donner le jour, ce qui signifie qu'il existe une discrimination à l'intérieur de cette organisation guérillera. Avec ces expériences, l'on souffre sur le plan matériel, moral et psychologique (...). J'ai connu une jeune fille de la population civile dont je suis tombé amoureux et nous avons entamé une relation amoureuse. J'ai consulté au sujet de ce lien et de la stratégie pour mieux la cacher au sien de la société. Elle a été approuvée mais avec des restrictions. Peut-être est-ce là que j'ai commencé à connaître la vraie vie, parce que je ne croyais pas en l'amour et je me basais sur une phrase populaire qui dit : "les hommes de guerre ne doivent pas avoir de femme, parce que les enfants sont leur plus grande faiblesse" (...). J'ai reçu l'ordre, le 26 août, de retourner dans la montagne dans le but de me séparer d'elle. Le mois suivant, elle m'a envoyé une lettre, qui est arrivée entre les mains d'Iván Ríos, qui l'a lue d'abord, comme c'est l'habitude des commandants des FARC, pour vérifier qu'il n'y a pas de proposition d'abandon de la lutte armée, ce qui démoralise et conduit à la désertion (...). Je me suis dirigé vers Iván Ríos et je lui ai dit :

Peut-être que nous les révolutionnaires, nous ne sommes pas des hommes ? Et vous même, comme être humain et acteur d'une guerre fraternelle: n'avez-vous pas de coeur et de sentiments semblables aux miens ? (...). J'ai été envoyé au plus profond des forêts du nord-est antioqueño (...). Ils contredisent le legs marxiste à l'avantage des travailleurs, puisque, en étant avec les FARC, on vit dans sa propre chair l'exploitation de l'homme par l'homme et la rémunération qui exige la plus-value est chimérique. Le combattant des FARC est exploité idéologiquement, politiquement et physiquement, et ils ne sont plus que des *cargaladrillos* [esclaves] et des idiots utiles aux commandants... »¹⁴⁵³.

La différence entre les leaders traditionnels et révolutionnaires produit non seulement des contradictions mais aussi la division entre les « militaristes » et les « hommes politiques » ou entre les « durs » et les « mous » qui ne se limite pas à une posture idéologique ou stratégique mais parfois aussi influe sur leur comportement et leurs relations avec la troupe.

« Dans les FARC, malgré le fait qu'elles le nient, la division entre les militaires et les hommes politiques est évidente, mais il ne s'agit pas de simplement de distinguer les "durs" et les "mous". À l'intérieur de ses structures, la distinction se base sur d'autres critères, surtout entre les commandants. Un commandant impliqué dans le militaire est habituellement attentionné avec sa troupe, il est attentif au bien-être de ses hommes et bien qu'il impose une discipline, il n'a pas l'habitude pas les maltraiter. Au contraire, un commandant avec une grande formation politique est catalogué comme un lâche, parce que on ne l'habitue pas à aller au champ de bataille et qu'il ne risque pas sa peau dans la ligne de feu comme les autres. Pour se distinguer, pour s'imposer et gagner le respect, il recourt à la dureté et confond la sévérité avec les mauvais traitements »¹⁴⁵⁴.

De cette façon, les valeurs sociales comme les valeurs viriles qui, dans un premier temps, ont pu influencer la décision de prendre les armes, se maintiennent aussi à l'intérieur de la structure de la guérilla, en établissant une frontière entre les « courageux » et les « lâches » ou entre les « durs » ou les « mous ». Il est aussi important de remarquer que le pouvoir obtenu par les armes, le prestige et la position sociale qui peuvent être acquises par elles, ne sont pas seulement dirigés vers l'extérieur (les civils) mais aussi vers l'intérieur du groupe. Pour cette raison, un guérillero démobilisé, « Atahualpa » dit éprouver « *dans ce programme pour les démobilisés, (...) un sentiment d'humiliation, car il se sent placé sur le même*

¹⁴⁵³ Gonzalez (Estefanía), Jiménez (Orián), *Asesinos en tregua, Vidas cruzadas por la guerra*, Intermedio Editores Ltda, Bogotá, Primera edición, diciembre 2008, pp. 179- 220

¹⁴⁵⁴ Lizcano (Óscar Tulio), *Años en Silencio*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009. pp. 169-170

*plan que des ex-combattants des FARC “qui n’étaient rien” alors que lui était commandant ! »*¹⁴⁵⁵.

4.2.2. Les femmes et les enfants de la guérilla révolutionnaire

Faisant justement référence de nouveau aux guérilleros du rang, parallèlement à l’entrée de paysans, d’étudiants et de militants politiques, des femmes et des enfants continuent de rentrer dans la guérilla. Au sein des guérillas urbaines de type M-19, les femmes ont un rôle plus éminent dans l’organisation et occupent des places plus hautes dans la hiérarchie du groupe (comme c’est le cas de Vera Grabe¹⁴⁵⁶ pour le M-19). Dans le cas des FARC, durant la période considérée comme « révolutionnaire », les femmes commencent à s’occuper de certaines tâches, de type politique et militaire (dépassant l’époque où elles s’occupaient principalement des tâches domestiques : cuisiner, laver les uniformes...). Dans le politique, elles travaillent à l’instruction politico-militaire des recrues ou dans les médias et la propagande comme porte-paroles, auteures, techniciennes ou directrices. Dans le militaire, elles commencent à se trouver en première ligne des combats, dans le renseignement militaire, et à de rares occasions, à la tête de troupes. En général, dans les FARC, seules les femmes apparentées (par la famille) ou les compagnes sentimentales des membres de la direction guérillera jouissent d’une meilleure reconnaissance. « Mayerly » et « Lucero » constituent deux exemples de portraits féminins dans la guérilla.

Magaly Grannobles, connue sous le nom de « Mayerly », est l’une de ces rares femmes commandants guérilleras. Elle a dirigé la colonne Les Héros de Marquetalia, composée de 500 guérilleros, actifs au sud du Tolima, et dont la mission consistait à faire partie de l’arrière-garde d’« Alfonso Cano ». Elle a rejoint les FARC à 12 ans, au début des années 70. Et bien qu’elle soit entrée dans

¹⁴⁵⁵ Mackenzie (Eduardo), « Deux ex-combattants des FARC racontent... », *Histoire et Liberté*, No. 37, Hiver 2008-2009, pp. 103-106

¹⁴⁵⁶ « Ses parents étaient immigrants allemands originaires de Hambourg. Elle a étudié l’Anthropologie à l’Université des Andes. À 21 ans, elle a commencé son militantisme politique et devient co-fondatrice et dirigeante du M-19 (le Mouvement du 19 avril), une organisation politico - militaire qui abandonne la lutte armée en 1990. À partir de là, Vera Grabe a été représentante à la Chambre et sénatrice de l’Alliance Démocratique M-19. Elle a été conseillère pour pour les Droits de l’Homme à l’Ambassade de la Colombie en Espagne de 1994 à 1997. Elle est actuellement investigatrice

leurs rangs comme beaucoup par force (elle a été délivrée à la guérilla par sa famille), le fait d'appartenir à une famille déjà impliquée dans la guerre lui a donné certains privilèges. Elle passe sous la tutelle de Manuel Marulanda autour de 15 ans. Elle est alors envoyée en formation avec Miguel Ángel Pascuas, alias « Sargento Pascuas »¹⁴⁵⁷. Elle devient pendant une période opératrice radio, jusqu'à ce qu'elle rejoigne le Commando d'Occident. Après un combat à Toribio, Cauca, en 1992, où elle démontre des capacités de commandement, ses premiers hommes lui sont confiés, au nombre de quinze¹⁴⁵⁸. A partir de là, elle commence à se distinguer comme chef de troupe. Sa carrière avance si rapidement qu'elle gagne bientôt la confiance d'« Alfonso Cano ». La réorganisation du Commando Conjoint Central des FARC lui est confiée. « El Mono Jojoy » la propose lui-même, entre les années 2000 et 2003, pour faire partie de l'État-Major¹⁴⁵⁹.

En ce qui concerne Marie Victoria Hinojosa, alias « Lucero », elle est née en 1975 à Becerril (César). Sa mère appartenait aux *Damas rosadas* [femmes de l'haute société effectuant des œuvres caritatives] du village et son père était conservateur. Celui-ci est tué alors qu'elle a 10 ans suite à une guerre entre des familles de la Guajira. A l'adolescence, elle se lie aux activités de la JUCO et du Front 41 des FARC. En décembre 1990, ayant à peine 15 ans, elle rencontre « Simón Trinidad ». Elle raconte elle-même que « *entre les insurgés ressortait un homme plus âgé, qui portait un chapeau noir qui contrastait avec son uniforme vert olive. Il portait un fusil R-15, et impressionnait parce qu'il était très élégant. Il ressemblait à un acteur de cinéma* »¹⁴⁶⁰. « Simón Trinidad » et « Lucero » entament une relation sentimentale et elle commence à faire officiellement partie des FARC¹⁴⁶¹. Pour être restée enceinte sans disposer de l'accord de l'État-Major Central, elle sera sanctionnée pendant plusieurs années. Pendant son parcours militant, elle fait partie des Fronts 41, 19, 48, 59, de la garde de l'État-Major du Bloc Caraïbes et du Bloc Oriental. Dans le Bloc Oriental, elle devient chef d'escadron, de guérilla et remplaçante de compagnie. Par la suite, elle est la

pour l'Observatoire de la Paix à Bogotá pour des thèmes comme l'éducation et la culture de paix ». Salgado (Rosa), « Vera Grabe », *1325 mujeres tejiendo la paz*, s.d., (en ligne).

¹⁴⁵⁷ Un des membres fondateurs des FARC.

¹⁴⁵⁸ « Quién era alias 'Mayerly', la mano derecha de 'Alfonso Cano' », *Semana*, 14 juillet 2011, (en ligne).

¹⁴⁵⁹ « Recientes golpes a las FARC », *Semana*, 9 juin 2011, (en ligne).

¹⁴⁶⁰ Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2008. pp. 47-57

¹⁴⁶¹ *Ibid.* pp. 47-57

responsable d'une émission de radio de la guérilla, la *Voix de la Résistance* au sud du pays. Parmi d'autres éléments, l'histoire de « Lucero » montre l'une des causes les plus communes pour les femmes (et les jeunes filles) de faire leur entrée dans la guérilla des FARC. C'est un facteur que l'on pourrait qualifier d'émotionnel : elles tombent amoureuses d'un guérillero qui « portait un fusil » et semblait « très élégant » en portant son uniforme de combat (reconnaissance et image virile).

Tant « Mayerly » que « Lucero » ont rejoint très jeunes les FARC (respectivement à 12 et 15 ans). Beaucoup d'autres adolescents et d'enfants entrent dans les FARC influencés par les Jeunesses Communistes. C'est le cas de « Atahualpa », de « Elías » et de « Julio ». En ce qui concerne « Atahualpa » :

« Agé de 59 ans, d'origine indigène, Atahualpa explique qu'il est entré dans la guérilla dès son enfance, suivant une véritable tradition familiale: son père était un guérillero au service de Dumar Aljure et de Guadalupe Salcedo, deux importants chefs de guérillas libérales, qui finirent par se rendre à l'Armée en 1953. "Je n'ai pas eu d'enfance : je ne suis jamais allé à l'école", raconte Atahualpa. "Je ne savais pas que l'État existait. Mon premier jouet a été un fusil..." (...). "J'ai été ensuite conditionné idéologiquement par les FARC. On me parlait de ma misère, de mes ancêtres indigènes. J'en suis arrivé à la conviction que la lutte armée allait ouvrir les portes de la transformation sociale". C'était l'époque "romantique" de la révolution cubaine et de Che Guevara. "On nous parlait d'eux chez le FARC, de Simon Bolivar aussi, mais jamais de Camilo Torres (Camilo Torres était un prêtre catholique, sociologue à l'université de Louvain, qui devint guérillero dans l'ELN, l'Armée de Libération nationale, une organisation armée créée et dirigée par les Cubains, tandis que les FARC étaient alors plus directement liées à l'URSS. Il mourut au combat en 1966). Il était interdit de parler de lui". (...) Atahualpa est peu à peu monté en grade. Il fut "recruteur politique" puis "commandant de compagnie" et plus tard "commandant de front" »¹⁴⁶².

Pour sa part « Elías », est né à Barrancabermeja (Santander) et comme tous les jeunes de son époque, il explique que :

« Depuis tout jeune, je voulais avoir une arme (...). Quand vous naissez et grandissez à Barranca, la seule chose que vous voulez quand vous serez grand est avoir une arme et, à cette époque, Barranca était sous le contrôle de la guérilla, pour cela, je me suis mis dans les FARC (...) par mode, et quand je me suis rendu compte de ce que c'était, c'était déjà trop tard. En 1989, je me suis alors engagé dans l'idéologie révolutionnaire. J'ai terminé mes études primaires et je suis parti avec les FARC. Je préférais toujours les FARC à l'ELN, parce que celles-ci ont plus de discipline, ceux de l'ELN étaient plus désordonnés, plus tranquilles. En ce temps là, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, celui qui

portait un pistolet à Barranca était quelqu'un, s'ils vous voyaient dans une fête avec un pistolet, tous disaient : "Hé, c'est untel !". Ils les reconnaissaient et les femmes les préféraient. La grande erreur est que, là-bas, celui qui porte une arme pense qu'il est quelqu'un. Quand j'étais petit, je voulais être prêtre mais comme Barranca était tellement guérillera, tous ceux de ma génération y terminaient. La guérilla est arrivée en 1989 à Barranca mais j'y suis entré en 1992 (...). J'ai fait une instruction politique de trois mois et un cours militaire de deux mois, après cela, il fallait faire fonctionner cette machine à Barranca. J'ai commencé dans le rang, j'ai fini là parce que la guérilla recrute des enfants, un politique arrive et commence à donner des classes : que le riche, que le pauvre, que le marxisme, que le léninisme et ainsi, ils arrivent à tous les convaincre. Ils enrôlent encore partout les mineurs dans les collèges. Ils recrutent tous ces enfants et leur disent que Jésus-Christ était un révolutionnaire. Vous prenez un cahier, écrivez et gravez ces choses dans votre tête, et vous vous dites : "Hé, c'est vrai !". Et, vous vous persuadez d'être un dur qui va changer le monde. Ils prenaient l'un de ces enfants, l'embobinaient avec ce conte de la révolution, lui donnaient du caramel avec les armes, le mettaient à faire des commissions, à garder les armes, jusqu'à ce qu'un jour ils le prennent et lui disent "va tuer untel", et c'est lui ou toi. Et vous vous retrouvez pris pour toute la vie »¹⁴⁶³.

Pour sa part, l'ex-combattant « Julio » a d'abord rejoint les FARC quand il avait onze ou douze ans. Il a commencé comme milicien, c'est à dire, un guérillero urbain qui en général ne porte pas des habits de combat et qui n'est pas armé, Il était orphelin et jeune garçon, il avait été forcé de travailler dans les champs. Pour lui, les soldats des FARC étaient bien habillés, bien armés et imposaient le respect. En outre, ils se battaient pour des idéaux politiques qui reflétaient directement les injustices qu'il avait connues comme paysan à la campagne. Il s'est alors consacré à l'organisation et a été convaincu que les FARC renverseraient bientôt les autorités constituées et établiraient un nouveau gouvernement plus juste en Colombie. Mais après que presque deux décennies dans l'organisation et le changement de circonstances personnelles, Julio s'est décidé à faire défection. Maintenant il dit :

« Ce qui nous préoccupe maintenant c'est le sujet des Bacrim (des bandes criminelles), comment nous faisons nous autres les démobilisés pour ne pas finir dans ces groupes. Parce que l'argent tue les paroles, mon ami... Si les FARC me disaient qu'elles me pardonnaient et que je pouvais revenir, je ne le ferai pas. Parce que je suis attaché à mon fils, à ma femme. Je veux que mon enfant réussisse, je veux que mon fils ait son baccalauréat, je veux

¹⁴⁶² Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2008-2009. pp. 103-106

¹⁴⁶³ Gonzalez (Estefanía), Jiménez (Orián), *op.cit.*, 2008, pp. 179- 220 et 221- 251

qu'il aille à l'université, je veux qu'il travaille et je lutte pour cela. Je croyais dans la révolution à cause de la situation qu'il y a en Colombie, à cause de la si forte indifférence de la grande oligarchie et de voir la pauvreté extrême qui existe. Mais mon ami, depuis que l'on est ici, [de retour dans la vie civile] il nous faut "descendre du bus". Je dois descendre et laisser là-bas mon idéologie »¹⁴⁶⁴.

Dans ces cas et dans beaucoup d'autres, il est observé que les enfants, en cherchant à fuir la violence intrafamiliale (échapper à la condition de victimes), à s'émanciper de leurs familles ou, au contraire, à continuer la tradition familiale (pour renforcer leur appartenance identitaire : « il est entré dans la guérilla dès son enfance, suivant une véritable tradition familiale »), ou en cherchant une plus grande reconnaissance de leurs pairs (« pour lui, les soldats des FARC étaient bien habillés, bien armés et imposaient le respect) et une plus grande reconnaissance sociale (dans le cadre des valeurs viriles et d'une institutionnalisation de la violence manifesté dans le « goût pour les armes » : « mon premier jouet a été un fusil », « là-bas, celui qui porte une arme pense qu'il est quelqu'un »), entrent dans la guérilla dont ils adoptent le discours insurrectionnel.

Par leur discours, « Julio », « Elias », « Atahualpa », « Lucero », « Mayerly », « Simón Trinidad », Rodrigo Granda, « Timochenko », « Iván Márquez », « Joaquín Gómez », « Pablo Catatumbo », « Alfonso Cano », et tant d'autres guérilleros correspondent à un profil « romantique » du révolutionnaire et contribuent à construire dans une certaine mesure un mythe autour de la guérilla.

« Les récits sur la guérilla sont des manifestations nostalgiques, non seulement sur cet acteur mais aussi sur les conditions et les caractéristiques de la vie passée, sur le monde rural et les coutumes d'autrefois. De la même manière, ce sont des récits désenchantés, dus au contraste qui se produit entre les rêves et les illusions matérialisés dans des idéaux, des personnages romantiques et héroïques et l'incongruité de leurs trajectoires et du présent. [Selon le discours majoritaire], la guérilla des années cinquante et soixante regroupait, sans distinction, des gens du peuple qui incarnaient les attentes du peuple. Leurs luttes les opposaient au gouvernement, aux hommes politiques et aux secteurs économiques dominants du pays, et ils disaient lutter pour le peuple, sans l'impliquer ou s'attaquer à lui. Leurs actions suscitaient une sympathie, une curiosité et un appui. Selon les récits, la guérilla de ce temps était une force humanisée, composée par des hommes honnêtes qui arboraient de nobles idéaux et symbolisaient les promesses de rédemption des grands maux

¹⁴⁶⁴ Contreras (Manuel), Finkelstein (Russ), *op.cit.*, 2011.

du pays. C'était une organisation avec des principes politiques et éthiques. Les guérilleros étaient des hommes qui abandonnaient leur vie, la ville, la famille, la fiancée ou l'épouse pour lutter pour la justice et la défense des plus nécessiteux. Les guérilleros (...) étaient différents du commun des mortels, oui, ils étaient des guérilleros : des hommes avec une sensibilité sociale et engagés avec leurs idéaux et avec le peuple »¹⁴⁶⁵.

Mais la guérilla a changé, comme le remarque le guérillero « Estéban Ávila » :

« Les temps ont bien changé depuis les années 1970 et 1980: les défis étaient alors palpables. On se battait pour changer le monde et nous pouvions presque le voir évoluer. Aujourd'hui, tout est stratégique, calculé. Nous sommes devenus une machine lourde, chère, qui nous a obligés à des compromis que je n'aurais jamais acceptés à l'époque. Aujourd'hui, nous devons survivre, durer. La performance, c'est de parvenir à introduire le doute chez notre adversaire. C'est de lui faire peur. Et la peur, c'est un pas vers la victoire parce qu'elle renforce notre image et, finalement, décuple nos forces. La guérilla ne se résume pas à des armes et à des combats. C'est avant tout une lutte sur l'esprit, pour pénétrer le cerveau de l'ennemi et le convaincre que vous êtes le meilleur, le plus fort, le plus obstiné »¹⁴⁶⁶.

Il ne s'agit pas donc seulement d'une lutte armée mais d'une lutte pour la victoire symbolique et la reconnaissance.

Il ne faut pas oublier, comme le remarque Herbert Braun, qu'en Colombie :

« Les mouvements de guérilla n'ont jamais été très programmatiques ou idéologiques. Le Marxisme, de la fin des années 1960 à la fin des années 1980 et ses vestiges restants aujourd'hui, pourrait au mieux être perçus pour les insurrections comme une couche superficielle, qui donne du sens à beaucoup de leaders ruraux, leur donne une voix publique, une certaine connexion avec le monde extérieur et une façon de discipliner leurs propres partisans. L'idéologie donne aussi du sens aux intellectuels urbains qui ont étudié ces mouvements, car beaucoup de ces lettrés ont aussi une perspective marxiste, de gauche, anti-capitaliste, raison pour laquelle ils accordent foi à cette idéologie. Mais le plus souvent, les mouvements guérilleros ont conçu leurs luttes comme allant de soi, leurs déclarations sont des slogans mécaniques et reflètent le manque d'analyse profonde des conditions locales du pays et de l'endroit où elles se trouvent en particulier. A travers le Marxisme, les guérillas se sont exprimées en termes de structures de l'ordre social, à propos de sujets comme la pauvreté et l'exclusion. Cependant, les racines et même la source continue de leur lutte, se trouvent aussi ailleurs, dans le personnel, les échanges culturels et les malentendus entre les chefs et les guérilleros. Les racines de leur lutte se trouvent dans

¹⁴⁶⁵ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 69

¹⁴⁶⁶ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008.

le grief d'avoir été abandonnées, rejetées et trahies, dans la solitude de la campagne et périodiquement attaquées. Les origines immédiates des conflits en Colombie résident dans l'humiliation des guérillas et dans leur sens perdu de l'honneur »¹⁴⁶⁷.

Finalement, le trafic de drogues va introduire une nouvelle catégorie de guérilleros pouvant être définis comme « narcotrafiquant–guérillero » et va transformer les croyances de beaucoup de ceux qui avaient adopté le discours idéologique et politique de la guérilla. Au début des 80 :

« À cette époque, les FARC ont commencé à changer et les normes internes n'étaient même pas respectées. Les camarades se sont transformés en parrains mafiosi, affirme-t-il (...). Le communisme ? Atahualpa y a cru à une époque. Il pensait que le communisme était "la solution aux problèmes de l'humanité". Aujourd'hui, il n'y croit plus »¹⁴⁶⁸.

¹⁴⁶⁷ Braun (Hebert), *op.cit.*, 2007.

¹⁴⁶⁸ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2008-2009, pp. 103-106

4.3 Guérilleros aventuriers, raspachines et mafieux

« Victor, pourquoi es-tu entré dans la guérilla? – J'avais trois hectares de coca, ils me les ont fumigés alors je suis allé dans la guérilla »¹⁴⁶⁹.

« Cette personne a dédié 33 ans de sa vie à tuer, à séquestrer, à trafiquer de la cocaïne. Il l'a fait au départ à cause du vieux conte d'une révolution qui échouait déjà sur la moitié de la planète. Et il a continué à le faire par la suite, plus par inertie criminelle que par idéologie »¹⁴⁷⁰.

« Pendant que j'interviewais des guérilleros, je les ai regardés dans les yeux. Dans leurs yeux vides, j'ai constaté qu'ils avaient rejoint les rangs des rebelles par ignorance, par manque d'opportunités et par l'envie d'obtenir de l'argent facilement. J'ai constaté qu'ils ont été amenés dans les forêts par l'intimidation et la terreur, et que maintenant qu'ils ont retrouvé la liberté, ils cherchent un lieu dans ce monde »¹⁴⁷¹.

« Dans le cadre d'une politique de reconnaissance, c'est l'action qui est pensée comme postérieure et consécutive à l'identité de l'agent : l'agent est conçu ou se conçoit comme porteur d'une identité (culturelle, religieuse, sexuelle, ethnique, etc.) en fonction de laquelle il agit et à partir de laquelle il veut être reconnu »¹⁴⁷². Pour cette raison, nous avons étudié l'évolution historique des FARC en tant qu'agent collectif et institution pour avoir une compréhension plus complète de l'identité du groupe et, dans le même temps, notre analyse s'attache à établir un profil des combattants. Bien qu'il ne soit pas possible, dans le cadre de cette recherche, de réaliser un véritable approfondissement de la définition d'une « identité » des guérilleros, nous avons cherché à identifier quelques caractéristiques et profils qui pourraient définir les combattants. Pour le moment, sans oublier que l'une des caractéristiques de la guérilla des FARC est l'hétérogénéité de ses membres, nous avons constaté que, lors du processus ayant

¹⁴⁶⁹ « Caracol Noticias, en directo desde Villavicencio », [interview radio], *Caracol*, 3 de febrero de 2009.

¹⁴⁷⁰ Vargas (Mauricio), « La desintegración molecular de las FARC », *El Tiempo*, 6 novembre 2011, (en ligne).

¹⁴⁷¹ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. p. 15

¹⁴⁷² Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 11

conduit à la création des FARC et leurs premières années, de nombreux leaders et combattants du rang étaient des paysans, appartenant à une société rurale qui peut être qualifiée de traditionnelle. Par la suite, dans le cadre d'un mouvement contestataire d'ampleur internationale, des étudiants ont rejoint les FARC. Ils étaient issus de la classe moyenne, urbains ou originaires d'une région rurale engagée dans un processus d'urbanisation, et étaient liés à des mouvements politiques de gauche. Au départ, l'État-Major central était majoritairement composé de leaders traditionnels, ruraux ou « originaires » de la guérilla. Cependant, les guérilleros ayant une formation politique et idéologique ont rapidement avancé dans la hiérarchie des FARC, beaucoup n'ayant même pas eu à « prouver leur valeur » sur le champ de bataille. Pendant des années, la guérilla des FARC a constitué une exception, parmi les autres guérillas colombiennes, en étant la seule à posséder un leader paysan au poste de commandant suprême (« Manuel Marulanda »), alors que les autres mouvements étaient dirigés par des personnes provenant principalement du mouvement étudiant. Cette particularité correspondait à la « *logique de la guerre de guérillas (qui) incluait de remettre la direction à des hommes supposés solides issus des classes moyennes, urbaines et cultivées (qui) illumineraient la conscience des masses appauvries et privées de citoyenneté* »¹⁴⁷³. Comme nous l'avons vu auparavant, l'organisation singulière permettant l'équilibre entre les éléments ruraux et urbains à l'intérieur de la guérilla des FARC apparaît avec la période de *La Violencia* (1945-1965) et découle de la relation de mépris mutuel entre les représentants du monde rural et ceux du monde urbain.

Or, l'essor du trafic de stupéfiants en Colombie va amener un nouveau type de combattants dans la guérilla, poussés principalement par des motivations économiques, non seulement dans le cadre d'une rationalité qui cherche la satisfaction de nécessités matérielles mais aussi dans le cadre d'une logique « utilitariste » ou « stratégique » de la reconnaissance¹⁴⁷⁴, guidant la recherche de la reconnaissance sociale, du prestige, du pouvoir, de la valorisation individuelle obtenus à travers l'argent ou l'enrichissement illicite.

¹⁴⁷³ Castañeda (Jorge), *La utopía desarmada*, Barcelona, Ariel, 1995. p. 87. Cité par De Currea-Lugo (Victor), *op.cit.*, 1999. pp. 17-27

¹⁴⁷⁴ Voir Lindemann (Thomas), Saada (Julie), *op.cit.*, 2012. pp. 16-17

4.3.1. Le narco-guérillero : identités viriles et idéalisées

Jusqu'au milieu des années 90, la guérilla des FARC montre la composition suivante :

« Sa direction continuait d'être assurée par de petits paysans exploitants (les seules exceptions étant un intellectuel de la classe moyenne et un banquier de l'oligarchie). Seuls 10 % de la base des FARC appartenaient à la "classe moyenne", 20 % se situaient dans la classe "ouvrière" ou étaient des "étudiants" et des "enseignants", et les FARC considéraient que 70 % des leurs étaient des "paysans" (principalement des prolétaires ruraux travaillant comme ouvriers agricoles et/ou cueilleurs de coca). Si 30 à 40 % des combattants étaient des femmes, les hommes maintenaient leur mainmise sur le haut commandement (...). L'âge moyen des combattants des FARC était de 19 ans »¹⁴⁷⁵.

Comme nous pouvons l'observer, les FARC continuent d'être un mouvement majoritairement rural. Cependant, les dynamiques, les valeurs et les relations caractérisant le monde rural ont changé.

« Un (...) élément contribuant à la croissance de la guérilla est la disparition de la famille rurale comme unité culturelle et économique capable de soutenir et de protéger chacun de ses membres. En pleine intensification de la guerre, le néolibéralisme [le gouvernement de César Gaviria (1990-1994) avait promu une série de mesures néolibérales pour garantir l'ouverture de l'économie colombienne] avait produit une génération de jeunes ruraux sans perspectives d'avenir ni sécurité personnelle : les FARC et l'ELN leur offraient les deux. Comme les options étaient extrêmement limitées pour les jeunes hommes vivant dans les campagnes, les FARC (bien plus que l'ELN) leur offrirent la possibilité d'exercer le pouvoir politico-militaire, notamment à ceux qui n'avaient reçu aucune éducation secondaire. Des nombreuses jeunes femmes sans éducation des zones rurales préférèrent les guérillas à la perspective du déplacement, du chômage ou de la prostitution »¹⁴⁷⁶.

Les transformations vont alors s'intensifier, de façon encore plus radicale, avec le développement du trafic de stupéfiants qui va modifier (voir chapitre 1.3) le système de valeurs et les mécanismes de reconnaissance sociale qui caractérisaient la société colombienne. Les narcotrafiants ne se cachaient pas, bien au contraire, ils voulaient que leur succès soit reconnu et célébré par la

¹⁴⁷⁵ Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. pp. 127-128

¹⁴⁷⁶ *Ibid.* p.128

société, même si cela venait en contradiction avec la « rationalité » d'un commerce illicite, basé sur la discrétion et le secret¹⁴⁷⁷.

« Ces criminels d'origine humble avaient développé un profond ressentiment qui a fait du succès économique du commerce de la cocaïne un moyen de soutenir leur revendication sociale (...). Cela ne comptait pas que tout le monde connaisse à l'avance les risques de la décision [de se joindre à une activité criminelle], pour beaucoup de membres de la communauté, il était impératif de participer à l'industrie du trafic de drogue comme moyen de reconnaissance sociale. L'illusion d'être estimé par la communauté était plus importante que leur sécurité personnelle »¹⁴⁷⁸.

Gustavo Duncan remarque que, bien qu'initialement les narcotrafiquants n'aient pas cherché pas à modifier la structure traditionnelle des classes mais à s'y insérer et à accéder aux strates les plus élevées, leurs activités et les ressources du trafic de stupéfiants ont eu des effets économiques et symboliques qui ont profondément modifié l'ordre social avec pour conséquences : la prolifération sur les marchés locaux de nouveaux objets de consommation courante ; la garantie de l'accès à ces objets (en partie par le crime) grâce aux liens établis avec d'autres activités économiques et politiques ; la redistribution pour permettre à une partie importante de la population d'assimiler les changements intervenus dans les valeurs et les habitudes sociales par l'introduction de ces nouveaux objets de consommation¹⁴⁷⁹. Ainsi, selon le témoignage de « Estela », « *en décembre, ils [les narcotrafiquants] faisaient une marranada pour tout le quartier, avec liqueurs, musique et tout. Une marranada est une fête où ils tuent un cochon et ils cuisinent du boudin, du sancocho, font des grillades, et il y a une sono, de la danse, de l'alcool. A cause de cela, tous les gens les aimaient beaucoup et les protégeaient* »¹⁴⁸⁰. Beaucoup, notamment les jeunes (avec de nouveaux besoins de reconnaissance), voudront suivre leurs traces.

Le trafic de stupéfiants va également contribuer à la diffusion de pratiques violentes dans l'ensemble du pays et du corps social, en contribuant à la création de ce que Peter Waldmann appelle une « culture de la violence » c'est-à-dire, l'acceptation de la part de l'ensemble de la société de pratiques violentes ou de moyens violents pour résoudre les conflits et pour imposer ses intérêts. Il ne s'agit

¹⁴⁷⁷ Duncan (Gustavo), *op.cit.*, 2010. p. 3

¹⁴⁷⁸ *Ibid.* pp. 5-6

¹⁴⁷⁹ *Ibid.* pp. 5-6

pas d'une reconnaissance formelle, c'est-à-dire, une déclaration explicite de l'acceptation du recours à la violence. Aucune société moderne ne se déclarerait officiellement favorable à la violence. Les représentants politiques ou sociaux admettraient difficilement que, dans leur pays, la violence règne à peine maîtrisée parce que cela reviendrait au « meurtre moral » du pays au regard de la communauté internationale. Pourtant, comme le remarque Peter Waldmann, en étudiant les valeurs centrales, les orientations normatives de base et les pratiques communément acceptées dans une société, il est possible de déterminer s'il existe ou non une acceptation générale de la violence. Dans le cas colombien, le trafic de stupéfiants induit la diffusion de certaines valeurs et pratiques « violentes » qui « étaient acceptées sans bruits ni remises en cause » par une majorité de la population¹⁴⁸¹. Dans sa version la plus extrême, cette acceptation pourrait être exprimée par la phrase de l'écrivain colombien Sergio Álvarez dans son roman *35 morts* :

« Vous êtes devenu vieux et vous ne vous êtes pas rendu compte de la façon dont ce pays fonctionne. – Alors comment fonctionne-t-il ?, ai-je demandé. – Avec des morts, mon frère, dans ce pays, celui qui n'a pas tué ou fait tuer quelqu'un n'avance pas. – Je le regardais surpris. – Crois-moi, mon frère, ici la mort commande et celui qui ne tue pas ou n'ordonne pas de tuer, n'est personne, il ne vaut rien »¹⁴⁸².

Pour appréhender l'influence du trafic de stupéfiants sur la société et les FARC, il faut revenir sur son développement intervenu en Colombie à partir de la fin des années 1970.

« Dans un premier temps, il s'agissait avant tout de la culture de marijuana qui s'est diffusée en particulier dans la Sierra Nevada de Santa Marta. Vers 1980, l'importance de cette ressource diminue, en partie en raison de sa production sur le territoire même des États-Unis. A cette date, l'économie de la coca commence à prendre le relais. Cependant les surfaces cultivées sont encore loin d'égaliser celles de Bolivie et du Pérou. La Colombie sert encore surtout de plaque tournante pour le trafic en provenance de ces pays en accueillant les laboratoires et les routes d'exportation vers les États-Unis. L'essor des "cartels" de Medellín et de Cali, qui contrôlent et centralisent les exportations de la cocaïne produite par de multiples réseaux, se produit pendant cette phase. Néanmoins, les cultures commencent aussi à se diffuser dans le sud de la Colombie sous la protection des FARC, soit que celles-

¹⁴⁸⁰ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 73

¹⁴⁸¹ Waldmann (Peter), *Guerra civil, terrorismo y anomía: el caso colombiano en un contexto globalizado*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006. pp. 298-299

¹⁴⁸² Álvarez (Sergio), *35 muertos*, Bogotá, Alfaguara, 2011. p. 428

ci y soient déjà présentes soit qu'elles accompagnent leur expansion. Une troisième période débute vers 1994 : La Colombie devient alors, et de loin, le premier pays producteur de la coca. Deux facteurs y concourent : les campagnes d'éradication menées en Bolivie et Pérou et le démantèlement des cartels de Medellin et de Cali, remplacés par une myriade de petits cartels. La production sur place des feuilles de coca supprime les coûts et les risques inhérents au transport aérien de la "pâte-base" depuis les deux autres pays andins et les profits des Colombiens font un bond. En quelques années, les surfaces cultivées sur le territoire national augmentent de façon impressionnante. En 2002, elles sont estimées à 169.000 ha. Et les FARC sont aussi directement mêlées à l'essor plus limité, de la culture du pavot – elle atteint "seulement" 15 000 ha à son maximum – et de la fabrication d'héroïne »¹⁴⁸³.

Dans les premières années du développement de l'économie de la drogue, les FARC autorisaient les cultures illicites pendant deux ou trois ans, à condition que d'autres produits agricoles soient aussi semés, de façon à récolter de quoi assurer l'alimentation quotidienne des habitants de la zone. Cependant, les périodes de baisse des prix de la production du café attirent dans les zones de production de la drogue (coïncidant dans beaucoup de cas avec les zones de présence de la guérilla¹⁴⁸⁴) de nombreux colons venus de tout le pays. Ceux-ci vont diffuser l'économie du trafic de stupéfiants dans de nouvelles régions de colonisation et de « frontière » dans les départements de Caquetá, du Putumayo, du Guaviare, du Vichada, du Guainía, du Vaupés, du Sucre, du Córdoba, du Chocó, du Bolivar, du Santander et du Norte de Santander (et dans une moindre mesure, en Antioquia, Huila, Tolima, Cauca et Meta). Les FARC accompagnent ces migrations à l'intérieur du pays. L'axe de la guérilla se déplace ainsi des aires ayant peu de potentiel économique (« *les endroits isolés et inhospitaliers semi-forestiers du polygone sud-est du Tolima-Huila* »¹⁴⁸⁵) vers les « nouvelles zones de colonisation » (dans les régions de l'Urabá, Moyen Magdalena, le Caquetá et le Putumayo), où se concentrent les cultures de la coca et de l'opium qui constituent le point d'entrée et de départ des routes de la drogue.

Le phénomène de colonisation des régions écartées des grands centres urbains n'est pas récent (c'est-à-dire qu'il n'est pas exclusivement lié à l'économie

¹⁴⁸³ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. pp. 82-83

¹⁴⁸⁴ « Une grande partie des nouveaux pôles de production de matières premières [pour le narcotrafic], qui modifient la configuration de l'économie colombienne, sont situés dans ces "périphéries" qui sont le terrain d'élection des guérillas colombiennes et où l'État n'arrive au mieux que tardivement et incomplètement ». *Ibid.* 2008. p. 39

du narcotrafic). Les premiers mouvements de colonisation interviennent suite au mouvement paysan des années 20 grâce auquel certains paysans parviennent à se libérer des paiements obligatoires qu'ils devaient verser aux propriétaires de la terre tandis que d'autres se voient expulsés de leurs terres. « *Une minorité de paysans locataires a obtenu la propriété de leurs parcelles, mais la majorité est venue grossir l'armée des employés et chômeurs urbains et ruraux ou ont choisi de partir pour défricher comme colons* »¹⁴⁸⁶. Par la suite, se produit un nouveau processus de relocalisation des habitants, conséquence du déplacement généré par la violence bipartite durant la Violence. Cette colonisation est alors une « colonisation armée », c'est-à-dire, accompagnée par les guérillas et les groupes d'auto-défense paysans. Bien que la consolidation de ces nouvelles zones de colonisation en soit pas exclusivement liée à l'économie du trafic de drogues, il est certain que ces zones sont caractérisées depuis toujours par le caractère marginal de leur population, ce qui génère de forts dénis de reconnaissance en matière de participation des communautés et des individus à la vie sociale et politique du pays.

« Depuis le début du XVIe siècle, les territoires les plus isolés et inaccessibles ont été peuplés par des groupes marginaux (comme les pauvres blancs, métisses, noirs et mulâtres). Dans ces zones de colonisation périphérique, l'organisation de la cohabitation sociale a été abandonnée au libre arbitre des personnes et des groupes sociaux et l'État ne possède pas le complet monopole légitime de la justice et de la coercition. De plus, même dans les territoires les plus intégrés au domaine de l'État, la présence des institutions étatiques était différenciée ou duale parce que leur contrôle s'exerçait à travers les élites locales et, par conséquent, il dépendait de ces structures locales de pouvoir. La combinaison de ce peuplement avec cette dépendance des pouvoirs locaux a rendu très conflictuels les processus d'intégration des territoires récemment peuplés à l'ensemble de la nation »¹⁴⁸⁷.

En ce sens, l'on peut dire que les zones de présence guérillera qui coïncident avec les zones de nouvelle colonisation et de production de la drogue sont des zones dans lesquelles domine la loi du plus fort, et dans lesquelles le recours rapide et spontané à la violence constitue la méthode pour s'imposer et obtenir une reconnaissance sociale.

¹⁴⁸⁵ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002, p. 53

¹⁴⁸⁶ Kalmanovitz (Salomón), *op.cit.*, 1996.

¹⁴⁸⁷ González (Fernán), « Conflicto Violenteo en Colombia : una perspectiva de largo plazo », *Revista Accord, Controversia*, N. 14, mars 2004, (en ligne).

Comme un ancien guérillero le mentionne :

« Les FARC étaient restées, jusqu’à la nouvelle stratégie définie dans les années 1980-1990, un groupe relativement restreint, bien qu’en constante croissance, se cantonnant aux zones montagneuses, dont le poids économique est longtemps resté très marginal à l’échelle nationale. Les liens entretenus avec le secteur rural étaient l’une des caractéristiques de notre guérilla. La majeure partie des troupes provenait alors des secteurs ruraux. Aujourd’hui, elles sont surtout constituées de migrants attirés par les régions du sud de la Colombie où les FARC sont très présentes et où la production de drogue se développe constamment »¹⁴⁸⁸.

Alejandro Reyes Posada dans son livre *Guerreros y campesinos: El despojo de la tierra en Colombia*¹⁴⁸⁹ explique comment s’est effectuée la construction d’une base sociale des FARC dans le département du Meta, à travers le trafic de drogues. En premier lieu, Reyes explique que :

« La stratégie de la guérilla pour consolider les zones sous son contrôle consiste à déplacer [faire partir] les paysans qui ne se sont pas attachés à sa cause et à installer, à leur place, des miliciens de la guérilla, dans un sorte de stratégie de “repopulation”. Les raisons de l’expulsion peuvent être que l’un des enfants du propriétaire du domaine est à l’armée ou qu’il ne leur accorde pas sa collaboration (ce sont les deux raisons principales). Les autres : les menaces directes ou indirectes, le meurtre d’un parent, le recrutement forcé et la présence de mines antipersonnel »¹⁴⁹⁰.

Cependant, Reyes précise que certains des déplacements de population ne sont pas imposés par la guérilla, mais c’est le cultivateur de coca qui suit volontairement le groupe guérillero en cherchant à semer la coca dans les aires où cela est le plus sûr. De plus, Alejandro Reyes remarque que la légitimité de la guérilla s’établit naturellement là où il y a des cultures de coca et où la guérilla garantit la sécurité et l’achat du produit aux *raspachines* (cueilleurs de feuille de coca). « *Les familles dans les zones de cultures font partie de la guérilla, c’est la base sociale (...), les cultures illicites ont abîmé les noyaux familiaux, les hommes partent comme raspachines et ne reviennent pas* »¹⁴⁹¹. Le contrôle des FARC dans les zones où il y avait des cultures était presque total : « *la force de la guérilla est basée sur les cultures de coca et c’est là qu’elles déploient toutes leur puissance* »¹⁴⁹². Ils

¹⁴⁸⁸ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 100

¹⁴⁸⁹ Reyes Posada (Alejandro), *op.cit.*, 2009

¹⁴⁹⁰ Entretien réalisé par Alejandro Reyes avec l’un des fonctionnaires de l’INCODER, Florencia, jeudi 13 décembre 2007. *Ibid.* p. 273

¹⁴⁹¹ *Ibid.* p. 273

¹⁴⁹² Reyes Posada (Alejandro), *op.cit.*, 2009. p. 273

restreignaient la mobilité, avec des barrages, ainsi que l'usage des moyens de communications. Les habitants devaient par exemple demander l'autorisation aux guérillas pour avoir et utiliser les téléphones portables. La force publique a en effet réussi à capturer des guérilleros et à saisir des explosifs ou de la drogue en exploitant les informations fournies par la surveillance des communications. Pour cette raison, si quelqu'un voulait faire entrer un portable dans la zone de contrôle des FARC sans disposer de son autorisation « *elles lui infligeaient des amendes jusqu'à un million de pesos [500 euros environ]* »¹⁴⁹³. En réalité, comme le souligne Reyes, la base sociale des FARC ne sympathise pas toujours (dans un sens politique ou idéologique) avec la guérilla, mais elle obéit par peur, par contrainte ou par intérêt économique.

« La guérilla a une position agressive envers la population civile que peut être définie comme “le traitement de celui qui a le pouvoir en face à celui qui ne l'a pas”. Les armes et l'argent du trafic de stupéfiants ont donné ce pouvoir aux FARC. Les gens se soumettent parce qu'ils n'ont pas d'autres options »¹⁴⁹⁴.

Les FARC avaient droit de « vie et de mort » sur la population sous leur contrôle :

« Plusieurs des morts produites dans cette dernière année trouvent leur origine dans la coca. Les FARC ne semblent pas être disposées à tolérer beaucoup le fait que les paysans vendent à d'autres ce produit, étant donné qu'elles ont un monopole du commerce et, en conséquence, fixent le prix selon leur bon-vouloir. L'infidélité aux FARC a coûté la vie à plus d'un producteur de la région »¹⁴⁹⁵.

Le gain de puissance obtenu par les FARC grâce au trafic de stupéfiants augmente considérablement le nombre de nouveaux membres de la guérilla. Le groupe qui comptait environ 3 000 combattants en 1980, passe à près de 21 000 membres au début 2000. Si on laisse de côté le sujet du recrutement forcé (qui commence à augmenter à cette époque), la première motivation qui semble avoir une influence sur la décision de prendre les armes, en analysant la rationalité individuelle de l'engagement dans la violence, est ce que Xavier Crettiez appelle « la quête de profit ». « *La violence rapporte à ceux qui la pratiquent. Ce constat est devenu au fil des ans l'un des lieux communs les plus répandus sur la question des violences, qu'elles soient sociales ou politiques, qu'elles relèvent de la*

¹⁴⁹³ Information de l'Observatoire des Droits de l'Homme de la Vice-présidence. Citée par *Ibid.* p. 273

¹⁴⁹⁴ Entretien réalisé par Alejandro Reyes avec l'un des fonctionnaires de l'INCODER, Florencia, jeudi 13 décembre 2007. *Ibid.* p. 273

¹⁴⁹⁵ Information de l'Observatoire des Droits de l'Homme de la Vice-présidence. Citée par *Ibid.* p. 273

délinquance ordinaire ou de la guerre civile »¹⁴⁹⁶. L'acteur engagé dans la violence n'est pas considéré « *comme une victime d'un système injuste qui détermine ses actes (...) mais comme un acteur rationnel capable d'opérer un calcul coûts/avantages sur son engagement* »¹⁴⁹⁷. Pourtant, si les FARC dans leur ensemble vont s'enrichir avec l'argent du narcotrafic (voir chapitre 1.3), ainsi qu'avec les ressources financières produites par « *les enlèvements, les prélèvements sur certaines activités économiques ainsi que le racket pratiqué à grande échelle* »¹⁴⁹⁸, au niveau individuel, les combattants ne vont pas s'enrichir de la même façon. En premier lieu, bien que la fausse promesse d'un salaire ait été présentée par quelques guérilleros démobilisés comme l'une des raisons pour lesquelles ils sont entrés dans la guérilla, les FARC ne donnent pas de salaire à leurs membres. Les guérilleros ont le droit à une dotation (un uniforme, des bottes, quelques instruments de propreté individuelle, une arme...), mais ils ne reçoivent pas d'espèces. Du moins, il ne s'agit pas d'une pratique établie par les statuts de la guérilla, et les divers témoignages de combattants qui ont été analysés (y compris les entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche) n'en font pas état. L'unique référence à un salaire dans la littérature utilisée se rencontre dans le livre de Forrest Hylton, *Colombie: les heures sombres*, selon lequel, en 1990 les combattants « *étaient payés 90 dollars par mois* »¹⁴⁹⁹, somme inférieure au salaire minimum colombien à cette époque. Dans ce cas, le coût de l'entrée dans la guérilla serait plus élevé que le bénéfice économique attendu à court terme.

Cependant, il est impossible d'affirmer qu'aucun combattant des FARC n'a obtenu de bénéfices matériels du trafic de stupéfiants (ou d'autres ressources obtenues par des voies illégales). D'une part, des miliciens c'est-à-dire des civils qui travaillent pour les FARC dans les zones urbaines (et n'ayant pas à demeurer dans les campements), ont obtenu des bénéfices économiques de leur relation avec la guérilla. Par exemple, « Mauricio » :

« Commerçant fournisseur des FARC, jeune colon ambitieux, (qui) méprisait les idéaux de la guérilla parce qu'il était capitaliste jusqu'à la moelle. Mais il n'avait aucun problème

¹⁴⁹⁶ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2008. p. 34

¹⁴⁹⁷ *Ibid.* p. 35

¹⁴⁹⁸ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 76

¹⁴⁹⁹ Richani (Nazih), *Systems of Violence : the political economy of war and peace in Colombia*, New York, St University of New York, 2002. p. 148. Cité par Hylton (Forrest), *op.cit.*, 2008. p. 128

pour lui vendre [à la guérilla] de l'essence et des pièces de rechange. "S'ils me paient, je fais ce qu'ils me demandent", avec certaines restrictions éthiques. Par exemple, il a repoussé l'offre des FARC de lui payer l'université à Bogotá en échange d'espionner pour leur compte en ville et d'autres missions similaires. "Bien qu'étudier soit mon rêve ultime, je ne veux pas non plus me mettre là-dedans", dit-il. Certains de ses amis ont bénéficié d'une bourse du Secrétariat et deviendront, dans quelques années, cadres politiques »¹⁵⁰⁰.

Par ailleurs, selon des rapports de la Police Nationale et de la DIJIN (la Direction de Recherche Criminelle et INTERPOL), les membres du Secrétariat des FARC et d'autres commandants ont accumulé de grandes fortunes personnelles leur permettant de bénéficier de certains privilèges, même en étant dans la « montagne ». « Manuel Marulanda » constituerait, selon des témoignages, la seule exception, préférant une vie austère et s'occupant même des travaux manuels comme le jardinage et l'élevage d'animaux de ferme. Les effets du trafic de stupéfiants sur plusieurs commandants de la guérilla sont particulièrement visibles dans la « *Zona de Distención* » (Zone Démilitarisée). La journaliste Juanita León raconte que :

« Les chefs des guérilleros garaient leurs camionnettes blindées et sans plaques en face de la cantine, voisine du bureau de presse des FARC. Ils conduisaient d'une seule main leurs Toyotas volées aux séquestrés – le coude de l'autre bras sortant par la fenêtre – et ils en descendaient toujours avec empressement, comme s'ils n'avaient pas de temps à perdre. En les voyant, il était difficile de croire au cliché sur le temps lent du paysan dans la guérilla. Il n'était pas facile de discuter avec eux, bien qu'ils aimassent le faire. Surtout s'ils accompagnaient la discussion d'un bon whisky ou du meilleur rhum cubain »¹⁵⁰¹.

Peut-être, pour cette raison, « *l'armée a retrouvé dans la Zone Démilitarisée milliers de bouteille de Chivas Régal 18, Royal Salute, Johnny Walker Black Seal* »¹⁵⁰².

Le témoignage de Zenaida Rueda, ancienne guérillera, sur le commandant « Gaitán » révèle aussi l'influence de l'argent du trafic de stupéfiants comme source de pouvoir et moyen d'obtenir des privilèges à l'intérieur de la guérilla :

« Quand je l'ai connu, Gaitán il avait environ 30 ans. Il était gros, la peau brune, il lui sortait beaucoup de barbe mais il la rasait quasiment tous les jours ; il aimait être bien mis devant sa troupe. Gaitán venait du Caquetá. Là-bas il avait commencé avec le septième front, comme guérillero du rang, mais ils l'avaient promu pour ses capacités de leader. Il

¹⁵⁰⁰ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 288

¹⁵⁰¹ *Ibid.* p. 136

parlait aux guérilleros comme s'ils étaient ses enfants, mais quand il s'énervait, il nous engueulait. Les guérilleros disaient que c'était un type intelligent. Je crois qu'il avait à peine étudié en primaire, mais il avait analysé tous les documents des FARC. Il gardait certains de ces documents sur un ordinateur portable dont je ne sais pas comment il avait été obtenu et qu'il transportait partout; ou plutôt, il choisissait une guérillera de confiance pour qu'elle porte l'ordinateur. Cette personne ne participait pas aux combats, aux explorations, elle montait seulement la garde au centre du campement. Un autre guérillero portait l'imprimante qu'il connectait à un générateur électrique. Il portait aussi un bloc de papier et un tas de choses : stylos, des lanternes, des briquets, des cigarettes, des montres. Il achetait cinq ou six paquets des cigarettes Mustang. Il était très *antojado* [personne désirant acheter les derniers objets à la mode]. Il offrait aussi de l'argent aux guérilleros qui avaient une bonne discipline : 100, 200, 300 mille pesos [50, 100, 150 euros]. Il manipulait beaucoup d'argent. Environ 250 millions de pesos mensuels que lui envoyaient Pastor Alape ou Juan Carlos pour acheter les médicaments pour les malades et de la nourriture pour tout le front, à peu près 150 combattants. S'il lui en restait, il achetait du bétail et le laissait dans la propriété d'un paysan. Tout se déroulait en espèces. Deux ou trois guérilleros de confiance transportaient les liasses de billets dans des musettes (...). Gaitán plaisait beaucoup aux femmes parce qu'il leur donnait des cadeaux. Il aimait aussi boire du whisky. Il faisait beaucoup d'efforts pour obtenir des bouteilles de Buchanan's, même s'il était dans la jungle... »¹⁵⁰³

Bien qu'à cause des difficultés de la vie dans la clandestinité, les commandants des guérilleros ne puissent pas toujours « profiter » des ressources du trafic de stupéfiants comme le feraient des narcotrafiquants dans les grandes villes, ils en font cependant profiter leurs proches. Selon un reportage réalisé par la revue colombienne *Semana*, l'argent de la guérilla a ainsi financé les études (principalement à l'étranger) des « enfants du Secrétariat » c'est-à-dire les enfants des commandants guérilleros.

« À première vue, il est révoltant pour certains éléments du pays que les plus hauts dirigeants des FARC maintiennent leurs enfants à l'étranger avec des privilèges "bourgeois" et non sur le champ de bataille. Mais être fils de guérillero n'implique pas d'obligations vis-à-vis de la "Révolution". Et encore moins si, certains d'entre eux, comme ceux de "Cano" étaient petits au moment où leur père est parti pour la montagne. S'il s'agissait de parents de citoyens ordinaires, les agences de renseignement, les policiers ne s'intéresseraient pas à ce qu'ils font et à l'endroit où ils vivent. Mais, étant justement des enfants de criminels reconnus, de chefs d'une organisation considérée comme terroriste et

¹⁵⁰² Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 163

¹⁵⁰³ Rueda (Zenaida), *op.cit.*, 2009. pp. 28-29

profitant du trafic de stupéfiants, ils sont restés sous surveillance et particulièrement parce que certains d'entre eux sont financés par l'argent des FARC »¹⁵⁰⁴.

Cependant, selon des agences canadiennes, américaines, britanniques, espagnoles et allemandes de renseignement, ainsi que Europol consultées par *Semana*, une partie des revenus des FARC a fini aux mains des la famille des commandants guérilleros¹⁵⁰⁵. « Bien que certaines des études qu'[ils ont réalisées ont pu être faites] grâce aux subventions étatiques dans certains de ces pays, les agences européennes de renseignement ont détecté qu'une grande (...) partie de l'argent avec lequel ils ont payé leurs études, voyages et dépenses courantes provenaient de leur père »¹⁵⁰⁶, et donc des FARC.¹⁵⁰⁷ Les trajectoires des enfants des commandants guérilleros sont autant d'exemples d'ascension sociale et de l'accès à un capital culturel et social que beaucoup de Colombiens ne peuvent pas espérer obtenir. Cependant, bien que cela puisse être considéré comme une incitation à se lier à la guérilla (élément que l'on ne retrouve pourtant pas dans les témoignages des guérilleros analysés), il ne faut pas oublier qu'il s'agit principalement des leaders de la guérilla de l'époque « révolutionnaire » dont certains sont parvenus aux postes de commandement grâce à leur habileté politique ou militaire et qui profitent de bénéfices économiques (ou bien les commandants qui sont en charge des affaires liés au trafic de drogues). De surcroît, bien qu'une mobilité relative existe à l'intérieur de la hiérarchie des FARC, seule une minorité a réussi à occuper les plus hauts postes de la guérilla.

C'est pourquoi, il semble que la « pure rationalité économique » ne peut pas justifier complètement la décision des guérilleros de rejoindre les FARC à l'époque de la cagnotte du narcotraffic. L'explication se trouve probablement dans certains aspects de la lutte pour la reconnaissance ou comme l'appelle Xavier Crettiez, dans « la quête du prestige ».

¹⁵⁰⁴ « Los hijos del Secretariado », *Semana*, 20 de septiembre de 2008, (en ligne).

¹⁵⁰⁵ Frederico Sáenz (fils d'Alfonso Cano) a obtenu une licence et un master d'Économie à l'Université de Genève. Il a un master en mondialisation, en régulations sociales et en développement durable à l'Université de Lausanne. Il a vécu au Venezuela, au Mexique, aux États-Unis, en Australie, en Espagne, en Allemagne, en Bulgarie et en Suisse. Son frère cadet, Andrés Philippe Sáenz (fils d'Alfonso Cano) vit aussi en Suisse et a étudié dans des universités en France et en Australie. Les enfants de Luciano Marín, alias "Iván Márquez", ont aussi réalisé leurs études en Europe et vivent à l'étranger : Andrea, l'aînée, a étudié et vit depuis quelques années en France (elle a la double nationalité franco-colombienne), Oscar Iván a étudié à Paris mais s'est installé au Mexique, et Judy Andrea vit au Venezuela. En ce qui concerne les enfants de Rodrigo Granda, Mónica, Maria et Diana ont étudié à Genève, où Mónica et Maria vivent toujours. Diana vit au Vénézuéla. *Ibid.*

¹⁵⁰⁶ *Ibid.*

¹⁵⁰⁷ *Ibid.*

« La violence trouve également sa source dans la recherche d'une amélioration du statut ou du prestige associé à sa personne ou à son groupe (...). En permettant à [des] populations marginalisées et méprisées de devenir des acteurs (...), la violence satisfait leurs besoins de reconnaissance et d'inclusion communautaire (...). La violence est aussi, à titre individuel, un même levier de l'estime de soi pour des personnes ordinaires. L'engagement dans la "lutte armée" de nombreux jeunes (...), souvent en marge ou sans guère de perspectives professionnelles, s'explique partiellement par l'obtention, derrière la cagoule et l'arme factice ou réelle, d'une image de soi hautement valorisante. L'espace d'une nuit (...) un apprenti boucher ou un jeune chômeur se retrouvent dans la peau d'un guérillero résistant. Dans une société d'interconnaissance où l'image de soi est si importante, la tentation est de grimper l'échelle sociale au moyen [de la] violence »¹⁵⁰⁸.

Comme nous l'avons vu antérieurement, les « nouvelles zones de colonisation » sont majoritairement habitées par des individus marginalisés ne se sentant pas réellement inclus dans la vie politique, économique et sociale du pays. A cela, s'ajoute l'expérience de la blessure émotionnelle et identitaire que représente l'ascension rapide des narcotrafiquants, des « gens du commun » ou des classes populaires qui « ne pourraient en rien être considérées comme supérieurs » par rapport aux autres habitants de ces zones (« pourquoi eux et pas moi? »). Par ailleurs, les FARC ont été pendant de nombreuses années l'autorité principale dans les zones de production de la drogue, et les guérilleros bien qu'ils soient au bas de la hiérarchie (combattants du rang) jouissaient d'une position sociale, d'un statut, d'un pouvoir supérieur aux civils. Sans perdre de vue que « l'une des nécessités primaires de l'homme, avec la nécessité de stimulations et de structure, est d'être reconnu »¹⁵⁰⁹, l'on peut dire que certains des individus, entrés dans la guérilla dans les zones de production de la drogue, cherchaient une plus grande reconnaissance de la valeur de leur style de vie (honneur, dignité, rapport positif à soi), et de leur droit d'être traité comme des citoyens de plein droit (participation sur un pied d'égalité aux affaires de la communauté). Mais cela va aussi plus loin : les armes et l'argent du trafic de stupéfiants offrent l'opportunité de jouir d'un pouvoir et d'un prestige propre à la consolidation de leurs identités idéalisées : « *ce qu'un individu recherche dans la reconnaissance, ce n'est pas l'égalité mais, d'une*

¹⁵⁰⁸ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2008. p. 40

¹⁵⁰⁹ Pulito (Maria Luisa), *Identità come processo ermeneutico : Paul Ricoeur e l'analisi transazionale*, Roma, Armando, 2003, p.191

certaine façon, l'inégalité, ce qui le met au-dessus du groupe pour en faire un individu littéralement extra-ordinaire »¹⁵¹⁰.

Dans les témoignages suivants de guérilleros, certains de ces éléments apparaissent comme la « quête pour le prestige » ou l'influence que le pouvoir, apporté par le trafic de stupéfiants, peut avoir sur la décision de se lier aux groupes armés. Il est aussi possible d'observer comment le trafic de stupéfiants modifie les relations interpersonnelles et de pouvoir entre les guérilleros (à l'intérieur du groupe) et face aux éléments externes (civils, ennemi...) en créant de nouveaux mécanismes pour obtenir une reconnaissance, un prestige et une influence plus grands.

L'histoire de « Julio », un déserteur du Front 16, précédemment dirigé par Tomás Medina Caracas (« Negro Acacio »), parue dans le journal *El Tiempo* du 13 janvier 2008, résume bien ce que peut être la trajectoire d'un guérillero dans le monde de la drogue.

« Né dans le Huila, il part au début des années 1990 pour le Vichada afin de gagner sa vie en cueillant les feuilles de coca comme *raspachín*. Des compagnons lui indiquent qu'il pourrait gagner davantage en s'engageant dans les FARC. Il se considère alors à la fois comme "milicien" civil et comme guérillero. Par la suite, il est chargé de percevoir les "taxes" sur les cultivateurs de bourgades voisines, puis de percevoir toutes celles associées à la production de cocaïne: matériaux comme l'essence, le ciment ou l'acide sulfurique, engrais, laboratoires. Il s'occupe aussi des taxes pesant sur les denrées destinées aux commerçants de la région: caisses de bière, d'eau minérale ou de jus de fruit. Il supervise en fin les "impôts" perçus à l'occasion de toutes les phases de transport de la drogue : transit d'un département de l'Amazonie à l'autre, péage à la sortie vers le Venezuela. "Julio" tient la comptabilité de toutes ces opérations et en transfère le produit au "Negro Acacio", le commandant du front. Celui-ci s'occupe en retour de la logistique de tout le réseau et de fournir les vivres aux guérilleros qui y participent. Si "Julio" déserte après la mort du "Negro Acacio", c'est, dit-il, que son successeur prétend concentrer toutes les ressources entre ses mains et cesse de procurer aux guérilleros de base ce dont ils ont besoin pour survivre. Ce qui expliquerait non seulement sa désertion mais celle de beaucoup des membres du front »¹⁵¹¹.

L'histoire suivante est celle de « Rafael Quintana », un autre guérillero qui a appartenu au front dirigé par « Negro Acacio ». Il est né en 1970 dans le Tolima,

¹⁵¹⁰ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 19

¹⁵¹¹ Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 87

dans un milieu d'une extrême pauvreté. Agé d'à peine 12 ans, il part à l'aventure. Il travaille dans les mines d'émeraudes, devient vacher dans les plaines d'Arauca et cultive le palmier à huile dans le Casanare.

« Au déracinement caractérisant sa vie, s'ajoute (...) son penchant pour les coqs [de combat], le *coleo* [sorte de rodéo colombien], le jeu et le rhum. Se trouvant à Villavicencio, il reçoit l'offre de voyager jusqu'à Vichada pour produire de la coca. "Un ami m'a dit qu'à Puerto Príncipe, ils jetaient l'argent, mais quand je suis arrivé, une surprise m'attendait. La guérilla nous a arrêtés, moi et cinq amis, et ils nous ont laissés attachés durant 15 jours". Durant cette période, ils sont soumis à des interrogatoires (...). Au bout de deux semaines, ils reçoivent l'ordre de travailler dans une propriété, sous la surveillance des rebelles, incarnant Dieu et la Loi dans cette forêt (...). Rafael, un *raspachín* ordinaire, n'a pas alors d'autre centre d'intérêt que de s'enivrer chaque week-end. La "*guerrillerada*" [les combattants de rang des FARC] se déplace partout, contrôlant l'achat et la vente de la base de coca, imposant l'ordre. Selon Quintana, la guérilla a aussi dans ses rangs quelques très jolies femmes. Ainsi, par une nuit d'ivresse, il décide que cette vie [la vie guérillera] serait meilleure que celle qu'il avait eue jusque là, et ce serait celle qu'il aurait à l'avenir. Parti pour la montagne (...), ses deux premières années sont basiques : *ranchar* [cuisiner] et monter la garde. Tout change après deux ans, quand il est promu et obtient le commandement de 10 hommes. C'est déjà "quelqu'un". Il commence à imaginer qu'il pourrait être promu commandant (...). Durant la décennie des années 90, le front s'occupe exclusivement à récolter de l'argent, il y en avait tellement [d'argent] qu'il était difficile de faire face à son afflux (...). Avec l'attrait de l'argent, le front grandit. L'ordre du Secrétariat est d'investir l'argent. "Nous avons réussi à avoir 3 000 têtes de bétail, des fermes, des résidences, des restaurants, des supermarchés, tout ce qu'il fallait", dit Rafael, qui est envoyé en 2000 dans la zone du Caguán où il suit un cours pour devenir commandant. "Ce fut trois mois assis sur un banc à étudier le marxisme et à analyser la situation économique du pays. Nous savions que nous étions préparés pour gouverner le pays. Certains d'entre nous allaient peut-être devenir maires ou gouverneurs". Après, ce fut des mois d'entraînement militaire. "Je me rappelle que (...), après être revenu du Caguán à Vichada, devenu commandant, on m'a donné la responsabilité de recruter de nouveaux guérilleros" (...). Mais la vie du front 16, faite d'opulence économique et d'expansion militaire, allait changer radicalement. En 2001, les forces militaires lancent l'opération "Gato Negro" pour attaquer frontalement "Acacio" qui était devenu la source principale de financement des FARC (...). Tout cela formait une situation compliquée, qui devint délétère avec la mort d' "Acacio". [Quintana] à la dérive et exposé aux mauvais traitements de "Guillermo", qui était le commandant en second (...). Après 17 ans de guérilla, il a commencé à réfléchir à l'idée de désertir (...). Alors, sans rien dire à ses hommes, il les a saoulés, une nuit au milieu du mois d'octobre. A 5 heures du matin, il a pris sa moto, sa

compagne, dit qu'il revenait vite et qu'ils se reposent pour dessaouler (...). En réalité, il était parti pour un village où se trouvait l'armée »¹⁵¹².

Le guérillero « Omar » a un parcours similaire :

« Il n'avait que douze ans quand il a rejoint, avec sa famille, la terre promise (...). C'était un petit domaine dans la région des plaines, avec quelques vaches en liberté, stériles et indomptables et au beau milieu, ce qui lui conférait un statut de terre promise, une petite plantation de coca. Une petite plantation de coca, ça fait combien d'hectares ? Pas beaucoup, sans doute. Mais la production que l'on pouvait en tirer, après qu'Omar et ses frères aient cultivé la coca, la récoltent, et que les FARC la leur achètent, permettrait de faire vivre toute la famille et justifierait le long voyage à travers tous ces coins perdus de Colombie. Ils avaient tous entrepris ce voyage avec enthousiasme. À cette époque-là, la mère d'Omar avait donné à ses enfants leur troisième père. C'était un homme vigoureux, peu bavard et précis dans ses ordres, très différent du précédent, de triste mémoire (...). Tel fut le scénario de son enfance: une mère qui le frappait avec tout ce qui lui tombait sous la main ; un père qu'il identifiait à grand-peine et auquel il se référait comme "ce type qui ne m'a jamais reconnu" ; un quartier chaud, entouré par toutes les factions engagées dans le conflit, ainsi que par l'armée, qui y faisait parfois une entrée fracassante en tirant depuis ses chars d'assaut; une bande d'amis avec lesquels il faisait des parties de foot qui presque toujours se terminaient par des bagarres, par des agressions physiques brutales; un rêve, enfin, celui d'étudier, jamais réalisé pendant son enfance. Sa mère le lui répétait, avec insistance, pour qu'il ne subsiste pas le moindre doute : "Toi, tu ne peux pas étudier. Tu dois travailler pour gagner de l'argent" (...). Ils arrivèrent finalement à un village. Il était impossible de ne pas voir la gigantesque pancarte qui dominait la place : c'était un hommage au fondateur des FARC, le défunt Jacobo Arenas. Très vite, Omar se rendit compte que la présence des FARC ne se limitait pas à cette pancarte. Les guérilleros étaient chez eux dans le village, où ils agissaient à leur guise. Comme venu de nulle part, apparut ce même jour le dénommé "Rafaelito", commandant de la zone, entouré de guérilleros. "Il débarqua comme le Messie", raconte aujourd'hui Omar (...). Il réunit tout le village dans un restaurant et prononça un discours dans lequel il se vantait d'avoir assassiné des paramilitaires de ses propres mains et se présentait comme le "Rambo" du territoire, un "Rambo" qui combattait pour les droits du peuple (...). Omar écoutait avec enthousiasme. Jusqu'à ce qu'un jour, démoralisé par l'hostilité de sa famille, il décide de mettre en pratique les paroles que quelqu'un avait prononcées dans un laboratoire de coca, et qu'il ne parvenait pas à oublier : "C'est quand on déploie ses ailes qu'on apprend à vivre". "Déployer ses ailes", signifia pour lui rejoindre le front de "Rafaelito". (...) C'était Noël 2000, et la guérilla l'accueillit au milieu d'une fête colossale. Le village s'était transformé en une gigantesque taverne où les guérilleros se soulaient au whisky Buchanan, mangeaient

¹⁵¹² « La Resaca de las Farc », *Semana*, Numéro 1347, Febrero 25 - Marzo 3, 2008. pp. 24-28

de la viande avec les doigts et dansaient avec les prostituées itinérantes qui parcouraient ces villages, attirées par l'argent de la coca (...). Une fois la fête terminée, et après le nouvel an, "Rafaelito" considéra qu'il était temps de rejoindre les campements de la montagne (...). Près de neuf ans ont passé depuis qu'Omar a été officiellement démobilisé. Aujourd'hui, ses huit longs mois sous l'uniforme sont comme un film qui déroule les images de sa seconde enfance (...). Les guérilleras atteintes de blennorragie, menacées de mort si elles ne parvenaient pas à guérir dans un délai de deux semaines ; les vols entre compagnons ; la confiscation par ses commandants de sa petite radio à piles, qui le priva d'écouter les informations, sa grande passion ; le travail dans les grandes exploitations forestières, avec des journées tellement dures qu'Omar finit par penser qu'il aurait été encore mieux avec sa mère (...). [Un jour] Omar retourna au campement où il trouva ses compagnons occupés à jouer au football. Il se rendit bientôt compte qu'en guise de ballon, ils utilisaient la tête de l'un des paramilitaires abattus. Ce n'est toutefois pas la barbarie de son unité qui le poussa à partir, mais un événement qui survint sept mois après son enrôlement dans la guérilla. L'un des membres de la compagnie se livra à l'armée et commença à donner des renseignements. Les campements furent alors bien vite repérés, et les bombardements se multiplièrent. L'avion fantôme les harcelait de façon incessante (...). Ils couraient dans la forêt comme une légion de morts vivants (...). Mais un fait bien particulier fut déterminant : tandis qu'ils couraient sans trêve, en proie à la faim et à l'épuisement, ils rencontrèrent un commandant qui voyageait confortablement dans une camionnette équipée de l'air conditionné, aux côtés d'une femme qui était sa maîtresse. Tout en sirotant sa bouteille de whisky, il leur reprocha vertement de fuir leurs responsabilités. Omar s'évada le 12 août 2001 »¹⁵¹³.

A côté des motivations économiques (prises à la fois dans un sens purement matériel ou plus largement, dans un sens subjectif ou symbolique), il existe aussi des raisons de type émotionnel ou moral. Comme le remarque un fonctionnaire d'Action Sociale (Entité gouvernementale chargée d'obtenir l'intégration sociale et la réconciliation), « à côté des motivations économiques, pour rejoindre la guérilla, il y a des motivations personnelles, comme la vengeance. Il y a des situations où ils deviennent guérilleros pour se venger des parents, de quelqu'un qui leur a pris leur fiancé ou parce qu'ils voient dans la guérilla une possibilité économique différente »¹⁵¹⁴. La dynamique de vengeance et la restitution de l'amour-propre et de l'honneur « enlevés » à la victime, observés à l'époque de *la Violencia*, continuent d'être en vigueur et, dans beaucoup de cas, excèdent

¹⁵¹³ McCausland (Ernesto), *Victoires de la paix: dix témoignages d'adolescents qui ont dit non à la guerre*, Bogotá, Institut colombien de Bien-Être Familial, Organisation International pour les Migrations, 2010. pp. 77- 84

amplement la « tentation de l'argent facile ». C'est ce qui transparaît du témoignage fourni par « Le Canari ».

« [Le] Chocó marginal, [le département du] Chocó où il courait enfant, les plages marécageuses aux taudis en bois de San Carlos, son village natal. C'est dans ce trou perdu qu'a commencé cette histoire, le jour où la bande des *Benkos* eut la mauvaise idée de débarquer. C'étaient des voleurs de chevaux, et ils volaient tout le bétail qu'ils rencontraient. Le Canari avait alors à peine sept ans, et tout cela faisait déjà partie de son quotidien, du spectacle qui, certains jours, secouait le village, lorsque les voleurs de bétail défilaient en poussant les animaux devant eux (...). Mais les paramilitaires ne tardèrent pas à arriver, et lorsque le Bloc Calima décida d'exterminer la bande, le sang se mit à couler au sein de cette population perdue (...). Le Canari, alors âgé de dix ans, les vit arriver un matin à la ferme familiale, sortir du lit l'un de ses oncles, le conduire à la potence improvisée sur le terrain de football, l'attacher à un poteau tordu, et l'exécuter de vingt balles, sous l'accusation d'être un informateur de la guérilla. Le Canari, sa mère, ses deux frères mineurs, son autre oncle, tous contemplèrent le spectacle dans un silence effaré (...). Et lorsqu'ils bougèrent enfin, ce fut en réponse à une menace on ne peut plus claire: ils avaient une heure pour s'en aller. Ainsi, laissant derrière eux leurs terres et la majeure partie de leurs biens, ils allèrent s'installer à Trojas de la Virgen (...). Mais les tentacules des Autodéfenses s'étendaient jusque-là et Le Canari eut toujours la certitude que tôt ou tard les paramilitaires réapparaîtraient. La menace se précisa, si bien qu'enfants et adultes dormaient avec leurs bottes au pied du lit. Et ce qui devait arriver arriva : un jour, ils apparurent en force au beau milieu de la matinée et la famille s'enfuit en proie à la terreur, quitta le département et s'établit dans un gros bourg, dans un quartier pour déplacés, s'entassant dans une étroite baraque aux murs de carton et au toit de plastique. Quelques jours plus tard, Le Canari prit la décision de rentrer seul au Chocó. C'est là qu'il rencontra un jeune homme qui lui proposa de rejoindre la guérilla, lui assurant qu'ils le paieraient 550.000 pesos par mois [275 euros]. Mais une fois arrivés au campement, ils lui dirent la vérité : ici, il n'y a pas de salaire, c'est à prendre ou à laisser. Le souvenir de son oncle agonisant sur le terrain de l'école de San Carlos fut une motivation suffisante pour s'engager. Le Canari parvient à occuper un poste au sein de la Commission des finances des FARC, l'unité chargée de transporter des milliards de pesos par monts et par vaux, au fil des rivières et des canaux. Aujourd'hui, volubile jusqu'à vous étourdir, Le Canari raconte fièrement, avec une vantardise mulâtre qui lui gonfle la poitrine, que plus d'une fois, il est resté seul avec des sommes astronomiques, des piles de sacs remplis de billets colorés [dollars et euros], et qu'il ne lui est jamais venu à l'idée de tout envoyer au diable et de s'enfuir avec l'argent. Une fois même, sous la pluie battante de novembre, il se retrouva avec un chargement de dollars au beau milieu de l'[autoroute] Panaméricaine, ses

¹⁵¹⁴ Reyes Posada (Alejandro), *op.cit.*, 2009.

compagnons de mission à des heures là. Il suffisait de tendre la main, d'arrêter un bus et d'y monter, direction le paradis. Pourtant, il n'en fit rien. Il le souligne de sa voix de tonnerre, avec son arrogance de prince zoulou. Simplement, il n'en fit rien. Cependant, la dureté de la vie guérillera et la violence constante qu'il doit exercer à l'encontre des civils (prises armées de villages, séquestrations, meurtres sélectifs) finissent par avoir raison de son "désir d'une vengeance" et l'amène à prendre la décision de désertir. Un commandant l'avait envoyé en mission financière en compagnie d'Adela, simple guérillera elle aussi. Ils transportaient beaucoup d'argent et Le Canari ne tarda pas à remarquer certains détails suspects dans le comportement d'Adela, des regards nerveux, comme si elle cherchait à cacher quelque chose. Au fur et à mesure qu'ils avançaient dans la forêt, ses soupçons se confirmèrent, jusqu'à ce que, dans la nuit silencieuse, Le Canari décide d'ouvrir grands les yeux que tout combattant a derrière la tête. Il put ainsi voir clairement qu'Adela avait armé son revolver et qu'elle s'appropriait à le braquer et à fuir avec l'argent. Mais Le Canari, glorieux héros de ses propres histoires, anticipa son geste, et la désarma après lui avoir tiré une balle dans le pied. Se voyant découverte, elle tenta de lui proposer une fuite à deux. Mais il était trop tard. Son destin était écrit et il n'entra dans les plans de personne qu'elle reste en vie. L'arme encore fumante, Le Canari bourra ses bottes de trois millions de pesos [1500 euros approx.] et se dirigea vers la route, où il prit un bus. Quelques kilomètres plus loin, remarquant sa tenue de camouflage, l'auxiliaire du bus lui demanda de descendre. Le Canari lui introduisit le canon de son arme dans la bouche, lui faisant clairement comprendre que descendre du bus équivaldrait à renoncer à son voyage résolu vers la paix »¹⁵¹⁵.

Les histoires de « Julio », de « Rafael », d'« Omar » et du « Canari » laissent établir quelques généralités permettant de construire un profil des guérilleros qui se sont joints aux FARC suite à l'implication de la guérilla dans le trafic de drogues et d'autres activités illicites hautement lucratives. Tous sont habitants de zones rurales, éloignées des grands centres urbains du pays. Ils appartiennent à des familles à bas revenus. La majorité d'entre eux a été victime de la violence, physique ou symbolique : « Rafael » raconte être né dans une extrême pauvreté ; « Omar » a été physiquement maltraité par sa mère et ses beaux-pères ; et « Le Canari » a été poursuivi par les groupes paramilitaires et a vu mourir des membres de sa famille aux mains de ce groupe. Un autre trait commun est d'avoir fui leur foyer ou de s'être lié très jeune à la guérilla : Rafael a quitté son foyer à 12 ans ; Omar avait 12 ans quand il a commencé à travailler comme *raspachín* (cueilleur de

¹⁵¹⁵ McCausland (Ernesto), *op.cit.*, 2010. pp. 29-39

coca) avant de se lier aux FARC peu de temps après ; « Le Canari » avait 10 ans quand les paramilitaires ont assassiné son oncle devant lui et quelques années après, il a rejoint la guérilla. Dans les années 90, l'âge moyen des combattants des FARC était de 19 ans, mais déjà on observait l'enrôlement croissant de jeunes recrues mineures, âgées de 12 à 16 ans. « Manuel Marulanda » traite du sujet dans une interview avec une journaliste colombienne. Il explique :

- « – Nous avons une règle qui dit que nous recrutons à partir de l'âge de 15 ans et au-delà.
- Que va-t-il se passer avec ces enfants de la guerre, Don Manuel ?
- Comment, que va-t-il se passer ? Et bien, ils vont rester dans les rangs.
- Comme combattants ?
- Bien sûr. Comme combattants. C'est la règle »¹⁵¹⁶.

Le jeune âge des combattants est un élément important lorsque l'on analyse un groupe armé du point de vue de la théorie de la lutte pour la reconnaissance. Rachel Brett et Irma Specht, dans leur livre *Young Soldiers : Why They Choose to Fight*¹⁵¹⁷, ont réalisé une étude sur les jeunes qui ont appartenu à des groupes armés en Afghanistan, en Colombie, en République du Congo, en République Démocratique du Congo, au Pakistan, en Sierra Leone, en Afrique du Sud, au Sri Lanka et en Irlande du Nord. Comme nous l'avons vu, la reconnaissance est fondatrice de la relation, positive ou négative, que l'individu entretient avec lui-même. Or, dans leur étude, Brett et Specht montrent que :

« La jeunesse est une époque d'opportunités, pendant laquelle se développe une compréhension de son identité propre et de la place qu'ils occupent dans la communauté et la société, ainsi que d'une nouvelle capacité de choisir et d'assumer des responsabilités et, naturellement, de se rebeller et de s'opposer. L'étape de la puberté, durant laquelle plusieurs de ces jeunes ont rejoint des forces armées, est caractérisée par des sentiments d'opposition et de résistance à l'autorité et aux structures de pouvoir, au niveau de la famille, de l'école et de l'État »¹⁵¹⁸.

De plus,

« L'existence d'une situation de guerre ou de conflit armé crée des modèles à suivre et des symboles de statuts militaires bien au-delà de la zone de conflit et valide la violence comme moyen de protection. Tous ces éléments sont des facteurs contextuels qui peuvent favoriser la participation de l'ensemble de la population à des groupes armés mais ils ont un impact

¹⁵¹⁶ « Las niñas de las FARC », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 16 de marzo de 2008.

¹⁵¹⁷ Brett (Rachel), Specht (Irma), *Young Soldiers : Why they choose to fight*, Boulder- Colorado, OIT/Lynne Rienner Publishers, 2004.

¹⁵¹⁸ Specht (Irma), *op.cit.*, 2006. p. 3

majeur sur les adolescents, pour qui la famille, l'école et les modèles à suivre sont des influences particulièrement fortes. Pour ces derniers, la guerre peut représenter une opportunité : beaucoup d'adolescents échappent ainsi à l'exploitation ou à l'abus domestique »¹⁵¹⁹.

Pendant l'enfance ou l'adolescence, l'âge auquel se construit et se renforce la sécurité émotionnelle qui permet d'assumer les diverses formes d'interaction sociale, la confrontation à des modèles « armés » ou « violents » pour obtenir un statut social devient un élément fondateur de l'identité des jeunes. Appartenir à la guérilla est pour Raphaël, Omar, Le Canari et beaucoup d'autres enfants et adolescents, une façon de gagner l'estime, le respect et la confiance en soi, dans le cadre des valeurs établies par ce même conflit.

« Toutes ces choses qui arrivent dans la Caquetá ont fait que la guerre fait partie du paysage. Vivre si près d'elle fait que les enfants deviennent une proie facile pour le recrutement parce qu'ils voient une option de vie dans les groupes armés qui utilisent aussi des pièges pour les incorporer dans leurs rangs. Les FARC les trompent en leur promettant de l'argent, l'usage de téléphones portables, un statut. Souvent, les jeunes gens, avec le désir d'être reconnu et d'avoir du pouvoir, finissent par partir avec eux et par vivre une vie qui ne fait que perpétuer la barbarie »¹⁵²⁰.

Un jeune qui se cherche lui-même, et qui espère obtenir l'approbation de ses pairs, du sexe opposé, de sa famille, et de la communauté, pourrait, dans une zone de guerre, chercher facilement une telle acceptation et la définition de sa propre identité à travers l'appartenance à la guérilla. Ainsi, un habitant de la Côte Caraïbes rapporte à ce sujet :

« Il y avait des garçons qui s'enrôlaient, qui se sentaient bien en disant qu'ils en faisaient partie, qu'ils appartenaient aux groupes [armés]. Comme pour gagner un certain prestige (...). Ils gagnaient beaucoup de légitimité à cause de cela, parce que si un homme n'en était pas avec ces groupes [armés] aucune femme ne faisait attention à lui, alors que s'ils les rejoignait, il en gagnait... ou en fait, il s'offrait le luxe d'être avec l'une aujourd'hui et avec une autre le lendemain »¹⁵²¹.

Sur ce point, les cas de Julio, de Rafael, d'Omar et du « Canari » montrent comment, selon la perspective de ces combattants, l'argent en soi n'est pas plus important que des valeurs immatérielles comme le prestige, l'honneur, la dignité ou l'orgueil. La pauvreté par elle-même n'est pas une explication suffisante pour

¹⁵¹⁹ *Ibid.* p. 3

¹⁵²⁰ « Así se vive la guerra en Caquetá », *Semana*, 29 décembre 2009, (en ligne).

comprendre l'engagement violent. Dans le cas contraire, tous les individus (particulièrement les enfants et les jeunes¹⁵²²) qui vivent dans une situation de pauvreté seraient membres de groupes armés. De plus, si la pauvreté ne constitue pas une explication suffisante, la recherche de la richesse ne l'est pas davantage. Ainsi, Rafael souligne dans son témoignage que sa vie dans la guérilla a réellement commencé à lui plaire lorsqu'il a été promu et a gagné de l'autorité sur d'autres guérilleros. À partir de là, il a senti qu'il « était vraiment quelqu'un ». En outre, Le Canari s'est senti extrêmement fier, durant sa période guérillera, d'avoir été choisi pour transporter de grosses sommes d'argent (reconnaissance des autres) et de n'avoir jamais trahi cette confiance ou cédé à la tentation de l'argent facile. Dans le cas d'Omar, son départ de la guérilla ne s'explique pas seulement par le changement dans les conditions matérielles (passer de l'opulence du temps où la guérilla contrôlait complètement le trafic de stupéfiants à une vie de privations et de difficultés occasionnée par l'action de l'armée) mais découle de l'« humiliation » et de l'« indignation » ressenties après avoir vu que tandis qu'il était « affamé et fatigué », un commandant de la guérilla jouissait de tous les luxes (camionnette avec air conditionné, whisky et maîtresse) alors qu'on lui reprochait de fuir ses responsabilités en ne faisant pas face aux attaques de l'armée.

En effet, un autre élément qui ressort des récits de « Gaitán », de « Rafael », d'« Omar », et du « Canari », est l'écart entre les privilèges dont les commandants peuvent jouir en comparaison avec la situation des combattants du rang dans les zones de production de drogue. Cela génère une concurrence interne féroce entre les combattants pour accéder à ces privilèges. Au sein des FARC, se produit ainsi ce qu'un ancien commandant guérillero (Jaime Arenas) raconte à propos de l'ELN (Armée de libération nationale de Colombie) :

« Les privilèges du chef (...). On sait parfaitement que, dans le travail révolutionnaire, les chefs doivent être les premiers à donner l'exemple comme à accepter les sacrifices (...). Le temps passant, [le guérillero] Fabio Velázquez s'entoura de petits privilèges qui, à la longue, le détachèrent du reste de ses *camaradas* et créèrent les conditions d'une dévotion

¹⁵²¹ Grupo de Memoria Histórica, *op.cit.*, 2013. p. 321

¹⁵²² « Interrogé sur la cause de la participation d'enfant dans des conflits en Afrique, ceux travaillant sur le terrain répondent d'habitude, "la pauvreté". En effet, il est certain que la plupart des enfants soldats sont issue d'un contexte de pauvreté et pas seulement en Afrique. Cependant, beaucoup d'enfants pauvres ne deviennent pas des enfants soldats. Ainsi, il est évident que bien que la pauvreté puisse créer une vulnérabilité générale au recrutement militaire, cela ne peut pas être le seul facteur ». Brett (Rachel), Specht (Irma), *op.cit.*, 2004. p. 5

sans bornes à sa personne (...). Peu à peu, il permit que quelques uns de ses privilèges soient partagés par les membres de son état-major, et se créa ainsi une mentalité égoïste, car de nombreux guérilleros faisaient tous leurs efforts, ou essayaient d'aduler le grand-chef, afin d'atteindre cette position dirigeante et de jouir des avantages qu'elle comportait (...). Au lieu de la ligne de masses, s'installa le caudillisme hirsute. Au lieu de la direction collective, s'imposa le népotisme; la guerre du peuple fut remplacée par le militarisme et le culte du mâle (machisme), la politique consistant à gagner le peuple fut remplacée par le favoritisme et le copinage »¹⁵²³.

Selon « Fernandinho », Luis Ferdinand Da Costa, alias « Fernandinho Beira Mar » (trafiquant brésilien), « *le Secrétariat [des FARC] n'avait de communiste que le nom. L'argent de la drogue les avait changés en magnats du trafic de stupéfiants en Colombie (...). Les chefs du Secrétariat sont très riches et puissants, ils font la fête avec de belles femmes, de la bonne nourriture et des liqueurs importées* »¹⁵²⁴. Dans son livre, *Sin tetas, no hay paraíso*, l'écrivain Gustavo Bolívar raconte quelques anecdotes sur des narcotrafiquants colombiens :

« L'histoire du *narco* qui n'a pas été accepté dans un club prestigieux de la ville de Cali et qui, dans une crise d'orgueil, ordonne de construire un club identique pour lui tout seul dans l'une de ses propriétés. L'histoire d'un autre narcotrafiquant qui a ordonné de construire dans le Caquetá, un département enclavé dans les forêts colombiennes, une arène en utilisant les mêmes plans architecturaux que l'arène de "Las Ventas" de Madrid, en Espagne. L'histoire d'un capo (chef de cartel) qui a ordonné de construire dans l'une de ses propriétés une réplique exacte, mais à échelle de la Maison Blanche de Washington. L'histoire d'un autre mafieux qui a ordonné de placer sur le portail de sa propriété l'avion avec lequel il avait réussi sa première cargaison. La propriété possédait de plus, pour le divertissement des enfants du narcotrafiquant, un parc zoologique avec les espèces des cinq continents qu'envierait n'importe quelle capitale d'une puissance mondiale. L'histoire d'un narcotrafiquant qui voulait acheter plus de deux millions d'hectares de terrain pour construire une route particulière qui sortait de Pacho, une municipalité du Cundinamarca au centre du pays et finissait dans la mer, après avoir parcouru près de mille kilomètres. L'histoire d'un *traqueto* (narcotrafiquant) qui ayant acheté plusieurs gilets pare-balles, résolut de les essayer sur la personne de son majordome et qui, après l'avoir mis en pièces avec des balles de fusil Galil, s'exclama ensuite : – Quelle mauvaise qualité ! Ce à quoi le vendeur répondit : – je vous avais averti, *patrón*, qu'ils résistaient seulement aux balles de revolver et de pistolet »¹⁵²⁵.

¹⁵²³ Arenas (Jaime), *Dans la guérilla*, Paris, Calmann-Lévy, 1972. p. 195

¹⁵²⁴ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 139

¹⁵²⁵ Bolívar (Gustavo), *Sin tetas no hay paraíso*, 3 edición, Barcelona, RBA Libros, 2009. pp. 62-63

Ces histoires montrent comment, dans ce qui pourrait s'appeler une « culture mafieuse » ou une « culture du narcotrafic », le désir de prouver aux autres sa « vraie valeur » ou de se venger des rejets subis (par exemple ne pas être admis dans un club), perçus comme des humiliations par les acteurs, explique les manifestations excessives de richesse ou d'opulence. Dans certains cas, les commandants des guérilleros s'apparentent plus au profil de narcotrafiquants qu'à celui de révolutionnaires. Le profil « narco-guérillero » montre, dans une certaine mesure, comment la reconnaissance n'est pas absolue ou en soi, mais qu'elle est fondamentalement relationnelle (par rapport à soi-même et aux autres). « L'autre parce qu'il est celui qui détermine mon être, a aussi et simultanément la possibilité de me détruire et de ruiner l'identité de la personne tout entière »¹⁵²⁶. Dans ce cas, « le regard » de l'autre pousse les narcotrafiquants et les chefs des guérilleros à adopter des comportements visant à établir leur valeur et leur supériorité vis-à-vis des autres et qui pourraient être considérés comme « extrêmes » ou « anormaux » dans un autre contexte social.

Tomas Medina Caracas, alias « El Negro Acacio » ou « Arturo Guevara », originaire du Cauca, est entré dans les FARC en mai 1987 quand il avait 22 ans. Il était enseignant à l'école publique du Santander de Quilichao, dans le Cauca, près du hameau Mary López, où il était né.

« Il ressort de sa biographie qu'il s'engage dans les FARC sous le nom d' "Arturo Guevara", parrainé par "Iván Márquez", membre du grand état-major. Cependant, c'est "Mono Jojoy" qui le baptise du nom de "Negro Acacio" en hommage à l'un des héros de la révolution cubaine. Les deux premières années de sa « carrière militaire » – de 1988 à 1989 – sont assez tourmentées, même pour la guérilla, selon les informations figurant dans les rapports individuels que les FARC tiennent sur leurs combattants. Le dossier d' "Acacio", obtenu depuis peu par les autorités, fait ainsi l'objet d'annotations, rédigées par son chef en mai 1988, affirmant que Medina Caracas "se laisse emporter par l'émotion. Il a ordonné de tirer contre une maison sans savoir qui était à l'intérieur et une vieille femme a été tuée". Plus loin, le commandant d'Acacio indique qu'il "n'interagit pas bien avec les relations internes et les ordres. Il est le responsable de la bombe del Castillo où sont morts plusieurs civils". Le comportement d'Acacio amène les commandants à prendre la décision de l'éloigner de la zone d'opération, le Magdalena Medio, et de l'envoyer dans une autre région où il pourrait causer moins de problèmes. C'est ainsi qu'en 1990, "Acacio" est

¹⁵²⁶ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 161

rattaché au front 16 des FARC, opérant à l'est du Meta, entre Vichada et Guaviare (...). Le front 16 opère sous le commandement de Josué Eliseo Prieto, alias "Estéban González" (...). Dès 1992, le "Negro Acacio" devient le bras droit et l'homme de confiance de González. Les deux hommes parviennent à remplir la mission que "Mono Jojoy" leur avait confié directement en 1997 : établir des contacts internationaux pour l'échange de drogue, d'armes, de munitions et de matériel d'appui logistique. La carrière de "Negro Acacio" prend une nouvelle dimension lorsqu'en mai 1999, il est nommé commandant du Front 16 après la mort de González durant une opération de l'armée dans le Vichada (...). Barrancominas, un canton d'environ 1 000 habitants, était pratiquement sous le contrôle d'Acacio. La seule présence de l'État est un inspecteur de police qui ne pouvait rien faire quand le guérillero faisait son entrée dans le hameau au volant d'une camionnette Toyota. Acacio poursuit le projet auquel il travaillait avec son ancien commandant, "Estéban González". Il installe dans cette zone un groupe de nouveaux narcotrafiants venus du Valle pour apprendre d'eux la dynamique de ce négoce et, particulièrement, comment utiliser les contacts internationaux que ceux-ci possédaient. Quelques mois après avoir été nommé commandant, il se lie à un capo brésilien de nom de Da Costa, alias "Fernandinho", qui devient l'un des contacts les plus importants au niveau international pour le commerce d'armes et de drogues (...). "Negro Acacio" vit alors son âge d'or en établissant ici son royaume (...). Aux côtés du guérillero, sa compagne appelée Andrea, se charge de tenir la comptabilité sur un ordinateur portable (...). En ces temps d'abondance, un acheteur explique que "El Negro", se montrait généreux et livrait sa marchandise avec de grandes facilités de crédit. Par ailleurs, la venue de visiteurs du Mexique pour négocier l'achat de la matière première directement dans la zone avec les FARC, est connue. Le pouvoir omnipotent d'Acacio provient de la décision des FARC de concentrer dans les mêmes mains l'aspect le plus délicat et compromettant de la guérilla : la drogue et les armes. Au lieu de disperser cette activité sur plusieurs fronts, les dirigeants guérilleros ont décidé de la confier à une seule personne, ce qui s'est révélé plus efficace qu'ils ne l'espéraient. (...). Un organisme de renseignement étatique intercepte ainsi une conversation de "Mono Jojoy" dans laquelle il le qualifie [Negro Acacio] de "guérillero oligarque" et critique sa vie de luxe, marquée par les goûts extravagants parmi lesquels sont mentionnés les whiskys Buchanan et Chivas et le parfum Carolina Herrera »¹⁵²⁷. « Le guérillero avait un goût spécial pour la lotion Carolina Herrera et la commandait dans sa version originale, directement de Bogotá ou Villavicencio. Dans son équipement de campagne, il ne manquait jamais une tente bleue pour deux personnes, il déjeunait avec un verre de Buchanan's et portait toujours au poignet une montre Rolex. Il a pris tous ces goûts à son ami Fernandinho (le narcotrafiant brésilien Luiz Fernando da Costa), parce que, avant de le connaître, il

¹⁵²⁷ « Mindefensa dice que las autoridades destruyeron 'el bunker' de las Farc, en el corazón de la selva », *Semana*, 3 septembre 2007, (en ligne).

demeurait ce jeune homme humble, parti de López de Micay (Cauca) vers Cali et de là, pour le Caquetá, pour travailler dans une ONG »¹⁵²⁸.

« El Negro Acacio » meurt le 2 septembre 2007 dans un bombardement de l'aviation colombienne durant l'Opération « *Sol Naciente* », dans le cadre du Plan Consolidación.

Gener García Molina, alias « John 40 » ou « Francisco Javier Builes », a été commandant du Front 43. Selon le journaliste José Gregorio Pérez, « John 40 » est un narcotrafiquant qui est devenu commandant guérillero après avoir acheté une franchise au Secrétariat des FARC pour trois milliards de pesos pour que la guérilla le laisse agir librement dans le Meta et le Caquetá, commercialisant et exportant des tonnes de cocaïne vers le Mexique. « John 40 » aurait acheté plusieurs des routes d'expédition que Nayibe Rojas Valderrama, alias « Sonia », avait laissées après sa capture et son extradition vers les États-Unis¹⁵²⁹. En revanche, selon le journal *El Espectador*, « John 40 » a connu un parcours de vie différent. Il serait né à Medellín del Ariari, dans une zone rurale de la municipalité d'El Castillo (Meta). Il serait le petit-fils de Roque Molina, alias 'El Diablo', l'un des paysans compagnons d'armes de Manuel Marulanda, après l'attaque de Marquetalia. Il aurait seulement étudié jusqu'au 5^{ème} niveau en primaire. Dans les années 80, il aurait rejoint pendant 2 ans les Jeunesses Communistes, dont il devient le secrétaire. Par la suite, il aurait décidé de rejoindre le Front 31 où il aurait appris le négoce du trafic de drogues avec Tomás Molina Caracas ou 'El Negro Acacio', connu comme le tsar du trafic de stupéfiants des FARC. Très vite, l'élève surpasse le maître et « John 40 » serait devenu le principal canal de financement des FARC comme commandant du Front 43¹⁵³⁰. Dans un témoignage recueilli par la journaliste Jineth Bedoya, un guérillero démobilisé du Front 43, appelé « Jairo », décrit ainsi son ancien chef :

« John 40, un guérillero qui n'a pas atteint les 50 ans, est actuellement (mars 2008), une légende dans les forêts du Meta, Casanare et Vichada, l'un des hommes qui soutient les finances du Secrétariat du groupe guérillero. Choyé d'entre les choyés par Mono Jojoy, il a organisé une fête (...) pour accueillir chaleureusement l'une de ses amies vénézuéliennes. Une "catira" [femme originaire de ce pays] qui était arrivé en compagnie d'un groupe

¹⁵²⁸ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. pp. 242- 244

¹⁵²⁹ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008. p. 200

¹⁵³⁰ « Los corridos del capo de la guerrilla », *El Espectador*, 2 Mai 2009, (en ligne).

d'acheteurs de drogues du pays voisin. *Enamoradizo* [qui tombe souvent amoureux] de naissance, comme le décrivent les hommes de la DIJIN et de l'armée qui ont suivi sa piste depuis plus de sept ans, il n'a pas hésité à engager un ensemble *Llanero* [des plaines], un groupe musical du nord et un chanteur populaire colombien, qui n'ont eu aucune difficulté à atteindre le campement après que John 40 leur ait payé un vol express dans un petit avion, depuis Villavicencio à Puerto Rico [Meta]. Là, la guérilla les a accueillis et les a amenés par un sentier jusqu'au lieu de la fête. Jairo ajoute que la vénézuélienne est tombée sous le charme du guérillero. "Bon, je ne dirais pas de lui, mais plutôt des billets, parce que, à la vérité, je ne dirai pas que le commandant était bien beau, mais il mettait tout l'argent qu'il pouvait dans les femmes qu'il se trouvait" ajoute le démobilisé qui a fait partie de la sécurité du chef guérillero jusqu'à octobre 2006. Gener García aimait beaucoup sa famille et a fait entrer toute sa parentèle dans le commerce de la drogue. Il a construit un empire sous l'auspice des FARC dans le canton de Puerto Toledo, zone rurale de Vista Hermosa (Meta). Là, pendant longtemps, une feuille ne pouvait pas tomber sans qu'il ne l'autorise et il en vint à diriger tout le trafic de la cocaïne qui se produisait et s'écoulait dans la montagne de La Macarena (...). "40" a ordonné d'amener au campement des *lechonas* et *mamona* (plats colombiens à base de porc). Après deux semaines, ils sont repartis [les Vénézuéliens] (...). Il est certain que le harem du guérillero incluait des mannequins, des actrices et des reines de beauté de concours régionaux. Cela sans compter sa vie de luxe et de chevaux de race. Les hommes qui le surveillaient savaient qu'il avait une collection de montres parmi lesquelles se trouvaient des Rolex et des Cartier, et qu'il les remontait chaque semaine. Il était aussi un écrivain impénitent de lettres romantiques et « nunuches » qu'il envoyait à ses amies sur des pages de cahier d'écolier. Contrairement à son image d'implacabilité au moment d'appliquer sa loi, il écrivait les messages sur des feuilles de cahier ornées de figurines de Hello Kitty et Mickey Mouse. Pendant sa surveillance, la DIJIN a intercepté une "cargaison" de messages amoureux pour une mannequin de Pereira qui commençait sa carrière : "*mamita*, tu sais que je t'adore, je pense beaucoup à toi ; *mami*, je t'envoie chercher et je te chéris, mon amour". Et, ainsi que le rapporte Jairo, comme dans le cas de la vénézuélienne, il ne lui importe pas de dépenser l'argent qu'il faut pour des femmes aux courbes parfaites et aux visages angéliques. C'était l'une des pistes qu'il a laissée aux autorités pour qu'elles puissent pénétrer son cercle. Plusieurs de ses amies ont visité un gymnase connu de Bogotá et plusieurs d'entre elles ont été chargées de lui apporter tous les quinze jours des revues people, de crèmes antirides importées des États-Unis et des lunettes Cartier, des flacons d'Oméga 3 et des lotions de marque. Se sont ajoutés à cela, un traitement d'amélioration du sourire et un blanchiment effectués par un odontologue dans l'un de ses campements dans les forêts du Meta. La police rapporte, que là, une liposuction et une correction de pommettes ont été aussi exécutées. Sans parler du botox qu'il reçoit tous les semestres. Et ses fêtes habituelles étaient accompagnées par des chevaux dressés, des groupes de musique mexicains et du Nord. Pour cela, ses liens avec

des acheteurs et des narcotrafiquants des cartels du Mexique étaient probables. Les enquêteurs qui ont mené contre lui plus de quatre opérations dans le cadre du *Plan Patriota* (auxquelles il a réussi à échapper), ont assuré qu'il dirigeait ses affaires de drogue avec l'appui total du secrétariat et s'offrait le luxe de réaliser des transactions directement avec deux hommes connus pour avoir été dans le passé des ennemis implacables des FARC : Pedro Oliveros, alias "Cuchillo", chef paramilitaire du Guaviare et Daniel "El Loco" Barrera, narco reconnu des Llanos. La DIJIN assure que, bien qu'ayant un profil très opposé à celui d'un guérillero révolutionnaire, il est resté dans les rangs des FARC parce qu'il rapportait annuellement au secrétariat plus de mille fois ce qu'il dépensait en caprices de femmes, fêtes et traitements de beauté. Des estimations réalisées par le renseignement militaire indiquent que durant l'époque la plus active du trafic de stupéfiants dans La Macarena, vers 2006, ce chiffre se situait autour de 500 milliards de pesos. Pour l'heure, John 40 constitue une légende parmi les guérilleros et les paysans »¹⁵³¹.

Selon une information trouvée dans des ordinateurs récupérés en 2010 par l'Armée dans des opérations militaires (Opération Alfil), « John 40 » aurait été emprisonné par les FARC en punition du gaspillage d'argent, du vol de l'organisation et pour la vie de luxe qu'il menait. John 40 aurait essayé de s'enfuir avec l'argent de la guérilla. Il a été traduit devant un « tribunal révolutionnaire » où il a été accusé « de gaspiller les finances » et « de maintenir la guérilla au niveau de bandits narcotrafiquants de peu d'envergure ». Le secrétariat a pris la décision de le « dégrader », de lui « retirer » son commandement, de l'exiler et de l'enfermer dans une prison *fariana*, selon les documents trouvés dans l'ordinateur¹⁵³². En 2012, « John 40 » a été abattu lors d'une opération de l'armée.

Un autre exemple du profil « narco-guérillero » est Hernán Darío Velásquez, alias « El Paisa » (connu aussi comme « Óscar Montero », « Hermides Buitrago » ou « Antonio Rodríguez Sunce »). Bien qu'il n'existe pas de certitude absolue sur certains aspects de sa vie, Velásquez aurait grandi à Medellín à l'époque du narco-terrorisme développé par le capo Pablo Escobar. Il faisait partie des sicaires de celui-ci et du cartel de Medellín. En 1989, il est capturé par les autorités colombiennes durant l'Opération Jamaica avec 1 000 fusils et 250 mortiers d'un réseau de trafic d'armes qu'il dirigeait. Durant sa période d'emprisonnement, il a rencontré des guérilleros et après sa libération, il a intégré

¹⁵³¹ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. pp. 263-267

¹⁵³² « 'John 40', pasó de ser un capo de las Farc a ser prisionero de la guerrilla », *El Tiempo*, 11 septembre 2010, (en ligne).

l'une des structures du Bloc Oriental des FARC, commandée par « Mono Jojoy »¹⁵³³. Il gravit rapidement les échelons à l'intérieur de l'organisation. Après avoir gagné la confiance de « Mono Jojoy », alors chef militaire des FARC, El Paisa est nommé chef de la Colonne Mobile Teófilo Forero, unité d'élite destinée à la protection des principaux chefs des FARC ou l'Etat-Major, rattaché formellement au Bloc Sud des FARC. El Paisa est alors chargé de protéger une région considérée comme stratégique par les FARC entre El Caguán et les plaines du Yará. Dans cette région, « El Paisa » a imposé la mainmise des FARC sur le trafic de stupéfiants et réalisé de façon massive des enlèvements politiques et à but d'extorsion. « El Paisa » est « découvert » grâce à deux vidéos. Dans la première, « *le guérillero célèbre son 41ème anniversaire en dansant et en entraînant d'autres guérilleros qui, apparemment ivres, se mettent à ouvrir le feu* ». Dans le deuxième :

« Le guérillero apparaît en donnant des instructions à un commando pour enlever le gouverneur du Caquetá, Luis Francisco Cuéllar, exécuté en décembre de la même année. Sur un plan dessiné à la main, il indique comment entrer dans la maison du fonctionnaire et éliminer les membres de son escorte. L'un de ses ordres est d'assassiner Cuéllar si l'intervention de la Force publique devait faire échouer l'enlèvement, ce qui se produisit effectivement. Le gouverneur et un membre de son escorte perdirent la vie »¹⁵³⁴.

« El Paisa », à la tête du Front Teófilo Forero, a dirigé certaines des actions les plus violentes des FARC : le meurtre de l'homme politique libéral Diego Turbay Cote et de sa famille en décembre 2000 ; l'enlèvement de la sénatrice Gloria Polanco et de ses enfants dans l'assaut de l'édifice Miraflores de Neiva en juin 2001; le détournement de l'avion de la compagnie aérienne Aires en plein vol dans le but de s'emparer du sénateur Jorge Eduardo Géchem en février 2002 ; l'enlèvement de 12 députés du Valle del Cauca, en avril 2002 ; l'attentat à la voiture piégée contre le Club El Nogal (Bogotá) le 7 février 2003, faisant 36 morts et plus de 200 blessés ; l'enlèvement de trois entrepreneurs nord-américains Thomas Howes, Keith Stansell et Marc Gonsalves, en février 2003 ; l'homicide de Liliana Gaviria, sœur de l'ex-président César Gaviria, en 2006... Il a exécuté l'une de ses dernières actions en décembre 2009, ordonnant de séquestrer et d'assassiner

¹⁵³³ « El Paisa, el jefe guerrillero incapturable », *Semana*, 26 mai 2012, (en ligne).

¹⁵³⁴ « Revelan el video de El paisa de las Farc », *op.cit.*, 2011.

le gouverneur du département du Caquetá, Luis Francisco Cuéllar. Toutes ces actions ont en commun, entre autres, une grande planification et beaucoup de moyens¹⁵³⁵.

Les récits de la vie de « El Negro Acacio », « John 40 » et « El Paisa », font apparaître plusieurs éléments communs sur les « commandants-narcotrafiquants » de la guérilla. Tous ont une origine sociale humble et ont vécu leur enfance dans des lieux marginaux : les zones rurales de petites municipalités (« El Negro Acacio » et « John 40 ») ou dans les quartiers périphériques des villes (« El Paisa »). Tant « El Negro Acacio » que « John 40 » montrent au départ une vocation sociale ou politique : le premier a été professeur d'école et a travaillé avec une ONG, le deuxième s'est lié aux Jeunesses Communistes. Après leur entrée dans les FARC, ils sont chargés de missions relatives au trafic de stupéfiants. « El Paisa » a eu un parcours différent. Il s'est lié d'abord aux groupes de narcotrafiquants avant d'entrer dans la guérilla, pour s'occuper tant de sujets d'ordre économique (trafics illicites) que de stratégie militaire. Tous ont connu un avancement rapide dans la hiérarchie des FARC, ce qui peut confirmer la domination d'une tendance « machiste » ou biologique dont parle le guérillero de l'ELN (Jaime Arenas) et qui consiste à considérer que « *le plus important serait, en définitive, l'aptitude physique [et militaire] des révolutionnaires, leur conviction et leurs connaissances politiques ne venant qu'en second lieu* »¹⁵³⁶. Tous sont des hommes de confiance du « Mono Jojoy »¹⁵³⁷, considéré comme le leader militaire des FARC. Tous sont connus pour leur caractère violent ou la facilité avec laquelle ils recourent à la violence physique et armée, tant à l'intérieur comme à l'extérieur de la guérilla : « El Negro Acacio » est considéré par ses pairs comme émotif et violent, « John 40 » a souvent eu recours à la violence et il est accusé d'avoir ordonné le meurtre de 10 femmes ayant visité son

¹⁵³⁵ « El Paisa, el jefe guerrillero incapturable », *op.cit.*, 2012.

¹⁵³⁶ Arenas (Jaime), *op.cit.*, 1972. p. 195

¹⁵³⁷ « Né à Cabrera, Cundinamarca, fils de l'une des premières femmes guérilleras qui, selon ce qui est raconté, était cuisinière de Jacobo Arenas, il s'est lié aux Farc en 1975, dans la zone du Sumapaz, en tant que combattant du rang, et a fait ensuite partie du Bloc Oriental, où il a progressé jusqu'à en prendre la direction. Son frère Noé, connu comme Grannobles, est le Chef du Bloc Oriental et un membre de l'État-Major Central, le deuxième organe de direction des Farc. Il avait la réputation d'être belliqueux et d'imposer à ses troupes une forte discipline militaire. On dit que son nom de guerre, Mono Jojoy, est venu soit d'un surnom que lui-même s'était donné enfant soit du nom du ver comestible de ces forêts appelé Jojoy qui lui plaisait. Il s'est rendu célèbre dans le pays à l'occasion des dialogues avec le gouvernement Pastrana à El Caguán, mais il ne fut jamais négociateur ou porte-parole. Il a été tué lors d'une opération militaire, le 23 septembre 2010 ». « Las Farc en retirada », *op.cit.*, 2011.

campement entre 2005 et 2006, devenues ses maîtresses, après avoir appris que les autorités les suivaient pour le trouver¹⁵³⁸ ; « El Paisa » pour sa part a été « tueur à gages » dans sa jeunesse et a organisé dans la guérilla de nombreux attentats, enlèvements et crimes, ce qui lui vaut la reconnaissance de ses hommes et de la direction militaire des FARC. Tous sont considérés dans leurs zones d'action comme des « légendes », des exemples d'une « réussite sociale » démontrée par un comportement de « guérilleros oligarques », en organisant de grandes fêtes pour montrer leur richesse et en aimant le luxe et les produits coûteux : des liqueurs d'importation, des montres de marque, des lunettes de designer, des parfums fins et des femmes. Les valeurs du trafic de stupéfiants sont donc venues renforcer la culture patriarcale et le machisme qui existaient déjà en Colombie, transformant la femme en marchandise, en un objet de luxe, en un élément valorisant pour le statut de l'homme qui l'accompagne. Il se produit un phénomène de réification ou d'« appropriation », selon les termes de Colette Guillaumin c'est-à-dire que « l'utilisation d'un groupe par un autre, sa transformation en un instrument, manipulé et utilisé dans le but d'augmenter les biens (de même que la liberté et le prestige) du groupe dominant »¹⁵³⁹.

4.3.2. La femme au pouvoir et la femme-objet

Le renforcement de l'image de la femme comme objet-symbole du statut social, échantillon de la « virilité » de l'homme, génère une modification profonde du système de valeurs dans la société en général, produisant aussi un impact sur les relations homme-femme qui caractérisaient jusque là la guérilla des FARC. Sans entrer dans les détails de la modification des rôles féminins induite par le trafic de stupéfiants dans la société colombienne, un extrait du roman *Sin tetas no hay paraíso* illustre la situation vécue dans les années de l'essor du trafic de stupéfiants dans les quartiers populaires de villes comme Medellín ou Cali :

¹⁵³⁸ Voir « Detrás de los últimos asesinatos de mujeres en Medellín estaría 'John 40', del frente 43 de las Farc », *Cambio*, 2 novembre 2008, (en ligne).

¹⁵³⁹ Tabet (Paola), « Las manos, los instrumentos, las armas », dans *El patriacado al desnudo Tres feministas materialistas Colette Guillaumin, Paola Tabet, Nicole Claude Matthieu*, ed. par Curiel (Ochy), Falquet (Jules), Buenos Aires, Brecha Lésbica, 2005. p. 26

« Catalina voulait entrer dans le monde sordide des esclaves sexuelles des narcotrafiquants, non parce qu'elle voulait jouir des délices du sexe, parce que, entre autres choses, elle était toujours vierge et qu'elle ne pouvait même pas imaginer ce que c'était de sentir un homme sur soi, mais parce qu'elle ne supportait pas que ses amis du quartier se pavant quotidiennement avec des vêtements différents, des chaussures, des montres et des parfums, que leurs maisons soient les plus jolies du quartier et qu'elles hébergent dans leurs garages une nouvelle moto. L'envie corrompait son cœur et lui causait une angoisse et une préoccupation. (...). Qu'à cause du machisme, les hommes puissent avoir beaucoup de femmes et que cela soit pour eux synonyme de la qualité d'homme, mais qu'une femme ne puisse pas être avec plusieurs gars parce que, pour eux, cela faisait d'elle une pute et que les putes ne plaisaient pas aux hommes de cette époque, bien qu'ils soient entourés de putes sans même imaginer l'être (...). Yésica avait une bonne raison d'affirmer que les filles de sa classe n'étaient pas obligées d'étudier et cette raison sautait aux yeux : une fille jolie et disposée à se prostituer pouvait obtenir en un instant la même chose ou plus qu'un avocat, un médecin, un scientifique ou un administrateur d'entreprises, après avoir étudié vingt ans et après avoir travaillé vingt autres années »¹⁵⁴⁰.

De nouveau, l'aspect utilitariste de la reconnaissance apparaît : la quête d'une notoriété ou « *la recherche de la distinction pour s'affirmer dans la lutte pour la domination* »¹⁵⁴¹.

S'agissant de la guérilla, tous les fronts n'ont pas subi l'influence de la culture mafieuse. Les fronts dédiés au trafic de stupéfiants sont privilégiés car leurs revenus sont nettement supérieurs, ce qui génère des comparaisons envieuses.

Les inégalités « se manifestaient dans la qualité de l'alimentation, des uniformes et même dans les types de munitions. La concentration dans la zone démilitarisée entre 1998 et 2001 de guérilleros venant de diverses régions a fourni l'occasion de le constater. La fière allure des uns contraste avec la pauvreté des autres, souvent chargés des tâches subalternes de sécurité »¹⁵⁴².

Sur les différences existant entre les fronts implantés dans les régions d'économie de la drogue et les autres fronts, les « *démobilisés évoquent avec rancœur ces inégalités* »¹⁵⁴³.

Si la réification de la femme se constate plus fortement dans les fronts situés dans les zones de production de la drogue (les plus riches économiquement), le profil du commandant du front a aussi une forte incidence (qu'il s'agisse d'un

¹⁵⁴⁰ Bolívar (Gustavo), *op.cit.*, 2009. pp. 11, 23 et 39

¹⁵⁴¹ Lindemann (Thomas), Saada (Julie), *op.cit.*, 2012. p. 16

¹⁵⁴² Pécaut (Daniel), *op.cit.*, 2008. p. 73

¹⁵⁴³ *Ibid.* p. 73

commandant « politique » ou « militaire »). Dans les fronts éloignés des zones de production ou avec des commandants de type « révolutionnaire », la relation homme-femme est relativement égalitaire, ou du moins, comme le remarque John Pinchao (un policier séquestré par les FARC), « les guérilleras travaillent autant que les hommes ». Pinchao raconte :

« J'en ai fait l'expérience un jour, alors que les guérilleros construisaient un barrage sur une rivière (...). Nos gardiens avaient demandé si nous voulions les aider et comme ce barrage allait nous servir, quelques-uns d'entre nous avaient accepté. Sur le chantier j'ai vu arriver une guérillera *La India* ("l'Indienne"), une énorme barre de métal sur l'épaule. La pauvre ! Je lui ai proposé de la transporter. "Pourquoi pas ?". Elle s'est arrêtée, a posé la barre sur le sol et l'a basculée sur mon épaule... Quel poids ! Quand j'ai essayé de la soulever, mes genoux ont cédé sous la charge... Elle m'a vu agenouillé par terre et sans se poser de questions me l'a reprise et est repartie avec, comme s'il s'agissait d'une plume. J'en ai rougi de honte : c'était une femme et je croyais qu'elle n'avait aucune force... Elle était en fait plus costaud que moi. Contrairement aux civiles, ces femmes coupent de bois pour allumer le feu et cuisiner, excavent de tranchées, construisent des camps... et parviennent comme même à rester féminines et coquettes »¹⁵⁴⁴.

Dans le témoignage de Pinchao, l'on peut souligner le sentiment de « honte » qu'il a éprouvé en étant plus faible qu'une femme et l'idée que même en étant aussi forte et capable qu'un homme, elle doit demeurer « féminine et coquette ».

La vision traditionnelle des rôles féminins et masculins qui caractérise la société colombienne se reflète aussi dans la guérilla. Par exemple, l'une des normes de l'organisation impose aux femmes d'avoir à porter les cheveux longs¹⁵⁴⁵. En outre, bien qu'elles portent l'uniforme, les femmes combattantes continuent de véhiculer l'image colombienne de la féminité en utilisant beaucoup de maquillage, en se vernissant les ongles et en garnissant leur chevelure d'accessoires décoratifs. Décrivant la situation observée dans la Zone Démilitarisée, Juanita León raconte que :

« Les femmes – trente pour cent de la guérilla – (...) étaient très vaniteuses : elles se vernissaient les ongles de rouge, elles portaient des rubans de couleur, du mascara et du rimmel noir pour les cils. Elles souriaient rarement. Une suite féminine escortait Marulanda

¹⁵⁴⁴ Pinchao (John), *op.cit.*, 2008.

¹⁵⁴⁵ Entretien avec Liduine Zumpolle, Représentante Internationale de « Corporación Manos por la paz Internacional » et coauteure du livre « Tanja: una holandesa en la guerrilla ». Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: Sede de la Corporación Manos por la paz internacional. Bogotá.

et les chefs du Secrétariat. Elles les accompagnaient partout discrètement de tous côtés. Elles étaient plus fidèles que les hommes »¹⁵⁴⁶.

Le journaliste David Beriain, réalisant une interview avec une guérillera dénommée « Johanna » et avec le guérillero « Pastor Alape », décrit aussi une situation similaire :

« Ici, les femmes forment presque la moitié des forces guérilleras et jurent qu'elles sont les égales en tout de leurs compagnons. Nous parlons des combattantes du PKK kurde, qui menacent de te couper la gorge si tu les traites différemment des hommes. Tu ne peux pas les appeler des femmes, seulement soldats. Elles [les femmes des FARC], disent qu'elles ne sont pas comme ça. Elles sont très femmes, jalouses de leur féminité. "Ici, nous favorisons cela, qu'elles ne renoncent pas à leur identité", dit Alape. On les voit avec les cheveux tressés et les ongles peints tenant des fusils »¹⁵⁴⁷.

Des concours de beauté sont même organisés (très populaires dans toute la Colombie) : « Le Canari » se rappelle avec de « *petits rires narquois, les concours de beauté organisés au siège de l'état-major du Bloc oriental, où les candidates – guérilleras combattantes – défilaient en tenue de camouflage, sous les vivats de leurs compagnons d'armes* »¹⁵⁴⁸.

Dans un des entretiens réalisés, « Mónica », entrée dans la guérilla à 17 ans et restée dans le groupe durant 12 ans, précise que « *là-bas [dans la guérilla] l'égalité existe. Si un homme porte une bûche, la femme aussi* »¹⁵⁴⁹. L'on parle beaucoup d'abus sexuels de jeunes filles dans les FARC, on dit même qu'elles étaient amenées à « Raúl Reyes » pour ces besoins. Cependant, selon la guérillera démobilisée « Edilma », les choses ne seraient pas ainsi : « *qu'ils les touchent ou les violent, non. Parce que j'ai dormi plusieurs fois entre des milliers d'hommes mais je ne peux pas dire que l'un m'ait touchée parce que ce serait des mensonges. De même, pour le violeur là-bas, ils ne lui font pas de conseil de guerre mais ils le tuent immédiatement* ». Et ils ont aussi expliqué à « Edilma » pourquoi elle devait obligatoirement utiliser la contraception. « *Le fait est que là-bas ils nous disaient toujours qu'il ne fallait pas faire des enfants pour qu'ils souffrent, qu'il ne fallait*

¹⁵⁴⁶ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 137

¹⁵⁴⁷ Beriain (David), « Historias de Guerrilleros », Especial 10 Dias con las FARC, *ADN*, 25 avril 2008, (en ligne).

¹⁵⁴⁸ McCausland (Ernesto), *op.cit.*, 2010. pp. 29-39

¹⁵⁴⁹ Entretien avec « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région: Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

*pas faire enfants pour les remettre au Bienestar Familiar, qu'il ne fallait pas faire des enfants pour les laisser abandonnés... »*¹⁵⁵⁰.

Pourtant, des témoignages multiples rendent compte de situations très diverses. Selon des témoignages de plusieurs démobilisés, beaucoup de femmes (et de jeunes filles) sont devenues des esclaves sexuelles¹⁵⁵¹ pour servir de maîtresses aux leaders et comme « *objets de motivation pour certains guérilleros* »¹⁵⁵². Lors d'un entretien réalisée avec « Felipe », un ancien membre des FARC et du PC3, qui occupa un poste de commandement dans la guérilla, il remarque que beaucoup de différences existent entre les hommes et les femmes dans les FARC, par exemple « *l'homme peut avoir une fiancée en dehors de l'organisation. La femme non* »¹⁵⁵³. Felipe fait principalement référence aux mauvais traitements dont sont victimes les combattantes (violence, abus sexuels). Dans son récit, Felipe raconte : « *il y avait deux petites filles de 11 ans, toutes les deux très jolies. Ils me les ont demandées pour un campement et pour les sauver, j'ai répondu qu'un autre campement (avec un chef différent) les avaient déjà demandées* »¹⁵⁵⁴. Le chef du premier campement avait la réputation d'abuser sexuellement de toutes les nouvelles recrues qui entraient dans la guérilla¹⁵⁵⁵.

Nombre de comportements violents dont les femmes guérilleras seraient victimes auraient pour origine les « nouvelles règles de cohabitation » imposées par le trafic de stupéfiants. Ainsi, beaucoup de guérilleras utilisent leur corps et la sexualité pour avoir accès aux privilèges et à une meilleure position dans la guérilla. Un démobilisé du front 35 raconte :

« "Ce qu'il y a, c'est que oui, elles utilisent leur sexualité à un certain degré, parce que les guérilleros sont plus nombreux que les guérilleras. Ainsi, cela commence avec une forme

¹⁵⁵⁰ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

¹⁵⁵¹ Entretien avec Liduine Zumpolle, Représentante Internationale de « Corporación Manos por la paz Internacional » et coauteure du livre « Tanja: una holandesa en la guerrilla ». 15/06/2011. Lieu : Sede de la Cooperación Manos por la paz internacional. Bogotá.

¹⁵⁵² « La tercera parte de los niños que estaban en la guerra eran Caucanos », *Periódico Virtual*, 17 novembre 2011, (en ligne).

¹⁵⁵³ Entretien avec « Felipe », ancien guérillero FARC, Région: Tolima. Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: La Candelaria (Bogotá).

¹⁵⁵⁴ *Ibid*

¹⁵⁵⁵ « Le mercredi 2 juillet 2008, (...) quatre jeunes filles ont passé l'“épreuve” la plus dure imposée par un commandement des FARC : l'une après l'autre, pour ne pas être punies, elles devaient avoir des relations sexuelles avec “Canaguaro”. L'homme avait été diagnostiqué avec la syphilis et les avait contaminées. Ainsi qu'il ressort du courrier que “Gentil Duarte”, chef du septième front des FARC, avait envoyé en août de cette année à “Mono Jojoy”, que “Canaguaro” avait commis d'autres “imprudences” avec des femmes récemment entrées dans le groupe ». Bedoya (Jineth), « Así es la dramática vida de las mujeres en las Farc », *El Tiempo*, 11 juin 2011, (en ligne).

dissimulée de prostitution, chaque fois [elles lui disent] choisis-moi, fais-moi rentrer dans ta commission [instance de contrôle des finances des FARC], amène moi où tu vas et ainsi de suite... et alors, on apprend à négocier ces choses”. – Autrement dit des faveurs sexuelles s’échangent contre d’autres choses ? – “Oui, de façon dissimulée, n’est-ce-pas ? Parce que cela n’est pas permis. La prostitution n’est pas permise à l’intérieur des FARC mais elle existe, elle se cache, elle est dissimulée sous d’autres choses. A cause de la même culture et de la même habitude, le préservatif n’est pas utilisé. Alors imaginez. Non seulement les jeunes filles souffrent de MST mais aussi les hommes. Et j’ai aussi connu les cas de plusieurs commandants de renom qui devaient aller à la visite médicale et avaient des condylomes” »¹⁵⁵⁶.

De plus, comme le montre une étude réalisée par le service de renseignement de la police colombienne, document établi à partir des témoignages des démobilisées et des documents trouvés dans des campements de divers fronts des Blocs Sud et Oriental :

« Chaque front devait remplir un “quota” de recrutement de femmes, qui devaient avoir entre 13 et 15 ans c’est-à-dire des jeunes filles. “Les femmes sont nécessaires pour maintenir la discipline des FARC, et nous l’avons découvert en analysant le matériel capturé, mais surtout pour maintenir la cohésion interne de la guérilla, comme objets sexuels, comme symbole de respect et d’ordre, et à l’heure de commettre des actions terroristes, comme les plus décidées pour le faire”, remarque l’un des enquêteurs de la police»¹⁵⁵⁷.

Les femmes sont des objets sexuels, symbole de respect et d’ordre. Dès lors, avoir « du succès avec les femmes » est un élément qui fortifie l’image virile des hommes. C’est pour cela que « des jolies femmes » seront utilisées comme un élément pour inciter le recrutement masculin. Selon le témoignage d’un guérillero de 14 ans de la région d’Urabá : « *Nous devons travailler comme prostituées, pour entraîner les gens vers les FARC. Nous nous sommes prostituées pour attirer des soldats, des membres des forces d’autodéfense ou des civils* »¹⁵⁵⁸. De plus, « *cette poignée de belles femmes était l’appât utilisé par les FARC pour recruter les hommes les plus difficiles. “Ils utilisaient des jolies jeunes filles pour faire sortir les garçons du collège”, raconte un professeur du Caguán* »¹⁵⁵⁹. Le guérillero « Adrian » raconte que « *beaucoup d’entre nous sont entrés dans la guérilla*

¹⁵⁵⁶ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

¹⁵⁵⁷ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2011.

¹⁵⁵⁸ *War toys: The recruitment of children by Colombian guerrillas*, *op.cit.*, 1999.

¹⁵⁵⁹ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. pp. 46-47

*séduits par les fusils et les femmes, voulant obtenir une vie meilleure ; mais quand on est dedans, les choses changent*¹⁵⁶⁰. Pour sa part, « Rafael », comme cela avait été dit auparavant, était chargé de concevoir de nouvelles tactiques pour recruter des guérilleros :

« Il les invitait à un cours pour miliciens d'une semaine avec l'engagement que celui qui voudrait partir après, pourrait le faire. Il leur apprenait à utiliser des armes et un peu de politique. À la fin, il leur organisait une fête, abattait une vache, et leur donnait tout l'alcool qu'ils voulaient. Alors, il faisait intervenir des guérilleras bien disposées. Elles se chargeaient du reste. Ivres, ils étaient prêts à aller où elles leur diraient, rapporte-t-il »¹⁵⁶¹.

La « course aux honneurs » ou, en d'autres termes, la lutte pour obtenir plus de privilèges, de pouvoir, de prestige, de reconnaissance d'une identité idéalisée ou un statut supérieur et de bien-être va créer deux types de frontières entre les femmes de l'organisation. La première entre les femmes qui étaient les compagnes sentimentales d'hommes ayant des postes influents dans l'organisation et les autres. La seconde entre celles qui avaient réussi à obtenir des postes de commandement et les combattantes de base.

En premier lieu, la différence qui sépare les femmes ayant réussi à avoir une relation stable avec les commandants des autres, est un sujet qui apparaît de façon récurrente dans les témoignages des guérilleras démobilisées. Cette situation est vécue par celles n'ayant pas réussi à atteindre cette position comme une « injustice », une « humiliation », un « déni de reconnaissance ». Par exemple, au sujet des femmes, John Pinchao tient les propos suivants :

« Leur sort est pourtant loin d'être enviable. Les guérilleras subissent toutes sortes d'injustices et même d'humiliations, de violences sexuelles. Si elles n'ont pas de petit copain ou "d'associé", les mercredis soir, elles sont forcées de coucher avec les guérilleros célibataires. C'est pour ça que beaucoup, même sans être vraiment amoureuses, préfèrent avoir une liaison stable. Les plus intelligentes se cherchent des partenaires d'un grade supérieur qui les protègent. Elles sont surnommées les "gradeuses" ; même si elles doivent respecter les règles comme tout le monde, elles bénéficient de petits privilèges »¹⁵⁶².

¹⁵⁶⁰ « Alias Adrian y Paola se reincorporaron a su antigua vida », *Ejército Nacional de Colombia*, 2 février 2011, (en ligne).

¹⁵⁶¹ Ce type de recrutement est devenu le talon d'Achille de la guérilla. Beaucoup de ces recrues désertaient à la première occasion ou constituaient un accès facile pour les tentatives d'infiltration de l'armée. « La Resaca de las Farc », *op.cit.*, 2008, p. 24-28

¹⁵⁶² Pinchao (John), *op.cit.*, 2008.

Ces privilèges ne paraissent pas si « négligeables » si l'on prend en compte ce que raconte un guérillero démobilisé sur les différences entre les femmes guérilleras :

« Parce que non seulement elles peuvent avoir des enfants mais elles ont une meilleure nourriture, de meilleurs vêtements, de meilleures armes, la possibilité de pouvoir voir leurs familles et de leur envoyer de l'argent. Ou bien des privilèges dépassant totalement ce qu'une guérillera de base peut espérer obtenir »¹⁵⁶³.

Comme le rapporte « Natalia »,

« C'est très différent d'être une fille quelconque dans la guérilla et d'être la fille d'un commandant : "A ceux qui arrivent là-bas, ils leur lisent tout ce qu'il y a dans les statuts. Mais si c'est la propre femme d'un commandant qui est enceinte et s'ils ne s'en rendent pas compte à temps, alors, en effet, ils lui permettent d'avoir l'enfant, tu comprends ?". Natalia était aussi la femme de l'un des "durs". "Parce que moi, je n'avais pas à cuisiner, ou bien à monter la garde, pour moi les choses étaient moins dures. Rien. Eh bien, comme j'étais la femme d'un commandant je n'étais pas obligée de travailler" »¹⁵⁶⁴.

Il y a également à l'intérieur de la guérilla, des femmes motivées par la recherche d'un sentiment de supériorité aux autres :

« Dans la guérilla, il existe les *rangueras* qui sont des guérilleras qui ont des relations, des liaisons ou se sont associées avec les guérilleros qui occupent un certain rang, une certaine position. Comme ceux-ci ont accès à l'argent et comme il reste presque toujours des extras, ils peuvent s'offrir le luxe de leur acheter un détail, que ce soit des boucles d'oreille, une lotion, un parfum, et cela fait que la *ranguera* se sent supérieure aux autres, car elle a quelque chose qui la rend notoirement différente, ce qui génère une condition de supériorité face à ses pairs. Cela produit parmi ces dernières beaucoup de frictions et d'envies »¹⁵⁶⁵.

Les hommes sont également concernés par ce type de rivalités :

« Des rivalités existent entre le guérillero de la ville et le guérillero de la campagne. Le guérillero de la campagne est beaucoup plus adroit et habile. Pour celui qui vient de la ville, cela coûte un travail immense et difficile de s'adapter aux conditions propres à la forêt, aux longues marches, aux efforts physiques, à beaucoup de situations qui pour le natif de la région sont le pain quotidien et ne génèrent pas de traumatisme. Il est certain que monte plus rapidement dans l'échelle celui qui a des capacités intellectuelles. Cela crée des hiérarchies et des privilèges, comme d'avoir des cuisiniers réservés, de manger des aliments de meilleure qualité que ceux du reste de la troupe, d'avoir l'accès aux appareils de

¹⁵⁶³ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

¹⁵⁶⁴ *Ibid.*

¹⁵⁶⁵ Pérez (Luis Eladio), *op.cit.*, Bogotá, Aguilar, 2008. p. 161

technologie moderne comme les DVD, MP3, GPS, à des montres coûteuses, ce type de choses »¹⁵⁶⁶.

La seconde frontière entre les femmes concerne celles qui parviennent à occuper un poste de commandant et les autres (ce qui, dans beaucoup de cas, découle du point précédent, à savoir, être en relation avec une personne ayant de l'influence dans l'organisation). La DIJIN (service de renseignement de la police) a ainsi réalisé un rapport sur cette situation. Les autorités ont analysé l'importance acquise en ce moment par quelques femmes à l'intérieur des FARC, lesquelles ont permis des abus sur leurs pairs. Des commandants comme « Sandra », la compagne sentimentale de « Tirofijo », ou Adriana Hernández, alias « Lucía Sáenz », chef de la compagnie Efraín Guzmán du Bloc Caraïbes et la compagne d' « Iván Márquez », tiennent de nos jours les rênes politiques et économiques de structures entières.

« C'est l'autre face de la pièce. Les femmes qui ont atteint un certain statut à l'intérieur des FARC sont traitées différemment des guérilleras du rang qui doivent (sont forcées d') avoir jusqu'à sept compagnons sentimentaux ou partenaires au cours d'une année, sans compter qu'elles doivent aussi être disponibles pour le chef du front », rapporte l'enquêteur (...). Les chefs femmes causent aussi des victimes. Peut-être le plus traumatisant pour celles-ci est de voir que la violence dont elles sont victimes est tolérée par les chefs femmes », assure l'une des psychologues chargées de recevoir les guérilleras démobilisées ».

Parmi les chefs femmes permettant ces abus, les noms suivants sont cités dans différents témoignages des victimes :

- Adriana Hernández, alias « Lucía Sáenz », compagne d' « Iván Márquez » et son chef de sécurité. Elle est aussi commandant de la compagnie Efraín Guzmán du Bloc Caraïbes ;

- Alias « Sandra », ancienne compagne de « Tirofijo », qui s'occupe des finances du Bloc Oriental. Une parcelle de la puissance de « Tirofijo » lui a été transmise et elle remplit maintenant des fonctions auprès du grand état major ;

- Olga Lucía Marín, alias « Liliana López », est une des femmes le plus importantes à l'intérieur des FARC. Elle fait partie du Front International et s'occupe des finances du groupe à l'étranger ;

¹⁵⁶⁶ *Ibid.* p. 161

- Nilfa Judith Simanca, alias « Victoria », a été nommée chef politique du Commandement Conjoint Central sur ordre d' « Alfonso Cano ». Elle est l'une des principaux leaders du Mouvement Bolivarien et du PC3 (elle fait partie depuis plus de 20 ans des FARC).

« *Celles-ci, étant chefs et par le simple fait d'avoir la condition de femme, pourraient faire quelque chose par leurs pairs, remarque un officiel* »¹⁵⁶⁷. Une jeune démobilisée âgée de 14 ans raconte :

« Ils [les guérilleros] étaient méchants et parfois nous violaient. J'ai eu deux avortements après avoir été mise enceinte par Manteco, le commandant du groupe. Si nous désobéissions à Karina – qui était le commandant en second – nous étions punies. Elle attachait nos mains et nos pieds à un bâton, enlevait nos vêtements et laissait n'importe qui nous violer devant les autres. Manteco était le premier à le faire. Il disait qu'il ne mangeait pas les restes. Il a commencé puis les autres ont suivi. J'ai été violé par beaucoup de guérilleros. Une fois, Manteco m'a demandé de le laisser faire et j'ai dit non. Il a entaillé mon bras avec une hache pour avoir répondu et a dit que j'étais insolente. Je suis tombé enceinte de Manteco deux fois ; les deux fois, j'ai dû avorter »¹⁵⁶⁸.

Ces pratiques, la narcotisation des actions et la culture *fariana* ont attiré sans aucun doute de nouvelles recrues. Cependant, c'était aussi une cause de « désillusion » et de désertion pour beaucoup de guérilleros (en général, les plus anciens) qui s'étaient liés aux FARC en cherchant tant une reconnaissance de leurs identités que la reconnaissance de l'égalité pour tous les hommes et une reconnaissance générale des droits sociaux, économiques et politiques. Il est possible d'illustrer la « désillusion » éprouvée par certains combattants par le témoignage de Tanja Nijmeijer (une citoyenne hollandaise), alias « Alexandra », trouvé dans un journal obtenu par l'armée colombienne après l'attaque d'un campement des FARC en juin 2007. Dans ce journal, « Alexandra » fait allusion, entre autres sujets, au trafic de stupéfiants et aux différences que l'argent commence à établir entre les commandants des fronts dédiés à la production et au trafic de drogues et les combattants de base. Par ailleurs, une contradiction de plus en plus forte commence à apparaître entre le discours politique de la guérilla et la culture « narco » qui commence à s'infiltrer à l'intérieur du mouvement :

¹⁵⁶⁷ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2011.

¹⁵⁶⁸ *War toys: The recruitment of children by Colombian guerrillas, op.cit.*, 1999.

« Je ne sais pas réellement où va s'arrêter ce projet. Qu'en sera-t-il quand nous serons au pouvoir? Les femmes des commandants dans des Ferraris Testarossa, avec des seins en silicone, mangeant du caviar ? Il semble que cela va être ainsi. La femme du commandant... Si tu as de la chance, il lui reste de jolis sous-vêtements. Si cela ne lui plaît pas, elle les donne à quelqu'un. Elles ont de jolis vêtements, du shampoing, cela me donne réellement envie de vomir. Hier, des civils sont venus au campement et je suis parvenu à entendre que la femme du deuxième commandant demandait si les choses qu'elle avait demandées étaient déjà arrivées. Le civil a répondu qu'il avait tout trouvé sauf la crème. Merde ! Tu voudrais être comme ça ? Elles n'ont pas honte ? »¹⁵⁶⁹.

Oscar, un démobilisé du Front 35 des FARC raconte :

« Je disais autrefois que je me sentais très orgueilleux d'être un guérillero des FARC. Aujourd'hui, il faut que je baisse la tête ou que je regarde d'un autre côté pour qu'ils n'aillent pas me juger ou qu'ils n'aillent pas me désigner comme un terroriste. Alors, on éprouve de la honte devant ces pratiques. Je n'ai pas honte de la guérilla prolétaire, de cette ancienne FARC, j'ai honte de celle d'aujourd'hui ».

Si l'on se place sur le champ de la rationalité économique ou militaire, les changements qui se sont produits dans la guérilla – à savoir l'accès aux bénéfices économiques dérivés de l'économie illégale et de la guerre, l'accès à des armes en plus grande quantité et de meilleure qualité et le positionnement stratégique acquis grâce au contrôle des territoires – sont des éléments qui devraient peser positivement sur la décision de rester dans la guérilla des FARC. Cependant, l'élément moral ou émotionnel pèse davantage, à savoir, la désillusion et la honte de voir que le mouvement ressemble de plus en plus à un cartel de mafieux et non à un groupe qui lutte pour une vie meilleure pour tous. Comme le montre nombre de témoignages de démobilisés, c'est cette désillusion qui conduit beaucoup de combattants à abandonner les armes. Citons par exemple le cas d'Armando Cufiño, alias « Walter Zorra », le deuxième chef du Front 39 des FARC qui a décidé de tirer un trait sur plus de 20 ans de vie guérillera devant les abus qu'il observait à l'intérieur des FARC, spécialement sur les femmes. « *Elles n'ont même pas la liberté de chercher un compagnon parce que Cadete [commandant du Front 39] abuse d'elles toutes. L'homme est malade de harcèlement sexuel* », raconte l'ex-guérillero¹⁵⁷⁰. Walter Zorra affirme :

¹⁵⁶⁹ Verbeek (Nico), « Mi compatriota la guerrillera », *Semana*, 30 octobre 2012, (en ligne).

¹⁵⁷⁰ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2011, (en ligne).

« Il n'y a pas d'avenir. Cela est clair avec ce qui s'est passé dans ces derniers mois : les violations à l'intérieur de l'organisation sont très grandes (...). J'ai été un homme très clair et défenseur des idéaux des FARC, mais j'ai commencé à m'éveiller et cela ne va nulle part. Le trafic de stupéfiants a abîmé le groupe, lui a fait perdre sa direction politique, ses fins politiques et ses idéaux »¹⁵⁷¹.

Le même sentiment s'observe dans le témoignage de « Gabriel », ex-milicien et militant du PC3 (pendant 7 ans) :

« Les choses avec les FARC ne vont pas très bien, quand le fils grandit, il ne veut rien savoir du papa : c'est ce qui s'est passé avec la guérilla, avec la croissance qu'elle a connue, elle a ignoré le papa qui était le parti et a formé ses propres cellules. Avant, quoique le parti communiste dise, la guérilla n'intervenait pas ou si elle arrivait dans un endroit et se rendait compte que le parti y était, elle ne faisait que l'appuyer. Quand l'argent est arrivé, elle est devenue capitaliste et nous qui étions du parti, nous avons dû passer au parti clandestin par obligation mais bon... »¹⁵⁷².

« *Ce que les gens croient à propos de ce qui motive leur propre conduite est aussi important que la séquence réelle des événements* »¹⁵⁷³. Et, dans l'analyse des éléments de la lutte pour la reconnaissance qui ont un impact sur la décision de s'engager dans la violence et de continuer le combat, cette croyance est fondamentale. D'une part, l'image que l'acteur armé (à un niveau individuel et collectif) a de lui-même est importante. Mais, l'image que l'autre a de l'acteur armé ou violent est aussi importante. Dans le cas colombien, la perception par l'opinion publique de la guérilla va changer et influencer le gouvernement sur sa décision d'adopter une position plus agressive, plus militaire (particulièrement durant le gouvernement d'Alvaro Uribe). Ainsi, les témoignages suivants extraits d'une étude d'opinion reflètent la perception par la société colombienne des FARC :

« Les guérilleros sont des personnes qui disent être avec le peuple, mais devant les faits, l'on va dire : non, ils sont contre le peuple »¹⁵⁷⁴ ; « Lamentablement, je me souviens de l'époque où l'on pensait que la guérilla était bien l'une des formes de lutte, qui était nécessaire pour de nombreuses raisons. Mais la question que l'on se pose est jusqu'à quel point ils vont réussir à se perdre dans la guerre et dans la recherche de ressources pour maintenir la guerre, à tel point qu'ils ont oublié qu'ils menaient une lutte pour le

¹⁵⁷¹ « Deserción de jefe guerrillero de las FARC: Jefe guerrillero se fugó y trajo noticias desde la selva », *El Tiempo*, 9 juillet 2011, (en ligne).

¹⁵⁷² Cárdenas Sarrias (José Armando), *op.cit.*, 2005. p. 133

¹⁵⁷³ Stephen Ellis, « The Mask of Anarchy ». Cité par Specht (Irma), *op.cit.*, 2006. p. 3

¹⁵⁷⁴ Témoignage de Norberto. Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 137

changement »¹⁵⁷⁵ ; « Tous les jours, je vois ces nouvelles tellement cruelles et je les maudis et je les insulte, je leur dis qu'ils ne méritent absolument rien. En tant que croyant, l'on doit pardonner, mais il y a des situations qui ne méritent ni pardon ni dialogue. Parfois, je suis partisan du fait qu'ils [le gouvernement] utilisent la fumigation, les surprennent où ils sont et les bombardent brutalement. Ils [les guérilleros] ont déjà eu beaucoup d'opportunités et ils sont cruels, sadiques, font peur. Je n'ai pas pu savoir ce qu'ils veulent, tous les jours, je me le demande. Avant, ils avaient une idéologie socialiste-communiste acceptable. Quand ils sont devenus si brutaux et sans conscience, infâmes, j'ai demandé à des gens pourquoi et ils n'ont pas pu me dire pourquoi on disait qu'ils voulaient le pouvoir ? Mais, comment va-t-on remettre le pouvoir à ces gens ? Aucun risque »¹⁵⁷⁶.

En synthèse, plusieurs éléments ont favorisé une « course aux honneurs », une lutte pour le « prestige », qui a débuté dans certains secteurs sociaux et à l'intérieur même de la guérilla. Parmi ces facteurs, nous avons souligné l'apparition de nouvelles incitations et de nouvelles règles de comportement ayant introduit le trafic de stupéfiants, les caractéristiques des « nouvelles zones de colonisation » (loi du plus fort) et le profil des nouveaux combattants plus jeunes et plus réceptifs à l'usage de la violence. En Colombie, et en lien avec les FARC, il existe une recherche de la reconnaissance, c'est-à-dire, la lutte des acteurs pour être reconnus à la hauteur de ce qu'ils sont (Honneth) dans le cadre d'une « lutte pour la dignité » (les guérilleros ne cessent pas d'invoquer le respect, d'affirmer leur fierté et de dénoncer le mépris) et d'une « lutte pour le prestige » (en plusieurs occasions, ce que les acteurs pensent d'eux-mêmes correspond à une identité idéalisée, à l'idée d'être supérieurs aux autres).

Pour l'instant, trois profils des guérilleros des FARC ont été analysés (le « paysan traditionnel », le « révolutionnaire » et le « narcotrafiquant »), mais le tissu social des FARC est beaucoup plus complexe. Depuis le guérillero recruté de force jusqu'à celui qui s'est joint à la guérilla durant les discussions du Caguán (au moment où les FARC ont joui du statut d'un quasi État avec un territoire, un gouvernement et des lois), la guérilla constitue un groupe très hétérogène dont la lutte est motivée tant par des éléments structurels, des objectifs rationnels, que par des facteurs subjectifs, identitaires, moraux, émotionnels et symboliques.

¹⁵⁷⁵ Témoignage de Elvira. *Ibid.* p. 138

¹⁵⁷⁶ Témoignage de Nidia. *Ibid.* p. 138

4.4 Panorama de la situation actuelle : hétérogénéité du groupe guérillero

« À la différence de la guerre classique, le conflit révolutionnaire s'alimente des désillusions politiques, sociales, voire psychologiques d'un peuple, en fonction de sa géographie sociale »¹⁵⁷⁷.

« Pourquoi veulent-ils s'engager? Leurs motivations sont d'obtenir des armes, de la force et un statut »¹⁵⁷⁸.

« Normalement les recrues proviennent de contextes sociaux, de lieux, où la vie ne vaut rien. Où la richesse se voit tous les jours mais semble inaccessible et où étudier est une espérance vaine, le chemin impossible pour laisser derrière soi l'asphyxie que produisent les rêves frustrés et les avenir incertains »¹⁵⁷⁹.

Comme nous l'avons indiqué auparavant, bien que différents profils de guérilleros puissent être identifiés, le tissu humain et social de la guérilla demeure très complexe. Les origines des combattants sont diverses ; de même que les raisons qui motivent leur lutte. Les effets de la violence et de l'appartenance à la guérilla sont aussi multiples. Dans la majorité des cas, les valeurs, les croyances, les comportements et même l'« identité » de l'individu changent après le passage dans les rangs des FARC. Cependant, les effets de l'appartenance au groupe ne sont pas toujours les mêmes. Dans certains cas le passage dans les rangs des FARC produit des blessures psychologiques et sociales qui remettent en cause la définition propre à l'individu ce qui peut conduire à vouloir quitter le groupe armé. Dans d'autres cas, au contraire, les identités idéalisées se trouvent renforcées ainsi que les comportements narcissiques qui radicalisent alors la violence exercée par les individus.

La diversité de la guérilla et des motivations qui conduisent à prendre les armes se manifeste dans beaucoup de récits de combattants comme dans ceux de civils. Par exemple, elle apparaît de la façon suivante dans un entretien réalisé à La Uvita (Boyacá) en février 2010 du professeur d'un collège rural, « Andrés », au

¹⁵⁷⁷ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008.

¹⁵⁷⁸ Témoignage d'un éleveur séquestré par les FARC à San Vicente del Cagúan. Gutiérrez (Francisco), *op.cit.*, 2008. p. 21.

¹⁵⁷⁹ « Presencia guerrillera y paramilitar en las Universidades Públicas », *op.cit.*, 2010.

sujet de cinq jeunes garçons du village, partis rejoindre un poste de commandement des FARC dans le village voisin de Chita (bastion traditionnel de la guérilla) :

« “Savez-vous pourquoi ces jeunes sont partis rejoindre la guérilla ?” – “Dans le collège, ils se montraient inquiets et très mécontents en pensant qu’ils auraient à mener dans le futur la vie de leurs pères, c’est-à-dire, à travailler la terre pour d’autres personnes, se marier et continuer le cycle. Beaucoup, dans les mêmes circonstances, sont partis pour les villes moyennes et la capitale et ils s’en sont bien sortis. D’après les rumeurs entendues dans les *tiendas* [lieux où l’on consomme de la bière], ces garçons étaient impressionnés par les armes, l’uniforme, l’aventure. De plus, on leur proposait un salaire et peut-être la révolution, et on leur promettait que demain, ils deviendraient des chefs” »¹⁵⁸⁰.

De multiples éléments communs à d’autres témoignages peuvent s’observer ici: le goût pour les armes, la recherche d’aventures ou la lutte contre l’ennui, l’insatisfaction de mener la même vie que celle vécue par leurs parents, la recherche d’une position de commandement, l’idéal d’une possible révolution sociale et la possibilité d’avoir un salaire. Il apparaît donc que des motivations multiples existent au sein d’un groupe lui-même hétérogène, composé d’individus variés, ce qui complique le développement de stratégies ou de mesures de « pacification ».

« J’ai demandé à l’un d’entre eux pourquoi il était entré dans la guérilla et il m’a résumé son histoire, en me disant qu’il était d’une autre région, qu’il était venu dans les *Llanos* pour rechercher du travail et qu’il avait réussi à avoir une *chacra* [une plantation de coca], mais qu’elle avait fait un jour l’objet d’une fumigation et il était resté sans rien. Comme il ne pouvait pas revenir sur sa terre, la guérilla l’avait convaincu, raison pour laquelle, il était ici. – Et vous ? – ai-je demandé à celui qui l’accompagnait. – Ah, j’étais *raspachín* dans sa ferme, et comme il est venu ici, je suis venu avec lui. Au total, il y avait une vingtaine de guérilleros ; une majorité de jeunes, entre seize et vingt ans. Il y avait sept femmes, toutes jeunes. Plusieurs ont commencé comme miliciens et sont devenus ensuite guérilleros. Certains avaient fui très jeunes leur maison et avaient trouvé un “refuge” dans la guérilla ; d’autres y étaient entrés simplement parce que cela les intéressait ou leur plaisait. Tous recevaient une instruction politique, en plus d’une instruction militaire, mais le niveau d’éducation était réellement très bas. Beaucoup de recrues ont appris à lire et à écrire en étant là, selon ce qu’ils expliquaient eux-mêmes »¹⁵⁸¹.

¹⁵⁸⁰ Entretien « Andrés », enseignant d’un collège rural. Réalisé le 21 février 2010. Lieu : La Uvita (département de Boyacá).

¹⁵⁸¹ Jara (Alan), *El mundo al revés : más que sobrevivir al secuestro*, Bogotá, Editorial Norma, 2010. p. 249

C'est ainsi qu'Alan Jara, ex-gouverneur du département du Meta, membre du Parti libéral, resté 8 ans aux mains des FARC, décrit ses ravisseurs.

Pour sa part, l'homme politique libéral, Luis Eladio Pérez, resté 7 ans captif des FARC, décrit les combattants de la manière suivante :

« La majorité des guérilleros sont très jeunes, de 14, 16, 18 ans. Ce qui se passe, c'est qu'ils semblent plus âgés, ce sont des garçons avec des visages de vieux et avec des corps de vieux, parce qu'ils ne se reposent pas une seule journée. Les 365 jours de l'année, ils font de durs travaux. Les femmes, en plus des travaux physiques, ont des tâches à caractère sexuel, dès lors les jeunes filles de 13, 14, 15 ans, ont des visages de vieilles. Le guérillero commun, de base, est très jeune. Le commandement moyen a entre 25 et 35 ans, ceux qui dirigent un front ont autour de 40 et 45 ans, et je suppose qu'au Secrétariat, ils doivent avoir plus ou moins entre 60 et 65 ans. Et il reste les fameux "marquetalianos"... »¹⁵⁸².

Dans une interview réalisée en décembre 2009 dans la municipalité de Tauramena, Casanare, « Ignacio », 45 ans, raconte son expérience avec les FARC et la perception qu'il a de la composition du groupe. En 2001, les FARC ont tué son beau-frère et sa soeur, qui était enceinte, a perdu le bébé. Peu après, en 2002, ils ont pris sa camionnette (parce que, ont-ils dit, ils en avaient besoin pour un « travail »). Ils lui ont ensuite demandé 2 millions de peso (1 000 euros) pour la récupérer. A cette occasion « Ignacio » a rencontré les guérilleros. Il les décrit de la manière suivante :

« Ils étaient cinq garçons, tous jeunes. Je ne crois pas qu'un seul ait eu plus de 30 ans. Ils étaient très minces et très jaunes ; j'en ai conclu qu'ils étaient malades. S'ils n'avaient pas été fortement armés, s'ils n'avaient pas porté des fusils à l'épaule et s'ils n'avaient pas toujours tenu à la main un pistolet, je vous assure que j'aurais pu les vaincre à mains nues, j'ai été cycliste et je suis en bonne condition physique ».

« Ignacio » a eu plusieurs rencontres avec la guérilla :

« J'ai travaillé fréquemment à l'époque dans des bus de transport de passagers et j'ai été arrêté sur la route par les guérilleros. En général, c'était pour nous demander si nous avions vu des soldats en chemin, pour faire des inspections, mais ils ne nous ont jamais maltraités, ils nous demandaient de l'argent. Une fois, ils ont pris un colis qui contenait des aliments (...). La majorité des guérilleros que j'ai rencontrés sur la route étaient tous très jeunes. Tous paraissaient tristes et malades. Ils ne parlaient que très peu, presque pas du tout. De temps à autre, après s'être retirés, ils lançaient une consigne et rien de plus »¹⁵⁸³.

¹⁵⁸² Pérez (Luis Eladio), *op.cit.*, 2008. p. 23

¹⁵⁸³ Entretien « Ignacio », transporteur. Réalisée le 28 décembre 2009. Lieu : Tauramena (département de Casanare).

Pour l'opinion publique, selon l'étude de Luis Fernando Barón Porras (publiée en 2006), la guérilla est composée de trois types de recrues :

« D'un côté, il y a les leaders intellectuels : des gens brillants, instruits, mais avec une intelligence et une formation mises au service du pouvoir, de la mort et de la destruction. De l'autre, les leaders guerriers : des paysans avec des niveaux culturels et éducatifs assez bas, rancuniers, cruels et déconnectés de la vie moderne. En dernier lieu, les guérilleros du rang : des jeunes gens trompés ou obligés de mettre leur enthousiasme et leurs vies au service d'une cause qu'ils ne comprennent pas »¹⁵⁸⁴.

Cette description peut aussi se retrouver dans le témoignage de « Rosaminta », professeure et habitante de Tauramena (Casanare). Les FARC ont assassiné son beau-père et son mari. Quand on lui demande qui sont les guérilleros, elle répond :

« Ce sont des gens sans coeur, sans idéaux, sans raisons. Il suffit que l'un d'entre eux donne un ordre pour qu'ils le suivent aveuglément. Le guérillero auquel j'ai fait face [Rosaminta a été mise en présence du commandant guérillero qui avait donné l'ordre de tuer son mari], est venu vers moi pour me présenter des excuses, m'a dit que c'était une erreur. Mais, tout le monde sait que des groupes différents apparaissent chaque jour et l'angoisse est permanente. Parfois, l'on pense à aller rejoindre sa famille ou aller en ville, mais le travail est ici, ici, il y a le peu de biens que nous avons, alors il nous faut affronter la vie ici. (...) Si les gens ne les aimaient pas déjà, maintenant c'est encore pire. La guérilla, avec son comportement, a fini par avoir à se cacher non seulement de l'armée mais aussi de la population, qui a commencé à les dénoncer quand elle la voyait »¹⁵⁸⁵.

Pour leur part, les Forces Armées et la Police ont aussi développé une vision particulière des guérilleros. Au début 2009, il a été possible d'accéder aux dossiers constitués par la police sur les membres des FARC et mis à ma disposition par la Direction de la Police Judiciaire (DIJIN). La DIJIN a réalisé une description structurelle du groupe :

« L'on part du principe que, dans les actions de groupe, il y a les directives des commandants de l'organisation mais il y a aussi beaucoup d'actes isolés, en grande partie, le reflet de la mentalité du meneur du segment spécifique qui exécute l'action. Malgré cette limitation, nous pouvons distinguer les caractéristiques structurelles suivantes des FARC, en tant que groupe :

- Il s'agit d'une structure hautement hiérarchisée et complexe. La répartition des rôles est précise et correspond à des modèles conventionnels (militaires et patronaux) ;

¹⁵⁸⁴ Barón Porras (Luis Fernando), *op.cit.*, 2006. p. 140.

¹⁵⁸⁵ Entretien « Rosaminta », femme au foyer. Réalisée le 30 décembre 2009. Lieu : Hato Corozal (département de Casanare).

- Malgré sa supposée orientation politique, la recherche du pouvoir a pour objectif l'enrichissement personnel de ses meneurs et l'imposition d'un pseudo-système de croyances ;
- Il y a au moins deux tendances clairement identifiées parmi les leaders, une aile militariste qui prétend à la prise violente du pouvoir (celle-ci manque de formation idéologique, mène des actions très violentes sans signification politique, opère selon les "va-et-vient" émotionnels de ses leaders) et une aile idéologique qui s'occupe a priori du soutien politique et possède probablement encore des leaders convaincus par l'idéologie lointaine qui a donné naissance au mouvement, ils ont un niveau d'éducation plus élevé et réalisent des actions militaires avec un moindre impact terroriste) »¹⁵⁸⁶.

Dans sa description de la guérilla, la DIJIN réalise d'abord une analyse classique dans la littérature, fondée sur la « supposée » idéologie politique du groupe et souligne par ailleurs que les leaders sont également motivés par la recherche du pouvoir et de leur enrichissement personnel. La DIJIN complète son analyse de la guérilla en intégrant des variables « non-matérielles », telles que nous les avons mises en évidence dans notre travail. Les deux variables psycho-sociales retenues dans l'analyse de la DIJIN sont : la recherche de « l'imposition d'un pseudo-système de croyances » et l'impact du « va-et-vient émotionnel » des leaders. Ainsi, tant les valeurs émotionnelles que subjectives (pertinentes pour les études de la lutte pour la reconnaissance) sont prises en compte, parallèlement à des éléments de rationalité économique ou politique. Il est clair que, sans cet ensemble d'éléments, il serait impossible de comprendre, d'une manière complète, le fonctionnement et le comportement du mouvement.

Poursuivant avec l'analyse des profils des guérilleros, la DIJIN a développé un ensemble de « considérations psycho-sociales et criminologiques » :

- Les sujets [les guérilleros de las FARC] laissent toujours une signature, c'est-à-dire qu'ils *veulent être reconnus* pour les faits qu'ils ont perpétrés, ils cherchent à marquer la mémoire non seulement des institutions mais aussi de la population civile ;
- Leur motivation n'est pas seulement centrée sur des buts économiques;
- Certains, en accord avec leur hiérarchie et leur rôle, persistent dans leurs idées, même après avoir été arrêtés ;

¹⁵⁸⁶ Documents de la Direction de la Police Judiciaire DIJIN. Consultés en janvier 2009.

- S'agissant de leur structure psychologique, ils montrent des distorsions cognitives, ce qui leur permet de réaliser une distanciation avec les actes de guerre et terroristes qu'ils exécutent, créant par ce biais un mécanisme de protection individuelle et collective, leur permettant de continuer à fonctionner dans l'interaction sociale ;
- Certains de leurs membres n'ont pas d'antécédents judiciaires, il est difficile de préciser leur participation délictueuse et leur appartenance à un groupe estompe encore davantage leur responsabilité individuelle ;
- Le système n'est pas seulement soutenu par des conditions idéologiques mais aussi par de multiples motivations (échapper à la justice, identification au groupe, développement de conduites déviantes sous la protection de l'organisation criminelle, etc.) ;
- Dans ce groupe en marge de la loi, se développent « des sentiments négatifs envers l'adversaire » et des « sentiments positifs d'aliénation » envers leurs compagnons de l'organisation, qui se convertissent en une famille et les aident à renforcer leur idéologie, puisque « il est satisfaisant de penser comme pensent les personnes que l'on aime » ;
- L'élément d'identification affective est l'un des aspects qui favorisent le recrutement de nouveaux membres du groupe ;
- Les traits de personnalité qui ressortent le plus dans cette organisation sont : des traits de personnalité antisociale, avec un faible sentiment de faute et la conviction affirmée que les responsabilités incombent à d'autres ayant ordonné leur conduite, il n'y a pas un bon exercice du locus de contrôle interne; des traits de paranoïa politique, une intense conviction que l'ennemi est l'État, l'actuel gouvernement et tous ceux qui travaillent avec les institutions gouvernementales, lesquelles agiraient toujours de façon négative; dans le cas des leaders, peuvent s'observer des traits de personnalités narcissiques et obsessionnels qui facilitent l'exercice du commandement. Cependant, selon la DIJIN, il est difficile d'approfondir ces aspects dans une organisation comptant beaucoup de membres sans connaître en détail leurs actions individuelles et leurs rôles permettant de

préciser leur personnalité¹⁵⁸⁷.

De nouveau, plusieurs éléments semblent pertinents pour notre analyse. D'abord, il est important de souligner le fait que les enquêteurs du gouvernement considèrent que la motivation des combattants n'est pas exclusivement économique, compte tenu de la recherche ou de la nécessité des guérilleros d'être « mémorables » et « reconnus ». Ensuite, les membres de la DIJIN, vont aussi mettre en avant le besoin des individus de sentir qu'ils font partie d'un groupe, c'est-à-dire, l'influence qu'une « identification affective » a sur le recrutement à travers deux variables principales : l'impact de développer des « sentiments positifs envers leurs compagnons » et « le confort de penser comme ceux à qui l'on tient ».

En analysant un conflit ou un groupe armé du point de vue de la reconnaissance, il est nécessaire de se concentrer sur les processus de construction du « moi », sur la subjectivité et l'ordre social¹⁵⁸⁸. Pour cette raison, nous n'avons pas seulement cherché à étudier l'évolution historique du groupe guérillero (du contexte politique, économique et social) mais nous avons aussi cherché à connaître les combattants à travers des témoignages et des histoires de vie, pour mieux comprendre dans quelle mesure leur lien avec le groupe armé et avec la violence obéit à des facteurs objectifs ou des variables dites « matérielles » (en lien avec la « structure » ou la rationalité de l'acteur) et (ou) à des facteurs subjectifs, moraux, émotionnels, identitaires (en lien avec la nécessité d'un individu de répondre aux nécessités psychologiques élémentaires et d'obtenir la confiance, le respect et l'estime de soi). Par le biais des expériences personnelles, nous avons cherché à comprendre l'image que les individus ont d'eux-mêmes et les modèles sociaux de reconnaissance. Cette analyse a mis en évidence la difficulté que représente « *l'intégration des agents sociaux dans un espace social – la reconnaissance d'une appartenance – et, dans le même temps, le fait que les agents sociaux cherchent une place spécifique dans ce même espace – qu'ils cherchent à se différencier, à se singulariser –* »¹⁵⁸⁹.

¹⁵⁸⁷ Documents de la Direction de la Police Judiciaire DIJIN. Consultés en janvier 2009.

¹⁵⁸⁸ Kessler (Oliver), Herboth (Benjamin), « Recognition and the constitution of social order », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, p. 155

¹⁵⁸⁹ Deschamps (Jean-Claude), Moliner (Pascal), *L'identité en psychologie sociale, des processus identitaires aux représentations sociales*, Paris, Armand Collin, 2012. p. 8

Différentes sources : observation sociale réalisée dans certains villages et villes des départements de Bolivar, Cundinamarca, de Boyacá, du Huila, du Tolima, du Quindío, de Risaralda, du Santander, de Nariño, du Meta et du Caquetá ; entretiens réalisées avec d'anciens combattants ; étude des témoignages de guérilleros recueillis par des journalistes, des enquêteurs, des fonctionnaires d'entités publiques et des organisations non gouvernementales ; étude de témoignages des personnes enlevés par les FARC ; nous ont permis d'identifier quelques caractéristiques générales de l'actuelle population *fariana* (des FARC) pour la période 2000-2010.

Il ressort en premier lieu, que la grande majorité des guérilleros ont une origine rurale, bien que certains viennent des quartiers populaires ou périphériques des villes. Un fort pourcentage est issu des classes populaires et, dans une moindre mesure, de la classe moyenne. La plupart appartiennent à des groupes familiaux aux ressources économiques faibles. Des situations d'extrême pauvreté ont été vécues par certains, sans être une caractéristique générale du groupe. Le niveau général d'éducation des combattants est faible (un grand pourcentage a seulement terminé le niveau primaire, alors que d'autres ont abandonné le collège quand ils étudiaient pour obtenir le baccalauréat). Les éléments urbains du groupe (un petit pourcentage) appartenant à la classe moyenne ont un niveau éducatif plus élevé et ont même réalisé des études universitaires. Nombre de combattants viennent de zones périphériques du pays, où la présence de l'Etat est faible ou très récente. Ces zones sont caractérisées par de grandes inégalités sociales, marquées par un fort contraste entre ceux qui peuvent exercer leurs droits, bénéficier de services économiques ou sociaux et la population qui ne peut y avoir accès. C'est pourquoi, en général, les combattants des FARC ont expérimenté des dénis de reconnaissance objectifs, principalement en matière sociale, comme la difficulté de l'accès aux services de base (éducatifs, sanitaires, infrastructures). La société rurale dont ils sont originaires est caractérisée par une hiérarchie sociale marquée, différenciée par le pouvoir économique (importance des manifestations extérieures de richesse), par le pouvoir politique (caudillisme local et clientélisme – faveurs en échange d'un appui politique –), et dans une moindre mesure, par le capital culturel (un diplôme universitaire est un élément octroyant une plus grande

reconnaissance sociale). Les manifestations de « courage », de « virilité » et de force physique garantissent aussi une forme de reconnaissance sociale. En général, l'utilisation de la violence ou de moyens violents comme mécanisme pour atteindre des objectifs est communément acceptée dans les interactions sociales. De plus, dans le cadre d'une société patriarcale, le machisme, qui promeut les identités viriles, comme le remarque Cynthia Cockburn, construit un système du « *mâle dominant* » qui « *implique une hiérarchie parmi les hommes – produisant ainsi des masculinités différentes et inégales – et que ces masculinités se définissent toujours entre elles et par rapport aux femmes* »¹⁵⁹⁰.

Ces éléments caractérisent beaucoup de guérilleros des FARC (et constituent un ensemble de nécessités et de mécanismes de reconnaissance, dans le sens honnethien, qui auront un impact sur l'engagement et la pérennisation de la violence). Cependant, il est aussi possible d'observer les mêmes caractéristiques chez les membres d'autres groupes armés (paramilitaires, bandes de délinquance de droit commun, cartels de trafic de stupéfiants) et chez les membres de la population civile qui n'ont pas décidé de prendre les armes. Dans beaucoup de cas, des membres de la même famille, du même cercle social, de la même communauté prennent des chemins très divers: souvent, au sein de la même famille, l'un des enfants est guérillero, un autre paramilitaire, ou l'un est guérillero et l'autre est soldat. Un guérillero de Campo Capote (Santander) raconte que « *détail curieux et ironique, il est apparu que l'un des militaires blessés était le cousin germain de l'un des guérilleros qui avaient participé à cette embuscade et qui étaient avec moi dans la même tranchée* »¹⁵⁹¹. Par ailleurs, John Pinchao, enlevé par les FARC, rapporte que :

« Ironie de la vie, à ce moment-là, un policier a retrouvé un ancien camarade devenu guérillero. Le destin les avait réunis : l'un comme otage, l'autre comme geôlier. Le guérillero a essayé d'être sympathique avec son ancien ami, mais le règlement des FARC ne faisait pas de cadeaux ni d'exceptions ; et pour le respecter à la lettre, les guérilleros gardaient ses distances avec nous. Il y a une règle sacrée chez les FARC: ne pas fraterniser avec l'ennemi et l'enfreindre peut coûter la vie »¹⁵⁹².

¹⁵⁹⁰ Cockburn (Cynthia), « The Gendered Dynamics of Armed Conflict and Political Violence », dans *Victims, Perpetrators or Actors? : Gender, Armed Conflict and Political Violence*, ed par O Moser (Caroline), Clark (Fiona), Pallgrave Mackmillan, 2001. p. 13

¹⁵⁹¹ Arango (Carlos), *op.cit.* 1984. p. 179

¹⁵⁹² Pinchao (John), *op.cit.*, 2008.

Il y a aussi l'exemple de l'histoire de alias « Miriam », la guérillera devenue célèbre pour la libération du séquestré Juan Fernando Samudio et pour avoir retrouvé son frère qui était soldat dans l'armée¹⁵⁹³. Un autre cas notable est celui de Domingo Emilio Pérez Cuellar, maire de San Vicente del Caguán (2012-2016), frère de Fidel Pérez Cuellar, alias « El Grillo », commandant un front des FARC dans la zone sous l'autorité de son frère.

« Le maire [Domingo] a dit qu'il a su que son frère était guérillero en 2002, quand il est arrivé à San Vicente, revenant du Pérou, après y avoir fait son noviciat. Avant cela, il avait fait des études de philosophie et de théologie à San Buenaventura, mais de retour à San Vicente, il a "raccroché sa soutane" pour s'investir dans la politique, dans les rangs du Polo [Polo Democrático, parti de gauche colombien]. "Je suis arrivé et j'ai demandé : que s'est-il passé durant cette année où j'ai été absent ?" Et ils m'ont dit : "ton frère est parti pour la montagne". Fidel [le frère guérillero] a 33 ans, il a étudié l'administration publique, il a été directeur de l'Inder et a travaillé dans les audiences publiques de la défunte zone de démilitarisée (...). "Quand la zone de distension s'est terminée, des rumeurs sur l'arrivée des *paras* ont commencé et plusieurs personnes, comme mon frère, ont décidé de *enguerillarse* [s'enrôler dans la guérilla]", explique Domingo »¹⁵⁹⁴.

Alors, comment expliquer qu'un frère soit guérillero et l'autre paramilitaire, militaire ou politicien ? Compte tenu des difficultés que présente le terrain de recherche, il n'a pas été possible de réaliser une étude comparative approfondie entre la population civile et les membres des FARC, l'ELN, les groupes paramilitaires¹⁵⁹⁵ pour identifier plus clairement les éléments précis qui peuvent conduire des personnes ayant des contextes sociaux et des personnalités similaires à prendre ou non les armes, dans un groupe déterminé. L'anthropologue Kimberly Theidon, a réalisé une étude des processus de démobilisation et de réinsertion de anciens combattants et a identifié différentes raisons ou mécanismes comme les éléments primaires qui favorisent la décision de s'enrôler dans les rangs de la guérilla. Parmi ces éléments, on peut citer le fait d'avoir une connaissance qui a convaincu la personne de la rejoindre (21 %) ; le fait d'avoir vécu dans une zone contrôlée par le groupe armé rendant l'entrée dans les rangs quasiment naturelle (36 %) ; le recrutement par la force ou la menace (9 %) ; ou les motivations

¹⁵⁹³ « Enemigo Número 1 », *Semana*, 25 janvier 2009.

¹⁵⁹⁴ Quintero (Jorge), « Alcalde de San Vicente gobernará donde su hermano es jefe de las Farc », *El Tiempo*, 5 décembre 2011, (en ligne).

économiques (9 %) ¹⁵⁹⁶. Des éléments dégagés par Theidon, il semble que le facteur économique ne soit pas aussi important que l'on pourrait le penser et que la possibilité de rejoindre la guérilla soit étroitement liée au fait d'avoir dans son environnement proche des guérilleros ou des personnes liées à la guérilla (miliciens, sympathisants, etc.).

Par ailleurs, selon une étude réalisée par le Programme d'Attention Humanitaire au Démobilisé (PADH) du gouvernement colombien et financée par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), « les causes principales pour entrer dans les rangs des groupes armés illégaux sont la violence intrafamiliale, une situation économique précaire et le besoin de reconnaissance » ¹⁵⁹⁷. De plus, seul un très faible pourcentage de personnes recrutées par les FARC seraient consciemment entrées dans le groupe pour des motivations idéologiques : les études existantes situent cette catégorie autour de 4 ou 5 % ¹⁵⁹⁸.

4.4.1. Douze ex-combattants racontent...

Pour obtenir une information plus complète sur les caractéristiques des combattants des FARC et pour connaître les motivations les ayant amenés à prendre les armes, des apartés aux entretiens effectués avec des guérilleros des FARC démobilisés principalement durant le mandat du président Alvaro Uribe (2002-2010) vont être présentés ci-dessous. Comme nous l'avons dit dans l'introduction, l'enregistrement des entretiens n'ayant pas été autorisé par ceux-ci, il sera réalisé une reconstruction des éléments principaux à partir des notes prises par l'enquêteur. Bien que les anciens combattants aient été réticents à donner des informations personnelles, les données suivantes ont été obtenues pour la totalité des entretiens : l'âge, la durée de militantisme, la région d'origine. Par ailleurs, dans quelques cas, le niveau d'éducation et d'autres caractéristiques socio-

¹⁵⁹⁵ Des entrevues avec d'anciens membres de l'ELN ou des groupes paramilitaires ont été réalisées mais ne constituent pas un échantillon suffisamment représentatif pour formuler des inférences.

¹⁵⁹⁶ Theidon (Kimberly), *op.cit.*, 2009). p. 17

¹⁵⁹⁷ Malheureusement, il n'a pas été possible d'avoir accès au document pour connaître les pourcentages et la méthodologie de la recherche. « Mindefensa presenta la campaña de prevención del reclutamiento de menores "Basta. Aquí soy libre" », *Ministerio de Defensa Colombia*, 17 novembre 2011, (en ligne).

économiques de l'ex-combattant sont aussi connus. En général, les personnes interrogées ont expliqué les raisons qui les ont amenées à rejoindre les FARC et aussi à se retirer du mouvement. Ils ont aussi parlé de leur expérience dans la guérilla, en révélant des détails, entre autres, sur la vie quotidienne, sur ce qui pourrait s'appeler la « culture *fariana* », sur les valeurs promues à l'intérieur de la guérilla, sur l'évolution du mouvement.

« **José Cristo** », originaire de la région *del Eje Cafetero* [principale zone colombienne de production du café], est âgé de 45 ans et a passé 20 ans comme guérillero des FARC. À 12 ans, il est entré dans l'escorte du narcotrafiquant Carlos Lehder. Il explique que sa motivation initiale, pour se lier au trafic de stupéfiants, a été économique. Je ne savais ni lire ni écrire et je me suis dit : je m'en vais n'importe où. Carlos Lehder avait beaucoup d'argent. Il nous obtenait de tout. Jusqu'à 8 mois aux Bahamas pour me perfectionner au tir. Lehder est mort vers l'année 85. Quand Lehder est tombé, nous sommes restés dans la zone rouge, dans une *caleta* [planque]. Nous avons besoin de travailler et les armes nous plaisaient (...). Quand une personne n'est pas habituée il est très difficile de tuer quelqu'un. Mais pour ceux qui ont l'habitude, ils en redemandent. Je pense que c'est une lâcheté de tuer quelqu'un désarmé (...). Et les guérilleros sont arrivés et se sont emparés du territoire. Ils disaient qu'ils étaient une famille. Nous sommes votre famille. Mais la forêt est dure. On peut devenir très malade. Des animaux très agressifs. Ils ne me donnaient pas de permissions, ni rien. Avant, Gacha [le narcotrafiquant Gonzalo Rodríguez Gacha] nous traitait très bien. J'ai commencé à désespérer. Plusieurs ont essayé de s'enfuir et ont été tués ou obligés de revenir. Parvenir jusqu'aux villes est très difficile. De plus, comme guérillero, j'avais très de peur des *paras* [paramilitaires]. Ils nous terrifiaient en nous disant que s'ils nous attrapaient, ils nous tailladeraient avec une machette. Maintenant, je sais que les *paras* existent à cause des actes commis par la guérilla. Les *paras* disent « j'ai perdu ma famille, j'ai perdu ma terre ». Si quelqu'un [de la guérilla] passe aux *paras*, ils lui donnent 2 millions [1000 euros] pour le fusil. Et ils lui donnent les permissions, des vacances, des jours de repos. Mais il faut continuer à travailler

¹⁵⁹⁸ Johnson Kyle, « Las FARC y la confianza en el sistema democrático colombiano », *Semana*, 1 décembre 2011, (en ligne).

avec eux parce qu'ils sont en ville ». À la question, pourquoi croyez-vous que les gens entrent dans la guérilla, « Jose Cristo » répond : « Certains parce que cela leur plaît et la majorité par tromperie. Ils leur disent que c'est très bien (les *paras* au contraire leur disent la vérité). Dans la guérilla, ils disent : le peuple démocratique, le gouvernement je ne sais quoi, et ils les trompent. (...) Aussi, ils prennent tout le produit du travail des *raspachines* alcooliques (...) et aux jeunes qui s'ennuient, ils leur racontent une histoire et ils s'en vont. Et d'autres sont obligés »¹⁵⁹⁹.

« **Hernando** » est originaire du département de Caquetá, à 42 ans, il a été 3 ans dans la guérilla. « Mes parents ont été éleveurs, agriculteurs. J'étais propriétaire de fermes dans le Meta et le Putumayo. Jeune, j'ai été dans la JUCO [Jeunesses Communistes]. Je me suis lié et je suis même allé au Guatemala. Quand j'étais étudiant, il existait l'Union Patriotique. J'avais une moto et à cause de cela, je pouvais aller aux réunions. J'ai été en contact avec la guérilla depuis un âge très précoce (...). Tout de suite, à cause de l'argent et les mauvaises amitiés, les mauvaises relations, je suis devenu *cocalero* [producteur de coca]. A Yuriva, Caquetá, j'ai eu des cultures de coca, j'ai travaillé avec la guérilla. Il fallait collaborer avec le groupe [armé] qu'il y avait (...). Je voyageais beaucoup au centre du pays et j'ai eu un problème. Alors je suis parti pour le Meta et je suis resté là-bas 10 mois sans sortir. On ne peut pas aller à la capitale du département sans un "carnet" [dans les zones contrôlées par la guérilla, celle-ci donnait un billet d'identification aux civils et il n'était pas possible de se déplacer sans ce document]. Je cherchais plus d'argent. Alors, j'ai demandé la permission pour qu'ils me laissent amener ma femme dans la zone *cocalera*. Je n'ai pas eu assez d'argent pour les payer. J'ai décidé de faire des affaires par mon propre compte. Pendant 1 an et 7 mois [il a vendu sa production sans passer par la guérilla]. Mais ils l'apprirent et me prirent [la guérilla]. Je devais voyager avec eux. C'était être itinérant. J'ai commencé comme militant, avec une arme mais sans *parque* [munition]. Ils n'avaient pas confiance en moi. [Aller au combat sans munitions] c'était comme me dire va-t'en et meurs ! (...) J'ai eu des punitions parce que je ne

¹⁵⁹⁹ Entretien avec « José Cristo », ancien guérillero FARC, Région: Eje Cafetero. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

leur racontais pas tout. J'ai passé des mois à couper la canne. J'étais obligé, et je ne travaillais même pas dans la propriété de mon père! Mais j'ai du le faire. Un jour, le commandant m'a demandé : connais-tu cela? C'est-à-dire gérer une ferme. J'ai dit que oui et ils m'ont promu. Ils ne me demandaient pas de monter la garde (...). C'était interdit d'être avec les femmes. Elles voulaient quelqu'un avec un commandement mais elles me recherchaient parce que j'avais des capacités (...). Le plus difficile, ce sont les affrontements. La première fois, c'était contre l'armée. Les mauvais traitements sont aussi difficiles. Je n'étais pas habitué à être maltraité ni à cette vie (...). Les personnes là-bas ne parlent pas. Je m'ennuyais (...). Dans le Putumayo, j'ai passé 3 jours dans un hameau. Ils ne me laissaient parler avec personne. On est toujours sur ses gardes dans ce milieu [la guérilla]. Mon épouse et mes beaux-parents étaient dans le Nariño. Je parlais par radio avec mon épouse. Chaque 15 du mois, pendant 5 minutes (...). J'ai très peu partagé dans la montagne. Je n'ai partagé avec personne. J'étais intéressé par l'instruction (...). J'étais content quand ils m'ordonnaient de donner des conférences. Je jouais le jeu. J'avais des capacités pour les cours de politique (...). Une très bonne formation! On est avec le prolétariat, la bourgeoisie exploite. Je suis d'accord avec leur idéologie (...). Ils savaient que je m'enfuirais si j'en avais la possibilité. Je voyais des psychologues. Ils m'apprenaient le communisme (...). Ils disaient toujours qu'il ne fallait pas trahir le mouvement (...). L'armée les frappait durement. Difficile obtenir de la nourriture. Mais ils ont des armes sophistiquées, des radios, des propriétés. Mais l'armée les pressait beaucoup. Ces gens manient beaucoup d'argent. (...) Je suis parti lors d'une prise. Je me suis évadé »¹⁶⁰⁰.

« **Camilo** » est originaire du département du Caquetá, il a 29 ans. Il est resté 3 ans dans la guérilla (il est rentré à 21 ans). « J'ai grandi dans un milieu où on ne voyait qu'eux [les guérilleros]. Ils organisaient des réunions où ils diffamaient l'Etat, l'Armée. Alors je pensais : je ne veux pas aller en ville. Là-bas, c'est l'État qui va me maltraiter (...). L'un est là-bas [avec la guérilla] ou ici [« vie civile]. Ma famille y demeurerait. Mon frère médecin est encore là-bas. Ma sœur est décédée

¹⁶⁰⁰ Entretien avec « Hernando », ancien guérillero FARC, Région: Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

dans l'opération Karina (...). J'avais tout. J'étais un enfant gâté. Ma mère est professeur et mon papa juge. Là-bas, j'ai dû faire face. Il faut apprendre à vivre. S'en tirer dans n'importe quel camp (...). J'étais patrouilleur. [Dans la guérilla] la relation est bien mais personne n'a confiance en personne. Tout le monde essaie de grimper les échelons et rien ne leur importe (...). C'est génial de descendre dans un village avec une arme. Les filles vous regardent (...). Le plus difficile... ne pas pouvoir voir sa famille, ni ses frères. J'ai vu ma sœur une fois (...). J'ai décidé d'arrêter à cause de mes sœurs. Elles étaient des Fronts 48 et 14. Les deux ont déserté et cela a été le déclencheur. Je me suis enfui et un motard m'a ramassé. Ce jour là, je devais aller chercher du pain et des sardines et je me suis enfui ». C'est l'aspect politique ou les armes qui vous intéressaient ? « Les armes, bien sûr ! Le pouvoir, me sentir quelqu'un (...). Mon papa rêvait de me voir étudier. Il rêvait que je sois quelqu'un et je suis quelqu'un ! [Actuellement Camilo est ingénieur de systèmes] »¹⁶⁰¹.

« **Jorge** » est originaire du département du Guaviare, il a 34 ans et a passé 15 ans dans la guérilla. « Je ne suis pas parti par goût. Mais à cause du chômage. À 16 ans, ils m'ont convaincu d'aller là-bas. Ils m'ont dit qu'ils m'aideraient et ils ne l'ont pas fait. Je devais monter la garde, ne pas désobéir. S'ils t'ordonnent de commettre un délit, on n'est qu'un subalterne. Un guerrier. Celui qui donne les ordres, c'est le commandant. Il faut se soumettre aux ordres. Si on est malade, il faut courir, même malade. Et la nourriture est la même qu'à Cuba. La guérilla est comme le Venezuela. Alfonso Cano est le chef (...). Ils [les guérilleros] s'appelaient eux-mêmes défenses paysannes, ensuite Bloc Sud, ensuite armée du peuple. Ils ont eu des principes, maintenant ce sont des narcotrafiquants. Cuba fournit des armes, ainsi que le Venezuela, la Russie et l'Équateur (...). Dans le fracas de la lutte armée, ils ont demandé 5 millions [2 500 euros] au gouvernement. Ils ne les ont pas donnés. Ils se sont soulevés avec des armes. Ils avaient besoin d'une terre, d'écoles. La faute revient au gouvernement mais aussi à eux [la guérilla] (...). Le plus important est de suivre le règlement pour ne pas être fusillé. Quel que soit votre état, vous devez servir, même malade. Vous devez

¹⁶⁰¹ « Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativá-Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

répondre pour la nourriture, l'intendance et le fusil. C'est un régime esclavagiste. Pour une insubordination ou le refus prémédité d'un ordre, ils te fusillent au bout de deux. Pour vol, pour viol, pour délations, pour bavardage (...). Je connais beaucoup de philosophie : Karl Marx, Friedrich Engels. Je connais la science économique des pays qui étudient pourquoi les groupes se soulèvent avec des armes (...). J'ai eu de l'arthrite dans tout le corps. Je suis un démobilisé individuel. Ils m'ont amené très malade à Bogotá. Je me suis retiré à cause de la maladie. Je me suis livré à la Brigade mobile n°3 à La Macarena, Meta (...). Là-bas [dans la guérilla], on est un esclave »¹⁶⁰².

« **Felipe** » est originaire du département du Tolima. Il a été un membre des FARC pendant 6 ans (à partir du 2000). Il a étudié la sociologie. Il a été un membre de la JUCO dès 1999. Là, il a été abordé par les membres de la guérilla qui l'ont invité à participer à une école de formation. « J'appartenais au Bloc Oriental. J'étais chef du PC3 [urbain]. J'ai créé jusqu'à 200 cellules clandestines (...). Les mauvais traitements sont le moteur principal du recrutement (...). Les [guérilleros] qui sont vraiment convaincus des raisons politiques de la lutte c'est parce qu'ils l'ont appris à l'académie [études universitaires] (...). J'ai demandé : que feriez si vous n'étiez pas ici ? Personne ne disait qu'ils continueraient dans la guérilla, ils disaient je veux être professeur, maman, etc. (...). Les raisons objectives qui ont favorisé leur existence [les FARC] n'existent déjà plus (...). Les FARC sont restées un groupe monolithique tant que Marulanda était conscient... Avec l'âge, il a perdu en lucidité et on raconte qu'il s'arrêtait au milieu de la cour pour monter la garde (...). En 2000, une restructuration du discours s'est produite avec des éléments du bolivarisme (par exemple, sur la base des travaux de Juvenal Herrera Torres et William Ospina). Le mouvement bolivarien apparaît plus adapté à l'atmosphère, à la culture colombienne et permet la construction d'organisations de base, de revenir au mouvement clandestin (...). Cano est un fondamentaliste. Les livres qu'il lit : tout ce qu'un révolutionnaire doit savoir sur la répression et un texte du Polonais Luben Petkoff (...). Tous les chefs de front ont été en relation avec le trafic de

¹⁶⁰² Entretien avec « Jorge », ancien guérillero FARC, Région: Guaviare. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

stupéfiants. Chocó, Guaviare ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas, ils ont faim (...). L'extorsion et la séquestration apportent à la guérilla le double de ce que reçoit le pays de l'aide bilatérale européenne. La Banque mondiale a financé des projets des FARC. Comme il est difficile pour un étranger de comprendre l'idiosyncrasie, la culture colombienne et comment ils se laissent abuser ! (...). D'où vient l'argent des FARC ? Cano dit des apports des sympathisants. Lesquels ? Au contraire ce sont les guérilleros qui donnent de l'argent au parti (...). Les cellules financières [qui gèrent l'argent de la guérilla], très isolées, peuvent même demander une livraison de poulet à domicile. À l'opposé, les colonnes qui font la guerre n'ont que le budget qu'ils leur assignent (...). L'un des commandants doit organiser les dépenses : 4 700 pesos quotidiens par combattant. 25 hommes. 4 000 000 par jour (sans l'intendance). Tout est très régional. Cela dépend du commandant (...). Une *escuadra* est une cellule politique (5-7 personnes), un groupe fermé (campement stable) pourrait s'imposer et destituer le commandant (ou s'opposer à une décision). Cela existe dans les statuts mais cela ne se produit jamais (...). Entre les hommes et les femmes il y a beaucoup de différences : l'homme peut avoir une fiancée en-dehors de l'organisation. La femme non (...). 2 700 femmes militent dans les rangs des FARC. 90 % ont avorté. Selon les témoignages, la majorité a eu de 1 à 7 curetages. Mais il y a des différences de statut : entre celles qui occupent une certaine position dans la hiérarchie et les guérilleras du rang (...). Je vous conseille de lire le livre de Zenaida Rueda, Les confessions d'une guérillera (...). Il y avait deux petites filles de 11 ans, toutes deux très jolies. Ils me les ont demandées pour un campement [où il était connu que le commandant abusait des nouvelles recrues] et je les ai sauvées en disant qu'un autre campement (avec un chef différent) les avaient déjà demandées d'abord (...). Il y a une grande promiscuité dans la guérilla. Sur le SIDA, au début, cela semblait terrible aux commandants et maintenant c'est devenu une arme de guerre. [Les infectés] allant mourir, ce sont de meilleurs guerriers (...). La population civile est considérée comme telle, seulement si elle est avec celles-ci [avec les FARC], sinon, ce sont des agents de l'État. On ne peut pas être neutre. Ce n'est pas concevable. Un garde indigène a dû partir pour l'Équateur avec 1500 familles. Les Uwa [un groupe indigène] ont causé la colère

de la guérilla parce qu'ils avaient accepté une visite du comité des cafetiers (...). Existe-t-il un conflit armé en Colombie?... C'est difficile de répondre, on ne peut pas catégoriser. Il y a un conflit mais il n'y a pas les conditions pour qu'il y ait une belligérance. Il n'y a pas de contrôle territorial, il y a eu un usage de la force (...). Il y a une étude intéressante d'un sociologue mexicain, Canclini, qui compare le zapatisme et la paysannerie colombienne et introduit une dimension esthétique (école de Bloch). Les éléments d'esthétique du conflit sont l'amour et le désir »¹⁶⁰³.

« **Monica** » est originaire du département du César, elle a 29 ans et a passé 12 ans dans la guérilla. « Je vivais dans une ferme. La guérilla était dans la région. Ma maman devait leur faire des faveurs. Ils étaient amis. Ils luttent pour le peuple, pour les pauvres. Les gens qui ont de l'argent veulent toujours emmerder les autres. L'armée a tué un de mes frères et un cousin. (...). [Dans la guérilla] là-bas, l'égalité existe. Si un homme porte une charge, la femme aussi (...). Ils leur apprennent à lire, ils leur apprennent à être décents. Ils leur apprennent beaucoup de bonnes choses. Ce que j'ai vécu m'a plu. Les gens font erreur. A la télévision ils en parlent mal. C'est une erreur. Ils ont commis des erreurs [les FARC], mais il faut voir le bon et le mauvais (...). On demandait l'autorisation aux gens. S'ils ne voulaient pas... alors... mais c'est qu'ils ont de l'argent et ne veulent pas le partager ! Et c'était pour des gens qui étaient dans le besoin (...). Ils [les guérilleros] ne disent pas « séquestrer » [kidnapper], ils disent « récupérer » (...). C'est triste que la guérilla ne puisse pas triompher. Ce serait bien que l'égalité existe. Ce n'est pas parce que je suis riche que je peux faire ce que je veux. Plus ils ont de l'argent, plus ils en veulent ! (...). L'idéologie est en train de changer. J'avais mon idéologie et comme cela change, à cause de cela, je suis partie (...). Je suis revenue pour mes enfants, pour la famille. [« Monica » a eu un fils tandis qu'elle était dans la guérilla et elle a dû le laisser dans la maison de sa mère, raison pour laquelle elle a décidé de se démobiliser, pour pouvoir être avec son fils qui était âgé de deux ans]. Dans la réinsertion, ce qui me manque, par exemple, ce sont les armes. Mais je m'habitue à la [vie] civile. Je ne dors déjà plus avec des vêtements et je ne me lève plus pour attraper mon fusil (...). Là-bas, on est privé

¹⁶⁰³ Entretien avec « Felipe », ancien guérillero FARC, Région: Tolima. Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: La Candelaria

de la liberté. De 8 heures du soir à 4 heures du matin, la garde. On est un animal d'habitudes. 6 mois d'école militaire et d'école politique. J'ai aussi eu une formation en explosifs, et comment les poser pour ne pas tuer de civils (...). Les gens disent que les guérilleros n'ont pas de cœur. Un mensonge! On apprend à être *berraco* [une personne au caractère bien trempé]. Mon commandant me disait que quand un compagnon mourait, "il fallait échanger les larmes contre des idées révolutionnaires". Avec le temps, on devient plus fort. Résignation. Il ne faut pas se laisser faire »¹⁶⁰⁴.

« **La Churca** » est originaire du département d'Arauca. Elle a 32 ans et a passé 6 ans dans la guérilla (depuis l'âge de 24 ans). Elle a été milicienne (guérillera urbaine). « J'avais une vie normale mais des gens vous impliquent. On est ensuite plus là-bas qu'ici. J'ai réalisé des travaux de renseignement. Ils me donnaient une rémunération, c'est avec cela qu'ils vous achetaient. On est dans une situation difficile et ils vous donnent ce dont vous avez besoin. Ma famille ne savait pas. Ils ont su plus tard quand je suis allée à l'hôpital blessée par un coup de feu. Une guerre a commencé entre l'ELN et les FARC, ils ont commencé à s'entretuer, et on m'a tiré dessus à cause de cela. Pour cette raison, nous avons décidé de partir [son mari est aussi un démobilisé]. Il était un guérillero militant, ceux qui sont dans la montagne (...). [Sur les relations de couple dans la guérilla] Quand ils voient que vous pouvez faire une erreur à cause de cet amour ils vous séparent. Certains finissent par en tuer d'autres par jalousie ou ils craignent que vous vous échappiez. C'est pourquoi, aux yeux de tous, nous étions un couple de travail [parlant de son époux]. Je le connaissais avant et suite à tout notre travail en commun, nous nous sommes rapprochés. Mais ce n'est pas pour cela que j'ai fini là-bas (...). Au début, ils te donnent un cours. Ils te donnent un entraînement et celui qui peut servir à partir de ce moment, sert et sinon, on te laisse derrière. On sait ce que c'est le bien et le mal mais on ne peut pas nager contre le courant. On ne peut pas nager contre la rivière ! Il faut obéir, sinon, tu morflés ! J'ai un fils, j'ai fait tout ce qu'ils m'ont dit. Quand ils m'ont tiré dessus, j'ai décidé de partir. Je me suis sentie en cage. [Sur son actuelle vie] Maintenant ? Une nouvelle vie.

¹⁶⁰⁴ Entretien avec « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région: Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

Une meilleure stabilité, il me reste à obtenir ma propre maison. Une vie tranquille. Dans le milieu dans lequel je suis, personne ne sait [que c'était un membre des FARC]. Personne n'a à connaître ma vie! [Quels ont été les aspects positifs et négatifs de son appartenance aux FARC ?]. Le bien ? Le respect que l'on reçoit de tout le monde. Pour le reste, tout est mauvais. Rien dont je puisse m'enorgueillir. J'ai même honte. Ma famille, tout le monde me pointe du doigt, ils vont rester marqués. (...) Ils m'appelaient *la churca* [femme aux cheveux frisés], à cause de cela, maintenant j'ai les cheveux lissés tout le temps »¹⁶⁰⁵.

En plus des entrevues réalisées, 4 membres des FARC ont accepté de répondre par écrit à 4 questions sur les raisons pour lesquelles ils sont entrés puis se sont retirés de la guérilla, comment s'est déroulée leur expérience dans le groupe, et quelques détails sur leur militantisme dans cette organisation (région ou front d'appartenance). Il n'a pas été possible d'obtenir des détails de leur vie ou aucune information personnelle précise. Les questions posées étaient les suivantes :

- a. pourquoi êtes-vous entré dans les FARC ?
- b. À quel front apparteniez-vous ?
- c. Quelle a été votre expérience dans la guérilla ?
- d. Pourquoi êtes-vous parti ?

Guérillero No. 1 : « a. Je suis entré parce que les armes me plaisaient. b. J'ai appartenu au front 21 des FARC (Tolima). c. Cette expérience a été bonne. d. Je suis parti parce que l'armée m'a capturé ».

Guérillero No. 2: « a. Pour voir si les choses dont on parlait dans la vie civile étaient vraies et si là-bas c'était différent. b. J'ai appartenu au front 26 des FARC (Département du Meta). c. Ils m'ont bien traité. d. Je suis parti parce que mon temps s'est terminé. J'étais bien mais ma maman est devenue malade et j'ai dû partir ».

Guérillero No. 3 : « a. Parce que quand j'étais petit les armes me plaisaient. b. J'appartenais au Front 28 des FARC (Départements de Boyacá et de Casanare). c.

¹⁶⁰⁵ Entretien avec « La Churca », ancienne guérillera FARC, Région: Arauca. Réalisée le 6 mai 2010. 10h40-11h20. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

Mon expérience a été bonne. d. Je suis parti parce que je suis resté seul dans une zone. Deux bataillons de l'armée sont arrivés et j'ai décidé de me livrer ».

Guérillera No. 4 : « a. Je vivais avec mes parents à la campagne et les guérilleros passaient par là. A moi, la guérilla me plaisait. b. J'ai été dans les Fronts 41, 19 et 37 (Magdalena, Córdoba et la région des Montagnes de Maria entre le Sucre et le Bolívar). c. Ils me traitaient bien. d. Je suis partie pour mes enfants (2 fils) »¹⁶⁰⁶.

Les témoignages des guérilleros obtenus dans les entretiens et l'enquête réalisée permettent d'appréhender la diversité des profils des combattants des FARC, mais aussi d'identifier certains points en commun. En ce qui concerne les différences, il est clair que les trajectoires de vie sont suffisamment diverses : « Jose Cristo » est un ancien sicaire et un narcotrafiquant ; « Hernando » a été militant de la JUCO, de l'UP et ensuite est devenu cocalero ; « Camilo » est un jeune étudiant, fils d'une famille de la classe moyenne (une maman professeur et un papa juge) qui suit la tradition familiale de se lier à la guérilla ; « Jorge » a rejoint à 16 ans les FARC pour échapper, selon lui, à une situation de chômage ; « Felipe » est un étudiant en sociologie lié à des mouvements et des organisations de gauche ; « La Churca » est une femme mariée qui, avec son époux, a décidé de travailler comme informateur et militant pour obtenir une rémunération et pour sortir d'une situation financière difficile ; « Mónica » est une jeune fille qui travaillait dans une propriété avec ses parents et qui s'est laissé « séduire » par le discours politique de la guérilla (comme la guérillera N. 4). Un autre élément saillant est l'écart existant dans les conditions socio-économiques : « José Cristo » et « Jorge » disent avoir vécu dans la pauvreté et avoir connu des difficultés économiques, alors que « Hernando », « Camilo », « Felipe », « Mónica » et « La Churca » appartiennent tous à la classe moyenne. « Camilo » dit même avoir été un « enfant gâté » qui avait tout ce dont il avait besoin ou désirait. En ce qui concerne le capital culturel (le niveau éducatif) des combattants, il recouvre divers niveaux depuis « José Cristo » qui « ne savait ni lire ni écrire » quand il a rejoint les groupes de sicaires de Carlos Lehder (avant son entrée dans la guérilla) jusqu'à Felipe qui a un diplôme universitaire de sociologie.

¹⁶⁰⁶ Enquête réalisée le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

En ce qui concerne les similitudes, bien qu'aucune des personnes interrogées n'ait précisé son lieu de naissance, tous proviennent de départements ou de régions à prédominance rurale (*el Eje Cafetero* – la zone du café –, César, Magdalena, Córdoba, Sucre et Bolívar, Caquetá, Guaviare, Arauca et Meta), où même la capitale de département est une petite ville au caractère semi-urbain (à l'exception des villes capitales des départements de la zone du café : Armenia, Pereira et Manizales). « José Cristo » semble être le seul à avoir vécu dans une grande ville du pays (Medellín), dans un quartier populaire cependant. La ruralité des lieux d'origine des guérilleros est un point important à prendre en compte dans l'analyse parce que, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la Colombie rurale accorde toujours une grande importance aux valeurs traditionnelles : prédominance d'une culture basée sur des valeurs viriles, organisation verticale et patriarcale du pouvoir, relations clientélistes tant au niveau politique que social (échange de faveurs contre pouvoir et influence) qui vont avoir un impact sur le passage à la violence armée (favorisant la violence). Toutefois, la ruralité ne signifie pas nécessairement la pauvreté dans un sens absolu. Et la pauvreté ne veut pas nécessairement dire conflit. Au contraire, plusieurs de ces départements ont une économie très solide, par exemple *el Eje Cafetero* grâce à la production agricole et industrielle, l'Arauca, le Meta, pour l'élevage et la présence d'hydrocarbures. Bien que ces départements ou régions ne puissent pas être considérés comme « pauvres », ils se caractérisent par un haut niveau d'inégalités. Dans l'étude de la lutte pour la reconnaissance comme facteur du conflit colombien, l'inégalité est un élément très révélateur, parce que tant dans le domaine du « droit » que dans celui de la « solidarité », un individu ne peut pas se sentir « reconnu » s'il connaît une situation d'exclusion structurelle ou légale, ou si, après avoir réalisé une évaluation intersubjective de ses qualités et capacités, il sent qu'il vit une situation d'injustice ou indignité. Pour un individu, expérimenter un déni de reconnaissance pourrait être plus probable dans un lieu connaissant l'abondance et la prospérité, mais auxquelles il ne peut avoir l'accès. Il est pourtant clair que la reconnaissance est non seulement une évaluation de la situation de l'individu face aux autres, mais est aussi, et principalement, une auto-évaluation de l'image que l'individu a de lui-même.

L'impact de l'inégalité et de l'« inclusion précaire » est également présenté par les enquêteurs Fernán González, Ingrid Bolívar et Teófilo Vásquez dans leur étude de la géographie de la guerre en Colombie :

« Le conflit est normalement situé dans les régions qui ont expérimenté un développement économique rapide et où s'est récemment produite une plus grande intégration au développement et à la politique nationale, mais où les possibilités d'accès aux nouvelles richesses maintenant générées sont assez inégales et où l'accumulation rapide de richesses contraste avec les populations voisines qui n'ont pas facilement accès à la richesse récemment créée. Ce processus de développement économique contraste alors avec la faible présence et l'inefficacité des organismes régulateurs de l'État, qui se trouvent dépassés par les tensions et les conflits sociaux qui y sont générés et qui dépassent les capacités des rares institutions étatiques qui y opèrent (...). L'inégalité de l'accès au développement régional et l'inclusion précaire dans la vie politique et économique de l'ensemble de la nation qui l'accompagne créent les conditions pour l'insertion et la consolidation de groupes armés dans les espaces interstitiels produits par cette inclusion inachevée de ces régions et populations, ce qui alimente la perception subjective d'inégalité par le contraste observé entre la pleine intégration à laquelle ils n'ont pas accès, et leur condition, qui n'est pas non plus une totale exclusion »¹⁶⁰⁷.

Le sentiment de ressentiment face aux différences économiques perçues comme « injustes » par les anciens guérilleros transparaît dans les témoignages de certaines personnes interrogées. Par exemple, « Mónica » raconte : « Les gens qui ont de l'argent aiment toujours emmerder les autres (...) Ce serait bien que l'égalité existe. Ce n'est parce que je suis riche que je peux faire ce que je veux. Plus ils ont de l'argent, plus ils en veulent ». Le récit de « Mónica » n'est pas simplement un discours en faveur d'une plus grande égalité économique et sociale, mais constitue clairement un jugement de valeur. « Mónica » non seulement délimite une frontière symbolique entre elle-même et les « riches » mais ceux-ci sont définis comme des êtres immoraux, qui abusent des autres, profitent de l'avantage procuré par l'argent et ont un comportement « prédateur » (ils ne possèdent jamais assez), ce qui justifie, aux yeux de « Mónica », sa lutte et celle des guérilleros. « Hernando » explique pour sa part que : « On est avec le prolétariat, la bourgeoisie exploite. Je suis d'accord avec leur idéologie [la guérilla] ». Influencé par la formation politique reçue dans la JUCO et dans les

¹⁶⁰⁷ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vázquez (Teófilo), *op.cit.*, 2002. pp. 119-120

FARC, Hernando établit aussi une frontière claire entre lui (il s'autodéfinit comme prolétaire) et la « bourgeoisie » exploiteuse par nature.

Dans le témoignage d'« Hernando », il s'observe aussi un phénomène commun à tous les guérilleros démobilisés interrogés à savoir le détachement symbolique de l'individu par rapport au mouvement dont il faisait partie. En faisant référence aux FARC, les ex-combattants ne disent pas « nous » mais parlent d'« eux », comme s'il s'agissait d'un élément externe. « Hernando », un guérillero démobilisé, dit être d'accord avec « leur » idéologie (des FARC) comme s'il ne se sentait déjà plus appartenir à la même communauté imaginaire que les autres combattants ou leaders du mouvement. Le même phénomène s'observe dans les cas de « Camilo » qui exprime cette frontière dans des termes spatiaux quand il dit que « l'on est là-bas ou l'on est ici » ; de « Jorge » quand il dit : « ils ont eu des principes, maintenant ce sont des narcotrafiquants (...) la faute pèse sur le gouvernement mais aussi sur eux », où il semble exprimer un détachement complet par rapport à l'identité du groupe auquel il appartenait ; de « Mónica » qui explique qu'« une guerre entre l'ELN et les FARC a débuté, ils ont commencé à s'entretuer, et m'ont tiré dessus pour cela », comme si elle avait été victime d'un affrontement entre deux parties auxquelles elle n'était pas réellement liée. Mónica va même plus loin, en disant qu'elle se sent maintenant « honteuse » d'avoir été guérillera. L'identification identitaire au groupe, qui a pu exister durant son engagement armée disparaît très vite dans la majorité des cas avec le retour à la vie civile. Et les mécanismes de reconnaissance qui caractérisaient cet engagement vont devoir être reconstruits dans le cadre d'une nouvelle vie, avec de nouvelles règles et valeurs sociales. Dans le cadre des entretiens réalisés, tous les anciens combattants étaient en train de réussir leur processus de réinsertion (ils étaient en train de suivre des études, avaient fondé une famille ou étaient en train de travailler). Mais le « retour à la vie civile » n'est pas toujours possible, notamment pour ceux qui ressentent des difficultés pour « vivre une vie sans armes », mais les ex-guérilleros ne peuvent pas revenir facilement dans le groupe parce qu'ils seraient accusés de trahison et seraient soumis à un « procès révolutionnaire ». Aussi, parfois, ils reprennent les armes en se liant alors à des groupes de

délinquance de droit commun ou en rejoignant des groupes paramilitaires ou des bandes criminelles.

Un autre point commun des personnes interrogées est que la majorité d'entre elles se sont liées très jeunes à la guérilla ou aux activités armées (comme dans le cas du sicaire). « José Cristo » est devenu à 12 ans garde du corps d'un narcotraffiquant et a rejoint les FARC à 20 ans ; « Hernando » dit qu'il a eu un contact avec la guérilla à un très jeune âge ; « Camilo » s'est enrôlé à 21 ans ; les FARC ont convaincu « Jorge » de partir pour la guérilla à 16 ans ; « Felipe » s'est lié à la guérilla quand il était étudiant; Mónica est aussi partie avec la guérilla à 16 ans; et La Churca s'est enrôlée dans les FARC à 24 ans. Comment nous l'avons vu en détail dans le chapitre précédent, sur le plan du développement psychologique, les enfants et les adolescents sont à un moment décisif (mais problématique) de la définition de leur identité personnelle. Ils ont une plus grande tendance à manifester un comportement fondé davantage sur des éléments émotionnels que sur une rationalité coût-bénéfice. A cet âge plus qu'à d'autres, l'expérience des dénis de reconnaissance peut avoir un impact très important sur le comportement des individus, qui ont plus tendance à manifester une révolte contre l'autorité, et à chercher à s'intégrer aux groupes ou à adopter des pratiques (comme le port d'armes) qui leur permettent d'éprouver une plus grande sécurité identitaire et personnelle.

Tant le thème de l'âge auquel les combattants s'enrôlent que la socialisation précoce à la violence sont fondamentales pour comprendre la décision prise par certaines personnes de se lier aux FARC. La socialisation à la violence a deux composantes : d'une part, la présence, y compris historique, de la guérilla dans quelques zones du pays qui donne au groupe le caractère d'autorité *ad hoc* sur certains territoires et populations; et d'autre part, comme nous l'avons dit plus haut, l'acceptation de certains comportements violents (physiques et symboliques) comme partie intégrante des échanges sociaux et comme mécanismes pour parvenir à certains objectifs. En parlant des raisons pour lesquelles les personnes interrogées sont entrées dans la guérilla, diverses expressions revenaient comme : « et les guérilleros sont arrivés et ils se sont emparés du territoire. Ils disaient ceci est une famille. Nous sommes votre famille », « il faut collaborer avec le groupe [armé] qu'il y a », « j'ai grandi dans un milieu où seulement ils (les guérilleros) se voyaient (...). L'on est là-bas ou ici. Ma

famille en faisait partie » ; « la guérilla était dans la région. Ma maman devait leur faire des faveurs » ; « on ne peut pas nager contre le courant. L'on ne peut pas nager contre la rivière. Il faut obéir, sinon, tu morflés »... La présence de la guérilla, l'acceptation de son pouvoir ou autorité, ajoutées à une relative « normalité » de la violence, orientent la lutte pour la reconnaissance, qui dans un autre contexte pourrait être pacifique, vers une voie de violence physique ou armée.

En ce qui concerne la « normalité » de la violence¹⁶⁰⁸, Peter Waldmann a livré une analyse intéressante sur l'existence d'une culture de la violence en Colombie. Celle-ci se manifesterait dans les pratiques et les discours qui acceptent encore tacitement l'usage de la violence comme un mécanisme d'interaction sociale et pour la réussite d'objectifs personnels et collectifs¹⁶⁰⁹. Il est certain, comme le remarquent les fonctionnaires du PNUD dans le rapport *El conflicto : callejón con salida*, que :

« Même si parler d'une culture de la violence peut sembler excessif, il n'y a aucun doute sur le fait qu'un conflit aussi long et traumatique a un retentissement dans cette sphère : la violence finit par affecter la manière dont nous pensons, et la manière dont nous pensons peut apporter plus de violence. Ainsi, dans le processus de changement des « signaux » ou encouragements qui donnent lieu aux actions violentes, il est crucial d'inclure « les imaginaires », c'est à dire les représentations généralisées sur l'être et le devoir être de la société dans laquelle nous vivons »¹⁶¹⁰.

Plus ponctuellement, dans le cas colombien, tant dans les témoignages de la population civile que dans ceux des anciens combattants guérilleros, le mot clef pour comprendre ce phénomène pourrait être celui de « s'habituer » ou « être habitué » à la violence. « José Cristo », l'ex-guérillero de l'*Eje Cafetero* indique : « quand la personne n'est pas habituée il est très difficile de tuer quelqu'un. Mais pour ceux qui ont l'habitude, d'avance on en redemande » alors que « Monica » remarque que « l'on est un animal d'habitudes », elle s'est habituée à une vie rythmée par les tours de garde, à dormir avec ses vêtements et son armement, aux cours de politique et d'explosifs. Désormais, bien que « l'armement lui manque », elle doit « s'habituer à la vie civile ».

¹⁶⁰⁸ Voir aussi les résultats des études réalisées sur la normalité ou la quotidienneté de la violence au travers de l'analyse du discours en Colombie et d'autres pays de l'Amérique latine, présentés dans le livre « La Violence dans l'imaginaire latino-américain », dirigé par André Corten et Anne-Elizabeth Côté.

¹⁶⁰⁹ Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2006 ; et Waldmann (Peter), *op.cit.*, 2007. pp. 61-75

¹⁶¹⁰ PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 9. Traduit et cité par Quiñones Cely (Clara Beatriz), *Violence colombienne et séries de fiction des années quatre-vingt-dix : imaginaires de la représentation médiatique de la violence colombienne : séries de*

Mais cette « accoutumance » à la violence armée ne se produit pas seulement à l'intérieur du groupe guérillero. Les civils des zones où agissent ou agissaient les FARC semblent s'être aussi « accoutumés » au conflit. Par exemple, dans une entretien réalisée avec « Inés » (une professeur retraitée de 58 ans) sur l'une des prises guérilleras de la municipalité de La Uvita (Boyacá), celle-ci rapporte : « trois jours après les faits, j'ai voyagé à La Uvita pour visiter mes parents tous deux âgés de 90 ans et d'autres membres de ma famille. Franchement, je les ai trouvés très tranquilles, comme s'ils s'habituait déjà, et ils ont commencé à raconter des anecdotes comme par exemple que l'un d'eux, 15 minutes avant le commencement de la fusillade, était sorti dans la rue pour chercher un café. Et une autre dame racontait qu'avant la prise, elle avait demandé à un policier qui était près du mur de sa maison s'il voulait une limonade et le policier lui avait répondu que non, qu'il préférait un café bien fort. La même personne raconte que, depuis un interstice de sa fenêtre, elle avait observé le même policier angoissé en voyant son fusil se réchauffer et qui était resté tout ce temps avec une grenade à la main et sans faire feu. Heureusement, cela avait coïncidé avec la fuite des guérilleros »¹⁶¹¹.

Pour sa part, « Saúl Estéban », un travailleur indépendant de 50 ans, parle de la prise guérillera de la municipalité d'El Espino (Boyacá), et rapporte qu'après la prise : « Bon, il semble qu'à la suite de cette prise si absurde et de la présence de la guérilla dans de nombreuses municipalités spécialement Chiscas et Chita, le gouvernement a organisé un bataillon de Haute Montagne dont le siège se situe à Piedra de Sal du hameau Santa Ana à El Espino. Actuellement [en 2010] ce bataillon avec près de 2000 hommes surveille si bien toute la région qu'à l'exception de petites escarmouches, les gens se déplacent aujourd'hui avec une tranquillité relative dans toute la région. Les gens craignent qu'un changement de gouvernement empêche de poursuivre la présence de l'armée et que, par conséquent, revienne l'époque de la présence guérillera. Pour cela, même s'il existe des critiques envers l'actuel

fiction diffusées par la télévision pendant les années 90 (1989-1999), 218 p. + 1 DVD. Th. Doct. : Sciences de l'information et de la communication, Paris 8, 2008.

¹⁶¹¹ Entretien avec « Inés », enseignante à la retraite. Réalisé le 2 avril 2010. Lieu : Bogotá.

gouvernement [Alvaro Uribe], la majeure partie des gens voterait pour un nouveau mandat de l'actuelle administration »¹⁶¹².

Pour sa part, « María », professeur de la municipalité de San Agustín (Huila) raconte que : « une fois, est arrivée au collège une enseignante qui était réinsérée [de la guérilla]. Elle était traitée normalement, mais l'on remarquait qu'elle n'était pas tout à fait à l'aise, parfois elle disparaissait plusieurs jours et revenait avec naturel. Le fait est qu'un jour, elle a été arrêtée par la police et incarcérée en prison. Cependant, un an après, elle a de nouveau été réintégrée comme enseignante ». Et actuellement, où est-elle ? « - Elle est enseignante dans le Collège et on la traite normalement. Je crois que, compte tenu des hauts et des bas du conflit en Colombie, en ce moment, nous sommes préparés à accepter nos différences et sommes disposés à vivre avec ceux qui acceptent de mener leur vie en accord avec la constitution acceptée »¹⁶¹³.

Dans les trois témoignages de civils habitant des départements où les FARC ont eu une présence importante de la fin des années 90 à la fin 2006, il faut remarquer la manière dont la population civile s'adapte à la présence de la guérilla et des autres acteurs armés. Par exemple, après une attaque armée des FARC, les gens reprennent rapidement leur routine quotidienne : ils sourient et se racontent des anecdotes sur les moments vécus. Dans le témoignage d'« Estéban », il apparaît que pour quelques habitants des zones en conflit, la gestion de la violence armée (par exemple la présence de l'armée pour faire face à la présence de la guérilla) est un élément plus important que les autres quand il s'agit de prendre des décisions d'ordre politique comme l'élection d'un nouveau gouvernement. Dans le témoignage de « María », se manifeste la nécessité d'« agir normalement » face aux individus impliqués dans la « guerre ». Bien que soit reconnu le fait qu'ils (les anciens guérilleros) ont eu une trajectoire personnelle différente, cet élément biographique est assumé comme étant « normal » afin de ne pas déstabiliser l'équilibre de la communauté, dans ce cas, l'école d'un village, et probablement la population dans son ensemble.

En relation directe avec l'influence exercée par la présence guérillera (préalable) dans la décision de prendre les armes, un élément de « tradition familiale » apparaît

¹⁶¹² Entretien avec « Saúl Esteban », travailleur indépendant. Réalisé le 10 février 2010. Lieu : El Espino (département de Boyacá).

¹⁶¹³ Entretien avec « María », professeur École municipale. Réalisé le 3 mai 2010. Lieu : San Agustín (département du Huila).

comme pouvant expliquer le passage à la violence de certains sujets. Bien que cela ne soit pas présent dans tous les témoignages des interviewés (seul « Camilo » y fait référence directement : « Ma famille en faisait partie. Mon frère médecin est encore là-bas. Ma soeur est décédée dans l'opération Karina »), il est certain qu'il s'agit d'un élément récurrent dans les récits et les histoires de vie de guérilleros recueillies dans les sources secondaires. L'influence familiale est déterminante pour démontrer comment le processus d'identification individuelle au profit du groupe, ou en d'autres termes, les liens identitaires, peuvent déterminer la trajectoire d'un individu en l'orientant vers la prise des armes, obéissant aux bornes morales fournies par son entourage primaire. Par exemple :

« Atahualpa » explique « qu'il s'est engagé dans la guérilla dès son enfance, suivant là une véritable tradition familiale ». Il dit : « Mon père était un guérillero au service de Dumar Aljure et de Guadalupe Salcedo, deux importants chefs de guérillas libérales, qui finirent par se rendre à l'Armée en 1953 (...). Mon premier jouet a été un fusil »¹⁶¹⁴ ;

« Cristián », un garçon d'environ vingt-deux ans, était le frère de Natalia et d'Alexandra, deux brunes grandes et séduisantes. Tous les trois avaient grandi à Juntas, un hameau de la municipalité de Nóvita (Chocó). (...) En plus, de deux autres frères, connus dans la zone comme Rambo et Pantera ; ce dernier avait souffert d'un accident dans son enfance et s'était brûlé une bonne partie du corps¹⁶¹⁵.

Le témoignage d'« Ever » est rapporté ci-dessous :

« Dès ses 9 ans, il portait un revolver, quand il marchait avec son père, lui aussi guérillero, et à 14 ans, il était parti avec l'ELN [par la suite il s'est lié avec les FARC]. Au cours du temps, ses frères ont commencé à arriver, au compte-gouttes, dans les campements. « Ils me disaient qu'ils s'ennuyaient à la maison », dit-il. « J'ai dit à tous de repartir, que c'était dur, que ce n'était pas pour eux. De plus, c'était des jeunots : le plus âgé était Carlos, 17 ans. Il y avait aussi Luz, qui à ce moment là avait 13 ans ». Ever, qui parvint à être commandant d'équipe, finit par être le père de ses frères au milieu de la guerre (...). La paranoïa de l'infiltration a atteint deux de ses frères. Le premier à tomber fut Camilo, le garçon de 17 ans, en 1999. Dans une espèce d'assemblée, après un combat, il a été accusé par certains d'être un infiltré (...). La même année, Julián, un autre des frères, de 15 ans, a été accusé parce que pendant une garde, il avait tiré un coup de feu par accident. Il fut attaché puis, le jour suivant, devant tous, ils l'ont égorgé (...). Luz et Jairo survivaient. Ils sont tombés deux ans après aux mains des paras qui les firent disparaître quand la jeune fille de 15 ans est allée au village laisser son fils de un mois à sa grand-mère »¹⁶¹⁶.

¹⁶¹⁴ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2008-2009. pp. 103-106

¹⁶¹⁵ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. pp. 173-175

¹⁶¹⁶ « Guerrillero que impulsa desmovilización de subversivos vio morir a cinco hermanos en la guerrilla », *El Tiempo*, 12 avril 2008 (en ligne).

L'un des leaders traditionnels des FARC vient également d'une ligne de tradition guérillera.

Víctor Julio Suárez, alias « Jorge Briceño » ou « El Mono Jojoy », est le « fils de l'une des premières femmes guérilleras, qui selon les rumeurs était une cuisinière de Jacobo Arenas. Il a rejoint les FARC en 1975, dans la zone du Sumapaz, comme combattant du rang, et il a ensuite fait partie du Bloc Oriental, où il a monté les échelons jusqu'à en devenir la figure principale. Son frère Noé, connu comme Grannobles, [a été] chef du Bloc Oriental et membre de l'Etat major central, deuxième organe de direction des FARC »¹⁶¹⁷.

C'est aussi le cas de « Karina », Elda Nellys Mosquera, ancien membre de l'Etat Major Conjoint, qui s'est rendue à l'armée en mai 2008. « Karina » a été nommée « gérante de paix » par le gouvernement d'Alvaro Uribe, et sa mission était de contribuer à la désertion d'autres guérilleros et de « promouvoir » son expérience comme guérillera pour dissuader les autres de prendre la voie des armes.

« Ses parents ont fait partie du parti communiste et Elda Nellys, adolescente, n'entendit parler de rien d'autre qui ne soit la JUCO, la Jeunesse Communiste. Un frère aîné est parti avant elle à la guérilla et à la maison, on disait seulement qu'il "était parti avec les garçons de la montagne". Un autre frère a suivi ses traces et est mort au combat. Elle avait 16 ans quand elle s'est jointe aux FARC. Avant ça, elle avait rêvé de ce que presque toute petite fille rêve, se marier, être infirmière. Mais elle est partie convaincue pour la forêt »¹⁶¹⁸.

Dans son livre, *La lutte pour la reconnaissance*, Honneth précise que le point de départ de son analyse est le principe selon lequel : « *la reproduction de la vie sociale s'accomplit pour l'impératif d'une reconnaissance réciproque, parce que les sujets ne peuvent parvenir à une relation pratique avec eux-mêmes que s'ils apprennent à se comprendre à partir de la perspective normative de leurs partenaires d'interaction, qui leur adressent un certain nombre d'exigences sociales* ». Or, il est nécessaire d'ajouter un élément dynamique à ce principe : « *l'impératif ancré dans le processus de la vie sociale opère comme une contrainte normative, qui pousse les individus à élargir progressivement le contenu de la reconnaissance, parce que c'est le seul moyen pour eux de donner une expression sociale aux exigences toujours croissantes de leur propre subjectivité* »¹⁶¹⁹. En ce sens, les premières relations affectives qui s'établissent avec les parents et avec le noyau familial sont fondamentales dans la construction identitaire et normative de l'individu,

¹⁶¹⁷ « Las Farc en retirada », *op.cit.*, 2011.

¹⁶¹⁸ Ortiz (María Paulina), *op.cit.*, 2009, (en ligne).

¹⁶¹⁹ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. p. 113

conditionnant pour l'avenir la manière dont on cherche à augmenter les sphères de la reconnaissance.

En plus de la socialisation précoce à la violence (générale) et à la présence des FARC (en particulier) qui ont favorisé l'expression de préférences pour l'engagement armé des guérilleros interrogés (les éléments qui correspondent plus à des éléments normatifs, moraux ou de formation identitaire et psycho-sociale, qu'à des facteurs d'un schéma de décision rationnelle ou objective), il est intéressant d'observer la manière avec laquelle est présentée la décision de se lier aux FARC. Ainsi, présenter cette décision comme quelque chose qui obéit aux facteurs dits « irrationnels » ou qui a été imposé, est un point commun à tous les entretiens. Aucune des personnes interrogées ne présente le fait d'avoir été liée aux FARC comme une décision prise de manière rationnelle dans la recherche d'un objectif particulier (la même chose se retrouve dans la majorité des cas au moment de la désertion). Il s'agit plutôt de « s'être laissé porter par les circonstances », « d'avoir été obligé » ou bien de l'avoir fait « par goût ». Ainsi, les personnes interrogées disent qu'« à cause des mauvaises amitiés, des mauvaises relations » elles ont rejoint les groupes illégaux ; « à 16 ans, ils m'ont convaincu de partir pour là-bas » ; « j'avais une vie normale mais les gens vous impliquent là dedans ». « On est ensuite plus là-bas qu'ici » ; « je vivais avec mes parents à la campagne et les guérilleros passaient par là. La guérilla me plaisait à moi ». En ce sens, les témoignages des personnes interrogées paraissent confirmer l'idée que « *l'entrée dans la violence, moins qu'un choix, relève avant tout d'un contexte* »¹⁶²⁰ politique, économique et socio-culturel.

Un autre élément qui se détache dans les interviews et les enquêtes réalisées est le « goût des armes ». Les ex-combattants interrogés racontent : « – la partie politique vous intéressait-elle, les armes ? » « – Les armes évidemment! Le pouvoir, me sentir quelqu'un » ; « nous avons besoin de travailler et les armes nous plaisaient » ; « je suis entré parce que les armes me plaisaient » ; je me suis joint à la guérilla parce que « quand j'étais petit, les armes me plaisaient » ; « dans la réinsertion ce qui me manque, par exemple, sont les armes ». C'est un élément qui apparaît aussi dans plusieurs des témoignages des guérilleros obtenus dans d'autres sources.

« Elías », un guérillero de Barrancabermeja (Santander) explique que : « *la plus grande erreur est que là-bas vous croyez être quelqu'un si vous portez une arme (...). Quand je me suis mis dans cette merde, j'avais quinze ans et je me suis fait embobiner par cette histoire du pouvoir des armes, et pour croire que j'allais avoir toutes les femmes à cause de cela* »¹⁶²¹.

« Esneider », entré dans la guérilla à 14 ans, raconte : « *je me suis fait des illusions sur les armes. Une fois, une patrouille de l'Armée est passée dans le village et je leur ai demandé de m'emmener, mais ils m'ont dit que je n'avais pas encore l'âge. Alors, comme dans la guérilla ils acceptent les mineurs, j'ai décidé de partir pour là-bas* »¹⁶²².

« Deissy », guérillera du département de Risaralda, commente que, dans le cas d'un procès révolutionnaire réalisé contre un guérillero appelé « Dairon », ceux qui ont pris sa défense « *ont été sanctionnés par la confiscation de leurs armes, parce que pour ceux-ci [les guérilleros] c'est le plus grand acte d'humiliation* »¹⁶²³.

La Defensoría del Pueblo¹⁶²⁴, dans une étude réalisée avec l'appui d'Unicef, a déterminé que 87% des enfants recrutés par les groupes armés entrent volontairement dans le groupe, et la majorité le fait parce que « *les armes et les uniformes leur plaisent* »¹⁶²⁵. Les références au goût pour les armes ou au pouvoir des armes sont des éléments qui suggèrent, selon les termes utilisés par Kimberly Theidon, l'existence d'une « *gun culture* » c'est-à-dire d'un environnement social dans lequel la masculinité, la puissance et les armes sont étroitement liés, ou plus précisément d'un climat où les armes, les hommes et la violence sont « *glorifiés* »¹⁶²⁶. Le paradoxe consiste en ce que dans ce contexte, les armes et les hommes (ou les femmes) qui les utilisent sont considérés au même temps comme une menace et comme une source de sécurité dans une atmosphère hautement violente¹⁶²⁷. Et si ces armes sont un mécanisme pour atteindre des objectifs

¹⁶²⁰ Crettiez (Xavier), *op.cit.*, 2008. p. 21.

¹⁶²¹ Gonzalez (Estefanía), Jiménez (Orián), *Asesinos en tregua, Vidas cruzadas por la guerra*, Intermedio Editores Ltda, Bogotá, Primera edición, diciembre 2008, pp. 179- 220.

¹⁶²² Henao, (Evelio), *op.cit.*, 2002. p. 74

¹⁶²³ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. p. 144-154

¹⁶²⁴ Institution étatique en charge de la promotion et défense des droits de l'Homme

¹⁶²⁵ « Los niños de la guerra son reclutados 'voluntariamente' », *EFE*, 11 décembre 2006, (en ligne).

¹⁶²⁶ Theidon (Kimberly), *op.cit.*, 2009. p. 33.

¹⁶²⁷ *Ibid.* p. 19.

économiques (enrichissement) ou stratégiques (contrôle de territoires, ressources, populations), il est certain que selon les témoignages de guérilleros comme Camilo, elles sont aussi un mécanisme pour « devenir quelqu'un » et les perdre signifie une « humiliation » (« Deisy »), ce qui signifie que les armes sont un instrument pour obtenir la reconnaissance, non seulement par rapport aux autres, mais aussi par rapport à soi-même. Dans le documentaire *Dix jours avec les FARC*, David Beriain présente le témoignage d'une femme guérillero, « Johanna » qui déclare :

« Je suis entrée dans la guérilla presque sans m'en rendre compte. Je voulais être policière parce que les uniformes me plaisaient, la discipline, l'allure. Mais j'ai fini par devenir une guérillera parce que la guérilla était présente là où je vivais. Je ne savais pas réellement ce que c'était jusqu'à ce que j'arrive dans les campements. L'idéologie est venue après. Cela m'a plu et je suis resté. Je lutterai jusqu'à ce que je sois vieille...ou qu'ils me tuent »¹⁶²⁸.

L'une des stratégies de recrutement des FARC est justement le « goût pour les armes » que peuvent avoir les mineurs. Selon le Ministre de la défense, Juan Carlos Pinzón, (2011-), « *l'une des formes cyniques de recrutement est le goût pour les armes. Ils emmènent les enfants, les laissent jouer avec des armes et, il faut le dire, à quel enfant les armes ne sembleraient pas une curiosité. C'est une manière de le faire* »¹⁶²⁹. En Colombie, en conséquence du long conflit et de l'expansion d'éléments socioculturels liés aux activités délictueuses comme le trafic de stupéfiants, les armes sont un mécanisme pour sortir de l'« invisibilité » que peut sentir un sujet ou pour surpasser la paralysie émotionnelle que les victimes de violences peuvent expérimenter (des dynamiques de vengeance pour dépasser l'état de victime considéré comme faible ou vulnérable).

Les armes apportent aussi un pouvoir pour résoudre jusqu'aux petits différends de la vie quotidienne. « Maria » (professeur de la municipalité de San Agustín, Huila) raconte que :

« Est arrivée au collège une étudiante de la campagne et elle était très mauvaise élève, elle ne faisait rien dans ma matière qui est l'anglais et logiquement après la remise des notes, elle devait repasser la matière. Peu de jours après, j'ai commencé à recevoir des messages, provenant a priori de la guérilla, dans lesquels il était écrit que si l'étudiante ne réussissait pas la matière, ma vie serait en danger. Après quelques jours, je me suis résolue à en parler au Recteur du Collège et

¹⁶²⁸ Beriain (David), « En el Corazón de las Farc : día uno », *Especial 10 Días con las FARC*, 14 mars 2008, (en ligne).

¹⁶²⁹ « Niñas que recluta la guerrilla se vuelven esclavas sexuales », *El País*, 18 novembre 2011, (en ligne).

ensuite, pendant le cours, je leur ai dit : j'ai reçu des messages avec le contenu suivant... je veux dire aux guérilleros, que selon ce que j'ai entendu, ils veulent une société juste et des personnes responsables, ils n'aiment pas les injustices... si cela est vrai, l'étudiante n'a pas d'autre alternative que de travailler, avoir de bons résultats, car lui donner la note, ne serait pas juste, sous aucun aspect. – “Et vous n'avez pas eu peur ?” – Oui, j'ai eu très peur, mais si j'avais cédé, ma carrière d'enseignante aurait été détruite, le chantage aurait pu se reproduire avec n'importe qui, le fait est que les messages ont cessé d'arriver et bien que je sois restée très nerveuse et que j'allais toujours accompagnée au collège, de même au retour, mais la chose s'est calmée... Je pense que l'étudiante était bien une amie des guérilleros »¹⁶³⁰.

Bien que dans ce cas, la stratégie utilisée n'ait pas donné de résultat, il est certain que cela montre que la guérilla et les armes dont elle dispose sont utilisées pour obtenir même de petites « reconnaissances personnelles » comme, dans ce cas précis, garantir une qualification académique déterminée. Ces éléments ont été aussi observés par d'autres enquêteurs, comme Gutierrez Sanín: « Le statut. Les guérilleros disent : nous, travailler avec une machette? [façon de tuer associée au paramilitaires] Jamais! Alors, ils disent : les paysans nous parlent à cause de « ceci » Et ils embrassent leur arme! Et ils disent que les femmes aiment le “cuivre” (sic) : la police, l'armée, la guérilla »¹⁶³¹. Selon un autre habitant d'une région où les FARC étaient dominantes, les paysans s'habituent à obéir aux gens ayant des armes. « Les colons et les paysans cèdent à n'importe quelle personne avec une arme. Soyez avec l'armée, les paramilitaires, ou les guérilleros »¹⁶³². Dans une relation de soumission, le partenaire subalterne peut développer des sentiments d'admiration et d'identification avec le maître. En plus de la puissance pure, les armes offrent d'autres avantages sociaux. D'abord, elles sont un symbole et une source de statut et d'importance sociale et politique – « les armes à feu sont cool ». Jorge Briceño, un des principaux leaders des FARC, a une fois carrément répondu aux journalistes qui demandaient pourquoi les FARC ne renonceraient pas à leurs armes : « nos armes sont la garantie de n'importe quelle entente. Si vous y renoncez, c'est la fin. Pas même les journalistes ne viendraient pour parler avec

¹⁶³⁰ Entretien avec « María », professeur École municipale. Réalisé le 3 mai 2010. Lieu : San Agustín (département du Huila).

¹⁶³¹ Gutiérrez (Francisco), *op.cit.*, 2008. pp. 22-23

¹⁶³² *Ibid.* pp. 22-23.

nous ». Porter une arme donne aussi un sentiment de sécurité subjectif - dans un environnement caractérisé par l'illégalité prolongée et l'incertitude¹⁶³³.

Finalement, un élément additionnel se détachent des entrevues et des enquêtes analysées : le rôle du mauvais traitement infantile ou juvénile comme élément décisif dans la décision de prendre les armes. Cet élément est important à l'heure d'étudier les profils des guérilleros et les modèles de reconnaissance individuelle et personnelle parce qu'ils intègrent une catégorie qui pourrait être nommée « victimes de la violence ». En ce qui concerne le sujet du mauvais traitement familial, l'ancien commandant « Felipe » durant l'interview soulignait que « le mauvais traitement est le moteur principal du recrutement ». Joshua Mitrotti, Coordinateur de l'Unité de coopération et des relations internationales du Haut Conseil pour la Réintégration, est en accord avec lui sur ce point et affirme dans une interview que « *le thème de la famille est l'un des facteurs qui a le plus d'incidence pour qu'ils se lient aux groupes armés. En face de la violence intrafamiliale, les mauvais traitements et les abus sexuels, les enfants voient dans les acteurs armés un moyen pour voir leurs droits protégés* »¹⁶³⁴. Pour sa part Pastor Alape, des FARC, justifiait le recrutement de mineurs de la façon suivante : « *nos normes internes édictent que nous pouvons recruter entre 15 et 35 ans – se justifie-t-il –. Mais comment dire à une gamine de 13 ans que son père maltraite ou que quelqu'un a violé que tu ne peux pas l'emmener ? Il vaut mieux qu'ils soient dans la guérilla que dans ces conditions : non?* »¹⁶³⁵. De nombreux témoignages de guérilleros signalent les mauvais traitements comme raison principale pour rejoindre la guérilla, principalement pour ceux ayant incorporé les FARC en étant très jeunes. Une guérillera raconte :

« J'avais 12 ans quand j'ai rejoint les guérilleros et j'ai passé quatre ans avec eux. J'ai maintenant seize ans : une adolescente. Je n'ai pas eu d'enfance heureuse, même à la maison. Ma mère me battait tout le temps. Elle n'était pas bonne avec moi. C'est pourquoi je suis partie... j'étais malheureuse à la maison. Je pensé qu'il n'y avait d'autre choix que de m'enrôler. Ma mère m'a emmenée là-bas et je n'avais pas le prix de bus pour aller séjourner avec mon père. Elle m'a maltraitée et je l'ai détestée. À la fin, elle a dit qu'il serait mieux que je rejoigne les guérilleros. C'est ce que j'ai fait. Quelque temps après, j'ai

¹⁶³³ *Ibid.* Pp. 22-23

¹⁶³⁴ Entretien avec Joshua Mitrotti, Coordinateur de l'Unité de coopération et de relations internationales, Haut Conseil pour la Réintégration. Entrevue réalisée 12 décembre 2008. Lieu: Salón Bolívar, Palacio de San Carlos, Ministerio de Relaciones Exteriores, Bogotá (Colombia).

été fatiguée de tout le travail. Ils n'apprécient pas vos efforts et vous punissent pour tout. Ils nous ont fait creuser des tranchées de communication de quatre mètres. Vous ne pouvez dire à personne si vous êtes heureuse ou pas parce qu'ils commencent à avoir des doutes sur vous. Si vous êtes malheureuse parce que votre père ou votre mère vous manquent, pour eux, c'est une démoralisation insurmontable »¹⁶³⁶.

Isabel relate :

« Mon père m'a fait subir des violences [sexuelles] dès mes cinq ans. Il ne voulait pas que j'aille à l'école ni que je parle à qui que ce soit. Seulement que je traie les vaches. Ma mère n'était au courant de rien. C'est lui qui commandait. Mon père est venu me chercher mais je ne suis pas rentrée à la maison. Les FARC m'ont donné un AK-47 avec trois magasins de munitions, des vêtements et des bottes. Il [le père] ne pouvait plus me faire du mal (...). Maintenant que je ne combats plus, j'aimerais aller ailleurs pour apprendre et travailler. Parce que je le mérite. Je n'ai jamais parlé des violences à personne. On ne m'avait jamais posé de questions là-dessus. De toute façon, on ne parle pas de ces choses-là. Tout ce que je savais, c'est que je devais fuir »¹⁶³⁷.

Pour sa part, « Norely » est entrée dans les FARC le 11 août 1999 « *à tout juste quinze ans. Jusqu'à ce jour, sa vie avait connu peu de joie. Elle était née à Armenia, Quindío. À 8 ans, son beau-père l'avait emmenée vivre à Mistrató, où une bonne partie de son adolescence s'est déroulée à répandre de l'engrais ou à ramasser du café, d'autres fois à désherber. Fatiguée des mauvais traitements et déçue de sa famille, elle a décidé de s'enrôler dans la guérilla* »¹⁶³⁸.

Selon le psychanalyste péruvien Jorge Bruce, les victimes de la violence se transforment en *homo sacer* c'est-à-dire une personne qui reste exclue, isolée par une fracture sociale, par une frontière traumatique. La violence subie par la victime génère du ressentiment, une douleur et une rage qui ne se transforment pas toujours en actions positives mais au contraire, celle-ci cherche à « *voltear la tortilla* », c'est-à-dire à transformer les autres en victimes¹⁶³⁹. C'est l'un des aspects qui peut expliquer la décision de quelques individus de rejoindre les FARC : les armes permettent de passer de l'état de victime à celui de bourreau, d'affirmer sa force ou son pouvoir en face des autres et de donner libre cours aux processus de vengeance. Par ailleurs, l'appartenance aux groupes armés est aussi perçue comme une façon de se « protéger » et éviter d'être

¹⁶³⁵ Beniaïn (David), « La intimidad de los campamentos de las FARC », Especial 10 Dias con las FARC, *ADN*, 23 avril 2008, (en ligne).

¹⁶³⁶ *War toys: The recruitment of children by Colombian guerrillas*, *op.cit.*, 1999.

¹⁶³⁷ Témoignage d'Isabel, une ex-jeune combattante de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), 29 novembre 2003. Amnesty International, *op.cit.*, 2004. p. 12-13.

¹⁶³⁸ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. p. 81

¹⁶³⁹ Workshop « Changing Political Structures in Latin America », IV NOLAN Conference, Bergen (Norvège), 10-12 septembre 2008.

de nouveau victime. Sans avoir à l'esprit la vengeance, les individus peuvent aussi sortir de l'état « sans défense » ou de paralysie émotionnelle des victimes en se sentant faire partie d'un groupe « puissant ».

4.4.2. Les femmes des FARC

Un autre aspect saillant qui ressort de l'analyse des entretiens et des enquêtes réalisées ainsi que du matériel secondaire récolté, est celui de la participation des femmes dans les FARC. On a déjà vu que, depuis les commencements du mouvement, celles-ci l'ont accompagné en remplissant différents rôles, depuis un rôle traditionnel où les femmes se chargent des tâches domestiques, jusqu'à réaliser des travaux de nature « militaire » (participation aux combats, missions de renseignement, maniement d'explosifs et des outils de communication) à l'instar de leurs compagnons d'armes. L'on a aussi vu que selon le Front ou la région dans laquelle elles se trouvaient, les femmes pouvaient être perçues comme des « compagnes de lutte » à part entière ou comme « des objets » dans la lutte pour le prestige des combattants masculins. Comme le remarque Dominique Godineau, l'aspect guerrier est souvent associé au masculin. Par exemple, aux XVI et XVIIe siècle, en France, « *si tous les hommes ne sont pas des soldats, le masculin est (...) symbolisé en grande partie par la guerre, le combat, les armes, en opposition au féminin* »¹⁶⁴⁰.

En Colombie, malgré les progrès réalisées en faveur d'une plus grande égalité homme-femme (droits politiques, économiques et culturels garantis par la Constitution), il persiste une perception généralisée de la distinction entre « qualités masculines et qualités féminines ». Comme pour la situation décrite par Dominique Godineau sur la France révolutionnaire, l'on peut dire qu'en Colombie, l'opinion générale, surtout à la campagne, est que « *la force, le courage, l'énergie et l'audace seraient propres aux hommes, la Nature ayant en revanche doté les femmes de plus de douceur et de dévouement privé* »¹⁶⁴¹. Cependant, comme le remarque l'ex-guérillero « Felipe », la participation des femmes aux FARC est loin d'être négligeable (estimée à 2 700 femmes). Et selon des sources officielles, 30 ou 40 % des combattants sont des

¹⁶⁴⁰ Godineau (Dominique), « De la guerrière à la citoyenne. Porter les armes pendant l'Ancien Régime et la Révolution française », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, No. 20, 2004.

¹⁶⁴¹ *Ibid.*

femmes, et ce pourcentage est relativement élevé en comparaison avec les autres groupes armés : ELN et groupes paramilitaires. Gutierrez Sanín, dans sa recherche sur les différences entre les guérillas et les paramilitaires, indique que l'une des principales différences consiste en ce que, par rapport à d'autres groupes, les FARC sont composées par une plus grande fraction de paysans et de femmes.

« Il y a une forte probabilité que l'écrasante majorité de femmes actives dans la guerre colombienne appartiennent aux FARC ou sont des membres de guérillas. (...) Étant donné notre connaissance actuelle, si vous choisissez aléatoirement une femme qui combat dans un groupe illégal colombien, un pari assez raisonnable serait de 10 contre 1 qu'elle soit membre des FARC. Un nombre important de preuves qualitatives et contextuelles corrobore cette affirmation. Par exemple, dans certaines poursuites judiciaires, il y a des rapports de renseignement de l'armée colombienne qui offrent les listes des membres de plusieurs fronts de FARC. Les unités attachées à la direction des FARC (le Secrétariat) ont une grande composante féminine, près de 30 pour cent (peut-être à cause de la présence de secrétaires, etc.), qui chute ensuite au niveau opérationnel : moins de 10 pour cent. Parmi les fronts "normaux", cependant, la présence féminine est beaucoup plus grande : en moyen près de 19 pour cent »¹⁶⁴².

Dans les interviews réalisées avec d'anciens combattants, on peut observer le même phénomène : trois femmes interrogées (ou ayant répondu à une enquête) ont été membres des FARC, alors qu'aucun entretien avec des femmes paramilitaires ou de l'ELN n'a pu être réalisé.

Qui sont les femmes des FARC ? Pourquoi se joignent-elles à la guérilla ? Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, leurs profils et motivations sont aussi diverses que celles des hommes. Certaines femmes ont un profil « révolutionnaire » comme « Felipe ». C'est le cas par exemple de Vanessa López, qui s'est liée à la guérilla lors de ses études de biologie dans une université publique colombienne. Vanessa a passé 8 ans dans les FARC et est arrivée à la guérilla « fatiguée de l'injustice sociale de ce pays ». Elle a été éblouie par l'idée de la révolution et le romantisme du discours révolutionnaire ou « l'amour de la justice ». Vanessa explique :

« Quel étudiant qui a un cœur ne voudrait pas améliorer les conditions de vie des dépossédés ? Ces gens luttent vraiment pour une cause. Ces gens ont leur *carreta* (discours) bien clair. Mes amis de l'université me disaient "c'est une expérience super géniale. Nous avons été dans la montagne avec la guérilla. Il y a eu des fêtes. Tu ne sais pas ce que tu as raté". Moi, j'étais curieuse, je demandais : et comment sont-ils ? Qu'est-ce qu'ils disent ? Y

a-t-il beaucoup de femmes ? Mais une fois dedans, les choses n'étaient pas comme je les imaginais. Cela m'a frappé de voir des filles plus jeunes que moi, j'étais aussi très jeune et très immature, des filles de 13 ans dont le fusil paraissait trop grand. Et de voir des groupes de 6 partir dont seulement 2, 1 ou personne revenaient. Il y a des jeunes qui meurent dans le pays parce qu'ils ne savent pas utiliser une arme. Alors, j'ai commencé à souffrir d'une "démoralisation surmontable", comme cela s'appelle dans la guérilla, et fait l'objet d'une "surveillance révolutionnaire". Je disais : "voyons est-ce que je peux travailler dans d'autres espaces". – "Non". – "J'ai demandé ma sortie". – "Non, ma vieille, si vous vous formez pour un commandement (Front Antonio Nariño), il y a seulement quelques points à améliorer et ça ira". Mais mon problème n'était pas le "pouvoir", ce que je voulais c'était ma liberté, ma vie, et ils n'ont jamais compris cela »¹⁶⁴³.

Comme dans les autres témoignages d'anciens combattants, les raisons de s'enrôler et de désertir correspondent à une échelle de valeurs de l'individu : recherche du pouvoir ou de la puissance ou lutte pour la justice ou besoin de liberté, etc.

Dans d'autres cas, le profil en cause ne correspond pas à une vocation politique révolutionnaire proprement dite. Dans le cas des personnes interrogées, « Monica » semble avoir été poussée par une recherche d'égalité aussi bien entre les sexes qu'entre riches et pauvres : « Là-bas l'égalité existe. Si un homme porte une charge, une femme aussi ». La « guérillera No. 4 » dit que la guérilla qui était présente dans la région lui « plaisait ». « La Churca » parle de l'influence de son environnement, de la rémunération offerte par la guérilla qui l'a aidée à sortir d'une situation financière difficile, et relate aussi sa relation sentimentale avec un guérillero des FARC, bien qu'elle précise que ce n'est pas pour cela qu'elle a rejoint la guérilla. Cet élément est important parce que comme cela apparaît dans le chapitre précédent, beaucoup de guérilleros, mais principalement de guérilleras, sont partis à la guérilla « par amour », c'est-à-dire pour suivre un conjoint ou avec l'espérance de former un couple avec un guérillero ou une guérillera. Parlant des femmes membres des FARC, un démobilisé affirme que « nous parlons des jeunes filles de 10 à 14 ans. Ainsi, beaucoup de jeunes filles y vont pour l'amour d'un guérillero ou parce qu'elles voient ces femmes, les autres guérilleras, avoir un fusil, avoir une autorité quelconque, que tout le monde leur fait des courbettes. Et les jeunes filles tombent amoureuses de cela »¹⁶⁴⁴.

¹⁶⁴² Gutiérrez (Francisco), *op.cit.*, 2008. pp. 22-23

¹⁶⁴³ « Presencia guerrillera y paramilitar en las Universidades Públicas », *op.cit.*, 2010.

¹⁶⁴⁴ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

A part la référence à une rémunération, faite par « La Churca », aucun élément ne se rattache directement à une rationalité économique ou stratégique. Tant la recherche de l'égalité, principalement entre les sexes, que l'influence que possèdent les dynamiques de groupe sur la construction de l'identité et le comportement individuel, sont en étroite relation avec la reconnaissance mutuelle. Un élément encore plus révélateur peut être identifié en s'attachant aux raisons poussant à quitter le groupe guérillero. « Mónica » comme la « guérillera No. 4 » ont abandonné le groupe dans l'intérêt de leurs enfants. Elles ont ainsi laissé la guérilla pour avoir la possibilité d'assumer leur rôle de mères de manière complète. Dans la guérilla, il n'est pas permis d'avoir des enfants, et celles qui réussissent à mener leur grossesse à terme doivent laisser leurs enfants à des familles de la région ou, dans meilleur des cas, à d'autres membres de leur famille qui ne font pas partie du groupe. « La Churca » est une milicienne c'est-à-dire une guérilla urbaine, et l'interdiction d'avoir des enfants ne s'applique pas à elle directement¹⁶⁴⁵. Le témoignage de « la Churca » indique qu'elle a obéi aux ordres de la guérilla pour protéger son fils (« J'ai un fils. J'ai fait tout ce qu'ils m'ont dit »).

L'influence de la maternité sur la décision d'abandonner les armes est probablement l'un des éléments qui marquent plus concrètement l'importance de la reconnaissance, de facteurs moraux, émotionnels ou identitaires dans les conflits armés. En Colombie, comme Marta Mojzuk le remarque, « *associer l'être femme avec l'être mère, définir la maternité comme l'aspect fondateur de l'identité féminine a été et continue d'être une constante sociale* »¹⁶⁴⁶. Pour autant, être mère, surtout dans les aires rurales et dans les quartiers populaires des grandes villes, est un élément qui joue un rôle central dans la formation de l'identité propre et le renforcement du moi de nombreuses femmes, jeunes et adultes. Le poids que possède la maternité dans le parcours personnel de nombreuses combattantes des FARC souligne l'importance que possède la reconnaissance en tant que « mère », face à d'autres rôles sociaux ou économiques que pourrait exercer une femme. La maternité, pour la grande majorité des guérilleras qui ont déserté des FARC, fait partie des « conditions intersubjectives dans lesquelles les sujets humains s'élèvent à de nouvelles formes

¹⁶⁴⁵ Cependant, elle reconnaît avoir maintenu secrète la relation qu'elle avait avec un autre guérillero, pour qu'ils ne soient pas séparés.

¹⁶⁴⁶ Mojzuk (Marta), *Entre el maternalismo y la construcción socio-política de la maternidad*, s.d, s.i, (en ligne).

d'une relation positive de soi »¹⁶⁴⁷. Les deux témoignages recueillis directement rendent compte de cette réalité. De nombreux autres exemples s'observent dans des sources secondaires :

« Mayerlis » est une ex-guérillera qui a témoigné en octobre 2006 lors du procès pour trafic de stupéfiants qui a été réalisé aux États-Unis contre Ricardo Palmera, alias « Simón Trinidad ». Quand il lui a été demandé pourquoi elle avait déserté, elle a répondu :

« J'étais enceinte mais je voulais continuer d'accomplir mes devoirs dans les FARC et comme je ne pouvais pas le faire en étant enceinte, j'ai décidé de quitter les FARC. J'ai eu ma fille et j'ai quitté avec elle les FARC. Tout de suite, ils ont dit que je devais la laisser pour pouvoir remplir mes devoirs comme guérillera. Dans les FARC, tout ceux qui avaient des enfants devaient les laisser. J'ai dit que j'acceptais la proposition, que j'allais la laisser. Le commandant m'a félicitée pour ma décision et quand je suis parti du campement pour le faire, je ne suis plus jamais revenue »¹⁶⁴⁸.

« Natalia », a été recrutée par les FARC à 11 ans.

Elle a fui de sa maison « parce que le mauvais traitement est quelque chose de mauvais, les parents doivent savoir que cela est mal. Ma maman me maltraitait beaucoup et je me suis lassée. Alors, une amie m'a recrutée. La vie dans la guérilla n'est pas comme l'on pense. C'est une vie qui n'est pas bonne. La vie dans la guérilla ne t'apporte rien, j'ai perdu ma jeunesse (...). Tant d'années de lutte pour rien, et quelles solutions y avait-t-il ? (...). Nous autres les femmes nous avons à chercher une sortie de vie, avoir une famille, quelques enfants, leur offrir de l'amour. Dans la guérilla, si tu commets la moindre faute, même légère, ils te passent en conseil de guerre et quelques personnes décident de ta vie : une exécution ou une sanction. Et ils les tuent comme si de rien n'était (...). Je suis tombé enceinte il y a longtemps et ils m'ont fait avorter à six mois, ils m'ont dit que dans les FARC, cela n'était pas permis. Je leur ai demandé de me permettre de l'avoir et ils ont refusé. J'ai vu beaucoup de choses, une jeune fille qui avait presque neuf mois de grossesse, elle allait presque avoir son enfant quand ils ont arraché l'enfant de son ventre et elle est morte (...). Aux guérilleras, je donne un message qui vient de mon cœur, aux mille femmes qui sont là-bas. Pensez-y, toutes ont eu des avortements, ils ne les laissent pas avoir leurs enfants. Elles vivent en portant des poids, en les tirant, c'est une chose horrible. Cherchez un moyen de partir, cherchez n'importe quelle force militaire qui stationne là où vous êtes et livrez-vous, ils ne vous feront rien. J'avais peur parce que là-bas ils vous inspirent une

¹⁶⁴⁷ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000. pp. 207-208

¹⁶⁴⁸ Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2008. pp.283-284

crainte profonde, que l'on va vous tuer. Mais je me suis démobilisée et voyez, je suis vivante »¹⁶⁴⁹.

« Tatiana » a été recrutée par la guérilla à 14 ans. Elle avait au début un fiancé qui faisait son service militaire dans l'Oriente Antioqueño. La région était une zone de présence des FARC et de l'ELN et sa relation avec le soldat lui faisait courir un risque. Sa mère, Ligia, a décidé de la retirer du collège et de l'emmener travailler dans sa ferme, mais :

« À ce moment est apparu (...) Germán, qui appartenait alors au neuvième front des FARC. Erica a parlé avec lui plusieurs fois, mais ce fut en octobre 1994, un mois avant d'atteindre ses quatorze ans qu'elle lui a demandé avec détermination, en face de sa mère : - est-ce que je peux entrer à la guérilla ? Germán a appelé par radio Arnulfo, le commandant de l'époque de son front (...). C'est ainsi que, le 13 octobre 1994, Érica a disparu pour donner naissance à Tatiana (...). Elle portait toujours dans sa musette deux petits livres qu'elle gardait avec attention dans un sac plastique : le Manifeste du parti communiste, de Marx et Engels, qui se rapporte à la théorie pour l'action du parti communiste, et l'Art de la guerre du Chinois Sun Tzu (...). Tatiana était déjà une camarade qui s'accrochait plus fortement à ses principes révolutionnaires. [Tatiana était speakerine de l'une des émissions des FARC et] et s'était convertie en cadre politique important, au point qu'en octobre 2003, elle a reçu l'ordre de l'État-Major du front d'assister à un cours sur les techniques de programmation radiale que le bloc Caraïbes dicterait à tous les directeurs et speakers des émissions des FARC (...). [Là, elle a connu Giovanni, lui aussi speaker du programme « *las Tardes Farianas* »] (...). Rubén Morro, commandant du front Aurelio Rodríguez, connaissait depuis 2000 la relation entre ces deux combattants – par son poste, c'était lui qui autorisait la formation d'un couple dans le groupe, comme cela se produit dans tous les fronts des FARC –, mais il ne connaissait pas les intentions des jeunes gens d'avoir un fils et de l'envoyer à la mère de la guérillera pour qu'elle l'élève à Medellín, tandis qu'ils continuaient la lutte armée (...). Elle comprenait qu'elle s'exposait à de fortes sanctions, comme cela est arrivé à d'autres guérilleras qui refusaient d'avorter. Ils en avaient même fusillé certaines. Pour cette raison, quand on lui a confirmé sa grossesse, en février 2005, elle a proposé à son compagnon de préparer leur fuite. La crainte de Giovanni et la conviction qu'ils savaient tout de sa famille l'ont fait renoncer au dernier moment (...). Le commandant a demandé à parler à Tatiana. Sachez que, à partir de ce moment, vous êtes responsable de ce qui va se passer pendant cette grossesse. Nous n'allons pas vous tirer de là, vous devrez enfanter dans la montagne. Si cela s'aggrave, nous n'allons pas vous tirer de là, cela est votre problème. En plus de cet avertissement, Germán lui a imposé le châtiment que les FARC ont établi : faire trois cent voyages de bois de chauffage, cultiver cinq

¹⁶⁴⁹ « Niñas que recluta la guerrilla se vuelven esclavas sexuales », *op.cit.*, 2011, (en ligne).

hectares de yucca, de banane et de maïs; creuser vingt-cinq mètres de tranchées, préparer et dicter trente-six cours sur la manière d'agir, les stratégies, les règlements et les normes pour les autres guérilleros. Elle ne pouvait pas sortir du campement, son commandement lui a été retiré pour un an et elle a été séparée de Giovanni, qui a aussi reçu une sanction similaire (...). Après neuf mois et deux semaines, la jeune femme enceinte a été amenée à Puerto de Oro et confiée aux soins de Mary, une infirmière guérillera avec peu d'expérience des accouchements. Tatiana ne dilatait pas et elle a supporté les contractions durant deux jours. [Le bébé est décédé par manque d'attention médicale]. Giovanni a éclaté en pleurs. Rubín Morro qui était à cinq cents mètres de là, a envoyé Pachito, le messager du front, avec un message. – Morro m'ordonne de dire que cet enfant doit être enterré immédiatement sans cérémonie. Giovanni est parti en colère, a pris le cercueil et sans dire un mot, a parcouru quatre kilomètres jusqu'à la partie haute du hameau. [Peu de temps après Giovanni et Tatiana ont déserté]. Le lendemain, elle a enterré Tatiana, la guérillera, et a repris la vie d'Érika, cette fois à Cali, aux côtés de l'amour né au milieu des difficultés de la guerre »¹⁶⁵⁰.

« Edilma » est restée 5 ans dans la guérilla :

« Je suis entrée là-bas à l'âge de 12 ans parce que... parce que c'est comme ça... les choses de la vie, comme si c'était quelque chose que je devais vivre (...). Au début, ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas me laisser partir parce que l'armée allait venir pour nous et allait dire que nous étions des guérilleras. Alors, nous allons vous garder ici. Alors, quand on était là, nous, on était... tranquilles, je croyais qu'au bout d'une semaine on pourrait partir, mais non, rien, les semaines et les semaines ont passé jusqu'à devenir des mois. Alors, le jour est arrivé où nous avons demandé à partir parce que ça faisait déjà quatre mois que l'on était avec la guérilla et en plus l'armée avait quitté la région. Et alors, ils ont dit : non, non, non, non, vous ne pouvez pas partir parce que vous en savez trop maintenant. Nous, on était déjà des pros mais pour faire des bombes, des pièges, des mines *quiebrapatas* (brise-jambes) et pour monter la garde et toutes ces choses là. Alors, imagine-toi ma grande surprise, comment ça ? Je ne peux pas partir ? (...). Quand on est un enfant, on ne peut pas payer pour avoir une poupée ou une voiture. Vous devez porter un fusil et si vous n'avez pas votre maman pour l'embrasser, ni votre frère ni votre père... il faut toujours embrasser le fusil. (...) On était à peu près vingt, des enfants de moins de quinze ans, on était sur un terrain de foot, ça faisait partie de l'entraînement mais en même temps, c'était un terrain de formation, de 4 heures à 9 heures on s'entraînait. Il fallait s'habituer aux coups, apprendre à se jeter par terre pour ne pas trop se faire mal. Il fallait apprendre à commencer à haïr des personnes que je n'avais jamais imaginé qu'il fallait haïr. En tous cas, c'est ce que l'on vous apprend. [Elle parle d'un compagnon sentimental qu'elle a eu dans les FARC] Et alors, nous étions là, non ? Et alors, que si on était des petits amis ou je ne sais quoi, non ?

¹⁶⁵⁰ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. pp. 155-167

La galère ! Parce qu'ils se sont rendus compte et cela devait rester caché. Ils s'en sont rendus compte et ils l'ont transféré à Santa Elena del Opón. Moi, on m'a envoyé par là, au-delà de Minero. Dans une forêt horrible ! [Elle décide de s'évader]. On essaye. De toute façon, je savais que si je restais là-bas, j'allais mourir. Alors, *el que no arriesga un huevo no tiene un pollo* (celui qui ne risque rien, n'a rien). Ma stratégie c'était de tomber enceinte. C'était une solution, la seule que je voyais. Tous les soirs, je me disais, si je tombe enceinte, ils vont me faire avorter et pour le faire, ils vont m'amener voir le médecin. Et s'ils m'emmènent à La Sabana, là-bas je pourrais m'échapper et prendre un bus pour n'importe où. Or, j'ai essayé 5 000 fois mais je n'arrivais pas à tomber enceinte. [Finalement, elle tombe enceinte et arrive à mener sa grossesse à son terme, raison pour laquelle à huit mois et demi, elle décide de s'enfuir pour sauver la vie du bébé]. Alors, ils m'ont imposé trois cent voyages de bois de chauffage, cent pour chercher de l'eau, ils m'ont infligé quinze jours de garde nocturne, quinze jours de garde diurne et pour tout dire, plein de choses (...). Ce jour là, j'ai réussi à traverser la moitié d'un champ miné et quand je suis arrivé là, on m'a dit halte là [c'était l'armée]. Et ensuite à terre. Et ce que j'ai fait avec mon gros ventre, c'est de tomber au beau milieu du chemin ». Aujourd'hui Edilma vit à Bogotá. [Elle se souvient de son expérience de la guérilla] « Pour moi, par exemple, les choses injustes, ces enfants qui n'ont pas de père et n'ont pas de mère et le gouvernement qui ne leur apporte pas son aide, à cause de cela, ils doivent s'en aller vivre sous un pont. Et c'est là où se trompe le gouvernement : il n'aide pas ceux qu'il devrait vraiment aider mais d'autres personnes qu'il ne devrait pas aider. Et alors, vous commencez à lutter pour plus d'égalité. Mais maintenant que je suis ici, en regardant les choses de ce point de vue, je vois que c'est illogique. Que l'on n'obtient rien par la force. Qu'il faut se parler pour aboutir à un accord. Sinon, il n'y a jamais d'accord, parce que si tout le monde a un revolver à la main, personne ne voudra d'un accord parce que tout le monde voudra gagner. C'est que moi, j'étais habituée à d'autres choses, j'étais habituée à nettoyer mon fusil, j'étais habituée à monter la garde sur un chemin, j'étais habituée à suivre des ordres, quelque fois à les donner, mais alors tout était très « militaire ». Mais, avec un enfant, c'est très différent. Alors, pour moi, le changement a été extrême. Parce que j'ai dû échanger mon fusil contre un enfant »¹⁶⁵¹.

La nouvelle stratégie de lutte pour la reconnaissance de ces ex-combattantes peut se résumer dans la phrase « échanger un fusil pour un enfant », ou en d'autres mots « nous les femmes, nous avons à chercher une sortie de vie, avoir une famille, des enfants, leur offrir de l'amour ». Pour les femmes qui sont rentrées dans la guérilla pour divers motifs : pour « amour » (ou le désir de consolider une relation affective déterminée durant l'adolescence), pour échapper aux mauvais traitements dont elles

¹⁶⁵¹ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

étaient victimes dans leur foyer ou comme conséquence de la stratégie de recrutement forcé de la guérilla, dans « l'après-conflit », la nouvelle stratégie de recherche de reconnaissance (dans le sens honnethien) se concentre initialement sur la sphère de l'affection, basée sur la création d'un lien intersubjectif pour développer un sentiment de confiance, mais elle inclut aussi les autres modèles de reconnaissance parce que le « travail de mère » permet aux sujets d'être reconnu en tant qu'égal (par rapport à d'autres « mères ») et en même temps comme différente ou particulière (face à d'autres groupes sociaux).

4.4.3. Recrutement forcé : des guérilleros malgré-eux

« Rosa », du département du Caquetá, avait semble-t-il sept ans quand elle a été violée pour la première fois par son père. Quand sa mère s'en est aperçue, elle a décidé d'affronter son mari. En 1999, face au scandale provoqué par cette affaire dans le village, le père est parti rejoindre le 3^e front des FARC, qui contrôlait la région. Peu après, « Rosa » a été enlevée par des membres de ce même front. La mère a dénoncé son mari aux autorités et a tout essayé pour récupérer sa fille. Celle-ci a essayé de s'échapper plusieurs fois, ce qui lui a valu des mauvais traitements supplémentaires :

« Ils lui ont fait subir ce qu'ils appellent “une autocritique” : elle devait répéter “je suis une lâche” pendant qu'ils la battaient sur tout le corps. Ils la forçaient à monter la garde jour et nuit. Ils lui ont dit que si elle ouvrait la bouche ou tentait de s'échapper, ses sœurs paieraient pour elle. Elle allait très mal. Elle a passé dix-huit mois là-bas. Elle a fait une tentative de suicide ». Les persécutions ne se sont pas arrêtées là pour « Rosa », maintenant âgée de dix-sept ans, sa mère et le reste de la famille. En février 2000, la mère a été enlevée par les FARC, qui lui ont dit : “Ceux qui ont les armes ont le pouvoir” »¹⁶⁵².

L'histoire de « Rosa », renvoie aussi au thème du recrutement forcé. Parce que, dans le cas de Rosa, son père, après avoir été dénoncé pour mauvais traitement a décidé de se joindre à la guérilla et de séquestrer sa fille (en l'enrôlant de force) pour pouvoir continuer à la maltraiter. Le recrutement forcé prend principalement deux formes : quand les individus sont emportés par les FARC par la menace, le mensonge ou par la

¹⁶⁵² Amnesty International, *op.cit.*, 2004. p. 12-13

force et quand les familles décident de remettre leurs enfants aux FARC, sans l'avis des « futures recrues ».

Pour notre analyse sur les facteurs émotionnels, identitaires, moraux, symboliques et subjectifs (dans le cadre de la lutte pour la reconnaissance) qui ont une influence sur le passage à la violence et la continuité de la lutte des FARC, le facteur « recrutement forcé » introduit la variable « coercition » dans l'étude. Ainsi, il est important de prendre en compte le fait que tous les combattants des FARC n'ont pas rejoint le groupe de manière volontaire, et c'est pourquoi, il ne s'agit ni d'un « choix rationnel », ni de la recherche de maintenir ou de fortifier l'image de soi, mais dans beaucoup de cas, il s'agit simplement d'une action réalisée dans le cadre d'une contrainte armée ou d'une menace directe contre sa survie ou son intégrité personnelle. Les exemples sont aussi multiples :

« Manuel Manrique » raconte :

« Quand j'avais 11 ans ma maman m'a remis à la guérilla. Mon papa venait de mourir et elle ne savait pas quoi faire avec nous. Elle m'a dit : nous partons, et elle m'a amené jusqu'au campement. (...). Là-bas, ils m'ont donné un entraînement, ils me mettaient à cuisiner et après ils m'ont remis un fusil. La seule considération unique qu'ils avaient était de ne pas trop me charger la musette, parce que j'étais petit. Pour le reste, je devais être un combattant comme tout le monde. Le combat a commencé à me plaire »¹⁶⁵³.

L'histoire de « Norbey » est la suivante :

« Pour Norbey, c'est en 2001 qu'il a eu des nouvelles de sa famille, qui vivait dans le Caquetá, parce que, depuis enfant, ses parents l'avaient remis à la guérilla. Il a ordonné d'amener la famille dans le Santander. Sa mère et deux de ses frères ont fait le voyage et lui ont raconté que la guérilla avait tué son père sept mois auparavant dans la ferme où ils vivaient. La même guérilla. Et lui, qui se disait guérrillero »¹⁶⁵⁴.

Un guérrillero de Paujil (Caquetá) raconte :

« Ma mère, *la Señora* Anita, vendait des boissons et des *empanadas* pour faire vivre le foyer. Cela ne lui a jamais plu que nous fassions ami-ami avec la guérilla et encore moins mes sœurs parce qu'elle ne voulait pas avoir des petits-enfants *guerrilleritos*, mais quand ils sont arrivés pour moi, ils m'ont tiré de l'école et elle n'était pas là pour faire face au commandant qui m'a enlevé. Je n'ai pas eu le temps de dire au revoir et je suis parti pour la montagne. Après cela, nos propres voisins ont commencé à dire qu'elle était informatrice de la guérilla parce que j'étais parti et quand la zone démilitarisée s'est terminée, elle a dû partir parce que le bruit courrait

¹⁶⁵³ « Yo sobreviví a la masacre de Tacueyó », *op.cit.*, 2006, (en ligne).

¹⁶⁵⁴ Rueda (Zenaida), *op.cit.*, 2009. p. 32

que les militaires allaient arriver avec les *paras*. Mes frères sont partis devant et sont bien arrivés à Paujil, mais ma mère, partie une semaine après, ils l'ont fait sortir du bus et l'ont tuée. Mes sœurs ne savent pas comment je vais »¹⁶⁵⁵.

Un autre guérillero rapporte :

« J'avais 10 ans. J'ai rejoint les guérilleros à cause de mon père. Il était guérillero et il m'a emmené sans dire où nous allions. Tout ce qu'il a dit c'était que je ne devrais pas essayer de m'enfuir. Alors, je suis resté là, avec lui, comme membre du groupe à San Jose del Guaviare. Je ne me souviens pas quand je me suis enrôlé. Mon travail était d'aider mon père à porter et préparer son matériel de combat. Ils étaient méchants avec moi. Nous avons été punis souvent. Ils vous attachaient, couvraient vos yeux et vous laissaient sans nourriture pendant deux ou trois jours. Nous avons été punis pour ne pas avoir obéi aux ordres. J'ai été envoyé pour espionner, d'abord en entrant à l'intérieur des bataillons et en observant leurs mouvements, la sécurité et d'autres choses. J'ai été au combat avec mon père. Il nous a amenés à San Jose del Guaviare, où nous avons combattu l'armée. J'ai tiré sur un caporal, mais je ne sais pas si je l'ai tué. À San Jose del Guaviare, je me suis enfui quand ils m'ont envoyé patrouiller le terrain d'atterrissage où ils garent de petits avions... J'avais déjà pris contact avec l'armée et ils m'attendaient dans une camionnette blanche utilisée pour les opérations anti-narcotiques »¹⁶⁵⁶.

Une guérillera raconte :

« J'avais 13 ans. Mon père m'a enrôlée quand j'avais sept ans. Il est membre des FARC (...). Mon travail était de prendre des photos et de signaler les filles qui parlaient aux soldats. L'idée était qu'une fois que la zone aurait été démilitarisée, le commandant les aurait appelées pour les interroger. Si elles avaient sympathisé avec l'armée, elles devaient quitter la zone ou être tuées. L'autre option était de rejoindre les guérillas ou être tuées. Pour recruter des enfants, ils leur parlent et leur promettent de l'argent. Parfois, ils parlent aux parents. S'ils ne peuvent pas convaincre l'enfant, la famille est forcée de partir et ne peut rien prendre avec elle. Les guérilleros promettent de l'argent et des bijoux, mais ils vivent aux frais des paysans, qui leur donnent la nourriture et leur assurent le transport. Quelques guérilleros n'ont pas plus de sept ans. Je suis parti parce que mon père m'a humiliée et je n'avais pas d'avenir avec les FARC »¹⁶⁵⁷.

Les témoignages ci-dessus rendent compte du phénomène du recrutement forcé, principalement des enfants et des jeunes gens, qui seront « socialisés » à la violence à un âge précoce. Certains s'habitueront à la guerre comme « Manuel Manrique » qui admet que « le combat a commencé à lui plaire », alors que les autres subiront la violence de la vie guérillera, et finalement mettront à profit la première occasion pour

¹⁶⁵⁵ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. p. 164

¹⁶⁵⁶ *War toys : The recruitment of children by Colombian guerrillas, op.cit.*, 1999.

désert. Il n'a pas été possible de réaliser un suivi plus approfondi des trajectoires de vie des guérilleros qui ont été recrutés de force mais on peut formuler l'hypothèse que leur expérience dans les FARC aura un impact sur la perception que les individus ont d'eux-mêmes et sur les modèles sociaux de la reconnaissance qu'ils vont intégrer comme éléments de leur identité et de leur comportement social.

Afin de réaliser une synthèse finale du profil des guérilleros des FARC, il est possible de reprendre la description que Juanita León effectue du tissu social de la guérilla à l'époque de la zone démilitarisée, qui montre l'équilibre entre la coercition, l'anxiété du pouvoir, les nécessités économiques et la recherche du respect :

« Les guérilleros du rang étaient des paysans, des mineurs en majorité. Pendant cette première année de zone démilitarisée, les FARC ont recruté des centaines d'enfants et de jeunes du Caquetá. Dans beaucoup de hameaux, ils exigeaient des familles de remettre l'un de leurs enfants à la révolution. Ils ont fait choisir à un paysan : soit il cédait son garçon de quatorze ans, soit dix vaches. Après avoir réfléchi et consulté le prêtre, le paysan a livré son fils. Il en avait cinq autres à nourrir. Beaucoup de jeunes sont partis de leur propre volonté. "Quelle autre alternative ? Manier la houe le reste de la vie ?", m'a dit un garçon brun de douze ans, qui assistait avec assiduité avec ses trois amis aux audiences publiques de Los Pozos. Les quatre avaient demandé leur admission dans la guérilla et attendaient d'atteindre treize ans pour abandonner leurs parents. Comme la majorité des combattants du rang, ils étaient plus intéressés par le pouvoir et le respect gagné avec les armes – ou manger trois fois par jour – que par l'idée de sauver le peuple colombien des griffes du marché »¹⁶⁵⁸.

Antanas Mockus, ancien maire de Bogotá et candidat à la présidentielle, a déclaré que, pour comprendre le conflit colombien, il est important d'identifier les « *intérêts, les raisons et les émotions* »¹⁶⁵⁹. Pour cette raison, nous avons cherché à réaliser un panorama général du contexte dans lequel se développe la lutte armée des FARC, en cherchant à présenter les intérêts et les raisons, mais en s'attardant particulièrement sur l'aspect qui pourrait être qualifié de « symbolique » ou « émotionnel », ou en d'autres termes, à étudier la place des émotions, des sentiments, des considérations morales et symboliques qui apparaissent quand le groupe guérillero

¹⁶⁵⁷ *Ibid.*

¹⁶⁵⁸ León (Juanita), *op.cit.* 2005. p. 129

¹⁶⁵⁹ Entretien avec Antanas Mockus, homme politique colombien. Réalisé le 3 juillet 2010. Lieu : Université Toulouse II Le Mirail, Toulouse.

est analysé du point de vue de la recherche de reconnaissance. L'analyse a été menée selon une perspective macro et une perspective micro. Dans un premier temps, nous avons étudié l'évolution du mouvement guérillero à la lueur des changements que le pays a connu sur le plan politico-social, économique et culturel. Nous avons observé l'évolution de la lutte pour la reconnaissance des FARC d'une « lutte pour la dignité » à une « lutte pour le prestige ».

Nous avons aussi étudié la perception de la guérilla telle qu'elle est vue par ses partenaires d'interaction (gouvernement, population civile, etc.). Nous avons analysé des différentes explications (structurelles, objectives ou subjectives) qui ont été proposés pour expliquer l'existence de la guérilla des FARC et en général du conflit colombien afin de déterminer dans quelle mesure ces explications offrent une vision complète de la situation colombienne ou s'il est nécessaire d'inclure d'autres éléments pour expliquer la complexité de la situation. Nous avons, aussi, présenté le débat qui existe face à la définition de la situation qui existe en Colombie, à savoir s'il s'agit d'un conflit interne armé, d'une guerre civile ou d'une situation de lutte contre le terrorisme (posant la question de la façon dont la guérilla des FARC doit être considérée : rebelles, belligérants ou terroristes ?). Dans le cadre de l'étude de la lutte pour la reconnaissance, l'étude des « enjeux discursifs autour de la qualification du conflit et les effets produits par ces discours sur l'évolution même de la guerre »¹⁶⁶⁰ est fondamentale pour comprendre les enjeux symboliques qui peuvent expliquer une escalade de la violence, étant donné que les acteurs cherchent très probablement à défendre l'image qu'ils ont d'eux-mêmes ou de la façon dont ils sont définis par l'« autre ». Une rhétorique dépréciative peut alimenter la lutte pour la reconnaissance des acteurs armés.

Puis nous nous sommes intéressés aux profils individuels des combattants des FARC. Nous avons ainsi cherché à identifier la grammaire sociale du conflit, les modèles sociaux de reconnaissance qui ont caractérisé chaque période et qui servent de repères aux combattants. Nous nous sommes attachés à identifier quelques valeurs, comportements ou idées qui permettent de comprendre les expériences subjectives de non-reconnaissance ou de mépris qui dépendent de « l'image que les individus ont

¹⁶⁶⁰ Merlin (A.), Le Huérou (A.), « Le conflit tchébécois à l'épreuve de la reconnaissance », *Cultures & Conflits* n°87, automne 2012, p. 48

d'eux-mêmes et renvoient en même temps aux modèles sociaux de reconnaissance qui permettent aux individus de savoir s'ils sont respectés dans leur milieu socioculturel »¹⁶⁶¹.

De cette façon, nous avons pu identifier, entre autres aspects, que la lutte pour la reconnaissance des combattants et de la guérilla des FARC a été encadrée par plusieurs éléments :

- Par le caractère principalement rural du mouvement face à une population colombienne majoritairement urbaine ;
- Par l'acceptation tacite de la violence comme mécanisme d'interaction sociale et la présence d'une « gun culture » ;
- Par la recherche de validation des identités viriles à travers la réification de l'« autre » ; par l'influence du trafic de stupéfiants qui a augmenté la perception des inégalités tandis qu'elle a fortifié l'existence d'identités idéalisées ;
- Par la recherche des victimes de dépasser l'état de vulnérabilité et de paralysie morale ;
- Par l'influence des dynamiques de groupe et du désir des individus de construire leur identité propre dans le cadre du groupe ou de relations affectives familiales ou sentimentales...

S'il est évident que l'existence des FARC peut s'expliquer par la recherche du profit économique (activités illégales) ou par l'existence d'un projet politique (un discours et une idéologie), l'on peut constater que dans la majorité des cas, les décisions des guérilleros du rang et des commandants (qui orientent les actions des FARC) ne sont pas prises d'une manière purement « rationnelle » mais dépendent d'éléments comme le « goût des armes », la lutte contre l'« ennui » de la vie civile, l'influence du groupe familial, le fait de vouloir échapper aux mauvais traitements ou à la violence intrafamiliale, la recherche de la vengeance pour les affronts subis, l'« amour » entendu comme l'établissement d'une relation sentimentale avec une personne déterminée, l'absence de la perception de liens identitaires avec d'autres groupes sociaux, la maternité comme expérience de réalisation personnelle (dans le cas des femmes), la recherche du pouvoir et du respect, et principalement la nécessité d'« être quelqu'un »

¹⁶⁶¹ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000.

(« *ser alguien* ») c'est-à-dire d'avoir une identité personnelle solidement construite qui permet à l'individu d'avoir confiance, estime et respect de soi-même (H₁).

On a aussi pu observer, tant dans l'analyse macro de la guérilla, comme dans celle de ses membres, qu'il existe un développement dynamique des demandes de reconnaissance qui ne sont pas fixes mais se forment dans les relations avec autrui (H₂). De plus, le caractère le plus violent ou sanglant de la lutte dépend de l'équilibre qui existe entre des nécessités de reconnaissance collectives ou individuelles et entre la recherche d'une égalité ou d'une supériorité. Or, la « dépolitisation » des FARC dont parle le titre de la première partie, rend compte du déséquilibre qui existe entre ces éléments, car si au niveau du discours, les FARC semblent lutter pour l'établissement d'une égalité (économique, sociale, culturelle, entre hommes et femmes), en pratique, ce sont les nécessité de reconnaissance de type individuel, associées très souvent à la recherche d'une supériorité ou de la validation d'une identité idéalisée, qui ont contribué fortement à la stigmatisation importante de la guérilla dans l'opinion publique colombienne.

Ces dernières années, l'idée selon laquelle la guerre trouve ses origines dans les opportunités économiques, politiques ou stratégiques s'est progressivement imposée dans l'étude des conflits. « *Que ce soit le souci des élites politiques de conserver ou de prendre le pouvoir via l'excitation des clivages identitaires ou la lutte pour les matières précieuses, tout se passe comme si la guerre correspondait à une violence purement instrumentale* »¹⁶⁶². En Colombie, l'explication de la violence passe prioritairement par des facteurs politiques et économiques: la pauvreté, l'exclusion politique ou la faiblesse de l'Etat ont largement monopolisé la réflexion des études sur le sujet. « Cependant, la diversité, l'intensité et l'ubiquité de la violence se sont chargées de contredire la majorité de ces hypothèses auparavant suggérées »¹⁶⁶³. Le conflit armé colombien, l'existence et l'action des FARC ne correspondent toujours pas à des logiques stratégiques ou économiques mais plutôt à « *des dynamiques plus émotionnelles* », déclenchées par la perception « *des discriminations politiques, économiques et*

¹⁶⁶² Lindemann (Thomas), « Des dénis de reconnaissance à l'extermination. La logique symbolique des guerres civiles », *Res Militaris*, vol. 3, n.1, Automne 2012a.

¹⁶⁶³ Voir Rojas (Cristina), *op.cit.*, 2003. p. 65

culturelles portant atteinte à l'intégrité identitaire des acteurs »¹⁶⁶⁴. La lutte armée des FARC ne peut s'attribuer seulement à des motifs de conservation individuelle ou à des intérêts véhiculés par une guerre de prédation¹⁶⁶⁵, mais à des mobiles moraux et au non-respect des règles implicites de reconnaissance mutuelle. La lutte des FARC est aussi une lutte pour la reconnaissance.

¹⁶⁶⁴ Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2012a.

¹⁶⁶⁵ Collier (Paul), Hoeffler (Anke), *op.cit.*, 2001.

Conclusion

«Nous ne nous sommes pas regardés suffisamment, nous n'avons pas reconnu ce que nous sommes réellement ou ce que nous pouvons parvenir à être, nous ne savons pas ce que nous sommes, parce que historiquement nous nous sommes niés, et ils nous ont refusé la possibilité de nous étudier et de nous regarder nous mêmes»¹⁶⁶⁶.

« Si la recherche de sorties au conflit s'inscrit dans des raisons objectives, en ignorant la nature des autres composants subjectifs qui interviennent significativement dans le conflit, nous ne pourrons avancer que très peu dans la compression de la violence et, surtout, chaque fois, la possibilité d'une solution politique négociée au conflit s'éloignera un peu plus loin »¹⁶⁶⁷.

Dans son *Rapport Général sur la Mémoire et le Conflit*¹⁶⁶⁸, remis en 2013 au président de la République, le *Centro Nacional de Memoria Historica* situe le nombre des victimes du conflit colombien autour de 220 000 morts, sur la période 1958-2012, et le nombre de déplacés à 4,7 millions. Ces chiffres illustrent la dureté de l'une des plus anciennes confrontations armées internes encore actives au plan international, marquée par des pratiques propres aux guerres informelles comme les massacres de civils et les enlèvements (environ 27 000 personnes entre 1970 et 2010).

Ce conflit se caractérise par sa complexité, dans un contexte impliquant une multiplicité d'acteurs, une pluralité des idéologies et des discours, des formes de lutte variant en fonction de l'identité des protagonistes, laquelle évolue tout au long de la période étudiée. Pour analyser les caractéristiques de la violence en Colombie, plusieurs travaux de recherche ont été menés, dans ce pays comme à l'étranger, selon des grilles d'analyse diverses. Les grilles d'analyse dites « classiques » reposent sur des variables « matérielles » : politiques, économiques ou stratégiques. Ces travaux interprètent les faits selon des classifications variées : un conflit d'idéologies, un conflit causé par la pauvreté d'une part importante de la population, un conflit généré par les intérêts économiques et

¹⁶⁶⁶ Baron Porras (Luis), *op.cit.*, 2006. p. 15

¹⁶⁶⁷ Elsa Blair cité par Rivas (José Antonio), *op.cit.*, 2002. p. 2

stratégiques des acteurs armés, un conflit produit par l'affaiblissement de l'autorité de l'État et par une démocratisation incomplète... Cependant, ces analyses ne reflètent pas le rôle des émotions dans certains types de violence, elles minimisent les logiques de rationalité symbolique et minorent les transformations identitaires des acteurs et des divers intérêts mobilisés tout au long du conflit. Ainsi, les explications « traditionnelles » méconnaissent les nécessités de *l'homo symbolicus* et l'importance de l'estime de soi comme moteur des relations sociales. L'analyse des conflits doit donc s'attacher davantage aux demandes de reconnaissance des individus, multiples et complexes, et à leurs réactions face à des situations d'injustice, théorie s'incarnant dans la « lutte pour la reconnaissance » du philosophe et sociologue Axel Honneth.

L'étude historique de la guérilla des FARC, menée dans notre étude, a permis d'établir que son apparition, sa consolidation, son renforcement et la pérennisation de la violence exercée reposent sur des éléments politiques (l'affrontement entre deux partis traditionnels, libéral et conservateur; les déficiences du système politique et la faiblesse de l'État), économiques (les bénéfices tirés de l'« économie de guerre » et des activités illicites), stratégiques (contrôle de territoires stratégiques : zones de production de matières premières et couloirs stratégiques pour le transport de biens à forte valeur ajoutée). Ainsi, l'existence de la guérilla des FARC peut effectivement s'expliquer du point de vue de la rationalité économique, stratégique ou politique des acteurs. Or, la violence existant en Colombie, ne peut pas être comprise sans tenir compte d'éléments moraux, émotionnels, subjectifs, identitaires, symboliques... et sans étudier dans quelle mesure la lutte de la guérilla est une lutte pour la reconnaissance, dans un sens honnethien, c'est-à-dire, une recherche pour consolider la confiance, le respect et l'estime de soi des individus et des organisations. La décision de s'engager dans la violence et de créer une organisation armée, ne peut pas être complètement appréhendée sans mesurer dans quelle mesure les individus expérimentent des expériences de « mépris » comprises comme des expériences subjectives, où les individus ne sentent pas que l'image qu'ils ont d'eux-mêmes est confirmée par un autre « significatif » et où

¹⁶⁶⁸ Grupo de Memoria Histórica, *op.cit.*, 2013.

ils ne s'estiment pas respectés dans le cadre des modèles sociaux de reconnaissance préétablis dans leur communauté ou leur milieu socio-culturel (H₁).

« A. Honneth cherche en effet à comprendre la dynamique qui pousse un sujet ou un groupe (social, culturel, religieux, etc.) à s'engager dans une lutte et montre que c'est à chaque fois une réaction de « honte » (Scham) ou d'indignation corrélative à une expérience de mépris social qui en fournit le motif. Selon qu'elles sont ou non satisfaites, ce sont ces différentes attentes de reconnaissance qui, en raison de leur caractère normatif, produisent autant de formes de justice et d'injustice »¹⁶⁶⁹.

Honneth parvient à une division tripartite des formes de « reconnaissance réciproque » ou « mutuelle » au sein de trois domaines d'expérience : l'amour-affection (*Liebe*), le droit (*Recht*) et la solidarité (*Wertschätzung*)¹⁶⁷⁰. L'« affection » est une forme élémentaire de reconnaissance à travers laquelle les personnes sont effectivement reconnues comme porteuses de besoins affectifs, ce qui réaffirme la confiance en soi du sujet. La deuxième forme de reconnaissance est constituée par le droit, au travers duquel les membres d'une communauté se reconnaissent comme libres et égaux. Le « droit » garantit aux individus le respect d'eux-mêmes (se sachant respectés par les autres) et renforce leur autonomie. Pour un sujet, se sentir reconnu pour les qualités qu'il partage avec les autres membres de la communauté n'est pas suffisant. Il doit, en outre, se savoir reconnu pour des qualités personnelles, individuelles, qui le distinguent de ses partenaires d'interaction. En ce sens, la « solidarité » implique la valorisation sociale intersubjective de qualités, capacités et propriétés sociétales propres à un sujet ou à un groupe social, en un temps et un lieu déterminés. Se sentir reconnu dans la sphère de la solidarité renforce l'estime de soi des individus (comme des groupes) puisque le sujet, en se sachant reconnu dans ses spécificités, se sent assez en sécurité pour agir et participer aux processus sociaux visant à atteindre des objectifs communs.

La théorie de la lutte pour la reconnaissance, telle qu'elle a été posée par Axel Honneth n'implique pas nécessairement un passage à la violence. La lutte pour la reconnaissance peut être une lutte symbolique, politique, diplomatique, etc.

¹⁶⁶⁹ Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *op.cit.*, 2012. p. 46

¹⁶⁷⁰ Honneth (Axel), *op.cit.*, 2000.

Cependant, Thomas Lindemann, a identifié divers éléments qui favorisent le passage à la violence :

- l'existence d'une méfiance réciproque entre les acteurs ou des croyances collectives qui peuvent fausser les perceptions et conduire à la guerre (« perceptions faussées ») ;
- la présence d'identités idéalisées et viriles plus sensibles aux « blessures narcissiques » (« la guerre pour le prestige ») ;
- l'absence de normes et d'identités partagées qui augmente la propension à l'agression armée entre acteurs ;
- les atteintes au statut universel de l'homme (la nécessité d'être traité comme sujet libre et de condition égale, et d'affirmer son image de soi et sa dignité) ;
- les dénis de reconnaissance d'une particularité identitaire (le besoin de se différencier et de sortir de l'expérience négative qui intervient quand l'on dénigre les croyances particulières d'un sujet) ;
- le caractère de « prophétie auto-réalisatrice » de l'identité et de la guerre (les comportements de stigmatisation et d'intimidation peuvent renforcer l'apparition d'identités « exclusives » qui favorisent l'escalade dans les conflits : l'autre, par sa stigmatisation continue, se transforme en *bad boy*).

Dans le cas colombien une addition de dénis de reconnaissance dans les domaines de l'affection, de l'amour et de la solidarité, ajoutés à l'existence de perceptions faussées, d'identités idéalisées et viriles et à l'absence de normes et identités partagées, ont conduit à un degré plus élevé de violence. Nous pouvons parler d'une addition de dénis de reconnaissance car la reconnaissance n'est pas quelque chose d'« absolu » ou « en-soi ». La reconnaissance est principalement un processus interactif, de dialogue entre les acteurs (moi et l'autre significatif) et de l'acteur avec lui-même (« une relation pratique de l'individu avec lui-même »). Pour cette raison, la reconnaissance est un processus dynamique et en constante évolution. Les motivations originales ayant pu amener un acteur à s'engager dans la violence peuvent ne pas être les mêmes que celles qui assurent la pérennité de la confrontation armée.

De plus, la lutte pour la reconnaissance possède, pour le moins, 4

dimensions principales. Un individu ou un groupe recherchent : 1. que son existence soit reconnue ; 2. à être traité avec respect (c'est-à-dire, être traité en accord avec l'image qu'il a de lui même) ; 3. que son individualité soit reconnue et acceptée (c'est-à-dire, que ses caractéristiques particulières soient valorisées) ; 4. à être considéré comme membre, à part entière et égale, de la communauté ou du milieu social auquel il appartient (être considéré comme l'« égal » de ses pairs »)¹⁶⁷¹.

L'interaction de ces dimensions peut produire principalement deux types de lutte pour la reconnaissance : une « lutte pour la dignité », c'est-à-dire une lutte pour l'égalité ou pour la reconnaissance des droits correspondants à un « statut universel de l'Homme » ; ou une « lutte pour le prestige » où le sujet se bat pour l'affirmation d'identités viriles ou idéalisées, ou en d'autres termes, pour la reconnaissance d'une supériorité.

À travers l'analyse de ces pratiques (interactions avec d'autres acteurs, actions armées et symboliques, stratégie militaire et politique) menée dans la première partie de cette recherche, il a été possible de déterminer que : (H₁) la lutte guérillera est effectivement motivée par des éléments correspondants à diverses attentes de reconnaissance (affection, droit et solidarité) et (H₂) la lutte pour la reconnaissance des FARC a évolué depuis sa demande originelle de plus de « dignité » vers une lutte « pour la reconnaissance ». Au commencement, la guérilla et ses membres cherchaient à être traités avec respect et contre le « mépris » ressenti en ne se voyant pas traités dans les mêmes conditions que d'autres groupes de la société colombienne (membres d'autres collectivités politiques, les habitants des villes, le gouvernement et la classe dirigeante). Cependant, par la suite, les dynamiques propres à la violence (le renforcement, par exemple, de la « gun culture »), et des éléments ponctuels du développement historique colombien (l'apparition et le développement du narcotrafic ou l'échec des tentatives politiques de résolution des conflits), ont transformé la lutte de la guérilla en une lutte pour un idéal abstrait, éloigné de la réalité de la population colombienne, et ont fortifié le développement d'identités idéalisées et viriles : les FARC luttent alors pour l'affirmation d'une supériorité morale.

¹⁶⁷¹ Ringmar (Erik), *op.cit.*, 2012. p. 7

Le processus commence à l'époque de la Violence avec l'apparition des groupes d'auto-défense, des guérillas libérales et communistes, qui ont postérieurement constitué les FARC. Cette émergence s'explique par :

- La nécessité des individus d'affirmer leur identité (dans ce cas, politique et religieuse) face à un autre groupe qui semble la mettre en doute ;
- La nécessité des individus d'affirmer leur statut « d'être humain » ou d'être libérés de la paralysie émotionnelle et psychologique produite par le fait d'être victime de la violence (face à des phénomènes de ritualisation de la mort et réification des êtres et des corps) ;
- Le besoin individuel et collectif d'assurer ou imposer « le respect » face aux attaques (d'abord symboliques puis armées) de l'« autre » ;
- Les dynamiques de vengeance, interpersonnelle et collective, qui enclenchent des spirales de violence ;
- La nécessité de récupérer l'« honneur perdu », suite à l'opprobre infligé par l'« autre » à la parentèle, aux femmes, aux biens ;
- L'opportunité, offerte par l'affrontement « justifié par des raisons politiques », de donner libre cours à la haine et aux querelles personnelles ;
- Le sentiment d'irrespect et d'injustice généré par le système politique du Front National, qui refusait la possibilité aux individus de participer à la délibération et à la prise de décision de la communauté) ;
- La possibilité procurée par les « armes » d'obtenir du prestige social, du pouvoir et de la reconnaissance : la mise en valeur des capacités individuelles (par exemple, dans le combat) et l'accomplissement individuel qui pouvait découler de l'idée de « lutter pour une juste cause »...

Autant d'éléments, de nécessités de l'*homo symbolicus* qui forment la base de la lutte par la reconnaissance.

Par la suite, pendant les années 60 et 70, les nécessités émotionnelles, morales, identitaires non satisfaites, caractérisant la guérilla durant l'époque de la Violence, continuent d'exister et viennent s'ajouter à de nouvelles nécessités, résultant dans une certaine mesure, du contexte international, c'est-à-dire, de l'apparition d'un mouvement international qui cherche la reconnaissance, pour « tous les êtres humains ». La lutte s'orientée vers le combat contre les atteintes au

statut universel de l'Homme (sphère du droit). En plus des paysans-guérilleros qui continuent de se battre pour dépasser, entre autres, l'état de victime et pour réagir au mépris du « monde urbain », apparaissent des jeunes et des hommes politiques, issus des villes, recherchant une reconnaissance individuelle et collective à travers l'appartenance et l'engagement dans une « cause », un « mouvement » régional et mondial. Ainsi, se développe un discours politique qui permet d'englober les atteintes de reconnaissance primaires (affection) et celles portant atteinte à certains modes de vie particuliers (solidarité). En Colombie, la pensée politique de gauche et plus précisément l'idéologie communiste a fourni un cadre universel à la consolidation des revendications collectives de la part des FARC, où chaque individu a la possibilité de se reconnaître.

Cependant, à l'intérieur même du pays, la mutuelle incompréhension entre le monde rural et urbain, et le sentiment que les guérilleros-paysans ont d'être « méprisés » ou « humiliés » par les habitants des villes et les détenteurs du pouvoir central, continuent d'alimenter le conflit. Le gouvernement opte pour l'option militaire pour faire face aux guérillas sans adopter aucune « politique de reconnaissance » vis-à-vis des FARC. La population, maintenant majoritairement urbaine, « ignore » dans une certaine mesure, les appels de la guérilla. Ainsi, deux situations perdurent, pouvant être interprétées ou perçues par les FARC comme des dénis de reconnaissance : d'une part, le gouvernement continue à nier la légitimité de la lutte (et l'identité de la guérilla) en empêchant toute possibilité de communication et de construction d'identités partagées ; d'autre part, la société civile par son désengagement exerce la forme la plus subtile de mépris¹⁶⁷².

Alors que les FARC ne sont pas reconnues dans leur propre pays, au plan international, leur lutte est considérée comme légitime et juste (dans le contexte international des années soixante), ce qui confirme, aux yeux des leaders de la guérilla et de ses membres, la validité de leur combat. La frontière qui s'établit entre le « peuple colombien » et « l'armée du peuple » (les FARC) aura un effet sur le long terme : la guérilla commence à se battre pour un « idéal abstrait » dissociée de la réalité du pays qui conduira, avec le passage du temps, à sa stigmatisation grandissante au sein de la population colombienne.

Par la suite, un élément « économique », l'apparition du trafic de stupéfiants, transforme l'espace social, modifiant les attentes de reconnaissance des individus, avec l'apparition de blessures narcissiques liées à l'existence d'une inégalité entre ceux qui bénéficient de l'« argent facile » et ceux qui n'y ont pas d'accès. L'engagement des FARC dans le trafic de stupéfiants produit une forte dépolitisation du mouvement : le discours de gauche se maintient mais les nécessités individuelles de reconnaissance, dans le cadre de nouvelles attentes générées par le trafic de drogues, vont prendre le dessus. Les guérilleros entrent ainsi dans la compétition pour le pouvoir, les femmes, les objets de luxe, le « respect » imposé par les « nouveaux riches », les « magiciens » qui, d'un jour à l'autre, construisent des empires et des fortunes. De nouveaux groupes armés font leur apparition, et, comme à l'époque de *La Violencia*, la stratégie de la terreur est utilisée pour contrôler les « cœurs » et les territoires, générant de nouvelles victimes et de nouvelles dynamiques de violence.

L'évolution des FARC durant la décennie des années 80 et 90 ne peut être comprise sans tenir compte de :

- L'échec de l'option politique qui a conduit à une plus grande militarisation du mouvement; le renforcement d'une méfiance mutuelle et des perceptions faussées entre les divers acteurs du conflit ;
- La spirale de violence générée par le désir des divers acteurs armés de ne pas perdre la face vis-à-vis de l' « ennemi » ;
- Le sentiment de « mépris », d'« humiliation », expérimenté par beaucoup d'individus, face à l'augmentation des inégalités sociales et économiques (et la délégitimation de ces inégalités) induite par l'ascension sociale vertigineuse des chefs du trafic de stupéfiants ;
- L'introduction de nouvelles valeurs sociales, de mécanismes d'ascension et de reconnaissance sociale qui ont généré de nouvelles attentes de reconnaissance liées principalement à l'établissement d'identités idéalisées (recherche de reconnaissance d'une supériorité) plus que par la reconnaissance d'une égalité ;
- La construction d'une frontière « ami-ennemi » qui élimine la « neutralité »

¹⁶⁷² Lindemann (Thomas), *op.cit.*, 2010c. p. 52

des options dont dispose la population civile dans ses relations avec les acteurs armés ;

- Le déplacement interne d'une partie de la population (suite aux violences de la guérilla et d'autres acteurs armés) vers les périphéries des grandes villes, générant la perception de nouveaux « dénis de reconnaissance » dans le domaine de l'affection, la solidarité et le droit qui continuent d'alimenter la violence physique et symbolique ;
- Et les attaques contre la population civile et les massacres qui génèrent de nouvelles victimes et de nouvelles dynamiques de recherche de vengeance pour essayer de contrecarrer le sentiment d'impuissance des victimes et de récupérer l'honneur et l'estime de soi.

À la fin des années 90, une issue à la violence guérillera est recherchée au moyen d'un processus de paix, qui échoue, non seulement à cause de l'incompatibilité politique des parties ou des modifications de l'équilibre militaire entre les deux parties, mais surtout à cause d'une série de « dénis de reconnaissance » mutuels entre le gouvernement et les FARC. Cet échec ne sera pas un simple « obstacle sur le chemin » mais va conduire à la modification de la perception de la guérilla par la population colombienne. L'opinion publique et le gouvernement, se sentant « trahis », « humiliés » par les FARC, choisissent Alvaro Uribe qui, pour ne pas « perdre la face » vis-à-vis de la guérilla, utilise une rhétorique dépréciative pour transformer les insurgés en terroristes et s'assurer le droit de les combattre (renforcement militaire). La posture du gouvernement, en utilisant l'intimidation et la stigmatisation, contribue à la construction et au renforcement d'identités irritables et belliqueuses du côté des FARC.

Durant la période 2002-2010, il est possible d'observer une lutte entre le gouvernement Uribe et les FARC pour définir à qui revient le droit de faire un usage légitime de la violence. Tant le gouvernement que la guérilla ont cherché à affirmer une définition précise de leur identité propre et la légitimité de leur lutte. Les stratégies militaires ont été modifiées, mais surtout, un changement dans les stratégies discursives et symboliques des acteurs est intervenu. L'objectif des acteurs n'est pas seulement de gagner l'affrontement armé et de vaincre l'« ennemi » sur le champ de bataille, mais il s'agit principalement d'obtenir

l'appui de l'opinion publique nationale et internationale, et surtout, de « donner l'impression » de gagner la guerre. L'affirmation de la supériorité morale, à travers le dénigrement systématique de l'ennemi, est alors recherchée. Le gouvernement et la guérilla se sont ainsi engagés dans une spirale de dénis de reconnaissance mutuelle qui ont alimenté la violence armée durant cette période et ont radicalisé les actions du gouvernement (appliquant une stratégie essentiellement militaire pour faire face à la guérilla) et des FARC (attentats à la bombe, usage de mines antipersonnel, attaques contre la population civile, augmentation des enlèvements et de l'extorsion, repli stratégique et retour à la tactique de guerre de guérillas, etc.).

Ainsi, il a été possible d'observer que la lutte armée des FARC n'est pas seulement attribuable à des motifs de conservation individuelle ou à des intérêts véhiculés par une guerre de prédation², mais résulte aussi de motifs moraux et du non-respect des règles implicites de reconnaissance mutuelle. Dans une société caractérisée par l'existence de valeurs viriles et dépourvue de fortes identités partagées et de liens identitaires nationaux solides, la violence armée est le mécanisme utilisé pour combattre le mépris, la non-reconnaissance, et mettre un terme au mal-être identitaire des individus.

Un élément central de l'analyse de la reconnaissance est justement le thème de l'identité individuelle et collective, définie en termes d' « image de soi ». La reconnaissance est une relation entre l'image de soi et l'image renvoyée par l'autre. Déterminer une « identité » globale ou « une image de soi » absolue de la guérilla est un processus compliqué : le discours et les pratiques de la guérilla sont souvent contradictoires, renvoyant au moins deux images différentes. Il existe, nous l'avons vu, un déséquilibre entre « le discours » des FARC qui semblent lutter pour l'établissement d'une égalité (économique, sociale, culturelle, entre hommes et femmes) et « la pratique » où ce sont les nécessité de reconnaissance de type individuel, associées très souvent à la recherche d'une supériorité ou de la validation d'une identité idéalisée, qui ont contribué fortement à la stigmatisation importante de la guérilla dans l'opinion publique colombienne.

Se concentrer seulement sur le discours des FARC pour déterminer son « image » semble aussi problématique parce que comme Marie Fernanda

González¹⁶⁷³ le démontre dans son étude des enjeux discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens, la guérilla fait souvent référence à une « lutte » sans préciser de quel type de lutte il s'agit ou quels sont ses objectifs. Dans les cas où la nature du mouvement et les objectifs de la lutte (réforme agraire, justice sociale, etc.) sont clairement identifiés, il s'observe que ces éléments ne sont pas des « déclarations de principes » mais qu'il s'agit seulement d'une réponse ponctuelle aux politiques gouvernementales.

Pour cette raison, la deuxième partie de notre analyse s'est centrée sur l'analyse de l'image qui projette la guérilla c'est-à-dire, telle qu'elle est perçue par les chercheurs le gouvernement, la société civile, face à la « réalité » des FARC, c'est-à-dire les caractéristiques socio-économiques et culturelles des guérilleros, les profils des combattants et les nécessités de reconnaissance de la population fariana.

Dans le passage à la violence, il existe une partie « rationnelle » et une partie « irrationnelle » qui se fonde sur une construction dialogique de soi dans le cadre d'une configuration sociale particulière : on existe dans le regard que les autres portent sur « soi » et, en conséquence du mépris des autres, un comportement déviant peut être adopté par les acteurs. En ce qui concerne l'image de la guérilla « renvoyée » par les autres acteurs, les chercheurs et analystes du conflit ont examiné plusieurs explications (structurelles, objectives ou subjectives) derrière l'existence des FARC et du conflit colombien en général qui font l'objet de différent débats : Est-ce que la lutte des FARC est légitime parce qu'elle répond à des éléments objectifs et structurels (pauvreté, exclusion, iniquité, abus de pouvoir, corruption des élites, faiblesse de l'Etat) ou est-elle illégitime parce qu'elle correspond uniquement à la recherche d'enrichissement et de pouvoir de quelques individus ? ; Est-ce que les FARC sont un acteur collectif (qui recherche le bien commun) ou un acteur individuel (qui poursuit des motivations privées) ? ; Est-ce que les FARC sont des rebelles belligérants ou criminels, narcotrafiants et terroristes ? Le débat continue, et ce qui semble clair est la nécessité de moderniser le regard porté sur les FARC et sur la violence pour intégrer les

¹⁶⁷³ González (María Fernanda), « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) », *Mots. Les langages du politique*, 88, 2008.

changements que la dynamique même de la confrontation armée a imprimé au développement du pays, ce qui a généré, à son tour, la modification des conditions objectives et l'apparition ou le renforcement des motivations subjectives dans l'évaluation de la violence et dans la valorisation des processus de paix. C'est en ce sens que la présente recherche sur la lutte pour la reconnaissance des FARC, ou, en d'autres termes, sur les variables émotionnelles, morales, symboliques et identitaires qui nourrissent la confrontation armée en Colombie, a pour objectif de compléter ou de réorienter les travaux déjà réalisés sur la violence dans ce pays. Ces variables, pouvant être désignées comme « subjectives » dans le contexte colombien (par rapport au débat entre causes « objectives » ou « matérielles » et causes « subjectives » ou « immatérielles-symboliques » de la violence), ont un impact sur le passage à la violence des guérilleros et sur la pérennité de leur combat. Elles peuvent avoir un effet direct sur la violence ou peuvent être des variables intermédiaires qui permettent de mieux comprendre l'impact des variables « matérielles » comme la recherche du pouvoir ou du gain économique. En effet, le pouvoir, l'argent, et d'autres biens « matériels » peuvent aussi avoir un objectif « immatériel » : l'obtention de l'honneur, du prestige, de la reconnaissance.

En lien avec les différents acteurs (la société civile et le gouvernement) la période 2002-2010 se caractérise par un rejet « populaire » de la guérilla (qui recueille 2% de popularité dans l'opinion publique) et par un plébiscite de l'action du gouvernement Alvaro Uribe (l'appui de la population à son égard, selon les enquêtes, se situant toujours au-dessus des 53 %). Les différents gouvernements colombiens, s'appuyant sur des considérations légales et les recherches évoquées précédemment, ont défendu diverses définitions des FARC et de la situation vécue par la Colombie. Durant l'administration Pastrana, les FARC ont été considérées comme une force belligérante avec laquelle il était possible de s'inscrire dans un processus de négociations de paix. Durant l'administration Uribe, les FARC ont été principalement considérées comme des criminels, des narcotrafiquants et des terroristes qu'il fallait contrôler par la force militaire et l'« union sacrée » de la population autour de ses dirigeants. L'actuel gouvernement de Juan Manuel Santos (2010-) a reconnu l'existence d'un « conflit interne armé » en Colombie. En

entamant des négociations avec les FARC, il a reconnu tacitement leur rôle de forces belligérantes et a octroyé une certaine légitimité à leur lutte.

Nous nous sommes attachés à analyser les définitions sur la violence et sa nature : conflit interne armé, guerre civile ou situation de lutte contre le terrorisme (posant la question de la façon dont la guérilla des FARC doit être considérée : rebelles, belligérants ou terroristes). Dans le cadre de l'étude de la lutte pour la reconnaissance, l'étude des enjeux autour de la qualification du conflit et des effets produits par ces discours sur la guerre est fondamentale pour comprendre les enjeux symboliques qui peuvent expliquer une escalade de la violence ; les acteurs cherchant à défendre l'image qu'ils ont d'eux-mêmes ou de la façon dont ils sont définis par l'« autre ».

Face à cette analyse générale ou « macro » de la manière dont les FARC sont perçues par les autres acteurs, nous sommes passés à une étude « micro » du mouvement, en nous concentrant sur les combattants, leurs histoires de vie, leurs caractéristiques politico-sociales et économiques... L'objectif étant de savoir plus précisément qui se bat et pour quelle reconnaissance. Nous avons effectué dans notre étude une analyse sociologique des combattants des FARC, en réalisant une comparaison entre les profils des anciens guérilleros (des années 60 et 70) et ceux des dernières décennies, ainsi qu'une comparaison entre les profils des leaders de l'organisation et les *guerrilleros rasos*, entre les hommes et les femmes des FARC. Une attention particulière a aussi été portée à l'étude des enfants et des adolescents qui font partie du groupe guérillero.

De cette façon, il a été possible d'identifier divers profils de guérilleros : le paysan, le révolutionnaire, le narcotrafiquant - guérillero qui, à l'époque la plus récente, présente une multiplicité de profils qui oscillent entre le guérillero recruté de force et celui qui a rejoint la guérilla durant les discussions d'El Caguán (au moment où les FARC ont joui du statut d'un quasi État avec un territoire, un gouvernement et des lois). S'agissent du « guérillero-paysan », les individus à l'origine du mouvement des FARC, ce sont des hommes, des femmes et des enfants issus du monde paysan. Comme « Manuel Marulanda », certains vont rester toute leur vie dans la guérilla. Une majorité va se compromettre dans la violence armée, plus par recherche d'une affirmation de leur identité propre, et

même de leur droit d'exister en tant qu'êtres humains (contre la réification et violence dont ils sont l'objet) que par un calcul rationnel coût-bénéfice ou par les effets de la structure socio-économique du pays. Pour garantir leur intégrité physique et psychologique (affection), pour défendre un élément partie intégrante de leur identité (libéralisme) et rechercher la reconnaissance de leaders politiques et des habitants urbains (droit), pour récupérer leur dignité et leur honneur en étant capable de protéger leur famille, leur femme, leurs enfants et leurs biens, ou les venger quand ils leur ont été enlevés (solidarité), les hommes prennent les armes pour les conserver pendant des décennies. S'agissant du « guérillero-révolutionnaire », les guérilleros leaders de profil « révolutionnaire » sont tous originaires de villes capitales de département ou de taille intermédiaire (ce ne sont pas des habitants des quartiers défavorisés ou des personnes considérées comme « pauvres »). Leurs familles sont issues de la classe moyenne et disposent d'une certaine sensibilité politique. Tous ont réalisé des études supérieures dans une université du pays ou à l'étranger. Tous se sont liés aux Jeunesses Communistes durant leurs études. Ils ont obtenu un avancement rapide dans l'hierarchie des FARC grâce à leurs connaissances politiques et idéologiques. Ils ont subi la persécution de l'armée ou de la police ou ont vécu le génocide de l'Union Patriótica. Ils considèrent avoir été « expulsés de la vie politique à coups de fusil », c'est à dire, d'avoir été forcés à prendre les armes pour exprimer leurs revendications sociales ou politiques. S'agissant du « narco-guérillero », l'essor du trafic de stupéfiants en Colombie va amener un nouveau type de combattants dans la guérilla, poussés principalement par des motivations économiques, non seulement dans le cadre d'une rationalité qui cherche la satisfaction de nécessités matérielles mais aussi dans le cadre d'une logique « utilitariste » ou « stratégique » de la reconnaissance, c'est-à-dire la recherche de la reconnaissance sociale, du prestige, du pouvoir et de la valorisation individuelle obtenus à travers l'argent ou l'enrichissement. Dans le cadre d'une « culture du narcotrafic », le désir de prouver aux autres sa « vraie valeur » ou de se venger des rejets subis, perçus comme des humiliations par les acteurs, explique les manifestations excessives de richesse ou d'opulence et l'engagement armé de certains combattants et leaders de la guérilla.

Au sein des trois grands profils identifiés : paysan, révolutionnaire et guérillero-narcotrafiquant, le rôle des femmes a évolué depuis les débuts quand les femmes accompagnaient le mouvement pour réaliser des tâches considérées « traditionnellement » comme féminines : cuisiner, laver, réparer les uniformes jusqu'à l'époque actuelle où quelques femmes (toujours en nombre assez réduit) occupent des postes de commandement à l'intérieur de l'organisation. Les femmes de la guérilla s'enrôlent pour « amour » (ou le désir de consolider une relation affective déterminée durant l'adolescence) ou pour échapper aux mauvais traitements dont elles étaient victimes dans la « vie civile » (mauvais traitements dans le foyer familial, violence de genre). Elles cherchent aussi la reconnaissance d'une égalité des sexes à travers les armes et le combat, considérées comme des tâches « viriles » et bénéficient pour cela d'une reconnaissance sociale dans le cadre d'une société traditionnelle, machiste et patriarcale. Cependant, une fois à l'intérieur du groupe, dans quelques cas, les femmes se transforment à nouveau en « objets », symbole du prestige acquis par les combattants masculins. Les femmes sont ainsi transformées en moyens d'incitation pour le recrutement de nouveaux combattants et se convertissent en « esclaves sexuelles » de leurs « compagnons » des FARC. Dans d'autres cas, les femmes participent « volontairement » à une course pour obtenir de plus grands bénéfices et privilèges à l'intérieur de l'organisation. C'est le cas des « rangeras » qui recherchent un compagnon sentimental doté de pouvoir dans la structure guérillera pour affirmer leur supériorité face aux autres femmes du groupe et pour avoir accès aux « objets de luxe » (cosmétiques, bijoux, sous-vêtements, etc.). La quasi-totalité des femmes qui désertent les FARC le font dans des cas impliquant des situations relatives à la maternité (elles ont été obligées d'avorter ou d'abandonner un enfant en étant dans la guérilla). Dans ce cas, la « reconnaissance » que la femme peut obtenir de son « rôle de mère » est plus importante que n'importe quelle autre motivation à l'heure de mettre fin à son engagement violent. La nouvelle stratégie de reconnaissance des ex-combattantes est d'« échanger un fusil pour un enfant ».

S'agissant des adolescents et des enfants guérilleros, pendant l'enfance ou l'adolescence, l'âge auquel se construit et se renforce la sécurité émotionnelle qui permet d'assumer les diverses formes d'interaction sociale, la confrontation à des

modèles « armés » ou « violents » pour obtenir un statut social devient un élément fondateur de l'identité des jeunes. A cet âge plus qu'à un autre, l'expérience des dénis de reconnaissance peut avoir un impact très important sur le comportement des individus, qui ont plus tendance à manifester une révolte contre l'autorité, et à chercher à s'intégrer aux groupes ou à adopter des pratiques (comme le port d'armes) qui leur permettent d'éprouver une plus grande sécurité identitaire et personnelle. On observe que les enfants, en cherchant à fuir la violence intrafamiliale (échapper à la condition de victimes), à s'émanciper de leurs familles ou, au contraire, à continuer la tradition familiale (pour renforcer leur appartenance identitaire) ou en cherchant une plus grande reconnaissance de leurs pairs et une plus grande reconnaissance sociale (dans le cadre des valeurs viriles et d'une institutionnalisation de la violence manifestée dans le « goût pour les armes »), entrent dans la guérilla et adoptent son discours insurrectionnel.

Enfin, à partir de l'analyse des entrevues avec d'anciens combattants des FARC, réalisées durant le travail de terrain et l'étude de nombreux témoignages et histoires de vie de guérilleros, nous avons cherché à réaliser un panorama récent du tissu social des FARC.

En partant des caractéristiques principales des membres du groupe, nous avons pu déterminer certains besoins de reconnaissance qui caractérisent ce groupe de population et le contexte de leurs revendications. Dans la période 2002-2010, il est possible de dire que la lutte pour la reconnaissance des combattants des FARC est caractérisée par :

- Le caractère principalement rural du mouvement face à une population colombienne majoritairement urbaine ;
- L'acceptation tacite de la violence comme mécanisme d'interaction sociale et la présence d'une « gun culture » ;
- La recherche de validation des identités viriles à travers la réification de l'« autre » ;
- L'influence du trafic de stupéfiants qui a augmenté la perception des inégalités tandis qu'elle a fortifié l'existence d'identités idéalisées ;
- La recherche des victimes de dépasser l'état de vulnérabilité et de paralysie morale ;

- L'influence des dynamiques de groupe et du désir des individus de construire leur identité propre dans le cadre du groupe ou de relations affectives familiales ou sentimentales...

Par ailleurs, comme nous l'avons vu, un élément additionnel ressort des entretiens et des enquêtes analysés : le thème du recrutement forcé. Pour notre analyse sur les facteurs émotionnels, identitaires, moraux, symboliques et subjectifs (dans le cadre de la lutte pour la reconnaissance) qui ont une influence sur le passage à la violence et la continuité de la lutte des FARC, le facteur « recrutement forcé » introduit la variable « coercition » dans l'étude. Ainsi, il est important de prendre en compte le fait que tous les combattants des FARC n'ont pas rejoint le groupe de manière volontaire. C'est pourquoi il ne s'agit pour eux ni d'un « choix rationnel », ni de la recherche de maintenir ou de fortifier l'image de soi, mais dans beaucoup de cas, l'enrôlement s'effectue dans le cadre d'une contrainte armée ou d'une menace directe contre leur survie ou leur intégrité personnelle.

La recherche réalisée sur les FARC, dans le cadre de la théorie de la lutte pour la reconnaissance, montre que si l'existence des FARC peut s'expliquer par la recherche du profit économique (activités illégales) ou par l'existence d'un projet politique (un discours et une idéologie), dans la majorité des cas, les décisions des guérilleros du rang et des commandants (qui orientent les actions des FARC) ne sont pas prises d'une manière purement « rationnelle » mais dépendent d'éléments comme le « goût des armes », la lutte contre l'« ennui » de la vie civile, l'influence du groupe familial, le fait de vouloir échapper aux mauvais traitements ou à la violence intrafamiliale, la recherche de la vengeance pour les affronts subis, l'« amour » entendu comme l'établissement d'une relation sentimentale avec une personne déterminée, l'absence de la perception de liens identitaires avec d'autres groupes sociaux, la recherche du pouvoir et du respect, et principalement la nécessité d'« être quelqu'un » (*ser alguien*), c'est-à-dire d'avoir une identité personnelle solidement construite qui permet à l'individu d'avoir confiance, estime de soi et respect (H₁).

On a aussi pu observer, tant dans l'analyse macro de la guérilla que dans celle de ses membres, qu'il existe un développement dynamique des demandes de reconnaissance qui ne sont pas déterminées mais se forment dans les relations avec

autrui (H₂). De plus, le caractère violent ou sanglant de la lutte dépend de l'équilibre qui existe entre des nécessités de reconnaissance collectives ou individuelles et entre la recherche d'une égalité ou d'une supériorité. Or la « dépolitisation » des FARC, ou le passage d'une « lutte pour la dignité » à une « lutte pour le prestige », rend compte du déséquilibre qui existe entre ces éléments, car si au niveau du discours, les FARC semblent lutter pour l'établissement d'une égalité (économique, sociale, culturelle, entre hommes et femmes), en pratique, ce sont les nécessités de reconnaissance de type individuel, associées très souvent à la recherche d'une supériorité ou de la validation d'une identité idéalisée, qui ont contribué fortement à la stigmatisation importante de la guérilla dans l'opinion publique colombienne.

Dans la partie suivante, pour préciser davantage l'analyse des dynamiques globales de la lutte pour la reconnaissance des FARC qui ont été identifiées à partir de l'analyse des discours, des comportements et de l'interaction de la guérilla (et des guérilleros) avec d'autres acteurs, il sera réalisée une présentation plus détaillée (et synthétique) des besoins et dénis de reconnaissance qui motivent le passage à la violence des combattants des FARC et comment l'appartenance à la guérilla crée de nouvelles mécanismes de reconnaissance « armée ».

« Je souffre donc je me bats » : dénis de reconnaissance et blessures morales

« Entré dans la guérilla quasiment sans m'en rendre compte. Je travaillais dans la ferme de la mère de mon beau-père, mais je m'ennuyais, je me sentais seul et repoussé par ses parents à lui. Alors, je me suis dit : "comme personne ne m'aime, je pars pour la guérilla, et s'ils doivent me tuer, qu'ils me tuent" (...). J'ai toujours voulu expérimenter autre chose, j'ai toujours aimé les armes : les porter, faire feu, les utiliser (...) »¹⁶⁷⁴.

« Quand j'étais plus jeune, et que je faisais mal l'un de mes devoirs du collègue, ma mère me fouettait avec la corde du magnétophone (...). Qu'est-ce qui m'a amené à m'enrôler ? Je ne sais pas... le rejet et l'indifférence de ma famille et tout cela. Je me suis dit à moi même : Non. Comment vais-je permettre que ma famille m'humilie ? Je peux me débrouiller par moi même, je sais comment faire. Ainsi

¹⁶⁷⁴ González Uribe (Guillermo), *Los niños de la guerra*, Bogotá, Planeta, 2002

j'ai commencé à fréquenter des amis comme ça, alors, quand je pensais à cela, chaque jour, j'y pensais plus, avoir des armes et des choses comme ça et me voilà (...) »¹⁶⁷⁵.

« La guérilla n'emmène jamais des gens par force, enfin, pour ce que j'en sais, non ? Jamais, mais il y a des gens qui partent parce qu'un petit ami les a laissés tomber, ils vont là-bas par ennui, la maltraitance familiale, parce qu'un guérillero leur plaît, qu'ils aiment les armes, ils s'en vont pour ça, parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire, ils partent pour chercher, je ne sais pas, plus de vie »¹⁶⁷⁶.

À partir de l'étude des FARC, depuis la perspective de la lutte pour la reconnaissance, basée principalement mais non exclusivement sur l'analyse de 8 interviews et 4 enquêtes réalisées avec des ex-guérilleros des FARC (voir chapitre 4.4), ajoutée à l'examen de 201 histoires ou témoignages de combattants et ex-combattants de la guérilla, recueillis dans des sources secondaires (presse, études réalisées par des sources gouvernementales et non gouvernementales, biographies de guérilleros, témoignages de séquestrés des FARC, etc.), il a été possible d'identifier divers éléments identitaires, symboliques, émotionnels, moraux, subjectifs qui expliquent l'apparition des FARC, leur pérennité dans le temps, et la décision des combattants de s'engager dans la violence et de prendre les armes.

Ainsi, dans la section suivante, seront présentés de manière synthétique les éléments qui ont été identifiés au cours de la recherche présente. Seront évoqués tant le contexte de la lutte guérillera (patrons sociaux de reconnaissance) que certains besoins et dénis d'une reconnaissance individuels et collectifs que sont à l'origine de la lutte des FARC.

Certains facteurs liés à la « reconnaissance » qui ont un impact sur l'engagement violent de la guérilla et des guérilleros sont, entre autres :

La socialisation à la violence (1). Vivre dans une zone de combat ou de contrôle de la guérilla. La psychologue Yvonne Keairns a réalisé une recherche avec des jeunes ex-combattantes qui l'a amenée à la conclusion que « *le risque*

¹⁶⁷⁵ Specht (Irma), *op.cit.*, 2006.

¹⁶⁷⁶ Keairns (Yvonne), *Escuchando las voces de las jóvenes excombatientes*, Bogotá, Quuno Dupligráficas, 2004. p. 14.

*principal d' enrôlement est le fait de vivre dans une zone de conflit »*¹⁶⁷⁷. La présence et la domination, même partielle, de la guérilla, dans une région déterminée, socialise ses habitants au conflit, définit un ordre social, la structure de valeurs et de la vie quotidienne. La présence de la guérilla, l'acceptation de son pouvoir ou autorité, ajoutées à une relative « normalité » de la violence, orientent la lutte pour la reconnaissance, qui dans un autre contexte pourrait être pacifique, vers une voie de violence physique ou armée.

« Camilo »¹⁶⁷⁸ : « J'ai grandi dans un milieu où l'on ne voyait qu'eux [les guérilleros] ».

« Monica »¹⁶⁷⁹ : « Je vivais dans une ferme. La guérilla était dans la région. Ma maman devait leur faire des faveurs. Ils étaient des amis ».

« Hernando »¹⁶⁸⁰ : « Jeune, j'ai été dans la JUCO [Jeunesses Communistes] (...). J'ai été en contact avec la guérilla depuis un âge très précoce ».

« Pablo »¹⁶⁸¹ : « Dans mon village, personne ne venait à part les FARC, cela, c'était ce que nous connaissions et moi, en vérité, j'étais convaincu que ma vie devait me mener vers ces troupes, où les hommes et même les femmes portaient l'uniforme et utilisaient un fusil ».

Socialisation à la violence (2). Implication antérieure à d'autres types d'activités délictueuses (ex. trafic de stupéfiants). « *Le paravent de l'illégalité permet de passer facilement de raspachín à un militant d'une organisation armée* »¹⁶⁸². Comme cela a été vu dans le cas du trafic de stupéfiants, ce type d'activités favorise l'apparition de nouvelles incitations à prendre les armes. Certaines ont un caractère économique (enrichissement) mais d'autres ont un rapport avec de nouvelles incitations sociales et règles de comportement (l'argent comme moyen d'obtenir la reconnaissance de sa propre valeur). Dans ce contexte, l'existence d'autre type d'activités illicites ou criminelles en Colombie favorise l'entrée dans la guérilla, parce que le passage d'un groupe à un autre semble « naturel » dans certains contextes où ces pratiques font partie des canaux sociaux de reconnaissance.

¹⁶⁷⁷ *Ibid.* p. 14.

¹⁶⁷⁸ Entretien avec « Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁷⁹ Entretien avec « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région: Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

¹⁶⁸⁰ Entretien avec « Hernando », ancien guérillero FARC, Région: Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁸¹ « Guerrilleros reinsertados cuentan cómo viven su nueva vida », *El Tiempo*, 8 octobre 2011 (en ligne).

¹⁶⁸² PNUD, *op.cit.*, 2003. p. 348.

« José Cristo »¹⁶⁸³ : « À 12 ans, [je suis] entré dans l'escorte du narcotrafiquant Carlos Lehder (...). Je ne savais ni lire ni écrire et je me suis dit : je m'en vais n'importe où. Carlos Lehder avait beaucoup d'argent (...). Quand Lehder est tombé, nous sommes restés dans la zone rouge (...). Nous avons besoin de travailler et les armes nous plaisaient (...). Et les guérilleros sont arrivés et se sont emparés du territoire ».

« Hernando »¹⁶⁸⁴ : « Tout de suite, à cause de l'argent et les mauvaises amitiés, les mauvaises relations, je suis devenu cocalero [producteur de coca]. A Yuriva, Caquetá, j'ai eu des cultures de coca, j'ai travaillé avec la guérilla (...). J'ai décidé de faire des affaires par mon propre compte. Pendant 1 an et 7 mois [j'ai vendu ma production sans passer par la guérilla]. Mais ils l'apprirent et me prirent [la guérilla]. Je devais voyager avec eux ».

Zenaida Rueda¹⁶⁸⁵ : « Ils ne disaient rien, mais les *raspachines* s'apercevaient que les guérilleros menaient une très bonne vie, alors qu'ils devaient se lever à quatre heures du matin et travailler tout de suite sous le soleil dans les cultures de coca. Après, les guérilleros devenaient amis avec les *raspachines*, ils allaient avec un groupe d'entre eux dans une discothèque et les enivraient. Et ceux-ci étant ivres, ils leur disaient : "Vous autres, pourquoi n'entrez-vous pas dans la guérilla ? Là-bas, vous aurez de tout et si vous vous conduisez bien, nous enverrons de l'argent à la famille ; de plus vous vivrez très bien". Ainsi, ils les emmenaient. Quantité de raspachines trompés arrivaient et après qu'ils avaient passés le poste de garde, ils n'avaient plus d'issue ».

La socialisation à la violence (3). Le rôle de l'école. L'éducation et son influence sur l' enrôlement des combattants dans la guérilla peuvent s'analyser de diverses manières. La première est le faible niveau d'éducation des combattants (le niveau moyen d'éducation est le quatrième degré en primaire) qui ne doit pas être seulement entendu seulement comme l'absence de connaissances, mais comme le manque d'un environnement qui offre des références pour la consolidation de l'identité et l'image des individus. L'absence d'« éducation », au sens général, les rend plus vulnérables à l'acquisition d'autres points de référence comme marqueurs d'identité : les groupes armés, la guérilla. De plus, elle les rend plus vulnérables à l'adoption de nouveaux principes et de nouvelles valeurs. Par ailleurs, dans certains lieux, les écoles sont liées à des logiques de guerre : les acteurs trouvent un contexte parfait pour le recrutement, pour exhiber leurs armes,

¹⁶⁸³ Entretien avec « José Cristo », ancien guérillero FARC, Région: Eje Cafetero. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

¹⁶⁸⁴ Entretien avec « Hernando », ancien guérillero FARC, Région: Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁸⁵ Rueda (Zenaida), *op.cit.*, 2009.

pour permettre la manipulation et le contrôle des prises de position des jeunes ainsi que des enseignants face au conflit. En outre, l'absence d'éducation est perçue comme une « exclusion », un manque d'« opportunités » pour le développement personnel, et de ce fait, une occasion de subir le mépris, dans le cadre d'une société où l'accès à l'éducation (au diplôme) est le moyen de « devenir quelqu'un ». Pour cette raison, comme nous le verrons plus loin, certains guérilleros estiment que leur appartenance aux FARC va venir combler ce vide : dans la guérilla, ils m'ont enseigné... j'ai appris quelque chose... etc.

« Camilo »¹⁶⁸⁶ : « Mon papa rêvait de me voir étudier. Il rêvait que je sois quelqu'un ».

« Rafael »¹⁶⁸⁷ : « L'armée se bat contre des *brutos* (imbéciles). Les personnes qui ont étudié partent pour les villes et se convertissent en *testaferros* (prête-noms). Ils vivent de l'argent que nous produisons, vivant bien. Je n'ai jamais combattu à côté d'un bachelier. A la campagne, c'est nous les ignorants qui sommes restés ».

« Merejo »¹⁶⁸⁸ : « Don Óscar, dites-moi une chose, qu'est-ce que c'est qu'un referendum ? C'est que comme ils en parlent tout le temps à la radio... C'est un monsieur ou quoi ? »

« Jofre »¹⁶⁸⁹ : « Lizcano, dites-moi s'il n'est pas vrai ce que j'ai dit à ces cons qui ne savent rien (...). C'est que Pelusa et Baltazar disent que ce que je raconte est faux. Ils disent que le pétrole ne se sème pas comme le maïs et les haricots ».

« Culebrita »¹⁶⁹⁰ : « Ici [dans les FARC], ils m'ont enseigné à lire et à écrire et je combats pour le peuple ».

Relations primaires-affections (1). Appartenir à une famille qui entretient des liens avec la guérilla. Dans diverses études, y compris la présente recherche, la famille apparaît comme un facteur déterminant pour protéger ou pousser les individus vers la violence armée. L'influence familiale est déterminante pour démontrer comment le processus d'identification individuelle au profit du groupe, ou en d'autres termes, les liens identitaires, peuvent déterminer la trajectoire d'un individu en l'orientant vers la prise des armes, obéissant aux bornes morales fournies par son entourage primaire. La famille fournit le premier espace de socialisation dans lequel l'individu peut développer et fortifier sa propre image, pour parvenir à

¹⁶⁸⁶ Entretien avec « Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁸⁷ « La Resaca de las Farc », *op.cit.*, 2008. p. 24-28

¹⁶⁸⁸ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. pp. 66-69 et 77

¹⁶⁸⁹ *Ibid.* pp. 97-100

¹⁶⁹⁰ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 137

la confiance en soi-même (sphère de l'affection). Pour cette raison, la famille peut avoir deux types d'influence qui favorisent l'entrée des individus dans la guérilla de combattants. D'une part, si la famille fait partie du réseau social des FARC, le ou la combattant(e), poussé par l'identification à la famille et animé par la « tradition familiale », se verra poussé à rejoindre les rangs du mouvement. Dans d'autres cas l'adhésion ne se réalise pas de manière volontaire mais sous la contrainte. C'est le cas des jeunes remis aux FARC par leurs propres parents. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, la violence intrafamiliale et la maltraitance infantile influent aussi sur la décision de prendre les armes.

« Camilo »¹⁶⁹¹ : « Ma famille y demeurait. Mon frère médecin est encore là-bas. Ma soeur est décédée dans l'opération Karina ».

« Atahualpa »¹⁶⁹² : « Je me suis engagé dans la guérilla dès mon enfance, suivant là une véritable tradition familiale: mon père était un guérillero au service de Dumar Aljure et de Guadalupe Salcedo ».

« Éver »¹⁶⁹³ : « Dès [mes] 9 ans, je portais un revolver, quand je marchais avec son père, lui aussi guérillero (...). Au cours du temps, mes frères ont commencé à arriver, au compte-gouttes, dans les campements. Ils me disaient qu'ils s'ennuyaient à la maison ».

« Byron » : « Je suis né au milieu des FARC et j'ai grandi avec eux (...). Quatre des mes plus proches membres de sa famille en étaient. Mon père militait au parti communiste et collaborait avec eux de multiples façons (...). Deux de mes oncles maternels et une tante paternelle étaient des combattants actifs : des gens à la peau tannée, vêtus de la tenue de camouflage, qui me rendaient fréquemment visite en exhibant leurs armes ».

« Manuel Manrique »¹⁶⁹⁴ : « Quand j'avais 11 ans ma maman m'a remis à la guérilla. Mon papa venait de mourir et elle ne savait pas quoi faire avec nous ».

Relations primaires-affections (2). Liens affectifs avec un membre de la guérilla. La guerre rapproche les individus et crée des liens affectifs entre eux. En plus du lien familial, le lien affectif s'établit aussi au travers d'une amitié ou des fiançailles. « *Le combattant devient acteur du conflit par dépit, pour l'amour perdu ou, au contraire, dans le but de ne pas délaisser la personne objet de son affection. Dans cette dernière situation, deux cas peuvent se présenter : l'amour*

¹⁶⁹¹ Entretien avec « Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁶⁹² Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2008-2009, pp. 103-106

¹⁶⁹³ « Guerrillero que impulsa desmovilización de subversivos vio morir a cinco hermanos en la guerrilla », El Tiempo, 12 avril 2008, (en ligne).

¹⁶⁹⁴ « Yo sobreviví a la masacre de Tacueyó », *op.cit.*, 2006, (en ligne).

calculé ou forcé pour attirer l'individu dans les rangs du groupe armé et l'enrôlement du compagnon, raison pour laquelle les propositions de rejoindre la guérilla sont acceptées ou les commandants parfois sollicités pour autoriser l'entrée dans le groupe »¹⁶⁹⁵.

De plus, dans le cas des femmes, comme nous l'avons vu au sujet des *rangueras* (voir chapitre 4.3.2), les relations de couple avec un acteur armé sont un moyen de consolider les situations de pouvoir et de gagner un statut. « *Souvent, les jeunes filles n'aspirent pas à étudier ou à subvenir seules à leurs besoins, mais à trouver un mari qui leur donne un statut et les entretienne. Tout cela se mêlé à des patrons appris de soumission, d'obéissance à l'homme, à une faible capacité à décider et à une appropriation du rôle d'objet de désir des autres »¹⁶⁹⁶.*

« Adrian »¹⁶⁹⁷ : « Beaucoup sont entrés dans la guérilla, séduits par un fusil et les femmes. Voulant obtenir une vie meilleure ».

« Rafael »¹⁶⁹⁸ : « La *guerrillera* se déplaçait de toutes parts (...). Ils imposaient l'ordre et avaient, à mon goût de très jolies femmes. C'est ainsi qu'une nuit, ivre, j'ai décidé que cette vie était meilleure que celle que j'avais eu par le passé et celle que j'aurai eu dans le futur.

« Leticia »¹⁶⁹⁹ : « Je suis tombée amoureuse de Lucas. Un guérillero qui avait déjà un commandement dans une escouade ».

« Mariela »¹⁷⁰⁰ : « J'ai grandi au milieu de la réforme agraire, en étant amie de la fille de Juan de la Cruz Varela et avec un idéal communiste inébranlable. Là, est arrivé un chef des FARC, du Bloc Oriental récemment créé, et je suis tombé amoureux de lui. Malgré les remarques de mon père, né et mort en aimant aussi la gauche, je suis partie pour la montagne ».

Relations primaires-affections (3). Enfants et adolescents en processus de formation de leur identité propre. Comment nous l'avons vu, l'effectif des FARC est composé en majorité par une population très jeune, souvent mineure. Les jeunes, pour des motifs de développement psychologique, sont à un moment

¹⁶⁹⁵ Aguirre (Julian), Alvarez Correa (Miguel), *Guerreros sin sombra*, Bogotá, ICBF, Procuraduría General de la Nación, 2002. p. 79

¹⁶⁹⁶ Mesa de trabajo mujer y conflicto armado, *Informe sobre violencia sociopolítica contra mujeres y niñas en Colombia*, Bogotá, Ediciones Ántropos. 2003. p. 61

¹⁶⁹⁷ « Alias Adrian y Paola se reincorporaron a su antigua vida », *Ejército Nacional de Colombia*, 2 février 2011, (en ligne).

¹⁶⁹⁸ « La Resaca de las Farc », *op.cit.*, 2008. p. 24-28

¹⁶⁹⁹ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. pp. 86-90

¹⁷⁰⁰ *Ibid.* pp. 155-156

décisif (mais problématique) de la définition de leur identité personnelle. Les enfants et les adolescents ont une plus grande tendance à manifester un comportement fondé davantage sur des éléments émotionnels que sur une rationalité coût-bénéfice. A ce moment, plus qu'à d'autres, l'expérience des dénis de reconnaissance peut avoir un impact très important sur le comportement des individus, qui ont plus tendance à manifester une révolte contre l'autorité, et à chercher à s'intégrer aux groupes ou à adopter des pratiques (comme le port d'armes) qui leur permettent d'éprouver une plus grande sécurité identitaire et personnelle. « *L'existence d'une situation de guerre ou de conflit armé crée des modèles à suivre et des symboles de statuts militaires bien au-delà de la zone de conflit et valide la violence comme moyen de protection. Tous ces éléments sont des facteurs contextuels qui peuvent favoriser la participation de l'ensemble de la population dans des groupes armés mais elles ont un impact majeur sur les adolescents, pour qui la famille, l'école et les modèles à suivre sont des influences particulièrement fortes* »¹⁷⁰¹.

« Fandiño »¹⁷⁰² : « J'étais un adolescent de 14 ans quand j'ai décidé d'abandonner les études pour aller dans la montagne. Je connaissais mon père (...) mais je ne me souvenais que du nom de ma mère. J'entrais dans la guérilla parce que je m'ennuyais dans la vie civile ».

« Guérillera anonyme » : « Quand moi, j'étais déjà dans le groupe [les FARC], mon père est venu me sortir (...). Il venait sur une moto. Je l'ai attrapé et je l'ai fait tomber de la moto d'un coup et je lui ai dit "arrêtez d'être une fiotte, vous ne subvenez plus à mes besoins" et je suis partie comme une dingue (...). Imaginez un père donnant des ordres à quelqu'un quand il ne vous donne plus rien. On ne vit plus avec eux et ils croient avoir le droit de vous donner des ordres »¹⁷⁰³.

« Elías »¹⁷⁰⁴ : « j'ai fini là parce que la guérilla recrute des enfants, un politique arrive et commence à donner des classes : que le riche, que le pauvre, que le marxisme, que le léninisme et ainsi, ils arrivent à tous les convaincre (...). Vous prenez un cahier, écrivez et gravez ces choses dans votre tête, et vous vous dites : 'Hé, c'est vrai!' Et, vous vous persuadez d'être un dur qui va changer le monde ».

¹⁷⁰¹ Specht (Irma), *op.cit.*, 2006. p. 3

¹⁷⁰² Henao (Evelio), *op.cit.*, 2002. p. 73

¹⁷⁰³ Au sujet de la distinction enfant/adulte, rejoindre un groupe armé représente la possibilité d'être autonome et de gagner de l'argent endossant le rôle reconnu et important propre à l'adulte. Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 63

¹⁷⁰⁴ Gonzalez (Estefanía), Jiménez (Orián), *op.cit.*, 2008, pp. 179- 220. pp. 221- 251

« Guérillera anonyme »¹⁷⁰⁵ : « Ils m'ont mis [la guérilla] à la tête du mouvement estudiantin du Camilo [un collègue], j'avais onze ans... Imaginez-vous, moi avec mes onze ans et déjà dans cela, c'est que à Barranca : qui n'est pas un peu révolté ? Depuis gosses, tous sont des leaders et se battent pour un rien ».

Relations primaires-affections. Sévices et violences (1). Violence intrafamiliale (maltraitance, viol et abus). La violence intrafamiliale est l'une des motivations principales pour se joindre aux rangs de la guérilla. Principalement dans le cas des enfants et des jeunes. « *La décision est motivée par le désir profond de sortir du contexte de violence familiale et par la supposition qu'il est possible de trouver dans le groupe armé l'affection qui leur a été refusée dans leurs familles (...). L'entrée dans le groupe armé permet de dépasser la honte et l'humiliation d'être victime, pour se convertir en bourreau, pour ne plus être celui qui ressent la crainte, subir les châtiments et la violence, mais être celui qui inspire crainte et respect* »¹⁷⁰⁶.

« Felipe »¹⁷⁰⁷ : « Les mauvais traitements sont le moteur principal du recrutement ».

« Natalia »¹⁷⁰⁸ : « La maltraitance est quelque chose de mauvais, les parents doivent savoir que c'est mal. Ma maman me maltraitait beaucoup et je me suis lassé. Alors, une amie m'a recrutée ».

« María »¹⁷⁰⁹ : « Quand j'étais âgée seulement de 13 ans, le maître de la maison [où elle travaillait comme employée de service] a commencé à être incorrect [avec moi]. Il me faisait des propositions indécentes et j'étais désespérée (...). Je ne savais pas quoi faire, ni où aller (...). Par la ferme, passaient de temps en temps des guérilleros des FARC qui opéraient dans la zone. L'une des femmes du groupe [m'] a conseillé de partir avec eux ».

« Guérillera anonyme »¹⁷¹⁰ : « Avec ma famille, j'ai vécu jusqu'à l'âge de dix ans et là, je suis partie de la maison (...). Disons qu'ils ne me traitaient pas très bien ; avec mes parents, j'ai eu beaucoup de problèmes (...). J'étais toute petite et je ne savais ni cuisiner, ni laver, ni rien faire ; c'était le problème que j'ai eu avec mes parents. Ils me frappaient fort! Mes frères, des hommes, ils ne les maltraitaient pas, mais nous oui, les femmes (...). Je suis très fâchée avec eux, je ne leur ai jamais pardonné de m'avoir fait tant souffrir ».

¹⁷⁰⁵ *Ibid.* pp. 255-303.

¹⁷⁰⁶ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 27 et p. 63

¹⁷⁰⁷ Entretien avec « Felipe », ancien guérillero FARC, Région: Tolima. Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: La Candelaria, Bogotá.

¹⁷⁰⁸ « Niñas que recluta la guerrilla se vuelven esclavas sexuales », *op.cit.*, 2011, (en ligne).

¹⁷⁰⁹ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008.

¹⁷¹⁰ González Uribe (Guillermo), *op.cit.*, 2002.

Relations primaires-affections. Sévices et violences (2). Spirales de violence et dynamiques de vengeance face à la violence subie. Intimement lié au facteur précédent (violence intrafamiliale), être « victime » de la violence d'autres acteurs, (particuliers, paramilitaires, de l'État) est aussi un facteur qui favorise le passage à la violence. La violence subie par la victime génère du ressentiment, de la douleur et (ou) de la rage et met en danger l'intégrité physique comme la construction de la confiance en soi (première sphère de la reconnaissance). Face à ce déni de reconnaissance, les armes peuvent permettre aux individus de sortir de l'état « sans défense » ou de paralysie émotionnelle des victimes, en se sentant faire partie d'un groupe « puissant ». De plus, les armes permettent de passer de l'état de victime à celui de bourreau, d'affirmer sa force ou son pouvoir en face des autres et de donner libre cours aux processus de vengeance. Par ailleurs, l'appartenance aux groupes armés est aussi perçue comme une façon de se « protéger » et éviter d'être de nouveau victime.

« Guérillera Anonyme »¹⁷¹¹ : « Peu de temps après être arrivés à Tumaco, ils ont tué mon père. J'étais la préférée de mon père... et quand il est mort, j'ai senti que le monde s'écroulait (...). Je suis devenu l'amie d'un guérillero (...). Une amie m'a dit : "Là-bas, celui-là c'est un guérillero. Ils sont si beaux! Ils sont comme les soldats!". On me l'a présenté et nous avons commencé à converser. Je leur ai dit que j'étais très ennuyée, que je ne trouvais pas de sens à la vie, que j'avais envie de mourir, de me tuer, de je ne sais pas ; il m'a dit qu'il ne fallait pas penser tout ça, que j'étais très jolie, que j'étais très jeune (...). J'ai toujours eu beaucoup d'amour pour les armes. Donc, je suis partie pour la guérilla, parce que les armes me plaisaient, et à cause de ce sentiment de vengeance ».

« Guérillera anonyme »¹⁷¹² : « Une nuit, j'étais à la discothèque quand ils m'ont averti qu'ils avaient tué mon frère, ils l'ont tué en disant que c'était un *sapo* (informateur) (...). Moi, ça m'a donné beaucoup de rage (...). Alors, j'ai réfléchi : Qu'est-ce que je vais faire pour me venger ? (...). Le guérillero m'a parlé et m'a dit que là-bas, c'était bien, que ça se passait bien pour les femmes guérilleras, qu'elles étaient comme des petites filles gâtées. Il m'a convaincu et, comme je recherchais la vengeance, je suis partie... J'avais treize ou quatorze ans »

« Culebrita »¹⁷¹³ : « Nous vivions seules avec mes soeurs et ma maman. Le fiancé de ma mère venait les week-ends (...). Quand ma maman dormait, son fiancé passait pour notre pièce et nous violait. Ma mère ne disait rien. Quand les FARC sont arrivées au village, je

¹⁷¹¹ *Ibid.*

¹⁷¹² *Ibid.*

¹⁷¹³ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 137

suis tombé amoureux d'un guérillero. J'ai appris avec lui à manier le revolver et ensemble, nous avons projeté de nous venger (...). À l'aube, quand nous sommes partis dormir, le fiancé de ma maman est entré comme à l'accoutumée dans notre pièce. Cette fois, je l'attendais avec anxiété. A peine le *raspachin* avait-il soulevé les draps que j'ai dégainé le pistolet et lui ai tiré 6 coups. Après, j'ai embrassé mes sœurs et je suis partie pour la montagne ».

« Leonardo »¹⁷¹⁴ : « Le 24 décembre 2000, ma vie a changé. Durant une opération de l'armée, j'ai été accusé d'être un auxiliaire des FARC et j'ai été retenu durant 12 heures pendant lesquelles j'ai été soumis aux interrogatoires et aux tortures. Par vengeance et parce que j'étais d'accord avec la lutte subversive, j'ai décidé de rejoindre la guérilla ».

« Jaime »¹⁷¹⁵ : « un jour de Noël, quand j'avais 10 ans d'âge et que j'achetais un cadeau à ma maman, j'ai été retenu pour quelques heures durant une opération militaire. Ils m'ont torturé et par vengeance j'ai décidé d'entrer dans les FARC ».

Récit sur la guérilla¹⁷¹⁶ : « Dans certains cas, [les guérilleros] ont pris les armes « par vengeance », parce que leurs parents ont été assassinés, beaucoup ont souffert des occupations de villages, des massacres et 15 pour cent ont été menacés et ont également été victimes de déplacement ».

Des hommes libres et égaux. Privation de droits et exclusion (1). La lutte contre l'affirmation de la supériorité de l'autre perçue comme injuste. Dans plusieurs des témoignages analysés s'observe le « ressentiment » des combattants face aux différences entre le monde « rural » et le monde « urbain » ou entre les « riches », la « bourgeoisie », et les pauvres. Ces différences sont subies comme une violence symbolique et ressenties comme du mépris. Le passage à la violence obéit au « *désir d'échapper au mépris, et précisément contre l'affirmation inégalitaire d'un supériorité* »¹⁷¹⁷.

« Mónica »¹⁷¹⁸ : « Les gens qui ont de l'argent aiment toujours emmerder les autres (...). Ce serait bien que l'égalité existe. Ce n'est parce que je suis riche que je peux faire ce que je veux. Plus ils ont de l'argent, plus ils en veulent ».

« Marlon »¹⁷¹⁹ : Pourquoi croyez-vous qu'il y a une guerre dans ce pays ? « Cela est très simple : parce qu'il y en a qui possède beaucoup et d'autres qui n'ont rien. Et ceux qui ont quelque chose veulent rester au-dessus de ceux qui n'ont rien, alors ce n'est pas juste ».

¹⁷¹⁴ « Guerrilleros reinsertados cuentan cómo viven su nueva vida », *op.cit.*, 2011 (en ligne).

¹⁷¹⁵ « Dos dramáticas historias de reclutamiento de menores por las FARC », *Noticias Agencia Colombiana para la Reintegración*, février 2012, (en ligne).

¹⁷¹⁶ « La Resaca de las Farc », *op.cit.*, 2008. pp. 24-28

¹⁷¹⁷ Caillé (Alain), *op.cit.*, 2004.

¹⁷¹⁸ Entretien avec « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région: Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

« Guérillero anonyme »¹⁷²⁰ : Parlant d'une femme politique séquestrée. « Regardez-la, voici la *oligarquita* (petite oligarque), voilà la bourgeoise, qu'elle aille chier là-bas dans un trou, qu'elle aille uriner dans les buissons, ici, nous n'allons pas lui donner des gambas, ni des crevettes. Qu'elle mange la nourriture du peuple ! ».

« Guérillero anonyme »¹⁷²¹ : « L'état colombien est très centralisé et mène une politique qui tient peu compte des particularismes des régions et des populations. La fracture entre grandes villes et campagnes, entre la capitale et les territoires isolés est immense. Elle alimente l'incompréhension et les rancœurs de ceux qui sont exclus. Ce n'est guère que lorsque l'équipe nationale de football joue à la télé que tous les colombiens chantent en chœur ».

Récit sur la guérilla No.1¹⁷²². Le commandant a sorti une machette, a coupé quelques branches et a arrangé la toile de tente où le journaliste enlevé dormait (« La Chiva » Cortés) et a dit : « Imaginez avec ces déluges comment serait le pauvre vieux dans la boue ». L'un des enfants guérilleros a continué de le regarder et lui a répondu plein de rancune : « Qu'est-ce-que vous croyez, vieux fils de pute ? Où ma mère m'a-t-elle enfanté, moi et mes soeurs ? Dans la boue, fils de pute ».

Récit sur la guérilla No. 2¹⁷²³. Faisant allusion au gouverneur séquestré, ils lui disaient : « vous êtes un ennemi de la cause. Vous êtes différent. Vous n'avez jamais connu la faim ». Ils voulaient montrer qu'ils étaient les bons et nous [les militaires séquestrés] les mauvais. Que nous étions l'armée de la bourgeoisie. C'est que pour eux, tout ce qui sent la ville, tout ce qui est étude, incarne la bourgeoisie.

Des hommes libres et égaux- Droit. Privation de droits et exclusion (2).

Lutte contre la non-reconnaissance des droits ou l'invisibilisation des problèmes sociaux. Une personne voit ses droits reconnus quand la communauté la reconnaît comme faisant partie d'elle-même, et lui accorde la possibilité de les exercer, de participer aux délibérations et aux prises de décision sur les affaires concernant le groupe social dans son entier. La privation de droits et l'exclusion peuvent produire des expériences morales négatives, des « blessures morales », qui sont à l'origine de luttes visant à retrouver des relations de reconnaissance sous une forme pleine et entière. Les combattants luttent contre l'injustice, l'iniquité et les inégalités perçues comme des formes de mépris.

¹⁷¹⁹ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 46.

¹⁷²⁰ Pérez (Luis Eladio), *op.cit.*, 2008. p. 123.

¹⁷²¹ Devalpo (Alain), *op.cit.*, 2004. p. 97

¹⁷²² Léon (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 134

¹⁷²³ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. pp. 97-100

Les discours des guérilleros combattants font de fréquentes références à des motifs « altruistes » dans des expressions comme « la juste cause » ou « défendre le peuple ». Cependant, dans la majorité des cas (à l'exception des guérilleros urbains qui s'enrôlent au travers des universités), ce discours peut être interprété plus comme la manifestation d'une « honte collective » que comme un discours à caractère idéologique ou « politique ». Face à la violence individuelle le sujet, pour ne pas se sentir humilié, prend les armes et affirme sa valeur. Dans le cas de l'« exclusion » et la privation de droits, ces deux éléments sont aussi perçus comme une violence exercée contre la population dans son ensemble. Dans ce cas aussi, les armes sont prises pour sortir d'une situation de « honte » ou d'« impuissance » en face d'une violence « structurelle » ou symbolique.

« Johanna »¹⁷²⁴ : « Comment les gens peuvent-ils supporter de vivre ainsi, dans ce monde ? Je ne pouvais plus endurer le manque de respect des gens, voir les pauvres mourir de faim, des hommes mendier dans les rues. Ça me faisait trop mal. La vie dans la guérilla n'est pas ainsi. Ici, il y a un règlement et des droits. Ce n'est pas ainsi ».

« Guérillero anonyme »¹⁷²⁵ : « Marulanda racontait que la guerre avait commencé par le vol de quelques poules (...) il disait que la bourgeoisie lui avait volé des poules (...). Il racontait que, je ne sais quel président qu'il y avait, lui avait volé les poules, et qu'à partir de ce moment, ils ont commencé la guerre pour ces poules. Parce que certains mangeaient plus que les autres (...). Eh bien, on reste muet quand ce monsieur nous racontait cette histoire, dans une salle où il y avait 2 000, 3 000 guérilleros, et moi j'écoutais attentivement (...). Imaginez quand il n'y avait que 48 hommes luttant contre des milliers de soldats de l'armée (...). Je me souvenais parfois de ce discours (...) et cela me faisait rire ! Mais cela importait peu parce que l'on continuait *pa'lante* (à avancer). L'on continuait à se battre normalement ».

« Guérillero anonyme »¹⁷²⁶ : « Il est clair que je ne vais pas dire que la guérilla est la pire parce que ce n'est pas vrai ; là-bas, ils ont une idéologie, il y a de bonnes choses, la seule chose mauvaise est, que pour s'attaquer à l'État, ils frappent le peuple et c'est pour cela qu'on les traite de terroristes. L'idéologie de la guérilla est la prise du pouvoir pour le peuple, qu'il existe une égalité pour tous. Est-ce que vous voyez ça avec l'État ? Ce que l'on voit, c'est le chômage. Du chômage ici et là. Qui sont ceux qui ont tout l'argent ? Autre chose : ce n'est pas le président d'ici qui dirige la Colombie, ce sont les États-Unis. Qui est le propriétaire de tout le pétrole, qui sont les propriétaires des grandes entreprises

¹⁷²⁴ Benjain, (David). « La intimidación de los campamentos de las FARC », *Especial 10 Días con las FARC*, 23 avril 2008, (en ligne).

¹⁷²⁵ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 50

¹⁷²⁶ González Uribe (Guillermo), *op.cit.*, 2002.

d'ici ? Les États-Unis. Presque toutes les entreprises du pays ont été vendues et la Colombie a tellement de richesses! C'est pour ça que les guérilleros se battent, mais ils ont tort quand, pour venir et frapper une base ou attaquer un poste de police, ils tuent des civils ; cela devient tout de suite polémique dans les médias, ils arrivent et disent que les FARC sont ceci et cela, à la télévision, à la radio et dans les journaux, alors que ce n'est pas comme ça ».

« Mono Jojoy »¹⁷²⁷ : « Si les camarades Marulanda et Jacobo, avec les circonstances politiques de ce pays, ont pris la décision politique d'organiser cet armée de guérilleros, c'est parce qu'il y a des causes qui justifient l'existence de cette guérilla. C'est pourquoi être guérillero est une très grande responsabilité. Ici, ce que nous faisons, c'est modeler, améliorer le caractère, la pensée des gens qui arrivent d'une société capitaliste, d'une société cancanière, voleuse, *mariguanera* (de babas-cool), et corrompue pour qu'ils sachent que tout ce qui est appris dans nos rangs, avec le statut, le règlement, les normes de commandement, le manuel militaire, c'est ce qui est valide. Le reste, c'est la propagande de l'ennemi. Pour mener une guerre psychologique et que le peuple ne nous appuie pas (...). C'est que ceci est le peuple et le peuple est invincible ».

Des hommes libres et égaux- Droit. Privation de droits et exclusion (3).

Lutte pour l'égalité de genre. L'analyse des divers profils des combattants des FARC a permis d'observer que les relations entre hommes et femmes, l'équilibre et la répartition de rôles, a une influence sur la décision d'intégrer la guérilla ou de la quitter. En Colombie, dans un contexte de conflit armé, dans le processus de socialisation d'une culture patriarcale sont intériorisés par les individus des marqueurs de contexte qui indiquent les différences, les positions, les règles de comportement et les relations entre les sujets au sein de la hiérarchie. « *Depuis une perspective des relations de genre, les modèles prédominants de socialisation des hommes et des femmes (...) sont clairement différenciés et différenciateurs : alors que les hommes jouissent d'une plus grande liberté d'action et de décision par rapport aux femmes, s'exerce sur celles-ci un contrôle de leur comportement de façon à les rendre plus dociles, à les maintenir dans la sphère privée et à limiter sévèrement l'exercice de la liberté de décision (...). Tandis que la socialisation masculine promeut chez les enfants et les jeunes la possibilité d'avoir un plus grand contrôle de leur vie, les femmes apprennent plutôt à être les objets du désir des autres et à accepter les décisions externes vis à vis desquelles elles n'ont*

aucun pouvoir »¹⁷²⁸. Être reconnu, « respecté » implique dans ce contexte d'avoir les caractéristiques de ce qui est considéré comme « masculin » : force, caractère, indépendance, violence... Pour cette raison, comme nous l'avons vu, certaines femmes ont décidé de prendre la voie des armes pour être considérées comme les « égales » de leurs pairs masculins (mais aussi pour démontrer leur supériorité par rapport aux autres femmes). Cependant, l'appartenance à la guérilla n'assure pas toujours cette reconnaissance. D'une part, parce que s'installent des différences hiérarchiques entre les femmes qui exercent une certaine influence à l'intérieur du groupe et les autres (dans la majorité des cas, cette dernière s'obtient par des relations établies avec des commandants masculins) ou parce qu'elles se transforment en « objets » utilisés pour « mesurer » la valeur des hommes dans le cadre du conflit.

« Monica »¹⁷²⁹ : « Là-bas, l'égalité existe. Si un homme porte une charge, la femme aussi ».

« Nora »¹⁷³⁰ : « Quand j'avais dix ans, une colonne de guérilleros, dans laquelle se trouvaient des femmes combattantes, est passée par mon village. Quand j'ai vu ces femmes énergiques, avec leurs uniformes et leurs fusils, elles m'ont semblé les êtres les plus beaux et puissants que je n'avais jamais vus de ma vie. A l'âge de quinze ans, j'ai convaincu mes parents que je devais les rejoindre ».

« Sonia »¹⁷³¹ : « Je suis rentrée dans les FARC à 14 ans (...). La pauvreté et l'impression que je n'aurais pas un avenir différent de celui de ma mère (cuisiner, avoir des enfants, laver des vêtements et supporter son mari), se sont ajoutées à l'admiration que les guérilleros produisaient chez moi quand ils passaient devant ma maison. Tous étaient jeunes et paraissaient contents, bien alimentés, sûrs d'eux-mêmes. Leurs fusils reluisants et leur sourire permanent m'ont séduite et, une après-midi, je suis partie avec eux sans avertir personne ».

Affirmation d'une identité différenciée ou particulière- Solidarité. Humiliations et offenses (1). Lutte pour la défense d'un modèle déterminé de société ou pour la protection du groupe auquel on appartient. L'analyse réalisée démontre aussi que la guérilla remplit un rôle de « garant de l'ordre et de la propreté » dans les régions où elle exerce son autorité. « *Quand on vit un état de*

¹⁷²⁷ Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2010.

¹⁷²⁸ Mesa de Trabajo Mujeres y Conflicto Armado, *op.cit.*, 2003. pp. 55-56.

¹⁷²⁹ Entretien avec « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région: Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

¹⁷³⁰ Guillermprieto (Alma), *op.cit.*, 2008. p. 68-76

guerre dans lequel tous les acteurs sont conscients que “tout le monde veut joder (abuser) tout le monde” et que le respect n’est pas autre chose qu’un rôle et non une conviction éthique, la violence devient le moyen le plus efficace et efficient pour éliminer l’instabilité, le dissentiment et la différence. Ces situations où “l’on est en désaccord”, où apparaissent “divers points de vue”, sont habituellement interprétées comme des menaces importantes, des transgressions fortes de l’ordre et de la stabilité du système, qui “obligent” à l’usage de la violence »¹⁷³². C’est en imposant l’« ordre », en protégeant à son groupe, que l’on peut arriver à être « quelqu’un dans la vie ».

« Guérillero anonyme »¹⁷³³ : « Quand vous avez la possibilité de parler avec eux, ils vous expliquent ce que c’est d’être là-bas, ce qu’il faut accomplir. Alors, vous commencez à y penser (...) vous vous dites, bon, pour ça, j’y vais. Par exemple, pour défendre le peuple. Contre tous ces *mariguaneros* (drogués, fainéants). Parce que là-bas, ils n’acceptent pas les *mariguaneros*, ils n’admettent pas les violeurs, ils n’admettent même pas les homosexuels, ce qui serait le comble. Ni les voleurs. Ils veulent mettre un terme à ces situations. C’est pour cela qu’ils nettoient les villages pour qu’il ne reste que les gens innocents (...). C’est bien parce qu’ici, l’armée, le gouvernement attrapent une fille de pute de *mariguanero*, un voleur, ils le mettent trois mois, deux jours en prison et puis, ils le laissent sortir et il est pire (...) Par contre, si on le tue, la comédie se termine ».

« Tomás Molinares »¹⁷³⁴ : Devant un auditoire stupéfait de plus de six mille déplacés, Molinares a lu son rapport de guerre : cinquante-cinq paramilitaires morts et des centaines de têtes de bétail récupérées dans ces derniers jours. « Nous n’allons pas vous laisser seuls, il a crié avec sa voix de stentor » (...). « Nous aurions voulu que cette réunion serve à parler de nos efforts de réconciliation, mais il existe l’armée de Satan. Heureusement, pour la combattre, il y a les FARC, nous sommes l’armée de Jésus-Christ ». Et il a poursuivi ainsi son discours chargé de références à l’Ancien Testament. Il a parlé des sept plaies d’Égypte : le Plan Colombie, le manque d’engagement du gouvernement d’Andrés Pastrana en faveur de la paix, le paramilitarisme et même de la *Copa America* ».

« Guérillero anonyme »¹⁷³⁵ : « Beaucoup de choses avaient changé à Choachi avec l’arrivée des paramilitaires sous les ordres du commandant El Loco (Le Fou). Un soir, ils sont venus à la maison. Ils étaient une dizaine. Ils ont discuté avec mon père, ils voulaient que je parte avec eux. – Qu’a dit ton père? – Il n’aime pas beaucoup les guérilleros, des fainéants qui seraient plus utiles s’ils travaillaient, qu’il dit, mais les paras, ça, jamais. – Pourquoi n’êtes-

¹⁷³¹ Botero (Jorge Enrique), *op.cit.*, 2008. p.255- 266

¹⁷³² Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 58

¹⁷³³ *Ibid.* p. 45

¹⁷³⁴ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 41-42

¹⁷³⁵ Devalpo (Alain), *op.cit.*, 2004. pp. 48-49 et 56-57.

vous pas allé à la police les dénoncer ? – T'es stupide ou quoi ? La police, les paras, les militaires, c'est du même bord. Soit je prenais la fuite je ne sais où, soit j'entraais dans la guérilla. Là, au moins, on te donne un fusil pour te défendre ».

Affirmation d'une identité différenciée ou particulière- Solidarité. Humiliations et offenses (2). La recherche de l'indépendance, de l'autonomie ou d'une identité propre et particulière. Dans le processus de construction et de renforcement de son identité propre (confiance, respect et estimé de soi), un individu a besoin d'être reconnu comme membre à part entière de la communauté à laquelle il appartient (être considéré comme l'« égal » de ses compagnons d'interaction). Cependant, l'« égalité » doit s'accompagner de la reconnaissance de la différence : la valorisation sociale intersubjective de qualités, capacités et propriétés sociétales propres à un sujet ou à un groupe social, en un temps et un lieu déterminés. L'égalité et la différence sont deux nécessités humaines différentes et elles doivent, sans aucun doute, être toutes les deux satisfaites. Dans le cas des FARC, plusieurs des combattants et des anciens combattants sont motivés par cette recherche, par la nécessité de l'individu de trouver une définition propre. Les guérilleros évoquent le fait « d'être parti pour la guérilla » parce qu'ils « s'ennuyaient » dans la vie civile ou parce qu'ils étaient « curieux » de savoir comment était la vie « là-bas ». Les enquêteurs de la *Corporación Alotropía* ont réalisé une étude des patrons culturels qui contribuent à l'enrôlement d'enfants et d'adolescents dans les groupes armés et sont arrivés à une conclusion similaire : *« il existe un imaginaire où se lier à un groupe armé peut signifier des prébendes et de plus grandes libertés (...) les jeunes voient comme une bonne alternative le fait d'expérimenter la vie dans la guerre. La vie au campement est une promesse d'aventure, de camaraderie et une opportunité de démontrer leur valeur »*¹⁷³⁶. 33 % des enfants et des jeunes filles se sont liés aux groupes armés illégaux à cause de la recherche d'une reconnaissance ou d'une identité sociale¹⁷³⁷. Bien plus, le lien à un groupe armé représente une possibilité *« de donner un sens à leur existence même sans idéaux transcendants ni grands horizons (...) Les jeunes*

¹⁷³⁶ Paez (Erika), *Las niñas en el conflicto armado en Colombia. Un diagnóstico*, Bogotá Terres des Hommes - Alemania, 2001.

¹⁷³⁷ Martha (Nubia), Ruíz (Sandra), *Conflicto armado, niñez y juventud. Una perspectiva psicosocial*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia y Fundación Dos Mundos, Ediciones Ántropos, 2002.

s'enrôlent en recherchant une indépendance, un prestige et un endoctrinement culturel ou idéologique (...). Cependant ce que les jeunes idéalisent dans la guerre s'inverse souvent quand ils sont à l'intérieur d'elle. Ces espérances d'obtenir du pouvoir, une autonomie, de l'argent et du prestige, finissent par dépérir complètement à cause des comportements de soumission, de dépendance, d'obéissance et de mauvais traitements »¹⁷³⁸.

« Andrés »¹⁷³⁹ (enseignant dans un collège rural, La Uvita – Boyacá) : « Savez-vous pourquoi ces jeunes sont partis rejoindre la guérilla ? Dans le collège, ils se montraient inquiets et très mécontents en pensant qu'ils auraient à mener dans le futur la vie de leurs pères, c'est-à-dire, travailler la terre pour d'autres personnes, se marier et continuer le cycle. Beaucoup, dans les mêmes circonstances, sont partis pour les villes moyennes et la capitale et ils s'en sont bien sortis. D'après les rumeurs entendues dans les *tiendas* (bars), ces garçons étaient impressionnés par les armes, l'uniforme, l'aventure. De plus, on leur proposait un salaire et peut-être la révolution, et on leur promettait que demain, ils deviendraient des chefs ».

« Guérillero No.2 »¹⁷⁴⁰ : Pourquoi êtes-vous entré dans les FARC ? « Pour voir si les choses dont on parlait dans la vie civile étaient vraies et si là-bas c'était différent ».

« Guérillera anonyme »¹⁷⁴¹ : « Quand j'étais une petite fille, je n'ai jamais pensé à rejoindre les guérillas. J'étais juste curieuse et ils enflamment vos espérances. J'ai pensé à le dire à ma mère, mais une fois que vous êtes dedans, ils ne vous laissent pas partir ».

« Santiago L. »¹⁷⁴² : « J'avais douze ans à ce moment là. Tout d'un coup, le type a crié et a dit au commandant, "mon commandant, une information nouvelle", alors il lui a expliqué mon cas, le commandant s'est approché de moi et m'a dit : "tu veux partir avec nous ?" Je lui ai dit "oui", il m'a demandé : "pourquoi ?" je lui ai dit, "je n'ai pas de famille, j'en ai marre d'être seul et je veux être quelqu'un d'important" ».

Affirmation d'une identité différenciée ou particulière- Solidarité. Humiliations et offenses (3). Lutte pour l'affirmation d'une supériorité, d'identités idéalisées et de valeurs viriles à travers les armes et les symboles de pouvoir de la vie militaire. De l'étude réalisée, il apparaît clairement que, dans beaucoup de régions de la Colombie (peut-être presque dans la totalité du pays),

¹⁷³⁸ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. pp. 30-31

¹⁷³⁹ Entretien « Andrés », enseignant d'un collège rural. Réalisé le 21 février 2010. Lieu : La Uvita (département de Boyacá).

¹⁷⁴⁰ Enquête réalisée le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

¹⁷⁴¹ *War toys : The recruitment of children by Colombian guerrillas, op.cit.*, 1999.

principalement dans les aires rurales et les secteurs populaires des villes, il existe une idéalisation de la vie militaire et des armes. A plusieurs occasions, les critères d'éducation (familiales et scolaires) ont contribué, avec les médias, à la construction de l'image de « héros guerriers, armés et vaillants » comme figures de « pouvoir, de liberté et d'autonomie » à imiter¹⁷⁴³, qui génèrent de l'admiration et inspirent le respect. Dans le cadre d'une société traditionnellement patriarcale, sous-tendue par des valeurs viriles, l'image du « guerrier armé » est intégrée avec facilité. De plus, les armes, les uniformes, favorisent la reconnaissance d'une « supériorité » : les hommes le « respectent », les femmes le « désirent ». « Le goût aux armes et l'uniforme comme éléments de pouvoir à l'intérieur des imaginaires populaires sont aussi des arguments de poids pour un jeune qui essaie de s'élever au-dessus des prétentions de son milieu social »¹⁷⁴⁴. Même l'armée colombienne, cherchant à inciter les guérilleros à la désertion, a utilisé des références à la tenue « camouflée » et à son pouvoir d'« attraction » sur les femmes : « En novembre 2002, (est révélée) la nouvelle selon laquelle des prospectus avec des photos de femmes en tenue légère avaient été distribués par l'armée pour "inviter" les combattants à déposer les armes (...). À Medellín, l'armée a aussi distribué des prospectus avec la photo d'une femme habillée en membre de la guérilla et le slogan "Jeune guérillero, tu t'ennuies ?" »¹⁷⁴⁵.

« Camilo »¹⁷⁴⁶ : « C'est génial de descendre dans un village avec une arme. Les filles vous regardent ». C'est l'aspect politique ou les armes qui vous intéressaient ? « Les armes, bien sûr ! Le pouvoir, me sentir quelqu'un ».

« Guérillero No. 1 »¹⁷⁴⁷ : pourquoi êtes-vous entré dans les FARC ? « Je suis entré parce que les armes me plaisaient »

« Guérillero No. 3 »¹⁷⁴⁸ : pourquoi êtes-vous entré dans les FARC ? « Parce que quand j'étais petit les armes me plaisaient ».

¹⁷⁴² Santiago L., *Nacido para triunfar : Testimonio de un adolescente desvinculado de un grupo armado ilegal*, Manizales, Editorial Universidad de Caldas, UNICEF, 2007.

¹⁷⁴³ Marta (Nubia), Ruiz (Sandra), *op.cit.*, 2002.

¹⁷⁴⁴ Aguirre (Julián), Álvarez Correa (Miguel), *op.cit.*, 2002. p. 79

¹⁷⁴⁵ Amnesty International, *op.cit.*, 2004. p. 18

¹⁷⁴⁶ Entretien avec « Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁷⁴⁷ Enquête réalisée le 4 décembre 2008. Lieu: Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

¹⁷⁴⁸ *Ibid.*

« Guérillero anonyme »¹⁷⁴⁹ : « Ainsi, beaucoup de jeunes filles y vont (...) parce qu'elles voient ces femmes, les autres guérilleras, avoir un fusil, avoir une autorité quelconque, que tout le monde leur fait des courbettes. Et les jeunes filles tombent amoureuses de cela ».

« Johanna »¹⁷⁵⁰ : « Je suis entrée dans la guérilla presque sans m'en rendre compte. Je voulais être policière parce que les uniformes me plaisaient, la discipline, l'allure. Mais j'ai fini par devenir une guérillera parce que la guérilla était présente là où je vivais ».

« Elías »¹⁷⁵¹ : « Depuis tout jeune, je voulais avoir une arme (...) Quand vous naissez et grandissez à Barranca, la seule chose que vous voulez quand vous serez grand est avoir une arme et, à cette époque, Barranca était sous le contrôle de la guérilla, pour cela, je me suis mis dans les FARC... par mode (...). Si on vous voyait dans une fête avec un pistolet, tous disaient : 'Hé, c'est un tel'! Les gens vous reconnaissaient et les femmes vous préféraient. La grande erreur est que, là-bas, celui qui porte une arme pense qu'il est quelqu'un ».

« Guérillero anonyme »¹⁷⁵² : « Il y a un an, un copain avait décidé d'entrer dans la guérilla. Il voulait porter un fusil, il voulait montrer qu'il était un homme ».

Affirmation d'une identité différenciée ou particulière- Solidarité.

Humiliations et offenses (4). « Ne pas se laisser abuser », « Se faire respecter », « Protéger son honneur ». *« Entrer dans un groupe armé ne se fait pas en pensant au jour de la « victoire finale », à changer le monde, à servir la patrie ou à d'autres justifications qui pourraient paraître plus « modernes ». Il ne s'agit pas de convictions profondes à caractère messianique ni de positions intolérantes à l'égard des projets politiques de transformation sociale. Ce n'est pas non plus le résultat de calculs rationnels ou stratégiques (...). Ce que l'on va chercher à la guerre, c'est une reconnaissance, une dignité. La vulnérabilité du civil désarmé (...), est un motif de honte et d'humiliation. Pour ne pas dar papaya (ne pas se rendre vulnérable), il faut se montrer fort, sembler invulnérable, unique garantie d'être respecté et d'être reconnu comme un être humain ».*¹⁷⁵³ Les témoignages de guérilleros font référence au « respect », à l'« honneur », à la « dignité », à l'« humiliation » et à la « honte ». Cependant, dans le cadre de cette recherche nous avons pu observer, comme le remarquent aussi Miriam Jimeno,

¹⁷⁴⁹ « Las niñas de las FARC », *op.cit.*, 2008

¹⁷⁵⁰ Beriain (David), « En el Corazón de las Farc : día uno », Especial 10 Días con las FARC, 14 mars 2008, (en ligne).

¹⁷⁵¹ Gonzalez (Estefanía), Jiménez (Orián), *op.cit.*, 2008, pp. 179- 220. pp. 221- 251

¹⁷⁵² Devalpo (Alain), *op.cit.*, 2004. pp. 48-49 et 56-57.

¹⁷⁵³ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 32

Ismael Roldan¹⁷⁵⁴ et les enquêteurs de la *Corporación Alotropía*, que les variables, comme le respect ou l'honneur, ont un sens pragmatique et performatif plutôt qu'éthique. Le respect ne renvoie pas à l'existence de valeurs ou de qualités personnelles mais à un comportement, une *performance* de la part de l'autre. Le « respect » est entendu comme une « obéissance et une soumission à l'autre ». *« Depuis cette perspective, le “respect” comme performance pragmatique associée à la peur et le “respect” comme sujet éthique d'acceptation de l'autre, sont différenciés dans le discours (...). Dans un état de guerre, on recherche de l'autre la simple performance du respect comme reconnaissance d'une supériorité stratégique. “Se sentir respecté” devient plus important que le respect même »*¹⁷⁵⁵. Quelque chose de similaire se produit avec l'honneur. Ann Twinam remarque que dans l'Amérique espagnole : *« l'honneur n'est pas une prescription interne pour un comportement éthique approprié. Ce n'est pas synonyme d'intégrité, ou d'honnêteté, ou de vertu, bien que démontrer le dit comportement soit nécessaire pour conserver ou pour transférer l'honneur. L'honneur est plutôt établi dans la sphère publique, où la réputation d'un individu est malléable et, en dernier recours, définie par ses égaux »*¹⁷⁵⁶. L'honneur dans une confrontation armée implique, pour une part, de riposter face à la violence subie (la honte, l'humiliation, serait de se laisser faire) et, d'autre part, l'honneur découle de l'appartenance à un groupe disposé à se battre. *« La solitude est le déshonneur maximal, puisqu'elle implique un maximum de vulnérabilité. Que d'autres soient disposés à mourir pour vous, est le plus grand honneur que quelqu'un peut avoir »*¹⁷⁵⁷.

« La churca »¹⁷⁵⁸: Quels ont été les aspects positifs et négatifs de votre appartenance aux FARC ? « Le positif ? Le respect que l'on reçoit de tout le monde. Pour le reste, tout est mauvais ».

« Julio »¹⁷⁵⁹ : « Pour moi, les soldats des FARC étaient bien habillés, bien armés et imposaient le respect ».

¹⁷⁵⁴ Jimeno (Miriam), Roldán (Ismael), *Las sombras arbitrarias : violencia y autoridad en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional, 1996. p. 15

¹⁷⁵⁵ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 32

¹⁷⁵⁶ Twinam (Ann), *Public Lives, Private Secrets: Gender, Honor, Sexuality, and Illegitimacy in Colonial Spanish America*, Palo Alto, 1998, p. 33. Cité par Braun (Herbert), *op.cit.*, 2004.

¹⁷⁵⁷ Pieschacón (Fernando), Melguizo (María Clara), González (Paula), *op.cit.*, 2006. p. 69

¹⁷⁵⁸ Entretien avec « La Churca », ancienne guérillera FARC, Région: Arauca. Réalisée le 6 mai 2010. 10h40-11h20. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

Ciro Trujillo ¹⁷⁶⁰ : « S'ils nous respectent, nous les respectons. S'ils nous donnent du plomb, nous les recevons avec du plomb ».

« Estéban Ávila » ¹⁷⁶¹ : « Le respect se gagne par la force. Il se maintient par la peur. Mais donner le sentiment que nous nous battons sans oublier certains principes, voilà la clé de la victoire (...). La performance, c'est parvenir à introduire le doute chez notre adversaire. C'est lui faire peur. Et la peur, c'est une marche vers la victoire parce qu'elle renforce notre image et, finalement, décuple nos forces. La guérilla ne se résume pas à des armes et des combats. C'est avant tout une lutte sur l'esprit, pour pénétrer le cerveau de l'ennemi et le convaincre que vous êtes le meilleur, le plus fort, le plus obstiné. Le plus libre aussi ».

Il est intéressant d'examiner, comme cela a été mentionné auparavant, la manière dont est présentée la décision de se lier aux FARC. Ainsi, dans beaucoup de témoignages, cette décision est présentée comme quelque chose de soudain, de spontané, de quasiment irrationnel : « je ne savais pas », « je n'ai pas pensé que... », « ce sont les choses de la vie, comme si c'était quelque chose que je devais vivre ». L'individu semble « s'être laissé porter par les circonstances », « avoir été obligé » ou bien l'avoir fait « par goût », sans fournir d'explications « rationnelles » sur les motifs de l'engagement. Pourtant, comme nous l'avons observé, les témoignages des guérilleros paraissent confirmer l'idée que l'engagement dans la violence relève avant tout d'un contexte, d'un processus de socialisation, d'un ensemble de nécessités de reconnaissance des individus. Il s'agit d'éléments qui correspondent plus à des variables normatives, émotionnelles, symboliques, morales ou de formation identitaire et psychosociale, qu'aux facteurs d'un schéma de décision rationnelle politique ou économique. Alors, comment la prise des armes et l'appartenance à la guérilla répondent-elles concrètement à ces nécessités de reconnaissance (et à ces expériences de mépris) ?

¹⁷⁵⁹ Contreras (Manuel), Finkelstein (Russ), *op.cit.*, 2011.

¹⁷⁶⁰ Medina Gallego (Carlos), *op.cit.*, 2009, p. 74-75

¹⁷⁶¹ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008, p. 35

« J'ai une arme donc je suis » : la reconnaissance dans le monde des FARC

« L'armée s'appuie sur l'autorité que lui attribue la Constitution et les lois de la République... les guérillas, pour leur part, s'appuient sur les conditions indescriptibles de pauvreté et de misère dont souffre la grande majorité du peuple. Les guérillas affirment que les accompagnent la raison et l'histoire »¹⁷⁶².

« Ils nous traitaient comme des héros et nous disaient toujours "camarades" »¹⁷⁶³.

« Certains ex-combattants ont reconnu leur désir de retourner dans le groupe en avançant les raisons suivantes : là-bas, ils avaient une position définie, ils étaient des combattants de la guérilla, certains étaient arrivés à être commandants, ils avaient des tâches définies, des personnes à qui ils devaient obéir ou commander, un pouvoir matérialisé par une arme ; en revanche, ils expérimentaient maintenant une incertitude totale, ils avaient peur de tout et de tous »¹⁷⁶⁴.

Les individus se réfèrent à des éléments comme l'histoire, la géographie, le patrimoine culturel, la mémoire collective, les institutions, les appareils de pouvoir... pour construire une identité, consolidée et déterminée dans un contexte social donné. Cependant, l'individu seul ne peut pas mener à bien ce processus et, pour cette raison, il a besoin d'interagir avec d'autres individus. Pour construire son identité, il nécessite la reconnaissance de l'autre, dans une dynamique dialectique interactive. Les individus, dans leur quête de construction identitaire, cherchent à appartenir à un groupe (ou à des groupes) pour obtenir une sécurité émotionnelle et cognitive associée à cette appartenance¹⁷⁶⁵. L'affiliation à un groupe armé, et dans ce cas précis, aux FARC, favorise l'expérience de reconnaissance vécue par l'individu au travers de :

Inclusion - appartenance. Pour María Cristina Castro, un groupe armé « apporte au sujet une filiation et une appartenance... C'est la recherche d'un

¹⁷⁶² Arango (Carlos), *op.cit.*, p. 9

¹⁷⁶³ « John 40', pasó de ser un capo de las Farc a ser prisionero de la guerrilla », *El Tiempo*, 11 septembre 2010, (en ligne).

¹⁷⁶⁴ Cárdenas Sarrias (José Armando), *op.cit.*, 2005. p. 118

¹⁷⁶⁵ Rivera Gómez (Lina María), Construcción de identidad social en las comunidades de paz a partir de la neutralidad como estructura discursiva. caso de estudio San José de Apartadó, 54 p. + annexes. Mém. : Etud.polit., Bogotá, Universidad Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario, 2009. P.7

lieu, d'un nom, d'une reconnaissance et d'une manière d'être. Cependant, c'est aussi une manière d'être légitimé, en s'organisant sous un nouveau signifiant qui s'installe dans la révolte »¹⁷⁶⁶. Les FARC constituent une « nouvelle famille » pour les combattants, un lieu auquel ils appartiennent et dans lequel ils ont une place. Dans ce sens, Marie Clemencia Castro et Carmen Lucía Díaz, dans leur étude sur la réinsertion sociale des anciens guérilleros, ont démontré que l'abandon des armes et le retour à la vie civile produit des sentiments de confusion, de déracinement et d'abandon. « *Abandonner la vie guérillera implique de laisser derrière soi les actions guerrières et de s'apercevoir que, dans la vie civile, il n'y a pas grand chose de sûr, l'incertitude prime. On cesse d'appartenir à un "corps armé", où les liens et les identifications ont été très intenses, c'est quelque chose qui désarme et fragmente le propre corps du sujet, le plaçant dans un état de vulnérabilité et dans une confusion face à lui-même, aux autres, à son passé et à son avenir. C'est comme s'il avait été totalement désarmé, c'est perdre le référent symbolique. C'est rester à la dérive, orphelin, dans le vide, sans présent et sans futur* »¹⁷⁶⁷.

« Atahualpa »¹⁷⁶⁸ : « Ces gens [les FARC] étaient ma seule famille ! ».

« Estéban Ávila »¹⁷⁶⁹ : « Désormais, camarade, tu es des nôtres, m'annonça un jour le cadre qui me "traitait" depuis plusieurs mois. Tu es un *fariano*. Cela signifie que plus rien ne peut rompre le lien qui nous unit. Tu pourras toujours revenir en ville mais cesser d'être un *fariano*, ça, jamais! Ne l'oublie pas! ».

« Natalia »¹⁷⁷⁰ : « Moi, ce qui m'a fait le plus mal à l'âme là-bas, c'était quand ils m'ont remis la dotation et qu'ils m'ont dit que ma maman, c'était un fusil, que mon papa c'était une bombe, que mon frère c'était cela... que c'était tout ce qu'il y avait à penser ».

« Guérillera anonyme »¹⁷⁷¹ : « La guérilla, je l'aime beaucoup, parce que ce sont eux qui ont finit de m'élever. Je les aime comme s'ils étaient une famille ; mais une famille qui, parce que j'ai fait une erreur m'aurait tué ; une famille qui ne pardonne pas.... Si je n'avait pas épargné ce vieux, je serais encore là-bas... Si j'étais sûre qu'ils ne vont pas me tuer, j'y retournerais, parce que je suis d'accord avec eux et j'ai beaucoup appris là-bas ».

¹⁷⁶⁶ Martha (Nubia), Ruiz, (Sandra), *op.cit.*, 2002. pp. 80- 81

¹⁷⁶⁷ Castro (María Clemencia), Buitrago, (Carmen Lucía) *Guerrilla, reinscripción y lazo social*, Bogotá, Almodena editores, 1997.

¹⁷⁶⁸ Mackenzie (Eduardo), *op.cit.*, 2008-2009. p. 104

¹⁷⁶⁹ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 28

¹⁷⁷⁰ González Uribe (Guillermo), *op.cit.*, 2002.

¹⁷⁷¹ *Ibid.*

Identité - Avoir une « cause » est un motif d'orgueil. « *Les hommes ne veulent pas mourir, mais veulent des choses pour lesquelles cela vaut la peine de mourir, de risquer sa vie* »¹⁷⁷². La construction de l'identité individuelle et de l'identité sociale (comme partie intégrante d'un groupe) reposent sur un ensemble de croyances ou de représentations cognitives relatives à une diversité de sujets. Les croyances du groupe définissent les limites (« nous-autres ») et permettent la catégorisation d'un individu comme membre du groupe. « *L'acceptation des croyances d'un groupe est l'un des indicateurs importants de l'appartenance à ce collectif* »¹⁷⁷³. Dans les cas où le statut de ces croyances, où l'image du groupe, est favorable, cela devient une source d'orgueil pour l'individu. Dans le cas des guérilleros des FARC, beaucoup d'entre eux se sentent orgueilleux de « se battre pour le peuple » ou « pour une bonne cause ».

« Santiago L. »¹⁷⁷⁴ : « Parfois, mes nerfs craquaient et naissait dans mon être une joie faite d'agonie, cette joie était de faire partie d'un groupe terroriste, l'un des plus fameux au monde et des plus braves de notre pays, mais c'était une agonie parce que je savais que tôt ou tard, je devrais mourir pour cette cause ».

« Oscar »¹⁷⁷⁵ : « je disais autrefois que je me sentais très orgueilleux d'être un guérillero des FARC. Aujourd'hui, il faut que je baisse la tête ou que je regarde d'une autre direction pour qu'ils n'aillent pas me juger ou qu'ils n'aillent pas me désigner du "vous êtes un terroriste" ».

« Raúl Reyes »¹⁷⁷⁶ : « Vous m'appelez un délinquant ? Moi, je lutte pour une cause qui est juste : la faim, l'injustice, la pauvreté, le chômage. Vous ne croyez pas que ce sont des causes justes de lutte ? ».

Identité - Restructuration ou renouvellement de l'« identité » individuelle. L'appartenance à la guérilla signifie le commencement d'une nouvelle vie. Elle implique de rompre avec le passé, avec l'appartenance familiale, avec les vieilles coutumes et habitudes, pour rentrer dans un nouveau groupe, pour adopter de nouvelles routines, de nouvelles valeurs et comportements. Si l'identité « passée » était une cause de « souffrance », de « ressentiment » ou de « mépris »,

¹⁷⁷² « Les passions dans la guerre », *Journée d'études Penser la Guerre*, Paris, Amphithéâtre de l'EHESS, Centre de recherches politiques Raymond-Aron, École des hautes études en Sciences Sociales, Vendredi 6 juin 2008.

¹⁷⁷³ Deschamps (Jean-Claude), et al, *op.cit.*, 2009.

¹⁷⁷⁴ Santiago L., *Nacido para triunfar : Testimonio de un adolescente desvinculado de un grupo armado ilegal*, *op.cit.*, 2007.

¹⁷⁷⁵ Cárdenas Sarrias (José Armando), *op.cit.*, 2005. p. 133

la guérilla apporte une « nouvelle » identité qui se manifeste aussi par une nouvelle « naissance » marquée par l'adoption d'un nouveau nom. Le nom de guerre ou le surnom (*alias*). Ainsi, les anciens dénis de reconnaissance restent en arrière et l'individu peut commencer un nouveau processus de reconstruction émotionnelle, morale, symbolique dans le cadre d'une nouvelle interaction.

« Estéban Ávila »¹⁷⁷⁷ : « Chaque dirigeant des FARC possède un pseudonyme et un alias. Autrement dit, un nom de guerre (...). J'ai dû, à mon tour, adopter un alias. Il devait correspondre à l'un des traits de ma personnalité... Lorsqu'on me demanda si j'aimais la poésie, certains rires éclatèrent dans mon dos. "Policarpo !" lancèrent en cœur quatre ou cinq combattants Ce nom me semblait destiné. Je l'adoptais immédiatement. Il concluait ma transformation. Désormais, j'étais un combattant des FARC. Vaincre ou mourir pour la cause, telle était ma raison d'être ».

Tomás Medina Cárdenas¹⁷⁷⁸ : « c'est "Mono Jojoy" qui le baptise du nom de "Negro Acacio" en hommage à l'un des héros de la révolution cubaine ».

Zenaida Rueda¹⁷⁷⁹ : « Comme là-bas, il n'est pas possible de porter le nom de baptême, ils m'ont nommé Yorladis. J'étais très contente car cela me plaisait beaucoup, mais ensuite ils m'ont appelé Miriam, qui ne m'a jamais plu, et j'ai passé huit jours sans répondre parce que je ne voulais pas m'appeler comme ça ; j'aurais aimé Juliana ou Camila, mais j'ai gardé Miriam... ».

Pouvoir et reconnaissance sociale (contrôle sur les civils et ascension dans la hiérarchie interne). L'appartenance aux FARC garantit la reconnaissance sociale à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. À l'intérieur, « *l'entrée dans le groupe armé permet d'occuper des positions de pouvoir, de savoir et d'autorité devant les autres, de monter dans l'échelle de commandement... la plus grande réussite est d'avoir quelqu'un à qui commander, plutôt que d'être commandé par quelqu'un* »¹⁷⁸⁰. Comme nous l'avons vu auparavant, les commandants, hommes ou femmes, ont accès à des privilèges qui leur sont réservés et ont un droit de vie ou de mort sur leurs subalternes. Pour plusieurs combattants, occuper un poste de commandement est une source d'orgueil. C'est seulement à partir de ce moment qu'ils sentent qu'ils « commencent à être quelqu'un ».

¹⁷⁷⁶ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008.

¹⁷⁷⁷ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 26

¹⁷⁷⁸ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. pp. 242- 244

¹⁷⁷⁹ Rueda (Zenaida), *op.cit.*, 2009

¹⁷⁸⁰ Bello (Martha Nubia), Ruiz (Sandra), *op.cit.*, 2002. p. 32.

En ce qui concerne la reconnaissance extérieure, c'est-à-dire par rapport à des éléments qui sont en-dehors du groupe, elle s'obtient à travers la peur que les armes produisent. Un respect entendu comme obéissance et soumission. La guérilla établit des normes de conduite, fixe des amendes, des châtiments et règle de multiples aspects de la vie quotidienne des communautés. Le « civil », l'homme « désarmé » est « vulnérable », « faible » et ne peut opposer une résistance aux guérilleros. Selon la vision qui prime dans beaucoup de régions de présence guérillera : « celui qui a une arme, a le pouvoir ».

« Rafael Quintana »¹⁷⁸¹ : « Tout change après deux ans, quand je suis promu et que j'obtiens le commandement de 10 hommes. J'étais déjà "quelqu'un". J'ai même commencé à imaginer que je pourrais être promu commandant ».

« Atahualpa »¹⁷⁸² : « Dans ce programme pour les démobilisés, j'éprouve parfois un sentiment d'"humiliation", car je me sens placé dans un statut d'égal avec des ex-combattants des FARC "qui n'étaient rien" alors que j'étais commandant ».

« Estéban Ávila »¹⁷⁸³ : Au sujet des guérilleros photographiés avec des personnes enlevées par la guérilla ou qui apparaissent sur les vidéos envoyées comme preuve de vie. « Cela ne signifie pas qu'il est l'un des acteurs de leur détention mais cela prouve qu'il bénéficie de la confiance de sa hiérarchie. En effet, chez nous, être photographié aux côtés des otages, compte tenu de leur portée médiatique et politique, donne du prestige et garantit une publicité mondiale ».

En ce qui concerne la reconnaissance extérieure, les FARC, à travers les séquestrations, les meurtres sélectifs, les tortures et les sévices, la violence sexuelle, les attaques contre des biens civils, le pillage, les attentats terroristes, les attaques armées contre des centres urbains, les menaces, le recrutement illicite, le déplacement forcé sélectif et la pose massive et indistincte de mines antipersonnel, utilisent la violence pour s'assurer le contrôle sur les territoires et l'obéissance des populations.

« Guérillero anonyme »¹⁷⁸⁴ : « J'ai connu un capitaine de Túquerres qui a fait un pacte de non-agression avec le front 29 des FARC : les guérilleros passaient par le poste de police dans des camions couverts et pouvaient rester, avec la permission de la police, dans le village, en vêtements de civil. Et, en échange, la guérilla permettait aux policiers de se déplacer sur les routes sans les attaquer. Les relations sont devenues si bonnes qu'ils se sont

¹⁷⁸¹ « La Resaca de las Farc », *op.cit.*, 2008. pp. 24-28

¹⁷⁸² Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 28

¹⁷⁸³ *Ibid.*

¹⁷⁸⁴ González (Estefanía), Jiménez (Orián), *op.cit.*, 2008. p. 74

réunis une fois et ont fait la fête dans la montagne ; après les guérilleros ont redescendu le capitaine, ivre, au poste de police ».

« Beltrán » : « Ils ont essayé de forcer les indigènes à professer le marxisme - léninisme et à vivre conformément aux comportements sociaux des FARC. Ils ont obligé leurs *chamanes* et leurs *mamos* à vivre ensemble et celui qui refusait de “jouer le jeu de la guérilla” était exécuté »¹⁷⁸⁵.

« Guérillera anonyme »¹⁷⁸⁶ : « Mon travail était de prendre des photos et de signaler les filles qui parlaient aux soldats (...). Le commandant les aurait appelées pour les interroger. Si elles avaient sympathisé avec l’armée, elles devaient quitter la zone ou être tuées ».

Récit sur les guérilleros¹⁷⁸⁷ : À El Caguán, « si une personne était en désaccord avec la décision du juge municipal, il faisait appel devant le commandant guérillero, c’était lui qui rendait un jugement définitif, selon son code révolutionnaire, toujours incertain – et qui dépendait plus de son humeur que des normes préétablies –, mais toujours efficace. Qui n’accomplirait pas un jugement appuyé par un fusil ? ».

Stabilité et structure. Appartenir à un groupe armé et particulièrement à la guérilla des FARC, apporte à l’individu une sensation de « sécurité », car suivre une routine, obéir aux ordres et avoir des leaders auxquels s’identifier, donne un sens et un cadre quotidien qui permet de dépasser l’incertitude de la vie civile et la vulnérabilité de ne pas avoir d’arme ou une fonction à accomplir dans la société. Les codes, les normes et les routines militaires donnent à l’individu un ensemble de repères solides pour orienter leurs interactions avec les autres acteurs et avec soi-même. En même temps, le respect de ces normes favorise la perception d’une égalité à l’intérieur du groupe (bien que, comme nous l’avons vu, les commandants de la guérilla et les guérilleros qui ont accès au trafic de stupéfiants bénéficient d’un traitement spécial).

La guérillera Zenaida Rueda raconte :

« Aux hommes, ils donnaient des rasoirs ; on ne voyait jamais un homme barbu et celui qui la gardait était puni. Seuls les commandants pouvaient se laisser pousser la barbe et la moustache, mais bien taillées. Dans le cas des femmes, nous devions toutes avoir les cheveux longs, c’est pour ça que je les ai laissés pousser (...). Les jours les plus ennuyeux étaient ceux où ils nous lisaient les manuels. Après cela, il fallait expliquer ce qu’ils avaient dit et si quelqu’un n’en était pas capable, ils le punissaient. Si quelqu’un s’endormait, ils lui

¹⁷⁸⁵ Durán Núñez (Diana Carolina), « Confesiones Guerrilleras », *El Espectador*, 4 janvier 2012, (en ligne).

¹⁷⁸⁶ *War toys: The recruitment of children by Colombian guerrillas*, *op.cit.*, 1999.

¹⁷⁸⁷ León (Juanita), *op.cit.*, 2005. p. 27

faisaient faire des tours de la salle et tout le monde se moquait de lui (...). Les commandants nous expliquaient quels étaient les manquements à la discipline qui méritaient l'exécution. Il y avait aussi d'autres punitions, comme creuser des trous pour les ordures, pour les latrines et les tranchées (...). Après ces classes, nous devions nous préparer pour aller dormir. À 20h20, on n'entendait plus un bruit dans le campement et on ne voyait plus une seule lumière. Un jour normal, un guérillero se lève à 4h30 du matin. Il fait son lit, va aux toilettes, se brosse les dents et arrive sur la place à cinq heures. Je ne me suis pas habituée à aller aux latrines en même temps que tout le monde (...). Après cinq heures, nous prenions le café et le petit déjeuner. Parfois c'était des haricots et des petits pois avec du riz. À 6h40, nous nous regroupions pour nettoyer le campement ; à 7h10, formation pour l'entraînement... à 11h00, le déjeuner. De nouveau, du riz avec des pâtes et des haricots, sans viande. À trois heures de l'après-midi, nous devions aller nous baigner en cinq minutes (...). À cinq heures de l'après-midi, ils servaient le dîner. De nouveau, des légumineuses et de l'eau de panela, et de là, nous allions au cours (...). Nous devions répéter souvent un exercice appelé « Enrouler du barbelé ». Quand ils criaient « enrouler du barbelé », il fallait partir en courant, faire des culbutes, se relever et courir se cacher. Cette guérilla est vraiment très pauvre ; il n'y avait pas de médicaments, malgré le fait que nous avions une infirmière. C'est pourquoi, dans l'ordre du jour, ils nous disaient : «vous avez l'ordre de ne pas tomber malade car il n'y a pas de médicaments» »¹⁷⁸⁸.

« Sandra Sandoval » : « La discipline y était très bonne. J'ai appris à être une femme militaire et assimilé des notions de politique. Ma dernière activité avait lieu dans une structure urbaine ».

« Guérillero anonyme »¹⁷⁸⁹ : « Cela a été une bonne expérience, ce que je faisais me plaisait ; la vérité est que je ne me repens pas. Nous faisons des travaux militaires, on s'aidait, on marchait, on accomplissait des missions. J'obéissais toujours aux ordres qu'ils me donnaient : certaines choses étaient anormales et d'autres étaient justes. En étant armé, au bout d'un moment, on n'a plus peur ».

« Karina » : « Je faisais bien ce qu'ils me disaient de faire. J'obéissais simplement. J'ai tiré ces dispositions de ma famille. Mes parents m'ont appris à travailler beaucoup et à ne pas désobéir ».

Symboles, rites et formation-éducation. La socialisation dans les groupes radicaux violents amène leurs membres à considérer qu'ils appartiennent à une « communauté politique de lutte armée », où sont importants la « rhétorique » et les rituels qui remplissent le rôle d'incitations symboliques. De même, ils

¹⁷⁸⁸ Rueda (Zenaida), *op.cit.*, , 2009.

¹⁷⁸⁹ González Uribe (Guillermo), *op.cit.*, 2002

élaborent « *des macros narratives historiques, linguistiques qui justifient la violence* »¹⁷⁹⁰ et fortifient l'identité et l'identification au groupe. En ce sens, l'existence d'une « culture fariana » avec des insignes et des symboles : drapeaux, écus (boucliers), hymnes et même une musique propre (par ex. le cas fameux du guérillero « Juan Conrado » qui a produit un disque ayant pour sujet la lutte subversive, ses héros, et « la douleur des paysans réprimés par le gouvernement et l'oligarchie », chanté sur un rythme vallenato) fortifient l'image positive du guérillero. La journaliste Jineth Bedoya raconte ainsi, au sujet de la présence traditionnelle de la guérilla dans les zones voisines de El Caguán : « *La majorité étaient des parents, des enfants, des neveux et des cousins des guérilleros (...) Et ils portaient avec orgueil le carnet que les FARC leur donnaient depuis leur naissance* »¹⁷⁹¹.

Par ailleurs, comme nous l'avons dit, un élément fondamental de reconnaissance dans la société colombienne est le degré d'importance accordé au niveau d'études comme élément de différenciation sociale. S'agissant de l'éducation, Germán Puyana García affirme que : « *cependant, quand il manque d'éducation, de formation, d'opportunités ou de scrupules, ce même désir ardent de se dépasser, comme une dangereuse épée à double tranchant, le pousse à avancer, quel qu'en soit le prix, sans se laisser ralentir par des considérations secondaires face aux objectifs qu'il se propose d'atteindre, et pour cela précisément, les réussites de nos compatriotes qui exaltent l'image du pays dans le monde, restent souvent méconnues à cause de l'ingéniosité inouïe de ceux qui choisissent de commettre des délits* »¹⁷⁹².

La guérilla apporte non seulement une « cause » pour laquelle lutter, une symbolique qui la matérialise et l'appartenance de l'individu au groupe, mais offre aussi un espace de formation, d'éducation, pour les guérilleros. En sortant de l'état « d'ignorance », grâce aux connaissances acquises dans les FARC, les combattants fortifient l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

¹⁷⁹⁰ González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *op.cit.* 2002. p. 43

¹⁷⁹¹ Bedoya (Jineth), *op.cit.*, 2008. pp. 153-155

¹⁷⁹² Puyana García (Germán), *op.cit.*, 2005. p. 29

« Jorge »¹⁷⁹³ : « Je connais beaucoup de philosophie : Karl Marx, Friedrich Engels. Je connais la science économique (...) qui étudie pourquoi les groupes se soulèvent avec des armes ».

« Guérillero anonyme »¹⁷⁹⁴ : « Là-bas dans la guérilla, ce qui est le plus enseigné, c'est la politique : la stratégie, l'idéologie, l'économie, l'histoire ; par exemple, comment Bolivar s'est battu, comment le Che Guevara s'est battu, ce que Fidel Castro a fait, comment a commencé la guerre en Russie, comment les vietnamiens ont pu vaincre les américains, comment a commencé la révolution en Chine, tout cela ».

Récit sur la guérilla¹⁷⁹⁵ : « Jofre (...) était un homme strict pour faire observer les statuts et pour cela, quand nous campions pour un long moment quelque part, il faisait construire « l'École ». Il donnait des devoirs aux guérilleros et exigeait d'eux d'étudier des livres sur Bolivar et les documents relatifs aux FARC ».

Reconnaissance internationale. Ainsi que le remarquent Isabelle Sommier et Xavier Crettiez : « *Le thème de la rébellion, et surtout la figure du rebelle (...) offrent leurs principaux héros aux cultures populaires, de Mandrin à Robin des Bois. Que nous apprennent ces récits ? Ils montrent la frontière ténue entre le rebelle-bandit et le rebelle révolutionnaire, dans la réalité comme dans les imaginaires* »¹⁷⁹⁶. Dans le cas des FARC, les imaginaires du rebelle révolutionnaire ont créé une admiration et une reconnaissance de la lutte guérillera qui vient de l'extérieur, de l'étranger, plutôt que de l'intérieur du pays (baisse de popularité des FARC dans l'opinion publique colombienne). Les FARC se sont trouvées fortifiées par cette admiration internationale et réconfortées dans la légitimité de leur lutte.

L'appui international prend des formes diverses (économique, logistique, militaire). Mais, pour notre étude, sont surtout importantes les manifestations « symboliques » d'appui, par exemple, les visites de citoyens étrangers dans les campements des FARC, surnommée « tourisme révolutionnaire », ou les déclarations d'appui de diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales.

¹⁷⁹³ Entretien avec « Jorge », ancien guérillero FARC, Région: Guaviare. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu: Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

¹⁷⁹⁴ González Uribe (Guillermo), *op.cit.*, 2002

¹⁷⁹⁵ Lizcano (Óscar Tulio), *op.cit.*, 2009. pp. 97-100

¹⁷⁹⁶ Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *op.cit.*, 2006. p. 14

Durant les dialogues de Paix, entre 1998 et 2002, « *chaque année, plus de 1000 invités se rendaient à San Vicente del Caguán pour rencontrer les leaders de la guérilla. Manuel Marulanda était le plus demandé. Une vraie star!* »¹⁷⁹⁷.

Lors d'un entretien, « Raul Reyes » a répondu à aux questions suivantes : « Comment faites-vous pour obtenir des passeports pour sortir du pays ? – Cette question n'est pas dans la liste et il a éclaté de rire. – Cela m'interpelle que vous, un chef guérillero, vous en obtenez quand il y a tant de colombiens de bien à qui est refusé un visa pour le fait d'être colombien. De plus, quand ils arrivent dans n'importe quel aéroport étranger, ils sont traités comme s'ils étaient des délinquants. – C'est la grande différence entre les autres et moi. – Des différences, il y en a, évidemment, mais je ne sais pas auxquelles vous faites référence. – Avoir des amis est la grande différence. Je vais vous raconter une chose. (Immédiatement, il a pris deux passeports et me les a montrés avec arrogance). J'ai la nationalité équatorienne, mexicaine et du Costa-Rica, et celle du Venezuela est en cours. Je n'apparais comme colombien ni dans ce document ni dans les autres. – Vous avez beaucoup de chance, mais pour le reste des mortels, ils nous demandent jusqu'à l'ADN pour établir que nous ne sommes pas des délinquants »¹⁷⁹⁸.

Jacques Thomet raconte que :

Lors du « deuxième Congrès de la Coordination continentale bolivarienne (...) avec des délégués de nombreux pays : Pérou, Chili, Uruguay, Brésil, Équateur, Colombie, Venezuela, Mexico, Puerto Rico, République dominicaine, Allemagne, Italie, Pays Basque espagnol (...). Sur des photos prises dans le camp de Raúl Reyes et publiées par la suite, on voit le chef des FARC, un bouteille de whisky a la main, en train de servir ses hôtes, dont plusieurs jeunes femmes aux mines réjouies. La fête bat son plein au milieu de la jungle. (...) Chacun des invités pose pour la photo avec Raúl Reyes, entre deux vivats pour la révolution à venir empruntés aux leitmotivs de Fidel Castro: “Patria o muerte !”, “Venceremos !” (*La patrie ou la mort! Nous vaincrons!*) (...). Le 2 mars 2009, le président vénézuélien oublie tout garde-fou diplomatique. Il qualifie Raúl Reyes de “héros de la Révolution” et exige de ses supporters le respect d'une minute de silence en son honneur, debout, en plein centre de Caracas. Le 21 septembre 2009, le régime de Hugo Chávez baptise une place de Caracas du nom du terroriste Manuel Marulanda, avec une statue élevée à sa gloire (...). En Allemagne, le député communiste Wolfgang Gehrcke fait partie des contacts européens des FARC (...). Gehrcke a avancé l'idée de faire appuyer par le PDS le projet de faire retirer les FARC, par le Parlement européen, de la liste de groupes terroristes. (...) L'Italie est elle aussi concernée, avec les deux leaders de Refondation communiste (RC), Ramón Mantovani et Carlo Consolo. L'antenne de RC à Porto Rico

¹⁷⁹⁷ Drouhaud (Pascal), *op.cit.*, 2008. p. 28

¹⁷⁹⁸ Pérez (José Gregorio), *op.cit.*, 2008

proclame ouvertement : “Avec les FARC, aujourd’hui plus que jamais!”. Sur son site Internet, Mantovani ose avancer que les FARC ne frappent pas la population civile avec les voitures piégées... »¹⁷⁹⁹.

À travers l’étude de la guérilla des FARC, dans le cadre de la théorie de la lutte pour la reconnaissance, il a été possible de déterminer que les origines des FARC et la pérennité de leur lutte ne peuvent pas être expliqués seulement au travers de la rationalité politique, militaire ou économique. La violence guérillera plonge ses racines dans les nécessités de reconnaissance insatisfaites (H₁), individuelles ou collectives des FARC (en tant qu’institution comme au niveau des combattants), dans les sphères de l’affection (maltraitance infantile, violence intrafamiliale, exactions des groupes armés), du droit (privations de droits-exclusion) et de la solidarité (indignité-injustice). Ces nécessités de reconnaissance peuvent être fixes, fondamentales (comme la nécessité d’une image valorisée de soi-même) ou construites socialement (comme le rôle qu’un acteur aspire à remplir dans les relations sociales). De plus, ces besoins peuvent être liées à la recherche d’une reconnaissance de l’égalité (lutte pour la dignité) ou d’une supériorité (lutte pour le prestige). Cette lutte pour la reconnaissance, ce processus de construction identitaire et la légitimation symbolique de l’individu sont en constante évolution (H₂). La dimension interactive du phénomène inclut des processus de feedback (le regard d’autrui significatif) et une redéfinition de l’action de la guérilla en fonction de l’évolution de la dynamique même de la violence. De cette manière, se construisent et se renforcent une série de variables symboliques, identitaires, morales et émotionnelles dont il faut tenir compte au moment de comprendre le passage à la violence des guérilleros et les actions de la structure guérillera.

En août 2010, « Alfonso Cano », alors chef suprême de cette guérilla, apparaît dans une vidéo publiée par la chaîne de télévision arabe Al Jazeera, où il s’adresse au président Juan Manuel Santos (2010-) : « *Hombre, conversemos* (convertissons) ! ». À partir de ce moment, et malgré la mort de « Cano », un processus de rapprochement a commencé entre la guérilla et les FARC ayant conduit aux conversations de paix de La Havane. Le gouvernement et

¹⁷⁹⁹ Thomet (Jacques), *op.cit.*, 2008. p. 178

les FARC ont établi un agenda de négociation basé sur « l'Accord Général pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable » signé par les deux parties. Dans cet agenda, il a été décidé de discuter de sujets en lien avec : (1) La politique de développement agricole intégral ; (2) La participation politique ; (3) La fin du conflit (cessation des hostilités, abandon d'armes) ; (4) La solution au problème des drogues illicites ; (5) Les victimes (Droits de l'Homme et Vérité) ; (6) Implémentation, vérification et ratification. Jusqu'à présent, les FARC et le gouvernement ont déclaré être parvenu à des accords définitifs sur les thèmes du développement agricole et de la participation politique.

Ces avancées sont un signe positif dans la recherche d'une sortie négociée de la confrontation armée qui oppose depuis des décennies le gouvernement en exercice et les FARC. Cependant, il est important de rappeler, comme le souligne Nathalie Duclos, qu'en cherchant une sortie pacifique d'un conflit, il est nécessaire de se concentrer sur les éléments symboliques, émotionnels et psychologiques et sur le rôle de l'identité des acteurs, pour parvenir à une vraie pacification de relations autrefois conflictuelles. Il ne faut pas oublier que les négociateurs de la guérilla à Cuba incarnent principalement un type particulier de guérillero mais ne représentent pas la totalité de la population *fariana*. De plus, l'agenda et les accords en cours à La Havane ne doivent pas seulement résoudre les déficiences structurelles de l'organisation politique, économique et sociale colombienne. Il est nécessaire de tenir compte de l'analyse approfondie des nécessités de reconnaissance des combattants et des raisons pour lesquelles ils pourraient être amenés à abandonner les armes. Sans cette analyse, et sans la recherche de nouveaux mécanismes de construction identitaire et de reconnaissance non-belligéres, le risque serait d'aboutir à une paix incomplète, où l'organisation des « FARC » disparaîtrait mais où des hommes armés continueraient de faire valoir leurs identités idéalisées et viriles à l'intérieur de nouvelles organisations armées.

Bibliographie

Théories, méthodes et concepts

Aspects émotionnels, moraux, symboliques et identitaires du conflit et de la violence

Abello (Ignacio), *Violencias y culturas : Seguido de dos estudios sobre Nietzsche y Foucault*, Bogotá, Ediciones Uniandes- Alfaomega Colombiana, 2005.

Agné (Hans), « The politics of international recognition : symposium introduction », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp. 94-107.

Anderson (Benedict), *Comunidades Imaginadas*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1993.

Anderson (Benedict), *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La découverte, 2006.

Angella (Marco), « L'individuation par la socialisation. Quelle place pour la psychanalyse ? Quelques inconséquences dans la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth », *Consecutio Temporum, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana*, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.

Arendt (Hannah), *Du mensonge à la violence*, Paris, Presses Pocket, 1989.

Audoin-Rouzeau (Stéphane), Braud (Philippe), Nahoum-Grappe (Véronique), Philonenko (Alexis), Holeindre (Jean-Vincent), « Les passions dans la guerre », *Journée d'études Penser la Guerre*, Amphithéâtre de l'EHESS, Centre de recherches politiques Raymond-Aron, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, Vendredi 6 juin 2008.

Baczko (Bronislaw), *Les imaginaires sociaux : Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.

Balibar (Etienne), *Violencias, identidades y civilidad: Para una cultura política*

- global*, Barcelona, Gedisa, 2005.
- Bartelson (Jens), « Three concepts of recognition », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp. 94-107. Disponible sur : http://journals.cambridge.org/abstract_S175297191300002X
- Bayart (Jean-François), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.
- Bekker (Simon), Prinsloo (Rachel) (eds), *Identity? Theory, Politics, History*, Pretoria, Human Sciences Research Council, 1999.
- Berger (Peter), Luckman (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, 3e édition, Paris, Armand Collin, 2003.
- Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le métier de Sociologue: Préalables Epistémologiques*, 5e éd, Berlin - New York, Mouton de Gruyter, 2005.
- Bourdieu (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique: précédé des trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Seuil, 2000.
- Bourdieu (Pierre), *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.
- Bourdieu (Pierre), *Raisons Pratiques sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.
- Bourdin (Philippe), Bernard (Mathias), Caron (Jean-Claude), *La voix & le geste: une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2005.
- Brahami (Frederic), « Haine, envie, vengeance et tous ces mots qui composent le vrai dictionnaire de révolutions », dans *Le ressentiment : passion social*, éd. par Grandjean (Antoine) et Guérard (Florent), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012. pp. 63-77.
- Braud (Philippe), « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits* 9-10, 1993, pp. 13-42.
- Braud (Philippe), « La violence symbolique dans les relations internationales », *9e Congrès Association Française de Sciences Politiques*, Toulouse, 5-7 septembre 2007.
- Braud (Philippe), « Symbolic and Physical Violence », dans *The International Politics of Recognition*, ed. par Lindemann (Thomas), Ringmar (Erik), Boulder (Colorado), Paradigm Publisher, Yale Series, 2012. p. 65.
- Braud (Philippe), « Violences physiques, violences symboliques. Éléments de

- problématisation », dans *Guerres civiles, dimensions de la violence, économies de la civilité*, éd. par Hannover (Jean), Paris, Karthala, 1999.
- Braud (Philippe), *L'émotion en Politique : Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 1996.
- Braud (Philippe), *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.
- Brett (Rachel), Specht (Irma), *Young Soldiers : Why they choose to fight*, Boulder-COLORADO, OIT/Lynne Rienner Publishers, 2004.
- Brinkmann (Svend), « Identity as Self-Interpretation », *Theory Psychology* 18, No. 3, June 1, 2008, pp. 404-422.
- Bronislaw (Baczko), *Les imaginaires sociaux. Mémoires et les espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.
- Caillé (Alain), « De la reconnaissance : Don, identité et estime de soi », *Revue de MAUSS*, No. 23, 1er semestre 2004.
- Caillé (Alain), Cardoso de Oliveira (Luis-R), Chaniel (Philippe), *La quête de reconnaissance : Nouveau phénomène social total*, Paris, La Découverte, 2007.
- Caillé (Alain), Lazzeri (Christian) (eds), *La reconnaissance aujourd'hui*, Paris, Presses du CNRS, 2009.
- Caillé (Alain), Lazzeri (Christian), « La reconnaissance aujourd'hui : enjeux théoriques, éthiques et politiques du concept », *Revue du MAUSS*, Vol. 1, No. 23, 2004, pp. 88-115.
- Canto-Sperber (Monique) (dir), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, vol. 1, Paris, PUF, 2001.
- Carnevale (Antonio), « Fatti di norme. Sul riconoscimento ideologico della vergogna », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Chebel (Malek), *La formation de l'identité politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.
- Chwaszcza (Christine), « Recognition : some analytical remarks », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp. 160-165. Disponible sur : http://journals.cambridge.org/abstract_S1752971913000079
- Cockburn (Cynthia), « The Gendered Dynamics of Armed Conflict and Political

- Violence », dans *Victims, Perpetrators or Actors ? : Gender, Armed Conflict and Political Violence*, éd par O Moser (Caroline), Clark (Fiona), Pallgrave Mackmillan, 2001. p. 13.
- Cooke (Maeve), « Authenticity and Autonomy : Taylor, Habermas and the Politics of Recognition », *Political Theory*, Vol. 25, No. 2, 1997, pp. 258-288.
- Coombe (Rosemary J.), « Tactics of Appropriation and the Politics of Recognition in Late Modern Democracies », *Political Theory*, Vol. 21, No. 3, 1993, pp. 411-433.
- Corcuff (Philippe), *Les nouvelles sociologies : Entre le collectif et l'individuel*. 2e édition, Paris, Armand Collin, 2007.
- Crettiez (Xavier), Sommier (Isabelle), *La France rebelle: Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Editions Michalon, 2006.
- Cukier (Alexis), « Reconnaissance, empathie et pouvoir chez Axel Honneth : 'lutte pour la reconnaissance' ou 'lutte pour le pouvoir' ? », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Delphy (Christine), *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2008.
- Demelemestre (Gaëlle), intervention sur « G.H. Mead, Tugendhat, l'interactionnisme symbolique et la lutte pour la reconnaissance dans les relations internationales », *Réunion du GERCI*, Bibliothèque de Science Po Paris, 28 octobre 2013
- Deranty (Jean-Philippe), « Il riconoscimento hegeliano, la Teoria critica e le science sociali », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Deranty (Jean-Philippe), « Injustice, Violence and Social Struggle. The Critical Potential of Honneth's Theory of Recognition », *Critical Horizons*, 5-1, 2004. pp. 296-322.
- Deschamps (Jean-Claude), Moliner (Pascal), *L'identité en psychologie sociale : Des processus identitaires aux représentations sociales*, Paris, Armand Colin, 2008.
- Deschamps (Jean-Claude), Morales (Francisco), Paez (Dario), Worchel (Stephen),

- L'identité sociale: la construction de l'individu dans les relations entre groupes*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble (PUG), 1999.
- Dubet (François), « À propos de la société du mépris et de la réification d'Axel Honneth », *La vie des idées*, 29 octobre 2007, (en ligne). Disponible sur : www.laviedesidees.fr
- Dubet (François), « Injustice et reconnaissance », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 144- 159.
- Dubet (François), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1995.
- Dubois (Vincent), Bastien (Clément), Freyermuth (Audrey) Matz (Kévin), *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Broissieux, Editions du Croquant, 2012.
- Duclos (Nathalie), « La part du symbolique dans les sorties de conflits armés », *Les dimensions émotionnelles du politique*, éd. par Isabelle Sommier et Xavier Crettiez, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp 163-177.
- Fascioli (Ana), « Autonomía y reconocimiento en Axel Honneth: un rescate de El Sistema de la Eticidad de Hegel en la filosofía contemporánea », *Revista ACTIO*, No. 10 – diciembre 2008, pp. 21-25. Disponible sur <http://www.fhuce.edu.uy/ActioSite09/Textos/10/Fascioli10.pdf>
- Ferkany (Matt), « Recognition, Attachment, and the Social Bases of Self-Worth », *Southern Journal of Philosophy*, Vol. 47, No. 3, 2009, pp. 263-283.
- Finelli (Roberto), « Una libertà post-liberale e post-comunista. Riflessioni sull'etica del riconoscimento », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Finelli (Roberto), Toto (Francesco), « 'Riconoscimento' : limiti di un paradigma », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Foessel (Michaël), « Être reconnu : droit ou fantasme? », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 61-75.
- Foessel (Michaël), « Introduction. La reconnaissance ou les nouveaux enjeux de la critique sociale », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 56-60.

- Fowler (Bridget), « The Recognition/Redistribution Debate and Bourdieu's Theory of Practice : Problems of Interpretation », *Theory, Culture & Society* 26, No. 1, 2009, pp. 144–156.
- Franco (Jean), « Bodies in Contention », *Nacla Report on the Americas*, XXXIV, 5, 2001, pp. 41-45.
- Fraser (Nancy), « From Redistribution to Recognition? Dilemmas of Justice in a 'Post-Socialist's Age' », *New Left Review*, No. July/August, 1995, pp. 67-93.
- Fraser (Nancy), « Recognition without Ethics? », *Theory, Culture & Society*, vol. 18, no. 2-3, 2001. pp. 21-42.
- Fraser (Nancy), « Rethinking Recognition », *New Left Review*, No. May/June, 2000, pp. 107-120.
- Fraser (Nancy), *Qu'est ce que la justice sociale, reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2005.
- Frost (Mervyn), « Théorie constitutive : reconnaissance, éthique et politique dans les relations internationales », *Cultures & Conflits*, No. 87, automne 2012, pp. 37- 46.
- Galeotti (Anna Elisabetta), *Toleration as Recognition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- Gartzke (Erik), Gleditsch (Skrede), « Identity and Conflict : Ties that Bind and Differences that Divide », *European Journal of International Relations*, 12, 53, 2006. Disponible sur: <http://ejt.sagepub.com/content/abstract/12/1/53>
- Geertz (Clifford), *Savoir global, savoir local*, Paris, Les lieux du savoir, PUF, 1985.
- Gellner (Ernest), Breuilly (John) (Introduction), *Nations and Nationalism*, 2e édition, Oxford-UK, Blackwell Publishing, 2006.
- George (Alexander), Bennett (Andrew), *Case Studies and Theory Development*, MIT, Cambridge Massachusetts, 2005.
- Girard (René), *La violencia y lo sagrado*, Barcelona, Anagrama, Renán Silva editores, 1995.
- Godineau (Dominique), « De la guerrière à la citoyenne. Porter les armes pendant l'Ancien Régime et la Révolution française », *Clio. Histoire, femmes et*

sociétés, No. 20, 2004. Disponible sur : <http://clio.revues.org/1418> ; DOI : 10.4000/clio.1418

Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1983.

Goffman (Erving), *Les rites interaction*, Paris, Editions de Minuit, 1974.

Grandjean (Antoine), Guérard (Florent) (dir.), *Le ressentiment : passion sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

Guéguen (Haud), Malochet (Guillaume), *Les théories de la reconnaissance*, Paris, La Découverte, 2012.

Guénard (Florent), « Ressentiment, envie et sens de la justice (Honneth, Rawls) », dans *Le ressentiment : passion sociale*, Rennes, éd. par Grandjean (Antone) et Guérard (Florent), Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp. 167- 181.

Guisti (Miguel), « Riconoscimento e gratitudine. Sulla critica di Paul Ricoeur a Axel Honneth », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.

Günter (Albrecht), « Sociological approaches to individual violence and their empirical evaluation », *The International Handbook of Violence Research*, ed par Heitmeyer (Wilhelm), Hagan (John), Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2003, pp. 611-656.

Gurr (Ted Robert), « Why Men Rebel Redux : How valid are its Arguments 40 years On ? », *e-International Relations*, 17 Novembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.e-ir.info/2011/11/17/why-men-rebel-redux-how-valid-are-its-arguments-40-years-on/

Gurr (Ted Robert), *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Heins (Volker), « The place of Property in the Politics of Recognition », *Constellations*, Vol. 16, No. 4, 2009, pp. 579-592.

Honneth (Axel), « Dominazione e lotta morale », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.

Honneth (Axel), « El reconocimiento como ideología », *Isegoría*, No. 35, Julio-Diciembre, 2006, pp. 129-150.

Honneth (Axel), « Invisibility: On the Epistemology of “Recognition” », *Aristotelian Society Supplementary*, Vol. 75, No. 1, 2001, pp. 111-126.

- Honneth (Axel), « La dynamique sociale du mépris. D'où parle une théorie critique de la société ? », dans *Habermas, les raisons, la critique*, éd par Bouchindhomme (Ch.) et Rochlitz (R), Paris, Cerf, 1996, pp. 215-138.
- Honneth (Axel), « La philosophie de la reconnaissance : une critique sociale. Entretien avec Axel Honneth », propos recueillis par Foessel (Michaël), *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 88-95.
- Honneth (Axel), « La reconnaissance entre États. L'arrière-plan moral des relations interétatiques », *Cultures & Conflits*, no. 87, automne 2012, pp. 27- 36.
- Honneth (Axel), « La théorie de la reconnaissance : une esquisse », *Revue du MAUSS*, No. 23, 1^{er} septembre 2004, pp. 133-136.
- Honneth (Axel), « Recognition or Redistribution ? Changing Perspectives on the Moral Order of Society », *Theory, Culture & Society* 18 (2-3), 2001, pp. 43-55.
- Honneth (Axel), « Réification, connaissance, reconnaissance : quelques malentendus », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 96-107.
- Honneth (Axel), « Reification : A recognition-theoretical view », *The Tanner Lectures on Human Values*, March 14-16 (2005), Berkeley, University of California, 2005.
- Honneth (Axel), « The Fabric of Justice. On the limits of proceduralism », Communication lors du colloque *Relire Ricœur à notre tour : herméneutique et philosophie pratique*, Lisbonne (Portugal), 7 au 10 juillet 2010.
- Honneth (Axel), « Reconnaissance », dans *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, éd par Canto-Sperber (Monique), Vol. 1, Paris, PUF, 1996, pp. 1272-1278.
- Honneth (Axel), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf, 2000.
- Honneth (Axel), *La société du mépris : Vers une nouvelle Théorie critique*, Paris, La Découverte, 2006.
- Hudson (Rex A.), *Who becomes a terrorist and why : the 1999 government report on profiling terrorists*, Guilford-Connecticut, The Lyons Press, 2002.
- Ikäheimo (Heikki), « A Vital Human Need: Recognition as Inclusion in

- Personhood », *European Journal of Political Theory* 8, No. 1, 2009, pp. 31-45.
- Ikäheimo (Heikki), « On the Genus and Species of Recognition », *Inquiry*, vol. 45, No. 4, 2002, pp. 447-462.
- Ikäheimo (Heikki), « Recognizing Persons », *Journal of Consciousness Studies*, Vol. 14, s 5-6, 2007, pp. 224-247.
- Joseph (Isaac) et al, *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Editions de Minuit, 1989.
- Katzenstein (Peter J.) (éd), *The culture of national security: Norms and identity in world politics*, New York, Columbia University Press, 1996.
- Kessler (Oliver), Herboth (Benjamin), « Recognition and the constitution of social order », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp.155-160.
Disponible sur : http://journals.cambridge.org/abstract_S1752971913000055
- Khosrokhavar (Farhad), *Quand Al-Quaïda parle: témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset et Fasquelle, 2006.
- Köker (Levent), « Political Toleration or Politics of Recognition : The Headscarves Affair Revisited », *Political Theory*, Vol. 24, No. 2, 1996, pp. 315-320.
- Koselleck (Reinchart), *Futuro pasado : para una semantica de los tiempos históricos*, Barcelona, Editorial Paidós, 1993.
- Krasner (Stephen D.), « Recognition : organized hypocrisy once again », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp.170-176.
Disponible sur http://journals.cambridge.org/abstract_S1752971913000092
- La Balme (Natalie), *Partir en guerre : Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Autrement, 2002.
- Laegaard (Sune), « On the prospects for a Liberal Theory of Recognition », *Res Publica : A Journal of Legal and Social Philosophy*, Vol. 11, No. 4, december 2005, pp. 325-348.
- Lagroye (Jacques), « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », dans *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Favre (Pierre) et al, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- Laitinen (Arto), « Interpersonal Recognition and Responsiveness to Relevant

- Differences », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, Vol. 9, No. 1, 2006, pp. 47-70.
- Laitinen (Arto), « Interpersonal Recognition: A Response to Value or a Precondition of Personhood? », *Inquiry*, Vol. 45, No. 4, 2002, pp. 463-478.
- Laitinen (Arto), « Recognition, Needs and Wrongness : Two Approaches », *European Journal of Political Theory* 8, No. 1, 2009, pp. 13-30.
- Laitinen (Arto), « Social Equality, Recognition, and Preconditions of Good Life », *Social Inequality Today, Macquarie University*, 12 November 2003, pp. 1-26.
- Laitinen (Arto), « Sorting Out Aspects of Personhood: Capacities, Normativity and Recognition », *Journal of Consciousness Studies*, Vol. 14, s 5-6, 2007, pp. 248-270.
- Lamouche (Fabien), « Paul Ricoeur et les « clarières » de la reconnaissance », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 76-87.
- Laudou (Cristophe), *La demande de reconnaissance de Lacan à Hegel*, Conférence prononcée au colloque philosophique international franco-allemand d'Evian, 20 juillet 2004. Disponible sur : www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=2635
- Lawson (Denis), *Les identités partagées comme facteur de paix et de stabilité: le cas du Bénin*, thèse de doctorat de science politique, université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction de Thomas Lindemann, juillet 2013, pp. 151-153
- Le Blanc (Guillaume), « L'épreuve sociale de la reconnaissance », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 127- 143.
- Le Goff (Alice), « Honneth, Axel », *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*, éd. par Bourdeau (V.), Merrill (R.), 2008. Disponible sur : www.dicopo.fr/spip.php?article106
- Léchenet (Annie), « La reconnaissance, condition à l'exercice de la citoyenneté,... y compris pour les femmes, ou ce que peuvent nous apporter les propositions de Axel Honneth », *Congrès annuel de l'Association Suisse de Science Politique*, Université de Genève, 7-9 janvier 2010.
- Leeuwen (Bart van), « A Formal Recognition of Social Attachments : Expanding

- Axel Honneth's Theory of Recognition », *Inquiry*, Vol. 50, No. 2, 2007, pp. 180 – 205.
- Lindemann (Thomas), « Concluding Remarks on the Empirical Study of International Recognition », dans *The International Politics of Recognition*, éd. par Lindemann (Thomas), Ringmar (Erik), Boulder, Colorado, Paradigm Publishers, 2012a.
- Lindemann (Thomas), « Des dénis de reconnaissance à l'extermination. La logique symbolique des guerres civiles », *Res Militaris*, vol. 3, No 1, Automne 2012. Disponiblesur : http://resmilitaris.net/ressources/10166/70/res_militaris_article_lindemann_la_logique_symbolique_des_guerres_civiles.pdf.
- Lindemann (Thomas), « Peace Through Recognition: An Interactionist Interpretation of International Crises », *International Political Sociology*, No. 5, 2011, pp. 68-86.
- Lindemann (Thomas), « Quelques hypothèses sur les violences symboliques et la violence physique dans les relations internationales », Table Ronde 6 : Les violences symboliques dans les relations internationales, *Congrès AFSP*, Toulouse, 2007.
- Lindemann (Thomas), « Sauver la face, sauver la paix, La politique de reconnaissance dans les crises internationales », *Revue du MAUSS*, 3 janvier 2009, (en ligne). Disponible sur : www.journaldumauss.net/spip.php?article446
- Lindemann (Thomas), « The case for an empirical and social-psychological study of recognition in international relations », *International Theory*, Volume 5, Issue 01, March 2013, pp. 150-155. Disponible sur : http://journals.cambridge.org/abstract_S1752971913000043
- Lindemann (Thomas), « Vers l'identification empirique des dénis de reconnaissance dans les relations internationales. Le cas des attentats de Londres en 2005 », dans *Les dimensions émotionnelles du politique*, éd. par Isabelle Sommier et Xavier Crettiez, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012b. pp. 209-225.
- Lindemann (Thomas), *Causes of war: the struggle for recognition*, ECPR Press, 2010a.

- Lindemann (Thomas), *La Guerre : théories, causes, règlements*, Paris, Armand Colin, 2010b.
- Lindemann (Thomas), *Penser la guerre : L'apport constructiviste*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- Lindemann (Thomas), Ringmar (Erick) (éds), *The International Politics of Recognition*, London, Paradigm Publishers, 2011.
- Lindemann (Thomas), Saada (Julie), « Théories de la reconnaissance dans les relations internationales. Enjeux symboliques et limites du paradigme de l'intérêt », *Cultures & Conflits*, No. 87, automne 2012. pp. 7-25
- Lindemann (Thomas), *Sauver la face, sauver la paix: sociologie constructiviste des crises internationales*, Paris, L'Harmattan, 2010c.
- Long (William J.), Brecke (Peter), *War and reconciliation : Reason and Emotion in Conflict Resolution*, Cambridge, MIT Press, 2003.
- Maalouf (Amin), *Les Identités meurtrières*, Paris, LGF - Livre de Poche, 2001.
- Macherey (Pierre), « Lo Hegel husserlianizzato di Axel Honneth. Ritualizzare la filosofia hegeliana del diritto », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No 3, Ottobre 2012.
- Makine (Andreï), *L'amour humain*, Paris, Seuil, 2006.
- Marcelo (Gonçalo), « Recognition and Critical Theory today : An interview with Axel Honneth », *Philosophy and Social Criticism*, 39 (2), 2013, pp. 209-221.
- Margalit (Avishai), « Recognition II : Recognizing the Brother and the Other », *Aristotelian Society Supplementary*, vol. 75, The Aristotelian Society Publications, Bristol, 2001, pp. 127-139.
- Markell (Patchen), *Bound by Recognition*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2003.
- Marret (Jean-Luc), *La fabrication de la paix: nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes*, Paris, Ellipses, 2001.
- Martin (Denis-Constant) (dir.), *L'identité en jeux: pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Éditions Karthala, 2010.
- Martin (Denis-Constant) (éd.), *Cartes d'identité : Comment dit-on "nous" en*

- politique?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.
- Martin (Denis-Constant), « Identity, culture, pride and conflict », *Identity? Theory, Politics, History*. Vol. 1, éd par Bekker (Simon) et Prinsloo (Rachel), Pretoria, Human Sciences Research Council, 1999.
- Mauss, Marcel, *Essai sur le don: forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, 4ème édition, Paris, Presses universitaires de France, 1991.
- Mcbride (Cillian), « Demanding Recognition : Equality, Respect, and Esteem », *European Journal of Political Theory* 8, No. 1, 2009, pp. 96-108.
- Mead (George Herbert), *L'esprit, le soi et la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006.
- Merlin (A.), Le Huérou (A.), « Le conflit tchéchène à l'épreuve de la reconnaissance », *Cultures & Conflits*, No. 87, automne 2012, p. 48.
- Mojzuk (Marta), Entre el maternalismo y la construcción socio-política de la maternidad, s.d, (en ligne). Disponible sur : www.emede.net/textos/martamojzuk/maternalismo-maternidad_dea.pdf
- Ocampo Talero (Angélica María), Méndez París (Sara), Pavajeau Delgado (Carol), « Las subjetividades como centro de la formación ciudadana », *Universitas Psychologica*, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, Colombia, septiembre-diciembre, año/vol. 7, Número 003, 2008, pp. 837-851.
- Olivier (Kelly), *Witnessing. Beyond Recognition*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001.
- Olson (Mancur), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1987.
- Pewzner-Apeloig (Évelyne), « Ce nom qui nous porte », dans *Les territoires de l'identité*, ed. par Ragi (Tariq), Amiens, Licorne, 1999.
- Piromalli (Eleonora), « Il diritto della libertà nel nostro tempo : ripercorrendo criticamente 'Das Recht der Freiheit' di Axel Honneth », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Pizzorno (Alessandro), « Rationalité et reconnaissance ». *La reconnaissance aujourd'hui*, éd par Caillé (Alain) et Lazzeri (Christian), Paris, Presses du

- CNRS, 2009, pp. 229-272.
- Pizzorno (Alessandro), Cabin (Philippe), « Identité et action collective : rencontre avec Alessandro Pizzorno », *Sciences humaines* (Auxerre), 03/2000, pp. 38-41.
- Pizzorno (Alessandro), *Il velo della diversità: Studi su razionalità e riconoscimento*, Roma, Feltrinelli, 2007.
- Poreau (Brice), *Extension de la Théorie de la Reconnaissance : L'exemple du génocide Rwandais*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- Presbey (Gail M), « The Struggle for Recognition in the Philosophy of Axel Honneth, Applied to the Current South African Situation and its Call for an "African Renaissance" », *Philosophy Social Criticism* 29, No. 5, September 1, 2003, pp. 537-561.
- Pulito (Maria Luisa), *Identità come processo ermeneutico. Paul Ricoeur e l'Analisi Transazionale*, Roma, Armando, 2003.
- Ramond (Charles), « Le retour des sentiments moraux dans la théorie de la reconnaissance (de la «grammaire morale des conflits sociaux» à la grammaire des sentiments moraux) », *Journée d'Études Les sentiments moraux*, Bordeaux III, CERPHI / CREPHINAT, Résp. Brugère (Fabienne), 2 février 2007.
- Recasens Siches (Luis), *Sociología*, México, Editorial Porrúa, 1960.
- Renault (Emmanuel), « Reconnaissance, Institutions, Injustice », *De la reconnaissance, Revue du MAUSS*, No. 23, Paris, 2004a, pp. 180-195.
- Renault (Emmanuel), « What is the use of the notion of the struggle of recognition? », *Revista de Ciencia Política*, Pontificia Universidad Católica de Chile, Vol. 27, No. 2, 2007, pp. 195-205.
- Renault (Emmanuel), *L'expérience de l'injustice : reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris, La découverte, 2004b.
- Renault (Emmanuel), *Mépris social, Ethique et politique de la reconnaissance*, Vol.1, Bègles France, Editions du Passant, 2004c.
- Ricoeur (Paul), *Parcours de la Reconnaissance*, Paris, Stock, 2004.
- Ricoeur (Paul), *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.
- Rogers (Melvin L.), « Rereading Honneth: Exodus Politics and the Paradox of

- Recognition », *European Journal of Political Theory* 8, No. 2, 2009, pp. 183-206.
- Romero Cuevas (José Manuel), « J. Habermas, A. Honneth y las bases normativas de la teoría crítica », *Constelaciones, Revista de Teoría Crítica*, No. 1, Noviembre 2009, pp 72-87.
- Sánchez (Gonzalo), *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2003.
- Schmitt (Carl), *La notion de politique. Théorie du partisan*. Paris, Flammarion, 1992.
- Schock (Kurt), *Insurrecciones no armadas*, Bogotá, Centro Editorial Universidad del Rosario, 2008.
- Sen (Amartya), *Identité et violence : L'illusion du destin*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- Simmel, Georg, *Le conflit*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.
- Sinnerbrink (Robert), « Recognitive Freedom: Hegel and the Problem of Recognition », *Critical Horizons*, Vol. 5, No. 1, 2004, pp. 271-295.
- Sironi (Françoise), *Bourreaux et victimes : Psychologie de la torture*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- Slatman (Jenny), « A Strange Hand: On Self-Recognition and Recognition of Another », *Phenomenology and the Cognitive Sciences*, Vol. 8, No. 3, 2009.
- Sofsky (Wolfgang), *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1998.
- Sommier (Isabelle), Crettiez (Xavier) (dir.), *Les dimensions émotionnelles du politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Sommier (Isabelle), *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Science Po, 2008.
- Songtag (Susan), *Ante el dolor de los demás*, Bogotá, Alfaguara, 2003.
- Sorel (Georges), *Réflexions sur la violence*, Paris, Labor, 2006.
- Spillmann (Kurt), Spillmann (Kati), « La imagen del enemigo y la escalada de conflictos », *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, Marzo, No. 127, 1991.
- Stathis Kalyvas, « The Ontology of “Political Violence” : Action and Identity in Civil Wars », *Perspectives on Politics* Vol.1, Numéro 3, 2003, pp. 475-494.
- Taylor (Charles), « The politics of recognition », *Multiculturalism*, éd par

- Gutmann (Amy), Princeton, University Press, 1994.
- Taylor (Charles), *La politique de la reconnaissance : multiculturalisme, différences et démocratie*, Paris, Flammarion, 1997.
- Theidon (Kimberly). « Terror's Talk: Fieldwork and War », *Dialectical Anthropology*, 26(1), 2001, pp.19-35.
- Thual (François), *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses Marketing, 1998.
- Tilly (Charles), *From Mobilisation to Revolution*, New York, Random House, 1978.
- Tilly (Charles), *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- Toto (Francesco), « La 'société naissante'. Passione, riconoscimento, diritto nel 'Discorso sull'origine della disuguaglianza' di J.-J. Rousseau », *Consecutio Temporum*, Hegeliana/Marxiana/ Freudiana, Rivista critica della postmodernità, Roma, Anno 2, No. 3, Ottobre 2012.
- Touraine (Alain), *The Voice and the Eye, an Analysis of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977.
- Trom (Danny), « La crise de la critique sociale vue de Paris et de Francfort », *ESPRIT*, No. 7, Juillet, 2008, pp. 108- 126.
- Van Creveld (Martin), *La transformation de la guerre*, Paris, Du Rocher, 1998.
- Van Den Brink (Bert), Owen (David) (éds), *Recognition and Power: Axel Honneth and the Tradition of Critical Social Theory*, New York, Cambridge University Press, 2007.
- Varga (Somogy), « Critical Theory and the Two-Level Account of Recognition-Towards a New Foundation? », *Critical Horizons*, Vol. 11, No. 1, pp. 19-33
- Voirol (Oliver), « Préface », dans *La société du mépris : vers une nouvelle Théorie critique*, Honneth (Axel), Paris, Éditions la Découverte, 2006. pp. 9-34.
- Walker (Stephen G.), « The interface between Belief and Behaviour. Henri Kissinger's Operational Code and the Vietnam War », *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 21, No. 1, Mars 1977, pp. 129-168.
- Wieviorka (Michel), « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures & Tabet* (Paola), « Las manos, los instrumentos, las armas », dans *El patriacado al desnudo Tres feministas materialistas* Colette Guillaumin, Paola Tabet,

- Nicole Claude Matthieu, ed. par Curiel (Ochy), Falquet (Jules), Buenos Aires, Brecha Lésbica, 2005. p. 26 *Conflits*, 28, 1998, pp. 44-57.
- Wieviorka (Michel), *La violence. Voix et regard*, Paris, Balland, 2004.
- Winnicott (Donald), « Psychose et soins maternels », dans *De la pédiatrie à la psychanalyse*, Payot, 1989.
- Xiberras (Martine), *Les théories de l'exclusion*, 2ème édition, Paris, Armand Colin, 2000.
- Zurn (Christopher F), « Identity or Status? Struggles over 'Recognition' in Fraser, Honneth, and Taylor », *Constellations*, Vol. 10, No. 4, 2003. pp. 519-537.
- Zurn (Christopher F). « Recognition, Redistribution, and Democracy: Dilemmas of Honneth's Critical Social Theory », *European Journal of Philosophy* 13, 2005, pp. 89–126.

Analyse du conflit (d'autres questions)

- Balencie (Jean-Marc), de La Grange (Arnaud) (dir.), *Les nouveaux mondes rebelles: Conflits, terrorisme et contestation*, Michalon, Paris, 2005.
- Bataillon (Gilles), Bayart (Jean-François), Bozarslan (Hamit), Dorronsoro (Gilles), Chopin (Olivier), « Guérillas et guerres irrégulières : approches comparées », *Journée d'études Penser la Guerre*, Paris, Amphithéâtre de l'EHESS, Centre de recherches politiques Raymond-Aron, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Vendredi 6 juin 2008.
- Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le métier de Sociologue: Prealables Epistemologiques*, 5e éd, Berlin-New York, Mouton de Gruyter, 2005
- Buruma (Ian), « El indiscreto encanto de la tiranía », *El malpensante*, No. 64, Agosto-Septiembre 2005, pp. 18-31
- Castañeda (Jorge), *La utopía desarmada*, Barcelona, Ariel, 1995.
- Collier (Paul) et al, *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, Washington, World Bank, 2003.
- Collier (Paul), « Causas económicas de las guerras civiles y sus implicaciones para

- el diseño de las políticas », *El Malpensante*, Bogotá, No.30, 2001.
- Collier (Paul), *Economic Causes of Civil Conflict and their Implication for Policy*, Washington, World Bank, 2000.
- Collier (Paul), Hoeffler (Anke), « Greed and Grievance in civil war », *Oxford Economic Papers*, 56, 2004, pp. 563-595
- Collier (Paul), Hoeffler (Anke), *Greed and Grievance in Civil War*, Washington, World Bank, 2001.
- Crettiez (Xavier), « Les modèles conceptuels d’appréhension du terrorisme », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 38, Premier trimestre 2000.
- Crettiez (Xavier), *Les formes de la violence*, Paris, Editions La Decouverte, 2008.
- De Coorebyter (Vincent), « Phénoménologie », dans *Dictionnaire Sartre*, éd. par Noudelmanna (Francois) et Philippe (Gilles) Paris, Honoré Champion, Paris, 2004, p. 379
- François (Jean), Rufin (Jean-Christoph), *Économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996.
- Goodwin (Jeff), « State-Centered Approaches to Social revolutions », dans *Theorizing Revolutions*, éd. par Foran (John), Londres, Routledge, 1997.
- Goodwin (Jeff), *States and Revolutions in the Third World : A Comparative Analysis*, Phd dissertation, Boston, Harvard University, 1988.
- Grossman (Hershel), « Kleptocracy and revolutions », *Oxford Economic Papers*, 51, 1999, pp. 267-283.
- Heitmeyer (Wilhelm), Hagan (John) (eds), *The International Handbook of Violence Research*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2003.
- Hoballah (Adnan), *Le Virus de la violence*, Paris, Albin Michel, 1996.
- Holsti (Kalevi), *The State, War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Jeong (Ho-Won), *Peace and Conflict Studies : An Introduction*, Aldershot, Ashgate, 2000.
- Kaldor (Mary), *New and Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 2001.
- Kalyvas (Stathis N.), *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

- Kavanagh (Jennifer), « Selection, Availability, and Opportunity: The Conditional Effect of Poverty on Terrorist Group Participation », *Journal of Conflict Resolution*, No. 5 (1), 2011, pp. 106-132. Disponible sur <http://jcr.sagepub.com/content/55/1/106>
- Le Bart (Christian), « La mairie en Héritage », *Politix*, No. 27, 1994. pp. 159-182.
- Lemarchand (Rene), Legg (Keith), « Political Clientelism and Development : A Preliminary Analysis », *Comparative politics*, 4, No. 2, 1972.
- Marchal (Roland), Messiant (Christine), « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique Internationale*, No. 16, Juillet, 2002, pp. 58-69.
- Neveu (Érik), *Sociologie des mouvements sociaux*, 5ème édition, Paris, La Découverte, 2011.
- Redfield (Robert), « The Folk Society », *The American Journal of Sociology*, 52, janvier 1947, p. 293
- Sageman (Marc), *Understanding Terror Networks*, Philadelphia, University of Philadelphia Press, 2004.
- Skocpol (Theda), *States and Social Revolutions : A Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Londres, Cambridge University Press, 1979. Cité par PNUD, op.cit., 2003.
- Spear (Joanna), « Disarmament and Demobilization », dans *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*, éd par Stedman (S.J.), Rothchild (D.), Cousens (E.M), USA, GB, Lynne Rienner Publishers, IPA, 2002.
- Von Mises (Ludwig), *The Anti-capitalist Mentality*, Toronto, London, New York, Van Nostrand, Princeton (N.J), 1956.

Les FARC et la violence en Colombie

La violence en Amérique Latine

- Apuleyo Mendoza (Plinio), Montaner (Carlos Alberto), Vargas Llosa (Alvaro), *Manual del perfecto idiota latinoamericano*, Barcelona, Plaza y Janes,

1996.

- Cervio (Ana Lucía), « “Vecinos vs. Villeros” : La Lucha por la definición de los modos socialmente legítimos de vivir (en) la ciudad », *Nómadas Revista Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*, No. 19, 2008.3, pp. 1-17.
- Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (éds), *La violence dans l’imaginaire latino-américain*, Montréal, Karthala- Presses de l’Université du Québec, 2008.
- De Currea-Lugo (Victor), *Poder y Guerrillas en America Latina : Una Mirada a La Historia Del Guerrillero De a Pie*, Malaga, Sepha, 2007.
- De la hoz Bohórquez (Germán Alberto), *Homicidio Colombia 2007 : datos para la vida*, Bogotá, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses de Colombia, 2007.
- Debray (Régis), *La critique des armes*, Paris, Éditions du Seuil, 1974.
- Galeano (Eduardo), *Las venas abiertas de América Latina*, Bogotá, Siglo XXI, 2003.
- Goirand (Camille), « Les gauches en Amérique latine : avant-propos », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 Vol. 12, pp. 267-282.
- Hurtado (Fatima), « Colonialité et violence épistémique en Amérique latine: une nouvelle dimension des inégalités ? », *Revue Interdisciplinaire de Travaux sur les Amériques RITA*, No. 2 : août 2009, (en ligne). Disponible sur : www.revue-rita.com/content/view/61/112/
- Koonings (Kees), Kruijt (Dirk) (éds), *Societies of fear: the legacy of civil war, violence and terror in Latin America*, London, Zed Books, 1999.
- Martig (Alexis), « De la perception à l’inégalité sociale: la construction de l’alterité », *Revue Interdisciplinaire de Travaux sur les Amériques RITA*, No. 2 : août 2009, (en ligne). Disponible sur : www.revue-rita.com/content/view/50/1/
- Nieto Loaiza (Rafael), « El falso dilema. Entre conflicto armado y amenaza terrorista », *El Tiempo*, Bogotá, 2 juin 2005. Disponible sur www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1642563
- Prost (Yannick), « L’Amérique latine, encore terre de révolutions ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 72, 2008/4, pp. 61-72.

- Rodríguez Garavito (César), Barrett (Patrick), Chávez (Daniel), *La nueva izquierda en sus orígenes y trayectoria futura en América Latina*, Bogotá, Editorial Norma, 2005.
- Romero (José Luis), *Situaciones e ideologías en América Latina*, Medellín, Universidad de Antioquia, 2005.
- Rouquié (Alain), *Amérique Latine: introduction à l'extrême occident*, Paris, Seuil, 1998.
- Santiso (Javier), *Amérique Latine, révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, Éditions Autrement, 2005.
- Touraine (Alain), *La palabra y la sangre : política y sociedad en América latina*, San Pablo, Trayectoria cultural, 1989.

Le conflict armé et la violence en Colombie

- « Alvaro Uribe se confiesa », *Semana*, 22 septembre 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/alvaro-uribe-confiesa/265218-3
- « A los 30 años de la Conferencia de Medellín », s.i, s.l, s.d (en ligne). Disponible sur : www.diocese-braga.pt/catequese/sim/biblioteca/publicacoes_online/92/ALos30anos.htm
- « Así se vive la guerra en Caquetá », *Semana*, 29 diciembre de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-conflicto-armado/vive-guerra-caqueta/133237.aspx
- « Ayudará a la paz y es el momento de una gran desmovilización », *Semana*, 4 novembre 2010, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/ayudara-paz-momento-gran-desmovilizacion/166997-3.aspx
- « Cara y sello », *Semana*, 7 diciembre de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/cara-sello/132340.aspx
- « Colombia reveló la mayor masacre de los paramilitares », *ADNmundo*, 23 juin 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adnmundo.com/contenidos/politica/colombia-fiscalia-masacre-el-salado-cien-muertos-peor-jorge-40-pi-230608.html

- « Conflicto armado o amenaza terrorista », *Semana*, No. 1192, Marzo 7-14, 2005, p. 36
- « Conflicto colombiano : ¿Hay una salida ? », *BBC Mundo*, 27 de mayo de 2004, (en ligne). Disponible sur : http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_3753000/3753521.stm
- « Déclaration relative à la communauté de Paix de de San José de Apartadó », *San José De Apartado*, 23 décembre 1997, (en ligne). Disponible sur : <http://cdpsanjose.org/?q=/node/9>
- « El Carcelero », *Semana*, 1 de marzo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/el-carcelero/91315-3
- « El paramilitarismo en las tribunas de opinion de El Tiempo », *la Otra Tribuna*, 16 juillet 2013, (en ligne). Disponible sur : <http://laotratribuna1.blogspot.com/2013/07/el-paramilitarismo-en-las-tribunas-de.html>
- « El precio de la paz », *Dinero*, 12 septembre 2012, (en ligne). Disponible sur : www.dinero.com//edicion-impresas/caratula/articulo/el-precio-paz/159613
- « Escuche el discurso de Álvaro Uribe, al proclamarse vencedor de las elecciones presidenciales », *Caracol Radio*, 28 mai 2006, (en ligne). Disponible sur : www.caracol.com.co/noticias/actualidad/escuche-el-discurso-de-alvaro-uribe-al-proclamarse-vencedor-de-las-elecciones-presidenciales/20060528/nota/291650.aspx
- « Frente al Terrorismo », *Revista Carta Fedegán*, Marzo-Abril 2002, No. 73, pp. 5-6.
- « Gobierno rechaza declaraciones de las Farc en contra de Uribe », *La Tarde*, 12 février 2013, (en ligne). Disponible sur : www.latarde.com/actualidad/colombia/108484-gobierno-rechaza-declaraciones-de-las-farc-en-contra-de-uribe
- « Homicidios en Colombia crecen 16,2% », *Semana*, 4 mayo de 2010, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/homicidios-colombia-crecen-162/138457.aspx
- « Informe de Votación », *Registraduría Nacional del Estado Civil*, s.d., (en ligne).

- Disponible sur : <http://web.registraduria.gov.co/2002PRP1/e/vpresidente0.htm>
- « Informe de votación, elecciones 2006 », *Registraduría Nacional del Estado Civil*, s.d., Disponible sur : www.registraduria.gov.co/resprelec2006/0528/index.htm
- « Intolerancia », *Semana*, 26 de febrero de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/intolerancia/152473.aspx
- « La grieta ideológica », *Semana*, 7 mai 2011. Disponible sur <http://www.semana.com/nacion/grieta-ideologica/156288-3.aspx>
- « La masacre de El Salado », *Semana*, 30 août 2008, (article en ligne). Disponible sur : www.verdadabierta.com/nunca-mas/435-la-masacre-de-el-salado-
- « Los Derechos Indígenas en Colombia », *Comisión Interamericana de Derechos Humanos*, Organización de los Estados Americanos (OEA), sans lieu, sans date, (en ligne). Disponible sur : www.cidh.oas.org/countryrep/Colombia93sp/cap.11.htm
- « Los procesos de paz en Colombia », *Caracol Radio*, 27 de agosto de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.caracol.com.co/noticias/actualidad/los-procesos-de-paz-en-colombia/20120827/nota/1751087.aspx
- « M-19, una guerrilla sin precedentes (1974-1980) », *El Tiempo*, s.d., (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/100/dk100/cronologia_centenario/ARTICULO-WEB-PLANT_NOTA_INTERIOR_100-7934180.html
- « Soldado regular vs. “soldado universal” », *El Nuevo Siglo*, 25 mars 2012, (en ligne). Disponible sur : www.elnuevosiglo.com.co/articulos/3-2012-soldado-regular-vs-%E2%80%9Csoldado-universal%E2%80%9D.html
- Treinta años de lucha del Partido Comunista de Colombia*, Bogotá, Comité Central del Partido Comunista en Colombia, 1960.
- Abad Orozco (Iván), *Combatientes, Rebeldes y Terroristas*, Bogotá, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia-Temis, 1992.
- Acevedo Carmona (Dario), *La mentalidad de las élites sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Ancora Editores, 1995.
- Aguilera (Mario), *Justicia guerrillera y población civil*, Bogotá, Colciencias, 2000.
- Aguilera (Mario), *La memoria y los héroes guerrilleros*, Bogotá, Colciencias,

2003.

Alape (Arturo), *La Paz, La Violencia : Testigos de Excepción*, 2 edición, Bogotá, Planeta, 1985.

Alfonso (Juan Carlos) et al, *Cómo nos ven los corresponsales extranjeros*, Bogotá, Editorial Planeta, 1995.

Álvarez Sergio, *35 muertos*, Bogotá, Alfaguara, 2011.

Amnesty International, *Colombie : Le conflit armé favorise les violences sexuelles à l'égard des femmes*, Document Public, Londres, 13 octobre 2004, (en ligne). Disponible sur : www.amnesty.org/es/library/asset/AMR23/040/2004/es/09d32d5c-d599-11dd-bb24-1fb85fe8fa05/amr230402004fr.pdf

Aranguren Romero (Juan Carlos), *Las inscripciones de la guerra en el cuerpo de los jóvenes combatientes. Historias de cuerpos en tránsito hacia la vida civil*, Bogotá, Ediciones Uniandes, 2011.

Archila (Mauricio), González (Fernán), Bolívar (Ingrid) et al, *Conflictos, Poderes e Identidad en el Magdalena Medio 1990-2001*, Bogotá, CINEP-Colciencias, 2005.

Arenas (Jaime), *Dans la guérilla*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

Arias (Gerson), Méndez (María Lucía), Rivas (Angela), *De excombatientes a ciudadanos: luces y sombras de los nuevos planes de desmovilización y reintegración*, Número 47, Febrero de 2007, Serie Siguiendo el conflicto: hechos y análisis, Bogotá, Fundación Ideas para la Paz, 2007.

Arteta Dávila (Yezid), « Violencia y política: Cuando ingresé en las FARC », *El Ciervo*, No. 731, Février 2012, (en ligne). Disponible sur : www.elciervo.es/html/default.asp?area=articulo&revista=128&articulo=1083

Asociación de Trabajo Interdisciplinario. *Comprendiendo el conflicto : transformando desde la cotidianidad*, Bogotá, Asociación de Trabajo Interdisciplinario, 2004.

Aterhourtúa (Adolfo), *El poder y la sangre: Las historias de Trujillo (Valle)*, Bogotá, CINEP, Universidad Javeriana de Cali, 1995.

Balance Plan Colombia (1999 – 2005), Versión Final, Bogotá, DNP - Dirección de Justicia y Seguridad, Septiembre de 2006, p.5.

- Barón Porras (Luis Fernando), *Historias no oficiales de guerra y paz*, Bogotá, CINEP, COLCIENCIAS, 2006.
- Bedoya (Jineth), *En las trincheras del Plan Patriota*, Bogotá, Intermedio, 2008.
- Behar (Olga) (dir.), *Las guerras de la paz*, Bogotá, Editorial Planeta, 1985.
- Bejarano (Jesús Antonio) (dir.), *Colombia: inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*, Bogotá, Fonade, Universidad Externado de Colombia, 1997.
- Bejarano (Jesús Antonio), « Historiografía de la violencia en Colombia », *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985.
- Berry (Albert), *¿Colombia encontró por fin una reforma agraria que funcione?*, copie polycopié, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 2002.
- Berquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sanchez (Gonzalo), *Violence in Colombia 1990-2000 : Waging war and negotiating peace*, Wilmington, Delaware, Scholarly Resources Inc., 2001.
- Blair Trujillo (Elsa María), *Conflicto armado y militares en Colombia : cultos, símbolos e imaginarios*, Medellín, Editorial Universidad de Antioquia, 1999.
- Blair Trujillo (Elsa María), *La dimensión subjetiva de la violencia : memorias, identidades e imaginarios colectivos*, Informe de avance de investigación, Centro De Investigaciones Y Educación Popular – Cinep, Marzo 1999.
- Blair Trujillo (Elsa María), *Muertes Violentas: la teatralización del exceso*, Medellín, Editorial Universidad de Antioquia, 2004.
- Blair Trujillo (Elsa María), « Violencia e identidad », *Estudios Políticos*, Universidad De Antioquia, No 13, pp.137 – 153, 1998.
- Blanquer (Jean-Michel), Gros (Christian), *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL), 1997.
- Bojacá Acosta (Jorge), *Cuando murió mi pueblo : Colombia 102 años de terrorismo*, Bogotá, Logos Editores, 2002.
- Bolívar (Gustavo), *Sin tetas no hay paraíso*, 3 edición, Barcelona, RBA Libros, 2009.
- Bonvalot (Hélène), *La construction de l'identité nationale en Colombie*, Mém.

- IEP, Strasbourg 3, IEP, 2001.
- Bouley (Catherine), Rueda (Danilo), *Zonas Humanitarias y Zonas de Biodiversidad: Espacios de dignidad para la población desplazada en Colombia*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia, 2007. Disponible sur : justiciaypazcolombia.com/IMG/pdf/Uexternado_Finalvb.pdf
- Braun (Hebert), *Mataron a Gaitán: vida pública y violencia urbana en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 1985.
- Braun (Herbert), « Aves de corral, whisky, toallas y algo más: Colombia entre el recuerdo y el olvido », *Revista Número*, Separata especial, No. 38, 2004. Disponible sur : www.revistanumero.com/40sepa.htm
- Braun (Herber), « “¡Qué haiga paz!” The Cultural Contexts of Conflict in Colombia », dans *Peace, Democracy, and Humans Rights in Colombia*, éd. par Welna (Christopher), Gallón (Gustavo), Notre Dam-Indiana, University of Notre Dame Press, 2007. pp. 23-55
- Burin de Roziers (Philippe), *Cultures mafieuses : L'exemple colombien*, Paris, Stock, 1995.
- Bushnell (David), *Colombia : una nación a pesar de si misma*, Bogotá, Planeta, 1996.
- Bushnell (David), *The Making of Modern Colombia: A Nation in Spite of Itself*, California, University of California Press, 1993.
- Bustos (Alirio), *La ley del monte*, Bogotá, Intermedio, 1999.
- Bustos (Oscar Eduardo), *Crónicas de guerras y guerreros*, Bogotá, Sociedad de la Imaginación, 2007.
- Caballero (Antonio), « La lucha armada », *El Tiempo*, 9 julio de 2010 (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/opinion/lucha-armada/159995-3.aspx
- Calle (Horacio), Morales (Jorge), *Identidad cultural e integración del pueblo colombiano*, Bogotá, Norma, 1995.
- Camacho (Álvaro), « Credo, necesidad y codicia », *Análisis Político*, No. 46, Bogotá, IEPRI, 2002.
- Camacho (Álvaro), Bailly (Brigitte), « Narcotrafic : mutations et politique », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 83, 2012/1. p. 65-79.
- Camacho (Álvaro), « El ayer y el hoy de la violencia en Colombia : continuidades

- y discontinuidades », *Análisis Político*, No. 12, enero-abril, 1991.
 Disponible sur :
www.banrepcultural.org/blaavirtual/revistas/analisispolitico/ap12.pdf
- Camacho (Álvaro), Leal (Francisco), *Armar la paz es desarmar la guerra : Herramientas para lograr la paz*, Bogotá, Fescol- Iepri- Cerec, 1999.
- Cárdenas (Carlos), Duarte (Carlos), *Con los muchachos : Aproximación a una comunidad guerrillera desde la antropología simbólica y la etnografía de la comunicación*, Monografía, Antropología, Universidad Nacional de Colombia, 2001.
- Cárdenas Sarrias (José Armando), *Los parias de la guerra : Análisis del proceso de desmovilización individual : Treinta historias de ex combatientes, guerrilleros o paramilitares : Cómo se entrena y se vive en ambos bandos*, Bogotá, Aurora, 2005.
- Corredor (Jessica), « El territorio como herramienta fundamental para la resistencia de la población afrocolombiana. Ejemplo de las “zonas humanitarias” en el Bajo Atrato en Colombia », *Journées des Jeunes Américanistes – Les territoires et leurs défis en Amérique*. San José, Costa Rica. Du 13 au 15 Juin 2012.
- Carrillo (Juan Felipe), *Vers une recomposition du tissu social à Bogotá : de l'exclusion à l'intégration par la médiation d'une coopérative de glaneurs*, 165 p. + annexes, Mém. DEA, Science Politique, Mobilisations, Médiations, Représentations, Régulations, Lyon 2, IEP, 2004.
- Castro Caicedo (Germán), *Colombia Amarga*, Bogotá, Editorial Planeta, 1986.
- Castro Caicedo (Germán), *Sin tregua*, Bogotá, Editorial Planeta, 2003.
- Cervellin (Sante), « La Revista », *El Espectador*, Bogotá, 24 junio de 2001, pp. 8-13.
- Chaparro (Adolfo), « Procesos de subjetivación, conflicto armado y construcción del Estado Nación en Colombia », *Revista Estudios Socio-Jurídicos Universidad del Rosario*, Vol. 7, Agosto de 2005. pp. 411-469.
- Chaslus, (Martin), *La violence politique en Colombie : origine, expressions, régulation*, 113 p. Mém. DEA, Science Politique comparative, Aix-Marseille 3, IEP, 2002.

- Chernick (Marc), *Acuerdo posible : Solución negociada al conflicto armado colombiano*, París, Aurora, 2008.
- Chernick (Marc), « Colombia: Does Injustice Cause Violence », dans *What Justice? Whose Justice? Fighting for Fairness in Latin America*. éd par Wickham-Crowley (Timothy), Eckstein (Susan), Berkely, University of California Press, 2003.
- Conflicto y seguridad democrática en Colombia : temas críticos y propuestas*, Bogotá, Fundación Social, Friedrich Ebert Stifting en Colombia (FESCOL), Embajada de la República Federal Alemana en Colombia, 2004.
- Collier (Paul), « Causas económicas de las guerras civiles y sus implicaciones para el diseño de políticas », *El Malpensante*, Bogotá, No. 30, 2001.
- Comisión de Estudios sobre la Violencia, *Colombia : violencia y democracia*, Informe presentado al Ministerio de Gobierno, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Colciencias, 1989.
- Comisión de Estudios sobre la Violencia, *Colombia : violencia y democracia*, 5ta edición, Bogotá, La Carreta Editores, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, Universidad Nacional de Colombia, 2009.
- Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, *Tercer Informe Nacional de Desmovilización, Desarme y Reintegración*, Bogotá, diciembre 2011. Disponible sur : www.cnrr.org.co/contenido/09e/spip.php?rubrique261&var_mode=calcul
- Congote Ochoa (Bernardo), « La Ética Católica y el Espíritu de la Guerra en Colombia », *XII Encuentro de Latinoamericanistas Españoles*, Santander, España, 2006. Disponible sur : www.halshs.archives-ouvertes.fr/REDIAL
- Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento-CODHES, *Un país que huye : desplazamiento y violencia en una nación fragmentada*, Bogotá, Ediciones CODHES-UNICEF (Colombia), 1999.
- Corporación Nuevo Arco Iris, *Política y violencia en 2011 : « Las cuentas no son tan alegres » (Dinámicas de las Farc, Bacrim, ELN, y riesgos de la restitución de tierras)*, Bogotá, Corporación Nuevo Arco Iris, 2012. Disponible sur: www.nuevoarcoiris.org.co/sac/files/oca/informes/Info_EJECUTIVO_2011.pdf

- Cubides (Fernando), *Burocracias armadas : el problema de la organización en el entramado de las violencias colombianas*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2005.
- Curra Robles (Jairo Alfonso), Cuervo Troncoso (Andrés), Muñoz (José), *Un paso a la izquierda: crónicas de la desmovilización*, Colombia, Ministerio de Defensa y Ejército Nacional, 2004. Disponible sur : www.ejercito.mil.co/recursos_user/documentos/librosvirtuales/paso_a_la_izquierda.pdf
- Deas (Malcom), « Canjes violentos: reflexiones sobre la violencia política en Colombia », *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.
- Deas (Malcom), « Reflections on Political Violence : Colombia », dans *The Legitimization of Violence*, éd. par Apter (David), New York, New York University Press, 1997, pp. 379-380.
- Deas (Malcom) y Gaitán Daza (Fernando), *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.
- De Curra-Lugo (Víctor), « Un intento por explicar la violencia en Colombia : ¿Y si no somos nación? », *América Latina Hoy*, No. 23, Diciembre 1999, pp. 17-27.
- De la Torre (Cristina), *Alvaro Uribe o el neo populismo en Colombia*, Bogotá, La Carreta Editores, 2005.
- De Lombaerde (Philippe), Haghebaert (Geert), Ramírez (Socorro), Vranckx (An), « The impact of Conflict Management in Colombia », *The European Union and the Global South*, éd par Söderbaum (Erik), Stalgren (Patrick), Boulder-Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2010.
- Díaz Fuentes (Luis Eduardo), *Los Laberintos de Rosa : Conflicto Colombiano*, Bogotá, Editorial Carrera 7a, 2006.
- Díaz Susa (Isabel), « Situación de la mujer rural colombiana : perspectiva de género », *Cuadernos Tierra y Justicia*, Cuaderno No. 9, Bogotá, Diciembre 2002, p.13.
- Dix (Robert), *Colombia : The political dimensions of change*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1967.

- DNP, *La paz : el desafío para el desarrollo*, Bogotá, Departamento Nacional de Planeación, 1998.
- Dudley (Steven), *Armas y urnas: historia de un genocidio político*, Bogotá, Planeta, 2008.
- Dudley (Steven), *Walking ghosts : murder and guerrilla politics in Colombia*, New York, Routledge, 2004.
- Duncan (Gustavo), « Crime and Power : The Filter of Social Order », *APSA 2010, Annual Meeting Paper*, 2010. Disponible sur : <http://ssrn.com/abstract=1644540>
- Duncan (Gustavo), *Del campo a la ciudad en Colombia : la infiltración urbana de los señores de la guerra*, Bogotá, Universidad de los Andes- CEDE, 2005.
- Duncan (Gustavo), *Los señores de la guerra*, Bogotá, Planeta, 2007.
- Duzán (María Jimena), *Así gobierna Uribe*, Bogotá, Planeta, 2004.
- Echandía Castilla (Camilo), *Dos décadas de escalamiento del conflicto armado en Colombia (1986-2006)*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia, 2006.
- Echandía Castilla (Camilo), *El conflicto armado y las manifestaciones de violencia en las regiones de Colombia*, Bogotá, Oficina del Alto Comisionado para la Paz-Presidencia de la República, 1999.
- En qué momento se jodió Colombia*, Bogotá, Editorial Oveja Negra, 1990.
- Fajardo Montaña (Darío), *Espacio y sociedad. La formación del régimen agrario en Colombia*, Bogotá, Corporación Araracuara, 1993.
- Fajardo Montaña (Darío), *Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia 1920-1980*, Bogotá, Centro de Investigaciones para el Desarrollo, Universidad Nacional, 1986.
- Fajardo Montaña (Darío), “La tierra, la agricultura y el poder político en Colombia”, *Suma Cultural*, No. 4, 2001.
- Fals Borda (Orlando), « Lo sacro y lo violento, aspectos problemáticos del desarrollo en Colombia », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985, pp. 43-44.
- Fernández de Soto (Guillermo), *La ilusión posible : un testimonio sobre la política exterior colombiana*, Bogotá, Norma, 2004.
- Fernandez (Pauline), *La construction d'une identité nationale colombienne : entre*

- volonté d'auto-résurrection et marketing politique*, 110 p., Mém. Master rech. 2, Science Politique, Aix-Marseille 3, Université Paul Cézanne, 2007.
- Fosse (Maïté), *La violence en Colombie : des origines aux tentatives de processus de paix*, 183 p., Mém. IEP, Grenoble 2, IEP, 2001.
- Fluhart (Vernon), *La danza de los millones : régimen militar y revolución social en Colombia (1930-1956)*, Bogotá, Editorial Angora, 1981.
- Franco Isaza (Eduardo), *Las guérillas del Llano*, Bogotá, s.i, 1959, p. 180.
- Gallup, *Poll Bimestral, Poll 82*, Mayo 2011, (en ligne). Disponible sur : www.lasillavacia.com/sites/default/files/media/photo/24556/gallup.pdf
- García (Antonio), *Gaitán y el problema de la Revolución Colombiana*, Bogotá, Cooperativa Nacional de Artes Gráficas, 1955.
- García (Camilo), « Lo Sagrado y la Violencia : raíces de la violencia actual en Colombia », *Revista Número*, 2 novembre de 2007 (en ligne). Disponible sur : www.revistanumero.com/38sagra.htm
- Garibay (David), « Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences », dans *Résistances, insurrections, guérillas*, éd par Selin (Corentin), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 127-140.
- Garibay (David), « De la lutte armée à la lutte électorale, itinéraires divergents d'une trajectoire insolite. Une comparaison à partir des cas centraméricains et colombien », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 Vol. 12, pp. 283-297.
- Garibay (David), « Note de lecture - La violence dans l'imaginaire latino-américain, André Corten, Anne-Élizabeth Côté, Paris, éd. Karthala, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2008, 421 p. », *Cahiers des Amériques Latines*, n°57-58, 2008 p. 235-238.
- Gaviria (César), « La paz del M-19 », *El tiempo*, 6 de marzo de 2010, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-7356630
- Gaviria (José Obdulio), *Del Escritorio de Uribe*, Medellín, IELA, 2002.
- Gaviria (José Obdulio), *Reelección, que el pueblo decida*, Bogotá, Planeta, 2004.
- Gely (Mary), *La presse écrite et le conflit armé colombien*, 148 p., Mém. IEP, Grenoble 2, IEP, 2007.

- Gilhodes (Pierre), « El Ejército colombiano analiza la violencia », dans *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, éd. par Sanchez (Gonzalo), Peñaranda (Ricardo), Bogotá, CEREC, 1986.
- Gilhodes (Pierre), « Movimientos sociales en los años ochenta y noventa », dans *La nueva historia de Colombia*, éd. par Tirado Mejía (Álvaro), vol. VIII, Bogotá, 1995.
- Gilhodes (Pierre), *Las luchas agrarias en Colombia*, Medellín, Editorial La Carreta, 1972.
- Gilhodes (Pierre), *Politique et violence : La question agraire en Colombie 1958-1971*, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1974.
- Gómez Dávila (Nicolás), *Escolios a un texto implícito (Selección)*, Bogotá, Villegas Editores, 2005.
- Gómez Maseri (Sergio), « El informe final de los archivos de ‘Reyes’ », *El Tiempo*, Año 100, No. 35225, 10 de mayo de 2011, pp. 6-7.
- Gómez Rojas (David), *Semblanzas del conflicto colombiano : esquema de consenso nacional de paz*, Bogotá, Produmedios, 2008.
- González (Estefanía), Jiménez (Orián), *Asesinos en tregua : vidas cruzadas por la guerra*, Bogotá, Intermedio, 2008.
- González (Fernán), « Conflicto violento en Colombia : una perspectiva de largo plazo », *Revista Accord*, No.14, 2004. Disponible sur : www.c-r.org/accord/col/a14spnsh/historicalperspective.shtml
- González (Fernán), Bolívar (Ingrid), Vazquez (Teófilo), *Violencia política en Colombia : de la nación fragmentada a la construcción del Estado*, Bogotá, CINEP, 2002.
- González (Fernán), « El fenómeno político de Álvaro Uribe Vélez. ¿De dónde proviene la legitimidad de este líder elegido por segunda vez como presidente? », dans *Las formas de legitimidad en Colombia : legitimidades institucionalizadas y legitimidades prácticas*, Instituto de investigación y debate sobre la gobernanza, 18 septembre 2006, (en ligne). Disponible sur : www.institut-gouvernance.org/es/analyse/fiche-analyse-245.html
- González Medina (Ana María), *Être « ethnique » en ville : l'émergence de nouveaux récits identitaires des Indiens et des Afro-Colombiens déplacés à*

- Bogotá*, 184 p., Mém. Master rech. 2, Sociétés et politiques comparées, spécialité Amérique latine, Paris, IEP, 2008.
- González (María Fernanda), « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) », *Mots. Les langages du politique*, 88, 2008. Disponible sur : <http://mots.revues.org/14413>
- González Uribe (Guillermo), *Los niños de la guerra*, Bogotá, Planeta, 2002.
- Grupo Centro de Referencia Nacional sobre Violencia, *Forensis 2010: Datos para la Vida*, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses, Vol. 12, N° 1, Junio 2011.
- Grupo de Memoria Histórica, *¡Basta ya! Colombia : Memorias de guerra y dignidad*, Bogotá, Imprenta Nacional, 2013.
- Guerrero (Yvain), *Présence et absence de l'Etat colombien dans les régions de colonisation*, 74 p., Mém. IEP, Strasbourg 3, IEP, 2002.
- Guillermoprieto (Alma), *Las guerras en Colombia*, Bogotá, Aguilar, 2008.
- Guillermoprieto (Alma), *Looking for History : Dispatches from Latin America*, Nueva York, Pantheon, 2001.
- Gutierrez (Francisco), « Inequidad y violencia política: una precisión sobre las cuentas y los cuentos », *Análisis Político*, Bogotá, No 43, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 2001.
- Gutierrez (Francisco), « Telling the Difference : Guerrillas and Paramilitaries in the Colombian War », *Politics & Society* 36, No. 1, Mars 2008, pp. 3-34.
- Guzmán Barney (Alvaro), Serrar (Djamel), « Homicide, politique et criminalité en Colombie : 1958-2010 », *Problèmes d'Amérique latine*, No. 83, 2012/1, p. 49-63.
- Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando) y Umaña Luna (Eduardo), *La Violencia en Colombia*, Monografías Sociológicas 12, Facultad de Sociología, Universidad Nacional, Bogotá, 1962.
- Guzmán Campos (Germán), *La violencia en Colombia : parte descriptiva*, Cali, Ediciones Progreso, 1968.
- Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *La Violencia en Colombia Tomo I*, Bogotá, Taurus, 2005.

- Guzmán Campos (Germán), Fals Borda (Orlando), Umaña Luna (Eduardo), *La Violencia en Colombia Tomo II*, Bogotá, Taurus, 2005.
- Hernan (María Teresa), *La sociedad de la mentira*, Bogotá, CEREC, 1987.
- Hernández-Mora (Salud), *La otra Colombia : años 1999 – 2007*, Bogotá, Debate, 2008.
- Hobsbawm (Eric), *Rebeldes Primitivos, Estudio sobre las formas arcaicas de los movimientos sociales en los siglos XIX y XX*, Barcelona, Editorial Ariel, 1983.
- Human Right Watch, « *You'll learn not to cry* » : *Child Combatants in Colombia*, New York, Human Rights Watch, 2003.
- Hylton (Forrest), *Colombie les heures sombres*, Paris, Editions Imho, 2008.
- Indepaz, *Percepción ciudadana en Colombia*, Bogotá, Indepaz, 2005.
- Jimeno Santoyo (Myriam), « Identidad y experiencias cotidianas de violencia », *Análisis Político*, No. 33, Enero-Abril, 1998.
- Jimeno Santoyo (Myriam), « Violence and Social Life in Colombia », *Critique of Anthropology* 21, No. 3, 2001, pp. 221-246.
- Kalmanovitz (Salomón), « El desarrollo historico del campo colombiano », dans *Colombia Hoy*, éd par Melo González (José Orlando), Bogotá, Biblioteca Familiar Presidencia de la República, 1996. Disponible sur : www.banrepcultural.org/blaavirtual/historia/colhoy/colo9.htm
- Kurtenbach (Sabine), *Análisis del conflicto en Colombia*, Bogotá, Friedrich Ebert Stiftung, 2005.
- Lacroix (Hélène), *Explications et prescriptions de la violence contemporaine en Colombie*, 102 p. + annexes, Mém. DEA Études politiques, Paris, IEP, 1996.
- Lair (Éric), *Los grupos « paramilitares » en Colombia entre la guerra y la paz*, s.i, s.l, s.d, (en ligne). Disponible sur http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/2j_lair.pdf
- Lair (Éric), « Reflexiones acerca del terror en los escenarios de guerra interna », *Revista de Estudios Sociales*, No. 15, Junio de 2003, pp. 88-108.
- Landais (Pierre), *La Colombie : Pachéco, le petit paysan*, s.l., Editions Entre deux Rives, 2002.

- Landazábal Reyes (Fernando), *El precio de la Paz*, Bogotá, Planeta, 1985.
- Lara (Patricia), *Las mujeres en la guerra*, Bogotá : Planeta, 2000.
- Leal Buitrago (Francisco), Dávila (Andrés), *Clientelismo : El sistema político y su expresión regional*, Bogotá, 1994.
- Legrand (Catherine), « Los antecedentes agrarios de la violencia: el conflicto social en la frontera colombiana (1850-1936) », *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, éd par Sánchez (Gonzalo), Peñaranda (Ricardo), Bogotá, CEREC, 1986.
- Le Grand (Catherine), « Perspectives para el estudio historico de politica rural en el caso colombiano : estudio panorámico », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985, p. 377.
- León (Juanita), *País de plomo : Crónicas de guerra*, Bogotá, Aguilar, 2005.
- Lin (Po-Yu), *Interactions entre guérillas et gouvernement en Colombie : dynamique des négociations et obstacles pour négocier la paix. Un essai d'analyse par la voie du choix rationnel*, 94 p., Mém. Master rech. 2 Politique comparée, Aix-Marseille 3, IEP, 2005.
- Londoño (Jorge), « La de Uribe, una histórica popularidad », *El Colombiano*, 6 agosto, 2010, (en ligne). Disponible sur : www.elcolombiano.com/BancoConocimiento/L/la_de_uribe_una_historica_popularidad/la_de_uribe_una_historica_popularidad.asp
- López de la Roche (Fabio), *Ensayos sobre cultura política colombiana*, Bogotá, CINEP, 1990.
- López de Meda (Luis), *De cómo se ha formado la nación colombiana*, Medellín, Editorial Bedout, 1970.
- Losonczy (Anne Marie), « Violence social et ritualisation de la mort et du deuil en Colombie », *Sociétés dans la guerre*, éd par Goudineau (Yves), Paris, Éditions de l'Aube - IRD (Institut de Recherche pour le Développement), 2003, pp 187-199.
- Malagón-Kurka (María Margarita), « Dos lenguajes contrastantes en el arte colombiano: nueva figuración e indexicalidad, en el contexto de la problemática sociopolítica de las décadas de 1960 y 1980 », *Revista de estudios sociales*, No. 31, 2008. Disponible sur :

- <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2856536>. p. 30.
- Manrique (Ramón), *Los días del terror*, Bogotá, Editorial ABC, 1955.
- Manrique Zuluaga (Viviana), « Sin entrega de armas no hay paz », *Semana*, (en ligne), 9 de mayo de 2013. Disponible sur : www.semana.com//opinion/articulo/sin-entrega-armas-no-paz/342697-3
- Magil (M.G.), *Crónica oculta del conflicto : antecedentes, estrategias de paz y opiniones de los protagonistas*, Bogotá, Ediciones Desde Abajo, 2004.
- Martin (Gérard), « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, No. 24-25, 1997, pp. 195-238.
- McCausland (Ernesto), *Victoires de la paix : dix témoignages d'adolescents qui ont dit non à la guerre*, Bogotá, Institut colombien de Bien-Être Familial, Organisation International pour les Migrations, 2010.
- Medicos sin Fronteras, *Tres veces víctimas: víctimas de la violencia, el silencio y el abandono: Conflicto armado y salud mental en el departamento de Caquetá Colombia*, sans lieu, Medicos sin Fronteras, juillet 2010.
- Medina (Medófilo), « La resistencia campesina en el sur del Tolima, *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, éd par Sánchez (Gonzalo), Peñaranda (Ricardo), Bogotá, CEREC, 1986.
- Meertens (Dony), *Ensayos sobre la tierra, violencia y género*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Centro de Estudios Sociales, 2000.
- Mejía Azuero (Jean Carlo), *Sin eufemismos : conflicto y paz en Colombia*, Bogotá, Temis, 2009.
- Minaudier (Jean-Pierre), *Histoire de la Colombie : De la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Mockus (Antanas), *Conflicto urbano y violencia cotidiana en Colombia*, Bogotá, Alcaldía Mayor - Secretaría de Gobierno, 2003.
- Molano (Alfredo), *Ahí le dejo esos fierros*, Bogotá, Aguilar, 2009.
- Molano (Alfredo), *Desterrados : crónicas del desarraigo*, 2 edición, Bogotá, El Ancora, 2005.
- Molano (Alfredo), *Los años del Tropel. Crónicas de la violencia*, Bogotá, CEREC, El Ancora Editores, 1991.

- Molano (Alfredo), *Selva adentro*, Bogotá, El Ancora Editores, 1987.
- Molano (Alfredo), *Trochas y fusiles : historias de combatientes*, Bogotá, Punto de Lectura, 2007.
- Montenegro (Armando), Posada (Carlos Esteban), « Criminalidad en Colombia », *Coyuntura Económica*, vol.XXV, No. 1, 1995.
- Montenegro (Armando), Posada (Carlos Esteban), *La violencia en Colombia*, Bogotá, Alfaomega, Cambio, 2001.
- Montenegro (Armando), « Prólogo », *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, éd par Deas (Malcom), Gaitán Daza (Fernando), Bogotá, Fonade, Departamento Nacional de Planeación, 1995.
- Montenegro (Armando), Posada (Carlos Esteban), Piraquive (Daniel), « Violencia, criminalidad y justicia : otra mirada desde la economía », *Coyuntura económica*, Volumen XXX, No.1, 2000.
- Munero (Luis Fernando), « Face au dilemme paix/securité », *Etudes*, n°4063, 1er mars 2007, pp. 297-307.
- Munoz (Cecilia), *Algarabías de paz y guerra : la construcción de la información en los medios*, Bogotá, Ministerio de Comunicaciones-Cerec, 2002.
- Núñez, (Roberto), *Les aspects politiques et constitutionnels de la réinsertion de guerilleros en Colombie*, 727 p., Th. Doct. : Sci. Polit., Paris 2, 2004.
- Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985.
- Offstein (Norman), *An historical review and analysis of colombian guerrilla movements*, Bogotá, Universidad de los Andes- CEDE, 2003.
- Oquist (Paul), *Violencia, conflicto y política en Colombia*, Bogotá, Banco Popular, 1978.
- Orozco (Iván), *Combatientes, rebeldes y terroristas : Guerra y derecho en Colombia*, Bogotá, Editorial Temis, Universidad Nacional de Colombia, 1994.
- Ortíz Sarmiento (Carlos Miguel), *Estado y Subversión en Colombia : la Violencia en el Quindío años 50*, Bogotá, Editorial Uniandes, 1985.
- Ortíz Sarmiento (Carlos Miguel), *La Violence en Colombie, racines historiques et sociales*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- Ospina (William), *¿Dónde está la franja amarilla?*, Bogotá, Norma, 1999.

- Ospina (William), *Érase una vez Colombia*, Bogotá, Villegas Editores, 2005.
- Palacios (Marco), *Entre legitimidad y la violencia. Colombia 1875-1994*, Bogotá, Editorial Norma, 1995.
- Parales (Carlos José), « Identidad, solidaridad y conflicto : un ensayo sociológico sobre el conflicto interno colombiano », *Revista Internacional de Sociología*, No. 38, 2004. pp. 191-214
- Pardo Abril (Neyla Graciela), « Representación de los actores armados en conflicto en la prensa colombiana », *Forma y Función*, Enero – Diciembre 2005. No. 18, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2005, pp. 167-196.
 Disponible sur : www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0120-338X2005000100007&lng=en&nrm=iso
- Parra (Nelson Enrique), Redacción El Tiempo, « Santos reconoce que hay conflicto armado; Uribe lo controvierte », *El Tiempo*, 4 de mayo de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/politica/gobierno-reconoceria-que-en-colombia-si-hay-conflicto-armado_9275121-4
- Patiño (Carlos Alberto), *El mito de la nación violenta : intelectuales, violencia y guerra en la construcción de la identidad nacional colombiana*, Medellín, Editorial Universidad Pontificia Bolivariana, 2003.
- Pearce (Jenny), *Colombia dentro del laberinto*, Bogotá, Altamir, 1992.
- Pécaut (Daniel), « Brouillage de l'opposition ami-ennemi et banalisation des pratiques d'atrocité. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie », *Problèmes d'Amérique latine*, No. 83, 2012/1, pp. 9-32.
- Pécaut (Daniel), « Colombie : une guerre contre la société », *Problèmes d'Amérique Latine*, No. 34, juillet 1999, pp. 5-116.
- Pécaut (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur: le cas colombien », *Cultures & Conflits*, No. 24-25, 1997, pp. 159-193.
- Pécaut (Daniel), « Guerra, proceso de paz y polarización política », dans *Violencias y estrategias colectivas en la región andina : Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*, éd par Sánchez (Gonzalo), Lair (Eric), Bogotá, Instituto Francés de Estudios Andinos Ifea, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales-Universidad Nacional de Colombia, Editorial

- Norma, 2004.
- Pécaut (Daniel), « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de terreur : l'exemple colombien », *Cultures & Conflits* 2, No. 37, 2000. Disponible sur : www.conflits.org/index393.html
- Pécaut (Daniel), « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahier des Amériques latines*, 36, Décembre 2001, pp. 65-92
- Pécaut Daniel, « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », *Análisis Político*, No. 34, Bogotá, Mayo/Agosto, 1998, pp. 72-80
- Pécaut (Daniel), « Trafic de drogue et violence en Colombie », *Cultures & Conflits*, No. 3, 1991, pp. 141-156.
- Pécaut (Daniel), « Violence et politique: quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures & Conflits*, No. 13-14, 1994, pp. 155-166.
- Pécaut (Daniel), *Crónica de cuatro décadas de política en Colombia*, Bogotá, Norma, 2006.
- Pécaut (Daniel), *Crónica de dos décadas perdidas en Colombia 1968-1988*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, 1988.
- Pécaut (Daniel), *Guerra contra la sociedad*, Bogotá, Editorial Planeta, 2001.
- Pécaut (Daniel), *L'ordre et la violence, évolutions sociopolitiques de la Colombie de 1930 à 1953*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales EHESS, 1987.
- Pécaut (Daniel), *Orden y violencia : Colombia 1930-1954*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, CEREC, 1987.
- Pécaut (Daniel), *Violencia política en Colombia*, Medellín, Hombre Nuevo, Universidad del Valle, 2003.
- Peñafiel (Ricardo), Nantel (Lyne), « Colombie, Violence immanente, défi de sens et projection dans une éthique de la paix », dans *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, éd. par Corten (André), Côté (Anne-Elizabeth) (eds), Montréal, Karthala- Presses de l'Université du Québec, 2008. p. 207.
- Peñaranda (Ricardo), « The War on paper: a balance sheet on works published in the 1990s », *Violence in Colombia* ed par Bergquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sánchez (Gonzalo), Wilmington, Scholarly Resources, 2001.

- Perea (Carlos Mario), *Porque la sangre es espíritu: Imaginario y discurso político en las élites capitalinas (1942-1949)*, Bogotá, IEPRI, Universidad Nacional, Editorial Santillana, 1996.
- Perea Restrepo (Carlos Mario), « Porque la Sangre es Espíritu. Imaginario y discurso político en Colombia 1942-1949 », dans *Colombia 1996*, Bogotá, Aguilar, 1996.
- Philippe (Anne), *Violence et politique en Amérique latine : les cas du Guatemala, du Salvador et de la Colombie*. 533 p. Th. Doct. : Sci. Polit., Paris 2, 2002.
- Pinilla (Luis), *Violentos somos*, Bogotá, Uniediciones, 2009.
- « Revolutionary Guerilla Groups », dans *Violence in Colombia*, éd. par Bergquist (Charles), Peñaranda (Ricardo), Sánchez (Gonzalo), Wilmington, Scholarly Resources, 2001.
- Police Nationale de Colombie, « Red de Informantes », s.d., (en ligne). Disponible sur : http://oasportal.policia.gov.co/portal/page/portal/UNIDADES_POLICIALES/Comandos_Regiones_de_Policia/Region_Policia_5/Seguridad_ciudadana/Redes_cooperantes/Tab311706
- Prieto (Carlos Andrés), *Las Bacrim y el crimen organizado en Colombia*, Policy Paper 47, Bogotá, Friedrich Ebert Stiftung –FES-, mars 2013, (en ligne). Disponible sur : library.fes.de/pdf-files/bueros/la.../09714.pdf
- PNUD, *El conflicto, callejón con salida : informe nacional de desarrollo humano para Colombia*, Bogotá, PNUD, 2003.
- PNUD, *Informe sobre Desarrollo Humano 2011. Colombia rural, razones para la esperanza*, Bogotá, PNUD, 2012.
- Posada Carbó (Eduardo), *La nación soñada : violencia, liberalismo y democracia*, Bogotá, Norma, 2006.
- Posada Carbó (Eduardo), *Guerra civil? : el lenguaje del conflicto en Colombia*, Bogotá, Alfaomega, 2001.
- Prolongeau (Hubert), *La vie quotidienne en Colombie au temps du cartel de Medellín*, Paris, Hachette, 1992.
- Puentes (Milton), *Historia del partido Liberal Colombiano*, 2da Edición, Bogotá, Editorial Prag Bogotá, 1961.
- Puyana García (Germán), *¿Cómo somos? Los colombianos : reflexiones sobre nuestra idiosincrasia y cultura*, 3 edición, Bogotá, Panamericana, 2005.

- Quiñones Cely (Clara Beatríz), *Violence colombienne et séries de fiction des années quatre-vingt-dix : imaginaires de la représentation médiatique de la violence colombienne : séries de fiction diffusées par la télévision pendant les années 90 (1989-1999)*, 218 p. + 1 DVD, Th. Doct. : Sciences de l'information et de la communication, Paris 8, 2008.
- Quiñones Cely (Clara Beatríz), *Violencia y ficción televisiva : el acontecimiento de los noventa : imaginarios de la representación mediática de la violencia colombiana, series de ficción televisiva de los noventas (1989-1999)*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2009.
- Ramírez Tobón (William), « Guerra civil en Colombia », *Análisis Político*, Bogotá, No. 46, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 2002.
- Ramírez Tobón (William), *Estado, violencia y democracia. Ensayos*, Bogotá, IEPRI, Tercer Mundo Editores, 1990.
- Rangel (Alfredo), « Colombia, la guerra irregular en el fin de siglo », *Análisis Político*, No. 28, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1996.
- Rangel (Alfredo), *Colombia: guerra en el fin de siglo*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, Uniandes, 1998.
- Rangel (Alfredo), *Guerra insurgente : conflictos en Malasia, Perú, Filipinas, El salvador y Colombia*, Bogotá, Intermedio, 2001.
- Restrepo Hernández, (José Alejandro), *Cuerpo gramatical : cuerpo, arte y violencia*, Bogotá, Universidad de los Andes, Facultad de Artes y Humanidades, Departamento de Arte, Ediciones Uniandes, 2006.
- Restrepo (Jorge Alberto), Spagat (Michael), Vargas (Juan Fernando), *La dinámica del conflicto colombiano 1988-2003*, London, Departamento de Economía-Royal Holloway College-University of London, 2004.
- Revelli (Philippe), *Colombie : la paix à mains nues*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, Les Éditions ouvrières, 2001.
- Reyes Posada (Alejandro), *Guerreros y campesinos : El despojo de la tierra en Colombia*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2009.
- Reyes Posada (Alejandro), « La coyuntura de las guerras y la nueva estrategia de seguridad », *Análisis Político*, No. 18, Enero-abril 1993. Disponible sur : <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/colombia/assets/own/analisis%20politico>

%2018.pdf

- Reyes Posada (Alejandro), « La violencia y el problema agrario », *Análisis Político*, Bogotá, No. 2, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1987.
- Reyes Posada (Alejandro), « El despojo de la tierra en Colombia », *Semana*, 9 de abril de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/conflicto-armado/articulo/el-despojo-tierra-colombia/101964-3
- Puyana García (Gabriel), *Vivencias de un ideal : relatos que pueden ser historia*, Bogotá, 2001.
- Richani (Nazih), « The Political Economy of Violence : the War System in Colombia », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, No. 39 (2), Summer 1997, pp. 37-81.
- Richani (Nazih), *Systems of Violence : the political economy of war and peace in Colombia*, New York, St University of New York, 2002.
- Rivas (José Antonio), « Conflicto armado y militares en Colombia. Cultos, Símbolos e Imaginarios », *Reflexión Política*, Universidad Autónoma de Bucaramanga, Junio, Año 4, Número 7, 2002, pp. 1-5.
- Rivera Gómez (Lina María), *Construcción de identidad social en las comunidades de paz a partir de la neutralidad como estructura discursiva. caso de estudio San José de Apartadó*, 54 p. + annexes. Mém. : Etud.polit., Bogotá, Universidad Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario, 2009.
- Rizo Otero (Harold José), *Evolución del Conflicto Armado en Colombia e Iberoamérica*, Tomo I y Tomo II, Cali, Corporación Universitaria Autónoma de Occidente, 2002.
- Rojas (Cristina), *Civilización y violencia. La búsqueda de la identidad en la Colombia del siglo XIX*, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 2001.
- Rojas (Cristina), *Civilization and Violence : Regimes of Representation in Nineteenth-Century Colombia*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2001
- Rojas (Cristina), « Género, identidad y conflicto en Colombia », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Mayo-Agosto, Año/vol.9, Número 002, Universidad Central de Venezuela, 2003, pp. 65-89.

- Rubio (Mauricio), *Crimen et impunidad: Precisiones sobre la violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, CEDE, Uniandes, 1999.
- Rubio (Mauricio), « Rebeldes y criminales Una crítica a la tradicional distinción entre delito político y delito común », *Las violencias: inclusión creciente*, éd par Arocha (Jaime), Cubides (Fernando), Jimeno (Myriam), Bogotá, Facultad de Ciencias Humanas y Centro de Estudios Sociales, Universidad Nacional de Colombia, 1998.
- Roca (José Ignacio), « Ausencia/Evidencia », dans *Entre líneas, La Casa Encendida*, éd. par Olmo (Santiago) et Pérez Raton (Virginia), Madrid, Caja Madrid, 2002, p. 78.
- Russell (Ramsey), *Guerrilleros y soldados*, Bogotá, Editorial Tercer Mundo, 1981.
- Salamanca (Manuel Ernesto), Brieva (Daniel Castillo), *Complejidad y conflicto armado*, Bogotá, Fundación Seguridad y Democracia, 2005.
- Salazar (Alonso), *Des enfants tueurs à gages : les bandes d'adolescents de Medellin*, Mesnil-sur-l'Estrée, Éditions Ramsay, 1992.
- Salazar Trujillo (Boris), Lager (Élisabeth), « Conflit et contre-révolution en Colombie : une hypothèse », *Problèmes d'Amérique latine*, No. 83, 2012/1, p. 33-48.
- Salgado (Rosa), « Vera Grabe », 1325 mujeres tejiendo la paz, s.d., (en ligne). Disponible sur : www.1325mujerestejiendolapaz.org/sem_vera.html
- Samper (Mady), *Una Colombia posible : historias de resistencia civil frente a la guerra*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2002.
- Sánchez (Stéphanie), *Efficacité mythique et constitution nationale : le cas des mythes entropiques en Colombie. Réurrence de la violence, précarité de l'Etat et naissance d'une identité problématique dans un contexte de crise*, 917 p., Th. Doct. : Sci. Polit., Aix-Marseille 3, IEP, 2001.
- Sánchez (Gonzalo), *Guerras, memoria e historia*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia ICANH, 2003.
- Sánchez (Gonzalo), *Guerre et politique en Colombie*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- Sánchez (Gonzalo), « Los Bolcheviques del Líbano (Tolima) », dans *Crisis mundial, transición capitalista y rebelión rural en Colombia*, Bogotá, El Mohan Editores, 1976.
- Sánchez (Gonzalo), « Violencia, guerrillas y estructuras agrarias », *Nueva Historia*

- de Colombia*, Bogotá, Editorial Planeta, 1989.
- Sánchez (Gonzalo), Lair (Eric) (eds), *Violencias y estrategias colectivas en la región andina : Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*, Bogotá, Instituto Francés de Estudios Andinos Ifea, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales-Universidad Nacional de Colombia, Editorial Norma, 2004.
- Sánchez (Gonzalo), Meertens (Donny), *Bandoleros, Gamonales y Campesinos*, Bogotá, El Áncora, 1983.
- Sánchez (Gonzalo), Peñaranda (Ricardo), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, 2 edición, Bogotá, IEPRI – CEREC, 1995.
- Santamaría Salamanca (Ricardo), « Los procesos de paz », dans *Fortalezas de Colombia*, éd par. Cepeda Ulloa (Fernando), Bogotá, Editorial Planeta, 2004, pp. 463-488.
- Santos Molano (Enrique), « 9 de abril de 1948: El día que mataron a Gaitán », *Revista Credencial Historia*, Edición 195, Marzo de 2006, (en ligne). Disponible sur : www.banrepcultural.org/blaavirtual/revistas/credencial/marzo2006/abril.htm
- Sette (Mathieu), *Colombie : le renouveau ethnique en question*, Mém. IEP, Aix-Marseille 3, IEP, 2006.
- Serrano (Yeny), « Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux », *Mots. Les langages du politique*, No. 97, 2011. Disponible sur : <http://mots.revues.org/20538>
- Silva García (Germán), « Una revisión del análisis económico del derecho. Una lectura crítica de la obra Crimen e Impunidad », *Economía Institucional*, No. 2, Universidad Externado de Colombia, primer semestre de 2000.
- Socarrás (José Francisco), « Bases biológicas de la conducta agresiva », *El Tiempo*, 7 de agosto de 1991, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-133611
- Specht (Irma), *Juventud y Reinserción*, Serie Working papers FIP No. 1, Bogotá, Fundación Ideas para la Paz, 2006.
- Šrámek (Jana), *Political Violence in Colombia with the Emphasis on the Current Situation*, 81 p., Bachelor Thesis. : Development Studies, Univerzita Palackého V Olomouci, 2010.

- Steiner (Claudia), « Un bandolero para el recuerdo : Efraín González también conocido como el siete colores », *Antípoda*, No. 2, Enero-junio de 2006, pp. 230-253.
- Suárez (Andrés Fernando), *Identidades políticas y exterminio recíproco : masacres y guerra en Uraba 1991-2001*, Medellín, La Carreta Editores- IEPRI- Universidad Nacional de Colombia, 2007.
- Terras (Pierre), *L'Etat colombien et la drogue*, 97 p., Mém. IEP, Toulouse 1, IEP, 2008.
- Theidon (Kimberly), « Reconstructing Masculinities : The Disarmament, Demobilization, and Reintegration of Former Combatants in Colombia », *Human Rights Quarterly*, Johns Hopkins University Press, No. 31, 2009. pp. 1–34
- Theidon (Kimberly), « Practicing Peace, Living with War : Going Upriver in Colombia », *Center for International Policy*, Washington D.C., 2002, (En ligne). Disponible sur : www.ciponline.org/colombia/01103001.htm
- Thomet (Jacques), *Les secrets de l'opération Bétancourt*, Paris, Fayard, 2008.
- Torres (Camilo), « La violencia y los cambios socio-culturales en las áreas rurales colombianas », dans *Once ensayos sobre la Violencia*, Bogotá, CEREC-Centro Gaitán, 1985, pp. 55-106.
- Urdaneta Arbeláez (Roberto), *El materialismo contra la Dignidad del Hombre : su impacto en la vida colombiana*, s.l. , s.d.
- Urpimmy Yepes (Rodrigo) (con Vargas Alfredo), « La palabra y la sangre: violencia, legalidad y guerra sucia en Colombia », dans *La Irrupción del paraestado: Ensayos de la crisis colombiana*, éd. par Palacio (Germán), Bogotá, ILSA (Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos), CEREC, 1990.
- Uribe (Maria-Victoria), *Anthropologie de l'inhumanité : Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.
- Uribe (Maria-Victoria), *Salvo el poder : todo es ilusión*, Bogotá, Instituto Pensar-Pontificia Universidad Javeriana, 2007.
- Uribe (María Victoria), Vásquez (Teófilo), *Enterrar y callar*, Bogotá, Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, 1993.

- Uribe (María Teresa), « Las soberanías en disputa », Estudios Políticos, Medellín, No.15, Universidad de Antioquia, 1999.
- Uribe (María Teresa), *Urabá : ¿región o territorio? Un análisis en el contexto de la política, la historia y la etnicidad*, Medellín, Corpouraba, INER, Universidad de Antioquia, 1992.
- Uribe Vélez (Alvaro), *La drogue a été et demeure une cause déterminante des difficultés de la Colombie. Une cause internationale requiert une solution internationale*, Cartagena, s.i., 3 février 2005.
- Uribe Vélez (Alvaro), *Manifiesto Democrático - 100 Puntos*, (en ligne). Disponible sur : www.mineducacion.gov.co/1621/articles-85269_archivo_pdf.pdf
- Valencia (León), « La redefinición del enemigo », *Semana*, 22 de enero de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-opinion/redefinicion-del-enemigo/150527.aspx
- Vargas (Alejo), « El conflicto armado: doce mitos en su interpretación », *Consigna*, Bogotá, Vol. 25, No. 469, 3er. Trimestre, 2001, pp. 88-90.
- Vargas (Juan Carlos), *Cuando la Guerra es el único camino : Memorias de un excombatiente*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2007.
- Vargas Mesa (Ricardo), *Narcotráfico, Guerra y Política antidrogas : Una perspectiva sobre las drogas en el conflicto armado colombiano*, Bogotá, N(o)vib Oxfam Netherlands, Acción Andina Colombia, 2005.
- Vera (Angela), Parra (Francisco), Parra (Rodrigo), *Los estudiantes invisibles*, Ibagué, Banco Interamericano de Desarrollo- Universidad del Rosario- Universidad de Ibagué, 2007.
- Villanueva (Orlando), *Guerrilleros y bandidos : Alias y apodos en Colombia*, Bogotá, Universidad Distrital Francisco José de Caldas, 2007.
- Waldmann (Peter), *Guerra civil, terrorismo y anomía: el caso colombiano en un contexto globalizado*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006.
- Waldmann (Peter), « Is there a culture of violence in Colombia », *International Journal of Conflict and Violence*, Vol. 1(1), 2007. pp. 61-75
- War toys : The recruitment of children by Colombian guerrillas*, Bogotá, Center for Sociopolitical Analysis, 1999.
- Weinert (Richard), « Violence in Pre-Modern Societies : Rural Colombia », *The*

American Political Science Review, No. 2, June 1966.

Williamson (Robert), « Toward a Theory of Political Violence : The case of rural Colombia », *Western Political Quarterly*, March 1965, University of Utah, 1965.

Wolf (Maribel), *La Colombie écartelée : le difficile chemin de la paix*, Paris, Karthala, 2005.

Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du Peuple

« ¿No más? », *Semana*, 3 de marzo de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/no/173131-3.aspx

« ¿Qué puede cambiar en el conflicto tras la muerte de Cano? », *El Tiempo*, 7 de noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : <http://m.eltiempo.com/justicia/efectos-tras-la-muerte-de-alfonso-cano/10713649>

« Aquí no contamos ovejas, sino cilindro », *Semana*, 16 de julio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/aqui-no-contamos-ovejas-sino-cilindros/160459-3.aspx

« La muerte nos persigue, pero somos más rápidos », *Semana*, 4 de diciembre 2010, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/muerte-persigue-pero-somos-rapidos/148398-3.aspx

« Siempre será posible construir escenarios de negociación con el Gobierno », *Publico.es*, 11 de junio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.publico.es/internacional/381305/siempre-sera-posible-construir-escenarios-de-negociacion-con-el-gobierno

« A qué juega Uribe? », *Semana*, No. 1309, Junio 4 a 11 de 2007, pp. 36-42.

« A un año de la muerte de Jojoy, ¿qué ha pasado con las FARC? », *Semana*, 21 de septiembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/ano-muerte-jojoy-que-ha-pasado-farc/246757-3

- « Alias Adrian y Paola se reincorporaron a su antigua vida », *Ejército Nacional de Colombia*, 2 de febrero de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.ejercito.mil.co/?idcategoria=276368
- « Atentado al Nogal, 10 años después », *Caracol Noticias*, s.d., (dossier en ligne). Disponible sur : www.noticiascaracol.com/club-el-nogal
- « Carta completa del Secretariado de las Farc », *Semana*, 30 de marzo de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-conflicto-armado/carta-completa-del-secretariadofarc/122364.aspx
- « Ce que raconte le géôlier d'Ingrid Betancourt », *Courrier International*, No. 905, 6 marzo de 2008. Disponible sur : www.courrierinternational.com/article/2008/03/06/ce-que-raconte-le-geolier-d-ingrid-betancourt
- « Crónica de una desilusión », *Semana*, 14 de agosto de 2010, (en ligne). Disponible sur: www.semana.com/nacion/cronica-desilusion/143053-3.aspx
- « Cronología de la Resistencia », *Revista Resistencia Edición Internacional*, Edición 32, Mayo 2004, (en ligne). Disponible sur : <http://farc.narod.ru/magazine/32/23s.html>
- « Cronología de la Resistencia : Farc-ep. Una historia de lucha », *Revista Resistencia*, s.l., 21 de abril de 2007, (en ligne). Disponible sur : www.resistencia-colombia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=159:cronologia-de-la-resistencia-farc-ep-una-historia-de-lucha&catid=24&Itemid=38
- « De universitaria a terrorista », *El Espectador*, 8 de enero de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/impreso/judicial/articulo-243888-de-universitaria-terrorista
- « Deserción de jefe guerrillero de las FARC : Jefe guerrillero se fugó y trajo noticias desde la selva », *El Tiempo*, 9 de julio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/justicia/desercion-de-jefe-guerrillero-de-las-farc_9582609-4
- « Detrás de los últimos asesinatos de mujeres en Medellín estaría 'John 40', del frente 43 de las Farc », *Cambio*, 2 novembre 2008, (en ligne). Disponible sur : www.cambio.com.co/paiscambio/755/ARTICULO-WEB-

NOTA_INTERIOR_CAMBIO-3866344.html

- « Detrás de los últimos asesinatos de mujeres en Medellín estaría ‘John 40’, del frente 43 de las Farc », *Cambio*, 2 de noviembre de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.cambio.com.co/paiscambio/755/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_CAMBIO-3866344.html
- « Dix ans après », *Secrétariat de l’Etat Majeur Central des FARC-EP*, Jungle de Colombie, 20 de febrero de 2012 (en ligne). Disponible sur : www.farc-ep.co/?p=1106
- « El 4f, nuestra historia », *Asociación Colombia soy Yo*, s.d., (en ligne). Disponible sur : www.colombiasoyyo.org/colombia-soy-yo
- « El Cañón de las Herosas sigue siendo el escondite de las FARC? », *Semana*, 13 de abril de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/canon-herosas-sigue-siendo-escondite-farc/155090.aspx
- « El computador de ‘Jojoy’ es el Wikileaks de las FARC », *El Espectador*, 25 de diciembre de 2010, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/impreso/judicial/articulo-242189-el-computador-de-jojoy-el-wikileaks-de-farc
- « El computador de Iván Ríos », *Revista Cambio*, 13 mars 2008, (en ligne) Disponible sur : www.cambio.com.co/paiscambio/767/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_CAMBIO-4006789.html
- « El documental que muestra a las Farc como corderos », *Semana*, 6 de enero de 2010, (en ligne). Disponible sur www.semana.com/noticias-conflicto-armado/documental-muestra-farc-como-corderos/133366.aspx
- « El Exterminador », *Semana*, 2 de octubre de 1986, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=56376
- « El fin de las Farc será largo y sangriento », *Semana*, 15 de marzo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=110226
- « El libro de los gringos », *Semana*, 28 de febrero de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/libro-gringos/121225.aspx
- « El Paisa, el jefe guerrillero incapturable », *Semana*, 26 de mayo de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/el-paisa-jefe-guerrillero-

incapturable/258490-3

- « El Radical », *Semana*, 31 de mayo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/el-radical/93023-3
- « El vórtice de la guerra », *Semana*, 16 de noviembre de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/vortice-guerra/131353.aspx
- « En medio del dolor y la indignación se cumplió el sepelio de Andrés Felipe », *El Almanaque*, 20 de diciembre de 2001, (en ligne). Disponible sur : www.elalmanaque.com/temasdehoy/colombia/andresperez.htm
- « Enemigo Número 1 », *Semana*, 25 de enero de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-confidenciales/enemigo-numero/120034.aspx
- « Enfrentamientos son históricos », *El Tiempo*, 8 de agosto de 2000, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1214736
- « Farc dicen que ‘ajusticiaron por traición’ a jefe en Putumayo, cerca de la frontera con Ecuador », *El Tiempo*, 20 de mayo de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/colombia/justicia/farc-dicen-que-ajusticiaron-por-traicion-a-jefe-en-putumayo-cerca-de-la-frontera-con-ecuador_5222929-1
- « Guerrillero que impulsa desmovilización de subversivos vio morir a cinco hermanos en la guerrilla », *El Tiempo*, 12 avril 2008, (en ligne). Disponible sur : www.fac.mil.co/index.php?idcategoria=26953&facmil_2007=a6d17fc
- « Guerrilleros reinsertados cuentan cómo viven su nueva vida », *El Tiempo*, 8 de octubre de 2011 (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/justicia/ARTICULO-WEB-NEW_NOTA_INTERIOR-10527729.html
- « Holandesa de Farc dice que Mono Jojoy murió enfermo y dedicado a su orquesta », *El Espectador*, 27 de diciembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : <http://m.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-318646-holandesa-de-farc-dice-mono-jojoy-murio-enfermo-y-dedicado-su-or>
- « John 40, pasó de ser un capo de las Farc a ser prisionero de la guerrilla », *El Tiempo*, 11 septembre 2010, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-7902086
- « La desmovilización de la Compañía Cacica Gaitana : el mas duro golpe moral a

- las Farc », *Oficina del Alto Comisionado para la Paz*, 6 mars 2006, (en ligne). Disponible sur : www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/web/desmovilizaciones/2004/farc/la_gaitana/noticias/marzo_08_06c.htm
- « La franquicia de las FARC », *Semana*, Numéro 1350, Marzo 3 -10, 2008. p. 25
- « La holandesa que quemó las naves », *Semana*, 1 Mai 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/holandesa-quemo-naves/155888-3.aspx
- « La nueva estrategia contra las Farc », *Semana*, 25 de febrero de 2012, (en ligne), Disponible sur : www.semana.com/nacion/nueva-estrategia-contra-farc/172737-3.aspx
- « La parole aux FARC. Interview de Pablo Catatumbo par María Jimena Duzán », *LCR La Gauche*, 2 Août 2013, (en ligne). Disponible sur : www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2965:la-parole-aux-FARC-interview-de-pablo-catatumbo-par-maria-jimena-duzan-&option=com_content&Itemid=53
- « La reforma agraria de Jojoy vigente un año después de su muerte », *El Tiempo*, 19 septembre 2011, (en ligne), Disponible sur <http://m.eltiempo.com/justicia/la-reforma-agraria-de-jojoy-vigente-un-ano-despues-de-su-muerte/10390164/1/home>
- « La Resaca de las Farc », *Semana*, Numéro 1347, Febrero 25 - Marzo 3, 2008. pp. 24-28
- « La tercera parte de los niños que estaban en la guerra eran Caucanos », *Periódico Virtual*, 17 novembre 2011, (en ligne) <http://periodicovirtual.com/noticias/2-cauca-popayan-uno/2850-la-tercera-parte-de-los-ninos-que-estaban-en-la-guerra-eran-caucanos.html>
- « La verdad del bombardeo », *Semana*, No. 1441, Diciembre 14-21, 2009. pp. 20-25
- « Las FARC (III) : una secuela mortal del comunismo », *El Tiempo*, Bogotá, Mayo 24, 1976. p. 1C.
- « Las FARC afirman que persistirán en buscar una solución política », *El Universal*, 13 de noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eluniversal.com/internacional/111113/las-farc-afirman-que-

[persistiran-en-buscar-una-solucion-politica](#)

- « Las Farc en jaque », *El Espectador*, 2 de enero de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo101259-farc-jaque?page=0,0
- « Las FARC matan al policía, padre del niño que murió de cancer », *ABC*, 7 avril 2002, (en ligne). Disponible sur : www.abc.es/hemeroteca/historico-07-04-2002/abc/Internacional/las-farc-matan-al-policia-padre-del-ni%C3%B1o-que-murio-de-cancer_90176.html#
- « Las Farc siguen perdiendo fuerza en sus frentes », *El Espectador*, 6 juillet 2009, (en ligne). Disponible sur : <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo149244-farc-siguen-perdiendo-fuerza-sus-frentes>
- « Las Farc son una organización sin oriente político que va a desaparecer : Isaza », *Semana*, 28 de octubre 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-noticias/farc-organizacion-oriente-politico-va-desaparecer-isaza/117145.aspx
- « Les enfants verts, nouvelle arme des FARC », *Le Figaro*, 26 juin 2012 (article en ligne). Disponible sur: www.lefigaro.fr/international/2012/06/26/01003-20120626ARTFIG00552-les-enfants-verts-nouvelle-arme-des-FARC.php
- « Los 12 del pátibulo », *Semana*, 14 de septiembre 1998, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/los-12-del-patibulo/37055-3
- « Los corridos del capo de la guerrilla », *El Espectador*, 2 de mayo de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso138934-los-corridos-del-capo-de-guerrilla
- « Los fusilados de las Farc », *Semana*, 13 février 2010, (en ligne). Disponible sur <http://www.semana.com/noticias-nacion/fusilados-farc/134904.aspx>
- « Los hijos del Secretariado », *Semana*, 20 de septiembre de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/articulo/los-hijos-del-secretariado/95394-3
- « Los niños van a la guerra », *El Espectador*, 2 de septiembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/impreso/temadeldia/articulo-

296351-los-ninos-van-guerra

- « Los secretos del PC de Reyes », *Semana*, 8 de marzo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/noticias-nacion/secretos-del-pc-reyes/110107.aspx
- « Mindefensa dice que las autoridades destruyeron ‘el bunker’ de las Farc, en el corazón de la selva », *Semana*, 3 septiembre de 2007, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/on-line/articulo/mindefensa-dice-autoridades-destruyeron-el-bunker-Farc-corazon-selva/88048-3
- « Muertes de Raúl Reyes e Iván Ríos obligarán a Farc a replantear toda su estrategia », *Revista Cambio*, 2 de noviembre 2008, (en ligne). Disponible sur : www.cambio.com.co/paiscambio/767/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_CAMBIO-4006677.html
- « Murió Richard Starr », *El Tiempo*, Viernes 3 de junio de 1983. p. 3A.
- « Niñas que recluta la guerrilla se vuelven esclavas sexuales », *El País*, 18 noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.elpais.com.co/elpais/judicial/noticias/ninas-recluta-guerrilla-vuelve-esclavas-sexuales-pinzon
- « Primera condena contra integrante de partido clandestino de las Farc », *El Tiempo*, 18 septembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/justicia/ARTICULO-WEB-NEW_NOTA_INTERIOR-10390166.html
- « Quién era alias Mayerly, la mano derecha de Alfonso Cano? », *Semana*, 14 de julio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/conflicto-armado/quien-alias-mayerly-mano-derecha-alfonso-cano/141734-3.aspx
- « Quiénes son los posibles sucesores de Alfonso Cano? », *Semana*, 4 de noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/quienes-posibles-sucesores-alfonso-cano/167001-3.aspx
- « Recientes golpes a las FARC: ¿se acaban los ‘históricos’ de esta guerrilla? », *Semana*, 9 de junio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/recientes-golpes-farc-acaban-historicos-esta-guerrilla/158179-3.aspx
- « Recuento de los duros golpes dados a las Farc entre 2004 y 2010 », *El Tiempo*,

- s.d., (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/100/dk100/cronologia_centenario/ARTICULO-WEB-PLANT_NOTA_INTERIOR_100-8565380.html
- « Revelan video de El Paisa de las Farc », *El Espectador*, 21 de junio de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-279121-revelan-video-de-el-paisa-de-farc
- « Rumores de paz », *Semana*, 20 de agosto de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/rumores-paz/162752-3.aspx
- « Se acabaron los campamentos de la guerrilla colombiana en Venezuela? », *Dinero*, 13 de abril de 2011, (en ligne). Disponible sur www.dinero.com/actualidad/pais/acabaron-campamentos-guerrilla-colombiana-venezuela_86722.aspx
- « También soy víctima, fui torturado y secuestrado », *Voz*, 13 juin 2013, (en ligne). Disponible sur : www.semanariovoz.com/2013/06/13/pablo-catatumbo-tambien-soy-victima-fui-torturado-y-secuestrado/
- « Tirofijo organizó célula guerrillera en Antioquia », *El Tiempo*, 15 de agosto de 1978, p. 12C
- « Tirofijo, por su mejor amigo », *Semana*, 31 de enero de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/tirofijo-su-mejor-amigo/120252-3.aspx
- « Un guerrillero radical », *Semana*, 5 de noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/guerrillero-radical/167043-3.aspx
- « Verdades de los abusos del frente 47 », *El Colombiano*, 19 de julio de 2010, (en ligne). Disponible sur : www.elcolombiano.com/BancoConocimiento/L/las_verdades_y_crmenes_d_el_frente_47_de_las_farc/las_verdades_y_crmenes_del_frente_47_de_las_farc.asp
- « Viaje a las tinieblas », *Semana*, 12 de agosto de 2007, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=108238
- « Yo sobreviví a la masacre de Tacueyó », *Semana*, 12 de febrero de 2006, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/portada/articulo/yo-sobrevivi-masacre-tacueyo/76546-3

- Alape (Arturo), *Las muertes de Tirofijo*, Bogotá, Abejón Mono, 1974.
- Alape (Arturo), *Las vidas de Pedro Antonio Marin, Manuel Marulanda Vélez, Tirofijo*, Bogotá, Planeta, 1989.
- Alape (Arturo), *Manuel Marulanda, Tirofijo: 40 años de lucha guerrillera*, España, Txalaparta, 2000.
- Alape (Arturo), *Tirofijo : los sueños y las montañas*, 2 edición, Bogotá, Planeta, 2002.
- Allain (Mathilde), *La révolution frustrée des guérillas colombiennes*, sous la direction de Gilles Bertrand, 62 p. Mémoire de troisième année : Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2010.
- Arango (Carlos), *De Cravo Norte a Tlaxcala: los Diálogos por la Paz*, Colombia, s.i., 1992.
- Arango (Carlos), *FARC, veinte años : de Marquetalia a La Uribe*, Bogotá, Aurora, 1984.
- Arango (Carlos), *Guerrilleras FARC-EP : Crónicas y testimonios de guerra*, Bogotá, Anteo, 1984.
- Arango (Carlos), *Jacobo: guerrero y amante*, Bogotá, Ediciones Alborada, 1991.
- Araújo (Fernando), *El Trapecista*, Bogotá, Editorial Planeta, 2008.
- Arenas (Jacobo), « La resistencia de Marquetalia, dans *Las guerras de la paz*, ed. par Behar (Olga), Bogotá, Editorial Planeta, 1985. pp. 68-74
- Arenas (Jacobo), *Cese al fuego : Una historia política de las FARC*, Bogotá, Editorial Oveja Negra, 1985.
- Arenas (Jacobo), *Colombie: guérillas du peuple*. Paris, Editions Sociales, 1969.
- Arenas (Jacobo), *Correspondencia secreta del proceso de Paz*, s.l. Editorial La Abeja Negra, 1989.
- Arenas (Jacobo), *Diario de la Resistencia de Marquetalia*, s.l., Ediciones Abejón Mono, 1972.
- Arenas (Jacobo), *Paz, Amigos y Enemigos*, Bogotá, Editorial la Abeja Negra, 1990.
- Arenas (Jacobo), *Vicisitudes del proceso de paz*, s.l., Editorial La Abeja Negra, 1990.
- Arias (Gerson), Ortiz (Román), *La apuesta de la Novena Conferencia de las FARC*, Serie Siguiendo el conflicto : hechos y análisis, Fundación Ideas

para la Paz, Número 48/ Marzo de 2007.

Arrázola (María del Rosario), « Pablo Catatumbo, ideólogo con su pasado a cauestas », *El Espectador*, 12 de abril de 2013, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/articulo-415682-pablo-catatumbo-ideologo-su-pasado-cuestas

Ávila Martínez (Ariel Fernando), « El papel de Joaquín Gómez en las FARC », *Semana*, 5 de marzo de 2008, p 22.

Ávila Martínez (Ariel Fernando), *De la guerra de « Jojoy » a la guerra de « Cano »*, Bogotá, Corporación Nuevo Arcoiris, 2011. Disponible sur : www.nuevoarcoiris.org.co/sac/files/arcanos/arcanos16_abril_2011_files/farc_jojoy_cano_web.pdf

Ávila Martínez (Ariel Fernando), *La guerra contra las Farc y la guerra de las Farc*, Informe Especial ¿El declive de la Seguridad Democrática?, Bogotá, Observatorio del Conflicto Armado de la Corporación Nuevo Arco Iris, 2009. Disponible sur : www.nuevoarcoiris.org.co/sac/files/oca/analisis/documento_FARC_2009.pdf

Ávila Martínez (Ariel Fernando), *Las FARC : La guerra que el país no quiere ver*, Bogotá, Corporación Nuevo Arcoiris, 2012. Disponible sur www.nuevoarcoiris.org.co/sac/files/oca/informes/Info_farc2011.pdf

Barbosa López (Nicolas), « Iván Márquez », *La silla vacía*, 28 de febrero de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.lasillavacia.com/perfilquien/31701/ivan-marquez;

Barreras (Roy), « El Caguán o El Ciérrate Sésamo », *El espectador*, 18 de febrero de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/articulo-327580-el-caguan-o-el-cierrate-sesamo

Bedoya Lima (Jineth), « Así es la dramática vida de las mujeres en las FARC », *El Tiempo*, 11 juin 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/justicia/mujeres-en-las-farc_9598605-4

Berriain (David), « En el Corazón de las Farc : día uno », *Especial 10 Días con las FARC*, 14 de marzo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080414/POS-0016-FARC-

Colombia-beriaain.html

Beriaain (David), « Frente de Guerra », *Especial 10 Dias con las FARC*, 27 de abril de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080427/POS-0001-Frente-guerra-david-beriaain.html

Beriaain (David), « Historias de Guerrilleros », *Especial 10 Dias con las FARC*, 25 de abril de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080425/POS-0008-Historias-guerrilleros-beriaain-farc.html

Beriaain (David), « La intimidad de los campamentos de las FARC », *Especial 10 Dias con las FARC*, 23 de abril de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080423/POS-0009-FARC-Colombia-Beriaain.html

Beriaain (David), « Sin esperanza para Ingrid y los demás secuestrados : Segundo día », *Especial 10 Dias con las FARC*, 15 de abril de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080415/POS-0011-Ingrid-secuestrados-esperanza.html

Bock (Jonathan), « ¿Qué hay detrás del nuevo tono de las Farc? », *Semana*, 11 de enero de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/detras-del-nuevo-tono-farc/170196-3.aspx

Bock (Jonathan), Urrego (Rodrigo), « Garrote y zanahoria de Santos : ¿el camino para llegar a la paz? », *Semana*, 9 de diciembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/garrote-zanahoria-santos-camino-para-llegar-paz/168820-3.aspx

Bolívar (Ingrid Johanna), *Discursos emocionales y experiencias de la política : las FARC y las AUC en los procesos de negociación del conflicto (1998-2005)*, Bogotá, Universidad de Los Andes- Centro de Investigación y Educación Popular- COLCIENCIAS, 2006.

Botero (Jorge Enrique), « *La vida no es fácil, papi* » : *la holandesa de las FARC*, Bogotá, Ediciones B, 2011.

Botero (Jorge Enrique), *Simón Trinidad : El hombre de hierro*, Bogotá, Random House Mondadori, 2008.

- Botero (Jorge Enrique), *Últimas noticias de la guerra*, Bogotá, Random House Mondadori, 2006.
- Brittain (James Jeremiah), *Revolutionary social change in Colombia : the origin and direction of the FARC-EP*, London, Pluto Press, 2010.
- Calvo Ospina (Hernando), « Interview de Jaime Guaracas, guérillero légendaire : Malheureusement, la paix n'est pas entre les mains des FARC », *Le grand soir*, 18 octobre 2008, (en ligne). Disponible sur : www.legrandsoir.info/spip.php?article7256
- Cano (Alfonso), « La cuestión agraria y la paz: erradicar el latifundio, única alternativa », *Resistencia: revista de las Farc*, No. 116, agosto-septiembre de 1999.
- Casas (Ulises), *De la guerrilla liberal a la guerrilla comunista*, Bogotá, Escuela Ideológica, 1987.
- Castro (María Clemencia), Díaz (Carmen Lucía), *Guerrilla, reinserción y lazo social*, Bogotá, Almudena Editores, 1997.
- Catalá (José Agustin) (ed), *Nuestra frontera es la paz*, Caracas, Ediciones El Centauro, 1998.
- Celis (Luis Eduardo), « No basta con repudiar a las FARC », *Semana*, 29 novembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/opinion/articulo/no-basta-repudiar-farc/250109-3
- Cetina (Eccehomo), (recherche de Camilo Chaparro et Diego Fajardo), *La guaca : la verdadera historia de la caleta de las FARC*, Bogotá, Intermedio, 2003.
- Chernick (Marc), « The FARC-EP: From Liberal Guerrillas to Marxist Rebels to Post-Cold War Insurgents », *Terror, Insurgency and the State : Ending Protracted Conflicts*, éd par Heiberg (Marianne), O'leary (Brendan), Tirman (John), Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2007.
- Ciro Trujillo : Páginas de su vida*, Bogotá, Editorial Abejón Mono, 1974. Disponible sur : www.resistencia-colombia.org/pdf/ciro-trujillo.pdf
- Comisión internacional de las FARC-EP, *FARC-EP : esbozo histórico*, sans lieu, 1998.
- Comisión temática de las FARC-EP, *El país que proponemos construir*, Bogotá, Oveja negra, 2001.

- Coronell (Daniel), « Calavera en el Almarío », *Semana*, 13 août 2011, (en ligne).
 Disponible sur <http://www.semana.com/opinion/calavera-almario/162280-3.aspx>
- Corporación Observatorio para la Paz, *Guerras inútiles : una historia de las Farc*, Bogotá, Intermedio, 2009.
- Delcas (Marie), « Dans les bottes des FARC », *Le Monde*, 12 janvier 2008.
 Disponible sur : http://www.vaumonier.lycee-berthelot.org/IMG/pdf/Dans_les_bottes_des_FARC_complet_.pdf
- Devalpo (Alain), *La Pêche miraculeuse : les enlèvements en Colombie*, Collection J'accuse, Chartres, Amnesty International- Syros Jeunesse, 2004.
- Drouhaud (Pascal), *FARC : Confessions d'un guérillero*, Paris, Choiseul, 2008.
- Dumont (Gérard-François), « Colombie : le lourd héritage des FARC pèsera longtemps », *Outre-Terre*, n° 20, 2007/3. p. 471-473.
- Durán Núñez (Diana Carolina), « Confesiones Guerrilleras », *El Espectador*, 4 janvier 2012, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo-319606-confesiones-guerrilleras
- Echandía Castilla (Camilo), Gutkind (Asher), « Colombie : évolution du conflit armé à partir de l'analyse de la territorialité et des stratégies des FARC (1990-2011) », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 83, 2012/1. p. 101-116.
- Emanuelsson (Dick), « La otra historia oculta del atentado de El Club Nogal el 7 de febrero 2003 en Bogotá », *ANNCOL*, 7 de febrero de 2013, (en ligne).
 Disponible sur : <http://anncol.eu/index.php/opinion/dick-emanuelsson-anncol/1596-feb-7-la-otra-historia-oculta-del-atentado-de-el-club-nogal-el-7-de-febrero-2003-en-bogota>
- Faciolince (Héctor Abad), « Zona Farc : la ley de la selva », *El País*, 30 de marzo de 2008 (en ligne). Disponible sur : www.elpais.com/articulo/portada/Zona/FARC/ley/selva/elpepusoceps/20080330elpepspor_7/Tes
- Fals Borda (Orlando), *La subversión en Colombia : el cambio social en la historia*, 4 edición, Bogotá, FICA-CEPA, 2008.
- Fernández Menéndez (Jorge), *Las FARC en México : de la política al narcotráfico*,

- México D.F., Nuevo Siglo-Aguilar, 2008.
- Ferro Medina (Juan Guillermo), « Las FARC y su relación con la economía de la coca en el sur de Colombia : testimonios de colonos y guerrilleros », *L'ordinaire Latino-américain*, Ipealt, Université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse, janvier-mars 2000.
- Ferro Medina (Juan Guillermo), Uribe Ramón (Graciela), *El orden de la guerra : Las FARC-EP entre la organización y la política*, Bogotá, Centro Editorial Javeriano, 2002.
- Gandilhon (Michel), *La guerre des paysans en Colombie: De l'autodéfense agraire à la guérilla des FARC*, sans lieu, Les nuits rouges, 2011.
Disponible sur : <http://les.nuits.rouges.free.fr/spip.php?article35>
- Gandilhon (Michel), *Les FARC: une narco-guérilla ? Les Forces armées révolutionnaires de Colombie un organisation entre politique et crime*, sous la direction de Xavier Raufer, 100 p. Diplôme universitaire de troisième cycle : Institut de criminologie, Université Panthéon-Assas Paris II, 2009.
- García (Luis), « La sordera de las FARC ante las exigencias indígenas », *El Socialista* (Revista del Partido Socialista de los Trabajadores de Colombia), No. 668, 11 août 2012, (en ligne). Disponible sur : www.pstcolombia.org/article/la-sordera-de-las-farc-ante-las-exigencias-ind%C3%ADgenas
- García-Peña (Gustavo), Roesel (Mónica) (comps), *Las verdaderas intenciones de las FARC*, Bogotá, Corporación Observatorio para la Paz, Intermedio Editores, 1999.
- Garrido (Alberto), *Guerrilla y Plan Colombia : hablan las FARC y el ELN*, Caracas, Producciones Karol, 2001.
- Gaviria (Pascual), « Ventajas de la narcoguerrilla », *El Espectador*, 22 de noviembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/impreso/opinion/columna-312789-ventajas-de-narcoguerrilla
- Gechem Turbay (Jorge Eduardo), *¡Desviaron el vuelo! : viacrucis de mi secuestro*, Bogotá, Editorial La Oveja Negra, 2008.
- Gómez Mazeri (Sergio), « Las Farc estarían respaldando con francotiradores a

- Muamar Gadafi », *El Tiempo*, 13 de abril de 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/mundo/estados-unidos/supuesto-apoyo-de-farc-a-muamar-gadafi_9163820-4
- Gómez Pinilla, (Jorge), « Alfonso Cano, vivo o muerto », *Semana*, 20 decembre 2010, en ligne. Disponible sur : www.semana.com/opinion/alfonso-cano-vivo-muerto/149241-3.aspx
- Gonsalves (Marc), Howes (Tom), Stansell (Keith), *Lejos del infierno : Una odisea de 1.967 días en manos de las FARC*, Bogotá, Planeta, 2009.
- González Espinosa (María), « La négociation politique, alternative à la violence ? Évolution et enjeux des rapports discursifs entre guérillas et gouvernements colombiens (1964-2006) », *Mots. Les langages du politique*, No. 88, 2008, Disponible sur <http://mots.revues.org/14413> ; DOI : 10.4000/mots.14413
- González Espinosa (Maria), *Une analyse comparée des discours politiques des guerillas colombiennes : FARC et ELN*, 335 p. Th. Doct. : Sci. Polit., Paris 3, 2006.
- González Posso (Camilo), « Negociaciones con las Farc 1982-2002 », *Controversia*, CINEP, Número Extraordinario, febrero 2004. Disponible sur : www.c-r.org/our-work/accord/colombia/spanish/negociaciones-FARC.php
- Graaff (David), « Timochenko », *La silla vacía*, 6 septembre 2012, (en ligne). Disponible sur : www.lasillavacia.com/perfilquien/35927/timochenko
- Granda (Rodrigo), Santrich (Jesús), *Raul Reyes, el camino de la vida a pesar de la muerte*, (essai en ligne), 3 avril 2008. Disponible sur : www.semana.com/Documentos.aspx?IdSeccion=23&Pagina=4
- Grupo de Memoria Histórica de la Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, *Bojayá : la guerra sin límites*, Bogotá, CNRR-Grupo Memoria Histórica, Ediciones Semana, Editora Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara S.A, 2010.
- Gutierrez (Francisco), « Telling the Difference : Guerrillas and Paramilitaries in the Colombian War », *Politics & Society* 36, no. 1, Mars 2008. p. 7
- Gyden (Axel), « Les FARC : le vrai visage des ravisseurs d'Ingrid », *L'Express*, Février 22, 2007, pp. 56-63.

- Haer (Roos) (Junior research fellow), *Organizational Structure of Armed Movements- OSAM survey- FARC*, Chair of International Relations and Conflict Management, University of Konstanz, 2011.
- Haer (Roos), *The Heart of Darkness : How Organizational Structure Influence Civilian Abuse*, Ph.D. diss. University of Konstanz, 2012.
- Harnecker (Marta), *Colombia : combinación de todas las formas de lucha, entrevista a Gilberto Vieira*, Colombia, Ediciones Sudamérica, 1989.
- Henaó (Evelio), *¿Asesinados por error? El caso de los indigenistas estadounidenses*, Bogotá, Intermedio Editores, 2002.
- Hiller García (Jörg), *La guaca maldita de las FARC*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2007.
- Hoyos Estrada (José Fernando) et al, *De las delicias al infierno : 288 días en poder de las Farc*, Bogotá, Intermedio Editores-Círculo de Lectores, 1997.
- International Institute for Strategic Studies, *The FARC Files : Venezuela, Ecuador and the Secret Archive of Raúl Reyes*, London, IISS, 2011.
- Jara (Alan), *El mundo al revés : más que sobrevivir al secuestro*, Bogotá, Editorial Norma, 2010.
- Jiménez (Camilo), « El Frente Europeo de las Farc », *Semana*, 16 de febrero de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=109423
- Junta de inteligencia conjunta-JIC, *Estimación de los ingresos y egresos de las Farc durante 2003 basados en información de inteligencia recolectada por las agencias del Estado*, Bogotá, Junta de Inteligencia Conjunta-JIC-República de Colombia, 2004.
- Lemoine (Maurice), « Un chef des FARC parle », *Le Monde Diplomatique*, août 2007, (en ligne). Disponible sur : www.monde-diplomatique.fr/2007/08/LEMOINE/14999
- León Valencia (Guillermo), « El gesto de Martín Sombra », *Semana*, 3 novembre 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com//opinion/gesto-martin-sombra/187587-3.aspx
- Leyva Pinzón (Arturo), León Restrepo (Eduardo), « FARC acorralan al petróleo », *El Tiempo*, 14 de noviembre de 1999, p 12A.

- Lizcano (Óscar Tulio), *Años en Silencio*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009.
- Lozada Perdomo (Jaime), *Crónica de Miraflores, el cielo en el infierno : historia de un secuestro masivo*, Medellín, Librería Señal Editora, 2004.
- Lozano Guillén (Carlos), *Reportajes desde el Caguán : proceso de paz con las FARC-EP*, Bogotá, Ediciones Nuestra América, 2001.
- Mackenzie (Eduardo), « Deux ex-combattants des FARC racontent... », *Histoire et Liberté*, No. 37, Hiver 2008-2009, pp. 103-108.
- Mackenzie (Eduardo), *Les FARC ou l'échec d'un communisme de combat : Colombie 1925-2005*, Paris, Publibook, 2005.
- Maldonado (Luis Alberto), *Cuando llora un guerrillero*, 11 edición, Bogota, Mundo Hispano, 1987.
- Mantilla (Hugo) (compilateur), *En el infierno : una guerrilla que se devora a si misma*, Bogotá, Ediciones de Hugo Mantilla, 1995.
- Marulanda Velez (Manuel), *Cuadernos de Campaña*, Bogotá, Abejón Mono, 1973.
- Matallana (José Joaquín), « El operativo », dans *Las guerras de la paz*, éd. par Behar (Olga), Bogotá, Editorial Planeta, 1985. pp. 74-77
- Matta (Luis Alberto), *Colombia y las FARC-EP: Orígenes de la lucha guerrillera, testimonio del comandante Jaime Guaraca*, Tafalla Espagne, Txalaparta, 1999.
- Medina (Medófilo), *Carta abierta al comandante de las FARC*, Alba TV: comunicación desde los pueblos, 12 juillet 2011, (en ligne). Disponible sur : www.albatv.org/Carta-abierta-al-comandante-de-las.html
- Medina Gallego (Carlos), *Conflicto armado y procesos de paz en Colombia : memoria casos FARC-EP y ELN*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, 2009.
- Medina Gallego (Carlos), *FARC-EP : Notas para una historia política*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2009.
- Medina Gallego (Carlos), Toloza (Francisco), Beltrán (Alonso) et al, *FARC-EP : temas y problemas nacionales 1958-2008*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2008.
- Mockus (Antanas), « Antanas Mockus dice que Colombia descubrió su propia fuerza », *Revista Cambio*, 2 novembre 2008, (en ligne). Disponible sur :

www.cambio.com.co/portadacambio/762/ARTICULO-WEB-NOTA_INTERIOR_CAMBIO-3948595.html

- Nasi Lignarolo (Carlo), « El Caguán : desaciertos, traiciones y malas interpretaciones », *El Espectador*, 19 de febrero de 2012, (en ligne). Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/articulo-327573-el-caguan-desaciertos-traiciones-y-malas-interpretaciones
- Naylor (Thomas R.), « The Insurgent Economy: Black Market Operations of Guerrilla Organizations », *Crime, Law and Social Change*, No. 20, 1993. pp. 13-51.
- Offstein, (Norman), *An extortionary guerrilla movement*, Bogotá, Universidad de los Andes- CEDE, 2002.
- Ortíz (María Paulina), « Las maldades de Karina, la ex guerrillera de las Farc », *Revista Don Juan*, 27 décembre 2009, (en ligne). Disponible sur <http://www.revistadonjuan.com/interes/las-maldades-de-karina-la-ex-guerrillera-de-las-farc/6798512>
- Ortíz (Román), « La guerrilla mutante », *En la encrucijada: Colombia en el siglo XXI*, ed par Leal Buitrago (Francisco), Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006. pp. 323-352.
- Palacios (Marco), *Proyecciones sobre escenarios de mediano y corto plazo : procesos de diálogo y negociación con las FARC y el ELN*, Bogotá, Fundación Ideas para la Paz, 22 mars 2001.
- Paredes (César), « ¿Es posible aún una negociación con las FARC ? », *Semana*, 2 aout 2010, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/nacion/conflicto-armado/articulo/es-posible-aun-negociacion-farc/120060-3
- Paredes (César), « El desmoronamiento de las Farc no es el fin del fin : Entrevista a Daniel Pécaut », *Semana*, 8 septembre 2008, (en ligne). Disponible sur <http://www.semana.com/noticias-on-line/desmoronamiento-farc-no-fin-del-fin/115345.aspx>
- Patiño Hormaza (Otty), *Las verdaderas intenciones de las FARC*, Bogotá, Intermedio, 1999.
- Pécaut (Daniel), *Les Farc : Une guérilla sans fins ?*, Paris, Lignes de Repères, 2008.

- Peña (Andrea), « Así reclutan las Farc », *Semana*, 17 septembre 2006, (en ligne). Disponible sur http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?idArt=95890
- Peña (Manuel Vicente), *La paz de las FARC*, Bogotá, Fundación para los Deberes Humanos, 1997.
- Penhaul (Karl), « Las Farc desde adentro, modelo 2011 », *El Espectador*, 30 avril 2011, (en ligne). Disponible sur <http://www.elespectador.com/impreso/judicial/articulo-266188-farc-adentro-modelo-2011>
- Pérez (José Gregorio), *Raúl Reyes : El Canciller de la Montaña*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2008.
- Pérez (Luis Eladio), *7 años secuestrado por las FARC : Testimonio dado a Dario Arizmendi*, Bogotá, Aguilar, 2008.
- Pinchao (John), *Evadé de l'enfer*, Paris, Florent Masso, 2008.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), "La insurgencia armada: raíces y perspectivas", dans *Al Filo del Caos: Crisis política en al Colombia de los años 80*, ed par. Leal Buitrago (Francisco), Zamosc (León), Bogotá, TM Editores, IEPRI, 1990. pp. 411-433.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), « Elementos para una sociología de la guerrilla colombiana », *Análisis Político*, No. 12, enero-abril de 1991.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), « Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, Año 100, No. 35225, 10 de mayo de 2011, p. 17 « 40 años de las FARC », *BBC Mundo*, 27 de mayo de 2004. Disponible sur : www.bbc.co.uk/spanish/specials/1441_farc/index.shtml
- Pizarro Leongómez (Eduardo), « Los orígenes del movimiento político armado comunista en Colombia », *Análisis Político*, No. 7, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1989.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), *Insurgencia sin revolución : la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, Bogotá, Tercer Mundo Editores-IEPRI-Universidad Nacional de Colombia, 1996.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), *Las FARC (1949 -2011). De guerrilla campesina a máquina de guerra*, Bogotá, Norma, 2011.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), *Las FARC (1949 – 1966) De la autodefensa a la*

- combinación de todas las formas de lucha*, Bogotá, IEPRI Universidad Nacional-Tercer Mundo Editores, 1992.
- Quintero (Jorge), « Alcalde de San Vicente gobernará donde su hermano es jefe de las Farc », *El Tiempo*, 5 de diciembre de 2011, (en ligne). Disponible sur : <http://m.eltiempo.com/politica/alcalde-de-san-vicente-del-cagun/10882086>
- Rangel (Alfredo) et al, *Qué, cómo y cuándo negociar con las Farc*, Bogotá, Intermedio, 2008.
- Rangel (Alfredo), « Las FARC-EP: una mirada actual », *Reconocer la guerra para construir la paz*, éd. par Deas (Malcom), (Llorente) María Victoria, Bogotá, CEREC, Ediciones Uniandes, Grupo Editorial Norma, 1999.
- Rangel (Alfredo), *Las FARC-EP : una mirada actual*, Programa de estudios sobre seguridad, justicia y violencia, Documento de Trabajo No. 3, Bogotá, Universidad de los Andes, 1997.
- Raufer (Xavier) (dir.), *Les FARC: une narco-guérilla ?*, Paris, DRMCC, Panthéon-Assas, 2010.
- Rodríguez (María Carolina), *Diario de mi cautiverio*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2008.
- Rohl (Katharina), « Greed or Grievance: Why does the FARC keep fighting? », *Peace and Conflict Monitor*, sans lieu, 2004. pp. 1-14. Disponible sur : www.monitor.upeace.org/Colombia.pdf
- Rojas (Clara), *Cautiva*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2009.
- Roy (Joaquín), « L'Union Européenne et la Colombie : Ni Plan Colombie, ni Processus de Paix, de bonnes intentions à de grandes frustrations », *Miami European Unión Center*, University of Miami, Working Paper Series, Miami, juin 2002, Vol. 2, N° 7, p. 3-7
- Rueda (María Isabel), « Antanas, ¿y usted en qué anda? », *El Tiempo*, 31 de marzo de 2009, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/colombia/politica/antanas-y-usted-en-que-anda_4896173-1
- Rueda (María Isabel), « El libro de Luis Eladio », *Semana*, 31 de mayo de 2008, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/opinion/articulo/el-libro-luis-eladio/92997-3

- Rueda (María Isabel), « El presidente y el guerrillero », *Semana*, 15 de febrero del 2001, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com/opinion/articulo/el-presidente-guerrillero/45270-3
- Rueda (María Isabel), « Sombra de Martín Sombra », *El Tiempo*, (en ligne), 8 mars 2009. Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3350621
- Rueda (Zenaida), *Confesiones de una guerrillera*. Bogotá : Editorial Planeta, 2009.
- Ruiz (Andrés), « Recuento histórico de los movimientos subversivos en Colombia », *GestioPolis.com*, septiembre 2001, (en ligne). Disponible sur : www.gestiopolis.com/recursos/documentos/fulldocs/eco/guerrillacolombia.htm
- Ruiz (Marta), « Las Farc vuelven a lo básico », *Semana*, Número 1347, Febrero 25- Marzo 3, 2008. p 27.
- Saez (Noël) (avec la collaboration de Claude Mendibil), *L'émissaire*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- Salgari (Emilio), *Marulanda y las FARC para principiantes*, s.l., Cuadernos de Formación de las FARC-EP, 2011. Disponible sur : <http://es.scribd.com/doc/101979562/MYLFPP-espanol>
- Sánchez (Arnulfo), « Vendetta entre FARC por una maestra : 4 muertos », *El Tiempo*, 15 août 1978. Disponible sur : <http://news.google.com/newspapers?id=9DkgAAAIBAJ&sjid=Y2YEAAAIBAJ&hl=fr&pg=4296%2C4456>
- Sánchez Otero (Germán). *Operación Emmanuel : crónica de un rescate humanitario*, Bogotá, Debate, 2008.
- Santamaría (Germán), « Cuatro años después », *revista Diners*, marzo 2002, pp. 12-19.
- Santiago L., *Nacido para triunfar : Testimonio de un adolescente desvinculado de un grupo armado ilegal*, Manizales, Editorial Universidad de Caldas, UNICEF, 2007.
- Santos (Juan Manuel), *Jaque al terror : los años horribles de las FARC*, Bogotá, Planeta, 2009.
- Santrich (Jesus), *Marquetalia : raíces de la Resistencia*, sans lieu, FARC-EP, 2011. Disponible sur : <http://es.scribd.com/doc/86964913/Comic-Marquetalia>

- Sen (Ashish Kumar), « Lybian rebels: Colombian female snipers fighting for Gadhafi », *The Washington Times*, April 12, 2011, (en ligne). Disponible sur <http://www.washingtontimes.com/news/2011/apr/12/libyan-rebelscolombian-female-snipers-fighting-for/>
- Silva Moreno (Ricardo), « UP », *El Tiempo*, 23 de mayo de 2013, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/opinion/columnistas/ricardosilvaromero/up-ricardo-silva-romero-columnista-el-tiempo_12819705-4
- Soto (María Elvira), Garibelo (Andrés), « Alfonso Cano, retrato de un arrogante y solitario político frustrado », *El Tiempo*, 5 de noviembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/justicia/muerte-de-alfonso-cano_10713650-4
- Soto-Trillo (Eduardo), *Voces sin voz : revelaciones de un viaje a la Zona de Despeje*, Bogotá, Intermedio, 2001.
- Téllez (Edgar), Montes (Oscar), Lesmes (Jorge), *Diario íntimo de un fracaso : historia no contada del proceso de paz con las FARC*, Bogotá, Editorial Planeta, 2002.
- Tibanlombo (Juan) (ed.), *FARC, ¿en el Ecuador?*, Quito, Hoy, 2008.
- Torres (Arturo), *El juego del Camaleón: los secretos de Angostura*, Quito, Eskeletra Editorial, 2009.
- Valencia (Guillermo León), « Una nueva estrategia: la guerrilla al mando de ‘Alfonso Cano’ cambió su forma de actuar », *El Tiempo*, 13 juin 2009, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-5433807
- Valencia (Guillermo León), Ávila (Ariel), *La nueva realidad de las FARC*, Bogotá, Corporación Nuevo Arco Iris, 2011. Disponible sur : www.nuevoarcoiris.org.co/sac/files/oca/informes/Farc_analisis_2011_prime_r_semestre.pdf
- Valencia (Guillermo León), Zumpolle (Liduíne), *Tanja : Una holandesa en la guerrilla colombiana*, Bogotá, Editorial Norma, 2010.
- Valencia Tovar (Álvaro), « ¿Qué son hoy las Farc? ¿Cuál su futuro? », *El Tiempo*, 1 diciembre 2011, (en ligne). Disponible sur www.eltiempo.com/opinion/columnistas/lvarovalenciatovar/ARTICULO-WEB-

NEW_NOTA_INTERIOR-10869848.html

- Valencia Tovar (Álvaro), *Mis adversarios guerrilleros*, Bogotá, Editorial Planeta, 2009.
- Vargas (Mauricio), « La desintegración molecular de las FARC », *El Tiempo*, 6 novembre 2011, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com/opinion/columnistas/mauriciovargas/ARTICULO-WEB-NEW_NOTA_INTERIOR-10717347.html
- Vega Cubillos (Olga Cecilia), *Raúl Reyes: « Si la montaña hablara »*, Bogotá, Editorial La Oveja Negra, 2009.
- Velásquez (Carlos Alfonso), « El conflicto armado requiere menos póker y más ajedrez. ¿Por qué? », *El Tiempo*, 4 février 2008, (en ligne). Disponible sur : www.eltiempo.com
- Vélez Lesmes (María Alejandra), *FARC y ELN : Evolución y Expansión Territorial*, Bogotá, Universidad de los Andes, CEDE, 2000.
- Verbeek (Nico), « Mi compatriota la guerrillera », *Semana*, 30 octobre 2012, (en ligne). Disponible sur : www.semana.com//opinion/compatriota-guerrillera/187328-3.aspx
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *Cesó la horrible noche ?*, Bogotá, Ediciones Luis Alberto Villamarín Pulido, 1999.
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *Complot contra Colombia : secretos de los computadores de Raúl Reyes*, Bogotá, Ediciones Luis Alberto Villamarín Pulido, 2009.
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *El cartel de las FARC*, Bogotá, Ediciones El Faraón, 1996.
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *La Selva Roja : ¿ Existen nexos entre el cartel de las FARC y el Partido Comunista ?*, Ediciones Luis Alberto Villamarín Pulido, 1997.
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *La silla vacía*, Bogotá, Ediciones Luis Alberto Villamarín Pulido, 2002.
- Villamarín Pulido (Luis Alberto), *Narcoterrorismo : la guerra del nuevo siglo, ETA, FARC, AL QUAEDA, IRA: la Cadena del Terror al descubierto*, Madrid (España), Ediciones Nowtilus, 2005.

Waldmann (Peter), « Colombia and the FARC: Failed attempts to Stop Violence and Terrorism in a Weak State », dans *Democracy and Counterterrorism: Lessons from the past*, éd. par Art & Richardson, Washington D.C, United States Institute of Peace Press , 2007.

Matériel Audiovisuel

« ¿Qué hacer con las Farc? », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 22 mars 2010. Disponible sur : www.testigodirecto.com/index.php?option=com_hwdvideoshare&task=vwvideo&Itemid=2&video_id=210

« ¿Qué les queda a las Farc? », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 6 juin 2008. Disponible sur <http://www.semana.com/conflicto/multimedia/que-queda-farc/141008-3>

« ¿Regresará Tanja? », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 3 juin 2011. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=h8dtdLlrL2k

« “Había que pasar por el Caguán” : María Emma Mejía », [entretien en ligne], *Semana*, Bogotá, 19 février 2012. Disponible sur : www.semana.com/wf_multimedia.aspx?idmlt=4784

« Afectados por las amenazas del conflicto armado en el 2008 », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 20 janvier 2009. Disponible sur : www.semana.com/multimedia-conflicto/afectados-amenazas-del-conflicto-armado-2008/1474.aspx

« Caracol Noticias, en directo desde Villavicencio », [entretien radio], *Caracol Noticias*, Bogotá, Caracol, 3 février 2009.

« Colombia dataset », [base de données], *UCDP Conflict Encyclopedia*, Uppsala Conflict Data Program, Uppsala University, [consulté le 14 février 2012]. Disponible sur www.ucdp.uu.se/gpdata/gpcountry.php?id=35&value=4

« Colombia desconocida », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 1 novembre 2007. Disponible sur : www.semana.com/wf_multimedia.aspx?idmlt=383

« Colombia es un milagro constante : Entrevista a Daniel Pécaut », [entretien en

- ligne], *Semana*, Bogotá, 25 septembre 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=voA7-iphvVg
- « Conflicto en el ring », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 20 mai 2011, Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=-7ByZlz_PQE&feature=related
- « Desmovilizada de las Farc trabaja para una multinacional », [entretien en ligne], *Noticias Citytv*, Bogotá, Citytv, 7 octobre 2011. Disponible sur : www.citytv.com.co/videos/702376
- « El Becerro: el verdugo de Bojayá », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 17 avril 2011. Disponible sur http://www.youtube.com/watch?v=l_uBWc0_bLA
- « El cinismo de los captores », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 18 mai 2008.
- « El desarme de la guerrilla », [multimédia], Bogotá, *El Espectador*, 2 mars 2009. Disponible sur : <http://static.elespectador.com/especiales/desarme/index.html>
- « El expresidente Alvaro Uribe acabó con la guerrilla en Colombia ? (¿Y del fin del fin, qué?) Parte 1 », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 18 août 2011. Disponible sur : http://colombiatube.net/tv/programas/pirry?tubepress_page=2
- « El expresidente Alvaro Uribe acabó con la guerrilla en Colombia ? Parte 2 », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 22 août 2011. Disponible sur : http://colombiatube.net/tv/programas/pirry?tubepress_page=1
- « Entrevista completa en exclusiva de RT a Tanja Nijmeijer, la guerrillera Alexandra de las FARC », [entretien en ligne], *RT*, La Havana (Cuba), 5 novembre 2012. Disponible sur : <http://actualidad.rt.com/actualidad/view/80127-entrevista-completa-exclusiva-rt-tanja-nijmeijer-guerrillera-alexandra-farc>
- « Farc, Bacrim y ELN : radiografía del conflicto », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 7 février 2012. Disponible sur : www.semana.com/multimedia-nacion/farc-bacrim-eln-radiografia-del-conflicto/4743.aspx
- « Ingrid Libre: una jugada maestra en una partida que se termina », [programme

- télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 8 juillet 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=e8oU512kazE
- « La historia de Colombia contada por Tirofijo », [vidéo en ligne], *Semana*, 24 mai 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=fSAZo5uPxpY
- « La historia de una paz que no llegó : Diez años del Caguán », [Vidéo en ligne], *El Espectador, Caracol Noticias*, Bogotá, 20 février 2012. Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/articulo-327604-historia-de-una-paz-no-llego
- « Las Farc en retirada », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 30 juillet 2011. Disponible sur : www.semana.com/wf_multimedia.aspx?idmlt=224
- « Las Farc graban un CD de merengue para tratar de mejorar su imagen », [vidéo en ligne], *El Tiempo*, Bogotá, 22 février 2010. Disponible sur : www.eltiempo.com/colombia/justicia/ARTICULO-WEB-PLANTILLA_NOTA_INTERIOR-7295861.html
- « Las Farc, banda criminal o fuerza política? », [programme radio], *Enfoque*, BBC world, 27 mai 2004. Disponible sur : http://news.bbc.co.uk/media/audio/40205000/rm/_40205769_enfoque_farc.ram
- « Las niñas de las FARC », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 16 mars 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=OfV79GL63Ns
- « Latin America political analyst Colin Harding speaks to Al Jazeera », [entretien en ligne], *Al Jazeera*, 30 mai 2011. Disponible sur : www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=RS4QijyxZEw#!
- « Los “delfines” de las Farc », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 14 octobre 2010. Disponible sur : www.testigodirecto.com/los-delfines-de-las-farc
- « Los “niños cruzados” del sacerdote Fabio Estupiñan », [entretien télévisé], *El Radar*, Bogotá, Caracol TV, 21 septembre 2010. Disponible sur : www.caracoltv.com/producciones/informativos/elradar/video-191021-los-ninos-cruzados-del-sacerdote-fabio-estupinan
- « Los golpes a las Farc », [infographie multimédia], *El Tiempo*, Bogotá, décembre

2010. Disponible sur : <http://e.eltiempo.com/media/produccion/dk10/golpefarc/index.html>
- « Los jóvenes reclutas de las Farc », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 17 avril 2010. Disponible sur www.semana.com/noticias-conflicto-armado/entrenan-ninos-farc/137899.aspx
- « Los niños de la guerra », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 9 novembre 2013. Disponible sur : www.testigodirecto.com/index.php/component/k2/item/5404-los-ni%C3%B1os-de-la-guerra
- « Los predios de las FARC », [programme télévisé], *Testigo Directo*, Bogotá, Cablenoticias, 28 octobre 2013. Disponible sur : www.testigodirecto.com/index.php/component/k2/item/5395-los-predios-de-las-farc
- « Mapa Interactivo del mundo de las Farc », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 7 janvier 2009. Disponible sur : www.semana.com/multimedia-mundo/mapa-interactivo-del-mundo-farc/1429.aspx
- « Paramilitarismo en Colombia : Los años en que vendimos el alma », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 26 octobre 2008.
- « Pastrana anuncia fin de zona de despeje », [programme télévisé], *El Espectador*, *Señal Colombia*, Bogotá, 18 février 2012. Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/video-327350-pastrana-anuncia-fin-de-zona-de-despeje
- « Presencia guerrillera y paramilitar en las Universidades Públicas », [programme télévisé], *Especiales Pirry*, Bogotá, Canal RCN, 6 juin 2010. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=d-QBrKRV22s
- « Protagonistas del conflicto en Nariño », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 5 mai 2009. Disponible sur <http://www.semana.com/multimedia-conflicto-armado/protagonistas-del-conflicto-narino/1965.aspx>
- « Razones para terminar los diálogos », [programme télévisé], *El Espectador*, *Canal Señal Colombia*, Bogotá, 18 février 2012. Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/video-327351-razones-terminar-los-

dialogos

- « Reclutamiento de menores por grupos alzados en armas », [programme radio], *Programa La Reintegración es el camino hacia la paz*, Bogotá, RCN Radio, 19 février 2012. Disponible sur : www.reintegracion.gov.co/Es/prensa/audio/Paginas/rcn_febrero12.aspx
- « Tirofijo no llegó », [programme télévisé], *El Espectador*, Bogotá, 18 février 2012. Disponible sur : www.elespectador.com/noticias/paz/video-327348-tirofijo-no-llego
- « Un duro golpe a las FARC », [multimédia], *El Tiempo*, Bogotá, [consulté le 8 novembre 2011]. Disponible sur : www.eltiempo.com/Multimedia/especiales/muertecano/
- « Violaciones como arma de guerra », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 9 décembre 2008. Disponible sur : www.semana.com/multimedia-nacion/violaciones-como-arma-guerra/1371.aspx
- Aguilera (Juan Alfonso), Peña (Andrea), « Aquí se define la guerra en Colombia », [multimédia], *Semana*, Bogotá, 6 août 2007. Disponible sur : www.semana.com/wf_multimedia.aspx?idmlt=224
- ANNCOL New Colombia News Agency*, [page web]. Disponible sur : <http://anncol.info/>
- Aranzadi (Unai), *FARC : Entrevista al Comandante Matías*, [documentaire], Producciones ETB España, 25 juin 2008. Disponible sur : www.rpasur.com/videos-1.html
- Arbeláez (Carlos Cesar) (réalisateur), *Los colores de la montaña (the colors of the mountain)*, [film], El Bus Producciones, Jaguar Films (co-production), Colombia, 2010.
- Benoit (Raúl), *Mono Jojoy: al desnudo (entrevista con Raul Benoit)*, [documentaire], Noticiero Univisión, 23 septembre 2010. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=HPwubkNAoTk
- Beriain (David), *Diez días con las Farc*, [documentaire], ADN España, 15 avril 2008. Disponible sur : <http://www.rpasur.com/videos-213.html> ou http://www.adn.es/blog/en_pie_de_guerra/mundo/20080414/POS-0016-FARC-Colombia-beriaain.html

- Billon (Yves), *50 años de monte*, [documentaire], octobre 2007. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=Tk1nhhtiGW8
- Botero (Jorge Enrique), [documentaire], *Antes de la Tormenta*, TV Mula, 2010. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=ZV0RErhE5Qk
- Bruno (Simone), Carillo (Dado), *Falsos Positivos*, [documentaire], Mediakite, USA/Colombia/Italy, 2009. Disponible sur : www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Srx7bGBsr4
- Cómo voy a olvidarte*, [documentaire], Producciones TvSur, octobre 2009. Disponible sur : www.rpasur.com/videos-220.html
- Contreras (Manuel), Finkelstein (Russ), *Hard Road Back: A war that never ends?*, [documentaire], Witness, Aljazeera, 7 novembre 2011. Disponible sur : www.aljazeera.com/programmes/witness/2011/08/201181122156892311.html
- D'Angelo (José María), *El Bogotazo y el origen de las FARC*, [documentaire], Documania, 2005. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=W8wVySpWmpE&feature=related
- Dandois (T.), Valderama (D.), Kogan (A.), *Colombie : raccaille cité, raccaille ciné*, [documentaire], ARTE Reportage, dimanche 18 septembre 2011. Disponible sur : http://videos.arte.tv/fr/videos/arte_reportage-4146022.html
- De Boer (Leo), *Closing in on Tanja (Dichter Bij Tanja)*, [documentaire], Pvh film/IKON-TV Teledoc, 2010. Trailer disponible sur : www.youtube.com/watch?v=JOKRbXoNpKU
- Emanuelsson (Dick), « ¡“Mi familia es las FARC”! : Entrevista exclusiva a la guerrillera Sandra Ramírez », [entretien en ligne], ANNCOL, La Habana (Cuba), 2012. Disponible sur : <http://youtu.be/uNhApeITOVE>
- Emanuelsson (Dick), « “A mi me encantaría ir a Holanda y explicar a la gente el por qué de la lucha en Colombia” : Entrevista a la guerrillera holandesa Alexandra Nariño, de las FARC-EP », [entretien en ligne], ANNCOL, La Habana (Cuba), 9 novembre 2012. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=P58SKI5dBYA
- Emanuelsson (Dick), « Entrevista a Lucero Palmera, guerrillera hasta las últimas consecuencias », [entretien en ligne], ANNCOL, La Habana (Cuba), 2012.

- Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=8C4XKIYjKbA.
- Transcription : www.anncol.eu/index.php/colombia/insurgencia/farc-ep/742-2012-11-14-06-02-19
- Emanuelsson (Dick), « Entrevista exclusiva al comandante guerrillero Iván Márquez en la Habana », [entretien en ligne], *ANNCOL*, La Habana (Cuba), 9 novembre 2012. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=Jll10my1yxs
- Emanuelsson (Dick), « La resistentencia armada contra el robo de recursos naturales en el Catatumbo (Colombia) : entrevista al comandante del Frente 33 de las FARC-EP, Rubén Zamora », [entretien en ligne], *ANNCOL*, La Habana (Cuba), 9 novembre 2012. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=WuQtRb5Vos
- Escallón Buraglia (Jaime), *Paramilitares en Colombia: la historia de los hermanos Castaño*, [documentaire], Imagina US, Revista Semana, RCN-eNNOVVA, Discovery Channel Latinoamerica, 2010. Disponible sur : www.tudiscovery.com/imagenes/galleries/paramilitares-en-colombia-la-historia-de-los-hermanos-castano/
- FARC-EP, Fuerzas Revolucionarias de Colombia-Ejercito del Pueblo*, [page web]. Disponible sur : www.farc-ep.co/
- FARC-EP, *Himno de las Farc*, [vidéo en ligne], 14 juin 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=kaP1xNEkMbY
- FARC, Ejercito del Pueblo e Insurgente?*, [vidéo en ligne], 15 janvier 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=VNDqqgRv-nQ
- Fuga de las Farc*, [documentaire], Discovery Channel, Bogotá, 2008. Disponible sur : www.tudiscovery.com/web/FARC/videos/
- Gómez (Mauricio), *¡Colombia Vive! : 25 años de resistencia*, [documentaire DVD], Bogotá, Canal Caracol Television y Semana, 2007.
- Guerrilleras : musica fariana – vallenato*, [vidéo en ligne], 28 novembre 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=4P9VVblq8hQ
- La verdad sobre las Farc (see the truth about Farc)*, [vidéo en ligne], 7 janvier 2010. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=rHofl7sJCAU
- Langlois (Roméo), *Colombie: à balles réelles*, [documentaire], France 24, 2012.

Disponible sur : www.france24.com/fr/romeo-langlois-colombie-farc-balles-reelles ou www.semana.com/nacion/colombia-pura-bala-documental-romeo-langlois/179244-3.aspx

Langlois (Roméo), Mariani (Pascale), *Mientras no se apaga el sol*, [documentaire] Bakata Press, Colombia, 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2ZS-xMKXyts

Langlois (Roméo), Mariani (Pascale), *Pour tout l'or de Colombie*, [documentaire], WOOW Diffusion, diffusé par Canal+ Spécial Investigation, 23 janvier 2012.

Los niños de la Guerrilla, [documentaire], Univisión-Primer Impacto, México, 25 février 2008. Disponible sur : www.univision.com/content/videoplayer.jhtml?cid=1448493

Meinhof (Ulrike), Modotti (Tina), Vallejo (César), *FARC-EP, la Insurgencia del Siglo XXI*, [documentaire], Bogotá, 14 décembre 2009. Disponible sur : http://www.youtube.com/watch?v=hRx_W54AlPo;

Morris (Holman), *La guerra en el Cauca*, [documentaire], Contravía, Bogotá, 2007. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=cBvtFq4qJXc&feature=relmfu

Morris (Holman), *La hora de la Paz*, [documentaire], Tiempo Real, mai 2009. Disponible sur : www.rpasur.com/videos-215.html

Movimiento Bolivariano por la Nueva Colombia, *FARC-EP El baile del Guerrillero : merengue dominicano*, [vidéo en ligne], 10 mars 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=COKoE3Kw9xk

Nevado (Jaime), *Para Uribe*, [vidéo en ligne], 30 juillet 2008. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=VAqyYPg6Cwo

Operación Sodoma: la caída del Mono Jojoy, [documentaire], Discovery Channel Latinoamerica, Bogotá, Revista SEMANA, Imagina US, RCN Televisión et Discovery, 8 septembre 2011.

Operación Vuelva a Jugar, [vidéo], Ministère de la Défense, 2011. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=0__ufPk2s14

Peña (Ismael), *Terrorismo : su mano en Colombia*, [documentaire], Producciones dos mundos (Espagne), Canal RCN (Colombia), 2004. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=QP7y1ObnCl8

- Penhaul (Karl), « *Adentro de las Farc : después del “Mono Joyoy”* », [vidéo en ligne], *El Espectador*, Bogotá, 30 avril 2011. Disponible sur : <http://static.elespectador.com/especiales/2011/04/51bbfcaa02cd1cc877a86ad7704eddb8/index.html>
- Penhaul (Karl), *Inside the FARC: Colombia's guerilla fighters*, [vidéo en ligne], Al Jazeera, 30 mai 2011. Disponible sur : www.aljazeera.com/indepth/features/2011/05/2011523145921384863.html
- Penhaul (Karl), *Life inside Colombia's FARC*, [documentaire], Al Jazeera, 30 Mai 2011.
- Piasecki Poulsen (Frank), *Guerrilla Girl*, [documentaire], Zentropa, Copenhague, 2005. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=flmsDQK910I
- Rebollo (Esther) dir, *Con EFE de Futuro: construyendo la paz*, [documentaire], EFE, Embajada de España en Colombia, AECID, PNUD Colombia, Intermón-Oxfam, Bogotá, 2011. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=NrqT1353zXw
- Rees (Phil), *Dining with Terrorists : America's Backyard*, [documentaire], Al Jazeera, 17 février 2009. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=uypq7-TIIIQ&feature=relmfu
- Restrepo (Jorge), Vargas (Juan F.), *The Dynamics of the Colombian Civil Conflict : A New Data Set*, [base de données], Homo Oeconomicus, 2003. Disponible sur : <http://personal.rhul.ac.uk/pnte/150/DynamicsOfCivilwar.pdf>.
- Revelados Cuarta Temporada : “Una Apuesta por la Reintegración”*, [DVD], Bogotá, CANAL 13, 2008.
- Sergent (Jean Pierre), Muel (Bruno), *Rio chiquito*, [documentaire], DOVIDIS, 1965. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=WmQtWbneY94
- Vidal (César), « Entrevista a Herbin Hoyos, periodista colombiano secuestrado por las FARC », [programme télévisé], La Tertulia de César Vidal, Digital Television, 3 décembre 2009. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=9FN2L1-6pas
- Video Documental de la marcha del 4 de febrero de 2008*, [documentaire], Fundación Un Millón de Voces, Bogotá, [consulté le 7 mars 2012]. Disponible sur : www.millonesdevoces.org/contenido/index.php?option=com_wrapper&view=w

Entretiens

Adolfo Chaparro, professeur-chercheur, Escuela de Ciencias Humanas. Universidad del Rosario. Réalisé le 11 décembre 2008. Lieu : Universidad del Rosario, Bogotá, Colombia.

Antanas Mockus, homme politique colombien. Réalisé le 3 juillet 2010. Lieu : Université Toulouse II Le Mirail, Toulouse, France.

Axel Honneth, professeur à l'Université Columbia, New York, Directeur de l'institut de recherche sociale Goethe-Universität Frankfurt am Main. Réalisé le 8 juillet 2010. Lieu : Universidade Nova de Lisboa, Portugal. (Bref échange).

Denis Constant-Martin, professeur-chercheur, Sciences Po Bordeaux. Réalisé le 19 mai 2009. Lieu : Sciences Po Bordeaux, France.

Germán Puentes, professeur-chercheur, Facultad de Ciencia Política y Gobierno. Universidad del Rosario. Réalisé le 8 février 2008. Lieu : Sciences Po Bordeaux, France.

Jacques Faget, Chercheur au CNRS (SPIRIT), Enseignant à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux. Réalisé le 24 mars 2011. Lieu : Sciences Po Bordeaux, France.

Joshua Mitrotti. Coordinateur de l'Unité de coopération et de relations internationales, Haut Conseil pour la Réintégration. Entrevue réalisée le 12 décembre 2008. Lieu: Salón Bolívar, Palacio de San Carlos, Ministerio de Relaciones Exteriores, Bogotá, Colombia.

Liduíne Zumpolle, Représentante Internationale de « Corporación Manos por la paz Internacional » et coauteure du livre « Tanja: una holandesa en la guerrilla ». Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: Sede de la Corporación Manos por la paz internacional, Bogotá, Colombia.

Roos van der Haer, Junior Research Fellow, Chair of International Relations and Conflict Management, Department of Politics and Public Administration, University of Konstanz, Germany. Réalisé le 15 octobre 2010. Entretien

téléphonique.

Thomas Lindemann, Professeur de science politique, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Réalisé le 10 octobre 2013. Lieu : Paris, France.

Entretiens menés avec d'anciens combattants

« Boyaco », ancien guérillero ELN, Région : Boyacá. Réalisée le 6 mai 2010. 11h20-12h40. Lieu: Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

« Camilo », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

« Eduardo », ancien paramilitaire AUC, Région : Bogotá. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu : Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

« Felipe », ancien guérillero FARC, Région : Tolima. Réalisé le 15 juin 2011. Lieu: La Candelaria, Bogotá.

« Guérillero 1, 2, 3 » et « Guérillera 4 ». Enquête réalisée le 4 décembre 2008. Lieu : Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

« Héctor Nilson », ancien paramilitaire AUC, Région : Arauca. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu : Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

« Hernando », ancien guérillero FARC, Région : Caqueta. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

« Jorge Hernández », ancien guérillero FARC, Région : Guaviare. Réalisé le 6 mai 2010. 14h20-14h51. Lieu : Centro de Atención de Engativa- Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

« José Cristo », ancien guérillero FARC, Région: Eje Cafetero. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu : Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.

- « La Churca », ancienne guérillera FARC, Région : Arauca. Réalisée le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.
- « Mario », ancien guérillero ELN, Région : Nariño. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.
- « Mónica », ancienne guérillera FARC, Région : Córdoba. Réalisé le 4 décembre 2008. Lieu : Établissement Scolaire « Colegio Nocturno Carlos Arturo Torres », Bogotá.
- « Noël Arcecio », ancien paramilitaire AUC, Région : Córdoba. Réalisé le 6 mai 2010. Lieu : Centro de Atención de Engativa - Alta Consejería para la Reinserción, Bogotá.

Entretiens menés avec de membres de la société civile

- « Alfonso », professeur universitaire, 47 ans. Réalisé le 10 février 2011. Lieu : Ipiales (département de Nariño), Colombie.
- « Álvaro P. », professeur retraité, 66 ans. Réalisé le 28 avril 2010. Lieu : Bogotá, Colombie.
- « Andrés », professeur de l'école rurale, 30 ans. Réalisé le 21 février 2010. Lieu : La Uvita (département de Boyacá), Colombie.
- « Aura », femme de ménage, 50 ans. Réalisé le 14 février 2011. Lieu: Pasto (département de Nariño), Colombie.
- « Carlos », soldat *bachiller*, 18 ans. Réalisé le 12 février 2011. Lieu : Laguna de la Cocha (département de Nariño), Colombie.
- « Carlos Guate », musicien, 35 ans. Réalisé le 22 février 2010. Lieu : Boavita (département de Boyacá), Colombie.
- « Daniel », commerçant, 28 ans. Réalisé le 18 décembre 2008. Lieu : Tunja (département de Boyacá), Colombie.
- « Francisco Galvis », professeur, 49 ans. Réalisé le 1 avril 2010. Lieu : Colegio Manuela Beltrán, Bogotá, Colombie.
- « Guillermo Díaz », agronome, 60 ans. Réalisé le 20 février 2010. Lieu : Vereda de

- Cusagüí, La Uvita (département de Boyacá), Colombie.
- « Ignacio », transporteur, 45 ans. Réalisé le 28 décembre 2009. Lieu : Tauramena (département de Casanare), Colombie.
- « Inés », professeur retraité, 58 ans. Réalisé le 2 avril 2010. Lieu : Bogotá, Colombie.
- « Leonardo Fernández », agriculteur, 59 ans. Réalisé le 19 février 2010. Lieu : La Uvita (département de Boyacá), Colombie.
- « María », professeur école municipale. Réalisé le 3 mai 2010. Lieu : San Agustín (département du Huila), Colombie.
- « María Eugenia », docteur en sciences politiques, 58 ans. Réalisé le 5 avril 2010. Lieu : Bogotá, Colombie.
- « Martha », retraité du SENA (Servicio Nacional de Aprendizaje, entidad al servicio del Estado colombiano), 65 ans. Réalisé le 26 février 2010. Lieu : Tunja (département de Boyacá), Colombie.
- « Nancy », travailleur indépendant, 22 ans. Réalisé le 8 février 2011. Lieu : Buga (département du Valle del Cauca), Colombie.
- « Rosaminta », femme au foyer, 45 ans. Réalisé le 30 décembre 2009. Lieu : Hato Corozal (département de Casanare), Colombie.
- « Saúl Esteban », travailleur indépendant, 50 ans. Réalisé le 10 février 2010. Lieu : El Espino (département de Boyacá), Colombie.

Table des annexes

ANNEXE 1	703
ANNEXE 2	705

Annexe 1

Comparaison entre la structure hiérarchique de l'armée colombienne et des FARC-EP :

Armée colombienne	FARC-EP
Dragoneante	Candidato
Cabo Segundo	Reemplazante de Escuadra
Cabo Primero	Comandante de Escuadra
Sargento Segundo	Reemplazante de guerrilla
Sargento Vice Primero	Comandante de guerrilla
Sargento Mayor	Reemplazante de Compañía
Subteniente	Comandante de Compañía
Teniente	Reemplazante de Columna
Capitán	Comandante de Columna
Mayor	Reemplazante de Frente
Teniente Coronel	Comandante de Frente
Coronel	Reemplazante de Bloque
Brigadier General	Comandante de Bloque
Mayor General	Reemplazante de Estado Mayor Central
General	Comandante de Estado Mayor Central

Pizarro Leongómez (Eduardo), « Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, Año 100, No. 35225, 10 de mayo de 2011. p. 17

Echelons de commandement :

Ejército Nacional	Farc-Ep
Escuadra (unidad básica, 12 soldados)	Escuadra (unidad básica, 12 guerrilleros)
Pelotón (tres escuadras)	Guerrilla (dos escuadras)
Compañía (cuatro o siete pelotones)	Compañía (dos guerrillas)
Batallón (dos a seis compañías)	Columna (dos compañías)
Brigada (dos o más batallones)	Frente (dos columnas o más)
División (dos o más brigadas)	Bloque (cinco o más frentes)

Pizarro Leongómez (Eduardo), « Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, Año 100, No. 35225, 10 de mayo de 2011. p. 17

Annexe 2



SIGAC. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2013.